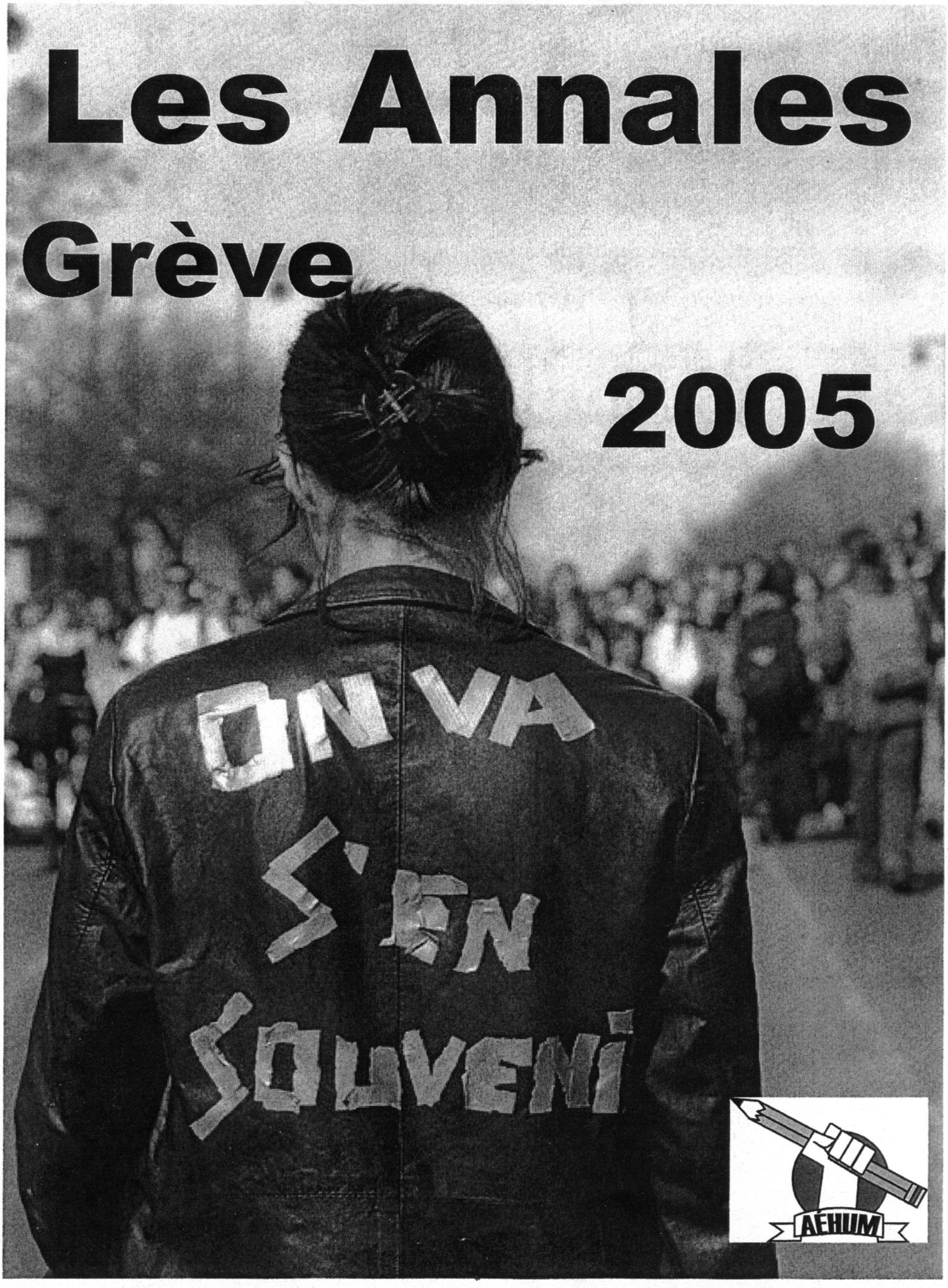
Les Annales

Grève

2005



AEHUM

De l'utilité des annales

Pourquoi donc faire cet exercice fastidieux de compilation et de classement? Est-il vraiment nécessaire de garder une trace de ce mouvement? Nous ne pouvons présumer de l'ampleur historique de ce mouvement de grève. Nous ne faisons pas cet exercice pour les générations futures, nous ne visons pas une portée historique et n'espérons même pas être, un jour, utilisés pour un travail quelconque d'histoire ou de sociologie. Non, nous n'avons fait ce travail que pour nous, que pour ceux et celles qui se sont battus pendant plus d'un mois. Nous voulions saluer cet effort. Peu importe la portée qu'aurait cette grève dans l'avenir, il fallait faire quelque chose pour s'assurer que tous se souviendront des combats menés par les étudiants. Si l'obscurité historique envahie ce phénomène, que ce recueil tienne lieu de dernier rempart. Au moins, il restera quelque chose, au moins il y aura des traces. Oui, cette grève a eu un impact immense. Nous pouvons être fiers d'en avoir fait partie. La mise sur pied d'une équipe complète afin d'en arriver à cette « œuvre » se comprend alors aisément.

Phil et son équipe

Remerciements

Les convictions et la motivation des étudiants du département d'histoire de l'Université de Montréal (dont j'ai fait partie au premier et deuxième cycle) ainsi que l'ardeur dans le mouvement de grève de plusieurs d'entre eux (pas seulement M. Hamel) me motivèrent grandement à me lancer dans cette aventure. Au moment où est venu sur la table l'idée de faire un scrap book sur la grève, je me suis donc porté volontaire pour la partie « presse écrite ». Le but que l'on s'était fixé au sein de *Phil et son équipe* : recueillir le plus d'articles de journaux possible sur la grève et ses sujets connexes (les droits de scolarité, par exemple) de la façon la plus neutre possible. Aucun jugement, aucune censure, aucun choix éditorial. Nous laissons au lecteur le soin de se faire sa propre opinion.

Je ne pouvais pas tout réunir seul. Je tiens donc d'abord à remercier Philippe Legault, David Murray, Francis Hamel et mes parents. L'essentiel des articles des trois principaux quotidiens de la région de Montréal (*La Presse*, *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal*) vient d'eux. Je tiens aussi à remercier tous ceux et celles qui ont laissé des articles et des coupures de presses de toutes sortes et que j'ai utilisées. Une part immense de cette « œuvre » vous revient. Merci de tout cœur.

Recueillir les journaux n'était toutefois qu'une partie du travail. Je tiens donc à remercier tout autant ceux et celles qui m'ont encouragé dans mon « bricolage ». Je n'aurai jamais achevé le scrap book sans vos constantes « tapes dans le dos ». Outre les gens cités plus haut, je veux mentionner plus particulièrement : Véro, Shu, Pam, Alex, Nat, Audrey (tellement), LSD, etc. Ceux qui ne sont pas nommés, je garde une place quand même pour vous dans mes pensées. Puis, il y a ces innombrables photos dans lesquels nous avons puisés. Il faut remercier pour celles-ci David Simard.

Finalement, je me dois de remercier Paul Beaudry. Bien que je doute qu'il lise un jour ces lignes, il a su me montrer que les préjugés à combattre sont toujours aussi tenaces et qu'il y a bien un combat à mener contre l'obscurantisme et l'imbécillité humaine. Puisses-tu un jour voir la lumière (les conséquences des mesures que tu prônes) toi aussi!

L'équipe de Phil : Ghislain Mireault
pafin@hotmail.com

EDITORIAL

suite de la couverture

moins de dix jours plus tard, lors de la manifestation du 19 novembre. Cette dernière fut une fois de plus l'occasion de signifier au gouvernement la colère étudiante et de faire valoir notre lutte sur les ondes et dans les pages des grands médias.

Vers la fin de la session d'automne, des membres de l'ASSÉ y allèrent d'un autre coup d'éclat en occupant pendant plusieurs heures le bureau de comté de Pierre Reid, ministre de l'éducation. Encore une fois, les médias furent de la partie.

On constate donc que la session dernière a laissé place à une escalade des moyens de pression partant de l'information et de l'action symbolique, allant jusqu'à l'occupation et passant par la formulation d'un ultimatum et par des manifestations. Le principe d'escalade des moyens de pression implique de laisser la chance aux personnes visées de réagir à une intensification progressive des actions visant à les affecter. Cette escalade permet de construire, par étape, un rapport de force face à l'État afin de l'obliger à dialoguer avec nous sur un pied d'égalité. Cependant, la construction de ce rapport de force obligeant la considération de nos revendications n'est pas chose évidente. Ce qui est évident, par contre, c'est le mépris avec lequel le ministre de l'éducation et l'ensemble du gouvernement traitent nos demandes. Face à ce mépris, un constat s'impose : il faut passer à la prochaine étape de l'escalade ! Il faut passer à la grève !

Si nous voulons faire halte au massacre de l'éducation qui dure depuis près de quinze ans et si nous voulons faire entendre et respecter nos revendications, cette nouvelle étape qu'est la grève s'impose à nous. Jusqu'où attendrons-nous ? Jusqu'où accepterons-nous que le droit à l'éducation soit massacré ? Il est temps d'agir !!

Vers la grève générale !!

LA GRATUITÉ SCOLAIRE, UNE REVENDICATION SIGNIFICATIVE

Par Marie-Michèle Whitlock
Étudiante en Histoire, UQAM

Est-ce vraiment la gratuité que vivent les étudiants et étudiantes dans la réalité? Pour plusieurs étudiants et étudiantes, la décision de poursuivre des études post-secondaires est une réflexion qui porte beaucoup plus sur le porte-feuille que sur leurs goûts et intérêts…

Présentement, au Québec, les frais afférents augmentent sans arrêt, au cégep comme à l'université. Depuis 1994, malgré le " gel "des frais de scolarité universitaires, on peut observer une augmentation de 10,4% du coût des études universitaires. Dans chaque institution, les administrations imposent des frais de tous genres (d'inscription, afférents et autres) aux étudiants et étudiantes. Ces frais ne sont pas des "frais de scolarité" proprement dit. Donc ils peuvent augmenter sans arrêt à la discrétion des administrations des institutions universitaires.

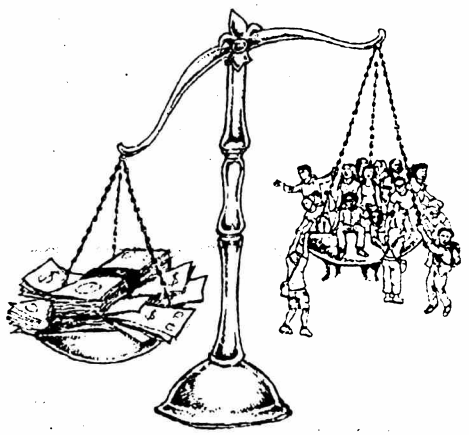
Au niveau collégial, la situation est différente. Selon la loi au Québec, l'accès au niveau collégial est gratuit, mais en réalité il en coûte environ une centaine de dollars et cela varie encore une fois d'une institution à une autre. Souvenons-nous que l'année dernière plusieurs cégeps ont augmenté leurs frais dits "de toute autre nature" pour combler un éventuel déficit.

La gratuité de l'éducation ne signifie pas : " ne pas payer cher", mais bien y avoir accès sans frais. Si on considère que l'éducation est un droit et non un privilège, la gratuité s'impose. Combien d'étudiants et d'étudiantes doivent se priver d'une alimentation adéquate, de soins dentaires et de la satisfaction de plusieurs autres besoins pour arriver à la fin du mois? Beaucoup trop.

On le remarque, les frais sont élevés, mais en plus, les étudiants et étudiantes à faible revenu ne peuvent pas compter sur une aide adéquate du gouvernement. Le système de prêts et bourses est insuffisant et plonge les prestataires dans le cercle vicieux de l'endettement. Puisqu'il n'y a aucun système d'aide financière adéquat pour les étudiants et étudiantes, ils et elles doivent travailler pour payer leurs études mais aussi pour subvenir à leurs besoins, coupant ainsi sur le temps qu'ils et elles peuvent accorder à leurs études. Adieu bourses d'excellence et bourses au rendement quand on n'a pas le temps de se consacrer pleinement aux études.

Conséquences des frais de scolarité

Outre le fait que l'éducation post secondaire implique des coûts difficiles à assumer pour les usagers et usagères, l'orientation des études se voit souvent dirigée par le budget de l'étudiant ou de l'étudiante. En effet, on peut facilement observer qu'une personne ayant peu de moyens s'orientera souvent dans un domaine technique, pour s'assurer plus facilement un emploi afin de subvenir rapidement à ses besoins et ne pas s'endetter davantage. Avec la gratuité scolaire, le choix du programme serait beaucoup plus orienté par les goûts et intérêts des gens et moins par les contraintes économiques. Une personne à faible revenu verrait moins d'obstacles à poursuivre de longues études universitaires, si elle le désire.



Le sous-financement

Le système d'éducation québécois a subi de nombreuses coupures depuis les années 1990. On parle de plus de 250 millions dans le réseau collégial et près de 1,9 milliards au total depuis ces années. Ce sous-financement se fait ressentir dans la qualité de l'éducation. Les ressources offertes aux étudiants et étudiantes sont évidemment de moins en moins de bonne qualité (matériels désuets, ratio élèves/professeur-e-s trop élevé, choix de cours limités) et c'est dans le portefeuille de la population étudiante que le gouvernement va piger pour résoudre ses problèmes financiers. On en vient à une situation où les étudiants et étudiantes sont des consommateurs et consommatrices du savoir, et seul-e-s ceux et celles qui peuvent l'acheter en jouissent. Pour plusieurs, il est normal de payer pour avoir le droit à l'éducation et cette logique marchande semble de plus en plus acceptée. Pourtant, le réseau collégial ainsi que le réseau des universités du Québec (UQ) ont été créés dans le but de rendre l'éducation accessible et publique. On est loin de concrétiser ces nobles objectifs… tout au contraire.

Le gouvernement Charest poursuit le saccage de l'éducation…

Avec l'élection du gouvernement Charest, rien n'a changé pour le mieux… en fait on remarque même un démantèlement des services sociaux en général. Aucun réinvestissement dans le système d'éducation, coupure dans l'aide financière, possibilité de dégel des frais de scolarité alors que certaines universités augmentent déjà de façon illégale les frais de scolarité aux étudiants internationaux et étudiantes internationales. Les administrations appliquent des politiques racistes pour augmenter le rendement de leurs universités. De plus en plus, on se demande qui payera pour le système d'éducation : l'État ? L'entreprise privée ? Les consommateurs et consommatrices ? Pour le gouvernement, qui travaille pour le conseil du patronat et l'entreprise privée, la réponse est simple : la privatisation du système d'éducation est une solution rentable. Pourtant, un système d'éducation accessible et de qualité est un investissement pour une société en santé!

Au Québec on paye moins cher qu'ailleurs…

Il est vrai qu'au Québec les frais de scolarité sont les plus bas en Amérique du Nord. Par contre, est-ce une raison pour ne pas améliorer nos conditions? Pourquoi ne pas adopter comme référence les endroits où les frais de scolarité sont moindres ?

N'oublions pas qu'il existe des endroits dans le monde, comme l'Allemagne, le Danemark, la Finlande, la Grèce, la Suède où l'éducation ne coûte pas un sous. Plutôt que de prendre exemple sur ce qui se fait de pire (comme l'Ontario ou les États-unis), travaillons plutôt à améliorer notre société, la rendre plus juste. Dans une société où l'écart entre les riches et les pauvres s'agrandit de jour en jour, la gratuité scolaire serait un pas en avant pour la justice sociale et une plus grande égalité entre tous et toutes.

La gratuité scolaire : objectif de toutes nos luttes

Il est primordial pour le mouvement étudiant de ne jamais négliger la revendication de la gratuité scolaire à tous les niveaux pour tous et toutes! La lutte pour un meilleur système de prêts et bourses, contre un dégel des frais de scolarité, pour une éducation publique sans ingérence du privé… sont toutes des luttes qui doivent avoir comme objectif ultime la gratuité scolaire. Même si ceci n'est pas un objectif à court terme, le mouvement étudiant doit sans cesse revenir à la charge avec cette revendication historique et nécessaire : La gratuité scolaire à tous les niveaux, pour tous et toutes!

RÉFORME DES PRÊTS ET BOURSES : ENCORE AUX PLUS PAUVRES À PAYER

Par Isabelle Labbé, Étudiante en travail social, collège de Sherbrooke

Malgré les dénonciations faites par la population étudiante concernant la coupure de 103 millions de dollars dans le programme d'Aides Financière aux Études (AFE), Pierre Reid, le ministre de l'éducation, ne cesse de répéter aux étudiants et étudiantes qu'il n'y a pas d'argent. Reid nous propose donc quelques " petits changements ".

Conversion de bourses en prêts

C'est un peu plus de 130 000 étudiantes et étudiants du Québec qui subissent les conséquences du sous-financement dans notre système d'éducation. En avril dernier, on nous a annoncé une coupure directe de 63 M$ ainsi qu'un manque à gagner de 40 M$ dans le programme de l'AFE, mais Reid était content de nous annoncer que tout cet argent serait converti en prêt. Ceci représente une augmentation moyenne de la dette étudiante de 2 170$/an au collégial et de 5 840$/an à l'université. Pour l'année 2003-2004 les budgets se situaient à 345,2 M$ en prêt et à 292,4 M$ en bourses.

Pierre Reid se justifie en déclarant dans les médias qu'il aurait aimé s'endetter lorsqu'il était étudiant et que nous avons le programme d'AFE le plus généreux en Amérique du Nord. Or, passe sous silence que nous avons aussi un des plus hauts taux d'endettement étudiant en Amérique du Nord. Il en rajoute en affirmant à la population que l'argent coupé a été investi dans les universités pour sauvegarder la qualité de notre éducation. C'est bien correct, mais il y a moyen de le faire sans empiéter sur l'accessibilité de l'éducation et surtout sans faire payer les moins nanti-e-s de notre système d'éducation.

Bye, bye bourse

Dès janvier 2005, tous ceux et celles qui sont prestataires de l'AFE se verront attribuer un montant d'argent à tous les mois, qui sera versé directement dans leur compte. Avant, les gens recevaient un certificat de prêt à renouveler à chaque année d'étude et recevaient généralement 2 ou 3 versements de bourse sous forme de chèques, durant leurs sessions. Cependant, pour avoir accès à la bourse, ils et elles devaient obligatoirement avoir utilisé le maximum de prêt. Dans le cas ou un montant de bourse avait été versé en trop, les personnes touchées devaient le rembourser à la fin de l'année scolaire sinon le montant était soustrait lors du versement de l'année suivante. Si pour une raison quelconque une personne devait abandonner ses études, le montant de la bourse qu'elle avait reçu n'était pas remboursable.

Maintenant, le calcul des montants attribués en bourse et en prêt, s'effectue toujours sur les revenus que les gens ont gagnés, mais ils et elles doivent aussi confirmer le montant d'argent qu'ils et qu'elles pensent obtenir par d'autres sources de revenus. Auparavant, les gens déclaraient leurs revenus et devaient remplir le formulaire de déclaration de situation réelle au cours de l'année d'attribution, afin d'obtenir une bourse. Dans ce formulaire, on inscrivait nos revenus d'emploi, montants à recevoir, etc.

Ce formulaire est aboli puisque, TOUS LES MONTANTS ATTRIBUÉS MENSUELLEMENT DANS LES COMPTES SONT DES PRÊTS. Ce qui signifie que tout l'argent reçu pendant l'année scolaire est un prêt. Dorénavant, le ministère de l'éducation ira vérifier les sommes reçues au cours de l'année, au mois d'avril auprès de revenu Québec. Après cette vérification et celle faite auprès de l'établissement d'enseignement pour s'assurer que la personne a bien complété son année de formation, l'AFE versera le montant de la bourse non plus à la personne, mais à l'institution financière (banque ou caisse) avec laquelle elle fait affaire. Dans le cas ou des montants seraient versés en trop, la personne sera coupée sur le montant qui lui sera versé le mois suivant ou l'argent sera réduit du montant de la bourse et restera en prêt, ce qui entraîne plus d'intérêts.

Payant pour qui?

Un prêt garanti par le gouvernement veut dire que l'étudiant ou l'étudiante ne paie pas d'intérêt sur sa dette tant qu'il ou qu'elle est aux études. Toutefois, les intérêts débutent tout de même la première journée de l'emprunt, et c'est le gouvernement qui paie tout durant la formation. Donc, au lieu de payer des intérêts sur un montant de 3 025$/an, au Collégial, le gouvernement se trouve à payer des intérêts sur, par exemple 6 025$ (si on compte une bourse de 3 000$), au bout de 10 mois. Quand toutes les vérifications auront été faites et que la bourse sera remise aux institutions financières, il ne paiera que des intérêts sur un montant de 3 025$. C'est donc dire que ce système coûte plus cher au gouvernement, sans aucun avantage pour les prestataires.

Antérieurement, il y avait un montant d'argent de mentionné sur le certificat de garantie prêt, mais puisque l'AFE ne veut plus confirmer le montant de la bourse tant que les vérifications ne sont pas faites, c'est un certificat sans chiffre qui autorise l'emprunteur ou l'emprunteuse à conclure une convention de prêt avec l'institut financière. La convention de prêt est un document qui précise les modalités de gestion d'un prêt pour études. L'AFE en fournit un avec le certificat de garantie, mais les institutions financières ont parfaitement le droit de vous faire signer un autre formulaire avec d'autres conditions d'emprunt que celles inscrites sur celui de l'AFE. Toutefois, elles ne peuvent gonfler le taux d'intérêt.

Vive le changement!

Toutes ces nouvelles mesures sont une entrave à l'accessibilité scolaire, et ce à tous les niveaux. Ceci démontre que notre gouvernement nous entraîne de plus en plus vers un système d'utilisateur payeur et démontre un flagrant désengagement de l'État en finançant nos établissements universitaires à même les poches des étudiants et étudiantes les plus pauvres. Il est intéressant de souligner que les grands gagnants de tous ces changements sont les institutions financières, qui font des milliards de profits au Québec tout en profitant des paradis fiscaux. Cela prive tous nos programmes sociaux de plusieurs millions de dollars, dont celui de l'éducation, et laisse la voie libre à l'entreprise privée.

CONGRÈS DE L'ASSÉ

2.8 - 2.9 et 30 janvier
à Montréal

Confirmez votre présence au bureau de l'ASSÉ
(coordonnées au dos du journal)

0.0 Ouverture
1.0 Procédures
1.1 Praesidium
1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
1.3 Lecture et adoption du procès-verbal du 24 octobre 2004
2.0 Tour de table
3.0 Bilans
3.1 Local
3.2 National
4.0 Finances
4.1 États financiers 2003-2004
4.2 États financiers mi-annuels 2004-2005
4.3 Modifications aux prévisions budgétaires 2004-2005
5.0 Avis de motion
5.1 Traitement des avis de motion
5.2 Dépôt des avis de motion
6.0 Élections
6.1 Conseil exécutif
6.2 Comité femmes
6.3 Comité journal
6.4 Comités de travail
7.0 Mesures extraordinaires de grève
8.0 Revendications pour la grève
8.1 Plénière
8.2 Délibérante
9.0 Plan d'action grève
9.1 Plénière
9.2 Délibérante
10.0 Coordination de la campagne de grève
10.1 Plénière
10.2 Délibérante
11.0 Femmes
12.0 États généraux du mouvement étudiant / congrès d'orientation
13.0 Varia
14.0 Levée

Ce congrès sera l'occasion pour les associations étudiantes du Québec de se réunir pour débattre et construire la riposte face aux attaques du gouvernement envers le système d'éducation. Toutes les associations étudiantes sont donc invitées à y participer

La grève générale illimitée sera au cœur des débats de ce congrès

POLITIQUE DE FÉMINISATION DE L'ASSÉ

La féminisation est utilisée pour inclure les femmes dans la langue française.
L'ASSÉ s'est dotée de la politique de féminisation suivante :

À l'écrit : les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas doivent être féminisés à l'aide du trait d'union (-) selon les règles de la grammaire française.

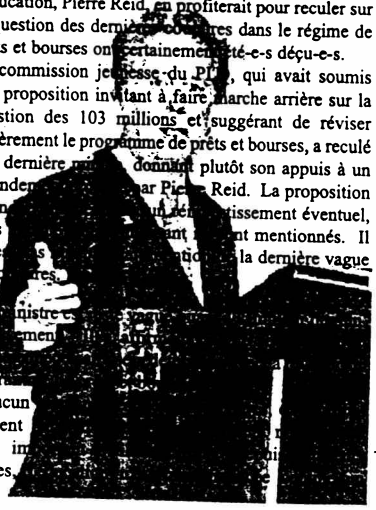
À l'oral : les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas ne sont dits qu'une seule fois.

GRÈVE

RETOUR SUR LE CONGRÈS DU PLQ : ENDETTEMENT ET HAUSSES DE FRAIS

Par Héloïse Moyse-Lepoiste,
Étudiante en philosophie Université de Sherbrooke

Les 19, 20 et 21 novembre derniers se réunissaient en congrès les délégué-e-s du Parti Libéral du Québec (PLQ). Ceux et celles qui croyaient que le ministre de l'éducation, Pierre Reid, en profiterait pour reculer sur la question des dernières coupures dans le régime de prêts et bourses ont certainement été-e-s déçu-e-s.
La commission jeunesse du PLQ, qui avait soumis une proposition invitant à faire marche arrière sur la question des 103 millions et suggérant de réviser entièrement le programme de prêts et bourses, a reculé à la dernière minute donnant plutôt son appuis à un amendement présenté par Pierre Reid. La proposition amendée [illegible] mais [illegible] n'y [illegible] de la dernière vague de coupures.



Le ministre [illegible] vouloir [illegible] financement [illegible] programme [illegible]. Si aucun [illegible] blement [illegible] aussi [illegible] années.

Le droit à l'éducation est vu par le gouvernement comme un investissement et non comme un droit, mais comme un investissement. Dans cette logique, il y a fort à parier que les sommes investies en bourses n'augmenteront pas, et que le droit à l'éducation des moins bien nanti-e-s sera de plus en plus synonyme d'endettement.

Le congrès a aussi donné son appuis à l'instauration d'un programme de remboursement proportionnel au revenu. Ce programme, dont les détails sont encore inconnus, permet à ceux et celles qui gagnent un moins bon salaire de rembourser leur dette d'étude avec de plus petits versements. En apparence intéressant, ce programme pénalise pourtant les plus pauvres. En effet, les intérêts sur une dette remboursée sur une plus longue période de temps sont plus imposants. Ceux et celles qui peuvent rembourser rapidement payent donc moins, au total, que ceux et celles qui n'ont pas les moyens de payer rapidement leur dette d'étude.

Mais il y a plus inquiétant encore : le congrès du PLQ a ouvert la porte au dégel des frais de scolarité. Les militantes et militants du PLQ, si le PLQ était élu pour un second mandat, ne s'opposeraient pas à une hausse des frais de scolarité. Même la commission jeunesse du PLQ considère cette éventualité comme inévitable. Enfin, le Premier ministre, Jean Charest, a demandé un avis au conseil permanent de la jeunesse sur la question de l'accessibilité aux études post-secondaires et de l'aide financière aux études.

Comme d'habitude, les fédérations étudiantes avaient envoyé leur lot de lobbyistes, mais comme d'habitude, cette stratégie n'a donné aucun résultat intéressant pour les étudiantes et les étudiants. Le gouvernement n'a pas reculé sur l'enjeu immédiat des 103 millions, et pire encore, on a désormais toutes les raisons de craindre un dégel des frais de scolarité.
Le congrès du PLQ a aussi été l'occasion pour près d'un millier d'étudiantes et d'étudiants de manifester leur colère et leur indignation. À l'appel de l'ASSÉ, de nombreuses associations étudiantes se sont mobilisées et ont pris part aux manifestations organisées par l'ASSÉ et par la CLAC (Convergence des Luttes AntiCapitalistes) le 19 novembre. Le 20 novembre, plusieurs sont revenus sur les lieux du congrès pour participer aux rassemblements appelés par le réseau vigilance et la coalition " j'ai jamais voté pour ça ".
Le gouvernement a démontré son intention ferme de ne pas reculer sur la question des 103 millions et de l'endettement étudiant. Pour obtenir le réinvestissement massif que nous jugeons nécessaire, il est donc urgent de se mobiliser afin de construire un rapport de force qui ne laissera pas la liberté au gouvernement de continuer le saccage du droit à l'éducation.

1 Le droit, Prêts et bourses : Charest ne recule pas, Manchettes, 22 novembre 2004. p.3

POURQUOI CRAINDRE LA RÉCUPÉRATION DU MOUVEMENT ÉTUDIANT?

Par Marie-Michèle Whitlock et François Baillargeon,
Étudiante et Étudiant en Histoire à l'UQAM

Lorsque le mouvement étudiant décide de mener une lutte pour défendre les droits et intérêts de la population étudiante pour garder certains acquis, il doit se méfier. Il doit être stratégique, car plusieurs voudront saboter la lutte. Le patronat et l'entreprise feront entrave car leurs intérêts vont souvent à l'encontre de ceux des étudiantes et des étudiants. Le gouvernement ne voudra pas facilement céder aux revendications. Et même parmi les associations étudiantes, les fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ) voudront négocier des "pinottes" et se vanteront de grandes victoires pour le mouvement étudiant. C'est ce qu'on appelle de la récupération.

Lobbyisme ou syndicalisme?

Lorsqu'on parle du mouvement étudiant au Québec on ne parle pas d'un groupe homogène. On remarque au contraire diverses tendances à l'intérieur du mouvement. Cette division du mouvement étudiant existe depuis quelques années déjà et nous devons composer avec cette donnée. Malgré cette division, les fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ) se targuent d'être à elles seules le mouvement étudiant, d'être les représentantes de la population étudiante du Québec. Pourtant elles ne représentent qu'une partie du mouvement étudiant, au même titre que l'ASSÉ ou que les associations indépendantes. Cette récupération du mouvement global a de quoi choquer. Si la population étudiante non-membre des fédérations désiraient se faire représenter par ces dernières, n'auraient-elles pas simplement joint leur rang? Le fait même qu'il existe des associations non affiliées à la FECQ et à la FEUQ, après tant d'années d'existence, montre à quel point la récupération des mouvements étudiants est illogique et inacceptable.

Les fédérations étudiantes, qui existent depuis les années 90, sont une menace pour le mouvement étudiant. La FECQ et la FEUQ sont des organisations corporatistes très proche du gouvernement (bien que principalement du Parti québécois).

Ces fédérations étudiantes ne favorisent pas du tout la mobilisation de masse et les moyens de pression comme la grève. Selon elles, la façon la plus efficace pour faire halte au gouvernement et stopper le saccage de l'éducation post-secondaire, c'est la tactique du lobbying et de la négociation.

À l'opposé, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante se réclame du syndicalisme de combat. Elle favorise la mobilisation, l'escalade des moyens de pression (partant de l'action symbolique en allant jusqu'à la grève s'il le faut) et utilise l'Assemblée Générale comme instance suprême de prise de décision. Pour l'ASSÉ, il est primordial de réunir le plus de personnes possibles pour défendre des revendications communes auprès du gouvernement. C'est ce qu'on appelle la construction d'un rapport de force. Ce principe n'est pas nouveau dans le mouvement étudiant ; avant l'ASSÉ, le MDE et l'ANEEQ se proclamaient du syndicalisme de combat.

La division du mouvement étudiant est justifiée par une différence majeure dans les revendications défendues et les moyens d'action utilisés pour arriver aux objectifs désirés.

La grève de 1996 : un exemple de récupération
La grève de 1996 a été une mobilisation importante du mouvement étudiant. Une trentaine d'associations étudiantes ont débrayé au plus fort de la grève. La grève avait été lancée par le MDE, mais naturellement les fédérations n'étaient pas chaudes à l'idée. Après que la mobilisation fut bien amorcée et que plusieurs associations se soient ralliées à l'idée de grève, les fédérations n'ont pas eu le choix de se positionner pour la grève afin de garder le contrôle du mouvement et le récupérer à leur avantage.

Pour coordonner la grève, le MDE et les associations indépendantes avaient choisi de former une coalition où toutes associations étudiantes en grève auraient droit de vote. Cette coalition ponctuelle, sans structure ni règlements, réussit à construire un rapport de force à court terme mais pas à long terme. Elle ne pouvait donc pas empêcher la récupération. La FECQ et la FEUQ prirent rapidement le contrôle de cette coalition. Très vite ce furent elles qui siégèrent à la table de négociation. Pourtant, elles ne représentaient pas le mouvement de grève et encore moins les assemblées générales locales.

Conséquences de la récupération

La récupération des mobilisations étudiantes par les fédérations a des impacts importants sur le système d'éducation. Ce n'est pas simplement une question d'image médiatique ou un jeu de pouvoir pour savoir qui va négocier avec le gouvernement. Puisque les fédérations étudiantes ne sont pas proches de la base étudiante (de par leur structure où l'Assemblée générale n'est pas favorisée), elles vont négocier sans connaître les réelles exigences de la population étudiante.

En 1996, alors que plusieurs revendications étaient mises à l'avant plan de la campagne, la FECQ et la FEUQ se sont contentée de négocier le gel des frais de scolarité en appuyant l'instauration de la taxe à l'échec au collégial. En 2001, la FEUQ a appuyé des mesu-

La manifestation du 10 novembre, organisée par des coalitions sans banières, a été récupérée par les fédérations étudiantes. Certains et certaines avaient anticipé la manoeuvre...

GREVE

MYTHES ET RÉALITES SUR LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

Sandra Bérubé, étudiante en Sciences humaines, Collège de Sherbrooke

L'éducation est le reflet d'un système et d'une société. Vu sa tournure actuelle nettement élitiste, c'est un devoir pour la population étudiante de prendre position quant à la raison d'être de l'éducation publique. L'ASSÉ appelle à une campagne de grève générale illimitée pour cette session, et la réussite de cette grève dépend des convictions de la population étudiante partout au Québec. Des interrogations sérieuses relatives à ce moyen sont légitimes et même primordiales dans l'optique de prendre une décision éclairée. Il est donc crucial de comprendre en profondeur les rouages de ce moyen de pression :

Une grève, selon Le Petit Robert, est un "Arrêt volontaire et collectif d'une activité par revendication ou protestation" Le terme " illimitée " veut simplement dire que la grève est déclenchée par les membres sans durée déterminée, et que celle-ci sera arrêtée lorsque les membres le décideront. Localement, les membres des associations se réunissent et décident si la grève se poursuit, et quelle orientation elle prend. Une grève illimitée plonge un gouvernement dans l'incertitude, puisqu'il n'a aucune idée de la durée de la grève. Cette pression le pousse à agir en notre avantage. Quant à lui, le terme " générale " veut dire que plusieurs associations doivent être impliquées dans le mouvement.

Une association reste-t-elle indépendante du mouvement provincial?

OUI. Il revient à l'Assemblée Générale locale de décider si elle désire ou non suivre le mouvement, elle peut en tout temps décider de revenir sur ses positions et changer de cap selon les événements. Le mouvement provincial est en fait déterminé par l'ensemble des Assemblées générales locales.

Pourquoi ce moyen plutôt que des grèves ponctuelles, des pétitions ou des manifestations?

Historiquement, aucun gain majeur n'a été obtenu par ces moyens. Ils permettent de démontrer un désaccord, d'informer, de médiatiser une cause, mais n'ont jamais été suffisant pour engendrer des améliorations notoires. Ces moyens sont par contre utiles dans le cadre d'une escalade des moyens de pression. Ils préparent le terrain pour la grève générale illimitée par la mise sur pied progressive d'un rapport de force.

Que fait-on lors d'une grève générale illimitée?

Un des avantages majeurs de ce moyen de pression est qu'il libère les étudiantes et les étudiants de leurs occupations habituelles. N'ayant plus besoin d'investir leur temps dans leurs cours, ils et elles peuvent l'utiliser afin de s'organiser. Conférences, création de matériel, actions, projets artistiques engagés jouissent alors beaucoup plus efficaces puisqu'une participation plus massive de la population étudiante est possible. Toutes ces activités sont des apprentissages qui valent le sacrifice de quelques heures de cours.

Risque-t-on de perdre notre session en déclenchant une grève générale illimitée?

Ce n'est JAMAIS arrivé dans l'histoire des grèves générales illimitées au Québec (il y en a eu 7 : 1996, 1990, 1988, 1986, 1978, 1974, 1968).

Il faut comprendre que l'éducation est actuellement un rouage économique du gouvernement. D'abord, faire perdre une session entrainerait un trou dans le marché du travail par le retardement de l'arrivée des détenteurs et détentrices de DEC technique, de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat. Aussi, cela engendrerait une perte d'argent immense qui influencerait le budget provincial, ainsi qu'une impossibilité à accueillir les finissants et les finissantes du secondaire dans le réseau collégial causé par un engorgement monstre des cégeps.

Le gouvernement ne peut pas, économiquement et logistiquement, se permettre un tel désastre. Il préfère donc céder à des revendications soutenues par un véritable rapport de force que de subir de telles conséquences.

Est-ce que la grève générale illimitée a déjà fait ses preuves et pourquoi maintenant?

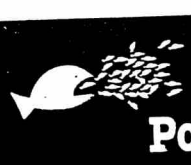
OUI. C'est aux grèves étudiantes que nous devons plusieurs acquis en éducation. Par exemple, l'instauration du réseau des Universités du Québec (UQ) dans différentes régions de la province est due à la grève de 1968, qui exigeait une meilleure accessibilité à l'université francophone. Plusieurs réformes améliorant le système des prêts et bourses sont aussi des résultats des luttes étudiantes des années soixante-dix. La dernière grève générale illimitée date de 1996, appelée par le MDE (Mouvement pour le Droit à l'Éducation), celle-ci avait comme revendications l'abolition de la cote R, le retrait des coupures de 700 millions dues au Parti Québécois et l'exigence du gel des frais de scolarité au niveau universitaire.

Depuis le début de l'histoire du mouvement étudiant, nous avons réussi à l'obtention d'importants gains et conserver certains acquis suite à des grèves générales illimitées. Par contre, entre chacune d'elle le gouvernement en place a reculé, coupé, repris ce qu'il avait donné. En 1996, la grève a réussi à faire arrêter la menace gouvernementale du dégel des frais de scolarité. Cependant, le mouvement n'a pas réussi à annuler les coupures de 700 millions de dollars alors faites dans l'éducation, lors du forum socio-économique de 96. Huit ans ont passé depuis. Il est donc plus qu'impératif d'aller chercher de réels acquis. Cette année, le gouvernement libéral a coupé 103 millions de dollars dans le programme des prêts et bourses, déjà déficient. Les frais exorbitants des étudiants internationnaux et des étudiantes internationales ne cessent d'augmenter. Une menace sérieuse plane sur les cégeps, puisque le ministre Reid et la Fédération des cégeps s'est clairement positionnés en faveur du démantèlement du réseau, ce qui amènera des diplômes locaux plutôt que nationaux et toutes les conséquences désastreuses qui s'y rattachant. Ces attaques viennent encore miner le droit à l'éducation: allons nous rester sans réaction? La seule manière de faire radicalement changer l'avenir de l'éducation au Québec est par la construction d'un rapport de force réel, basé sur une solidarité et une volonté étudiante se concrétisant dans une grève générale illimitée.

res de privatisation du système universitaire telles que les contrats de performance. À l'automne 2003, alors que le mouvement étudiant était en ébullition et que plusieurs associations tentaient d'organiser la résistance contre le gouvernement libéral, la FECQ sortait publiquement pour annoncer son retrait de toute mobilisation et sa volonté de "donner sa chance au coureur". Résultat : le gouvernement libéral prenait sa chance et profitait du relâchement de la pression pour augmenter, l'hiver suivant, l'endettement étudiant avec la réforme qu'on connaît aujourd'hui.

Un an plus tard (automne 2004), fidèles à leurs habitudes concertationnistes, la FECQ et la FEUQ répondaient à l'appel des libéraux et participaient au Forum des générations comique pour redorer le blason du gouvernement après une difficile année de confrontation sociale. Coup de théâtre, les fédérations montrent les dents et claquent la porte, dénonçant la mauvaise entente du gouvernement. Que n'a-t-on pas le 23 décembre dernier. Le Président de la FEUQ participera aux travaux d'un comité issu du Forum des générations... encore de la poudre aux yeux.

Peut-on faire confiance à ces organisations aujourd'hui d'avantage qu'hier ? Peut-on compter sur elles pour le difficile bras de fer qui s'annonce contre le gouvernement pour venir à bout de la contre-réforme de l'aide financière ? Ce serait naïf de le croire, et ça pourrait nous coûter cher. L'ASSÉ, quant à elle, a toujours affiché clairement sa position : nous sommes pour un mouvement de mobilisation massive qui débute et se termine en assemblée générale, le lieu de la démocratie directe où se trouve à la fois les forces vives et la légitimité de notre mouvement. Pour mener à son terme la grève qui s'impose aujourd'hui à nous, nous chercherons la collaboration des autres éléments du mouvement étudiant qui prônent aussi cet esprit syndical de lutte. Vive la grève pour le droit à l'éducation.



La grève ? Pourquoi ?

Parce qu'il est urgent ...

que le gouvernement abolisse rétroactivement la dernière réforme de l'Aide financière aux études et retire la coupure de 103 millions;

· Qu'il reconnaisse l'autonomie des étudiantes et étudiants dès le départ du domicile familial;

que la politique sur les frais de scolarité des étudiantes internationales et des étudiants internationaux soit rigoureusement appliquée; Et qu'en ce sens, soient condamnées les hausses unilatérales perpétrées par les universités McGill et Concordia.

De plus, considérant que le réseau collégial est lui aussi grandement menacé par les projets de décentralisation du gouvernement libéral, l'ASSÉ revendique du gouvernement :

· Qu'il renonce à tout projet pouvant nuire à l'intégrité du réseau d'enseignement public collégial afin d'en empêcher la privatisation et d'en garantir l'accessibilité.

Ces revendications s'inscrivent dans la perspective d'obtenir une éducation gratuite et de qualité ainsi qu'un régime d'Aide financière aux études qui élimine l'endettement étudiant par la conversion des prêts en bourses et garantit un niveau de vie au-dessus du seuil de la pauvreté à tous les étudiants et toutes les étudiantes, sans exception des étudiantes internationales et étudiants internationaux.

La bourse ou la vie

L'endettement dépasse la moyenne canadienne

Les étudiants n'ont plus les moyens de financer l'avenir

Frédéric Lacroix

Suite aux travaux de la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, le ministre Reid avait annoncé une compression massive de 103 millions de dollars dans l'enveloppe destinée aux bourses du régime gouvernemental de l'Aide financière aux étudiants. Compression qui aura pour effet d'augmenter dramatiquement l'endettement des étudiants qui dépendent des prêts et bourses pour financer leurs études universitaires, soit environ la moitié des étudiants au baccalauréat au Québec.

Grâce à cette seule mesure, l'endettement moyen d'un étudiant québécois ayant gradué avec un baccalauréat passera de 13 000 à 21 500 $. Le gouvernement Charest parvient ainsi à rejoindre et même dépasser « *la moyenne canadienne* » (soit un endettement moyen de 19 500 $ par étudiant). Rappelons que l'endettement des diplômés universitaires est en augmentation rapide, ayant augmenté de 30 % depuis 1995 et de 76 % depuis 1990 au Canada. La courbe de l'endettement étudiant suit d'ailleurs très bien celle de l'augmentation des frais de scolarité.

De plus, l'endettement augmente rapidement avec le cumul de diplômes universitaires; 53 % des diplômés de maîtrise sont endettés comparativement à 83 % des diplômés de doctorat. L'endettement moyen après des études de maîtrise et de doctorat, actuellement de 14 500 $ après une maîtrise et de 18 500 $ après un doctorat, devrait passer à environ 23 500 $ et 30 000 $, respectivement. Le potentiel d'endettement d'un étudiant qui profite des prêts durant toute sa scolarité, du cégep au doctorat, est maintenant de 62 000 $! Un *turnkey* avec ça ?

À ce rythme, certains étudiants feront bientôt face à la question de la rentabilité financière de la poursuite d'études supérieures, s'ils proviennent d'une famille incapable de prendre en charge le coût de leurs études. Il est à prévoir que les revenus potentiels provenant de certains types d'emplois accessibles avec des diplômes universitaires seront insuffisants pour permettre de rembourser les dettes encourues durant la formation menant à cet emploi.

On associe généralement les études en sciences humaines ou en art à ce type de formation menant à des emplois peu valorisés financièrement, mais il est intéressant de noter que les carrières en sciences, dont on nous assure « *qu'elles sont l'avenir* » sont également souvent faiblement rémunérées, surtout dans le domaine public.

Le cas des sciences liées à la santé (biochimie, chimie, biologie) est particulièrement intéressant étant donné le développement important du secteur pharmaceutique au Québec et l'accent qui est mis dans les médias à promouvoir le secteur.

Or, ce secteur sous-traite une bonne partie de sa recherche aux universités, où le travail est effectué par des étudiants, assistants, associés de recherche et post-docs souvent précaires, titulaires de contrats attribués année après année et trop souvent mal payés.

Un assistant de recherche titulaire d'une maîtrise gagnera par exemple un salaire variant entre 26 et 32 000 $ par année à Montréal. Un post-doc gagnera entre 28 et 35 000 $ par année. Comment rembourser une dette d'étude de 23 500 $ après une maîtrise (5 ans d'études !) avec des revenus de 26 à 32 000 $ par année ? Comment rembourser une dette de 30 000 $ après un doctorat (8 ans d'études minimum !) avec des revenus de 28 à 35 000 $?

Le gouvernement doublera-t-il les frais de scolarité ?

Selon les données du ministère de l'Éducation, le remboursement d'une dette d'études gruge entre 15 % et 50 % du revenu annuel (avant la compression des bourses !) des diplômés pendant des années.

Selon les données du ministère de l'Éducation, le remboursement d'une dette d'études gruge entre 15 % et 50 % du revenu annuel (avant la compression des bourses !) des diplômés pendant des années. Le remboursement de la dette grugera encore plus d'argent à l'avenir. Quinze pour cent des étudiants éprouvent déjà de sérieuses difficultés financières à cause de l'importance de leur dette d'études. Qu'en sera-t-il maintenant?

Après avoir amputé les bourses, le gouvernement doublera-t-il maintenant les frais de scolarité, comme on l'a laissé entendre à la Commission parlementaire ? Sommes-nous à la veille de revivre cette époque pas si lointaine où, pour être chercheur et se consacrer à la science, il valait mieux être « *indépendant de fortune* » et héritier d'une riche famille ? Une telle évolution handicaperait fatalement le développement futur du Québec en restreignant l'accès aux professions scientifiques aux seuls rejetons de familles riches. Doit-on penser que c'est ce que souhaite le gouvernement Charest ?◀

À la suédoise

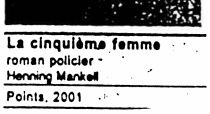
Comme une vieille chaussette

Dans mon enfance, la Suède était un pays où les gens reprisaient encore leurs chaussettes. J'ai même appris à le faire, à l'école. Puis soudain, un jour, c'était fini. On a commencé à jeter les chaussettes trouées. Personne ne prenait plus la peine de les raccommoder. Toute la société s'est transformée. Le fait de jeter les affaires usées, c'est devenu la seule règle qui concernait vraiment tout le monde. Bon, il devait bien y en avoir qui continuaient à repriser leurs affaires. Mais on ne les voyait plus.

Aussi longtemps que ça ne concernait que les chaussettes, ça n'était peut-être pas si grave. Mais le phénomène s'est étendu. À la fin, c'est devenu comme une sorte de morale, invisible mais omniprésente. Je crois que ça a transformé notre vision du bien et du mal : ce qu'on a le droit de faire aux autres, et ce qu'on ne peut pas leur faire. Tout est devenu tellement plus dur.

De plus en plus de gens, surtout des jeunes, se sentent superflus ou carrément rejetés dans leur propre pays. Comment réagissent-ils ? Par l'agression et le mépris. Le plus effrayant, c'est qu'à mon avis on est au début d'un processus qui va empirer. La nouvelle génération, ceux qui sont encore plus jeunes vont réagir avec une violence accrue. Et ils n'ont aucun souvenir qu'il ait pu exister une époque où nous reprisions nos chaussettes. Où nous ne jetions rien, ni les chaussettes, ni les gens.◀

HENNING MANKELL



La cinquième femme
roman policier -
Henning Mankell
Points, 2001

Démarche d'intégration en sciences humaines

INT 301 BR

Production Écrite
Mémoire

La situation des Musulmans au Canada

Présenté à
Claire Lépine

Collège Jean-de-Brébeuf
5 mai 2005

Lise-Marie Caron
Katherine Belle-Isle
Émilie Gosselin
Groupe 06

REMBOURSEMENT PROPORTIONNEL AU REVENU

Dettes et temps

Après avoir transformé 103 millions de dollars de bourses en prêts, le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) met sur pied un programme pour faciliter le remboursement des dettes. Les emprunteurs sont insatisfaits et sceptiques...

RAPHAËL CREVIER

Le programme de remboursement proportionnel aux revenus (RPR) devrait être disponible dès septembre 2005, a annoncé le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, le 12 janvier. Le gouvernement prendrait ainsi en charge les intérêts sur la dette et permettrait un rééchelonnement des paiements des étudiants dont le revenu est jugé trop faible. Ceux dont les gains annuels n'atteindraient pas le seuil minimal de 14 641 $ n'auront rien à payer jusqu'à ce que leur situation financière s'améliore. Pour les autres, l'aide gouvernementale serait proportionnelle aux revenus, jusqu'à 25 620 $.

Peu d'étudiants semblent au courant des modalités de remboursement de leur prêt. Beaucoup d'entre eux omettent chaque année d'aviser le Ministère qu'ils sont encore aux études, voyant, trois mois plus tard, leur compte de banque amputé. Mais, chez les étudiants informés, le scepticisme est palpable. «Je n'aurai jamais accès à ce programme. Mon revenu dépassera facilement les 25000 $ après mes études... du moins, je l'espère! s'exclame Évelyne Dufault, étudiante au doctorat en science politique. De toute façon, qui fait moins de 25 000 $ après l'université?» En effet, selon le Ministère, ce programme devrait seulement toucher 15 % des bénéficiaires de l'aide financière aux études, environ 39 000 de la cohorte québécoise actuelle. Jean-François Landry, bachelier en études féministes, pense pour sa part que les mesures libérales ne changeront pas la situation précaire des étudiants. «Il s'agit seulement de faire son remboursement sur plus d'années. On peut rembourser sa dette sur une période de 30 ans si on veut. Ce n'est pas une bonne solution.»

Réparer les pots cassés

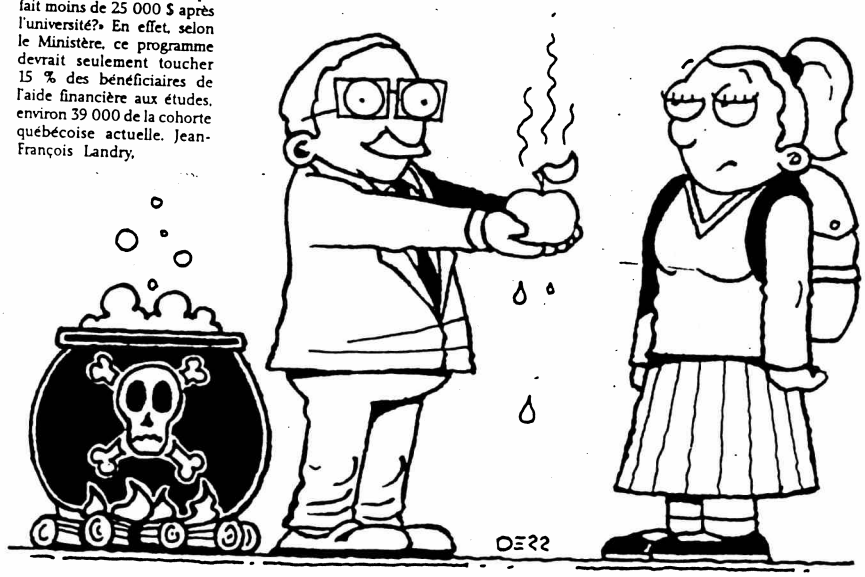
L'opinion publique étudiante trouve écho dans les organisations étudiantes et à la direction des universités. «Ce n'est pas un RPR, c'est un programme de remboursement différé améliorée», s'indigne le président de la FEUQ, Pierre-André Bouchard. Les étudiants qui en ont besoin peuvent actuellement jouir d'un programme de remboursement différé qui leur permet de négocier avec leur institution financière les termes du remboursement de leur dette. La FEUQ demande depuis des années une réforme de ce programme et n'estime pas avoir obtenu ce qu'elle désirait. «Un véritable RPR serait disponible pour tous les étudiants et s'autofinancerait, les bons payeurs compenseraient par exemple pour les mauvais.»

Le ministre essaie de régler, sans y parvenir, un problème qu'il a lui-même créé, croit la FEUQ. Le ministère de l'Éducation prévoit dépenser 22 millions en 2005-2006 et le montant alloué à ce programme devrait atteindre 60 millions en 2015, ce qui est loin des 103 millions coupés en avril dernier indique le président de la FEUQ. De plus, ce programme, profiterait surtout aux banques, qui jouissent maintenant d'une garantie gouvernementale sur le remboursement des dettes d'études.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) considère cette mesure gouvernementale comme une fumisterie pour faire oublier l'amputation de 103 millions à l'aide financière aux études. «Nous sommes contre cette mesure qui ne règle rien, qui agit comme un baume sur une blessure grave. C'est en fait un cadeau empoisonné qui tend à normaliser l'endettement étudiant en l'institutionnalisant toujours plus», indique Xavier Lafrance, porte-parole de l'ASSÉ. S'endetter deviendra un élément normal des études universitaires. Aussi, ce programme n'aiderait en rien les étudiants issus des milieux les plus pauvres de la société et qui bénéficient d'une aide financière. «Leur endettement est maintenu et dès que leur condition de vie commencera à s'améliorer, elle sera de nouveau compromise par leur fardeau», faisait savoir l'association par communiqué.

Les universités semblent dubitatives vis-à-vis de la politique libérale. Le président de la Conférence des recteurs des universités du Québec (CREPUQ) et recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix, considère le RPR comme un pas dans la bonne direction, car «il est susceptible d'avoir un impact positif sur l'accessibilité financière aux études.» Par communiqué de presse, toutefois, la CREPUQ a rappelé au gouvernement que le Québec a toujours un retard à rattraper en matière de formation universitaire par rapport au reste du Canada. De plus, la Conférence des recteurs soulignait que la Commission parlementaire sur les enjeux entourant la qualité, l'accessibilité et le financement des universités au Québec et tous les acteurs universitaires ont souligné l'urgence d'un réinvestissement massif en éducation. Or, deux ans après l'élection du Parti libéral, rien n'aurait encore été fait.

Le gouvernement du Québec tiendra ce printemps des consultations publiques sur le RPR. La FEUQ et l'ASSÉ réfléchissent à une éventuelle participation. La FEUQ prépare un plan d'action qu'elle rendra public au cours des prochaines semaines. L'ASSÉ continue sa mobilisation en vue d'une grève générale illimitée. «Quarante ans d'histoire du mouvement étudiant ont montré que la grève pouvait être un moyen efficace» conclut Xavier Lafrance. ©



Esprit de clocher

Quand le mouvement étudiant part en voyage

De retour d'un reportage au Brésil, pour le Forum social mondial (FSM), j'ai l'impression de ne jamais avoir quitté mon chez-moi. Il y avait à Porto Alegre une telle surreprésentation du Québec que j'en était quasiment gêné. La délégation québécoise était certainement l'une des plus importantes parmi les pays occidentaux, proportionnellement à sa population.

J'ai l'impression de ne jamais avoir quitté l'UQAM et l'actualité étudiante. À côtoyer les représentants d'associations facultaires uqamiennes, les étudiants en projet de recherche, les syndicats de profs et délégués de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), le dépaysement était faible.

Dans les sujets abordés, non plus, peu de contrastes avec Montréal. À travers le monde, les étudiants doivent composer avec des problèmes semblables, à des degrés divers. Nous n'avons rien inventé, au Québec: les luttes contre la marchandisation de l'éducation, l'intrusion du privé et les coupures dans l'éducation, tout comme les revendications en faveur d'une éducation publique, accessible, de qualité et laïque, sont des thématiques quasi universelles.

Si les problèmes se mondialisent et traversent les frontières, les mouvements sociaux seront nécessairement appelés à faire la même chose pour assurer la défense de l'éducation. Il est donc normal —voir essentiel— que la FEUQ, qui réunit plus de 170 000 étudiants, se rende annuellement au FSM rencontrer d'autres organisations, s'informer et échanger.

Cette année, la Fédération était représentée par son vice-président aux affaires internationales, Guillaume Lavoie. Ce dernier affirme qu'en tant que «plus important groupe de jeunes au Québec», la Fédération se doit d'être présente pour discuter des grands enjeux qui affecteront notre société.

Intention louable, mais le vice-président de la FEUQ est venu y faire ombrage par une gaffe monumentale lors de son séjour. À l'occasion d'une conférence sur la diversité culturelle, à laquelle participaient quelques vedettes de l'altermondialisme, Guillaume Lavoie a remplacé à pied levé le député du Parti québécois Daniel Turp, qui devait prononcer un discours. Après s'être présenté comme un délégué de la FEUQ, le jeune leader étudiant a précisé qu'il était présent en remplacement du parlementaire, et qu'il allait exprimer la pensée de ce dernier.

Pour tenter de réparer les dégâts, il a déclaré par la suite à *Montréal Campus* qu'il avait simplement accepté de rendre ce service pour dépanner Daniel Turp et qu'il ne fallait surtout pas y voir un lien entre la Fédération et le Parti québécois. «Nous avons déjà assez de problèmes avec ça», a-t-il lancé.

Depuis des lustres, les détracteurs de la Fédération ne cessent de l'attaquer sur ses supposés liens avec le PQ, ce qui l'empêcherait de travailler de façon indépendante à la défense des étudiants. Les critiques les plus radicaux (souvent issus de l'ASSÉ, regroupement concurrent de la FEUQ, précisons-le) dépeignent les exécutants de la Fédération comme des carriéristes qui utilisent le mouvement étudiant uniquement pour se préparer une carrière en politique.

Guillaume Lavoie, en agissant comme représentant officiel d'un député du Parti québécois lors d'un événement international, vient d'apporter beaucoup d'eau au moulin de ces critiques. D'autant plus qu'il est lui-même ancien président des jeunes péquistes du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Ungava!

Si le député Daniel Turp s'est retrouvé dans l'embarras, n'ayant personne pour livrer son discours à sa place, la raison est simple. Toutes les autres organisations présentes à Porto Alegre avaient compris qu'elles étaient là pour représenter leurs membres, et personne d'autre. Il aurait été inimaginable de voir le vice-président de la CSN lire un discours à la place d'un politicien. Pourtant, le vice-président du syndicat étudiant qui représente la majorité des universitaires québécois n'y a vu aucun problème. Son geste a entaché l'image d'indépendance et d'intégrité que la FEUQ cherche à projeter. Par respect pour ses membres, la Fédération devrait présenter des excuses publiques pour ce faux-pas, mais aussi prouver que ses exécutants sont vraiment au service des étudiants, et pas à celui d'un parti politique ou de leur carrière.

Vincent Larouche
uqam.campus@uqam.ca

JACQUES NADEAU, ARCHIVES LE DEVOIR

Jean Charest avait d'abord confié le délicat dossier des défusions municipales à Jean-Marc Fournier. La confiance qu'il a en lui ne s'est pas démentie puisque, hier, il lui a demandé de prendre le relais à l'Éducation, où Pierre Reid n'a guère impressionné.

ÉDUCATION

Fournier est accueilli avec soulagement

La rétrogradation de Pierre Reid n'a surpris personne

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Après une année politique sombre en éducation, l'arrivée de Jean-Marc Fournier a été accueillie avec un soupir d'aise mais des attentes élevées à saveur de réinvestissement et de renouvellement de convention collective.

Le nouveau ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport prend la relève à un moment chaud, où les moyens de pression des enseignants s'annoncent, où les étudiants menacent de déclencher la grève et manifestent violemment. Pierre Reid, passé hier au nouveau ministère des Services gouvernementaux, a laissé des miettes que le successeur devra balayer.

«M. Fournier a de la détermination et de l'expérience politique avec un réseau qui n'est pas réputé facile [le municipal]», a indiqué d'entrée de jeu le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron, ravi. *«Il aura ses preuves à faire sur des dossiers comme le budget et les négociations, mais nous avons vu qu'il a déjà été capable de convaincre les municipalités d'une délicate réforme de défusions.»*

Les réactions positives à l'endroit de la nomination de Jean-Marc Fournier à l'Éducation ne pouvaient manquer de se transposer à la négative sur M. Reid, dont la rétrogradation n'a surpris personne. *«Ce sont les décisions qu'il n'a pas prises qui sont les meilleures»*, a affirmé hier le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent. *«Après quelqu'un qui a remis en question tout le réseau, nous comptons sur cet homme d'expérience qui s'est sorti d'une grande réforme sans être écorché.»*

Cinglant, le président de la centrale syndicale a critiqué *«l'absence de direction et de flair politique»* sous le règne de Reid. Le brasse-camarade imposé hier par le premier ministre n'annonce toutefois aucune pause dans le plan d'action des enseignants, qui doit s'activer officiellement dans quelques jours. *«Pas de ralentissement pour nous; le nouveau ministre aura intérêt à se le tenir pour dit.»*

Après avoir fortement secoué le caucus libéral cette semaine à Montebello, les étudiants attendent de Jean-Marc Fournier le rétablissement d'un dialogue actuellement rompu avec le cabinet. *«Nous étions dans une impasse et on espère rétablir le contact»*, a expliqué Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec. *«Même si on change de porteur de dossier, c'est quand même le règlement du dossier qui continue d'être la priorité.»*

Les collèges, qui sont passés dans le collimateur d'une réforme à laquelle plusieurs morceaux manquaient, comme le croit le président de la Fédération des cégeps, ont eux aussi favorablement accueilli le nouveau venu. *«Les orientations ministérielles annoncées pour les collèges étaient incomplètes»*, a affirmé hier Gaëtan Boucher. *«Nous attendons encore d'importants morceaux pour les collèges dans les prochaines semaines.»*

L'absence des collèges — et des universités — dans le discours du premier ministre Charest hier inquiète en outre M. Boucher, qui aurait souhaité entendre évoquer ses priorités. La nouvelle appellation du ministère — Éducation, Loisir et Sport —, qui lie éducation primaire et secondaire à l'importance de l'éducation physique, fait réfléchir le président du regroupement des cégeps. *«L'école de base est capitale, mais j'aurais aimé qu'on s'attarde à l'enseignement supérieur»*, explique M. Boucher.

De la part du milieu universitaire, qui perd un ancien recteur à la tête de l'Éducation, il n'y a eu aucune réaction hier. La Conférence des recteurs et principaux d'universités du Québec n'a pas l'habitude de commenter les remaniements ministériels.

Le Devoir

La Presse, 21 février, p

Grève des étudiants dès cette semaine?

ÉMILIE CÔTÉ

Plus de 20 000 étudiants pourraient déclencher une grève générale illimitée dès cette semaine. Il ne manque que le vote favorable de deux associations pour que la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSE) passe à l'action.

Les militants de la Coalition ont convenu qu'une grève pourrait être déclenchée dès que sept associations se seront prononcées en sa faveur.

Les associations des cégeps Saint-Laurent, du Vieux-Montréal et de Sherbrooke, de même que deux associations facultaires de l'UQAM ont déjà donné leur aval. Si celles d'anthropologie de l'Université de Montréal et du module de science politique de l'UQAM emboîtent le pas aujourd'hui et demain, une grève sera déclenchée, a expliqué à *La Presse* Xavier Lafrance, coordonnateur aux affaires externes de l'ASSE.

Au cours des prochains jours, des dizaines d'associations seront également appelées à se prononcer. Une grève, en réaction à la coupe de 103 millions dans les bourses accordées aux étudiants, ne saurait donc tarder. « On est sur le branle-bas de combat », a déclaré M. Lafrance.

En janvier dernier, cette branche radicale du mouvement étudiant s'est associée avec des associations non membres pour élargir son pouvoir d'action. La nomination du nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, n'a freiné en rien leurs élans. « Pierre Reid n'incarnait pas à lui seul la politique du gouvernement en matière d'éducation. » Du côté de la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ) et de son pendant collégial, la FECQ — qui comptent 270 000 membres —, on laisse la chance au coureur.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION EN ÉBULLITION

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

L'automne dernier, les étudiants ont manifesté contre la transformation de 103 millions de dollars de bourses en prêts. Ils reviennent à la charge jeudi, cette fois en faisant la grève.

La Presse, 22 février, p. A3

25 000 étudiants et collégiens en grève illimitée dès jeudi

Des milliers d'autres pourraient emboîter le pas

CAROLINE TOUZIN

Environ 25 000 élèves de différents cégeps et universités du Québec déclencheront une grève générale illimitée jeudi pour protester contre plusieurs décisions et orientations du ministère de l'Éducation, dont la transformation de 103 millions de dollars de bourses en prêts.

Une première association étudiante, celle d'anthropologie de l'Université de Montréal, a ouvert le bal. Ses 400 membres sont en grève depuis hier. Sept autres associations étudiantes regroupant 24 500 personnes feront de même jeudi ayant déjà obtenu leur mandat de grève la semaine dernière.

Ainsi, les cégeps du Vieux Montréal, de Saint-Laurent, de Sherbrooke et quatre associations facultaires et modulaires de l'UQAM cesseront d'aller à leurs cours jeudi. Une manifestation est également prévue vers 16 h cette journée-là à la place Émilie-Gamelin, pour souligner le début de la grève.

Certaines de ces associations sont membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), la branche radicale du mouvement étudiant qui représente 20 000 membres. Les autres, non membres, ont décidé de se joindre, le temps de la grève, à une coalition élargie du même mouvement : la CASSEE. Elles prévoient tenir des assemblées générales tous les deux ou trois jours durant la grève pour laisser leurs membres décider s'ils veulent la prolonger ou y mettre fin.

D'autres associations étudiantes pourraient venir grossir le mouvement puisque des dizaines d'entre elles ont prévu se prononcer sur la question en assemblée générale ou à l'occasion d'un référendum d'ici les prochains jours. Même des membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et son pendant collégial (FECQ) — les deux plus importants regroupements étudiants de la province avec leur 270 000 membres — tiennent des votes cette semaine.

Le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, ne veut pas retenir ses membres qui seraient tentés de voter en faveur de la grève, mais leur demande de « faire preuve de prudence ». Pour lui, le remaniement ministériel de vendredi dernier pourrait changer la donne. « On veut attendre de voir ce que le nouveau ministre (Jean-Marc Fournier) a à dire avant de prendre des moyens plus musclés », a-t-il expliqué à *La Presse*.

Même son de cloche chez Julie Bouchard, présidente de la FECQ. « On espère avoir des nouvelles du nouveau ministre bientôt. Il pourrait bien avoir la volonté de régler le dossier des 103 millions », dit-elle.

Au ministère de l'Éducation, aucune réaction pour l'instant. L'attaché de presse de M. Fournier dit qu'aucune entrevue aux médias ne sera accordée tant que le ministre n'aura pas fini de rencontrer ses fonctionnaires, ce qui pourrait prendre la semaine.

La CASSEE demande au Ministère d'abolir la réforme de l'aide financière aux études et de renoncer à tout projet de décentralisation du réseau collégial et d'arrimage aux lois du marché. Elle se dit également contre les coupes de 103 millions dans les bourses accordées aux étudiants.

L'ancêtre de l'ASSE, le Mouvement pour le droit à l'éducation, est à l'origine de la dernière grève générale illimitée étudiante qui a eu lieu en 1996. Durant près d'un mois, une quarantaine de cégeps avaient débrayé par intermittence, après que la ministre de l'Éducation de l'époque, Pauline Marois, eut ouvert la porte à un dégel des droits de scolarité. Les collégiens avaient finalement obtenu un gel des droits de scolarité à l'université et un gel des frais afférents au cégep.

Association étudiante déjà en grève

> L'association étudiante d'anthropologie de l'Université de Montréal (400 étudiants)

Associations étudiantes en grève dès jeudi

> Association étudiante du cégep de Saint-Laurent (2200 collégiens)
> Association générale étudiante du cégep du Vieux Montréal (6000 collégiens)
> Association étudiante du Collège de Sherbrooke (5600 collégiens)
> Association facultaire étudiante en sciences humaines de l'UQAM (5000 étudiants)
> Association facultaire étudiante en lettres, langues et communication de l'UQAM (5000 étudiants)
> Association modulaire des étudiants en sciences politiques de l'UQAM (700 étudiants)

La Presse, 27 février, p. A3

Journal de Montréal, 23 février, p. 15

L'ADQ appuiera les étudiants s'ils déclenchent une grève générale

Photo d'archives – PC

Mario Dumont estime que la cause des étudiants est juste.

QUÉBEC (PC) — Les étudiants auront l'appui indéfectible de l'Action démocratique du Québec (ADQ) s'ils décident de déclencher une grève générale pour protester contre les coupes dans le régime de prêts et bourses, a assuré, hier, le chef Mario Dumont.

«Le combat est justifié et vous avez le devoir de le gagner», a lancé M. Dumont à une centaine d'étudiants venus l'entendre à l'heure du midi au cégep F.-X. Garneau, à Québec.

L'intention du gouvernement de Jean Charest de convertir en prêts quelque 103 millions de dollars normalement destinés aux bourses d'étude, est une décision «irresponsable et sans fondement», a fait valoir le leader adéquiste.

«Ils disent maintenir le gel des frais de scolarité mais en font éponger le coût par les plus pauvres parmi les étudiants», a-t-il dénoncé.

Peu importe les moyens qu'ils vont utiliser

Les étudiants, qui s'apprêtent à se donner des mandats de grève à compter de demain, auront l'appui de l'ADQ, peu importe les moyens de pression retenus pour lutter contre cette «mauvaise» décision gouvernementale, a assuré M. Dumont.

«Je ne leur dirai pas quoi faire. Ils ont des assemblées générales et vont prendre leur décision. Mais sur le fond, nous leur disons que peu importe les moyens de pression qu'ils vont prendre, la cause qu'ils défendent est juste, et nous, à l'ADQ, on va s'en faire l'écho», a-t-il dit.

Wal-Mart

Par ailleurs, au terme de son allocution, le chef adéquiste a été pris à partie par un étudiant qui lui reprochait de ne pas avoir condamné assez vigoureusement la décision de la chaîne Wal-Mart de fermer, dans quelques semaines, son magasin syndiqué de Jonquière.

«Vous avez dit qu'ils avaient le droit de fermer. Vous avez pris la part des grandes transnationales qui se moquent des lois du travail au Québec. Vous dites aux Québécois: *Pliez l'échine, ils sont plus forts que nous*», a accusé l'étudiant en colère.

«Quelle est votre solution? Que l'État achète le Wal-Mart et l'opère?» a rétorqué M. Dumont, rappelant qu'aucune loi n'empêche une entreprise de fermer ses portes au Québec.

«C'est triste pour les 190 travailleurs qui perdent leur emploi, mais Wal-Mart ne génère pas de richesse. L'argent qui était dépensé dans ce magasin ira ailleurs, dans d'autres commerces», a-t-il affirmé.

La Presse, 23 février 2005

Le mouvement de grève d'étudiants prend de l'ampleur

Des associations étudiantes ont continué, hier, à grossir le mouvement de grève générale illimitée contre plusieurs décisions et orientations du ministère de l'Éducation dont la coupe de 103 millions de dollars de bourses accordées aux étudiants. Des votes de grève ont été pris au cégep de Drummondville et dans quelques associations étudiantes de l'Université de Montréal (certaines avec des conditions particulières) portant le nombre d'étudiants en faveur de la grève à près de 30 000. Cette grève sera déclenchée par au moins 25 000 d'entre eux demain. Des votes continuent à être organisés dans les différents établissements cette semaine, et ce, jusqu'au 15 mars. Alors que le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, ne s'est toujours pas prononcé sur la menace de grève, la Fédération des cégeps dit suivre la situation de près. La FEUQ et la FECQ, les deux principales fédérations étudiantes de la province avec 270 000 membres, ont été invitées à rencontrer le ministre demain. Elles lui demanderont alors de renoncer à la coupe de 103 millions.

Caroline Touzin

Prêts et bourses

Québec et les étudiants reprennent le dialogue

Une première rencontre avec le nouveau ministre de l'Éducation aura lieu demain, jour de grève

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Après des mois d'absence de dialogue, et à la veille d'une grève pour plus de 25 000 étudiants, les échanges reprendront demain entre les étudiants et le ministère de l'Éducation sur le dossier épineux des prêts et bourses.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont en effet confirmé hier qu'elles rencontraient demain le nouveau ministre de l'Éducation, du Sport et du Loisir, Jean-Marc Fournier, et ce, après des mois de silence entre leurs regroupements et le cabinet.

«C'est une reprise du dialogue dans la mesure où on ne nous servira pas la même cassette», prévient toutefois le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard. *«Nous cherchons à régler l'enjeu, peu importe le moyen. Sous M. Reid* [Pierre Reid, ex-ministre de l'Éducation], *la discussion était rompue. La fenêtre vient de s'ouvrir de nouveau, on veut entendre ce qu'on a à nous dire.»*

Pour la présidente de la FECQ, Julie Bouchard, cette reprise du dialogue est associée à l'arrivée d'un nouveau personnage. *«Nos revendications demeurent exactement les mêmes, nous verrons si le ministre est prêt à réinvestir 103 millions pour soutenir les étudiants les plus endettés.»*

Tout juste arrivé en poste, Jean-Marc Fournier, qu'on décrit comme un *«pompier»*, est appelé en renfort à l'Éducation au moment où quelque 25 000 étudiants optent pour la grève. Ces étudiants de différents cégeps et universités démarrent en effet demain un mouvement de grève générale illimitée que la FECQ et la FEUQ pourraient suivre si elles ne trouvent pas réponse à leurs demandes auprès du ministre Fournier.

Liées à la CASSEE (une coalition élargie liée à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante), sept associations ont donné le feu vert à la grève. Dans quatre collèges (Saint-Laurent, Vieux-Montréal, Sherbrooke et Drummondville), la grève générale illimitée a été votée. À l'Université du Québec à Montréal, les associations étudiantes des facultés en lettres, langues et communications de même qu'en sciences humaines et en sciences politiques ont choisi la même option.

La direction de l'UQAM a d'ailleurs indiqué hier qu'elle recommandait que *«l'université reste ouverte et professeurs et étudiants sont invités à se présenter aux cours»*, malgré l'appel à la grève lancé demain. Impossible toutefois de savoir pour l'instant ce qu'il adviendrait de tous ceux et celles qui ne se présenteraient pas à leurs cours: *«Nous tiendrons compte de la réalité»*, affirme André Valiquette, porte-parole de l'établissement.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des étudiants ont manifesté hier à Montréal, se coulant symboliquement les deux pieds dans le ciment.

À l'Université de Montréal, l'Association étudiante d'anthropologie et ses 400 étudiants sont même déjà en grève depuis lundi. D'autres associations doivent toutefois sonder les cœurs de leurs membres au cours des prochains jours.

Partout au Québec d'ailleurs, cette semaine et les suivantes permettront de récolter les options étudiantes à travers des référendums et des assemblées générales.

«Ce que nous faisons en ce moment, c'est récolter les mandats», explique M. Bouchard, de la FEUQ. *«Mais ça ne veut pas dire qu'on demande de les appliquer tout de suite.»* À la FECQ, les référendums défilent aussi, les uns après les autres.

Précisons que nous avons tenté sans succès de joindre hier le porte-parole du ministre de l'Éducation afin de confirmer la tenue de ces rencontres prévues avec les fédérations étudiantes.

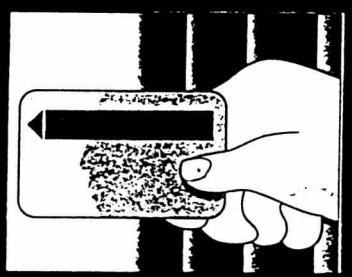
Le Devoir

Quartier Libre, 23 février, p. 1

Quartier Libre

7 associations déclenchent la grève
Premier pas vers un mouvement national étudiant ?

SOCIÉTÉ



Prisons clé en main

MONDE

Kalsang Dolma
Le calme comme résistance

CULTURE

Séba
Rappeur littéraire

Avant d'être jeté, Yves Séguin nous a promis un réinvestisement dans les prêts et bourses.

Qu'en est-il de Michel Audet ?

RASSEMBLEMENT ÉTUDIANT PACIFIQUE DEVANT LES BUREAUX DU MINISTÈRE DES FINANCES

Jeudi 24 février

14h00

SQUARE-VICTORIA

rassemblement au coin St-Antoine et Square-Victoria à 14h00

103 MILLIONS : L'ESCALADE DES MOYENS DE PRESSION

(D'ACCORD, MAIS PAS SANS CORDES DE RAPPEL)

Fannie OLIVIER

Le mouvement étudiant a su, au cours de sa campagne d'automne et de début d'hiver, marquer plusieurs points. D'abord, en concentrant ses actions sur les compressions de 103 millions dans l'aide financière, il est parvenu à unir une majorité d'étudiants sous une même cause rassembleuse, évitant du coup l'éparpillement des revendications et le manque de cohérence. Il a su amener les bons arguments pour convaincre non seulement la population étudiante mais également la population du Québec en général de la pertinence de leur indignation face à une telle coupure, en plaidant notamment pour l'accessibilité aux études et en dénonçant le fait qu'une telle coupure pénalise d'abord les étudiants à faible revenu.

Leurs moyens de pression se sont démarqués par leur originalité et leur humour: l'inondation des lignes téléphoniques du caucus libéral; l'âne symbolisant l'entêtement de Pierre Reid transporté jusqu'au Manoir des sables, lors d'une réunion des ministres de l'éducation du Canada; les 103 souris relâchées dans le bureau de Jean Charest, Monique Jérôme-Forget et autres; les 103 roses offertes à Reid par des étudiantes à l'occasion de la Saint-Valentin...

Des actions qui avaient fait sourire la population. Le 20 novembre dernier, un sondage Léger marketing commandé par la FEUQ indiquait que près de 3 Québécois sur 4 étaient en désaccord avec la compression de 103 millions dans le régime d'aide financière. Avec un tel soutien, le mouvement étudiant pouvait espérer un recul du gouvernement libéral.

Le recul, bien sûr, n'a pas eu lieu et l'escalade des moyens de pression était conséquemment à l'ordre du jour. Le 16 février dernier, plus d'une centaine d'étudiants ont donc décidé, pour se faire entendre, de forcer à l'aide d'un bélier une porte du Château Montebello où avait lieu un caucus des députés libéraux. Bilan : plus d'une trentaine de blessés, sept arrestations et une couverture médiatique clairement en défaveur d'une telle action. L'escalade est parsemée d'embûches.

La répression policière a été anormalement brutale, ont affirmé les manifestants présents. Les étudiants ne voulaient faire de mal à personne, disent-ils. La violence des compressions justifie la violence des moyens de contestation, ont-ils plaidé. Bien sûr. Mais l'opinion publique est généralement allergique à tout ce qui ressemble à une émeute. La violence des manifestations et la couverture médiatique très critique qui l'a suivie se traduiront malheureusement par une baisse de soutien de la population à la cause étudiante. Et ce refroidissement tombe bien mal, à la veille d'une possible grève étudiante générale qui requiert le plus large appui possible pour aboutir à des résultats.

Depuis quelques semaines, en effet, la rumeur d'une grève générale illimitée se fait entendre. À l'UdeM, les associations de géographie et de lettres et sciences humaines ont voté en faveur d'une grève générale illimitée, alors que les associations de philosophie, de traduction et de psychologie ont voté une grève d'appui de 24 ou 48 heures. L'association d'anthropologie a déclenché la grève lundi dernier et devrait être suivie par au moins six autres associations dès jeudi. Trois cégeps ont déjà leur mandat de grève illimitée: Saint-Laurent, Vieux-Montréal et Sherbrooke, tout comme quelques associations facultaires de l'UQÀM. La semaine qui vient promet d'être cruciale, alors qu'une quantité d'autres associations étudiantes de cégeps et d'universités tiendront des assemblées générales ou des référendums sur la grève.

La grève générale illimitée s'inscrit dans le processus logique d'escalade des moyens de pression. D'une part, elle indique au gouvernement le sérieux des étudiants face à leurs revendications et offre une bonne visibilité à la cause. La pression sur les épaules du gouvernement est par ailleurs importante puisque, selon un scénario où la grève s'éterniserait et où les étudiants perdraient une session (ou un an, dans certains cas), l'absence d'une cohorte de diplômés pour 2005 amputerait le marché du travail et ferait par ricochet ralentir l'économie, ce qu'un gouvernement ne souhaite évidemment pas.

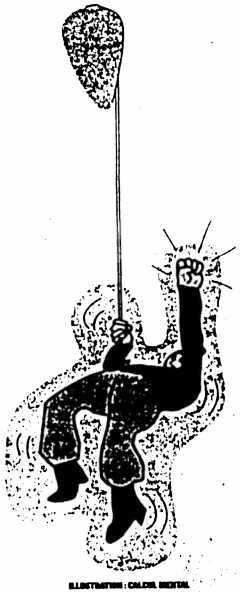


ILLUSTRATION : CALEB BIENTUS

Le mouvement de grève se heurtera cependant à de nombreux obstacles, dont le principal sera peut-être le manque de solidarité. Elle souffre déjà d'un problème d'appui flagrant au sein même de la population étudiante : l'association étudiante de l'Université Laval, la CADEUL, a clairement manifesté son désaccord avec cette grève, alors que les associations de Polytechnique et des HEC haussent les épaules dans la plus grande indifférence. Si une grève générale illimitée venait à être déclenchée, malgré l'absence de solidarité entre les associations, l'effet pourrait être pervers.

Ainsi, le gouvernement Charest réagirait sans doute moins vivement à une grève où seules les associations de sciences humaines et de cégeps menaceraient de reporter leur diplômation qu'à une grève à laquelle participeraient les futurs ingénieurs, médecins et gestionnaires, de concert avec leurs collègues des sciences humaines. Ainsi, il faut absolument éviter le scénario où les étudiants de sciences humaines (ceux pour qui, généralement, il est plus difficile de rembourser les dettes d'études) iraient en grève seuls, ne seraient pas entendus, et ultimement, perdraient une session (dont les frais ne leur serait pas remboursés). Pour éviter un tel scénario où certains seraient doublement perdants, la solidarité s'impose. Faute de quoi, il faudra envisager d'autres types de moyens de pression.

L'escalade des moyens de pressions pourrait donc amener le mouvement étudiant en terrain glissant. Il faudra à tout prix éviter la dégringolade après ces longs mois de moyens de pression ciblés. En outre, le remaniement ministériel pourrait être favorable à la cause étudiante. Tout en laissant la chance au nouveau coureur, il ne faudra pas oublier qu'il fait partie de la même équipe que son prédécesseur.

Quartier Libre, 23 février, p. 3 et 4

Quartier Libre, 23 février, p 5

SURCHAUFFE HIVERNALE

Depuis les coupures effectuées dans le régime des prêts et bourses, les étudiants ne décolèrent plus. Dans la logique de l'augmentation des moyens de pression, ils ont manifesté dans un climat de violence le 16 février dernier à Montebello. Lundi dernier, le plancher de grève de la de la Colalition de l'ASSÉ élargie (CASSÉÉ) a été atteint : la grève générale illimitée seraofficiellement déclenchée par sept associations jeudi prochain.

Aymen ROMDHANI

Après avoir introduit une centaine de souris dans les bureaux des députés, lancé 103 roses à Pierre Reid à Montréal, livré des balles de foin devant les bureaux de Françoise Gauthier à Jonquière, les gestes d'éclat des étudiants sont de plus en plus musclés.

BÉLIER, HARGNE ET BOULES DE NEIGE

Le mercredi 16 février dernier, réunis en caucus au Château Montebello, les députés libéraux ont été surpris par plus d'une centaine d'étudiants venus rappeler au gouvernement leur opposition aux coupures apportées dans l'aide financière aux études. Dans le but d'occuper les lieux et de perturber le caucus, plusieurs universitaires et cégépiens, usant d'un bélier, ont forcé l'entrée de l'établissement. Les forces de l'ordre ont instantanément réagi, usant de matraques télescopiques et de poivre de cayenne. «*Quand ils ont vu que la porte commençait à céder, ils sont tout de suite intervenus. Ils ont usé de leurs matraques et ciblé les têtes des manifestants les plus proches*», ont raconté certains manifestants.

VIOLENCE POLICIÈRE

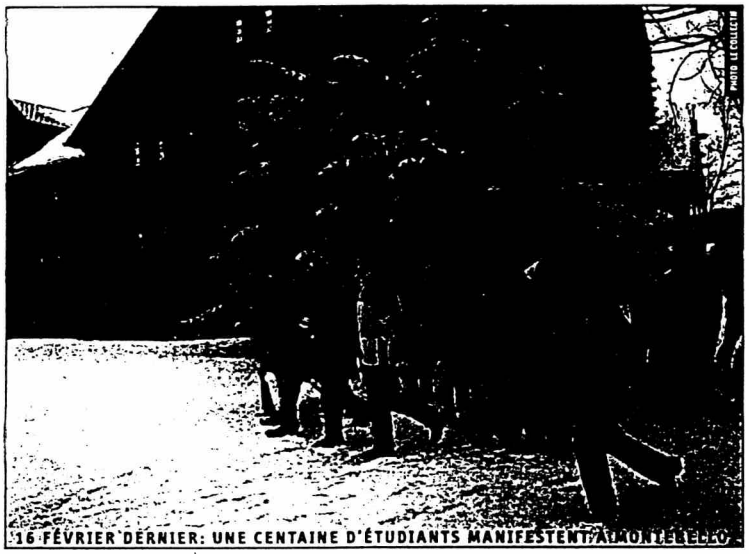
Selon certains manifestants, la Sûreté du Québec et les gardes du corps des ministres et députés présents ont fait preuve d'une violence immédiate et excessive. «*Notre seule réaction a été de prendre la seule arme à notre portée : des boules de neige, qu'on a lancé sur les agents qui matraquaient les étudiants*», ajoutent certains manifestants présents sur les lieux. Constatant l'échec de leur action, les étudiants ont décidé de battre en retraite. Le bilan de cette manifestation est de plusieurs arrestations, dont celle du secrétaire général de la FAÉCUM, Pierre-Alain Benoît, ainsi que plusieurs blessés du coté des forces de l'ordre et des étudiants. «*Si des agents ont été blessés, c'est certainement à causes des morceaux de vitres qu'ils ont brisées à coups de matraques afin de mieux attraper les étudiants*», ont commenté ces mêmes manifestants.

Les fédérations étudiantes universitaires et collégiales (FEUQ et FECQ), organisatrices de l'action, ont dénoncé la brutalité policière, tout en promettant des moyens de pression de plus en plus musclés. «*Le premier constat qui a été fait après notre participation à l'action de Montebello est que la sécurité physique des étudiants a été mise en danger. Il y a eu brutalité policière*», affirme Pierre-Alain Benoît. Selon lui, «*Il est triste également de noter qu'interpeller nos élus est devenu impossible en évitant une confrontation avec les policiers.*» La confrontation a causé tout un émoi chez les députés libéraux présents. Certains ont exprimé leur préoccupation sur le dossier des prêts et bourses, qui aurait fait du bruit dans leurs comtés respectifs. Le premier ministre Jean Charest s'est dit «*dégoûté*» par ce genre d'actions entreprises par les étudiants, ajoutant que «*l'intimidation n'aura aucun impact sur le jugement du gouvernement.*»

VERS LA GRÈVE

«*Après ce genre d'événements, nous n'avons pas d'autres choix que d'immobiliser notre réseau d'éducation et de mettre sur pied des grèves*», scandait Pierre-Alain Benoît. Partout au Québec, des référendums et des assemblées générales de grève ont eu lieu et d'autres continuent à s'organiser au sein des cégeps et des universités. Au niveau universitaire, la grève générale illimitée est loin de faire l'unanimité. Même si certaines associations facultaires de l'UQÀM ont déjà voté en faveur de la grève illimitée, à l'Université de Montréal, la position reste marginale et le débat ne concerne que certaines associations telles que celles d'histoire ou d'anthropologie. Depuis le 9 février, la FAÉCUM a adopté une motion encourageant les associations membres à se diriger vers une grève de 48 heures, à condition qu'une quinzaine d'associations optent pour la même démarche. «*La grève est un moyen ultime et il commence à être temps de l'utiliser. Une grève générale illimitée donne clairement un plus grand rapport de force. Cependant, nous devons considérer nos capacités de la faire. Je ne pense pas que plusieurs associations membres choisiront la grève générale illimitée. Ce serait du jamais vu, surtout pour ceux qui ont un cheminement académique plus lourd*», affirme le secrétaire général de la FAÉCUM.

Actuellement, moins d'une dizaine des associations membres du campus de l'Université de Montréal ont obtenu leur mandat de grève de 24 ou de 48 heures. Mais cette semaine s'annonce très chargée en référendums et en assemblées générales. «*Il faut mettre de côté les idées de corporatisme ou de membership dans le contexte d'une grève. Il est important que plusieurs institutions s'aident à se mobiliser et ainsi à atteindre nos objectifs*», souligne le porte-parole de la FAÉCUM.



16 FÉVRIER DERNIER: UNE CENTAINE D'ÉTUDIANTS MANIFESTENT À MONTEBELLO

SOUTENIR LA PRESSION

Plusieurs associations étudiantes de campus, dont la CADEUL (Université Laval) le SSMU (Université McGill), le CSU (Université Concordia) et la MAGE-UQAC (Chicoutimi), n'ont pas l'intention de faire la grève, mais participeront cependant aux autres actions ponctuelles lors de la campagne. Interrogé sur le remaniement ministériel, où Jean-Marc Fournier prend la tête du ministère de l'Éducation et où Yves Séguin est écarté du cabinet, après avoir déclaré pouvoir aider les étudiants dans leur requête, le secrétaire général de la FAÉCUM répond: «*Nous donnerons à M. Fournier la chance de réparer les erreurs de son prédécesseur et de réintégrer, dès le prochain budget, les 103 millions coupés dans les bourses. S'il ne la saisit pas rapidement, nous poursuivrons avec force et sur tous les fronts les mobilisations étudiantes déjà en court.*»

> «Après ce genre d'évènements, nous n'avons pas d'autres choix que d'immobiliser notre réseau d'éducation et de mettre sur pied des grèves.»
> Pierre-Alain Benoît, secrétaire général de la FAÉCUM.

MOBILISATION POUR UNE GRÈVE À L'ASSOCIATION D'ANTHROPOLOGIE

Les étudiants ont été fort nombreux à se mobiliser lors d'une Assemblée générale qui a attiré près de deux cents futurs anthropologues.

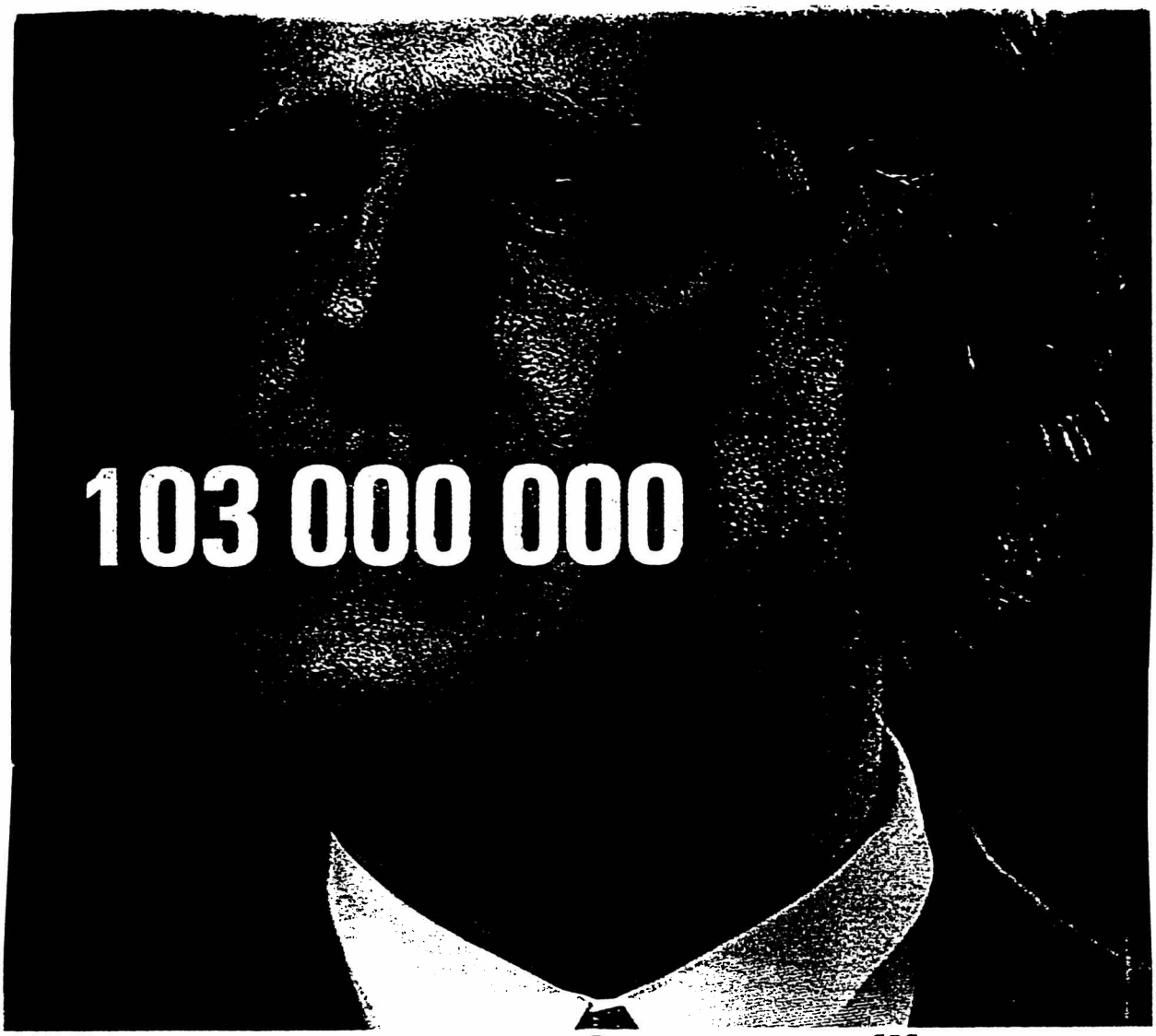
Le comité exécutif de l'AÉAUM exigeait du gouvernement l'abolition rétroactive de la dernière réforme de l'Aide financière aux études, le retrait de la coupure des 103 millions ainsi qu'une nouvelle réforme «*en profondeur*» du régime des prêts et bourses. Plusieurs autres revendications connexes faisaient parte de la liste de requêtes formulées par l'association étudiante dont la plupart s'inscrivaient dans la perspective d'un système d'éducation gratuit et de qualité.

Malgré quelques oppositions à la grève comme moyen de pression, la plupart de l'audience présente semblait sympathique à la cause et leurs applaudissements ne tarissaient pas lors des interventions des membres du conseil exécutif. La voix du contre, peu présente lors de la séance, exprimait des craintes sur l'avenir de la session, mais aussi sur la pertinence d'une action jugée «*radicale*».

Finalement, après une demi-heure de débats, les étudiants présents ont voté largement en faveur de la grève illimitée (73% pour, 25% contre et 2% d'abstention). La grève déclenchée et effective à partir de 13 heures, les étudiants ont tout de suite effectué un blocus afin d'empêcher plusieurs cours d'avoir lieu pour ensuite reprendre leur café étudiant où a eu lieu un *bed-in*. «*Nous estimons que notre décision est un grand pas pour le mouvement de grève et pour le mouvement étudiant en général. Il faut que le gouvernement comprenne que les étudiants sont décidés*», affirmait Marc Joncas, secrétaire aux affaires externes de l'association.

S'inscrivant dans la Coalition de l'ASSÉ élargie (CASSÉÉ), un mouvement étudiant favorisant le syndicalisme étudiant de lutte, l'AÉAUM était le sixième regroupement du plancher fixé à sept associations étudiantes. Cependant, l'AÉAUM a été la première au Québec à déclencher officiellement la grève. «*Ce n'est pas téméraire ni prématuré. Ça motivera les autres cégeps et universités qui sont en processus*», déclarait le porte-parole de l'AÉAUM. Dès que la grève sera déclenchée par la CASSÉÉ jeudi prochain, plusieurs actions de mobilisation auront lieu, dont une manifestation festive au Square Berri.

Quartier Libre, 23 février, Back Cover



C'est ce qu'il nous doit. C'est ce que nous aurons ensemble.

à votre association étudiante / FAECUM 3200 Jean-Brillant, local B-1205 514 343-5947 / www.endettement.ca

DAVE SIDAWAY THE GAZETTE

CEGEP students make a sticking point yesterday, setting their feet in concrete outside the education minister's offices in Montreal to protest against $103 million in cuts to bursaries.

Students get stuck

Concrete protest before strike tomorrow by associations representing 25,000

ANDY RIGA
THE GAZETTE

Four CEGEP students stuck their booted feet into wet concrete and waited for it to dry outside the Montreal offices of Education Minister Jean-Marc Fournier yesterday.

The concrete symbolizes Quebec's refusal to budge from its decision to slash $103 million from student bursaries, said Jonathan Plamondon of the Fédération étudiante collégiale du Québec.

To protest against the cuts, associations representing 25,000 CEGEP and university students will launch an "unlimited general strike" tomorrow, said Xavier Lafrance, an executive with another student federation – the Association pour une solidarité syndicale étudiante.

"The cuts limit accessibility to education and increase student debt," Lafrance said, noting his group is also planning a rally in downtown Montreal tomorrow.

Students at CEGEP du Vieux Montréal, CEGEP de Saint-Laurent and Collège de Sherbrooke have voted to strike, he said.

Students in four university departments are also on board.

They include those studying social sciences, communications and political science at the Université du Québec à Montréal.

Université de Montréal anthropology students jumped the gun and have been on strike since Monday, Lafrance said.

Quebec's two biggest student groups, which represent 230,000 CEGEP and university students, have been protesting against the cuts for months, but are holding off on a strike.

"We're not against a strike, but we think it's too early," said Catherine Bourgault, a spokesperson for the 170,000-member Fédération étudiante universitaire du Québec.

The Fédération étudiante collégiale du Québec – the 60,000-member CEGEP-student group behind the concrete-shoe protest – also is not ruling out a strike at a later date, a spokesperson said.

But before deciding whether to strike, FEUQ and FECQ say they want to meet Fournier, who only took over the education portfolio on Friday, to see if they can convince him to reverse the cuts.

Angry students have been hounding Premier Jean Charest's government since the cuts were announced last year.

A week ago, protesting students used a battering ram to smash a door at an Outaouais hotel where Liberal MNAs were meeting. Several students and Sûreté du Québec police officers were injured in the clash.

Yesterday, the quartet of CEGEP protesters stood outside Fournier's office for just over an hour, then slipped their feet out of their boots and left, taking their concreted shoes with them.

ariga@thegazette.canwest.com

The Gazette, 23 février, p. A3

Journal de Montréal, 24 février 2005

Grève générale illimitée

30 000 étudiants en congé aujourd'hui

Congé de classe aujourd'hui pour quelque 30 000 étudiants du cégep et de l'université qui ont voté une grève générale illimitée pour protester contre la gestion du système d'éducation québécois.

AUDREY TREMBLAY

«L'ambiance est festive, mais nos revendications sont sérieuses. On rejette toute la logique qui se développe en éducation au Québec», lance Éric Martin de l'Association facultaire étudiante des lettres, langues et communications de l'UQAM.

Dans un petit local de l'université, lui et une dizaine de collègues étaient à mettre la dernière main à leurs pancartes de protestation, hier soir.

Tout comme eux, des milliers d'étudiants se préparaient à la grève qui sera annoncée officiellement cet après-midi.

Pendant ce temps, la direction de l'UQAM commandait une réunion d'urgence.

«La situation est calme pour le moment, le dialogue est bon avec les étudiants. On compte sur la coopération de tout le monde», indique la porte-parole, Francine Jacques.

Éviter la confrontation

«Les professeurs et les chargés de cours ont reçu la consigne d'éviter toute situation de confrontation avec les étudiants.»

C'est un peu parce que le gouvernement a coupé 103 M$ de bourses que les étudiants manifestent, mais c'est aussi parce que l'État a remis en cause la nécessité du réseau collégial.

Photo WILLIAM LAPOINTE

ON SE PRÉPARAIT fébrilement à la grève, hier, dans le petit local d'une association étudiante de l'UQAM.

«Notre cause touche tous les étudiants», fait savoir Julie Lachance, de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, l'organisation qui a parti le bal.

«Mais plus de monde se joint à nous qu'on s'y attendait. On est confiants. Le mouvement va prendre encore de l'ampleur. Et la force du nombre va nous permettre d'obtenir gain de cause», ajoute-t-elle.

Les étudiants manifesteront au square Berri (place Émilie-Gamelin), cet après-midi, avant de se rendre à Québec ce week-end pour établir un plan d'action dans l'attente d'une rencontre avec le ministre de l'Éducation.

Pour l'heure, une quinzaine d'association étudiantes sont en grève, la majorité de l'UQAM et de l'Université de Montréal.

On compte aussi les étudiants des cégeps de Saint-Laurent, du Vieux-Montréal, de Drummondville, de Sherbrooke et de Lionel-Groulx.

La Presse, 24 février

Raison et tort

Les étudiants sont en droit d'être mécontents, mais ils sont victimes de leur propre intransigeance

SIMON-PIERRE CÔTÉ
ET MATHIEU LABERGE
M. Côté est diplômé en science économique à l'Université de Montréal et a été vice-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) en 1997-1998. M. Laberge est diplômé en science économique à l'Université de Montréal et candidat à la maîtrise en économie à l'Université de Nottingham au Royaume-Uni ; il a été vice-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) en 1999-2000.

Les étudiants post-secondaires ont raison de manifester. La décision de convertir 103 millions de dollars de bourses en prêts est injuste et touche directement les étudiants les plus démunis. Ce faisant, ils sont toutefois réduits à réparer les pots qu'ils ont eux même cassés par leur intransigeance au sujet du dégel des droits de scolarité. En refusant tout compromis, les associations étudiantes ont contraint le gouvernement à prendre des décisions malhabiles pour assurer le financement des universités et des collèges, privées du revenu des droits de scolarité.

Qu'il faille annuler la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts ne fait aucun doute. Malgré qu'on puisse douter de l'impact négatif de ces coupes à moyen terme, il n'en demeure pas moins que celles-ci forceront des étudiants à revoir leur parcours académique à court terme. Le régime d'aide financière aux étudiants doit être utilisé pour alléger le fardeau de ceux qui ont le potentiel de poursuivre des études supérieures avec succès, mais n'en ont pas les moyens. Sachant que 12 % des bénéficiaires de l'aide financière du gouvernement remboursent leur prêt le jour même de son échéance, il est sain de questionner la pratique actuelle d'offrir une aide financière à un si grand nombre d'étudiants. Un régime mieux ciblé serait d'autant plus efficace et rendrait l'éducation accessible à un plus grand nombre en permettant, par exemple, de mieux supporter les parents monoparentaux ou en facilitant les retours aux études. Bref, en aidant mieux ceux qui en ont vraiment besoin.

Les pressions des étudiants prendront de l'ampleur avec l'approche du budget provincial. Or, le contexte politique des derniers mois, ponctué des hésitations du gouvernement, ne laisse aucune place à un revirement de situation à la faveur des étudiants à court terme. Toute concession du gouvernement devra donc être faite au prix d'une concession des étudiants. L'arrivée d'un nouveau ministre de l'Éducation devrait aussi favoriser un dialogue ouvert de part et d'autre, mais sans changer drastiquement la situation. Le contexte politique est donc favorable à une prise en compte de solutions autrefois rejetées du revers de la main par des acteurs politiques trop campés sur leurs positions.

Le contexte politique est favorable à une prise en compte de solutions autrefois rejetées du revers de la main.

Financement à long terme

Notre solution ? Sortir l'éducation post-secondaire québécoise du marasme qu'elle connaît depuis 10 ans ! En contrepartie du réinvestissement des 103 millions de dollars en aide financière, le mouvement étudiant doit accepter de ne pas exiger le gel des droits de scolarité lors des prochaines élections. Il laisserait ainsi le temps et la légitimité au gouvernement pour préparer consciencieusement le dégel des droits de scolarité. Qui plus est, l'instauration récente du remboursement proportionnel au revenu rend un dégel progressif et contrôlé des droits de scolarité plus envisageable que jamais. Il est beaucoup plus justifié de corriger les inégalités par une subvention bien ciblée que par un interventionnisme mur-à-mur sur le prix des études, subventionnant à outrance l'ensemble des étudiants sans égard aux besoins réels.

En plus de favoriser une juste participation des étudiants aux coûts de leur éducation, le dégel permettra aux universités et collèges de retrouver une base de financement stable sans avoir recours à la multiplication des frais « afférents ». Ceci sans parler des autres avantages qu'il y a à récolter une partie du financement sous forme de droits, tel que l'incitatif pour les institutions à offrir une formation de qualité afin de s'approprier une part plus grande de la clientèle. De même, l'étudiant qui assume une plus grande part du coût de sa scolarité serait incité à mieux performer académiquement.

Bref, pour que tous en sortent gagnants, le gouvernement doit impérativement revenir sur sa décision de convertir des bourses en prêts contre l'assurance de ne pas être embêtés par des revendications concernant le gel au cours des prochaines élections. L'étape intermédiaire qui nous semble la plus valable est l'indexation des droits de scolarité pour les prochaines années du présent gouvernement, question de rendre le débat à venir plus pragmatique devant un processus déjà en évolution. À terme, les étudiants bénéficieront d'une éducation de qualité sans prendre en otage la société québécoise dans son ensemble par un mode de financement inadéquat. Reste à voir ce qui primera entre les corporatismes à court terme et l'intérêt de la société québécoise. Seul l'avenir nous le dira...

Manifestation
24 février
Montréal

33 000 étudiants en grève illimitée

Des milliers d'étudiants de l'Université de Montréal, de l'Université du Québec à Montréal et de plusieurs cégeps de la grande région métropolitaine ont manifesté dans les rues du centre-ville, hier, pour inciter le gouvernement Charest à revenir sur sa décision de transformer 103 millions $ de bourses en prêts. À la grandeur de la province, 33 000 étudiants ont débrayé. P. 3

photo Rogerio Barbosa

24 heures, 25 février 2005, Front page

24 Heures, 25 février 2005, p. 3

- photo Rogerio Barbosa

Au square UQAM-Berri, hier, les policiers avaient à l'oeil les milliers de manifestants.

33 000 étudiants en grève générale illimitée

Quelque 33 000 étudiants des collèges et universités du Québec ont déclenché, hier, une grève générale illimitée.

Ces étudiants, dont plusieurs milliers ont manifesté dans les rues du centre-ville, protestent contre la transformation de 103 millions $ de bourses en prêts. Une quinzaine d'associations étudiantes font partie de ce mouvement de grève. Ils ont rejoint les 400 membres de l'Association étudiante d'Anthropologie de l'Université de Montréal, les pionniers du mouvement, qui sont en grève depuis lundi dernier.

Plus tôt en journée, le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier a rencontré les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec et de la Fédération étudiante collégiale du Québec qui regroupent 270 000 étudiants. «J'ai écouté leurs revendications et je suis disposé à me retrouver à une table commune pour analyser la situation. Cependant, toute nouvelle mesure devra respecter la capacité financière du gouvernement», a déclaré le ministre.

Les étudiants ont reçu un appui de taille du Parti québécois. La critique officielle du PQ en matière d'éducation, Pauline Marois juge que les étudiants ont raison de recourir à ces moyens de pression à la suite des compressions dans le régime de prêts et bourses.. Elle demande au ministre Fournier de réinvestir dans le programme les sommes que le gouvernement a retranchées au budget l'an dernier. (JCG)

Journal de Montréal, 25 février 2005, p. 11

Les étudiants bloquent la rue Sainte-Catherine en pleine heure de pointe

C'était la cohue, hier soir, au centre-ville de Montréal alors que les étudiants en grève ont pris la rue Sainte-Catherine en otage, en pleine heure de pointe.

AUDREY TREMBLAY

Au jour 1 de la grève des étudiants des niveaux collégial et universitaire, environ un millier de manifestants du Québec sont débarqués à Montréal.

Leur course a débuté à la Place Émilie-Gamelin, vers 16 h 30, pour s'étirer notamment sur les rues Sainte-Catherine et de Maisonneuve.

«On manifeste pour avoir accès à la gratuité scolaire. On veut que le gouvernement revienne sur sa décision de couper 103 M$ en bourses», dit Valérie Loiser, étudiante à l' UQAM.

Le nombre de manifestants était tel que des voitures se sont retrouvées prisonnières de la foule.

«Je m'en allais travailler. Mes boss vont devoir m'attendre. Ça ne me fâche pas. C'est une bonne cause», estime l'automobiliste André Lafleur.

La police ne savait plus où donner de la tête, si bien qu'on a dû déplorer le bris de quelques fenêtres de voitures. Les étudiants étaient en rogne contre le gouvernement.

«La grève durera le temps qu'il faudra. Je vais *tofer* jusqu'au bout», de lancer Dominique Poirier, de l'UQAM.

«Je suis prêt à annuler ma session pour avoir plus d'impact», d'enchaîner Simon Raynault du Cégep régional de Lanaudière.

«On est sérieux. As-tu vu combien il y a de monde? On va se mobiliser et faire plier le gouvernement», de lancer Annie Jacques, de l'UQAM.

Les étudiants d'une quinzaine d'associations ont déclenché une grève générale illimitée, hier, pour manifester contre la gestion du système d'éducation au Québec, notamment contre la transformation de 103 M$ de bourses en prêts.

Votre opinion @

Les revendications des étudiants sont-elles justifiées ?

Appelez-nous
Mtl : (514) 529-1177
Ext. : 1 888 767-6161

Écrivez-nous
opinions@journalmtl.com

Photos GILLES LAFRANCE et CHANTAL POIRIER

ILS ÉTAIENT DES CENTAINES, voire un millier d'étudiants à manifester dans les rues du centre-ville de Montréal, hier soir, en pleine heure de pointe.

Journal de Montréal, 25 février 2005, p. 11

Fournier se dit prêt à discuter d'argent

(D'après PC) — L'entrée en scène du nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a eu l'heur de calmer le jeu chez les étudiants des cégeps et des universités dont quelque 40 000 sont en grève depuis mercredi. Le ministre s'est dit prêt à travailler avec les représentants étudiants pour trouver des solutions à l'endettement, mais en tenant compte des contraintes budgétaires actuelles.

Sans en faire une promesse, sans établir un échéancier, il a dit qu'il était bien clair que tout le monde sait qu'un budget s'en vient.

Le ministre a indiqué avoir averti les dirigeants des associations étudiantes que la solution à leurs problèmes réside dans la discussion et non la confrontation, comme cela s'est produit tout récemment lors d'une réunion du caucus du Parti libéral, à Montebello.

«Je leur ai dit que la violence n'est pas du champ de l'éducation, mais de celui de la sécurité publique», a-t-il rapporté.

Quant aux étudiants en grève, le ministre n'a pas voulu commenter leur geste.

«Je ne règle pas les grèves, mais les problèmes qui amènent ces grèves.»

Le PQ appuie les étudiants

JOLIETTE (PC) — Le PQ appuie les étudiants qui débrayent.

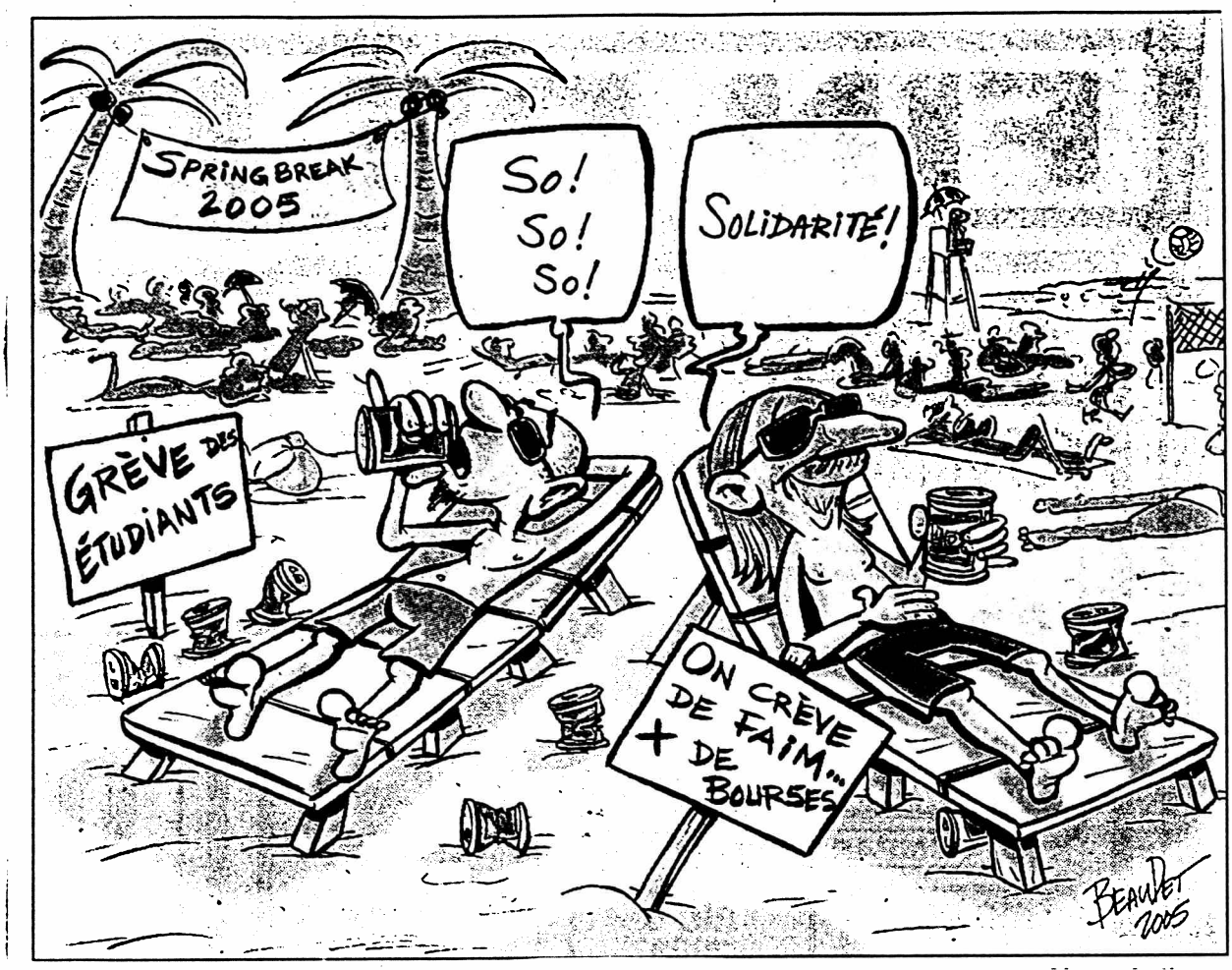
«Je n'incite pas à la grève et au débrayage, mais je comprends leur exaspération et en ce sens, ils ont notre appui», a déclaré hier la porte-parole de l'opposition péquiste dans les dossiers d'éducation, M^me^ Pauline Marois.

Celle-ci a rappelé, en conférence de presse, que les étudiants ont utilisé, en vain jusqu'à maintenant, tous les moyens pour tenter de faire changer d'opinion le gouvernement libéral.

Les étudiants ont écrit au ministre, ont rencontré les députés, ont rempli des pétitions, ont organisé des manifestations, toujours sans convaincre le gouvernement, a rappelé M^me^ Marois.

La députée de Taillon a condamné la violence qui a caractérisé certaines manifestations étudiantes.

Journal de Montréal, 25 février 2005, Opinions



Fournier tend la main aux étudiants

LE NOUVEAU MINISTRE de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a rencontré hier matin les dirigeants des fédérations étudiantes collégiale et universitaire à ses bureaux de Montréal.

M. Fournier a dit être sensible aux questions de l'endettement étudiant et s'est dit prêt à discuter de différentes solutions avec les étudiants, en autant que celles-ci respectent la capacité financière du gouvernement.

Cependant, M. Fournier a averti les étudiants qu'il n'y aura pas de dialogue s'ils utilisent la violence comme moyen de pression, comme ils l'ont fait lors de la

ZOOM

Pas de dialogue s'il y a de la violence, dit Québec.

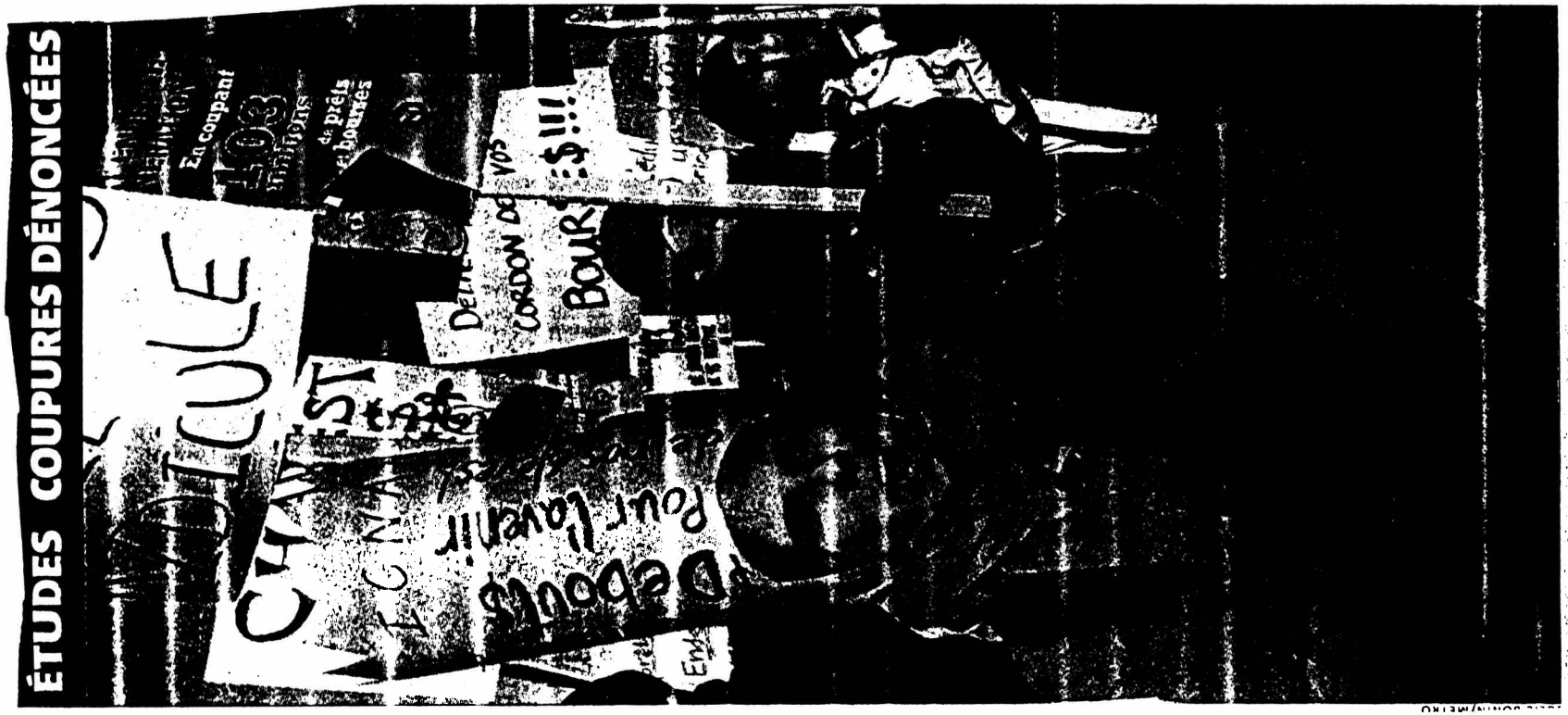
récente réunion du caucus du PLQ à Montébello.

Les étudiants se sont dits encouragés par l'ouverture démontrée par le ministre, mais croient que c'est dans le prochain budget que pourra être mesurée la véritable volonté du gouvernement. Ils n'écartent pas la possibilité d'une grève généralisée.

Au PQ, Pauline Marois précise ne pas vouloir inciter à la grève, mais elle dit comprendre l'exaspération des étudiants. PC

JULIE BONIN/MÉTRO

LES ÉTUDIANTS, qui ont manifesté en grand nombre hier, réclament toujours le renversement de la décision de convertir 103 M$ de bourses en prêts étudiants.



PRÈS DE 30 000 ÉTUDIANTS de niveau postsecondaire ont manifesté une fois de plus hier dans les rues du centre-ville de Montréal pour dénoncer les compressions de 103 M$ du gouvernement Charest dans les programmes de prêts et bourses. Le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a dit être sensible aux questions de l'endettement étudiant et s'est dit prêt à discuter avec les étudiants. DÉTAILS PAGE 3

À bas le nouveau régime de prêts et bourses!

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Plus de 30 000 cégépiens et étudiants ont amorcé hier une grève générale illimitée dans le but de tenter d'infléchir la politique du gouvernement Charest en matière de prêts et bourses. À Montréal, ils étaient plus d'un millier à marquer le coup d'envoi du débrayage (notre photo). Le mouvement de contestation, auquel participent pour le moment six cégeps et une douzaine d'associations étudiantes universitaires, exige que Québec revienne sur sa décision de transférer 103 millions de dollars du régime de bourses en prêts. Nos informations en page A5.

La Presse, 25 février, p. A1

La Presse, 25 février, p. A5

Les étudiants en grève

Plus de 30 000 ont amorcé le mouvement hier

MAXIME BERGERON

Plus de 30 000 collégiens et étudiants ont officiellement entamé une grève générale illimitée, hier, et les leaders étudiants ont bon espoir de voir le mouvement de débrayage se répandre « comme une véritable traînée de poudre ».

À l'heure actuelle, six cégeps et au moins une douzaine d'associations étudiantes universitaires ont déclenché la grève. Plusieurs autres ont opté pour des débrayages d'une journée ou deux, et de nombreux votes sur de nouveaux mandats de grève illimitée se tiendront au cours des prochaines semaines.

Ce vaste mouvement de contestation, qui vise principalement à exiger l'abolition de la réforme des prêts et bourses du gouvernement Charest, qui a notamment supprimé 103 millions de dollars en bourses pour les transformer en prêts, se fait toutefois sur fond de fortes dissensions entre les différentes fédérations étudiantes.

En effet, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), qui chapeaute la grève déclenchée hier, refuse à toute organisation étudiante le droit de conclure une entente avec Québec au nom de tous les étudiants. Selon la CASSEE, ni la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ni la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), deux interlocuteurs traditionnels du gouvernement, n'ont la « légitimité » pour négocier avec l'État.

« L'issue de cette grève ne pourra être réglée par quiconque sans que les associations en grève soient consultées, a dit Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSEE, en conférence de presse. En 1996 (pendant une grève générale), la FEUQ et la FECQ ont accepté une offre à rabais du gouvernement, et il n'est pas question que la prochaine entente soit négociée à rabais. »

PHOTO PATRICK SANSFAÇON, LA PRESSE ©

Une manifestation d'environ un millier d'étudiants a eu lieu hier dans le centre-ville de Montréal.

Manifestation

Plus d'un millier d'étudiants ont manifesté en fin d'après-midi pour bien marquer le coup d'envoi du débrayage. Gonflés à bloc, ils ont marché dans les rues du centre-ville, à partir de l'UQAM, en scandant des slogans très peu flatteurs à l'égard du gouvernement Charest — et de la FEUQ dans plusieurs cas. La présence policière était massive. Deux personnes ont été interpellées pour des méfaits mineurs.

Plus tôt en journée, les dirigeants de la FECQ et de la FEUQ ont rencontré à tour de rôle le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. En conférence de presse, le ministre a parlé d'un « bon premier contact » au terme de ces rencontres, sans toutefois avancer aucun engagement précis. « Il y a une fenêtre qui s'en vient pour régler la question (des prêts et bourses), et c'est le budget », a-t-il dit.

Chose certaine, s'il ne condamne pas la grève déclenchée hier, M. Fournier a répété à plusieurs reprises qu'un recours à la violence couperait court à toute discussion. Rappelons qu'une manifestation de membres de la FEUQ a tourné au vinaigre la semaine dernière à Montebello, pendant le caucus libéral, laissant plusieurs personnes blessées.

« Il n'y aura plus de manifestation violente comme celle de la semaine dernière, à Montebello. Pas sous notre bannière en tout cas », a affirmé le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, au cours d'une manifestation éclair réunissant quelques centaines d'étudiants en début d'après-midi. « Mais les moyens de pression vont se poursuivre, a-t-il ajouté, sans vouloir en dévoiler les détails. Nous avons eu un bon contact avec le ministre, mais les mots ne sont pas suffisants. Il faut de l'argent sur la table. »

« Nous ne sommes pas en train d'organiser une grève, même si certaines associations en ont déclenché une, a poursuivi M. Bouchard. L'ASSE ne peut pas prétendre décider pour les autres. C'est à chaque association de décider du mandat qu'elle se donne », a-t-il ajouté.

La grève déclenchée hier a néanmoins reçu plusieurs appuis, dont celui de l'opposition péquiste. « Je crois que les étudiants, qui ont utilisé tous les moyens disponibles jusqu'à maintenant, sont sans doute légitimés d'en arriver à un tel moyen pour se faire entendre », a dit Pauline Marois, critique en matière d'éducation, en marge du caucus d'avant session du PQ à Joliette.

Pour le chef péquiste Bernard Landry, l'opposition « a une sympathie totale pour les revendications des étudiants ». « Nous appuyons leurs revendications, cela ne veut pas dire leurs moyens. Les moyens, cela relève d'eux. Nous sommes totalement derrière eux quant aux objectifs qu'ils poursuivent, mais nous les respectons quant aux moyens. Ils décideront de leurs moyens, pourvu que cela se passe dans la légalité. »

Avec Sara Champagne et Denis Lessard

Les associations

› La FEUQ

Établie depuis 1989, la Fédération étudiante universitaire du Québec regroupe 19 associations, qui comptent plus de 170 000 étudiants de tous les cycles d'études et de toutes les régions du Québec.

› La FECQ

Fondée en 1990, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) se veut « l'organisme porteur du message des jeunes Québécois ». Elle représente plus de 60 000 membres.

› L'ASSE

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) représente 20 000 étudiants du collégial et de l'université. Selon ses dirigeants, la FEUQ et la FECQ n'ont pas la « légitimité » de négocier avec le gouvernement sans que les associations étudiantes en grève soient consultées. Notons que plusieurs des associations en grève ne sont pas membres de l'ASSE, cette dernière chapeautant le débrayage sous l'égide d'une coalition élargie.

Pas que des heureux

MAXIME BERGERON

La grève générale illimitée déclenchée hier est loin de faire l'affaire de tous les étudiants.

Marisa Curcio et Caroline Filion, deux étudiantes de l'UQAM, soutiennent que le débrayage fait de très nombreux mécontents parmi leurs pairs du module de communication. L'Association facultaire en lettres, langues et communication de l'UQAM (AFELLC), qui les représente, a pourtant voté très largement en faveur de la grève.

Mais comme seuls 10 % des 5000 membres de l'AFELLC se sont prononcés lors de l'assemblée générale du 15 février, les jeunes femmes se sentent victimes d'un processus « antidémocratique ». Elles déplorent aussi le manque de publicisation de l'assemblée.

« Nous, on n'a pas été informées avant l'assemblée générale, et c'est vraiment ça qui nous choque, a dit Mme Filion. La démocratie passe par la circulation de l'information. »

Éric Martin, responsable aux affaires externes de l'AFELLC, affirme au contraire que le vote fut tout ce qu'il a de plus « légal » et « légitime ». Et que le quorum fut plus qu'atteint. « C'était la plus grosse assemblée générale de l'histoire de l'AFELLC. On a envoyé 5000 lettres d'information à nos membres, pliées à la main, sans compter tous les tracts distribués et les affiches. »

Malgré tout, plusieurs personnes interrogées hier dans divers départements de l'UQAM ont eu des mots très durs pour définir ceux qui appuient la grève. Plusieurs craignent notamment de voir leur semestre compromis par une grève trop longue, ou encore disent que les étudiants québécois sont « trop gâtés » et « ont tout cuit dans le bec ».

Devoir, 25 février, p. A1 et A10

Pas de solutions dans la violence

Fournier pose ses conditions au règlement du dossier des prêts et bourses

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
TOMMY CHOUINARD

Les violents événements de Montebello ont fortement déplu au nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, qui a profité d'un premier *«bon contact»* avec les fédérations étudiantes hier pour poser ses conditions à la résolution du problème de l'endettement étudiant: pas de solutions dans l'affrontement.

«Je ne pourrai pas faire mon travail de recherche de solutions avec [les fédérations étudiantes] *si elles choisissent la voie de la violence»*, a indiqué hier M. Fournier à l'issue d'une rencontre avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). *«Sinon, ça ne sera plus un dossier d'éducation, ça va être un dossier de sécurité publique.»*

> «Le préalable incontournable pour trouver des solutions, c'est la communication et pas la confrontation», dit le ministre de l'Éducation

Le ministre de l'Éducation, qui rencontrait la presse pour une première fois depuis son arrivée en poste, a insisté plus d'une fois sur la nécessité d'évacuer la violence afin de faire place à la recherche de solutions. *«Pour l'avenir, si on veut avoir de bonnes relations, il faudrait s'assurer qu'il n'y ait pas de blessés»*, a-t-il indiqué. *«Quelque blessé que ce soit, je n'en veux pas.»*

Quelques instants plus tard, la FEUQ faisait amende honorable et reconnaissait à mots à peine couverts la maladresse des événements de la semaine dernière à Montebello. *«Des actions violentes, il n'y en aura plus d'organisée par la FEUQ»*, a indiqué hier après-midi son président, Pier-André Bouchard, devant les bureaux du ministre des Finances, Michel Audet. *«On a vu que ça a profondément choqué les Québécois. Tenez pour acquis que ça ne se reproduira plus sous notre bannière.»*

La brusquerie — peu commune aux actions orchestrées par la FEUQ et la FECQ — avait en effet surpris tout le monde au caucus des députés libéraux, là où des blessés se dénombraient tant d'un côté de la barrière que de l'autre. Condamnée par

VOIR PAGE A 10: GRÈVE

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les étudiants, qui ont manifesté longuement hier dans les rues de Montréal, craignent la négociation d'une «entente à rabais» par les fédérations étudiantes. «Tant qu'on n'aura pas de solution concrète, on ne se laissera pas leurrer par un remaniement ministériel», dit un de leurs porte-parole.

Le Devoir, 25 février, p. A1 et A10 suite

GRÈVE

SUITE DE LA PAGE 1

plus d'un, cette opération avait pourtant bel et bien été menée de telle sorte que *«ça brasse et que ça fasse réfléchir les députés»*, nous a-t-on expliqué en coulisses.

Alors que les regroupements ont affirmé jongler avec l'idée du dépôt d'une plainte en déontologie policière pour dénoncer le recours à la brutalité — une option qui n'a pas encore été exécutée —, c'est plutôt vers les étudiants que les critiques se sont dirigées depuis.

Outre ce bélier utilisé pour tenter de forcer la porte de l'hôtel et les équipements de protection portés par les manifestants de la première ligne, des agents médicaux avaient été dépêchés sur place pour soigner les bosses et plusieurs des étudiants avaient été prévenus d'une éventuelle escalade de l'agressivité, avec un seul objectif en tête: *«Tout faire pour entrer dans la place.»*

La FEUQ, qui a promis que l'épisode sera unique, ne regrette toutefois pas le choix de cette stratégie. *«On l'a fait, on l'assume parce que c'était nécessaire»*, a expliqué M. Bouchard hier. *«Cela dit, ce n'était pas dans nos traditions, et on comprend que l'action ait été condamnée par beaucoup de monde»*, y compris le ministre Fournier, qui n'aurait pas apprécié que les étudiants aient *«braqué»* les députés présents à Montebello.

«Le préalable incontournable pour trouver des solutions, c'est la communication et pas la confrontation», a répété Jean-Marc Fournier, qui se dit *«sensible à la question de l'endettement»* et qui veut *«travailler avec les étudiants à trouver des solutions»* tout en mettant le cap sur le prochain budget.

Cette réouverture du dialogue n'a pas rassuré les étudiants, qui n'ont pas entendu la promesse d'un retour de ces 103 millions transformés de bourses en prêts. *«Même s'il y a eu un premier bon contact* [hier] *matin, il n'y a pas d'argent sur la table»*, a expliqué Pier-André Bouchard, entouré d'une centaine d'étudiants venus manifester devant les bureaux du ministre Audet. *«Il y a un changement de ton au cabinet du ministre de l'Éducation, mais ce ne sont pas des bonnes paroles qui vont faire cesser la grogne sur les campus.»*

Pendant que la FECQ et la FEUQ en étaient à récolter des mandats de grève un peu partout au Québec, cette grogne se concrétisait en mouvement de grève générale illimitée hier pour quelque 33 000 étudiants principalement alliés à la CASSEE (Coalition de l'ASSE élargie), un regroupement d'étudiants non associés aux fédérations étudiantes les plus larges. *«La FECQ-FEUQ ne nous représente pas»*, pouvait-on d'ailleurs lire sur une bannière placée devant les délégués de la CASSEE, qui ont eux aussi convoqué la presse hier pour distinguer leurs revendications de celles des fédérations.

«Nous ne voulons pas seulement le réinvestissement de 103 millions de dollars», a expliqué Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSEE, qui regroupe des associations membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) de même que des associations indépendantes. *«Nous voulons aussi le retrait de la réforme de l'aide financière aux études, le tout dans une perspective de gratuité scolaire.»*

Ces étudiants, qui ont ensuite manifesté longuement dans les rues de Montréal à coups de centaines, craignent la négociation d'une *«entente à rabais»* par les fédérations étudiantes. *«Tant qu'on n'aura pas de solution concrète, on ne se laissera pas leurrer par un remaniement ministériel qui dit: "Nouveau visage égale nouvelle politique"»*, a ajouté M. Lafrance.

Pendant ce temps, à la seconde journée du caucus présessionnel du Parti québécois à Joliette, les députés de l'opposition y allaient hier de leurs interprétations à propos du début de la grève.

«Je crois que les étudiants qui ont utilisé tous les moyens disponibles jusqu'à maintenant sont sans doute légitimés d'arriver à utiliser un tel moyen pour se faire entendre. Ils ont notre appui», a affirmé la critique en matière d'éducation, Pauline Marois, n'encourageant toutefois pas les milliers d'autres à emboîter le pas au mouvement. *«Mais je n'inciterai pas à la grève et au débrayage.»*

Mme Marois, qui demande au gouvernement Charest d'annuler les compressions de 103 millions à l'aide financière, a par ailleurs joint sa voix à celles qui ont condamné les événements de Montebello, en Outaouais. Elle reconnaît toutefois au passage les causes de cette *«exaspération»*: *«Ils ont écrit au ministre, rencontré les députés, fait des pétitions et des manifestations. Alors, je comprends leur exaspération.»*

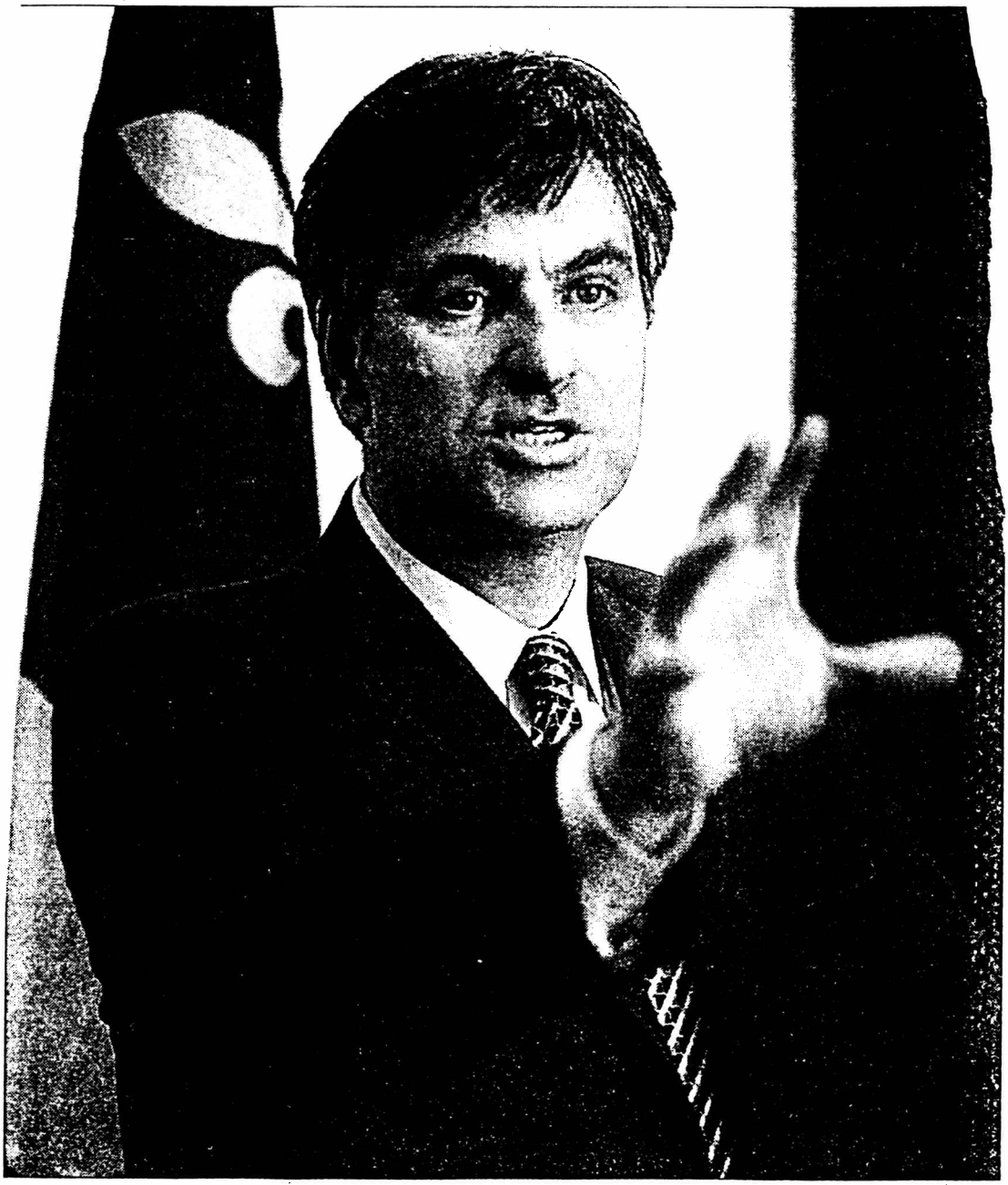
Le chef de l'opposition, Bernard Landry, a appuyé la cause des étudiants mais exprimé des réserves quant au moyen utilisé pour faire pression auprès du gouvernement. *«Nous appuyons leurs revendications, ça ne veut pas dire leurs moyens»*, a-t-il affirmé. *«Qu'ils s'occupent de leurs moyens, mais qu'ils soient assurés qu'ils ont notre sympathie totale quant aux objectifs qu'ils poursuivent.»*

Le Devoir

La Gazette, 25 fév., p. A2

Setting the limits on debate

"We will not be able to go ahead if violence occurs. If people have broken arms or go to the hospital, there can't be communication."
– Education Minister Jean-Marc Fournier, speaking to reporters in Montreal.



JOHN MAHONEY THE GAZETTE

New Education Minister Jean-Marc Fournier spent yesterday morning meeting with representatives of CEGEP and university student unions about their planned walkouts and strikes.

Le Gazette, 25 février, p A2

Let's talk – only if nobody gets hurt, minister says

Fournier holds out hope of 'imaginative' ways to restore funding

PEGGY CURRAN
AND MIKE DE SOUZA
THE GAZETTE

Education Minister Jean-Marc Fournier opened the door yesterday to a new bursary deal with students – provided no one else gets hurt.

Fournier, who took over the portfolio from the embattled Pierre Reid last week, spent the morning in meetings with leaders of Quebec's two largest student federations. He told them he's willing to work with them to find "imaginative" ways to restore funding to Quebec's loans and bursaries program in the coming provincial budget.

FROM GAZETTE FILES

The PQ's Pauline Marois indicated support for the students' actions, but party leader Bernard Landry said later the support was for their case, not their means of protest.

But all bets are off if student protests turn ugly again, Fournier warned.

"We will not be able to go ahead if violence occurs," he told reporters in Montreal. "If people have broken arms or go to the hospital, there can't be communication."

Twelve people were injured last week when angry students clashed with police during a Liberal caucus meeting at Château Montebello. Seven people were arrested after protesters tried to break down a door with a battering ram.

Quebec students have been on the warpath since last summer when Reid, a former university rector, revealed plans to transform $103 million from bursaries into loans, which must be repaid. With 35,000 CEGEP students expected to launch an unlimited strike yesterday against the cuts, security was beefed up at the Quebec City building that houses Education Department offices.

"When violence happens, it stops being an education matter and becomes a case for Public Security," Fournier said.

Pier-André Bouchard, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec, told reporters the new minister seemed more willing than Reid to resolve the student debt issue but made no promises to reinvest the $103 million in bursaries. According to the student associations, shifting money from bursaries to loans will cause student debt to skyrocket.

"We will not be satisfied until we get concrete results," Julie Bouchard, president of the Fédération étudiante collegiale du Québec, said after the two groups demonstrated outside the offices of Finance Minister Michel Audet. Together, FEUQ and FECQ represent about 250,000 post-secondary students. Their members are not on strike but Julie Bouchard said many member associations will vote whether to walk out within the coming days.

In Joliette yesterday, Parti Québécois critic Pauline Marois said restoring bursary money should be Fournier's first priority.

Marois said she understands the exasperation of students who have decided to strike and hopes the new education minister will make concessions.

"I believe students who used all means available until now are no doubt entitled to use this type of method to be heard," Marois said during a PQ caucus retreat.

"They have our support."

But party leader Bernard Landry appeared to contradict Marois later, saying the PQ supports the students' demands, but not their means of protest.

Tim McSorley, Quebec chairperson of the Canadian Federation of Students, expressed solidarity for the student strike.

"These cuts have had a disastrous effect on students across the province, and no one can stand idly by," he said.

pcurran@
thegazette.canwest.com

The Gazette, 25 Fév., p. A3

March marks beginning of strike

Associations claim 30,000 are out

Hummer targeted for 'Kyoto' chant as protesters stream past

BRENDA BRANSWELL
THE GAZETTE

True to their vow, associations representing thousands of university and CEGEP students kicked off a general strike yesterday.

Then, thousands of students took their anger to downtown streets, protesting against the Quebec government's decision to slice $103 million from student bursaries.

"We're asking that the whole reform ... be (withdrawn) and the money be put back into the financial aid regime," said Jérôme Charaoui, a spokesperson for the Association pour une solidarité syndicale étudiante.

Student association officials said about 30,000 students are now on strike from more than a dozen student associations and faculties at francophone CEGEPs and universities. The province's two largest student groups have said they aren't ready to go on strike yet.

"We're calling on all student unions, whether francophone or anglophone, to join the strike," Charaoui said. Classes are halted during the strike, he said.

Each association will determine the length of its strike. "About every week, people will review the strike vote and look at whether to continue it or not," said Éric Martin, who is with the literature, languages and communications faculty at the Université du Québec à Montréal.

Students argue the conversion of $103 million from bursaries to loans increases student debt and reduces access to education.

"I see it as an attack on accessibility to higher education," said Claudie Simard, 23, a communications student at UQÀM. Simard said she didn't receive a bursary this year as in the past. To compensate financially, she now works 28 hours a week instead of two days. "I have to spend double the time at work."

The marchers snaked through downtown streets during rush hour, causing delays for motorists who couldn't budge as students streamed by their vehicles. Some drivers honked in support, to the delight of the students.

Their placards shouted a host of different messages including perhaps the most succinct – "Grrr."

The march unfolded peacefully although police reported two incidents of vandalism. One occurred on Beaver Hall Hill, where the driver of a white Hummer was stuck at an intersection because of the protest. Many students chanted "Ky-o-to" – referring to the international accord to reduce greenhouse gas emissions – as they walked by his vehicle, which had the word "pollutant" drawn by finger on the rear window. To the chagrin of the man driving, a male protester carrying a black flag smashed the back window.

The most colourful protesters were a large group clad in red, makeshift capes with their faces whitened with makeup and black marks.

"We represent the $103 million in cuts," explained Nadia Duguay, a UQÀM student. During the protest, the red-caped students lay on the cold pavement a few times and waited for the crowd to count to 103 before leaping into the air.

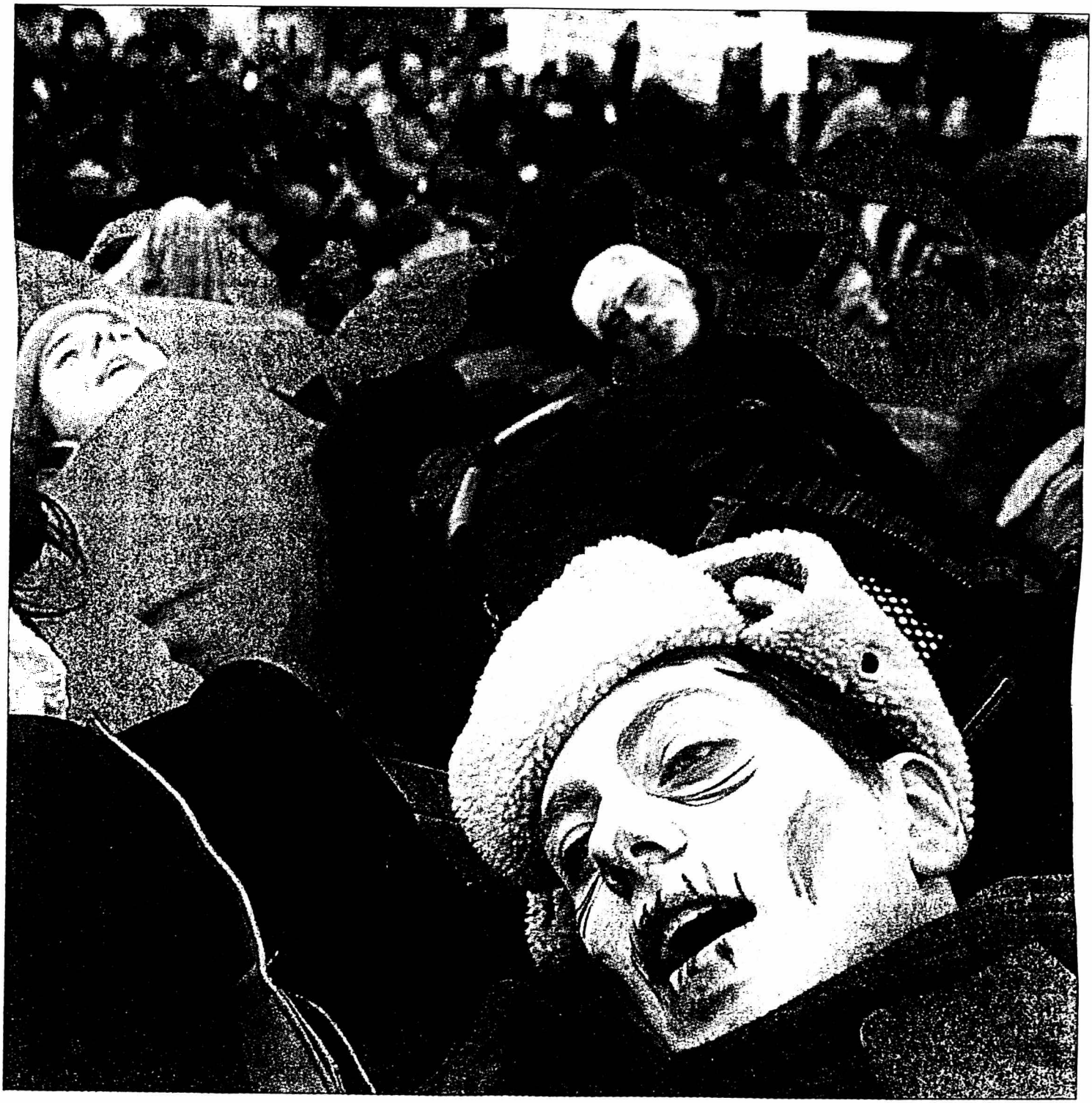
Concordia University filmmaking student Alexie Landriault joined the throng protesting in the streets. "I think the cuts are quite unacceptable and barbaric," he said.

Asked if he thought the Quebec government would back down, Landriault said: "They're good at that recently. I hope so."

bbranswell@
thegazette.canwest.com

; La Gazette, 25 février, p. A3

STUDENT PROTESTS



ALLEN McINNIS THE GAZETTE

Student "bodies." Angry CEGEP and university students took to the streets of downtown Montreal yesterday to protest against the Liberal government's decision to cut $103 million from its bursary program.

Re Gazette, 25 février, p. A3

Fees and debts in centres of higher learning

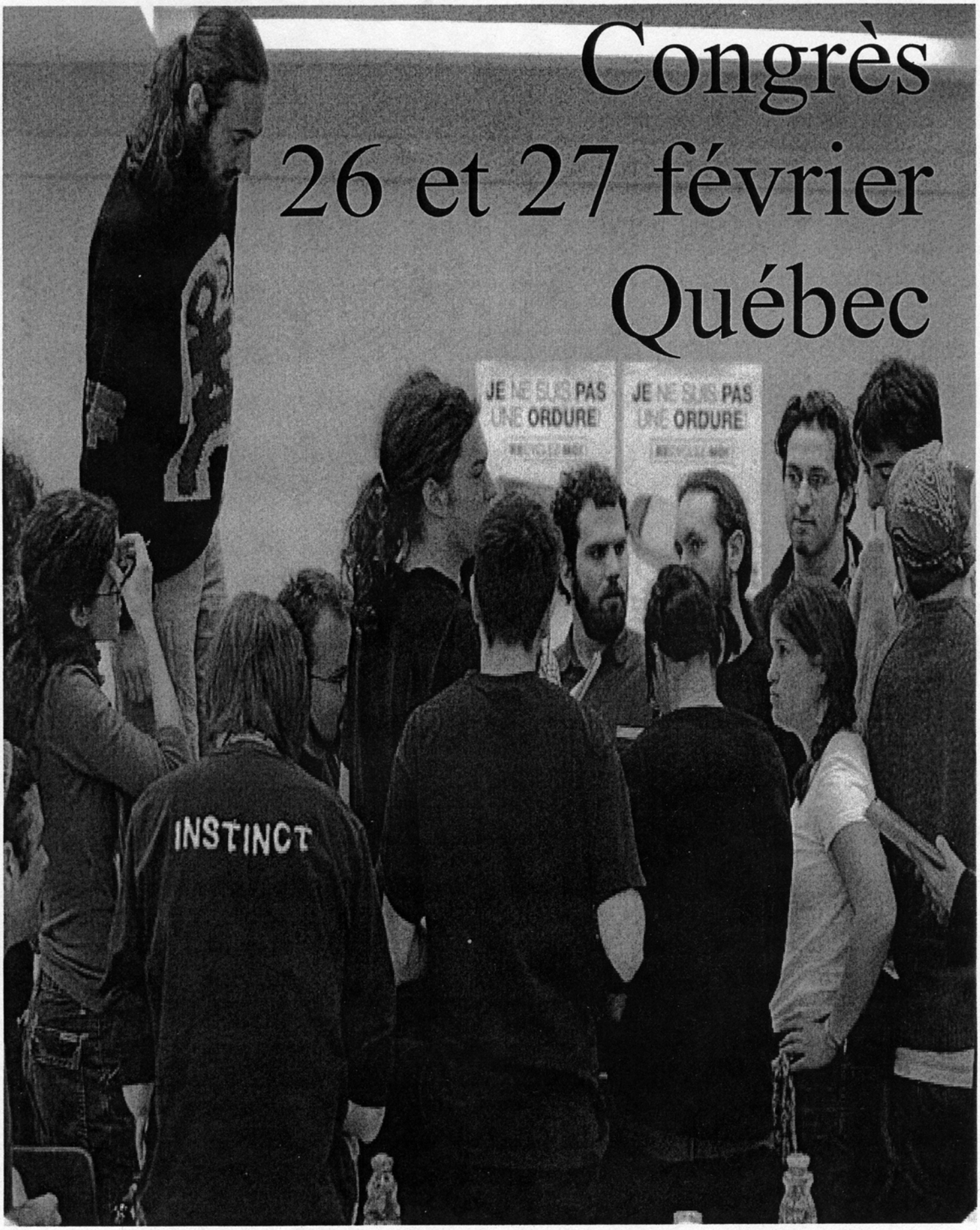
There is no tuition fee for nonprofessional programs at Quebec's public CEGEPs. However, colleges do charge administrative fees for everything from registration and transcripts, athletics and student services, libraries and computer time – costs that have soared over the last decade. The percentage of Canadian students in debt at graduation is 53 per cent.

University tuition fees in Quebec have been frozen since 1994. The Charest government has promised to maintain the freeze until the end of the Liberals' current mandate. In several provinces, tuition fees have been deregulated. Universities are free to charge as much as they like, particularly for such programs as medicine, law and business administration.

Province	Average college tuition	Average university tuition	Average college graduate debt	Average university graduate debt	Average student loan	Average student bursary
Ontario	$1,820	(2003-04) $4,923	$15,400	$21,700	$3,522	$766
Quebec	**(CEGEP) free**	**$1,862**	**$7,300**	**$12,300**	**(2002-03) $2,665**	**(2002-03) $3,063**
British Columbia	$2,479	$4,140	$11,400	$20,100	$2,086	$3,193
Nova Scotia	$2,250	$5,557	$11,000	$22,400	$4,162	N/A
Canada	**(excluding Que.) $2,133**	**$4,025**	**$13,300**	**$20,485**	**N/A**	**N/A**

N/A: Information was not available

SOURCE: THE PRICE OF KNOWLEDGE 2004: ACCESS AND STUDENT FINANCE IN CANADA, BY SEAN JUNOR AND ALEX USHER FOR CANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION


Congrès
26 et 27 février
Québec
JE NE SUIS PAS UNE ORDURE
JE NE SUIS PAS UNE ORDURE
INSTINCT

Résumé des mandats

Congrès de la Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ)
Les 26 et 27 février 2005 au Cégep Limoilou, campus Québec

Note : Pour assurer la diffusion intégrale des décisions qui ont été prises lors du Congrès, le résumé des mandats est le compte rendu exact des propositions adoptées lors de celui-ci. Chaque décision est ici présentée selon l'ordre du jour adopté lors du Congrès de la CASSÉÉ.

1.4 Droit de vote

1. Avis d'appui massif à l'Association étudiante du Cégep de Gaspésie, campus Îles-de-la-Madeleine.

2. De confirmer le droit de vote à l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM), l'Association Facultaire Étudiante de Lettres Langues et Communications-UQÀM (AFELLC-UQÀM) et Association Étudiante d'Anthropologie de l'Université de Montréal (AÉAUM).

3. Que l'Association Étudiante d'Histoire de l'Université de Montréal (AÉHUM) soit jugée apte à partager leur droit de vote selon leur réalité locale.

3.0 Coordination de la grève et fonctionnement de la Coalition

1. Que soit formé par la Coalition de grève les Comités suivants :

- Comité médias : Le Comité médias est composé de quatre personnes, paritaires membres et non-membres de l'ASSÉ, hommes et femmes, qui ont pour fonction de représenter la Coalition auprès des médias, de s'assurer que la grève ait une bonne couverture médiatique et de faire des entrevues.
- Comité négociations : Le Comité négociations est composé de quatre personnes, paritaires membres et non-membres de l'ASSÉ, hommes et femmes, qui ont pour fonction de représenter la Coalition auprès du gouvernement lorsque celui-ci

désirera s'entretenir avec la Coalition des associations en grève. En aucun cas ce Comité peut officiellement accepter une offre du gouvernement sans que celle-ci soit préalablement approuvée par les assemblées générales des membres de la Coalition.

- Comité de coordination : Coordonne l'ensemble des Comités de l'ASSÉ et *ad hoc*, gère le fonds de grève de la Coalition, convoque les instances de celle-ci, les prépare et y amène des propositions. Le Comité est constitué du Conseil exécutif et d'autant de non-membres.

Que ces Comités soient formés d'un ou une membre du Conseil exécutif de l'ASSÉ élu-e par ses membres afin d'assurer une continuité dans le travail déjà amorcé par celui-ci pour la grève.

Qu'en tout temps, ces Comités de la Coalition ne puissent prendre des décisions allant à l'encontre des décisions de la Coalition ainsi que des Statuts et règlements de l'ASSÉ.

Que ces comités soient redevables devant la Coalition.

2. Comité du maintien et de l'élargissement de la grève : Le Comité est composé de 6 personnes, paritaires membres et non-membres de l'ASSÉ, hommes et femmes, qui a pour fonction d'organiser des tournées d'associations étudiantes du Québec, des tournées téléphoniques et de favoriser et d'entretenir des liens avec les syndicats, les milieux communautaires et la population en général.

Que ce Comité soit formé d'un ou une membre du Conseil exécutif de l'ASSÉ élu-e par ses membres afin d'assurer une continuité dans le travail déjà amorcé par celui-ci pour la grève.

Qu'en tout temps, ce comité de la Coalition ne puisse prendre des décisions allant à l'encontre des décisions de la coalition ainsi que des Statuts et règlements de l'ASSÉ.

Que ce comité soit redevable devant la Coalition.

3. Attendu que, au cours de la présente campagne de grève, le mouvement étudiant se doit à tout prix d'éviter la béatitude face au comportement de la FECQ et de la FEUQ,

béatitude qui a plus d'une fois laissée place à la récupération des mobilisations étudiantes;

Attendu que la prétention à la représentativité du mouvement de grève ne peut et ne doit exister sans que cette représentativité soit octroyée démocratiquement par les assemblées générales des différentes associations en grève travaillant en Coalition;

Seul un comité de négociation redevable devant l'ensemble des assemblées générales des associations étudiantes de la CASSÉÉ ait la légitimité d'aller négocier avec le gouvernement. De plus, advenant le cas où un Comité de négociation n'appliquant pas ce principe aille négocier avec le gouvernement, la CASSÉÉ devra appeler à la tenue d'un Congrès et d'assemblées générales locales le plus rapidement possible afin de réitérer ce principe et de réaffirmer la volonté de poursuivre la grève tant qu'une négociation démocratique n'aura pas lieu. La CASSÉÉ devra alors émettre un communiqué expliquant sa démarche et chaque association étudiante devra être encouragée à faire de même.

4. Proposition pour une équipe de communication nationale de la CASSÉÉ :
- Que le comité médias de la CASSÉÉ soit assisté par l'équipe des étudiants et étudiantes en communication de l'UQÀM.

- Que l'équipe de communication de l'UQÀM fournisse un-e attaché-e de presse à chaque porte-parole de la CASSÉÉ.

- Que la salle de presse de l'UQÀM devienne le quartier général des relations médias de la CASSÉÉ.

- Que l'équipe de communication de l'UQÀM réponde directement des Comités de coordination et médias de la CASSÉÉ en ce qui a trait au contenu et à la stratégie médiatique du mouvement de grève.

- Que l'équipe de communications mette sur pied une section médias sur le site de la CASSÉÉ destinée aux journalistes et au grand public pour la vulgarisation et l'explication des enjeux du mouvement de grève, sur lequel on trouve des communiqués, des études et divers documents qui appuient nos revendications.

5. D'utiliser le nom « Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ) ».

6. Que les associations étudiantes membres de la CASSÉÉ et ayant été en grève générale illimitée pendant au moins dix jours ouvrables mais ne l'étant plus à un moment donné conserve leur droit de vote à la CASSÉÉ jusqu'à ce que prenne fin la grève au niveau national.

4.0 Finances

1. Que les dépenses suivantes (voir Livre des comptes CASSÉÉ), effectuées par l'ASSÉ dans le cadre de la grève, soient remboursées par la CASSÉÉ.

Note : Pour obtenir le détail des dépenses contenues dans le Livre des comptes de la CASSÉÉ, veuillez nous contacter.

2. Qu'à partir de maintenant et jusqu'à nouvel ordre, la CASSÉÉ se charge des dépenses suivantes : médias (CNW Telbec), tournées (18,00 $ par jour par personne pour la nourriture), actions, matériel d'information, instances (10,00 $ par personne par instance pour la nourriture), communication et, 15 heures par semaine de plus pour le salaire de la permanence à raison de 15,00 $ de l'heure.

3. Que l'*Ultimatum express* de déclenchement de grève (2 500 copies) et l'*Ultimatum express femmes* (500 copies) soient des dépenses admises à titre de matériel d'information.

4. Que les autobus en provenance des régions où se trouvent des membres de la CASSÉÉ soient financés à même le fonds de grève pour les manifestations nationales.

5. Que les finances de la CASSÉÉ soient comptabilisées séparément de celles de l'ASSÉ mais qu'on utilise le même compte bancaire.

5.0 Revendications

1. La Coalition exige du gouvernement :

- Qu'il abolisse rétroactivement la dernière réforme de l'Aide Financière aux Études et retire la coupure de 103 millions;
- Qu'il reconnaisse l'autonomie des étudiantes et étudiants dès le départ du domicile familial;
- Que le gouvernement révise le système d'Aide Financière aux Études et bonifie le montant en bourse accordé aux familles monoparentales;
- Qu'il renonce au Remboursement Proportionnel au Revenu (RPR);
- Que la politique sur les frais de scolarité des étudiantes internationales et étudiants internationaux soit rigoureusement appliquée; et qu'en ce sens, soient condamnées les hausses unilatérales perpétrées par les universités McGill et Concordia.

De plus, considérant que le réseau collégial est lui aussi grandement menacé par les projets de décentralisation du gouvernement libéral, la Coalition revendique du gouvernement :

- Qu'il renonce à tout projet de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial afin d'en garantir l'accessibilité et la qualité.

Ces revendications s'inscrivent dans la perspective d'obtenir une éducation gratuite et de qualité ainsi qu'un régime d'Aide Financière aux Études qui éliminerait l'endettement étudiant par la conversion des prêts en bourses et qui garantirait un niveau de vie au-dessus du seuil de la pauvreté à tous les étudiants et toutes les étudiantes, y compris les étudiantes internationales et étudiants internationaux.

La Coalition se positionne contre le fait que les présentes revendications soient satisfaites au prix d'un dégel des frais de scolarité et de toute autre coupure dans les programmes sociaux.

Le Congrès invite les associations étudiantes à adopter en assemblée générale cette proposition.

2. Que le Comité de négociations soit chargé de la production d'un document de réflexion sur la plate-forme de la CASSÉÉ.

3. Que l'argumentaire sur l'évasion fiscale soit mis de l'avant comme solution possible au sous-financement de l'éducation.

6.0 Plan d'action

6.1 Grève

1. Attendu que l'escalade des moyens de pression a eu lieu;

Attendu que le gouvernement est actuellement dans une situation instable;

Attendu qu'il faut exercer une forte pression sur le gouvernement dès maintenant afin qu'il s'engage à répondre à nos revendications avant le budget et que cet engagement se concrétise à travers ce même budget;

Attendu que plus de 40 000 étudiantes et étudiants répartie-e-s dans plus de 20 associations étudiantes ont déjà déclenché la grève;

Que la CASSÉÉ appelle l'ensemble des associations étudiantes du Québec à joindre le mouvement de grève le plus rapidement possible afin de défendre ses revendications et la démocratie directe;

En ce sens, que toutes les associations étudiantes soient encouragées à contacter les associations de leur région afin de les encourager à joindre le mouvement de grève. Qu'un communiqué soit publié afin d'appeler l'ensemble des associations étudiantes du Québec à se joindre au mouvement de grève lancé par la CASSÉÉ.

2. Que le Comité de négociations de la CASSÉÉ soit mandaté de contacter le ministre de l'Éducation afin d'obtenir une rencontre le plus rapidement possible.

3. 7 mars : Bidonville à Québec
9 mars : Journée nationale d'actions régionales
12 mars : Manifestation à Montréal
13 mars : Congrès de la CASSÉÉ au Cégep du Vieux-Montréal

14 mars : Journée nationale d'occupation
D'inviter les associations étudiantes à tenir des nuits de création.

4. Que le carré rouge devienne le symbole officiel d'appui au mouvement étudiant signifiant que les étudiant-e-s « sont dans le rouge » et que les associations étudiantes en fasse la promotion auprès de leurs membres et de la population en général pour que nous portions sur nous et que nous l'affichions dans nos fenêtres avec la possibilité d'y afficher des messages spécifiques.

5. Qu'il y ait un rassemblement national d'organiser au moment et dans la ville où il y aura la 1ière réunion entre le Comité de négociations et le gouvernement.

6. Qu'un macaron « J'appuie le droit à l'éducation » soit produit afin d'être distribué à la population en général.

7. Que la manifestation du 3 mars à Sherbrooke ait lieu à 14h.

8. Considérant que la CASSÉÉ veut soutenir la participation venant de toutes les régions;
Considérant que les moyens de la Coalition sont, sommes toutes, limités;
Que la Coalition aide à défrayer les frais de transport pour les gens des Îles-de-la-Madeleine pour la manifestation du 12 mars et le Congrès du 13 mars.

6.2 Femmes

1. Que les associations étudiantes en grève soient encouragées à former un espace non-mixte de discussion lors de la grève.

2. Qu'une action nationale pour la journée du 8 mars soit organisée par le Comité femmes de l'ASSÉ, adjoint de collaborateurs et collaboratrices, et assisté des Comités de la CASSÉÉ. Que cette action se fasse solidairement avec les autres mouvements de femmes ou qu'elle soit l'occasion d'amener des revendications étudiantes féministes dans le cas où l'action se ferait en commun avec eux.

3. Que le point « femmes » soit au début de chaque instance de la CASSÉÉ.

4. Que le point « femmes » soit au début de chaque instance de la ASSÉ.

5. Dans le cadre de la grève, que des garderies soient mises sur place localement si besoin s'en fait sentir. Que les associations étudiantes soient fortement invitées à tenir des débats et ateliers sur le féminisme, les rapports sociaux de sexe et le patriarcat.

7.0 Élections

1. Comités de l'ASSÉ

Comité femmes

Geneviève Gariépy, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Comité journal

David Murray, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Pierre-Luc Junet, membre de l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM).

2. Comités de la Coalition

Comité médias

Éric Martin, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Xavier Lafrance, membre de l'Association Étudiante du Module de Science Politique de l'Université du Québec à Montréal (AEMSP-UQÀM).

Isabelle Monette, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Chanel Boucher, membre du Regroupement des Étudiantes et Étudiants de Sociologie de l'Université de Montréal (RÉÉSUM).

Comité négociations

Marc Joncas, membre de l'Association Étudiante d'Anthropologie de l'Université de Montréal (AÉAUM).

Ève Léger, membre de l'Association Étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL).

Jérôme Charaoui, membre de l'Association Étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL).

Comité de coordination

Anne-Marie Gallant, membre de l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM).

Joël Nadeau, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Marie-Pier Lévesque, membre de l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM).

3. De suspendre les critères d'éligibilité pour le Comité du maintien et de l'élargissement de la grève.

Comité du maintien et de l'élargissement de la grève

Louis-David Lalancette, membre de l'Association Étudiante d'Histoire de l'Université de Montréal (AÉHHUM).

Jean-Philippe Thuot, membre de l'Association Étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL).

Martine Baudouy, membre de l'Association Étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL).

Philippe Gauvin, membre de l'Association Facultaire Étudiante de Sciences Humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM).

Julie Lachance, membre de l'Association Facultaire Étudiante de Sciences Humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM).

8.0 Matériel d'information

1. Que soit adopté la deuxième proposition de logo pour la CASSÉÉ.

Note : Le logo de la CASSÉÉ sera diffusé sous peu.

2. Que soit produit du matériel d'information sur l'évasion fiscale accessible à tous et toutes.

3. Qu'il y ait du matériel d'information sur la gratuité scolaire et sur une déconstruction de l'AFÉ. Qu'il y ait un suivi systématique de la FECQ-FEUQ.

4. Que l'équipe Internet de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM) collabore au site Internet de l'ASSÉ.

La Presse, 27 février, p. A1 et A12

Éducation La protestation s'organise contre les coupes dans les bourses

LA FEUQ LANCE UNE CAMPAGNE DE PUB TÉLÉ

CAROLINE TOUZIN

Après avoir organisé une manifestation qui a tourné au vinaigre durant le caucus libéral à Montebello la semaine dernière, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) lancera demain une campagne de publicité télévisée, a appris *La Presse*. Son message : le gouvernement Charest doit renoncer à diminuer de 103 millions de dollars les bourses accordées aux étudiants les plus pauvres.

Cette action médiatique n'est pas une tentative de redorer l'image de fédération nationale, assure son p sident, Pier-André Bouchard.

›Voir PUB en page A12

La FEUQ lance une campagne de pub télé

PUB suite de la page A1

Et ce, même si la publicité sort quelques jours après la manifestation qui a fait une dizaine de blessés chez les étudiants et une quinzaine du côté des forces de l'ordre. M. Bouchard a d'ailleurs promis au nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, de ne plus organiser d'actions violentes, lors de sa première rencontre avec lui jeudi dernier.

Endetté de 29 000$

La campagne publicitaire télévisée, une première dans l'histoire de la FEUQ, a été planifiée en janvier dernier. Dans une pub de 30 secondes, on voit quatre étudiants expliquant tour à tour dans une phrase choc les conséquences de leur endettement (29 000 $ dans l'un des cas) sur leur avenir.

On se retrouve ensuite à l'Assemblée nationale, où le premier ministre Jean Charest promet de faire de l'éducation « une priorité de tous les jours ». La publicité se termine avec la comédienne et cinéaste Micheline Lanctôt qui s'adresse à M. Charest pour lui demander de rendre aux étudiants « leurs 103 millions ». Elle rappelle du même coup que trois Québécois sur quatre sont contre cette coupe, selon un sondage Léger Marketing réalisé en novembre dernier.

Les raisons

« L'objectif de la publicité est d'expliquer aux Québécois de 40 ans et plus les raisons derrière les actions des étudiants membres de la FEUQ ces derniers mois », affirme M. Bouchard. Les gens âgés de 40 à 60 ans sont les moins convaincus des revendications des étudiants, a révélé le même sondage Léger Marketing. C'est pourquoi la FEUQ a choisi quelqu'un de cette tranche d'âge pour leur en parler.

La publicité, réalisée par des étudiants en communications de l'Université Concordia, sera diffusée durant au moins trois semaines à Radio-Canada, CBC Montréal, LCN, TVA Sherbrooke et TVA Québec. Elle a coûté 66 000 $, dont la moitié a été déboursée par la FEUQ et l'autre par cinq associations membres de la fédération nationale.

Grève

Le début de la diffusion, explique M. Bouchard, coïncide av le début de la grève générale ill mitée amorcée par plus de 30 00 cégépiens et étudiants, bien qu ce mouvement ne soit pas organi sé par la FEUQ, mais par la Coa lition de l'Association pour un solidarité syndicale élargie (CAS SEE). La CASSEE est formé d'associations membres de l'AS SE, la section radicale du mouve ment étudiant (20 000 membres) et d'associations non membres, l temps de la grève.

Pendant qu'une trentaine d'as sociations étudiantes de la CAS SEE sont réunies en congrès er fin de semaine à Québec pou planifier cette grève, la FEUQ tient son propre congrès en Abiti bi-Témiscamingue. La FEUQ a répété maintes fois la semaine dernière qu'elle n'écartait pas la grève mais qu'elle la trouvait prématurée pour l'instant. La FEUQ représente 170 000 étudiants au Québec.

GRÈVE ÉTUDIANTE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

Beaucoup d'action en vue

CAROLINE TOUZIN

QUÉBEC – Les quelque 40 000 cégépiens et étudiants en grève générale illimitée auront une « semaine de relâche » bien remplie. Réunis en congrès toute la fin de semaine à Québec, leurs représentants ont élaboré un plan d'action qui prévoit une série de manifestations et d'occupations dans les deux prochaines semaines dans toute la province.

Regroupés sous la bannière de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), les grévistes revendiquent l'abolition de la réforme des prêts et bourses et l'arrêt du processus de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial, le tout dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant.

« On a deux principaux buts dans cette grève : instaurer un rapport de force vis-à-vis de l'État pour obtenir nos revendications et éviter de se faire récupérer par les autres fédérations étudiantes. » C'est le message qu'a répété le porte-parole de la CASSEE, Xavier Lafrance, durant toute la fin de semaine devant les représentants des 30 associations étudiantes présentes au congrès. La CASSEE est la branche radicale du mouvement étudiant qui prône un syndicalisme de combat. La CASSEE demandera une rencontre avec le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, dès le début de la semaine.

« On veut une grève forte, la plus courte possible, mais on ne l'arrêtera pas tant que le ministre n'aura pas répondu à toutes nos revendications », a expliqué à *La Presse*, M. Lafrance, très motivé.

›Voir ACTIONS en page A12

Beaucoup d'action en vue

ACTIONS

suite de la page A1

Aucune proposition du gouvernement ne sera acceptée tant que toutes les associations étudiantes en grève ne les auront pas approuvées en assemblée générale, proteste le leader étudiant. « Pour nous, c'est primordial d'appliquer le principe de démocratie directe qui a disparu avec l'arrivée de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) (les deux principales fédérations étudiantes au Québec) il y a 15 ans », a dit le porte-parole de la CASSEE.

Toute la fin de semaine, plusieurs représentants étudiants ont tenu ce genre de propos très durs envers la FECQ et la FEUQ, notamment en montrant du doigt la campagne de publicité télévisée de la FEUQ dont *La Presse* a révélé l'existence hier. Plusieurs y ont perçu une forme de « récupération » de leur mouvement de grève.

La CASSEE se dit tout de même ouverte à élargir le mouvement de grève aux associations étudiantes membres des deux principales fédérations étudiantes (270 000 personnes), mais sans être prête à « ramollir » leurs revendications. « C'est dangereux de demander seulement un réinvestissement de 103 millions de dollars comme le fait la FEUQ, car le ministre peut accorder un montant X sans abolir la réforme de l'aide financière qui nuit aux étudiants les plus pauvres », a expliqué à *La Presse*, Philippe Gauvin de l'Association des étudiants en sciences humaines de l'UQAM, en grève et membre de la CASSEE.

Cet élargissement du mouvement est déjà commencé. L'Association des étudiants et étudiantes du secteur de l'éducation de l'UQAM (ADEESE), membre de la FEUQ, a voté la première grève de son histoire mercredi dernier. « On n'est pas des radicales, mais là les filles d'éducation se sentent obligées de rappeler au gouvernement l'importance de l'accessibilité aux études. On espère que les autres associations membres de la FEUQ vont emboîter le pas », a affirmé à *La Presse* la présidente de l'ADEESE, Catherine Cache-Hébert. Son association qui compte 5000 membres prévoit une manifestation aujourd'hui devant les bureaux du ministère de l'Éducation, à Montréal.

Congrès de la FEUQ

La FEUQ a tenu son propre congrès en fin de semaine en Abitibi-Témiscamingue. Le ton de cette fédération nationale a monté depuis la semaine dernière. Son président, Pier-André Bouchard, se positionne plus clairement en faveur de la grève. « On est solidaire et on encourage les étudiants à prendre des mandats de grève en assemblée générale », a-t-il dit à *La Presse* en entrevue téléphonique.

Quant à la CASSEE, instigatrice du mouvement de grève générale illimitée, elle planifie une manifestation nationale à Sherbrooke jeudi, une action surprise à Québec, lundi prochain, une journée d'actions régionales le 9 mars, une nuit de création culturelle à Montréal le lendemain et finalement une journée nationale d'occupation le 14 mars.

D'autres votes de grève sont prévus dans différents cégeps et universités de la province jusqu'au 1er mars, ce qui pourrait continuer à grossir le mouvement. Dès aujourd'hui, les étudiants en grève porteront un « carré rouge » sur une pièce de leurs vêtements pour symboliser qu'ils sont « dans le rouge » à cause du coût de leurs études.

LA CASSEE PASSE À L'ACTION

› Manifestation nationale à Sherbrooke jeudi.
› Action surprise à Québec le 7 mars.
› Journée d'actions régionales le 9 mars.
› Nuit de création culturelle à Montréal le 10 mars.
› Journée nationale d'occupation le 14 mars.

La Presse, 28 février, p. A1 et A12

Le Devoir, 28 février 2005, p. A2

Les étudiants en grève veulent aussi rencontrer le ministre Fournier

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Après la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), c'est maintenant au tour de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) de demander une rencontre avec le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, cette fois pour négocier une entente susceptible de mettre fin à la grève générale illimitée des étudiants, déclenchée la semaine dernière par quelque 40 000 d'entre eux en protestation contre la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts.

Réunies hier à Limoilou, les 30 associations étudiantes rassemblées sous le chapeau de la CASSEE pour la durée de la grève ont lancé un ultimatum au gouvernement, en plus d'adopter un plan d'action commun. Les militants demandent à Québec *«d'annuler la réforme de l'aide financière»* en plus de réinvestir immédiatement les 103 millions transformés. Sept manifestations sont prévues au cours des deux prochaines semaines pour faire passer ce message.

Parallèlement, une équipe représentant les étudiants en grève a été mise sur pied pour aller négocier avec le ministre Fournier. Émanant de l'ASSE (à la base de la CASSEE), cette démarche est plutôt inhabituelle: l'association plus radicale critique en effet régulièrement la FEUQ pour son penchant aux solutions négociées, qui sont perçues par Xavier Lafrance, secrétaire général de l'ASSE, comme des *«ententes au rabais»* où le gouvernement *«fixe ses conditions»*.

La semaine dernière, la FEUQ et la FECQ, interlocuteurs habituels du gouvernement — et qui ne sont pas en grève actuellement—, ont d'ailleurs obtenu une rencontre avec le remplaçant de Pierre Reid pour lui demander de reconvertir les prêts en bourses. La rencontre s'est déroulée au moment même où les autres étudiants entraient en grève.

L'initiative de la CASSEE est donc particulière, mais Xavier Lafrance croit que le rapport de force est assez bon pour *«espérer négocier d'égal à égal avec le gouvernement»*. *«C'est la CASSEE qui mène le mouvement de grève actuellement,* dit-il. *Nous sommes ouverts à ce que des associations membres de la FEUQ ou de la FECQ embarquent dans la grève, mais ça va se faire selon une règle absolue: celle de la démocratie directe. Nous sommes redevables envers les associations qui sont en grève, et celles-ci seront consultées»* si une entente survient, promet-il.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier

Il a été impossible de joindre le bureau du ministre Fournier, hier, pour connaître ses intentions envers la demande de la CASSEE.

De son côté, la FEUQ ne veut pas faire de *«guerre de drapeau»*, selon les mots de son président Pier-André Bouchard, joint hier après le congrès de la Fédération en Abitibi-Témiscamingue. La FEUQ encourage plutôt ses *«associations à se voter des mandats de grève. C'est un moyen d'action qui doit se concrétiser»*. Car si la rencontre avec le ministre Fournier a été jugée *«encourageante»*, elle *«n'a pour l'instant rien apporté de concret»*, dit M. Bouchard.

En attendant, la FEUQ entend continuer à faire monter la pression. Elle le fera notamment au moyen d'une publicité télévisée, qui entrera en ondes aujourd'hui. Ayant coûté quelque 66 000 $, elle a été conçue *«pour montrer aux Québécois pourquoi on est rendu là et quels impacts auront les compressions de 103 millions»*.

Le Devoir

le Devoir, 28 février, p. A 7

Michel Venne

La démocratie en marche

La démocratie est une phrase dans laquelle le vote est le point final. Mais l'essentiel de la démocratie est tout ce qui précède le vote. Elle est faite des processus de décision et de délibération. Elle est faite des rapports de force qui s'exercent dans la société. Différents acteurs sociaux se constituent en puissances et exercent une influence sur les décisions.

Les élus ont le choix entre diverses attitudes et conceptions de la démocratie en se mettant à l'écoute ou en opposition envers ces puissances. Ils peuvent se poser en arbitres ou agir de manière autoritaire et imposer leurs vues en utilisant le pouvoir de l'État ou en usant des techniques de persuasion. Ils peuvent aussi mobiliser la population autour d'objectifs communs. Trois sujets chauds de l'actualité suscitent quelques réflexions à cet égard.

Une grève utile

La décision du gouvernement de réduire de 103 millions l'aide financière aux étudiants est injuste parce que le moyen choisi fait porter le fardeau aux étudiants les plus pauvres. En effet, Québec transforme des bourses en prêts. Or ce sont les étudiants les moins fortunés qui ont droit à des bourses. En outre, le gouvernement accroît l'endettement des jeunes ménages. La solution ne réside pas dans une hausse des droits de scolarité. Et le système de remboursement des prêts en fonction de la capacité de payer ne règle rien.

Comment amener le gouvernement à revenir sur sa décision? Les appels modérés, les analyses rationnelles, les lettres dans les journaux et auprès des députés ne semblent avoir aucun impact. Il est d'ailleurs rare que la rationalité soit le principal facteur influençant une décision gouvernementale. Il ne reste que la pression populaire.

À l'ère de l'individualisme égoïste, une décision injuste peut-elle encore susciter l'indignation et la mobilisation? Les étudiants qui ont voté en faveur de la grève nous donnent à tous une leçon. Lorsque l'injustice est manifeste, il est impérieux que des citoyens acceptent de prendre des risques (ici, de devoir reprendre quelques cours) pour montrer leur désaccord et chercher à infléchir la décision.

Les étudiants qui descendent dans la rue ne seront pas tous victimes de la réduction de l'aide financière. L'altruisme a encore sa place. Mais aussi une vision de l'éducation dans une société. Belle leçon de démocratie: un problème surgit; on réunit les citoyens-étudiants en assemblées générales; on s'informe; on débat; on adopte une action; on incite les autres membres de la société à s'interroger. La phrase de la démocratie s'écrit sous nos yeux.

Un référendum d'initiative

Encore les jeunes qui nous font la leçon. Quatre députés du Parti québécois proposent que la tenue d'un prochain référendum sur la souveraineté ne soit décidée ni par le PQ, ni par le gouvernement. Mais par une proportion suffisamment élevée de la population pour croire que ce référendum répond à une volonté populaire.

L'idée n'est pas tout à fait neuve. Le Comité des jeunes du PQ l'avait déjà évoquée. Je l'avais moi-même appuyée dans un livre. Jean-Pierre Charbonneau l'avait soutenue. Bernard Landry ne l'avait pas retenue. C'est pourtant une proposition de grande sagesse.

Le gouvernement ne perd pas son pouvoir d'initiative. Il peut décider par lui-même de consulter la population sur le sujet qui lui convient. Il ne perdrait pas non plus le contrôle du calendrier si les règles d'application de la proposition de référendum d'initiatives sont bien modulées. Il faudrait exiger un million de signatures aux registres, recueillies sur une période définie dans le temps. La formulation de la question référendaire doit rester la prérogative du gouvernement et être approuvée par l'Assemblée nationale, ainsi que la date du scrutin.

Cette méthode éviterait de transformer les prochaines élections générales en référendum sur la tenue d'un référendum. Les péquistes pourraient faire porter le cœur de leur programme non pas sur une date mais sur le fond: le projet de société proposé par ce parti et les raisons pour lesquelles la souveraineté en fait partie. Et les plus pressés conserveraient un pouvoir de pression sur les dirigeants de leur parti en mobilisant leurs concitoyens.

Un examen public du CHUM

Les citoyens n'acceptent plus le principe de la démocratie élitiste ou jacobine en vertu de laquelle les gouvernements sont élus pour quatre années pendant lesquelles ils font ce qu'ils veulent. La demande est forte pour les mécanismes de consultation publique. Le cas du CHUM est un bel exemple.

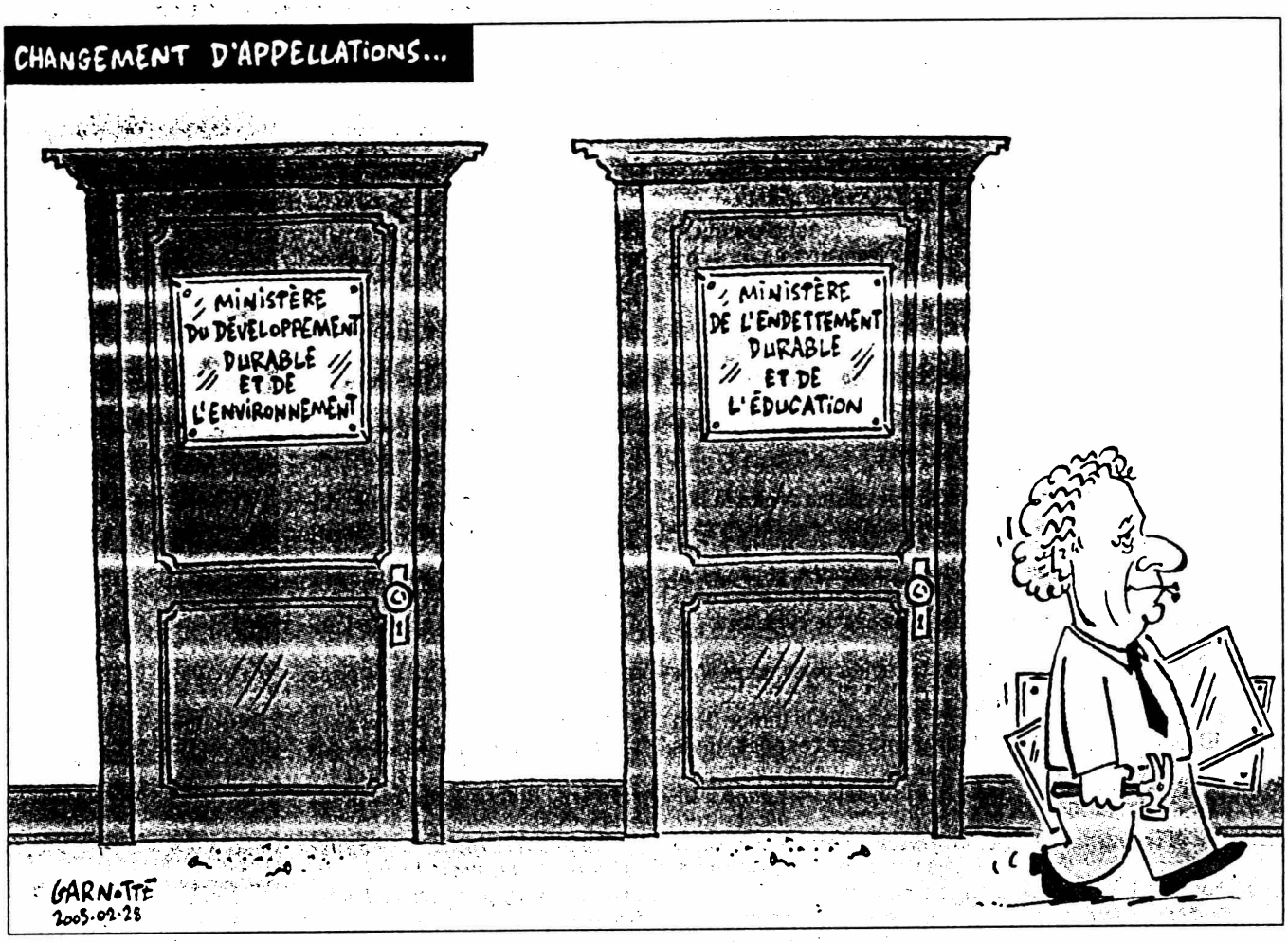
Cette semaine, une commission parlementaire va entendre des experts et des groupes d'intérêt. La méthode n'est pas satisfaisante. Serons-nous plus avancés à la fin de la semaine? Il restera sans doute encore plus de questions que de réponses et l'exercice risque d'échouer sur les récifs de la partisanerie. C'est couru d'avance.

Je fais partie d'un groupe de 150 personnes qui demande au gouvernement de tenir un véritable examen public du projet CHUM inspiré des règles de l'art appliquées avec succès par le BAPE depuis 25 ans.

Parmi les signataires de cet appel on trouve aussi Jean Allaire, Claude Béland, Phyllis Lambert, Gérard Bouchard, Céline Saint-Pierre, Dinu Bumbaru d'Héritage Montréal, le fondateur du Bureau de consultation de Montréal Luc Ouimet, l'expert Michel Yergeau, la présidente de l'Observatoire québécois de la démocratie Mireille Tremblay, des architectes, des médecins, des professeurs, des politiciens comme Amir Khadir et Françoise David. Nous n'appuyons aucun des scénarios. Nous voulons seulement y voir clair. Pour lire la lettre adressée au premier ministre Jean Charest et au ministre de la Santé et des Services sociaux Philippe Couillard et la liste des signataires: www.inm.qc.ca.

michel.venne@inm.qc.ca

Le Devoir, 28 février 2005, p. A6



Students take on Charest with strike, marches and TV spot

ROBERTO ROCHA
THE GAZETTE

Quebec university students are mounting a massive campaign against the Charest government, including a student strike, provincewide demonstrations, and a television spot protesting against cuts in education.

More than 40,000 students from 30 student associations have stopped going to classes indefinitely to take part in pressure tactics.

They want the Charest government to cancel its plans to convert $103 million in bursaries into loans.

"The government is remaining completely inflexible to our demands," Eric Martin, a spokesperson for the Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie, which represents 30 student unions, said yesterday.

"We've come to the conclusion that a strike was necessary."

The strike will last "until the government recognizes there's a problem with the education system," Martin said.

For the next two weeks, student groups will organize local demonstrations, debates and creative events, including poetry readings.

On Thursday, thousands will march in Jean Charest's riding of Sherbrooke. They'll be in Quebec City on March 7 and in Montreal on March 12.

Quebec students say university education is becoming less accessible and widening the rift between rich and poor.

Quebec should follow the model of some European countries, where education is free, Martin said.

Another student union, the Fédération étudiante universitaire du Québec, will air a 30-second television ad starting today. The spot shows students swamped by thousands of dollars of debt and promotes a nonviolent resolution to the protests.

FEUQ officials denied that the ad is an attempt to clean up its image after the violent student protests at a Liberal caucus in Montebello this month, where some students forced themselves through a door and many were injured.

rrocha@
thegazette.canwest.com

The Gazette, 27 fév., p. A7

ULTIMATUM

LE JOURNAL DE L'ASSÉ POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE

Mars 2005, volume4, numéro 3

CONTRE LE MÉPRIS DU GOUVERNEMENT, MOBILISONS-NOUS !

Par Julie Lachance, exécutif de l'ASSÉ

Chez les travailleurs et les travailleuses tout comme chez les étudiantes et étudiants et même dans les groupes communautaires, ici comme ailleurs dans le monde, on retrouve plusieurs manières de défendre ses droits. De l'organisation à la collaboration, de la confrontation à la négociation, de la mobilisation au lobbyisme, tout a été expérimenté. Ces tactiques différentes ont certes pu montrer leur efficacité chacune à leur tour, mais nos possibilités restent aujourd'hui limitées devant l'État néo-libéral incarné par Jean Charest et son parti. Exposons ici quelles sont les caractéristiques de cet état qui nous amènent à cette conclusion et quel type d'organisation s'offre à nous pour le combattre.

à lui dans laquelle la société se retrouve loin sur la liste des priorités. Au contraire, la baisse des conditions de travail, la disparition des services sociaux et la privatisation des services publics sont plutôt choses courantes. Ces nouvelles formules s'inscrivent dans un contexte mondial qui touche toute la planète. Elles sont la conséquence de pressions exercées sur les États par les organes internationaux, par exemple des organismes tels que l'OCDE (organisation de coopération et de développement économiques) jouent un rôle important dans la privatisation de l'éducation dans tous les États et exercent des moyens de pression [illegible] de puissants lobbies, tels [illegible] économique de Montréal [illegible] [illegible] [illegible]

EDUCATION

***Syndicalisme de combat**, suite de la page 1*

comme l'État néo-libéral, nous ne pouvons nous contenter de quémander des miettes. Au contraire, revendiquons un réel changement social qui éradiquera le problème à la source. Réclamer au compte-goûte n'amènera aucun changement et ne fera que nous diviser : les associations de locataires demanderont-elles un peu d'un côté pendant que les étudiantes et étudiants réclameront un peu de l'autre? En unissant nos demandes, nous nous assurons que celles-ci ne se feront pas au détriment des autres programmes sociaux.

Cette seule stratégie restante, c'est celle que le syndicalisme étudiant de combat prône. Il ne se contente pas de miettes, il demande la gratuité scolaire et la fin de l'endettement étudiant. Car, le réel problème ne réside pas dans le fait que nous devons payer 50$ ici plutôt que là, mais bien que l'on doive payer pour un service essentiel et nécessaire tant au développement de l'individu que de la société. Ces revendications forcent l'État à revoir entièrement sa vision de l'éducation. Elles forcent une remise en question des fondements du néo-libéralisme et c'est pour ces raisons qu'un rapport de force doit être créé. De plus, pour le syndicalisme de combat, ces revendications s'inscrivent en solidarité avec l'ensemble des mouvements sociaux puisque l'étudiant ou l'étudiante est aussi considéré-e comme citoyenne et citoyen. Par exemple, les demandes relatives au logement sont inhérentes à la lutte puisque la population étudiante aussi a besoin de se loger.

Cette stratégie, adoptée jadis par l'ANEEQ et le MDE, est aujourd'hui celle adoptée par l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante. Depuis 4 ans, elle met en pratique le syndicalisme étudiant de combat et on peut en voir les fruits cette session, avec le lancement de la campagne de grève générale illimitée. Cependant, elle reste la seule, au sein du mouvement étudiant québécois, à prôner cette pratique qui reste selon nous l'unique solution envisageable pour arriver à nos fins vis-à-vis un État néo-libéral. Le syndicalisme de combat doit être appliqué à toute forme d'organisation pour la construction d'un rapport de force généralisé dans tous les pans de la société afin d'obtenir un niveau de vie acceptable pour tous et toutes!

***réforme à l'AFE**, suite de la page 1*

scolarité, c'est-à-dire variables selon les fluctuations de ces derniers. Le règlement prévoit donc déjà l'ajustement automatique de l'endettement à la mesure d'une éventuelle hausse de frais. Force est de constater qu'il s'agit d'une mesure cadre permettant l'interaction de l'aide financière et des frais de scolarité dans un système intégré d'éducation à crédit, rendant de plus en plus probable un dégel à la hausse, voire une libéralisation complète des frais de scolarité.

Derrière un tel mécanisme, on voit se profiler la constitution d'un véritable marché de l'éducation dans lequel les institutions scolaires en compétition entre elles offriront différentes qualités de formation à différents niveaux de prix. C'est loin d'être une hypothèse farfelue. Nos gouvernements y travaillent déjà (1), sans parler de la très libérale et très influente Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), conseillère des États à travers le monde, qui en parle ouvertement et avec enthousiasme. C'est par ailleurs dans cette direction que nous entraîne l'influence du modèle américain. Avec sa réforme, le gouvernement libéral vient de mettre une pierre décisive à l'édifice. Accepter cette réforme, ce serait paver la voie au dégel imminent des frais de scolarité et à la mise sur pied d'une formidable machine de reproduction des inégalités socio-économiques.

Un partenariat public-privé ?

L'administration du régime des prêts et bourses a elle aussi subi des transformations dans le cadre de la réforme. Les bénéficiaires en sont affecté-e-s en ce qu'ils et elles ont perdu une certaine autonomie dans la gestion de leur budget personnel(2). Alors qu'ils et elles recevaient auparavant la somme totale de leur aide, comprenant prêts et bourses, en un seul versement en début d'année, l'aide est maintenant étalée en versements mensuels. Pour l'État, ce mode d'attribution présente l'intérêt de faciliter les ajustements à la baisse en cours d'année selon les critères tatillons et avares de son programme.

Il n'est toutefois pas le seul intéressé. En effet, les banques sont aujourd'hui associées plus étroitement que jamais à la gestion de l'AFE. Ce sont elles qui avancent les fonds, sous forme de prêts, aux bénéficiaires du régime tout au long de l'année. Et alors qu'autrefois les bourses étaient directement versées comme telles aux étudiants et étudiantes en début d'année, elles sont maintenant versées aux banques, en fin d'année, à titre de remboursement d'une partie des prêts consentis à chaque mois. Donc, avant ce remboursement, le gouvernement aura eu à acquitter les intérêts des prêts faits par les banques aux bénéficiaires de l'AFE. Voilà comment, en bonnes amies du pouvoir, les banques s'enrichiront encore davantage de notre endettement supplémentaire, aux frais de l'ensemble des contribuables. Cet effet secondaire de la réforme en souligne de façon particulièrement grossière le caractère anti-social. Pour le Parti libéral, l'endettement étudiant est synonyme de profits des banques.

En y regardant de plus près, on constate que la réforme de l'AFE cristallise de nombreux enjeux cruciaux pour le droit à l'éducation qui échappent au discours trop superficiel des seuls 103 millions $. Or il est impératif de faire connaître l'ensemble des dégâts et de s'y opposer en bloc. Ne sacrifions rien de nos droits et acquis sociaux ; opposons au gouvernement une résistance acharnée et sans compromis. Ensemble, en grève, abattons cette réforme rétrograde!

1- Faut-il rappeler la possibilité qu'ont déjà les collèges mais surtout les universités d'exiger différents niveaux des frais afférents ?

2 Ce n'est d'ailleurs que le prolongement conséquent du programme de l'AFE, construit sur la non reconnaissance de l'autonomie financière des étudiants et des étudiantes, c'est-à-dire sur leur dépendance envers leurs parents ou leur conjoint ou conjointe

Plafonds moyens des prêts

	2003-2004	2004-2005	Augmentation	%
Secondaire professionnel	2 310 $	3250 $	940 $	41%
Collégial	2 120 $	3150 $	1030 $	49%
Universitaire	2 440 $	4720 $	2280 $	93%
2e cycle	3720 $	5670 $	1950 $	52 %
3e cycle	3740 $	5690 $	1950$	52%

REMBOURSEMENT PROPORTIONNEL AU REVENU : ÉTALER LE PROBLÈME N'EST PAS UNE SOLUTION!

Le 12 décembre dernier, le ministère de l'éducation du Québec annonçait l'instauration d'un programme de remboursement proportionnel au revenu. Plutôt que de s'attaquer directement à l'endettement étudiant, l'une des plus importantes entraves à l'accessibilité aux études, le gouvernement a choisi d'étaler le problème.

Ainsi, un étudiant ou une étudiante gagnant en dessous d'un revenu déterminé en fonction du salaire minimum pourra retarder les paiements sur sa dette, jusqu'à ce que sa situation financière s'améliore, les intérêts étant assumés en totalité par le gouvernement durant cette période. Un étudiant ou une étudiante gagnant entre 14 641 $ et 25 620 $ devra contracter une entente particulière avec sa banque et pourra profiter d'une aide gouvernementale pour rembourser une partie des intérêts.

Le programme de remboursement proportionnel au revenu (RPR) prétend solutionner le problème de l'endettement, mais il ne fait que l'accentuer, laissant des gens déjà pauvres plus longtemps prisonniers du crédit et dilapidant les deniers publics en versant d'importantes sommes en remboursement des intérêts. Rappelons aussi que dans plusieurs pays, de telles mesures ont été mises en place afin de justifier une hausse des frais de scolarité(1). Quand on met en parallèle les résultats du dernier congrès du PLQ(2), le principe de plafonds flottants, apparu dans la dernière réforme de l'AFE et l'annonce d'instauration du RPR, on a tout lieu de craindre une hausse de frais de scolarité..

Le RPR pourra peut-être accommoder quelques personnes, à court terme, mais il ne remet aucunement en question l'endettement. Cette mesure, comme plusieurs autres, s'inscrit dans une perspective " utilisateur-payeur " de l'éducation. Comme si l'éducation ne constituait pas un droit qui profite à l'ensemble de la société! La grève générale illimitée est ainsi l'occasion de démontrer que l'éducation n'est pas une marchandise, et que l'endettement n'est pas une solution!

1.Lacoursière, D. Martineau, V. Ratel, J-C. L'accessibilité à l'éducation post-secondaire : Des mesures urgentes à prendre pour une vision solidaire de l'éducation et des services sociaux

2.Voir dernier numéro, retour sur le congrès du PLQ : endettement et hausses de frais à l'horizon, page 3

EDUCATION

ORIENTATIONS MINISTÉRIELLES SUR LE RÉSEAU COLLÉGIAL

UN DEC NATIONAL MAIS DES PRIVATISATIONS LOCALES

Par Phillipe Fortier-Charette, Étudiant en arts et lettres au collège de Sherbrooke

Ce que la décentralisation nous propose, c'est :

*

Des diplômes qui n'ont plus aucune valeur...

*

Des programmes contraignants, qui nous empêchent de passer d'un établissement d'enseignement à l'autre...

*

Des formations techniques restreintes, qui n'ont de valeur que pour un employeur précis...

*

Des conditions d'admission variables, où il sera difficile de s'y retrouver, et qui proposeront des programmes d'élite et des programmes de moindre qualité...

*

Bref, des cégeps en compétition les uns contre les autres, les plus performants s'arrachant la clientèle riche et les moins performants prenant en charge, sans avoir les ressources pour le faire, les étudiantes et les étudiants les plus démuni-e-s

*

Depuis quelques temps, on entend parler, à droite et à gauche, de décentralisation du réseau collégial. On nous parle de diplômes inégaux, de privatisation, de marchandisation de l'éducation, etc. La menace, bien que floue et imprécise, plane au-dessus de nos têtes. Rien n'est clair, le gouvernement se faisant aussi évasif que possible sur la question.

Afin de bien cerner les enjeux, commençons par voir le rôle que jouent les cégeps dans le système d'éducation québécois. Selon la Fédération des Cégeps, " pour entrer sur le marché du travail, dont les exigences de qualifications sont de plus en plus élevées, pour jouer son rôle de citoyen de façon éclairée, dans une société de plus en plus complexe, il est indispensable désormais, pour le plus grand nombre, de détenir un diplôme d'études collégiales (DEC). " Il est donc primordial, considérant le grand nombre de mesures antisociales appliquées par les récents gouvernements, de se pencher sur la dernière réforme, afin de s'assurer de préserver la qualité de notre réseau d'enseignement collégial.

Il faut, d'abord et avant tout, savoir que cette menace ne date pas d'hier. C'est dans une réforme entamée par la ministre Lucienne Robillard, en 1993, qu'a été dévoilée pour la première fois le principe de déléguer plusieurs des pouvoirs de l'État aux administrations locales. Cela a pour effet direct de créer des inégalités entre les différentes institutions, chacune souhaitant, en compétition avec les autres, être la plus renommée. Depuis, les Robillard, Marois, Legault et, plus récemment, Reid, ont tenté de mettre en place les bases de ce projet de décentralisation.

Suite à cette constatation, des personnes ont décidé de diffuser l'information et donc permettre au plus de gens possible d'avoir à leur portée les différents éléments de cet enjeu qu'est la décentralisation du réseau collégial. L'ancien ministre Reid, constatant l'éveil - et donc le mécontentement - de la population étudiante, a annoncé, le 17 janvier 2005, que le diplôme collégial provincial, les programmes pré-universitaires et techniques et la formation générale n'allaient pas être changés. Une victoire selon plusieurs, mais, en s'intéressant réellement à la question, on peut malheureusement constater que les plans du ministre se déroulent, dans l'ombre, à merveille.

En effet, la dernière réforme confère aux collèges de nouveaux pouvoirs, l'État se désengageant ainsi du rôle qu'il a à jouer en éducation. L'un des points marquants de la dite réforme est la possibilité pour les collèges de créer leurs propres programmes d'études. Cela amène le risque, considérant le sous-financement public et donc le manque économique à combler pour plusieurs collèges, que l'entreprise privée " achète " la possibilité de créer de nouveaux programmes d'études. Les étudiants et étudiantes obtenant leur DEC dans ces programmes, certes, obtiendraient automatiquement un emploi au sein de la compagnie les ayant formé-e-s, mais seraient limité-e-s au sens où le diplôme reçu ne serait reconnu que par la dite compagnie. En donnant aux administrations locales le pouvoir de créer de nouveaux programmes, on ouvre la porte à une baisse de qualité et on donne, au privé, le pouvoir de s'acheter de la main d'oeuvre.

La réforme accorde aussi aux administrations locales le droit de décerner des sanctions d'études intermédiaires. Le ministre s'est expliqué en disant que ces semi-diplômes allaient permettre de reconnaître précisément les connaissances acquises par une personne qui quitterait les études avant d'avoir obtenu son diplôme. Certes, les cours de philosophie et de littérature sont toujours présents, mais, avec ces nouveaux diplômes à rabais, on permet directement aux étudiants et étudiantes de ne suivre que les cours essentiels à leur entrée sur le marché du travail! Un étudiant ou une étudiante en technique pourrait donc suivre seulement les cours qui lui apportent des connaissances d'ordre technique, recevoir sa sanction d'études intermédiaires, et être engagé-e par une compagnie qui verra que l'étudiant-e a les connaissances requises. Le tout, bien sur, au détriment de la formation générale, pourtant jugée essentielle au développement de chacun et de chacune.

ET QU'EN PENSENT LES PROFS ?

Le 17 janvier dernier, le ministre de l'Éducation d'alors, Pierre Reid, dévoilait ses orientations ministérielles sur l'avenir de l'enseignement collégial. Attendues depuis le controversé Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial tenu en juin 2004, ces orientations devaient permettre de faire taire définitivement les rumeurs de démantèlement qui planaient sur le réseau collégial. Malheureusement, force est d'admettre que, malgré l'annonce de certaines orientations qui tendent à confirmer le statut national du réseau collégial, bien des questions et des incertitudes persistent toujours dans le projet du ministre de l'Éducation qui a laissé de larges mailles dans le filet de sécurité qu'il semblait vouloir tendre autour du réseau collégial.

Un réseau des cégeps confirmé ! Jusqu'à la prochaine fois...

Dans l'ensemble, les orientations avancées par le ministre correspondent aux grandes revendications de la communauté collégiale (le personnel des collèges, les étudiants et étudiantes et les parents réuni-e-s dans une large coalition : la Coalition-cégeps) qui réclamait le maintien intégral de la formation générale, la cohabitation de la formation préuniversitaire et de la formation technique, ainsi que la confirmation du statut national des programmes d'études et du diplôme qui serait toujours signé par le ministre et non délivré par les collèges. Reconnaissant d'emblée la grande contribution du réseau collégial au développement du Québec, le ministre réaffirmait une fois de plus l'importance de maintenir un réseau des cégeps qui garantit à toutes et à tous, vivant en région ou en centre urbain, l'accessibilité à des études collégiales et une formation équivalente d'un établissement à l'autre.

Il est important de souligner que, sans la mobilisation soutenue de la Coalition-cégeps, le portrait aurait pu s'avérer tout autre. Mais cette victoire n'est pas totale, loin de là. Car il faut malheureusement reconnaître que, même si le réseau est bel et bien maintenu dans sa structure actuelle, le ministre de l'Éducation a laissé tellement de portes ouvertes et de zones d'ombre à l'intérieur de ses orientations (possibilité de développer des DEC locaux, d'offrir des sanctions intermédiaires, etc) que nous pouvons déjà entrevoir une contre-attaque de la Fédération des cégeps (la fédération représentant les directions de collèges) qui cherchera à défigurer le réseau de l'intérieur, sournoisement, insidieusement...

Au cours des prochaines semaines, il sera donc très important pour les enseignants et enseignantes de reprendre la mobilisation le plus solidement possible afin de bien mettre en évidence les incohérences qui, dans les orientations du ministre, viennent remettre en question de grands pans du réseau collégial. On ne peut laisser planer aucun doute quant à notre détermination à défendre ce que l'ensemble de la population considère comme un joyau de notre système d'éducation. C'est dans cette détermination que nous mettrons ensemble un terme à une saga qui perdure depuis maintenant trop longtemps. Il n'en tient qu'à nous, maintenant, (profs, étudiants et étudiantes, parents) de tout mettre en œuvre afin de clore définitivement le débat.

Solidairement

Alain Dion, président de la Fédération Autonome du Collégial (FAC)

GREVE

LA HUITIÈME GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

UN MOUVEMENT QUI PREND DE L'AMPLEUR

1968 : à la suite de la grève, le réseau des universités du Québec est fondé, l'aide financière aux études est bonifiée et les frais de scolarité sont gelés et le resteront jusqu'en 1990.

1974 : Le mouvement de grève obtient du gouvernement des promesses d'abolir la contribution parentale pour le calcul des prêts, de diminuer progressivement la contribution parentale pour le calcul des bourses et de diminuer progressivement la contribution de l'étudiant ou de l'étudiante.

1978 : Le gouvernement concède une diminution de la contribution des parents, l'abolition de la différence entre le cégep et l'université dans le calcul des frais de subsistance et la prise en compte des différences régionales dans le calcul des dossiers des étudiantes et des étudiants chef de famille monoparentales. Confronté à une mobilisation tenace, le gouvernement doit de plus accorder la croissance progressive de l'aide financière totale et la réduction progressive de l'endettement par la conversion de prêts en bourses.

1986 : Une grève courte (deux semaines) mais dynamique réussit à maintenir le gel des frais de scolarité et à éviter l'apparition des frais afférents. C'est une victoire sans équivoque!

Depuis plus d'un an l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante mobilise pour une réelle gratuité scolaire et lance l'appel à la grève générale illimité pour arriver à contrer les nombreuses attaques contre le droit à l'éducation. L'année dernière un appel à la grève générale illimité n'a pas été repris de façon massive pour qu'elle se concrétise, mais la mobilisation sur la gratuité scolaire nous a servi pour concrétiser la grève de cette année. Depuis septembre 2004 plusieurs mobilisations ont eu lieux...

*** 14 octobre ***

Manifestation étudiante contre le forum des génération à St-Augustin-de-Desmaure

*** 19 novembre ***

Mille étudiants et étudiantes manifestent pour faire entendre leurs revendications pendant le congrès du Parti Libéral

*** 20 novembre ***

Toujours pendant le congrès du Parti Libéral, le mouvement étudiant manifeste en solidarité avec les syndicats et groupes communautaires.

*** 8 décembre ***

Une vingtaine de personnes occupent le bureau de comté du ministre de l'éducation Pierre Reid.

24 octobre Congrès de l'ASSÉ à Montréal :
l'ASSÉ lance un appel à la grève générale illimitée afin que les revendications qu'elle a formulé sous forme d'ultimatum au gouvernement soient satisfaites.

*** 24 février ***

9 associations étudiantes déclenchent la grève (AECS, AGECVM, AFESH-uqam, AECSL, Sciences politiques-Uqam, Philo UdS, Drummondville, AFELLC-uqam, AFEA-uqam)
Manifestation à Montréal pour marquer le déclenchement de la grève (5000 personnes)
Manifestation à Sherbrooke (quelques centaines de personnes)

*** 3 Mars ***

Manifestation nationale à Sherbrooke (4000personnes)
Semaine du 7 février : Plusieurs associations étudiantes reconduisent la grève à forte majorité pour une semaine.

*** 9 Mars ***

Première rencontre du comité négociation de la Coalition de l'ASSÉ élargie et le ministre de l'éducation Jean-Marc Fournier.
Occupation du bureau de comté du ministre de l'éducation

Suite à cette rencontre, le ministre Fournier a affirmé qu'il ne voulait plus dialoguer avec les délégué-e-s de la coalition de l'ASSÉ élargie, prétendant que nous utilisions la violence. La violence est un prétexte bidon utilisé par le ministre pour tenter de désolidariser la population étudiante et surtout de discréditer le mouvement de grève. Il faudra multiplier les actions pour que le ministre n'ait pas le choix de nous entendre.

1988 : Un mouvement étudiant mitigé, qui espère gagner des améliorations à l'AFE, ne réussit pas à créer un rapport de force réel sur le gouvernement Bourassa. Il en résulte un ensemble de petits gains et de petites pertes peu significatives.

1990 : Un mouvement divisé et désorganisé tente de réagir à l'Annonce de dégel des frais de scolarité. Un plan d'action timide reposant sur des revendications molles ne réussit pas à rallier la population étudiante et à faire plier le gouvernement, ce dernier prétextant que la hausse des frais est compensée par une bonification du régime de prêts et bourses.

1996 : La grève générale illimitée réussit à éviter la hausse des frais de scolarité, mais malgré la force du mouvement, les fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ) acceptent l'imposition de la taxe à l'échec, des compressions de 700 millions de dollars et le principe de contrats de performance. L'appel au retour en classe, lancé par la FECQ et la FEUQ, a contribué à tuer un mouvement qui aurait peut-être pu gagner beaucoup plus!

2005 : Après 15 ans de reculs, les étudiantes et les étudiants du Québec se mobilisent comme jamais. Les revendications sont fortes et la mobilisation est au rendez-vous. Les associations membres et non membres de l'ASSÉ se sont doté d'une structure unitaire :la Coalition de l'ASSÉ Élargie. Et surtout, la mobilisation est au rendez-vous. Quelle sera l'issue de cette lutte? C'est à nous, grévistes, d'en décider. Mais déjà aujourd'hui, plus de 75 000 personnes se disent qu'oser lutter, c'est oser vaincre!

Source : 6 grèves générales. par Benoit Renaud, 1996

VOX POP SUR LA REFORME DE L'AFE

QUELQUES EXTRAITS DES FORMULAIRES DE PLAINTE ENVERS LE RÉGIME DE PRÊTS ET BOURSES

"Le montant d'aide que je reçois est insuffisant car même si mes parents font un salaire très très bon, ça veut dire que je ne peux pas avoir autant que je le mérite même s'ils ne m'aident pas du tout, puisqu'ils veulent que je me débrouille... mais comment? Je ne peux même pas payer tous mes livres, ma nourriture et même mon logement."

"Ce qui me nuit le plus, c'est le retard dans les versements, le changement du calcul au courant de l'été (profiter que les étudiants sont pas là, la presque annulation des bourses) "

"Le montant d'aide financière que je reçois n'est pas suffisant. L'année dernière, je devais travailler 30h/semaine pour arriver à joindre les 2 bouts. L'aide accordée aux personnes déclarées autonomes n'est pas suffisante. Je n'ai aucune assurance quant au montant auquel j'aurai droit cette année. Deuxièmement, il est inadmissible de s'endetter plus parce que la limite de prêts avant d'avoir droit aux bourses a augmenté. "

"La baisse des bourses entraîne une augmentation de mes dettes, ce qui ne m'encourage pas à continuer de longues études."

"En bout de ligne, la grève générale illimitée est la seule solution afin de faire reculer le gouvernement. "

"Je ne reçois pas un montant d'aide suffisant pour subvenir à mes besoins. Je suis en appartement et en arrêt de travail. Je n'ai plus droit au chômage, et je n'ai aucune aide de mes parents. Depuis plusieurs années, j'essaie d'obtenir de l'aide financière aux prêts et bourses, mais les clauses ne m'incluent pas. Je ne peux me caser dans un monde tel que le calcul des prêts. Et pousser devant le conseil ne me permet pas d'obtenir des prêts dès le début de la session. "

"Une chance que je gagne des bourses des fondations (UQAM), sinon je n'aurais certainement pas ce rythme de vie. Les retards dans les versements et l'augmentation de l'endettement me posent problème. Le gouvernement est une machine difficile à faire bouger. Il faut quelque chose de gros et de dramatique pour qu'il réagisse. Peut-être qu'un moyen de pression serait utile, mais tout le monde doit embarquer. "

"Je me débrouille seule pour subvenir à mes besoins, je me permets à peine de petites sorties et j'arrive très serrée pour subvenir à mes besoins vitaux. Mon aide financière est en retard d'un mois et demi, et j'ai été obligée de faire des pieds et des mains pour emprunter de l'argent à quelqu'un. De plus, la hausse du prêt m'oblige à étendre le nombre d'années de mes études pour travailler plus d'heures pour un jour avoir terminé de rembourser puisque je l'utilise au complet."

"Le montant d'aide que je reçois est insuffisant. On évalue qu'un étudiant (sic) qui voyage St-Hyacinthe-Montréal chaque jour peut s'en sortir avec moins de 2 000 $ alors que seulement les frais de scolarité (1 000 $) plus les livres (500$) plus le transport (60$) dépassent ce montant. Il n'y a même plus de frais de subsistance disponibles. La baisse de l'aide est ce qui nuit le plus tant aux niveaux monétaire que psychologique (insécurité quand aux revenus, dette ...) et même scolaire (vais-je continuer mes études au delà du Bacc?) C'est tout notre avenir qui est amputé. Il faudrait renvoyer le ministre de l'éducation aux études, voir s'il s'en sort! "

"Il faut considérer les étudiants étrangers (sic) au même niveau qu'un étudiant québécois (sic) pour payer le même niveau qu'un étudiant québécois pour appuyer les mêmes droits de scolarité pour accéder aux mêmes bourses et postes de travail."

"Je m'endette beaucoup et cela crée un stress. Le taux d'endettement qui a augmenté me donne à réfléchir sur la poursuite de mes études universitaires."

"Mon endettement futur et présent me nuit beaucoup. Tous les moyens sont bons pour nous faire entendre!"

"Je ne reçois pas un montant suffisant. Je trouve incompréhensible la décision de refuser l'Aide financière à quelqu'un qui sera en stage pendant quatre mois sans aucun revenu en plus de ses cours à l'université. Je crois que le régime d'aide financière devrait étudier davantage les besoins des différents étudiants (sic). Je crois qu'il devrait y avoir des ressources supplémentaires pour les stagiaires non rémunérés. Le calcul devrait être basé sur les heures de travail plutôt que sur le nombre de crédits dans ces cas-ci."

GRÈVE

Dès la première semaine...

à l'UQAM...

On pourra dire que la mobilisation aura porté ses fruits depuis l'automne. Incroyable mais vrai, c'est pratiquement l'ensemble de l'université qui aura pris part à la 8e grève générale illimitée du mouvement étudiant québécois. En effet, mis à part la faculté de gestion, ce sont six facultés qui ont déclenché la grève. Et depuis que celle-ci est en marche, on peut admettre que la participation des étudiantes et des étudiants est somme toute spectaculaire. La grève a ainsi vu émerger plusieurs forces nouvelles qui n'avaient pas nécessairement participé de façon active au déclenchement. Les résultats sur le terrain s'expriment donc en conséquence. Le fait que la grève soit pratiquement pan-uqamienne fait en sorte qu'elle s'organise sur une base concertée entre les diverses facultés, bien que chacune garde une certaine autonomie quant aux actions qu'elle désire entreprendre. Chaque matin, à 10h, se tient notamment un conseil de grève pan-uqamien qui a pour but de faire le bilan des divers comités et de discuter des activités à venir. Plusieurs comités se sont ainsi mis sur pied à l'échelle de l'UQAM : communications externes et internes actions politiques, actions culturelles, bouffe (qui s'occupe de distribuer de la bouffe gratuitement aux grévistes et leur ouvre les portes d'une cuisine collective), piquetage, service de garde, éducation populaire, occupation permanente de l'UQAM ainsi que femmes. De ces comités ont découlées plusieurs activités, comme des conférences, ateliers, projections, actions de sensibilisation du public et autres manifestations. Certains départements demeurent tout de même récalcitrants à la grève et, en conséquence, le piquetage s'avère parfois difficile mais, somme toute, la participation des étudiantes et des étudiants est débordante. Malgré les inévitables imperfections et déceptions qu'elle peut apporter à ceux et celles qui voudraient la voir aller plus loin, la grève générale illimitée de 2005 à l'UQAM restera sans contredit dans les annales et s'avérera avoir été une expérience enrichissante pour plusieurs à plus d'un titre...

Manifestation de l'ADEESE, 28 février 2005

Cégep de Drummondville...

À Drummondville, notre vote de grève s'est tenu le 22 février, à bulletin secret, de façon on ne peut plus chaotique. Sur 1 550 étudiants et étudiantes, 746 ont voté. 482 étaient pour, 229 contre, le reste fut rejeté. Si vous préférez, 48% des membres de l'AGECD ont voté et, de ceux-ci, 67% ont choisi la grève générale illimitée. L'opposition à la grève, immédiatement après le vote, a signifié son intention de le contester. Pour arranger les choses à l'amiable, nous avons convenu qu'une ligne de piquetage de 140 personnes devrait être présente tous les matins pour que la grève reste effective.
Cette entente en a surpris plus d'un. Autant les représentants et représentantes de l'ASSÉ que les employé-e-s du cégep ou les professeur-e-s croyaient à ce moment que nous nous en étions fait passer une belle. Nous le craignions aussi. Toutefois, à notre grande surprise, à l'AG de déclenchement du 24 février, à peu près tous les tenants et toutes les tenantes du OUI se sont présenté-e-s et ont signifié massivement leur intention de tenir ce piquet de grève. Et ils l'ont tenu!
Ce piquet force les étudiants et étudiantes à se présenter au cégep, à se responsabiliser et à prendre en main cette grève. Le comité d'organisation de la grève compte une vingtaine de personnes engagées, lesquelles mettent sur pied des spectacles, des projections, des conférences, et planifient les actions locales et la participation aux actions nationales.
Le plus beau de tout cela, c'est que les gens participent vraiment. Nous avons toujours 300 à 400 personnes le matin, d'entre elles plus de la moitié reste pour les activités. Lorsque nous avons manifesté dans la ville, nous étions 200; à Sherbrooke, 300. Nous avons reconduit la grève deux fois jusqu'à maintenant, et à l'unanimité de surcroît. Ceux et celles qui étaient contre se rallient.
Il se passe quelque chose ici; une énergie nouvelle s'est créée et se propage, nous vous en souhaitons autant!

Cégep du Vieux-Montréal...

Depuis vendredi, minuit une, les membres de l'AGECVM, conformément à un mandat d'assemblée générale, occupent le cégep. Cette occupation est effectuée par environ une centaine de personnes qui doivent composer avec la gestion quotidienne de l'espace occupé, en plus de participer à la coordination nationale de la grève. Ainsi, depuis la manifestation du jeudi 24 février, voici un bref topo des activités et des actions qui sont organisées ou qui ont été posées : le jeudi soir, un bed-in large regroupant plus d'une centaine de personnes a eu lieu, une participation à la manifestation organisée par l'ADEESE-UQÀM (éducation) a regroupé 500 personnes, l'édification d'une barricade devant l'entrée du cégep, la formation, en conseil de grève, de différents comités (action, art, bouffe, médias), plusieurs bouffes collectives, l'élaboration d'une murale, des soirées vidéos, de la sensibilisation aux métros Berri, Bonaventure et Longueil, une action à Musique Plus en collaboration avec nos camarades de Marie-Victorin, de la mobilisation dans d'autres cégeps, une participation à la manifestation nationale à Sherbrooke, ainsi que du piquetage. Il va sans dire que ces activités sont organisées en conseils de grève, que les grévistes tiennent deux fois par jour, en matinée et en début de soirée. De plus, la logistique interne de l'occupation nécessite une coordination particulière. Rappelons également que l'AGECVM est membre de la CASSÉE, et qu'ainsi elle a participé au congrès qui s'est tenu samedi et dimanche derniers. D'autres actions sont également à prévoir. Nous espérons également la participation toujours plus nombreuse de personnes désirant s'impliquer activement au sein du mouvement de grève. La grève générale illimitée doit être vécue intensivement !

Deuxième semaine...

À Lionel-Groulx

Depuis le 9 mars, les étudiants et étudiantes du Collège Lionel-Groulx ont victimes d'un lockout décrété par a direction du Collège, qui en est la eule responsable. Le lock-out a été ecrété après la reconduction de la rève générale illimitée par les étuiants et étudiantes.

ite au renouvellement de la grève r l'assemblée générale étudiante, le llège refuse de negocier un protole d'entente pour définir les modali d'accès au collège. Le lockout est e action répressive sans précédent ns ce conflit et le collège a fixé le our à la table de negociation pour le mars à 12h00. L'Association des diants et étudiantes du Collège de nel-Groulx (AGEECLG) proteste ttre cette décision agressive et lore que le Collège prive isociation de ses locaux et de son ériel. Les etudiants et étudiantes sidèrent le lock-out antidemocratiet ils ne se laisseront pas intimider la repression venant de la direc- . L'Association considère que repression est non justifiée et sage tous les recours pour en nir l'arrêt. L'AGEECLG reste determinée et solidaire dans la suite du mouvement de grève rale illimitée.

À St-Laurent...

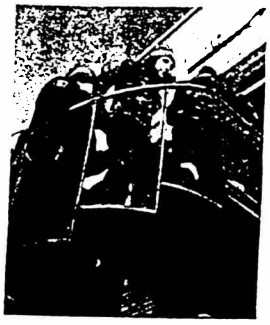
Au moment d'écrire ces lignes, cela fait exactement deux semaines que la grève est déclenchée au cégep de Saint-Laurent. La motivation des troupes va en augmentant comme en témoignent les actions locales qui se multiplient. Le 25 février a eu lieu une manifestation locale dans l'arrondissement de Ville-Saint-Laurent. En passant devant les nombreuses banques du quartier, les protestataires collent des affiches dénonçant l'évasion fiscale et l'enrichissement des banques au détriment des programmes sociaux... La manifestation s'est rendue au bureau de comté de M. Jacques Dupuis, Vice-premier-ministre du Québec et député de Saint-Laurent.
Des brigades d'éducation populaire se sont formées spontanément dès le deuxième jour de grève. Une vingtaine de personnes motivées ont visité plusieurs stations de métro dans le but d'informer la population sur les revendications de la CASSÉE. Se sont même tenues des olympiades de l'endettement! Les étudiants et étudiantes ont disposé des obstacles sur le quai de métro symbolisant les différents bâtons que le gouvernement peut mettre dans les roues de la population étudiante. Les passants ont plutôt bien réagi, s'arrêtant, discutant, le tout dans une ambiance festive.
Côté "négociations au local", c'est moins festif. Aucune entente avec l'administration en rapport avec l'accès aux locaux n'a encore été acceptée et ce, même si le cégep est en occupation permanente depuis le 28 février . Le conseil de grève du 8 mars a d'ailleurs envoyé un ultimatum à son administration, stipulant la levée du piquetage pour trois jours. Si au bout de ces trois jours aucune entente n'a été signée, les étudiants et étudiantes feront un blocus total des entrees du cégep. Des spectacles de musique, des matchs d'impros, des happening théâtraux, des créations artistiques engagées pour les actions, des conférences et autres activités pertinentes en temps de grève sont organisées quotidiennement. Tout cela sans oublier la participation active de l'AÉCSL aux manifestations ainsi qu'aux actions nationales et regionales.

Répression politique et policière

La 8e grève générale illimitée du mouvement étudiant québécois amorce sa troisième semaine de grève et déjà, on constate que la répression policière commence à frapper le mouvement. Le 9 mars dernier, suite à une occupation des bureaux de comté du ministre Fournier à Châteauguay, les forces policières de la Sûreté du Québec et de la ville de Châteauguay ont défoncé les portes du bureau occupé pour y procéder à l'arrestation des occupants et occupantes; en plus d'arrêter les manifestants et manifestantes venu-e-s appuyer l'occupation et qui tentaient d'empêcher l'arrestation de leurs camarades. En tout, c'est 11 grévistes qui furent mis en état d'arrestation sur des motifs parfois douteux, tels que voie de fait armé pour avoir lancé une balle de neige.

Le lendemain, soit le 10 mars au soir, lors d'une occupation plutôt festive du pavillon Hubert Aquin de l'UQAM, plus d'une quarantaine d'individus furent mis en état d'arrestation. Encore une fois, comme on le constate fréquemment dans les arrestations de masse, certaines personnes non actives dans l'occupation furent arrêtées de façon arbitraire. Là aussi, les accusations portées contre les occupants et occupantes nous laissent plutôt songeurs et songeuses.

Ce qui nous amène à nous questionner sur la tactique déployée envers les grévistes qui tentent de radicaliser la grève. Il semble que nous assistons à une manœuvre délibérée de criminalisation de la contestation, une stratégie à l'œuvre depuis déjà quelques annees au Québec. En effet, depuis 2000, c'est plus de 2500 arrestations à caractère politique qui furent enregistrées. Que le ministre Fournier se le tienne toutefois pour dit, les grévistes n'ont pas l'intention de se laisser intimider et compte bien mener leur combat jusqu'au bout.


Arrestations brutales le 11 mars à Chateauguay

Au-delà des coupures...

Lettre ouverte aux Québécois et Québécoises

Rébecca Lavoie et Julie Ouellet
respectivement étudiantes en
science politique et en sociologie

L'image que certains médias et personnages publics nous renvoient des jeunes en pourparler de grève est celle d'enfants gâtés mangeant la laine sur le dos des autres services publics. Quels sont les enjeux qui se cachent derrière cette coupure de 103 millions? enjeux dont on parle peu ou pas du tout. D'ici au 4 mars, les étudiants et étudiantes du Québec voteront un mandat de grève illimitée qui vise à récupérer la somme des récentes coupures budgétaires dans l'aide aux études. Alors que les grandes Fédérations étudiantes ne souhaiteraient qu'un retour du 103 M $ et le gel des frais de scolarité, beaucoup d'autres ne s'en tiennent pas là. Nous voulons aller plus loin.

« Nous sommes dans une ère marquée d'un fatalisme qui nous renvoie inlassablement l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au néo-libéralisme. »

Nos préoccupations ne regardent pas seulement la condition étudiante mais celle du peuple entier : elles concernent en fait l'ensemble des valeurs sur lesquelles repose la société québécoise actuelle. En effet, les valeurs sociales sont de plus en plus mises au rancard pour être remplacées par des préoccupations financières. Plus que jamais les jeunes orientent leurs choix de carrière en fonction des exigences du marché, qu'importent leurs aspirations personnelles. Et de quoi le marché et la fonction publique ont-ils besoin? Certainement pas de philosophes ou d'artistes par exemple! Cela conduit à ce que l'Université, dans sa fonction critique de la société, sera de moins en moins profitable et attrayante aux yeux de la jeunesse. À première vue, cette tendance semble logique et bénéfique à l'économie nationale. Mais qu'adviendra-t-il des programmes qui ne concordent pas avec les demandes du marché et ont spécifiquement pour mission de le critiquer?

Outre les coupures financières, bien d'autres questions nous inquiètent. Il y a d'abord ce que l'on appelle la " rationalisation des programmes "; ceci est une décision gouvernementale qui signifie en gros l'ajustement du système d'éducation aux besoins du marché économique. Pour l'instant, cela comprend la création d'attestations d'études collégiales (AEC), déjà en fonction depuis quelques années, et prochainement, de demi-diplômes collégiaux qui n'incluront plus les cours de français, philosophie, anglais et éducation physique. Si nous ne changeons pas de cap, nous en viendrons tout simplement à l'abolition de la philosophie et du français à l'intérieur des cours obligatoires des programmes collégiaux, ainsi qu'au retrait des cours d'art et de musique au niveau secondaire. Et ce, sans parler du Forum sur l'avenir des cégeps, initié par le ministre Reid en juin 2004, lors duquel la Fédération des commissions scolaires avait conclu en faveur de l'élimination des cégeps. À première vue, cela pourrait sembler bénéfique pour les jeunes éprouvant des difficultés académiques. Or, quelles en sont les répercussions dans notre société, qu'est-ce que cela représente? Certainement plus que l'on ne peut vous en dire aujourd'hui... Mais ce qui doit d'abord être dévoilé, c'est la perte radicale de valeur de la connaissance, de la réflexion critique et de la culture générale (ce qui, rappelons-le, était l'objectif premier des cégeps lors de leur création). Les adultes de demain auront de moins en moins les outils nécessaires pour poser les bonnes questions à ceux et celles qui les dirigeront.

Suite Page 2

Union Libre, mars 2005, p. 1 et 2

Union Libre, mars 2005, p. 1 et 2

Suite Au-delà des coupures...

Le paysage actuel nous inquiète. Comment regarder l'avenir sans broncher alors que le savoir technique privatisé ne laisse plus de place à la réflexion sur ce que nous voulons être et faire collectivement, puis individuellement. Les lieux de formation scolaire s'orientent pour modeler des automates. Cette récente mutation du système d'éducation ne concerne pas seulement le gouvernement Charest. Nous choisissons des gouvernements qui, tour à tour, mettent la hache dans tous les acquis sociaux que vous avez contribué à édifier. Ce " vous ", ce sont les aîné-es et autres adultes qui ont rêvé autrefois d'une société meilleure. Il semble que nous ayons tendance à oublier cet objectif vers lequel nous nous dirigions jadis. L'avez-vous oublié?

Ne pensez pas que nous " pelletons des nuages " ; au contraire, il s'agit de conserver et surpasser ce pourquoi les générations antérieures se sont battues. À l'inverse de ce que nous disent nos gouvernements, NON, nous ne sommes pas confrontés à la nécessité de toutes ces coupures, de toutes ces destructions sociales. Nous sommes plutôt placés devant un choix : d'un côté, une volonté d'union collective qui choisit elle-même sa direction; de l'autre, la soumission à une idéologie extérieure néo-libérale.

La démocratie signifie le pouvoir au peuple. L'avons-nous oublié? Nos représentant-es (ministres, député-es, etc.) ne peuvent satisfaire nos volontés que dans la mesure où chaque membre de la société se responsabilise et s'exprime, ce qui implique avant tout que l'on prenne conscience de notre pouvoir. En sommes-nous venus à penser que notre seul pouvoir est celui de consommer, et notre seul devoir, celui d'aller voter? Nous voulons une société qui se " lève debout ", qui renoue avec ses propres idéaux et propose, demande, influence, module le système démocratique.

En plus de ces enjeux de fond et de l'accessibilité aux études, la qualité de l'éducation est pour nous une question de premier ordre. C'est dans cette optique qu'il serait urgent de reconsidérer la pertinence d'un double système d'éducation (privé/public). L'argent des contribuables versée aux écoles privées depuis des décennies ne devrait-elle pas aller à un seul système, public, accessible et de qualité?

Voilà une partie des enjeux qui sont partie prenante de la lutte étudiante. Elle va bien au-delà d'un simple renflouement de nos comptes en banque, vous en êtes maintenant informés. De nombreuses associations étudiantes se préparent actuellement à une grève générale illimitée. Le premier objectif de cette grève est la récupération de 103 millions de dollars de bourses étudiantes. Cette mobilisation nationale nous permettra par la suite de soulever un vrai débat de société et de remettre en question non seulement le système d'éducation, mais aussi la santé, le régime des rentes, les fonctions des ministères de l'environnement, de la culture, de l'emploi, de la solidarité sociale et de la famille, etc., mais d'abord et avant tout, le système capitaliste. Nous devons reformuler un projet collectif plutôt que de nous écraser, nous diviser et croire que chaque individu n'a qu'à faire ce que bon lui semble. Nous sommes dans une ère marquée d'un fatalisme qui nous renvoie inlassablement l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au néo-libéralisme. Les défenseurs du système actuel croient que nous n'avons qu'à créer des programmes sociaux pour pallier aux inégalités engendrées par le capitalisme. À notre avis, il serait logique et surtout nécessaire de régler les problèmes à la source, soit de repenser le modèle économique lui-même : le capitalisme, soit dit en passant, n'a pas toujours existé! Bien évidemment, tous ces questionnements ne peuvent trouver réponse en un jour, mais il faut bien commencer quelque part! Il est ici question de SE RESPONSABILISER! Ne rien dire, ne rien faire, c'est donner son approbation.

Pour nous faire part de vos commentaires:
kopercic@hotmail.com
ou rebklavoie@hotmail.com

De l'unité du mouvement étudiant

Simon Lavigne
Étudiant au bac
en science politique

La FEUQ vient tout juste de rejoindre le mouvement de grève. Le prochain budget provincial sera déposé dans un peu plus d'un mois. Les manifestations se multiplient et la grogne apparaît enfin au grand jour. Inutile de dire que les prochaines semaines seront déterminantes pour ce qui est de l'avenir du mouvement étudiant. Il y a néanmoins une ombre au tableau : malgré une solidarité qui ne cesse de croître et une mobilisation qui s'intensifie, les deux pôles représentatifs de la masse étudiante québécoise ne semblent pas s'entendre sur les moyens à préconiser et les revendications à faire valoir. Cette division des *politiques* étudiants ne nous avantage aucunement si ce n'est qu'elle est carrément salutaire pour notre cher ministre Fournier. Les tergiversations de la FEUQ et de l'ASSÉ pourraient tous nous coûter très cher.

Mettons tout d'abord une chose au clair. Le déclenchement de cette grève est en quelque sorte l'aboutissement d'un travail de persuasion orchestré par l'ASSÉ et ce depuis quelques années. Si je dis en quelque sorte, c'est aussi qu'il ne faut pas négliger l'effet *band-wagon* qui en a découlé. À cet égard, l'énergie déployée par les étudiants en art ou en éducation à l'UQAM – que je salue chaleureusement – ne semble pas être le fruit d'une mobilisation de longue haleine, mais bien plutôt le résultat d'une réaction spontanée. Et c'est tant mieux, nous ne pouvons que bénéficier de leur regard nouveau sur les luttes étudiantes. Néanmoins, il demeure que l'ASSÉ, maintenant élargie sous une nouvelle forme est l'instigatrice première de ce mouvement qui embrase désormais la province.

Ainsi, quoiqu'au départ l'ASSÉ ne regroupait que 20 000 membres affiliées sur presque 300 000 étudiants québécois, elle en amalgame maintenant trois ou quatre fois ce nombre dans ce qu'il a été convenu d'appeler une coalition élargie. Que des associations étudiantes membres de la FEUQ ait décidés de se joindre à la CASSÉE est fortement révélateur. Il appert que ces groupes ont senti l'urgence de la situation et qu'ils ont entrepris des démarches en ce sens. Maintenant que l'exécutif de la FEUQ semble enfin se brancher sur la grève, il sera plus qu'intéressant de voir comment cette dernière agira face au Ministre de l'Éducation et surtout quelle sera la forme de partenariat envisagé avec ce qui constitue depuis quelques années son principal adversaire : L'ASSÉ. Peut-être que le mot adversaire est un peu fort, il n'en demeure pas moins que la cohabitation aura été jusqu'à maintenant plutôt houleuse et il apparaît clair que l'ASSÉ peu encline au demi-mesures, se positionne dans les débats étudiants comme alternative et non comme complément à sa grande sœur.

« Les cris de détresse et le lobbying mou ne nous mènent à rien, ce gouvernement nous a maintes fois prouvé qu'il n'en avait rien à branler »

Parenthèse... Qu'on soit en accord ou en désaccord avec cette grève, voilà qui est désormais sans aucun intérêt. Le mouvement est lancé et la motivation de nos confrères et consœurs est palpable. Contrairement à ce que nous disent plusieurs représentants étudiants, je ne crois pas que cette session arrivera inévitablement à terme. Or, si nous devons perdre cette session, perdons-là pour une bonne cause! Cette perspective n'a rien de réjouissant, mais nous nous devons de la considérer. Cette grève ne doit pas seulement servir à envoyer un message au gouvernement, elle doit contribuer à établir un rapport de force avec ce dernier. Les cris de détresse et le lobbying mou ne nous mènent à rien, ce gouvernement nous a maintes fois prouvé qu'il n'en avait rien à branler. Et que les économistes en herbes qui ne cessent de nous rappeler l'absence de marge de manœuvre du gouvernement en matière de finances aillent se rhabiller : plus de 100 millions de dollars viennent d'être octroyé à Bell Textron pour subventionner à peine 800 emplois à Mirabel; des centaines d'autres millions seront consentis à Bombardier pour son nouveau jet dont on ne sait si le marché en voudra d'ici 5 ans, et ce sans compter le fait que ce gouvernement préfère engraisser le portefeuille de compagnies de communication, de firmes de consultant et de cabinets d'avocat dans lesquels il est certes plaisant de retrouver nos anciens et futurs dirigeants...

Pas d'argent? Pardon! Non mais ça va pas! Comme si cet argument était une réalité-béton, un incontournable dans le domaine du financement de mesures qui touchent notre société. Vous ne trouvez pas étrange que les marges de manœuvres sont amplement suffisantes lorsque vient le temps de graisser la patte de corporations privées, mais totalement inexistantes lorsque des mesures plus sociales s'imposent? On nous dit que c'est une question de choix. Et bien justement, ces choix nous font suer et il en va de notre intérêt de les contester et de faire valoir sur la place publique l'ensemble des argumentaires qui fondent notre insatisfaction. Voulez-vous que vos élus choisissent systématiquement de subventionner des groupes privés, espérant en retour un éventuel et hypothétique ruissellement vers le bas, ou préférez-vous financer le projet d'une société moins débile? À vous le choix.

Je lance ainsi un appel aux exécutants de la FECQ et de la FEUQ : soyez solidaires des étudiants qui choisissent le rapport de force. Vous devez appuyer ce mouvement avide de changements et non pas le calmer! Je ne vous demande pas de coucher dans le même lit que la CASSEE, seulement de chercher un dénominateur commun, une base commune à partir de laquelle pourrait grandir un véritable rapport de force. Pour ce qui est de l'ASSÉ, de grâce cessez de crier à la récupération, s'en est déprimant. Continuez plutôt à publiciser vos revendications qui relèvent de perspectives plus complètes quant aux transformations qui affectent le système d'éducation (c'est déjà bien parti). Un travail médiatique qui s'il avait été entrepris plus tôt, nous mettrait dans une position plus avantageuse. On peut critiquer, voir haïr les médias de notre temps, n'empêche que c'est par eux qu'on rejoint l'opinion publique. Dans cette offensive lancée contre l'intransigeance libérale, tous les outils doivent être utilisés à bon escient. Sachez qu'une forte majorité des gens qui appuient cette grève n'en ont que faire des guerres de clochers et autres déchirements bidons qui fondent la relation entre votre organisation et la FEUQ. Ce que nous désirons c'est un front uni, solidaire et inclusif. La responsabilité de l'ASSÉ et de la FEUQ, c'est de tracer conjointement un chemin vers la victoire. Ne nous décevez pas.

Gréviste et étudiant en droit... Est-ce possible?

Véronique Lafleur
Étudiante au bac en droit

Les coupures dans le programme des prêts et bourses et le droit à l'éducation ou pourquoi les étudiants en droit devraient s'intéresser à la grève.

Le PIDESC, ça vous dit quelque chose? Dans les années 1970, les gouvernements du Canada et du Québec ont voulu se lier au Pacte International Relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels. Se faisant, ils s'engageaient, en vertu de l'article 2 du PIDESC, à " agir au maximum de leurs ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement et par tous les moyens appropriés le plein exercice des droits reconnus dans la Pacte ". Ces droits comprennent notamment le droit à l'éducation. En effet, à l'article 13, paragraphe 2 c), il est écrit que " l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité (...) par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité " et, paragraphe 2 e), " (...) établir un système adéquat de bourses (...) " Il est alors évident que les coupures dans le programme des bourses se font en contravention de nos engagements internationaux puisque ce n'est absolument pas un acte qui va dans le sens d'une progression vers la gratuité ni vers un système de bourses adéquat.

Aussi, pour mettre en œuvre nos engagements internationaux, nous avons adopté la Charte et une série de lois visant les objectifs énoncés. Ainsi, en vertu de l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la condition sociale. " Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromette ce droit ". Les coupures dans le programme des bourses n'ont-elles pas justement pour effet de compromettre le droit de certains à l'éducation en pleine égalité des droits et libertés de la personne? Et cette exclusion n'est-elle pas justement fondée sur la base de la condition sociale? Il me semble que la réponse est clairement oui. La loi est donc en contradiction avec notre Charte.

De plus, sous un aspect un peu plus socio-économique, les coupures actuelles compromettent sérieusement la prospérité des québécois-es et ce, de différentes manières. Il est vrai que la génération qui détient actuellement les reines du pouvoir craint pour ses vieux jours et la retraite convenable qu'on lui a promis toute sa vie. Malheureusement, il semble qu'elle ait raison de s'en inquiéter. En effet, face à notre gros problème de dénatalité, on se demande où irons-nous chercher la main-d'œuvre nécessaire au maintien du système public? Combien serons-nous pour soutenir, entre autres, le système de santé dont les personnes âgées seront de plus en plus dépendantes? La réponse : trop peu. La solution ne serait-elle pas alors de miser sur la qualité? Investir dans l'économie du savoir! Ainsi, bien que nous serons peu nombreux, des salaires plus élevés pourraient peut-être compenser. Mais non, notre gouvernement a plutôt choisi de couper les bourses. Les jeunes font déjà face aux choix suivants : étudier assez longtemps pour avoir un travail qui ne soit pas trop précaire et remettre le projet d'avoir des enfants à plus tard (le taux de fertilité diminue avec l'âge) ou avoir des enfants plus jeune et donc se trouver rapidement une place sur le marché du travail qui est de plus en plus précaire (voir, entre autres, les projets de loi en matière d'emploi qu'a adopté le gouvernement Charest). Ou encore, faire le choix difficile d'étudier et d'avoir des enfants en même temps. Ça se fait, mais à quel prix? Et surtout, qu'advient-il lorsque la famille devient monoparentale? Alors imaginez avec les coupures dans le programme des bourses...

Il est essentiel pour la prospérité de toute société de maintenir une bonne coopération inter-générationnelle. Elle est d'autant plus capitale si l'on se fie aux prévisions démographiques du Québec. Comment ne pas se rendre compte alors que les coupures dans les bourses sont peut-être payantes à très court terme, mais combien coûteuses à moyen terme et encore plus à long terme? Nous vivons encore à crédit.

Bref, en plus d'être illégales, ces coupures inspirent la crainte pour notre avenir. Il serait peut-être temps que nous nous inspirions de la Charte des droits des Homme et des peuples que les Africains ont adopté dont l'article 29 paragraphe 4 et 7, où il est écrit que " l'individu a en outre le devoir (...) de préserver et de renforcer la solidarité sociale et nationale, singulièrement lorsque celle-ci est menacée " et " de veiller, dans ses relations avec la société, à la préservation et au renforcement des valeurs culturelles (...), dans un esprit de tolérance, de dialogue et de concertation et, d'une façon générale, de contribuer à la promotion de la santé morale de la société. "

Union Libre, mars 2005, p. 9 et 10

Le ministre ne comprend pas !

Frantz Gheller
Étudiant au BRIDI

La moyenne des frais de scolarité au Canada est d'environ 4000$ par année. Normal, le mouvement étudiant canadien n'a jamais réagi avec force aux dégels des frais de scolarité. Au Québec toutefois, le mouvement étudiant ne s'est pas montré aussi velléitaire. Face à chaque attaque majeure portée à l'éducation, il a réagi. La dernière eut lieu en 1996. Le gouvernement péquiste menaçait alors de dégeler les frais de scolarité, ce qui fut évité grâce à la grève générale illimitée. Il faut comprendre que si " c'est au Québec que les étudiants sont les plus favorisés au Canada ", c'est bien parce que " c'est ici qu'on fait la grève ", pour reprendre les propos du ministre de l'éducation, Marc Fournier.

Que les choses soient claires : même si les étudiants québécois figurent parmi les étudiants les plus favorisés au Canada, la majorité d'entre eux demeure parmi les plus démunis aux côtés des personnes âgées, des assistés sociaux et des sans-abri. Quand on parle " des plus pauvres au Québec ", il faut réaliser que l'on parle entre autre des étudiants. La coupure de 103 millions dans les bourses offertes aux étudiants les plus démunis est conséquemment une atteinte directe à la lutte contre la pauvreté.

Devant l'impossibilité de défendre par la logique argumentaire les coupures qui ont été faites dans les bourses, le ministre de l'éducation a choisi la voie facile : se rabattre sur l'image des étudiants en les discréditant dans l'opinion publique. Qu'un ministre de l'éducation contribue consciemment à répandre le mythe de l'étudiant bébé gâté témoigne bien de la bassesse des idées véhiculées et des stratégies utilisées par le gouvernement Charest.De tels propos faits de préjugés populistes ne sont évidemment pas difficiles à démentir : le fait qu'une majorité d'étudiants actuellement en grève n'ait pas et n'ait jamais eu accès aux bourses démontre bien qu'il est ici question de solidarité avec les étudiants les plus pauvres et non d'enfantillages.

Outre l'endettement et un " emploi d'étudiant " mal payé auquel il ne peut consacrer plus d'une quinzaine d'heures par semaine sans nuire à ses études, l'étudiant moyen n'a pas d'autres revenus que ceux provenant de ses parents. La classe moyenne assume ainsi le financement de l'éducation à la fois collectivement, par l'entremise des impôts, et individuellement, par le paiement des dépenses d'études de leurs enfants. C'est de démagogie dont fait preuve le ministre Fournier lorsqu'il affirme que les grands perdants de la grève seront les contribuables : lorsqu'il y a des coupures dans l'éducation, c'est une bonne partie de la classe moyenne qui indirectement voit ses dépenses augmenter. Les contribuables ont tout à gagner d'une grève qui vise le maintien de l'accessibilité à l'éducation : seules les éventuelles baisses d'impôts chères à Charest sont un danger. Il faut, tous ensemble, le faire reculer.

Le droit à l'éducation universitaire : commentaire

Janie Boudreault
Étudiante au bac en Droit

Le budget du gouvernement prévoyant le retrait de 103 millions de dollars destinés à l'origine au Programme de Prêts et de Bourses et le calcul de l'aide financière ont pour conséquence directe le surendettement des étudiants dans le besoin financier.

Cet endettement excessif (par rapport à la capacité de remboursement future qui demeure hypothétique) viendra affecter le droit à l'éducation des études supérieures et les droits accessoires des étudiants. Déterminé par la condition sociale, l'exercice du droit d'accès aux études universitaires engendrera des inégalités et une discrimination négative à l'endroit des étudiants dans le besoin : dénués de ressources financières et n'ayant plus accès à un montant de bourse (qui atténue le niveau d'endettement), ces derniers devront contracter un prêt de 25000 à 30000 dollars pour exercer leur droit à l'éducation universitaire ou se retourner vers l'obtention d'un emploi précaire. Dans la même logique, le pourcentage d'étudiants dans le besoin décrochant un diplôme chutera : beaucoup mettront un terme à leurs études " de peur de trop s'endetter ". La réalisation du droit à l'obtention d'un diplôme serait-il maintenant déterminé par la capacité de paiement? Les confrontant à de nouveaux obstacles financiers, cette nouvelle politique budgétaire invite les étudiants dans le besoin à ne pas participer à l'économie du savoir. La garantie de qualité des diplômes qui motive ces coupures justifie-t-elle un traitement différent à l'égard de l'exercice du droit d'accès à l'éducation supérieure des étudiants dans le besoin dans une société libre et démocratique?

D'autre part, la diminution radicale du montant des bourses n'assure aucunement le droit à un niveau de vie décent et garantie l'endettement progressif des étudiants provenant de familles pauvres. Leur droit à une aide sociale est totalement supprimé par ces coupures. Malheureusement, le droit à l'aide sociale n'a aucune force contraignante selon la Charte québécoise. Ces droits socio-économiques dépendent de l'initiative politique et des alternatives financières et, par conséquent, ils sont mis en application dans la mesure prévue par la loi.

Pourtant, le Ministre de l'éducation ne manque pas de possibilités financières pour promouvoir ces droits sociaux puisqu'il existe une entente entre ce dernier et le fédéral. Cette entente prévoit la distribution, sous forme de bourses, d'un montant supérieur à celui qu'offre le gouvernement du Québec aux étudiants québécois. Le financement provient de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. Je vous réfère à la Loi d'exécution du budget, 1998, ch.-21. Le retrait de 103 millions démontre à quel point le provincial est incapable d'honorer ses engagements envers le fédéral. Résultat de ce non-respect : le provincial devra restituer la somme financée à la Fondation et paralyse, par le fait même, littéralement la distribution des bourses du millénaire aux étudiants dans le besoin.

En raison de la hausse du plafond des prêts étudiants autorisés par l'Aide financière aux études (...) la Fondation ne peut pas, à ce moment, préciser comment ses bourses générales du millénaire seront distribuées en collaboration avec l'Aide financière aux études du ministère de l'Éducation pour l'année 2004-05.

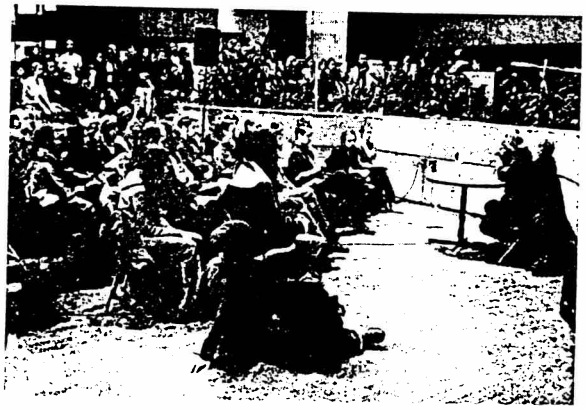
Pour consultation :
http://www.millenniumscholarships.ca

Ce blocus est légal puisque seul le provincial a compétence exclusive dans le domaine de l'éducation. Le fédéral serait ultra vires d'offrir directement les bourses du millénaire aux étudiants québécois dans le besoin.
Pour ce qui est du calcul de l'aide financière, l'alinéa 2 de l'article 3 de la Loi sur l'aide financière aux études prévoit que l'admissibilité au montant de l'aide financière est déterminée par la contribution de l'étudiant, et, s'il y a lieu, celle des parents. Ensuite, le paragraphe 9 de l'article 4 de cette dernière loi prévoit une présomption absolue dans laquelle, interprété a contrario, un étudiant reçoit une contribution parentale sur une période de deux ans depuis son départ de la résidence familiale. Cette contribution présumée qui a pour effet de diminuer le montant de l'aide financière accordée, ne considère aucunement les besoins financiers réels (frais de subsistance, de déplacement) d'un étudiant fraîchement parti du nid familial. Cette contribution présumée est-elle compatible avec l'économie même de la loi ? Quel est l'objectif principal de la non reconnaissance de l'autonomie d'un étudiant parti du domaine parental? Le législateur nous obligerait-il à demeurer chez nos parents sous réserve de motifs graves? Ces étudiants placés dans cette situation doivent-ils poursuivre leurs géniteurs sur la base de l'obligation alimentaire pour s'assurer un niveau de vie décent? Voilà les questions que je me pose.

Selon moi, le système actuel d'aide financière ne met aucunement en valeur le droit à une aide sociale : son régime est fondé sur la contribution et non sur le besoin financier. Il y existerait une possibilité de rendre inconstitutionnelle cette dernière loi : vivant sous le seuil de pauvreté, un étudiant n'a pas accès à un niveau de vie suffisant et décent et ne peut donc jouir des droits fondamentaux prévus dans les Chartes québécoise et canadienne dont le droit à la dignité humaine et le droit à la sécurité de sa personne...

Pour me faire part de vos commetaires, écrivez-moi à l'adresse suivante : perrotsjane@hotmail.com

L'UQAM EN GRÈVE



EN GRÈVE

pas de cours

pas d'examens

pas de remises de travaux

Le succès de la grève en dépend

SOYEZ SOLIDAIRES !

Mont Journal, mars 2005, p. 1

Les étudiantes, les plus touchées par les compressions libérales

Plusieurs campus déjà en grève générale illimitée

Noël Lafrance

Au moment d'écrire ces lignes, plus de 45 000 étudiants sont en grève générale illimitée partout au Québec, et de nouveaux cégeps et universités rejoignent le camp des grévistes chaque jour. Des milliers d'autres étudiants ont aussi déclenché des grèves à durée prédéterminée pour appuyer le mouvement.

La plupart des associations étudiantes en grève font partie de la Coalition de l'ASSÉ élargie (CASSÉE), une coalition regroupant des associations indépendantes et les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Elles réclament l'abolition de la réforme de l'Aide financière aux études, qui a engendré des compressions de 103 millions $ dans les prêts et bourses et une hausse du plafond de prêts. La CASSÉE exige aussi que le gouvernement Charest renonce à tout projet de décentralisation du réseau collégial et à son arrimage au marché, le tout dans une perspective de gratuité scolaire.

Les autres regroupements nationaux d'étudiants, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et son pendant collégial (FECQ), travaillent aussi à récolter un maximum de mandats de grève chez leurs membres, sur des bases que le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, décrit comme presque identiques à celles de la CASSÉE. « *Nous sommes solidaires des étudiants qui sont déjà en grève* », affirme-t-il. Selon les leaders étudiants, malgré un changement de ton depuis le remplacement du ministre de l'Éducation Pierre Reid par Jean-Marc Fournier, rien ne laisse présager un véritable changement d'orientation du gouvernement. Si la mobilisation fonctionne bien sur les campus des fédérations étudiantes, c'est la majorité des établissements d'études post-secondaires qui pourrait se retrouver en grève d'ici la fin de la session.

Plusieurs assemblées générales sont prévues pour le 8 mars, Journée internationale des femmes. Cette date revêt une valeur symbolique importante, puisque les femmes sont les plus durement touchées par la réforme de l'Aide financière, qui pénalise les étudiants les plus défavorisés : ceux qui ont besoin des prêts et bourses pour aller à l'école.

« *Les femmes sont plus touchées par l'endettement étudiant, comme elles le sont par le déséquilibre salarial, comme elles sont plus pauvres en général dans notre société. Nous préparons d'ailleurs une action pour le 8 mars, afin de faire le lien entre éducation et condition des femmes. Nous avons un comité femme qui travaille spécifiquement sur cette question* », explique Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSÉE.

« *L'endettement étudiant, c'est le meilleur exemple de discrimination systémique*, ajoute Pier-André Bouchard, de la FEUQ. *Les mères monoparentales, parce qu'elles ont un enfant, n'ont pas le temps d'avoir une job en même temps que leurs études. Dans les faits, les étudiants avec enfant à charge, dans neuf cas sur dix, ce sont des femmes. Les plus affectées par la réforme de l'Aide financière aux études, ce sont elles.* »

Le problème de l'endettement des étudiantes est aggravé par les inégalités dans le monde du travail. Une fois leurs études terminées, elles touchent en moyenne des salaires moins importants que les hommes, ce qui rend le fardeau de leur dette plus lourd.

Même au sein du caucus libéral, tous ne sont pas aveugles à cette réalité. « *Nous sommes allés en commission parlementaire présenter à la ministre Courchesne l'impact des compressions dans les prêts et bourses sur les mères monoparentales avec études*, explique Pier-André Bouchard, *et elle ne nous a pas vraiment dit qu'on avait tort. C'était plutôt on ne réglera pas ça ce soir. Ça démontre qu'il y a des gens qui demeurent solidaires des décisions gouvernementales, mais qui ne les défendent pas beaucoup.* »

Photo : Mathieu Roy

Une virtualité de gouvernement distribue des bourses virtuelles.

La réforme instaurée par les libéraux change aussi le mode de fonctionnement de l'Aide financière. « *Cette année, j'ai droit à 4000 $ en bourses, soit le maximum possible*, explique Anne Mignet-Laurin, étudiante à l'UQAM. *Mais je ne reçois plus un chèque au début de l'année, comme auparavant. C'est une bourse virtuelle, qu'ils vont déduire de mon endettement général à la fin de l'année. Je n'ai rien reçu jusqu'ici, je dois d'abord m'endetter, puis ils vont retrancher 4000 $ de ma dette.* »

D'autres, comme Julie Désalliés, étudiante à l'Université de Montréal, ne voient même pas l'utilité d'avoir recours aux prêts, s'ils ne sont pas accompagnés de bourses. « *J'ai refusé les 1200 $ de prêts auxquels j'avais droit cette année, puisque de toute façon, j'étais obligée de travailler beaucoup en dehors de l'école. Donc, j'ai préféré ne pas m'endetter. C'est vrai qu'il n'y a pas d'intérêts à payer sur un prêt pendant qu'on est avec études. Sauf que je prévois prendre une année de pause dans mes études, et si on arrête un an, les intérêts commencent à s'accumuler !* »

La jeune étudiante en anthropologie, qui fait partie de la première association à être sortie en grève cette année, s'implique aujourd'hui dans le comité de mobilisation de son université. « *J'ai quand même espoir qu'on puisse changer les choses par ce moyen.* »

« *Si on regarde 40 ans de mouvement étudiant au Québec, les 25 ans où le syndicalisme étudiant de combat a été dominant, c'est l'époque où des gains ont été faits. C'est là où les attaques du gouvernement ont été contrées* », souligne Xavier Lafrance, pour illustrer l'importance d'une riposte contre le gouvernement Charest.

Le porte-parole ajoute que les grévistes ne comptent pas se laisser amadouer par la dernière trouvaille du ministère de l'Éducation, un programme de remboursement des dettes proportionnel au revenu (RPR), qui ne s'appliquerait qu'à 15 % des bénéficiaires de prêts étudiants. « *C'est un cadeau empoisonné, le RPR. Dans pratiquement tous les pays où ça a été instauré, les frais de scolarité ont explosé. Le comité consultatif sur l'accessibilité aux études post-secondaires a écrit un document en 2001 sur le sujet. Ils posaient clairement la question, à savoir s'il faut donner un avantage, le RPR, en échange d'une hausse des frais de scolarité. Donc ils reconnaissent clairement que ça peut s'en venir. De toute façon, si on veut vraiment appliquer le principe de remboursement proportionnel au revenu, instaurons donc un système d'imposition sur le revenu réellement progressif, la question sera réglée.* »◀

Rien ne laisse présager un changement d'orientation

L'ASSAUT
DES SCIENCES HUMAINES

Parce que la meilleure défense, c'est l'attaque

MARS 2005 NUMÉRO 4 VOLUME 1

SPÉCIAL GRÈVE

Pour une radicalisation et une prise de conscience

Dans une perspective de grève telle que l'on connait ces temps-ci, il faut se questionner sur les enjeux de cette dernière et sur l'utilité que celle-ci a réellement. Je m'explique. Bien que je ne sois pas contre la grève qui s'en vient, bien au contraire, je crois qu'il faut saisir le moment car la conjoncture politique et sociale y est favorable. Non seulement, faut-il se saisir de cette opportunité inespérée de faire valoir notre mécontentement, mais encore faut-il savoir proposer quelque chose en retour. La grève étudiante, bien loin d'être inutile, doit être le point de départ d'une révolte populaire. Il nous faut en tant qu'étudiant-e, tous programmes confondus, être à la base d'un changement social, non pas réformiste, mais bien un changement radical de la société.

Selon moi, les étudiant-e-s sont devenu-e-s, dans les dernières années, les têtes de turc de tout le mouvement social, toutes causes confondues. Cette réputation allait (et va toujours, dans le moment) assez bien : perte de mobilisation, aucune alternative viable à proposer, un retour à un statu quo prélibéral ainsi qu'aucune unité à travers les multiples groupes estudiantins. Les étudiant-e-s devraient repenser leurs stratégies. Les grandes fédérations les ont laissé tomber et n'utilisent en rien la démocratie et lorsqu'elles l'utilisent c'est à des fins limitées. L'ASSÉ tente par tous les moyens de se faire reconnaître par les autorités et tente de mobiliser les étudiant-e-s aux nécessaires grèves pour ainsi s'opposer au totalitarisme des autorités en place.

Les revendications des étudiant-e-s sont totalement justifiées, mais ils ne revendiquent nullement autre chose que le retour du statut quo. De ces revendications devraient ressortir des demandes plus concrètes telles : des universités de moins en moins poussées à entretenir des relations incestueuses avec les compagnies privées, une gratuité beaucoup plus réaliste que celle de la situation actuelle, que leurs cours soient de vrais cours portés sur la réflexion critique et non sur du recopiage de théories classiques, la création de services mixtes de sécurité (étudiant-e-s/sécurité), un abaissement des frais de passage dans le métro... bien évidemment ce n'est que des suggestions qui ne peuvent ne pas être pris en considération.

Pour ce qui est de l'organisation à l'intérieur des universités et CEGEP en grève, il faut que les étudiant-e-s soient à même de pouvoir suggérer des alternatives d'autogestion qui pourront être utiles pour tout le reste de l'année. La grève n'est qu'un moyen, il ne peut y avoir de victoires que s'il y a construction de renouveau. Car si les grèves tombent souvent dans l'oubli c'est par manque de souffle idéologique. Bien que je ne veux pas faire ici la promotion de l'autoritarisme, il faut se rendre compte que les luttes estudiantines dans l'histoire ont véritablement été un caillou qui tombe dans l'eau ; ce petit mouvement sera suivi d'une onde de choc qui grandira à n'en plus finir.

Il faut en tant qu'étudiant-e faire de l'éducation populaire pour que les masses puissent prendre conscience (bien plusieurs d'entre eux sont déjà au courant politiquement) du système qui leur pend en dessous du nez... Il ne faut cependant pas tomber dans l'avant-gardisme éclairé à la Lénine. Il faut utiliser la force de chacun pour être un pilier qui supporte le mur de la révolte. Il faut arrêter d'espérer, car l'espoir n'est qu'un leurre pour les romantiques, il faut lutter avec la rage du désespoir pour que ce dernier ne soit destructeur, mais bien constructif et élaborateur d'un futur plus libre.

Je me répète, mais la grève sans construction d'alternative n'est une grève qui ne mènera à rien et qui est vouée à l'échec....

Pour que la lutte continue et que des jours meilleurs viennent!!

Terre et liberté

L'Assaut des Sciences Humaines, mars 2005

SPÉCIAL GRÈVE

La route de l'esclavage
Ou pourquoi sommes-nous sur terre

« Plutôt jouer que d'aller travailler »René Binamé

Le texte qui suit n'a rien de bien original, il vise à ramener certaines réflexions à l'avant plan en ce temps de grève générale illimitée étudiante. N'oublions jamais que notre lutte contre le gouvernement Charest n'est pas isolée mais qu'elle fait partie de la lutte contre la mondialisation capitaliste en cours partout sur la planète.

Il y a un an, le 21 février 2004, le quotidien La Presse rassemblait cinq détenteurs du haut savoir de notre société[1] pour publier une réflexion sur l'avenir du Québec dans le cadre d'un cahier spécial intitulé Des idées pour le Québec. Le ventre plein de bouffe et d'alcool de restaurant cinq étoiles et le cul ramolli par leur fauteuil de velours, ce comité stratégique en est arrivé au projet de société suivant : « Travailler plus, travailler plus efficacement, travailler plus longtemps ». En bref, ça veut dire faire plus d'heure par semaine, être plus productif ou productive pour chaque heure de travail et repousser l'âge de la retraite.

Il semble donc que nous ne sommes pas suffisamment productives durant notre vie professionnelle active. Pourtant, notre société produit. Elle produit à un rythme effréné sans jamais réfléchir à la nécessité de toute cette production. Elle produit tellement qu'elle doit constamment chercher des nouveaux marchés autour du globe pour écouler ses surplus de marchandises et éviter d'être en crise économique permanente. Que la terre soit en train de se déstabiliser complètement, que des millions de vies, et ce dès l'enfance pour bon nombre de personnes, soient sacrifiées ne semble avoir aucune importance. La route du présupposé développement, certain-e-s parle aussi de progrès, est clairement tracée dans la tête de nos idéologues accrédités. Depuis le début de l'industrialisation il y a plus de deux cents ans, le seul et unique objectif est de produire plus.

Lorsqu'on regarde les conditions de travail dans des maquiladoras ou dans des plantations de pays du sud, l'obligation au travail est évidemment plus frappante qu'ici. Mais que cela soit clair, il ne s'agit pas là d'un abus du système qui nous gouverne mais de sa plus parfaite réalisation. C'est à ces formes d'esclavage salarial comme à celles du début de l'industrialisation en Europe que nous conduisent nos dirigeant-e-s, Wal-Mart en tête.

Au fond, toute notre organisation sociale du travail repose sur l'idée que la vie n'a aucune valeur et que c'est le fait de produire qui lui en donne. C'est cette idée qui nous fait croire qu'une personne qui produit ce dont elle a besoin pour vivre en harmonie avec son milieu naturel et social crée moins de richesses qu'une personne qui s'organise pour saccager tout ce qui vit dans un milieu pour le vendre à l'autre bout de la planète et avoir une cote plus haute en bourse.

Faire la grève générale illimité nous donne l'occasion de sortir de cette spirale pour réfléchir à ce que nous voulons comme vie, comme société. Un système d'éducation libre et gratuit est sans aucun doute un élément important, mais donnons-nous aussi la peine de penser à long terme et aux vies qui s'offrent à nous une fois sorti de la fabrique scolaire. Ne restons pas pris dans une logique corporative réformiste mais tentons d'insuffler un réel vent de changement dans cette société qui en a réellement besoin.

1 Il s'agit de Jean-Yves Duclos, professeur de science économique à l'Université Laval, Joseph Facal, professeur au HEC et ex-PQ, Clément Godbout, ex-président de la FTQ, Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal, et Raymond royer, président de Domtar.

SPECIAL GREVE

ARRESTATIONS SAUVAGES À L'UQAM

L'Assemblée Générale de l'AFESH exige des démissions

Dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 mars dernier, le service anti-émeute de la police de la ville de Montréal est intervenu sur ordre de l'administration uqamienne au Pavillon Aquin où se déroulait une occupation pacifique et a procédé à 48 arrestations. Les arrestations ont été faites sans préavis, sans avertissement et sans distinction. Parmi les arrêté-e-s se trouvaient notamment des personnes venues assister à un match d'improvisation et un employé du café Aquin. Dès vendredi le 10, la réaction à cette violence injustifée s'est amorcée. Une conférence de presse et une manifestation ont été organisées pour dénoncer les arrestations. Depuis, l'administration uqamienne s'enferme dans la logique débilitante avancée dans son communiqué, véritable oeuvre de désinformation et de propagande, envoyé à toute la communauté uqamienne le 10 mars. Aucune réponse n'a été amenée à savoir qui a commandé l'intervention, aucune excuse publique n'a été formulée. En réponse à cet acte totalement inacceptable, les membres de l'AFESH réuni-e-s en Assemblée générale ont adopté la lettre suivante, parodie des communiqués de l'UQAM décrivant les arrestations et mettant de l'avant nos revendications pour la présente lutte. Malgré la grève et notre combat contre le gouvernement libéral, une lutte interne s'est donc amorcée et a été accompagnée de plusieurs moyens de pression dès cette semaine. La lutte continue pour faire reculer l'administration uqamienne et dénoncer l'inacceptable.

UQÀM

Courriel-COMM

lundi 14 mars 2005

GRAND SUCCÈS DE LA *NUIT DE LA RÉPRESSION GÉNÉRALE ILLIMITÉE*

La *nuit de la répression générale illimitée* du 10 au 11 mars dernier a été une grande réussite sur tous les plans. Plus de 48 étudiant(e)s de l'UQAM ont participé pacifiquement aux interventions policières de l'anti-émeute, créations de motifs d'accusations, chefs d'accusations lus en différé deux heures après les arrestations, séquestration, brutalité tout aussi archaïque que contemporaine et intimidations de tous styles, dans les corridors du deuxième étage du pavillon Hubert-Aquin et différents locaux des associations étudiantes en sciences humaines dont les locaux des modules de sociologie et d'histoire pour ne nommer que ceux-ci, du café Aquin, du comité bouffe, du local de l'ASE-UQAM, entre 12h30 et 4h00 du matin.

Placé sous la responsabilité du conseil d'administration et du rectorat de l'UQAM, l'événement était organisé conjointement par le Service de prévention et sécurité de l'UQAM et l'escouade anti-émeute du service de police de la ville de Montréal. Il a démontré que les gardes de sécurité soutenant plus de 40 policiers de l'anti-émeute armés de casques, boucliers et matraques à la main, peuvent s'exprimer et créer un contexte surréaliste d'intimidation, de violence et de censure politique de grande intolérance qui fait honneur à l'UQAM.

Plusieurs services et unités de l'UQAM ont été mis à contribution, en particulier le Service de prévention et sécurité, l'Accueil et soutien aux projets étudiants, le vice-recteur à la Planification et à la vie étudiante et secrétaire général, le vice-recteur aux Ressources humaines et affaires administratives, ainsi que les Services à la vie étudiante (SVE).

Nous tenons à souligner le professionnalisme et l'efficacité de l'équipe de négociation de l'UQAM, coordonné par Jacques «Mom» Desmarais, Mauro «Backstabber» F. Malservisi et Jean-Louis «Deux faces» Richer, qui a permis l'organisation de cet événement dans des délais records, continuant les négociations avec les représentants et négociateurs du comité d'occupation alors qu'ils avaient déjà demandé l'intervention de l'escouade anti-émeute depuis le début de l'après-midi du jeudi. Ils témoignent du talent, de la créativité et de l'hypocrisie du conseil d'administration et du rectorat de l'UQAM.

NOUS EXIGEONS LA DÉMISSION DE CES TROIS PERSONNAGES QUI N'ONT PLUS AUCUNE CRÉDIBILITÉ DEVANT LA COMMUNAUTÉ ÉTUDIANTE UQAMIENNE AINSI QUE CELLE DE M. ALAIN GINGRAS, DIRECTEUR DE LA SÉCURITÉ.

NOUS EXIGEONS LA DÉMISSION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU BUREAU DU RECTORAT AYANT PARTICIPÉ À CETTE CONSPIRATION ANTI-DÉMOCRATIQUE.

NOUS EXIGEONS DES EXCUSES PUBLIQUES DE LA PART DU RECTEUR.

NOUS EXIGEONS QUE LE RECTORAT ABANDONNE LES PLAINTES ET CHEFS D'ACCUSATIONS CONTRE LES ÉTUDIANT(E)S.

NOUS EXIGEONS QUE LE RECTORAT ET LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UQAM ADOPTENT UN RÈGLEMENT INTERDISANT L'ENTRÉE DE LA POLICE À L'INTÉRIEUR DES MURS DE L'UQAM, COMME LE STIPULE LA LOI SUR LA POLICE ET L'UNIVERSITÉ EN FRANCE.

L'ASSAUT MARS 2005

L'ASSAUT MARX (CCC)

SPÉCIAL GRÈVE

Les Enjeux de la Grève

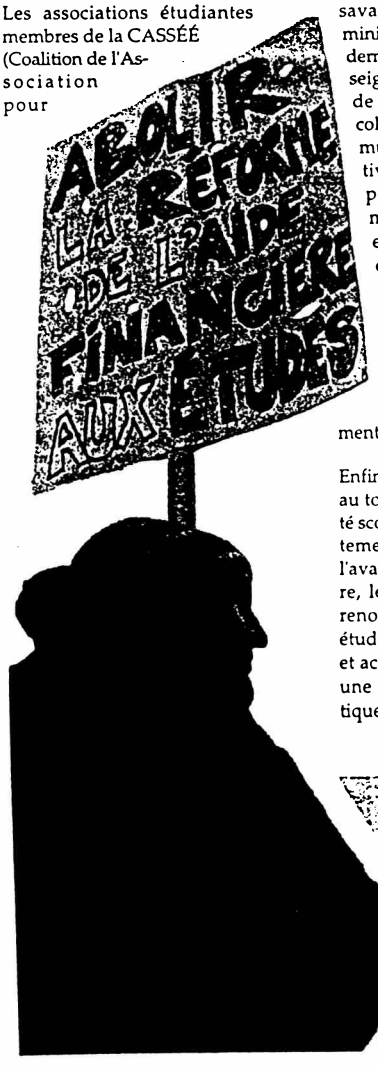
Julien Lapan

Le mouvement de grève étudiant depuis son commencement et à travers ses différentes étapes soulève de nombreuses questions. Afin de bien comprendre les nombreux enjeux de la grève, tant en ce qui concerne les revendications que les forces en présence, plusieurs rubriques sont présentes dans les pages de ce journal.

Les revendications

S'il est clair que le mouvement de grève étudiant exige l'annulation des compressions de 103 millions à l'aide financière aux études (AFE), qui se traduisent par une transformation des bourses en prêts et donc par une augmentation de l'endettement étudiant, cette revendication n'est pourtant pas l'unique demande du mouvement de grève.

Les associations étudiantes membres de la CASSÉÉ (Coalition de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante Élargie) revendiquent non seulement l'annulation des compressions mais également l'abolition de la réforme qui accompagne les coupures. La réforme, qui a pour effet de modifier le mode de versement de l'aide financière – les montants étant désormais versés mensuellement – s'attaque également au plafond des prêts. Advenant un prochain dégel des frais de scolarité toute augmentation de l'aide financière qui suivrait serait constituée non plus de bourses mais bien uniquement de prêts, ce qui laisse croire que la réforme prépare le terrain à un dégel éminent.



Sur un autre front, nous exigeons également la renonciation de la part du gouvernement à tout projet de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial. Après une année de crainte et de menace savamment entretenues, l'ex-ministre Reid a présenté en janvier dernier son plan sur l'avenir de l'enseignement collégial qui introduit de nouveaux pouvoirs pour les collèges. Les directions de cégeps munies de ces nouvelles prérogatives pourront déterminer leurs propres critères de sélection, mettre sur pied des programmes en lien avec la demande du marché local et décerner des « semi-diplômes » permettant à certain-e-s étudiant-e-s d'éviter la formation générale. Le tout s'inscrit dans le large processus de privatisation de l'éducation et exacerbera certainement la compétition entre collèges.

Enfin, ces revendications s'articulent au tour d'une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant. En mettant de l'avant le principe de gratuité scolaire, le mouvement de grève actuel renoue avec quarante ans de luttes étudiantes pour une éducation libre et accessible et plus largement pour une société plus juste et démocratique.

Voir page 5, Les forces en présence
Page 8, voir Le plan de match
Page 8, voir La grève à l'UQÀM
Page 9, voir Les locomos

Arrestations à l'UQÀM

La réponse de l'Association de sociologie (études avancées)

Montréal, lundi le 14 mars 2005

À la suite du communiqué de presse officiel émis par l'UQÀM vendredi dernier, en réaction aux événements de la nuit précédente, l'Association des étudiant-e-s des études avancées en sociologie (AEEAS) désire rectifier certaines informations qui y sont véhiculées. Dans la foulée de la grève générale votée par la plupart des associations étudiantes de l'UQÀM, plusieurs dizaines d'étudiant-e-s ont choisi d'occuper pacifiquement le pavillon Hubert-Aquin jeudi le 10 mars dernier et ce, dès 8h00. Il s'agissait alors de fermer les accès au pavillon, tant de l'intérieur que de l'extérieur, afin de donner une certaine visibilité à cette grève en perturbant, de façon tout à fait pacifique, les activités régulières de l'université.

Lignes de piquetage, distribution de tracts d'information, conférence sur l'endettement étudiant donnée par un professeur de sociologie, voici un rapide aperçu des activités qui ont meublé cette journée. Contrairement à ce qu'on peut lire dans le communiqué de l'UQÀM, les associations étudiantes à l'origine de ces activités sont des associations « dûment reconnues » par l'université. Parmi elles, on retrouve l'AEEAS, qui a lancé un appel à ses membres et aux autres associations étudiantes afin d'organiser des lignes de piquetage aux entrées principales du pavillon Hubert-Aquin.

La solidarité dont plusieurs employé-e-s de soutien de l'université ont fait preuve à l'égard des manifestant-e-s mérite d'être soulignée, ce dont le communiqué officiel de l'UQÀM ne parle pas. Un grand nombre d'entre eux se sont montré favorables à nos actions et revendications et n'ont opposé aucune résistance au moment de quitter les lieux suite à la fermeture de leur service.

Au cours de cette journée, des négociations continues entre les étudiant-e-s et des représentant-e-s de l'administration de l'UQÀM se sont déroulées en toute bonne foi et dans un climat relativement détendu. L'occupation s'est poursuivie dans la nuit du 10 mars dans les mêmes conditions, du moins jusqu'à l'entrée en scène de l'escouade anti-émeute des services de police de Montréal. Quarante-cinq étudiant-e-s ont ainsi fait l'objet d'une arrestation impromptue, aléatoire et de surcroît fort musclée. L'administration de l'UQÀM devra ainsi nous expliquer pourquoi il aura fallu un aussi long moment avant que les « prévenu-e-s » ne soient informé-e-s de la nature de leurs délits, soit de méfait et d'attroupement illégal.

Alors que le ministre de l'Éducation condamne haut et fort les actes violents de certain-e-s représentant-e-s étudiant-e-s, il nous apparaît tout à fait inacceptable de réprimer aussi violemment une manifestation dont le caractère pacifique ne s'est jamais démenti et qui a reçu l'approbation d'une majorité d'employé-e-s du pavillon concerné. Par conséquent, nous demandons le retrait immédiat des deux chefs d'accusation portés contre chaque étudiant-e arrêté-e, qui nous apparaissent illégitimes et injustifiés en regard des actes effectivement commis.

L'Association des étudiants et étudiantes des études avancées en sociologie de l'UQÀM (AEEAS)

Ma grève de rêve

J'espère qu'un jour les gens se rendront compte que leur vie ne dépend aucunement de leurs choix, mais bien des choix des maîtres qui nous dirigent. J rêve du jour où les gens se prendront en main, s'organiseront et refuseront e masse de s'abaisser à baiser les pieds du premier venu qui à de l'argen J'agrémente mon désespoir de ces images violentes pour que je ne puisse, mon tour, sombrer dans l'apathie meurtrière. Je rêve d'une grève de l'huma ne, où les gens développeront leur individualité dans la masse communis et autogérée, où les gens s'arrêteront de courir pour marcher et flâner au g du vent... la révolution n'est pas un sprint, mais bien un marathon où ch cun prend le temps de vivre et de s'arrêter. Oui à une grève de l'Humain- oui à la libération de nos esprits, oui à la révolution verte!!

Jean Rage Terre et Liberté

SPECIAL GRÈVE

Le mot de la permanente

-ing!)

.FESH : bonjour!
)ui, euh, moi j'étudie en Éducation,
is j'ai un cours en Histoire du
pal au XIVième siècle, je me
nandais si par hasard, vu que mon
)f a dit qu'il donnait son cours
ınd même, je devais me présenter
examen de mon autre cours du
di soir qui se trouve au DS-R510,
is qui ne fait pas partie de la
ulté des sciences humaines... en
ma question est à savoir si la
ulté des arts est en grève? Pis la
JQ, elle, elle fais-tu partie de la
SSEÉ ou de la FECQ?
aaaaaahhhhh!
ydia, réveille-toi! C'est juste un
e!
aaahhh.... ouf.

y'est, le temps s'est arrêté. C'est la
ve. De mon côté, ben, c'est pas la
ve. En fait, c'est un peu la grève,
ıs ma tête et avec vous autres,
is je veux dire, je ne vous cacherai
que je rentre travailler quand
me. Ceci dit, je ne veux pas vous
ler de mon travail, mais de poli-
ıe. Voilà, c'est parti :

ons politique

ıe rend compte que même lorsque
ıs choisissons d'arrêter le temps
de manifester notre profond
accord avec des décisions prises
l'engrenage gouvernemental
ppelons ça une grève –, nous sommes au prise dans nos carcants socialisés, dans les modèles que la société nous impose. Qui plus est, alors que nous décidons démocratiquement de faire une action non-violente, tout gentille et charmante, comme par exemple, bloquer un pavillon en temps de grève, cette socialisation, par le biais d'intervention de l'État, se déploie dans toute sa splendeur, dans toute sa violence psychologique.

L'administration de l'UQÀM a demandé à l'anti-émeute de Montréal de faire du ménage dans son palais. Le résultat : 48 étudiant-e-s arrêté-e-s le 11 mars 2005 à minuit et demi. Attendez, je vais vulgariser.

L'UQÀM a appelé une gang de gros gars armés et casqués pour arrêter physiquement des citoyen-ne-s membres de sa communauté. Pas une gang de guerilleros armés de kalashnikovs qui préparent un putsh sanglant, pas un collectif de kamikazes frus, je veux dire, on parle pas de la Révolution cubaine ou d'un assaut contre le World Trade Center, wôwe, on se calme : on parle de monde qui occupe un pavillon universitaire pendant une grève étudiante au Québec. On peux-tu se mettre l'analyse politique à la bonne place, svp? On parle de violence, de méfaits, d'attroupement illégal... depuis quand c'est illégal d'être plus que deux dans une grève? Depuis quand on peut pu essayer de croire que l'université est un lieu public et qu'en quelque part, il nous appartient, du moins, le temps d'une nuit ou deux?

Politiquement, l'administration de l'UQÀM s'est tiré dans le pied. Les membres de ce Conseil d'Administration nous ont montré leur brand new façon d'administrer : à la néolibéral freak, en utilisant les armes et la violence pour contenir la population. Peut-être ont-ils cru que le temps d'une nuit, ça allait soulager deux-trois gestionnaires insomniaques et soucieux de leur budget, mais à long terme, que les gestionnaires mettent ça dans un petit coin de leur livre comptable : la politique ça implique des êtres vivant-e-s avec des idées et surtout, une mémoire... La politique, même si les politicien-ne-s sur les scènes fédérales et provinciales voient tout à court terme, est beaucoup plus complexe que ça, beaucoup plus riche. Il est ridicule et naïf d'embarquer dans cette vision de la politique, du politique, franchement, ça enlève toute crédibilité et cohérence à l'Administration de l'UQÀM...

Enfin...

Dans ma tête, une université n'a pas que le rôle d'offrir des cours à des étudiant-e-s, mais a aussi un rôle social. Je me disais que l'un de ses rôles était d'offrir un genre d'asile politique laïque, pour permettre aux gens de reprendre leur souffle de la société néolibérale et de l'oppression politique. Un peu comme les Églises, mais le curé en moins. Or, l'UQÀM a démontré qu'elle n'était qu'une simple institution, partie prenante du vivre-ensemble capitaliste, postmoderne, paternaliste et violent et je crois que nous devons réagir, mais surtout agir et dénoncer cet assaut contre la démocratie, voir, pour être poète, contre la liberté, ni plus, ni moins.

Solidairement.

LES ENJEUX DE LA GRÈVE

es forces en présence

lusieurs associations étudiantes nationales occupent l'avant scène de la ève. Le premier de ces regroupements est la CASSÉÉ, la Coalition de Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante Élargie. La CASSÉÉ, mme son nom l'indique, est une coalition qui dépasse les bases de l'asociation nationale sur laquelle elle se fonde, l'ASSÉ dont notre association, AFESH, fait partie. C'est la CASSÉÉ qui est à l'origine du présent mouvement de grève et qui, encore aujourd'hui, rassemble la grande partie des udiant-e-s en grève générale illimitée.

CASSÉÉ a été mise sur pied suivant le constat que les forces de l'ASSÉ nviron 20000 membres) ne pourraient à elles seules porter le mouvement grève et créer un rapport de force suffisant pour négocier avec le gouvernement et prévenir une éventuelle récupération des fédérations étudiantes. Dès l'automne, des associations indépendantes, comme celle du égep du Vieux-Montréal et l'AFELLC à l'UQAM notamment, ont montré ur intérêt à s'unir dans la lutte. Non créée sans heurt ni sans débat, la ASSÉÉ permet de pallier pour le moment de la grève à la faiblesse relave de l'ASSÉ.

CASSÉÉ ne se distingue pas seulement des fédérations étudiantes par n approche plus combative mais également par ses revendications qui épassent largement la demande de réinvestissement des 103 millions amputés à l'aide financière. C'est toute la réforme des prêts et bourses que vise la Coalition mais aussi les tentatives de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial. De plus, en articulant ses revendications au tour du principe de gratuité scolaire, la CASSÉÉ s'inscrit dans la continuité du syndicalisme étudiant, pensé non pas comme groupe de pression corporatiste mais comme mouvement social interpellant toute la société.

De l'autre côté du mouvement étudiant on retrouve les deux fédérations étudiantes, la FECQ et la FEUQ. Bien qu'elles fassent partie du mouvement de grève à l'heure actuelle, les fédérations étudiantes privilégient traditionnellement d'autres moyens d'action. Rappelons qu'au moment du déclenchement de la grève, les deux fédérations jugeaient encore le mouvement « prématuré ». Ce n'est que devant la croissance accélérée de la grève et la pression effective du mouvement qu'elles ont décidé d'emboîter le pas. D'ordinaire les fédérations préfèrent axer leurs efforts sur la concertation, le lobbying et la publicité appuyés par quelques moyens de pression doux et une grosse manifestation annuelle, « égayée » à chaque fois d'un avion aux couleurs de la FEUQ.

Non accoutumées à la création d'un véritable rapport de force, les fédérations se limitent également à une plate-forme de revendication mince, leur seule demande étant le réinvestissement dans le prochain budget des sommes retranchées à l'aide financière. Notons qu'elles ne demandent même pas le réinvestissement rétroactif, soit pour l'année en cours, qu'elles jugent « irréaliste ». Malgré l'importance de la CASSÉÉ, les fédérations sont les seules associations nationales acceptées à la table de négociation par le ministre, qui a tout avantage à s'entourer de « leaders responsables » aux revendications « réalistes ».

SPÉCIAL GRÈVE

À la défense de la démocratie. Un monde menacé

Benoît Coutu
Richard Dion
Jean-François Fortier
François Noël-Pizarro
Julien Lapan

« Celui que l'on ne veut pas connaître comme un être politique, on commence par ne pas le voir comme porteur des signes de la policité, par ne pas comprendre ce qu'il dit, par ne pas entendre ce qui sort de sa bouche. » – Jacques Rancière, Aux bords du politique.

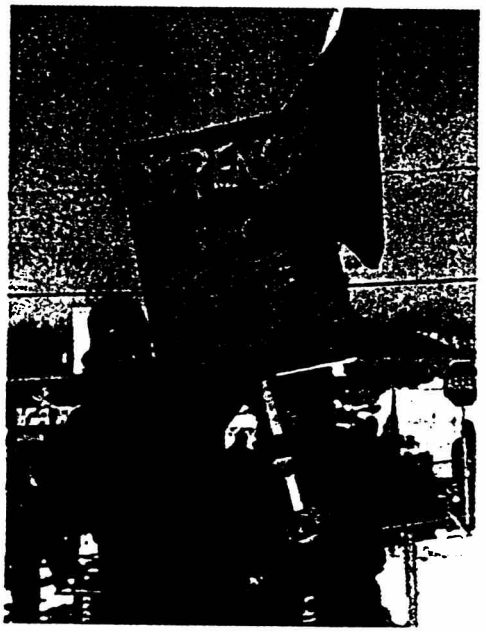
Bien des choses ont été colportées ces derniers jours en ce qui concerne le déclenchement de la grève générale illimitée par plus de 40,000 étudiant(e)s cégepien(ne)s et universitaires adhérant à la coalition élargie CASSÉE. Afin de comprendre la situation actuelle de la grève, nous devons la remettre dans le contexte politique du Québec. Il faut jouer à l'autruche pour ne pas voir que ce sont les acquis sociaux qui sont menacés après plus d'une décennie de politique néolibérale. C'est dans ce contexte que les signataires, membres de l'AEEA-Sociologie (Association des étudiants et étudiantes aux études avancées en sociologie - UQAM, dont les membres font partie de l'AFESH, l'Association facultaire des étudiants et étudiantes en sciences humaines, membre de la coalition élargie) soutiennent la grève générale illimitée.

Notre mouvement s'affirme comme une volonté de repolitisation de l'économie et de la société...

103 millions – oui et non...

Il est prioritaire de dire que les revendications de cette grève ne se limitent pas qu'au retour des 103 millions dans le programme de prêts et bourses. Notre association se positionne pour des revendications plus élargies dont, entre autres, le retrait des contrats de performance, la gratuité scolaire ainsi que la bonification des prêts et bourses pour les cas particuliers comme par exemple les familles monoparentales. Nous exigeons le retour des anciennes modalités de remise de l'aide financière, c'est-à-dire que nous sommes contre l'idée d'une gestion mensuelle des prêts (qui nous enlève tout emprise réelle sur notre argent) et la transformation des bourses en prêts qui double ainsi d'un seul coup l'endettement des étudiant(e)s. Nous croyons donc que le mouvement étudiant doit tenir compte de la crise structurelle que subit l'université, le système scolaire et la société en générale.

Nombreux sont nos détracteurs qui nous accusent de nous en tenir qu'à des revendications pécuniaires. Ce n'est pas faux. Cependant, contrairement à l'idéologie économiciste et technocratique du régime néolibéral, lequel repose sur la dépolitisation de l'économie, c'est-à-dire sur le retrait de l'économie comme enjeu socio-politique collectif, nous jugeons que c'est un problème de société. Les discours soutenant que l'économie n'est qu'une question de responsabilité individuelle relevant de la sphère privée voilent l'imposition d'une pléthore de mécanismes de régulation socio-économiques. En parallèle à l'explosion de nouvelles « lois spéciales » votées en catimini, l'État met en place des programmes de gestion de notre argent et décide de nos besoins de sorte que la personne, l'étudiant(e) ou le citoyen(ne), a le sentiment de perdre l'emprise sur son devenir, ne lui laissant aucune capacité réelle de choisir et d'agir selon ses propres intérêts et en conséquence, sur sa propre vie. C'est la perspective même de fonder une famille qui est remise en question. Les étudiant(e)s sont de plus en plus pris en charge par le dit « système » ! Ce n'est pas en coupant 103 millions, en déposant nos prêts directement dans notre compte sous condition de la signature préalable d'une autorisation de dépôt directe et en voulant gérer notre budget mensuel que nous allons former de bon(ne)s citoyen(ne)s. Sans compter les nombreuse réformes qui, par les coupures dans les services à la vie étudiante, ont pour conséquence d'augmenter de manière indirecte les frais de scolarité. Alors est-ce vraiment nécessaire de les augmenter puisqu'ils le sont continuellement mais d'une façon détournée ?



Notre mouvement s'affirme comme une volonté de repolitisation de l'économie et de la société, c'est-à-dire de faire de l'économie un enjeu collectif et non une simple théorie d'équilibre entre intérêts particularistes, égoïstes et individualistes. Le régime néolibéral, adopté par la majorité des partis politiques, traite les individus comme des catégories administratives (un simple algorithme dans la machine bureaucratique), ce qui remet en question leur dignité humaine. L'individu, comme être social, est politique. Et ce n'est que par la politique que le sujet peut se considérer comme un citoyen.

Repolitiser l'économie nous impose de dépasser la simple revendication des 103 millions pour faire apparaître les autres revendications qui sont omises par les médias, et qui concernent les réformes structurelles qui menacent l'ensemble de la société québécoise.

Violence et démocratie

Le gouvernement Charest (c'est volontairement que nous ne parlons pas d'un gouvernement libéral) accuse de violence (ou un procès d'intention) les étudiant(e)s et se réfugie derrière le premier incident pour refuser de négocier. Nous devons rappeler à ce gouvernement que le monopole de la violence n'est pas dans notre camp. C'est précisément en réponse à la violente fin de non-recevoir du gouvernement que nous avons déclenché la grève, et c'est seulement face à cette mesure extrême que le gouvernement s'est décidé à négocier. En ce sens, la violence sournoise issue des politiques néolibérales ont fait plusieurs victimes invisibles dans l'ensemble de la société.

L'accusation de violence n'est qu'un leitmotiv gouvernemental pour faire taire toute opposition politique et sociale. Ce que cette accusation nie : l'existence et la légitimité du dissensus politique.

Nous ne pouvons oublier l'humiliation subie par les employé(e)s de la SAQ (démontrant bien le traitement réservé aux employé(e)s précaires ou à temps partiel, dont bon nombre

SPECIAL GRÈVE

sont des étudiant(e)s et des femmes) ; les coupures répétées dans le programme des prestations de l'aide sociale dont notamment celle effectuée au début de cette année pour les personnes habitant toujours chez leurs parents ; la situation de notre système de « santé » et les conditions de travail des infirmières (une jeune femme est décédée au volant de sa voiture, endormie après avoir travaillé 18 heures de suite) ; ces enfants qui n'auront plus de déjeuner le matin à l'école ; les conditions de vie des mères monoparentales et l'absence quasi complète de politique familiale (qu'on nous parle pas de réduction d'impôts) ; les coupures budgétaires pour les groupes communautaires qui ont pour conséquence de mettre les organismes en compétition entre eux ; les personnes âgées ; la destruction de la nature, etc.

Ceci n'est pas une simple liste d'épicerie ; nous voulons démontrer que le gouvernement n'est pas en situation de juger de la violence dans notre société, et encore moins en position de donner des leçons de démocratie (est-ce que notre gouvernement aurait oublié les valeurs républicaines, particulièrement celle du respect de la volonté populaire). Il ne faut pas oublier que si nos dirigeants sont élus démocratiquement; cela ne leur attibut point une légitimité absolue...

Notre lutte est une lutte de la société québécoise toute entière ; nous sommes des étudiant-e-s mais avant tout nous sommes des citoyen-ne-s et, de ce fait, nous représentons la volonté populaire.

Le monopole de la violence légitime, au fondement de l'État de droit, se traduit généralement sous la forme de violence informelle, de violence structurelle, de violence institutionnelle, quand ce n'est pas sous la forme de la violence formelle du système juridique et de la violence policière explicite lors des arrestations préventives (pendant le sommet de Québec en avril 2001 ou les manifestations contre le G20 à Montréal en 2003). En fait, la stratégie du gouvernement est de délégitimer tout mouvement de contestation pour mieux nous criminaliser, nous, jeunesse politisée, continuellement représentée comme une nuisance à la tentative de destruction des structures de notre société. Il est de toute évidence que, dans une grève, il peut y avoir des accrochages. Et ceci s'est produit dès le premier jour de la grève. Un gréviste a été rudement malmené par des anti-grévistes qui ne voulaient pas respecter le piquet de grève.

Nous le disons, nous sommes pacifistes mais jamais nous accepterons que notre intégrité morale ou physique soit menacée. Et parlons des policiers qui encadrent étroitement nos manifestations au nom de notre propre sécurité. Avec cette tactique, au moindre incident, la police se donne le droit de réprimer le mouvement étudiant. Notre lutte est une lutte de la société québécoise toute entière ; nous sommes des étudiants mais avant tout nous sommes des citoyen(ne)s et, de ce fait, nous représentons la volonté populaire.

S'il y avait un prix de l'ineptie politique, nous croyons que Pauline Marois et Bernard Landry auraient gagné la palme d'or pour leurs commentaires de soutien aux grévistes. Ceux-ci sont les bienvenus et, par le fait même, nous tenons à les remercier pour leur franc aveu de paternalisme lorsque il et elle ont affirmé appuyer les grévistes, tout en condamnant leurs actes violents. Voulez-vous nous dire en quoi ce sermon est différent des commentaires du ministre Fournier ? Des actes violents, lesquels je vous demande ? La grève ne vient à peine de commencer qu'on nous balance cette réplique préparée d'avance alors qu'aucune action politique n'a encore été réalisée ! Ça sent le réchauffé... L'accusation de violence n'est qu'un leitmotiv gouvernemental pour faire taire toute opposition politique et sociale. Ce que cette accusation nie : l'existence et la légitimité du dissensus politique.

En conséquence, nous appellons la population québécoise à appuyer la grève générale illimitée des étudiant(e)s et à participer aux manifestations nationales organisées par le mouvement étudiant.

Au nom de AEEA-Sociologie (Association des étudiant(e)s aux études avancées en sociologie de l'UQAM.

P.S. Pour en finir avec le débat interne sur la grève...

La FEUQ, opportunisme et non représentative

Dans un cinéma près de chez vous : La FEUQ, lobby d'intérêts corporatifs particuliers recherche désespérément le monopole de la représentation et de la parole publique à titre de négociateur en chef sans consultation préalable, afin d'imposer ses revendications tout en profitant du rapport de force créé par l'autre coalition, attitude paternaliste comprise avec opportunisme politique.

Malheureusement, au cours des années, la fédération des étudiants universitaires du Québec est devenue une école de formation pour futur(e)s gestionnaires au sein des lobbys corporatifs. Coupée de sa base (les médias omettent de mentionner que des associations membres en désaccord avec la FEUQ sont dorénavant associées à la coalition élargie), la FEUQ est dorénavant une machine bureaucratique qui tourne à vide dont les actions relèvent du cirque médiatique (les pubs télé, les gros trucks et les discours tout aussi mièvres qu'insipides de ses dirigeants). Nous la considérons, pour cette raison, un agent de reproduction sociale de la classe politique et d'une hiérarchie sociale discriminante. Pour l'instant, la défaite actuelle de la FEUQ est triple : contre les grévistes coalisé(e)s qui sont l'avant-garde d'un mouvement social qui prend de l'ampleur, contre le gouvernement, contre ses propres membres qui vont perdre plus qu'ils et elles vont gagner si la tête dirigeante de leur fédération continue dans cette voie à-plat-ventriste. Ainsi, si nous ne sommes pas affiliés à la FEUQ et que nous ne la reconnaissons pas comme notre représentante légitime, mais adhérons à la coalition élargie, ceci s'explique par l'attitude et les positions de la fédération étudiante. Cependant, nous espérons que ses membres se mettront au diapason, certaines associations l'ont déjà faite, avec toutes les revendications de la coalition élargie...

À ceux et celles qui affirment ne jamais recevoir l'information sur les assemblées générales, les différents scrutins et autres éléments de la démocratie directe étudiante à l'UQAM.

C'est précisément en réponse à la violente fin de non-recevoir du gouvernement que nous avons déclenché la grève, et c'est seulement face à cette mesure extrême que le gouvernement s'est décidé à négocier.

Les rédacteurs de cette lettre sont inscrits à l'UQAM depuis plusieurs années déjà... Nous pouvons vous dire que s'il y a bel et bien une chose qui est largement diffusée, presqu'à saturation, c'est bien les nombreuses et sempiternelles assemblées générales et autres réunions, consultations, référendums etc. qui peuvent se tenir dans les différentes facultés de notre université. Après les babillards, les envois postaux, les listes courriels, les blogues, les sites internets des nombreuses associations, la radio étudiante, les tracts, les pamphlets, les affiches un peu partout, les tournées de classes, les petites actions annonciatrices des futurs événements et les discussions dans les cafés étudiants, semblerait-il qu'il n'y aurait que la télévision et les quotidiens qui soient adéquats pour rejoindre certain(e)s étudiant(e)s. Si à l'émission « Tout le monde en parle » il en a été question, c'est que tout le Québec est au courant. Il est vrai qu'un étudiant(e) habitué(e) à la non-communication du « conseil des ministres » de la FEUQ ne peut qu'être aveuglé(e) par tant de sources simultanées d'informations à ne pas y voir un iota d'appel à la consultation ! Devant cette apparence de profond fossé entre les membres et les conseils exécutifs, nous suggérons donc aux associations étudiantes d'adopter les moyens de communication suivant : les signaux de fumée amérindiens, la publicité aérienne, les crieurs de rue, les hommes-sandwichs, les camions-publicitaires du centre-ville, les nus vites tatoués, les chimpanzés parlant, les pigeons voyageurs et pourquoi pas les messages subliminaux sur les canettes de pepsi...

SPÉCIAL GRÈVE

LES ENJEUX DE LA GRÈVE

Le plan de match

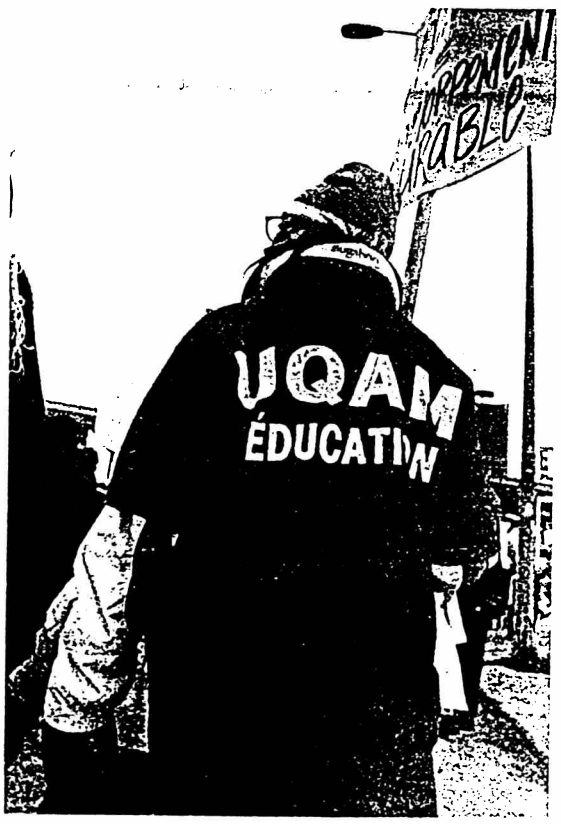
Si la grève générale illimitée est un moyen d'action extrêmement efficace lorsqu'elle se déploie dans toute son envergure et dans sa capacité à déranger l'ordre social, il n'est pas facile pour autant d'y recourir. En ce qui concerne la grève actuelle, plusieurs mois et d'innombrables heures de mobilisation ont été nécessaires afin de réussir véritablement à mettre la machine en marche. Dès le début de la session d'automne 2004 la mobilisation s'est amorcée dans la perspective de faire céder le gouvernement. Parallèlement à ce travail de conscientisation s'amorçaient les premières réflexions sur la pertinence du recours à la grève générale illimitée.

Même si la grève est rapidement apparue pour plusieurs comme le seul moyen susceptible de faire céder le gouvernement d'idéologues néolibéraux à Québec, la question du plan de match à suivre pour y arriver méritait réflexion et débat. C'est dans le contexte de la faiblesse relative du mouvement étudiant combatif qu'a été avancé le plancher de sept associations dotées d'un mandat de grève pour déclencher le débrayage. Le pari était risqué mais se fondait sur un espoir : que le départ en grève d'un noyau dur entraîne rapidement d'autres associations dans le mouvement. À partir d'un certain niveau, un mouvement de grève national s'alimente par lui-même puisque devant le caractère réel de la grève, les associations étudiantes sont amenées à se prononcer rapidement sur la question.

Ce pari, qui était le nôtre, a été gagné haut la main jusqu'à maintenant. Au-delà de nos espérances, le mouvement de grève a rapidement pris une ampleur étonnante, particulièrement en milieu universitaire où les étudiant-e-s sont traditionnellement plus frileux et frileuses devant ce moyen d'action. Maintenant que la mobilisation préalable, le départ du mouvement et l'élargissement de la grève ont été couronnés de succès, il ne reste plus qu'un objectif essentiel à atteindre : maintenir le cap, augmenter la pression et tenir, tenir jusqu'à ce que le ministre cède pour que nous puissions crier victoire.

LES ENJEUX DE LA GRÈVE
La grève à l'UQAM

Si le véritable retentissement de la grève générale se fait sentir au niveau national, la grève comme expérience de lutte et de contestation se vit sur le plan local. À l'UQAM, la grève générale de 2005 connaît une ampleur sans précédent. Alors qu'on pouvait s'attendre à ce que l'AFESH-UQAM soit un des piliers de la grève et que les associations issues de l'ex-AGEsshalc embarquent dans le mouvement, l'entrée en grève de l'ADEESE (Éducation), de l'AESS (Sciences) et de l'AÉESG (Gestion) tout récemment, surprend autant qu'elle enthousiaste. C'est toute l'UQAM qui est maintenant en grève.



La force du mouvement local n'est toutefois pas garante d'une harmonie dans les dynamiques de grève pan-uqamienne. Afin de coordonner la grève sur le campus, d'échanger et de mélanger les forces d'étudiant-e-s issu-e-s d'associations facultaires différentes, plusieurs comités ouverts ont dès le commencement de la grève été mis sur pied : comité d'occupation, comité garderie, comité bouffe, comité action, comité éducation populaire, etc.

À l'AFESH, une autre instance, issue de l'assemblée générale, s'ajoute aux multiples comités : le conseil de grève. Véritable extension de l'A.G. de l'AFESH en ce qui concerne les questions liées à la grève, le conseil de grève, qui se réunit à 10h00 tous les matins, est ouvert à tou-te-s les grévistes. La volonté initiale était de créer une instance reconnue par toutes les associations qui agisse comme centre de décision et de coordination de la grève à l'UQAM. Malgré ce désir de mettre sur pied un centre politique à la grève, le conseil n'est reconnu dans son caractère décisionnel que par l'AFESH. Il demeure toutefois un lieu de coordination générale et d'échange pour des militant-e-s de différents horizons.

Plusieurs actions depuis trois semaines ont été mises de l'avant par les grévistes de l'UQAM. Ainsi, dès le jeudi 24 février, au sortir des assemblées générales de déclenchement pour la plupart des associations étudiantes en grève, une importante manifestation a été organisée dans le centre-ville de Montréal. Le lundi suivant, l'ADEESE organisait une autre manifestation qui s'est dirigée devant des bureaux du ministère de l'éducation. Du piquetage symbolique, des actions de sensibilisation dans le métro, de la production et de la distribution massive de carrés rouges ont également été organisées.

Enfin, des actions qui ont suscité de houleux débats se sont déroulées lors de la deuxième semaine de grève. Méga-projet artistico-culturel organisé par l'AFELLC, la nuit de création générale illimitée s'est tenue dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 mars et a réuni plus de 1000 participant-e-s et artistes. Le projet a toutefois soulevé l'ire de plusieurs grévistes, les responsables de l'organisation ayant notamment contribué à l'embauche de gardes de sécurité supplémentaires.

Dans la nuit suivante, une occupation qui se tenait dans le pavillon Hubert-Aquin, qui avait été accompagnée par un blocage dans la journée, a été réprimée par une intervention policière commandée par l'administration uqamienne. Près d'une cinquantaine d'étudiant-e-s ont été arrêté-e-s . Cette odieuse répression n'était justifiée sous aucun prétexte. L'occupation des lieux était festive et ouverte. Les policiers sont débarqués à minuit et demi sans avertissement et ont raflé tout le monde présent dans le pavillon, sans distinction.

Dès le lendemain la réaction s'est organisée. Lors d'une conférence de presse, des arrêté-e-s et des représentant-e-s de l'ensemble des syndicats de l'UQAM et de la ligue des droits et libertés ont dénoncé les arrestations. Une manifestation a également été organisée le soir même. La lutte a continué toute la semaine dernière pour avoir des réponses, faire tomber les charges, connaître les responsables de la répression et obtenir leur démission.

Malgré quelques divisions internes et le fouillis relatif de certaines actions, le mouvement de grève à l'UQAM est grouillant et bien vivant. La décentralisation des initiatives et la dispersion du mouvement s'expliquent en grande partie par la diversité des associations étudiantes qui prennent part au mouvement. Chacune ayant sa propre assemblée générale, son propre exécutif, ses propres instances, il est difficile de dépasser cette situation. Au-delà des difficultés, la grève continue à se créer à chaque jour par les actions et les énergies des militant-e-s sur le terrain.

L'ASSAUT MARS 2005

SPECIAL GRÈVE

LES ENJEUX DE LA GRÈVE
Les inconnus

Malgré l'effectivité de la grève générale illimitée et l'important rapport de force que nous avons, tous et toutes ensemble, réussi à construire, plusieurs réponses nous demeurent inconnues. C'est au cœur de ces questions, de ces éléments inconnus que se joue le véritable dénouement et la portée du mouvement que nous avons créé. Quels sont les risques de récupération du mouvement par les fédérations qui n'ont pas contribué à le lancer, le gouvernement cédera-t-il sans contrepartie, qu'elle portée peut avoir cette grève au-delà de ses revendications et de ses gains éventuels ? Autant de questions qui méritent réflexion.

Le premier grand enjeu est celui de la récupération du mouvement. Cette menace plane bel et bien sur la grève à l'heure actuelle et trouve sa justification dans l'exemple de la dernière grève étudiante générale illimitée au Québec, la grève de 1996. À l'époque, en pleine folie du déficit zéro, le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard avait fait part de son intention de dégeler les frais de scolarité. La ministre de l'éducation de l'époque, Pauline Marois, avait face au mouvement de grève et comme aujourd'hui, avait privilégié la négociation avec les fédérations étudiantes. Le résultat de cette négociation est ce que nous cherchons à éviter : en échange du maintien du gel des frais de scolarité, les fédérations avaient accepté la taxe à l'échec. Bref, il s'agissait d'une entente à rabais, négociée au sommet.

Aujourd'hui, malgré sa force, le mouvement de grève n'est pas à l'abri d'une telle récupération et des concessions qui s'en suivent. La minceur des revendications des fédérations, la propension du ministre Fournier à ne vouloir négocier qu'avec elles et la tendance historique de la FEUQ et de la FECQ à la concertation forment les ingrédients potentiels d'une telle sortie de grève. De plus la FEUQ vient d'annoncer son ouverture à un réinvestissement sous les 103 millions. Si les fédérations ont un poids relatif dans la grève plus faible que leur poids médiatique, il ne faut pas sous-estimer leur capacité à freiner le mouvement lorsqu'elles « auront une entente ». À cet effet, au-delà de l'offre douteuse de Fournier, les menaces de concessions sont déjà importantes : indexation des frais de scolarité, dégel à venir à l'automne, réinvestissement partiel, réinvestissement non rétroactif. Autant de possibilités qui se discutent à l'heure actuelle.

Face à la menace de récupération, la réponse des grévistes ne peut se traduire que par plus de mobilisation et de fermeté dans la conduite de la grève. La force du mouvement, et particulièrement de la CASSÉÉ, ne met pas seulement de la pression sur le gouvernement mais aussi sur les fédérations, une pression qui doit les forcer à ne pas accepter n'importe quelle entente à rabais sans en payer un important coût politique. À cet effet, nous devons avoir confiance dans la force croissante de la CASSÉÉ et continuer notre lutte jusqu'au bout.

Cette conclusion soulève le deuxième enjeu d'importance : quand le ministre cèdera-t-il ? Cette question met en jeu les intérêts et positions du gouvernement dans la présente lutte. Si plusieurs signes permettaient d'envisager que le gouvernement céderait sous peu, du moins sur la question des 103 millions, la fermeté et l'arrogance du ministre appellent à la prudence.

Depuis le début de la grève, le ministre tente de gagner du temps. Nous l'avons vu d'abord, ses premières réactions infantilisantes et arrogantes montrent jusqu'à quel point Fournier a été dérangé et dépassé dès le début par l'ampleur du mouvement de contestation. De plus, l'insistance constante sur la question de la violence, martelée sur toutes les tribunes par le ministre à tel point qu'à l'écouter on se croirait en plein conflit israélo-palestinien, ne peut être interprétée que comme une stratégie de diversion à l'endroit du mouvement de grève.

Diviser pour mieux régner, pour semer le doute, pour créer la confusion et gagner du temps, tel est l'objectif du ministre Fournier par cette dénonciation de la « violence ». La manœuvre n'a toutefois connu qu'un succès relatif. Il y a une limite au temps qu'il peut gagner sans avancer une nouvelle « solution », d'autant plus que les pressions se font de plus en plus fortes pour qu'il revienne sur la décision.

En fait, il apparaît que la véritable difficulté du gouvernement à céder n'est pas tant financière que politique. Critiqué de toutes parts, au plus bas dans l'opinion publique, le gouvernement libéral ne tient pas à faire à nouveau volte-face et à prouver par le fait même que la contestation et le recours à la grève sont à même de le faire plier. Cette dernière considération prend d'autant plus d'importance à l'aube d'un éventuel conflit de travail avec la fonction publique. C'est pourquoi, afin de sauver la face, le gouvernement tentera d'obtenir une entente à rabais, ce qui nous ramène à la question précédemment soulevée du danger de récupération et à la nécessité de rester uni-e-s et fort-e-s dans notre lutte.

GRÈVE SCOLAIRE

Toutes les grandes coupures
Dans le monde scolaire
Font rappeler les dictatures
De "l'ignorance" se satisfaire

C'est ce qui convient à certains
Au pouvoir de chaque nation
Envoyer l'éducation au lointain
Créant ainsi la soumission

Arrêtez pays de ce monde
De transplanter des grosses têtes
Tuant leur motivation profonde
Les rendant analphabètes.

Gardez vos êtres précieux
Les instruisant chaque jour
En les gardant très studieux
Pour être un pays fort à votre tour.

Un pays est sans doute très fort
Ayant un très bon gouvernement
Autrement ne cause rien que du tort
Et un gros mécontentement.

On a droit à une bonne éducation,
À des parents aimants qui nous épaulent,
En se gardant en bonne union
Et au bon exemple des gouvernements.

Nous vous prions parents et éducateurs
Aidez-nous à défendre nos droits
Devant nos élus gouverneurs,
Comme vous l'aviez fait autrefois.

Nous les étudiants et étudiantes

Le troisième enjeu de la grève est plus diffus, moins à même d'être saisi aussitôt. Je qualifierais cet aspect d'« horizon politique », c'est-à-dire la capacité de notre mouvement à dépasser dans ses formes, son discours et ses effets le simple cadre de son action formelle et de ses revendications concrètes. Cet horizon politique se manifeste à la fois à travers le caractère formateur de la grève pour toute une génération de militant-e-s mais aussi en ce que la grève possède de capacité d'interpeller l'ensemble de la société sur des enjeux politiques qui concernent toute la société. L'horizon politique prend également forme au sein des expériences de création propres à une grève : occupation et habitation des institutions d'enseignement, création de nouvelles formes d'organisation et de contestation, autogestion, etc.

Le présent mouvement de grève est particulièrement intéressant en cela qu'il a remis au cœur de certains débats publics la question de la gratuité scolaire. Dans cette ère néolibérale, où les débats de société se limitent souvent à la teneur des baisses d'impôts à venir, entendre parler de gratuité scolaire agit comme un vent de fraîcheur. Sur ce point, l'organisation de la CASSÉÉ et la place qu'elle occupe dans le mouvement ont eu une importance capitale.

Reste la question de la portée réelle de tels débats et de la capacité du mouvement à former de nouvelles militantes et de nouveaux militants. Si la grève générale soulève des débats intéressants, il est fort probable que la tribune qui est créée par le rapport de force étudiant disparaisse lorsque les étudiant-e-s mettront fin au mouvement. L'influence de la grève sur les individus est plus difficile à évaluer en ce moment. Ce n'est que dans les années à venir que nous serons à même de saisir jusqu'à quel point la grève générale aura pu forger de nouvelles consciences progressistes.

CASSÉÉ MARS 2005

La Presse, 1er mars, p. A 3

GRÈVE ÉTUDIANTE LES COULISSES

PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE ©

Une petite partie du conseil de guerre à l'oeuvre au cégep de Limoilou à Québec.

La Presse, 1er mars, p. A2

PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE

Les quatre militants de gauche à la tête de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. De gauche à droite Gabriel Dumas, Xavier Lafrance, Julie Lachance et Jérôme Charaoui.

Les étudiants sur le pied de guerre

Un étudiant sur 10 est présentement en grève générale illimitée dans les cégeps et les universités du Québec. En fin de semaine dernière, leurs représentants se sont réunis en conseil de guerre pour planifier la grève. *La Presse* a assisté aux préparatifs de leur combat.

CAROLINE TOUZIN

QUÉBEC – « La grève avance grâce à ton manque de sommeil », peut-on lire sur le tableau du local de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) situé en face du cégep Maisonneuve à Montréal. Vendredi dernier en fin d'après-midi, les quatre élus du bureau de direction et leur employée étaient partout à la fois dans le local pour terminer les préparatifs du plus important congrès de la courte histoire de l'ASSE.

La fatigue se lisait déjà sur le visage de ces jeunes militants de gauche, avant même qu'ils soient rendus à Québec où devait s'ouvrir le congrès le lendemain.

Depuis quelques semaines, la petite équipe se promène dans les cégeps et les universités de la province pour convaincre les associations étudiantes, membres et non-membres, d'organiser des assemblées générales pour voter en faveur d'une grève générale illimitée. Aujourd'hui, 40 000 étudiants sont derrière eux.

Ils sont quatre à siéger au bureau national, tous dans la vingtaine. Ils étaient à l'école secondaire et certains même au primaire lorsque la dernière grève générale illimitée a été déclenchée dans les cégeps et les universités en 1996.

Xavier Lafrance est sur toutes les tribunes depuis que la grève est déclenchée. L'étudiant au baccalauréat en science politique de l'Université du Québec à Montréal est secrétaire aux relations externes et porte-parole de la coalition de l'ASSE élargie (CASSEE), qui regroupe une trentaine d'associations étudiantes en grève. Il n'a pas abandonné ses jeans et son chandail avec une étoile communiste rouge imprimé dessus pour autant.

Âgé de 22 ans, il aimerait aller faire une maîtrise à Toronto sur la transition du syndicalisme de combat à un syndicalisme de concertation qui s'opère dans la société québécoise depuis les années 80. « On se fait souvent dire que la grève ne sert à rien. On dirait que les gens ont oublié que les gains se font en établissant des rapports de force. Tout ça à cause du virage des syndicats et l'apparition des fédérations étudiantes », croit-il. Comme les autres exécutants de l'ASSE, il se qualifie d'anticapitaliste.

Julie Lachance, secrétaire à la coordination, est du même âge que Xavier Lafrance. Bottes Doc Martens aux pieds, foulard noir au cou, ceinture avec des *studs*, la jeune femme a commencé à faire de la politique étudiante au cégep de Bois-de-Boulogne. « C'était l'année où on se battait contre la taxe à l'échec et où on mobilisait le monde contre le Sommet des Amériques. Il y avait tellement de choses à faire, c'était motivant », se souvient-elle. Également étudiante au baccalauréat en science politique, elle aimerait un jour enseigner cette discipline. Plus d'une fois lors du congrès, elle n'a su contenir sa colère ou ses pleurs lorsque des représentants étudiants émettaient des idées contraires aux siennes sur un ton agressif.

> « On se fait souvent dire que la grève ne sert à rien. On dirait que les gens ont oublié que les gains se font en établissant des rapports de force. »

Gabriel Dumas, secrétaire aux relations internes, semble quant à lui tout droit sorti d'un spectacle *heavy metal*, les cheveux longs détachés, vêtu entièrement de noir. Élève depuis quatre ans au Collège de Sherbrooke en communication, il considère que « tout est politique ». Il rêve de faire des films engagés pour « réveiller le monde sur ce qui se passe ».

Le quatrième mousquetaire, Jérôme Charaoui, a un diplôme d'études collégiales en informatique en poche. Le secrétaire à l'information de l'ASSE aimerait bien aller à l'université, mais il n'en a pas encore les moyens. Le jeune homme de 21 ans dit avoir été éveillé aux « problèmes du système » lors de ses études secondaires dans un collège privé de la Rive-Sud. « Il y avait là-bas un processus d'épuration sociale. Quand tu fumais du *pot* par exemple, au lieu de t'offrir de l'aide, la direction te mettait dehors », dit-il.

Leur seule employée, Valérie Soly, 25 ans, est celle qui a le plus d'expérience dans le mouvement étudiant. Elle a fait partie du bureau de direction du Mouvement pour le droit à l'éducation (voir texte ci-dessous) durant deux ans jusqu'à sa mort en 2000. « Très affectée par cette mort-là », elle a arrêté de militer pour faire un diplôme d'études professionnelles en coiffure. L'ASSE lui a redonné le goût de mettre la main à la pâte pour que le syndicalisme de combat renaisse.

REVENDICATIONS DE LA CASSEE

Les membres de la CASSEE revendiquent :

- l'abolition de la réforme des prêts et bourses ;
- l'arrêt du processus de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial ;
- le tout dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant.

L'ASSE, cette nouvelle venue

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) a vu le jour il y a quatre ans. Cette branche radicale du mouvement étudiant a déjà compté plus de 40 000 membres. Depuis novembre dernier, ce nombre est passé à 20 000 alors que son membre le plus important, l'Université Concordia, a décidé de s'en désaffilier.

Cette association étudiante nationale a été créée un an après la mort du Mouvement pour un droit à l'éducation (MDE) qui aura existé cinq ans (1995-2000). L'ASSE a repris le flambeau avec le même genre d'objectifs soit « bâtir une alternative aux stratégies lobbyistes et corporatistes des fédérations étudiantes », peut-on lire sur leur site Internet.

La première association étudiante nationale, l'Union générale des étudiants du Québec, est née en 1964.

Elle a revendiqué entre autres la gratuité scolaire. Elle a été dissoute en 1969. Ce n'est qu'en 1975 qu'une autre association nationale est fondée. Il s'agit de l'ANEEQ.

À la suite d'une série de conflits internes, elle disparaîtra en 1993. Entre-temps, la Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec sont créées en 1990.

Ces dernières représentent aujourd'hui 270 000 étudiants.

Les mieux traités

« Au Québec, on a les étudiants qui sont probablement les mieux traités au monde », a soutenu hier le premier ministre Jean Charest en réaction à la campagne télévisée lancée par la FEUQ le même jour. Dans une publicité de 30 secondes, la FEUQ demande au gouvernement de renoncer aux coupes de 103 millions en bourses accordées aux étudiants. En dépit des compressions, le régime québécois de prêts et bourses demeure le plus généreux en Amérique du Nord, a-t-il dit, rappelant du même coup que le gouvernement du Québec est le seul au pays à maintenir un programme de bourses. Malgré tout, le gouvernement reste ouvert au dialogue avec les leaders étudiants, a-t-il assuré

D'après PC

La Presse, 1er mars, p. A3

Les dessous de la grève

CAROLINE TOUZIN

QUÉBEC – Décorée d'affiches sur la gratuité scolaire, la cafétéria du cégep de Limoilou à Québec a accueilli un conseil de guerre en fin de semaine dernière. Une trentaine d'associations étudiantes parmi les plus radicales du mouvement étudiant se sont réunies pour élaborer leurs stratégies de combat contre l'État. Leur principale arme : 40 000 étudiants présentement en grève générale illimitée.

Ce conseil de guerre n'a pas été de tout repos. Samedi matin, dès le premier point à l'ordre du jour, la tension était palpable. Certains membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) se sont opposés à des non-membres qui venaient de se joindre à la Coalition de l'ASSE élargie (CASSEE), le temps de la grève.

Ces derniers ont ouvert une boîte de Pandore en remettant en question l'un des fondements de l'ASSE : la gratuité scolaire complète à tous les ordres d'éducation. Pas question pour les plus radicaux de sacrifier la revendication de la gratuité scolaire au profit d'un élargissement du mouvement de grève. Un représentant a même claqué la porte et une autre a éclaté en sanglots.

Après une matinée complète à en débattre, tout le monde s'est entendu pour conserver la revendication controversée. « La gratuité scolaire est toujours un débat très animé, car c'est ce qui fait la différence entre nous et les autres fédérations étudiantes. Ça prend aux tripes », a expliqué à la presse la seule employée de la CASSEE, Valérie Soly.

La distinction face aux deux principales fédérations étudiantes (la FEUQ et la FECQ) est également un cheval de bataille pour la CASSEE. Elle les accuse de vouloir « récupérer le mouvement de grève générale illimitée ». « La FEUQ et la FECQ nous laissent construire le rapport de force, comme lors de la dernière grève générale en 1996. Là, on a l'air extrémiste. Puis après, elles vont négocier au nom de tout le monde », soutient le porte-parole de la CASSEE, Xavier Lafrance.

Peur d'être « récupérée »

Cette peur d'être « récupérée » a suscité bien des débats durant la fin de semaine. « C'est vrai qu'il y a une différence entre les fédérations, mais il y a moyen de garder le dialogue. Les énergies à lutter contre la FECQ et la FEUQ seraient mieux utilisées contre le gouvernement », a expliqué le représentant des élèves du cégep André-Laurendeau, Marco Robando, devant les autres leaders étudiants peu convaincus de ses arguments.

Les discussions sur le féminisme ont aussi soulevé beaucoup de passion. Lorsqu'un représentant étudiant a suggéré d'organiser une manifestation nationale à Québec pour l'abolition de la réforme d'aide financière durant la Journée internationale de la femme, le 8 mars, l'une des quatre élues au bureau de direction de l'ASSE, Julie Lachance, a littéralement bondi de sa chaise.

« Pas question que les femmes passent encore une fois en deuxième », a-t-elle dit, munie d'un carton noir sur lequel elle avait dessiné le symbole de la femme. Et elle l'a brandi plusieurs fois durant le congrès lorsque les gens qui prenaient la parole ne féminisaient pas leurs interventions.

En ce début de grève, le moral des troupes était à son sommet autour de la table. Seuls quelques-uns s'y sont présentés avec quelques réserves. Le représentant de l'association des étudiants en histoire de l'Université de Montréal, Francis Hamel, a expliqué la difficulté de « faire partir en grève 86 associations modulaires ». C'est que 84 d'entre elles sont membres de la FEUQ. Cette dernière refuse de lancer un appel clair à la grève, même si elle se dit solidaire avec ceux qui ont voté en faveur. Pour l'instant 17 de ces 86 associations modulaires ont un mandat de grève.

D'autres associations présentes ce week-end auraient bien voulu obtenir un tel mandat pour « entrer en guerre ». Leurs membres en ont toutefois décidé autrement. L'hôte du congrès, le cégep de Limoilou, a vu ses élèves voter contre la grève par une majorité de 56 voix. « C'est à cause de CHOI-FM et surtout de l'animateur Jeff Fillion si ça n'a pas passé chez nous », affirme le représentant de cette association étudiante, Olivier Noël.

Le controversé animateur a traité de « maudits gauchistes dangereux » sur les ondes de CHOI-FM ceux qui étaient en faveur de la grève. « Ces gens-là, pour leur cause, sont prêts à n'importe quoi, comme des Palestiniens », a-t-il ajouté. Il faut dire qu'une poignée de cégépiens ont mis le feu aux poudres en allant porter une pétition contre Jeff Fillion en pleine nuit à son domicile, il y a quelques semaines. M. Noël ne faisait cependant pas partie du groupe.

Pour les leaders étudiants, les médias sont le nerf de la guerre. Ils ont donc décidé d'élire une équipe de relations publiques composé d'étudiants en communication de l'UQAM. Un incident les a incités à agir ainsi. Des grévistes du Vieux Montréal ont mis à la porte d'une façon brusque une équipe de télévision de TQS la semaine dernière.

Dimanche soir, après deux journées de longues réunions (11 heures par jour), les leaders de la CASSEE sont retournés dans leurs quartiers respectifs.

Selon eux, la bataille pourrait s'étirer sur plusieurs semaines, ponctuée de manifestations — dont une à Sherbrooke jeudi — et d'occupations.

Ces activités seront tenues secrètes jusqu'aux derniers moments, question de surprendre l'« adversaire » : le ministère de l'Éducation.

« La FEUQ et la FECQ nous laissent construire le rapport de force, comme lors de la dernière grève générale en 1996. Là, on a l'air extrémiste. Puis après elles vont négocier au nom de tout le monde. »

PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE ©

L'opposition au gouvernement libéral se faisait sentir jusque dans les pancartes lors du congrès de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie qui s'est tenue le week-end dernier à Québec. On voit ici un représentant étudiant de l'association de sciences humaines de l'UQAM, François Baillargeon.

Fournier invite la CASSEE

Le cabinet du ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier a invité la CASSEE à venir le rencontrer avant même que l'association, organisatrice de la grève générale illimitée, lui en fasse la demande, a appris *La Presse*.

C'est en lisant les Journaux hier matin que le cabinet a décidé d'entrer en contact avec elle. « Le ministre est ouvert à rencontrer ses représentants s'ils renoncent publiquement à utiliser la violence comme moyens de revendications », a expliqué à *La Presse*, l'attaché de presse du ministre.

La CASSEE a décidé hier soir d'accepter l'invitation. « On n'appelle pas à la violence. On veut des manifestations festives et créatrices pour que tout le monde se sente inclus », a dit à *La Presse* l'un de ses porte-parole, Éric Martin.

La Presse, 1 mars, p. A19

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Justifiée, la grève?

> OUI: Et ce n'est qu'un début...

Je n'en reviens tout simplement pas d'entendre autour de moi des gens accuser les étudiants grévistes de manquer d'imagination et de ne pas avoir essayé d'autres moyens pour faire reculer le gouvernement dans le dossier de l'aide financière aux études. Ces personnes lisent-elles les journaux ? Depuis l'automne, les étudiants ont signé des pétitions, occupé le bureau du ministre de l'Éducation, pris position dans les médias, chahuté une réunion du caucus libéral et manifesté dans les rues. Pourtant, le gouvernement Charest ne donne aucun signe de bonne volonté. Il était plus que temps de passer à une étape supérieure dans la mobilisation, soit la grève générale illimitée. Ceux qui croient que les grévistes manquent d'imagination risquent d'être très surpris dans les semaines à venir. L'arrêt des cours nous donnera le temps nécessaire pour multiplier les actions et accentuer la pression sur ce gouvernement. Nous sommes loin d'être à court d'idées !

Vincent Larouche
étudiant (en grève) à l'UQAM

Le vrai débat

Depuis plusieurs jours, on peut lire des lettres d'étudiants qui sont contre la grève. Ils la considèrent illégitime parce que, selon leur perception, les étudiants veulent seulement se payer des vacances de ski. On devrait laisser la paix aux *étudiants sérieux* qui eux, veulent vraiment travailler. Puis-je me permettre de supposer que les étudiants qui ont ce type d'opinion ne font pas partie de ceux qui sont obligés de payer leurs études avec le régime de prêts et bourses ? Ce qu'ils ne réalisent peut-être pas, c'est que ce ne sont pas tous les étudiants dont les études sont payées par leurs parents. Ce ne sont pas tous les étudiants dont le compte en banque est bien garni. Ce ne sont probablement pas ces étudiants qui doivent se taper une vingtaine d'heures de travail en plus de leurs études à temps plein pour boucler leurs fins de mois. Ces coupures visent et affectent uniquement les étudiants les plus démunis.

François Maillet
étudiant à l'UdeM

Un droit et non un privilège

En réponse aux préjugés que certaines personnes peuvent avoir envers la population étudiante qui est en grève et qui se mobilise en vue de faire valoir son droit à l'éducation, je dirai ceci : les étudiants qui font la grève sont des étudiants tout aussi sérieux que les autres et la grève n'est pas une excuse afin de sécher les cours. C'est une grossière erreur de penser cela. La grève, ce n'est pas une affaire de paresseux, c'est une affaire de société, une affaire de démocratie. En transférant 103 millions de dollars de bourses en prêts, le gouvernement favorise, encore une fois, l'écart entre les riches et les pauvres. L'endettement étudiant s'élevant, c'est automatiquement le niveau de vie des étudiants qui baisse. Ce fardeau a des conséquences directes sur le niveau d'éducation des gens. Pour certains, ce sera la reconsidération de l'accession aux études supérieures, pour d'autres, l'abandon avant la fin du BAC. Le gouvernement ne sort gagnant d'aucune façon à appauvrir son avenir. L'éducation doit être considérée comme un droit et non comme un privilège.

Maude-Véronique Cholette
Montréal

Quel cynisme !

C'est beau de voir ça. La génération qui a tout eu, qui a dévasté l'environnement, qui a endetté le pays et qui continue à « se » payer une retraite payée d'or en augmentant les plafonds de cotisation aux REER, dit aux jeunes que « c'est fini le temps où tout était gratuit » et « qu'il faut payer pour s'instruire » et que « la hausse des droits de scolarité permettra d'offrir un enseignement de meilleure qualité ». Entendre ces gros lards faire la leçon à la jeune génération a de quoi foutre la nausée. Quel cynisme ! Bravo, les jeunes qui descendent dans la rue ! Vous avez d'autant plus raison de vous battre que, dans trente ou quarante ans, quand ce sera à vous de songer à la retraite, les caisses seront probablement vides ! L'accessibilité aux études pour tous, ce n'est pas un luxe. C'est l'avenir du Québec !

Charles Tanguay
Montréal

> NON: d'abord dégeler les droits de scolarité

La « cause » des étudiants ne sera pas crédible tant et aussi longtemps que les droits de scolarité ne seront pas « dégelés » et ajustés pour refléter les coûts actuels. Ils auront beau faire toute la publicité qu'ils peuvent, je ne changerai pas d'idée d'un iota.

Nelson Guillemette
économiste, Gatineau

Ils ne sont pas à plaindre

Publicité dans les médias ? Qui paie ? Le citoyen super-taxé. Les étudiants manquent d'argent ? Quelles sont donc les statistiques portant sur les étudiants propriétaires d'automobiles ? Les stationnements des cités étudiantes sont toujours trop petits, pourquoi ? Les dépositaires de GM, de Ford, etc. offrent des rabais de 750 $ aux étudiants à l'achat d'une voiture, pourquoi ? Les bourses sont généreuses. Les droits d'université au Québec sont bas, pourquoi ? Pourquoi ? Et pourtant, les étudiants bénéficient de bourses et de prêts très généreux. Les « parties » d'initiation, de rentrée scolaire sont nombreux, bien arrosés et très populaires, pourquoi ? Tous ces événements coûtent chers aux contribuables. Doit-on plaindre les étudiants ? Pourquoi la société doit-elle payer pour garantir les revenus de gens qui ne remettront jamais à l'État ce qu'ils auront reçu et qui, souvent, sortiront du Québec pour aller pratiquer ailleurs ? Cessons de pleurnicher dans l'opulence, bûchons, labourons, suons à grosses gouttes parce qu'un avenir, comme un pays, ça se bâtit à coups de pioches, de peines et de privations.

J. -Edouard Lapierre

J'accuse

Je suis tout à fait opposé aux récentes coupes dans le système d'éducation, qui tentent de pallier un problème de financement en ciblant les mauvaises personnes, celles qui n'ont déjà pas les moyens de payer. Je comprends et même j'appuie cette revendication de mes confrères étudiants qui est légitime et nécessaire. Malgré tout, j'accuse. J'accuse l'exécutif de mon association étudiante (l'AECSL) et son entourage d'avoir mené une campagne de propagande unilatérale et de désinformation en faveur de la grève. J'ai toujours été plutôt sceptique face à l'idée d'une grève générale illimitée, mais la façon dont le tout fut orchestré m'a profondément révolté et m'a résolument convaincu de ma position. Nous avons été harcelés par la publicité et aucune n'affichait des propos modérés (et je ne parle même pas d'opposition à la grève !) qui auraient amené les étudiants à se questionner sur la pertinence d'une action aussi drastique, qui auraient fait appel à leur sens critique et à leur jugement plutôt qu'à leur aptitude à suivre celui qui parle le plus fort. Certes, des débats ont été organisés et quelques-uns en ont profité pour timidement exprimer leur réticence. Aussi ces discussions ont-elles été principalement le théâtre de la prolifération de pensées naïves et terriblement simplistes quant au monde politique en général et au diabolique gouvernement Charest, et cela au détriment d'une véritable confrontation d'idées. Je ne veux pas généraliser non plus : tous les militants que j'ai entendus n'étaient pas aussi bornés. Même que certains avaient des arguments valables et censés qui, sans que je sois nécessairement d'accord avec ceux-ci, me permettaient de croire qu'ils avaient fait un choix de position éclairé et réfléchi. Ce qui m'inquiète plus, c'est que la très grande majorité des étudiants qui ont voté oui à la grève ne savent probablement pas dans quoi ils se sont réellement embarqués.

Vincent Laurin-Pratte

De vrais Québécois

Fidèles aux traditions, les étudiants québécois se comportent comme de vrais Québécois. Ils jouissent des meilleures conditions de financement qui soient, mais se considèrent comme des victimes qui méritent notre sympathie. Ils excellent aussi dans l'art de pointer un doigt accusateur vers des cibles extérieures à eux. Où ont-ils donc appris ça ?

Yves Campagna
Orléans

Le Devoir, 01 mars 2005

Les étudiants québécois sont « les mieux traités du monde », dit le premier ministre

Dégelis — Les étudiants québécois ont beau ruer dans les brancards à grand renfort de publicité, la réalité incontournable est qu'ils sont *«les mieux traités du monde»*, a soutenu hier le premier ministre Jean Charest.

«Je trouve que c'est une bonne idée de communiquer aux gens ce qui se passe en ce qui concerne le financement des études post-secondaires au Québec», a dit M. Charest, lors d'un point de presse à Dégelis, dans le Bas-Saint-Laurent, où il était de passage dans le cadre d'une tournée régionale.

La campagne télévisée lancée par la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) pour protester contre les compressions de 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études, est l'occasion de remettre les pendules à l'heure, a poursuivi le premier ministre.

«Au Québec, on a les étudiants qui sont probablement les mieux traités au monde», a-t-il fait valoir, peu intimidé par les manifestations de colère du monde étudiant et les grèves enclenchées dans quelques établissements collégiaux et universitaires.

En Ontario, a-t-il illustré, les droits de scolarité sont de l'ordre de 5000 $ en moyenne alors que, au Québec, les droits sont en moyenne de l'ordre de 1600 $. *«Cela représente un avantage d'un demi-milliard par année pour les étudiants du Québec»*, a dit le premier ministre.

En dépit des compressions, le régime québécois de prêts et bourses demeure le plus généreux en Amérique du Nord, a-t-il dit, rappelant du même coup que le gouvernement du Québec est le seul au pays à maintenir un programme de bourses.

À cela s'ajoutent des mesures destinées à aider les familles monoparentales et la mise en place d'un programme de remboursement proportionnel au revenu, a souligné le premier ministre.

Malgré tout, le gouvernement reste ouvert au dialogue avec les leaders étudiants, a assuré M. Charest, à la condition toutefois *«qu'ils renoncent à la violence»*.

Les actes de vandalisme et de violence perpétrés par un groupe de manifestants en colère il y a deux semaines au château Montebello, en Outaouais, où se tenait un caucus libéral, *«sont inacceptables aux yeux des Québécois»*, a dénoncé le premier ministre.

Quoi qu'il en soit, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, sera disposé à rencontrer les représentants de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, (ASSE), si ces derniers maintiennent une approche pacifique, a mentionné M. Charest.

Sur le terrain, les étudiants ont poursuivi leurs moyens de pression, la FEUQ et la FECQ continuant à encourager les étudiants à voter pour des mandats de grève tandis que la CASSEE se préparait en vue de sa manifestation de jeudi à Sherbrooke. À Montréal, plus de 300 étudiants ont manifesté hier après-midi à l'invitation de l'Association des étudiantes et des étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM, une association qui est en grève générale illimitée depuis le 24 février dernier.

Par ailleurs, les étudiants ont aussi reçu hier l'appui du conseil de direction du Cartel de négociation FAC-FEC (CSQ), qui regroupe des enseignantes et enseignants de 24 cégeps répartis sur l'ensemble du territoire québécois.

Presse canadienne et Le Devoir

«Les mieux traités au monde»

Charest attise la colère des étudiants

La déclaration du premier ministre sur la condition étudiante l'a éloigné un peu plus des grévistes

Un cours de rattrapage en système d'éducation 101 ne ferait peut-être pas de tort au premier ministre Jean Charest qui, en affirmant lundi que les étudiants québécois étaient les «mieux traités au monde», s'est attiré les foudres des trois principales associations étudiantes. Voilà qui n'est rien pour aider son nouveau ministre de l'Éducation, alors que 45 000 étudiants sont en grève et que des milliers d'autres sont appelés à les rejoindre...

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

La FEUQ, la FECQ et la CASSEE ont toutes trois dénoncé hier le discours *«abusif»* de Jean Charest, qui, selon elles, réduit le monde à l'Ontario et aux États-Unis. Les trois associations en veulent pour preuve les dernières données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui montrent clairement que le Québec se situe plutôt à mi-chemin entre le modèle anglo-saxon et le modèle européen de contribution limitée quant aux frais de scolarité.

«À 1862 $ de frais moyens par année, on est loin d'être les mieux traités au monde. En Europe, l'Allemagne, le Danemark, la Suède, l'Islande, l'Irlande, la Norvège, le pays de Galles et l'Écosse n'exigent aucun droit de scolarité», a rappelé hier Eric Martin, l'un des porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE).

Pour le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), il est clair que le premier ministre connaît mal les différents systèmes d'éducation. *«Jean Charest ne sait pas du tout de quoi il parle. Ce n'est pas la première fois qu'il improvise des phrases pareilles; cela témoigne de son style de gouvernement»*, a pour sa part commenté Pier-André Bouchard–St-Amant.

À la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), on rappelle que ce mode de comparaison est inconciliable avec le principe d'universalité qu'a choisi la province. *«Il faut savoir que leurs frais de scolarité ne fonctionnent pas du tout de la même façon en Ontario et aux États-Unis*, a expliqué Julie Bouchard. *Par exemple, les frais de scolarité y sont plus élevés pour ceux qui veulent pratiquer une profession libérale, ce qui réserve l'accès à ces professions aux plus aisés.»*

La phrase malheureuse du premier ministre n'aura donc servi qu'à attiser davantage la colère des étudiants en butte contre la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts par le PLQ. Résultat: l'endettement étudiant a depuis connu un bond spectaculaire de 65 %, pour atteindre les 20 000 $.

Avec déjà plus d'un étudiant sur dix en grève (la majorité sous la bannière de la CASSEE), le printemps s'annonce donc très chaud pour le gouvernement Charest. Et ce n'est pas l'invitation du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, à entendre les troupes de la CASSEE — après celles de la FECQ et de la FEUQ la semaine dernière — qui va freiner leur ardeur.

«Nous sommes déterminés à poursuivre le mouvement de grève, a confirmé le secrétaire aux relations externes de la coalition, Xavier Lafrance. *Nous sommes maintenant plus de 45 000 personnes en grève et cela ne cesse d'augmenter. On espère que des milliers de personnes vont se joindre à nous afin de consolider notre rapport de force face à ce gouvernement-là.»*

Prônant des actions festives, créatives et inclusives, la CASSEE désire toutefois garder son indépendance vis-à-vis de la FEUQ et de la FECQ, revendiquant ainsi son rôle de *«meneuse»* dans la grève. *«La FECQ et la FEUQ devraient en ce moment être en grève avec la CASSEE»*, a dit hier Eric Martin, en marge du lancement de l'opération «Carré rouge» imaginée par la CASSEE, une opération qui invite la population à arborer un carré rouge à la boutonnière en signe de solidarité.

Sans pour autant renier une éventuelle alliance avec les deux autres fédérations, la CASSEE tient farouchement à garder son autonomie. *«Nous sommes prêts à les recevoir, pourvu que les principes démocratiques soient respectés. On ne veut pas que les décisions soient prises derrière des portes closes. Tout doit être soumis aux étudiants. C'est à eux que le mouvement de grève appartient»*, a précisé M. Martin.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À l'invitation de la CASSEE, des étudiants en grève se sont massés à l'agora de l'UQAM hier, certains mimant la mort. Tous arboraient un petit carré rouge à la poitrine, symbole du «tombeau que creuse le gouvernement Charest avec sa réforme».

À la FECQ comme à la FEUQ, on assure toutefois que le mouvement de grève n'est pas que le fait de la CASSEE et que leurs membres, beaucoup plus nombreux (230 000), ont aussi leur mot à dire. Les deux fédérations ont d'ailleurs entrepris un large processus de consultation, invitant leurs membres à aller dans les assemblées générales pour décrocher un mandat de grève.

«Le mouvement de grève est très présent dans certaines associations et moins actif dans d'autres. Mais on peut présumer que cela va prendre de l'ampleur, ça c'est clair et net», a expliqué le président de la FEUQ, qui, tant qu'il n'y aura pas d'argent sur la table, promet de continuer ses moyens de pression.

Même détermination du côté de la FECQ. *«Aucun moyen de pression n'est écarté, si on n'obtient pas de réponse des cabinets, c'est clair que la FECQ ne passera pas à côté du mouvement»*, a promis Julie Bouchard.

Le Devoir

La Presse, 2 mars, p. A10

Les associations étudiantes ont du mal à s'entendre sur leurs revendications

HUGO MEUNIER

La Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) et les deux principales fédérations étudiantes du Québec ont du mal à s'entendre sur leurs revendications.

La seule requête qui fasse actuellement consensus dans le milieu étudiant est la demande au gouvernement de renoncer aux coupes de 103 millions dans le programme de prêts et bourses.

La CASSEE exige, en plus du retour des 103 millions, la gratuité scolaire et l'éradication de l'endettement étudiant.

La Fédération universitaire étudiante (FEUQ), comme la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) entretiennent des réserves sur la question de la gratuité scolaire. « Pour nous, l'urgence, ce sont les 103 millions », a indiqué hier la porte-parole de la FECQ, Julie Bouchard.

La CASSEE n'a pourtant pas l'intention d'adoucir ses revendications. « Elles ont été votées démocratiquement », s'est défendu un des porte-parole, Xavier Lafrance.

Paternité revendiquée

La coalition n'hésite d'ailleurs pas à s'approprier la paternité du mouvement de grève, regroupant présentement plus de 50 000 étudiants au Québec. « On ne se l'approprie pas, on est la grève », tranche un autre porte-parole, Eric Martin.

De son côté, la FEUQ tente de remettre les pendules à l'heure. « La grève n'appartient à aucune coalition, mais bien aux étudiants », a souligné Pier-André Bouchard, porte-parole de la FEUQ.

La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) espère que ces dissensions ne feront pas déraper le débat. « La division peut avoir l'air grande, mais il ne faut pas se concentrer là-dessus, mais sur le gouvernement », a résumé Julie Bouchard.

Depuis le début du mouvement de grève amorcée le 23 février, huit cégeps et plusieurs associations étudiantes universitaires manifestent.

Riposte

Hier, l'état-major de la CASSEE a riposté aux propos tenus la veille par Jean Charest, sur le traitement privilégié réservé aux étudiants québécois.

Réagissant à la campagne télévisée lancée par la FEUQ, le premier ministre avait lancé : « Au Québec, on a les étudiants qui sont les mieux traités au monde. »

Une déclaration qui a fait bondir la direction de la CASSEE. La coalition avait d'ailleurs fait ses devoirs : hier, au cours d'un point de presse à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), elle a distribué un tableau sur lequel le Canada apparait au troisième rang des pays industrialisés où les droits universitaires moyens sont les plus élevés, soit 2820 $ par année par étudiant. Selon ces mêmes données, publiées en 2001 par l'Association canadienne des professeurs et professeurs d'université, huit pays, dont l'Allemagne, la Suède et la Norvège, n'exigent aucuns droits de scolarité.

Les droits de scolarité sont cependant moins chers au Québec que dans les autres provinces.

LES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES

FEUQ :
170 000 étudiants.

FECQ :
60 000 cégépiens.

CASSEE :
52 000 grévistes, dont plusieurs provenant d'associations étudiantes membres de l'Association pour une solidarité syndicale élargie (ASSEE), qui regroupe 20 000 personnes

Métro : 2 mars 2005, p. 2

ARCHIVES MÉTRO

UNE AUTRE manifestation est prévue demain.

Volonté de dialogue des étudiants

LA COALITION initiée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) répond favorablement à l'offre de rencontrer le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, lancée hier par le premier ministre.

L'organisation, qui représente la majorité des 45 000 étudiants en grève, souhaite rencontrer le ministre dans les prochains jours. Mais son porte-parole, Éric Martin, déplore les déclarations de Jean Charest.

ZOOM

La CASSEE estime que les étudiants sont plutôt «carrément dans le rouge».

Alors que le premier ministre présentait lundi les étudiants québécois comme étant les « mieux traités au monde », Éric Martin estime qu'ils sont plutôt « carrément dans le rouge » depuis la réforme des prêts et bourses. PC

24 heures, 2 mars 2005, p. 3

↳

Le collège Maisonneuve en grève

Réunis en assemblée générale, hier, les 2491 étudiants du Collège Maisonneuve ont voté dans une proportion de 82 % en faveur de la grève générale. Des lignes de piquetage seront dressées devant le collège ce matin. L'assemblée générale réclame le retrait de la réforme en aide financière aux études, le tout dans une perspective de gratuité scolaire. (JCG)

Journal de Montréal, 2 mars 2005,

Grève étudiante : la session d'hiver repoussée à l'automne ?

Les étudiants en grève pourraient voir leur session d'hiver reportée à l'automne s'ils continuent leur débrayage encore longtemps. Une menace que la direction du Cégep de Saint-Laurent laisse planer sur ses étudiants.

CAROLINE ROY

Dans un communiqué émis au début de la grève, la direction du Cégep de Saint-Laurent informe ses étudiants des conséquences d'une grève prolongée.

Le scénario le plus probable : fin des cours le 15 juin au lieu du 19 mai. Les étudiants retourneraient au cégep le 18 août pour terminer leur session d'hiver. La session d'automne 2005 débuterait donc en retard.

Tel que prévu dans leur convention collective, les professeurs sont disponibles pour donner les cours jusqu'au 15 juin.

Le Cégep de Saint-Laurent a déjà appliqué ce scénario à l'automne 1973. La porte-parole du Cégep rappelle qu'il ne reste huit jours pour décider de son application cette année.

Le ministère de l'Éducation, qui remet les diplômes d'études collégiales, oblige tous les cégeps à donner 82 jours de cours par session.

«Il y a une limite pour certains cégeps à étirer le calendrier scolaire», dit Caroline Tessier de la Fédération des cégeps pour expliquer la position du Cégep de Saint-Laurent.

Photo DONALD COURCHESNE

LES ÉTUDIANTS invitent la population à porter un carré rouge en guise de solidarité.

Conséquences

Pour les étudiants qui désirent entrer à l'université à l'automne prochain, le report éventuel de la session d'hiver est donc lourd de conséquences.

La période estivale rime pour plusieurs avec emploi d'été. Avec un été plus court, certains étudiants auront moins de temps pour accumuler de l'argent.

L'Association étudiante du Collège de Saint-Laurent ne croit pas que la session pourrait être prolongée indéfiniment, comme le laisse présager la direction.

UQAM : décision bientôt

À l'UQAM, les étudiants en arts, lettres et sciences humaines sont aussi en grève.

Huguette Lucas, conseillère à la Faculté des arts et des lettres, confirme que la direction de l'université étudie la position à adopter dans le cas d'une grève prolongée.

Une session universitaire comporte 15 semaines de cours. Par le passé, l'UQAM a déjà validé une session de 12 semaines.

Le Devoir, 3 mars 2005

La grève étudiante s'étend

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LE MOUVEMENT *de grève étudiant, pour le moment largement porté par la CASSEE mais aussi par des associations indépendantes, comme celle du cégep du Vieux-Montréal (notre photo), ou affiliées à la FEUQ, comptera bientôt un joueur de plus. Et pas n'importe lequel: en effet, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) invitera officiellement aujourd'hui ses associations affiliées à faire le nécessaire pour obtenir des mandats de grève.* *Nos informations en page A 5.*

La FECQ s'impatiente

60 000 autres cégépiens devraient être en grève d'ici la mi-mars

Un sondage montre un appui important de la population aux revendications étudiantes

Avec déjà plus de 50 000 étudiants en grève, majoritairement sous la bannière de la CASSEE, la grogne étudiante a le vent en poupe au Québec. Cette colère généralisée ne pourra que gagner en légitimité aujourd'hui avec la décision de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) d'appeler officiellement ses 60 000 membres à se joindre au mouvement de grève.

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Lassée d'attendre une invitation à négocier qui ne vient pas, la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Julie Bouchard, invitera ce matin, à Montréal, toutes ses associations affiliées à faire le nécessaire pour décrocher des mandats de grève termes, selon ce qu'a appris *Le Devoir*.

Sur le terrain, trois associations affiliées à la FECQ avaient déjà obtenu de tels mandats effectifs aujourd'hui, soient celles de Baie-Comeau, d'Édouard-Montpetit et de Rosemont. Symptôme de la colère des étudiants, ces trois cégeps, forts de 10 000 étudiants, ne sont pas des établissements reconnus pour prendre part traditionnellement à de tels mouvements.

En butte à la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts par le PLQ, les associations étudiantes, toutes allégeances confondues, semblent en effet être de plus en plus nombreuses à favoriser la grève pour forcer le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, à sortir de son mutisme.

Même si on ne veut présumer de rien, on estime dans les couloirs de la FECQ que les mandats de grève seront décrochés massivement par ses associations collégiales. Selon nos informations, on peut vraisemblablement s'attendre à ce que la quasi totalité des 60 000 étudiants affiliés à la FECQ soient en grève d'ici le 16 mars.

Un plan d'action sur six semaines sera d'ailleurs dévoilé ce matin par Mme Bouchard afin d'arrimer les efforts de chaque association. Outre des actions politiques, la FECQ envisage d'établir un campement permanent à Montréal le 7 mars. Une campagne d'entartage de 103 étudiants sous les fenêtres des bureaux de Jean Charest et un méchoui seront également au menu cette semaine-là.

Loin d'être en reste, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) continuait elle aussi à engranger des mandats de grève hier. *«On commence à trouver que ça prend du temps. Le ministre Fournier a eu le temps de regarder ses dossiers, de consulter ses fonctionnaires. Le ministre Séguin avait dit que l'argent était là, ça devrait pourtant être simple à régler»*, a dit son président, Pier-André Bouchard St-Amant.

Fortes d'un total de 230 000 membres, la FEUQ et la FECQ se retrouveront le 16 mars pour une manifestation nationale d'envergure. D'ici là, les étudiants ont bien l'intention de poursuivre leurs moyens de pression, peu importe leurs allégeances.

Aujourd'hui par exemple, la CASSEE organise à Sherbrooke une grande manifestation devant les bureaux de Jean Charest. Elle invite également les Québécois à épingler un carré rouge à leur poitrine en signe de solidarité avec le mouvement étudiant.

Toutes les associations exigent du gouvernement Charest qu'il revienne sur sa décision de retrancher 103 millions à l'aide financière aux études. Avril dernier, le gel des droits de scolarité passé de 2400 $ à 1760 $ tandis que l'endettement de la bourse fondait comme peau de chagrin, passant de 2660 $ à 300 $. Résultat, la FEUQ estime que l'endettement d'un étudiant au baccalauréat est alors passé de 13 000 $ à 21 500 $.

Appui de la population

Les étudiants ne seront pas seuls au front. Accueilli comme un véritable baume hier, un sondage mené la semaine dernière par la firme Léger Marketing pour le compte de la FEUQ montre en effet que le mouvement étudiant peut compter sur le soutien de la population québécoise dans sa quête des 103 millions perdus.

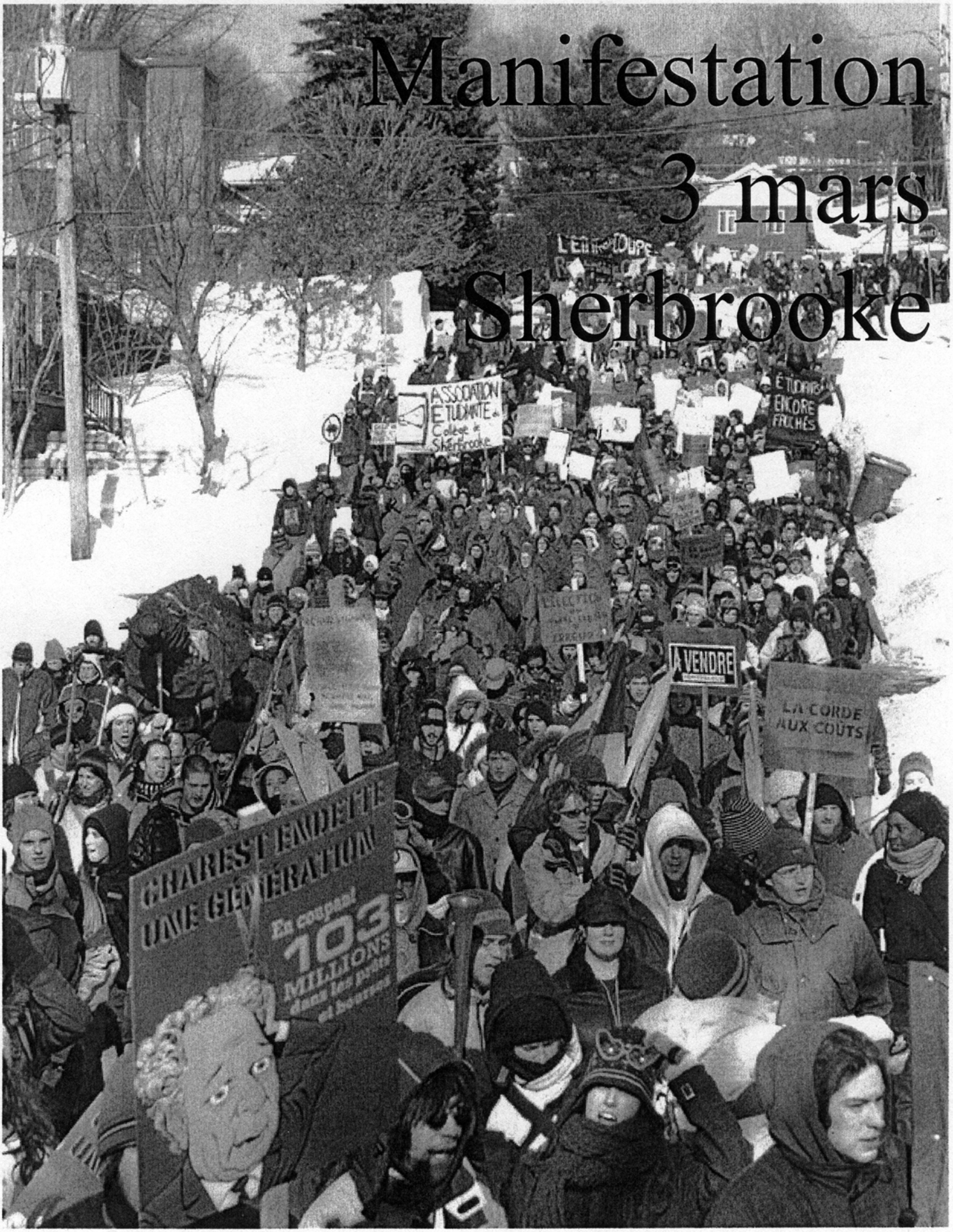
Dans le document dont *Le Devoir* a obtenu copie, pas moins de 71 % des Québécois se disent défavorables à la décision du gouvernement Charest de réduire de 103 millions la somme allouée aux bourses des étudiants pour les transformer en prêts. Cet appui grimpe à 76 % chez ceux qui ont des enfants de moins de 18 ans et ceux qui ont une formation universitaire.

Chez les 18 à 24 ans, c'est à 83 % que les sondés se sont dits en désaccord avec cette politique alors que c'est dans une proportion de 88 % que les étudiants ont raboué cette décision. À l'inverse, seuls 34 % des plus de 65 ans et 32 % des retraités jugent que la décision du gouvernement était judicieuse.

Pour le président de la FEUQ, c'est un signe de plus que le gouvernement Charest ne pourra pas ignorer, lui qui a déjà fait volte-face sous la pression du public dans des dossiers comme ceux du Suroit et des écoles privées juives. *«Quand les trois quarts des Québécois disent qu'une décision est irresponsable, le gouvernement n'a pas le choix de prendre en compte ce que pensent les Québécois, surtout s'il veut se faire réélire»*, a commenté Pier-André Bouchard-St-Amant.

Ce sondage a été réalisé auprès de 1000 Québécois âgés de plus de 18 ans au moyen d'entrevues téléphoniques réalisées du 23 au 27 février 2005. La marge d'erreur est de 3,4 %, et ce, 19 fois sur 20.

Le Devoir



Manifestation 3 mars Sherbrooke

La Presse, 4 mars, p. A2

Une longue grève pourrait avoir de lourdes conséquences

HUGO MEUNIER

Les élèves en techniques, en fin de programme, en stage ou qui doivent compter sur un emploi d'été ont le plus à perdre d'une grève qui s'éternise. Une grève qui traîne en longueur entraîne bien sûr des conséquences pour les étudiants.

Au cégep, le ministère de l'Éducation oblige les établissements à donner 82 jours de cours par trimestre.

Puisque le ministre a indiqué que chaque jour de grève sera repris, qu'arriverait-il si le trimestre débordait au-delà des 82 jours ? « Théoriquement, la session est annulée », indique le porte-parole de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard.

Par chance pour les étudiants, l'annulation d'un trimestre en raison d'une grève n'est jamais arrivée au Québec. « Je ne vois pas comment un trimestre peut être annulé. Chaque cégep organise la reprise des cours comme elle l'entend », souligne pour sa part la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Julie Bouchard.

Selon la FECQ, le milieu des affaires a besoin des étudiants pour combler des emplois. Les professeurs sont également régis par une convention collective, en vigueur jusqu'au 15 juin. Pour ces raisons, les institutions préfèrent trouver des compromis après la grève. « Le ministre passerait une loi spéciale pour que les étudiants aient leurs cours de manière plus intensive », explique Pier-André Bouchard.

Les effets pervers d'une longue grève se feraient surtout sentir au détriment des collégiens, croit-il.

Un opinion que partage le directeur du service à la vie étudiante au cégep André-Laurendeau, Jean-Claude Tremblay. « Ça retarderait les emplois d'été, entraînerait des pertes d'argent ou des délais chez les finissants en techniques, avant d'entrer sur le marché du travail », énumère-t-il.

Dans le secteur général, une grève qui s'éternise pourrait avoir un impact néfaste sur l'entrée à l'université, ajoute M. Tremblay.

Le cégep André-Laurendeau fait partie des nombreux établissements dont les élèves devront prendre une décision au sujet de la grève cette semaine.

Aux yeux de la direction du cégep Saint-Laurent, une grève prolongée pourrait avoir pour effet de repousser le trimestre d'hiver à l'automne. Un communiqué publié le 26 février met en garde les élèves à ce sujet. La direction menace de « finir la prestation des cours le 15 juin et reprendre la session d'hiver 2005 à compter du 18 août et démarrer celle d'automne plus tard », peut-on lire.

Compromis

Une longue grève n'inquiète pas la direction de l'Association des étudiantes et étudiants de la faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) de l'Université du Québec à Montréal, où 5000 étudiants ont débrayé. « L'enseignant n'a pas le droit de pénaliser l'étudiant en grève », assure Maxime Cormier, vice-président aux affaires financières et administratives.

Au retour en classe, les étudiants pourront s'entendre avec les professeurs grâce à des contrats d'évaluation distribués chaque trimestre. « On va trouver des compromis et trouver une autre façon de pondérer », résume M. Cormier.

Selon lui, les opposants à la grève sont surtout les étudiants en fin d'année, en stage ou aux cycles supérieurs.

LES CÉGEPS EN GRÈVE

Membres de la FECQ : Édouard-Montpetit, Rosemont, Saint-Félicien et Baie-Comeau.

Membres de la l'ASSEE : Lionel-Groulx, Saint-Laurent, Sherbrooke et Matane.

Indépendants : Lanaudière, Maisonneuve, Montmorency, Valleyfield, Vieux-Montréal, Marie-Victorin, Granby, Haute-Yamaska.

Allégeance inconnue : Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jérôme.

Bruyante manif à Sherbrooke

GENEVIÈVE SIMARD-TOZZI
LA TRIBUNE

SHERBROOKE — Ceux qui croient que les étudiants qui votent pour une grève ne pensent qu'à avoir congé de cours devront revoir leur position. Quelque 3000 étudiants de partout au Québec ont participé à une manifestation de grande ampleur dans les rues de Sherbrooke hier après-midi pour protester contre la réforme du régime des prêts et bourses et les coupes de 103 millions.

À l'invitation de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), des milliers de jeunes étudiants de Sherbrooke, mais aussi de Montréal, de Québec et d'aussi loin que Matane, ont défilé festivement et pacifiquement du collège de Sherbrooke au bureau de circonscription de Jean Charest, rue King Ouest.

Une idée commune

Le coup d'envoi de la marche s'est donné à 14h30. Plusieurs avaient apporté des tam-tam pour rythmer la marche, d'autres avaient revêtu des capes rouges, symbole des étudiants dans le rouge financièrement, d'autres encore portaient des cercueils où l'éducation gisait, morte.

Et tous disaient savoir pourquoi ils marchaient. « Oui, nous manifestons pour les coupes de 103 millions, mais ce que nous demandons, c'est l'abolition complète de la réforme, pas seulement un réinvestissement », a expliqué Philippe Fortier-Charette, secrétaire de l'Association des étudiants du collège de Sherbrooke.

« Si nous militons si farouchement, c'est parce que c'est important pour les jeunes à venir, pas juste pour nous », a résumé Mélissa Cardinal, étudiante à l'UQAM.

Même certains représentants de cégeps qui ont voté contre la grève étaient présents pour appuyer leurs collègues. « En fait, c'est d'autant plus important que nous avons refusé le vote de grève. Nous tenons à montrer que nous sommes solidaires tout de même », a indiqué Vincent Ouellet-Jovin du cégep Lévis-Lauzon.

Plusieurs avaient apporté des tam-tam pour rythmer la marche, d'autres avaient revêtu des capes rouges, symbole des étudiants dans le rouge financièrement

Première manifestation nationale

Il s'agissait là de la première grande manifestation nationale depuis que la grève générale illimitée a été déclenchée dans un grand nombre d'établissements d'études collégiales ou universitaires jeudi dernier.

« Un événement comme celui-ci permet de nous rassembler et de mobiliser les étudiants. Les gens doivent se rendre compte que c'est notre société qui est en jeu », d'expliquer Xavier Lafrance de la CASSEE qui s'est dit très satisfait, à l'issue de la manifestation, de voir qu'il n'y avait eu aucune violence ni de la part des manifestants ni de la part des policiers.

Il faut dire que pour un nombre aussi important de manifestants, le grabuge a été presque inexistant.

Ce n'est qu'à l'arrivée au bureau de Jean Charest, vers 17h30, que les esprits de quelques étudiants se sont échauffés. Une trentaine d'entre eux ont réussi à repousser les barrières de sécurité un peu trop près des forces policières présentes en très grand nombre.

Ils ont été rapidement rappelés à l'ordre par les milliers d'autres manifestants qui leur lançaient un appel au pacifisme. « Ce ne sont que quelques individus, mais je pense qu'ils sont mieux de laisser faire, estimait Geoffroy Bruneau, étudiant à l'Université de Sherbrooke. Notre message est clair. Ce n'est pas le temps de se mettre la population à dos. »

Le premier ministre Jean Charest était absent de son bureau, puisqu'il est présentement à Bruxelles. Les dirigeants de la CASSEE ont cependant eu la confirmation qu'ils allaient rencontrer le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier le 9 mars.

La Presse, 4 mars, p. A2

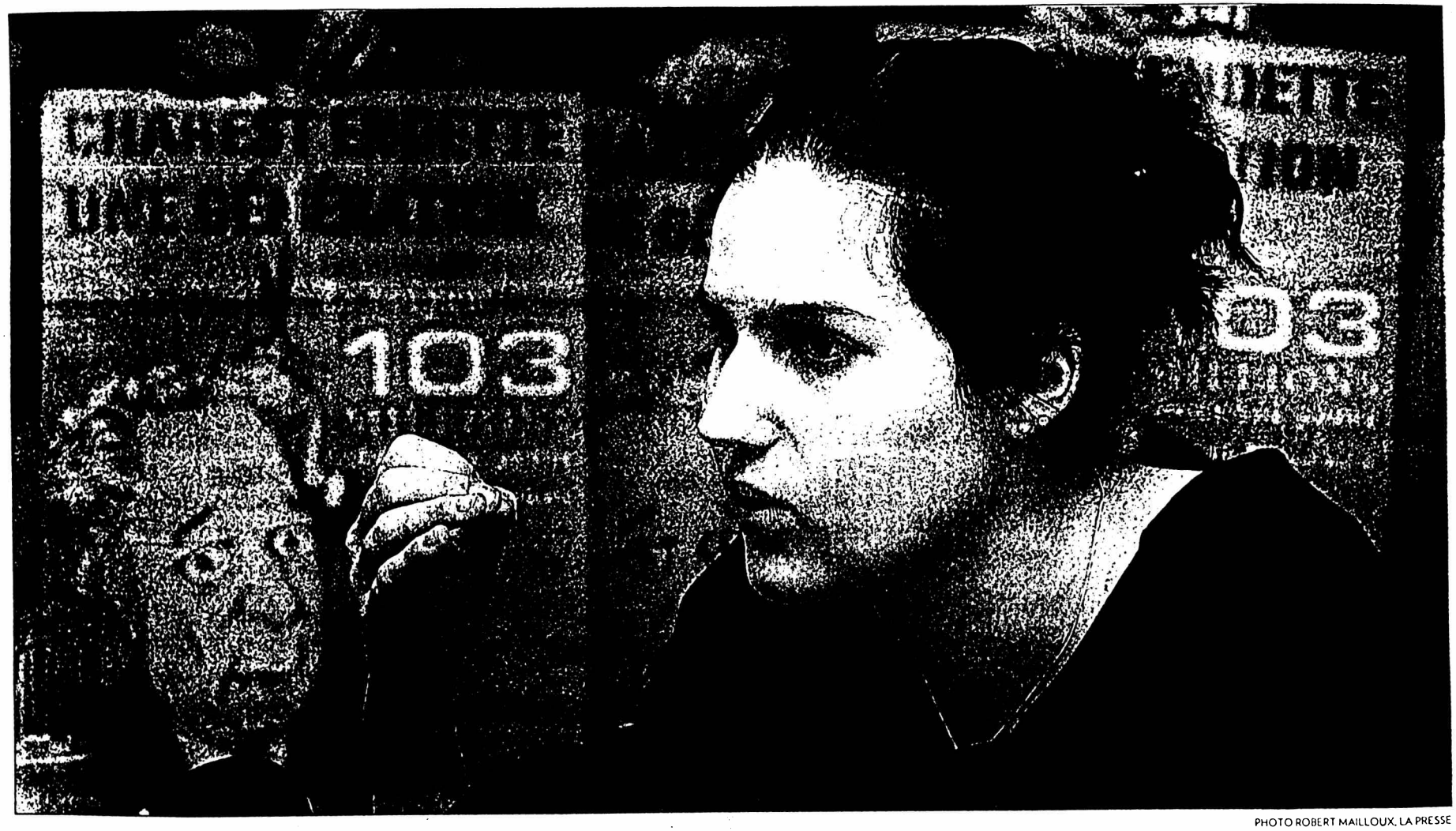


PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

« On se fait traiter de bébés gâtés, ça ne fait qu'alimenter la grogne », a déploré la présidente de la FECQ, Julie Bouchard.

La Presse, 4 mars, p. A3

La Fédération étudiante collégiale entre dans le bal

10 000 de plus à la rue

HUGO MEUNIER

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a décidé d'emboîter le pas au mouvement en cours en lançant hier à ses membres un appel de grève générale illimitée. Quelque 10 000 d'entre eux ont aussitôt rejoint les milliers de grévistes qui manifestent dans la rue depuis le 24 février.

La FECQ a profité d'un point de presse pour tendre la main à ses 50 000 autres membres partout dans la province.

Les trois premiers cégeps affiliés à la FECQ à ouvrir le bal sont Baie-Comeau, Édouard-Montpetit et Rosemont.

L'état-major de la FECQ s'est réjoui des votes massifs en faveur de la grève parmi ces institutions.

À Rosemont, les élèves ont voté à 84 % en faveur de la grève, tandis qu'à Édouard-Montpetit, l'adhésion était de 77 %. Le cégep de Baie-Comeau a pour sa part entériné le vote de grève à 57 %.

La FECQ est convaincue que le mouvement s'élargira dans les prochains jours. Des votes de grève se tiendront en effet dans 13 des 18 cégeps affiliés.

La FECQ a aussi profité de l'occasion pour lancer un ultimatum au ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, lui enjoignant d'annuler les coupes de 103 millions dans le programme de prêts et bourses.

La FECQ digère mal l'indifférence du gouvernement dans ce dossier, ce qui amène de plus en plus d'étudiants à descendre dans la rue. « En plus, on se fait traiter de bébés gâtés, ça ne fait qu'alimenter la grogne », a déploré la présidente de la FECQ, Julie Bouchard, en référence aux récents propos du premier ministre Jean Charest à l'effet que les étudiants Québécois étaient « les mieux traités au monde ».

Le dernier appel à la grève lancé par la FECQ remonte à 1996. « On utilise cette avenue seulement en état d'urgence », a précisé Mme Bouchard.

Dans sa démarche, la présidente dit bénéficier de l'appui de la Fédération universitaire étudiante du Québec (FEUQ).

La FEUQ solidaire

Solidaire au mouvement de grève, la FEUQ refuse cependant de lancer l'appel à la grève générale. « On encourage les gens à se doter de mandats de grève », a indiqué hier le porte-parole de la FEUQ, Pier-André Bouchard.

La FEUQ attend une réponse du gouvernement depuis sa rencontre avec le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, la semaine dernière. « C'est clair qu'on commence à s'impatienter », a avoué le porte-parole de la FEUQ.

Les trois premiers cégeps affiliés à la FECQ à ouvrir le bal sont Baie-Comeau, Édouard-Montpetit et Rosemont.

On ignore si les 170 000 membres de la FEUQ se mettront en marche aux côtés des grévistes.

Pour des raisons stratégiques, la FECQ a retardé sa participation au mouvement de grève déclenché le 24 février par la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), regroupant des cégépiens et des étudiants. « La grève est envisagée depuis un bon bout de temps, et le mois de mars, à l'aube du dépôt du budget provincial, s'est avéré la meilleure stratégie », a expliqué Julie Bouchard.

Actuellement, les élèves d'une quinzaine de cégeps sont déjà dans la rue. Certains ont rejoint la CASSEE, plusieurs sont indépendants.

Journée macaroni

La FECQ a dévoilé son plan d'action, qui prévoit notamment une manifestation nationale à Montréal le 16 mars et une journée macaroni au fromage.

La présidente de la FECQ n'exclut pas des actions conjointes avec la CASSEE.

Plus radicale, la CASSEE revendique, en plus du remboursement des 103 millions, la gratuité scolaire et l'éradication de l'endettement étudiant.

Pour mieux resserrer l'étau sur le gouvernement, la FECQ veut éviter la discorde entre les regroupements étudiants. « On trouve légitime les revendications de la CASSEE, mais pour la campagne, on se concentre sur les 103 millions », a précisé Mme Bouchard.

Si les cégépiens de la FECQ votent massivement pour la grève dans les prochains jours, le nombre de grévistes pourrait rapidement dépasser le cap des 10 000.

LES FORCES EN PRÉSENCE

FEUQ : 170 000 étudiants. Quelque 8000 de leurs membres sont présentement en grève, mais les représentants de la fédération refusent, pour l'instant d'appeler à la grève générale illimitée.

CASSEE : 40 000 membres, dont les 20 000 membres permanents de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (ASSEE). Le reste des étudiants s'est joint à la coalition.

FECQ : 60 000 membres, dont 10 000 officiellement en grève, issus de trois cégeps. Plusieurs votes de grève se tiendront dans la plupart des cégeps affiliés à la fédération dans les prochains jours.

La Presse, 4 mars, p. A3

La Presse, 4 mars, p. A3 suite

Le ministre Fournier ne comprend pas

« C'est au Québec que les étudiants sont les plus favorisés au Canada »

HUGO MEUNIER

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, ne comprend pas pourquoi les étudiants « les plus favorisés au Canada » ont décidé de descendre dans la rue pour une période indéterminée, au risque de « perdre leur session ».

En point de presse hier dans ses bureaux de Montréal, le nouveau titulaire de l'Éducation réagissait au mouvement de contestation qui se répand comme une traînée de poudre dans la province.

Même s'il reconnaît la légitimité de leurs revendications, le ministre accepte mal les moyens pris par les étudiants pour parvenir à leurs fins. « J'ai entendu les doléances des étudiants, mais je ne suis pas prêt à reconnaître le droit à la grève illimitée », a prévenu le ministre.

Quelques jours après son chef, le ministre en a rajouté sur la condition des étudiants québécois. « C'est au Québec que les étudiants sont les plus favorisés au Canada et c'est ici qu'on fait la grève », a-t-il déploré.

Lundi, le premier ministre Jean Charest s'était attiré les foudres des étudiants après les avoir qualifiés de « mieux traités au monde ».

Les regroupements étudiants avaient vivement démenti l'affirmation du chef libéral, en expliquant que les droits de scolarité étaient nuls dans plusieurs pays européens.

Chaque jour repris

Le ministre a averti les étudiants que chaque journée de grève sera reprise. S'il dit comprendre que les jeunes fassent la grève une journée ou deux, il estime que les étudiants risquent gros en s'aventurant dans la rue pour une période indéterminée.

> « J'ai entendu les doléances des étudiants, mais je ne suis pas prêt à reconnaître le droit à la grève illimitée. »

« Je ne peux pas comprendre que les étudiants veulent perdre leur session », a-t-il lancé.

M. Fournier ne peut pour le moment évaluer les conséquences d'une grève prolongée.

Aucun trimestre n'a jamais été annulé en raison d'une grève dans le passé.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) n'a pas perdu de temps pour dénoncer les propos du ministre Fournier. « On trouve déplorable qu'il arrive avec des menaces au lieu de solutions », a affirmé hier en soirée la présidente, Julie Bouchard.

Selon elle, le système scolaire québécois ne se compare pas avec celui des autres provinces. « Si on se donne les moyens de faciliter l'accès aux études supérieures, c'est profitable à tout le monde », a-t-elle expliqué.

Les grands perdants

Selon le ministre de l'Éducation, les grands perdants de la grève risquent fort d'être les contribuables.

Selon ses données, les contribuables allongent 13 000 $ pour chaque étudiant québécois. « Il faut éviter que cette grève devienne une perte sèche pour les contribuables », a prévenu le ministre.

M. Fournier s'est par ailleurs défendu d'employer un ton paternaliste à l'endroit des étudiants. « Ce n'est pas paternaliste de dire que les contribuables québécois sont ceux qui mettent le plus d'efforts et d'argent au Canada pour les étudiants », a-t-il expliqué. M. Fournier a l'intention de poursuivre le dialogue avec les regroupements étudiants avant le dépôt du prochain budget.

PHOTO PRESSE CANADIENNE

Quelques jours après son chef Jean Charest (à gauche), le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier en a rajouté sur la condition des étudiants québécois : « C'est au Québec que les étudiants sont les plus favorisés au Canada et c'est ici qu'on fait la grève. »

La Presse, 4 mars, p. A12

Le club des privilégiés

kgagnon@lapresse.ca
KATIA GAGNON

« Les étudiants québécois sont les mieux traités au monde ». La phrase lapidaire du premier ministre, appelé à commenter la grève dans les cégeps et les universités, a enragé les étudiants. Pourtant, à quelques nuances près, Jean Charest est dans le vrai. Il n'en demeure pas moins que les étudiants ont raison de protester contre les modifications au régime de prêts et bourses.

Nous l'avons déjà dit, la décision gouvernementale de transformer 100 millions de bourses en prêts est une erreur. Ce changement, qui fera grimper le niveau d'endettement, touche les étudiants les plus démunis. C'est injuste. Il y a d'ailleurs fort à parier que, grève ou pas, le nouveau titulaire de l'Éducation — un habile politicien — va chercher à leur tendre le rameau d'olivier.

Ce mouvement de grève aura donné une visibilité importante à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante qui, contrairement à la pragmatique Fédération étudiante universitaire, prône la gratuité totale à l'université. Les membres de l'ASSÉ ont d'ailleurs brandi, en réplique aux propos du premier ministre, un tableau qui montrait le Canada faisant piètre figure au plan mondial pour le niveau de ses droits de scolarité.

À 1668 $ par an, les étudiants québécois font effectivement partie d'un club de privilégiés.

Mais ce tableau était trompeur. En réalité, à 1668 $ par an, les étudiants québécois font effectivement partie d'un club de privilégiés. Ils paient à peu de choses près les mêmes droits de scolarité que ceux des très progressistes Pays-Bas. Mais il est vrai que dans une dizaine de pays européens on n'exige à peu près aucune contribution des étudiants. C'est de ce modèle que se réclame l'ASSÉ. Où mène-t-il ?

En France. Là-bas, on n'exige qu'un symbolique 124 $ par année pour étudier à l'université. En théorie, l'accessibilité est donc totale. En réalité, un réseau de « grandes écoles » élitistes s'est développé en parallèle et les plus nantis choisissent souvent d'aller étudier à l'étranger, vu la piètre performance des universités françaises. Il y a deux semaines, un coup de tonnerre a résonné dans le ciel français : seules quatre universités françaises se sont classées dans le palmarès des cent meilleures du monde. La première, Paris-VI, est 42e. Dur, dur pour l'amour-propre des cousins.

« La grande misère des universités françaises », titrait l'an dernier le journal *Le Monde*. On y décrivait des universités exsangues, forcées de réaliser des économies de bouts de chandelles. L'université de Brest maintient le chauffage à 17 degrés dans ses salles de cours. L'université d'Orsay rallonge les vacances scolaires d'une dizaine de jours. À l'université Paris-V, on entasse jusqu'à 1000 étudiants dans des amphithéâtres. Certains établissements ont dû condamner des locaux devenus insalubres.

En Finlande. Là-bas, les études universitaires sont totalement gratuites et les résultats, notamment en matière de recherche, sont impressionnants. La Finlande est le deuxième déposant de brevets de toute l'Europe, le sixième aux États-Unis. Ce petit pays de Scandinavie est l'un des plus productifs pour les publications scientifiques.

Cette excellence a cependant un prix. La petite Finlande consacre 1,7 % de son PIB au secteur des études post-secondaires. Si le Québec faisait de même, il lui faudrait augmenter le budget des cégeps et des universités de près de 25 %, soit de plus d'un milliard par année. C'est évidemment impensable.

Morale de ces histoires : pour avoir un secteur universitaire très dynamique, ou alors le gouvernement ouvre toute grande sa bourse, ou alors les étudiants paient des droits élevés, comme aux États-Unis. Les pays où on privilégie l'accessibilité sans financer adéquatement, comme la France ou l'Allemagne, finissent par voir dépérir leurs universités. Historiquement, le Québec a tenu a conserver des frais de scolarité peu élevés. C'est un choix de société parfaitement défendable. Mais même s'ils étaient indexés, ou augmentés raisonnablement, les droits de scolarité en vigueur ici seraient toujours, à l'échelle du monde, une véritable aubaine. En revanche, si les étudiants québécois s'accrochent à un gel des frais de scolarité, c'est vers le désastreux modèle français que nous nous dirigerons.

La Presse, 24 mars, p. A12

Vos questions à...

Pier-André Bouchard St-Amant, président de la FEUQ

Les étudiants du Québec protestent contre les compressions dans le programme de prêts et bourses, et plusieurs milliers d'entre eux sont en grève. Vous vous interrogez sur les demandes des étudiants ? Vous voulez commenter la stratégie des associations étudiantes ? Par l'entremise de *La Presse*, vous pouvez adresser vos questions et opinions au président de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Nous ferons parvenir vos courriels à Pier-André Bouchard St-Amant et publierons vos questions et ses réponses dans le courant de la semaine prochaine.

Notre adresse :
forum@lapresse.ca

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Le Devoir, 4 mars, p. A1 et A10

La ligne dure contre les étudiants

Le ministre Fournier ne tolérera que quelques jours de grève

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Alarmé de voir les mandats de grève s'accumuler aux quatre coins du Québec, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a tenu hier à rappeler aux étudiants, et cela *«de la façon la plus ferme possible, qu'il n'y aura pas de diplômes à rabais»*. Partisan de la ligne dure, le ministre a dit qu'il n'était pas disposé à *«reconnaître le droit à la grève illimitée»* aux étudiants québécois, qui sont maintenant 70 000 à avoir choisi cette voie.

Depuis ses bureaux montréalais, le ministre Fournier a reconnu aux étudiants le droit d'avoir des revendications, mais il s'est interrogé sur les moyens choisis pour les défendre. *«J'invite les étudiants à ne pas mettre leur session en péril. Leurs revendications concernent l'accession aux études, mais il est plutôt paradoxal qu'ils choisissent pour ce faire de renoncer aux moyens auxquels ils ont accès en ce moment.»*

Jean-Marc Fournier

Si les étudiants veulent faire la grève, une journée ou deux pour exprimer un message, le gouvernement sera en mesure de capter le message, a poursuivi le ministre. *«Mais s'ils font la grève illimitée, ils ne peuvent pas penser obtenir une reconnaissance de leur formation»*, a tranché M. Fournier.

Manifestation à Sherbrooke

À Sherbrooke, cette annonce n'a pas du tout refroidi les ardeurs des quelque 4000 militants, qui, à l'invitation de la Coalition pour une ASSÉ élargie (CASSEE), s'étaient rassemblés au bureau du premier ministre Charest afin de laisser libre cours à leur colère à la suite de la décision du PLQ de convertir 103 millions de dollars de bourses en prêts. Une mesure qui a eu pour conséquence de gonfler l'endettement étudiant moyen à 21 500 $, une hausse de 65 %.

Vêtus de rouge pour illustrer combien ils sont *«dans le rouge»* depuis cette décision, les étudiants ont chanté et dansé en dépit des menaces du ministre. *«Tout cela nous confirme que nous avons raison*

VOIR PAGE A 10: ÉTUDIANTS

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

À Sherbrooke, où environ 400 étudiants s'étaient donné rendez-vous, les propos du ministre Fournier n'ont fait qu'aviver l'ardeur des manifestants.

ÉTUDIANTS

SUITE DE LA PAGE 1

de faire la grève, a commenté le secrétaire aux relations externes de la CASSEE, Xavier Lafrance. *De toute façon, une grève étudiante ne peut pas être illégitime, ce qui est illégitime, c'est de massacrer l'accès aux études et le droit à l'éducation comme le gouvernement l'a fait.»*

Le ministre Fournier n'est pas d'accord. Rappelant que le Québec fournit l'environnement le plus favorable aux études au Canada, Jean-Marc Fournier a aussi précisé que cette largesse avait un prix: soit 13 000 $ par étudiant. *«Il faut faire attention aux fonds publics. C'est une responsabilité des élus. [...] Ces 13 000 $ par année là, si les étudiants font la grève, ils sont dilapidés.»*

Perplexe quant à la voie choisie par de plus en plus d'étudiants, le ministre de l'Éducation a invité les trois principales associations, soit la CASSEE, la FEUQ et la FECQ, à poursuivre les discussions. Pas question toutefois de rendre les 103 millions de dollars de bourses convertis en prêts. *«Notre horizon, c'est le budget et c'est ce que nous avons convenu avec la FECQ et la FEUQ»*, a dit M. Fournier, qui rencontrera la CASSEE le 9 mars prochain.

Le hic, c'est que le nœud de la discussion est justement ces fameux 103 millions, une compression controversée qui a eu pour conséquence de faire passer le prêt étudiant de 2400 $ à 4700 $ tandis que le montant de la bourse passait de 2600 $ à 300 $.

Une grève inévitable

Réagissant elle aussi aux propos du ministre, la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Julie Bouchard, a invité ce dernier à mesurer la grogne étudiante à l'aune de la *«mobilisation impressante et grandissante»*.

Convaincue que l'enjeu en vaut la peine, la FECQ avait lancé un appel sentí en faveur de la grève générale illimitée plus tôt en matinée. *«Le moment est venu pour tous les étudiants du Québec d'exprimer clairement au gouvernement leur opposition ferme face à cette décision inique, irresponsable et totalement dénuée de sens»*, avait-elle déclaré en faisant allusion à la compression de 103 millions.

La présidente a rappelé que sa fédération n'avait pas l'habitude de faire la grève et que sa décision avait par conséquent été mûrement réfléchie. La FECQ prévoit que la presque totalité de ses 60 000 membres choisiront la grève, cela d'ici le 16 mars, date de la dernière assemblée générale.

Déjà, trois associations ont répondu à son appel hier, haussant les troupes en grève, toutes allégeances confondues, à 70 000 étudiants. La FECQ a aussi mis au point un programme militant qui culminera le 16 mars avec une manifestation nationale, de concert avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Même si elle n'envisage pas de suivre l'exemple de la FECQ et d'appeler officiellement ses associations à opter pour la grève, la FEUQ continuait hier à encourager ses membres à décrocher des mandats de grève. Mais la fédération se garde toute latitude. *«Aucune mesure n'est exclue»*, a répété son président, Pier-André Bouchard-St-Amant.

Quant à la volonté du ministre de *ne pas reconnaître* la grève illimitée, M. Bouchard-St-Amant juge que c'est mal poser la question. *«La grève existe, il faudra composer avec elle»*, a-t-il dit en précisant que, même si la FEUQ allait garder le contact avec le cabinet, elle ne pourrait pas se contenter de cela.

Sur le terrain, des étudiants en grève de l'AGEFLESH de l'Université de Sherbrooke ont envoyé plus de mille lettres afin de faire réaliser à Jean Charest et Jean-Marc Fournier l'ampleur des conséquences de la réforme de l'aide financière aux études (AFE) sur le système d'éducation. Chaque enveloppe contient un cent, illustrant la pauvreté des étudiants qui ont subi la réforme.

L'Europe derrière les étudiants

Les étudiants comptent de nombreux alliés dans cette négociation. Après la population québécoise qui désapprouvait mercredi les compressions de 103 millions à l'aide financière dans une proportion de 71 %, c'était au tour hier des étudiants européens d'apporter leur soutien à leurs confrères québécois.

Le ras-le-bol étudiant a en effet poursuivi le premier ministre Jean Charest jusqu'à Bruxelles. Choquée par sa déclaration selon laquelle les étudiants québécois seraient *«les mieux traités au monde»*, les étudiants belges ont vertement critiqué sa position hier, arguant au contraire que M. Charest est de ceux qui *«endettent la jeune génération dans le monde»*.

«Les étudiants belges sont solidaires de leurs collègues québécois dans leur lutte contre l'endettement des jeunes et souhaitent rappeler qu'il est faux de prétendre que les étudiants québécois sont les plus favorisés au monde», a déclaré Julie Ochem, représentante internationale de la Fédération des étudiant(e)s francophones de Belgique (FEF), qui représente 10 000 étudiants.

Même à l'échelle européenne, on s'étonne de la déclaration controversée de M. Charest. Vanja Ivosevic, présidente de l'Union des étudiants européens (ESIB), un mouvement qui regroupe dix millions d'étudiants, se questionne sur la décision de son gouvernement. *«En Europe, la tendance vise plutôt à donner priorité aux bourses sur les prêts, certainement pas le contraire!»*

Ici, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) a aussi tenu à réitérer son appui à la lutte étudiante. Selon elle, le ministre de l'Éducation doit corriger l'endettement supplémentaire occasionné par les compressions de 103 millions, une *«mesure qui n'est pas propice à favoriser l'accès du plus grand nombre aux études supérieures»*.

Quant aux affirmations du ministre voulant que chaque cours devra être repris, le président de la FNEEQ, Ronald Cameron, s'est dit inquiet du ton adopté par M. Fournier. *«Le ministre ne peut remettre en question la collaboration qui caractérise les relations dans les collèges dans de telles circonstances, entre les directions, le personnel enseignant et les étudiantes et les étudiants. Le calendrier appartient aux établissements»*, a-t-il prévenu.

Selon M. Cameron, la balle est désormais dans le camp du ministre. *«Le ministre doit trouver une solution satisfaisante pour les étudiantes et les étudiants et, s'il laisse la situation s'éterniser, il devra en assumer la responsabilité.»*

Le Devoir

Le Devoir, 4 mars, p. A4

J'accuse !

Manifeste d'un étudiant désillusionné

VINCENT LAURIN
Étudiant au cégep de Saint-Laurent

Je suis tout à fait opposé aux récentes coupes dans le système d'éducation, qui tentent de corriger un problème de financement en ciblant les mauvaises personnes, celles qui n'ont déjà pas les moyens de payer. Je comprends et appuie même cette revendication légitime et nécessaire de mes confrères étudiants. Malgré tout, j'accuse.

J'accuse l'exécutif de mon association étudiante (l'AE du cégep de Saint-Laurent) et son entourage d'avoir mené une campagne de propagande unilatérale et de désinformation en faveur de la grève. J'ai toujours été plutôt sceptique face à l'idée d'une grève générale illimitée, mais la façon dont le tout a été orchestré m'a profondément révolté et m'a résolument convaincu de ma position. Nous avons été harcelés par la publicité, et aucun message n'affichait des propos modérés qui auraient mené les étudiants à se poser des questions sur la pertinence d'une action aussi radicale, qui auraient fait appel à leur sens critique et à leur jugement plutôt qu'à leur aptitude à suivre celui qui parle le plus fort.

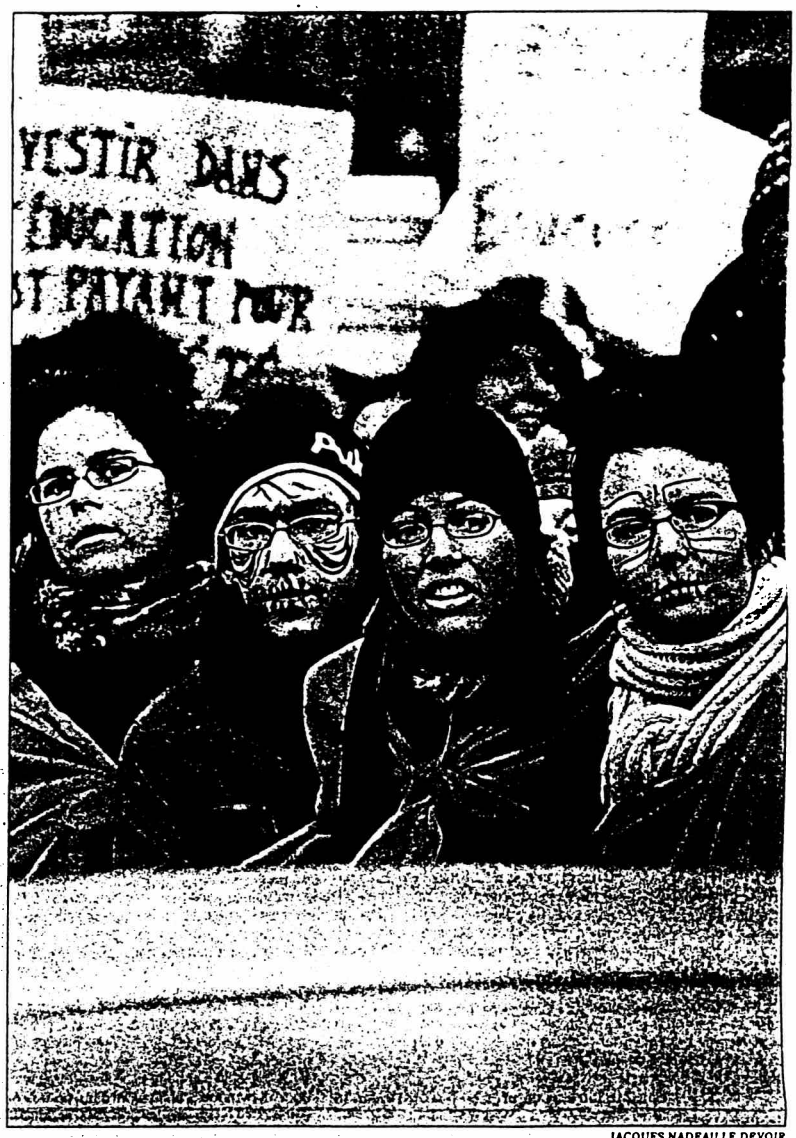
Certes, des débats ont été organisés, et quelques-uns en ont profité pour exprimer timidement leurs réticences. Aussi ces discussions ont-elles été principalement le théâtre de la prolifération de pensées naïves et terriblement simplistes sur le monde politique en général et le diabolique gouvernement Charest, et ce, au détriment d'une véritable confrontation d'idées.

J'ai vu de mes propres yeux des prospectus émis par une association étudiante quelconque qui annonçaient clairement la privatisation totale de l'éducation d'ici quelques années, résultat des dernières coupes, qui ne seraient évidemment que le prélude à une réforme draconienne et antidémocratique. Je ne veux pas généraliser non plus: tous les militants que j'ai entendus n'étaient pas aussi bornés. Même que certains avaient des arguments valables et censés qui, sans que je sois toujours d'accord, me permettaient de croire qu'ils avaient fait un choix de position éclairé et réfléchi. Ce qui m'inquiète davantage, c'est que la très grande majorité des étudiants qui ont voté en faveur de la grève ne savent probablement pas dans quoi ils se sont vraiment embarqués.

Des suggestions

Les étudiants revendiquent l'annulation de la coupe de 103 millions dans le régime de prêts et bourses mais ne proposent aucune solution pour améliorer le financement d'un réseau d'éducation relativement mal en point. Pas question d'accepter un dégel des frais de scolarité tel qu'envisagé par le Parti libéral, une solution qui ne ciblerait plus seulement les moins nantis.

Les étudiants ont le droit de descendre dans la rue pour se faire entendre, mais il est également de leur devoir d'amener des suggestions afin de compenser leurs exigences. L'éducation est un droit, mais il est impossible de concilier la gratuité scolaire totale et des institutions collégiales et universitaires à la fine pointe dans un monde où l'argent de pousse pas dans les arbres. Engagés émotivement dans leur cause, les meneurs des mouvements radicaux comme la CASSEE, à laquelle le cégep de Saint-Laurent est affilié, semblent utiliser la conjoncture actuelle comme prétexte pour engager un véritable combat épique contre le système, y voyant là une lutte des classes comme celles qui ont animé l'ère industrielle. Or on ne vit pas d'utopies.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des participants à la manifestation étudiante du 24 février dernier. Bien qu'il comprenne et appuie les revendications de ses confrères, l'auteur déplore que les étudiants «ne proposent aucune solution pour améliorer le financement d'un réseau d'éducation relativement mal en point».

Je critique abondamment, d'accord, mais j'ai aussi mes torts dans cette affaire. Les membres des divers exécutifs, malgré leur attitude qui m'a déplu, ont le mérite de s'impliquer activement dans leur milieu politique afin de prendre part aux changements qui nous touchent tous en tant qu'étudiants. Avec l'équivalent de plus de 30 heures de cours par semaine dans un programme d'études exigeant, j'ai d'autres préoccupations que de militer pour faire valoir mon point de vue, à raison ou à tort. Ce qui est décrit ci-dessus n'est que le récit de ce que j'ai vu et vécu ces dernières semaines. La grève générale illimitée a été votée au cégep de Saint-Laurent à 63 % avec un taux de participation avoisinant les 30 %. La démocratie est pour moi une valeur fondamentale à laquelle je crois fermement et, bien que j'en accepte les décisions, je me suis senti trahi par elle.

Le Devoir, 4 mars, p. A 9

Compressions dans le régime de prêts et bourses: de la brutalité institutionnelle

ALEXIS COSSETTE-TRUDEL
Doctorant à l'UQAM

La déclaration du premier ministre Jean Charest stipulant que les étudiants québécois sont *«les mieux traités au monde»* commande une prise de conscience au sein de la société québécoise sur la portée réelle des mesures proposées par son gouvernement.

Comment un gouvernement ayant promis de ne pas hausser les frais de scolarité peut-il, par la porte d'en arrière, en arriver à une mesure aussi draconienne ayant un impact aussi dur sur la vie des étudiants? Il ne s'agit pas seulement de malhonnêteté intellectuelle, il s'agit bel et bien d'une extorsion.

Il est facile de taper sur les étudiants et sur les jeunes. Les dispositions dérogatoires dans le monde syndical en sont un bel exemple. Aujourd'hui, c'est toute une génération qui verra son endettement passer du simple au double en l'espace de quelques jours. Du simple au double! Comment cela peut-il nous sembler acceptable? On parle ici de plusieurs dizaines de milliers de dollars par étudiant, et ce, avant même qu'il n'ait commencé sa vie active.

C'est une génération qui verra son endettement passer du simple au double en quelques jours

La plupart des salariés sont prêts à descendre dans la rue pour une augmentation de 2 ou 3 % ou pour des questions d'accès à la permanence. Si ces revendications nous semblent collectivement justes, pourquoi alors ne pas nous insurger face à une coupe équivalant grosso modo à une baisse de revenu d'environ 10 à 15 % en dix ans pour les futurs travailleurs que nous sommes? Il s'agit d'une baisse de revenu due au remboursement que nous devrons faire, non pas pour des dépenses liées à l'acquisition d'objets de luxe, non! Tout simplement parce que nous devrons rembourser notre accessibilité universelle à l'éducation au gouvernement du Québec. Nous devrons payer Québec pour nous être formés afin de rendre notre société compétitive sur le plan national et international face aux grandes multinationales.

Pourtant, si le gouvernement coupait des dizaines de milliers de dollars par personne dans les régimes de retraite ou en santé, notre réaction ne serait-elle pas celle des étudiants aujourd'hui, c'est-à-dire l'affrontement?

On compare souvent les frais de scolarité des étudiants du Québec à ceux des étudiants de l'Ontario. Bien sûr, en Ontario, les frais de scolarité sont plus élevés. Mais si on compare les frais de scolarité, il faut également comparer la situation des étudiants ontariens à la sortie de l'université. En effet, les salaires de ces étudiants sont également beaucoup plus élevés que ceux des étudiants québécois à la sortie de l'université. Cette situation permet aux étudiants ontariens de rembourser leurs dettes beaucoup plus facilement.

Solidarité

Je crois que les Québécois devraient se solidariser avec les étudiants pour contrer les mesures excessives de ce gouvernement, non seulement parce qu'il a renié presque tous ses engagements électoraux mais aussi parce qu'il sape pernicieusement notre caractéristique de société distincte, l'accessibilité universelle et le droit à l'éducation pour tous. Nous devons nous interroger sur le précédent que tente d'imposer le premier ministre. Si le gouvernement peut aussi facilement changer les paramètres socioéconomiques d'un pan entier de la société, sans rupture de la paix sociale, qu'arrivera-t-il à nos retraités quand ils deviendront un «poids excessif» pour le gouvernement du Québec? Qu'arrivera-t-il à tous les autres segments de la société dont on pourra désormais modifier facilement, instantanément et en profondeur les assises socioéconomiques? On voit comment le même scénario pourrait se répéter pour chaque caractéristique qui fait du Québec une société distincte.

Pendant ce temps, alors qu'il coupe 103 millions de dollars en éducation, M. Charest est prêt à dépenser le milliard supplémentaire en coûts qu'occasionnerait l'implantation de son projet de CHUM à Outremont par rapport à l'emplacement du 1000, rue Saint-Denis. M. Charest est prêt à verser un milliard de dollars pour un projet qui plaît aux amis du Parti libéral et, pour ce faire, il se dit obligé de couper l'aide aux étudiants. Comprenez-vous bien que les étudiants doivent payer Québec pour lui donner une image de technopole futuriste à partir de laquelle il pourra affirmer que les travailleurs québécois sont qualifiés?

Il ne s'agit pas du combat des seuls étudiants, il s'agit de notre combat à tous contre un gouvernement qui, derrière les mots, touche directement à l'essence même de la société québécoise et à sa spécificité.

You may lose school term, strikers told

Sherbrooke demo

Extended walkout won't be tolerated: education minister

ALLISON LAMPERT
GAZETTE EDUCATION REPORTER

Education Minister Jean-Marc Fournier warned CEGEP students yesterday not to endanger their academic year through an indefinite strike.

"It's important to tell the students, in the firmest way possible, we won't be giving out cheap diplomas," Fournier said at a news conference yesterday.

"All the missed classes will have to be made up."

Fournier addressed his message to students at more than 18 CEGEPs that plan to hold strike votes this month. Yesterday, the Fédération étudiante collégiale du Québec, which represents 60,000 CEGEP students, urged its member colleges to vote in favour of a strike.

Also yesterday, about 3,000 university and CEGEP students marched through the streets of Sherbrooke to Premier Jean Charest's riding office to protest against a move by his Liberal government to cut $103 million from education bursaries.

The premier was at a conference in Belgium yesterday.

Currently, about 48,000 students at 17 colleges are on strike.

JOHN KENNEY THE GAZETTE

Education Minister Jean-Marc Fournier warns of consequences of prolonged student strike yesterday.

Quebec has 48 CEGEPs with a total of about 149,000 students.

The striking students are boycotting classes. Protests have also included putting mice in cabinet ministers' offices and breaking down the door of a hotel where Charest was meeting with his caucus.

Fournier couldn't say how long the students would have to remain on strike to jeopardize their winter session.

He did urge them to show restraint.

"If they want to do a one- or two-day strike to show us a message, fine, we get the message," he said.

"I am not prepared to recognize an extended strike."

Fournier questioned why students in the province with the lowest tuition fees for higher education are on strike. Quebec taxpayers spend more than $13,000 per CEGEP student.

"We don't want this strike to turn into a complete waste of taxpayers' money," he said.

Legally, CEGEPs must hold two semesters, with 82 days of instruction each. On top of that, teachers get an additional five days at the end of the semester to hand in exam marks.

And the winter semester – which ends between mid- and late May, depending on the CEGEP – can be extended only to June 15, because of teachers' collective agreements. So students walking out for two weeks or more could have problems.

"There would have to be an agreement with the teachers to extend the session," said Caroline Tessier, spokesperson for the Fédération des CEGEPs.

Although CEGEP teachers have said they morally support the students, they are unlikely to agree to work after June 15, one union member said.

But unlike what Fournier said, missed classes can be made up through projects, for example, said the teachers' union member, who spoke on condition of anonymity.

More class time could be lost because CEGEP staff are dissatisfied with their negotiations for a new contract. CEGEP teachers, support staff and professionals are now deciding whether to go on strike.

"This spring will be a whole mess in the colleges," the teachers' union member said.

CANADIAN PRESS CONTRIBUTED TO THIS REPORT

alampert@
thegazette.canwest.com

The Gazette, 4 mars, p. A7

La Presse, 5 mars 2005, Section Actualités

Bourses: les étudiants jurent que Québec devra vivre avec sa décision

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC – Les étudiants pénalisés par la compression de 103 millions dans le système de bourses en 2004-2005 peuvent dire adieu à cet argent. Ni la FEUQ ni la FECQ ne demandent à en revoir la couleur.

« Ils sont victimes de la « coupure » du gouvernement, a constaté le président de la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard. Ce sera au gouvernement de vivre avec cette décision. S'il décide de pénaliser une année entière, ce sera à lui de l'expliquer. »

Les deux associations, qui regroupent 230 000 étudiants des niveaux collégial et universitaire, exigent que les 103 millions $ réintègrent la colonne des bourses dès le prochain budget. Toutefois, elles jugent irréalistes de demander que les jeunes présentement pénalisés par cette mesure soient dédommagés.

« Si le gouvernement décide de mettre 103 millions mais que l'argent n'est pas récurrent, on n'a rien gagné, a affirmé M. Bouchard. On a seulement reporté le problème d'un an. L'enjeu fondamental est la réintégration complète des sommes de manière récurrente. »

La question du remboursement des 103 millions pour 2004-2005 a semblé ennuyer les deux regroupements étudiants hier. En avant-midi, à la FEUQ, on a assuré au quotidien *Le Soleil* que la somme serait réclamée. À la FECQ, après une valse-hésitation, la réponse était négative : aucun dédommagement exigé. En après-midi, la FEUQ s'est ravisée et a indiqué qu'il n'a jamais été question d'autre chose que d'une correction dans le prochain budget.

La FECQ et la FEUQ ne réclament pas le remboursement des 103 millions de dollars.

« Si le gouvernement veut redonner l'argent aux étudiants, c'est officiel qu'on ne dira pas non, a souligné Julie Bouchard, présidente de la FECQ. Mais on a vraiment misé uniquement sur la réduction du plafond de prêts pour avoir une seule revendication qui allait être bonne pour les années qui vont suivre. » Le président de la FEUQ n'a pas exclu, hier, un appel à la grève générale illimitée dans les universités.

24 Heures, 8 mars 2005

-photo Rogerio Barbosa

Le ton est monté au cours des deux dernières semaines.

«Québec ne peut annuler la coupe de 103 M$»

-Jean-Marc Fournier

Les étudiants québécois devront vraisemblablement faire leur deuil des 103 millions $ qu'ils souhaitent récupérer dans le régime de bourses aux études, a prévenu, hier, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

Le ministre, qui se dit sensible aux préoccupations des étudiants à l'égard de l'endettement, a cependant fait savoir que le gouvernement Charest ne disposait pas de la marge de manœuvre financière requise pour annuler la compression.

Le monde étudiant est en colère contre le ministère de l'Éducation qui, sous l'autorité de Pierre Reid l'an dernier, a transformé en prêts 103 millions $ destinés auparavant aux bourses d'études. **(PC)**

Métro, 8 mars 2005

Un bidonville dressé dans la Vieille Capitale

QUELQUES DIZAINES D'ÉTUDIANTS, membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE), ont décidé de passer la nuit dans des abris de fortune afin d'illustrer les effets de l'endettement étudiant et de dénoncer les compressions dans le programme de bourses aux étudiants.

Pour Éric Martin de la CASSÉE, le gouvernement ne dit pas la vérité lorsqu'il prétend ne pas avoir la marge de manœuvre nécessaire pour réinvestir les 103 M$ dans le programme de bourses. Il a aussi dénoncé le ton paternaliste du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, qui a, plus tôt dans la journée, dénoncé l'aspect illimité de la grève et demandé aux étudiants de retourner rapidement sur les bancs d'école.

Pas d'argent

Fournier assure que les revendications des étudiants ont été entendues, mais ajoute que le problème est budgétaire et que l'argent est rare. «Les marges budgétaires ne sont pas à la hauteur des 100 M$ qu'ils espèrent», a signalé le ministre. PC/MÉTRO

JACQUES BOISSINOT/PC

LE MAUVAIS TEMPS n'a visiblement pas arrêté les quelques dizaines d'étudiants en grève qui se préparaient à passer la nuit devant le Parlement, à Québec. Plus de 60 000 étudiants sont actuellement en grève.

La Presse, mars, p. H2 et H 18

Une trentaine d'étudiants de Québec devaient passer la nuit sous la tente devant l'Assemblée nationale, alors qu'à Montréal, une poignée de militants de la FECQ ont érigé un campement permanent devant les bureaux du ministère de l'Éducation.

Non aux 103 millions

L'argent ne sera pas réinvesti, affirme le ministre Fournier

VIOLAINE BALLIVY
LE SOLEIL

QUÉBEC – Douche froide pour les étudiants : le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier a clairement fait savoir hier que le gouvernement ne réinvestirait pas les 103 millions retirés l'an dernier au régime de prêts et bourses, faute de moyens.

« Les marges budgétaires que l'on scrute en ce moment ne sont pas à la hauteur des 100 millions que les étudiants espèrent », a fait savoir hier le ministre, lors d'un point de presse à Québec. Jean-Marc Fournier a répété qu'il était « sensible » aux préoccupations des étudiants sur l'endettement, mais affirme du même souffle que l'argent est rare.

Maintenant la ligne dure à l'égard des étudiants, le ministre a aussi critiqué leurs moyens de pression et déclaré que la grève générale illimitée constitue un moyen radical irresponsable. « On peut faire la grève une journée ou deux pour faire passer un message, mais tout le monde dans la société a des responsabilités. Le concept de grève illimitée ne correspond pas à cette responsabilisation. »

Des propos qui n'ont pas manqué d'attiser la colère des 68 000 grévistes. « Le gouvernement a investi en santé, il promet des baisses d'impôts et quand arrive le tour de l'éducation — officiellement l'une de ses priorités — il affirme qu'il n'a pas d'argent. De l'argent, il y en a, mais Québec choisit de ne pas l'investir en éducation », dénonçait hier Éric Martin, porte-parole de la CASSEE, une coalition formée de la majorité des associations universitaires et cégépiennes en débrayage. Leurs représentants doivent rencontrer le ministre demain, mais, à la lueur de ces nouvelles déclarations, se font peu d'illusions.

Pire, la présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), Julie Bouchard, pense que l'attitude de Jean-Marc Fournier va polariser les positions. « Il ne fait qu'attiser la grogne sur les campus. Les étudiants ne se laisseront pas berner et continueront la grève. »

La critique de l'opposition, Pauline Marois, n'a pas été très tendre non plus envers son vis-à-vis et l'a accusé de répéter les erreurs de son prédécesseur Pierre Reid. « Il baisse les bras dès son arrivée », a-t-elle déclaré, affirmant que M. Fournier pourrait, s'il le voulait, convaincre M. Charest de gonfler l'enveloppe de son ministère.

Les étudiants ont amorcé hier leur deuxième semaine intensive de manifestations. Une trentaine d'étudiants de Québec devaient passer la nuit sous la tente devant le parlement. Des étudiants promettent de s'y relayer jour et nuit jusqu'à ce que les 103 millions soient réinvestis.

Manifestation rue Fullum

Pendant ce temps, environ 150 élèves du cégep du Vieux-Montréal, membres de la CASSEE, ont manifesté hier soir vers 18 h, devant les bureaux de la direction régionale du ministère de l'Éducation (MEQ), au 600, rue Fullum, à Montréal.

Une vingtaine d'entre eux ont réussi à pénétrer à l'intérieur des bureaux situés au 10e étage de l'immeuble.

À SURVEILLER

Mercredi : la CASSEE rencontre le ministre de l'Éducation et organise une journée d'actions régionales. Des votes sur la grève auront lieu à l'Université Concordia et à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Jeudi : nuit de création culturelle de la CASSEE à Montréal.

LES FORCES EN PRÉSENCE

- FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) : 170 000 étudiants. Les représentants de la fédération refusent pour l'instant d'appeler à la grève générale illimitée, même si certains de leurs membres sont déjà en grève.
- CASSEE (Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie) : 40 000 membres, dont les 20 000 membres permanents de l'ASSE. Le reste des étudiants s'est joint à la coalition de l'ASSE élargie.
- FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec) : 60 000 membres. Plusieurs locaux auront lieu dans la plupart des cégeps affiliés à la fédération d'ici deux semaines.

Selon le Service de police de la ville de Montréal (SPVM), des chaises, des tables et des téléphones ont été endommagés. Des élèves auraient couvert un mur de graffitis et des excréments auraient été laissés dans un pot à l'entrée du bureau.

Avec l'aide de Sara Champagne

Une grève aujourd'hui... pour demain

Les propos du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, ne font qu'augmenter la colère des étudiants. S'il veut les convaincre de cesser la grève, il utilise les mauvais arguments. Au contraire, il ne fait que les provoquer à vouloir continuer encore plus longtemps. Il est malheureux de rater des cours, mais si une grève de quelques semaines permet d'offrir l'accessibilité aux études pour les générations futures, la bataille en vaut la peine. Trois Québécois sur quatre appuient les revendications étudiantes, comme quoi l'éducation est une priorité nationale. Le gouvernement doit refléter les valeurs de ceux qu'il représente et posséder un véritable système d'éducation accessible.

Charles Messier
Rédacteur en chef
de *Montréal Campus*
journal étudiant de l'UQAM

La Presse, 8 mars, p. A3

Les cégépiens sont au coeur du mouvement de grève actuel. Ils représentent environ 46 000 des 68 000 étudiants québécois qui ont cessé d'aller à leurs cours pour protester contre la transformation de 103 millions de dollars de bourses en prêts. D'ici deux semaines, une quinzaine de cégeps dans lesquels des votes sont prévus pourraient venir grossir les rangs. *La Presse* s'est rendue aux collèges Saint-Laurent, en grève depuis plus d'une semaine, et André-Laurendeau, en référendum sur le sujet, pour prendre le pouls du mouvement.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE LA PRESSE ©

C'était jour de référendum hier au cégep André-Laurendeau, où les collégiens devaient décider s'ils se joindront au mouvement de grève. Le voter s'annonce serré.

André-Laurendeau vire-t-il à gauche ?

CAROLINE TOUZIN

« André-Laurendeau n'est pas un cégep de gauche du tout. Je diviserais les étudiants en trois catégories : ceux qui ont des raisons valables de voter pour la grève, ceux qui ont de bonnes raisons de voter contre et les autres, qui s'en foutent. Malheureusement, ici, il y en a trop, de cette dernière catégorie. »

En tant que responsable du Café Inn, le café étudiant du cégep André-Laurendeau, Véronique Girard est aux premières loges des débats sur la grève.

Élève en arts et lettres, elle voudrait bien que son cégep se joigne au mouvement amorcé depuis un peu plus d'une semaine dans la province. Son vœu pourrait être exaucé. Membre de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), l'association étudiante du cégep de l'arrondissement de LaSalle, à Montréal, consulte ses 2700 membres depuis vendredi, et ce, jusqu'à demain, sur le déclenchement d'une grève générale illimitée.

Rappelons que la FECQ a lancé à ses quelque 60 000 membres un appel en ce sens jeudi dernier.

Au moment du passage de *La Presse*, les avis semblaient assez partagés chez les cégépiens. Tous se disaient contre la décision du gouvernement libéral de convertir 103 millions de dollars de bourses en prêts. Mais, de là à terminer leur trimestre plus tard pour reprendre les cours manqués durant la grève...

Assis à une table du Café Inn, Nicolas Ducharme et Jimmy Selany, tous deux élèves en informatique, discutaient tranquillement de la grève. « Moi, je ne veux pas perdre le travail à 13,50 $ qui m'attend à la fin de la session. Une grève, c'est fait pour mettre un employeur dans la merde. Là, si je manque des cours, c'est juste moi qui suis pénalisé », croit Nicolas Ducharme. Son ami Jimmy, originaire d'Haïti, retourne chez lui à la fin du trimestre. Il n'a pas envie de repousser son voyage.

« Je veux aller à l'université en relations industrielles, alors je vais devoir continuer à m'endetter. »

Dans la grande salle adjacente au café étudiant, où le référendum se tient, Carlos Molina, élève en administration, jouait aux cartes avec des amis. « Depuis le début de mes études, j'ai reçu 3000 $ en prêts et rien en bourse. Je veux aller à l'université en relations industrielles, alors je vais devoir continuer à m'endetter. Si la grève passe, je vais aller manifester », dit-il. Son amie Salye Blanchette renchérit, investie d'un message pour la société québécoise : « Quand je vais avoir une vraie *job*, je vais être prête à payer plus d'impôts pour réduire le fardeau qui pèse sur les épaules des étudiants. »

Pour ceux qui auraient encore des doutes au moment de voter, une liste énumérant les conséquences de la grève sur leur trimestre a été installée à l'avant des panneaux des isoloirs. Par exemple, on peut y lire que les stages des élèves en formation technique seront maintenus.

À deux pas de là, dans un local réservé à la mobilisation, on voit une grande affiche de la tête du premier ministre Jean Charest surmontant le corps de M. Burns, l'industriel avare des *Simpson*. Rencontrée à l'intérieur, la présidente du « camp du Oui », Josiane Hétreault, n'est pas prête à miser sur le résultat de demain. Elle s'avance sur une seule chose : « Ça a réveillé la population étudiante. C'était beau de voir autant de gens intéressés à la politique, qu'ils soient pour ou contre la grève. »

Le conseiller à l'externe de l'association étudiante, Édouard-Julien Blanchet, dit « mission accomplie » lui aussi. « Les profs nous disent que le mouvement militant n'a jamais été aussi fort à André-Laurendeau. »

Le moral est d'acier au cégep Saint-Laurent

CAROLINE TOUZIN

Jean-Philippe Thuot était en pyjama et pantoufles, au beau milieu de l'après-midi vendredi dernier, dans la grande salle du cégep Saint-Laurent, à Montréal. Il ne chôme pas pour autant. Le jeune homme, coordonnateur à l'externe de son association étudiante, passe ses jours et ses nuits au cégep depuis que la grève générale illimitée y a été déclenchée.

À 7 h chaque matin, M. Thuot range son petit matelas bleu pour rejoindre des dizaines d'élèves aux piquets de grève dressés devant le cégep. Le but est de bloquer les entrées au personnel, à quelques exceptions près. Pour ceux qui ne comprendraient pas le message, une immense banderole noire sur laquelle est inscrit « en grève » en lettres blanches a été installée sur la façade de l'établissement.

Membre de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), l'association étudiante du cégep Saint-Laurent a été la première à obtenir un mandat de grève, qui a été déclenchée le jeudi 24 février.

Le moral est bon dans ce cégep de 2200 collégiens reconnu pour sa population d'artistes militants. Et pour cause : la grève reçoit de plus en plus d'appuis. Jeudi dernier, elle a été reconduite à 80 %, alors que 63 % des

Les cégépiens en grève sont loin de se tourner les pouces. Ils ont mis sur pied une cuisine collective, organisent des conférences et des spectacles et fabriquent du matériel de mobilisation en plus de participer aux nombreuses actions nationales prévues par la CASSEE.

Au passage de *La Presse*, une cinquantaine d'entre eux occupaient le couloir des locaux de l'administration en chantant des classiques de Bob Marley et du groupe québécois Harmonium. Ils réclamaient alors une entente avec le cégep sur la gestion des locaux durant la grève.

« Mon modèle, c'est la Finlande, où les études universitaires sont totalement gratuites. »

Gabriel Léger-Savard, élève en sciences humaines, était là pour jouer du tam-tam. « Moi, je veux un système d'éducation accessible à tous. Ça existe. Mon modèle, c'est la Finlande, où les études universitaires sont totalement gratuites », a-t-il expliqué à *La Presse*. Son collègue, Mejdi Michel Faleh, est du même avis. « Il faut un système accessible, y compris aux étudiants internationaux. En ce moment, on a l'impression qu'on doit travailler à l'extérieur du campus », dénonce-t-il.

Dans plusieurs cégeps, la mobilisation pour la grève permet aussi de mener certaines luttes locales. Ainsi, des cégépiens de Saint-Laurent ont bloqué l'accès aux membres de la série *Casting* de TQS, tournée entièrement dans ses murs, la semaine dernière.

Ils auront réussi à nuire au tournage durant deux jours. La troisième journée, le cégep a demandé une injonction. L'association étudiante a cessé ses actions « par manque d'argent pour payer les frais d'avocat », explique M. Thuot. « On continue quand même de dénoncer le tournage. C'est un exemple de partenariat avec le privé pour financer l'éducation. On trouve ça dangereux à long terme », ajoute-t-il.

L'association étudiante du cégep Saint-Laurent espère obtenir l'appui de la population dans sa lutte, nationale celle-ci, pour l'abolition de la réforme de l'aide financière. Leur revendication est plus large que le retour des 103 millions en bourses réclamés par les deux principales fédérations (la FECQ et la FEUQ).

Pour y arriver, les cégépiens ont commencé à distribuer des tracts aux sorties du métro Berri en fin de journée. L'un de leurs messages est calqué sur un slogan militant bien connu : « Mon modèle, c'est la Finlande, où les études universitaires sont totalement gratuites. »

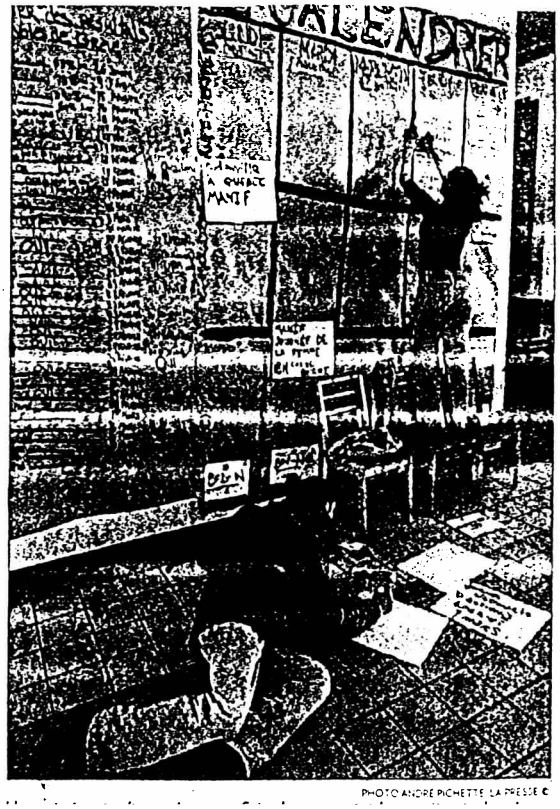


PHOTO ANDRÉ PICHETTE LA PRESSE ©

CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

Les étudiants les plus favorisés au Canada

La grève déclenchée par les cégépiens et étudiants a remis à l'ordre du jour le vieux débat sur les droits de scolarité. Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, comprend mal que les étudiants « les plus favorisés au Canada » fassent la grève. Un raisonnement très répandu, par ailleurs, veut que les étudiants canadiens, même dans les provinces où les droits de scolarité sont beaucoup plus élevés qu'au Québec, demeurent privilégiés par rapport à leurs confrères américains.

Qu'en est-il au juste ?

D'abord, il convient de donner raison au ministre Fournier. Il n'y a aucun doute que les droits de scolarité au Québec sont plus bas, et de loin, que dans n'importe quelle autre province canadienne. Le tableau 1 est éloquent à cet égard. Il montre qu'un étudiant de premier cycle, au Canada, doit s'attendre à payer en moyenne 4172 $ en droits de scolarité pour l'année 2004-2005. L'étudiant québécois, lui, s'en tire avec 1890 $. Comme on s'en doute, l'énormité de cet écart entre le Québec et le reste du Canada a pour effet de faire baisser considérablement la moyenne. En fait, si on exclut le Québec du calcul, la moyenne des droits dans les neuf autres provinces grimpe à 4840 $. Autrement dit, chaque fois qu'un étudiant québécois débourse un dollar en droits de scolarité, son collègue d'une autre province doit payer en moyenne 2,56 $. Ce sont évidemment les contribuables québécois qui financent la différence.

Ce n'est pas tout.

Aux prises avec des contraintes financières grandissantes, plusieurs administrations provinciales ont décidé de revoir leurs politiques en matière d'aide aux étudiants. Dans l'ensemble du Canada, les étudiants ont du faire face à une véritable flambée des droits de scolarité depuis cinq ans. Pour l'année scolaire 1999-2000, ces droits se situaient en moyenne à 3328 $. L'augmentation atteint donc 25 % en cinq ans. Pendant la même période, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 10 %. Cela signifie que les droits de scolarité grimpent deux fois et demie plus rapidement que l'inflation.

Sept provinces sur 10 ont augmenté les droits de 20 % ou plus. S'il y a des étudiants qui ont de bonnes raisons de faire la grève, ce sont bien ceux de la Colombie-Britannique, qui ont vu leurs droits bondir de 2568 $ à 4735 $ pendant la même période, un bond de 84 %. Les étudiants saskatchewannais ont dû absorber une hausse de 45 %, les Néo-Brunswickois de 41 %, les Néo-Écossais de 40 %, les Albertains de 29 %, les Princes-Édouardiens de 25 % et les Ontariens de 21 %.

Pendant ce temps, les malheureux étudiants québécois devaient assumer une horrible hausse de 4 %. Compte tenu de l'inflation, cela signifie même qu'ils paient moins cher, en termes réels, qu'il y a cinq ans.

Il faut aussi dire que deux provinces, le Manitoba et Terre-Neuve, ont montré plus de générosité en abaissant les droits de scolarité, de 23 et de 9 % respectivement ; mais, en dépit de ces baisses, les droits y demeurent encore nettement plus élevés qu'au Québec.

Dans ces conditions, les étudiants québécois font indiscutablement figure de privilégiés. Détail intéressant : malgré les écarts spectaculaires entre les droits des scolarité, il n'existe aucune différence significative dans les taux de fréquentation universitaire d'une province à l'autre. Autrement dit, le gel des droits de scolarité, qui coûte si cher aux contribuables québécois, ne contribue pas à encourager les jeunes à poursuivre leurs études.

Tableau 1

MOYENNE DES DROITS DE SCOLARITÉ DES ÉTUDIANTS DE PREMIER CYCLE

Nouvelle-Écosse	5 984 $
Ontario	4 960 $
Saskatchewan	4 894 $
Alberta	4 804 $
Colombie-Britannique	4 735 $
Nouveau-Brunswick	4 719 $
Île-du-Prince-Édouard	4 374 $
MOYENNE CANADIENNE	4 172 $
Manitoba	3 160 $
Terre-Neuve-et-Labrador	2 606 $
Québec	1 890 $

Source : Statistique Canada

Qu'en est-il maintenant de la comparaison Canada-États-Unis ? Est-il vrai, comme l'ont prétendu certains commentateurs, que les universités américaines exigent des droits astronomiques, qui peuvent atteindre et même dépasser les 30 000 $? Si c'est le cas, seuls les enfants issus de familles riches peuvent espérer accéder aux études universitaires. Ainsi, malgré ses défauts, le système canadien demeure infiniment plus équitable que celui des Américains. La réalité n'est pas aussi simple que cela.

Aux États-Unis, il existe deux systèmes universitaires parallèles : un privé, un public. Les universités privées sont financées par les droits des étudiants, les donations des anciens étudiants devenus riches et célèbres, les fondations et les commandites. Les plus grandes universités américaines sont privées : Yale, Harvard, Princeton, Notre Dame, etc. On y exige des droits considérables, généralement aux alentours de 30 000 $, comme le montre le tableau 2. Pour faciliter la comparaison avec le tableau 1, tous les montants ont été convertis en dollars canadiens.

Tableau 2

DROITS DE SCOLARITÉ AUX ÉTATS-UNIS

Universités privées	
Cornell	37 200 $
Georgetown	36 962 $
Harvard	34 036 $
Johns Hopkins	37 374 $
MIT	37 944 $
Notre-Dame	36 047 $
Princeton	37 088 $
University of Chicago	37 353 $
Wesleyan	38 981 $
Yale	36 977 $
Universités publiques	
Eastern Tennessee	4 156 $
Florida A & M	3 536 $
Kentucky State	3 856 $
New York State	5 394 $
North Carolina State	4 036 $
Southern Illinois	4 166 $
U. of Houston	1 786 $
U. of Massachusetts	2 125 $
U. of Michigan	7 343 $
Virginia State	2 666 $

Source : Peterson's Undergraduate Database 2004

Il existe aussi des universités privées moins célèbres mais d'excellente réputation, et où les droits de scolarité peuvent osciller entre 10 000 et 20 000 $.

En principe, seuls les enfants des familles aisées peuvent donc avoir accès à ces institutions. En pratique, les universités privées offrent de nombreux programmes d'aide financière aux étudiants doués mais à revenus modestes. À Princeton, par exemple, 46 % des étudiants inscrits profitent sous une forme ou une autre d'aide financière.

C'est sans doute en pensant à ces grandes universités privées que l'on s'imagine que le système américain est réservé aux riches.

En réalité, les universités privées n'absorbent même pas 20 % de la clientèle scolaire. Le reste, plus de 80 %, est inscrit dans un des 1100 établissements publics d'éducation supérieure du pays. Beaucoup d'institutions publiques, comme l'Université de Californie (et notamment ses campus de Berkeley et UCLA), New York State, l'Université du Michigan, Florida A & M, et on pourrait continuer la liste longtemps, ont une excellente réputation.

Puisque les administrations publiques fournissent une importante partie du financement (comme au Canada), les universités publiques imposent des droits de scolarité moins élevés. Le tableau, qui fournit une dizaine d'exemples représentatifs, montre que ces droits soutiennent très bien la comparaison avec le Canada. Il y a même un cas, celui de l'Université de Houston, au Texas, une institution de 35 000 étudiants où les droits sont moins élevés qu'au Québec.

Il est donc archi faux de prétendre que l'éducation supérieure, aux États-Unis, est réservée aux riches.

Le Devoir, 08 mars, p. A1 et A8

Les étudiants ne reverront pas les 103 millions

Le recteur de l'UQAM appuie la contestation étudiante

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
TOMMY CHOUINARD

Espoirs déçus et mots d'encouragement pour les étudiants, qui ont subi un nouveau revers du gouvernement Charest hier en voyant s'évanouir la possibilité de récupérer les 103 millions de compressions en aide financière. Instantanément ravivée, la grogne estudiantine sera peut-être apaisée par les appuis, dont celui du recteur de l'UQAM, qui prie le nouveau ministre de l'Éducation de changer de cap.

Jean-Marc Fournier: «L'argent ne pousse pas dans les arbres»

Le recteur de l'Université du Québec à Montréal, Roch Denis, doit en effet soumettre aujourd'hui à son conseil d'administration une proposition afin que son institution appuie les revendications des étudiants, dont certains sont maintenant en grève pour convaincre Québec de retourner la centaine de millions de bourses converties en prêts. *«Le moment est venu pour le gouvernement et le nouveau ministre de revoir cette décision au vu des opinions et des controverses»*, a confié hier au *Devoir* M. Denis, qui presse le gouvernement de réinvestir massivement dans les universités plutôt que de choisir ce type de réforme *«qui ne tient pas la route»*.

«Je constate un consensus très fort de la part des étudiants, même s'ils ne s'entendent pas tous sur les moyens de pression», explique le recteur, qui a vu à l'UQAM une participation inégalée aux assemblées générales convoquées par les étudiants. *«Comme recteur, je me sens cette responsabilité de m'occuper de la réalité socioéconomique de nos étudiants et des effets de cette réforme.»*

ÉTUDIANTS
SUITE DE LA PAGE 1

Cet appui d'un recteur — le premier, sauf erreur — survient alors que le ministre Jean-Marc Fournier a exacerbé la grogne des étudiants hier en déclarant que le prochain budget de son gouvernement ne retournerait pas les 103 millions de compressions réclamés à grands cris par les groupes étudiants, la Coalition pour l'ASSE élargie (CASSEE), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) en tête.

«Les marges budgétaires qu'on regarde en ce moment ne sont pas à la hauteur des 100 millions que [les étudiants] *espèrent*, a affirmé le ministre Fournier à l'entrée du caucus libéral. *«On cherche des solutions, mais l'argent est rare.»*

Même s'il s'est dit *«sensible à la question de l'endettement étudiant»*, il a ajouté dans un même élan: *«l'argent ne pousse pas dans les arbres»*.

Cette déclaration a eu l'effet d'une gifle chez les étudiants. Après avoir rencontré le ministre il y a moins de deux semaines, la FECQ et la FEUQ ont été indignées par cette sortie, qui pourrait accentuer la vague de grèves déjà lancée par quelque 70 000 étudiants.

«Le ministre vient de se tirer dans le pied», a déclaré le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard-St-Amant, devant les bureaux montréalais du ministère de l'Éducation. *«Il est en train de nous envoyer le signal qu'il n'y a pas d'autre moyen de régler que d'aller en grève»*, ce que la FEUQ considérera sérieusement au cours des prochains jours.

Plus tôt dans la journée, le ministre Fournier avait d'ailleurs demandé aux grévistes d'être «responsables» et de retourner en classe. *«On va continuer à faire la grève jusqu'à ce que le gouvernement reconnaisse le problème et qu'il se montre prêt à négocier au lieu de continuer à faire des stratégies dilatoires»*, a affirmé Éric Martin, porte-parole de la CASSEE, qui revendique notamment l'abolition de la réforme des prêts et bourses.

Les représentants de la CASSEE doivent rencontrer le ministre Fournier demain. *«Le ministre peut dire ce qu'il veut, mais on va aller lui faire comprendre que nos revendications sont claires et sont là pour rester, la grève aussi»*, a ajouté M. Martin, qui ne remettait pas en question cet entretien malgré les déclarations matinales. *«On n'acceptera pas un réinvestissement partiel.»*

Cette rencontre avec la CASSEE est un signe d'*«ouverture du gouvernement»*, croit d'ailleurs le premier ministre Charest, qui a donné toute sa confiance à son ministre de l'Éducation. *«Je me fie à lui. Il fait bien son travail»*, a-t-il ajouté à l'issue du caucus des députés.

La déclaration matinale de Jean-Marc Fournier sur la non-disponibilité des 103 millions a suscité un flot de réactions, dont celle de la députée péquiste Pauline Marois, critique en matière d'éducation, qui y a vu un manque de *«leadership»*. *«Il commence son mandat en baissant les bras devant le ministre des Finances, ça commence bien»*, a-t-elle indiqué, ajoutant que M. Fournier avait *«reculé de trois pas»* en faisant cette sortie.

Les étudiants, qu'ils soient membres de la FECQ, de la FEUQ, de l'ASSE ou d'associations indépendantes associées à la CASSEE, continueront au cours des prochains jours à récolter les mandats de grève. Côté collégial, une quinzaine de cégeps seraient en grève, ce qui représente environ 46 000 étudiants.

Bravant la tempête et un froid sibérien, une trentaine d'étudiants ont par ailleurs transformé hier en bidonville une partie de la colline parlementaire, à Québec, afin d'illustrer la conséquence que risque d'avoir la hausse de l'endettement étudiant. Ils ont érigé quelques tentes en fin d'après-midi dans le but de passer la nuit sur place. Ils lèveront le camp ce matin. Cette manifestation a été organisée par des associations des cégeps F.-X. Garneau et de Limoilou, dont les étudiants ont toutefois rejeté la grève la semaine dernière.

À Montréal, un campement a aussi été érigé par la FECQ et la FEUQ devant les bureaux du ministre de l'Éducation *«en guise de protestation»* contre les compressions de 103 millions. *«Il sera installé tant que la grève durera»*, a expliqué la présidente de la FECQ, Julie Bouchard.

Rappelons que ces compressions d'une centaine de millions haussent le plafond des prêts de 72 % au premier cycle universitaire, de 52 % à la maîtrise et au doctorat, de 49 % au collégial technique et de 41 % au secondaire professionnel. Selon les prévisions du ministère de l'Éducation, l'endettement étudiant moyen augmentera de 2170 $ à la fin des études collégiales techniques et de 5840 $ au terme d'un premier cycle universitaire.

Le Devoir, 8 mars 2005

Le gouvernement et les associations étudiantes font fausse route

NORMA KOZHAYA
Économiste à l'Institut économique de Montréal

Les modifications apportées au programme de prêts et bourses au printemps 2004 augmentent le plafond des prêts accordés et transforment en prêts des montants qui étaient auparavant octroyés comme bourses. Elles ont soulevé l'ire des étudiants qui, en guise de protestation, font présentement la grève.

Le gouvernement avait sans doute pour objectif de dégager des sommes pour répondre aux besoins financiers des universités. Or, si les besoins financiers des universités existent bel et bien et que les étudiants devraient être appelés à contribuer dans une plus grande proportion à ces besoins, il n'est pas évident pour autant que la réforme du programme de prêts et bourse était la meilleure façon de faire.

Le programme de prêts et bourses ne touche que les étudiants les moins favorisés et qui ont le plus besoin de financement. Les étudiants issus de familles plus aisées n'y font généralement pas appel. La révision du programme est donc relativement injuste et, en ce sens, la révolte des associations étudiantes est justifiée. Elles sont toutefois en partie responsables de cette injustice, par leur opposition catégorique à un éventuel dégel des droits de scolarité.

Le dégel comme solution équitable

Une solution plus équitable au problème du financement des études supérieures aurait été d'augmenter les droits de scolarité tout en bonifiant le régime d'aide financière de façon adéquate. Une telle réforme augmenterait la contribution de tous les étudiants, mais, surtout, des étudiants mieux nantis, lesquels sont beaucoup plus nombreux sur les bancs des universités. En effet, les jeunes issus de familles plus riches sont deux fois plus susceptibles de poursuivre des études universitaires que les jeunes issus de familles plus pauvres. Cette tendance n'a pas changé dans le temps.

Pour les étudiants moins fortunés, un régime amélioré de prêts et bourses ferait en sorte que les raisons financières ne deviennent pas un obstacle à la poursuite d'études universitaires. Une telle réforme a d'ailleurs été entreprise au Royaume-Uni.

Au Canada, les enquêtes de Statistique Canada et d'autres organismes confirment l'une après l'autre que les raisons financières, et en particulier les augmentations de droits de scolarité, ne menacent pas vraiment l'accessibilité aux études.

Les résultats de l'enquête auprès des jeunes en transition de Statistique Canada dévoilés en novembre dernier sont fort éloquents à cet égard. Il s'avère que de 1999 à 2001, parmi les jeunes Canadiens ayant abandonné leurs études postsecondaires, seulement un étudiant sur dix invoquait le manque d'argent comme première raison de l'abandon (alors qu'environ un jeune sur trois indiquait l'avoir fait parce que le programme d'études choisi ne convenait pas).

De plus, les dernières données de la Fondation des bourses du millénaire mettent en évidence le fait que, malgré l'augmentation des droits de scolarité, de l'endettement étudiant et des exigences de résultats pour l'admission à l'université, les taux de participation aux études universitaires ont continué d'augmenter pour l'ensemble du Canada. Les inscriptions dans les universités canadiennes ont augmenté de 20 % entre 1999 et 2004. Au Québec, malgré le gel des droits de scolarité, elles n'ont augmenté que de 10 %.

Le Québec est la province où les étudiants contribuent le moins au financement de leurs études et où ils sont le moins endettés. Au Québec les droits de scolarité ne forment que 9 % des recettes totales des universités comparativement à 26 % pour l'Ontario et 19 % pour l'ensemble du Canada en moyenne. Parmi les étudiants québécois qui ont contracté une dette, le montant moyen de la dette d'études s'établissait à 12 300 $ en 2000, alors que la moyenne canadienne était de 18 900 $. Seulement 2,4 % des diplômés universitaires québécois accusaient une dette dépassant 25 000 $ comparativement à 13,4 % pour l'ensemble des étudiants canadiens.

Un éventuel dégel des droits de scolarité augmenterait la contribution de tous les étudiants et, sans doute aussi, l'endettement de ceux qui doivent emprunter pour étudier. Cette augmentation serait cependant moins importante que lorsque des compressions ciblent seulement un sous-ensemble des étudiants, comme c'est le cas avec les modifications récentes au programme de prêts et bourses. De plus, il ne faut pas oublier que l'éducation est avant tout un investissement. Même si la contribution des étudiants augmente faute de ressources disponibles au gouvernement, cet investissement demeurera l'un des plus rentables et des moins risqués qu'ils puissent faire.

vol. xxv › no 13 › 9 mars 2005

montréal campus

Pub Le Saint-Ciboire 1693 St-Denis

Pizz'Délic Pizzas & Pastas 1641 St Denis

Baloo's Débit de boissons 403, Ontario Est www.barbaloos.com

GRÈVE GÉNÉRALE BIENTÔT PLUS DE 100 000 ÉTUDIANTS UNIS POUR UNE ÉDUCATION ACCESSIBLE

› DOSSIER PP. 5 À 13

› SOCIÉTÉ : L'EAU, SOUMISE À UN PPP? › P. 15
› CULTURE : L'ART PUBLIC DE L'UQAM SE DÉTÉRIORE › P. 20

LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL www.montrealcampus.uqam.ca

5 VOYAGES Daytona Beach à gagner chaque vendredi

VENDREDI J'AI MON Verre

Pub Bar Terrasse Coin St Laurent Ste-Catherine (514) 842 9139

• Cette carte est destinée à une utilisation exclusive par le détenteur.
• Le rabais de 15% ne peut être combiné aux tables d'hôte, menu midi ou autres promotions en vigueur.
• Une seule carte est applicable par facture.
• Non monnayable.
• Valide à la salle à manger seulement.

Montreal Campus, 09 mars, p. 3

Une grève aujourd'hui... pour demain!

L'éducation est une priorité nationale, au même titre que la santé ou la protection de l'environnement. Elle constitue la pierre angulaire de la vie en démocratie et, en plus, les bénéfices liés à celle-ci profitent à l'ensemble de la population. La grève doit donc continuer aussi longtemps que le gouvernement ne reconnaîtra pas l'importance d'une éducation accessible.

CHARLES MESSIER, RÉDACTEUR EN CHEF, CATHERINE GIRARD-LANTAGNE, CHEF DE PUPITRE CULTURE, VINCENT LAROUCHE, CHEF DE PUPITRE UQAM, ALEXANDRE SHIELDS, CHEF DE PUPITRE SOCIÉTÉ

Le gouvernement libéral de Jean Charest a choisi de nier ce principe et de retrancher quelque 103 millions $ dans le programme d'aide financière. Conscients de l'urgence d'agir, plus de 70 000 étudiants des cégeps et universités avaient déjà rejoint le mouvement de grève générale au moment de mettre sous presse. Plusieurs associations devraient s'y greffer sous peu et d'autres tiendront des assemblées générales sur le sujet au cours de la prochaine semaine. Selon un sondage Léger Marketing, plus de 75 % de la population québécoise s'oppose à la refonte du programme de prêts et bourses des libéraux.

Montréal Campus appuie les revendications étudiantes et ajoute que la grève devra se poursuivre tant que le gouvernement n'abolira pas sa réforme, qui menace directement l'accessibilité aux études postsecondaires. Nous croyons que ce moyen de pression est nécessaire, puisqu'il permet aux étudiants de se mobiliser et de créer un mouvement suffisamment articulé et solidaire pour forcer les libéraux à reculer.

Contrairement aux multiples actions précédentes, manifestations, pétitions et plaintes officielles, le gouvernement sent maintenant le besoin de réagir. Le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a rencontré le 9 mars la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE), qui est l'instigatrice du mouvement de grève. Ce premier pas ne doit pas faire fléchir la pression de la part de la gente estudiantine. Celle-ci doit au contraire chercher à sensibiliser les autres acteurs de la société civile, des syndicats aux groupes communautaires, en passant par la population en général. Elle ne doit pas se laisser impressionner par les propos du ministre Fournier, qui prétend que son gouvernement n'a pas les sommes demandées et qui menace d'annuler la session des étudiants en grève. Cette éventualité est administrativement quasi impossible et pour qu'elle soit véritablement appliquée il faudrait qu'il n'y ait plus aucun cours jusqu'à la fin de la session. Pour éviter un tel scénario, tous les étudiants doivent débrayer en bloc pour une véritable grève générale et forcer le ministre à agir rapidement afin de pouvoir réintégrer les cours dans les meilleurs délais.

»»»

Le débat soulevé se fait non seulement pour ceux qui sont actuellement sur les bancs d'école, mais aussi pour les générations futures. Les étudiants d'aujourd'hui ne sont pas des enfants gâtés en manque de sensations fortes, mais plutôt des citoyens conscients du monde dans lequel ils vivent et qui veulent protéger ce qui devrait être un acquis collectif. Les générations qui les ont précédés devraient s'en réjouir et les féliciter. Contrairement à ce que dit Jean-Marc Fournier, les étudiants en grève, qui réclament une éducation plus accessible, n'envoient pas «un message contradictoire». Ils croient plutôt que pour garantir l'accessibilité aux générations futures, sacrifier quelques cours est un mal nécessaire.

Le premier ministre, Jean Charest, prétend pour sa part que «les étudiants québécois sont les mieux traités au monde». Il fait fausse route, surtout lorsqu'il s'acharne à comparer notre système à ceux de l'Ontario et des États-Unis. Les regards pourraient plutôt se tourner vers le vieux continent (voir *Le rêve scandinave* à la page 7). Huit États européens n'imposent en effet aucuns frais de scolarité. Des pays où le niveau de vie est comparable avec la situation québécoise, à la différence près qu'ils ont choisi de faire de l'éducation une priorité nationale. Ici, acquérir une riche formation impose souvent un fardeau financier qui peut facilement dépasser 20 000 $ pour un bachelier, une situation inacceptable qui impose un changement de cap.

Heureusement, les jeunes Québécois ne sont pas dupes. Au contraire, M. Charest, ils sont prêts. Citoyens riches de leurs connaissances et de leur détermination, ils pourraient bien obliger les libéraux à remettre l'éducation à leur liste de priorités. Les étudiants font la grève aujourd'hui en pensant à la société de demain.

Écrivez-nous votre opinion sur la grève!
Nous la publierons dans le numéro du 23 mars.
redacteur@uqam.ca

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

Tous pour un?

Plus de 70 000 cégépiens et universitaires sont en grève au Québec. Deux mouvements nationaux, l'ASSÉ et la FEUQ, les représentent. Même si le premier est plus radical que le second, ils partagent une opposition totale à la réforme de l'Aide financière.

MARIE-FRANCE-LOU LEMAY

Le 21 janvier dernier, avec l'atteinte du plancher de sept associations participantes, fixé par la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉÉ), des dizaines de milliers d'étudiants déclenchaient une grève générale illimitée. À l'UQAM, à l'exception de l'École des sciences de la gestion, toutes les facultés ont débrayé. Depuis, des associations étudiantes de plusieurs cégeps et universités se rallient à la huitième grève générale illimitée étudiante québecoise et se mobilisent contre les compressions dans le régime des prêts et bourses. Les deux plus importants mouvements qui représentent les étudiants universitaires québécois, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), à l'origine de la CASSÉÉ, et la Fédération étudiante québécoise universitaire (FEUQ), qui marche main dans la main avec son pendant collégial (FECQ), se font compétition plutôt que de faire front commun.

ASSÉ *vs* FEUQ

L'ASSÉ, reconnue comme l'aile radicale du mouvement étudiant, existe depuis quatre ans. Elle s'identifie au syndicalisme de combat et désire créer un rapport de force pour appuyer ses revendications. Les principes de l'ASSÉ sont basés sur la Charte de Grenoble de 1946, qui définit les étudiants comme de jeunes travailleurs qui ont des droits et des devoirs et deviennent ainsi des citoyens et acteurs du mouvement social. «Nos revendications sont plus globales que celles de la FEUQ. Elles rejoignent aussi les citoyens, croit la secrétaire à la coordination de l'ASSÉ, Julie Lachance. Tout ce qui touche la société nous touche.» Moins radicale, la FEUQ, qui existe depuis 1989, se dit aussi préoccupée par une foule d'enjeux. «Nous sommes présents dans toutes les dimensions de la politique: internationale, fédérale et provinciale», explique son président, Pier-André Bouchard.

Pour faire entendre leur message, les deux mouvements étudiants utilisent des méthodes distinctes. «On stimule la tenue d'assemblées générales des étudiants. La mobilisation est plus importante que la représentation», précise Julie Lachance. La FEUQ, qui pratique un lobbyisme actif, favorise quant à elle les démarches consensuelles pour arriver à ses fins. «Nous faisons des recherches pour présenter des solutions au gouvernement», soutient Pier-André Bouchard. La FEUQ s'est aussi distinguée en lançant le 28 février une campagne de publicité télévisée au coût de 66 000 dollars.

L'ASSÉ compte plus de 20 000 membres universitaires et collégiaux à travers le Québec. Elle ne fait pas le poids démographique à côté de la FEUQ, qui regroupe près de 170 000 étudiants. Elle a fondé la CASSÉÉ pour rassembler un maximum d'étudiants et déclencher une grève, peu importe leur appartenance aux regroupements nationaux.

> ***«Nos revendications sont plus globales que celles de la FEUQ. Elles rejoignent aussi les citoyens. Tout ce qui touche la société nous touche.»***
>
> *- Julie Lachance, secrétaire à la coordination de l'ASSÉ*

Par un effet d'entraînement, l'Association des étudiants et étudiantes du secteur de l'éducation de l'UQAM (ADEESE) affiliée à la FEUQ s'est jointe au mouvement, sans formellement adhérer à la CASSÉÉ. «Nous sommes en grève illimitée, mais nous ne voulons nous associer à personne. Les gens d'éducation ont participé à l'escalade des moyens de pression depuis l'automne et nous étions rendus à l'étape de la grève. En tant que futurs enseignants, nous ne pouvions ni accepter les *coupures* dans le régime de prêts et bourses ni accepter que le gouvernement ne fasse pas de l'éducation une priorité», explique la présidente de l'ADEESE, Catherine Pache-Hébert.

Alors que la FEUQ se prononce contre la transformation de 103 millions de dollars de bourses en prêts, la CASSÉÉ exige que le gouvernement renonce à la décentralisation du réseau collégial et qu'il abolisse la réforme de l'Aide financière aux études, le tout dans une perspective de gratuité scolaire. «On va à la racine du problème. Il ne faut pas payer pour aller à l'école», croit Julie Lachance. La Fédération ne parle pas de gratuité scolaire. «Nos moyens d'action sont toujours faits dans le but d'avoir la meilleure éducation possible, accessible et de qualité, explique Pier-André Bouchard. On demeure crédible dans nos revendications.»

La FEUQ a rencontré le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, le 24 février. Il s'est dit ouvert aux négociations, mais n'a pris aucun engagement concret. La FEUQ encourage désormais les étudiants à voter pour des mandats de grève. «Ça fait huit mois qu'on discute avec le gouvernement, ça n'a rien donné», lance Pier-André Bouchard.

La CASSÉÉ devrait aussi rencontrer le ministre sous peu. Un comité spécial de trois membres a été élu pour les négociations. Bien que ses revendications soient plus radicales que celles de la FEUQ, elle garde confiance. «Nous avons 53 000 étudiants derrière nous, nos revendications sont claires et nous voulons obtenir ce que nous allons demander, souligne le porte-parole de la coalition, Xavier Lafrance. Nous n'irons pas négocier en nous disant que nous ferons des concessions. Nous n'accepterons rien sans que ce soit approuvé par les assemblées générales des étudiants en grève.»

PHOTO ANTOINE ROULEAU

Le 24 février, près de 2000 étudiants ont défilé dans le centre-ville de Montréal.

Le cœur balance

Quatre associations étudiantes universitaires sont membres de l'ASSÉ, dont celle de la faculté des sciences humaines de l'UQAM et le Regroupement des étudiants et étudiantes en sociologie de l'Université de Montréal (REESUM). Ce dernier avait des revendications qui se rapprochaient plus de celles de l'ASSÉ que de la FEUQ et a quitté la Fédération à la session d'hiver 2003. Les idéaux de l'ASSÉ ne font cependant pas l'unanimité. «Leurs positions et leurs actes ne correspondent pas toujours aux nôtres. Des fois, c'est trop radical», explique le responsable externe du REESUM, Marc-André Faucher. Il avoue que son regroupement fait partie du mouvement le plus radical pour des raisons politiques. «C'est une *alternative* à la FAECUM [Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, affiliée à la FEUQ], qui ne permet pas l'engagement étudiant et ne prend pas compte de nos décisions.»

Malgré des relations peu cordiales, les deux organisations ont multiplié parallèlement les moyens de pression: des formulaires de plainte officiels ont été remplis, puis envoyés à l'Aide financière aux études et des manifestations ont eu lieu devant des bureaux de députés et de ministres, à Montréal, Sherbrooke, Québec et Magog. En février, l'escalade s'est poursuivie. Des étudiants ont libéré 103 souris dans des bureaux de députés libéraux à Montréal. À Montréal, Jean Charest a annulé une conférence qui devait avoir lieu à l'Université McGill alors qu'une manifestation devait y avoir lieu. La FEUQ et la FECQ ont perturbé la réunion du caucus des députés libéraux à Montebello. Ultime moyen de pression, le 24 février, près de 30 000 étudiants ont déclenché une grève générale illimitée. Des dizaines de référendums et d'assemblées générales ont lieu dans la quasi-totalité des établissements d'enseignement supérieur. La majorité des étudiants québécois pourrait donc être en grève d'ici peu. ©

> ***«Nos moyens d'action sont toujours faits dans le but d'avoir la meilleure éducation possible, accessible et de qualité. On demeure crédible dans nos revendications.»***
>
> *— Pier-André Bouchard, président de la FEUQ*

Montréal Campus, 9 mars, p. 6

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

L'heure des choix

Partout au Québec, des associations étudiantes collégiales et universitaires adoptent des mandats de grève. Plusieurs autres votes sont prévus dans les jours à venir.

MARIE-FRANCE-LOU LEMAY

L'Université Laval UNIVERSITÉ LAVAL

Les étudiants de premier cycle de l'Université Laval sont représentés par la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), qui regroupe plus de 80 associations étudiantes de départements, de facultés et de programmes. Elle est membre de la FEUQ. Les départements de sociologie, science politique et d'histoire, ainsi que la faculté de philosophie, votent sur la grève dans les semaines du 7 et 14 mars.

L'Université de Sherbrooke UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

La Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) est affiliée à la FEUQ. La faculté des lettres et sciences humaines ainsi que l'Association des étudiants de théologie et philosophie sont en grève illimitée depuis le 25 février. D'autres assemblées générales se tiennent au retour de la semaine de relâche, durant la semaine du 7 mars. «Peu importe les moyens de pression, les étudiants ont la volonté d'agir», remarque le président de la Fédération des étudiants de l'Université de Sherbrooke, Jean-Patrick Brady.

L'UQAM UQÀM

Six des sept associations facultaires sont en grève générale illimitée. L'École des sciences de la gestion (indépendante) n'a pas l'intention de se joindre au mouvement, mais une pétition y circule pour réclamer un véritable débat sur la grève.

Le réseau de l'Université du Québec

À l'Université du Québec à Trois-Rivières (FEUQ), une assemblée générale avait lieu le 9 mars. À Rimouski (FEUQ), les étudiants de l'Association générale des étudiants de l'UQAR ont fait une grève d'une journée. Du côté de Chicoutimi (FEUQ), une pétition en faveur de la grève circule, «mais aucun mouvement de grève n'est prévu», précise le vice-président aux affaires externes du Mouvement des associations générales des étudiants de l'UQAC, Martin Filion.

L'Université de Montréal Université de Montréal

Les associations étudiantes de l'Université sont représentées par la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), affiliée à la FEUQ. Pour l'instant, les associations départementales d'histoire, d'éducation, d'anthropologie, de sociologie, de musique, de lettres et de sciences humaines, de psychoéducation et de géographie sont en grève illimitée. Celle de criminologie les rejoindra le 14 mars et communications le 15. «La volonté d'aller en grève est beaucoup plus forte qu'on ne le pensait dans les dernières semaines, souligne le secrétaire général de la FAÉCUM, Pierre-Alain Benoît. Ça nous surprend que plusieurs associations partent en grève, parce que dans l'histoire du mouvement étudiant, c'est rare que l'Université de Montréal s'implique autant.» Les associations étudiantes de philosophie et de psychologie ont un mandat de grève de 24 heures. La FAÉCUM représente 84 associations étudiantes de l'Université. Celle d'anthropologie est indépendante et celle de sociologie est affiliée à l'ASSÉ. Plusieurs assemblées générales auront lieu dans la semaine du 7 mars.

Chez les anglos

Concordia UNIVERSITY McGill

Dans les universités anglophones, la mobilisation étudiante est plutôt timide. À McGill (FEUQ) et Bishop's (Canadian Alliance of Student Associations, dont fait aussi partie McGill), aucun mouvement de grève n'est prévu pour l'instant. À Concordia (FEUQ), une pétition circule et une assemblée générale avait lieu le 9 mars. «Cette université a toujours été la plus revendicatrice et impliquée des trois», explique l'auteure d'un livre à paraître sur l'histoire du mouvement étudiant au Québec et ancienne étudiante à l'UQAM, Valéry Colas.

À Polytechnique et à l'École de technologie supérieure, aucune grève n'est prévue.

Du côté des cégeps

Le Cégep Saint-Laurent (ASSÉ) est l'un des premiers établissements à avoir voté en faveur de la grève illimitée. Le Vieux-Montréal (indépendant) a l'une des associations les plus engagées dans la campagne, mais les résultats du référendum ont été serrés. Seulement 56 % des étudiants ont voté pour la grève. Les cégeps Lionel-Groulx (ASSÉ), Marie-Victorin (indépendant), de Valleyfield (indépendant), de Rosemont (FECQ), de Matane (ASSÉ), de Maisonneuve (indépendant), de Saint-Jérôme (indépendant), de Mont-Laurier (indépendant), de Baie-Comeau (FECQ), de Sherbrooke (ASSÉ) et de Drummondville (ASSÉ) font partie du groupe. Édouard-Montpetit (FECQ) est en grève renouvelable aux trois jours. Au Cégep de Granby Haute-Yamaska (indépendant), les étudiants ont voté en faveur de la grève au terme d'un référendum dont le taux de participation a été de 72 %. À Saint-Jean-sur-Richelieu (indépendant), 55,5 % des étudiants étaient en faveur du débrayage. Le Cégep de Gaspésie-les-Îles, campus Îles-de-la-Madeleine, et les 2000 étudiants du Cégep de Joliette (indépendant) se joignent aussi au mouvement.

À surveiller dans les prochains jours

Les associations étudiantes des cégeps de Beauce-Appalaches (FECQ), de Shawinigan (indépendant), de Rimouski (FECQ), de Jonquière (FECQ), de l'Outaouais (indépendant), de Saint-Hyacinthe (FECQ) et André-Laurendeau (FECQ) tiennent des référendums dans la semaine du 7 mars. La liste risque de s'allonger, puisque la FECQ, tout comme la FEUQ, a invité ses membres à voter des mandats pour se joindre à la grève.

chronique

Esprit de clocher

Le meilleur...

Mea culpa. J'étais complètement dans le tort en écrivant, dans ma dernière chronique, que l'Association des étudiantes et étudiants du secteur de l'éducation de l'UQAM était parmi les «moins motivées» à se battre pour protéger le droit à une éducation accessible. *Montréal Campus* sortait tout juste de chez l'imprimeur lorsque son assemblée générale déclenchait une grève générale illimitée.

C'est ce qui est formidable lorsque des événements importants viennent bousculer le train-train quotidien d'un microcosme comme l'UQAM. Ces rares fois dans une vie de spectateurs où vient le temps d'être acteur et de passer à l'action réservent toujours leur lot de surprises sur ceux qui nous entourent, car elles font ressortir ce qu'il y a de meilleur et ce qu'il y a de pire chez l'être humain.

Le meilleur, ce sont toutes ces personnes impliquées dans le mouvement de grève, qui se dévouent corps et âme, parfois plus de 80 heures par semaine, pour la cause de l'éducation. En tant qu'universitaires, la plupart d'entre elles pourraient se trouver un travail moins exigeant et mille fois mieux payé. Mis à part les études, le reste de leur temps serait consacré aux sorties dans les bars, aux sports ou à d'autres divertissements. Pourtant, ils sacrifient ces petits plaisirs pour une cause collective. Et ils compensent par une surcharge de travail le manque d'implication de certains de leurs camarades de classe. Le meilleur, c'est aussi les filles de science de l'éducation qui, contre toute attente, ont été les premières à partir le bal.

... et le pire

Le pire, c'est cette étudiante hystérique, au bord des larmes, qui hurle à un piquet de grève qu'ELLE a droit à son cours parce qu'ELLE est contre la grève, sans comprendre que la vie en société implique des choix collectifs, qu'il y a 40 000 étudiants à l'UQAM et que la terre ne peut pas cesser de tourner à cause du nombril-du-monde que révèle son t-shirt Parasuco. Le pire, ce sont aussi ceux à qui je tendais le Spécial grève de *Montréal Campus* la semaine dernière et qui, au lieu de dire «non merci, je ne veux pas m'informer», adoptaient une démarche curieuse, se tordant le cou de toutes leurs forces pour regarder ailleurs, me frôlant, tentant de m'éviter sur leur chemin. J'ai même vu un professeur en communications, qui siège à mes côtés au comité de programme, se cabrer de façon bizarroïde pour éviter de croiser mon regard et d'avoir à prendre un journal.

Le pire, c'est aussi l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM (AéESG), la seule (comme d'habitude) à ne pas être solidaire avec les grévistes. Lors de la grève de 1996, qui a bloqué la menace d'un dégel des frais de scolarité, *Montréal Campus* publiait une lettre du président de l'AéESG, qui s'interrogeait: «Nous sommes les futurs chefs d'entreprise et nous ferions la grève?» La mentalité dans le corridor du pavillon R n'a pas beaucoup changé depuis.

Si les «futurs chefs d'entreprise» n'appuient pas la cause étudiante, il en va autrement des syndicats de l'UQAM. Dans un élan de solidarité, ils ont unanimement exprimé leur accord avec les revendications. C'est sur la question des moyens de pression que le bât blesse. Les chargés de cours ont reçu la consigne de se présenter en classe et de juger par eux-mêmes s'ils doivent ou non donner leur cours. Un peu comme si on avait invité les clients de la SAQ à juger par eux-mêmes s'il fallait traverser les lignes de piquetage pendant que les employés gelaient dehors. Le président du syndicat des professeurs, Jacques Pelletier, affirme quant à lui que pour que son organisation appuie la grève, il faudrait que le mouvement se généralise. Outre que près de 100 000 étudiants ont déjà débrayé, l'argument en soi est illogique. Avant de se généraliser, un mouvement doit bien commencer quelque part! À l'UQAM, il est bien amorcé, et c'est maintenant que les étudiants ont besoin de l'appui de leurs professeurs, pas dans un mois, une fois que toutes les autres institutions auront voté! C'est devenu un cliché, mais ça vaut la peine de le répéter: prenez position !

Et le recteur, dans tout ça ? J'en suis presque à me demander s'il existe vraiment. Vous l'avez déjà vu, vous ?

Vincent Larouche
uqam.campus@uqam.ca

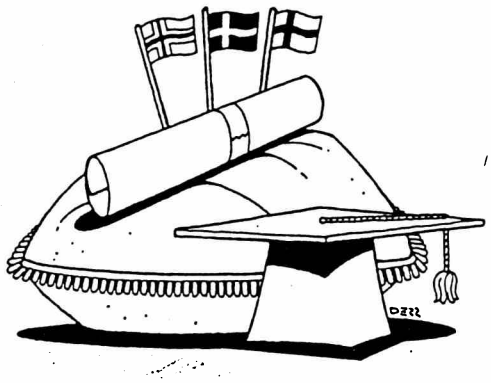
GRATUITÉ UNIVERSITAIRE

Le rêve scandinave

Un pays où les frais de scolarité n'existent pas et où le gouvernement offre des bourses à tous les étudiants, peu importe leur revenu, utopie ou réalité? Ce modèle existe bel et bien dans plusieurs pays européens, dont la Suède, le Danemark et la Finlande.

MARJORIE APRIL

«Au plus loin que je me souvienne, je n'ai jamais entendu parler d'universités payantes chez moi.» Katri Suhonen est née en Finlande où elle a fait sa maîtrise. Elle a terminé son doctorat en 2002 à l'UQAM pour ensuite retourner dans son pays enseigner le français et la littérature à l'Université de Tampere. La gratuité des universités lui paraît aussi naturelle que la gratuité des écoles primaires et secondaires pour les Québécois. En Finlande, comme en Suède et au Danemark, l'État finance complètement les universités jusqu'au deuxième cycle, c'est-à-dire la maîtrise. Seules les chaires d'étude reçoivent parfois des subventions de compagnies privées pour leurs recherches.



En Finlande, 85 % des jeunes s'inscrivent aux études postsecondaires, tandis qu'au Québec seulement 53,7 % le font, selon l'Institut de la statistique du Québec. Même phénomène en Suède, où 76 % des étudiants choisissent les études supérieures. Bien que d'autres facteurs puissent expliquer ces statistiques, Katri Suhonen croit que l'absence de droits de scolarité représente un obstacle en moins pour les jeunes qui désirent poursuivre leurs études après le secondaire. Ils doivent toutefois passer un examen de connaissances générales et parfois faire des lectures pour se préparer au test d'entrée à l'université. Le pourcentage de réussite est très élevé.

En plus de favoriser les études supérieures en finançant complètement les universités, le gouvernement finlandais offre une bourse à tous les étudiants, durant les mois où il y a des cours, et ce, sans égard aux revenus de leurs parents, pendant un maximum de cinq ans. Tous les étudiants sont admissibles à l'obtention d'une bourse. Si le montant n'est pas suffisant, ils peuvent aussi faire la demande d'un prêt. Même les étudiants étrangers bénéficient de ces avantages.

«C'est ça, la social-démocratie!» s'exclame Philippe Longchamps, qui a quitté le Québec pour s'installer en Suède en 2002 après avoir complété une maîtrise en histoire à l'UQAM. Il enseigne maintenant le français à des élèves de niveaux primaire et secondaire. Sa conjointe, qui est d'origine suédoise, étudie à l'Université de Lund. «Les Suédois ont compris que la société a tout à gagner à payer plus de taxes afin de financer les institutions et les programmes sociaux. Un système comme celui-là peut fonctionner seulement dans un pays qui a un gouvernement vraiment responsable et stable.»

Les citoyens paient indirectement tous ces services par des impôts et des taxes qui figurent parmi les plus élevés au monde. «Les Suédois acceptent de payer, parce qu'ils peuvent avoir confiance en leur gouvernement, ajoute Philippe Longchamps. Ils savent que leur argent ne sera pas dépensé à gauche et à droite dans des programmes de commandites comme au Canada!» Selon l'indice de corruption calculé en 2004 par l'agence Transparency International, la Suède, le Danemark et la Finlande se classent parmi les six pays les moins corrompus de la planète. Le Canada arrive tout de même douzième sur les 145 pays ciblés par l'étude.

Une avenue pour le Québec?

«Si le Québec le veut, il peut aller chercher le manque à gagner en argent public. Dans les évasions fiscales, les évitements d'impôts et les fiducies des riches familles du Québec qui profitent largement des dons de l'État», affirme le professeur des Hautes Études commerciales et ex-candidat du NPD dans Outremont, Omar Aktouf, à ceux qui remettent en question la possibilité d'instaurer l'éducation universitaire gratuite au Québec. La Suède et le Danemark sont selon lui semblables au Québec sur le plan de la population, du climat et du PIB par habitant. Il est critique envers le gouvernement actuel. «Nos banques ont mis jusqu'à 30 milliards de dollars dans des paradis fiscaux, s'indigne-t-il. Si notre gouvernement jouait son rôle d'État au service de la nation, comme le font ceux de la Suède et du Danemark, et non de "comité de gestion des faiseurs d'argent", il y aurait largement de quoi financer des études et un système de santé gratuits et de qualité.»

Ce type de gouvernement au service de la nation, Philippe Longchamps y a goûté en Suède et il en a été comblé. «J'aime mon nouveau pays et je n'ai plus envie de retourner au Québec. Je suis heureux de vivre dans un pays social-démocrate avec des conditions de travail 20 fois plus avantageuses qu'à Montréal et des salaires deux fois plus élevés dans la fonction publique.»

Bien que le gouvernement finlandais ait déjà songé à imposer des frais de scolarité aux étudiants étrangers, la gratuité universitaire est bien ancrée dans les mœurs et l'économie de ces pays. Une grande partie de la population tient aux avantages sociaux et au modèle social-démocrate qu'elle a acquis au fil des ans. «La plupart des étudiants peuvent se permettre de se consacrer entièrement à leurs études, sans avoir besoin de travailler en même temps pour subvenir à leurs besoins», remarque Katri Suhonen. La conception des études à temps plein en Scandinavie est certainement différente de celle du Québec. Pour eux, difficile d'imaginer qu'un étudiant travaille 30 heures par semaine en plus d'aller à ses cours et tenter de réussir ses études supérieures.

RENCONTRE AVEC XAVIER LAFRANCE, PORTE-PAROLE DE LA CASSÉÉ

Le rapport de force avant tout

Il y a quelques semaines, même le milieu étudiant connaissait Xavier Lafrance, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. Avec la création de la Coalition de l'ASSÉ élargie (CASSÉÉ), l'étudiant en science politique à l'UQAM est maintenant sur toutes les tribunes pour représenter les grévistes. Le «syndicalisme étudiant de combat» est selon lui la meilleure façon de mener cette lutte à bien.

VINCENT LAROUCHE

Montréal Campus: Depuis sa fondation, il y a quatre ans, est-ce que l'ASSÉ a beaucoup changé, et de quelle façon?

Xavier Lafrance: Ce que je peux dire, c'est qu'il y a un cadre à l'ASSÉ qui ne change pas, des revendications de base qu'on peut résumer à une éducation laïque, non discriminatoire, publique, accessible et de qualité. Ça passe par la gratuité scolaire aussi, l'éradication de l'endettement étudiant. C'est une organisation qui se veut, dans ses revendications, non corporatiste, c'est-à-dire solidaire avec l'ensemble des mouvements sociaux, la lutte des femmes, des peuples autochtones. C'est une vision sociétale globale, une structure démocratique. On stimule la tenue d'assemblées générales. Le Congrès est l'instance suprême, mais ne peut rien imposer aux assemblées générales. Dans les moyens d'action, aussi, il y a un cadre qui est celui du syndicalisme étudiant de combat. C'est-à-dire qu'on va informer la population étudiante, la mobiliser plus ou moins constamment, ce qui ne veut pas dire d'être en grève tout le temps, mais plutôt que la population soit prête à être derrière nous, s'il faut négocier avec le gouvernement.

MC: Avec la CASSÉÉ, on peut dire que vous n'avez jamais eu autant d'influence. Par contre, votre nombre de membres à l'ASSÉ est au plus bas. Est-ce que ça voudrait dire que la population étudiante aime beaucoup l'ASSÉ, mais ne voit pas l'utilité d'y adhérer et de payer des cotisations?

XL: Effectivement, il y a une inconséquence de ce côté-là. Il y a beaucoup d'associations qui sont solidaires de l'ASSÉ. Il y en a même qui adoptent presque systématiquement le plan d'action de l'ASSÉ et ses revendications, mais n'appliquent pas le concept de solidarité, que d'autres associations ont décidé d'adopter, soit de mettre des ressources en commun, et donc d'obtenir un droit de vote. C'est un peu inconséquent. Les gens le font au nom de l'indépendance, mais ils se plongent dans une dépendance, parce qu'ils sont presque toujours à la remorque de ce que les fédérations ou l'ASSÉ vont faire. On espère vraiment, grâce à la campagne actuelle, démontrer la nécessité d'une association étudiante nationale qui prône le syndicalisme étudiante de combat.

MC: Quels sont les avantages, pour une association indépendante, de rejoindre l'ASSÉ?

XL: C'est important d'avoir une association stable, qui peut assurer le suivi d'une année à l'autre. Il faut une structure fixe, une mémoire historique de ce qui s'est passé il y a six mois. Ce n'est pas seulement un débat théorique entre les tenants du *concertationisme* de la FECQ et de la FEUQ et les tenants du syndicalisme étudiant de combat. Ce débat se règle dans la pratique, il faut regarder ce qui marche et ce qui ne marche pas. Si on regarde 40 ans de mouvement étudiant au Québec, les 25 ans où le syndicalisme étudiant de combat a été dominant, c'est là où les gains se sont faits. C'est là où les attaques du gouvernement ont été contrées. Tandis que, depuis 15 ans, maintenant que la FECQ, la FEUQ et la concertation à tout prix dominent, les reculs sont énormes! Dégel des frais de scolarité, compressions de deux milliards, frais afférents qui explosent, le public qui se retire, le privé qui embarque, les frais de scolarité pour les étudiants internationaux, la taxe à l'échec, etc. C'est la façon de l'ASSÉ qui est la plus efficace, et c'est l'Histoire qui le démontre.

MC: «Négociation» veut dire qu'il y a concessions de part et d'autre. Est-ce que dans la base de négociation de la CASSÉÉ il y a place pour des concessions?

XL: Dans l'absolu, je dirais que c'est possible, mais concrètement ça dépend du rapport de force qu'on va être capables de construire. On ne peut pas parler d'égal à égal avec ce gouvernement-là. Ce qu'on va aller chercher va dépendre de la mobilisation qu'il y a derrière nous, de la population étudiante. Prenons 1974, par exemple, même si le contexte politique n'était pas vraiment le même. Il y avait une mobilisation énorme contre les tests d'aptitude aux études universitaires, imposés seulement aux francophones, qui étaient une espèce de test de QI et de culture générale, qui bloquait l'entrée à l'université pour les gens des classes populaires. Il y a eu une grosse mobilisation et le ministre a annoncé, juste avant le déclenchement de la grève, qu'il retirait les tests. Ensuite, les étudiants se sont dit «continuons» et ils ont fait des gains du côté des prêts et bourses.

Photo: Catherine Foucier Bernard

Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSÉÉ.

MC: Est-ce que la réforme de l'Aide financière aux études a déjà eu des effets, ou bien ce sera plutôt à long terme?

XL: Je pense que ça cause déjà des problèmes aux étudiants et étudiantes. Plusieurs personnes avaient droit à des bourses auparavant et vont finalement terminer l'année avec un endettement beaucoup plus élevé. Nous avons fait circuler des formulaires de plainte à la session dernière. Sans tomber dans le sentimentalisme, il y a des cas extrêmement touchants là-dedans. Des «soutiens» de familles monoparentales qui ont quatre enfants à charge et qui sont totalement dans la merde à cause de cette réforme.

C'est aussi très dangereux, parce qu'il y a une hausse du plafond de prêts. Maintenant, les prêts varient directement en fonction des frais de scolarité. Donc, on est en train de mettre la table pour une libéralisation des frais. On va nous dire qu'il n'y a pas de problème si tel cégep ou telle université charge des prix de fous, parce que les prêts vont être proportionnels. On est en train d'entrer dans une logique de privatisation qui nous fait accepter le principe d'utilisateur payeur.

MC: Pour vous, le programme de remboursement proportionnel au revenu (RPR) proposé par le gouvernement ne règle pas le problème de l'endettement. Mais pourquoi demander son abolition? Pourquoi ne pas le conserver en attendant d'obtenir plus?

XL: C'est un cadeau empoisonné, le RPR. Dans pratiquement tous les pays où ç'a été instauré, les frais de scolarité ont explosé dans les mois qui ont suivi. Le Comité consultatif sur l'accessibilité aux études postsecondaires a écrit un document en 2001 sur le RPR. Ils posaient clairement la question : «faut-il donner un avantage, le RPR, en échange d'une hausse des frais de scolarité?» Ils reconnaissent clairement que ça peut s'en venir. De toute façon, si on veut vraiment appliquer le principe de remboursement proportionnel au revenu, imposons donc un système d'imposition réellement progressif, la question va être réglée. ©

RENCONTRE AVEC PIER-ANDRÉ BOUCHARD, PRÉSIDENT DE LA FEUQ

La balle dans le camp du ministre

Sur le mur de son bureau, une bannière de la défunte AGEsshalcUQAM, l'association qui regroupait la majorité des étudiants de l'UQAM jusqu'en 2001, pose fièrement. Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), aime à rappeler l'importance de son organisation, qui regroupe près de 170 000 étudiants. C'est en raison de cette lourde responsabilité, qu'elle aurait pris beaucoup de temps avant de se prononcer pour la grève.

VINCENT LAROUCHE

Montréal Campus: Le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a-t-il le pouvoir de changer vraiment les choses ou sera-t-il condamné à suivre le chemin de son prédécesseur?

Pier-André Bouchard: Techniquement, oui, il a la capacité de le faire. Supposons qu'il ait la volonté de régler cette question, tout ce qu'il a à faire, il doit d'abord trouver 103 millions, donc cela implique qu'il doit faire une demande au ministère des Finances. Deuxièmement, il doit avoir l'aval du Conseil des ministres. Techniquement, c'est l'aval du premier ministre. Fournier, c'est clairement quelqu'un qui est proche de monsieur Charest, donc, s'il a la volonté de régler ça, il a probablement la capacité de le changer. Il y a aussi une grogne claire chez les députés. C'est une arme que Fournier peut utiliser. Nous sommes allés en commission parlementaire présenter à madame la ministre Courchesne l'impact des *coupures* des prêts et bourses sur les mères monoparentales aux études, et elle ne nous a pas vraiment dit qu'on avait tort. C'était plus «on ne règlera pas ça ce soir». Ça démontre que ce sont des gens qui demeurent solidaires des décisions gouvernementales, mais qui ne les défendent pas *ben ben*.

MC: Vous êtes donc confiants qu'il y a moyen de gagner cette bataille?

PAB: Non, on n'est pas confiants. Ce que je dis, c'est qu'il y a une différence de discours entre Pierre Reid et Jean-Marc Fournier. Pour l'instant, il n'y a pas d'argent sur la table. Nous, on ne se fie pas seulement aux paroles, on se fie aux actions. Alors, nous allons continuer à mettre tout en œuvre pour gagner. Un élément important, aussi, c'est la Fondation canadienne des bourses du millénaire, qui constitue une pression énorme sur le gouvernement. Le fait qu'elle retiennent 70 millions en ce moment. Si elle les retient encore, ces 70 millions, le gouvernement va avoir dans son prochain budget l'odieux de *couper* 70 millions quelque part. Moi, je fais un pari avec toi, c'est que *les ministères ne se mettront pas* à courir après cette *coupure*-là, donc ça va probablement rester à l'éducation, et Fournier va se retrouver avec une coupure de 70 millions à opérer. Je pense qu'il ne peut plus couper dans les prêts et bourses. S'il fait ça tout le Québec va lui arracher la tête!

Pier-André Bouchard, président de la FEUQ.

PHOTO CATHERINE FOREST-BERNARD

MC: Actuellement, vous encouragez vos membres à aller chercher des mandats de grève, mais on ne sait pas encore s'ils seront utilisés, ni quand?

PAB: Quand on parle à nos associations étudiantes, on leur demande d'aller chercher des mandats de grève, on leur demande une marge de manœuvre pour la date de déclenchement, même si ce n'est pas toujours le cas, c'est normal. Ce sont les étudiants qui décident de poser un geste et qui décident s'ils donnent cette marge de manœuvre à leurs représentants ou non. D'ailleurs, ce qu'on déplore un peu, c'est qu'il y en a qui prétendent que le mouvement de grève leur appartient. Je n'ai pas cette prétention-là. Jamais je ne vais dire que la grève c'est la FEUQ ou la FECQ. La grève, c'est d'abord aux étudiants qui sont dans les assemblées générales. On encourage les étudiants à le faire, on est solidaires avec les étudiants qui sont déjà en grève.

MC: Pourtant, il n'y a pas longtemps, vous jugiez que c'était prématuré de déclencher la grève.

PAB: Avant, on n'avait pas le mandat d'en parler, maintenant oui.

MC: Mais cela arrive après que la CASSÉÉ ait initié le mouvement de grève. Est-ce que n'est pas un peu du rattrapage?

PAB: L'ASSÉ essaie chaque année de faire la grève, donc ça m'impressionne peu. Ça n'appartient pas à une organisation, c'est un mouvement de fond. Je m'appellerais la FTQ ou je m'appellerais même l'AGEsshalcUQAM que ça aurait le même effet. Ce n'est pas une guerre de drapeaux. Il y a une grogne profonde chez les étudiants.

MC: Ça ne vous inquiète pas de voir plusieurs de vos membres, comme l'ADESSE à l'UQAM et plusieurs associations à l'Université de Montréal, rejoindre un mouvement initié par une organisation concurrente à la vôtre?

PAB: D'abord je ne sais pas où vous avez pris ça. L'ADESSE n'est pas membre de la CASSÉÉ.

MC: Pourtant, ils ont adopté leurs revendications.

PAB: C'est correct, on a les mêmes revendications. Je peux vous sortir le cahier de positions à la FEUQ, on en a mille, et même plus. Mais, quand on va dans les médias, on s'assure de bien faire comprendre l'enjeu. L'enjeu principal, c'est les conséquences de la *coupure*, la conversion de bourses en prêts. La seule différence, c'est la perspective de gratuité scolaire. Mais, à la FEUQ, on prône un gel des frais de scolarité. Si tu me demandes si on va le prôner pour dix ans, ce qui va mener à la gratuité, je vais répondre oui! Si l'ASSÉ parle de «perspective de gratuité scolaire», je peux te dire qu'il y a deux ans, elle parlait seulement de «gratuité scolaire». C'est peut-être elle qui a nuancé son discours par rapport à ça. Et quand vous parlez d'organisation concurrente... pas si concurrente que ça. Ils ont leurs membres, je pense que la majorité d'entre eux sont dans les cégeps. Nous, on représente 170 000 étudiants.

MC: Puisque beaucoup des associations en grève ne sont pas membres de la FEUQ ou de la FECQ, est-ce qu'elles seront avec vous à la table des négociations?

PAB: Mon organisation ne veut pas s'aliéner son autonomie. Je n'ai pas de problème à ce qu'il y ait échange, concertation. C'est même bon. Mais je regarde par contre l'agressivité de l'ASSÉ envers la FEUQ. Je n'ai pas le sentiment qu'eux ont cette volonté. Les communiqués qu'ils ont envoyés nous dépeignent presque comme l'axe du mal, si je décode. Je ne trouve pas que c'est très fertile, d'adopter une stratégie comme eux le font, avec de tels communiqués, mais c'est leur stratégie. Qui suis-je pour leur dire quoi faire? Et si l'ASSÉ se plante, ils ne représentent que 20 000 étudiants. Si la FEUQ se plante, avec ses 170 000 membres, ça n'a pas le même impact sur le mouvement. Nous devons donc toujours réfléchir à la responsabilité que nous avons par rapport à l'ensemble du mouvement étudiant.

MC: Plusieurs éditorialistes, commentateurs, et même deux anciens vice-présidents de la FECQ ont fait miroiter dans les journaux que la solution au problème ne serait pas le retour des 103 millions dans les prêts et bourses, mais l'acceptation par les étudiants d'un dégel des frais.

PAB: Le gouvernement a pris l'engagement de garder ses frais gelés. S'il ne veut pas se faire traiter de *crosseur* par à peu près tout le monde au Québec, il a intérêt à ne pas faire ça!

MC: Mais l'idée a été évoquée advenant le cas d'un deuxième mandat libéral.

PAB: Pour faire ça dans un deuxième mandat, il va devoir faire campagne là-dessus, et à ce moment nous ferons ce que nous avons à faire, informer les étudiants de quel parti a pris quel engagement par rapport à l'éducation postsecondaire, et je peux vous garantir que le taux de participation des jeunes aux prochaines élections va être pas mal plus élevé que ce qu'il a été aux dernières élections. Depuis 1994, aucun gouvernement n'est entré au pouvoir sans mandat de gel des frais.

MC: Dans un autre ordre d'idées, *Montréal Campus* révélait il y a quelques semaines que votre vice-président a agi comme représentant du député péquiste Daniel Turp au Forum social mondial de Porto Alegre. Est-ce que des mesures ont été prises par rapport à cela?

PAB: Je pense que notre vice-président a fait amende honorable. Oui, nous avons reçu des courriels à ce sujet, mais il a avoué que ce n'était pas la meilleure décision qu'il avait prise durant son mandat. On était en congrès en fin de semaine, il a expliqué la situation. Je tiens à rassurer les gens sur le fait que la partisanerie politique à la FEUQ, il n'y en a pas. Je n'ai jamais été membre d'aucun parti, il y a des gens autour de mon exécutif qui sont fédéralistes vendus jusqu'à l'os. Il y en a qui sont souverainistes. Il y en a qui prêchent davantage pour une plus grande liberté des individus. Ce qui unit le comité exécutif, c'est l'intérêt des étudiants.

MOUVEMENT ÉTUDIANT AU QUÉBEC

Grèves d'antan

Les confrontations entre les étudiants et le gouvernement ne sont pas nouvelles. Depuis la Révolution tranquille, sept autres grèves générales illimitées ont ponctué l'histoire du mouvement. Retour sur un passé tumultueux.

PATRICK BELLEROSE

Tout débute en 1968. La jeunesse occidentale se mobilise sur tous les fronts: Mai 68 en France, guerre du Vietnam, droits pour les Noirs américains et revendications nationalistes au Québec. Au cours de l'été, le président de la Fraternité des policiers de Montréal prédit que «le sang coulera dans les rues en octobre et que les étudiants feront la révolution».

L'accessibilité aux études est au cœur du litige. Avec la création des cégeps l'année précédente, le mouvement jouit d'une masse importante d'étudiants et se radicalise. L'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) canalisera la colère étudiante. L'association est dirigée par des figures qui marqueront l'histoire politique du Québec: Claude Charron, Louise Harel et Gilles Duceppe. Créée en 1964 pour chapeauter les associations étudiantes des trois universités francophones, elle intègre les nouveaux cégeps dans sa structure. L'UGEQ lutte pour une plus grande démocratisation de l'éducation supérieure, notamment à travers l'abolition des frais de scolarité et la création d'une seconde université francophone à Montréal.

Octobre rouge

Le 8 octobre, le Cégep Lionel-Groulx lance les hostilités. Les étudiants votent la grève générale illimitée et revendiquent une révision du programme de prêts et bourses. Les grévistes indiquent d'ailleurs aux médias que leur lutte s'inscrit «dans l'ordre d'une contestation globale du système économique du Québec et de toutes les structures de la société québécoise». L'UGEQ emboîte le pas et plusieurs cégeps déclarent la grève illimitée et l'occupation de leurs institutions. «Notre mouvement s'inscrivait dans le contexte international, qui interpellait toute notre génération», rappelle l'animateur Claude Charron, qui était alors vice-président aux affaires internationales de l'UGEQ. Le mouvement culmine le 21 octobre lorsqu'elle organise une manifestation monstre dans les rues de Montréal pour répondre à l'intransigeance du gouvernement unioniste. Dix mille personnes répondent à l'appel. L'automne se termine sur l'impasse entre les autorités et les étudiants, mais Claude Charron y voit une victoire morale, bien que les résultats ont été moins éclatants qu'espéré. «À partir de maintenant, ils devront compter avec notre génération», avait-il déclaré devant les manifestants réunis au centre sportif de l'Université de Montréal. Le gouvernement crée dans les mois qui suivent une seconde université francophone à Montréal (l'UQAM), procède à une réforme du système de prêts et bourses et instaure un gel des frais de scolarité qui durera jusqu'en 1989. Du côté étudiant, l'UGEQ devient désuète à la suite de dissensions internes et laisse un mouvement fragmenté.

La décennie suivante connaîtra deux grèves générales. La plus massive sera celle de 1974, qui réunit 100 000 étudiants. Le Cégep de Rimouski déclenche la grève pour forcer le gouvernement à revoir les dispositions nouvellement ajoutées au régime de prêts et bourses. Malgré un investissement supplémentaire de sept millions, les nouvelles mesures rendaient plus précaire la situation financière de ceux qui en bénéficiaient. Le mouvement de grève s'étend rapidement et, en décembre, 40 institutions sont touchées. Les étudiants obtiennent finalement du ministre de l'Éducation une diminution progressive de leur contribution, ainsi que celle de leurs parents.

> ***«Notre mouvement s'inscrivait dans le contexte international, qui interpellait toute notre génération»***
>
> *— Claude Charron, animateur et ex-vice-président de l'UGEQ*

Cette victoire mène à la consolidation de plusieurs associations sous l'égide d'un groupe ouvertement radical, l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEEQ).

L'ANEEQ aura l'occasion de faire sa marque au cours du conflit de 1978. Le Cégep de Rimouski ouvre les hostilités encore une fois. Les étudiants réclament la gratuité scolaire et la transformation des prêts en bourses. Le ministre de l'Éducation, Jacques-Yvan Morin, estime que les étudiants dépassent les bornes et les qualifie de «privilégiés». Une trentaine de cégeps optent pour la grève et l'UQAM est paralysée durant une semaine. Le ministre cède du terrain et propose une plus grande contribution de l'État par le biais de l'Aide financière et une transformation partielle de prêts en bourses.

PHOTO ARCHIVES MONTRÉAL CAMPUS

Congrès de l'ANEEQ au Cégep de Maisonneuve en 1988.

Lutte au dégel

En 1986, le ministre de l'Éducation, Claude Ryan, déclare que la promesse électorale de maintenir le gel devrait être abandonnée. Les étudiants s'organisent et lancent une «grève à caractère préventif» pour contrer le dégel. La mobilisation modeste qui suit — 25 associations, dont l'AGEUQAM — suffit à forcer le premier ministre Robert Bourassa à respecter son engagement pour le mandat en cours. «Ce fut une des grèves les plus victorieuses contre le dégel», estime un membre de l'exécutif de l'ANEEQ en 1986, Jacques Létourneau, aujourd'hui au comité exécutif du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN. Deux ans plus tard, la menace d'un dégel plane à nouveau. L'ANEEQ précipite alors une grève générale qui se termine sans véritables concessions du gouvernement. Le mouvement étudiant en ressort affaibli et les libéraux ont le champ libre pour un dégel des frais de scolarité à leur prochain mandat.

Réélu à l'automne 1989, le gouvernement Bourassa hausse les frais de scolarité, qui passent de 500 à 1200 $ par année. Avec les frais afférents, la facture avoisine les 1500 $. Début de l'année 1990, l'ANEEQ et la toute nouvelle Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) font une alliance stratégique. L'AGEUQAM, l'Université du Québec à Rimouski et quelques cégeps débrayent, mais le gouvernement ne bouge pas. La défaite mènera à la dissolution de l'ANEEQ, au profit de la FEUQ.

Le goût amer de 1996

À l'automne 1996, dans le cadre de la lutte au déficit, le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard refuse de s'engager à respecter sa promesse électorale de maintien du gel. Devant cette éventualité, le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) déclenche la grève dans trois cégeps. Le MDE regroupe quelques associations collégiales et universitaires, et se veut plus radical que la FEUQ, considérée trop conciliante avec le gouvernement. Le mouvement de grève se répand et atteint 23 cégeps sur une possibilité de 48. Le 1er novembre, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la FEUQ claquent la porte du Sommet sur l'économie et l'emploi à la suite du refus de la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, de s'engager à maintenir le gel des frais de scolarité. Plusieurs grévistes de l'époque estiment que la FEUQ et la FECQ ont récupéré un mouvement dont ils n'étaient pas les instigateurs. «Les étudiants étaient déjà dans la rue. [Les fédérations étudiantes] avaient l'air fou à la table de négociation», tranche une ancienne militante du MDE, Marie-Ève Lacas.

Au cours du mois de novembre, la contestation s'étend aux universités, qui menacent de débrayer. Le 18, deux jours avant une importante manifestation, Pauline Marois se ravise et promet le maintien du gel. Cette annonce fait suite à un compromis avec la FECQ et la FEUQ, qui acceptent l'imposition d'une taxe à l'échec au cégep et d'une hausse des frais de scolarité pour les étudiants universitaires étrangers. Toutes les associations acceptent le retour en classe, bien que le MDE considère cette entente comme insuffisante.

COMPRESSIONS DANS LE RÉGIME D'AIDE FINANCIÈRE

Une session plus tard

Une session après la transformation de 103 millions de dollars de bourses en prêts par le gouvernement Charest, les répercussions se font déjà sentir chez les étudiants universitaires et collégiaux du Québec.

DAPHNÉ CAMERON

«À cause de la modification du régime de prêts et bourses, mes dettes s'élèveront à plus de 35 000 $ à la fin de mes études, s'exclame l'étudiant en ingénierie à l'École de technologie supérieure Jonathan Guimond. J'ai pensé lâcher l'université et je suis en train de me demander s'il n'aurait pas été préférable de rester technicien et ne pas devoir autant d'argent».

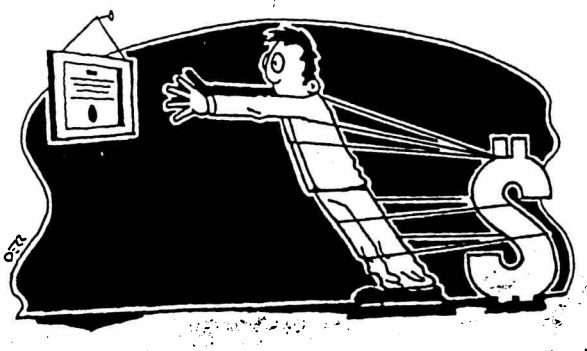
Lorsque la réforme dans le régime de prêts et bourses est entrée en vigueur en septembre dernier, plus de 159 000 étudiants à travers le Québec ont vu leur endettement augmenter en moyenne de 65 %. Bien que les impacts engendrés par ces compressions soient encore impossibles à quantifier, l'accessibilité des études postsecondaires et le cheminement scolaire de certains étudiants moins nantis sont remis en question.

Actuellement, impossible de déterminer le nombre d'étudiants qui auraient mis un terme à leurs études pour des motifs d'endettement. Le préposé du service de l'aide financière de l'UQAM Yves Duchesne avoue avoir rencontré plusieurs d'étudiants qui, depuis septembre, ont décidé de se tourner vers les études à temps partiel ou même, dans les cas les plus extrêmes, de carrément renoncer aux études. «La réaction de ceux qui sont venus à l'aide financière depuis la rentrée scolaire est très forte. Ils sont inquiets et surtout très découragés. Avec raison, j'ai vu des prêts qui s'élevaient jusqu'à 11 000 $ par année pour des étudiants de deuxième cycle. Ça n'a aucun sens», affirme-t-il. À l'UQAM, environ 25 % des 41 000 étudiants reçoivent de l'aide financière de Québec.

Pour certains collégiens, c'est le projet d'aller à l'université qui risque d'être repoussé ou mis de côté. «Mon degré d'endettement a influencé ma décision d'attendre un an avant d'aller à l'université», explique un étudiant en musique du Cégep Saint-Laurent, Bruno Normandin.

L'accessibilité remise en cause

Le président national de la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes, Georges Soule, exprime sa consternation par rapport aux changements apportés au système d'aide aux étudiants du Québec. «Il y a amplement de recherches qui montrent que les bourses améliorent l'accès à l'éducation et que la déréglementation des frais pour étudier augmente le nombre d'étudiants à temps partiel et le nombre d'abandons. Pour le reste du Canada, le système d'aide financière du Québec, avant sa réforme, avait toujours été vu comme un exemple, un but à atteindre.» Le professeur d'économie de l'UQAM et auteur du livre *L'économiste et l'éducation*, Clément Lemelin, est en désaccord et reste sceptique quant aux effets des compressions sur la fréquentation des universités. «Dans le reste du Canada, le système d'aide aux études est beaucoup moins généreux et les problèmes d'endettement y sont drôlement plus importants. Pourtant, la fréquentation scolaire y est plus élevée qu'au Québec. Je ne pense donc pas que les récentes compressions affecteront énormément l'accès à l'éducation postsecondaire».



Pour l'agent de correspondance de la Fondation canadienne des bourses du millénaire, Joseph Burger, «si le prix d'une éducation universitaire s'élève à 20 000 ou 30 000 $, je vois difficilement comment convaincre un jeune d'une famille à revenu modeste qu'il s'agit d'un bon investissement».

Joseph Burger considère également que ce sont les études des 2e et 3e cycles qui seront dorénavant inaccessibles. «Mes projets de maîtrise, je les ai remis à plus tard. Après mon baccalauréat, je n'ai pas le choix, je dois aller sur le marché du travail pour rembourser ma dette. Ma maîtrise, je vais la faire à temps partiel ou le soir, déplore l'étudiante en communication à l'UQAM Sandra Aubé. Les compressions dans les prêts et bourses m'ont apporté beaucoup d'insécurité vis-à-vis de l'avenir, beaucoup de stress qu'un étudiant ne devrait pas avoir à subir», remarque-t-elle, découragée.

Choix difficile

Yves Duchesne affirme qu'à l'UQAM plusieurs étudiants ont refusé les prêts lorsqu'ils ont appris qu'ils n'avaient plus accès aux bourses et que le plafond moyen de leurs prêts était passé de 2 400 $ à 4 700 $. «Cette année, on m'a offert 200 $ de bourse, c'est dérisoire», s'écrie Julie Désalliers, une étudiante en anthropologie de l'Université de Montréal qui préfère travailler au détriment de ses études pour éviter de s'endetter. «En anthropologie, les voyages, les stages, c'est important. Pour les effectuer, il faut nécessairement arrêter les études quelque temps sans être rémunéré. Je vois difficilement comment quelqu'un qui est pris à rembourser les intérêts sur sa dette d'études peut débourser les sommes nécessaires pour faire un stage ou un voyage», ajoute-t-elle. Ceux qui ont contracté un prêt pour financer leur éducation doivent prendre en charge le paiement des intérêts de ce prêt à partir du mois qui suit la fin de leurs études. Six mois plus tard, les étudiants doivent commencer à rembourser le capital.

Tout comme Julie Désalliers, Jonathan Guimond, étudiant à l'ETS, déplore le manque de marge de manœuvre auquel il est confronté. «Je ne peux pas prendre moins de cours parce que je ne peux pas faire de session d'été. Je voulais m'impliquer dans un projet de recherche, mais je ne peux pas parce que ça retarderait mon cheminement et m'obligerait à commencer le remboursement de mon prêt.»

À la division de l'aide financière des services de la vie étudiante de l'UQAM, les compressions poussent à vouloir obtenir des bourses d'excellence. Selon l'agente d'information Francine Ebengué, il n'y a jamais eu autant de demandes à la session d'hiver pour ces bourses à la Fondation de l'UQAM, dont le critère de sélection principal est le besoin financier.

Des mesures pour amoindrir les impacts de l'endettement sont aussi prévues au service de l'aide financière de l'UQAM. Son directeur, Stephan Tobin, affirme que le programme de conférences pour aider à gérer un budget et le crédit sera repris dès septembre. «Nous sentons la demande pour ce genre d'activité. C'est sûr que ce n'est pas un palliatif aux compressions, mais c'est un outil.»

VOL. XCVI N° 51 LE MERCREDI 9 MARS 2005 87 c + TAXES = 1 $

Étudiants: grève générale en vue

La FEUQ lance un appel à une mobilisation inédite depuis celle de 1968

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Piquée au vif par le refus du ministre de l'Éducation de lui retourner les 103 millions demandés, la Fédération étudiante universitaire du Québec a répondu hier par la bouche de ses canons en invitant ses 170 000 membres à rejoindre le mouvement de grève étudiant.

L'ouverture du ministre Jean-Marc Fournier à *«chercher des solutions»* et sa *«sensibilité à l'endettement»*, qu'il a de nouveau réitérées hier, n'ont pas permis de calmer la fougue des étudiants de la FEUQ, qui ont démontré hier que leur patience avait été éprouvée et épuisée.

«Les étudiants ne veulent pas de sensibilité, ils veulent les 103 millions!», a affirmé le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard-St-Amant, invitant officiellement ses membres à entrer dans la ronde de la grève, une première dans l'histoire de l'organisme.

VOIR PAGE A 8: ÉTUDIANTS

ÉTUDIANTS

SUITE DE LA PAGE 1

«Monsieur le ministre, la FEUQ appelle ses 170 000 membres à débrayer et à aller en grève puisque c'est la seule avenue qui reste pour faire entendre raison», a-t-il affirmé solennellement, précisant que c'était la première fois depuis la grève de 1968 que le mouvement prenait autant d'ampleur.

Avec la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui appelait la semaine dernière ses 60 000 membres à sécher leurs cours, et la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE), qui compte déjà quelques dizaines de milliers d'étudiants décidés à faire la grève, le mouvement pourrait rapidement augmenter avec ce nouvel appel. On compte au Québec plus de 250 000 cégépiens et universitaires, toutes allégeances confondues.

L'appel de la FEUQ n'a pas ébranlé le ministre Fournier. Après avoir annoncé lundi être incapable de restituer les 103 millions demandés, le ministre a répété hier que sa marge de manœuvre financière n'atteignait pas ces limites. *«On n'y est pas»*, a-t-il indiqué, précisant ensuite que d'autres solutions étaient possibles, *«entre zéro puis cent millions»*.

Affirmant plus d'une fois que son cabinet était en *«communication quotidjenne»* avec la FECQ et la FEUQ, le ministre de l'Éducation a de nouveau raboué les étudiants en grève — dont le nombre est désormais évalué à plus de 70 000. *«Ils renoncent à l'accès aux études pour faciliter l'accès aux études. Il me semble que ce n'est pas le bon moyen.»*

Cette allusion à la responsabilité des étudiants irrite la FEUQ. *«Ce qui est irresponsable, ce n'est pas la grève*, a répliqué Pier-André Bouchard-St-Amant. *C'est qu'un ministre dise que l'argent ne pousse pas dans les arbres alors que son gouvernement est en train de couper dans le tronc en promettant des baisses d'impôt.»*

La FEUQ croit que de 30 à 40 % de ses membres écouteront l'appel qui leur a été lancé. *«Il y avait 30 000 jeunes en grève le 24 février, il y en a 70 000 aujourd'hui, il y en aura 150 000 la semaine prochaine»*, ajoute-t-il, évoquant l'ensemble des étudiants du Québec.

À l'Assemblée nationale, qui reprenait hier ses débats, le mouvement de grève a eu des échos. La députée de l'opposition Pauline Marois, critique en matière d'éducation, n'a pas manqué de rappeler que les 70 millions versés par la Fondation canadienne des bourses du millénaire à l'intention des étudiants québécois étaient toujours retenus à cause de cette décision de Québec de transformer 103 millions de bourses en prêts.

«Les étudiants québécois pourraient subir un nouvel affront de la part du gouvernement, non pas de 103 millions, mais se voir privés de 173 millions», a indiqué Mme Marois.

À la Fondation, on a confirmé hier que ces 70 millions étaient toujours retenus, puisque le contrat liant l'organisme à la province n'est pas respecté. *«En ce qui nous concerne en ce moment, nous n'avons plus d'entente avec le Québec*, a expliqué hier Jean Lapierre, directeur des communications à la Fondation. *Le ministre a renié sa signature, nous n'avons plus notre contrepartie, donc plus de contrat, et pas d'argent versé.»*

Ladite contrepartie stipule notamment qu'une portion des 70 millions versés annuellement depuis 1999 doit servir à réduire de 25 % le plafond des prêts. Or la révision du système d'aide financière effectuée par le gouvernement Charest en mars dernier a eu l'effet contraire, rehaussant de façon considérable l'ensemble des plafonds de prêts. *«L'argent est retenu mais il demeure aux étudiants du Québec»*, explique M. Lapierre.

Le ministre de l'Éducation a par ailleurs assuré que sa recherche *«de solutions»* englobait ces 70 millions, *«que nous n'avons pas l'intention de laisser sur la table à Ottawa»*. *«Nous allons nous assurer que parmi ces solutions il y ait aussi cet argent qui soit disponible pour le Québec»*, a répondu M. Fournier aux préoccupations de l'opposition.

Avec la collaboration de Tommy Chouinard
Le Devoir

24 Heures, 9 mars 2005 national →

9 MARS 2005 24 Heures national

Fournier souffle le chaud et le froid

Après avoir déclenché l'ire des milieux étudiants, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, tente de calmer les esprits.

Même s'il estime que les étudiants québécois sont les plus favorisés au Canada, le ministre se dit concerné par la situation des moins nantis. Il a fait savoir que le gouvernement Charest tentait de trouver des solutions pour réduire l'endettement des étudiants les moins fortunés, mais a avoué n'avoir encore rien de concret à proposer.

Le ministre croit toutefois que l'appel à la grève illimitée ne servira à rien.

Hier, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a invité l'ensemble de ses 170 000 membres à rejoindre le mouvement de grève lancé la semaine dernière pour protester contre l'attitude du gouvernement dans le dossier des prêts et bourses.

La FEUQ s'est dite outrée par la décision de M. Fournier de ne pas réinjecter les 103 millions $ retranchés du programme de prêts et bourses par son prédécesseur Pierre Reid.

Actuellement, 70 000 étudiants des cégeps et des universités sont en grève dans l'espoir de forcer Québec à annuler cette compression budgétaire. M. Fournier et les représentants des étudiants en grève doivent se rencontrer aujourd'hui. **(AD)**

Métro, 9 mars 2005, Front Page →

Étudiants turieux

Les propos de Fournier les irritent

LE MINISTRE de l'Éducation Jean-Marc Fournier tente de calmer les étudiants.

Même s'il estime que les étudiants québécois sont les plus favorisés au Canada, Jean-Marc Fournier se dit très sensible à la situation des moins nantis.

D'ailleurs, il a fait savoir que le gouvernement du Québec tente de trouver une solution pour les étudiants moins fortunés.

Le ministre Fournier a cependant répété que les étudiants doivent maintenant retourner sur les bancs d'école.

JACQUES BOISSINOT/PC

LE MINISTRE Jean-Marc Fournier a soulevé l'ire des étudiants.

Étudiants ulcérés

Les déclarations faites lundi par Fournier ont d'ailleurs mis le feu aux poudres dans les milieux étudiants. Dès hier matin, après une nuit passée à la belle étoile devant le Parlement à Québec, la Fédération étudiante universitaire du Québec, la FEUQ, a lancé un appel à la grève à l'ensemble de ses 170 000 membres.

La FEUQ s'est déclarée outrée par la décision ministérielle de ne pas réinjecter les 103 M$ retranchés du programme de bourses par son prédécesseur, Pierre Reid.

Bientôt 150 000 en grève

Plus de 60 000 étudiants des cégeps et des universités sont déjà en grève dans l'espoir de forcer le gouvernement Charest à annuler cette compression budgétaire.

Selon le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, au moins 150 000 étudiants universitaires seront en grève générale illimitée dès la semaine prochaine. PC/MÉTRO

Crise dans l'éducation La FEUQ lance un appel au débrayage général illimité

LE MOUVEMENT DE GRÈVE PREND DE L'AMPLEUR

HUGO MEUNIER

Outrée par les récentes déclarations du ministre de l'Éducation, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a lancé à son tour, hier, un appel à la grève générale illimitée à ses 170 000 membres. Si la réponse des étudiants est positive, le mouvement de grève risque d'exploser au cours des prochains jours.

Dès demain, des associations étudiantes tiendront des votes de grève dans plusieurs universités. Parmi elles, l'Université Concordia pourrait ajouter 30 000 grévistes.

La FEUQ prévoit que 45 000 étudiants répondront à son invitation dès la semaine prochaine. Ces nouveaux grévistes viendront se greffer aux 9000 membres de la FEUQ déjà dans la rue.

›Voir GRÈVE en page A6

Le mouvement de grève prend de l'ampleur

GRÈVE
suite de la page A1

La FEUQ n'a visiblement pas digéré les déclarations du ministre Jean-Marc Fournier, voulant que le gouvernement n'ait pas l'intention de réinjecter les 103 millions de dollars en bourses, aujourd'hui transformées en prêts.

Comme ultime recours, la FEUQ encourage ses membres à descendre dans la rue. « Puisque c'est le seul moyen de faire entendre raison au gouvernement », a déclaré le président Pier-André Bouchard, en conférence de presse.

Hier à Québec, le ministre l'Éducation s'est montré moins intransigeant en ouvrant la porte à un compromis pour la première fois. « Il faut bien comprendre que, si l'horizon budgétaire de 100 millions me semble difficile à atteindre, ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas trouver des solutions », a déclaré M. Fournier.

Le mouvement de constatation étudiant s'élargit donc à nouveau, près d'une semaine après l'appel à la grève lancé par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Plus de 10 000 de leurs 60 000 membres ont emboîté le pas jusqu'à présent. La présidente de la FECQ s'est réjouie de l'adhésion de la FEUQ au mouvement de grève. « C'est clair que ça ajoute de la crédibilité », a déclaré Julie Bouchard.

En plus des membres de la FECQ et de la FEUQ, 40 000 étudiants réunis sous la bannière de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) sont présentement en grève, dont plusieurs depuis le 24 février.

En plus du retour des 103 millions, la Coalition exige l'abolition de la réforme des prêts et bourses, l'arrêt du processus de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial, le tout dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant.

Un des porte-parole de la Coalition espère que l'arrivée de la FEUQ va contribuer à augmenter le rapport de force étudiant.

La CASSEE n'a cependant pas l'intention d'adoucir ses demandes. « On encourage plutôt la FECQ et la FEUQ à adopter nos revendications », a nuancé M. La France.

Au total, le nombre d'étudiants en grève avoisine les 70 000.

La FEUQ a par ailleurs dit vouloir garder ses distances avec la CASSEE, à la suite des dérapages commis par une vingtaine de leurs membres, lundi soir, dans les bureaux montréalais du ministre de l'Éducation.

Quelques membres de la CASSEE auraient en effet endommagé des chaises, des tables, en plus de couvrir un mur de graffitis et abandonner un pot d'excréments à l'entrée du bureau.

Dernier recours

En grève générale pour la première fois depuis 1968, les responsables de la FEUQ se disent conscients des risques encourus. « Mais les étudiants n'ont maintenant plus le choix », a expliqué M. Bouchard.

Quant aux menaces exprimées par le ministre Jean-Marc Fournier voulant que les grévistes compromettent leur session, Pier-André Bouchard a tenu à remettre les pendules à l'heure. « Aucune session ne va se perdre, c'est un bluff ! » Hier à Québec, le ministre Fournier a de nouveau invité les grévistes à reprendre le chemin des classes.

Après avoir parcouru le Québec en quête de mandats de grève, la FEUQ estime à de 30 à 40 % le nombre d'associations universitaires membres en faveur d'une grève.

M. Bouchard a refusé de reconnaître que ce taux reflète un manque d'engouement. « Dans les semaines à venir, le mouvement va prendre de l'ampleur », a-t-il souligné.

Pendant que le gouvernement se plaint d'avoir les poches vides, le recteur de l'Université du Québec à Montréal, Roch Denis, a fait une sortie, hier, pour lui rappeler l'urgence d'investir en éducation. « Il faut remettre les universités sur la voie du réinvestissement, sinon c'est la qualité de l'éducation qui risque d'être en cause », a expliqué M. Denis.

Le recteur a soumis une proposition à son conseil d'administration, hier, pour qu'il appuie les revendications étudiantes.

Attaque

À l'occasion de la reprise des travaux parlementaires, hier, les libéraux se sont attiré les foudres des partis de l'opposition pour leur gestion de la crise étudiante. Le chef du Parti québécois, Bernard Landry, et celui de l'Action démocratique, Mario Dumont, ont exhorté le ministre de l'Éducation à se plier aux exigences des grévistes. « Les étudiants vivent une crise créée de toute pièce par une décision mal avisée du gouvernement. Sur le fond, ils ont raison à 100 % », a lancé le chef de l'ADQ.

Une manifestation organisée par la FEUQ et la FECQ se tiendra devant les bureaux montréalais du ministre Fournier le 16 mars.

Avec Gilles Normand

L'AUTRE TEXTE
Une école secondaire en grève, A10

AILLEURS AU QUÉBEC

Ailleurs dans la province, élèves et étudiants continuent à tenir des votes de grève. Au cégep de l'Outaouais à Gatineau, les collégiens décideront demain et vendredi s'ils se joindront au mouvement. Comme ils le feront à Alma et Jonquière. Les cégépiens de Saint-Félicien ont déjà accepté et sont en grève depuis une semaine. Tout comme ceux de Granby qui sont en grève illimitée depuis le 28 février. Ceux de Chicoutimi et les étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi ont refusé de se joindre à la grève. Au campus de l'Université de Sherbrooke, les étudiants en lettres et sciences humaines ainsi que ceux en théologie sont en grève illimitée. La Fédération étudiante invite maintenant tous les étudiants à se prononcer sur les moyens de pression à prendre. Les cégépiens du Collège de Sherbrooke sont convoqués cet après-midi pour reconduire ou non la grève générale. Enfin, les 4500 élèves du Cégep de Trois-Rivières n'iront pas en grève. La majorité a refusé de rejoindre le mouvement de protestation. Les collégiens de Shawinigan se prononceront jeudi tandis que les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières se réuniront aujourd'hui en assemblée générale.

Le Droit, La Tribune, Le Quotidien, La Voix de l'Est et Le Nouvelliste

La Presse, 9 mars, p. A1 et A6

La Presse, 9 mars, p. A10

La grève étudiante s'étend au secondaire

HUGO MEUNIER

Une première école secondaire vient appuyer les grévistes des cégeps et des universités en se prononçant majoritairement, hier, en faveur de la grève.

Sur le coup de midi, les 130 élèves de l'école alternative Le Vitrail, située dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, ont rangé cahiers à anneaux et stylos pour une période indéterminée.

Les adolescents veulent ainsi se montrer solidaires des cégépiens et des universitaires dans leur bataille contre le gouvernement.

Expulsée de l'école par la direction, *La Presse* a rencontré quelques grévistes sur le devant de l'établissement. « C'est une grève sérieuse », indique Laurie-Ève, élève en cinquième secondaire, qui agit à titre de porte-parole.

En plus d'appuyer les étudiants des cycles supérieurs, les élèves du Vitrail comptent profiter du débrayage pour faire valoir leurs propres revendications.

> En plus d'appuyer les étudiants des cycles supérieurs, les élèves du Vitrail comptent faire valoir leurs propres revendications.

Ils exigent, entre autres, la création et la reconnaissance d'associations syndicales étudiantes au secondaire, le droit à un enseignement de qualité dans les écoles publiques, l'arrêt du financement des écoles privées et, par conséquence, une hausse du financement au public. « Ce qu'on veut prouver, c'est qu'on est capable de s'organiser », lance Hugo, élève en troisième secondaire.

Inspiration

Les élèves de l'école ne cachent pas s'être inspirés des revendications de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale élargie (CASSEE), pour bâtir leur plate-forme.

Hier après-midi, quelques membres de la CASSEE, un carré de tissu rouge épinglé au manteau, se trouvaient sur place. « On encourage leur décision. Les hausses de frais les affectent aussi », déclare David Simard, gréviste du cégep du Vieux-Montréal.

Les élèves du Vitrail assurent avoir pris eux-mêmes l'initiative de la grève. Les membres de la CASSEE se défendent quant à eux d'avoir exercé une influence sur les adolescents. « C'est eux qui nous ont appelés », nuance M. Simard.

Un des porte-parole de la CASSEE s'est d'ailleurs dit très heureux de la démarche entreprise par le Vitrail. « C'est eux qui iront au collégial et à l'université », a indiqué Xavier Lafrance.

Selon lui, trois autres écoles secondaires pourraient suivre prochainement.

Si toutes les activités scolaires sont paralysées jusqu'à nouvel ordre, les élèves prendront quand même la direction de l'école chaque matin.

Conformément au règlement scolaire, les mineurs doivent demeurer sous la surveillance d'employés de la commission scolaire durant les heures de classe. Mais pas question de réintégrer les classes, assure Laurie-Ève. « On va occuper la cafétéria et tout le premier étage, ainsi qu'une classe pour des projets personnels », explique-t-elle.

Tous les deux jours, les grévistes prévoient se rencontrer en assemblée générale pour décider de poursuivre ou non la grève.

Les jeunes grévistes ne cachent pas que le fonctionnement de l'école alternative facilite grandement leur processus. « Ici on a le pouvoir de voter certaines choses en assemblée, le conseil d'élèves a un gros rapport de force avec la direction », a souligné Laurie-Ève.

La CSDM à l'écoute

S'il salue l'initiative des jeunes, le directeur de l'établissement, Normand Paris, refuse de cautionner la grève. « Ce n'est pas autorisé », résume-t-il.

Même son de cloche du côté de la CSDM. « On pense qu'ils doivent poursuivre leurs cours », a expliqué la porte-parole, Claudette Lechasseur.

Au lieu de prévoir des sanctions, la CSDM se dit plutôt sensible à leur cause et espère profiter de l'événement pour faire de l'éducation citoyenne. « On veut les écouter et voir pourquoi ils épousent ces causes. »

La commission scolaire se dit consciente que le mouvement risque de s'étendre vers d'autres établisse-

IDÉES

L'université sur la place publique

Cette grève n'est pas un geste irréfléchi

PASCALE BÉDARD, MYRIAM BERTHELET, ÉRIC DUHAIME, AMÉLIE GROLEAU
Étudiants à la maîtrise en sociologie

ALEXANDRE JACQUES
Étudiant en études littéraires
Université du Québec à Montréal

Depuis le 1er mars 2005, 45 000 étudiants des niveaux collégial et universitaire sont en grève. Cette grève générale a été votée afin que le gouvernement Charest revoie ses positions face aux compressions de 103 millions de dollars effectuées dans le régime des prêts et bourses, entre autres revendications. Nous croyons que la grève est un moment privilégié afin d'entamer une réflexion plus large sur la place accordée à l'université dans la société québécoise. [...]

Le Québec est fier de sa Révolution tranquille, qui a permis la démocratisation de l'éducation. La naissance d'un ministère spécifique à ce domaine dans les années 60, la création des cégeps et celle de nouvelles universités à vocation plus populaire comme le réseau de l'Université du Québec sont autant d'éléments qui fondent cette fierté.

Cependant, 40 ans plus tard, que reste-t-il de cet esprit démocratique alors que l'accessibilité des études universitaires est constamment compromise par des mesures portant atteinte au droit à l'éducation: menace de dégel des frais de scolarité, augmentation des frais afférents, accroissement de l'endettement étudiant, etc.?

Quelle augmentation de budget?

Il est intéressant de remarquer que lors du dévoilement du dernier budget provincial, le 30 mars 2004, Yves Séguin, alors ministre des Finances, se targuait d'augmenter le budget alloué à l'éducation de 2,7 %. Ces 309 millions ont bien été investis quelque part, mais où? Pourquoi n'en ressentons-nous pas les effets? Pourquoi certains cours universitaires sont-ils de plus en plus surchargés? Pourquoi les directions des universités prennent-elles le soin de «rationaliser» les choix de cours, faute de budget?

Cet argent aurait-il été investi exclusivement aux niveaux primaire, secondaire et collégial? À constater le début des moyens de pression chez les enseignants du primaire et du secondaire ainsi que l'empressement des associations collégiales à rejoindre le mouvement de grève, il nous semble bien que cette fameuse augmentation des budgets n'est pas plus facile à déceler au sein de ces différents milieux.

Et pourquoi alors, si le budget de l'éducation augmente, est-il nécessaire d'endetter davantage les étudiants en coupant le régime des prêts et bourses? Pour les responsabiliser davantage? Eh bien, cet argument est de trop. Nous sommes la «génération responsable»: la dégradation de l'environnement menant au réchauffement de la planète, les risques de plus en plus élevés de pandémies et les défis du vieillissement de la population ne sont que quelques éléments de notre reluisant avenir, de nos «responsabilités» à venir.

Nous sommes déjà responsables des erreurs passées. Est-il vraiment nécessaire de nous responsabiliser davantage en hypothéquant notre avenir? En fait, il s'agit plutôt d'une déresponsabilisation de l'État envers l'éducation publique par l'établissement de politiques néolibérales.

En tant qu'étudiants, nous sommes convaincus d'enrichir la culture québécoise

Le savoir à privilégier

Pour réfléchir à ces nouveaux défis qui attendent notre société, la poursuite d'une réflexion globale et critique est indispensable. Nous devons être en mesure de tirer les leçons de l'histoire, de comprendre les origines de l'ordre économique qui nous gouverne et les logiques qui le sous-tendent afin d'élaborer de nouvelles conceptions du monde.

Malheureusement, dans l'ordre actuel des choses, tout doit aller plus vite. Le savoir doit s'adapter à la réalité constamment en changement et les savoir-faire gestionnaires apparaissent comme la nouvelle panacée alors que les savoirs universalistes comme la philosophie, l'histoire ou la sociologie sont taxés de se limiter à un pelletage de nuages idéaliste.

La réflexion à long terme sur la globalité de l'expérience humaine et la recherche du sens de nos actions sociales seraient devenues des activités futiles, improductives et inutiles. Ainsi en serait-il également de l'art, des lettres et de la physique fondamentale... Notre époque est-elle donc présomptueuse au point de croire n'avoir plus besoin de retourner aux fondements de nos cultures, s'engageant dans une fuite en avant sans retour réflexif? [...]

Dans la roue perpétuelle des innovations, du changement, de la technologie et des progrès scientifiques, n'oublions-nous pas qu'il est primordial de penser ces changements? N'oublions-nous pas que cette réflexion est aussi riche et aussi fondamentale pour le développement de la culture humaine que tous les progrès technologiques possibles? D'où la nécessité de préserver le financement public des universités.

La rhétorique politique actuelle, nous la connaissons: «le gouvernement n'a pas d'argent». Tout ce qui pouvait être investi l'a déjà été dans les deux grandes priorités que sont la santé et l'éducation. Ceci est alarmant à plusieurs égards. Compte tenu des efforts investis dans les domaines «prioritaires», il n'est pas étonnant que les domaines «non prioritaires», tels le monde de la culture et le milieu écologique, crient haut et fort leur indignation.

Quelle est la cohérence d'un gouvernement qui n'est pas en mesure d'assumer l'importance des priorités qu'il s'est lui-même fixées? De l'argent, au Québec, il y en a. La question est alors celle-ci: comment souhaitons-nous répartir cette richesse? Il s'agit bien d'un choix de société.

L'éducation, à n'importe quel niveau, n'est pas un privilège. Les choix idéologiques du gouvernement ne devraient pas condamner les étudiants à un surendettement exponentiel, les contraignant à vivre pauvrement non seulement pendant mais également après leurs études. En tant qu'étudiants, nous sommes convaincus d'enrichir la culture québécoise grâce à nos acquis et par nos efforts.

Cette grève n'est pas un geste irréfléchi: elle symbolise le ras-le-bol des étudiants face au peu de cas que l'on fait de leur situation dans la société et du peu de reconnaissance dont bénéficie leur statut au Québec. Nous sommes l'avenir. Et nous sommes prêts à porter ce débat sur la place publique.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Environ 45 000 étudiants sont en grève.

Métro, 10 mars 2005, p. 3

Des étudiants font rager Fournier

LE GOUVERNEMENT Charest a rompu les ponts avec les représentants étudiants de la CASSEE, hier soir, devant leur refus de condamner les actes de violence.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a dit ne pouvoir discuter dans ces conditions, au terme d'une rencontre avec les dirigeants de la coalition de l'Association pour une solidarité étudiante élargie.

M. Fournier n'est pas parvenu à convaincre la délégation de la coalition de se dissocier des gestes de vandalisme et de méfaits commis dans la journée.

Nombreuses arrestations

Douze étudiants ont été arrêtés, alors qu'ils occupaient le bureau de comté du ministre à Châteauguay, sur la rive sud de Montréal.

Ils devraient être accusés de méfait pour avoir dessiné des graffitis et endommagé le mobilier.

L'escouade tactique de la SQ est intervenue pour mettre fin à l'occupation. PC

24 Heures, 10 mars 2005, front page et p. 6

NATIONAL

Les étudiants font du grabuge

Les étudiants ont fait du grabuge hier au bureau du ministre de l'Éducation à Châteauguay. **P.6**

Les étudiants font du grabuge

Des étudiants très remontés contre le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, ont occupé son bureau à Châteauguay, sur la rive-sud de Montréal, hier.

- photo Rogerio Barbosa

La police a procédé à des arrestations musclées à Châteauguay.

Ces jeunes sont indignés face à l'attitude de Québec à propos du financement de l'éducation, qu'il qualifie de méprisante et paternaliste. Ils ne comprennent pas pourquoi M. Fournier refuse de réinjecter les 103 millions $ retranchés du programme de prêts et bourses par son prédécesseur Pierre Reid.

En soirée hier, le ministre Fournier n'a pas mâché ses mots face aux gestes disgracieux posés en matinée. Il a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention de négocier avec les étudiants tant qu'ils ne feront pas de représentations dans un cadre civilisé. «J'appelle les leaders étudiants à dénoncer la violence, a martelé le ministre. C'est avec eux que je négocierai, je ne veux pas m'engouffrer dans la violence.»

Le ministre a par ailleurs admis qu'il y avait problème et qu'il s'engageait à le corriger. **(PC/AMC)**

Fournier se cabre devant la «violence» de certains étudiants

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Une dizaine d'étudiants qui occupaient le bureau de circonscription du ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier ont été arrêtés par des policiers, hier à Châteauguay, dans le cadre du conflit qui oppose le mouvement étudiant au gouvernement Charest relativement au programme de prêts et bourses. Le ministre Fournier a opposé une fin de non-recevoir hier soir aux revendications des étudiants parce que leurs représentants ont refusé de dénoncer la violence qui s'est manifestée en quelques occasions depuis le début de la crise. Nos informations en page A4.

La Presse, 10 mars 2005, "Front Page"

La Presse, 10 mars 2005, Actualités

PHOTO IVANOH DEMERS LA PRESSE ©

Des étudiants manifestent en formant une chaîne humaine dans le centre-ville de Montréal.

GRÈVE DES ÉTUDIANTS

Le conflit s'enlise

KARIM BENESSAIEH
ET GILLES NORMAND

Occupation de son bureau de circonscription à Châteauguay, manifestation au centre-ville de Montréal, nouveaux votes de grève : le front étudiant a été particulièrement turbulent hier pour le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

Et il ne semblait pas hier soir que le conflit entre les étudiants et le gouvernement Charest puisse sortir de l'impasse sous peu, du moins pas avant le budget du nouveau ministre des Finances, Michel Audet.

En fin de journée hier, on dénombrait 74 000 étudiants en grève. Des renforts sont notamment venus de l'Université du Québec à Trois-Rivières, dont les 9000 étudiants boycotteront leurs cours à partir du 15 mars, au terme d'un vote favorable de seulement 55 %.

Se disant toujours « en mode solution », le ministre de l'Éducation a opposé une fin de non-recevoir aux revendications des étudiants qu'il a rencontrés à son bureau du ministère, hier soir, à Québec, parce que ceux-ci, tous des membres de la CASSEE, ont refusé de dénoncer la violence ayant pu apparaître jusqu'ici dans la présente crise, en soutenant qu'ils n'en avaient pas le mandat. M. Fournier en avait surtout contre le vandalisme commis hier par les étudiants qui ont occupé son bureau de circonscription.

« Nous sommes extrêmement déçus de cette rencontre — qui a duré une quarantaine de minutes — qui n'a rien donné. On a constaté une grande fermeture. Au-delà de la question de la violence, ce gouvernement-là n'est pas du tout ouvert à trouver des solutions avec nous », a déclaré le porte-parole du groupe, Jérôme Charouk, à sa sortie du bureau du ministre.

Le ministre Fournier nous a entretenus uniquement des événements qui ont eu lieu aujourd'hui [illegible] question de la violence, mais au-delà de cela, on n'a eu aucune ouverture, aucune volonté de collaborer pour ajouter à une solution », a dit M. Charouk, assurant que la CASSEE n'appelait pas à la violence.

Le ministre de l'Éducation, lui, a déclaré par la suite que « les agissements violents ferment les portes de la solution ». « Il n'y a pas de cause qui justifie le recours à la violence », a-t-il insisté, pour aussitôt lancer un appel « aux leaders non violents qui disent parler au nom des étudiants » pour qu'ils se manifestent.

« C'est avec eux que je vais discuter », a-t-il précisé, tout en ne laissant guère entrevoir d'espoir avant le dépôt du budget Audet. « Si nous pouvons obtenir un règlement plus rapidement, je vais essayer », a-t-il cependant ajouté.

Pendant ce temps, les partisans de la grève générale ont subi une semi-défaite à l'Université Concordia. Au terme d'une assemblée houleuse de près de trois heures, le millier d'étudiants réunis se sont contentés de voter à 71 % pour une journée de grève le 16 mars. L'idée d'un débrayage illimité n'a jamais été soumise à l'assemblée.

Manifestement, selon les témoignages recueillis auprès d'étudiants, le spectre de l'annulation du semestre a fait reculer nombre d'entre eux. « Par ce vote, il est clair que les étudiants de Concordia veulent démontrer qu'ils s'opposent à la coupe de 103 millions », s'est tout de même réjoui le président de la Concordia Student Union, Brent Farrington.

Les étudiants de Concordia avaient pourtant reçu la visite d'environ 500 de leurs condisciples. Partis de l'Université de Montréal en milieu de matinée, par un froid sibérien, des manifestants bruyants ont en effet traversé la partie ouest de la ville, sur fond de slogans et de tams-tams, pour se retrouver devant le bâtiment principal de l'Université Concordia. Aucun incident n'a été signalé.

Le bilan était tout autre à Châteauguay, où 10 étudiants montréalais ont décidé en matinée d'occuper le bureau de circonscription du ministre de l'Éducation. Les policiers de la Sûreté du Québec et de la Sûreté municipale les ont arrêtés l'un après l'autre, en plus de mettre le grappin sur quatre sympathisants venus appuyer les occupants qui auraient entravé le travail des agents. Les 10 occupants devraient être accusés de méfait pour avoir dessiné des graffitis et endommagé des meubles.

UNE AFFAIRE DE 103 MILLIONS

Il y a un an, le 30 mars 2004, le gouvernement Charest annonçait une refonte du système des prêts et bourses qui devait générer des économies de 65 millions de dollars. En réalité, cette réforme, dont les détails n'ont été connus qu'un mois plus tard, a abouti à une coupe de 103 millions, reconnaît-on aujourd'hui au ministère de l'Éducation. L'économie pourrait cependant être minime : l'automne dernier, la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire a décidé en réaction de retirer sa subvention annuelle privant Québec d'un revenu de 70 millions.

En augmentant les prêts et en diminuant les bourses, une mesure qui touche 40 % des étudiants, on a fait augmenter [illegible] l'endettement étudiant moyen de 33 %, selon les données de la Fédération étudiante universitaire du [illegible]. Concrètement, les étudiants reçoivent en moyenne 2400 $ en prêts et 2600 $ en bourses par année avant la réforme. Avec ces changements, l'étudiant moyen reçoit 4700 $ en prêt et 300 $ en bourse. La dette étudiante moyenne passe, elle, de 14 000 $ à 21 500 $. Les trois regroupements étudiants qui ont appelé à la grève générale illimitée s'entendent pour réclamer l'annulation de cette réforme et la rejection des 103 millions.

Plus radicale, la CASSEE (Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie) demande également la gratuité scolaire, l'arrêt du plan de décentralisation des cégeps et de l'« arrimage au marché » ainsi que l'éradication de l'endettement étudiant.

La Presse, 10 mars, p. A15

Pier-André Bouchard St-Amant répond à vos questions

Une grève justifiée?

Dans le cadre des moyens de pression qu'exercent actuellement les étudiants, nous vous avons demandé d'adresser vos questions à Pier-André Bouchard St-Amant, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Voici quelques unes des questions reçues, accompagnées des réponses de M. Bouchard St-Amant.

PHOTO ROBERT MACLLOUX, LA PRESSE

Pier-André Bouchard-St-Amant

Expliquez votre stratégie

Je ne comprends pas les moyens utilisés pour protéger vos acquis. Pour punir le gouvernement, l'étudiant cesse d'étudier ! Je ne peux m'empêcher d'y voir une comparaison avec l'enfant qui, pour punir ses parents, cesse de se laver ! Il y a sûrement une savante stratégie (d'inspiration syndicale, ça va de soi) Pourriez-vous m'éclairer ?

Roger Mousseau

Nous n'avons pas le choix

Libre à vous, M. Mousseau, d'entretenir des doutes sur le bien-fondé d'une grève ou sur sa pertinence, voire d'y aller d'une insinuation, avouez-le, qui respire bon l'anti-syndicalisme. Je vous rappellerais cependant que les mouvements étudiants d'Occident optent depuis longtemps pour la grève quand il s'agit de réclamer des progrès, de dénoncer des lacunes ou de protester contre des réformes jugées contraires à leurs valeurs. Notre association a tenté depuis plusieurs mois de convaincre le gouvernement de revenir sur sa décision : rencontre avec des ministres, avec le premier ministre, avec des députés libéraux, participation à des commissions parlementaires, au Forum des générations, etc. Le 10 novembre dernier, 12 000 étudiants marchaient dans les rues de Montréal et de Québec contre les compressions de 103 millions $. Nous avons aussi entrepris de sensibiliser la population et les médias à notre cause. Résultat ? Environ 70 % de la population dit appuyer nos revendications. Mais le gouvernement s'entête. Bien sûr, nous pourrions réagir avec fatalisme, courber l'échine et prendre acte de l'intransigeance gouvernementale en cessant nos moyens de pression. Pourtant, nous croyons que l'enjeu des compressions de 103 M $ à l'aide financière concerne tous les étudiants à venir qui voudront mener des études postsecondaires. Bref, cet enjeu concerne le Québec dans son ensemble, notamment l'objectif de maintenir l'accessibilité financière aux études. Quant à la grève, elle n'est devenue une option qu'après des mois de discussions. Voilà où nous en sommes et voilà ce qu'il nous faut faire désormais pour faire bouger les choses.

La Presse, 10 mars, p. A15 suite

Qu'attend la FEUQ?

Je me demande sérieusement pourquoi on devrait écrire à André Bouchard St-Amant afin d'en savoir plus sur les revendications des étudiants. Présentement en grève puisque, rappelons-le, la FEUQ n'a pas encore appelé ses associations membres à tenir un référendum ou une assemblée générale sur la grève. Par contre, j'ai tout de même une question : qu'attend la FEUQ ? Voilà plus d'une semaine que le mouvement national de grève étudiante a débuté grâce à la CASSÉÉ (Coalition de l'ASSÉ élargie), ne serait-il pas le temps d'emboiter le pas ?

Mylène Barrière
Université de Sherbrooke

C'est fait !

Bonjour madame Barrière,
La FEUQ a lancé aux étudiants universitaires un appel à la grève mardi dernier. Il est à noter que certaines de ses associations membres étaient déjà en grève, par exemple l'Association des étudiantes et étudiants de la faculté des sciences de l'éducation (ADEESE — UQAM), qui a déclenché la grève le 24 février dernier. De plus, depuis près de deux semaines, la FEUQ appelait déjà ses membres à voter des mandats de grève. Compte tenu des récents propos du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, affirmant qu'il ne voulait pas remettre 103 M $ en bourse, la FEUQ a donc appelé officiellement les étudiants universitaires à la grève après avoir fait tous les moyens de pression possibles et imaginables depuis près d'un an.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE LA PRESSE©

Loyola Leroux

Combien d'étudiants reçoivent des prêts et bourses?

Pourrions-nous oublier pendant quelques instants l'aspect idéologique de la question, pour nous en tenir aux faits. Combien d'étudiants reçoivent des prêts et des bourses au Québec ? J'ai lu dans les journaux que seulement 25 % des étudiants en étaient les bénéficiaires. Est-ce vrai ? D'autres informations m'ont appris que 12 % de ces étudiants remettaient leurs prêts dès qu'ils commençaient à travailler. Est-ce vrai ?

Loyola Leroux
professeur, cégep de Saint-Jérôme

40 % des étudiants

Si l'on se fie aux chiffres gouvernementaux (AFE, « Statistiques, Rapport 2003-2004 » ; MEQ, « Statistiques de l'éducation, édition 2004 »), environ 40 % de tous les étudiants ont reçu en 2003-2004 soit un prêt, soit un prêt et une bourse. Cela représente un total de 133 113 étudiants. À l'extérieur de Québec et de Montréal, la proportion de bénéficiaires passe en moyenne à 60 %. À titre d'exemple, à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), 70 % des étudiants doivent recourir au régime. Le montant moyen d'aide accordé aux étudiants est de 5000 $. Auparavant, l'étudiant recevait 2460 $ en prêts et 2540 $ en bourses. Avec la récente compression, ce sont 4700 $ en prêt et 300 $ en bourses. Rappelons que les étudiants qui reçoivent des prêts et bourses sont ceux qui démontrent que leurs propres revenus et ceux de leurs parents/conjoints sont insuffisants pour subvenir à leurs besoins. Quant aux 12 % d'étudiants qui remboursent leur prêt aussitôt leur diplôme obtenu, nous n'avons pas pu, après vérification avec les autorités concernées, valider cette statistique. En fait, elle n'existe nulle part de façon officielle.

Un manteau qui coûte cher...

... et pourquoi les stationnements des collèges et des universités sont-ils pleins?

À entendre parler les étudiants dans les médias, les études coûtent chers et les jeunes doivent s'endetter de façon considérable. J'ai bondi de mon siège en regardant la photo du président de la FEUQ (*La Presse*, samedi 5 mars) qui porte un manteau « The North Face ».
De plus, je demeure à Sherbrooke et j'ai constaté récemment que les stationnements du collège et de l'université sont pleins à craquer à tous les jours. Le nombre de voitures a sûrement triplé depuis mon passage au collège il y a environ 12-13 ans. Je ne crois pas que le bassin d'étudiants a augmenté tant que

Êtes-vous certain que toutes ces voitures appartiennent à des étudiants ?

ça pour justifier autant de véhicules. S'il en coûte si cher que ça étudier, que M. Bouchard St-Amant change ces habitudes vestimentaires. Il y a des manteaux d'hiver qui coûtent beaucoup moins chers que ça et qui font la job ! Je suis sur le marché du travail, je gagne environ 30 000 $/an et je n'ai pas les moyens de me payer un manteau de cette marque !

Christian Houle
Sherbrooke

Un simple cadeau

Si je vous suis bien, M. Houle, vous me reprochez de porter un manteau de bonne qualité. Désolé, mais une telle remarque ne vous permet pas d'élever termes du débat. Sachez quand même qu'il s'agit d'un cadeau ; devais-je le refuser sous prétexte que je suis à la tê d'une association étudiante ?
Puisque vous semblez intéressé par la condition étudiante, pourquoi ne pas nous en tenir aux faits ? Selon l'« Enquête sur les conditions de vie d étudiants de la formation professionn au secondaire, du collégial et de l'université » (MEQ, 2003), le revenu annuel moyen des étudiants était en 2 de 11 491 $ pour les hommes et de 10 821 $ pour les femmes. Soustrayez de ces montants les dépenses de frais de scolarité, d'achats de livres et de matériel scolaire, de logement (en hausse peu partout au Québec) et de nourriture, et vous constaterez qu'une bonne majorité d'étudi n'ont tout simplement pas les moyens de se permettre des habitudes consommation « extravagantes ».
Quant aux voitures qui remplissent le stationnements, je vous ferai remarqu que les systèmes de transport en comm ne sont pas toujours des plus efficaces dans bien des régions du Québec, manquant depuis des années de financement. Certaines personnes n'o tout simplement pas d'autres moyens transport à leur disposition pour aller leurs cours. S'agit-il donc tous de privilégiés ? Puis, êtes-vous si sûr que que toutes ces autos appartiennent à étudiants ?

Il faut dégeler les droits de scolarité

Étant donné le sous-financement actuel des universités, qui acceptent allègrement de plus en plus de dons du privé pour nommer des pavillons, des auditoriums et des salles d'informatique, les étudiants québécois ne devraient-ils pas payer un peu plus cher leurs droits de scolarité ? En dégelant les frais, à une valeur acceptable et sur une période fixe, chaque étudiant, qu'il soit riche ou pauvre, pourrait alors contribuer à son éducation. En contrepartie, le gouvernement pourrait alors réinjecter les 103 millions, et même bonifier le programme de prêts et bourses. Ainsi, ce ne serait pas juste les étudiants dans le besoin qui paieraient pour leur université sous-financée, mais bien l'ensemble de la population étudiante, dans laquelle on compte beaucoup d'individus qui ont leur diplôme et voiture payés par papa et maman, ceux-là même qui votent contre la grève et qui regardent leurs collègues marcher dans la rue dans l'indifférence la plus totale.

Alexandre Ferland
étudiant en pharmacie,
Université de Montréal

Une mauvaise idée

Que les universités reçoivent des dons du secteur privé ne nous donne pas de l'urticaire. À condition évidemment qu'un tel financement soit adéquatement encadré afin d'éviter une forme d'ingérence de la part de groupes ayant des intérêts particuliers, pas toujours en adéquation avec la mission éducative. En ce qui a trait au dégel des droits de scolarité, nous croyons que c'est une mesure régressive qui freine l'accès à l'éducation aux moins nantis et qui risque de priver le Québec de diplômés. Dans le passé, malgré un dégel des droits de scolarité, par exemple en 1989, le financement public a diminué de 669 $ par étudiant, le gouvernement ayant préféré baisser les impôts. Comme d'autres, nous continuons à privilégier un système d'imposition progressif qui fait en sorte que les plus fortunés des contribuables participent davantage au maintien de services offerts à tous à un coût idéalement bas. Rappelons que le coût moyen d'un diplômé universitaire est d'environ 30 000 $. Il est un i qui est reconnu : un diplômé universitaire au moyenne un meilleur salaire qu'un diplômé collégial. Ainsi, il paiera plus d'impôts. Or, il s'avère que la différence en impôts supplémentaires que paie un diplômé universi par rapport à un diplômé collégial est de l'ord 530 000 $. En d'autres mots, la collectivité, en investissant 30 000 $ par étudiant, en récolte 530 000 $, soit 14 fois. Par conséquent, non seulement les étudiants « remboursent » le coû leurs études, mais ils contribuent également d manière accrue au financement des services pu (santé, éducation, dette, immigration, etc.). An dégeler les droits de scolarité freine l'accès aux moins nantis, prive le Québec de diplômés et contribue à diminuer les recettes fiscales.

La Presse, 10 mars, p. A16

La facture de la solidarité

kgagnon@lapresse.ca

KATIA GAGNON

Les grèves étudiantes prennent de l'ampleur. Si rien n'est fait, le ministre de l'Éducation sera bientôt pris avec le plus gros débrayage depuis les années 60. Tout ce branle-bas est motivé, il faut le dire, par une cause juste, car cette coupe de 103 millions dans le régime des prêts et bourses pénalise les étudiants les plus pauvres. C'est pourquoi, pour renverser cette décision inique, M. Fournier devrait avoir recours à la solution qui s'impose : répartir le fardeau équitablement en dégelant les frais de scolarité.

La grève ne se borne plus, désormais, à une frange marginale du mouvement étudiant. Même la très pragmatique FEUQ, qui, en 15 ans d'existence, ne s'est jamais prononcée en faveur de la grève, recommande désormais le débrayage. De son côté, le nouveau ministre de l'Éducation cherche des solutions. Il devrait tout simplement revenir sur la décision de son prédécesseur. Car en modifiant le régime des prêts et bourses, Pierre Reid a fait par la porte d'en arrière ce que le programme libéral l'empêchait de faire ouvertement : augmenter les droits de scolarité. Or c'est là que, depuis le début, on aurait dû aller chercher cet argent.

La seule solution équitable, c'est de répartir la facture en augmentant les droits de scolarité.

Inutile de faire l'autruche : il faut bien réaliser que les fonds sont rares à Québec. Les ministères viennent tout juste d'être soumis à de nouvelles coupes qui atteignent le demi-milliard. On voit mal comment, dans ce contexte, M. Fournier pourrait faire sortir 100 millions d'un chapeau. Il faudra trouver cet argent, au moins en partie. Mais les étudiants québécois se sont enfermés, depuis des années, dans le dogme du gel des frais de scolarité. Ce faisant, ils ont forcé le gouvernement à envisager d'autres solutions pour boucler le budget qui, on le voit maintenant, ne sont ni logiques, ni justes.

La seule solution équitable, c'est de répartir la facture en augmentant les droits de scolarité. Si on augmentait les droits de 10 %, par exemple, soit 160 $ *par année*, on irait chercher autour de 50 millions. Une telle augmentation, raisonnable, respecterait la tradition québécoise de maintenir des droits bien inférieurs à ceux de la moyenne canadienne. C'est, en quelque sorte, la facture de la solidarité avec les étudiants les plus démunis.

Bien sûr, les étudiants seraient furieux. Une telle décision ne ferait pas cesser la grève, bien au contraire. Mais elle saperait cependant toute sa crédibilité. Car nous l'avons déjà écrit, les étudiants québécois sont des privilégiés à l'échelle internationale. Leurs études ne leur coûtent pas cher, et une augmentation raisonnable ne jetterait personne hors des universités. En autant, bien sûr, qu'un régime de prêts et bourses généreux, comme c'était le cas de celui du Québec avant ces stupides coupes de 100 millions, vienne supporter le choix des plus démunis.

Rappelons ici que l'endettement moyen de l'étudiant québécois s'élève à 13 000 $, soit à peu près le coût d'une Toyota Echo. Dans un tel contexte, une grève contre le dégel des droits serait l'équivalent de la crise de nerfs d'un bébé gâté.

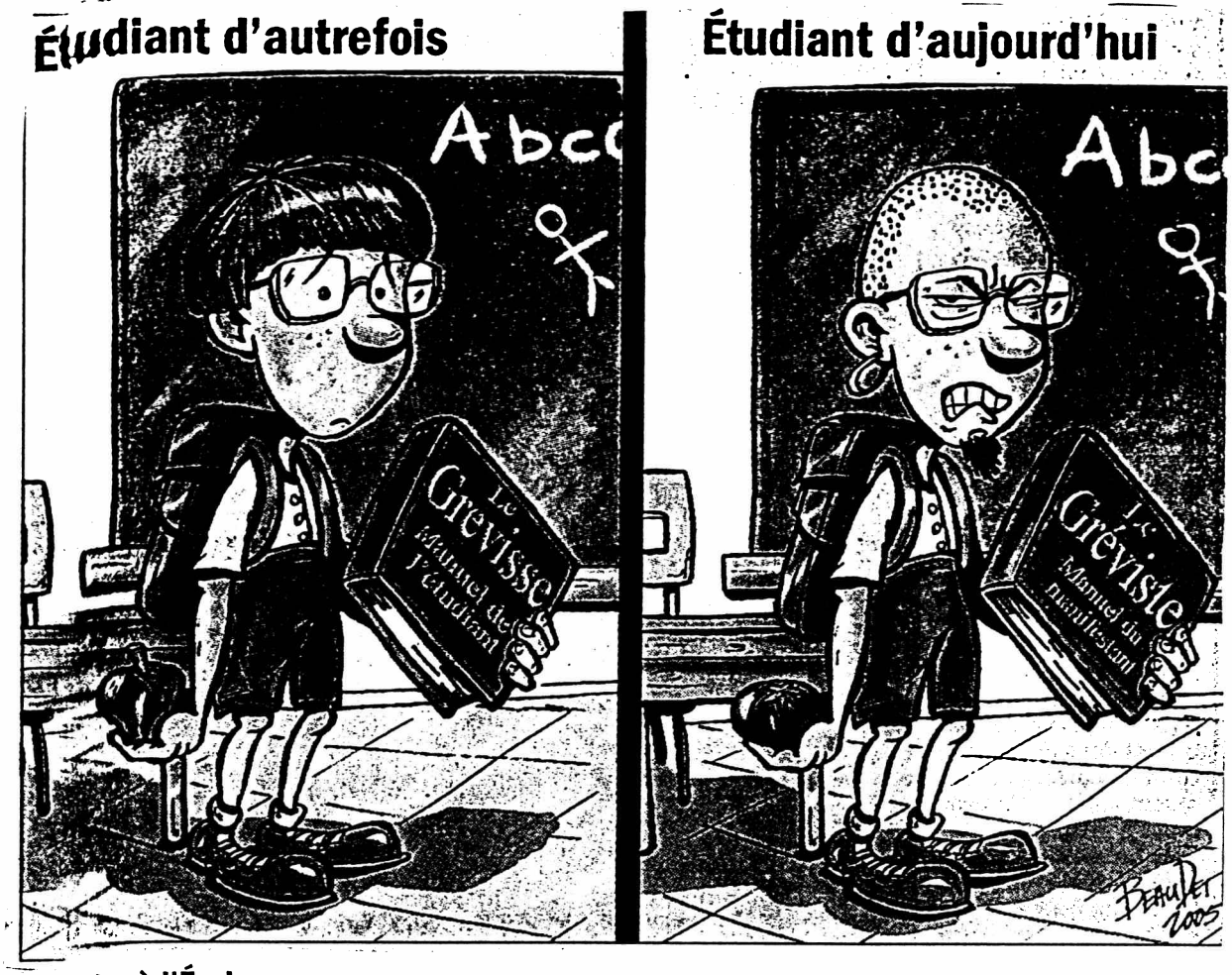
C'est vrai, le gel des droits de scolarité était un engagement électoral des libéraux. Un engagement irresponsable, que les deux principaux partis du Québec se sentent pourtant obligés de renouveler, élection après élection, pour « acheter » les votes des étudiants. Il faudra bien qu'un jour, un parti ait le courage de briser cette dynamique malsaine qui, à terme, condamne les universités québécoises à la médiocrité parce que l'État ne leur fournit pas, parallèlement à ce gel, les moyens financiers de l'excellence.

Solidarité bien ordonnée...

Je suis surpris de voir certains groupes prêcher pour la solidarité du bon peuple envers la cause des étudiants alors que leurs demandes vont à l'encontre du bien commun. Exemple : les employés de la SAQ qui ont fait la grève afin d'obtenir des conditions de travail beaucoup plus avantageuses que n'importe qui d'autre dans le commerce au détail. Ce faisant, ils privent l'État de revenus dont il a cruellement besoin ! Autre exemple : les étudiants universitaires se sont insurgés contre toute augmentation de frais de scolarité Cela a mené le gouvernement à revoir le programme de prêts et bourses. Les étudiants s'insurgent contre cette modification et veulent la faire annuler sans faire augmenter les frais de scolarité. Où coupera-t-on pour trouver ces 103 millions ? Dans les écoles primaires et secondaires ou dans l'enseignement aux adultes ? Je trouve responsable que le gouvernement attribue les ressources où les besoins se font les plus criants. Sous les appels à la solidarité de nos universitaires se cache un égoïsme qui devrait leur faire honte !

Bernard Théroux

Journal de Montréal, 10 mars, p. 14 et 17



La grève dans les écoles secondaires ne sera pas tolérée, prévient la CSDM

…ève lancée hier à l'École secondaire Le Vitrail ne sera pas tolérée longtemps, assure la présidente de la Commission scolaire de Montréal, Diane de Courcy.

SÉBASTIEN MÉNARD

«Le nombre de jours acceptables ne se quantifie pas, mais lorsqu'on aura pris une ou deux journées pour expliquer aux élèves que leur grève est illégale, on leur demandera de retourner en classe», explique-t-elle.

«Nous allons inviter leurs parents à leur demander de réintégrer leurs cours rapidement puisqu'on ne veut pas mettre leur année scolaire en péril», ajoute Mme de Courcy.

«On comprend l'intention de ces élèves, qui sont très sensibles à tout ce qui se passe dans les cégeps et universités, mais en même temps, leur place est en classe», dit-elle.

Depuis hier, les élèves de l'École secondaire Le Vitrail, une institution «alternative», ont entrepris un débrayage illimité en signe d'appui aux revendications des étudiants de cégeps et d'universités.

Puisque la loi oblige les enfants de 16 ans et moins à fréquenter l'école, les jeunes sont obligés de s'y présenter le matin, mais ils ont cessé de suivre leurs cours. D'autres écoles secondaires comptent imiter Le Vitrail dans les prochains jours.

Journal de Montréal, 10 mars, p. 16

Toujours sans solution, Fournier dénonce le recours à la violence

QUÉBEC – Loin d'avoir une solution de compromis à présenter sur la question des compressions de 100 millions dans les bourses, le ministre de l'Éducation est sorti hier soir d'une rencontre avec des représentants étudiants en dénonçant la violence.

YVES CHARTRAND

De toute évidence, c'est un véritable dialogue de sourds qui a eu lieu hier soir à Québec entre le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier et les représentants de la Coalition pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE), la branche la plus radicale du mouvement étudiant en grève, qui ont envahi ses bureaux de Montréal lundi et son bureau de comté à Châteauguay hier.

Le ministre est sorti de cette rencontre en lançant devant les journalistes «un appel aux leaders des étudiants à parler haut et fort pour dénoncer la violence».

«Ce sont des manœuvres pour gérer un climat de crise», a soutenu Fournier.

Jérôme Charaoui de la CASSÉE a confirmé que la violence a été le seul sujet dont il avait été question durant la rencontre. «Il n'a rien dit sur les solutions aux problèmes des étudiants».

Ce dernier a ajouté qu'il n'avait pas le mandat pour dénoncer la violence et celui de condamner les événements de Châteauguay.

70 M$ de moins du fédéral

Plus tôt dans la journée, l'opposition péquiste a tenté en vain de présenter une motion qui aurait obligé le gouvernement à faire marche arrière sur la réduction de 103 millions de bourses aux étudiants, le PQ ayant multiplié les interventions en Chambre.

En conférence de presse, Pauline Marois s'est moquée du ministre de l'Éducation en affirmant qu'il n'était pas en mode solution, comme le prétend Jean-Marc Fournier, mais plutôt «en mode incendiaire».

«S'il a une solution pour les étudiants, il devrait la mettre sur la table immédiatement», dit-elle.

Mme Marois a également souligné que la compression de 103 millions dans le programme de prêts et bourses avait un effet pervers : celui de baisser de 70 millions la contribution du programme fédéral des Bourses du Millénaire.

Paradis appuie les étudiants !

Par ailleurs, les étudiants ont reçu un appui de taille hier matin au sein même du caucus libéral. Le député Pierre Paradis leur a donné raison contre son gouvernement, rompant avec la ligne de son parti.

La coupe décrétée dans le régime de bourses aux études est une mesure injuste, a soutenu en chambre le député. «Ce n'est pas juste socialement, pour se qualifier dans le programme de prêts et bourses, il faut être parmi le secteur de la population qui est financièrement le plus défavorisé», dit-t-il.

Plus grave encore, la manœuvre est en rupture complète avec les «valeurs libérales», dont «la justice sociale demeure une pierre d'assise», a insisté le député.

Avec la collaboration de Martin Ouellet de la Presse canadienne.

Photo PC

LE MINISTRE FOURNIER a dû répondre à plusieurs questions, hier, à l'Assemblée nationale.

Journal de Montréal, 10 mars, p. 16

Même le cégep de Bois-de-Boulogne n'échappe pas à la grève illimitée

La grève générale amorcée dans les cégeps et universités de la province a atteint de nouveaux sommets, hier, alors qu'un collège réputé pour être réfractaire à ce genre de manifestation est entré dans le bal à la surprise générale.

SÉBASTIEN MÉNARD

Les étudiants du cégep de Bois-de-Boulogne, considéré par plusieurs comme le plus huppé des collèges publics à Montréal, ont entrepris un débrayage illimité, hier.

C'est une des rares fois que Bois-de-Boulogne emboîte le pas à un mouvement de grève aussi important. La dernière fois remonte à une dizaine d'années.

61 % en faveur

Le résultat du référendum à l'origine de cette décision n'a même pas été serré, puisque 61 % des étudiants ont voté en faveur du débrayage. Le taux de participation a atteint des proportions presque historiques, alors que 62 % des inscrits ont exercé leur droit de vote.

Conscience sociale

« On a la réputation d'être des petits enfants de riches, snobs et déconnectés, mais la mobilisation actuelle montre que les choses sont en train de changer », estime la présidente de l'Association générale des étudiants, Nadine Koussa. « Il y a une conscience sociale qui est en train de s'installer à Bois-de-Boulogne », soutient pour sa part Olivier Coulombe, vice-président de l'Association. À l'échelle du Québec, le mouvement de grève des étudiants, qui contestent la transformation de 103 M$ de bourses en prêts par le gouvernement Charest, continue de prendre de l'ampleur.

Au total, plus de 50 000 étudiants du réseau collégial sont actuellement en grève générale illimitée.

Dans les universités, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) estime que 45 000 de ses membres déserteront les bancs d'école, au cours de la semaine prochaine, pour manifester à leur tour.

Douze étudiants sont arrêtés alors qu'ils manifestaient à Châteauguay

CHÂTEAUGUAY (PC) – Douze étudiants ont été arrêtés hier alors qu'ils manifestaient au bureau de comté du ministre de l'Education à Châteauguay, en Montérégie.

L'escouade tactique de la Sûreté du Québec est intervenue pour mettre fin à l'occupation des bureaux de Jean-Marc Fournier.

Une dizaine d'entre eux occupaient le bureau du ministre pendant qu'une trentaine d'autres manifestaient à l'extérieur. Quand la police a mis fin à l'occupation, une bousculade a éclaté.

Deux manifestants ont été arrêtés pour entrave au travail de policiers. Quant aux dix étudiants arrêtés à l'intérieur des bureaux, ils devraient être accusés de méfait pour avoir dessiné des graffitis et endommagé le mobilier.

Photo ALBERT VINCENT

UNE DIZAINE d'étudiants occupaient les bureaux du ministre.

CE QUE LA RÉDUCTION DE 103 M$ CHANGE

Pour obtenir une bourse, il faut d'abord contracter un prêt. Avant la réduction, l'endettement requis avant d'avoir une bourse était de...

2 005 $ par année au cégep

2 460 $ au baccalauréat universitaire

Depuis la réduction, l'endettement requis pour obtenir une bourse est de...

3 035 $ par année au cégep (une hausse d'endettement de 1 030 $ par an)

4 420 $ par année au baccalauréat (une hausse d'endettement de 1 960 $ par an)

Endettement additionnel sur cinq ans (du cégep à la fin du baccalauréat) : 7 940 $

Le Devoir, 10 mars 2005, A Justités

Fournier rompt le dialogue avec la CASSEE

Quelque 45 000 autres étudiants rejoignent le mouvement de grève

TOMMY CHOUINARD
MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Québec — Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, rompt le dialogue avec la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), dont 47 000 étudiants affiliés sont en grève, puisque celle-ci refuse de condamner les *«agissements violents»* survenus hier dans ses bureaux de la circonscription de Châteauguay.

Au terme de sa rencontre avec les représentants de la CASSEE, à Québec hier soir, le ministre a affirmé qu'il ne leur adressera plus la parole aussi longtemps que ceux-ci n'auront pas lancer un appel au calme et clamer *«haut et fort»* qu'il sont contre toute forme de violence.

«Je ne peux pas discuter avec des gens qui ont des factions proviolence dans leur groupe. C'est inacceptable. Ça n'a pas de bon sens», a-t-il lancé. Jean-Marc Fournier a ajouté que les *«agissements violents ferment la porte à un règlement»*.

À la sortie de la rencontre, le porte-parole de la CASSEE, Jérôme Charaouï, a indiqué que son groupe *«ne condamne pas»* les actes violents, ajoutant du même souffle que la CASSEE *«n'appelle pas à la violence»*. Ces actes traduisent selon lui l'exaspération des étudiants. M. Charaouï s'est dit *«très déçu»* de la rencontre parce que le ministre a refusé de présenter des pistes de solution. *«On a constaté une grande fermeture»*, a-t-il dit.

Par ailleurs, une douzaine d'étudiants ont été arrêtés hier alors qu'ils manifestaient au bureau de comté du ministre de l'Éducation à Châteauguay, en Montérégie. L'escouade tactique de la Sûreté du Québec est intervenue pour mettre fin à l'occupation des bureaux de Jean-Marc Fournier.

Une dizaine de jeunes occupaient le bureau du ministre pendant qu'une trentaine d'autres manifestaient à l'extérieur. Deux manifestants ont été arrêtés pour entrave au travail de policiers alors que les dix autres doivent être accusés de méfait pour avoir dessiné des graffitis et endommagé le mobilier.

Non contente de réclamer, à l'instar de la FEUQ et de la FECQ, le retour des 103 millions à titre de bourses, la CASSEE souhaite aussi voir l'abolition de la réforme de l'aide financière, l'arrêt de la décentralisation du réseau collégial, l'éradication de l'endettement et la gratuité scolaire, la *«seule solution viable et durable au problème du sous-financement de l'éducation au Québec»*.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

La semaine dernière, des étudiants avaient marché sur Sherbrooke, le comté de Jean Charest, afin de manifester leur volonté de faire reculer le gouvernement sur les compressions imposées au régime de prêts et bourses.

D'autres grévistes

L'appel à la grève a été entendu: au moins 45 000 nouveaux étudiants ont choisi hier en assemblée générale, à Concordia et à l'Université du Québec à Trois-Rivières, de sécher leurs cours pour protester contre la transformation de bourses de 103 millions en prêts par le gouvernement Charest.

Ralliées à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui appelait mardi ses 170 000 membres à la grève, ces deux associations ont toutefois voté pour des interruptions de cours limitées dans le temps: la Concordia Student Union (CSU) et ses 30 000 membres ont décidé d'une grève de 24 heures le 16 mars et doivent se prononcer de nouveau sur la poursuite de l'action à la mi-mars.

Les quelque 13 000 étudiants de l'UQTR ont quant à eux opté pour une grève de trois jours, mais à renouveler. Une grande quantité d'associations étudiantes fonctionnent d'ailleurs de cette façon et se prononcent invariablement sur la poursuite de la grève au bout de quelques jours, histoire de sonder leurs membres sur la pertinence de continuer ou non.

À l'Assemblée nationale, les échanges entre le ministre Fournier et la députée de l'opposition Pauline Marois ont de nouveau porté sur la Fondation canadienne des bourses du millénaire, dont les 70 millions destinés aux étudiants du Québec sont retenus en vertu d'un bris de contrat causé par la transformation des bourses en prêts.

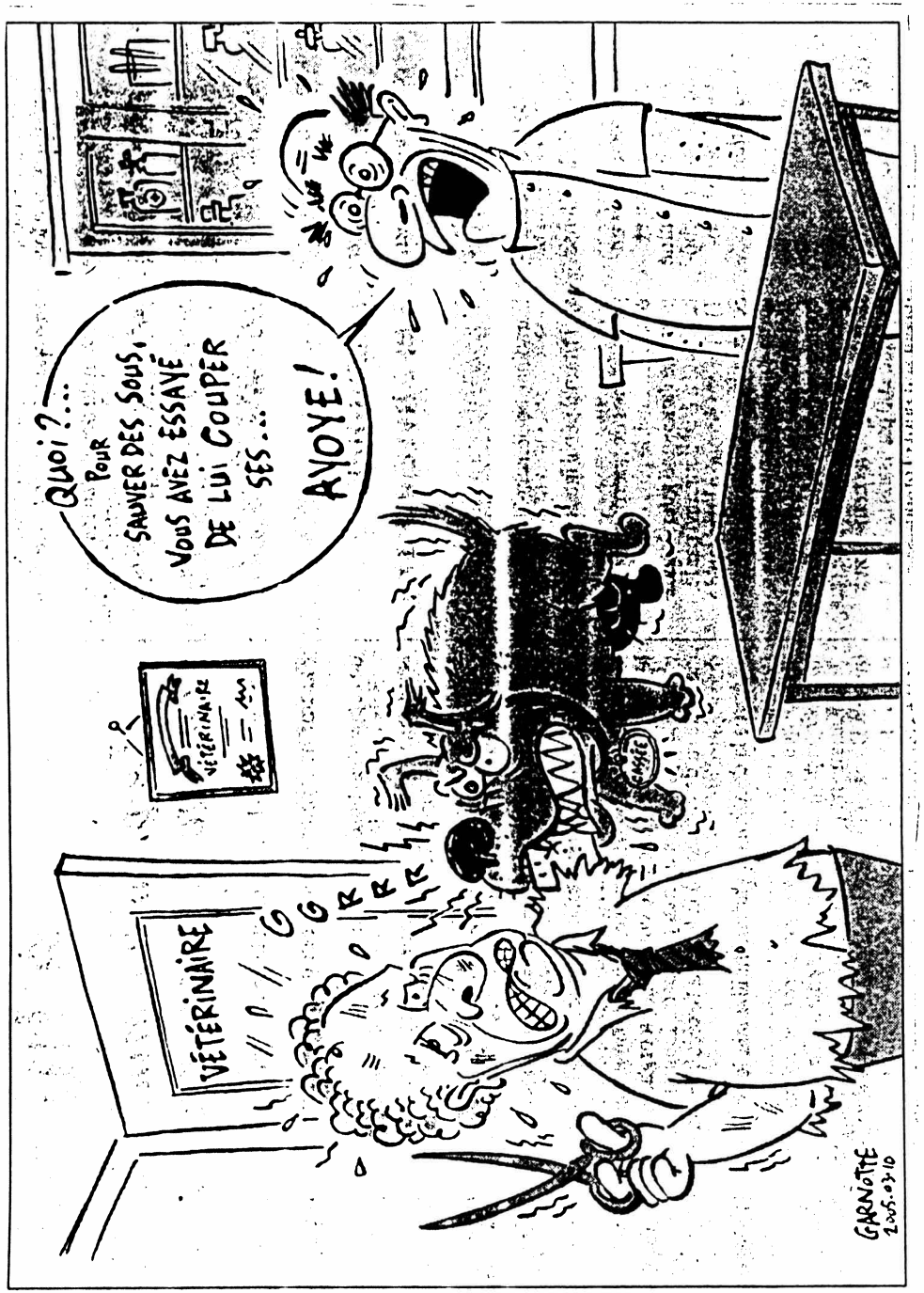
Jean-Marc Fournier a qualifié d'*«inacceptable»* le type d'entente signée en 1999 par le gouvernement du Parti québécois avec la Fondation des bourses du millénaire pour permettre l'octroi des 70 millions aux étudiants québécois. *«Ce n'est pas la Fondation des bourses du millénaire qui va être le ministre de l'Éducation»*, a affirmé le ministre Fournier. *«C'était peut-être comme cela dans votre temps, ce ne sera pas comme ça dans notre temps.»*

Cette entente stipule notamment qu'une partie de l'enveloppe est liée à la promesse de réduire de 25 % le plafond des prêts octroyés aux étudiants. On sait que la mesure annoncée au budget de l'an dernier a pour effet de hausser considérablement l'ensemble des plafonds d'endettement.

«L'entente peut être renégociée, mais on n'a jamais eu de nouvelles de personne», affirmait mardi Jean Lapierre, directeur des communications à la Fondation canadienne des bourses du millénaire. *«Mais qu'une chose soit claire: Québec parle souvent de cet argent comme du sien. L'argent que nous conservons pour fins de distribution appartient aux étudiants du Québec, pas à Québec.»*

Le ministre Fournier ne semble pas adhérer à cette interprétation des choses. *«Nous n'avons pas l'intention de laisser l'argent des étudiants du Québec à Ottawa, il va revenir au Québec»*, a-t-il répondu en Chambre à Mme Marois. *«Des ententes [comme celles que Mme Marois] se glorifie d'avoir signées, où nous serions soumis à des conditions comme celles-là à Ottawa, je trouve ça inacceptable.»*

Le Devoir
Avec la Presse canadienne



Une grève nécessaire et juste

Le mardi 8 mars, les étudiants de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Sherbrooke ont voté en faveur de la poursuite de la grève pour une autre semaine. Ils misent évidemment sur une montée de la mobilisation au cours des prochains jours, qui seront cruciaux pour l'avenir de leur cause. Les associations étudiantes semblent en effet se décider, devant la fin de non-recevoir du ministre de l'Éducation, à agir de façon concertée; cela pourra peut-être contribuer à ce que cette action nécessaire et juste produise des résultats positifs.

Il ne s'agit pas de savoir si, dans une optique purement économique, les étudiants québécois font figure de privilégiés au Canada mais bien de saisir que la décision gouvernementale est lourde de conséquences par le message qu'il véhicule. «Jeunes, endettez-vous, l'avenir vous sourit; vous n'aurez aucun problème à rembourser plus tard.» Une autre variante sur le thème «qui s'instruit s'enrichit».

Aux demandes répétées de modifier sa décision, ce gouvernement s'enferme dans une logique circulaire: «La décision a été prise, nos marges budgétaires sont limitées. Retournez aux études ou il vous en coûtera. Circulez!» Ce ton condescendant et paternaliste envers les jeunes, allié à une logique purement comptable, ne laisse présager rien de bon pour les autres secteurs d'activité gouvernementale. Il serait donc malheureux que ce combat demeure seulement celui des étudiants car il nous interpelle tous comme citoyens.

Qu'on cesse de discourir sur les maux de la jeunesse et qu'on l'appuie quand elle met des mots sur des gestes politiques aberrants.

Paul Morin
Professeur à l'Université de Sherbrooke
Sherbrooke, le 8 mars 2005

Le Devoir, 10 mars 2005

The Gazette, Thurs, p. H4

TYREL FEATHERSTONE THE GAZETTE

Concordia University students - less than three per cent of them – vote to stage a one-day strike to fight provincial cuts to student aid. The strike will show solidarity with students across the province without disrupting too much, the head of the student union said.

The Gazette, 10 mars, p. A4

(Some of) Concordia votes to stage strike

One-day action to fight Charest cuts

With less than a month before term ends, students seem to be losing enthusiasm

PEGGY CURRAN
AND ALLISON LAMPERT
THE GAZETTE

Hold the revolution.

Students at Concordia University voted yesterday to stage a one-day strike Wednesday to protest against the Charest government's refusal to pump $103 million back into the province's bursaries package.

But with only 768 students voting in favour of a walkout – less than three per cent of the university's 25,000 students – it's unclear how many students will actually take to the streets and what impact, if any, it will have on university operations.

Brent Farrington, president of the Concordia Student Union, said he was satisfied with the results, as Concordia is the first English-language university to join the boycott since CEGEP students began cutting classes Feb. 24.

He said a one-day strike allows Concordia to show solidarity without putting students at risk, especially those who are to graduate this spring. "There will be no punishment for crossing picket lines," he said.

On Tuesday, the province's largest student association, the Fédération étudiante universitaire du Québec, summoned its 170,000 members to launch a general, unlimited strike. FEUQ president Pier-André Bouchard predicted thousands of university students would down laptops within the coming weeks.

FEUQ has called for a mass student rally in Montreal on Wednesday and is lobbying hard to keep the student-aid issue in the forefront as the government fine-tunes details of the budget.

Yesterday, Vanier College in St. Laurent became the first English CEGEP to join the campaign, voting to hold a one-day strike Monday. Roughly 27 per cent of the school's 5,100 students cast ballots, with 80 per cent supporting a walkout.

> "This is an absolute waste of time."
>
> Marketing student Laurie Cappellano

But Kalen Carslaw, president of the Vanier students' association, admitted he can't be sure the results reflect frustration with the government.

"There's the possibility that some students were hoping for a three-day weekend, which is unfortunate," Carslaw said.

At Collège de Bois de Boulogne yesterday, students reversed an earlier decision not to strike. Roughly 75 per cent of the north-end CEGEP's 2,350 students cast their ballots, with 1,097 voting in favour of an indefinite strike and 626 opposed.

But with less than a month to go before the winter term is over, university students seem less enthusiastic about striking. A last-ditch bid for a full-scale strike at Concordia failed because there weren't enough students left in the hall to hold a legal vote.

Several of the 322 Concordia students who voted against even a symbolic one-day disruption complained bitterly about the voting procedure, arguing students in such professional fields as commerce and engineering had been swamped by activists studying fine arts, psychology or sociology.

"This is an absolute waste of time," fumed Laurie Cappellano, 24, a marketing major set to graduate this spring from the John Molson School of Business. "Even if they do reinstate the bursary money, don't you think the government is smart enough to get it back by raising tuition? It's the government. They can do what they want."

Students at French-language universities vote by faculty. Students in Université du Québec à Montréal's education program have been out since late February.

The Students' Society of McGill University has called a general assembly on Wednesday – the same day FEUQ has called for a mass rally – to debate how it will oppose cuts to financial aid.

pcurran@
thegazette.canwest.com

alampert@
thegazette.canwest.com

The Gazette, 10 mars, p. A7

Education minister's office vandalized

KEVIN DOUGHERTY
GAZETTE QUEBEC BUREAU

QUEBEC – Education Minister Jean-Marc Fournier's meeting last night with a radical faction of students participating in a strike movement against cuts in bursaries was overshadowed by the vandalizing of the minister's riding office in Châteauguay.

Police said 13 students were arrested and "thousands of dollars" in damage was done to Fournier's office. Computers were destroyed, filing cabinets overturned and graffiti written on the walls.

Châteauguay police Lt. Larry Tremblay said 10 of the students were charged with mischief and disturbing the peace. Three others were charged with assaulting police when they followed officers to the police station and tried to liberate their colleagues.

The students, members of CASSEE – the Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie – also occupied Fournier's Montreal office on Monday.

"Normally, after their actions Monday and today, I should have declined to meet them," Fournier told reporters after meeting CASSEE members in his Quebec City office.

Outside, members of the organization demonstrated with red and gold communist flags.

CASSEE spokesperson Jérôme Charaoui, a student at CÉGEP de St. Laurent in Montreal, said the minister did not want to talk about bursaries.

"The only question on the table was violence, violence, violence," Charaoui said, adding while the organization favours peaceful protest, he could not give Fournier a commitment the violence would end.

"We can't control all our members," he said.

Fournier rejected the argument the $103-million cut in student bursaries justified violence. "There is no cause that justifies violence," he said. "I will not talk to CASSEE."

CASSEE says it speaks for 47,000 students at 12 CEGEPs, some university faculties and one high school who are on strike over cuts in student aid.

In the National Assembly earlier, as the Liberal government used its majority to defeat a Parti Québécois motion calling for a reversal of the cuts, there was a peaceful protest in the visitors' gallery.

"Libérez-nous des Libéraux !" (Liberate us from the Liberals!), Jean-Thomas Fortin said as he was led out of the gallery after showing his opposition, with three other students, to the cuts.

kdougherty@
thegazette.canwest.com

Le Devoir, 11 mars, p. A1 et A10

Des élèves à l'école de la rue

Débrayage dans trois écoles secondaires pour appuyer les étudiants en grève

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Après les trois regroupements nationaux de collégiens et d'universitaires, voilà que la mobilisation étudiante gagne leurs cadets du secondaire. Plus d'un millier d'entre eux ont sillonné hier après-midi les quartiers Villeray et Saint-Michel et des centaines ont continué leur virée au centre-ville en début de soirée, où ils ont rejoint des cégépiens en grève.

Mis à part l'école alternative Le Vitrail, qui débraye depuis mardi, il n'est cependant pas question de grève à proprement parler chez les élèves du secondaire. Une autre manifestation d'élèves est toutefois prévue dans le quartier Rosemont ce midi et un contingent devrait assister à la manifestation prévue demain dans le centre-ville de Montréal.

Hier midi, quelques centaines d'élèves de la polyvalente Sophie-Barrat (Ahuntsic) et de l'école Le Vitrail (Hochelaga) se sont réunis au parc Jarry. Au son de slogans tels *«La jeunesse emmerde Charest»* et de ritournelles comme *«Si Charest est un crosseur, un voleur, un exploiteur, tape des mains»* [sur l'air de *Si tu aimes le soleil*], les étudiants ont marché vers les polyvalentes Lucien-Pagé et Georges-Vanier, essayant en vain de convaincre leurs camarades de se joindre à eux.

«On ne voudrait pas que cela se répète, parce que ce n'est pas un cadre sécuritaire», dit la présidente de la CSDM

À Georges-Vanier, il semble que des élèves ont été tentés de répondre à l'appel, mais l'accès aux casiers leur aurait été interdit, ce qui a fait fulminer un des leaders de la manifestation: *«La CSDM empêche les élèves de sortir en prenant leurs manteaux en otages, c'est de la provocation»*, s'exclame Hugo, élève au Vitrail. À la CSDM, on précise que les directions avaient la consigne de laisser sortir les élèves mais d'empêcher les manifestants de pénétrer dans les écoles pour venir chercher leurs camarades.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les élèves de l'école Joseph-François-Perreault ont débrayé hier en compagnie de ceux de la polyvalente Sophie-Barrat et de l'école Le Vitrail pour appuyer cégépiens et universitaires en grève.

ÉCOLE

SUITE DE LA PAGE 1

L'entreprise s'est avérée plus fructueuse à l'école Joseph-François-Perreault, dans Saint-Michel, où quelque 600 des 1700 élèves ont quitté leurs cours pour se joindre à la bruyante manifestation. Ils ont été accompagnés par quelques intervenants de l'école, qui les ont suivis jusqu'aux limites du quartier Saint-Michel pour s'assurer que tout se déroule dans l'ordre et qu'aucune intervention policière ne soit nécessaire.

Une tournée des classes avait été effectuée mardi par des anciens de l'école, devenus cégépiens en grève, pour les sensibiliser.

Si quelques étudiants ont saisi l'occasion pour simplement sécher leurs cours, la plupart étaient consciemment à la revendication étudiante de réinvestir les 103 millions retranchés au programme de bourses. *«Cela n'a pas de sens, ils veulent nous inciter à continuer d'étudier mais nous enlèvent les moyens financiers de le faire»*, fait valoir Fanny, étudiante en quatrième secondaire à Sophie-Barrat.

Fréquentant la même polyvalente, François souligne que les élèves du secondaire seront directement affectés par ces compressions: *«Sans les bourses, on ne pourra pas étudier dans le métier qu'on veut. On va le faire; il va falloir rembourser pendant des dizaines d'années»*, affirme le garçon, lançant du même souffle qu'il n'a pas envie que le Québec ressemble aux États-Unis, *«où seuls les riches peuvent étudier»*.

Aux revendications de leurs aînés, les jeunes du secondaire en ajoutent d'autres collées à leur réalité, telle la création de véritables associations étudiantes élues par tous les élèves, jugeant les conseils d'élèves peu représentatifs et parfois contrôlés par les directions d'école.

Ils réclament aussi un meilleur financement de leurs écoles. *«Il faut que le gouvernement arrête de financer les écoles privées. Si le public perd tant d'élèves, c'est parce que les écoles ne sont pas des milieux agréables pour étudier»*, déclare Olivier, de l'école Le Vitrail, où se tiendra aujourd'hui une assemblée étudiante pour décider de la poursuite ou non de la grève amorcée mardi.

Interrogée à la sortie de la polyvalente Joseph-François-Perreault, Stéphanie souligne quant à elle que les classes sont trop bondées: *«On a de la misère à apprendre, les profs n'ont pas le temps de donner des explications à tout le monde»*.

Après avoir circulé tout l'après-midi dans le nord de la ville, bloquant tour à tour les artères Saint-Michel, Jean-Talon et Jarry, les élèves se sont engouffrés dans le métro Jean-Talon, où les tourniquets avaient été débloqués pour l'occasion, afin de rejoindre des étudiants du cégep Saint-Laurent à la Place des Arts. Le joyeux et bruyant cortège a fait retentir son cri dans les couloirs souterrains de Montréal pour déboucher devant les locaux de TQS. C'est que la station enregistre au cégep Saint-Laurent l'émission *Casting*, passant outre aux piquets de grève érigés depuis deux semaines.

Encadrée par plusieurs voitures de police qui tentaient tant bien que mal de suivre l'imprévisible cortège, la manifestation s'est déroulée dans l'ordre et aucun incident n'avait été signalé en début de soirée. Des collégiens de la CASSEE (Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie) se sont d'ailleurs employés à canaliser l'énergie des adolescents, lançant sporadiquement des appels discrets pour que la manifestation demeure pacifique.

Réaction de la CSDM

Tout en affirmant être *«sensible au fait que des élèves se conscientisent sur une réalité importante»*, la présidente de la Commission scolaire de Montréal, Diane De Courcy, a dit souhaiter que les actions des élèves se déroulent dans un *«cadre légal»* à l'avenir. Les jeunes de moins de 16 ans étant tenus de fréquenter l'école, qui en a la responsabilité pendant les heures de classe, *«On ne veut pas censurer l'expression, mais on veut qu'elle se fasse correctement. [...] On comprend la réaction* [d'hier], *mais on ne voudrait pas que cela se répète, parce que ce n'est pas un cadre sécuritaire»*, soutient Mme De Courcy, qui a l'intention de faire appel aux parents pour qu'ils incitent leurs enfants à utiliser d'autres moyens de se faire entendre ou *«tout au moins que les manifestations ne soient pas spontanées»*.

Outre la question de la sécurité, la présidente de la CSDM voit dans cette mobilisation une indication de *«l'ampleur de la préoccupation»*. *«C'est exceptionnel que les élèves du secondaire sortent dans les rues. Cela veut dire qu'ils ont compris et qu'ils prennent parti.»*

Le mouvement d'appui à la cause des étudiants s'est aussi enrichi hier de la sympathie d'un autre recteur, celui de l'Université Laval, Michel Pigeon. Après l'Université du Québec à Montréal et l'Université du Québec à Rimouski, dont les chefs d'établissement ont également demandé le retour des 103 millions comme le demandent les étudiants, le recteur Pigeon, flanqué des représentants étudiants de Laval, a prié Québec de réinvestir cette somme pour diminuer l'endettement étudiant.

Sur la «planète grève», le mouvement prenait encore de l'ampleur hier. Les étudiants en éducation de l'UQAM ont emboîté le pas au mouvement de débrayage, à l'instar de ceux de l'école Polytechnique et de deux collèges.

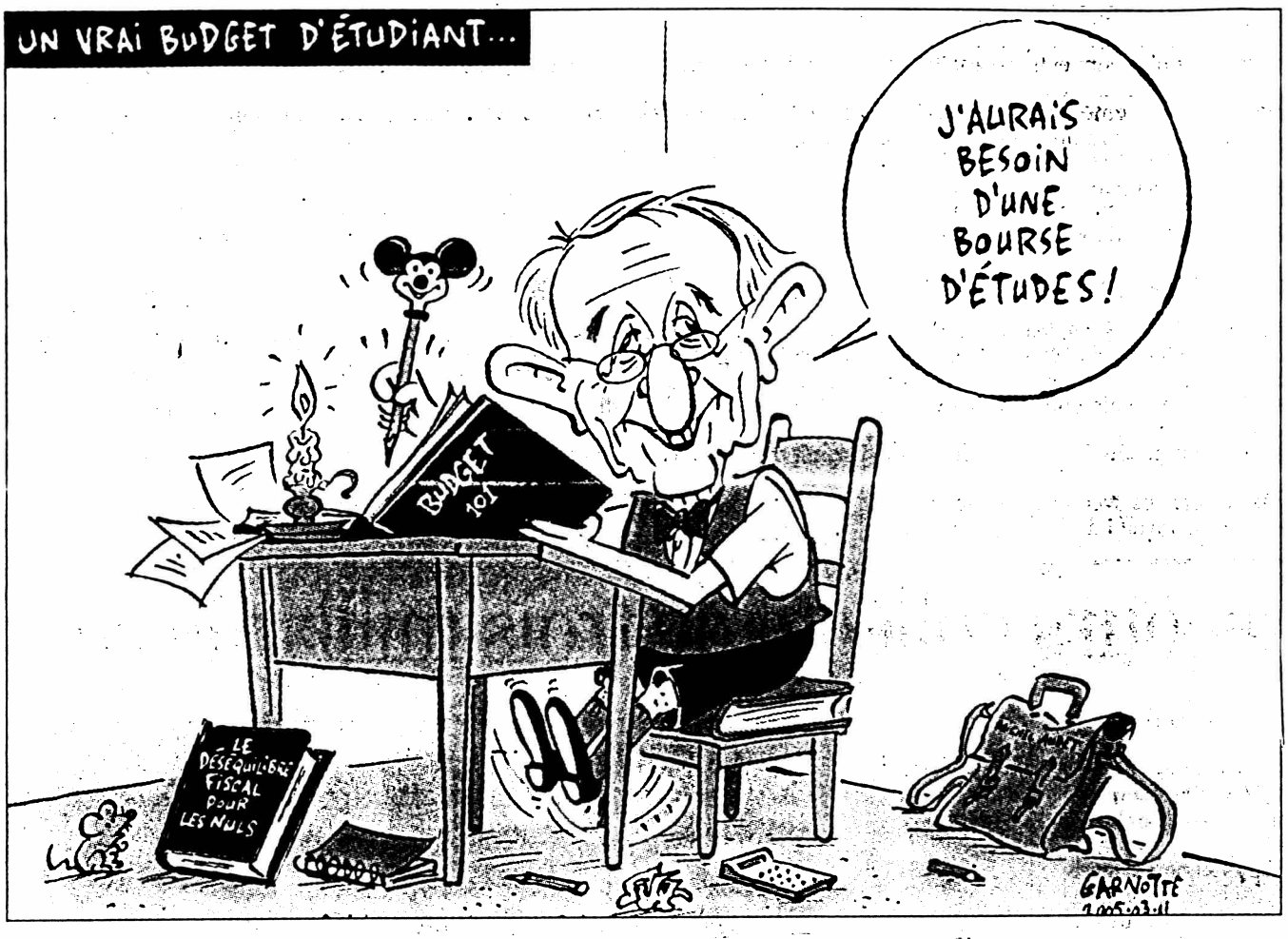
À l'UQAM, une occupation du pavillon Aquin a débuté hier matin peu après une «nuit de création». Un peu plus tard, 103 étudiants membres de la FECQ et de la FEUQ se sont symboliquement fait entarter par une effigie de Jean Charest devant les bureaux du premier ministre, en pleine heure de pointe.

La mobilisation pourrait s'intensifier au cours des prochains jours alors que la CASSEE organise une manifestation familiale demain. Les fédérations étudiantes collégiales et universitaires (FECQ-FEUQ) en prévoient une autre mercredi.

Pressé de questions par l'opposition à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, dit vouloir apporter des solutions acceptables aux yeux des étudiants *«le plus rapidement possible»*. *«Je travaille avec mon collègue des Finances pour dégager les marges qui vont nous permettre de faire des propositions de solutions porteuses, notamment dans le cadre des étudiants les plus démunis, relativement à l'endettement»*, a-t-il déclaré en Chambre.

Le Devoir
Avec la collaboration de Marie-Andrée Chouinard et de la Presse canadienne

Le Devoir, 11 mars 2005, p. A8



Le Devoir, 11 mars, p. A9

Les étudiants du cégep de Maisonneuve en pleine manifestation vendredi matin dernier.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'égalité des chances

Quand la force nous force à établir des rapports

HUGUES BONENFANT

Professeur de philosophie aux collèges Édouard-Montpetit et de Maisonneuve

Il y a moins de dix ans, les États généraux sur l'éducation faisaient de l'«égalité des chances» le premier de leurs chantiers prioritaires. Une des tâches d'avenir était nettement définie: *«Maintenir les fondements du régime actuel d'aide financière aux étudiants, en élargir l'accessibilité* [...] *et s'assurer que les éventuelles modifications au régime ne contribuent pas à accroître l'endettement étudiant.»* Que s'est-il passé depuis cette décision plus que largement consensuelle?

Aujourd'hui, comme la semaine dernière, ma salle de classe est déserte et je suis sur le parvis. Mes étudiants sont en grève, et ce n'est pas par manque de volonté d'étudier, au contraire. Mais ils ne comprennent pas comment le ratio entre les prêts et les bourses ait pu être renversé aussi radicalement en dix ans, les 103 millions n'étant que le dernier assaut en date.

Ils ne comprennent pas pourquoi le ministre Jean-Marc Fournier, dans son communiqué de presse du 3 mars, a pris à témoin les Québécois seulement en tant que «contribuables» qui consacrent environ 11 000 $ par année en impôts à la scolarisation de chacun des étudiants sans même souligner qu'il s'agit pour le moins d'un investissement stratégique pour l'avenir.

«Méchante vision d'épicier!», m'ont dit certaines personnes sur les piquets de grève. Comme s'il fallait dorénavant faire le choix entre les soins pour grand-maman et l'aide aux plus démunis des étudiants alors que notre PIB augmente sans cesse! D'autres étudiants m'ont plutôt affirmé qu'ils comprenaient maintenant mieux les figures de la sophistique et les errements parfois autoritaires ou paternalistes de la démocratie.

En fait, les étudiants ne conçoivent pas comment des politiciens puissent manquer de vision politique au point de ne pas considérer l'éducation comme un bien et une priorité nationale. Ils ont alors le courage de revendiquer qu'une société vieillissante ne soit pas déjà amnésique face à ses engagements d'il y a moins de dix ans.

Jusqu'à ce jour, les étudiants ont eu la candeur ou la moralité de ne pas encore saisir toute l'ampleur de leur force car leur puissance est énorme à la vue de demain. Que le gouvernement ne saisisse toujours pas cette puissance est cependant mystérieux...

Certes, pour un professeur de philosophie du collège, quelle que soit l'issue de la grève actuelle, le retour en classe sera très stimulant. En effet, du seul fait que la grève ait eu lieu, les étudiants interrogeront avec plus d'acuité éthique les rapports de force entre les individus.

Toutefois, précisément par ma profession et en tant que citoyen engagé dans l'édification de la société de demain, je crains aussi ce retour: comment les étudiants ne comprendront-ils pas cette grève comme un moment de plus dans le conflit intergénérationnel portant sur la répartition équitable des richesses?

Le Devoir, 11 mars, p. A9

C'est le Québec qui est un modèle

JESSE GREENER

Président de la section ontarienne de la Fédération canadienne des étudiants

Les étudiants du Québec et leurs familles devraient être félicités de prendre si énergiquement parti pour les études supérieures. Grâce à des bourses d'études et à de faibles droits de scolarité, les taux d'inscription dans les établissements d'enseignement postsecondaire sont presque chaque année, et ce, depuis 25 ans, plus élevés au Québec que nulle part ailleurs au Canada.

En Ontario, l'élimination des bourses a été suivie d'une hausse phénoménale des droits de scolarité et d'un endettement sans précédent de la population étudiante. Or la qualité de l'enseignement n'a jamais été aussi médiocre. Les fonds publics investis par étudiant dans l'enseignement postsecondaire sont plus bas que dans toute autre province.

En prenant le Québec comme modèle, la population étudiante de l'Ontario a mené une campagne pour faire bloquer les droits de scolarité et rétablir les bourses d'études. Les droits de scolarité ont été gelés l'an dernier. Cette année, les décideurs étudient des façons de rétablir les bourses supprimées il y a plus de dix ans.

Au lieu de promener son regard sur les politiques désastreuses de l'Ontario dans le dossier des études supérieures, le premier ministre Jean Charest devrait défendre ce que le Québec a fait pour maintenir un système d'enseignement postsecondaire de haute qualité et à coût abordable. C'est un bilan sans pareil au Canada.

Les étudiants les mieux traités au monde? Mensonge d'État!

NICOLAS VÉZEAU

Étudiant en science politique à l'Université Laval, actuellement en échange à l'Institut d'études politiques de Bordeaux (France)

Bien que géographiquement éloigné pour un semestre, j'aime me garder informé de ce qui se trame en politique québécoise. La polémique actuelle au sujet de l'éducation postsecondaire m'a laissé un peu perplexe. Je crains qu'il y ait une population qui se fasse littéralement mentir par son gouvernement. De tels actes de fumisterie politique sont contre-progressifs et tout à fait condamnables.

Mensonge! L'argumentaire dont vous abreuvez votre population depuis quelque temps, M. Charest, repose sur les deux thèses suivantes: «les étudiants québécois sont les mieux traités au monde» et «il en coûte 5000 $ par année pour étudier en Ontario». Le premier est tout à fait fallacieux alors que le second équivaut à du nivellement par le bas.

Les mieux traités au monde? Sachez que le système universitaire français dans lequel j'évolue présentement est tout à fait gratuit. Et quand je dis gratuit, cela va des installations sportives aux retards non taxés dans les bibliothèques, des frais de scolarité aux services d'impression, etc. De surcroît, la France est loin d'être l'exception à la règle. En effet, l'Allemagne, Cuba, le Danemark, l'Écosse, la Finlande, la Norvège, la Suède, pour ne nommer que ces pays, pratiquent également la gratuité universitaire.

L'historien québécois André Dufour disait à ce sujet: *«L'avenir d'une société, particulièrement à l'heure des grandes mutations économiques et technologiques, repose en grande partie sur son projet éducatif.»* Quel avenir souhaitez-vous pour la société québécoise, M. Charest?

Le second «argument fort» dans votre lutte contre la relève du Québec de demain est de comparer la situation des étudiants québécois avec celle que doivent subir les jeunes Ontariens (la province canadienne où étudier coûte le plus cher). Comparer les frais de scolarité du Québec à ceux de la pire province canadienne est un lamentable nivellement par le bas des droits éducatifs dont jouissent les universitaires d'aujourd'hui et de demain. Chose certaine, vous servez sur un plateau d'argent un nouvel argument de poids aux indépendantistes de votre province, qui constituent la moitié de la population du Québec!

Ayant vous-même visité la France — aux frais des contribuables — en 2004, M. le premier ministre, peut-être auriez-vous pu vous informer adéquatement sur la gratuité des universités françaises avant de faire cette citation sur le traitement des étudiants québécois. Autrement, je vous demande de refaire vos classes... (à défaut de vous accuser de léser votre population) et de ne pas niveler par le bas en ce qui a trait à l'avenir de tous les Québécois.

Et à toutes mes consœurs et tous mes confrères qui osent prendre part au débat, je vous lève mon chapeau, car sachez que votre lutte est légitime et honorable.

FRED DUFOUR AFP

Une étudiante fait une recherche à la bibliothèque de l'Université de Lyon. Le système universitaire français est tout à fait gratuit: cela va des installations sportives aux retards non taxés dans les bibliothèques, des frais de scolarité aux services d'impression, etc.

La Presse, 11 mars, A1 et A6

PROGRAMME DE PRÊTS ET BOURSES

Québec prêt à jeter du lest

GILLES NORMAND
ET DENIS LESSARD

QUÉBEC — Pressé par le caucus des députés, le gouvernement Charest est décidé à mettre plus d'argent dans le régime des prêts et bourses afin de trouver une solution et de mettre fin au mouvement de grève étudiante dans le réseau postsecondaire.

Au cours d'une réunion houleuse des élus libéraux, il est devenu évident que l'écart entre la position du gouvernement et celle des étudiants est désormais bien moindre que les 103 millions supprimés l'an dernier.

Avec son collègue des Finances, Michel Audet, le titulaire de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a soutenu hier « travailler à dégager des marges qui vont (leur) permettre de faire des propositions de solutions porteuses » pour les étudiants les plus démunis, a souligné M. Fournier à la période quotidienne des questions.

Québec prêt à jeter du lest

BOURSES

suite de la page A1

le ministre Reid l'an dernier, a appris *La Presse*.

À l'Assemblée nationale, le chef péquiste Bernard Landry n'a pas manqué de souligner que le mouvement de contestation dans le dossier des prêts et bourses « ne faisait que s'amplifier... il y a désormais 70 000 étudiants dans les rues, appuyés par plusieurs recteurs », a-t-il souligné.

L'ouverture de M. Fournier suivait de peu une réunion passablement houleuse du caucus libéral. La veille, mercredi, devant un Jean Charest muet, quelques ministres et députés s'étaient heurtés de front sur ce dossier controversé.

Nouveau ministre, Henri-François Gautrin n'a pas mâché ses mots pour décrire comme « inacceptable » cette décision prise par Pour la première fois depuis les élections d'avril 2003, Pierre Paradis a pris la parole lors d'un caucus libéral pour réclamer qu'on rétablisse les bourses pour les étudiants les plus démunis. Si cette mesure n'avait pas existé dans les années 70, il n'aurait pas pu terminer ses études de droit, a-t-il expliqué.

Selon les députés présents, le nouvel adjoint parlementaire du premier ministre, Roch Cholette, de même que la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, « ne voulaient pas voter avec le PQ », bien que la très grande majorité des élus libéraux étaient favorables à une réinjection de fonds dans les bourses aux étudiants.

En réalité, une trentaine de millions séparent actuellement le gouvernement et les étudiants, des fonds qui devront être trouvés en sabrant d'autres dépenses de l'Éducation, a-t-on expliqué. Le député Cholette a rappelé qu'en juin prochain, Québec aura accès à 70 millions pour l'Éducation provenant du programme des bourses du millénaire.

On a discuté ferme autour de l'opportunité de voter sur une motion péquiste où l'Assemblée nationale « exigeait » du ministre de l'Éducation des gestes pour les étudiants les plus démunis. Le ministre Fournier était d'accord pour que le gouvernement souscrive à une version édulcorée de la motion. Il a obtenu sans problème qu'on lui « demande » plus d'argent — la version soumise par le PQ « exigeait » du ministre

Opposée à cette coupe du printemps 2004, la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, était aussi d'accord pour que le gouvernement injecte plus de fonds, mais désapprouvait l'idée d'appuyer une manœuvre de l'opposition.

Après les interventions de M. Cholette et de la ministre Jérôme-Forget, Henri-François Gautrin a fait une seconde intervention pour renverser la vapeur et s'assurer qu'une motion soit bel et bien votée, mercredi à l'Assemblée nationale, pour que le gouvernement s'engage à régler ce problème.

L'ampleur des mouvements de débrayage ne témoignait guère hier de l'évolution des discussions à l'interne.

En conférence de presse, M. Fournier a refusé, hier, de dire s'il avait eu des contacts avec des étudiants depuis sa rencontre de mercredi soir avec les représentants de la CASSEE, dont il a dénoncé le refus de condamner le recours à la violence.

Il avait alors lancé un appel aux leaders étudiants non violents en disant que c'est avec eux qu'il voulait s'entretenir. Lorsqu'on lui a demandé hier si son appel avait été entendu, M. Fournier a répondu : « J'ai... à ce moment-ci, tout ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a des leaders, des représentants étudiants qui ne font pas appel à la violence, j'en suis très heureux. Je sais que la majorité des étudiants ne souhaitent pas la violence. Et pour ce qui est des rencontres et échanges, je n'ai pas l'intention de donner *l'agenda* sur la place publique. Ce sont des choses auxquelles on veut donner le caractère le plus privé, de manière à ce que ça se fasse correctement. »

AUTRE TEXTE
Mobilisation et « entartage », page A10

Au menu des étudiants en grève

Mobilisation nationale et «entartage»!

SARA CHAMPAGNE

Partout au Québec, des associations étudiantes se préparent à joindre la Coalition de l'ASSE élargie (CASSEE) pour une manifestation nationale, prévue demain dans les rues de Montréal.

Plusieurs autobus ont déjà été nolisés. Les étudiants, qui ont choisi comme point de départ le square Dorchester, vont longer le boulevard René-Lévesque, passer près des stations de métro Peel et Bonaventure, et revenir à leur point de départ. La CASSEE n'était pas en mesure de dire hier combien d'étudiants participeront à la manifestation, mais elle espère un rassemblement monstre.

Pendant ce temps, la FEUQ et la FECQ appellent eux aussi leurs 230 000 membres à une mobilisation nationale, prévue mercredi prochain, vers 14h, avec comme point de rencontre les bureaux régionaux du ministère de l'Éducation, situés au 600, rue Fullum, à Montréal.

Hier en fin d'après-midi, 103 étudiants représentant la FEUQ et FECQ se sont dits la « cible » du premier ministre alors qu'ils se sont *entartés* tour à tour devant les bureaux de Jean Charest. Leur message : le gouvernement s'attaque à des cibles faciles, avec ses coupes de 103 millions dans le programme de prêts et bourses, en visant les étudiants les plus pauvres.

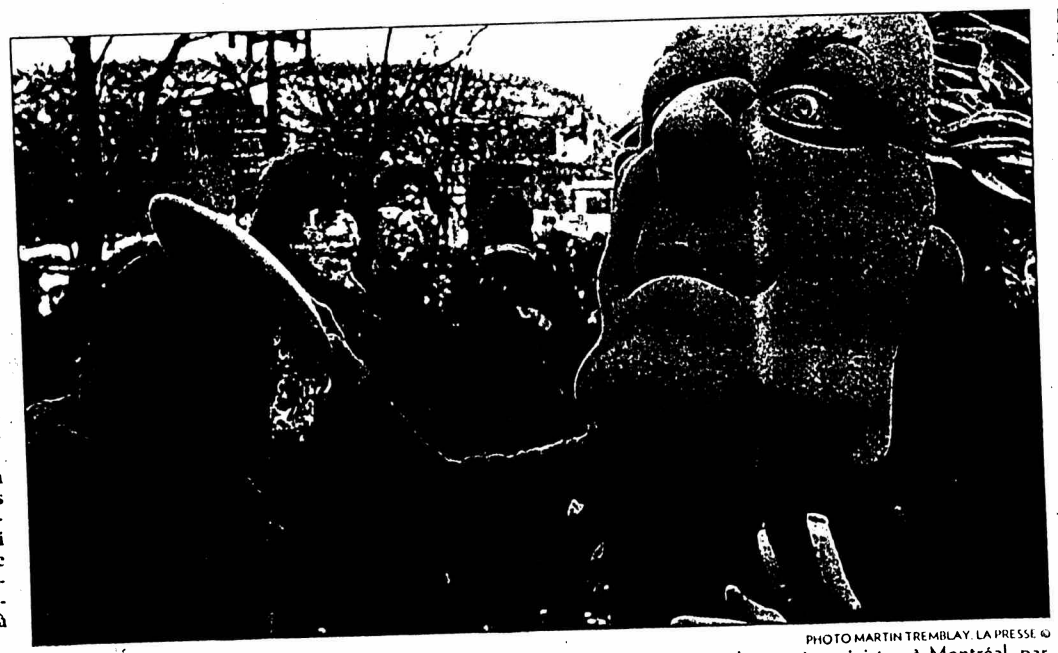


PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Cent trois étudiants se sont volontairement fait entarter hier devant les bureaux du premier ministre, à Montréal, par une réplique de Jean Charest.

Au moment de mettre sous presse hier, les étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) venaient de se prononcer en faveur d'une reconduction de la grève jusqu'au 17 mars. À Sherbrooke, l'Association générale des étudiants et des étudiantes en lettres et communication, maîtrise et doctorat, s'est jointe au mouvement de grève illimitée à la suite d'un vote favorable à 82 %.

Du côté de Jonquière, le vote en faveur de la grève illimitée est passé de justesse avec six voix de majorité. Du côté de Shawinigan, 59 % des étudiants ont voté pour la grève. Au collège de l'Outaouais, les résultats du vote n'avaient pas encore été dévoilés hier soir, mais les responsables s'attendaient à un résultat serré.

Appui des écoles secondaires

Plusieurs écoles secondaires, dont Le Vitrail de la Commission scolaire de Montréal, (CSDM), déjà en grève, promettent de sortir dans la rue aujourd'hui. Une première rencontre aura lieu au parc Jarry, vers 12 h 30, et les participants se déplaceront vers une autre école secondaire.

Dans la région de Salaberry-de-Valleyfield, les élèves de l'école secondaire Baie-Saint-François se sont joints à ceux du cégep de Valleyfield, hier matin, le temps d'une marche en faveur de la grève étudiante. « Ce sont eux qui vont avoir besoin de prêts et bourses dans deux ou trois ans. Nous voulions leur expliquer les enjeux de la grève étudiante », a expliqué la secrétaire de l'association étudiante, Lina Leduc.

En matinée, les quelque 1300 élèves de ce collège se sont prononcés pour la troisième fois, dans une proportion de 65 % en faveur d'une troisième grève de trois jours. Ils prévoient organiser un *bed in* dans la nuit de samedi. Dimanche, ils se rendront dans les églises de la région afin de « prier » pour que le gouvernement du Québec revienne à la raison.

Plus de 80 000 élèves et étudiants sont actuellement en grève à travers la province.

Avec *Le Droit*, *Le Quotidien*, *La Tribune* et *Le Nouvelliste*.

La Presse, 11 mars, p. A10

Métro, 11-13 mars 2005, "Front Page", p. 1

Fournier prêt à faire une offre

Les étudiants ne demandent qu'à l'écouter

DE PLUS EN PLUS nombreux à joindre les rangs des grévistes, les étudiants québécois recevront sous peu une « proposition de solution porteuse », selon ce qu'a promis hier le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, qui a de nouveau essuyé le tir nourri des questions de l'opposition péquiste à l'Assemblée nationale.

Le ministre n'a pas voulu lever le voile sur la nature de la proposition, si ce n'est qu'elle sera destinée à réduire l'endettement de la clientèle la plus démunie.

Il est vrai que le mouvement de débrayage a continué de prendre de l'ampleur sur les campus alors que des étudiants de l'UQÀM, de l'École Polytechnique et de deux collèges, dont le Cégep André-Laurendeau, se sont donné des mandats de grève.

De son côté, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard, a fait valoir que l'arrivée de ces nouveaux groupes dans le mouvement démontre que la grogne s'amplifie.

La FEUQ, qui a lancé récemment un appel à la grève générale dans les universités, se dit prête à écouter ce que le ministre aura à proposer, mais « il ne pourra pas s'en tirer en offrant des miettes», a prévenu M. Bouchard.

JULIE BONIN/MÉTRO

AUTRE MANIFESTATION d'étudiants devant les bureaux de Jean Charest.

Par ailleurs, ni la FEUQ ni la Fédération étudiante collégiale (FECQ), n'ont voulu condamner la coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), qui refuse d'exclure le recours à la violence pour faire avancer la cause.

PRESSE CANADIENNE

Le journal de Montréal, Samedi 12 mars 2005, p. 20

Les étudiants manifestent

Photos DONALD COURCHESNE

COMME UN PEU PARTOUT à travers la province, plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté dans les rues de Montréal hier après-midi. Ils ont perturbé la circulation en déambulant dans les rues voisines de l'UQAM où ils se sont regroupés en fin d'après-midi pour tenir une conférence de presse. La veille, à la demande de l'administration de l'université, la police de Montréal avait obligé près de 80 étudiants à lever leur siège et procédé à l'arrestation de 48 jeunes en pleine nuit. Hier, des étudiants en grève ont également perturbé les activités du premier ministre Charest à l'université de Sherbrooke et celle du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, à Boucherville.

Les étudiants de Poly votent pour la grève

Les étudiants de Polytechnique ont voté hier à 67% en faveur d'une grève de 24 heures qui se tiendra le 16 mars.

Leur assemblée générale réunissait près de 1000 étudiants, soit le tiers des membres de l'Association des étudiants de Poly.

«C'est la première fois dans l'histoire de l'Association que ses membres votent une grève, a affirmé Simon Vaillancourt, président de l'AEP.

«Ils veulent démontrer au gouvernement qu'il doit remettre 103 M$ au régime de prêts et bourses lors du prochain budget.

«La grogne vise également l'attitude avilissante du gouvernement dans ce dossier, dit-il.

C'est pourquoi les étudiants de l'AEP comptent participer «en grand nombre» à la manifestation organisée par la FEUQ et la FECQ à Montréal», a-t-il aussi déclaré.

PIERRE FOGLIA

Qu'avez-vous appris au juste ?

Que les agences de publicité retenues par le Parti libéral pour optimiser le programme des commandes contribuaient à la caisse du Parti libéral. Grande nouvelle. Pensez-vous que les agences retenues par le Parti conservateur ou le Parti québécois font autrement ?

Vous avez aussi appris que, pour contourner l'ancienne loi sur le maximum qu'une entreprise pouvait verser à la caisse électorale d'un parti, l'entreprise en question remboursait ses employés à contribuer personnellement... en les remboursant, évidemment. C'est la première fois que l'on vous met au courant de cette pratique ? Vous vivez où, ces 20 dernières années ? Dans le coma ?

Vous avez appris surtout que ces agences de publicité surfacturaient le gouvernement pour leurs services, services qui consistaient le plus souvent à prendre le chèque des mains du fonctionnaire qui venait de le signer pour le remettre dans les mains de l'organisateur de l'événement; commandité. Je vous signale qu'on appelle ces gens-là des intermédiaires. C'est le plus vieux *racket* du monde. Le plus légal aussi.

Bref vous n'avez rien appris du tout. M. Chrétien a raison : la commission Gomery ne sert à rien. La Commission des crimes économiques de la GRC aurait pu faire la job plus efficacement à moindres frais. Mais vous aimez qu'on vous amuse. Vous aimez que la justice, ou ce qui lui ressemble, se donne en spectacle. Vous aimez qu'on retourne sur le grill quelques encravatés. Vous aimez cette fausse impression de déboulonnage — pour citer Vadeboncoeur : *Ces vers qui grouillent sous les monuments qu'on renverse.*

Un bon show. Mais à la toute fin, vous n'aurez rien appris. Parce que vous vous serez trompés de question. Combien. Qui. Avec qui. Comment. À quelle heure. Quel pourcentage. Qui a signé ça et qui était au courant. Combien de fois Chose a rencontré Machin. C'est facile de ne pas se souvenir. Et se souviendraient-ils, vous apprendriez quoi ?

Le cynisme est un bien vilain défaut, mais il présente l'avantage de faire l'économie des questions inutiles. La seule question qu'il fallait poser ici, et la reposer mille fois en cognant du poing sur la table jusqu'à ce qu'elle fasse voler en éclats ce pays impossible, c'est :

POURQUOI ?

LA VIOLENCE — Le discours sur la violence du ministre Fournier, l'autre jour, après des incidents mineurs — quelques graffitis et des meubles endommagés par les étudiants qui occupaient son bureau — ce ton de tolérance zéro, était pure provocation. Ce discours contre la violence était en fait un appel à la violence. Être étudiant, je serais retourné illico à son bureau casser ce qui restait de son mobilier.

Il n'y a pas de cause qui justifie le recours à la violence, a dit le ministre.

Ah non ? En connaît-il une seule qui se soit gagnée sans violence ? La violence n'est pas affaire d'opinion. Être contre la violence, c'est comme être contre les inondations. Personne n'est pour, elles arrivent. La violence sociale a moins à faire avec la fureur de manifestants qu'avec la surdité du pouvoir. On commence par crier pour qu'il entende. Il n'entend jamais la première fois. Ni la deuxième. Ni la dixième. La centième fois, une vitrine vole en éclats. C'est pas bien. Mais c'est pas si grave non plus.

Il n'est pas de désordre doux. D'ordre non plus, d'ailleurs.

LE CON — On a passé une partie de la semaine à commenter le procès de Sophie Chiasson, cette jeune femme qui poursuit Jeff Fillion, l'animateur de CHOI. On est tous là à chercher une nouvelle manière de parler de cette plaie qui fait se gratter tout le Québec. Sous quel angle, cette fois ? La liberté de parole ? Le droit à la subversion ? Et si c'était un honneur de se faire insulter par Fillion ? Pourquoi n'aurions-nous pas, nous aussi, un Howard Stern, un Rush Limbaugh ? Sommes-nous trop frileux ? Tout cela n'est-il pas la faute, finalement, du CRTC ? La censure n'a-t-elle pas fait de lui un phénomène ? L'ignorer ou le poursuivre comme fait Mlle Chiasson ? On est là à se gratter quand soudain, à la télé, quelqu'un refait jouer ses propos. Le mot-à-mot.

Ciel ! C'est de cela qu'on allait débattre ? On s'apprêtait à polémiquer, manches retroussées comme pour un combat contre la haine, contre le racisme, pour le droit à la dignité, et on se retrouve devant un con. Tous simplement un con.

Vous dites ? Que j'ai aussi traité de con mon collègue Franco Nuovo, l'autre jour. Foutez pas le bordel, vous, OK ? Fillion, c'est un autre stade de la connerie. Fillion, c'est le con anal. Le con étron. Alors que Nuovo n'est pas salissant du tout, avec l'autre on s'en met partout.

QUÉBEC - L'autre matin je suis allé à Québec, j'ai pris le train. Cinquante dollars. Et encore, je paie moins cher parce que je suis vieux et que je partais de la gare de Saint-Hyacinthe. Si t'as 22 ans et que tu pars de Montréal, ça doit bien coûter 300 $... J'étais invité au Château Frontenac par le chef des cuisines, M. Jean Soulard. Tout le monde me disait : tu vas voir, il est très, très gentil. Ce qui annonce généralement un joyeux tôton. Pas celui-là. Gentil vraiment. Il m'a posé plein de questions, c'est lui qui faisait l'entrevue, elle a été publiée dans *Le Soleil* la semaine dernière. Il m'a demandé un drôle de truc : pour quel grand journal auriez-vous aimé travailler ?

J'ai rêvé à *L'Équipe* parce que c'est le seul journal dans lequel je pourrais parler d'athlétisme 12 mois par année. Anyway, pour revenir à Québec, j'ai rencontré un type dans les escaliers qui montent de la rue Couronne vers la rue Saint-Jean. Il était assis. Il me dit : je souffre. Vous voulez des sous ? Non, je souffre, il me répète. Marchez avec moi, ça va vous faire du bien. On est allés jusqu'à la libraire Pantoute. Je lui ai acheté le dernier roman de Victor-Lévy, *Je m'ennuie de Michèle Viroly*. Il l'a ouvert à la hauteur de ses yeux comme un curé qui lit son bréviaire en marchant, je ne voyais plus sa tête derrière.

Moi, je l'ai déjà. Je vais le lire en vacances.

Je pars en vacances, lalalère. Je vous reviens avant Noël, promis. Ah oui, si le pape meurt pendant que je suis parti, pas de panique, il vont repasser ma chronique de l'autre fois, je ne vous laisserais pas seuls dans un moment aussi difficile.

La Presse, 12 mars, p. A10

e monde de l'éducation en pleine ébullition

O MEUNIER

lèves du secondaire qui s'or-ent, un cégep aux prises avec ock-out et des universitaires rotestent contre l'arrestation lée de 45 de leurs camarades : nde étudiant a de nouveau été ullition hier.

r la deuxième journée consé-e, plusieurs centaines d'élèves condaire ont abandonné leurs salles de classe pour investir les rues de la métropole. En plus d'appuyer les collégiens et les étudiants universitaires dans leur bataille contre le gouvernement, les élèves du secondaire ont décidé de se mobiliser pour défendre leurs propres revendications. Si leur principal cheval de bataille consiste en la création de véritables associations étudiantes, les élèves réclament aussi un meilleur financement des écoles publiques et, comme leurs ainés, l'annulation de la décision du gouvernement transformant en prêts une somme de 103 millions de dollars en bourses.

Lancée mardi par l'école alternative Le Vitrail, la mobilisation s'est répandue comme une traînée de poudre dans plusieurs établissements secondaires.

La veille, des élèves des écoles Sophie-Barrat et Joseph-François-Perreault s'étaient joints au mouvement.

Sous escorte policière, la marche d'hier a rallié des centaines d'élèves des écoles Père-Marquette, Jeanne-Mance et Pierre-Dupuy. Sauf quelques bris de fenêtre, la manifestation s'est déroulée dans le calme. Suivant un itinéraire improvisé, les élèves ont terminé leur marche devant les bureaux administratifs de la Commission scolaire de Montréal, où ils étaient attendus de pied ferme par un barrage de policiers.

La foule s'est dispersée quelques minutes plus tard. Du côté de l'UQAM, les étudiants ont vivement dénoncé l'intervention policière musclée survenue dans un de leurs pavillons dans la nuit de jeudi à vendredi. Des chargés de cours, des syndicats et même un porte-parole de la Ligue des droits et libertés de la personne ont également dénoncé l'action policière, qui s'est soldée par l'arrestation de 45 personnes.

Les étudiants interrogés, dont la moitié assistait à un match d'improvisation, ont assuré que tout se déroulait pacifiquement au moment où une cinquantaine de policiers sont arrivés. Retenus dans des locaux, les étudiants ont été relâchés un peu après 3h du matin.

Des accusations d'attroupement i légal et de voies de fait ont été po tées contre eux. Les étudiants o l'intention de réclamer la démissi des membres du conseil d'admini tration de l'établissement.

Celui-ci a justifié l'interventi policière par le fait que les étudian essayaient de bloquer de nombreu accès du pavillon.

Au cégep Lionel-Groulx, les élèv et la direction ont convenu, hier, mettre fin au lock-out qui sévissa depuis mercredi. Les deux parti en sont venues à une solution a terme d'une négociation de pl sieurs heures. La direction avait d cidé de mettre la clé sous la porte réaction au débrayage qui paraly l'établissement depuis le 24 février

Même si les cégépiens retrouve l'accès à leur collège, la tension d meure vive. « La direction fait to pour nous mettre des bâtons da les roues », a déploré le représe tant de l'Association des étudian et étudiantes du collège Lione Groulx, Simon Lapierre.

La Presse, 12 mars, p. A10

En banlieue de la grève

Du jamais vu depuis 1968, dit-on à propos de la mobilisation étudiante, qui prend de l'ampleur. Des milliers de cégépiens et d'étudiants descendront dans la rue aujourd'hui. Même des jeunes du secondaire se sont joints au mouvement. Même les étudiants rangés de Polytechnique ont, pour la première fois de leur histoire, voté en faveur de la grève... Ça grogne, ça s'entarte, ça revendique. Et avec raison.

Du jamais vu depuis 1968. Malgré tout, dans certains cégeps, on a l'impression qu'on est encore en 1967. Au collège Ahuntsic, par exemple, où je suis allée faire un tour. Soixante-quinze pour cent des élèves y ont voté contre la grève.

Un cégep de privilégiés? «On est ici dans le nord de la ville. Peut-être qu'on est trop proches de Laval et qu'on a une mentalité de banlieusards», avance en riant Sébastien, 19 ans, qui étudie en cinéma et qui fait partie du clan minoritaire pro-grève.

En fait, la dissidence d'Ahuntsic, qui demeure l'un des seuls cégeps publics montréalais à dire non à la grève, tient davantage au fait que la majorité de ses élèves y suivent des formations techniques et se sentent peu concernés par les enjeux. Pas besoin d'un doctorat en sociologie pour comprendre que les intérêts d'un jeune homme en technique policière, disons, ne sont pas tout à fait les mêmes que ceux d'un étudiant en anthropologie.

Si la majorité des élèves du collège Ahuntsic se disent en accord avec les revendications, ils ne sont pas prêts pour autant à se lancer dans une grève générale illimitée qui, craignent-ils, hypothéquerait leur trimestre. Dans *L'Autobus*, le journal des élèves du collège, des jeunes s'en désolent. Ils disent avoir honte de leur cégep. Ils s'interrogent. «Le petit confort privé des gens est-il devenu plus important que l'éducation accessible à tous?» demande un cégépien qui déplore que son collège soit un «îlot docile» regroupant «de gentils petits étudiants de la libéralisation» et des «parasites» qui profitent d'un mouvement sans y participer. Mais qui lit vraiment *L'Autobus*? «Trente-deux lecteurs, y compris nos parents!» clame-t-on à la une. Avec moi, les vollà à 33.

La majorité des étudiants s'entendent pour dire que la coupe de 103 millions dans le régime des prêts et bourses est injuste car elle pénalise les plus pauvres d'entre eux. Pour le reste, ils ne sont pas d'accord. Au café étudiant, la question suscite une discussion animée. «C'est une grève stupide. Le gouvernement rit dans sa barbe. On n'est même pas pris au sérieux», lance Bruno, étudiant en langues qui s'oppose à la grève. «Il ne faut pas oublier qu'au Québec, les étudiants sont des privilégiés, dit-il. Pourquoi ils ne chialent pas dans les autres provinces canadiennes?»

Grand fan de baseball, Bruno voulait aller voir les Expos à Washington, au mois de mai, avec des copains du cégep de Sainte-Thérèse. Mais comme les copains sont en grève, le voyage est compromis, se désole-t-il. «Ils n'auront pas fini leur trimestre à temps.»

Le genre d'argument qui n'émeut pas vraiment ses camarades pro-grève. «Je suis prête à perdre trois mois de ma vie pour que tout le monde après puisse bénéficier de nos gains», dit Catherine, étudiante en psychologie. «Je ne le fais pas pour moi. Mes études sont payées. Mais si on ne se bat pas, on n'aura rien», insiste la jeune femme, qui a reçu en héritage de quoi payer ses études.

«Si le gouvernement voit qu'on est unis, il va arrêter de couper dans l'éducation», renchérit Louis, étudiant en sciences humaines. L'intérêt collectif doit primer, dit le jeune homme, qui a la chance de pouvoir compter sur l'aide financière de ses parents.

Mais à quoi bon voter pour la grève si c'est pour prendre congé et rester chez soi? demande un partisan du non. «C'est sûr que si tu restes chez vous, ça ne sert à rien!» lance Catherine.

Gabriel, étudiant en cinéma, dit en avoir assez de se faire «traiter de noms» par les partisans de la grève. «J'ai voté contre parce que j'ai hâte de finir mes études. Je n'ai pas le goût de perdre mon temps», dit-il. Égoïsme? «Ce n'est pas parce que j'ai une pensée individualiste que je n'ai pas de conscience sociale», maugrée le jeune homme.

François, qui étudie aussi en cinéma, croit que son camarade gagnerait à regarder les choses avec plus de recul. «Perdre son temps pour obtenir quelque chose de mieux, ça vaut la peine», observe le cégépien, qui demeure cependant très sceptique face aux tactiques des leaders de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «Ils sont très proches des politiciens de Québec. Beaucoup, c'est le job qu'ils veulent. Ce sont déjà des politiciens dans l'âme.»

Si le cégep Ahuntsic est demeuré en banlieue de la grève, c'est que les mots «grève illimitée» ont fait peur, croit Catherine. Une élève en formation technique acquiesce. «Je suis pour la grève, mais dans le mesure où c'est limité», dit-elle, d'une voix timide.

L'Association générale étudiante du collège a compris le message de son «îlot docile». Mercredi prochain, il y aura un autre vote sur la grève. Mais plutôt que de proposer que le mandat soit renouvelé tous les cinq jours, on se limitera à un, deux ou trois jours tout au plus. Histoire de pouvoir enfin quitter, ne serait-ce que pour quelques heures, la banlieue de la grève.

APARTÉ

70 000
nombre d'élèves et d'étudiants en grève au Québec

75%
proportion d'élèves du collège Ahuntsic ayant voté contre une grève générale illimitée

3436
nombre d'élèves du collège Ahuntsic ayant exercé leur droit de vote (taux de participation de 47%)

Source: FEUQ, FECQ, CASSEE, Association générale étudiante du collège Ahuntsic

La Presse, 12 Mars 2005, p. A25 section Forum

JEAN-MARC FOURNIER NE TOLÉRERA
AUCUNE VIOLENCE DE LA PART DES ÉTUDIANTS

LES GRANDS PORTRAITS JEAN-MARC FOURNIER

Le Devoir, 17 et 13 mars 2005,
section Les Actualités, p A5

Fournier prépare une proposition à présenter aux étudiants

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Des négociations pourraient s'amorcer vers la fin de la semaine prochaine entre le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, et les fédérations étudiantes collégiales et universitaires pour dénouer la crise.

«Peut-être que vers la fin de la semaine prochaine, cela se pourrait que les solutions sur lesquelles on travaille soient assez avancées pour qu'on puisse [négocier]», a déclaré l'attaché de presse du ministre Fournier, Stéphane Gosselin.

L'attaché de presse a affirmé que des communications quotidiennes ont lieu avec les deux fédérations (FECQ et FEUQ). *«Mais ce n'est pas pour négocier pour l'instant»*, a-t-il précisé. Plus tôt cette semaine, le ministre Fournier avait rompu la communication avec les représentants de la Coalition de l'association pour une solidarité étudiante élargie (CASSEE), ces derniers refusant de condamner les actes de violence commis à son bureau de circonscription, à Châteauguay.

Pas de commentaire

Signe de l'imminence de négociations, les représentants de la FECQ et de la FEUQ ont refusé hier de formuler quelque commentaire que ce soit. Ceux-ci s'étaient fait chauffer les oreilles par le passé après avoir discuté devant les médias du contenu de leurs entretiens avec le ministre. À la FECQ, on a cependant précisé que le réinvestissement des 103 millions, par le rabaissement du plafonds des prêts, n'est pas négociable.

À la CASSEE, plus radicale, on s'inquiète à l'idée de voir les fédérations étudiantes entamer seules des pourparlers avec le gouvernement. *«Comment le ministre peut-il faire des propositions alors qu'il ne parle plus à la majorité des gens en grève, qui sont membres de la CASSEE?»*, s'est interrogé un porte-parole de la coalition, Eric Martin. Il a souligné que la raison invoquée par le ministre pour les tenir à l'écart ne tient pas la route: *«Les membres de la CASSEE n'ont pas été plus violents que ceux de la FECQ et de la FEUQ à Montebello»*, où ils avaient perturbé le caucus des députés libéraux.

À la CASSEE aussi, on exclut des compromis sur le montant du réinvestissement: *«On ne peut pas négocier sur une erreur. Ce serait comme faire une demi-centrale du Suroît ou financer la moitié des écoles privées juives»*, a soutenu M. Martin avec ironie.

Négos ou pas, les étudiants peaufinent leurs pancartes en vue des deux manifestations nationales, soit celle de la CASSEE, aujourd'hui, et celle des fédérations étudiantes, mercredi.

Hier, des grévistes du collège Édouard-Montpetit (FECQ) ont manifesté en jouant les cadavres et les zombies devant un édifice de Boucherville où le ministre Fournier devait assister à une conférence de presse. Pas de chance pour eux, le ministre s'était fait remplacer par un collègue député du coin, *«comme c'est le cas pour plusieurs annonces»*, a-t-on précisé à son cabinet.

D'autres manifestants, qui assiégeaient le bureau de circonscription du premier ministre Charest à Sherbrooke depuis jeudi, ont pris celui-ci en chasse, scandant des slogans alors qu'il tenait une conférence de presse à proximité. En réponse aux question des journalistes, M. Charest s'est abstenu de commenter leurs revendications: «[Le ministre Fournier] *a toute ma confiance, elle est même flambant neuve»*, a-t-il déclaré.

Pour une deuxième journée consécutive, des élèves de plusieurs écoles secondaires de Montréal ont déambulé dans les rues.

Expulsion

À l'UQAM, des étudiants qu occupaient le pavillon Aquin depuis jeudi matin ont vivement décrié la décision de l'administration de les faire expulser par la police dans la nuit de jeudi à hier. L'opération policière a également été dénoncée par les quatre syndicats de l'université et la Ligue des droits et libertés. *«En soirée, lorsque les représentants de la direction sont partis, nous avions convenu de nous reparler le lendemain matin. Mais à minuit trente, sans préavis et sans qu'il y ait eu des actes de violence, l'escouade antiémeute a arrêté tout le monde, soit 48 personnes»*, raconte Fanny Theurillat-Cloutier, qui faisait partie du comité de négociation. Par voie de communiqué, l'UQAM a expliqué son geste par le refus des étudiants d'évacuer les lieux et fait savoir qu'elle ne tolérerait pas de telles actions de blocage.

Hier, 22 collèges étaient en grève alors que trois autres prévoyaient se joindre au mouvement la semaine prochaine. Fait à noter, un premier collège privé, Jean-de-Brébeuf, s'est doté d'un mandat de grève d'une durée de 24 heures, qui s'exercera mercredi.

Les résultats de votes sont également attendus dans huit autres collèges. À l'université, où les votes se prennent dans les facultés, on dénombre environ 20 000 étudiants en grève. Au total, environ 85 000 étudiants débrayent à l'heure actuelle.

Le Devoir

Le Devoir, 12 et 13 mars, p. B1 et B2

Tempête dans les classes

En touchant aux étudiants les plus démunis, Québec a suscité l'indignation

La grève, qu'ossa donne?», pourrait-on lancer en paraphrasant une célèbre envolée e l'humoriste Yvon Deschamps. En séchant leurs cours comme ils le font depuis aintenant plus de deux semaines, les étudiants s'agrippent-ils au gros bout du bâ- on ou placent-ils inconsciemment leurs études en tutelle? Certains signaux de repli, éjà largués par la machine gouvernementale, donnent à penser que la grève fait en- ore peur. Autopsie d'un moyen de pression à l'efficacité incontestable.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Ils ne représentent pas encore 20 % de la masse étudiante totale, mais déjà ces quelque 85 000 collégiens et étudiants universitaires qui ont choisi de faire une pause dans leurs études à quelques se- naines de la fin de la session font jaser dans les haumières.

La transformation de 103 millions de dollars le bourses en prêts, décidée à la faveur du der- ier budget, leur est restée en travers de la gor- ge. Après avoir martelé pendant plus d'un an eur désaccord avec cette décision du gouverne- ent Charest, condamné la montée en flèche les plafonds d'endettement qui assaillent les lus démunis, les étudiants ont porté la grogne usque dans la rue.

Cette semaine, environ 85 000 cégépiens et tudiants universitaires — sur une masse tota- e de quelque 450 000 — ont choisi d'entrer lans la ronde de la grève. Pendant que les as- ociations étudiantes, peu importe leur affilia- ion — indépendante, membre de la Fédéra- ion étudiante collégiale du Québec (FECQ), le la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ou de l'Association pour une olidarité syndicale étudiante (ASSE) —, conti- nuent de se prononcer aux quatre coins de la province sur cet appel général à la grève illimi- ée, les appuis déferlent.

Et non les moindres. Du haut de leur établis- sement, les recteurs, traditionnellement peu ba- vards, ouvrent la bouche. Après Roch Denis, de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), d'autres ont emboîté le pas: comme le collègue Michel Ringuet, de l'UQ à Rimouski, et Michel Pigeon, de l'Université Laval, qui ont carrément demandé à Québec de retourner les 103 millions sauvagement pris dans la poche des étudiants pour renflouer les coffres des universités.

«Le temps est venu d'un véritable réinvestissement dans nos universités et qui ne se fera pas au détriment des étudiants», croit Roch Denis, entonnant un refrain repris par ses collègues qui sont venus parler, pour certains, aux côtés des représentants d'associations étudiantes, un fait rare. À l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), le recteur André Paradis a lui-même suspendu les cours le 9 mars dernier pour permettre la tenue d'une assemblée générale étudiante, sans que celle-ci ait à le faire, une action inédite.

Du sérieux

«Le nombre d'étudiants qui sont dans la rue n'est pas encore spectaculaire mais, au-delà de la quantité, il y a d'autres indices qui laissent croire que cette grève, c'est du sérieux», explique Valéry Colas, étudiante au doctorat en histoire à l'UQTR.

Mme Colas parle d'expérience, et deux fois plutôt qu'une. Elle-même ancienne militante liée à l'ex-AGEsshalcUQAM, elle a récemment hésité à se lancer dans des études de troisième cycle, tant sa dette pèsera longtemps sur ses finances, à défaut de sa conscience.

«J'aurais dû recevoir 3255 $ en prêts et environ 6800 $ en bourses cette année, mais j'ai plutôt eu 8000 $ en prêts et 2000 $ en bourses», explique l'étudiante, qui évalue à quelque 80 000 $ la dette totale que son conjoint — aussi futur docteur — et elle auront à rembourser une fois ce 3e cycle universitaire complété.

Intéressée aux mouvements de bataille estudiantins, Valéry Colas a poussé sa passion jusqu'à écrire un livre sur l'histoire des revendications étudiantes dans l'histoire du Québec. Pendant que son manuscrit est scruté par un éditeur, elle est devenue une petite perle pour les médias en quête d'esprit critique assaisonné de regard historique.

«Les grèves étudiantes ont très souvent débouché sur des gains pour les jeunes», explique-t-elle, évoquant le mouvement historique d'octobre 1968 où la grève et l'occupation d'une quinzaine de cégeps tout juste créés ont causé la naissance de l'UQAM et du réseau tentaculaire de l'Université du Québec.

Observatrice aguerrie des mouvements de grève, elle note pour 2005 des clins d'œil qui ne trompent pas: *«Que Saint-Laurent, Maisonneuve ou le Cégep du Vieux-Montréal sortent, ça ne devrait étonner personne. Mais quand arrivent dans le portrait des associations qui n'ont jamais fait la grève, le gouvernement devrait comprendre que c'est du sérieux.»*

La semaine prochaine, plusieurs associations liées à la FAECUM (FEUQ), à l'Université de Montréal, devraient d'ailleurs exceptionnellement entrer dans le bal, pour gonfler le mouvement de quelque 15 000 étudiants. À Polytechnique, une grève de 24 heures le 16 mars prochain a même été décrétée. *«Quand des futurs ingénieurs s'en mêlent, ce n'est pas rien»*, a expliqué cette semaine Pier-André Bouchard-St-Amant, président de la FEUQ.

> **«J'aurais dû recevoir 3255 $ en prêts et environ 6800 $ en bourses cette année, mais j'ai plutôt eu 8000 $ en prêts et 2000 $ en bourses»**

La session

«Le gouvernement doit commencer à trouver ça moins drôle parce que ce mouvement de grève n'a rien de spontané, ça ne s'est pas décidé sur un coup de tête», explique Mme Colas, qui rappelle qu'en novembre 1996, la ministre de l'Éducation de l'époque, Pauline Marois, avait annoncé le maintien du gel des droits de scolarité à l'université au lendemain d'une menace de grève dans les universités. *«Un gouvernement ne peut pas se permettre une grève dans les universités»*, ajoute l'étudiante.

Le ministre de l'Éducation d'aujourd'hui, arrivé en poste en pleine tempête, a plus d'une fois remis en question le choix des étudiants de sécher leurs cours pour obtenir un... meilleur accès à leurs cours. Il les a invités à réintégrer les classes, brandissant la menace d'une reprise de l'ensemble des cours ou de l'annulation pure et simple de la session. *«Que du bluff!»*, a répliqué le président de la FEUQ, invoquant le casse-tête insoluble d'une double cohorte prenant le chemin des collèges et des universités en septembre. *«Jamais ils n'annuleront la session!»*

Dans certains collèges en grève générale illimitée depuis le 24 février déjà — un des campus de Lanaudière, les cégeps de Saint-Laurent, du Vieux-Montréal, le Collège de Sherbrooke —, la question purement technique d'une reprise de session commence à cheminer.

Ainsi, sur le strict plan syndical, les conventions collectives ne permettent pas la disponibilité des enseignants après le 15 juin et avant le 1er septembre, comme l'explique la Fédération des cégeps. Au Cégep de Saint-Laurent, par exemple, la direction calcule qu'elle ne dispose plus de tellement de marge de manœuvre avant que des conséquences, tels la reprise d'une session plus tôt à l'automne (avec incidences sur les emplois d'été) et le retard d'une session d'entrée à l'université, ne soient évoquées.

VOIR PAGE B 2: CLASSES

SUITE DE LA PAGE B 1

«Ça ne s'est jamais vu dans l'ensemble des mouvements de grève au Québec», explique Valéry Colas, qui croit fermement à l'efficacité de ce moyen de pression, surtout lorsqu'il est décrété par les étudiants alors qu'ils sont sur le point de terminer soit une session, soit même leurs études. *«Ça s'est rarement vu, et ça donne encore plus de crédibilité à cette grève.»*

Inquiétudes

Dans les chambres de commerce, on commence aussi à regarder cette sortie des étudiants avec grande inquiétude. *«Nos membres sont très inquiets parce que, dans les secteurs où il y a pénurie de main-d'œuvre — et ils sont nombreux! —, les finissants sont impatiemment attendus»*, explique Louis-Alexandre Lacoste, porte-parole de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), qui proposait par ailleurs cette semaine au gouvernement Charest de se sortir de ce mauvais pas en optant pour un dégel des droits de scolarité, lesquels sont maintenus au même niveau depuis 1994.

«Les emplois d'été sont importants chez nous, on ne peut pas se permettre de perdre nos jeunes travailleurs», explique le directeur général de la Chambre de commerce de la MRC de Rivière-du-Loup, Pierre Lévesque. *«Et à la minute où les entreprises vont commencer à nous appeler pour nous dire que ça les dérange, on va presser le gouvernement de régler.»*

Au Cégep de Rivière-du-Loup, où les étudiants se dirigent vraisemblablement vers une grève illimitée à compter de lundi, 70 % d'entre eux ont opté pour un parcours technique — où les taux de placement en entreprise sont spectaculairement élevés. Le choix d'une grève pèse donc très lourd.

«Les étudiants doivent savoir qu'ils peuvent perdre leur session, effectivement», explique le directeur général du Cégep de Rivière-du-Loup, Gilles Bacon, qui croit qu'une double cohorte serait possible mais *«ridicule»*. *«Mais peut-on les blâmer de prendre cette voie? En frappant la poche des plus démunis, pour notre région rurale où les gens ne sont pas riches, le gouvernement a posé un geste carrément odieux! Ceci dit, que pouvez-vous faire? Moi, j'ai suggéré aux étudiants de commencer à envisager la hausse des droits de scolarité.»*

Voilà un conseil qui fait frémir l'ancienne militante toujours présente à l'intérieur de Valéry Colas. *«Je pense que c'est exactement la stratégie cachée du gouvernement: il a frappé fort le régime de prêts et bourses pour qu'on s'offusque et que le dégel devienne ensuite un pis-aller»*, explique la jeune femme.

En attendant de parier sur cette hypothèse, on plongera certainement très bientôt dans ces *«scénarios»* et *«solutions porteuses»* promis par le ministre Jean-Marc Fournier, entre deux envolées condamnant la *«violence»* des manifestants.

La semaine prochaine, qui doit voir se gonfler de plusieurs milliers d'étudiants le mouvement de grève, devrait être cruciale. Dans un contexte budgétaire annonçant des compressions, et malgré la contrainte d'un caucus libéral indisposé par la mutation des 103 millions de dollars de bourses en prêts, le ministre de l'Éducation devra apprendre à faire... des miracles.

Le Devoir

Devoir, 12 et 13 mars, p. B2

JACQUES BOISSINOT P

Jean Charest a constaté que les simples députés ne sont plus les ouailles dociles qu'ils étaient l'an dernier.

Comme une éternité...

Jean Charest misait sur le remaniement ministériel pour renforcer son autorité. Peine perdue.

ROBERT DUTRISAC

Québec — Robert Bourassa disait souvent que six mois, en politique, c'est une éternité. Pour Jean Charest, ce sont trois courtes semaines qui se sont transformées en une éternité. Trois semaines, c'est ce qui sépare le premier ministre du remaniement majeur qu'il a fait et qui devait remettre son gouvernement sur la bonne voie.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que depuis ce remaniement — n'en retiendrions-nous comme seul fait marquant le départ d'Yves Séguin? —, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Alors que le premier ministre devait renforcer son autorité par ce geste d'éclat, il apparaît aujourd'hui affaibli.

Son directeur de cabinet, Stéphane Bertrand, a eu beau donner l'assurance au recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix, que le projet d'Outremont était le choix du premier ministre et qu'il verrait le jour quoi que fasse le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, c'est ce dernier qui a eu le dessus dans ce bras-de-fer.

Singulière, l'ouverture de la session cette semaine a été plongée dans une atmosphère soixante-huitarde avec le mouvement de grève des étudiants qui ne cesse de prendre de l'ampleur. En général, des étudiants en grève n'attirent pas d'emblée la sympathie de la majorité de la population, surtout si le mouvement est ponctué d'actes de violence que les membres du gouvernement savent habituellement exploiter. Mais voilà, rien n'y fait: la coupe de 103 millions dans les bourses versées aux étudiants moins nantis apparaît inique aux yeux d'une majorité de Québécois.

Au caucus des libéraux à Montebello, Jean Charest a défendu cette compression de 103 millions en soulignant que les étudiants québécois sont les plus choyés au monde. Le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a réduit la portée de cette assertion cette semaine: les étudiants québécois sont les plus choyés au Canada. Est-ce une raison pour vouloir endetter davantage les moins fortunés d'entre eux?, se demandent aujourd'hui plusieurs députés libéraux.

Car il n'y a pas que Philippe Couillard qui ait miné l'autorité du chef. Les simples députés libéraux ne sont plus les ouailles dociles qu'ils étaient encore l'an dernier. Mercredi, les députés libéraux ont voté en faveur d'une motion qui demande au ministre de l'Éducation *«qu'il corrige la décision»* de transformer 103 millions de bourses étudiantes en prêts. Certes, la motion originale, présentée par la porte-parole de l'opposition officielle, Pauline Marois, disait *«exige»* plutôt que *«demande»*. Mais la motion votée par les députés libéraux est à peine plus faible dans son libellé. *«La situation de crise a assez duré»*, a livré au *Devoir* la députée de Lapinière, Fatima Houda-Pepin, qui résume l'état d'esprit d'une majorité de ses collègues. *«Il y a une injustice qui a été commise envers les étudiants les plus démunis»*, a-t-elle ajouté.

> Toute l'action du gouvernement Charest est maintenant axée sur le budget

Cette atmosphère de crise a réussi à éclipser la seule bonne nouvelle d'importance pour le gouvernement en ce début de mars: la conclusion de l'entente sur les congés parentaux avec Ottawa.

Comme le gouvernement Charest, pour redorer son blason, n'a pas pu tabler sur un remaniement qui a fait long feu, toute l'action gouvernementale est axée sur le prochain budget. En commentant l'ouverture de la session, Jean Charest ne s'en est pas caché: à part les initiatives lancées l'an dernier comme la politique du médicament, qui fera l'objet d'une consultation publique, et l'avant-projet de loi sur le développement durable, rien de significatif ne figure au programme. Toute la place est faite pour la présentation du budget et des crédits.

D'entrée de jeu, le nouveau ministre des Finances, Michel Audet, s'est démarqué de son prédécesseur, Yves Séguin, en affirmant qu'il ne se disputera pas avec son homologue fédéral Ralph Goodale sur le déséquilibre fiscal, une *«théorie»* dont ce dernier a nié l'existence dans un discours à Québec.

«Le déséquilibre fiscal, je le vis», a dit M. Audet cette semaine à l'Assemblée nationale en voulant se reprendre. Mais c'est *«morceau par morceau»* que M. Audet entend négocier la correction de ce phénomène, une façon de faire qu'apprécie au plus haut point le gouvernement fédéral, qui peut ainsi se montrer débonnaire.

De fait, les mandarins du ministère des Finances à Québec négocient en ce moment avec leurs pairs d'Ottawa afin de dégager une marge de manœuvre pour le prochain budget. Mais jusqu'ici, à l'exception de la part du Québec dans le programme fédéral des garderies, ce qui représente 165 millions, tout ce que M. Goodale offre au Québec, ce sont des sommes liées à des investissements du même ordre de la part du gouvernement québécois. Un demi-milliard pour des infrastructures est réservé pour le gouvernement québécois, mais ce n'est rien pour alléger sa situation financière. De même, le partage de la taxe sur l'essence représente 175 millions, mais cette somme doit revenir aux municipalités.

De son côté, la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, qui prépare le terrain en vue de la négociation dans le secteur public, a prévenu que le gouvernement ne roule pas sur l'or, évoquant des compressions de 500 millions dans les dépenses de l'État et soufflant le chaud et le froid en n'écartant pas un gel de salaires des employés de l'État.

Ces négociations ne peuvent plus être remises. Or, même en s'en tenant à l'offre gouvernementale, soit 12,5 % en six ans ou 2 % pas année en moyenne, y compris l'équité salariale, le déboursé s'annonce important. S'il faut verser cette année les 2 % d'augmentation salariale pour chacune des deux années échues des conventions collectives, c'est un milliard que Québec devra trouver.

Pendant ce temps-là, Jean Charest réitère son engagement de baisser les impôts, bien que le chiffre de un milliard, lancé en campagne électorale, ne figure plus dans les plans. Entre la hausse des dépenses en santé et en éducation (1,2 milliard au bas mot) et les compressions dans les autres ministères, d'une part, et les baisses d'impôt, d'autre part, le premier ministre donne l'impression qu'il n'a pas à choisir et que le prochain budget sera à la fois austère et populaire, chiche et prodigue.

Le Devoir

Le Devoir, 12 et 13 mars, p. B3

Michel David

Panique à bord

Les sessions parlementaires se suivent et se ressemblent pour le gouvernement Charest. Les étudiants ont repris exactement là où les syndicats puis les producteurs de vaches de réforme avaient laissé, c'est-à-dire dans la rue. L'ajout d'une deuxième année de gel salarial au contrat de six ans qui sera offert aux employés de l'État ne fera certainement rien pour arranger les choses.

Le premier ministre Charest répète à qui veut l'entendre que le changement est nécessairement dérangeant. Le problème est que, depuis plus d'un an, son gouvernement dérange sans rien changer.

Il semble que la «réingénierie» tant attendue se limitera pour l'essentiel à l'abolition d'une vingtaine d'organismes dont la population n'a presque jamais entendu parler. On est à des années-lumière de la deuxième Révolution tranquille qu'évoquait jadis M. Charest. Vous vous souvenez du «mandat clair»?

Quant aux fameux PPP, le nouveau ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, remet ouvertement en question le projet de son prédécesseur, Jacques Chagnon, qui prévoyait appliquer la formule à un nouveau pénitencier de 70 millions sur la Rive-Sud.

Depuis le début de l'année, l'action du gouvernement se résume à l'annulation de décisions dès qu'elles sont prises. Le nouveau ministre des Finances, Michel Audet, en est rendu à présenter des motions à l'Assemblée nationale pour corriger ses propres déclarations. Même l'appellation des ministères fait problème!

Le résultat de toutes ces bourdes est que le centre de décision s'est déplacé du conseil des ministres au caucus des députés, qui semble l'avoir presque mis en tutelle. Encore cette semaine, il a fallu que le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, et son collègue des Finances, Michel Audet, se fassent brasser par les députés pour se mettre sérieusement à la recherche d'une solution à la crise provoquée par les compressions dans le programme de prêts et bourses.

◆ ◆ ◆

Cela annonce d'autres débats houleux quand les compressions additionnelles de 500 millions ordonnées par le Conseil du trésor se traduiront concrètement sur le terrain. Plus les élections approcheront, plus les députés redécouvriront avec ferveur les «valeurs libérales». On peut se fier au flair de Pierre Paradis: s'il hisse ainsi la bannière, c'est que le vent est favorable.

Depuis que M. Charest a lancé un appel à la cohérence et à la discipline, il semble y en avoir moins que jamais. Bernard Landry comparait récemment le gouvernement à un avion dirigé par un pilote à moitié cinglé. Manifestement, la panique commence à s'emparer des passagers, qui ont perdu confiance dans l'équipage.

Remarquez, l'opposition est plutôt mal placée pour donner des leçons. M. Landry a tort de croire que la contestation de son leadership et les éternelles chicanes sur la date du référendum sont seules responsables de la mauvaise image du PQ.

Si le gouvernement ne sait pas où il va, on ne peut pas dire que les positions péquistes soient vraiment plus claires, comme l'illustre sa valse-hésitation à propos du site du futur CHUM. M. Charest a marqué un point en soulignant qu'à l'intérieur d'une période de 38 jours, M. Landry avait lui-même réussi à appuyer successivement trois emplacements.

Michel Audet

Il y a eu tellement de sons de cloche différents, selon qu'on parlait à l'un ou l'autre, que la position exacte du PQ demeure un mystère. Compte tenu du fait que M. Landry a ouvertement pris parti pour le 1000, rue Saint-Denis, les péquistes seront cependant très mal placés pour critiquer si les choses tournent mal.

Certains commencent à se demander s'ils n'ont pas contribué à créer un monstre qui pourrait un jour les dévorer en appuyant de façon aussi complaisante l'entreprise de démolition du projet d'Outremont si brillamment conduite par le ministre de la Santé, Philippe Couillard.

Si la panique qui s'est emparée des libéraux devait dégénérer en mutinerie, le nouveau pilote est tout désigné. Le jour où M. Couillard parlera à son tour des «valeurs libérales», M. Charest aura tout lieu de s'inquiéter. Le PQ aussi.

◆ ◆ ◆

Une des choses que plusieurs reprochaient à M. Landry quand il était premier ministre était son incapacité de trancher. Le passage dans l'opposition et le souci de préserver son leadership n'ont rien arrangé. Bien sûr, son rôle consiste à critiquer l'action du gouvernement, mais un parti qui a la prétention de faire du Québec un pays a aussi un devoir de clarté.

Il y a des années que le programme officiel du PQ prévoit la réévaluation du financement des écoles privées, mais aucun gouvernement, pas plus celui de M. Landry que les autres, n'a osé ouvrir un tel débat. Au printemps 2003, la plateforme électorale du PQ ne le prévoyait pas davantage.

Maintenant que les intervenants du secteur public réclament de façon unanime l'abolition de toute subvention aux écoles privées, M. Landry estime que le temps est venu d'en discuter, mais il n'a pas vraiment pris position.

La porte-parole officielle de l'opposition en matière d'éducation, Pauline Marois, souhaite elle aussi un débat, mais elle est plutôt d'avis que les subventions doivent être maintenues, quitte à en diminuer le niveau ou à les assortir de conditions qui forceraient les écoles privées à ouvrir leurs portes aux «cas lourds», dont le secteur public doit actuellement supporter tout le poids.

Le PQ étant ce qu'il est, aura-t-on droit au même embrouillamini que dans le cas du CHUM? On peut faire des gorges chaudes de l'ambiguïté de Mario Dumont sur la question constitutionnelle, mais sa position sur le financement des écoles privées est parfaitement claire et plaira à bien des parents qui ne laisseront pas le PQ les faire disparaître. Cette pensée n'aidera sans doute pas M. Landry à se brancher.

mdavid@ledevoir.com

Devoir, 12 et 3 mars, p. B4

Reculer, encore

Qu'est-ce qu'il en faut de la patience, de la colère, de la mobilisation, pour que ce gouvernement condescende à entrouvrir les portes qui lui permettront de corriger des erreurs pourtant évidentes! Souhaitons que, pour les prêts et bourses, on en soit rendu là.

Dès son annonce dans le budget libéral d'il y a un an, les regroupements étudiants avaient dénoncé cette folle idée de couper les bourses aux étudiants pour augmenter les prêts versés. Tous les commentateurs avaient emboîté le pas. C'était pure logique: comment une mesure aussi inéquitable aurait-elle pu trouver grâce aux yeux de quiconque?

Pierre Reid, ministre de l'Éducation à l'époque, la défendait pourtant en faisant valoir qu'elle s'accompagnerait d'un système de remboursement des prêts proportionnel aux revenus. On était alors en avril; il lui a fallu plus de neuf mois pour accoucher d'un projet. Celui-ci a grandement déçu, ne faisant que bonifier un programme de remboursement différé déjà existant.

On peut néanmoins penser que M. Reid a cru honnêtement à l'arrimage de ces deux politiques et que son échec s'explique à la fois par la maladresse politique du ministre et par l'idéologie. Le gouvernement de Jean Charest fait une obsession des réductions d'impôt, ne comprend rien aux inégalités sociales et est incapable d'avoir une vision des grands enjeux de société. Parle-t-on d'autre chose que d'argent au conseil des ministres? Est-on capable d'y mesurer les impacts concrets des décisions prises? Pouvait-on voir qu'à la mi-janvier, l'iniquité du nouveau régime des prêts et bourses était avérée?

Josée Boileau

Les étudiants, eux, l'avaient compris. Ils étaient maintenant prêts à passer à l'action. Mais les étudiants ont une caractéristique: ils ont la mobilisation collective, bruyante, active, imaginative, débordante — tout ce que Jean Charest ne supporte pas. Rien d'étonnant à ce qu'il les ait assimilés à des enfants gâtés, inconscients, violents. Dans sa bouche, on assimilait presque les incidents — déplorables — de Montebello à une guerre civile.

C'est cette analyse qui préside aux destinées du ministère de l'Éducation depuis le remaniement ministériel de la mi-février. Le nouveau ministre Jean-Marc Fournier remplit bien la commande: qu'il est ferme, qu'il est impitoyable face à ces dangereux étudiants qui désertent les classes! Dans un gouvernement plus courageux, on l'aurait nommé à la Sécurité publique pour dire leur fait aux dissidents de Kanesatake...

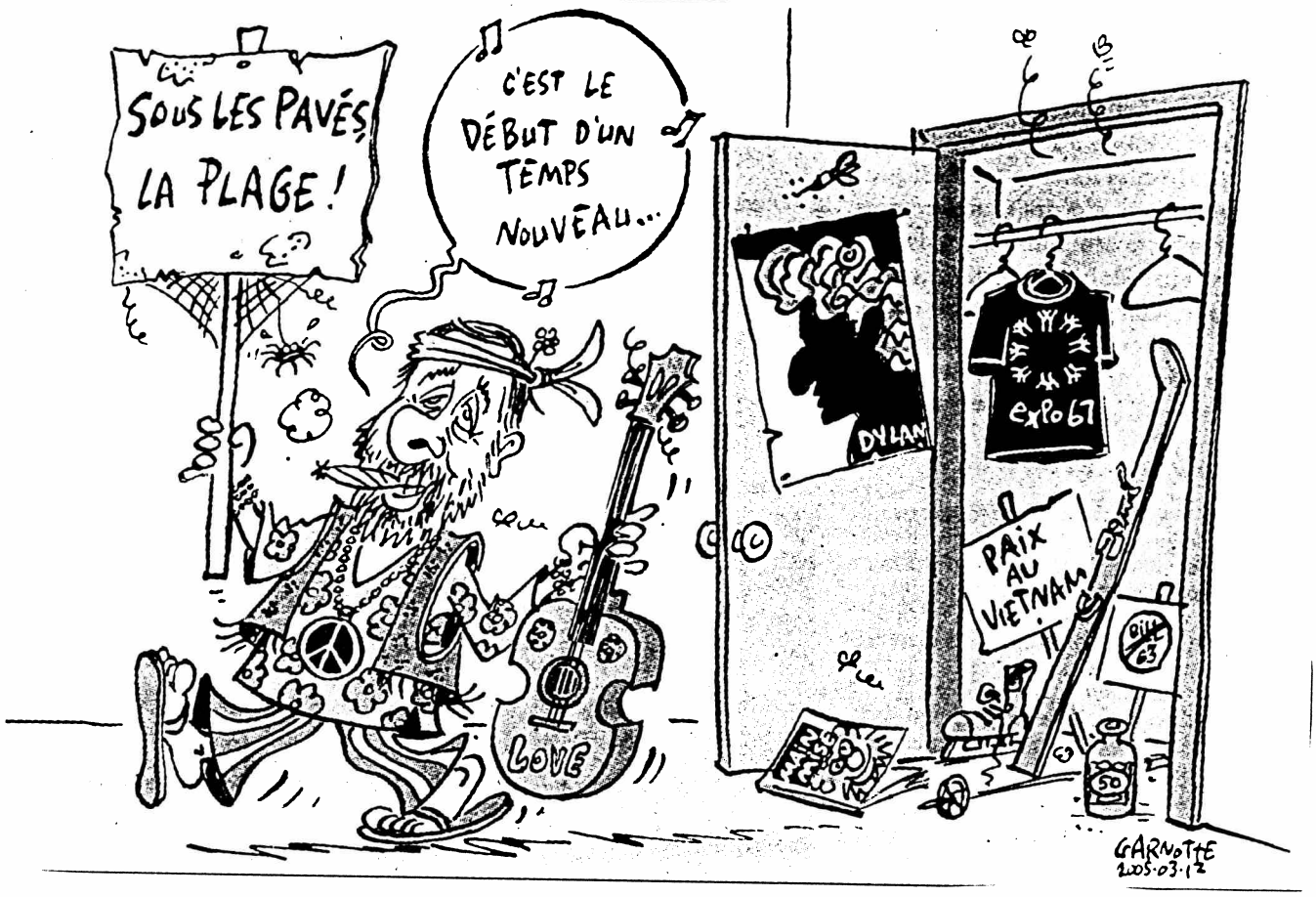
Heureusement, on trouve encore des députés libéraux qui ont du bon sens politique, qui comprennent que l'impopularité de leur gouvernement n'est pas qu'une invention médiatique et que le paternalisme ne règle pas grand-chose. Grâce à eux, la société civile finit par avoir un relais, obligeant les ministres à accepter d'aborder le fond des problèmes.

Pour les prêts et bourses, le processus serait sur les rails: on croit même que le ministre Fournier serait sur le point de monter dans le train. C'est une bonne chose. Il lui restera ensuite à accepter de reculer. Certes, ce faisant, le gouvernement perdra la face encore une fois, mais il n'a que lui à blâmer.

Le ministre Fournier doit surtout comprendre qu'il aura beau exiger le retour en classe, lui seul a la clé pour sauver une session menacée. Compter sur l'essoufflement du mouvement étudiant serait encore faire preuve de mauvaise lecture politique. Tant que le recul n'aura pas lieu, les étudiants n'auront aucune raison de décolérer.

La Devoir, 12 et 13 mars, p. B4

PIERRE PARADIS APPUIE LES ÉTUDIANTS...



Contre le désinvestissement en éducation

GEORGES LEROUX
*Professeur au département de philosophie de l'Université du Québec à Montréal**

L'histoire des grèves étudiantes au Québec est l'histoire d'une cause unique et, pour le dire d'un mot, chaque fois désespérément la même: d'un ministre à l'autre, les étudiants ont trouvé devant eux des politiciens incapables de parvenir à un modèle cohérent et équitable du soutien aux études et, au fil des ans, malgré quelques luttes en apparence victorieuses, notamment sur le gel des frais de scolarité, ils ont subi des reculs importants. Ces compromis étaient destinés à se fissurer, et c'est ce dont nous sommes témoins aujourd'hui, alors que l'histoire se répète.

Le responsable de ce nouvel épisode a été remisé au placard des incompétents — sa réforme du régime des prêts et bourses était particulièrement odieuse et aurait dû lui valoir cette retraite bien avant —, mais le nouveau ministre n'a réussi en dix jours qu'à être arrogant, se drapant dans une bonne conscience qui aurait plu à Maurice Duplessis. Que les étudiants étudient: ne sont-ils pas les plus choyés de la planète? Il se trouve parmi eux quelques éléments turbulents? On les cassera en les excluant de la discussion.

On ne doit sans doute pas s'étonner de voir les politiciens libéraux tenir aux étudiants le même discours qu'aux assistés sociaux: les étudiants ne sont après tout que des enfants gâtés, mais le fait que ce discours autoritaire et médiocre puisse leur tenir lieu de politique fait mal au cœur à tous ceux qui tiennent les collèges et les universités à bouts de bras.

Curieuse incompréhension

Comment se fait-il, pouvons-nous nous demander légitimement, que tant de générations de politiciens n'aient rien appris de la revendication étudiante, qu'ils la comprennent si mal et qu'ils se satisfassent de la refouler en la caricaturant? Est-ce seulement parce qu'ils manquent de fonds ou n'est-ce pas plutôt parce que leurs convictions à propos du soutien public au réseau de l'enseignement postsecondaire au Québec sont anémiques? Cette question ne se limite pas au dossier des prêts et bourses, point de départ des revendications d'hier et d'aujourd'hui: elle englobe l'ensemble des problèmes récurrents liés aux compressions en éducation. [...]

Depuis plus de dix ans, nous notons en effet non seulement un repli sur les indicateurs comptables — on se souvient encore des contrats de performance, des mesures aussi absurdes qu'inefficaces— mais un désinvestissement général du financement de l'éducation supérieure. Sans intervenir sur un modèle particulier de soutien aux études et sans nous prononcer sur des mesures comme les hausses des frais de scolarité, nous jugeons urgent et nécessaire que ce désinvestissement soit dénoncé. Nos recteurs s'emploient à le faire, ils ne sont pas entendus; les étudiants parlent à leur place, cela sera-t-il plus clair?

Le retard du Québec

Plusieurs raisons nous portent à intervenir, comme professeurs d'université, en ce sens. La première et la plus importante est le retard du Québec dans l'accès aux études supérieures et dans la diplomation. Dans une récente étude publiée par la CREPUQ, intitulée *Montréal, ville du savoir*, la métropole arrivait bonne dernière sur une liste de 20 villes nord-américaines eu égard au pourcentage de la classe d'âge ayant accès aux études supérieures. Ce n'est pas en désinvestissant dans l'éducation que nous donnerons aux générations montantes les instruments de leur accès à cette société du savoir, qui émerge partout dans le monde postindustriel, et à cet esprit libre et critique qui est le propre d'une citoyenneté parvenue à sa maturité.

Mais il y a une seconde raison à notre intervention, aussi déterminante que la précédente, et c'est la nécessité de promouvoir pour nos collèges et nos universités des missions qui vont au-delà d'une formation professionnalisante. Cette finalité, la plus haute de toutes et qui fait l'essence de l'université, est la première à souffrir du désinvestissement que nous observons aujourd'hui: en effet, plus se répand l'idéologie néolibérale d'une éducation supérieure adonnée aux seules formations instrumentalisées, plus le soutien aux disciplines fondamentales se voit menacé. Or, si le ministre prêtait l'oreille aux étudiants au lieu de les comparer à une bande d'agitateurs, il entendrait cette revendication [...]

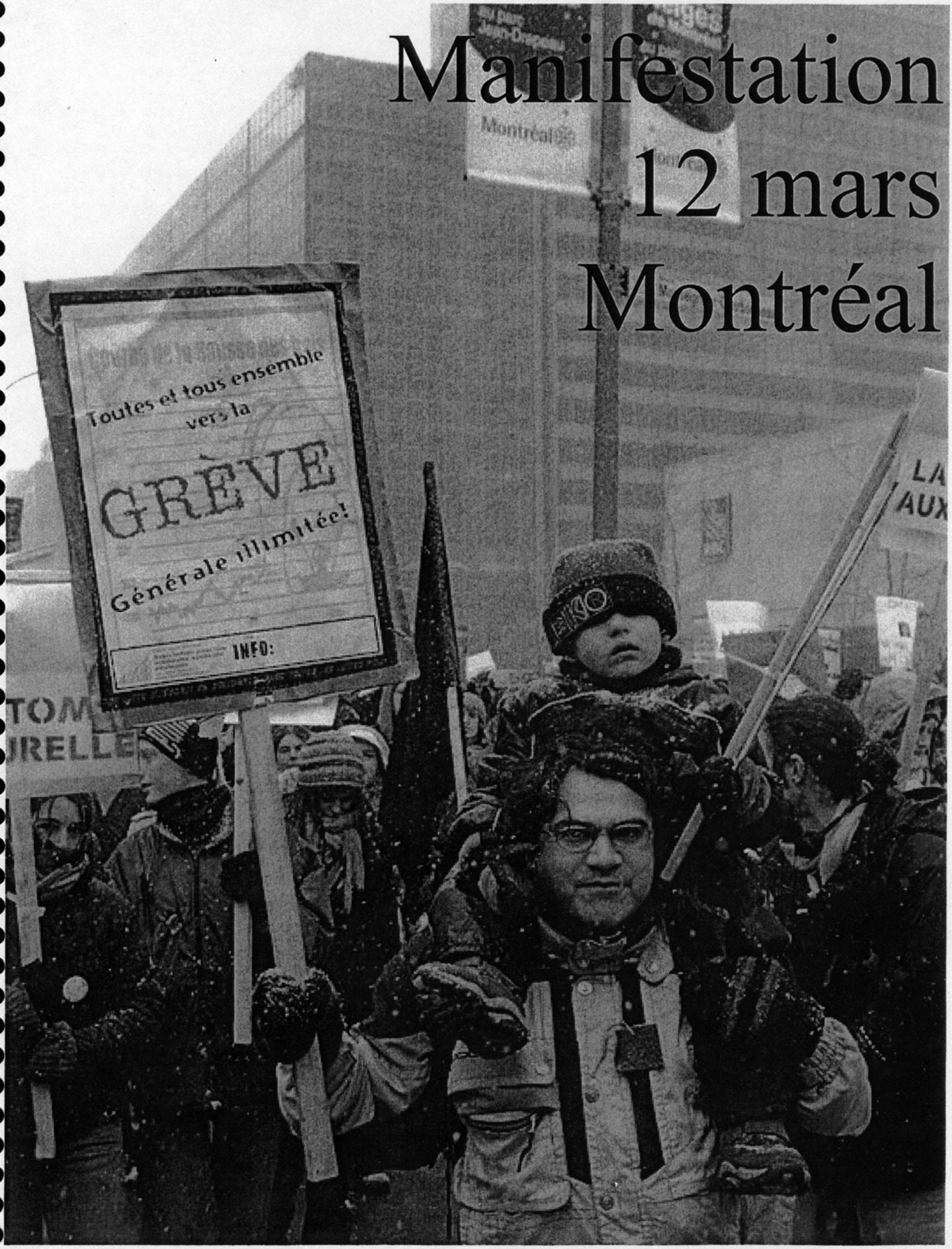
Une maladie occidentale

Cette maladie ne nous est pas propre: tous les pays occidentaux en souffrent. Mais tous n'y réagissent pas de la même manière que nous. Connaît-on un peu ici les efforts européens pour résister à la professionnalisation des universités? Connaît-on la défense des programmes de *liberal arts* aux États-Unis, partout assaillis par les diktats de la formation mercantile?

L'enjeu de la culture est aussi vif que celui de l'économie, et le mérite de la revendication étudiante actuelle, dans toutes ses dimensions critiques, est de nous rendre sensibles à la nécessité de revoir toute la philosophie publique de l'éducation supérieure dans notre société. Ce devoir est urgent, il appelle à une réflexion de fond, pas seulement à des mesures de compensation ou à des rééquilibrages de frais de scolarité et de programmes de bourses. [...]

** Ce texte est cosigné par un groupe de professeurs des universités du Québec, dont: Janick Auberger, histoire, UQAM; Marie-Andrée Beaudet, études littéraires, Université Laval; Gilles Bibeau, anthropologie, Université de Montréal; Gérard Bouchard, sciences humaines, Université du Québec à Chicoutimi; Robert Comeau, histoire, UQAM; Richard Desrosiers, histoire, UQAM; Anne Fortin, théologie, Université Laval; Guy Bourgeault, éducation, Université de Montréal; Louise Déry, École des arts visuels et médiatiques, UQAM; Michel Freitag, sociologie, UQAM; Thierry Hentsch, science politique, UQAM; Claude Lessard, éducation, Université de Montréal; Raymond Lemieux, théologie, Université Laval; Éric Méchoulan, études françaises, Université de Montréal; Catherine Mavrikakis, études françaises, Université de Montréal; Ginette Michaud, études françaises, Université de Montréal; Pierre Nepveu, études françaises, Université de Montréal; Jean Pichette, communications, UQAM; Pierre Senay, histoire, Université du Québec à Trois-Rivières; Louise Vandelac,*

Manifestation 12 mars Montréal



Grève des étudiants La ligne dure avec les uns, l'ouverture avec les autres

MANIFESTATION PACIFIQUE

CAROLINE TOUZIN

Alors que des milliers d'étudiants en grève (8000 selon les organisateurs) ont manifesté une fois de plus dans les rues de Montréal hier après-midi, le ministre de l'Éducation maintient la ligne dure à l'égard de la majorité des grévistes de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE).

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, présentera une proposition d'ici la fin de la semaine à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et à son pendant collégial, la FECQ. Et à elles seules.

Pas question pour lui de négocier avec les représentants de la CASSEE (50 000 des 85 000 étudiants en grève actuellement) tant qu'ils ne condamneront pas les « actes de violence » (graffitis et meubles endommagés) commis à son bureau de Châteauguay, mercredi dernier.

« On ne négocie pas avec des casseurs. Durant notre rencontre avec eux (mercredi dernier), ils ont dit qu'il y avait à l'intérieur de leur groupe des factions violentes et qu'ils n'avaient pas l'intention de les exclure », a dit à *La Presse* hier l'attaché de presse du ministre, Stéphane Gosselin.

›Voir GRÈVE en page A14

Manifestation pacifique

GRÈVE suite de la page A1

Durant la manifestation d'hier, le porte-parole de la CASSEE, Xavier Lafrance, s'est adressé aux étudiants et aux représentants de plusieurs groupes sociaux et mouvements syndicaux venus les appuyer pour dénoncer le discours du ministre. « On n'est pas des casseurs. On est des gens responsables qui défendons l'éducation », a-t-il dit.

« Ce que fait le ministre, c'est d'adopter une stratégie politique pour éviter de négocier avec le mouvement étudiant le plus mobilisateur du Québec », a ajouté un autre porte-parole, Éric Martin. La CASSEE souhaite que les deux fédérations étudiantes refusent de se présenter à la table de négociation sans elle.

Sans prétendre qu'elles représentent l'ensemble du mouvement de grève, la FECQ et la FEUQ ne sont pas prêtes à un tel boycottage. La décision d'exclure la CASSEE appartient au ministre, se contentent de dire les attachés de presse des deux fédérations. La FEUQ et la FECQ jurent toutefois qu'elles ne veulent pas d'une « entente à rabais ». « Le retour des 103 millions en bourses, ce n'est pas négociable », a dit à *La Presse* l'attachée de presse de la FECQ, Julie Roy.

Quant à la CASSEE, elle ne réclame pas seulement le « retour des 103 millions », mais aussi l'abolition de la réforme des prêts et bourses ainsi que le maintien de l'intégrité du réseau collégial, le tout dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant.

Partis du square Dorchester hier après-midi, les manifestants ont marché durant plus de deux heures dans le centre-ville, scandant des slogans contre le gouvernement de Jean Charest dans une atmosphère bon enfant. Aucun incident violent n'a été signalé.

Appuis

Plusieurs syndicats d'enseignants et des porte-parole de deux partis de gauche ont tenu à manifester aux côtés des grévistes. « L'accessibilité des études est un droit, pas un privilège comme le croit Jean Charest », a affirmé à *La Presse* Amir Khadir, de l'Union des forces progressistes. « C'est inacceptable d'avoir enlevé 103 millions aux étudiants les plus pauvres », a affirmé pour sa part François Saillant, d'Option citoyenne.

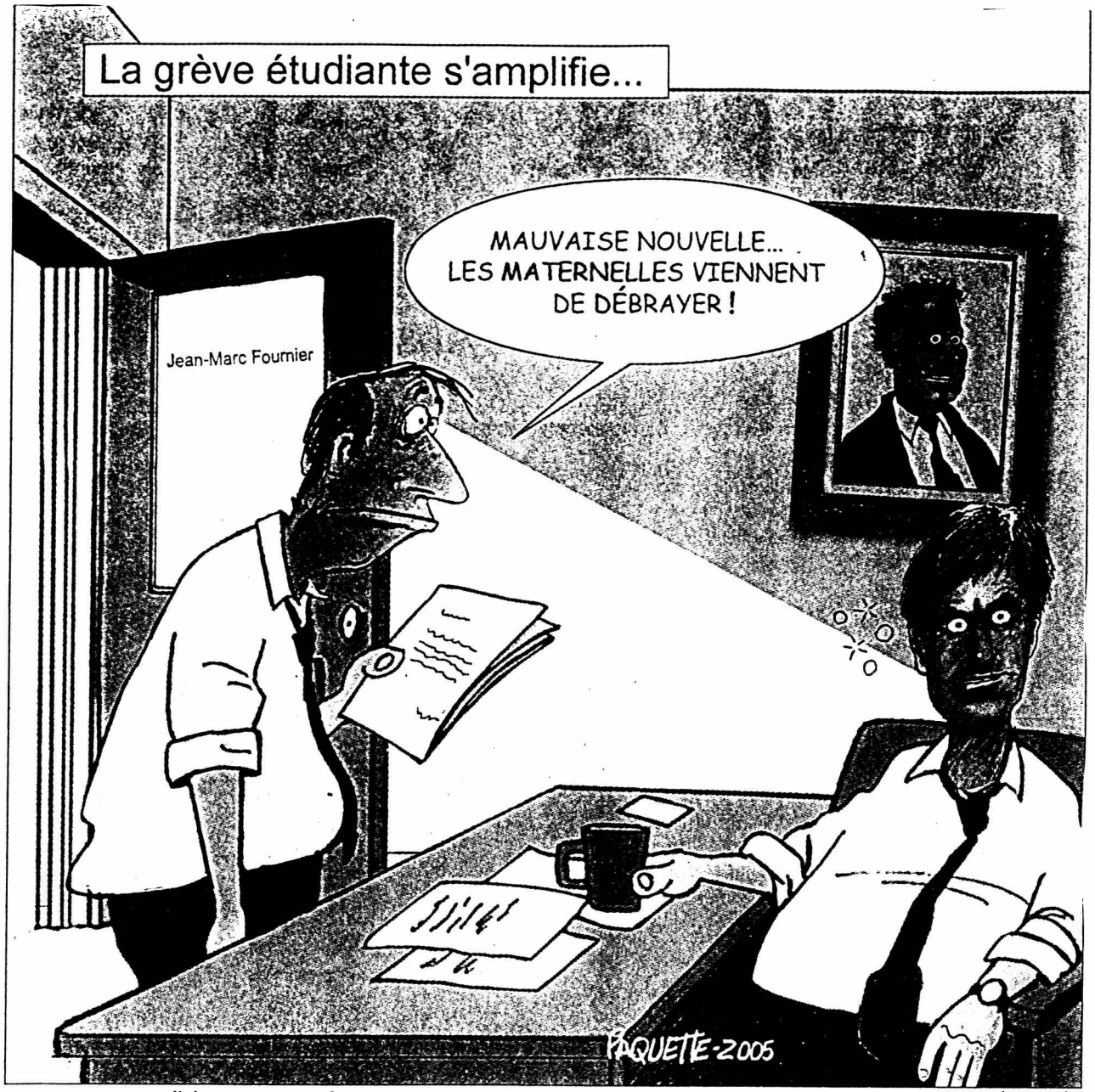
Des élèves d'écoles secondaires de la région de Montréal sont venus grossir les rangs de la manifestation comme ils le font depuis mardi, alors qu'une école secondaire alternative, Le Vitrail, a décidé de faire la grève. La plupart arrivaient à expliquer sans problème les revendications de leurs aînés des cégeps et des universités. « Si Charest continue comme ça, c'est ma génération qui va écoper », a dit Olivier Séguin-Leduc, 12 ans et demi, accompagné de sa mère, solidaire.

Une autre amnifestations

Actuellement, environ un étudiant sur cinq est en grève au Québec, et des scrutins auront lieu cette semaine dans d'autres cégeps et universités. Mercredi, la FEUQ et la FECQ organisent une manifestation nationale à Montréal. Les étudiants se rencontreront à 14 h 30 devant les bureaux du ministère de l'Éducation, au 600, rue Fullum, et marcheront ensuite jusqu'à ceux du premier ministre, au centre-ville. Le tout se terminera en soirée par des spectacles réunissant plusieurs groupes, dont les Zapartistes. Le Spectrum et le Métropolis sont réservés pour l'occasion.

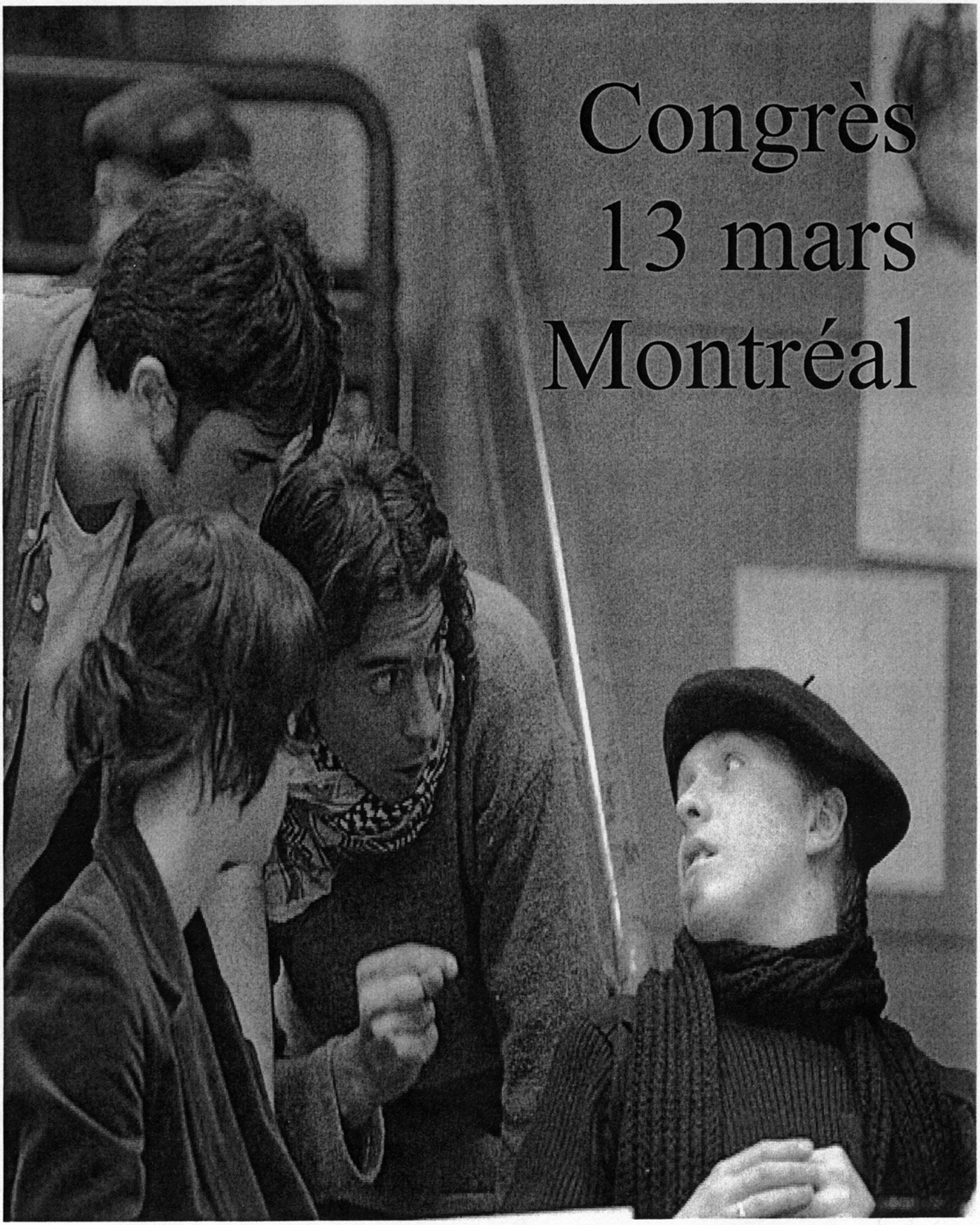
Presse, 13 mars ; p. A1 à A14

La Presse, 13 mars, p. A12



serge paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS


Congrès
13 mars
Montréal

Résumé des mandats

Congrès de la Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ)
Le 13 mars 2005 au Cégep du Vieux-Montréal

Note : Pour assurer la diffusion intégrale des décisions qui ont été prises lors du Congrès, le résumé des mandats est le compte rendu exact des propositions adoptées lors de celui-ci.

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

0.0 Ouverture
1.0 Procédures
- 1.1 Præsidium
- 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 1.3 Lecture et adoption du dernier procès-verbal
- 1.4 Présentation de l'ASSÉ et de la Coalition
- 1.5 Tour de table
- 1.6 Droit de vote

2.0 Femmes
3.0 Bilan de la grève
4.0 Revendications
5.0 Finances
6.0 Plan d'action
- 6.1 Négociations
- 6.2 Stratégie face au gouvernement
- 6.3 Stratégie face aux fédérations
- 6.4 Actions
- 6.5 Affiliations

7.0 Élections
8.0 Prochains Congrès
9.0 Varia
10.0 Levée

1.6 Droit de vote

1. Que toute association membre de l'ASSÉ dispose d'un droit de vote distinct au sein de la CASSÉÉ.

2. D'entériner les droits de vote des associations suivantes :

1. Association étudiante d'histoire de l'Université Laval (AÉHUL) et Association étudiante de théâtre de l'Université Laval (AÉTUL).

2. Association des étudiantes et étudiants d'anthropologie de l'Université Laval (AÉÉA-UL) et Association des étudiants et étudiantes de science politique de l'Université Laval (AÉÉSPUL).

3. Regroupement des étudiants de sociologie de l'Université Laval (RÉSUL)

4. Regroupement des étudiants en sociologie, études supérieures de l'Université Laval (RÉSÉPUL) et Association des politologues étudiants de l'Université Laval (APEUL)

5. Association facultaire étudiante de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal (AFESPED-UQÀM)

6. Association des étudiants diplômés du département d'histoire de l'Université de Montréal (AEDDHUM - 2ième et 3ième cycle), Association étudiante de lettres et sciences humaines de l'Université de Montréal (AELHUM) et Association des cycles supérieurs de sociologie de l'Université de Montréal (ACSSUM)

7. Association facultaire étudiante de théologie et philosophie de l'Université Sherbrooke (AÉTEP)

8. Association générale des étudiant-e-s du Cégep Saint-Jean-sur-le-Richelieu (AGECSJR)

9. Regroupement des étudiants et étudiantes du Cégep de Joliette (RÉÉCJL)

10. Association générale des étudiantes et étudiants du Cégep de Gaspésie-Les Îles, campus Îles-de-la-Madeleine (AGECG-I)

11. Association générale des étudiantes et étudiants du Cégep de Bois-de-Boulogne (AGEBB)

12. Syndicat étudiant du Cégep Marie-Victorin (SECMV)

13. Association générale des étudiants du Cégep de Saint-Jérôme (AGES)

14. Association facultaire des étudiants et étudiantes en arts de l'Université du Québec à Montréal (AFEA-UQÀM)

4.0 Revendications

1. Que la CASSÉÉ dénonce vigoureusement toute intervention policière dans les institutions d'enseignement du Québec.

5.0 Finances

1. Que les contributions demandées aux associations étudiantes soient ajustées à la capacité de ces associations à payer.

Que les cotisations demandées aux associations membres de la CASSÉÉ soient calculées à partir du total cumulatif des dépenses de la CASSÉÉ, en soustrayant de ce montant les dons reçus et les revenus d'instances.

Que les Conseils d'élèves membres de la CASSÉÉ ne soient pas soumis à la politique de remboursement au prorata de leurs membres.

6.0 Plan d'action

6.5 Affiliations

1. Que les associations non-membres de l'ASSÉ qui font partie de la Coalition incluent un point d'information sur l'ASSÉ dans une assemblée générale de reconduction de grève dans l'objectif de considérer une campagne d'affiliation.

6.1 Négociations

1. Que le document de réflexion « Décentralisation et arrimage au marché du réseau collégial : La mission éducative des cégeps en péril » produit par le Comité de négociations soit reçu.

6.2 Stratégie face au gouvernement

1. Considérant que les moyens de pression appartiennent aux étudiants et étudiantes, que la Coalition n'appelle pas à des actions violentes mais n'exercera aucune coercition envers les étudiants et étudiantes.

2. Considérant le refus du ministre de formuler des propositions quant aux revendications de la CASSÉÉ;
Que la CASSÉÉ mette de l'avant une stratégie de perturbation;
Que cette stratégie se concrétise par des actions locales et régionales dont aucun acteur ne sera à l'abris tant au niveau administratif, gouvernemental que privé.
Que la semaine du 21 au 25 mars soit consacrée à des perturbations économiques.

6.3 Stratégie face aux fédérations

1. Que soit créé un contingent de la CASSÉÉ afin de participer à la manifestation du 16 mars prochain.

2. Que lors de la manifestation du 16 mars, la CASSÉÉ assure elle-même sa place en conférence de presse et dans les allocutions de début et de fin de la manifestation.

3. Que des carrés de tissu rouges soient mis à la disposition des membres de la CASSÉÉ afin de les porter sur la tête comme signe distinctif.

4. Que le Comité médias prépare une sortie médiatique pour le lendemain de l'acceptation d'une entente à rabais par les exécutifs de la FECQ et de la FEUQ afin d'appeler les associations en grève à le rester jusqu'à l'obtention de nos revendications.

5. Amener des bacs de récupération lors de la manifestation du 16 mars.

6. Qu'une caravane soit formée afin d'effectuer une tournée des associations étudiantes en grève du Québec du 15 au 19 mars afin d'informer la population étudiante sur les revendications de la CASSÉÉ et sur l'importance d'expliquer le principe de démocratie directe (consultation de toutes les assemblées générales des associations en grève) lors des négociations avec le gouvernement.
Que cette caravane soit coordonnée par Antoine Casgrain.

7. Advenant une annonce d'offre du gouvernement ou annonce d'entente avec les fédérations, que les associations étudiantes soient appelées à tenir une assemblée générale le plus rapidement possible afin de se positionner sur ladite offre ou ladite entente et s'il y a lieu, de dénoncer le caractère anti-démocratique des négociations.
Qu'une conférence de presse soit organisée afin d'annoncer les résultats des assemblées générales.
Qu'un Congrès soit organisé le plus rapidement possible, sa date devant être établie par le Comité de coordination.
Qu'une manifestation visant à défendre la démocratie à l'intérieur du mouvement étudiant et le droit à l'éducation soit organisée à l'intérieur de trois jours ouvrables à Montréal.

6.4 Actions

1. Qu'une grande manifestation visant à défendre nos revendications et le droit à l'éducation est lieu à Québec le 24 mars, dans une perspective de perturbation économique. Que la manifestation ait une ligne artistique.

2. Qu'une journée de piquetage et d'action solidaire commune regroupant les étudiants-es, les professeurs-es, les chargé-e-s de cours, les employé-es de soutien et les professionnel-le-s soit organisée.

3. Que le rassemblement du contingent de la CASSÉÉ le 16 mars se fasse au métro Papineau à 14h00.

4. Que la CASÉÉ tente d'organiser une conférence de presse avec la FAC et la FEC-CSQ afin de mettre en valeur ses revendications sur le réseau collégial.

6.6 Appuis

1. Considérant que le « Mères étudiantes et ménages étudiants du Québec (MÉMÉQ) ».
Que la CASSÉÉ donne son appui aux revendications du regroupement des mères monoparentales et des mères étudiantes de l'UQÀM.

2. Que la CASSÉÉ supporte la démarche de grève générale illimitée de l'école secondaire Le Vitrail, dont les revendications sont :

1) Création et reconnaissance d'associations syndicales étudiantes au secondaire;
2) Droit à un espace de consultation réservé uniquement aux étudiants-es (ex : Assemblée générale);
3) Droit à un enseignement de qualité dans les écoles publiques;
4) Abolition des programmes élitistes au secondaire (ex : Défi versus régulier);
5) Arrêt du financement des écoles privées et , conséquemment, le retour de ce financement au plublique.

6.7 Femmes

1. Considérant que le Congrès masculiniste est une attaque directe au féminisme et qu'il a lieu dans nos écoles. Que la CASSÉÉ se positionne contre ledit Congrès qui aura lieu du 22 au 24 avril prochain et que des actions soient entreprises contre ce Congrès.
Dans le cadre de la manifestation du Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP), qu'il y ait un contingent féministe radical pour dénoncer le sexisme des policiers-ères envers les femmes lors d'arrestations

2. Qu'il y ait une plus grande visibilité des femmes dans les médias.

7.0 Élections

Comité négociations

Marie-Ève Quirion, membre de l'Association facultaire étudiante de science politique et droit de l'Université du Québec à Montréal (AFESPED-UQÀM)

Comité maintien et élargissement de la grève

Miguel Gosselin-Dionne, membre de l'Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM).

Que Julie Lachance, Secrétaire à la coordination du Conseil exécutif de l'ASSÉ, soit retirée du Comité maintien et élargissement de la grève et qu'en ce sens, la candidature

de Gabriel Dumas, Secrétaire aux relations internes du Conseil exécutif de l'ASSÉ, soit reçue.

Comité médias

Que Héloise Moysan-Lapointe, membre de l'Assocation facultaire étudiante de théologie et philosophie de l'Université Sherbrooke (AFETPUS), soit élue substitut sur le Comité médias advenant une vacance sur ce comité, le tout en conservant les critères d'éligibilité.

8.0 Prochains Congrès

1. Que le prochain Congrès de la CASSÉE se tienne le samedi 19 mars à Drummondville et le dimanche le 20 mars si nécessaire, dans la mesure du possible.

2. Que le Congrès d'orientation de l'ASSÉ se tienne les 7 et 8 mai 2005 et que le Congrès annuel de l'ASSÉ se tienne les 28 et 29 mai 2005.

Journal de Montréal, 14 mars, p. 4 et 5

Les étudiants sont-ils aussi pauvres qu'ils le prétendent

La moitié des étudiants travaillent plus que leurs parents

QUÉBEC — Entre l'école et la *jobine* pour arrondir les fins de mois, la moitié des étudiants travaillent plus que leurs parents. Cinquante, 60, 80 heures par semaine, parfois même plus.

PRESSE CANADIENNE

Mercredi, 15 h 15. La cloche sonne à peine que Julie est déjà en route pour le boulot, elle doit y être dans 45 minutes. L'adolescente est debout depuis 6 h, elle ne retrouvera son lit que passé minuit, quand le dernier client du dépanneur sera parti et qu'elle y aura terminé le nettoyage.

Au total, pendant ses 15 heures bien actives, elle n'aura eu qu'une petite demi-heure pour enfiler un sandwich à midi, le nez plongé dans ses bouquins pour rattraper le retard accumulé dans presque tous ses cours.

À la première heure le lendemain, le cours de mathématiques sera pénible.

« J'ai besoin d'être concentrée pour comprendre, mais c'est dur quand tu as dormi à peine cinq heures », dit l'adolescente. En fait, probablement qu'elle n'ira tout simplement pas.

Julie — nom fictif — n'a pour toutes vacances hebdomadaires qu'une soirée de libre, le vendredi, avec ses amies. « Je suis fatiguée. FATIGUÉE. »

Traits tirés

En fait, elle n'a pas besoin de le préciser. Ses traits tirés parlent d'eux-mêmes. Bientôt, elle devra quitter l'équipe de basket-ball, une passion qu'elle entretenait depuis six ans. Faute de temps.

Parce que ce cas est loin d'être unique, les professionnels de l'école secondaire Les Etchemins, dans le secteur Charny de Lévis, s'inquiètent.

« Les jeunes ne se rendent pas compte qu'ils brûlent la mèche par les deux bouts, lance Benoît Langlois, son directeur. S'ils étaient plus âgés, on parlerait sérieusement de « burn out ».

« Plusieurs sont à un point de rupture. Julie, par exemple, me préoccupe beaucoup. Elle ne pourra pas continuer comme ça sans conséquences. »

Le nombre de travailleurs de 15 à 19 ans est passé de 37 à 43 pour cent depuis 20 ans. Par contre, leurs occupations après l'école se font de plus en plus prenantes : 67 pour cent des salariés de 15 à 19 ans travaillent plus de 15 heures par semaine. De ce nombre, 72 pour cent sont encore aux études (Statistique Canada, 2003).

En moyenne, les 16 à 19 ans gagnent 187 $ par semaine. Un sondage réalisé auprès de 118 étudiants de l'école Les Etchemins révèle que les raisons pour lesquelles les jeunes travaillent sont d'ordinaire plus frivoles. Cinq pour cent économisent pour payer leurs études, mais la bagnole arrive en tête de liste des dépenses des garçons pendant les sorties et les jolies fringues accaparent les billets verts des filles.

Seuil critique

L'impact du travail chez les jeunes est souvent minimisé par eux et par la société, pourtant ils n'ont pas besoin de bosser 40 heures par semaine pour s'user. « 15 heures, c'est le seuil critique à partir duquel, pour la plupart des jeunes, on observe plus d'inconvénients que d'avantages », a remarqué Michelle Dumont, professeure de psychologie à l'Université du Québec à Trois-Rivières et auteure de recherches sur le sujet.

Elle a remarqué que les jeunes salariés « sont plus stressés, ils vivent une pression qui n'est pas de leur âge. Certaines études démontrent même une hausse de consommation de substances — drogue, café, médicaments — pour rester éveillé. »

Et les notes dans tout cela ? « C'est, bien sûr, ce qui souffre le plus », dit Mme Dumont.

Photo d'archives

• LES JEUNES salariés sont plus stressés • remarque Michelle Dumont.

Le MEQ calcule qu'un étudiant qui n'habite plus chez ses parents a besoin de 13 829 $ par année pour subvenir à ses besoins.

En 2002-2003, un étudiant recevait en moyenne 2 865 $ en prêts, et 3 936 $ en bourses.

En 2004, avec le nouveau régime, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a calculé que la même somme est divisée comme suit : quelque 4 700 $ de prêts contre 300 $ de bourses. L'endettement étudiant augmenterait alors de 72 pour cent.

Au Québec, 390 007 emprunteurs devaient en 2002-2003 1,96 milliard $ aux institutions financières.

À la fin des études, le montant moyen du prêt à rembourser est de 8 195 $. Seize pour cent des étudiants doivent plus de 15 000 $.

10 pour cent des bénéficiaires du régime des prêts et bourses, incapables de rembourser leur dû, ont déclaré faillite l'an dernier.

LES ÉTUDIANTS ont-ils de la difficulté à joindre les deux bouts parce que le gouvernement est trop radin, ou parce qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens ? Plusieurs s'imaginent les étudiants à la bière le jeudi soir, au volant d'une voiture sport, portant des vêtements griffés ou en train de faire la fête sur une plage du Sud, lors de la semaine de relâche...

... ou seulement trop dépensiers ?

QUÉBEC — La bière du jeudi soir, les vêtements griffés, la voiture sport, le voyage bien arrosé dans le Sud dans la semaine de relâche : les étudiants sont-ils endettés parce que le gouvernement est trop chiche, ou parce qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens ?

PRESSE CANADIENNE

Jean Charest affirmait la semaine dernière que « les étudiants du Québec sont les mieux traités au monde ». C'est faux. Mais les étudiants ont-ils raison de descendre dans la rue pour réclamer plus d'argent ?

En plein mouvement de grève générale, la question dérange. À un point tel que plusieurs experts ont refusé de s'y frotter, même dans les universités épargnées par le débrayage.

« Nos étudiants se plaignent le ventre plein », s'est risquée Norma Kozhaya, spécialiste du financement des études supérieures à l'Institut économique de Montréal.

« Les Québécois, rappelle-t-elle, sont les moins endettés du pays, le régime de prêts et bourses est le plus généreux du pays, même après les compressions de 103 millions $, et les frais de scolarité, gelés depuis 1996, sont les plus bas au Canada. »

Économe

C'est d'ailleurs pour cette raison qu'Amélie Jean en a si marre d'entendre le discours de certains grévistes qui affirment être obligés de manger du macaroni au fromage cinq jours sur sept pour arriver à la fin du mois. La jeune femme en est à son deuxième bac, elle habite en appartement et ne reçoit aucune aide financière de ses parents. Sa dette ? 0 $.

« J'aurais eu droit à 5 500 $ de bourses et 8 500 $ de prêts cette année, mais j'ai préféré ne pas toucher à cet argent pour ne pas finir les études avec une dette de 12 000 $», a-t-elle dit. Pour boucler son budget, elle travaille une quinzaine d'heures par semaine, et durant l'été. Elle ne mène pas un grand train de vie, elle ne fait pas de voyage, n'a pas de voiture, et s'en tient à 140 $ d'« extras » par mois.

« C'est une gymnastique qui n'est pas impossible, nous sommes chanceux, étudier ne coûte pas trop cher, à condition d'être économe. »

Consommation

Aujourd'hui, au moins un étudiant sur deux travaille pendant ses études, qu'il profite ou non d'un soutien gouvernemental. Pendant les quatre années qui ont précédé les fameuses compressions controversées, le ministère de l'Éducation a d'ailleurs remarqué une baisse de la dette d'études... mais la dette à la consommation, elle, a suivi une courbe inverse.

« On nous rappelle toujours que nous sommes la meilleure province. Mais est-ce une raison pour ne pas offrir une meilleure aide ? En Finlande, l'université est gratuite. Pourquoi ne pas s'y comparer ? » a demandé Léo-Paul Lauzon, titulaire de la chaire d'études socio-économiques de l'UQAM.

Photo d'archives

• NOS ÉTUDIANTS se plaignent le ventre plein • soutient Norma Kozhaya.

De mauvaises habitudes de crédit

QUÉBEC (PC) Un sondage mené par une équipe de chercheurs de l'Université Laval révèle que 44 pour cent des étudiants de 18 à 29 ans qui ont contracté une dette d'études ont aussi une dette à la consommation de 5 814 $ en moyenne, et cultivent de mauvaises habitudes de crédit.

C'est sûr que certains étudiants vivent au-dessus de leurs moyens », a commenté Jacques Beaulieu, du Bureau de l'aide financière aux études de l'Université Laval. « Mais je ne pense pas que les étudiants chialent pour rien. Il y a vraiment des cas pathétiques. »

Des étudiants ne peuvent tout simplement pas travailler soit parce que leur programme d'études est trop exigeant, ou qu'ils ont des obligations familiales, ou ont des dépenses élevées.

Ce sont aussi ceux qui ont été les plus touchés par les compressions de 103 millions $.

Au lieu de quitter les bancs d'école avec un boulet de 11 674 $ au pied, la FEUQ calcule qu'ils traîneront 20 000 $.

Journal de Montréal, 14 mars, p. 59

LE COURRIER DE *Virginie*

par FABIENNE **LAROUCHE**

« 103 millions »

Il y a un relent de déjà-vu dans l'attitude du ministre Fournier à l'égard des étudiants qui contestent les coupes de 103 millions dans le programme des Prêts et Bourses.

Assis sur une ferme volonté de rationalisation budgétaire, le ministre a choisi son discours et la manière de le véhiculer : arrogance, paternalisme et fermeture.

Les lettres que je reçois à cet égard sont unanimes. Monsieur Fournier traite avec les jeunes comme avec des terroristes. On ne négocie pas avec des terroristes. Il met l'accent sur la violence de certains actes isolés pour réduire le propos à sa plus simple expression et tenter de faire virer l'opinion publique en sa faveur.

Photo DONALD COURCHESNE

LES REVENDICATIONS des étudiants ne sont pas déraisonnables, loin de là.

«Le ministre Fournier nous ramène au début des années 70, nous dit Ginette, de Valleyfield, quand les libéraux méprisaient les jeunes de la province. On a vu ce que ça a donné en 1976.»

Pierre, de Montréal, y va avec plus de vigueur : «Il faut être vraiment inconscient pour parler aux jeunes de cette façon. Je suis un libéral convaincu, mais il y a des maudites limites à mépriser l'avenir de notre pays. La très grande majorité des jeunes sont corrects dans leurs revendications actuelles. Dehors Fournier!»

Autre point de vue intéressant, de la part de Francine, de Boisbriand. «Nos gouvernements sont gérés par la haute finance du pays. Les péquistes sont pas mieux que les libéraux. L'important, c'est de donner du *cash* aux entreprises puis aux amis du parti. Landry a donné 300 millions à la GM pour supposément sauver les jobs. Ils sont où les 300 millions aujourd'hui? Dans un terrain vacant parce que l'usine est détruite. Après ça, on dira que 100 millions pour l'avenir de nos enfants c'est un mauvais placement.»

Un lecteur de Pointe-Claire, monsieur McKay, est plus pratique. «Charest et son ministre Fournier vont mettre la province à feu et à sang pour faire la démonstration qu'ils tiennent leur promesse de réduire les impôts. Si leur rigidité et leur arrogance envers les étudiants tiennent au fait de réduire mes impôts de 50 dollars par année, je leur dis tout de suite qu'ils donnent ma réduction d'impôt aux élèves.»

Autorité

Le principal problème du ministre Fournier réside dans son obstination à montrer qu'il a de l'autorité. Il veut être le maître de la situation. Un peu comme le jeune professeur qui se confronte à une classe pour la première fois de sa vie, et à qui l'on a dit qu'il devait se faire respecter, monsieur Fournier serre les poings et gonfle les muscles pour la mauvaise raison. Les professeurs d'expérience le savent bien. L'autorité n'a de pertinence que lorsqu'elle s'impose d'elle-même.

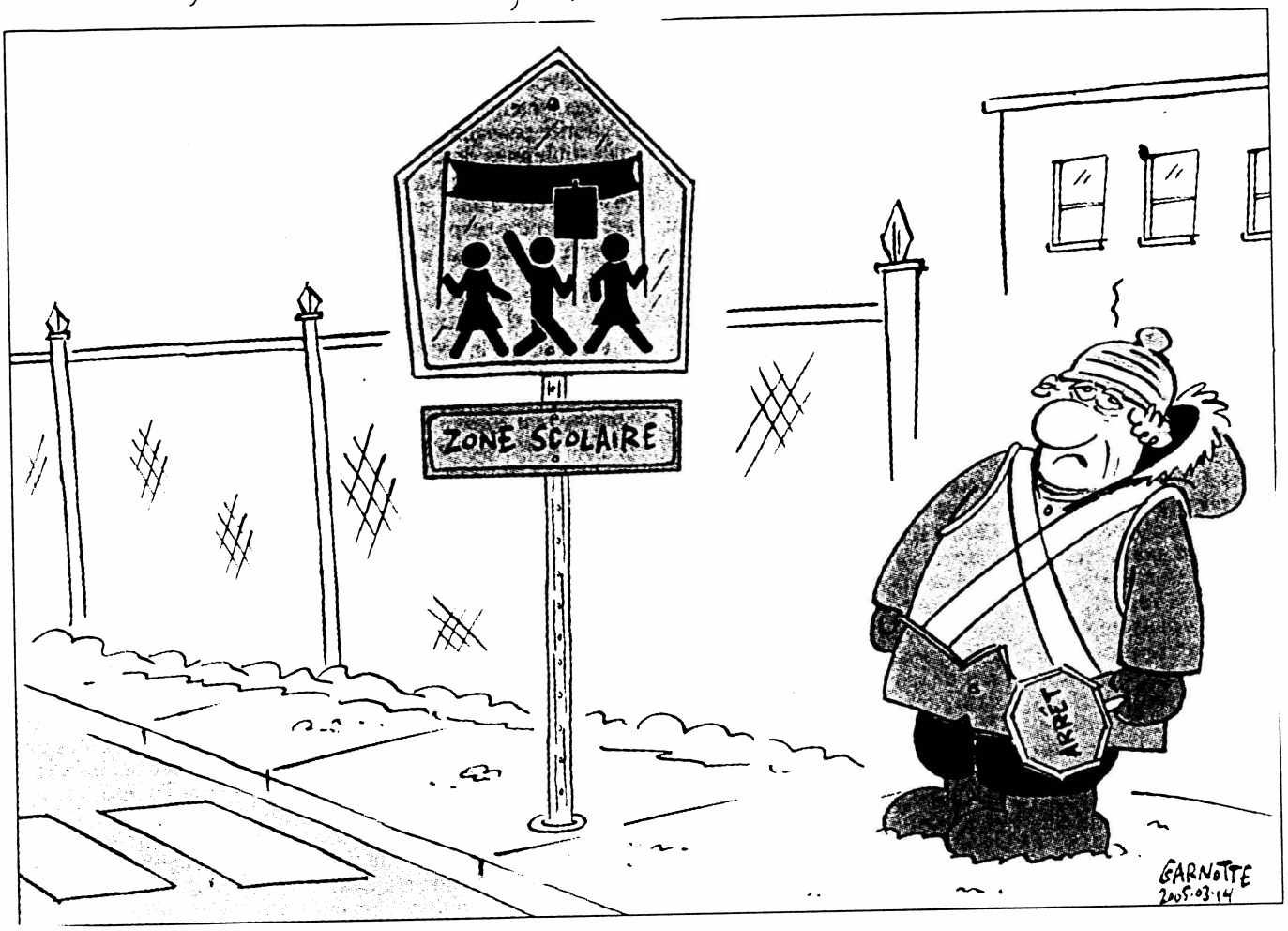
Revendications

Les revendications des étudiants ne sont pas déraisonnables, loin de là. Encore une fois, après la bourde des subventions aux écoles juives, le gouvernement fait la démonstration qu'il n'a aucun doigté dans les dossiers sociaux. L'actuel gouvernement traite ceux-ci comme des maux nécessaires, comme la dimension négative de la gestion de l'État.

Violence pour violence, le ministre Fournier devrait peut-être réfléchir à l'agression que constitue cette réduction de 103 millions dans les bourses. On sait que ce gouvernement peut faire marche arrière. Il l'a déjà fait pour les fusions municipales, avec un enjeu économique beaucoup plus grand, afin de remporter les élections en ménageant la susceptibilité des banlieusards.

Combien de millions dépensés en études de toutes sortes pour justifier l'implantation d'un hôpital près d'un chemin de fer, alors que le gros bon sens répondait de lui-même? Le principal problème des libéraux, c'est leurs choix politiques qui leur imposent une cohérence totale. Mission impossible.

Le Devoir, 14 mars 2005, A6



Le Devoir, 14 mars 2005

Michel Venne

L'impôt pour l'université

Maintenant que tout le monde condamne la décision du gouvernement du Québec d'enlever 103 millions de dollars dans les bourses aux étudiants les plus démunis, les partisans d'une hausse des droits de scolarité ont repris leur refrain éculé.

Il est injuste de faire porter le fardeau de la réduction de l'aide financière aux étudiants les plus pauvres, dit-on en chœur. Ce qui serait juste, ajoute-t-on avec empressement, ce serait d'augmenter les droits de scolarité pour tous.

Il s'agit d'un raisonnement erroné.

Dans certains pays du monde, l'accès à l'université est gratuit. Chez nous, la part des frais d'inscription aux revenus d'exploitation des universités s'élève à près de 20 %. C'est une contribution raisonnable.

La majeure partie des coûts de l'éducation postsecondaire doit incomber au trésor public pour une raison fort simple: c'est toute la société qui bénéficie des progrès de l'éducation.

En 1990, nous rappellent les économistes Nicolas Marceau et Alain Guay (voir *L'Annuaire du Québec 2005*), la proportion de la population québécoise ayant obtenu un diplôme d'études postsecondaires était plus faible au Québec qu'en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta. En 2003, cette situation s'était renversée.

«*Avec une population plus éduquée*, écrivent-ils, *le Québec a graduellement amélioré sa performance aux chapitres de la participation, de l'emploi, du chômage et des revenus. Il est désormais tout à fait possible que grâce à ses jeunes plus éduqués, le Québec en vienne à dépasser, dans un futur rapproché, plusieurs provinces qui le devancent présentement*» sur le plan économique.

En favorisant l'accès à l'université par des frais plus bas qu'ailleurs en Amérique du Nord, le Québec s'est donné un avantage comparatif. Nous serions fous d'y renoncer.

◆ ◆ ◆

Question d'économie. Question aussi de justice. L'éducation est un bien public qui favorise le développement de toute la société. Mais l'éducation est aussi l'instrument qui procure la liberté à chaque individu. Or la liberté est un bien qui doit être équitablement réparti. Où est la justice dans un pays où l'individu dispose théoriquement de la liberté mais dans lequel l'inégalité lui en enlève les moyens?

On soutient que l'augmentation des droits de scolarité n'a pas provoqué une baisse de la fréquentation universitaire dans le reste du Canada. Fort bien. Cela signifie qu'une élite capable de payer continue de fréquenter l'université. Or le problème concerne ceux qui n'y vont pas et qui ont encore moins les moyens de s'y inscrire. Seulement 17 % des Québécois détiennent un diplôme universitaire (2001). Qu'en est-il de tous les autres? Que fait-on pour favoriser leur accès à des études supérieures dans une société du savoir?

◆ ◆ ◆

L'argumentation des défenseurs d'une hausse des droits de scolarité est apparemment logique, mais elle est d'une fragilité déconcertante.

Premièrement, disent-ils, en maintenant les frais à un niveau abordable, on subventionne les riches qui auraient les moyens de payer plus cher pour leurs études.

Deuxièmement, ajoutent-ils, les diplômés universitaires retirent un avantage personnel de l'éducation qu'ils reçoivent. Cela est vrai. Un diplômé universitaire gagne, en moyenne au Canada, deux fois le salaire d'un diplômé de l'école secondaire. Cet avantage, arguent-ils, a un prix qui doit figurer sur le formulaire d'inscription à l'université.

Troisièmement, pour compenser l'effet négatif d'une hausse pour les plus démunis, on peut bonifier le régime de prêts et bourses. Les chantres de la justice sociale (sic!) qui débitent cet argumentaire oublient le rôle de l'impôt dans notre société.

Ainsi, les étudiants riches et leurs parents paient beaucoup plus d'impôt que les plus pauvres. Donc, ils contribuent davantage au financement public des universités que leurs collègues moins fortunés. Ils se subventionnent eux-mêmes. En outre, grâce à l'impôt, tous les riches subventionnent l'université et non seulement ceux qui ont des enfants.

S'il est vrai qu'un diplômé universitaire gagnera plus cher en salaire qu'un autre moins scolarisé, il paiera lui aussi beaucoup plus cher (au moins trois fois plus cher) en impôt que l'autre et ce toute sa vie durant. L'Association canadienne des professeurs d'université a calculé qu'un bachelier (quatre ans d'université) rembourse en moins de cinq ans à la société, par ses impôts, la totalité de ce que ses études universitaires ont coûté à l'Etat.

La justice redistributive est, évidemment, mieux servie par l'impôt que par l'imposition à tous les étudiants quel que soit leur revenu de frais d'inscription élevés et égaux.

◆ ◆ ◆

Oui mais, dit-on, on peut compenser la hausse des frais par une bonification des prêts et bourses. N'est-il pas, encore une fois, beaucoup plus simple de s'en remettre à la fiscalité pour redistribuer la richesse au lieu de rembourser d'une main à des jeunes l'argent qu'on leur aura enlevé de l'autre?

Ce système aurait en outre l'inconvénient d'encourager le gouvernement à réduire sa propre contribution au financement des études postsecondaires laissant aux universités la responsabilité de taxer les jeunes à sa place. En outre, les prêts et bourses ne doivent pas servir à couvrir les droits de scolarité mais plutôt les besoins de subsistance des étudiants qui n'auraient pas autrement les moyens de ne pas travailler pour fréquenter l'université.

En somme, si l'on souhaite augmenter les revenus des universités, le moyen le plus juste, le plus simple à administrer et le plus favorable aux progrès de l'éducation reste le recours aux taxes et aux impôts. Pour aller chercher 100 millions, quelques cents de taxe sur le litre de vin suffiraient. Dire qu'on est en train de plonger le Québec dans une crise sociale pour si peu.

michel.venne@inm.qc.ca

Journal de Montréal, 15 mars, p. 9 et 10

Les jeunes font des demandes à la Ville... aussi

Après les étudiants de tout le Québec qui demandent plus de générosité au gouvernement dans le domaine des prêts et bourses, ce sont les jeunes de Montréal qui en redemandent à la Ville de Montréal.

ANDRÉ BEAUVAIS

Le Conseil Jeunesse de Montréal (CJN), présidée par Marilou Filiatreault, de Lachine, a déposé à l'hôtel de ville hier un rapport portant sur les grands besoins des jeunes de 18-30 ans, qu'ils soient étudiants ou pas.

Mais le maire Gérald Tremblay n'a pas à craindre les grèves et les occupations de ses locaux à l'hôtel de ville puisque le CJM à été créé par son administration et que son budget de fonctionnement de 100 000 $ est assuré par le Service du développement culturel et de la qualité du milieu de vie.

C'est pour donner une tribune «municipale» aux jeunes que l'administration a créé ce comité de 15 membres.

Néanmoins, la porte-parole du mouvement, Mylène Robert, soutient que le CJM est apolitique même s'il est soutenu par les deniers de la Ville.

Dans son rapport à l'administration, le CJM demande que l'administration Tremblay crée un volet spécial pour les jeunes à faible revenu dans une prochaine Opération Solidarité 5000 logements.

Les jeunes suggèrent aussi à la Ville de leur permettre un accès plus facile aux services, comme celui du transport en commun. On aimerait que les jeunes de 18-30 profitent d'un tarif réduit comme c'est le cas pour les personnes âgées et les étudiants.

Promesses électorales ?

Marilou Filiatreault a aussi rappelé que les jeunes manquent de lieux pour sociabiliser. Elle encourage la Ville à réaliser rapidement la réouverture du TazMahal.

Les jeunes souhaitent que la Ville fasse une meilleure promotion de la carte Accès-Montréal auprès des jeunes afin qu'ils puissent profiter des rabais accordés aux détenteurs de cette carte.

Probablement que ces recommandations se retrouveront dans le prochain cahier des promesses électorales de Gérald Tremblay.

Photo WILLIAM LAPOINTE

LA FEUQ et la FECQ ont organisé hier une manifestation gastronomique devant les bureaux du ministère de l'Éducation, sur la rue Fullum, à Montréal. Quelques centaines d'étudiants, dont le président de la FEUQ Pier-André Bouchard, ont participé à une dégustation géante de «Kraft Dinn er», pour illustrer les conséquences de l'endettement étudiant.

Plus de 100 000 étudiants en grève !

La contestation étudiante continue de prendre de l'ampleur au Québec : on estime à plus de 100 000 le nombre d'étudiants actuellement en grève, alors qu'une gigantesque manifestation est prévue demain à Montréal.

LOUIS GAGNÉ

Qualifié d'historique par les diverses associations et fédérations étudiantes, le mouvement pourrait voir ses effectifs doubler d'ici mercredi alors que plusieurs associations sont appelées aujourd'hui et demain à voter pour ou contre la grève.

Enclenchée il y a trois semaines, cette grève vise à forcer le gouvernement provincial à revenir sur sa décision de transformer 103 M$ de bourses en prêts étudiants.

Point culminant

Le point culminant de cette grève aura lieu demain alors qu'une manifestation est prévue au centre-ville de Montréal. Les manifestants se retrouveront alors à 14 h 30 aux bureaux du ministère de l'Éducation de la rue Fullum.

Après un point de presse, ils entameront leur marche qui les mènera au bureau du premier ministre Jean Charest au coin de Sherbrooke et McGill College.

Deux spectacles, qui affichent complet, sont organisés demain soir au Métropolis et au Spectrum pour l'occasion.

Il est difficile pour l'instant d'estimer le nombre d'étudiants qui participeront à cette manifestation.

Chose certaine, la menace du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, voulant que les étudiants aient à reprendre leur session perdue ne semble pas les effrayer outre mesure. Des associations étudiantes qui ne sont pas traditionnellement reconnues pour manifester, comme celles des HEC ou de l'Institut Armand-Frappier, se sont jointes au mouvement.

FEUQ, FECQ, CASSEE

Présentement, 18 000 étudiants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) sont en grève. Le FEUQ estime que ce nombre pourrait passer à 85 000 d'ici la manifestation.

À la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), ce sont 25 000 étudiants qui se sont prononcés en faveur de la grève. D'ici mercredi, on estime qu'environ 55 000 des 60 000 membres que compte la FECQ pourraient être en grève.

Quelque 45 000 étudiants de la Coalition L'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) ont également opté pour la grève. D'ici demain, on estime que 5000 étudiantes pourraient venir grossir leurs rangs.

Une manif monstre est prévue demain à Montréal

Journal de Montréal, 15 mars, p. 18

Nos 103 millions $...

Quand je vois Micheline Lanctôt demander au gouvernement de redonner aux étudiants « leurs » 103 millions $, j'ai envie de dire : rendez-les-nous, payeurs de taxes, ces 103 millions $ et demandez aux étudiants de se retrousser les manches et de travailler un peu pour gagner leurs études. On travaille comme des fous et on donne la moitié de notre chèque pour bourrer tous ceux qui ne veulent pas faire leur effort. Il y a des limites. Je veux « mon » argent pour lequel j'ai travaillé dur !

Jeanne Auger
Laval

« Pov ti zétudiants... »

Je trouve regrettable de toujours niveler par la base. Les enfants éprouvent des difficultés : au diable les efforts ! On leur facilite toujours la tâche. « Pov ti zétudiants ! » Notre langue a ses particularités. Elle est riche et belle. Relevons le défi de bien parler, de mieux écrire !

Ginette Plante
Enseignante 6e année
Montréal

Des profs donnent des cours et des étudiants y assistent

HUGO MEUNIER

Malgré le débrayage qui a cours dans plusieurs départements, des professeurs d'université donnent des cours et des étudiants y assistent. Une grève à deux vitesses ?

Lundi matin à l'Université de Montréal, où près de 10 000 étudiants sont en grève. Armées de pancartes, deux étudiantes bloquent l'accès d'un amphithéâtre se trouvant dans le pavillon Jean-Brillant.

Les deux grévistes du département d'histoire jouent un rôle bien précis : empêcher les professeurs et étudiants récalcitrants à la grève d'accéder aux salles de cours. La tension est vive.

« C'est un manque de solidarité, tous les étudiants devraient être ensemble. C'est injuste pour ceux qui sont dehors », dénonce Ariane Côté.

Même si ces cas de dissidence demeurent marginalisés, les deux jeunes femmes estiment que les piquets de grève sont nécessaires devant les salles de cours.

Mais il faut se lever tôt pour faire respecter la grève. « Des fois, les étudiants arrivent très tôt et refusent de sortir. Certains sont très agressifs et nous crient après », indique l'autre cerbère, Marie-Ève Beausoleil.

Certains professeurs et étudiants ne se gêneraient d'ailleurs pas pour employer des moyens leur permettant de déjouer la vigilance des étudiants chargés de bloquer l'accès aux cours.

Des échanges de courriels ou de coups de fil entre étudiants et professeurs opposés à la grève se sont produits dans quelques départements, afin de convenir d'un nouveau lieu de rendez-vous et de duper ainsi les étudiants des piquets de grève.

« Des fois, les étudiants arrivent tôt et refusent de sortir ! Certains sont très agressifs et nous crient après » indique une étudiante qui bloque un accès à l'Université de Montréal.

Discussions

Puisque des étudiants tentent par divers moyens d'échapper au filet de la grève, peut-on parler d'une grève à deux vitesses ? « On a des discussions à ce sujet avec la direction, certains professeurs sont très récalcitrants à respecter la grève, d'où l'importance des *lignes de piquetage* », avoue le secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM), Pierre-Alain Benoît.

Dans les faits, poursuit M. Benoît, la convention collective oblige les professeurs à être disponibles pour les étudiants durant les heures de cours. Une situation qui ouvre la porte à quelques dérapages, admet-il. « On attend une directive claire de la direction à ce sujet, sinon, ça peut devenir problématique », reconnaît M. Benoît.

Assise dans une salle de cours avec une poignée d'étudiantes, Marie-Christine Méthot n'a nullement l'intention de se soumettre au vote de grève générale illimitée décrété par la majorité des 1300 étudiants de son département. « Je ne crois pas en la grève et je suis contre son utilisation pour faire valoir des points », souligne l'étudiante en éducation préscolaire.

Celle-ci entend défendre son point de vue envers et contre tous. « J'ai l'intention de traverser les piquets de grève », promet la jeune femme.

Invité à donner leurs cours

Au bureau du recteur de l'Université, on laisse le soin aux professeurs de juger s'ils veulent donner leurs cours ou non. « C'est clair qu'ils sont tous invités à donner leurs cours, afin que les étudiants n'hypothèquent pas leur session », explique la directrice des relations avec les médias, Sophie Langlois.

Même si le syndicat des enseignants de l'Université de Montréal appuie le remboursement des 103 millions de dollars en bourses transformés en prêts, les professeurs rappellent aux étudiants qu'ils doivent assumer leur décision d'entrer en grève. « Mais on encourage les professeurs à faire preuve de souplesse », nuance le président Louis Dumont.

Même mot d'ordre du côté de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), là où le mouvement de grève rejoint 30 000 étudiants. « Les enseignants ont comme consigne d'entrer dans leurs locaux quand les conditions le leur permettent. On leur demande d'éviter toute situation conflictuelle », souligne Francine Jacques, directrice des relations de presse.

À l'échelle provinciale, il n'y a pas de directive imposée aux professeurs d'université sur la façon de se comporter durant la grève.

« La réglementation relève vraiment des universités, certaines ont donné des directives de tolérance, d'autres ne se sont pas prononcées », explique Cécile Sabourin, présidente par intérim de la Fédération québécoise des professeurs et professeures d'université.

La Presse, 15 mars, p. A7

La Presse, 15 mars, pA4

Bon espoir de victoire des étudiants

HUGO MEUNIER

Avec maintenant 100 000 étudiants en grève, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont bon espoir de faire entendre raison au ministre de l'Éducation, au cours d'une rencontre prévue d'ici quelques jours.

À deux jours d'une manifestation nationale qui devrait mobiliser des milliers de sympathisants à Montréal, quelques centaines d'étudiants membres de la FECQ et la FEUQ s'étaient donné rendez-vous devant les bureaux montréalais du ministre de l'Éducation et un plat de macaronis au fromage. « Histoire de rappeler au gouvernement que depuis les transformations des 103 millions de bourses en prêts, c'est la seule chose que les étudiants peuvent se payer », a expliqué la présidente de la FECQ, Julie Bouchard.

103 millions ou rien

Avec son homologue de la FEUQ, une rencontre avec Jean-Marc Fournier est à l'horaire cette semaine. « Il va nous proposer des scénarios, nous c'est 103 millions qu'on demande, rien de moins ! » a tranché le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard.

Les deux fédérations, qui englobent 230 000 étudiants, n'ont pas l'intention de fléchir sur leur revendication. « On demeure campé sur les 103 millions », a assuré Julie Bouchard.

L'ampleur que prend chaque jour le mouvement de grève constituera sans doute un appui de taille autour de la table des négociations. « On est en train de réécrire l'histoire. D'autres étudiants devraient entrer dans la danse dans les prochaines semaines », a déclaré M. Bouchard.

Parmi les 100 000 étudiants aujourd'hui en grève, 20 000 sont sous la bannière de la FEUQ, 25 000 avec la FECQ, 50 000 avec la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CASSEE) et environ 10 000 sont indépendants.

200 000 grévistes?

D'ici le 16 mars, la FEUQ estime que le nombre d'étudiants en grève pourrait grimper à près de 200 000, sur les 450 000 inscrits aux cycles supérieurs dans la province.

Des votes de grève se tiendront en assemblée générale dans plusieurs cégeps et universités au cours des prochains jours.

La grogne étudiante est telle que des établissements comme le Collège Jean-de-Brébeuf, l'Université du Québec en Outaouais et l'École de technologie supérieure (ETS) ont décidé d'emboîter le pas aux étudiants dans la rue, en votant pour la grève.

Le Devoir, 15 mars, p. A1 et A8

Les étudiants en médecine de Laval votent la grève

Il y a maintenant plus de 100 000 grévistes au Québec

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

D'autres signaux fortifient le mouvement de grève étudiant: des irréductibles abonnés de la Faculté de médecine de l'Université Laval, peu rompus aux pratiques d'école buissonnière, ont emboîté le pas à la cadence nationale, en optant hier pour une grève générale illimitée.

Passé depuis hier à plus de 100 000 étudiants, le mouvement de grève étudiante s'est enrichi hier en effet de l'appui de futurs médecins, un fait rarissime. À compter de demain, à minuit, les étudiants membres du Regroupement des étudiants en médecine de l'Université Laval (REMUL) ont opté pour la grève générale illimitée, reconductible trois jours après son démarrage.

«L'exécutif du REMUL a été renversé par cette décision, on ne s'y attendait pas», a indiqué hier le président du REMUL, Xavier Huppé. *«Les étudiants nous envoient le message clair qu'ils sont contre les compressions de 103 millions et pour un réinvestissement massif dans les prêts et bourses.»*

Le vote quasi historique a été accepté par plus de la majorité des 225 étudiants présents à l'assemblée générale, sur un total de 469 liés au secteur pré-clinique de la Faculté de médecine (cours théoriques, avant l'externat).

L'association avait convenu la semaine dernière de sonder ses membres, sans toutefois faire de recommandation aux étudiants. *«L'exécutif voulait que ça vienne des étudiants, mais, très franchement, on croyait que ça ne passerait pas»*, ajoute M. Huppé.

À cet appui à saveur symbolique, d'autres se sont ajoutés hier, pour porter le nombre total d'étudiants

VOIR PAGE A 8: ÉTUDIANTS

ÉTUDIANTS

SUITE DE LA PAGE 1

actuellement en débrayage à plus de 100 000, soit près du quart de la masse étudiante totale. Côté collégial, 23 cégeps étaient hier en grève, et d'autres pourraient s'ajouter à la ronde aujourd'hui et demain.

Demain, jour de manifestation pour la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), les représentants des groupes étudiants, quels qu'ils soient, pensent que ce sont 200 000 étudiants qui auront dit oui à la grève.

Devant les bureaux montréalais du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, des étudiants liés à la FEUQ et à la FECQ se sont prêtés à la dégustation de macaronis au fromage, en prévision de ce qui les attend lors des fins de mois difficiles. Ils affûtent leurs pancartes en vue de la gigantesque manifestation qui se profile pour demain, et où plusieurs milliers d'étudiants sont attendus dans les rues de Montréal.

Sur le plan des négociations à reprendre avec le ministre Fournier, les responsables des fédérations promettent d'être intraitables sur la hauteur du montant réclamé au gouvernement, soit 103 millions de dollars.

«Il n'y a pas de compromis à faire sur le montant», a indiqué Pier-André Bouchard, président de la FEUQ. *«Ce sera 103 millions, purement et simplement. Il n'y aura pas d'entente au rabais. Ça fait un an qu'on les exige.»*

Au cabinet du ministre Fournier, on parlait encore hier de l'arrivée probable d'une solution à la fin de la semaine, alors que des rencontres doivent avoir lieu avec deux des groupes étudiants cette semaine (FECQ-FEUQ). Le discours avec la Coalition pour une ASSE élargie, qui compte maintenant plus de 50 000 adeptes en grève, est toujours rompu, le cabinet du ministre exigeant que ce groupe dénonce lui aussi la tenue d'actes violents.

Hier, sur les 100 000 étudiants en grève, on en dénombrait environ 20 000 membres de la FEUQ, 45 000 liés à la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE), 25 000 membres de la FECQ, et quelque 10 000 membres indépendants, selon des chiffres colligés par la FEUQ.

Parmi les appuis qui s'additionnent à la cause des étudiants, notons celui de la Conférence religieuse canadienne qui a demandé hier au gouvernement du Québec de *«revenir sur sa décision»*. La Fédération québécoise des professeurs d'université a elle aussi joint sa voix au mouvement de soutien.

Le Devoir

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les fins de mois difficiles pour les étudiants riment-elles avec macaronis au fromage? Voilà ce que les étudiants ont voulu symboliser hier devant les bureaux du ministre de l'Éducation en faisant une dégustation collective de Kraft Dinner, pour presser Québec de redonner les 103 millions de dollars de bourses convertis en prêts.

Le Devoir, 15 mars 2005, Libre Opinion

Brébeuf aussi

MAXIME
DUSSAULT-LAURENDEAU
Au nom de l'Association générale des étudiants de Brébeuf (AGEB)

Monsieur Charest sera peut-être surpris d'apprendre que les étudiants du collège Jean-de-Brébeuf sont tout aussi mécontents que l'ensemble des étudiants du Québec. En novembre dernier, l'Association des étudiants a officiellement pris position contre les compressions dans le régime des prêts et bourses. Et voilà que les étudiants de Brébeuf ont voté pour la tenue d'une levée de cours, dans le but d'exprimer leur mécontentement.

Nous n'avons pas opté pour la grève générale illimitée, puisque celle-ci ferait davantage pression sur l'institution privée qu'est le collège Jean-de-Brébeuf que sur le gouvernement. Mais nous tenons, par la tenue de cette levée de cours, à signifier que nous sommes en parfait désaccord avec l'orientation que prend le gouvernement en éducation.

Il n'y a que 10 % des étudiants de Brébeuf qui sont touchés par le programme: en ce qui concerne les autres, c'est donc par solidarité sociale et parce que nous croyons avoir une responsabilité de citoyens au même titre que tous les autres étudiants que nous avons décidé d'adopter une position ferme contre ces compressions injustifiables. Nous tenons à faire valoir à messieurs Charest et Fournier qu'il n'y pas seulement ceux qui subissent directement les compressions qui crient au mauvais jugement, mais l'ensemble des gens concernés par l'avenir de notre société.

Nous croyons fermement que, contrairement à ce que laisse entendre le premier ministre, les revendications du mouvement étudiant sont sérieuses et légitimes. Il s'agit en fait de l'exercice naturel de la démocratie. Et lorsque M. Charest essaie de discréditer le mouvement étudiant pour se dérober, il oublie que les actes violents sont le fait d'une minorité. Il oublie que l'ensemble du Québec — d'après les sondages — est d'accord sur le fond avec les étudiants.

Et puisque le gouvernement prend une orientation qui est fondamentalement contraire aux valeurs de la population, il est inévitable que ladite population prenne des mesures inhabituelles pour faire entendre sa voix par ses dirigeants: la véritable démocratie, c'est plus qu'un vote tous les quatre ans. Si la grève est le seul moyen des étudiants pour se faire entendre, soit. C'est au gouvernement de capter le message.

Voler aux pauvres pour donner aux riches

Ce qu'il y a de plus horripilant dans cette mesure, c'est que les bénéficiaires du programme de prêts et bourses — et désormais les victimes des compressions — sont les jeunes les plus pauvres, ceux qui n'ont pas accès par leurs propres moyens à l'éducation. Nous pensons que Jean Charest a fait une grave erreur amputant l'aide aux études; il contredit les valeurs sociales si chères au Québec amenées dans les années 60 par son propre parti.

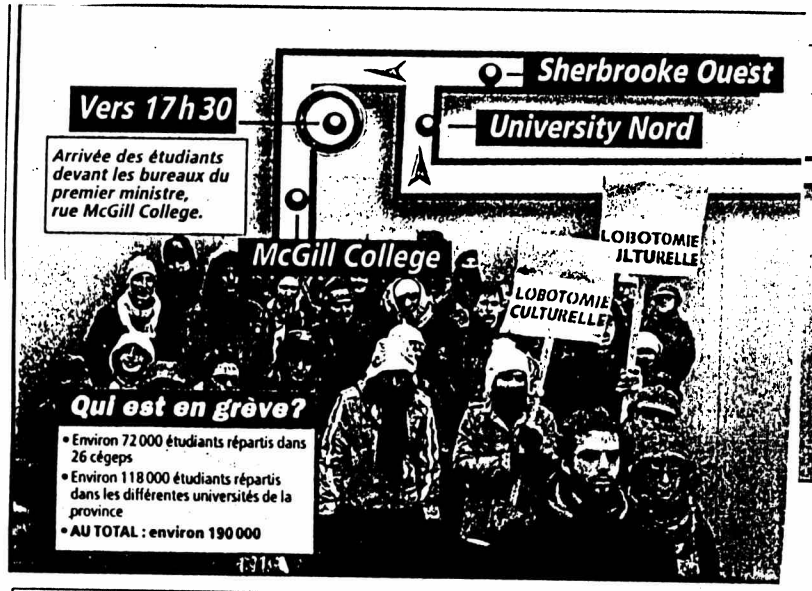
Si le gouvernement manque tant d'argent, pourquoi le prend-il dans les poches des moins nantis? Si, de toute façon, le temps est aux restrictions budgétaires, pourquoi alors se diriger vers des baisses d'impôt d'un milliard par année? Quelqu'un de perspicace verra dans ces mesures une façon de creuser l'écart entre les riches et les pauvres : alors qu'on dit à ceux dans le besoin que les millions coupés n'existent plus, on retourne et on promet de l'argent à monsieur et madame Tout-le-monde, on vole aux pauvres pour donner aux riches. Robin des Bois vous décocherait une flèche, Votre Majesté le Prince Jean.

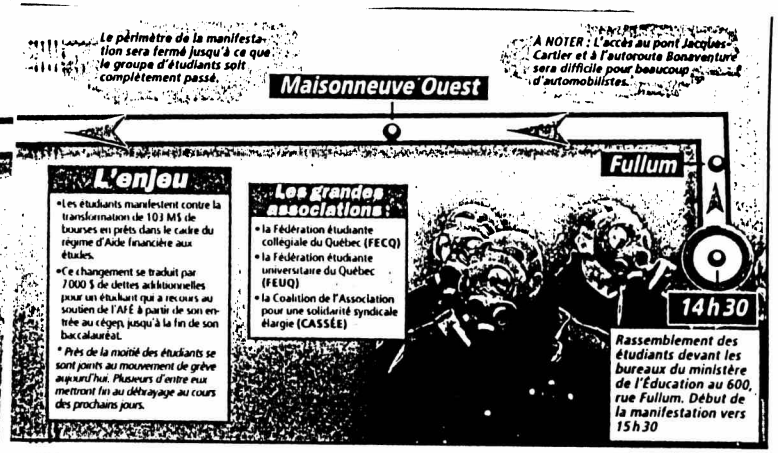
Cela nous laisse bien perplexes. D'autant plus que, d'après le programme du Parti libéral, l'éducation devrait être la deuxième priorité, juste après la santé. L'éducation a-t-elle donc été déclassée au profit de l'allégement fiscal? Je crois simplement que nous avons mal interprété l'idéologie du parti: pour ce gouvernement, éducation ne veut pas dire éducation pour tous.

Nous savons que l'objectif des baisses d'impôt est de stimuler l'économie en laissant plus d'argent dans les poches des consommateurs. Alors si l'économie est le langage du PLQ, quelqu'un pourra-t-il expliquer ce qu'il y a de stimulant pour l'économie dans la création d'une génération de diplômés surendettés? Est-ce qu'on consomme, est-ce que l'on fait rouler l'économie avec 30 000 $ de dette personnelle? Si le gouvernement pense que des baisses d'impôt peuvent le rendre plus populaire, il pourrait se garder d'en faire payer le prix aux étudiants déjà surendettés! Ce serait déjà une stratégie...

Si les considérations sociales associées aux compressions ne semblent pas influer sur la position du gouvernement Charest, peut-être qu'il est nécessaire d'utiliser un argument plus susceptible de le concerner: il est en train d'anéantir toutes ses chances de réélection. La mesure est injustifiable, certes, mais l'incapacité du gouvernement à se justifier, elle, est ridicule. Faute d'avoir à cœur les intérêts de l'ensemble des Québécois, M. Charest pourrait au moins reculer dans son propre intérêt, par instinct de survie politique.

L'Association générale des étudiants de Brébeuf continuera à crier haut et fort sa désapprobation, et s'engage à prendre tous les moyens raisonnables à sa disposition pour empêcher le sabordement de la justice sociale au Québec.





Des milliers d'étudiants envahissent le centre-ville

Ceux qui ont l'habitude de se rendre au centre-ville en voiture devraient y penser à deux fois, aujourd'hui, alors que des milliers d'étudiants paralyseront la métropole en pleine heure de pointe.

SÉBASTIEN MÉNARD

Dès 14h30, les membres de trois associations étudiantes se regrouperont devant les bureaux du ministère de l'Éducation, au 600, rue Fullum, pour protester contre la transformation de 103 M$ de bourses en prêts par le gouvernement Charest.

Les manifestants se mettront en marche vers 15h30 et devraient compléter leur trajet 90 minutes plus tard, face à l'Université McGill et au bureau du premier ministre, coin University et Sherbrooke Ouest.

Il pourrait s'agir de la plus importante protestation publique lancée par les étudiants depuis plusieurs mois.

200 000 en grève

Au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), on rappelle aux automobilistes que l'accès au pont Jacques-Cartier et la circulation dans le centre-ville risquent d'être perturbés durant la manifestation.

« L'accès à l'autoroute Bonaventure pourrait aussi être difficile, notamment pour ceux qui quitteront le centre-ville au nord de la rue Maisonneuve », indique Lissia Delfeldfeuille, du SPVM.

Au moins 200 000 étudiants sont en grève aujourd'hui, partout au Québec. Selon les scénarios les plus pessimistes, on s'attend à ce qu'au moins 1000 d'entre eux descendent dans les rues de Montréal. Au fil de leur manifestation, toutes les rues transversales seront fermées par le SPVM. Elles rouvriront au fur et à mesure que les étudiants auront quitté les lieux.

La Société de transport de Montréal (STM) se fie au métro pour dégager rapidement le centre-ville à la suite de la manifestation. « On a de la latitude dans notre réseau souterrain et on pourrait augmenter le service si c'est nécessaire », explique la porte-parole de la STM, Odile Paradis.

Actes de violence ?

Les principales fédérations étudiantes assurent que la manifestation se déroulera pacifiquement. « Nous faisons tout en œuvre pour que ce soit le cas », indique Julie Roy de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). La Coalition pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE), cependant, n'est pas prête à condamner d'éventuels actes de violence.

« Nous n'appellerons pas les manifestants à des actions violentes, mais nous ne condamnerons pas ceux qui en feront, dit le porte-parole de la CASSÉE, Xavier Lafrance. Nous dénoncerons plutôt la source de leur colère », lance-t-il.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, répète qu'un règlement avec les étudiants est imminent, mais il refuse de négocier avec la CASSÉE, qui compterait « des factions violentes » parmi elle, selon l'attaché de presse du ministre, Stéphane Gosselin.

Le ministre jette de l'huile sur le feu

QUÉBEC (PC) – Les leaders étudiants ont claqué la porte du ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, tard hier soir, l'accusant de « jeter de l'huile sur le feu ».

« Le gouvernement a réussi à mettre de l'huile sur le feu avec sa proposition. Il abandonne les étudiants, avec une proposition valant 29 millions de dollars », a déclaré Pier-André Bouchard, porte-parole de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), à l'issue d'une rencontre de deux heures avec le ministre Fournier.

La rencontre visait à régler le différend par lequel le gouvernement Charest a réduit l'aide financière aux étudiants de 103 M$ en convertissant des bourses en prêts.

« Si le gouvernement pensait acheter les étudiants avec 29 millions alors qu'on les endette de 103 millions, il jette de l'huile sur le feu. On appelle les étudiants à la mobilisation », a dit M. Bouchard.

Pour sa part, le ministre Fournier a soutenu que son offre « excessivement intéressante » représentait une amélioration de 90 millions, mais répartie sur plusieurs années.

L'offre gouvernementale, dont les détails ne seront connus qu'aujourd'hui, vise entre autres à pénaliser la tranche de 15 % des étudiants qui ne complètent pas leurs études dans les délais normaux.

M. Fournier a accusé les leaders étudiants de préférer organiser leur manifestation plutôt que de discuter sérieusement de la proposition qu'il leur faisait.

Par ailleurs, le débat sur les prêts et bourses s'est enflammé hier à l'Assemblée nationale, l'opposition péquiste sommant même le premier ministre Jean Charest de remettre les 103 millions de bourses qu'il a « volés » aux étudiants.

« Qu'attend le ministre de la Jeunesse pour se lever en Chambre, défendre la jeunesse et remettre les 103 millions qu'il a littéralement volés dans les poches des étudiants les plus pauvres de cette société ? », a lancé, d'un ton furieux, le député péquiste Alexandre Bourdeau.

Futurs médecins dans la rue

Les étudiants en médecine de l'Université de Sherbrooke ont voté en faveur du déclenchement d'une grève de 48 heures, hier. Avec leurs collègues de l'Université Laval, ils sont les seuls futurs médecins à descendre dans la rue pour dénoncer les compressions de 103 M$ effectuées dans le régime des prêts et bourses.

Bed-in pré-grève

Des centaines d'étudiants provenant des quatre coins du Québec ont couché à Montréal, la nuit dernière, en prévision de la grande manifestation d'aujourd'hui. Plusieurs d'entre eux avaient élu domicile au Cégep de Rosemont.

Les plus choyés en Amérique du Nord

Alors que les étudiants québécois descendent dans la rue pour dénoncer la *coupure* dans le régime des prêts et bourses, une étude confirme qu'ils sont parmi les plus choyés en Amérique du Nord.

SÉBASTIEN MÉNARD

L'enquête, menée par Statistique Canada, démontre que les étudiants canadiens à faible revenu ont davantage accès aux études supérieures que leurs vis à vis américains.

Selon les données de cette étude, 24 % des étudiants les plus démunis au pays ont accès à des études post-secondaires. Cette proportion n'atteint que 15 % chez nos voisins du Sud. « Les étudiants [les moins nantis] aux États-Unis sont nettement moins susceptibles de s'inscrire à l'université que leurs homologues au Canada », conclut l'auteur du rapport, Marc Frenette.

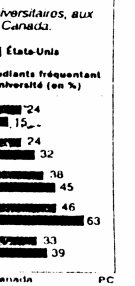
Aide financière aux études

En descendant dans la rue, aujourd'hui, des milliers d'étudiants québécois dénonceront la réduction du nombre de bourses offertes par l'Aide financière aux études. Ce régime est justement destiné à soutenir les étudiants moins nantis.

L'accès aux études universitaires

Canada - États-Unis, en 2001

Une nouvelle étude révèle que le revenu du ménage joue un rôle beaucoup plus déterminant, quant à la poursuite d'études universitaires, aux États-Unis qu'au Canada.



Source : Statistique Canada PC

Journal de Montréal, 16 mars, p. 2 et 3

Journal de Montréal, 16 mars, p. 6

fnuovo@journalmtl.com

Grève reconduite

Un escalier, et encore un, et un de plus... C'était au 20e sous-sol. Peut-être pas le 20e, mais c'était au coeur de la terre, au gymnase, celui de je ne sais plus quelle fac de l'UQAM.

Il était plein d'étudiants, des centaines, plus de 600 au moins, tous membres de l'AFELLC (Association facultaire des étudiants de lettres, langues et communication). Ils auraient pu être plus nombreux, c'est vrai, mais le gym était pratiquement plein. Tous assis par terre à écouter les interventions au micro, à discuter procédure et amendements, à appeler au point d'ordre, à brandir le petit carton jaune et à subir le ton autoritaire de Ilsa, la présidente de cette assemblée générale visant principalement à reconduire la grève.

Je suis arrivé au moment où Éric Martin, le porte-parole de l'AFELLC, parlait de la logique de marchandisation des services sociaux et qu'il réclamait l'appui de la population pour casser ce gouvernement. On le surnomme le Che, et ça ne doit pas lui déplaire, lui, le leader étudiant qui porte fièrement «l'uniforme» : casquette et veste d'armée kaki. Mais on n'est pas là pour parler mode.

Le mot idéologie a bien dû être prononcé – ouf! – des dizaines de fois. Il a aussi été question de «violence». Quelle violence? Vous ne suivez vraiment pas. Le petit brouhaha de la semaine dernière qui a permis au ministre Fournier, au nom d'une stratégie ministérielle, de donner son cours de malhonnêteté 101, tout ça parce qu'une trentaine d'étudiants ont occupé un bureau, pondu quelques graffitis, empilé des chaises, le tout saupoudré d'un peu de brasse-camarade à l'arrivée de la police... C'est pas de la violence, ça. Faut-il se rappeler que c'est une grève étudiante, pas une balade au parc Lafontaine.

On ne négocie pas une erreur

Je ne veux surtout pas jouer les anciens combattants, mais il y a eu des manifs qui ont déjà brassé pas mal plus. D'ailleurs, ça me fait penser, je n'avais pas remis les pieds dans une assemblée étudiante depuis la fin des années 1960 et le début de 1970. Ça m'a rappelé des souvenirs. Or, il me semble que ça secouait plus et que ça rigolait pas mal plus à cette époque. Faut dire qu'à cette époque aussi, on était plus *stone*. *Times they are a changin'*...

• • •

Après toutes ces considérations plutôt légères, sachez quand même que la grève a été votée pour une autre semaine, au moins, à une majorité fracassante contre une dizaine d'opposants et une seule petite abstention.

Pendant ce temps, le gouvernement est en train de plier sur le 103 millions et s'annonce prêt à négocier à rabais. Or, les étudiants ont raison, on ne négocie pas une erreur, on la corrige. On fait marche arrière. La place des soldes, c'est dans les grands magasins. Qu'on cesse de tergiverser. De l'argent, il doit bien y en avoir puisqu'on parle de baisser les impôts, qu'on compresse les ministères et les services sociaux et qu'on multiplie les idées pernicieuses pour saper le patrimoine social québécois. À l'heure qu'il est, on tricote pour le futur une société à deux pôles : les riches et les pauvres.

Sinon, que Québec change de discours. Si l'éducation est une priorité, que Jean Charest le démontre. Une coupure de 103 millions et une augmentation des frais de scolarité, ça ne veut pas dire qu'il y aurait moins d'étudiants aux études supérieures, mais plutôt que les plus modestes de la société y auront moins accès. Ce n'est pas le pays qu'on veut.

Comment le ministre Fournier et les siens ne comprennent-ils pas qu'il faut investir dans la connaissance et le savoir si on veut assurer l'avenir de notre société vieillissante? Pour la rajeunir, il faut faciliter la vie à cette jeunesse et créer pour elle un contexte favorable à son épanouissement, de manière à combler la carence démographique. Parce que des jeunes éduqués, plus épanouis créeront des familles.

En attendant, on fait exactement le contraire. On endette les jeunes. On les étrangle et on retarde leur véritable contribution à la société. On hypothèque leur avenir et, par le fait même, le nôtre.

Journal de Montréal, 16 mars, p. 17

LISE PAYETTE

Collaboration spéciale

SOCIÉTÉ

Un gouvernement au bord de la crise de nerfs

Il faut se rendre à l'évidence. Le gouvernement du Québec est pratiquement paralysé. Sa cote de popularité est si basse en ce moment qu'il lui serait impossible d'obtenir l'appui nécessaire pour faire avancer l'un ou l'autre de ses projets. Il est en train de découvrir qu'un gouvernement ne peut rien s'il n'arrive pas à convaincre la population qu'il a raison d'agir comme il le fait.

Honnêtement, je ne voudrais pas être à la place de ceux et celles qui forment ce gouvernement. Imaginez dans quel état d'esprit vous seriez si vous deviez vous lever tous les matins pour aller vous faire dire que tout ce que vous faites n'a aucun sens, que personne n'en veut et qu'on a juste hâte que vous soyez parti. Ce n'est pas très encourageant pour entreprendre la journée.

C'est pourtant ce que doivent vivre les ministres du gouvernement Charest tous les jours. Je compatis, je l'avoue. Probablement plus que ne le fait monsieur Charest lui-même, que la grogne de la population a l'air de laisser complètement froid.

Chaque semaine, il y a deux ou trois ministres sur la ligne de feu. Jetés dans la fosse aux lions pour rien. Pour rien parce qu'il y aurait eu moyen de faire autrement. Les affrontements déclenchés par des décisions qui ne tiennent pas la route font mal au gouvernement. Ils l'empêchent de marquer des points de quelque façon que ce soit et ne servent qu'à creuser davantage le fossé entre les élus et les électeurs.

Ce n'est qu'un début

Cent mille jeunes sont dans la rue. La grève a été déclenchée devant l'arrogance du discours des élus sur la question des prêts et bourses. Devant l'incapacité du ministre de l'époque d'écouter ce que les étudiants avaient à dire et son refus d'entendre des revendications justes qui auraient pu aider à trouver des solutions. Le changement de ministre n'a pas amélioré la situation. Le deuxième est plus arrogant que le premier.

Et comme dirait la chanson, « ce n'est pas fini, ce n'est qu'un début »... Le vrai combat, on ne l'a pas encore vu... Suivent derrière les étudiants, en rangs bien serrés, les enseignants, les gardiens de prison qui ne veulent pas des prisons en PPP, les employés de l'État et tous les autres qui, après avoir constaté l'arrogance des autorités dans le dossier de la SAQ, vont s'en donner à cœur joie.

Pendant que Jean Charest s'entête à vouloir baisser les impôts pour tenir une promesse électorale, le Québec est en train de devenir le premier pays au monde qui demande à son gouvernement de ne pas le faire.

Je crois bien qu'il s'agit là d'une situation qu'on n'a jamais vue auparavant. Une population et même un syndicat (la CSN en l'occurrence) qui demandent au gouvernement de ne pas baisser les impôts, et un gouvernement qui tient à le faire quand même alors qu'il ne cesse de répéter qu'il manque d'argent et qu'il n'a pas les moyens de donner correctement les services qu'on attend de lui. Situation pour le moins étrange.

Pas étonnant que ce gouvernement soit au bord de la crise de nerfs. À peine deux ans après son élection, il est bloqué sur tous les plans. Échec et mat. Ce qui n'annonce rien de bon pour ce qui vient devant.

Et pendant ce temps-là, que fait le premier ministre? On pourrait penser qu'il veut rencontrer les dirigeants des groupes étudiants pour arriver à une entente qui puisse satisfaire les deux parties. Ou bien qu'il a rendez-vous avez les chefs syndicaux pour chercher avec eux un moyen de faire entendre raison à Ottawa, qui a les deux oreilles bouchées quand on lui parle de déséquilibre fiscal? Ou qu'il organise une rencontre au sommet de tous les intervenants québécois pour trouver l'appui dont il aura besoin face à Ottawa?

Eh non! Rien de tout ça. Les journaux nous annoncent qu'il veut rencontrer Hillary Clinton lors de son prochain voyage aux É.-U. Il a le sens de l'urgence!

Les étudiants et le luxe

Je trouve offusquant de voir que plusieurs personnes pensent que les étudiants méritent de voir leurs prêts et bourses coupés par le gouvernement. Plusieurs d'entre eux travaillent et font des efforts pour arriver à leurs fins. Cependant, les prêts et bourses peuvent permettre à certains d'entre eux de travailler 15 heures, au salaire minimum, par semaine au lieu de 40 pour y arriver. À tous ceux qui disent que les étudiant(e)s l'ont tout cuit dans le bec, je vous demande si vous étiez capable de payer les frais universitaires de plus de 1000$ par session, les manuels scolaires et un logement avec un budget d'environ 500$ par mois! Je suis moi-même étudiant universitaire à temps partiel parce que je ne pouvais pas avoir de bourses et je dois travailler à temps plein pour me permettre le luxe d'étudier.

Mathieu Fortin
Montréal

Le Devoir, 16 mars, p. A1 et A8

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des étudiants de l'UQAM votaient massivement hier pour la poursuite de la grève, qui dure maintenant depuis trois semaines. Ils se rendront vers 14h30 à une grande manifestation qui débutera devant les bureaux du ministre de l'Éducation, au 600, rue Fullum. Le mouvement de grève compte aujourd'hui près de 230 000 étudiants.

Québec échoue à dénouer la crise

Les étudiants rejettent une offre de dernière minute

CLAIRANDRÉE CAUCHY
TOMMY CHOUINARD

Le conflit entre les étudiants et le gouvernement Charest s'enlise. Les leaders étudiants accusent le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, de «jeter de l'huile sur le feu» en proposant de réinvestir 29 millions de dollars cette année dans le régime d'aide financière aux études alors qu'ils réclament presque quatre fois plus.

«Ce n'est pas avec des propositions à rabais comme ça qu'on va acheter les étudiants, bien au contraire. Le gouvernement ne fait qu'encourager la grogne. Qu'il se le tienne pour dit: ça ne passera pas», a lancé le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard, après avoir claqué la porte du bureau du ministre.

Dans l'espoir de mettre fin à un mouvement de grève qui rassemble maintenant près de 230 000 étudiants, le ministre de l'Éducation a rencontré tard hier soir les représentants de la FEUQ et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) dans ses bureaux de la capitale. Jean-Marc Fournier a mis sur la table un nouveau programme de remise de dette.

VOIR PAGE A 8: ÉTUDIANTS

Le Devoir, 16 mars, p. A1 et A8

ÉTUDIANTS

SUITE DE LA PAGE 1

En vertu de ce programme, lorsqu'un étudiant termine ses études universitaires ou collégiales dans les délais prescrits par Québec, le gouvernement rembourserait une partie de sa dette. Le ministre propose également de réduire le plafond de prêts de 10 %. Or, en transformant 103 millions de dollars de bourses en prêts, ce plafond a bondi de 72 % au premier cycle universitaire, de 52 % à la maîtrise et au doctorat, de 49 % au collégial technique et de 41 % au secondaire professionnel. Pour cette année, ces deux mesures coûteraient environ 29 millions de dollars au gouvernement. À terme, il s'agit d'un investissement de 90 millions.

«C'est une proposition qui est dans les eaux de ce qu'ils souhaitent mais qui est meilleure à l'égard de l'endettement des plus démunis que ce qu'ils demandent. Et en plus, ça incite à la diplomation», a expliqué M. Fournier.

Les leaders étudiants n'en démordent pas: ils veulent que le gouvernement revienne ni plus ni moins sur sa décision de convertir 103 millions de dollars de bourses en prêts. Ils craignent un retour à la «taxe à l'échec», puisque la remise de dette ne s'adressera qu'aux étudiants ayant obtenu leur diplôme dans un délai déterminé par le gouvernement. La réduction de 10 % du plafond de prêt est *«nettement insuffisant»* à leurs yeux. *«On ne s'attendait pas à ça. On s'attendait à quelque chose de substantiel. On voit que c'est juste de l'orgueil politique»*, a affirmé la présidente de la FECQ, Julie Bouchard. D'après les leaders étudiants, cette offre ne permettrait pas de récupérer les 70 millions de dollars que la Fondation canadienne des bourses du millénaire retient en vertu d'un bris de contrat causé par les compressions de 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études.

L'offre du ministre est tombée à quelques heures seulement d'une grande manifestation qui doit réunir des milliers d'étudiants dans les rues de Montréal aujourd'hui. Les présidents de la FEUQ et de la FECQ ont lancé un appel à la mobilisation hier soir après avoir pris connaissance de l'offre du ministre. Le gouvernement Charest a fait, selon eux, un mauvais calcul stratégique en présentant une proposition *«insuffisante»* la veille de la manifestation la plus importante depuis le déclenchement du mouvement de grève. *«La proposition du ministre va amener les étudiants à se braquer. Ça n'aide pas à régler la situation»*, a dit Pier-André Bouchard.

Jean-Marc Fournier regrette que les étudiants refusent de considérer des propositions autres que le réinvestissement intégral des 103 millions de dollars. *«Les étudiants souhaitent davantage faire la manifestation que faire la discussion avec nous»*, a-t-il laissé tomber. Plus tôt en Chambre, le ministre disait vouloir régler la crise *«le plus tôt possible»* et *«le mieux possible»*.

Le gouvernement Charest est d'ailleurs passé à la vitesse grand V hier pour dénouer le conflit. Le conseil des ministres a tenu une séance spéciale en matinée. Jean-Marc Fournier a discuté avec ses collègues du contenu de son offre. Les députés libéraux se sont ensuite réunis en caucus extraordinaire pour entendre le ministre de l'Éducation. M. Fournier a fait un exposé de cinq minutes au cours duquel il s'est abstenu de divulguer le contenu de son offre, a confié au Devoir une source qui a assisté à la rencontre. *«Il est allé chercher un peu un chèque en blanc des députés»*, a précisé cette source. Le ministre s'est contenté de répéter, comme il le fait depuis des semaines, qu'il souhaite s'attaquer à l'endettement étudiant et venir en aide aux plus démunis. Il a souligné qu'il allait respecter la motion de l'Assemblée nationale que les députés libéraux ont appuyée unanimement la semaine dernière. Cette motion demande au ministre de *«corriger la décision de transformer 103 millions de dollars de bourses en prêts, en tenant compte de ses effets sur l'endettement des étudiants»*.

Même s'ils n'ont pas pris connaissance de l'offre, les députés libéraux ne sont pas intervenus pour en savoir davantage. La semaine dernière, ils ne s'étaient pourtant pas gênés pour sommer le ministre, de façon quasi unanime, de régler cette crise dans les plus brefs délais et de trouver les sommes nécessaires pour arriver à cette fin.

Selon la députée péquiste critique en matière d'éducation, Pauline Marois, le gouvernement Charest ne doit pas tenter de *«flouer»* les étudiants. Il doit leur donner ce qu'ils demandent et réinvestir 103 millions de dollars en bourses. Rien de plus, rien de moins. *«Je souhaite qu'il évite quelque entourloupette que ce soit qui ne serait que de la poudre aux yeux, ne résolvant pas le problème auquel ils sont confrontés actuellement»*, a-t-elle lancé lors d'un point de presse.

Alors que les pourparlers tant attendus s'amorçaient, les étudiants ne désarmaient pas, préparant leurs pancartes pour la grande manifestation qui débutera vers 14h30 devant les bureaux du ministère de l'Éducation, au 600 de la rue Fullum. Le cortège s'ébranlera ensuite pour prendre la direction des bureaux du premier ministre au centre-ville. La soirée se terminera pour quelques centaines d'entre eux au Spectrum et au Métropolis, avec un spectacle mettant entre autres en vedette les humoristes engagés des Zapartistes.

Hier soir, des grévistes de plusieurs régions du Québec convergeaient vers Montréal, où des camarades organisaient des *beds in* dans plusieurs cégeps pour les héberger. Des étudiants des collèges de Rosemont, du Vieux-Montréal et Maisonneuve devaient également tenir une marche aux flambeaux en soirée. Dans la capitale, quelques étudiants ont entrepris de nouveau de dormir sur la colline parlementaire, où ils devraient être rejoints par des camarades pour une manifestation à 11h.

Selon les évaluations des fédérations étudiantes, près de 230 000 étudiants seront en grève aujourd'hui. Un bilan effectué en fin de soirée révélait que 24 cégeps débrayaient hier et qu'au moins quatre autres s'ajouteraient aujourd'hui. La mobilisation s'étend aussi de plus en plus au niveau universitaire, où des associations généralement peu rompues aux grèves étudiantes emboîtaient le pas, telles celles de l'École de technologie supérieure ou de la faculté de droit de l'Université de Montréal.

Des centaines d'élèves du secondaire, provenant des polyvalentes Sophie-Barrat, Joseph-François-Perreault, Ladeauversière et Le Vitrail (en grève depuis une semaine) grossiront aussi les rangs de la manifestation.

Si les fédérations étudiantes appellent à une manifestation pacifique et ont prévu un important service d'ordre pour qu'elle le demeure, des appels à la casse étaient lancés hier par courriel aux associations membres de la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE). *«Dès que vous voyez une opportunité pour perturber la marche, saisissez-la. [...] Soyons créatifs, mais pas dans le sens de festifs! Soyons spontanés, enragés, déterminés»*, peut-on lire sur un courriel dont *Le Devoir* a obtenu copie.

La Coalition, écartée des discussions avec le ministre pour avoir refusé de condamner la violence, n'a pas l'intention de calmer ses troupes les plus radicales. *«Nous n'avons jamais appelé à la casse ou à la violence, mais nous croyons que la manifestation appartient aux manifestants et c'est le mot d'ordre que nous allons défendre à la CASSÉE»*, a fait valoir une porte-parole de la CASSÉE, Héloïse Moisan-Lapointe.

Le Devoir
Avec la collaboration

Le Devoir, 16 mars, p. A2

L'argent et les études

Alors que sévit au Québec une grève étudiante portant sur l'aide financière aux étudiants, une étude de Statistique Canada indique à quel point l'accès à l'université est moins influencé par le revenu des ménages au Canada qu'aux États-Unis. Statistique Canada rapporte ainsi que, dans la catégorie des ménages les moins fortunés, soit le quartile inférieur de revenu, 24 % des élèves de niveau secondaire au Canada allaient à l'université peu de temps après leurs études secondaires. Aux États-Unis, ce sont 15 % des élèves de niveau secondaire de ce quartile inférieur de revenu qui allaient à l'université peu de temps après leurs études secondaires. La constatation est la même pour les quatre catégories de revenus étudiées, laissant entendre que l'accès aux études postsecondaires est plus équitable au Canada qu'aux États-Unis. – *PC*

Le Devoir, 16 mars, p. A6

Et le financement des écoles?

Je suis moi-même étudiant, et la couverture de la grève par les médias m'exaspère. Bonté divine, pendant que les étudiants attirent complètement l'attention des médias, les demandes des professeurs des écoles primaires et secondaires qui visent à augmenter les ressources de nos écoles passent inaperçues. Quand leur accorderez-vous une couverture médiatique aussi importante?

Si nous voulons accroître la prospérité économique et lutter contre la pauvreté, la société civile devrait se mobiliser davantage afin de répondre à leurs besoins. En effet, même si les bourses étaient augmentées et qu'il n'y avait aucune augmentation des frais de scolarité, un étudiant qui ne termine pas son secondaire ne fréquenterait jamais l'université. Sans compter que la proportion de décrocheurs est justement plus élevée dans les milieux défavorisés. Les ressources de l'État sont limitées. Il est donc impératif qu'elles servent à combler les besoins les plus urgents plutôt que d'aller dans les poches de ceux qui vocifèrent le plus.

Étienne Dumont
Québec, 14 mars 2005

Le savoir dans la poche des riches!

Êtes-vous d'accord avec mon titre? Malheureusement, c'est ce qui est en train d'arriver avec un gouvernement comme celui de Jean Charest. Je m'adresse à vous aujourd'hui, chers lecteurs, en tant qu'étudiante au doctorat en éducation. Oui, une étudiante endettée de 25 261 $ qui a simplement voulu accéder au savoir... Puisque mes parents n'avaient pas les moyens de payer mes études, j'ai dû me tourner vers le système de prêts et bourses. Ce fameux système qui endette les plus pauvres...

Les étudiants des cégeps et des universités sont en grève en ce moment. Non pas pour avoir des vacances mais bien pour faire valoir leurs droits dans cette société dite démocratique. En effet, le gouvernement actuel prône plutôt une «démocratie dictatoriale». Dans les bureaux du ministère de l'Éducation, le ministre Fournier et ses collègues alignent des colonnes de chiffres et coupent en éducation sans même se poser de questions sur les conséquences de leurs gestes. Il est bien malheureux de constater que les gens au pouvoir ne savent pas nécessairement ce que signifie le fait d'avoir peur de manquer d'argent pour manger et payer son loyer...

Je vais vous expliquer, M. Charest, ce qui va arriver avec vos fameuses compressions de 103 millions. Dans cette société dite démocratique et égalitaire, les étudiants vont décider de faire un DEC au lieu d'un bac, choisir de faire une maîtrise et de ne pas continuer au doctorat, car ça va leur coûter trop cher. Avec cette décision de changer les bourses en prêts, on met tout en place pour creuser encore et toujours un fossé entre les riches et les pauvres. Surtout, on favorise l'appauvrissement des plus pauvres.

Et au ministre Fournier qui demande aux étudiants de retourner sur les bancs d'école, je dis: nous retournerons sur les bancs d'école lorsque nous verrons que nous avons vraiment les moyens de le faire.

Isabelle Carignan
Étudiante au doctorat en éducation
Université de Montréal

BRAS DE FER SUR LES PRÊTS ET BOURSES

L'offre de Fournier met les étudiants en furie

GILLES NORMAND

QUÉBEC — Rien ne va plus entre le gouvernement Charest et les étudiants. Une rencontre qui devait être tenue dans le plus grand secret à Québec avec le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a avorté hier soir, quand les étudiants se sont retirés en colère.

« Si le gouvernement voulait jeter de l'huile sur le feu, il a réussi. Avec la proposition qu'il nous fait, nous abandonnons 65 % des étudiants. Si le ministre croyait nous acheter avec 29 millions, il s'est trompé, ça ne passera pas et nous en appelons à la mobilisation générale », a déclaré le président de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ), Pierre-André Bouchard, en quittant précipitamment le bureau de M. Fournier, peu avant 22 h.

›Voir FURIE en page A14

L'offre de Fournier met les étudiants en furie

JRIE suite de la page A1

a tout lieu de croire que, dans les onstances, la manifestation qui est vue pour cet après-midi, à Mon-l, prenne des proportions gigan-ques. On attend en effet plus de 0 000 manifestants, et la police se pare pour le double.

e ministre de l'Éducation, lui, s'est lement montré déçu en disant que étudiants « ont préféré quitter ur passer aux bulletins de nouvel- de 22 h, plutôt que de continuer à outer ».

andis que les étudiants qualifient l'orgueil politique » l'attitude du uvernement, le ministre Fournier plique qu'il reformulera une « pro-sition plus technique » ce matin.

Ce que nous offrons, c'est plus e ce qu'ils nous demandent. Les 29 illions dont nous parlons, c'est ur la première année. Ils doivent nsidérer l'ensemble sur un plan de q ans », a expliqué M. Fournier.

es 29 millions dont il est question sont un réinvestissement dans le régime des bourses, alors que les étudiants réclament les 103 millions qui en ont été extraits. À cela, le gouvernement ajoute un programme de remboursement de la dette proportionnel au revenu de l'étudiant une fois sur le marché du travail, ce qui, selon M. Fournier, devrait soulager grandement les étudiants les plus démunis. Il s'agit là manifestement d'une formule améliorée par rapport à ce que proposait son prédécesseur, Pierre Reid, en novembre.

Le gouvernement Charest a beau affirmer qu'il cherche la solution au problème de l'endettement étudiant, il n'en finit plus de s'embourber dans des explications qui ne satisfont ni les étudiants ni les partis de l'opposition à l'Assemblée nationale.

Hier, après une réunion extraordinaire des députés libéraux concernant cette épineuse question, le gouvernement était à ce point sur la défensive durant la période des questions que le ministre Fournier avait l'air de marcher sur des oeufs. Le chef du Parti québécois, Bernard Landry, qui soulignait que 200 000 étudiants seraient dans les rues aujourd'hui, dont ceux de l'École polytechnique de l'Université de Montréal, de l'Institut Armand-Frappier et de l'école de médecine de l'Université Laval, qui n'ont jamais fait la grève et qui se sont joints au mouvement de protestation, a une fois de plus invité fortement le gouvernement à réinvestir dans le régime de bourses les 103 millions qu'il y a soustraits, afin de régler la crise.

Le ministre de l'Éducation a répondu : « Nous sommes sensibles à la question qui est soulevée notamment par les étudiants et certains autres groupes, selon laquelle la transformation qui a eu lieu l'an passé a pu provoquer un endettement accru et notamment l'impact majeur de ça étant chez les plus démunis. Et ce que nous cherchons comme solution, comme je l'ai déjà dit, c'est de s'intéresser à cet aspect. »

Jean-Marc Fournier a bien tenté d'accabler l'ex-gouvernement péquiste pour certaines décisions, mais il s'est fait répondre par Pauline Marois qu'il était temps de cesser de « jeter le blâme sur les autres » et d'admettre qu'il y a eu erreur et qu'il faut la corriger.

La proposition formulée hier soir est en quelque sorte la même que proposait l'ex-ministre de l'Éducation, Pierre Reid, lors du congrès libéral de novembre, alors qu'il a dû affronter la Commission jeunesse du parti sur cette question.

Chose certaine, le gouvernement libéral n'est nullement disposé à réinvestir les 103 millions dans le régime de bourses.

Plus tôt dans la journée, Pauline Marois, critique de l'opposition officielle en matière d'éducation, a indiqué dans un point de presse que si le gouvernement ne reinvestissait pas dans le programme de bourses les 103 millions qu'il y a retirés, ce n'est pas 103 millions que les étudiants auront perdus mais 173 millions. En effet, « la Fondation des bourses du millénaire retient jusqu'à nouvel ordre l'enveloppe annuelle qui doit être versée au gouvernement du Québec et qui est d'ailleurs déjà inscrite dans ses revenus », fait-elle observer.

« Contrairement à ce qu'ont avancé certains députés libéraux dans les médias il y a quelques jours, pour retrouver les 103 millions, le gouvernement du Québec ne peut simplement allonger 33 millions et cueillir les 70 millions de la Fondation des bourses du millénaire. Le montant du gouvernement fédéral est conditionnel à la réintegration des bourses supprimées par le gouvernement du Québec », a-t-elle soutenu.

Mme Marois, qui a été ministre de l'Éducation, a rappelé qu'en 1999, le gouvernement péquiste avait ratifié une entente avec la Fondation des bourses du millénaire, laquelle prévoyait le versement de 700 millions en 10 ans, soit de 2000 à 2010, afin de diminuer l'endettement étudiant.

« Cette entente a fait l'objet d'un consensus préalable avec quatre grands partenaires : la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) et la Fédération des cégeps. L'entente prévoyait explicitement que le montant maximal des prêts accordé serait diminué de 25 % et les bourses augmentées en conséquence. Or, la transformation de 103 millions de prêts en bourses imposée dans le budget de mars 2004 a fait en sorte d'augmenter le plafond des prêts de plus de 50 %. L'entente est donc rompue », a-t-elle expliqué.

Avec la collaboration de Denis Lessard

AUTRES TEXTES
pages A6 et A7

La Presse, 16 mars, p. A1 et A14

La Presse, 16 mars, p. A6

00 000 étudiants en grève aujourd'hui

MEUNIER
RIE ALLARD

mbre d'étudiants en grève ...ncer la coupe de 103 ... les bourses doublera ...rd'hui, pour atteindre ...000, soit plus de la moitié ...ffectif estudiantin du Qué-

...lusieurs associations ont voté ...faveur d'une grève de 24 h, ...n de participer à la grande ma...festation prévue à Montréal cet ...près-midi.

« Ce sera une grande journée : ...s étudiants vont venir de par...tout en province », a dit hier Nick ...lkander, vice-président de la ...Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Le cortège doit partir à 15 h de l'édifice du ministère de l'Éducation, rue Fullum, pour se rendre jusqu'au bureau du premier ministre Jean Charest, à l'angle de Sherbrooke et McGill College. Déjà, hier soir, quelque 600 élèves des collèges Maisonneuve, Rosemont et Jean-de-Brébeuf ont pris part à une marche aux flambeaux, qui s'est terminée au parc Baldwin, dans le Plateau Mont-Royal.

La manifestation d'aujourd'hui est organisée par la FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui comptent 160 000 membres en grève. Des centaines d'étudiants de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), dont les demandes sont plus radicales, ont aussi l'intention de leur emboîter le pas.

« On a pris notre décision à la dernière minute, mais on aura des autobus qui viendront de Sherbrooke, Drummondville et Saint-Jérôme », a indiqué le porte-parole Xavier Lafrance. En plus du retour des bourses, la CASSEE exige l'abolition de la réforme de l'aide financière aux études, dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant. Environ 50 000 de ses membres sont en grève, sans compter les 20 000 grévistes indépendants.

Le mouvement de contestation a reçu de nouveaux appuis, hier. Des étudiants en médecine de l'Université de Sherbrooke, en droit de l'Université de Montréal et de l'Institut de technologie agroalimentaire de Saint-Hyacinthe ont déclenché la grève, une première dans leur histoire. Les étudiants de McGill se prononceront ce midi sur la tenue d'un débrayage. Luc Vinet, directeur adjoint à l'Université McGill, a cependant envoyé un message les avertissant « que l'Université resterait ouverte et que les examens auraient lieu tel que prévu », peu importe l'issue du vote. Même les élèves de l'école secondaire Joseph-François-Perrault, du quartier Saint-Michel, se sont prononcés en faveur d'une grève de 24 h. « Nous allons dresser des piquets de grève, avant de nous joindre à la manifestation », a expliqué hier Myriam Leblanc-Élie, âgée de 17 ans, présidente de l'association étudiante de Joseph-François-Perrault. Les élèves de trois autres écoles secondaires montréalaises — Le Vitrail, Sophie-Barat et La Dauversière — ont prévu prendre part au mouvement, contre la volonté de la direction.

« Les élèves se sentent concernés puisque ce sont eux qui subiront la conséquence de cette coupe, plus tard, a fait valoir Laurent Gauthier, 17 ans, président de l'association des étudiants du secondaire de la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Nous ne recommandons pas de manquer des cours, mais nous appuyons les revendications des étudiants. »

PHOTO PATRICK SANFAÇON

Une manifestation aux flambeaux avait lieu hier soir devant les bureaux du ministre de l'Éducation. Aujourd'hui, le cortège étudiant doit partir à 15 h de l'édifice du ministère de l'Éducation, rue Fullum, pour se rendre jusqu'au bureau du premier ministre Jean Charest, à l'angle de Sherbrooke et McGill College.

La Presse, 16 mars, p. A6

VINCENT MARISSAL

Le fond de l'air est mauvais

La grève s'étend dans les cégeps et les universités, les étudiants prennent la rue aujourd'hui à Montréal, la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, est bâillonnée par des manifestants, les centrales syndicales fourbissent leurs armes. Pas de doute, le fond de l'air est mauvais au Québec en ce début de printemps.

Selon toute vraisemblance, le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, devrait réussir cette semaine à éponger les dégâts laissés par son prédécesseur dans le dossier des prêts et bourses. N'empêche, le mal est fait : le gouvernement Charest vient encore une fois de perdre des plumes dans l'affrontement.

Si Québec a intérêt à mettre fin rapidement à cette grève, ce n'est pas tant pour ses répercussions somme toute mineures, mais parce qu'elle est en train de devenir le symbole d'un mécontentement qui ne se dément pas d'un sondage à l'autre. Ce n'est pas un hasard si les groupes sociaux, les grandes centrales syndicales, les ailes jeunesse libérales et péquistes appuient le mouvement étudiant.

En ce sens, cette grève en dit plus sur la faiblesse du gouvernement Charest que sur la force du mouvement étudiant. La population n'est pas vraiment sympathique aux étudiants en grève, mais elle l'est encore moins au gouvernement Charest.

Les étudiants, avec cette insolence qui leur est propre, expriment par procuration le ras-le-bol de bon nombre de Québécois envers leur gouvernement. Si le gouvernement Charest se fait déculotter par les étudiants, imaginez maintenant les négociations avec le secteur public, un mouvement beaucoup plus organisé, plus riche et dont le pouvoir de nuisance est mille fois plus dévastateur que celui des étudiants. Ce pourquoi, d'ailleurs, l'affrontement annoncé avec les grandes centrales inquiète fortement les libéraux.

Si Québec a intérêt à mettre fin rapidement à cette grève, ce n'est pas tant pour ses répercussions somme toute mineures, mais parce qu'elle est en train de devenir le symbole d'un mécontentement qui ne se dément pas d'un sondage à l'autre.

Parce qu'il faut bien dire que cette grève étudiante a fait à ce jour plus de bruit dans les médias que dans la rue. La semaine dernière, à Québec, il n'y avait que cinq [illegible] dans le camping improvisé [illegible] l'Assemblée nationale. [illegible] il n'y avait pas [illegible] pour bloquer une [illegible] du Vieux-[illegible] étaient moins [illegible] nombreux que les agents de la STM [illegible] au coin de la rue Mc[illegible] grand étudiants, en grève, [illegible] il n'y a pas foule de manifestants [illegible]

Si la grogne du mouvement étudiant n'est pour le gouvernement Charest qu'un réchauffement pour les mois à venir, ça promet de chauffer. Ce conflit est l'illustration parfaite de ce qui *cloche* avec ce gouvernement : mauvaise décision, prise en vase clos et mal expliquée parce qu'inexplicable. Si Jean Charest et son ancien ministre Pierre Reid avaient été le moindrement branchés sur le milieu étudiant, sur leur caucus et sur l'aile jeunesse de leur propre parti, ils n'auraient jamais pris cette décision. Franchement, permuter 100 millions de bourses en prêts (et perdre au passage 70 millions de la Fondation des bourses du millénaire), ça ne valait pas ce paquet de troubles.

Idem pour les écoles juives ou pour les tergiversations autour du CHUM. Un coup de fil aux leaders du milieu, un coup de sonde au caucus, une forme de dialogue, quoi, éviterait les dérapages incontrôlés. On a toujours cette désagréable impression avec Jean Charest qu'il n'aime pas le Québec tel qu'il est, qu'il est persuadé d'avoir le remède et qu'il va nous le rentrer de force dans la gorge parce que c'est bon pour nous. C'est bien mal connaître les Québécois.

Dans l'entourage de Jean Charest, on dit que le temps des décisions est venu, qu'il est temps de faire preuve de courage. Il est plus que temps, en effet, que ce gouvernement se mette à gouverner, mais on ne mesure pas le courage d'un premier ministre à sa capacité à braquer la société qu'il dirige.

En prenant les étudiants de front, le gouvernement Charest s'est placé lui-même dans la situation où il doit reculer, perdant ainsi tout levier de négociation (et une bonne dose de crédibilité). Jean-Marc Fournier, qui avait au préalable hérité de l'épineux problème des défusions (on va l'appeler Jean-Marc-le-nettoyeur, si ça continue), n'a pas la marge de manoeuvre pour lancer des discussions sur l'avenir du réseau universitaire et un vrai débat sur l'endettement étudiant. Pourtant, les universités et les étudiants en ont bien besoin. Cette idée du remboursement des prêts étudiants selon le revenu, notamment, mérite d'être approfondie. C'est certainement plus constructif que cette autre pratique gouvernementale, pas si lointaine, de charger les agences de recouvrement de courir après les mauvais payeurs.

Que les étudiants récupèrent les 103 millions en tout ou en partie, cela calmera la grogne, mais ça ne réglera aucun problème de fond. On peut bien marcher dans les rues en scandant « gratuité, je crie ton nom partout », mais on ne fait alors que pelleter les problèmes en avant. Il n'y a rien de gratuit *sub vitam aeternam* pour personne en ce bas monde. Si les parents étudiants clamaient la gratuité dans les garderies ou si les vieux refusaient de payer leur place en centre d'accueil, on les traiterait d'irresponsables.

Si les leaders étudiants ont à coeur, comme ils l'affirment, la survie du réseau public d'éducation, ils devraient adopter des positions plus terre à terre plutôt que d'exiger la Lune. Que les étudiants profitent aujourd'hui du désarroi du gouvernement Charest, soit, mais on devra un jour prochain débattre du dégel des droits de scolarité au Québec. Serait-ce que par équité envers tous les bénéficiaires de l'Éprovidence.

Selon le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Pier-André Bouchard, les étudiants sont en train de faire l'histoire. En fait, la plupart profitent surtout de quelques jours de congés inespérés pendant que leurs leaders écrivent un chapitre avec du temps emprunté à ceux qui les suivront sur les bancs d'école.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

La Presse, 16 mars, p. A7

La coupe de 103 millions touche les plus pauvres

HUGO MEUNIER
ET MARIE ALLARD

Plus de la moitié des étudiants du Québec sont en grève aujourd'hui, pour dénoncer la conversion de bourses d'une valeur de 103 millions en prêts, tel qu'annoncé au dernier budget libéral. Pourtant, seuls 24 % des étudiants à temps plein et 13 % des cégépiens touchaient une bourse avant cette coupe.

Il s'agit évidemment des plus pauvres : la moitié des bénéficiaires de bourses — soit 14 000 étudiants en 2003-2004 — sont issus de familles où le revenu brut des parents n'excède pas 20 000 $ par an. La vaste majorité des autres proviennent de familles gagnant entre 20 001 $ et 50 000 $ par an.

Ces « chanceux » ne vivent pas dans l'abondance. Les 23 000 étudiants qui bénéficient de bourses qui n'habitaient pas chez leurs parents avaient des revenus totaux de 9136 $, l'an dernier. Cela inclut 6000 $ d'aide financière du gouvernement, constituée désormais d'un prêt en majeure partie.

Le nouveau programme de prêts et bourses calcule qu'un étudiant à temps plein ne résidant pas chez ses parents dépense 715 $ par mois en frais de subsistance, ce qui comprend le logement, les services, la nourriture, le transport, l'habillement et les loisirs. À cela s'ajoutent les droits de scolarité et les frais de matériel scolaire (environ 2400 $ par an). D'autres frais particuliers peuvent être couverts. Par exemple, les parents-étudiants reçoivent 217 $ par mois en frais de subsistance pour enfant et ceux qui ont besoin de lunettes peuvent se faire rembourser 185 $ aux deux ans.

Crise du logement

Même avant la coupe, « la population étudiante vivait pour une très large part dans la pauvreté et était aussi victime de la crise du logement et de la hausse exorbitante des loyers », a rappelé hier le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), qui appuie la grève. Aujourd'hui, le budget des étudiants bénéficiant récipiendaires de prêts et bourses est resté le même, à la différence que leur endettement a augmenté de 103 millions.

Cela cause des problèmes à Sabrina Simard, 26 ans, originaire du Saguenay et bénéficiaire du régime depuis le cégep. « À la fin de mon bac, je serai endettée de 18 000 $ au lieu de 10 000 $ », calcule l'étudiante de l'Université du Québec à Montréal, inscrite en deuxième année d'enseignement primaire. L'année dernière, elle recevait 2500 $ en prêt et un peu plus en bourse. Aujourd'hui, son prêt s'élève à 4500 $ et elle n'a plus de bourse.

Grâce à un emploi à temps partiel, Sabrina gagne environ 9000 $ par année, incluant son prêt. « J'ai des stages cinq jours par semaine et je travaille la fin de semaine pour ne pas augmenter mon endettement », précise-t-elle.

> La moitié des bénéficiaires de bourses sont issus de familles où le revenu brut des parents n'excède pas 20 000 $ par an.

Âgée de 22 ans, Kathrine Sylvestre écope elle aussi. Étudiante en études anglaises à l'Université de Montréal, elle a commencé à bénéficier de l'aide financière dès son arrivée au bac, en 2001. « Mes parents ne faisaient pas assez d'argent pour m'aider », raconte la jeune femme. Ils gagnaient cependant trop aux yeux de l'aide financière pour qu'elle touche une bourse. Elle a eu droit à un prêt de 4000 $. Au second cycle, elle aurait pu recevoir une bourse, mais le système a changé. Sa dette s'élève maintenant à 15 000 $.

Aucun revenu

Étudiant au doctorat à la faculté de musique de l'Université de Montréal, Vincent-Olivier Gagnon, 30 ans, bénéficie de prêts et bourses depuis le début de ses études postsecondaires. « Je dois m'arranger pour n'avoir aucun revenu, sinon je perds tout », explique-t-il. L'an dernier, il touchait le montant maximum de prestation, soit 7500 $ en prêt et 4000 $ en bourse. Cette année, il n'accumulera que les dettes. Ce n'est pas demain la veille que le jeune homme épongera la facture qu'il traîne depuis le cégep. « J'ai 35 000 $ de dettes jusqu'à maintenant. Je vais avoir de la misère à la fin de mes études, surtout dans mon domaine », admet-il.

COMBIEN REÇOIT-ON EN PRÊTS ET BOURSES EN 2004-2005 ?

CAS : Jonathan, 20 ans, a commencé en septembre ses études universitaires à temps plein. Son père gagne 40 000$ par an, sa mère 10 000$ par an, il a deux sœurs (à l'université et au secondaire) et n'habite plus chez ses parents.

DÉPENSES

Frais scolaires admis par le système : **2450$**
Frais de subsistance admis : **5720$**
Total des dépenses admises : **8170$**

REVENUS

Contribution des parents prévue par le système : **1906$**
Travail à temps partiel : **3500$** (470 heures X 7,45$ salaire minimum)

EXEMPTION

Une exemption de **3500$** de son revenu de travail est accordée, notamment parce que Jonathan n'habite plus chez ses parents.

AIDE ACCORDÉE

Une aide financière de **6265$**, dont 4320$ en prêt et 1945$ en bourse, est accordée. Jonathan devra donc payer son appartement, ses droits de scolarité, ses livres, son transport et sa nourriture avec 11 671$ par an. Si ses parents ne lui donnent pas la contribution prévue (1906$), il aura 9765$.

Source : Logiciel de calcul de l'Aide financière aux études du MEQ.

Contribution demandée aux parents par les prêts et bourses

Revenu des parents	Contribution demandée
8000$ et moins	0$
De 8001$ à 44 000$	19% de ce qui excède 8000$. Par exemple, avec un revenu familial de 35 000$, il faut verser 5130$.
De 44 001$ à 54 000$	6840$, plus 29% de ce qui excède 44 000$
De 54 0001$ à 64 000$	9740$, plus 39% de ce qui excède 54 000$
64 001$ et plus	13 640$, plus 49% de ce qui excède 64 000$

Le montant de la contribution des parents est divisé par le nombre d'enfants qui font des études postsecondaires ou de formation professionnelle. Rien n'oblige les parents à verser cette contribution, à moins que leurs enfants ne les poursuivent en cour.

La Presse, 16 mars 2005, p. A20

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

La Presse, 16 mars 2005, p. A20

Un gouvernement faible

apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

En plus d'être désolante, la scène est révélatrice : la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, forcée par un petit groupe de militants de gauche d'annuler un discours et de quitter la salle. Voici un gouvernement tellement affaibli par ses propres erreurs et par la stratégie de harcèlement mise au point par ses adversaires qu'il abdique même son droit d'expression.

Mme Forget voulait expliquer aux membres du Cercle canadien que les partenariats public-privé n'ont rien de monstrueux, que le gouvernement n'y aura recours que si les avantages sont démontrés, que le processus sera transparent et rigoureux. Cela, non seulement les opposants du gouvernement ne veulent pas l'entendre ; ils ne veulent pas que les Québécois l'entendent, de crainte de perdre l'un de leurs plus efficaces épouvantails. C'est un élément de la stratégie des syndicats et des groupes de gauche : perpétuer un état de crise qui gonfle l'impopularité du gouvernement, et donc le paralyse.

Cette stratégie n'a pas que des motivations idéologiques. Les centrales syndicales sont en train de renégocier les conventions collectives de leurs membres. Plus le gouvernement est faible, plus elles obtiendront de lui des concessions importantes. Ce n'est pas pour rien que les syndicats appuient la grève des étudiants. Prenant le relais pendant quelques semaines des manifestations professionnelles, cette grève contribue à l'impression — non fondée — que le Québec traverse une grave crise sociale.

Nous l'avons souvent écrit ici : les changements apportés au régime des prêts et bourses des étudiants étaient particulièrement malavisés, et le gouvernement devait les revoir. Cela dit, du point de vue de l'analyse politique, il est assez inquiétant que Québec doive céder au mouvement étudiant, mouvement qui ne jouit généralement pas d'un rapport de force très impressionnant. Il y a 15 ans, le gouvernement Bourassa avait décidé de tripler les droits de scolarité. Tripler ! Les étudiants ont déclenché la grève, il a eu quelques échauffourées qui auraient rendu malade le ministre Jean-Marc Fournier... Puis le ministre de l'Éducation du temps, Claude Ryan, a dit quelque chose comme « C'est assez, nous ne négocions pas. » Le gouvernement s'est tenu debout, et la grève s'est rapidement essoufflée. Si aujourd'hui le gouvernement Charest n'est pas assez solide pour résister à une grève d'étudiants, que fera-t-il lorsque les centrales syndicales augmenteront la pression ?

////////////////////////

Au-delà de leur antipathie pour Jean Charest, les Québécois doivent se demander s'il est dans leur intérêt collectif que les syndicats aient le gros bout du bâton dans leurs négociations avec le gouvernement. S'il est dans leur intérêt aussi que les groupes dits « populaires » jouissent d'une telle influence sur le débat public, influence qui ne repose sur aucun mandat démocratique. Les libéraux de M. Charest ont bel et bien été élus ; qui a voté pour la coalition J'ai jamais voté pour ça ?

La Presse, 16 mars, p. Actuel 3

GRÈVE ÉTUDIANTE

Qui dit quoi?

Le mouvement étudiant a compris que sans les médias, sa cause ne serait jamais entendue. Issus d'une génération qui est pratiquement née avec une télécommande à la main et des écouteurs sur les oreilles, les étudiants connaissent les médias mieux que quiconque. Le hic, c'est qu'ils ne s'entendent pas sur le contenu du message.

NATHALIE COLLARD

On a rarement vu ça à la télévision québécoise : deux leaders étudiants invités à une émission de variétés qui rejoint près de 2 millions de téléspectateurs chaque semaine. Et ce, sans l'aide d'un relationniste professionnel !

Dimanche soir, à gauche de leur petit écran, les fans de *Tout le monde en parle* ont donc pu voir Xavier Lafrance, porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) et à droite, Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Des représentants des deux groupes avaient approché, sans se concerter, les recherchistes de l'émission de Radio-Canada. Les deux porte-parole, qui ne se parlent jamais, se sont finalement partagé le feu des projecteurs.

Derrière cette image de leaders étudiants unis, la réalité est tout autre. La FEUQ est une fédération bien établie qui dénonce principalement la transformation des bourses étudiantes en prêts tandis que la CASSEE est une nouvelle coalition d'associations étudiantes indépendantes qui tient un discours beaucoup plus large et radical sur la gratuité scolaire et la justice sociale.

Les deux groupes sont loin d'avoir la même stratégie de communication. Résultat : le discours du mouvement étudiant paraît parfois confus.

« La FEUQ a une stratégie de communication concertée avec la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), pas avec la CASSEE », explique Catherine Bourgeault, 26 ans, étudiante à la maîtrise en communications et attachée de presse de la FEUQ depuis septembre dernier.

La jeune femme, pour qui il s'agit de la première expérience de crise, se dit plutôt satisfaite du passage du président de la FEUQ à l'émission *Tout le monde en parle*, dimanche dernier. « Je crois que nous avions la sympathie de l'animateur, dit-elle. Par contre, j'ai trouvé qu'il y avait beaucoup de place laissée à la CASSEE. Contrairement à eux, nous ne demandons pas la gratuité scolaire. Il y a un danger que nos messages se croisent. »

Ombrage

Même son de cloche, ou presque, du côté de la CASSEE qui trouve pour sa part que... la FEUQ prend trop de place dans les médias et lui fait ombrage. « On a monté un bidonville à Québec, ils ont monté une tente à Montréal, remarque Patrick Charrette-Dionne. On a déclenché la grève, ils ont annoncé qu'ils allaient rencontrer le ministre. Ils organisaient des conférences de presse une demi-heure après la nôtre... C'est un peu chaotique. »

Jusqu'à lundi dernier, les relations avec les médias de la CASSEE étaient dirigées par une petite cellule de crise composée de quatre étudiants en communications. Lundi dernier, ils ont remis leur démission parce qu'ils ont l'impression que le discours de la CASSEE a plafonné et qu'il est temps de parler de gratuité scolaire sur la place publique.

Ce qui ne les empêche pas de dresser un bilan de cette tornade médiatique puisqu'au cours des deux dernières semaines, ils disent avoir accordé environ 125 entrevues aux médias.

« On s'est fait reprocher d'être obnubilés par les médias, de ne penser qu'à eux », remarque Éric Martin, qui est aussi responsable des relations externes de l'association étudiante de l'UQAM. C'est toujours difficile pour la gauche de parler de stratégie de communication et de marketing. C'est mal vu, les étudiants se méfient des médias. Pour eux, le marketing, c'est Coke. »

« En même temps on n'a pas le choix, poursuit sa collègue Isabelle Monette. Il y a plein de préjugés contre les étudiants en grève : on est en vacances, on est paresseux, on se plaint le ventre plein.... À *Tout le monde en parle*, Dany Turcotte a lancé la blague « Gelés en dedans ou gelés dehors » et Stéphane Rousseau a demandé si quelqu'un avait du papier à rouler. Ce sont des clichés contre lesquels il faut se battre. »

Bonnes vieilles méthodes

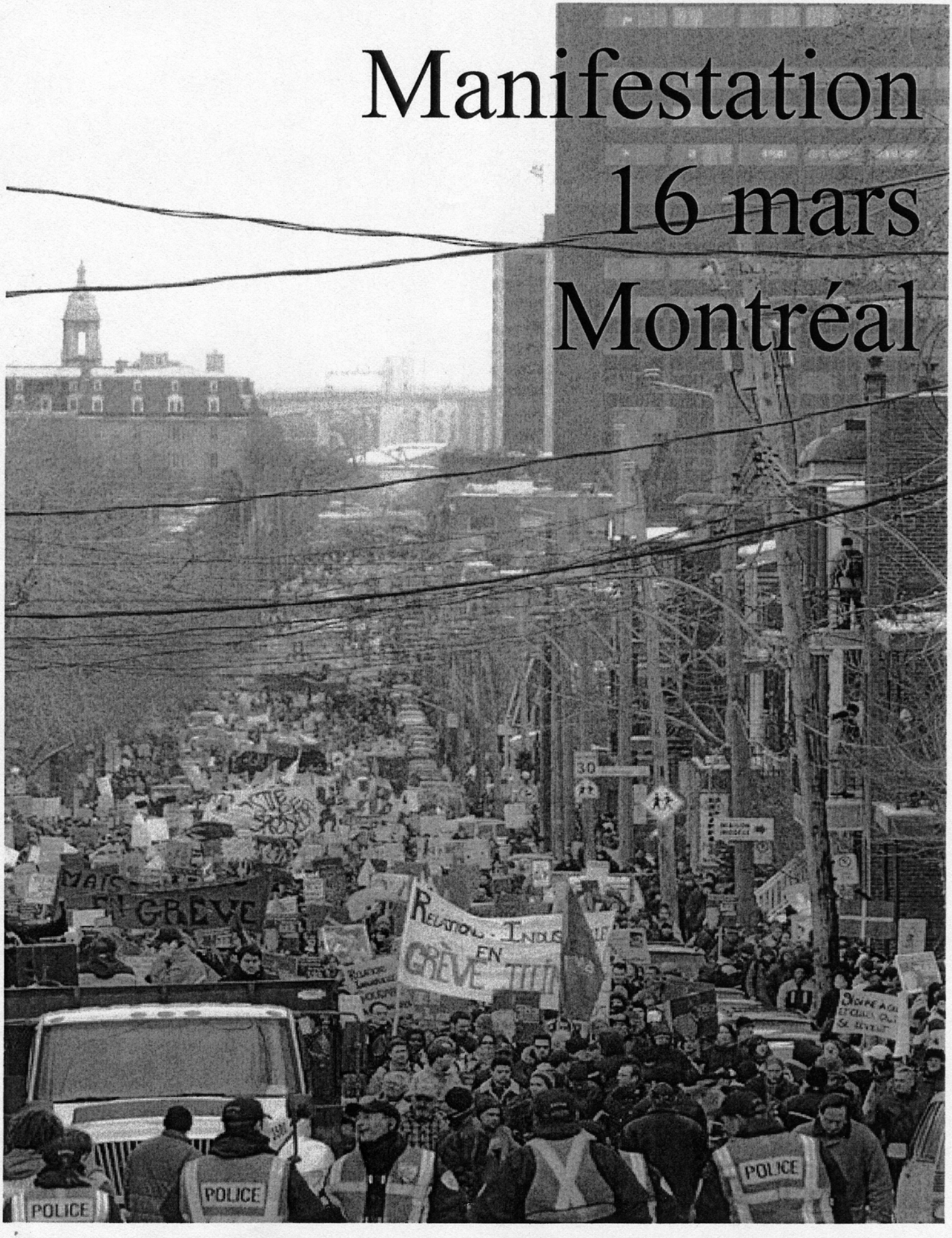
On aurait pu croire qu'avec le développement des technologies de communication, la nouvelle génération de militants étudiants allait utiliser davantage les téléphones cellulaires, Internet et les blogues pour diffuser son message mais jusqu'ici, les étudiants sont restés drôlement traditionnels : occupation de bureau de ministre, manifestations, distribution de feuillets... De bonnes vieilles méthodes que leurs aînés ne renieraient pas.

L'ex-équipe de communications de la CASSEE se dit même mal à l'aise avec la publicité télévisée mettant en vedette Micheline Lanctôt et réalisée par deux étudiants en cinéma de l'Université Concordia pour le compte de la FEUQ (une publicité produite pour 5000 $ auxquels il faut toutefois ajouter 60 000 $ en placement médias). « La publicité a été un succès » croit pour sa part Catherine Bourgeault, attachée de presse de la FEUQ. On en a même parlé à l'émission de Marie-France Bazzo. »

« Ça donne l'impression que les étudiants ont une fortune s'ils sont capables de se payer ça », remarque quant à lui Patrick Charrette-Dionne.

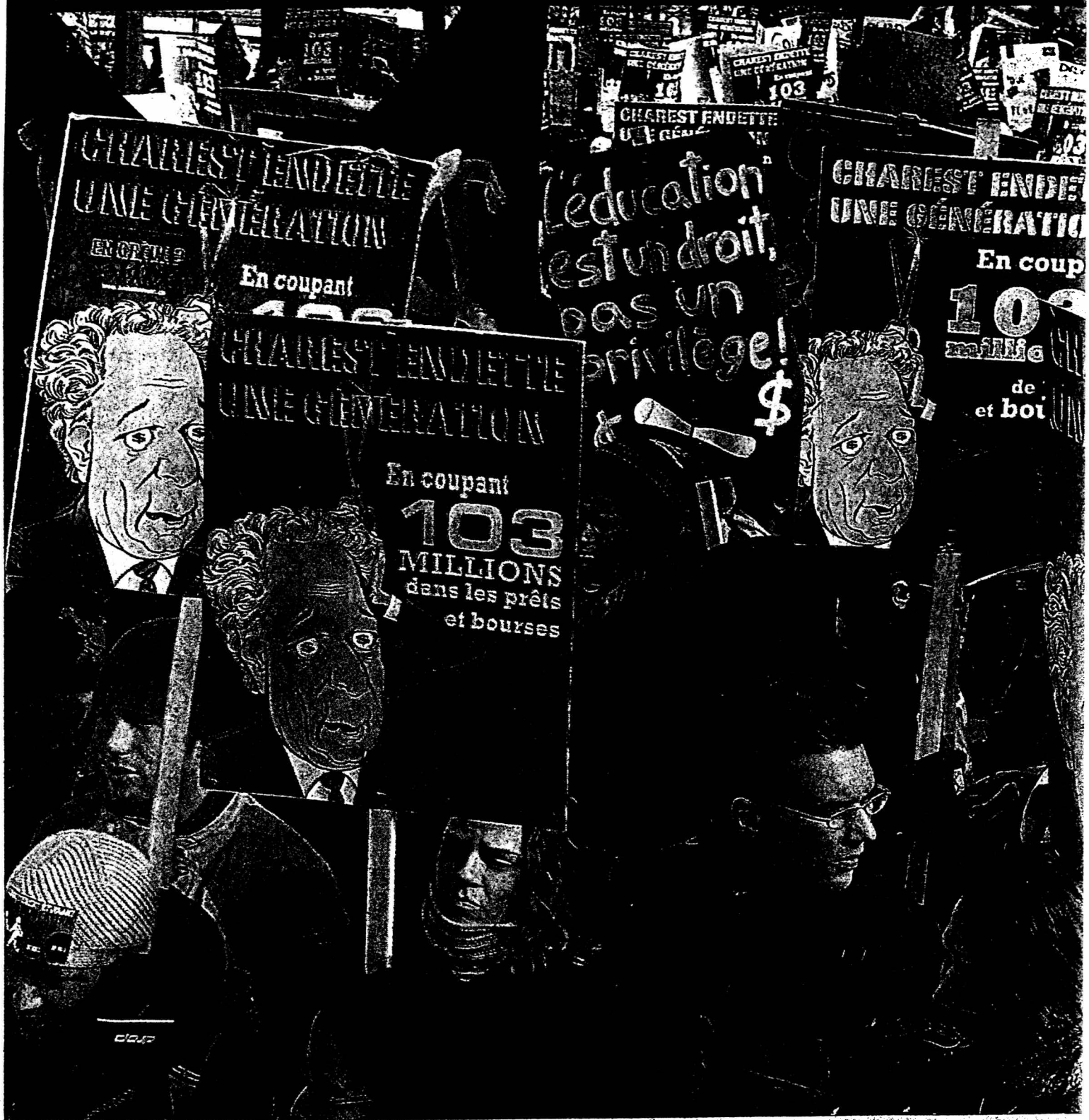
Y aura-t-il un gagnant dans cette guerre médiatique qui se joue souvent à coup d'images et de symboles ?

L'image de violence qui colle à la peau de la CASSEE est-elle un constat d'échec aux yeux des étudiants de l'UQAM ? « Pas du tout, répond Éric Martin. On a pris une coalition inconnue et en quelques jours, on l'a positionnée dans les médias et sur la place publique. Je considère que c'est un succès »


Manifestation
16 mars
Montréal
MAIS
EN GRÈVE
RELATIONS - INDUS
EN
GRÈVE !!!!!
POLICE
POLICE
POLICE

Métro, 17 mars, "Front Page"

GRÈVE UNE RÉPONSE BRUYANTE AU MINISTRE



UNE FOULE COMPACTE de plusieurs dizaines de milliers d'étudiants a manifesté calmement, malgré tout, dans les rues de la métropole en après-midi hier. L'appel à la mobilisation lancé par les différentes fédérations d'étudiants aura permis de réunir entre 10 000 et 12 000 jeunes fréquentant les institutions scolaires postsecondaires de la province devant les bureaux du ministre de l'Éducation puis du premier ministre du Québec, Jean-Marc Fournier et Jean Charest. Au son des tam-tam, de la musique de Loco Locass et des sifflets, ils ont emprunté les rues Fullum, de Maisonneuve et Sherbrooke sans causer de dommages, mais en criant haut et fort qu'ils refusaient les dernières offres gouvernementales. Plus tôt dans la journée, des étudiants avaient formé une chaîne humaine d'une centaine d'âmes autour du Parlement, à Québec.

DÉTAILS PAGE

Métro, 17 mars, p. 4

- Le gouvernement renonce à réinvestir 103 M$ dans les bourses, optant plutôt pour une formule de remboursement partiel de la dette des étudiants.
- Le remboursement proportionnel au revenu (RPR) est remplacé par une remise partielle de la dette des étudiants « les plus démunis », qui obtiennent un diplôme de formation technique au collégial ou un baccalauréat dans les délais prescrits.
- Le gouvernement épongera 15 % de la dette des étudiants admissibles qui obtiendront leur diplôme en 2005, puis rehaussera la remise à 20 % en 2006, 30 % en 2007, 35 % en 2008 et 40 % en 2009.
- Sont admissibles les étudiants les moins nantis, soit ceux qui ont bénéficié d'une aide financière pendant toute la durée de leurs études ou qui ont accumulé une dette supérieure à 6070 $ pour la formation technique au collégial et 8840 $ pour le baccalauréat (35 % des cas).
- Réduction du plafond du prêt de 500 $ au niveau universitaire
- Réduction du plafond du prêt de 250 $ au niveau collégial
- Coût total des mesures en 2005 : 41,5 M$, montant qui atteindra graduellement 95,5 M$ en 2009. PC

LE MINISTRE Jean-Marc Fournier a présenté une offre bonifiée.

EN CHIFFRE

228 500 Le nombre d'étudiants en grève pour dénoncer la coupe de 103 M$ dans les bourses a atteint 228 500 personnes, soit plus de la moitié de l'effectif estudiantin du Québec. MÉTRO

LES ÉTUDIANTS À LA COMMISSION GOMERY ! Quelques minutes après l'arrivée du juge Gomery, des grévistes étudiants ont fait irruption dans la salle d'audiences hier pour réclamer la démission du gouvernement de Jean Charest. La jeune femme qui a lu le message, au nom des étudiants, était accompagnée du sculpteur Armand Vaillancourt. PC

Une marée étudiante pour les 103 M$ dans les bourses

DES DIZAINES DE MILLIERS d'étudiants ont marché à Montréal pour protester contre la dernière proposition d'aide financière du ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier.

Il s'agit d'une des plus importantes manifestations d'étudiants des dernières années.

Les manifestants ont marché depuis les bureaux montréalais du ministère de l'Éducation, dans l'est de la ville, jusqu'au bureau du premier ministre Jean Charest, au centre-ville.

La marche s'est déroulée sans incident.

À la fin de la marche, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard, a prévenu le gouvernement Charest que les étudiants n'accepteront pas d'entente à rabais. « Le calcul n'est pas long à faire pour moi [...] les étudiants sont perdants là-dedans, c'est clair et net », a-t-il soutenu.

> **« L'offre sur la table est intéressante. J'espère que les étudiants vont la regarder avec attention.**
> JEAN-MARC FOURNIER, en conférence de presse

Cette marche, ainsi que la grève recommandée par la FEUQ et la FECQ, ont pour but de forcer le gouvernement à renverser son geste de convertir 103 M$ de bourses en prêts étudiants.

Le président de la FEUQ déplore que l'offre de M. Fournier ne touche que 35 % de la population étudiante.

La CASSEE, qui appelle à la l'abolition de la réforme de l'aide financière dans une perspective de gratuité scolaire et de fin de l'endettement étudiant, a aussi fait entendre sa voix à la manifestation d'hier. PC/MÉTRO

JULIE BONIN / MÉTRO

LA MARCHE a commencé dans l'est de la ville.

Journal de Montréal, 17 mars, p. 1

Le gouvernement a eu sa réponse !

LES MANIFESTANTS, au nombre de 100 000 selon certains, ont emprunté les rues Fullum et Sherbrooke pour se rendre devant le bureau de Jean Charest, avenue McGill College.

Photo OLIVIER JEAN

Des étudiants jugent la grève « inutile »

Pendant que des milliers d'étudiants manifestent pour dénoncer les compressions dans le régime des prêts et bourses, d'autres, en coulisses, commencent à décrier cette grève qu'ils jugent « inutile ».

SÉBASTIEN MÉRARD

Au Cégep de Saint-Jérôme, dans les Laurentides, des étudiants du secteur technique en ont assez du débrayage dans lequel est plongé leur établissement depuis maintenant deux semaines.

« Ça ne me tente pas de perdre ma session », tonne Tonya Roy, une mère de famille de 31 ans qui a entrepris un retour aux études cette année, en technique d'analyse biomédicale.

« Et même si la session n'était pas annulée, dit-elle, je n'ai pas envie de *rusher* comme une malade l'an prochain, parce que je n'aurai pas acquis toutes les connaissances nécessaires », peste-t-elle.

« Je suis totalement d'accord avec la dénonciation de la coupure dans les prêts et bourses, mais je ne pense pas qu'on va arriver à faire reculer le gouvernement.

« Ils ont déjà du mal à financer le réseau de santé, plaide-t-elle. Il faut être réaliste... »

« Atteinte à la démocratie »

Des étudiants du Cégep de Saint-Jérôme dénoncent également le « manque de sérieux » des référendums organisés par leur association étudiante pour déterminer, chaque mercredi, si la grève doit ou non se poursuivre.

« Je trouve que c'est un peu *bricà-brac* », lance Matthieu Leclerc, 21 ans, un autre étudiant en technique d'analyse biomédicale.

« On nous fait voter à main levée, dit-il, et on ne vérifie même pas l'identité des gens qui votent. Ça ne fait pas tellement sérieux pour la démocratie... »

À son avis, le grand débrayage étudiant qui frappe le Québec actuellement n'est pas justifié, surtout pour les étudiants des cégeps.

« Ça ne coûte pas si cher que ça, étudier au cégep, dit-il. En frais d'inscription, je ne paie même pas 150 $ par session. »

Autres textes page 6, 14 et 16

Photo GILLES LAFRANCE

TONYA ROY et Matthieu Leclerc (à l'avant-plan) et plusieurs élèves inscrits en technique d'analyse biomédicale, au Cégep de Saint-Jérôme, dénoncent la grève étudiante.

Même Brébeuf était en grève !

Le mouvement de grève étudiante a atteint une ampleur telle que même les étudiants du chic collège privé Jean-de-Brébeuf ont décidé de tenir une « levée de cours », en appui aux manifestants, hier.

Plusieurs étudiants de cette institution, qui a déjà accueilli de grands noms de la politique canadienne et québécoise, ont manifesté au centre-ville en après-midi. Avant cette grande protestation, l'Association de Brébeuf avait même invité les étudiants des cégeps Saint-Laurent, Dawson et Bois-de-Boulogne à se regrouper à l'intérieur des murs du chic établissement.

100 000 étudiants prennent le centre-ville d'assaut

Une foule que certains observateurs estiment à environ 100 000 étudiants a déferlé sur Montréal, hier après-midi, pour dire au gouvernement Charest qu'il n'y aurait pas de compromis : c'est 103 M$ qu'ils veulent, rien de moins.

CHARLES POULIN

Les étudiants ont répliqué en pleine rue aux propositions jugées « indécentes » du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier (voir le détail des offres en page 16).

« Les étudiants du Québec sont venus crier haut et fort qu'ils ne se coucheront pas ! lance le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard. On n'acceptera pas une entente à rabais !

« M. Fournier, c'est clair, poursuit-il. Les étudiants ne veulent pas 29 M$, ils veulent 103 M$. »

Hier après-midi, environ 230 000 étudiants du collégial et de l'universitaire étaient en grève au Québec.

Ceux qui sont descendus dans les rues de Montréal sont partis devant les bureaux du ministre Fournier, au coin de Fullum et Sainte-Catherine, vers 14 h 45. Ils ont ensuite emprunté la rue Sherbrooke jusqu'au bureau du premier ministre Charest, sur McGill College, où ils sont arrivés vers 16 h 30. Après le discours des leaders étudiants, ils se sont immédiatement dispersés.

Tous les manifestants rencontrés par le *Journal* étaient très au fait des revendications de leurs associations étudiantes.

« C'est simple, lance Vincent Riendeau, étudiant en langues au Cégep du Vieux-Montréal. Le gouvernement nous empêche d'obtenir des bourses. Ce qu'on demande, c'est de recevoir les 103 M$ en bourses qui ont été coupés. »

« Nous ne bougerons pas d'un pouce de nos revendications, lance Cédrik Therrien, qui est retourné aux études à 29 ans aux cours pour adultes en vue d'aller au cégep. Personne ne gagne à nuire à la jeunesse. »

Quelques représentants du Parti québécois se sont joints aux manifestants pour leur apporter leur appui.

« Offrir 103 M$, c'est le minimum, estime la députée de Laurier-Dorion, Elsie Lefebvre. Et voyez ce mouvement de solidarité : ce n'est pas tout le monde qui est touché par ça, mais bien les plus pauvres. »

Pas de casse

Malgré l'imposante foule, estimée à 100 000 par la FEUQ et la FECQ et 80 000 par le service d'ordre de la FTQ, aucune casse n'a été rapportée par les policiers du SPVM.

Le seul incident rapporté implique un automobiliste qui a perdu patience et qui a foncé dans une voiture de police au coin des rues Saint-Denis et Saint-Louis vers 16 h. Le policier a subi des blessures mineures, tandis que le conducteur sera accusé d'agression armée.

Photo OLIVIER JEAN

LES ÉTUDIANTS ONT livré un message clair au ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

Le message de la rue : 103 M$, rien de moins !

Journal de Montréal, 17 mars, p. 4 et 5

Journal de Montréal, 17 mars, p. 14

MICHEL C. AUGER

L'épreuve de force

C'est le pire des deux mondes : un gouvernement qui est mou sur les principes et inflexible sur les modalités. Le meilleur exemple de cette situation est le dossier des prêts-bourses.

Dans tout gouvernement, il faut qu'il y ait des engagements, des parties de la plateforme électorale et des grands principes sur lesquels on ne revient pas.

Et il y a tout le reste, le vaste monde des modalités, dans lequel on navigue à vue et on trouve le moyen de moyenner.

Ce qui est difficilement croyable dans le dossier des prêts-bourses aux étudiants, c'est que le gouvernement Charest a réussi à provoquer une crise, strictement sur des modalités.

D'abord, on notera qu'une réforme du système de prêts-bourses n'était pas un engagement du PLQ. Le principe qu'avait énoncé M. Charest en campagne électorale était plutôt de réinvestir en santé et en éducation et de geler les autres budgets.

La coupe de 103 millions imposée l'an dernier était non seulement un retour sur les engagements du PLQ, mais elle est aussi manifestement injuste puisqu'elle affectait au premier chef les étudiants les plus pauvres.

Au niveau des principes, toujours, le gouvernement a admis qu'il s'agissait d'une erreur puisqu'on a donné au ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, le mandat de faire de nouvelles propositions aux étudiants.

Et c'est là que ça dérape complètement.

Il n'est pas trop compliqué de trouver une centaine de millions pour un gouvernement qui a des dépenses de près de 50 milliards de dollars. Ce n'est, après tout, qu'un cinquième d'un pour cent du budget.

Ça peut s'arranger assez facilement, comme l'avait indiqué le ministre des Finances, Yves Séguin, dans sa dernière déclaration publique avant qu'on ne le congédie. Malgré la situation financière du gouvernement, ce n'est pas vraiment plus compliqué que de trouver les millions qu'il fallait pour financer les écoles privées juives, par exemple.

C'est le pire des deux mondes

Machisme politique

Mais après avoir admis qu'il avait fait erreur sur le principe, le gouvernement Charest a décidé de rester intraitable sur les modalités. Par une sorte de machisme politique, on semble avoir décidé qu'on avait assez reculé pour d'autres dossiers et que, pour celui-ci, on allait faire preuve de fermeté.

Ça ressemble beaucoup au dossier des défusions, qui avait aussi été confié au même Jean-Marc Fournier, et qui a lui aussi donné lieu au même genre d'aveuglement de la part du gouvernement Charest et qui lui aura fait gaspiller la première année de son mandat. Mais, au moins, les défusions faisaient partie du programme électoral des libéraux.

Aujourd'hui, l'atmosphère à Québec ressemble à une simple volonté d'aller jusqu'au bout dans ce dossier, juste «*pour montrer qui mène au Québec*».

Selon cette façon de gouverner, le plus important pour le gouvernement est de ne pas avoir l'air de reculer, plutôt que de corriger l'injustice faite aux étudiants.

C'est ce qui explique cette offre tarabiscotée et quasi incompréhensible faite, tard mardi soir, par le ministre Fournier. Tellement tarabiscotée que personne n'aura été surpris que les étudiants l'aient refusée.

Mais, à la fin, le gouvernement surestime sa capacité de gagner cette épreuve de force. Les étudiants ont – malgré des dérapages violents que le gouvernement a largement tenté d'utiliser – toujours et encore l'appui de la population et des milieux de l'éducation.

Hier, à la joyeuse et pacifique manifestation de Montréal, on pouvait voir nombre de parents, de professeurs et – chose rare dans ce genre de manifestation – beaucoup de pancartes et de slogans en anglais, signe que le mouvement a des assises beaucoup plus larges qu'on ne le croit à Québec.

J'ai même vu, dans la manif, un étudiant qui avait une pancarte disant «J'aurais voulu être... un dentiste». Et quand même les futurs dentistes sont dans la rue, c'est que le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion publique.

Charest n'était pas prêt

Le gouvernement du Québec n'arrive pas à régler le conflit qui l'oppose aux étudiants. Comment ce gouvernement peut-il nous faire croire qu'il a les compétences pour gérer quand il s'embourbe dans un conflit de 103 millions $ qui n'est qu'une petite goutte d'eau dans le budget de l'État? Incroyable que ce gouvernement, qui a été si longtemps dans l'opposition, n'ait pas eu le temps de préparer ce dossier. Il ne fait pas seulement dire non à l'éducation chez les jeunes mais également non aux compétences futures dont le Québec aura tant besoin en raison du baisse de la natalité.

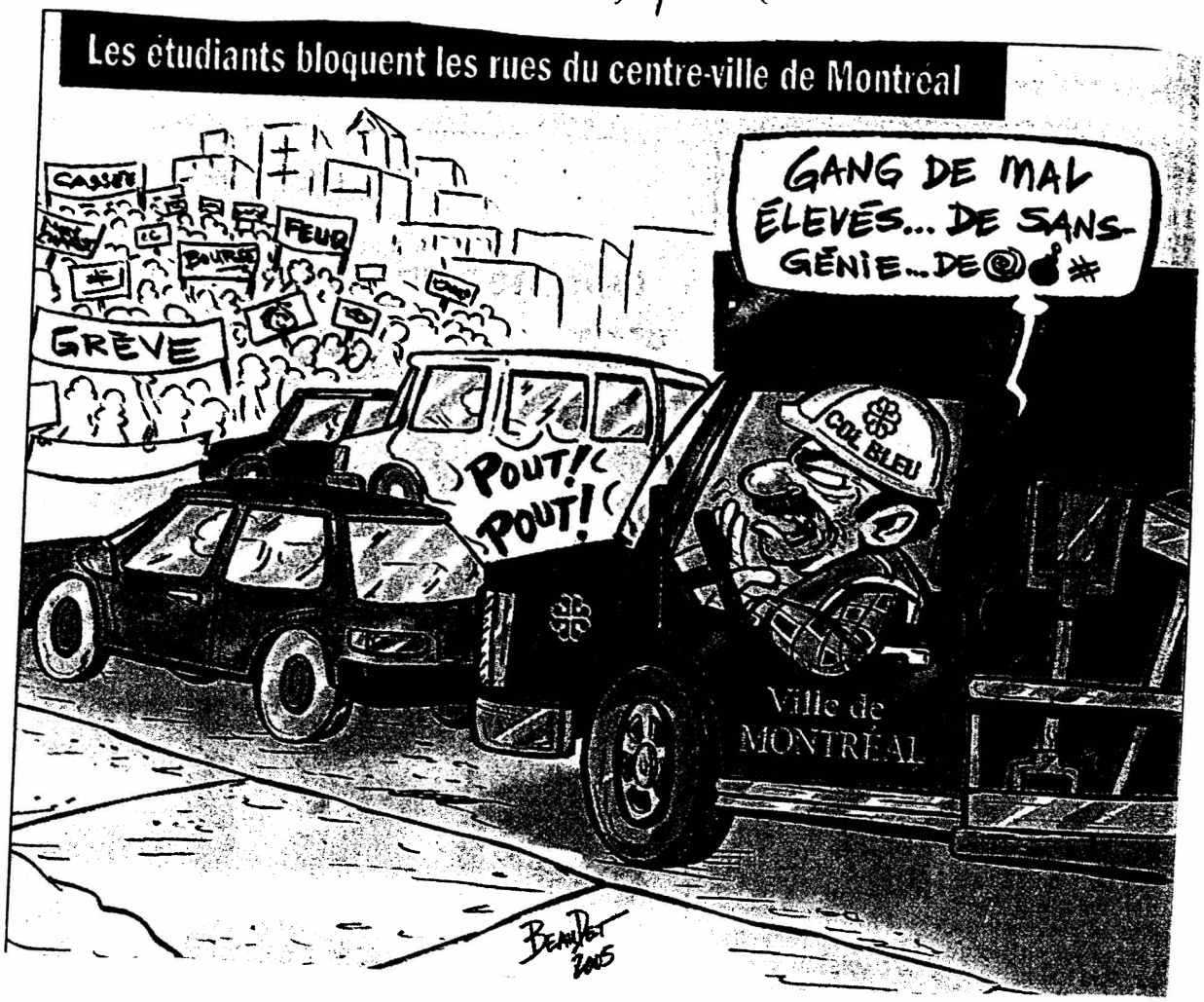
Pierre Longpré
St-Eustache

Mauvais flair

Notre nouveau ministre de l'Éducation manque totalement de flair. Jean-Marc Fournier évalue très mal les réactions des collégiens et universitaires dans le dossier des prêts et bourses. Ceux-ci ne céderont pas. Il devra refaire ses classes, prendre bonne note des demandes et réétudier les revendications légitimes des étudiants. Il doit laisser son orgueil mal placé et légendaire et refaire ses devoirs, ça urge. Il n'est pas maître de la situation à ce moment-ci.

Jean Rajotte
Sorel-Tracy

Journal de Montréal, 17 mars, p. 14



Journal de Montréal, 17 mars, p. 16

Photo PC

LE MINISTRE Jean-Marc Fournier a échoué dans sa tentative de calmer la grogne des étudiants avec son offre de «bourses rétroactives», accordées aux moins nantis qui termineront leurs études.

Fournier offre 95 M$ en « bourses rétroactives »

QUÉBEC – Plutôt que de reconvertir 103 millions de prêts en bourses non remboursables, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, propose de payer une partie des prêts étudiants en injectant 95,5 M$ dans un programme de «remise de dette», dont 41,5 M$ cette année. Mais pour avoir droit à ces «bourses rétroactives», les étudiants devront terminer leurs études.

Pour l'essentiel, le gouvernement offre aux étudiants du collégial et du baccalauréat universitaire de payer 40% des dettes accumulées jusqu'à l'obtention de leur diplôme.

Il réduit aussi le plafond des prêts de 250 $ au cégep et de 500 $ à l'université, rendant de facto les bourses plus accessibles.

Les moins nantis servis

De l'avis même de M. Fournier, cette proposition favorisera 35% des 135 000 étudiants inscrits au programme des prêts et bourses, soit 47 250 étudiants considérés comme les moins bien nantis.

Même si l'Assemblée nationale et les rues de Montréal étaient la scène de manifestations étudiantes majeures, hier, le gouvernement Charest n'a pas reculé.

Pas question donc de revenir sur les compressions de 103 millions faites, l'an dernier. Jean-Marc Fournier croit pouvoir en neutraliser les effets négatifs sur les étudiants qui reçoivent «de maximum de prêts ou qui s'en approchent».

En clair, M. Fournier propose de rembourser les étudiants les moins favorisés qui réussiront leurs études.

«C'est une mesure plus juste, qui incite à la diplomation et c'est ce que nous allons faire», a tranché le ministre Fournier dont la proposition a déjà été rejettée par les leaders étudiants, mardi soir.

Exemple de cas

Voici un exemple de la proposition gouvernementale: un étudiant ayant complété deux années de cégep et trois ans d'université accumulera des emprunts de 19 330 $ d'ici à 2009-2010.

Avec la réforme proposée hier, le gouvernement en paiera 6 930 $, ne laissant à l'étudiant que 10 400 $ à rembourser, soit un gain net d'environ 1 000 $ sur le programme antérieur aux compressions.

Si, pour une raison ou pour un autre, l'étudiant ne pouvait compléter ses études dans les délais prescrits, il aura droit à un sursis de deux sessions. Mais il devra assumer toutes ses dettes s'il ne réussit à le faire en moins de six ans. C'est ce que M. Fournier appelle «l'incitation à la diplomation».

Son offre semble finale et il ne compte pas négocier davantage avec la FEUQ ou la FECQ puisque, dit-il, «il n'y a pas de place à la négociation. Ils veulent 103 M$ point».

Le gouvernement a donc bonifié son offre initiale de 29 M$ en la portant à 41,5 M$ cette année, à 53 M$ l'an prochain, à près de 70 M$ l'année suivante pour arriver à 95,5 millions en 2009-2010.

Encore au pouvoir ?

Le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, a néanmoins rejeté du revers de la main cette nouvelle offre gouvernementale.

Il a signalé au Journal, hier, que lorsqu'elle se fera véritablement sentir, «je ne suis pas sûr que ce gouvernement sera au pouvoir».

(PC) — Voici les points saillants de l'offre soumise aux étudiants par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

- Le gouvernement renonce à réinvestir 103 M$ dans les bourses, optant plutôt pour une formule de remboursement partiel de la dette des étudiants;
- Abolition de la formule de remboursement proportionnel au revenu (RPR);
- Le RPR est remplacé par une remise partielle de la dette des étudiants «les plus démunis», qui obtiennent un diplôme de formation technique au collégial ou un baccalauréat dans les délais prescrits;
- Le gouvernement épongera 15 pour cent de la dette des étudiants admissibles qui obtiendront leur diplôme en 2005, puis rehaussera la remise à 20 pour cent en 2006, 30 pour cent en 2007, 35 pour cent en 2008 et 40 pour cent en 2009;
- Sont admissibles les étudiants les moins nantis, soit ceux qui ont bénéficié d'une aide financière pendant toute la durée de leurs études ou qui ont accumulé une dette supérieure à 6 070 $ pour la formation technique au collégial et 8 840 $ pour le baccalauréat (35 pour cent des cas);
- Réduction du plafond du prêt de 500 $ au niveau universitaire;
- Réduction du plafond du prêt de 250 $ au niveau collégial;
- Avec la formule proposée par le gouvernement, un étudiant ayant complété ses études collégiales et universitaires se retrouverait avec une dette de 10 400 $ plutôt que de 19 330 $ en vertu des paramètres actuels.
- Coût total des mesures en 2005: 41,5 M$, montant qui atteindra graduellement 95,5 M$ en 2009.

Marois : «Il crée deux classes d'étudiants»

QUÉBEC – La porte-parole du PQ en matière d'éducation, Pauline Marois, a convenu que les propositions du ministre Fournier constituaient un net progrès dans la lutte à l'endettement des étudiants.

Mme Marois lui reproche d'oublier les étudiants à la maîtrise et au doctorat et surtout de «diviser les étudiants».

Selon elle, il doit réinjecter 103 M$ aux bourses comme le demandent les étudiants.

«Il crée deux classes d'étudiants; ceux qui auront droit à une réduction de dette et ceux qui n'y auront pas droit», a plaidé Mme Marois, continuant d'appuyer la rébellion étudiante.

Journal de Montréal, 17 mars, p. 6

fnuovo@journalmtl.com

Avec nous dans la rue

Combien étaient-ils? Des dizaines de milliers, plus peut-être. La manif venait de se mettre en marche rue Fullum et du haut de la côte, coin de Sherbrooke, on voyait banderoles et manifestants à perte de vue, jusqu'à Télé-Québec au moins.

Et puis le cortège a négocié le virage pour se diriger vers le bureau du premier ministre, coin McGill. Une marche calme, des tuques à perte de vue, des messages et des slogans. Une autoroute six voies pour piétons en contestation, et des flics accrochés en grappes qui suivaient le courant sans faire de vague. Des vagues, d'ailleurs, y en a pas eu. Les profs, parce qu'il y en avait bien quelques-uns, les cinq députés les plus jeunes de l'Assemblée nationale, des travailleurs, des militants, des patriotes, des opposants à ce gouvernement, ils étaient tous là aux côtés de ces milliers d'étudiants prêts à passer quelques jours dans la rue pour ne pas y finir les leurs. Ils veulent étudier, pas s'endetter. Ils l'ont rappelé.

Franchement, même si ce n'était pas mai 68, si sous la neige, y avait pas de pavés, que de l'asphalte et que sous l'asphalte, y avait pas de plage, je ne me rappelle pas avoir vu pareille manif depuis longtemps. Ça remonte peut-être à l'époque du front commun; peut-être.

Mais Dieu que nous sommes un peuple calme. Il y avait là tout ce qu'il fallait pour casser la baraque, une foule, de la grogne, de la frustration, de la colère, et nous n'avons rien fracassé du tout, pas même la moindre petite bouteille. En bout de parcours non plus, pas d'emportement, des discours prononcés calmement, et l'hymne des hymnes, Loco Locass chantant dans les haut-parleurs *Libérez-nous des libéraux*.

Le ministre Fournier risque gros

• • •

Or, le plus beau et extraordinaire dans ce mouvement, c'est qu'enfin une génération prend la parole. Ce n'était pas arrivé depuis longtemps. Je ne suis pas sûr, cependant, qu'elle évalue encore la portée réelle de sa voix, ni son véritable poids. L'État, lui, devrait.

Ces dizaines de milliers d'étudiants venus de partout au Québec crient pour le moment à ce gouvernement têtu qu'ils veulent retrouver les sommes qu'on leur a retirées, qu'on diminue leur endettement et qu'on les laisse apprendre et étudier tranquille.

C'est simple, il me semble. Or, Charest et Fournier, l'air engoncé, font fi de ne pas entendre ni comprendre que le mouvement enclenché peut facilement dégénérer. Tout comme ils ne comprennent pas que cette jeunesse est notre avenir à tous et qu'il faut à tout prix lui faciliter l'existence. Non, ils préfèrent s'accrocher à leurs principes. Or, si la situation devait se dégrader, le gouvernement, qui est déjà dans la merde, le serait bien davantage.

Comment le premier ministre du Québec, très conscient du mécontentement de la population à l'égard de sa gouvernance, ne voit-il pas que ces étudiants, par leur action, sont en train de politiser et de mobiliser beaucoup de monde?

Le ministre Fournier, quant à lui, en négociant à rabais avec les associations, risque gros. En les traitant comme des gamins à qui il ordonne de retourner sur les bancs d'école, en refusant de traiter avec les uns au profit des autres, mononc' Fournier sous-estime la force populaire d'un groupe dont il aurait intérêt à se méfier.

Parce qu'à force de crier *«dans la rue avec nous»* dans leurs mégaphones, les étudiants finiront par être entendus et d'autres groupes de mécontents, comme les syndicats, les rejoindront. Ce jour-là, pour le gouvernement, il sera trop tard. Ça s'est déjà vu.

Le ministre Fournier aurait eu la chance de régler cette histoire de 103 millions, il ne l'a pas fait à cause de la dogmatique opiniâtreté de son chef. En attendant, les Québécois se solidarisent et lui, Jean Charest, est en train de créer de toutes pièces une crise sociale de laquelle il ne sortira pas indemne.

Ils sont fâchés en titi

La jeune fille marchait sur Sherbrooke au milieu de la foule, elle portait une tuque et un sourire qui dégèle des banquises, elle jasait avec un flic qui suivait la manif du trottoir.

Patrick Lagacé

J'étais tout près, j'ai tout entendu, malgré les sifflets, malgré les slogans...

Pas baveuse du tout, elle a demandé au policier :

– Que pensez-vous de notre grève?

Je suivais le flic. Je l'ai vu hausser les épaules, se réfugier derrière sa silencieuse neutralité d'agent de la paix.

La petite, Lillia, j'ai su son nom après, ne l'a pas lâché, elle était comme une religieuse en train d'évangéliser l'indigène dans une contrée étrangère :

– Avez-vous des enfants?

Là, finalement, le flic a, genre, tiqué. Il a tourné le visage vers Lillia, il a dit :

– Oui...

Elle a fait une face, l'étudiante en urbanisme à l'UQAM, l'air de dire : *Ben là! Vous devriez être avec nous!* Toujours pas baveuse, toujours avec ce large sourire, elle lui a fait des *bye bye* avec ses mitaines.:.

Et Lillia, je vous jure, c'est les 100 000 étudiants qui ont marché, hier. Pacifique, pas de casse, bon enfant, de bonne humeur. Zéro haine, déterminée.

Dur de pas les aimer, mettons...

Évangélisation

Si, si. Dur de pas les aimer.

Car on dirait qu'ils ont tous, comme Lillia, un fond de bonnes sœurs. Ils étaient quoi, 80, 100 000, hier? La majorité n'est pourtant pas touchée par la transformation de 103 M$ de bourses en prêts. Mais ils sont en grève, ils sont choqués et ils ont marché par... par... oserai-je le dire?

Par amour de leur prochain?

Par solidarité, en tout cas, avec ceux qui vont vraiment souffrir de ce transfert : les plus pauvres d'entre eux.

Riez pas. Ça existe encore...

Tiens, voyez ces étudiants vêtus de sarraus blancs, venus de Sherbrooke. Des étudiants en médecine. *En médecine!* Pas le groupe estudiantin le plus militant, ça, les futurs docteurs. Ariane Jacob, 21 ans :

«On est ici par solidarité. Même si pour nous, ça va être plus facile de rembourser, parce qu'après, on sait déjà qu'on va avoir de bons emplois...»

Laurence Alix-Séguin, sa jeune camarade, a pris le scalpel, euh, le relais :

«Il y avait 266 étudiants sur 300 dans la salle quand on a voté pour la grève. Pour nous, le rôle du médecin dépasse le médical, il doit aussi être social...»

Rendue au coin de la rue du Parc-Lafontaine, en face de la Bibliothèque (vide, désormais) centrale de Montréal, la manif a marqué une pause. Pause symbolique? Je sais pas, mais c'est quand même là qu'a dégénéré, le 24 juin 1968, une certaine manif de la Saint-Jean-Baptiste...

Les slogans

Je me suis faufilé dans les escaliers, entre les colonnes de l'édifice, un sacré beau *spot* pour avoir une vue d'ensemble. Et pour bien lire les slogans sur les pancartes. Délicieux, les slogans!

Je me suis mis à noter, du haut des escaliers, tout ce que je lisais. *Les libéraux nous enlèvent le Kraft Dinner de la bouche..., Étudiant pauvre recherche commandite..., Finies les illusions : vous n'êtes pas prêts!... Charest : Je suis «prêts»... On s'fait «Fournier» par les libéraux...*

Coin McGill College et Sherbrooke, devant le bureau de, M. Charest, il faisait beau et les chefs étudiants ont gardé leurs discours courts. Chouette idée. Cela a donné plus de temps pour *Libérez-nous des libéraux*, des Loco Locass, faisant danser les boulgalous, dont un drôle de zig, perché tout en haut du lampadaire...

Mon collègue Nuovo et moi, on a accroché un taxi pour rentrer au *Journal*. Coin Sainte-Cath et Saint-Hubert, un étudiant revenait de la manif, sa pancarte sur l'épaule, dressée comme un *finger* vers le ciel. Le slogan incarnait totalement cette manif du 16 mars 2005, c'était en même temps tellement québécois, il était écrit, en bleu sur le carton blanc : *Je suis fâché en titi.*

Photo DONALD COURCHESNE

UN MESSAGE assez significatif...

La Presse, 17 mars, p. A1 et A6

Grève des étudiants Une autre manif contre le gouvernement Charest

LA GROGNE S'AMPLIFIE

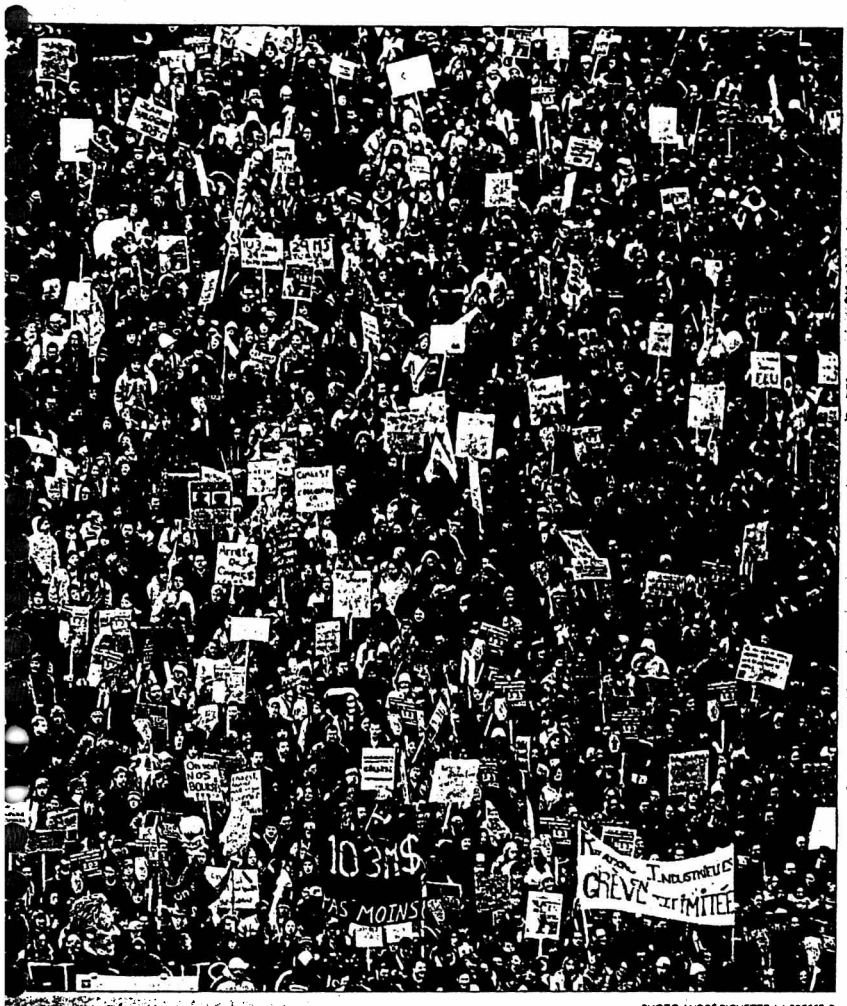


PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Les organisateurs de la marche, 100 000 manifestants ont répondu à l'appel. Des sources policières non officielles estimaient plutôt à de 20 000 à 30 000 le nombre de participants.

HUGO MEUNIER ET GILLES NORMAND

Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants ont envahi les rues de Montréal, hier après-midi, pour crier haut et fort leur mécontentement envers le gouvernement Charest. Pendant ce temps, à Québec, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a défendu bec et ongles sa proposition faite aux leaders étudiants la veille et qu'il qualifie de « progressiste et plus juste ».

Ils ont été nombreux à descendre dans la rue pour s'opposer à la transformation de 103 millions de dollars du programme de bourses en prêts, imposée l'an dernier par le gouvernement libéral.

Selon les organisateurs de la marche, 100 000 manifestants ont répondu à l'appel. Des sources policières non officielles estimaient plutôt à de 20 000 à 30 000 le nombre de participants. Les chiffres précis sont difficiles à obtenir, depuis que les policiers ont cessé de communiquer les estimations de foule aux médias.

Le long cortège s'ébranle et ébranle vers 15 h, devant le quartier général du ministère de l'Éducation, rue Fullum, pour aboutir en fin de journée devant le bureau montréalais de Jean Charest, à l'angle des rues Sherbrooke et McGill College.

La manifestation s'est déroulée pacifiquement. Seul incident: un policier a été blessé par un automobiliste impatient qui a foncé sur lui avec son véhicule. L'homme de 50 ans a été arrêté.

Une haute surveillance policière avait été déployée pour l'occasion.

La plupart des étudiants marchaient sous la bannière des Fédération universitaire du Québec (FEUQ) et Fédération collégiale du Québec (FECQ), les deux regroupements à l'origine de la marche.

›Voir GROGNE en page A6

AUTRES TEXTES

Grève étudiante : la grande manif, pages A2 à A4

La grogne s'amplifie

GROGNE

suite de la page A1

Des centaines de membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) ont aussi participé au mouvement.

Des manifestants venaient des quatre coins de la province.

Quant à la mer d'étudiants qui s'étendait à perte de vue, plusieurs grévistes inscrits en médecine avaient revêtu leur blouse blanche. « La décision du gouvernement est totalement ridicule. On pouvait s'attendre tous les jours à ce qu'il lance Hélène Millot, étudiante à l'Université de Sherbrooke.

L'automne annoncé. Le ministre de l'Éducation venait de calmer le jeu dans la Vieille Capitale. Mardi soir, Jean-Marc Fournier avait soulevé l'ire des représentants de la FECQ et la FEUQ en déposant une offre de 29 millions sur la table, dans le cadre d'un « programme de remise de dette pour les plus démunis ». Insultées, la FEUQ et la FECQ avaient claqué la porte.

Hier, le ministre Fournier a bonifié son offre à 41,3 millions pour l'année 2005-2006, somme qui atteindra graduellement 93,5 millions pour 2009.

Pour le ministre, cette proposition se veut un encouragement à l'obtention d'un diplôme. Ainsi, environ 13 % des finissants à la formation technique au collégial et au baccalauréat pourront être admissibles à une remise de dette. « Cela pourra représenter une diminution de l'endettement de 7700 $ pour un étudiant qui obtiendra un baccalauréat. Ce qui encouragera les étudiants sous le seuil critique de l'endettement qui prévalait en 2004-2005 », a expliqué M. Fournier.

C'est 103 millions ou rien

À Montréal, les leaders étudiants de la FECQ et la FEUQ dégainent toujours mal la proposition du ministre, peu avant le début de la marche. « On n'en finit pas chercher les étudiants avec une négociation à rabais », a martelé la présidente de la FECQ, Julie Bouchard.

Selon le président de la FEUQ, la proposition du ministre Fournier n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. « Si le ministre pensait que sa proposition va régler quelque chose, il n'a qu'à regarder dans la rue », a indiqué Pier-André Bouchard.

La présence de plus de 400 étudiants de Polytechnique illustrait bien le ras-le-bol étudiant. « Oui, c'est vrai, on n'a pas vraiment besoin de prêts et bourses, mais le gouvernement fait des étudiants et on veut se montrer solidaires », a indiqué François Corriveau, représentant des étudiants de Polytechnique, dans la rue pour la première fois de son histoire.

Fait cocasse, un policier en service, aussi professeur au cégep d'Ahuntsic, se trouvait près entre l'arbre et l'écorce depuis que ses propres élèves se sont prononcés en faveur de la grève.

En milieu de parcours, des centaines d'étudiants de l'Université McGill, qui venaient tout juste de voter pour la grève, ont rejoint les manifestants. « Ça prouve maintenant que ça touche tous les étudiants au Québec », a déclaré Max Reed, étudiant en science politique.

Politiciens, élèves du secondaire, membres de centrales syndicales et sympathisants ont profité de l'occasion pour appuyer les revendications étudiantes. « L'arrogance du gouvernement et son mépris soulèvent de plus en plus l'indignation », a déclaré Amir Khadir, porte-parole de l'Union des forces progressistes du Québec.

Vers 18 h, les policiers ont dispersé les derniers étudiants qui ont libéré la rue dans le calme.

À l'Assemblée nationale, hier, Jean-Marc Fournier n'est attiré les foudres de l'opposition avec sa proposition de la veille, qualifiée de « totalement inacceptable » par Pauline Marois, qui fut ministre de l'Éducation dans l'ancien gouvernement péquiste. « Pendant que les mandats de grève se multiplient sur les campus, (...) le ministre de l'Éducation peine à expliquer et à justifier sa proposition qui est insuffisante et incomplète. La véritable solution s'impose d'elle-même, le gouvernement doit rendre les 103 millions aux étudiants », a tranché Mme Marois.

Hier, 230 000 étudiants étaient en grève sur les 450 000 inscrits aux études supérieures au Québec.

SONDAGE

Les trois quarts des Québécois se disent en faveur de la nouvelle proposition de compromis du ministre de l'Éducation pour résoudre la crise étudiante, selon un sondage. Le sondage TVA-Léger Marketing effectué auprès de 515 répondants indique que 42 % appuient le compromis alors que 22 % appuient la ligne dure du gouvernement qui est d'accepter de transformer 103 millions d'subventions de bourses d'études en prêts étudiants. D'autre part, les Québécois sont divisés presque également sur la grève étudiante : 50 % se disent favorables, contre 46 % qui ne le sont pas. Enfin, 44 % des répondants accepteraient de renoncer aux baisses d'impôts promises par le gouvernement de Jean Charest pour redonner l'argent des bourses aux étudiants. Mais 47 % préfèrent encore recevoir les baisses d'impôts. Le sondage, effectué le 16 mars, comporte une marge d'erreur de 4,3 %, 19 fois sur 20.

– Presse Canadienne

La Presse, 17 mars, p. A2

GRÈVE ÉTUDIANTE

La proposition faite aux étudiants

MARIE ALLARD

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a proposé hier aux étudiants deux mesures « pour encourager la *diplomation* et diminuer l'endettement des étudiants les plus démunis ». La première mesure est un réinvestissement de 22,5 des 103 millions de dollars supprimés dans les bourses, tandis que la seconde est un programme de remise de dettes réservé à un petit nombre d'étudiants.

Le coût total de ces deux mesures est de 41,5 millions pour l'année financière 2005-2006. Rien n'est proposé pour l'année en cours. Les fédérations étudiante collégiale et universitaire (FECQ et FEUQ) et la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale élargie (CASSEE) ont rejeté cette offre, mais le ministre leur donne quelques jours de réflexion.

La situation :

> Au budget du mois de mars 2004, le gouvernement a annoncé qu'il convertissait 103 millions de dollars du programme des bourses en prêts. Cette mesure est en vigueur depuis septembre.

> Cette coupe prive Québec de 70 millions de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. La Fondation retient sa subvention annuelle, parce qu'elle considère que le gouvernement a rompu leur entente en haussant l'endettement.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Les étudiants ont fait connaître leur mécontentement d'une seule voix.

La proposition du ministre Jean-Marc Fournier :

> Dès septembre prochain, 22,5 des 103 millions seront réinvestis en bourses. Le montant de prêt maximal sera abaissé de 250 $ au secondaire professionnel et au collégial, et de 500 $ à l'université : une réduction de 25 % de l'augmentation causée par la coupe de 103 millions.

> Un nouveau programme de remise de dettes sera aussi mis sur pied. Les étudiants admissibles auront droit à une réduction de leur dette de 15 % pour ceux qui finiront en 2005, de 20 % en 2006, de 30 % en 2007, de 35 % en 2008 et de 40 % en 2009.

Pour y avoir droit, les étudiants devront :

> obtenir un diplôme du cégep technique ou de l'université, dans un délai pouvant aller jusqu'à deux trimestres au-delà de la durée normale ;

> avoir accumulé une dette supérieure à 6070 $ au cégep technique et à 8840 $ à l'université (premier cycle) ;

> avoir bénéficié d'une aide financière pendant toute la durée de leurs études. Les candidats au diplôme d'études professionnelles (secondaire), au diplôme d'études collégiales (programme général), au certificat, à la maîtrise et au doctorat sont exclus du programme.

> Le Programme de remboursement proportionnel au revenu (RPR), présenté par l'ex-ministre Pierre Reid, en janvier, est aboli avant d'avoir vu le jour. Son coût était estimé à 22 millions.

La grève :

> 230 000 étudiants étaient en grève hier : 103 500 membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ); 55 000 membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ); 50 000 membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE); et 20 000 manifestants indépendants.

Coût total des mesures proposées par le ministre Fournier, par année financière

2004-2005	0 $
2005-2006	15 M $
2006-2007	53 M $
2007-2008	69,5 M $
2008-2009	82,5 M $
2009-2010	95,5 M $

EFFETS SUR LES PRÊTS ACCORDÉS AUX ÉTUDIANTS

PRÊT MAXIMAL PAR AN	EN 2003-2004 (Avant la coupe de 103 millions)	EN 2004-2005 (Après la coupe de 103 millions)	EN 2005-2006 (Avec la proposition de M. Fournier)
Au secondaire professionnel	2510 $	2260 $	2260 $
Au [illegible]	2005 $	2035 $	[illegible]
[illegible]	2460 $	2210 $	[illegible]
[illegible]	5720 $	5470 $	[illegible]
Au doctorat	[illegible]	5690 $	5190 $

La Presse, 17 mars, p. A4

GRÈVE ÉTUDIANTE LA GRANDE MANIF

Hausser les droits de scolarité serait plus progressiste, selon Fournier

PHOTO JACQUES BOISSINOT, CP ©

Jean-Marc Fournier, ministre de l'Éducation.

MARIE ALLARD

Hausser les droits de scolarité serait une mesure plus équitable que la proposition faite hier aux étudiants, reconnaît le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. « Bien sûr que ce serait l'outil pour assurer un progressisme plus valable, mais je n'y ai pas accès pour l'instant », a-t-il dit hier soir, lors d'une rencontre avec *La Presse*.

« On a pris l'engagement de ne pas toucher aux *frais* de scolarité, a rappelé le ministre. Les promesses que je dois remplir, je les remplies. Est-ce que parce que les étudiants sont dans la rue, je vais dire : tant pis je ne respecte pas mes engagements ? Non. Alors il me reste quoi : l'autre club, celui des étudiants qui sont dans les prêts et bourses, et je veux assurer un certain progressisme là-dedans. »

Si M. Fournier propose un système complexe de remise de dettes au lieu de réinvestir les 103 millions supprimés dans les bourses, c'est d'abord par manque d'argent. « Est-ce que je me suis creusé les méninges pour trouver quelque chose qui répondait à la commande avec ce que j'avais ? Oui », a-t-il admis.

Malgré l'opposition des principaux leaders étudiants, le ministre estime possible que les grévistes se rallient à son projet au cours des prochains jours. « Il me semble qu'on devrait reconnaître que le gouvernement a mis sur pied un programme qui est plus juste, qui offre des incitations à la *diplomation* et qui est presque le montant envisagé », a-t-il souligné.

Si Jean-Marc Fournier propose un système complexe de remise de dettes au lieu de réinvestir les 103 millions supprimés dans les bourses, c'est d'abord par manque d'argent.

Si l'intention des étudiants est d'avoir un programme leur permettant l'accès aux études, « je pense que c'est le bon, a fait valoir le ministre. Mais si leur intention est de dire : nous sommes dans la rue parce que tout ce qu'on veut, c'est que le gouvernement casse, eh bien ! le gouvernement a été élu. Il n'a pas été élu par les étudiants, mais par l'ensemble de la population et le gouvernement doit prendre ses responsabilités dans ce sens-là. C'est comme ça qu'on va avancer. »

M. Fournier a refusé de parler de l'annulation de la session des grévistes. « La réalité, c'est que si la loi a encore un sens au Québec, il y a un certain nombre de jours de classe qui doivent être faits, a-t-il indiqué. Il peut donc arriver une zone critique où il ne pourra pas y avoir de *diplomation*. Mais ceux qui sont en zone critique en ce moment ne sont pas nombreux, et je pense qu'il y a encore un peu de marge. Je ne suis pas en train de sortir le bâton pour les étudiants, je suis en train de leur proposer une mesure qui est meilleure que celle qu'ils nous demandent, et j'espère qu'ils vont la regarder. »

La Presse, 17 mars, p. A3

GRÈVE ÉTUDIANTE

LA GRANDE MANIF

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Unification du mouvement de grève?

La CASSEE se joint à la FEUQ et à la FECQ le temps d'une manif

CAROLINE TOUZIN

La Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CASSEE) est descendue dans les rues de Montréal aux côtés des deux grandes fédérations étudiantes, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), hier. Leurs rapports, qui ont été tendus depuis le début de la grève étudiante, il y a deux semaines, se sont détendus hier, le temps d'une manifestation, alors que les trois fédérations étaient réunies pour dénoncer le sous-financement des cégeps et des universités.

La CASSEE, qui regroupe quelque 50 000 étudiants en grève, a été écartée de la table de négociations avec le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, car elle a refusé d'abandonner les « actes de vandalisme » (graffitis et meubles endommagés) commis au bureau de circonscription du ministre à Châteauguay. Il y a aussi des différends entre les trois fédérations étudiantes, qui ont des points de presse avant le début de la manifestation. Du même souffle, il tient à souligner la présence de la CASSEE, qui doit être mise de l'avant entre tous les grévistes, estime le porte-parole de la CASSEE, Xavier-Lafrance. « On va continuer de dénoncer le fait que des gens nous disent en prétendant représenter le mouvement étudiant, alors que c'est tout à fait faux », a-t-il expliqué lors d'un point de presse avant le début de la manifestation. Du même souffle, il tient à souligner la présence de la CASSEE, qui doit être mise de l'avant entre tous les grévistes (et non entre les bureaux des fédérations).

Les différends entre les trois fédérations étudiantes sont palpables, hier, lors de la manifestation nationale. Certains membres de la CASSEE avaient apporté des bâtons qui leur servaient de tam-tam, alors que les membres de la FECQ et de la FEUQ arboraient des pancartes plus traditionnelles. Les slogans étaient également différents. Des piliers du mouvement de grève, les représentants étudiants des cégeps du Vieux-Montréal et de Saint-Laurent, ont affirmé à *La Presse* ne pouvoir tenir encore de deux à trois semaines de plus. De plus, la semaine prochaine, la CASSEE appelle à un « blocage économique à grande échelle » (sans violence), pour ensuite sortir dans le calme.

AUTRE TEXTE

L'éditorial de Katia Gagnon en A18

Lisez notre dossier sur www.cyberpresse.ca/etudiants

RIMA ELKOURI › LA VIE LA VILLE

rima.elkouri@lapresse.ca

«*Gratuité s'colère*»...

On attendait des milliers d'étudiants. Certains avaient même osé avancer le chiffre de 100 000. Combien étaient-ils? Je ne saurais vous dire. Chose certaine, les balcons de la rue Fullum n'ont jamais eu autant de slogans sous le nez.

«On est en Christ», clamait la pancarte d'une étudiante en théologie. «Je voulais étudier et vous m'avez endetté», renchérissait un camarade qui a voulu parodier l'Évangile selon saint Matthieu.

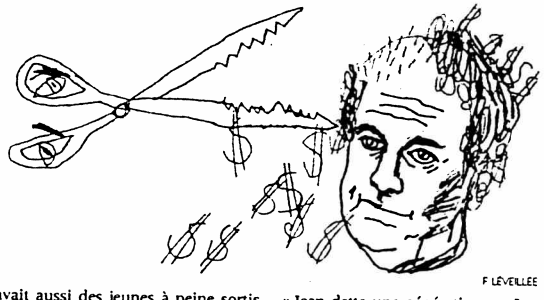
Chacun y allait de sa spécialité. «Fournier, je m'en souviendrai quand tu viendras te faire soigner», avertissait une étudiante en sciences infirmières. «Charest, vous n'avez pas de parole», clamaient des étudiants en orthophonie et audiologie.

Certains ont laissé tomber le ton protocolaire pour interpeller le ministre de l'Éducation de façon plus directe. «29 millions. Tu nous niaises-tu?» demandaient-ils en faisant référence à la piètre proposition du ministre Fournier. Oui, en effet, je crois qu'il vous niaise un peu.

Dans la mer de slogans, il y avait bien sûr aussi les grands classiques du genre «L'éducation n'est pas un luxe, mais un droit» ou encore «Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple». D'autres plus terre-à-terre, comme «Fini le Kraft Dinner».

Dans la mer de manifestants, il y avait aussi des jeunes à peine sortis de l'enfance, qui ne connaissaient rien encore des joies du Kraft Dinner et qui scandaient «so-so-so...» pour la première fois de leur vie. «Ça va nous toucher quand on va être plus grand, c'est pour ça qu'on est là, m'expliquait une élève de 13 ans de l'école Georges-Vanier. Parce que si le gouvernement coupe les bourses, c'est juste les riches qui vont aller à l'université.» À côté d'elle, une toute petite fille, importunée par les effluves de substances illicites qui flottaient dans l'air, semblait trouver un peu difficile son cours de «manif 101». «Ça pue!» répétait-elle, en se cachant le nez sous son foulard.

Il y avait les traditionnels jeux de mots pas toujours réussis de ceux qui, espérons-le, en fument du bon: «Jean dette une génération», «Jean reviens pas», «Les étudiants ont la corde au coût», «La gratuité s'colère»...



F LEVEILLEE

Il y avait les rimes un peu douteuses des aspirants poètes: «L'endettement n'amène pas un avenir promettant». Ouille...

Il y avait les multiples envolées lyriques inspirées par la chevelure de Jean Charest. «Moi, je suis une frisée engagée», clamait une jeune blonde aux cheveux bouclés. «Charest, coupe ta touffe, mais pas nos bourses!» disait un autre. Ou encore «Charest, tu frises le ridicule», ce qui, remarquez, est somme toute plutôt gentil.

Il y avait des slogans légèrement moins polis. «Charest, aimerais-tu, toi, que l'on te coupe les bourses?» et plusieurs autres dans la même veine, petits dessins à l'appui.

Il y avait des slogans des étudiants qui espèrent passer à l'histoire. «Mai 68 — Mars 2005. Pourquoi pas?»

Le hic, c'est qu'en 1968, les étudiants avaient la force du nombre. Ce n'était pas encore l'ère du Lakota et du viagra, comme le notait récemment la rédactrice en chef du *Quartier libre*, le journal des étudiants de l'université de Montréal. Cela ne vous nuit-il pas? ai-je demandé à un étudiant en démographie. «Sans doute que oui, dit-il. Mais il faut éviter de poser la question de manière générationnelle.» Car la majorité de la population appuie les revendications des étudiants en grève. Il n'y a pas là de fossé de générations. Il y a plutôt un fossé entre un gouvernement et son peuple.

La grande manifestation d'hier, qui s'est déroulée dans le plus grand calme, donnera peu de munitions à ceux qui aiment bien prétexter la violence pour discréditer le mouvement étudiant. Les hélicoptères ont tournoyé dans les airs en vain. Les policiers avaient si peu de pain sur la planche que certains se sont mis à ramasser les pancartes qui traînaient.

Une manifestation sans violence, donc. C'est tout à l'honneur des étudiants. Et c'est bien dommage pour le ministre Fournier, qui devra se trouver de nouveaux prétextes. Ou accepter de retirer du grand tiroir libéral des mauvaises idées les 103 millions pris dans les poches des étudiants les plus pauvres.

APARTÉ

«Assieds-toi sur mes genoux, je vais te raconter une histoire. Dans mon temps, moi aussi, j'ai fait la grève, tu sais. En 1968, les cégeps étaient dans la rue, on revendiquait la création d'une deuxième université francophone, la démocratisation du système de prêts et bourses... tiens, oui, un peu comme vous. Mais c'était différent. Nous avions la force du nombre. À l'époque, tout le monde était jeune. À quel gain t'attends-tu aujourd'hui, dans un pays où la moyenne d'âge n'a jamais été aussi élevée, à l'époque des Lakota, viagra, et cetera?»

(Extrait d'un éditorial de Fannie Ollivier, dans *Quartier libre*, le journal des étudiants de l'Université de Montréal, parodiant la réponse du gouvernement à la grève étudiante)

La Presse, 1 mars, p. A4

Principales grèves étudiantes

ÉMILIE CÔTÉ

> **6 mars 1958 :** première grève (d'un jour) tenue par 21 000 étudiants des universités de Montréal, Laval, McGill, Bishop's et Sir George Williams (devenue Concordia) pour inciter le gouvernement à abolir les droits de scolarité et à favoriser l'accès aux études supérieures. Les étudiants de l'Université de Sherbrooke refusent de se joindre au mouvement.

> **Octobre 1968 :** grève générale étudiante durant plus d'un mois. Une quinzaine de cégeps et des associations étudiantes universitaires revendiquent une révision du programme de prêts et bourses et la création d'une seconde université francophone à Montréal. L'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) est dirigée par Claude Charron, Louise Harel et Gilles Duceppe. Dénouement : le gouvernement de l'Union nationale crée le réseau de l'Université du Québec, entreprend une réforme du régime d'aide financière et gèle les droits de scolarité à un montant de 500 $ par année.

> **Octobre 1974 :** une grève massive est déclenchée à l'initiative du cégep de Rimouski. Pendant plus d'un mois, une trentaine de cégeps, des départements et des facultés universitaires (représentant 100 000 étudiants) se mobilisent pour que le gouvernement libéral de Robert Bourassa améliore le programme de prêts et bourses. Québec révisera notamment le critère de la contribution des parents.

> **Novembre 1978 :** grève à laquelle participent quelque 25 cégeps et des associations universitaires. L'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ), créée à la suite du conflit de 1974, demande la gratuité scolaire et la transformation des prêts en bourses. La mobilisation s'essouffle avec la fin du trimestre. Le gouvernement, qui trouve exagérée la demande des étudiants, augmente néanmoins l'aide financière.

> **Octobre 1986 :** l'ANEEQ mène une grève à laquelle participent 25 associations, dont une association facultaire de l'UQAM. De retour au pouvoir, Bourassa promet de geler les droits de scolarité jusqu'à la fin de son mandat.

> **Automne 1996 :** à la suite des importantes coupes du gouvernement péquiste de Lucien Bouchard, près de 25 cégeps, auxquels s'ajouteront des départements universitaires, déclenchent une grève. Le gouvernement maintient le gel des droits, mais introduit par la suite la taxe à l'échec.

La Presse, 17 mars, p. A18 et A19

Raison de manifester?

> OUI: la dernière proposition est une mesure élitiste

La proposition du ministre Fournier aux étudiants est inacceptable. Il est indécent de lier l'endettement étudiant à la performance scolaire comme veut le faire le gouvernement en proposant de réduire l'endettement de celles et ceux qui termineront dans les délais leurs études. La proposition du ministre Fournier ne constitue même pas un compromis acceptable. Elle maintient le niveau actuel d'endettement étudiant et pour faire passer la pilule et désamorcer le mouvement de grève, elle promet une réduction éventuelle de l'endettement, mais qu'à celles et ceux qui termineront dans le délai leur diplôme. C'est une mesure élitiste et restrictive qui ne se base sur aucun fondement démocratique et que l'on doit plus considérer comme un geste stratégique du gouvernement qu'une proposition sérieuse. La conversion des 103 millions $ en bourses est un point de départ, un prérequis à la négociation à mon avis. Il est temps que ce gouvernement fasse plus qu'entendre les jeunes, qu'il les écoute aussi.

Stéphane Lessard
Roxton Pond

De l'orgueil politique mal placé

Qu'est-ce qui peut expliquer le fait que le gouvernement Charest ne soit pas encore revenu sur sa décision ? Serait-ce de l'orgueil politique, soit la peur de revenir sur sa décision pour ne pas avoir l'air fou ? Il semble bien que ça soit le cas, car rien ne justifie l'obstination et l'entêtement du gouvernement dans ce dossier. Pour l'instant, le ministre Fournier semble chercher désormais une porte de sortie honorable en essayant de trouver une façon détournée de réinjecter les sommes coupées aux moins fortunés. Les libéraux sont donc prêts à tout, sauf réinvestir les 103 millions dans le régime des prêts et bourses. Malheureusement pour nos étudiants, ce sont eux qui paient le prix de cet orgueil politique mal placé. Ce que la population étudiante doit faire maintenant, c'est d'aller jusqu'au bout. C'est en criant haut et fort que les étudiants finiront par faire plier le gouvernement, car nous avons en face de nous un premier ministre hésitant qui a l'habitude de céder à la grogne populaire.

Frédéric Brossard-Lemerise
Sainte-Julie

Une insulte aux étudiants

La proposition de M. Fournier est une insulte aux associations étudiantes qui tentent de ravoir ce qui était acquis. Il dit tenter de trouver des solutions et dit défendre le futur de l'éducation, mais il ne fait qu'aggraver la colère des étudiants. Le ministre Fournier ne vaut pas plus que son prédécesseur car il ne veut pas sérieusement réparer la bourde de Pierre Reid. Pourquoi ne va-t-il pas chercher les bourses du milénaire ? Avec 33 millions en offre, il aurait pu redonner 103 millions aux étudiants et tout le monde serait rentré chez eux. Dans la deuxième partie de son mandat où Jean Charest est censé donner des cadeaux aux électeurs afin « d'acheter » des votes, il semble ne pas tenir au titre de premier ministre. Il encaisse échec après échec et sa popularité diminue de jour en jour. Les étudiants sont les électeurs de demain, alors je me demande si le premier ministre a un projet d'avenir pour l'avenir du Québec.

Louis-Philippe Carrière

Tenir tête au gouvernement

Étant moi-même militant syndical, j'admire le courage des leaders étudiants. Il y a enfin un groupe qui va tenir tête à ce gouvernement improvisé. Nous avons, nous aussi, été écorchés par les lois rétrogrades et pro-patronales de monsieur Charest. Notre réaction fut vive et rapide, mais nos troupes se sont démobilisées tout aussi rapidement. Nous devrions prendre en exemple la solidarité et la mobilisation étudiante afin de faire comprendre à monsieur Charest et à son équipe que nous n'avons jamais voté pour le démembrement pur et simple de l'État québécois. Les prêts et bourses, la privatisation, les PPP, et quoi encore ? Je trouve que notre seuil de tolérance face à ce gouvernement est très, sinon trop élevé.

Jean Bottari

> NON: il faut cesser de toujours demander plus à l'État

Les étudiants ne veulent pas que soient majorés les frais de scolarité et que les bourses soient diminuées, les employés et professionnels de l'État ainsi que les enseignants veulent des hausses de salaires plus élevées que celles offertes, les employés de la SAQ qui voulaient de même, etc. Dans une province relativement pauvre et où les étudiants sont parmi les mieux traités au monde, il est désolant de voir que tous réclament plus du gouvernement, donc d'eux-mêmes puisqu'ils devront le payer en impôt. La social-démocratie ce n'est pas de toujours réclamer à tort ou à raison, c'est aussi de proposer des solutions qui ne passent pas nécessairement par le gouvernement. Pensons surtout solution au lieu de dénonciation. Le cas des étudiants est probant. Quelle solution alternative prônent-ils ? Aucune.

Richard Coulombe

Un égoïsme malsain

Il va falloir qu'un jour les Québécois se réveillent et comprennent que le gouvernement doit couper pour assainir les finances publiques. Actuellement au Québec, il y a cinq travailleurs pour un retraité. Dans quelque 25 ans, il y aura 2 travailleurs pour un retraité. On doit penser à nos enfants et à nos petits-enfants. Il y a un égoïsme malsain qui se généralise. On manque de rigueur, on est complaisant et on ne pense qu'à s'amuser. Un vrai peuple en déchéance.

Paul Lachance

Une question de bon sens

J'ai fait un baccalauréat en droit, j'ai fait mon diplôme d'études notariales... sans avoir besoin de prêts et bourses. J'ai travaillé, c'est simple : pas une job à 15 $ de l'heure, non ! non ! dans une épicerie au salaire minimum... J'ai payé mes études ainsi. Je comprends qu'il y ait des étudiants qui ont vraiment besoin de ces bourses. Mais il y en a d'autres qui en profitent sans vraiment en avoir besoin. Il y a des étudiants qui font des demandes de prêts et bourses, qui placent par la suite cet argent dans un dépôt à terme, qui récoltent les intérêts à la fin de leurs études et remboursent alors aussitôt leur prêt... Le programme devrait servir aux étudiants qui ont moins le temps d'étudier car ils sont dans un programme qui en demande plus, par exemple la médecine, la biologie et non pas l'histoire, l'éducation physique... Une simple question de bon sens...

Sébastien Levasseur

Aucun compromis

Comprenez bien ceci : les étudiants parlent de négociation. Mais pour négocier, il faut être prêt à faire des compromis. Sur ce point, les étudiants ne veulent faire aucun compromis. Je soupçonne que les leaders étudiants sont d'allégeance péquiste et que leur but premier n'est pas de représenter les étudiants mais bien de renverser le gouvernement. Dans ces conditions, le gouvernement libéral n'a qu'à mettre en vigueur la proposition faite par le ministre Fournier et laisser le gros bon sens agir.

Michel Drouin

Encourager les manifestants ?

Une station de télévision claironne : « N'oubliez pas la manifestation à 14h30 ! Nous serons là ! » À cette même émission, une policière vient nous dire comment les forces de l'ordre vont conjurer les débordements en puissance. Depuis quand entoure-t-on de tels événements d'un aussi grand tapage ? Au moment où j'écris ces lignes, nous sommes le 16 mars à 9h10 du matin. S'il y a de la casse, regardez bien vers qui les réseaux d'information vont pointer leurs flèches empoisonnées. Et pourtant, depuis le matin, les lecteurs de nouvelles n'auront cessé d'allumer les troupes et d'inviter les téléspectateurs à ce grand rassemblement. Pourrait-on appeler tout cela de l'incitation indirecte en direct ?

Yves Deslauriers

La hiérarchie des pauvres

KATIA GAGNON

Jean-Marc Fournier n'est pas sorti du bois. Plutôt que de faire la seule chose honorable dans les circonstances, soit revenir sur la décision de son prédécesseur de couper dans l'aide financière aux étudiants, il a accouché d'un plan complexe et soumis, qui établit une inacceptable hiérarchie des pauvres et perpétue une flagrante injustice.

En apparence, la proposition Fournier a effectivement un vernis progressiste. Le ministre propose une remise de dette au tiers des étudiants qui ont droit à l'aide financière, ceux qui sont les plus pauvres des pauvres. Québec remboursera donc près de la moitié de la dette d'un étudiant faisant partie de cette triste élite des démunis. À l'issue d'un bac, le jeune en question aura donc une dette totalisant 11 500 $, soit 1000 $ de moins que la situation qui prévalait *avant* les coupes de Pierre Reid.

Ça, c'est le cadeau. Il coûte 40 millions au gouvernement cette année.

Pour financer cela, le ministre met à contribution les étudiants « moins démunis », selon ses propres termes. Ce sont eux, qui forment 65 % de la clientèle de l'aide financière, qui verront leur dette d'étude augmenter. Après un bac, un étudiant qui se retrouve dans ce groupe de malchanceux devra rembourser des milliers de dollars supplémentaires.

En partant, le principe est bancal : financer des avantages pour certains pauvres en siphonnant les revenus d'autres pauvres. Car il n'y a personne de riche à l'aide financière aux étudiants.

Déjà, en partant, le principe est bancal : financer des avantages pour certains pauvres en siphonnant les revenus d'autres pauvres. Car il n'y a personne de riche à l'aide financière aux étudiants.

Mais en plus, le ministre Fournier passe solgneusement sous silence le fait qu'il y a bien davantage de ces étudiants « moins démunis » à l'aide financière depuis les compressions de Pierre Reid. Pourquoi ? Parce que l'ex-ministre a haussé le plafond maximal de prêts. Avant, lorsqu'un étudiant recevait 2400 $ de prêts, il était considéré très démuni et recevait une bourse. Pierre Reid a fait passer ce plafond à 4700 $. Jean-Marc Fournier le porte à 4200 $, mais ça change assez peu la réalité, qui est la suivante : désormais, pour faire partie du club des fauchés, et donc recevoir une bourse, il faut être vraiment très, très pauvre.

Exemple. Appelons-la Amélie. Elle n'habite plus chez ses parents, qui, d'ailleurs, ne gagnent pas une fortune : 35 000 $ de revenu familial. Elle gagne 4000 $ en travaillant durant l'été. Calcul : elle a droit à un prêt de 3000 $. Armée de ce faramineux revenu annuel de 10 500 $ (qui comprend 3500 $ de contribution parentale), elle ne fait pas partie de la catégorie des vrais démunis selon Jean-Marc Fournier. À l'issue de son bac, elle devra 11 510 $, soit 3400 $ de plus qu'avant la réforme Reid.

C'est absolument ridicule. Notre étudiante est pauvre. Point à la ligne. Elle n'a pas à financer quelque compression gouvernementale que ce soit.

La vraie solution est ailleurs.

Comparons donc notre Amélie à un autre étudiant fictif que nous appellerons Félix. Il habite chez ses parents, qui gagnent, à eux deux, 75 000 $. Il gagne 4000 $ durant l'été. À la fin de son bac, Félix ne sera pas endetté parce que ses parents auront tout payé. Avec son argent de poche, il aura pu s'acheter des fringues et peut-être même une voiture. Mais Félix aura bénéficié autant qu'Amélie du gel des droits de scolarité. Ses parents auraient été capables de payer bien davantage que les 1600 $ par année qu'il en coûte pour étudier au Québec. Si on lui avait fait payer ne serait-ce que 150 $ de plus par an, Amélie n'aurait pas eu 3000 $ de plus à rembourser après son bac. Parce que Jean-Marc Fournier aurait réalisé les mêmes économies, sans l'arsenal de chinoiseries annoncées aujourd'hui.

Chinoiseries qui, malgré leur complexité apparente, ne tromperont personne, surtout pas les étudiants, qui continueront de défendre une cause juste sur la place publique.

L'énergique manifestation d'aujourd'hui en disait long sur leur détermination. Il fallait voir ces jeunes venus de tout le Québec, unis pour dénoncer les compressions au son de l'hymne désormais consacré de Loco Locass. La faiblesse du gouvernement crée d'ailleurs une série de conditions gagnantes pour la mobilisation étudiante, qui n'a jamais été aussi importante depuis les années 60.

En cherchant à sauver la face, et quelques économies, Jean-Marc Fournier a fait d'un plan bancal sa proposition finale. Il engage ainsi un bras de fer avec les étudiants, une épreuve de force qui ne peut faire que des perdants. Si le ministre perd, il vient de porter un coup dur à son gouvernement à la veille d'une négociation autrement plus corsée avec le secteur public. Et si les étudiants plient par crainte de perdre leur session, ce sont des pauvres qui paieront.

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVI N° 58 LE JEUDI 17 MARS 2005 87 c + TAXES = 1

Endettés, en grève, en colère

La proposition de Fournier est finale

Les nouvelles mesures entreront en vigueur dès juin

TOMMY CHOUINARD

Québec — Quelques heures seulement après que les leaders étudiants eurent claqué la porte de son bureau, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a décidé subitement de revoir à la hausse sa proposition de réinvestissement dans l'aide financière aux études, qui passe de 29 millions à 41,5 millions de dollars pour cette année. Le résultat demeure cependant le même: les étudiants balaient du revers de la main la nouvelle proposition du gouvernement Charest.

Jean-Marc Fournier avait mis de côté une *«marge de manœuvre»* de douze millions de dollars dans l'éventualité où les leaders étudiants se seraient montrés intéressés à entreprendre des négociations mardi soir, ce qui n'est pas survenu. *«On n'avait pas eu le temps de discuter des problématiques pour lesquelles j'avais une certaine marge»*, a-t-il expliqué en conférence de presse hier. Se défendant bien d'avoir tenté de conclure une entente à rabais avec les étudiants, le ministre a joué cartes sur table hier matin et a révélé l'existence de cette marge de manœuvre. La nouvelle proposition de 41,5 millions de dollars est finale et ne fera l'objet d'aucune négociation, a affirmé Jean-Marc Fournier. À preuve, Québec entend mettre en vigueur les mesures que contient sa proposition dès le mois de juin.

Jean-Marc Fournier

Québec abolit le système de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu, qu'il venait à peine de créer après des mois de réflexion, et le remplacera, dès ce printemps, par un programme de remise de dette. Seuls 35 % des étudiants bénéficiaires du régime d'aide financière — principalement ceux qui reçoivent le montant maximal de prêts — profiteront de ce programme, puisque deux conditions d'admission s'appliquent. L'État remboursera en effet une partie du montant de la dette des étudiants qui auront obtenu leur diplôme dans un délai

VOIR PAGE A 8: FOURNIER

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le Service de police de la Ville de Montréal a noté une seule arrestation, et «indirecte» de surcroît.

Plus de 80 000 étudiants descendent dans la rue

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

En grève. En colère. En... dettés. Le centre-ville de Montréal a été pris d'assaut hier après-midi par plus de 80 000 étudiants gonflés à bloc, venus scander pacifiquement leur ras-le-bol quant au refus du gouvernement Charest de retourner les 103 millions de dollars de bourses convertis en prêts.

Écrivant l'histoire, les jeunes sont sortis massivement des universités, des cégeps et même des écoles secondaires pour former un impressionnant serpent qui s'est joyeusement mais calmement animé des bureaux du ministre de l'Éducation — angle Fullum et Sainte-Catherine — jusqu'à ceux du grand chef Jean Charest — angle Sherbrooke et McGill College.

Si les organisateurs ont parlé d'une horde de 100 000 manifestants, le regroupement a été évalué par les forces de l'ordre à quelques conservatrices *«dizaines de milliers»*, une donnée qui a trouvé des échos différents dans les médias. On peut présumer que les étudiants venus dire un non ferme aux dernières offres du ministre Jean-Marc Fournier dépassaient les 80 000, ce qui ferait de cette marche étudiante la plus imposante de l'histoire du Québec.

> **«Charest est tout seul dans son coin et nous sommes 230 000 en grève!»**

Venus des quatre coins du Québec — de Rimouski et Québec, en passant par Sherbrooke —, les jeunes ont répété sur tous les tons qu'ils souhaitaient voir revenir dans la cagnotte des bourses les 103 millions convertis en prêts en mars dernier.

«C'est hallucinant de voir à quel point on est nombreux», a lancé la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Julie Bouchard, aux jeunes massés devant les bureaux du premier ministre après deux heures de marche sans incident. *«Charest est tout seul dans son coin et nous sommes 230 000 en grève»*

Ravi de la riposte des étudiants, qui ont entendu l'appel à la manifestation lancé par la FECQ et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard-Saint-Amant, a invité ses troupes à *«crier haut et fort*

VOIR PAGE A 8: COLÈRE

Pendant ce temps, en France... à lire en page A 2

L'éditorial de Josée Boileau, à lire en page A 6

ACTUALITÉS

COLÈRE

SUITE DE LA PAGE 1

qu'elles n'accepteraient pas *«une entente à rabais». «Le ministre nous dit que ses offres ne sont pas négociables? On est 230 000 en grève qui vous disent non!»*

Avant le grand départ, les groupes étudiants avaient indiqué le rejet de cette dernière offre présentée hier matin par M. Fournier pour atténuer les effets de la réforme sur l'endettement étudiant. «Le calcul n'est pas long à faire pour moi, a indiqué M. Bouchard-Saint-Amant. Les étudiants sont perdants là-dedans, c'est clair et net.»

Participante elle aussi à l'événement d'hier, comme en faisaient foi les centaines de petits carrés de feutre rouge arborés par les manifestants, la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE) a de nouveau déploré son absence aux pourparlers avec Québec et dénoncé le contenu des offres présentées par le ministre. *«Nous, on ne fait pas de la gestion de compressions»*, a indiqué Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSEE, qui appelle ses troupes à une autre manifestation à Québec, le 24 mars. *«On lance un débat de société beaucoup plus large que ça sur le droit à l'éducation.»*

Alors que certains avaient craint des débordements et de la *«casse»*, les étudiants ont manifesté dans le calme le plus absolu, scandant joyeusement de multiples slogans et brandissant des pancartes aux messages destinés presque exclusivement au premier ministre. À côté de *«Jean dette»* ou de *«Jean peux pus»*, on pouvait croiser les sempiternels *«Nous sommes prêt$»* et *«Sabotage libéral = grève générale»*, le *«Carrément dans le rouge»* de la CASSEE et les colorés «Charest, salaud, le peuple aura ta peau».

En fin de journée hier, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) avait noté une seule arrestation, et *«indirecte»* de surcroît. Sans doute furieux d'être arrêté dans sa voiture pour laisser passer l'escadron de militants, un conducteur impatient a littéralement avancé son véhicule sur un policier, le blessant à une jambe. L'homme a été arrêté, mais il s'agit du seul incident noté par les policiers, qui étaient déployés aux quatre coins de la ville de manière impressionnante.

Aux abords des bureaux de M. Charest, sis dans l'édifice du groupe bancaire HSBC, des dizaines de policiers membres des groupes d'intervention ont envahi l'immeuble, prêts à réagir. Le long de la rue Sherbrooke, où le plus clair de la manifestation s'est transportée, les policiers encadraient les marcheurs, et des dizaines de véhicules étaient garés dans les quadrilatères avoisinants, dirigeant d'importantes redirections de circulation.

Les fédérations étudiantes avaient également fait appel à quelque 80 fiers-à-bras liés à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) pour soutenir l'opération et ont fermement retenu ceux et celles qui souhaitaient s'aventurer au-delà des limites permises.

La manifestation nationale a eu des échos jusque sur la colline parlementaire, à Québec, où un millier de jeunes ont bruyamment dénoncé les retouches faites au régime d'aide financière l'an dernier, que les étudiants dénoncent sans relâche depuis un an.

D'autres groupes d'irréductibles ont rejoint le mouvement de grève, qui a franchi hier le cap des 230 000 étudiants: l'École des hautes études commerciales a voté pour la grève, qui commencera demain, une première dans leur histoire. Les 22 000 membres de la Student Society of McGill (SSMU), liés à la FEUQ, ont aussi opté pour un débrayage d'un jour, demain.

Le Devoir

FOURNIER

SUITE DE LA PAGE 1

ne dépassant pas deux trimestres au-delà de la durée normale de leurs études. Et pour toucher à ce remboursement, les diplômés devront avoir accumulé au cours de leurs études des prêts dont le montant total sera supérieur à 6070 $ pour la formation technique au collégial ou 8840 $ pour le baccalauréat. Cette année, l'État épongera 15 % de la dette des diplômés qui répondront à ces critères. La remise de la dette sera de 20 % en 2006-07, de 30 % en 2007-08, de 35 % en 2008-09 et de 40 % en 2009-10.

«C'est ce qu'on appelle une mesure progressiste avec les moyens qui étaient mis à ma disposition», a lancé Jean-Marc Fournier, en conférence de presse hier. Le ministre a précisé qu'il n'offre cette année qu'une remise de dette de 15 % puisque les étudiants qui compléteront leur formation ce printemps n'auront subi l'impact des compressions de 103 millions de dollars qu'au cours de deux trimestres et non tout au long de leur formation.

La remise de dette ne sera pas accessible aux étudiants qui n'auront complété qu'une formation préuniversitaire au collégial. Les prêts contractés par un étudiant à la maîtrise ou au doctorat sont exclus du calcul de la remise de la dette.

Une hausse moindre des prêts

Par ailleurs, le gouvernement Charest réduit l'augmentation des plafonds de prêts qu'il a décrétée l'année dernière. Dès l'automne, le montant du prêt maximal sera diminué de 500 $ à l'université et de 250 $ au collégial et au secondaire professionnel. Par exemple, la hausse du plafond des prêts au premier cycle universitaire est limitée à 1450 $ au lieu de 1950 $. Le plafond atteindra donc 4130 $. Il s'agit d'une réduction de 25 % de la hausse du plafond de prêts imposée par le gouvernement. En vertu de sa décision de transformer 103 millions de dollars de bourses en prêts, le plafond de prêts a bondi de 72 % au premier cycle universitaire, de 52 % à la maîtrise et au doctorat, de 49 % au collégial technique et de 41 % au secondaire professionnel.

Les deux mesures proposées par Québec représentent un investissement de 41,5 millions de dollars cette année. Dans cinq ans, l'effort financier du gouvernement atteindra 95,5 millions annuellement. Jean-Marc Fournier a refusé de réinvestir 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études dès cette année comme le réclament les étudiants. *«Je pense que notre proposition est plus juste, plus généreuse et, en même temps, elle est un incitatif à la diplomation»*, a-t-il expliqué.

Dans cinq ans, prévoit le gouvernement, les diplômés auront un niveau d'endettement à peu près équivalent ou inférieur à celui des étudiants qui ont terminé leurs études en 2004-05, c'est-à-dire avant la majoration des prêts de 103 millions de dollars.

Jean-Marc Fournier a décidé d'abolir le système de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu (RPR) que son prédécesseur, Pierre Reid, avait annoncé en grande pompe au début de l'année. *«On annonce un programme qui est souhaité et désiré depuis des années, et qu'aucun gouvernement avant nous n'a eu le courage de faire»*, avait même déclaré M. Reid le 12 janvier. Le ministre Fournier économise 22 millions de dollars cette année avec l'abolition du RPR, qui aurait coûté 60 millions par année à long terme. Il prétend vouloir répondre aux étudiants qui ont déploré que le RPR ne fait que rembourser les intérêts d'une portion de la dette d'un étudiant au lieu de réduire le capital. Seuls les diplômés qui ont un revenu d'emploi de moins de 25 620 $ par année auraient été admissibles au RPR à compter de cet automne, c'est-à-dire 15 % de l'ensemble des diplômés qui ont bénéficié de prêts et bourses.

Le ministre des Finances, Michel Audet, *«ne comprend pas»* la réaction des étudiants à la proposition *«très, très, très intéressante»* de son gouvernement. *«Je pense que les étudiants doivent l'étudier très sérieusement»*, a-t-il dit. Le ministre du Développement économique, Claude Béchard, estime que les leaders étudiants l'ont rejetée uniquement parce qu'une manifestation était organisée depuis plusieurs jours. Aujourd'hui, *«ils vont se rendre compte qu'il y a une belle offre sur la table»*, a-t-il prédit.

«Absurde», dit Landry

Le chef du Parti québécois, Bernard Landry, déplore que le gouvernement Charest n'ait pas décidé de répondre à la demande des étudiants, c'est-à-dire réinvestir dès cette année 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études. La proposition du ministre Fournier, *«c'est du progrès par rapport à leur sottise, mais ça reste globalement un recul. Tout ça vire à l'absurde»*, a-t-il affirmé. M. Landry a critiqué Jean-Marc Fournier qui, selon lui, s'apprête à commettre un *«autre gâchis»* après avoir piloté le dossier des défusions municipales dans ses anciennes fonctions. *«Vraiment, ce gars-là, il va avoir toute une biographie»*, a-t-il lancé.

Selon la critique péquiste en matière d'éducation, Pauline Marois, la proposition du gouvernement est *«insuffisante et incomplète»*. Malgré sa nouvelle proposition, a-t-elle ajouté, le ministre *«prive les étudiants d'au moins 60 millions de dollars dès cette année»*. La députée a déposé en Chambre un avis du comité consultatif sur l'accessibilité aux études, daté du mois d'août 2004, qui conclut que la diminution du plafond de prêt a un impact plus significatif sur l'endettement qu'un programme de réduction de la dette.

Bernard Landry et Pauline Marois ont ajouté que, malgré les mesures proposées hier, le gouvernement Charest viole toujours l'entente intervenue avec la Fondation canadienne des bourses du millénaire qui, pour cette raison, retient 70 millions de dollars destinés à l'aide financière aux études. Jean-Marc Fournier a bon espoir de pouvoir récupérer ces 70 millions malgré tout, parce que *«la proposition que nous faisons est meilleure que de retourner à la situation antérieure»*

Le Devoir

Prêts et bourses: une majorité de Québécois appuient le gouvernement

Les trois-quarts des Québécois se disent en faveur de la nouvelle proposition de compromis du ministre de l'Éducation pour résoudre la crise étudiante, selon un sondage.

Le sondage TVA-Léger Marketing effectué auprès de 515 répondants indiquent que 42 % appuient le compromis alors que 22 % appuient la ligne dure du gouvernement sur sa décision de transformer 103 millions $ de bourses d'études en prêts étudiants.

D'autre part, les Québécois sont divisés presque également sur la grève étudiante: 50 % se disent favorables, contre 46 % qui ne le sont pas.

Enfin, 44 % des répondants accepteraient de renoncer aux baisses d'impôts promises par le gouvernement de Jean Charest pour redonner l'argent des bourses aux étudiants. Mais 47 % préfèrent encore recevoir les baisses d'impôts.

Le sondage, effectué le 16 mars, comporte une marge d'erreur de 4,3 pour cent, 19 fois sur 20.

Le Devoir, 17 mars 2005

Dénouer l'impasse

En défilant par milliers hier, les étudiants ont pleinement démontré qu'ils forment, et depuis des lustres, le lobby le plus puissant du Québec. Mais s'il était inévitable que leur frustration s'exprime, leurs dirigeants devront bien un jour dépasser l'épreuve de force et discuter principes avec le ministre.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, n'a pas aidé sa cause en présentant à des leaders étudiants sur le point de débrayer une formule pour limiter le plafond d'endettement des étudiants. Dans le contexte, celle-ci ne pouvait apparaître qu'alambiquée face à la revendication si simple de revenir en arrière. Comment dès lors apprécier la proposition Fournier à son mérite?

Étonnons-nous encore de ce gouvernement qui se vantait d'être prêt mais qui, depuis son élection, n'a de cesse de se «préparer» en public, au risque à chaque fois de perdre la face. En éducation, il avait fallu des mois au précédent ministre Pierre Reid pour élaborer un système de remboursement des prêts proportionnel aux revenus, qui devait corriger les effets néfastes de la transformation de bourses en prêts. Le projet, de peu d'envergure, a déçu, ce qui était tout à fait prévisible.

M. Fournier vient donc de refaire l'exercice, mais devant un bien mauvais public: des étudiants révoltés mardi soir, puis des journalistes dépassés par les chiffres hier matin. Et, dans la nuit, le montant même de l'investissement gouvernemental avait changé. Cela sentait l'improvisation et n'a trompé personne.

Josée Boileau

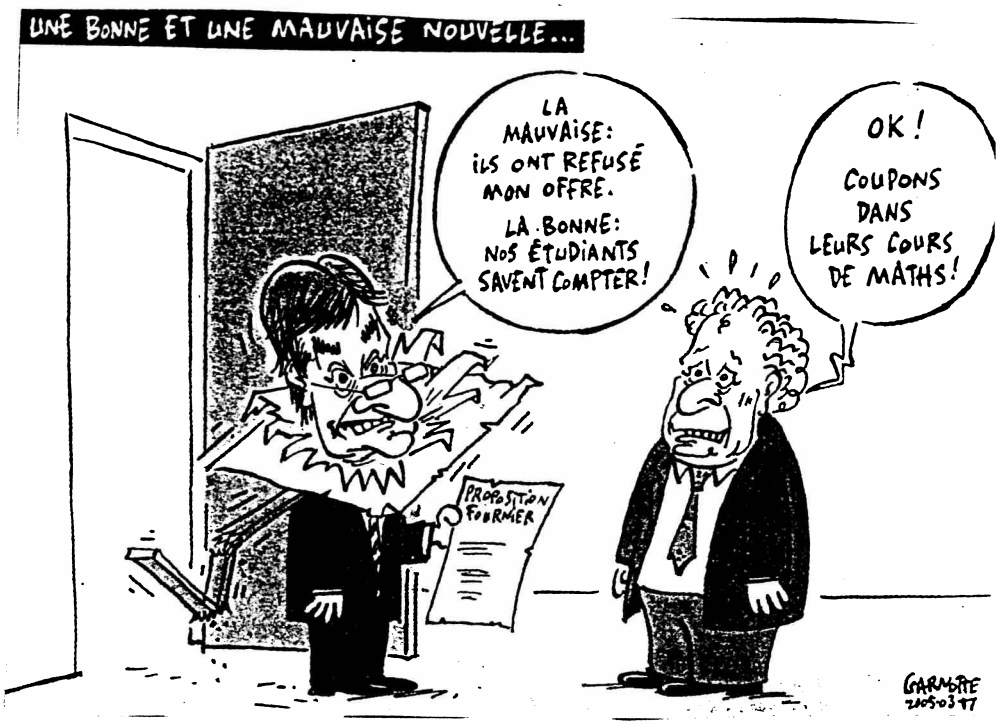
Néanmoins, il n'est pas inintéressant que le ministre ait fait bifurquer une aide liée aux revenus, telle que présentée par M. Reid, vers une autre qui prévoit une remise de dettes liée à la diplomation. Les balises du projet sont pour le moment bien trop serrées puisque les étudiants de maîtrise et de doctorat — pour qui le niveau d'endettement est un facteur dans la poursuite des études — en sont exclus. De plus, seul le tiers des autres étudiants qui bénéficient du régime de prêts et bourses seraient couverts.

L'idée d'un plafond d'endettement ne doit pas pour autant être rejetée du revers de la main. Il s'agit d'un principe valable qui ouvre la discussion. Bien sûr, les deux parties campent pour le moment sur leurs positions. Mais il faudra bien que tous ces gens se retrouvent à une même table pour sortir de l'impasse. Il y a là de quoi parler.

Il faudra aussi revenir à la source de tout cet imbroglio: le besoin de financement des universités. La seule solution réaliste, c'est de dégeler les droits de scolarité. Mais le gouvernement Charest, comme ceux qui l'ont précédé, est pris avec une folle promesse électorale: on ne touche à rien. Ainsi élevé au rang de mythe, le gel des droits de scolarité est par ailleurs soumis aux comparaisons les plus inadéquates. Si les universités privées américaines ne sont pas un modèle, la mythique université française, qui tombe en décrépitude, ne l'est pas non plus.

Il faut d'ailleurs savoir qu'en Europe même, on commence à s'interroger. Au regard de la justice sociale, l'université peut-elle encore être gratuite?, se sont demandé, il y a quelque temps, des penseurs de gauche de l'Université catholique de Louvain, dont Philippe Van Parijs, à qui on doit le concept du revenu minimum garanti. Leur réponse: non, parce qu'il y a une incapacité structurelle des pouvoirs publics à faire face aux besoins, parce que l'enseignement primaire et secondaire doit bénéficier en priorité des investissements, parce que la mobilité des cerveaux fait en sorte que l'Europe est aujourd'hui à fournir, à ses frais, une main-d'œuvre toute prête aux Américains.

Ces éléments amènent le débat à un tout autre niveau. Il serait temps de le faire au Québec. Surtout que c'est de dégel qu'il est question, pas de débâcle.



Journal de Montréal, 18 mars, p. 18 et 18

Les étudiants préparent une manif à Québec

Après Montréal, ce sera au tour de Québec d'être pris d'assaut par les étudiants.

SÉBASTIEN MÉNARD

Le 24 mars, une grande journée de protestation se tiendra dans les rues de la Vieille Capitale, a confirmé au *Journal* le porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE), Xavier Lafrance.

«Il y a des gens qui travaillent sur le trajet de la manifestation au moment où on se parle, a-t-il indiqué. On invite tout le monde à y participer.»

Plans d'action

Interrogées sur la possibilité de tenir une autre manifestation semblable à celle qui a balayé Montréal, mercredi, les fédérations étudiantes collégiale (FECQ) et universitaire (FEUQ) sont demeurées plus prudentes.

«Il n'est pas impossible qu'on assiste à une répétition de cette manifestation, a reconnu Pier-André Bouchard-Saint-Amant, de la FEUQ. Pour l'instant, nous sommes en train d'élaborer nos plans d'action.

«Nous invitons nos membres à renouveler leurs mandats de grève et à multiplier les actions locales», dit-il.

De l'argent, il y en a...

Chaque fois que j'entends les médias et les gouvernements dire qu'on n'a pas d'argent, le sang me vire à l'envers. Je vais vous en trouver de l'argent moi : abolissons d'abord les évasions fiscales dans les paradis fiscaux. On parle ici de plusieurs milliards annuellement. Un sérieux ménage s'impose aussi dans la myriade d'abris fiscaux, subventions et aides financières de toutes sortes consentis aux entreprises privées. Là aussi, ça joue dans les milliards chaque année. Nos chers gouvernements se privent volontairement de revenus pour faire les beaux auprès du secteur privé. À l'avenir, vous saurez quoi répondre à un politicien qui vous ment en pleine face en soutenant qu'il n'y a plus d'argent dans la caisse.

Marc Beaudoin, Val-d'Or

Appui à la grève étudiante

J'éprouve la plus grande admiration envers mes collègues étudiantes et étudiants de l'UQÀM, qui ont le courage de se tenir debout pendant cette grève étudiante. Ayant un travail à temps partiel avec un salaire décent, je n'ai pas besoin des prêts et bourses pour payer mes études. Pourtant, je côtoie de nombreux étudiants qui n'ont pas ce privilège et qui accumulent fatigue et découragement face à leurs difficultés financières. Même si plusieurs tendent à qualifier les étudiants de gâtés et de privilégiés, on oublie souvent qu'entreprendre des études demande de grands sacrifices et beaucoup de détermination. Non seulement j'appuie cette grève, mais j'espère de tout coeur que la cause étudiante soit entendue et traitée positivement par le gouvernement et la population.

Josée Lafrance, Saint-Hubert

Problème d'image chez les étudiants

J'ai vu en page 10 du *Journal de Montréal* de mardi l'image d'un étudiant qui mange du Kraft Dinner pour montrer que les étudiants sont pauvres. Le hic, c'est qu'il portait un manteau de marque «The North Face» que je n'ai pas le moyen de me payer. Comment un étudiant qui a de la difficulté à arriver peut se payer un manteau de ce prix-là. Peut-être que nos étudiants sont trop gâtés...

Jean Guimont, Montréal

Garder nos étudiants au Québec

Je suis parfaitement d'accord avec les revendications des étudiants à savoir que le gouvernement devrait les aider. J'y mettrais toutefois une condition : celle d'exiger qu'ils travaillent au Québec pendant au moins cinq ans après l'obtention de leur diplôme. Ce n'est quand même pas juste que le gouvernement paye pour les instruire et qu'ils s'en vont ailleurs tout de suite après alors que le manque de main-d'oeuvre qualifiée est criant au Québec.

Carmelle Henry, Montréal

La Presse, 18 mars, p. A8

Les étudiants prêts à des compromis

Le mouvement de grève est toutefois loin de s'essouffler

GILLES NORMAND
ET HUGO MEUNIER

Les leaders étudiants se sont montrés hier ouverts aux compromis et disposés à écouter de nouvelles propositions du ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier. Par contre, le mouvement de grève est loin de s'essouffler au lendemain de la manifestation nationale qui a mobilisé des dizaines de milliers d'étudiants dans les rues de Montréal.

Au contraire, la proposition du ministre n'a fait que raviver la grogne étudiante.

Jean-Marc Fournier propose d'octroyer, dès 2005-2006, une somme de 41,5 millions de dollars pour à la mise en place deux mesures. L'une d'elle comprend un réinvestissement de 22,5 millions en bourses, l'autre est un programme de remise de dettes.

De passage à Québec, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont réitéré que la « proposition finale » du ministre Fournier était loin d'être satisfaisante.

Toutefois, la FEUQ est disposée à rencontrer à nouveau le ministre de l'Éducation « s'il a des propositions à faire ».

« Si le ministre a des propositions à faire, on va aller voir ce qu'il a à dire. Il est clair que ce qu'il a proposé jusqu'à maintenant ne va pas calmer la grogne, au contraire », a indiqué le président Pier-André Bouchard.

Invité à préciser s'il serait sensible à une proposition portant, par exemple, à 80 millions ce plafond, au lieu des 41 millions offerts, le président de la FEUQ a répondu : « Qu'il mette 80 millions dans le plafond de prêts, c'est sûr que c'est quelque chose qu'on va considérer. » M. Bouchard s'est aussitôt empressé d'ajouter : « Notre objectif de campagne en ce moment, c'est la réduction du plafond de prêts à hauteur de 103 millions. »

Même son de cloche du côté de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). « Si le gouvernement a des propositions à nous faire, c'est clair qu'on va les présenter à nos membres, mais il n'est pas question de bouger du 103 millions pour l'instant », a tranché la présidente Julie Bouchard.

Les deux fédérations étudiantes estiment à 160 000 le nombre d'étudiants aujourd'hui en grève.

Si la mobilisation est largement répandue dans les cégeps, le mouvement pourrait continuer à s'étendre dans les universités. « On appelle les étudiants à reconduire leurs mandats de grève », a indiqué le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard.

Exclus de la nouvelle proposition de Jean-Marc Fournier, 9000 étudiants inscrits aux cycles supérieurs à l'Université Laval se sont ajoutés, mercredi, au nombre des grévistes. « C'est notre réaction à la proposition de Fournier, qui laisse de côté les cycles supérieurs », a dénoncé Dana Cadeschy, membre de l'association étudiante.

Pour la première fois depuis 1967, les étudiants inscrits aux HEC déclenchent une grève symbolique aujourd'hui.

À l'encontre des revendications

Les 55 000 étudiants réunis sous la bannière de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) n'ont pas l'intention d'abonner la lutte non plus. « Ce qui est clair, c'est que les offres du ministre vont complètement à l'encontre de nos revendications. Au lieu de s'essouffler, le mouvement prend de l'ampleur », a constaté la porte-parole de la CASSEE, Héloïse Moysan-Laporte.

Boudée par le ministre Fournier à la table des négociations, la CASSEE prévoit intensifier ses actions au cours des prochains jours. Par ailleurs, les leaders étudiants ne se sont pas montrés ébranlés par les résultats d'un sondage effectué par TVA-Léger-Marketing.

Les résultats de ce sondage, diffusés hier, révélaient que les trois quarts des Québécois soutiennent le gouvernement dans le conflit. Les leaders étudiants ont pris ces résultats avec un grain de sel, convaincus d'avoir le soutien populaire.

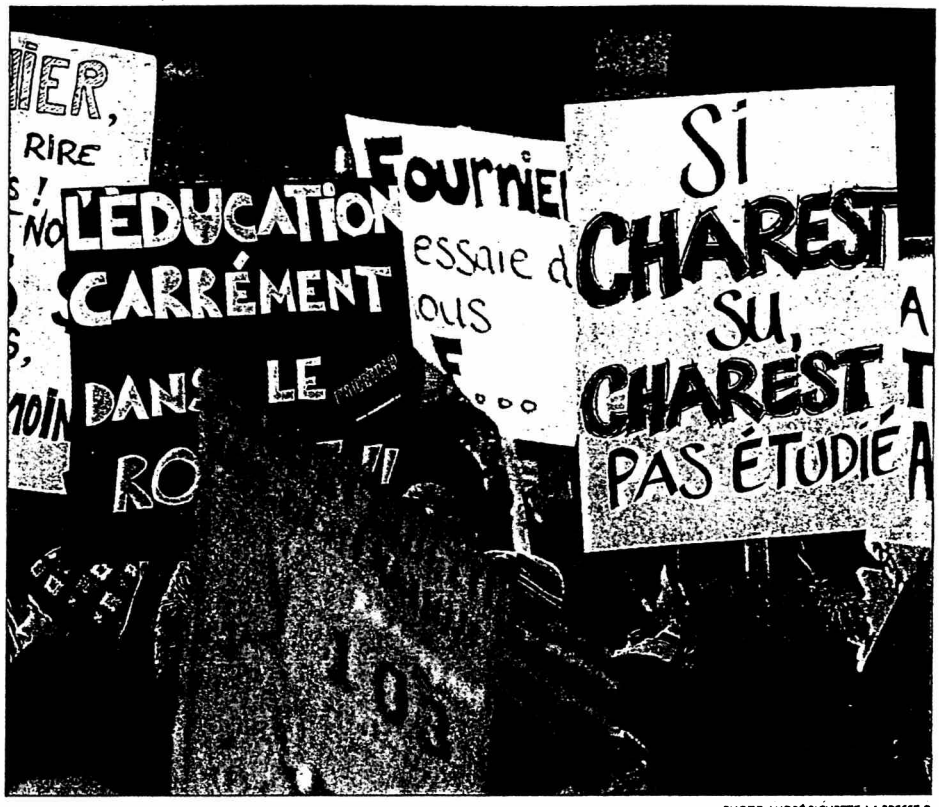


PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Au lendemain de la manifestation nationale qui a mobilisé cette semaine des dizaines de milliers d'étudiants dans les rues de Montréal, le mouvement de grève a toujours le vent dans les voiles.

La Presse, 18 mars, p. A16

La Presse, 18 mars, p. A16

Ce que l'on conçoit bien...

apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Conférence de presse du ministre de l'Éducation, mercredi matin. Jean-Marc Fournier entreprend d'expliquer aux journalistes la proposition de réforme de l'aide financière qu'il a faite aux étudiants. Au bout d'une minute, un journaliste lance : « On ne comprend rien à ce que vous dites, monsieur, on ne comprend absolument rien. »

Vingt-quatre heures plus tard, en lisant la publicité gouvernementale publiée hier dans les journaux, plusieurs n'arrivaient toujours pas à démêler les mesures mises de l'avant par le ministre. Encore une fois, le gouvernement Charest semble incapable de communiquer efficacement avec la population.

Encore une fois, le gouvernement Charest semble incapable de communiquer efficacement avec la population.

Plusieurs l'ont dit, il y a un « problème de communication » à Québec. Un « problème de communication », cela semble assez facile à régler : changez un ou deux conseillers du premier ministre, et le tour sera joué. Malheureusement, les choses ne sont pas si simples. En politique, les déficiences de communication ont souvent des racines profondes : celui qui n'arrive pas à expliquer ce qu'il cherche à faire peut être victime d'objectifs flous ou changeants. Il s'empêtre dans les détails au lieu de faire partager le but recherché.

Par ailleurs, la communication n'a pas seulement un effet à l'extérieur, sur la perception qu'ont les citoyens du gouvernement. Lorsqu'un gouvernement ne parvient pas à se faire comprendre, la confusion s'installe aussi à l'intérieur, ses propres membres ne sachant plus très bien en quoi leur travail s'inscrit dans le plan d'ensemble.

Lorsque Jean-Marc Fournier a présenté son projet à ses collègues, quelqu'un aurait dû oser lui dire : « Jean-Marc, on ne comprend rien. » Et cela aurait dû suffire à renvoyer le ministre à sa planche à dessin. La maxime de Boileau est toujours aussi pertinente : « Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément. »

Les mesures annoncées par le ministre sont non seulement complexes et bancales, comme nous l'écrivions hier. On ne voit d'aucune façon comment elles s'inscrivent dans la logique de la priorité que M. Charest s'était engagé à accorder à l'éducation. Les libéraux avaient promis de mieux financer les universités et de préserver l'accessibilité ; aller chercher l'argent nécessaire dans les poches des étudiants démunis, c'est faire preuve d'une extraordinaire incohérence.

Le problème n'est pas isolé. De façon générale, on a du mal à retrouver la destination que s'est donné le gouvernement. Son programme électoral proposait « Un gouvernement au service des citoyens ». Cela avait le double mérite d'être clair et de correspondre aux voeux de beaucoup de citoyens. Un an après son élection, M. Charest a publié un document censé synthétiser « la vision et les priorités d'action » de son gouvernement ; le document en question (Briller parmi les meilleurs) faisait... 201 pages.

En présentant son nouveau conseil des ministres il y a un mois, le premier ministre a engagé son équipe à « persister dans l'explication claire des enjeux ». Cela s'impose plus que jamais. Soulignons en rouge : l'explication CLAIRE.

La Presse, 18 mars, p. A16

Lendemain de manif

La manifestation des étudiants a été un grand succès. Bravo à tous les étudiants qui ont été pacifiques et festifs. Je crois que le message est clair. J'y étais. Sans être sentimentale outre mesure, je dois avouer que les larmes me sont venues aux yeux lorsque j'ai vu les petits choux d'un CPE sur la rue Fullum. Ils étaient dans les fenêtres et ils nous envoyaient la main. Certains avaient même une petite affiche qui disait : « Merci pour nous. » J'en suis encore troublée parce que je crois que ce qui est ici en jeu déborde des institutions scolaires. C'est l'avenir de la société québécoise dans son ensemble que le gouvernement Charest hypothèque ! J'espère que les syndicats, les organismes communautaires et la population en générale continueront à rejoindre les étudiants dans la rue afin de manifester leur grogne respective envers les libéraux.

Kathleen Gurrie
Montréal

La culture Bougon

Les jeunes veulent 103 millions en bourse plutôt qu'en « investissement ». Si nos jeunes s'imprègnent assez tôt de la culture Bougon, je ne donne pas cher de notre avenir collectif. Certes le Québec est plus pauvre qu'il y a vingt ans, mais je garde toujours en mémoire mes grands-parents qui, avec leurs maigres moyens, ont fait une belle réussite de leurs dix enfants, et ce sans support de l'État. Je garde en mémoire le souvenir d'un père travailleur de la construction, devenu pharmacien à 29 ans en 1950, et qui matin et soir faisait à pied le trajet entre l'Université de Montréal et la maison. En ce temps, on n'avait pas idée de ce que pouvait être un tarif étudiant dans le transport en commun.

Michel Bédard
Montréal

On a sous-estimé les jeunes

La manifestation des étudiants traduit un engagement de ceux-ci à l'égard de leur cause. C'est très rassurant de constater la mobilisation de jeunes autour d'une idée, d'un principe ou d'une philosophie. Ces jeunes sont bien vivants. Jean-Marc Fournier et le gouvernement croyaient pourvoir acheter la paix avec leur proposition de règlement. Ils ont sous-estimé les jeunes. Les jeunes savent bien que cette proposition ne règle en rien le fond du problème, l'augmentation de

PHOTO MARTIN TEMBALY, LA PRESSE©

plus pauvres. Le gouvernement doit faire marche arrière, avouer son erreur et réinvestir les 103 millions. Par ailleurs, le gouvernement s'il en est un qui se propose de réinventer le Québec devrait envisager des solutions plus démocratiques dont l'augmentation des droits de scolarité, des droits de scolarité modulés selon le programme de formation, l'imposition de droits de scolarité au niveau collégial, etc. Toutefois, ces solutions exigent du gouvernement un courage qu'il n'a pas eu même en campagne électorale.

Nicolas Lecours
Sainte-Julie

Duplessis avait raison

Quand j'étais étudiant, pauvre, mais prêt à bien des sacrifices pour réussir, je me souviens avoir entendu Maurice Duplessis dire : *« L'éducation, c'est comme la boisson ; il y en a qui ne portent pas ça. »* Il faisait allusion au père G. H. Lévesque, fondateur de la nouvelle faculté des sciences sociales de l'Université Laval, et à ses ouailles. Plus j'observe nos jouvenceaux manifester, contester et argumenter, plus je réalise que Duplessis avait raison. J'en ai ras-le-bol de financer leur éducation avec mes taxes et mes impôts exorbitants. Félicitations au gouvernement, tout particulièrement au ministre Fournier.

Augustin Roy
Montréal

Rougir de honte

Bravo, les étudiants. Votre capacité à vous mobiliser sur un enjeu aussi noble que l'accès à des gouvernements (fédéral et provincial) sont prêts à épauler financièrement la multinationale Bombardier pour développer un nouvel aéronef, je me dis que ces mêmes gouvernements devraient rougir de honte de couper les vivres à ceux et celles qui veulent étudier. Et que dire de l'inanité de la solution Fournier de soustraire les étudiants à la maîtrise et au doctorat des bourses d'études. Le gouvernement Charest me dégoûte.

Michel Desgagné
Saint-Bruno

Vivre selon ses moyens

Étudier sans s'endetter, c'est possible... Je n'approuve pas nécessairement les coupures de 103 millions de dollars mais je suis favorable à une hausse des droits de scolarité afin de permettre aux universités québécoises de continuer d'offrir des services de qualité. En 2000, lors de ma dernière année d'étude, l'Université Laval devait se désabonner de certaines revues scientifiques car son budget n'était plus suffisant. Aussi, j'en ai ras-le-bol de la complainte des étudiants à propos de l'endettement. Il n'y a pas que la voie de l'endettement pour étudier. J'ai complété toutes mes études post-secondaires (DEC, bac et maîtrise) sans jamais demander ni bourse ni prêt. Et non, ce ne sont pas mes parents qui ont financé mes études, car ils n'en avaient pas les moyens. Et oui, j'avais d'excellentes notes malgré tout. Ma recette était simple, vivre selon mes moyens et travailler fort pour payer mes études. J'ai passé des nuits blanches à torcher le vomi des cégépiens fêtards dans les bars avant de me rendre à mes cours à 8h30.

Luc Gagné
Gatineau

Proposition scandaleuse

La proposition du ministre Fournier sur le programme de remise de dettes d'études est d'autant plus scandaleuse, qu'elle exclut d'emblée les étudiants des deuxième et troisième cycles universitaires. Quel message du gouvernement Charest ! Vous les pauvres, n'espérez pas faire des études supérieures, contentez-vous du niveau collégial ou du premier cycle universitaires, sinon, tant pis si vous éprouvez par la suite des difficultés à rembourser vos dettes d'études, on s'en lave les mains !

Isabel P. Normandin

L'Intelligence, 18 mars, p. 1 et 2

Charest doit-il partir?

Photo: Annie Mathieu, L'Intelligence

Borislav Nicolov

La grève des étudiants sera-t-elle la goutte qui fait déborder le vase, en déstabilisant encore plus un gouvernement dont la popularité ne fait que baisser?

Un rembobinage des dernières semaines de l'actualité politique nous confronte à un phénomène particulier. Depuis l'échec du projet de l'ex-ministre de l'Éducation, Pierre Reid, de financer à 100 % les écoles privées juives, trois choses se sont passées. Premièrement, la société québécoise n'a pas admiré cette idée de financement et Jean Charest s'est saisi de l'occasion pour faire son remaniement ministériel. Remaniement oblige, ce même gouvernement cherche désespérément quelques centaines de millions pour boucler un budget sans déficit. Le désespoir étant mauvais conseiller, le dossier des 103 millions de bourses transformés en prêts a refait surface, et la valse a commencé. Des personnes importantes dans cette société ont mis de l'avant leurs idées on ne peut plus brillantes, remettant en question tout le financement du réseau d'écoles dites privées. La véritable cause serait selon eux, de rehausser le niveau du secteur public en retenant les bons étudiants. Ce nivelage par le bas ne semble pas poser problème à la cohorte de syndicalistes que l'on a vu à la télé commenter les bienfaits de cette amputation, le réseau privé n'étant qu'une goutte dans les 5.4 milliards de l'Éducation.

En attendant, les étudiants manifestent. La question en devient une de société, puisqu'on ne parle plus des malheureux millions mais de plusieurs choses à la fois: gratuité de l'éducation, coûts sociaux, valeurs des diplômes et autres. L'aveugle même voit que le cumul des diplômes en question ne crée pas d'emplois, autrement dit la strangulation dans laquelle se retrouvent tous ces étudiants en sciences politiques, arts, communications et autres, est tout juste comparable à l'énorme déficit de techniciens spécialisés. Ceux-là gagnent dans certains cas plus que les profs universitaires à l'heure.

La grève a donc soulevé tout un questionnement sociétal sur l'éducation. Entretemps, ce gouvernement était rentré, puisque les gens en avaient marre du PQ, mais il est rentré sur la promesse de régler la santé. Rien n'est moins sûr au moment où, malgré l'intervention du duo Bouchard-Johnson, Jean Charest n'arrive pas à se décider sur l'emplacement du futur CHUM. Or, pas d'emplacement consensuel, pas de CHUM, lequel semble être une pièce importante dans le dossier de la santé. Mais en même temps le CHUM répète le projet McGill, et ce ▶ p.2

Charest doit-il partir?

p.1 ▶ dédoublement de centres hospitaliers universitaires coûtera un montant que seuls les prophètes connaissent. Je n'en suis pas un mais j'ai mon idée quant au comment et au pourquoi des dépassements de budgets qui sont le gagne-pain des entreprises "privées" qui réalisent des contrats publics. Et je crois ne pas être le seul à avoir cette idée.

Le dossier CHUM étant une bûche financière qui n'a même pas vraiment commencé à faire couler l'encre, le gouvernement se retrouve contesté sur trop de fronts à la fois. Des PPP, des syndicats moins forts, moins d'impôts et plus de néo-libéralisme dans un contexte de grève, laissent l'impression que ce gouvernement est trop de droite et un peu hors contexte.

Bizarrement, il est le moi
dre mal. Le PQ qui se cherch
un cheval de bataille avec l
désespoir d'un septuagénair
au bord du gouffre, n'est un
alternative politique pour per
sonne. L'ADQ, qualifié d
droite aussi, et drôlemer
ébranlée par les médias lors d
la dernière campagne, manqu
d'une chose que je qualifiera
de consistance économique
soit la propriété de l'argen
privé et le savoir-faire qui va
avec. Autrement dit, contraire-
ment aux deux autres partis,
l'ADQ ne représente pas une
force économique dans la
société mais pourrait très bien
redevenir le cheval de bataille
de tous les québécois outrés
par la mauvaise gouvernance.

À condition de bien se
repositionner.

L'Intelligence, 8 mars, p. 2

La bourse ou la vie

J-L. Bonnardeaux, D.Sc., Ph.D

Les tours de passe-passe du ministère de l'Éducation qui a transformé les bourses en prêts ont fini par créer une crise. Cette modification unilatérale des conditions de survie pour réaliser des études supérieures était sauvage et ne pouvait qu'amener les étudiants à la révolte.

Le problème n'est pas simple. Les facteurs qui ont mené à cette quasi-gratuité de l'enseignement supérieur sont le retard dans la diplomation universitaire au Québec. Il y a là un rattrapage qui n'est pas encore fait. Ensuite, il y a cette vision socialiste qui voit dans l'investissement des études postsecondaires un levier de développement social important, parce qu'il génère de la richesse individuelle et collective.

Finalement, le financement des études postsecondaires relève du gouvernement fédéral!

Les bourses d'études devraient être une aide aux étudiants les plus méritants et les plus démunis économiquement. Il faudrait que les bourses d'études soient décernées aux étudiants qui sans l'appui de la société seraient incapables de réussir leurs études et qui possèdent toutes les qualités pour les réaliser. Il y a dans l'attribution d'une bourse d'études un contrat de réussite dans le temps normal qui leur est imparti. Par contre, le prêt pour les études est un investissement que l'étudiant fait sur ses capacités de réussite.

Un étudiant universitaire coûte très cher à notre société, peut-être moins cher qu'un chômeur, mais, selon la profession envisagée si la société paie et que l'individu s'en va pratiquer ailleurs, parce que les revenus y sont plus importants, alors pour nous c'est une perte sèche.

Il y a une ligne de démarcation qui n'a jamais été établie entre la responsabilité sociale et la responsabilité individuelle des étudiants qui font des études postsecondaires.

Il y a un contrôle du rendement des boursiers qui n'a jamais été instauré. Il n'y a pas que l'armée qui permet aux jeunes d'étudier en ayant un salaire et, en contrepartie, l'étudiant doit signer un contrat de travail d'une durée spécifiée. Il y a beaucoup de formes de soutiens pour les étudiants universitaires qui n'ont jamais été développés.

En outre, la "WalMartisation" des universités québécoises, va aboutir, dans certains cas, à décerner des diplômes dont la valeur sur le marché du travail sera celle du papier.

Nous avons de gros problèmes en éducation postsecondaire et il va falloir se pencher dessus le plus vite possible, parce que la survie de notre société dépendra de nos têtes bien faites et non pas bien pleines, dixit Montaigne.

L'Intelligne, 18 mars, p. 3

Rassemblement massif devant une stratégie évasive

Xavier-Antoine Lalande

Les regroupements pullulent dans tous les coins de la province. À Sherbrooke, des étudiants se réunissent pour bloquer les artères principales de la ville. Très pacifiquement, les manifestants s'étendent sur le sol en rangs serrés afin d'empêcher la circulation sur le pont Jacques-Cartier. Plus de circulation possible entre les deux rives pendant près de deux heures. Le lendemain, suivant ce même moyen drastique, les organisations étudiantes de la région de l'Estrie ont organisé une chaîne humaine visant encore une fois à paralyser les activités sociales et économiques du comté de l'honorable Jean Charest. Sans utiliser les mêmes méthodes, les autres régions québécoises se sont aussi mobilisées pour exprimer leur mécontentement. Le mouvement s'amplifie. C'est dans ce contexte que des étudiants de la région de Québec ont construit un mini ghetto en face de l'Assemblée Nationale pour illustrer quel avenir attend les futurs étudiants et diplômés québécois. D'autres ont investi le bureau du nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, afin de l'occuper et de satisfaire des besoins primaires... À Montréal, certains manifestants ont laissé leur imagination guider leurs sens lorsque, déguisés en clown à la station de métro Berri-UQAM, ils ont dénoncé les impacts de la coupure de 103 millions de $ dans le programme des prêts et bourses. L'essentiel de la coupure, faut-il le rappeler, consiste à priver les étudiants de 103 millions en bourses et redistribuer ce même montant sous forme de prêts. D'un simple calcul, l'endettement étudiant gonfle de 103 millions annuellement.

Acteurs imprévus

Pour la première fois dans le merveilleux monde étudiant, au début de la dernière semaine, deux facultés de renom ont rejoint le mouvement de grève: en appui aux fédérations étudiantes, la Polytechnique de l'Université de Montréal et la faculté de médecine de l'Université Laval ont voté un mandat de grève limitée qui prend des tournures hautement symbolique. Dans une perspective où chaque année compte pour rattraper le retard en matière de santé, le gouvernement québécois ne peut se permettre de retarder la diplomation de cette catégorie d'étudiants. La même problématique se pose en ce qui concerne les étudiants de la Polytechnique. Alors que le processus de négociations débute avec le ministre familièrement appelé "Fourrien" par les étudiants revendicateurs, l'appui de ces départements arrive à point.

Mardi 15 mars au soir, dans la vieille Capitale, le ministre Fournier a présenté une offre qui a hautement déplu aux fédérations universitaires du Québec. Après deux heures de discussions à huis clos, le seul commentaire du ministre rapporté par les différents médias, parlait d'une fermeture d'esprit des leaders et d'une obsession de ces derniers à organiser leur gigantesque manifestation du lendemain.

Discipline?

Pour ajouter aux étranges stratégies adoptées par le Parti Libéral dans ce dossier, le même ministre s'était dit indigné de constater que la CASSEE ne voulait pas dénoncer les actes de violence perpétrés par certains membres de l'association qui en regroupe plus de 50 000. Pourtant, dans la même semaine, le député libéral Pierre Paradis scandait haut et fort que les coupures effectuées s'éloignaient des valeurs morales et sociales préconisées par le Parti Libéral du Québec. Est-il logique de voir un ministre demander à un leader étudiant de contrôler une association sans hiérarchie établie et comptant plus de 50 000 membres, tandis que, dans son propre parti, le pauvre ministre, ne peut empêcher la petite centaine de députés libéraux d'exprimer des dissensions au sein du cabinet ministériel?

À défaut d'exiger une démission de l'actuel gouvernement suite à son incapacité à gérer des dossiers d'envergure puisque la démocratie anglo-saxonne empêche cette mesure, il ne reste qu'à supplier ce piteux gouvernement girouette de greffer à son équipe des gens qui comprennent le sens des mots compromis, négociation et rigueur politique.

Je suis en grève moi aussi

Annie Mathieu

Étant moi-même une étudiante, j'aimerais adresser quelques questions à mes collègues grévistes, que ce soit ceux de la FEUQ ou de la CASSEE. Mais pour ne pas qu il y a ait de malentendu, je désire préciser que 1- je suis moi même en grève depuis mercredi le 16 mars et que 2- j'ai vu ce que je croyais être une bourse, prendre la forme d'un prêt. Donc, je soutiens le mouvement et je crois que c'est le seul outil dont nous disposons pour faire tant soit peu, pression sur le gouvernement Charest.

En regardant à la télévision tour à tour les dirigeants des fédérations étudiantes et le ministre Fournier, je me suis faite la même réflexion que la journaliste chargée de les interviewer: c'est un dialogue de sourds. M. le ministre de l'Education n'a pas voulu reconnaître que les coupures drastiques dans le programme de prêts et bourses sont la cause de la grogne, ou plutôt du rugissement, étudiant et qu'une nouvelle proposition, aussi progressiste soit elle, n'est pas à la veille de les satisfaire. De leur côté, les étudiants ne veulent rien entendre concernant l'encouragement à la diplomation de la nouvelle méthode d'attribution des bourses qui seraient remises lors de l'obtention du diplôme. Et c'est sur ce dernier point que j'aimerais vous entretenir.

Car il est vrai, à mon avis, que c'est un "choix de société" que celui de faciliter l'accessibilité aux établissements scolaires, cégépiens et universitaires. Toutefois, ce qui est faux c'est qu'il est productif pour une société de voir nombre de jeunes sur les bancs d'école à étudier l'histoire, la sociologie ou la politique. Ne vous méprenez pas car je ne dévalorise pas ces disciplines académiques, au contraire, je fais moi-même partie de ce groupe mais, si j'essaie d'interpréter la logique gouvernementale, je peux comprendre qu'il refuse de subventionner l'éducation "peu rentable" de ces futurs "penseurs" ou "spécialistes de telle ou telle question." Mais aussi diplomates soient-ils, les politiciens savent qu'ils ne peuvent pas aborder ce sujet puisque fuseraient de toutes parts, les indignations des milieux intellectuels et culturels. Et à cela se mêlerait sans doute la cause du Québec et de son patrimoine historique...

Les diplômes d'études professionnelles ou les "techniques" sont peu valorisés et c'est là tout le problème. Car je crois que si ces mêmes étudiants étaient inscrits dans des écoles où ils apprennent un métier plutôt que comment penser, le gouvernement serait plus ouvert à dénouer les cordons de la bourse, sans vouloir faire de mauvais jeu de mots, puisqu'il serait assuré de la rentabilité de son investissement.

D'autant plus que les étudiants seraient moins en colère d'obtenir si peu d'aide: "ils hypothèquent notre avenir" disent-ils. En effet, lorsque notre diplôme a si peu de valeur sur le marché du travail, la possibilité de se trouver un emploi s'en trouve réduite d'où une insécurité croissante qui se transforme en stress incroyable: comment peut-on rembourser les 20 000$ empruntés avec en main un baccalauréat en philosophie?

La responsabilité du gouvernement est très grande mais se situe aussi dans la valorisation des métiers et des diplômes d'études professionnelles. Dommage pour tous les jeunes québécois, qui, comme moi, aspirent à rejoindre les rangs de l'élite intellectuelle mais une société plus performante sur le plan économique sera plus riche et peut-être permettra-t-elle d'accéder à la fameuse gratuité scolaire....

FEUQ

SUITE DE LA PAGE 1

quelque 80 000 grévistes déterminés à ravoir cette cagnotte de bourses transformées en prêts à la faveur du dernier budget. *«On veut quoi?»*, criait mercredi le président de la FEUQ à une foule bien réchauffée. *«103 millions!»*, hurlait celle-ci en guise de réponse.

Interrogé plus tard en journée hier, M. Bouchard-Saint-Amant a nuancé. *«On considère toujours les offres qu'on nous fait. On a considéré la première et la deuxième. Considérer, c'est réfléchir sur un scénario, prendre acte et en disposer»*, a expliqué le président de la FEUQ, réitérant que ses demandes *«sont toujours à hauteur de 103 millions»*.

La FEUQ, qui appelle ses membres à poursuivre cette grève qui paralyse toujours environ 200 000 étudiants à travers le Québec, est par ailleurs disposée à entendre les propositions du ministre s'il en a d'autres à formuler après la dernière, dévoilée mercredi matin. Aucune rencontre n'a d'ailleurs eu lieu hier entre les représentants des groupes étudiants et le cabinet.

À l'Assemblée nationale, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a d'ailleurs indiqué hier que sa proposition représente *«une amélioration par rapport à une situation qui était déjà meilleure que celle qui existe dans le reste du Canada»*.

«Je pense que le gouvernement a fait plus que son bout de chemin. Ceux qui sont les plus mal pris, ceux qui sont au maximum de prêts, on leur propose d'avoir un endettement moindre», a-t-il lancé, pressé de questions par les députés de l'opposition officielle.

«La proposition présentée par le gouvernement pour se sortir du bourbier est toute croche, alambiquée et inutilement complexe», a d'ailleurs dénoncé la députée Pauline Marois, critique en matière d'éducation, accusant le ministre Fournier de jouer les *«Robin des Bois réinventés»* en prenant *«aux pauvres pour redonner aux plus pauvres»*.

Par ailleurs, lors d'un conseil d'administration spécial hier, les chefs d'établissement membres de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) ont convenu que cette proposition liée à la remise de la dette *«invite au dialogue»*.

Sortant d'un quasi-mutisme — les recteurs d'université, hormis quelques-uns, ont très peu commenté les événements qui se jouent entre leurs murs depuis quelques semaines —, la CREPUQ a conclu que cette proposition contient des *«éléments significatifs sur la base desquels il devrait être possible de poursuivre le dialogue en vue d'en arriver à une entente dans les meilleurs délais»*, comme elle l'a indiqué en fin de journée dans un bref communiqué.

Les recteurs s'inquiètent par ailleurs des conséquences de cette grève sur la session actuelle, sérieusement compromise, et en appelle à un *«dénouement rapide»*. *«Cette situation est source d'inquiétude car elle implique potentiellement des coûts importants, à la fois pour les étudiants, les établissements et la société en général»*, notent-ils.

Notons que l'Association des étudiants de Laval inscrits aux cycles supérieurs (AELIES) s'est ajoutée au lot des associations en grève générale en votant pour une première fois de son histoire en faveur d'un débrayage, entamé hier pour une durée d'une semaine au terme de laquelle un référendum permettra de savoir si on passera ensuite à la grève générale illimitée.

«Nous sommes profondément déçus de la manière dont se comporte le ministre dans ce dossier», a indiqué hier le président de l'AELIES, Antoine Goutier, par voie de communiqué. *«L'absence des étudiants des cycles supérieurs dans les mesures proposées par le ministre est une insulte, sans oublier que celles-ci sont totalement insuffisantes pour satisfaire les demandes du mouvement étudiant.»*

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

2007-10-31 21 0 9

La FEUQ est prête à mettre de l'eau dans son vin

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
TOMMY CHOUINARD

Au lendemain d'une imposante manifestation qui visait à convaincre Québec de retourner les bourses de 103 millions converties en prêts, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) concède qu'il est prêt à étudier un scénario de réduction des plafonds d'endettement inférieur aux sacro-saints 103 millions réclamés par les jeunes.

Lors d'une rencontre avec la presse organisée par la FEUQ hier à Québec à l'intention des journalistes de la colline parlementaire, Pier-André Bouchard-Saint-Amant a été interrogé sur la pertinence d'examiner un compromis inférieur aux 103 millions exigés dans la perspective où le gouvernement opterait pour un scénario de diminution du plafond d'endettement. *«Si le ministre proposait une réduction du plafond de prêts équivalent à 80 millions au lieu de 103 millions, que feriez-vous?»*, lui a-t-on demandé. *«C'est quelque chose qu'on va considérer»*, a répliqué M. Bouchard-Saint-Amant.

Quelques instants auparavant, à une question similaire invitant M. Bouchard-Saint-Amant à commenter un scénario de remise de dette équivalent à 80 millions — la proposition actuellement soumise par le ministre de l'Éducation équivaut à 42 millions pour l'année 2005-06 —, le président de la FEUQ avait pourtant catégoriquement refusé de seulement l'envisager.

Cette déclaration survient au lendemain d'une manifestation dans les rues de Montréal qui a réuni

VOIR PAGE A 10: FEUQ

Le Devoir, 18 mars 2005

Ma fierté: rembourser mes prêts étudiants

DENIS GAUMOND

Ex-professeur chargé de cours à l'École nationale d'administration publique et à l'Université de Montréal ainsi que directeur de service à l'Université du Québec à Montréal

C'est grâce aux programmes de prêts et bourses que j'ai réussi à faire des études supérieures. Y compris un petit prêt d'honneur de la caisse populaire de Grande-Vallée, en Gaspésie! C'est grâce à ces études que je suis aujourd'hui un être privilégié et reconnaissant. À 56 ans, j'aurai bientôt payé plus de un million de dollars en impôts au cours de ma vie. J'en suis fier.

Bien sûr, si nous étions capables, comme société, de choisir la gratuité scolaire au niveau universitaire, je serais le premier à l'appuyer. Mais je ne crois pas, dans la situation économique et politique actuelle du Québec, que la population soit de cet avis. Techniquement, cela est possible, bien sûr. Cela existe ailleurs dans le monde.

Aucun étudiant ne désire s'instruire sur le dos de l'autre, souvent plus pauvre que lui

Mais le Québec est une province canadienne, et un des prix à payer de cet état de dépendance politique est la perte financière de cette possibilité. L'argent est à Ottawa, là où on en envoie trop, qui refuse de reconnaître le déficit fiscal alors que les gros besoins sont dans les provinces, là où on n'en envoie pas assez. Alors, compte tenu de ce carcan qu'impose le régime fédéral canadien, il nous faut choisir d'autres approches en attendant peut-être des jours meilleurs.

A Ottawa et chez les plus fortunés

Je soumets donc à la réflexion publique les propositions suivantes: le gouvernement québécois doit continuer de se battre pour obtenir davantage d'argent d'Ottawa afin d'augmenter son financement des universités. Cette augmentation de financement est absolument essentielle, tout comme en santé. (Si on pouvait trouver une commandite fédérale!)

D'autre part, par simple équité sociale, les étudiants les plus fortunés doivent payer davantage pour leur formation universitaire. Aussi, les coûts de la formation universitaire devraient progressivement être ramenés à la moyenne canadienne. Sinon, quelqu'un a-t-il réfléchi aux conséquences bientôt néfastes d'une telle disparité canadienne non compensée par le gouvernement? Veut-on de la médiocrité universellement reconnue de certaines universités en France, par exemple?

Cependant, en contrepartie, les programmes de prêts et bourses devront obligatoirement être plus généreux afin de recréer l'égalité des chances en permettant aux étudiants les plus pauvres de bénéficier de ces programmes. Je le répète: plus généreux, surtout en bourses. Qui plus est, jamais la contribution globale des étudiants ne devra dépasser 25 % des coûts totaux de financement des universités. Le gouvernement doit assumer le reste et maintenir le financement des universités québécoises dans la moyenne canadienne.

Une dernière mesure s'impose et s'ajoute aux précédentes: un taux d'intérêt privilégié tout au long du prêt. Aucune banque ne devrait gagner de l'argent sur le dos des étudiants. Pourquoi rembourser 100 000 $ et plus lorsqu'on emprunte 20 000 $? C'est là, l'indécence!

Aussi, je propose que tout étudiant à temps plein, profitant d'un programme de prêts et bourses, ne doive payer aucun intérêt durant ses études à temps plein, le gouvernement se chargeant de ces sommes, et ne doive jamais payer plus que le taux de base de la Banque du Canada une fois au travail. Ainsi, chacun y trouverait son intérêt et l'équité sociale serait assurée.

Je crois que chacun, dans le fond de son cœur, est disposé à payer la part qui lui revient dans le déroulement de sa vie. C'est là, je crois, une valeur fondamentale des Québécois. Aucun étudiant ne désire se comporter en «quêteux» et s'instruire sur le dos de l'autre, souvent plus pauvre que lui.

Les efforts de tous

Pour que ces grèves soient utiles, faisons donc en sorte d'agir avec intelligence et sensibilité. Intelligence comme se doit d'en faire preuve tout étudiant universitaire qui s'associe à des solutions réalistes et socialement acceptables. Sensibilité comme doit en faire preuve toute personne qui sait qu'elle bénéficie d'un privilège superbe, celui de pouvoir faire des études supérieures grâce à ses efforts, bien sûr, mais aussi grâce à tous les efforts des personnes qui, formant au moins 80 % des contribuables au Québec et gagnant moins de 30 000 $ par année, s'impliquent aussi pour rendre ce privilège possible.

C'est toute cette tendresse et toute ma reconnaissance envers ces gens que mon souvenir fait remonter en moi lorsque je me revois payer le dernier versement de mon remboursement de prêt étudiant, il y a déjà de nombreuses années, à la succursale de la banque Toronto-Dominion, maintenant disparue, à l'angle des rues Jarry et Pie-IX, à Montréal, en relève de celle de la rue principale de Gaspé, où j'avais contracté ce prêt dès le cégep.

À cette époque, compte tenu des niveaux de vie du temps, les coûts de scolarité étaient sans doute, toutes proportions gardées, plus élevés qu'aujourd'hui. Et ma formation a été possible. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui? Peut-on au moins réfléchir à cette proposition que d'aucuns jugeront provenir, sans doute avec raison, d'un croulant et, le cas échéant, l'amérer? C'est la sagesse que je nous souhaite.

De la résistance à la riposte

Une formule pour instaurer la gratuité scolaire

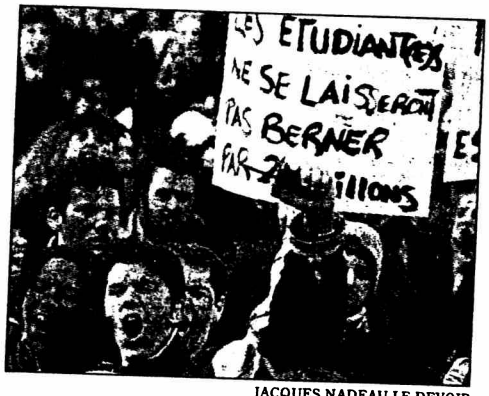
ROBERT LAPLANTE
Directeur de L'Action nationale

La grève des étudiants n'a rien à voir avec un conflit sectoriel. Elle porte sur des enjeux de société fondamentaux. Des enjeux de justice sociale et d'équité intergénérationnelle, certes. Mais il en va aussi et d'abord de la capacité du gouvernement du Québec de conduite une politique conforme à nos intérêts nationaux, une politique qui ne serve pas à briser la cohésion sociale et à légitimer des inégalités par l'acceptation fataliste de notre dépendance face à Ottawa.

Il y a dans le ras-le bol qui s'exprime sur les campus une authentique volonté d'en finir avec le discours du rapetissement, avec le consentement résigné d'un gouvernement prêt à tout pour s'ajuster aux moyens que le Canada lui laisse. Les étudiants ont raison: le Québec ne manque pas d'argent. Il est privé du contrôle de ses propres ressources financières. [...]

Il ne faut cependant pas se contenter de réclamer le retour au *statu quo ante*. [...] Dans une société qui n'a pas encore comblé tous les écarts qui la tiennent loin des résultats obtenus par les sociétés comparables dans le monde développé, en particulier en matière de taux de diplomation aux cycles supérieurs, il est clair que le régime d'aide aux études n'est pas adéquat.

Les obstacles qui réduisent l'accessibilité aux études ne sont pas tous, tant s'en faut, de nature économique. Mais il faut reconnaître et bien comprendre que les barrières financières sont, et de loin, les plus faciles à faire tomber et que les politiques qui les abolissent sont susceptibles d'avoir des résultats immédiats. [...]



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les étudiants ont raison, selon l'auteur: le Québec ne manque pas d'argent. Il est privé du contrôle de ses propres ressources financières.

Une approche innovatrice

Il est possible dès maintenant de donner au Québec une audacieuse politique de gratuité. Il faut s'en donner le programme. Et se donner la force de l'imposer à ce gouvernement. Il faut refuser de se laisser enfermer dans la pensée rabougrie avec laquelle notre premier sous-ministre enveloppe sa soumission inconditionnelle à l'ordre *canadian* dans son credo néolibéral. [...]

Il est possible de prendre des mesures pour assurer dès le mois d'avril prochain — c'est-à-dire dès le prochain budget de l'État du Québec — le lancement d'un programme qui offrirait à tous les diplômés des universités québécoises le remboursement de la totalité des frais de scolarité qu'ils auront versés pour l'obtention de leur diplôme. Cela ne réglera pas tous les problèmes mais, au moins, le Québec pourrait recommencer à se voir autrement que souffreteux. [...]

On sait que l'abolition des frais de scolarité entraînerait un déséquilibre encore plus grand dans le financement des universités et qu'il ne serait pas possible — surtout dans un délai très court — de repenser ce mode de financement sans la reprise de contrôle de la totalité de nos impôts. C'est pourquoi le programme proposé ne viserait pas à changer le mode actuel ni à lever le moratoire mais tout simplement à rembourser, une fois le diplôme obtenu, l'étudiant qui aurait persévéré. [...]

La mesure permettrait ainsi de favoriser l'accessibilité des études supérieures sans déresponsabiliser les étudiants qui resteraient tenus de mener à terme leurs études pour bénéficier du soutien gouvernemental.

Entre-temps, les programmes de prêts et bourses continueraient de fonctionner selon les règles actuelles. Le coût de la mesure n'est pas exorbitant: il s'agit de calculer environ 7000 $ par bachelier. Le gouvernement pourrait rembourser par crédits d'impôt applicables au cours des trois premières années après l'intégration du diplômé au marché du travail.

Ces crédits pourraient être cumulables si le candidat poursuivait à la maîtrise et au doctorat. Ils pourraient même être bonifiés (par exemple de 10 % pour la maîtrise et de 20 % pour le doctorat) pour constituer des incitatifs à la poursuite des études supérieures. [...]

La crise de l'endettement étudiant n'est qu'une illustration de plus, une de trop, de ce qu'il nous en coûte de rester dans le Canada. Il faut en sortir, et au plus vite. Cette urgence, les étudiants la sentent bien, ils en font d'ores et déjà les frais. [...] La révolte étudiante, quoi que soient tentés d'en dire ceux qui nous font numéro d'être revenus de tout, et surtout de leur propre jeunesse, peut être porteuse. [...]

Pour mieux investir

Deux solutions pour l'éducation

LOUIS LAPOINTE
Brossard

Il y a une dizaine d'années, alors que j'étais secrétaire d'un comité de travail sur le baccalauréat en enseignement préscolaire et élémentaire, les professeurs d'université qui participaient à ce comité étaient unanimes à dire que ce n'était pas tant l'investissement en éducation que la répartition de l'enveloppe budgétaire qui posait problème au Québec.

De mémoire, l'exemple le plus éloquent était la situation en Finlande. Pour un budget équivalent, un même nombre d'étudiants et d'employés dans l'ensemble du réseau, les professeurs plus nombreux avaient un nombre beaucoup moins élevé d'élèves par classe ainsi que des taux de passage plus élevés et de décrochage moins élevés. En Finlande, à cet époque, il y avait 500 fonctionnaires qui laissaient travailler les professeurs; au Québec, il y en avait alors 5000 qui inventaient des réformes qui empêchaient les enseignants de faire leur travail depuis 30 ans.

La démonstration du sous-financement des universités n'a pas vraiment été faite

En abolissant par attrition 4500 postes de fonctionnaire, en créant 4500 nouveaux postes de professeur et de spécialiste, on n'aurait pas besoin d'aller chercher du nouvel argent et on réglerait le principal problème en éducation: le taux d'encadrement par classe.

Cette solution, tout le monde la connaît mais personne ne l'applique parce qu'elle signifie que la région de Québec perdrait 4500 fonctionnaires. Voilà une bonne suggestion pour la ministre Monique Jérôme-Forget, qui cherche des compressions utiles. Parions qu'elle n'osera pas!

Autre possibilité

Je suis toujours surpris de lire que la première solution au problème du sous-financement des universités est l'augmentation des frais de scolarité alors que la démonstration du sous-financement n'a pas vraiment été faite.

Le problème du financement des universités au Québec découle en partie de la faible tâche d'enseignement des professeurs, du nombre trop élevé de dégrèvements et de la tâche de recherche qui n'est pas toujours utilisée pour faire de la vraie recherche. Si les professeurs d'université étaient plus efficaces en enseignement, si on limitait les dégrèvements administratifs et s'il y avait moins de professeurs en situation de double emploi, les universités pourraient libérer des sommes plus importantes pour le volet recherche. D'ailleurs, vous devez le savoir, ce ne sont pas les universités qui financent la recherche mais les organismes subventionnaires. L'argent de la recherche dans les budgets récurrents des universités ne sert pas toujours à la recherche. Il est temps de revoir la répartition de la tâche des enseignants universitaires et les modes de subventions à la recherche. Je vous invite à aller voir ce qui se fait à la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke en matière de gestion de tâche, cela vous donnera une bonne idée de ce qui pourrait être fait partout au Québec. Si notre ex-ministre de l'Éducation avait tiré profit de ce qui se faisait dans sa propre université, il serait probablement encore en poste aujourd'hui. Avant de réinvestir, il faut peut-être réfléchir à la façon d'investir convenablement.

Faites ce que devez!

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une participante à la manifestation étudiante de mercredi. «Les étudiants refusent d'être traités comme des ânes qu'on manipule à la carotte et au bâton, le plus souvent au bâton, celui-ci étant leur taux d'endettement», écrit l'auteur au ministre Jean-Marc Fournier.

On ajoute à la précarité des étudiants

DEVOIR
18-03-2005

SIEGFRIED L. MATHELET
Étudiant au doctorat en philosophie à l'Université du Québec à Montréal

Monsieur le ministre,

Je lis que vous qualifiez votre dernière proposition sur l'aide financière de *«plus juste, plus généreuse et, en même temps,* [...] [d']*incitatif à la diplomation»*. Votre collègue, Michel Audet, ministre des Finances, a quant à lui de la difficulté à comprendre pourquoi les étudiants refusent cette offre.

Permettez-moi de vous suggérer quelques pistes pour votre compréhension.

L'aide financière aux études est un programme qui, comme notre système d'éducation, tend à l'universalité. Tous les calculs compliqués de la réforme que vous et votre prédécesseur, Pierre Reid, avez proposés sont, derrière leur complexité, de simples brèches dans l'universalité du programme, voire une attaque en règle contre le principe même. Tous les bricolages de dernière minute sur les modalités de remboursement ne nous trompent pas pour ce qui est de l'orientation de votre réforme: le moins d'aide possible pour le moins de monde possible.

En ce sens, votre réforme n'apparaît pas très *«juste»* alors qu'elle n'apparaît *«généreuse»* que lorsqu'on ne regarde qu'une partie de la population étudiante.

Un bâton

Reste l'incitatif à la diplomation. Les étudiants refusent d'être traités comme des ânes qu'on manipule à la carotte et au bâton, le plus souvent au bâton, celui-ci étant leur taux d'endettement. Si on ne peut pas étudier le ventre vide, on n'étudie ni mieux ni plus vite sur promesse de paiement.

Je ne vois pas comment on peut penser que les étudiants vont mieux se concentrer en ajoutant à leur précarité. À moins que vous ne vous fassiez un portrait des étudiants comme étant des gens intrinsèquement paresseux mais, heureusement pour votre réforme, intrinsèquement avides aussi.

Néanmoins, si la diplomation est un objectif louable, elle est à concilier avec d'autres objectifs comme l'accessibilité et la qualité des études. Elle ne doit pas s'acquérir à leur détriment. Ainsi, pour un même taux de fréquentation, il serait bon de diplômer davantage de gens sans abaisser les critères d'évaluation et la qualité de la formation.

Cependant, non seulement vous semblez vous éloigner de ces autres objectifs, vous ne semblez pas être conscient qu'une véritable amélioration de la diplomation, sans compromis sur l'accessibilité ou la qualité, passe par plus d'encadrement et requiert plus de ressources.

Ainsi, il est clair que la diplomation est, pour nous, subordonnée aux objectifs d'une éducation accessible, voire gratuite, et de qualité. Ceci parce que nous ne partageons pas cette vision mercantile de l'éducation comme simple monnaie d'échange sur un marché mondialisé mais plutôt une vision humaniste selon laquelle l'éducation participe au développement de la personne et à son émancipation, même si cette personne ne se rend pas à la fin de son cheminement scolaire.

En espérant vous entendre à propos de ces questions, veuillez agréer, M. le ministre, mes salutations les plus militantes.

P.-S.: j'en profite pour vous rappeler, comme le faisait un collectif dans les pages du *Devoir*, qu'il faudrait aussi revoir le sous-financement du système universitaire avant de n'avoir, au Québec, qu'un accès restreint à une éducation postsecondaire médiocre, débouchant certes sur des diplômes mais dont on pourra même douter de la valeur d'échange.

Les cégeps et les universités veulent un dénouement rapide

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, est moins pressé

CAROLINE TOUZIN

Après les recteurs des universités, c'était au tour des directeurs des cégeps, hier, de demander un dénouement rapide du conflit qui oppose les étudiants au ministère de l'Éducation depuis plus de trois semaines maintenant. De son côté, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, ne semble pas aussi pressé. Il veut laisser les étudiants « réfléchir » à la proposition qu'il a soumise mardi dernier avant de reprendre les pourparlers.

Si le trimestre de certains cégépiens devait se prolonger après le 15 juin, le gouvernement devra débourser des centaines de milliers de dollars par jour pour les heures supplémentaires des enseignants, averti la Fédération des cégeps. « Dans un seul gros cégep, disons 5000 étudiants, cela coûterait environ 100 000 $ par jour au gouvernement en heures supplémentaires », a expliqué à *La Presse* le président de la fédération, Gaëtan Boucher.

Selon leur convention collective, les enseignants ne sont plus disponibles après le 15 juin. Toutefois, si la grève dure encore plusieurs semaines, certains cégeps — tenus par la loi d'offrir 82 jours de cours et d'évaluation — pourraient avoir à négocier avec les syndicats des enseignants pour rogner sur leurs vacances. En date d'aujourd'hui, les cégeps ont encore une marge de manoeuvre, mais elle s'amincit de jour en jour, prévient M. Boucher.

Les trois demi-journées de grève votées hier par la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) ajoutent aux maux de tête des directeurs des cégeps. En pleine négociation de sa convention collective, échue depuis le 30 juin 2002, la FNEEQ, qui regroupe plus des deux tiers des enseignants du réseau collégial, veut ainsi accentuer la pression sur le gouvernement. Elle prévoit exercer son droit de grève au début du mois d'avril.

Par ailleurs, la FNEEQ ne considère pas que le trimestre des étudiants en grève soit en danger. Réunis en assemblée générale hier, ses membres ont même adopté à l'unanimité une résolution pour appuyer la lutte étudiante. « Personne n'a intérêt à ce que le trimestre soit annulé. On peut trouver des solutions qui respecteront la convention collective », affirme le président de la FNEEQ, Ronald Cameron.

Dans les universités, on ne parle pas encore d'annuler le trimestre. Toutefois, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), qui s'est exprimée pour la première fois par voie de communiqué jeudi, s'est dite très inquiète par la situation, qui, « si elle ne connaît pas un dénouement rapide, risque de compromettre, du moins pour plusieurs groupes d'étudiants, la présente *session* ».

« Les recteurs souhaitent que les discussions s'intensifient dans les prochains jours. Avec sa proposition, le ministre a montré une sensibilité aux préoccupations étudiantes. Il ne faut pas voir cette proposition comme un recul, mais comme une avancée par rapport à celle d'il y a un an (sur les 103 millions) », a expliqué à *La Presse* le vice-président de la CREPUQ et recteur de l'UQAM, Roch Denis.

Même si, pour la première fois jeudi, la Fédération étudiante universitaire du Québec s'est montrée disposée à considérer une offre moindre que les 103 millions qu'elle exige depuis un an, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, n'est pas prêt à la rencontrer de nouveau. « Je laisse le temps aux étudiants de prendre connaissance de ce qu'il y a sur la table. Pas seulement les leaders étudiants, mais l'ensemble des étudiants. Puis, au cours des prochains jours, on va voir », a-t-il dit hier lors d'un point de presse à Québec.

Avec la Presse canadienne

« Si elle ne connaît pas un dénouement rapide, la situation risque de compromettre, du moins pour plusieurs groupes d'étudiants, la présente *session*. »

Cégeps, état de la situation

- 32 cégeps sont en grève ;
- Sept ont voté contre ;
- Trois vont se prononcer d'ici le 29 mars ;
- Sept autres n'ont pas prévu de vote à ce sujet ;
- Au total, dans les cégeps et les universités, 160 000 étudiants étaient en grève hier après que les étudiants de McGill et des HEC se sont joints au mouvement l'espace d'une journée.

Source : Fédération des cégeps

La proposition du ministre de l'Éducation

- Investir dès 2005-2006 une somme de 41,5 millions de dollars pour la mise en place de deux mesures.
- L'une d'elle comprend un réinvestissement de 22,5 millions en bourses, l'autre est un programme de remise de dettes.
- Les étudiants en grève demandent plutôt l'annulation de la décision du gouvernement de transformer 103 millions de dollars de bourses en prêts.

La Presse, 19 mars 2005, p. A8

Crainte d'une « entente à rabais »

CAROLINE TOUZIN

L'annonce de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui s'est dite disposée jeudi à faire des compromis sur d'éventuelles nouvelles propositions du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, n'a pas fait l'unanimité dans le mouvement étudiant. Elle a semé la grogne chez les plus radicaux. Même certains membres de la FEUQ ont été surpris par la position de leur fédération, qui demande depuis un an le retour des 103 millions de bourses transformés en prêts parle gouvernement.

La Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) a perçu cette ouverture comme le présage d'une « entente à rabais » avec le Ministre. « C'est très inquiétant de voir que, alors que le mouvement de grève grossit, la FEUQ est ouverte à demander moins que les 103 millions. Pour nous, les 103 millions, c'est déjà une entente à rabais. On veut l'abolition de la réforme de l'Aide financière aux études », a affirmé Héloïse Moysan-Lapointe, porte-parole de la CASSEE, qui représente 50 000 étudiants en grève.

Le Comité de mobilisation pour la grève de l'Université Laval est du même avis. « C'est irresponsable et inconséquent d'avoir un argumentaire purement financier comme celui de la FEUQ. Elle n'a même pas consulté ses membres avant de faire cette sortie-là », dénonce Jean-François Tremblay, porte-parole des étudiants en grève de l'Université Laval (19 500 des 35 000 étudiants de l'Université).

Membre de la FEUQ, la Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM) qualifie quant à elle l'annonce de jeudi de « précipitée ». « Nos 17 000 étudiants en grève se sont prononcés sur la proposition du ministre. Nous, ce qu'on veut, c'est les 103 millions. On n'est pas prêts à faire des compromis »; explique le président de la FAECUM, Pierre-Alain Benoît.

La principale association étudiante de l'Université McGill (SSMU), aussi membre de la FEUQ, croit que l'ouverture de sa fédération étudiante a été mal interprétée. « La FEUQ a dit qu'il ne fallait pas fermer la porte à d'autres offres sérieuses. Ça correspond à notre position », dit le président du SSMU, Andrew Bryan. Les 17 000 étudiants du premier cycle de McGill étaient en grève l'espace d'une journée hier. Ils procèdent jusqu'à mardi à un second vote sur Internet pour décider s'ils seront en grève à nouveau jeudi.

Le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, a précisé sa pensée hier à la suite des réactions de certains leaders du mouvement étudiant à son annonce de la veille. « Nous sommes ouverts aux nouvelles offres, mais nous ne déciderons rien sans avoir consulté nos membres en assemblée générale », a-t-il expliqué à *La Presse*. Jeudi lors d'un point de presse à Québec, il avait plutôt dit : « Qu'il (le ministre) mette 80 millions dans le plafond de prêts, c'est sûr que c'est quelque chose qu'on va considérer. »

Le mouvement de grève compte de nouveaux étudiants, traditionnellement les plus réfractaires à la grève, dans ses rangs. Les 12 000 étudiants de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM se sont prononcés en faveur d'une grève d'une semaine débutant hier. C'est la première de son histoire. Les 42 000 étudiants de l'UQAM sont donc en grève.

Par ailleurs, quelque 70 étudiants membres de la CASSEE, dont plusieurs provenant du cégep du Vieux-Montréal, ont entamé leur semaine de « perturbation économique » hier, en bloquant pendant environ deux heures le pont de la Concorde, principal accès au Casino de Montréal. Ils sont arrivés vers 17 h pour finalement se disperser peu après 19 h sur l'ordre des policiers. Ils ont obéi sans opposer de résistance et personne n'a été arrêté. « On va continuer à frapper fort pour que le gouvernement soit obligé de nous écouter », a averti Simon Marcotte, porte-parole de l'Association générale des étudiants du cégep du Vieux-Montréal.

La Presse, 19 mars 2005, p. A8

La Presse, 19 mars 2005, p. A24

Répétition générale

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Si la grève des étudiants était une répétition générale avant la grande bataille avec les syndicats du secteur public, on peut douter de la capacité du gouvernement Charest de passer à travers les épreuves qui l'attendent.

Car si le gouvernement s'est trouvé pris de court par une grève étudiante qui ne menaçait personne d'autre que les étudiants eux-mêmes, qu'en sera-t-il lorsqu'une vraie grève fermera les hôpitaux et bloquera les routes ?

Dans ce conflit inutile avec les étudiants, le gouvernement a eu tout faux dès le départ.

Sa réforme initiale était mal avisée : par ce tour de passe-passe mesquin, il a tenté d'aller chercher « par la bande », et dans la poche des plus démunis par-dessus le marché, les économies qu'il aurait réalisées s'il avait eu le courage de hausser les droits de scolarité.

Sa réaction à la grève a été démesurée. Le fait de consacrer toute une réunion du conseil des ministres à cette affaire trahissait un certain affolement.

Suivirent les négociations, dans un climat d'improvisation complet. Le ministre Fournier a d'abord offert 29 millions de plus... puis, quelques heures après que les leaders étudiants eurent claqué la porte de son bureau, 41,5 millions. Demain, sans doute haussera-t-il encore la mise. Les fameux 103 millions que le Ministère voulait économiser auront été peu à peu grignotés. Il aurait été plus simple d'annuler carrément l'initiative de l'ancien ministre Reid.

Les leaders étudiants peuvent se frotter les mains. Ils ont réussi à affaiblir le gouvernement, eux qui pourtant ne bénéficiaient d'aucun rapport de force. Une grève d'étudiants, quelle que soit son ampleur, est par définition destinée à s'essouffler très rapidement. L'étudiant moyen est bien prêt à débrayer pendant quelques jours à l'approche du printemps, mais à un moment donné il retourne à ses cours parce qu'il ne veut pas perdre sa session. En outre, la ligne dure des leaders étudiants n'avait pas d'appui dans l'opinion publique, comme l'a montré un récent sondage Léger Marketing.

Le tort principal du gouvernement — un tort également partagé par le PQ, qui a toujours fait preuve du même opportunisme à courte vue — est de s'être engagé à maintenir le gel des droits de scolarité. Un gel absurde, qui constitue un transfert de richesse injustifié de la part d'une population de gagne-petit envers ceux qui seront demain les citoyens les plus privilégiés, et dont toutes les statistiques montrent qu'il n'a même pas d'effet sur le taux de scolarisation. Les jeunes Québécois sont proportionnellement moins nombreux que les Ontariens à se rendre à l'université, et le taux de fréquentation universitaire aux États-Unis, où l'université coûte cher, est de 17 % plus élevé qu'en France, où l'université est gratuite !

Les étudiants en médecine qui défilaient mercredi dans la rue en jouant les martyrs se rendent-ils compte que leur formation leur coûtait, en 2003-2004, 2224 $ par année alors qu'il en coûte 14 000 $ pour s'inscrire en médecine à l'Université de Toronto ? Il en coûte cinq fois moins cher pour devenir médecin au Québec qu'à l'Université de la Colombie-Britannique, à celle de Calgary ou à Dalhousie, où les droits vont de 9932 $ à 10 460 $. Pourquoi la faculté de médecine de l'Université de Montréal, l'une des plus réputées au pays, est-elle quatre fois « meilleur marché » que celle de Memorial à Terre-Neuve ?

Le tort principal du gouvernement est de s'être engagé à maintenir le gel des droits de scolarité.

J'ai choisi l'exemple de la médecine, parce que c'est le domaine entre tous où l'étudiant a l'assurance de pouvoir gagner honorablement sa vie. Mais des disparités analogues existent ailleurs. Dans les facultés des arts, les droits de scolarité sont en moyenne quatre fois moins élevés au Québec que dans les autres provinces.

La solution logique et équitable serait de relever graduellement les droits de scolarité universitaire, tout en améliorant le régime des prêts et bourses de façon à en faciliter l'accès des étudiants démunis. Les récentes offres du ministre Fournier contenaient une incitation à l'achèvement des études, en associant le montant des prêts à la diplomation. C'est une bonne idée, qui n'était pas à sa place dans le salmigondis des dernières négociations, mais que le ministère devrait récupérer le jour où il accouchera d'une réforme intelligente.

Il en va de l'avenir des universités, car outre qu'il est injuste d'imposer à l'ensemble des contribuables l'essentiel du fardeau financier de la formation de la minorité la plus privilégiée, il en va de l'avenir de nos universités. Comme le financement de la recherche et de l'enseignement supérieur ne sera jamais la priorité de l'électorat, les universités sont destinées à s'appauvrir inexorablement si une part excessive de leur budget dépend des fonds publics. L'exemple de la France est éloquent : ses universités gratuites sont délabrées, et les élites les boudent au profit des grandes écoles, où l'on n'accède qu'en passant par des concours exi-

La Presse, 19 mars, p. A25

De quelle solidarité parlons-nous ?

Depuis une semaine les étudiants du Québec sont bombardés par des appels à la solidarité envers les étudiantes et étudiants endettés. Mais est-ce que c'est vraiment de la solidarité ? La vraie solidarité se manifeste quand on est solidaire des autres et non quand on demande aux autres d'être solidaires avec soi. La solidarité, la vraie, c'est donner et non demander. En suivant cette logique, j'ai eu une idée que je veux partager avec vous tous, que vous soyez étudiants ou contribuables. La voici : nous pourrions (nous étant les 230 000 étudiants dits en grève) organiser une levée de fonds pour venir en aide immédiatement aux étudiants les plus démunis. Si chacun de ces 230 000 étudiants, supposément en grève par solidarité avec les plus démunis d'entre eux, fournissait 10 $, nous aurions subito 2,3 millions à offrir à ceux qui ont les besoins les plus pressants. La redistribution de cet argent pourrait se faire, par les associations étudiantes, de façon rapide et orientée vers les étudiantes et étudiants les moins nantis et les plus endettés.

Hugo Mathieu
Université Laval

Journal de Montréal, 19 mars, p. 9 et p. 6

Le ministre Fournier veut laisser les étudiants «réfléchir»...

QUÉBEC (PC) – Malgré l'ouverture manifestée la veille par la FEUQ, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, n'a pas l'intention, du moins pour l'instant, de reprendre les pourparlers avec les associations étudiantes.

«Je laisse le temps aux étudiants de prendre connaissance de ce qu'il y a sur la table. Pas seulement les leaders étudiants, mais l'ensemble des étudiants. Puis au cours des prochains jours, on va voir», a dit hier le ministre Fournier.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a fait savoir jeudi qu'elle était prête à reprendre les discussions et même à considérer une offre moindre que les 103 millions $ qu'elle exige depuis un an.

M. Fournier répond qu'il sera éventuellement possible de revoir «certaines modalités» de la proposition soumise mercredi, mais qu'il n'a pas les moyens d'offrir davantage que les 41,5 millions $ offerts pour 2005-2006.

«Il y a un cadre budgétaire qui est inclus avec ça. Il y a une structure qui est là. Je n'ai pas de moyen d'aller à l'extérieur de ce cadre-là, mais il est possible de discuter des modalités», a-t-il dit.

Entre-temps, le mouvement de grève des étudiants amorcé il y a près d'un mois se poursuivait toujours vendredi et totalisait quelque 170 000 cégépiens et universitaires.

Des étudiants bloquent le pont de la Concorde

Photo GILLES RENAUD

UNE CENTAINE D'ÉTUDIANTS en grève ont bloqué le pont de la Concorde, qui mène au Casino de Montréal, hier en début de soirée. «On a choisi de viser le Casino de Montréal parce que c'est une vache à lait du gouvernement», explique Jean-Philippe Thuot. L'accès au Casino de Montréal a été bloqué pendant près de trois heures. Le spectacle *Cinémashow*, présenté au casino hier soir, a dû être retardé de 45 minutes. «C'est sûr qu'il y a une affluence importante au casino le vendredi soir», commente le porte-parole de Loto-Québec, Jean-Pierre Roy. Les étudiants comptent exercer des pressions plus marquées dans les prochains jours pour obtenir du gouvernement les 103 millions dans le programme des prêts et bourses.

Journal de Montréal, 19 mars, p. 26 #241

LISE PAYETTE

Collaboration spéciale

SOCIÉTÉ

La réussite du gouvernement Charest

Je vous l'annonce. Ce gouvernement va passer à l'histoire. Pas pour ses réalisations car il en a très peu à son actif. Il passera à l'histoire pour avoir réussi à unir le peuple du Québec contre ce qu'on appelle le gouvernement Charest. Du jamais vu dans les proportions qu'on connaît en ce moment. À un point tel que ça en devient inquiétant.

Même les étudiants, ceux dont tous les politiciens ont toujours dit que rien ni personne n'arriveraient à les faire bouger, même les étudiants ont envahi les rues pour exprimer leur ras-le-bol. Ils l'ont fait avec force et dans le calme mais il était évident que la sérénade du ministre Fournier ne passait pas. Leur message était clair. On ne peut pas faire une coupe de 103 millions sur leur dos en pensant qu'ils ne s'en rendront pas compte.

Subtil comme à son accoutumée, qu'a fait le gouvernement Charest? Il s'est braqué dans une proposition de règlement incompréhensible et surtout injuste au lieu d'ouvrir la porte à une véritable négociation qui aurait pu satisfaire les deux parties.

Ce gouvernement, toujours convaincu d'avoir totalement raison, aura permis aux Québécois de refaire le plein de solidarité. Surtout que de plus en plus de gens sont convaincus que ce n'est pas tellement l'argent qui manque mais bien la volonté de le mettre là où il est vraiment nécessaire.

Le ras-le-bol se généralise.

Un ras-le-bol général

Où est l'argent ?

On ne peut pas s'empêcher de se poser la question justement au moment où on s'apprête à payer les impôts dans ce foutu pays. La Commission Gomery et son « cours de fraude 101 », où on voit défiler jour après jour des gens qui ont empoché notre argent sans sourciller, ne nous donne pas très envie d'envoyer à Ottawa ce qu'il nous réclame encore cette année.

Quand on apprend au fur et à mesure du déroulement de la fameuse Commission à quel point ils ont gaspillé notre argent, durement gagné, pour nous laver le cerveau afin qu'on reste fédéralistes, le cœur nous lève.

Quand on voit leur attitude, quand Québec réclame ce qui lui est dû, et qu'il faut faire le voyage à Ottawa à genoux chaque fois et revenir les mains vides quand même, le cœur nous lève. Quand on entend le ton qu'ils ont pour nous dire ce qui est bon pour nous, le cœur nous lève.

Ottawa est assis sur des surplus absolument incroyables, pendant que de nombreuses provinces tirent le diable par la queue. Le cœur nous lève.

Québec est-il pauvre ?

Est-il aussi pauvre qu'il le dit? Je ne suis même pas sûre qu'il existe une réponse à cette question-là. On a plutôt l'impression que le budget du Québec est une pure fiction. Que personne ne sait combien d'argent véritable il y a dans les coffres et combien coûte tout ce que nous payons. Ça a plutôt l'air d'un budget élastique.

Et que ce n'est pas parce qu'on coupe 103 millions de subventions aux étudiants qu'on va récupérer 103 millions ailleurs, pour autre chose. Le budget, c'est du papier.

Si on faisait nos petits budgets personnels comme le gouvernement fait les siens, il y a longtemps qu'on serait en faillite. Peut-être même en prison.

Un ministre « impacté »

Le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier s'est fait corriger sur son langage cette semaine lorsque, durant une conférence de presse où il a longuement expliqué sa réforme des prêts et bourses pour les étudiants, il a utilisé à plusieurs reprises le mot « impacté » qui n'existe dans aucun dictionnaire français.

« Ceux qui étaient les plus démunis » parmi les étudiants, a expliqué le ministre de l'Éducation « étaient ceux qui étaient les plus impactés ».

Devant les interrogations d'un journaliste, Jean-Marc Fournier a été obligé de préciser que impacté dans son langage créatif signifiait subir un impact. Ah bon....

Photo d'ARCHIVES

Jean-Marc Fournier

Le Devoir, 19 et 20 mars, p. A1 et A12

«Les jeunes ont senti l'odeur du sang»

Les sommets d'impopularité du gouvernement Charest favorisent le mouvement étudiant

Plus de la moitié des étudiants du Québec ont fait la grève cette semaine contre la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts. Amorcée le 24 février par moins d'une dizaine d'associations, la grève prend toujours de l'ampleur: 32 collèges fréquentés par 92 000 étudiants sont paralysés et 78 000 universitaires sont en grève. Mercredi, une marée étudiante a déferlé dans les rues de Montréal au lendemain d'une offre gouvernementale jugée insuffisante.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Du Sommet des Amériques à la guerre en Irak, une génération de jeunes qui ont fait leurs premières armes lors de mobilisations à caractère international s'approprie maintenant des enjeux nationaux où ils construisent eux-mêmes un rapport de force.

Et quel rapport de force! La grève et la manifestation de mercredi sont les plus importantes de l'histoire du mouvement étudiant au Québec. Les universitaires, généralement frileux à l'idée de sécher les cours, sont entrés de plain-pied dans la danse amorcée par les collégiens et quelques associations de facultés plus militantes, la contagion gagnant même des facultés traditionnellement plus conservatrices comme les sciences, le génie et la médecine. Même l'École de gestion de l'UQAM entament une grève d'une semaine.

> «Le rejet du gouvernement Charest est tellement partagé dans la population, cela rend le terreau très fertile»

Mercredi, nombreux étaient les manifestants qui essayaient de mesurer la foule à l'aune des manifestations anti-guerre. *«Dans notre génération de militants, beaucoup sont arrivés au mouvement étudiant à cause de la mondialisation»*, explique la présidente de la Fédération étudiante collégiale, Julie Bouchard, qui a été sur toutes les tribunes ces derniers jours. Elle-même a scandé des slogans pour la première fois lors d'une manifestation contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

«Les gens voient maintenant concrètement que la mobilisation peut donner quelque chose. Les militants voient que c'est un gouvernement qui réagit à la pression», poursuit cette jeune femme de 20 ans au ton posé.

Étudiant en travail social à l'Université de Sherbrooke, Pierre-Luc rappelle que depuis 10 ou 15 ans, les stages de coopération internationale au secondaire

VOIR PAGE A 12: GRÈVE

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«On pense au fardeau fiscal que notre génération va devoir assumer à cause du vieillissement de la population. Si en plus nos dettes sont élevées, cela va être un fardeau lourd à porter. On veut bien repeupler le Québec, mais des couches, ça se paye!», disait une manifestante lors de la manifestation de mercredi dernier.

Suite ... p. A12

GRÈVE

« Ce n'est pas un coup de sang. Ce n'est pas une grève champignon. [...] La grève n'arrive pas comme un moyen prématuré. »

SUITE DE LA PAGE 1

sont légion. *«Les jeunes en reviennent avec une conscience sociale dont ils ne savent pas quoi faire. La semence s'enracine maintenant dans des débats tangibles»*, observe le jeune homme, soulignant que la moitié de la population est en colère contre le gouvernement.

Cette mouvance altermondialiste teinte aussi l'allure de la grève. *«Le côté festif est beaucoup plus présent que dans les grèves passées. Cela vient peut-être du mouvement altermondialiste, où la dimension culturelle est très vive. C'est beaucoup plus motivant pour les jeunes qui ont le goût de vivre une expérience militante»*, constate un ancien de l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ), Claude Rioux, qui a aussi milité au sein du Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) pendant la grève de 1996. Il associe également la participation, inattendue, d'associations d'étudiants en sciences à la forte conscientisation des dernières années sur les enjeux environnementaux. *«Avant, les sciences n'étaient pas aussi politisées»*, observe-t-il.

Une cause

À la base, la cause suscite l'indignation. Les mains liées par une promesse de maintenir le gel des frais de scolarité — arrachée par les fédérations étudiantes en campagne électorale —, le gouvernement a choisi de hausser le plafond des prêts de 57 % au collégial et de 88 % au premier cycle universitaire. Contrairement aux frais de scolarité payés par tous, la mesure n'affecte qu'une minorité d'étudiants, soit 12 % au collégial et 17 % à l'université, mais ceux-ci sont touchés de plein fouet.

«Je ne reçois pas d'aide financière. Je fais la grève par solidarité. La moitié des étudiantes dans mon programme en reçoivent», explique Marie-Chantal, 21 ans, étudiante en orthophonie à l'Université de Montréal. Manifestant avec six autres copines, dont plusieurs sont durement touchées, elle pense que l'impact de la mesure dépasse les poches des étudiants. *«On pense au fardeau fiscal que notre génération va devoir assumer à cause du vieillissement de la population. Si, en plus, nos dettes sont élevées, ça va être un lourd fardeau à porter. On veut bien repeupler le Québec, mais des couches, ça se paye!»*, lance-t-elle avec un clin d'œil à sa camarade, qui sourit à l'évocation du rêve de fonder une famille.

Pour la présidente de la FECQ, le gouvernement a sous-estimé la riposte. *«C'est une décision prise sur un coup de tête. Le gouvernement a misé sur le fait que tous les étudiants ne sont pas touchés et que la réplique ne serait pas trop grande. Il a fait fausse route.»*

Pour le plus grand malheur du gouvernement, le ciment de la revendication a pris. Une année de sensibilisation a été nécessaire, mais ce ciment n'en est que plus solide. *«Ce n'est pas pour rien que la grève n'a pas fonctionné à l'automne* [malgré des tentatives de l'ASSE], *le bois n'était pas sec. Quand les gens ont reçu leur relevé du ministère, ils se sont eux-mêmes transformés en agents de sensibilisation. On les voit dans les classes, les cafés étudiants. Quand est venu le temps de l'action, les gens ont trouvé ça légitime»*, observe Frédéric Lapointe, un ancien du mouvement étudiant qui a présidé la FECQ à ses tout débuts puis été vice-président de la FEUQ à l'époque de la grève contre le dégel, en 1996.

«Ce n'est pas juste un exercice de leadership de la part de la tête du mouvement», poursuit l'ancien militant, qui termine maintenant un doctorat en sciences de l'éducation.

La mobilisation était à point. Depuis un an, tant les fédérations étudiantes (FECQ-FEUQ) que l'ASSEE (l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, qui a formé une coalition élargie pour la grève) sensibilisent les étudiants, selon leurs méthodes respectives, sur la conversion des bourses en prêts.

«Depuis un an, on a fait du lobby auprès des députés, des sondages, on a même fait signer des pétitions dans les foyers pour personnes âgées. Quand on a vu que, malgré tout ça, malgré l'opinion publique, malgré les éditoriaux, le gouvernement ne bougeait pas, on a décidé d'aller vers une grève», raconte le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, dont les membres ont décidé de se diriger vers la grève en janvier dernier.

La fougue des militants plus gauchistes conjuguée au pragmatisme et à l'argumentaire des fédérations étudiantes pour lesquelles la grève est un moyen ultime ont allumé un feu qui prend des allures de véritable incendie. *«Ce n'est pas un coup de sang. Ce n'est pas une grève champignon. Ça arrive après un an d'efforts pour interpeller le gouvernement. La grève n'arrive pas comme un moyen prématuré»*, affirme Gérald Larose, professeur de travail social et ancien syndicaliste, qui a aussi milité avec l'Union générale des étudiants (UGEQ) dans son jeune temps.

Il y a aussi un effet cyclique. Le Québec n'avait pas connu de grève étudiante depuis celle contre le dégel des frais de scolarité, en 1996. *«Neuf ans ont passé, la population étudiante s'est renouvelée. C'est un moyen d'action nouveau pour tout le monde. Personne ne la voit comme un moyen dépassé»*, fait valoir Claude Rioux qui, en sa qualité d'ancien, a présidé quelques assemblées générales au cours des dernières semaines.

Un contexte favorable

Si les étudiants sont convaincus que leur cause est juste et que la grève est nécessaire, ils sont aussi confortés par l'état d'esprit qui règne dans l'ensemble de la population. Les sommets d'impopularité qu'atteint le gouvernement Charest depuis son arrivée au pouvoir et la grogne qui s'exprime tant chez les syndicats que parmi les groupes communautaires et environnementaux donnent de l'aplomb au mouvement.

Les étudiants font la grève avec fierté, comme en témoignent les appels téléphoniques d'associations habituellement moins combatives dans les salles de nouvelles pour signifier qu'elles se joignent au mouvement. *«Le rejet du gouvernement Charest est très partagé dans la population, ça rend le terreau très fertile. C'est une grève qui se fait avec le sourire. Les étudiants n'ont pas la mentalité d'assiégés que leurs prédécesseurs avaient lors des dernières grèves»*, constate Claude Rioux, maintenant secrétaire de rédaction de la revue de gauche *À bâbord*. Depuis deux semaines, les gens qu'il croise dans le métro lui sourient à la vue du carré rouge qui orne son manteau.

Les noms de deux dossiers ressortent dans les propos de presque tous les grévistes: la centrale du Suroît et le financement des écoles privées juives. Si ces deux volte-face donnent de l'espoir à cette génération en colère, elles font aussi craindre un sursaut d'orgueil d'un gouvernement qui pourrait se braquer pour ne pas perdre la face, d'autant plus que les syndicats suivent avec les négociations du secteur public. *«On n'a pas à payer le prix des autres gaffes du gouvernement»*, tonne Julie Bouchard, de la FECQ.

Après plus de trois semaines de grève, aucun signe d'essoufflement n'apparaît encore à l'horizon. Au contraire, de nouvelles associations se joignent au mouvement. Et les parents ne sont pas loin derrière: *«Les étudiants crient "À nous la rue!". Nous, les parents, on devrait scander "À nous le trottoir!" et manifester à leurs côtés»*, s'exclamait une mère de trois jeunes adultes rencontrée à la manifestation monstre de mercredi.

«Si le gouvernement ne bouge pas, il ne fait qu'étirer son supplice. En bout de course, il n'aura pas le choix de régler autour des 103 millions», croit Gérald Larose, joint quelques minutes après un avant-midi de piquetage où il a entendu les nombreux coups de klaxon d'appui des automobilistes.

Quel impact aurait une défaite sur ce mouvement étudiant gonflé à bloc? *«Il y a un danger que les deux extrêmes se fortifient, qu'un courant radical mène des actions sur le mode des groupes d'affinité* [anarchiste] *en renonçant à s'adresser à la masse étudiante et que les associations plus conservatrices se disent que la grève, ce n'est pas leur jeu»*, craint Claude Rioux.

Également vétéran du mouvement étudiant, à l'époque dans une organisation rivale, Frédéric Lapointe ne craint pas la démotivation: *«Les gens ont senti l'odeur du sang. Ils ont senti que ce gouvernement pouvait être déstabilisé. C'est un apprentissage qui va être durable sur le plan de la confiance en ses propres moyens.»*

Cette expérience, ils risquent d'en avoir bien besoin. Après les prêts et bourses, la bataille des frais de scolarité attend probablement dans le corridor que son tour arrive.

Le Devoir

Le Devoir, 19 et 20 mars, p. A4

Fournier envoie les étudiants réfléchir

Le ministre de l'Éducation demande aux grévistes d'oublier les slogans et d'étudier sérieusement sa proposition

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Après plus de deux semaines de grève pour certains étudiants et une session sérieusement entamée, le ministre de l'Éducation *invite* les associations étudiantes à méditer sa proposition afin de reprendre le chemin des classes au plus vite.

«J'en appelle à leur étude de la proposition et au souhait qu'ils rentrent», a expliqué le ministre Jean-Marc Fournier au terme d'un débat de deux heures à la commission de l'Éducation sur la question de la grève étudiante. *«Je leur offre la proposition qui est sur la table, je leur demande de la regarder et de ne pas nécessairement simplement répéter des slogans.»*

M. Fournier, qui n'avait pas eu de nouvel échange avec les groupes étudiants hier, a martelé cette invitation tout en indiquant sa disponibilité à rencontrer les jeunes pour *«discuter des modalités»*. Cependant, le ministre doit toujours travailler à l'intérieur d'un *«cadre budgétaire»* qui ne lui permet pas de songer à autre chose que la formule de remise de dette proposée cette semaine, qui suggère un retour de 41 millions la première année jusqu'à 95 millions au bout de cinq ans.

Jean-Marc Fournier

Quant à l'ouverture manifestée jeudi par le président de la FEUQ de *«considérer»* — si on lui en faisait la proposition — un scénario de diminution des plafonds d'endettement inférieur aux bourses de 103 millions converties en prêts, des groupes étudiants ont vivement riposté en prévenant que cette ouverture ne serait pas appuyée par les membres des associations étudiantes.

À l'Université Laval, où environ 20 000 étudiants ont opté pour le débrayage, le Comité de mobilisation pour la grève (CMGUL) a dénoncé et condamné cette sortie, qu'il juge *«irresponsable»* et *«inconséquente»*. *«M. St-Amant* [Pier-André Bouchard-St-Amant, président de la FEUQ] *se doit de retirer ces propos qui vont à l'encontre de l'ensemble des étudiants du Québec»*, a indiqué le comité par voie de communiqué, y voyant une *«erreur stratégique»*.

«Nous étions en réunion au moment où la nouvelle est sortie [jeudi], *et je peux vous dire que la réaction a été instantanée et assez vive, même chez les membres de la FEUQ* [non liés à la Coalition pour une ASSÉ élargie]», a expliqué Jean-François Tremblay, porte-parole du Comité de mobilisation pour la grève et étudiant en sociologie au deuxième cycle.

À l'Université de Montréal, où l'offre de Jean-Marc Fournier n'a fait que raviver les mandats de grève, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAECUM) a prévenu qu'une solution de moins de 103 millions *«ne passerait pas aisément chez les étudiants»*, comme l'a expliqué Pierre-Alain Benoît, secrétaire général.

«Je ne crois pas que nos étudiants soient prêts à accepter une offre à 80 millions», a affirmé M. Benoît, qui a du même souffle dit comprendre que *«peu importe l'offre que la FEUQ reçoit, elle doit la transmettre à ses associations»*.

La CASSEE, qui dénonce la récupération faite par les deux autres fédérations d'une grève à laquelle elle a donné le coup d'envoi, a vivement accusé le président de la FEUQ de se diriger tout droit vers une *«entente à rabais»* en émettant de tels propos. La CASSEE croit qu'avec *«l'immense rapport de force»* que les étudiants ont réussi à créer au cours de cette session, on pourrait espérer beaucoup plus que le retour des 103 millions, comme l'abolition pure et simple de la réforme de l'aide financière.

Le mouvement n'a par ailleurs montré aucun signe d'essoufflement, au contraire: à l'UdeM, environ 5000 étudiants en sciences de la santé — généralement peu adeptes de la grève — ont emboîté le pas au mouvement national, qui touche près de 170 000 étudiants des cégeps et des universités. Des associations en audiologie, orthophonie, ergothérapie, sciences médicales, physiothérapie et optométrie ont choisi la voie de la grève générale illimitée. Les futurs pharmaciens étaient en grève hier, et les futurs médecins — qui ont déjà dit non à la grève la semaine dernière — vote de nouveau lundi sur cette question.

Après les étudiants de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, qui ont voté en grande majorité pour une grève d'une semaine, ceux de l'École nationale d'administration publique (ENAP) ont entamé cette semaine une grève générale illimitée, histoire de dénoncer les changements *«draconiens»* imposés au régime d'aide financière depuis un an.

Signalons aussi que la Fédération des cégeps a reconnu hier le mérite, à certains égards, de la dernière proposition présentée par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. Le scénario de remise de dette *«corrigerait certains effets négatifs du gouvernement»*, choisit le regroupement, dont 32 des 48 cégeps étaient en grève hier, ce qui représente 92 000 collégiens.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La grande manifestation de mercredi n'a pas ébranlé le ministre de l'Éducation et, même si les étudiants font preuve d'une certaine ouverture, Jean-Marc Fournier les prévient: une entente ne sera possible qu'à l'intérieur du cadre budgétaire qu'il a fait connaître.

«La proposition constitue pour nous une ouverture au dialogue», a expliqué hier Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps. *«Il faut que tout le monde se rassoie, la situation ne peut plus perdurer.»*

Dans certains collèges, en grève depuis le 24 février, les possibilités de reprise de cours s'effritent en effet avec le temps. Outre des jours fériés (les congés de Pâques) ou les cinq journées prévues à la convention collective pour fins d'évaluation, les cégeps songent déjà à remodeler les calendriers scolaires pour y faire entrer les jours de cours prévus par le règlement.

Annuler une session et la reporter à l'automne prochain, voire étirer le calendrier à l'intérieur des marges situées entre le 15 juin et le 1er septembre serait *«techniquement impossible»* ou encore *«beaucoup trop coûteux»*, a expliqué M. Boucher.

Notons enfin que la cause des étudiants a été appuyée par *«103 personnalités»* du milieu culturel (chanteurs, musiciens, auteurs, comédiens, etc.) qui demandent au gouvernement Charest de revenir sur cette compression de l'ordre de 103 millions de dollars dans le programme de bourses.

«Cette mesure de compression est profondément injuste car elle fait porter le fardeau de l'endettement aux étudiants les plus pauvres de même qu'à ceux des régions éloignées», écrit cette pléiade d'artistes. De l'auteur François Avard à la chanteuse Mara Tremblay en passant par le cinéaste Charles Binamé, les comédiennes Isabelle Blais et Sylvie Drapeau, l'auteure Clémence DesRochers, l'éditeur Pierre Graveline, les auteurs-compositeurs Plume Latraverse et Jim Corcoran, l'humoriste Daniel Lemire et le poète Michel Garneau, ces 103 artistes (pour 103 millions) s'ajoutent donc à la liste de tous ceux qui dénoncent la conversion des bourses en prêts.

Le Devoir

le Devoir, 19 et 20 mars 2005, p. B 2

Mouvement étudiant

Histoire de grèves

C'est la septième fois depuis 1968 que les étudiants sortent en masse pour protester contre le gouvernement

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Avec le sommet, atteint cette semaine, de 230 000 étudiants en grève dans toutes les régions, au collégial comme à l'université, le mouvement de grève est de loin le plus important de l'histoire du Québec. La manifestation de 80 000 étudiants mercredi à Montréal a elle aussi battu tous les records.

On fait souvent référence à la grève de 1968 (en octobre au Québec, par rapport au célèbre Mai 68 français) comme une des plus importantes. Or un observateur a souligné au *Devoir* que la plus importante manifestation en 1968 réunissait environ 18 000 personnes...

«C'est plus important que tout ce que j'ai vu dans le mouvement étudiant depuis 1968. Ça dépasse même 1968», confirme Gérald Larose, alors étudiant en théologie à l'Université de Montréal.

Auteure d'un ouvrage à paraître (un des rares) sur l'histoire du mouvement étudiant, l'historienne Valéry Colas souligne que la grève de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) de 1968 pour la création d'une deuxième université francophone (l'UQAM) et l'amélioration de l'aide financière constituait le premier débrayage d'envergure du siècle.

Suivront ensuite deux autres grèves importantes, en 1973 et 1978, pour l'aide financière aux études, grèves qui toucheront une trentaine de cégeps et l'UQAM, soit environ 100 000 étudiants.

En 1986, Claude Ryan annonce son intention de dégeler les frais de scolarité malgré une promesse électorale, un scénario qui se répétera par la suite. L'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ) déclenche alors une grève devant laquelle le gouvernement capitule rapidement. *«C'était très bien coordonné. Dès le premier jour, 20 associations collégiales partaient en grève. Ça monté jusqu'à une trentaine»*, se rappelle un ancien de l'ANEEQ, Benoît Renaud, qui a par la suite milité dans le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) au milieu des années 90.

Forte du succès de cette grève, l'ANEEQ en tente une seconde, dite «offensive», pour réclamer des changements à l'aide financière. L'aventure est désastreuse. *«C'était complètement irresponsable. Le mot d'ordre n'a pas été assez suivi, et ça enclenché le déclin de l'ANEEQ»*, se rappelle Claude Rioux, qui fréquentait le très militant cégep Saint-Laurent à l'époque.

Empêtrée dans les divisions entre des souverainistes et un groupuscule de gauche du nom de Groupe action socialiste, l'ANEEQ est affaiblie quand le gouvernement Bourassa revient à la charge avec le dégel des frais de scolarité en 1989. La grève de 1990 ne réussira pas à dissuader le gouvernement, et les frais augmenteront de 300 %.

Émergence des fédérations

À la même époque naissaient les fédérations étudiantes collégiale et universitaire (FECQ-FEUQ). Si la FECQ et la FEUQ font la grève aujourd'hui, la chose aurait été inimaginable à l'époque, nous dit un des fondateurs de la FECQ, Frédéric Lapointe: *«Les fédérations se définissaient par contraste avec l'ANEEQ. Il n'y avait pas une analyse très rationnelle, si ce n'est l'accent mis sur la nécessité de convaincre la population en montant des argumentaires très serrés, ce qui a perduré dans la culture des fédérations jusqu'à maintenant.»* M. Lapointe, qui a présidé la FECQ de la première heure, parle maintenant en riant des jeunes en complet-veston qui dirigeaient le mouvement. *«Les gens de la FECQ de l'époque étaient de purs produits des années 80, plutôt conservateurs»*, se rappelle-t-il.

> L'ampleur du mouvement de cette année est inégalée

«À la fin des années 80, quand j'ai commencé mon cégep [à Saint-Laurent], *on passait notre temps à sortir en grève, sans crescendo. L'ANEEQ n'essayait pas d'aller chercher les étudiants moyens. Notre génération a été formée à cette erreur»*, lance François Rebello, qui a présidé la FEUQ de 1993 à 1996.

D'un mouvement essentiellement axé sur le lobby et la stratégie médiatique, les fédérations étudiantes passent aux manifestations en 1994 avec une campagne contre les *«coupures Axworthy»*, qui amputaient les transferts de fonds destinés à l'éducation dans les provinces.

Mais c'est en 1996 que cette mouvance ose la grève alors qu'une menace de dégel des frais de scolarité plane de nouveau. Une grève lancée par le MDE, une organisation formée de militants de gauche, à laquelle la FECQ emboîte rapidement le pas, force le gouvernement de Lucien Bouchard à confirmer le gel. On impose cependant une taxe à l'échec pour ceux qui reprennent des cours échoués au collégial.

«La notion de rapport de force organisé, impliquant une mobilisation, est entrée dans les mœurs des fédérations en 1994 et 1996», constate Frédéric Lapointe.

Vantant l'approche des fédérations qui allie à la fois le lobby, la stratégie médiatique et la possibilité de recourir à la grève comme moyen ultime, François Rebello souligne que les étudiants constituent depuis une dizaine d'années *«un des seuls groupes de pression de la société à ne pas être passés dans le tordeur des compressions»* notamment celles visant à atteindre le déficit zéro.

Si la FECQ a déjà fait la grève, c'est une première pour la FEUQ cette année. En appelant au débrayage, celle-ci lance aussi la première grande mobilisation dans les universités, alors qu'auparavant, seule l'UQAM et quelques associations de faculté débrayaient.

Tout comme en 1996, le leadership des fédérations étudiantes est contesté par un groupe plus radical, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui a parti le bal de la grève. Si le mouvement étudiant est divisé, toutes ses composantes sont cependant en grève, contrairement à 1990. *«Il y a une division à la tête, mais pas à la base»*, constate Claude Rioux.

Le Devoir

JACQUES GRENIER ARCHIVES LE DEVOIR

La grève menée par l'Association nationale des étudiants du Québec en 1990 n'avait pas réussi à dissuader le gouvernement Bourassa d'augmenter les frais de scolarité de 300 %.

Le Devoir, 19 et 20 mars, p. B5

Denise Bombardier

Chacun son tour

À 20 ans, quand on descend dans la rue, on a le sentiment, aussi fugace soit-il, que le monde nous appartient. Quand on défile pancartes à la main en scandant des slogans, on éprouve cette émotion forte de la communion aux autres. On oublie ses problèmes, on enterre ses angoisses et on vibre à l'unisson, porté par un courant dont on croit que la puissance est en nous. C'est peu dire que l'ivresse nous habite.

Ils étaient beaux à voir, ces dizaines de milliers de jeunes mercredi, dont une majorité vivait son baptême de la rue. Ces héritiers des agitateurs baby-boomers dont la vie s'est souvent déroulée au rythme des ruptures et des caprices de leurs parents envieux de leur jeunesse, ces enfants du divorce, de la perte des repères et de l'impuissance mondialisée criaient et chantaient un hymne à la solidarité. Descendre dans la rue pour 100 millions de dollars paraît dérisoire, un rêve de comptable, sans offense aux HEC. Mais n'oublions pas que ce sont aussi les héritiers des désillusions de leurs parents désenchantés, ces adultes qui ont transformé leur foi politique en une foi à la fontaine de Jouvence qui les gardera immortels.

Ils étaient beaux aussi parce qu'ils défilaient pacifiquement, convaincus que la violence du monde qui les entoure est un mal qui n'est pas nécessaire

Ces jeunes, trop sages en un sens, trop inscrits dans le réel, dans le concret dont on sait qu'il tue le rêve, demandent des dollars là où ils devraient exiger l'impossible. Vingt ans, ça n'est pas un âge pour négocier. Vingt ans, c'est l'âge de l'intransigeance, de la démesure et, lâchons le mot, de l'absolu. Mais pour les enfants de la télé-réalité, de la faillite des idéologies, des contraintes budgétaires et de la commercialisation des rapports humains, l'efficacité s'impose. Apprendre est à leurs yeux une démarche utilitaire à l'opposé de la connaissance inutile dont Jean-François Revel a fait l'éloge dans un ouvrage éblouissant. On s'instruit donc pour s'enrichir, au propre avant tout. Et on communique entre individus, la parole se transformant ainsi en un troc, donnant, donnant. L'art de la conversation si cher aux philosophes, cette gratuité de l'échange verbal, n'est plus qu'une nostalgie du passé. Normal, dans un tel paysage, que les manifestations de rue, désormais si rares, se fassent sous l'impulsion d'un manque à gagner plutôt que d'un manque à rêver.

◆ ◆ ◆

Ils étaient beaux, leur ferveur palpable, mais leur colère, ce mouvement d'impatience, paradoxal quand on a la vie devant soi, semblait trop contenue. Sans cette saine colère à 20 ans, on devient aigri et hargneux à 50. À 20 ans, on ne devrait pas se taire contre 100 millions de dollars consentis. On ne devrait pas se ranger, reprendre la routine et se réinstaller devant la télé, une bière à la main, seul de nouveau. Quand on a goûté à la solidarité, on devrait se dessiller les yeux et comprendre qu'on doit appeler de ses voeux une société où les droits collectifs cessent d'être mis en échec au profit des seuls droits individuels.

Ils étaient beaux à crier leurs slogans dont ils se croyaient les inventeurs. À 20 ans, la naïveté, cette foi à vouloir déplacer les montagnes, doit illuminer l'action. À 20 ans, croire simplement qu'on fait tourner la roue et non qu'on l'invente a quelque chose de triste. Des slogans du genre *«Pas de dettes avec Jean Charest»* indiquent un ras-de-terre plus qu'un ras-le-bol. Vieux slogans, nouvelles voix. Toujours ce retour au réalisme des cotations boursières. En un sens, nous avons dépossédé nos jeunes d'une des caractéristiques essentielles de la jeunesse, à savoir la légèreté momentanée, cette légèreté sans laquelle la gravité nous étouffe ou paralyse le risque inhérent à l'exercice de la liberté. Les jeunes d'aujourd'hui semblent avoir les yeux fixés sur les colonnes de chiffres. C'est peu dire qu'ils monnaient leurs désirs.

Ils étaient beaux aussi parce qu'ils défilaient pacifiquement, convaincus que la violence du monde qui les entoure est un mal qui n'est pas nécessaire. Cette certitude les honore mais ne les protège guère contre les poignées d'agitateurs qui pourraient éventuellement les utiliser à leurs propres fins, où les moyens comptent peu. À 20 ans, l'agressivité est une façon de répondre à la violence ambiante. Elle permet de la comprendre et d'y résister éventuellement. Trop de *peace and love* d'antan ont retourné cette violence vers eux et leurs proches quand la vie les a rattrapés.

◆ ◆ ◆

Les anciens jeunes ont pris un coup de vieux cette semaine en regardant défiler ces enfants de l'après référendum de 1980, ces enfants du NON, ces enfants de leurs échecs, ces enfants qui ont dérangé leur épanouissement personnel, ces enfants de leurs couples éclatés, reconstitués. Ces garçons et ces filles ne vivent pas leurs 20 ans dans l'euphorie, dans l'enthousiasme. Dans la chaleur du coude-à-coude de la rue, certains ont peut-être compris l'exaltation qu'ont pu vivre les générations précédentes à leur âge. Ces vieilles histoires entendues parfois de la bouche de leurs parents, jadis contestataires, qui bousculaient l'ordre établi et changeaient le monde à coups de défilés monstres et de slogans aussi utopistes qu'irréalistes.

Chacun son tour. Mercredi, la rue appartenait à la nouvelle génération de jeunes. On peut regretter que leurs 20 ans soient si lisses, si ajustés aux contraintes ambiantes et si conformes aux rationalisations budgétaires qui servent désormais de référence spirituelle.

denbombardier@videotron.ca

LES ÉTUDIANTS DU CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU SE JOIGNENT AU MOUVEMENT DE GRÈVE

Marche aux flambeaux dans les rues de Ville-Émard

Mathieu R. Perron

Le torchon brûle entre les étudiants et le gouvernement Charest. La semaine dernière, ceux du cégep André-Laurendeau se sont joints au mouvement de grève, pour s'opposer à la transformation de 103 millions de dollars de bourses étudiantes en prêts.

Les étudiants du cégep André-Laurendeau, en grève depuis le 10 mars, n'ont pas tardé à entamer des moyens de pression. Mardi soir dernier, ils étaient environ 80 à déambuler dans les rues de LaSalle et Ville-Émard, flambeaux à la main. Pendant plus d'une heure, ils ont fait le tour du quadrilatère formé par les rues Lapierre, De La Vérendrye, des Trinitaires et Newman, pour manifester leur opposition face aux coupures de 103 millions de dollars.

La marche s'est déroulée pacifiquement et aucun dérapage n'est survenu.

«Je suis bien content du niveau de participation, je m'attendais à ce qu'on soit une quinzaine de personnes seulement. Ça s'est très bien déroulé. Les automobilistes klaxonnaient pour nous appuyer», a confié Édouard Julien-Blanchet, directeur à l'externe pour l'association étudiante du cégep André-Laurendeau (AGECAL).

Les étudiants sont descendus dans la rue pour manifester.

(Photo: Martin A. Chamberland)

Le matin même, lors d'un vote à main levée, les étudiants s'étaient montrés favorables, dans une large proportion, à poursuivre la grève générale illimitée. Selon le représentant de l'AGECAL, 90% des 800 étudiants présents à l'assemblée se sont prononcés en faveur du maintien de la grève.

Le cégep André-Laurendeau compte quelque 2500 étudiants. La prochaine assemblée générale se tiendra le 21 mars. C'est à ce moment que les étudiants décideront si d'autres actions seront entreprises.

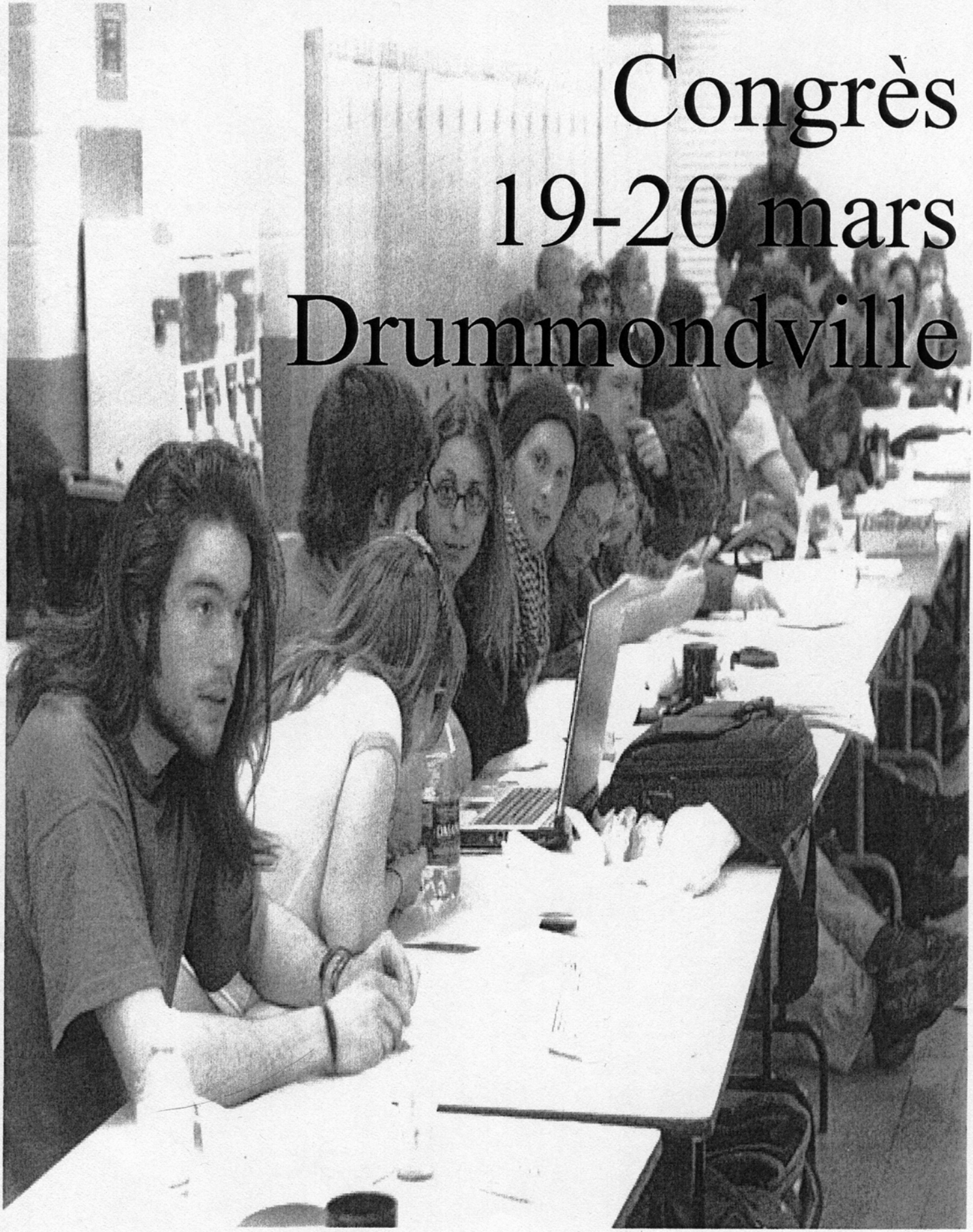
Des propositions insuffisantes

Pour Édouard Julien-Blanchet, l deux propositions mises sur la tal par le ministre de l'éducation Jea Marc-Fournier sont insuffisant pour satisfaire les étudiants.

Le ministre a offert un réi vestissement de 22,5 millions des 1 millions de dollars retirés du pr gramme de bourses, tandis que deuxième proposition consiste en création d'un nouveau programme remise de dettes réservé aux étuc ants les plus démunis.

La Voix populaire, 20 mars 2005, p. 3

Congrès
19-20 mars
Drummondville



Résumé des mandats

Congrès de la Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ)
Les 19 et 20 mars 2005 au Cégep de Drummondville

Note : Pour assurer la diffusion intégrale des décisions qui ont été prises lors du Congrès, le résumé des mandats est le compte rendu exact des propositions adoptées lors de celui-ci. Chaque décision est ici présentée selon l'ordre du jour adopté lors du Congrès de la CASSÉÉ.

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

0.0 Ouverture
1.0 Procédures
- 1.1 Præsidium
- 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 1.3 Lecture et adoption des derniers procès-verbaux
- 1.4 Tour de table
- 1.5 Droits de vote

2.0 Bilans de la grève
- 2.1 Attitudes lors du Congrès
- 2.2 Associations
- 2.3 Comité de coordination
- 2.4 Comité maintien et élargissement de la grève
- 2.5 Comité médias
- 2.6 Comité négociations

3.0 Élections
- 3.1 Comités de l'ASSÉ
- 3.2 Comités de la CASSÉÉ

4.0 Finances
5.0 Plan d'action
- 5.1 Femmes
- 5.2 Stratégies face au gouvernement
- 5.3 Stratégies face à la récupération
- 5.4 Actions

6.0 Prochains Congrès
7.0 Varia
8.0 Levée

1.3 Lecture et adoption des derniers procès-verbaux

1. L'adoption des procès-verbaux des Congrès des 26 et 27 février 2005 et du 13 mars 2005.

1.5 Droits de vote

1. D'entériner les droits de vote des associations étudiantes suivantes :

1. Association étudiante des cycles supérieurs d'anthropologie de l'Université de Montréal (AÉCSAUM), le droit de vote sera partagé avec les associations étudiantes suivantes : Association des étudiants diplômés du département d'histoire de l'Université de Montréal (AÉDDHUM), Association étudiante de lettres et sciences humaines de l'Université de Montréal (AÉLHUM) et Association des cycles supérieurs de sociologie de l'Université de Montréal (ACSSUM).

2. Association étudiante du secteur des sciences de l'Université du Québec à Montréal (AESS-UQÀM).

2.6 Comité de négociations

1. Que soit ajouté aux mandats du Comité de négociations le mandat d'assister les associations étudiantes dans leurs négociations locales.
Le Comité de négociations ferait alors la demande à toutes les associations de lui envoyer un bilan des problématiques vécues jusqu'à maintenant et les solutions appliquées, en cours ou envisagées.
Le Comité de négociations se chargerait également d'assister les associations pour les négociations relatives au protocole de retour en classe.

3.0 Élections

3.1 Comités de l'ASSÉ

1. Candidature de Julie Descheneaux, membre de l'Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM) au Comité de recherche et de réflexion, élue à l'unanimité.

2. Candidature de François Sauvageau, membre de l'Association générale des étudiantes et étudiants du Collège de Lionel-Groulx (AGEECLG) au Comité formation, élu à l'unanimité.

3.2 Comités de la CASSÉÉ

1. Candidature de Marie-Michèle Whitlock, membre de l'Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM) au Comité de coordination, élue à la majorité.

2. Candidature d'Anne-Marie Béland, membre de l'Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM) au Comité de coordination, élue à l'unanimité.

3. Candidature de Mathieu Cousineau DeGarie, membre de l'Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL) au Comité médias, élu à la majorité.

5.1 Femmes

1. Que les hommes soient invités à reconnaître et exécuter les tâches secrétariales faites majoritairement par les femmes (qui sont moins reconnues, mais tout de même aussi nécessaires) dans nos associations respectives, dans la CASSÉÉ et l'ASSÉ.

5.2 Stratégies face au gouvernement

1. Considérant que le réinvestissement de 103 millions ne constitue qu'une partie des revendications mises de l'avant par la CASSÉÉ, par des associations indépendantes ainsi que certains membres de la FECQ et de la FEUQ; que la CASSÉÉ réaffirme sa volonté de lutter jusqu'au bout et en ce sens de considérer comme insuffisante toute proposition de règlement d'où seraient exclues les autres revendications de la plate-forme de la CASSÉÉ.

2. Que la CASSÉÉ tienne une conférence de presse mardi le 22 mars pour exiger du gouvernement qu'il considère ses revendications, l'inclue autour de la table de négociations et pour annoncer son plan de perturbations économiques.

3. Considérant que le gouvernement Charest s'attaque pratiquement à tous les mouvements sociaux et syndicaux par ses mesures antisociales;
Considérant qu'il doit donc répondre de ses actes devant l'ensemble de la population;

Que la CASSÉÉ appelle à la grève générale à tous les niveaux; qu'en ce sens, les divers mouvements sociaux et syndicaux soient approchés pour les y convier et établir une plate-forme de revendications large et commune.

4. Que la CASSÉÉ appelle l'ensemble des assemblées générales des associations à se positionner sur l'offre du ministre Fournier et à dénoncer cette offre publiquement.

5. Que le Comité de négociations envoie une lettre au cabinet du ministre Fournier exprimant l'ouverture de la CASSÉÉ à une nouvelle rencontre.

6. Qu'une section « grève générale à tous les niveaux » comprenant 6 personnes membres de la CASSÉÉ soit ajoutée au Comité maintien et élargissement de la grève.
Que les parités soient, dans la mesure du possible, appliquées; que les élections se fassent au Congrès; qu'il soit possible d'être élu-e à titre intérimaire avec l'appui de cinq (5) associations membres de la CASSÉÉ; que ce comité fasse la promotion de la grève sociale auprès des syndicats et des mouvements sociaux.

7. Candidatures de Véronique Dumont, membre de l'Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM), Nil Ataogul, membre de l'Association facultaire étudiante de science politique et droit de l'Université du Québec à Montréal (AFESPED-UQÀM) et Caroline Jean, membre de l'Association des étudiantes et étudiants d'anthropologie de l'Université Laval (AÉÉA), élues à l'unanimité.

8. Candidatures de Éric Martin, membre de l'Association facultaire étudiante de lettres, langues et communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM) et Dominique Cambron-Goulet, membre de l'Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL), élus à l'unanimité.

9. Qu'afin de dénoncer l'offre du ministre et son attitude anti-démocratique et afin de bien informer la population étudiante sur la nécessité de défendre ardemment la plate-forme de revendications de la CASSÉÉ, la priorité du Comité maintien et élargissement de la grève soit d'assurer la présence de militants et militantes de la CASSÉÉ dans le plus grand nombre d'assemblées générales à travers le Québec. Que la priorité numéro un de la section « grève générale à tous les niveaux » soit d'assurer l'élargissement de la grève à l'ensemble des groupes sociaux et syndicaux du Québec.

10. Considérant les délais restreints pendant la grève;
Que les diverses instances de la CASSÉÉ puissent utiliser les 2 documents :

1. Réforme de l'aide financière aux études : Endettement, contrôle et autres mauvaises surprises.

2. Décentralisation et arrimage au marché du réseau collégial : La mission éducative des cégeps en péril.

5.3 Stratégies face à la récupération

1. Suite à la plénière sur la légitimité d'une reconsidération de vote survenue lors du dernier Congrès, le président désire faire inscrire au procès-verbal que bien que nous reconnaissions qu'il y a bel et bien eu vice de procédures lors de cette reconsidération, il est préférable, pour conserver le meilleur esprit démocratique possible, de reprendre le débat et le vote sur cette proposition plutôt que de s'engager dans un nouveau vice de procédures pour tente de renverser de nouveau la décision. Un nouveau débat sainement mené est de loin préférable à une guerre de procédures.
La décision est acceptée par l'ensemble des délégations.

2. Considérant que la grève est la grève du mouvement étudiant québécois et non celle d'une seule fédération. Nous demandons à la FECQ et à la FEUQ qu'elles renoncent à négocier avec le gouvernement sans la présence de la CASSÉÉ, initiatrice du mouvement de grève et représentative de 50 000 étudiantes et étudiants.
Il est demandé que soit présentée cette proposition lors de la conférence de presse du 22 mars prochain.

3. Advenant un refus de la FECQ et de la FEUQ d'exiger notre présence autour de la table de négociation, que toutes les associations étudiantes du Québec soit appeler à dénoncer le comportement antidémocratique des exécutifs de la FECQ et de la FEUQ qui négocient l'issu de la grève seule avec le gouvernement et ouvre la porte à une entente à rabais.

5.4 Actions

1. Que la CASSÉÉ appelle toutes les associations du Québec qui ne sont pas en grève à tenir une journée de grève ou une levée de cours afin de participer à la manifestation du 24 mars à Québec.

2. Que la CASSÉÉ appuie et participe à l'action dont les départs se feront au Vieux-Montréal et à Saint-Laurent le 22 mars à 6h30 dans le cadre de la semaine de perturbations économiques.

3. Que le Comité de coordination fasse tout en son pouvoir pour coordonner un crescendo d'actions du lundi 21 mars au vendredi 25 mars.

6.0 Prochains Congrès

1. Que le Congrès ait lieu le 26 mars à Lionel-Groulx, à l'UQÀM ou ailleurs à la discrétion du Comité de coordination.

7.0 Varia

1. Que soit tenu un spectacle musical au bénéfice du fonds de grève de la CASSÉÉ dans les jours à venir.

Le **nouveau recteur** de l'UdeM ne parle pas la langue de bois

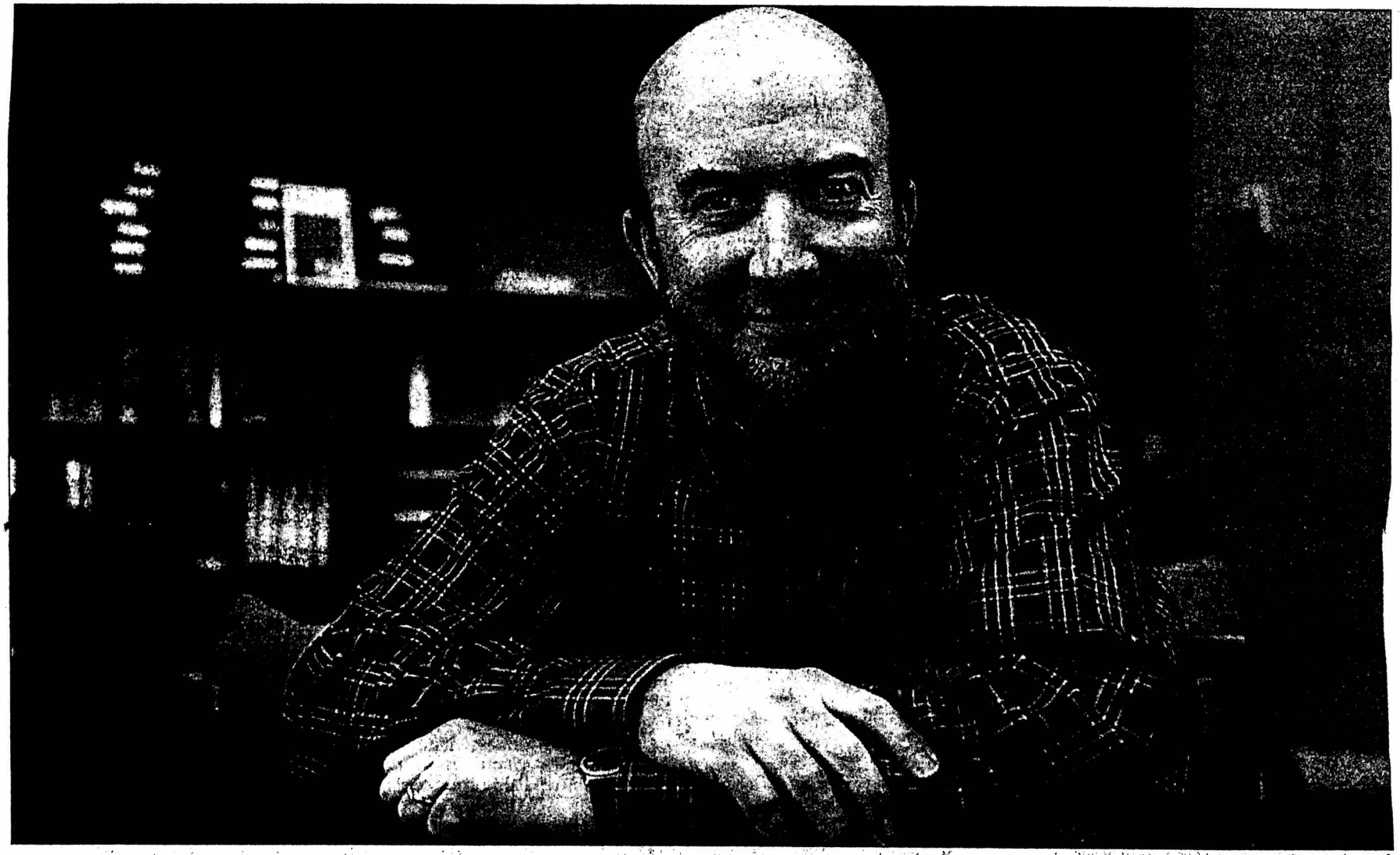


PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Le nouveau recteur de l'Université de Montréal, Luc Vinet, n'a pas peur de se mouiller. Au moment où quelque 160 000 étudiants sont en grève au Québec, l'homme qui sera en poste à partir du 1er juin se prononce en faveur d'une hausse des droits de scolarité. Il condamne toutefois du même souffle la décision du gouvernement de priver les étudiants les plus pauvres de 103 millions de dollars en bourses. Fidèle à son prédécesseur, Robert Lacroix, il garde dans sa mire le site de la gare de triage d'Outremont... même si le CHUM n'y est pas construit. Nos informations en page A4.

La Presse, 31 mars 2005, Front page

La Presse, 21 mars 2005, p. A4

Des étudiants en grève depuis près d'un mois

La pression sur le gouvernement s'accentue

CAROLINE TOUZIN

Jeûne général illimité, *sit-in* au centre-ville de Montréal, manifestation nationale à Québec, perturbation économique un peu partout en province, les quelque 160 000 étudiants en grève vont continuer cette semaine à augmenter la pression sur le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, qui leur a fait une offre « finale » la semaine dernière.

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) dont 17 000 des 33 000 membres sont en grève, a présenté un calendrier chargé d'actions hier en conférence de presse. Au menu : des étudiants entameront demain un jeûne général illimité à leur « campement » installé devant les bureaux du ministère de l'Éducation rue Fullum, en plus de faire un *sit-in* au centre-ville en après-midi.

Mercredi, ils prévoient des manifestations devant plusieurs bureaux de députés du Parti libéral. « Pour leur avoir parlé plusieurs fois dans les derniers mois, on sait que plusieurs d'entre eux sont d'accord avec nos revendications. Il faudrait qu'ils fassent pression auprès du premier ministre », explique le secrétaire général de la FAECUM, Pierre-Alain Benoît.

Jeudi, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) soulignera qu'au moins la moitié de ses 50 000 membres sont en grève depuis un mois par une manifestation devant l'assemblée nationale, à Québec.

Le ministre Fournier demande aux étudiants de réfléchir à son offre « finale ». Les fédérations répondent que les reconductions de grève sont une preuve du rejet de celle-ci.

En congrès en fin de semaine dernière à Drummondville, ses membres ont réitéré le caractère « inacceptable et élitiste » de la proposition du ministre de l'Éducation. Ils ont aussi élaboré leur stratégie de « perturbation économique » dont on a eu un exemple vendredi dernier, lorsque 70 étudiants ont bloqué durant deux heures le pont de la Concorde qui mène au Casino de Montréal.

Pour clore la semaine, les étudiants de l'Université de Montréal veulent entamer une période d'action bénévole et communautaire dans la métropole. Leur objectif : occuper leur temps d'une façon positive et utile en ces temps de grève, surtout que l'opinion publique n'est pas nécessairement favorable aux actions qu'ils ont faites depuis le début du conflit.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et son pendant universitaire, la FEUQ, annonceront aujourd'hui la suite de leur plan d'action. Le ministre de l'Éducation a rompu les pourparlers avec elles depuis son offre soumise mardi dernier. Il leur proposait d'investir 41,5 millions (plutôt que les 103 millions que les étudiants demandent) dans la mise en place de deux mesures dont un programme de remise de dette dès 2005-2006.

Le ministre Fournier leur demande de réfléchir à son offre « finale », alors que les fédérations répondent que les reconductions de grève dans la grande majorité de leurs associations membres sont une preuve du rejet de l'offre. De nouveaux votes se doivent par ailleurs avoir lieu cette semaine. Le cabinet du ministre de l'Éducation n'a pas rappelé *La Presse* en fin de semaine.

La Presse, 21 mars 2005, p. A4

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Le futur recteur favorise la hausse des droits de scolarité

CAROLINE TOUZIN

Le futur recteur de l'Université de Montréal, Luc Vinet, épouse deux causes chères à son prédécesseur, Robert Lacroix. Durant son mandat, qui débutera le 1er juin, il plaidera en faveur d'une hausse des droits de scolarité et d'un nouveau projet pour l'ancienne gare de triage d'Outremont, a-t-il indiqué en entrevue à *La Presse*, hier, au lendemain de sa nomination.

« Il faut revoir la réglementation de tout ce qui concerne le financement des universités. Il y a présentement un problème. On n'a pas assez d'argent pour offrir à nos étudiants à la fois l'accessibilité et la qualité comparable à celle qu'offrent nos concurrents dans le reste du Canada », explique M. Vinet, actuellement vice-principal exécutif de l'Université McGill.

« Outremont reste une possibilité de développement remarquable. L'Université de Montréal n'a plus d'espace sur la montagne, il faut regarder ailleurs. »

Tout comme Robert Lacroix, M. Vinet avait dénoncé le gel des droits de scolarité (droits annuels de 1668 $ depuis 1994) lors de la commission parlementaire sur l'avenir des universités à Québec il y a un peu plus d'un an maintenant. « Je ne tourne pas ma veste parce que je change d'institution », a-t-il dit.

Toutefois, pas question pour lui que « l'augmentation des revenus des universités se fasse sur le dos des étudiants pendant que le gouvernement s'en lave les mains ». Le futur recteur souhaite qu'une hausse des droits visant à rejoindre éventuellement la moyenne canadienne (4025 $ par an) soit accompagnée d'une « augmentation substantielle et conséquente » de l'aide financière aux étudiants.

Luc Vinet n'approuve pas la décision du gouvernement libéral de transformer 103 millions de dollars du programme de bourses en prêts dans le régime d'aide financière. « Ce n'est certainement pas sur le dos des plus démunis que j'aurais essayé de trouver du financement pour les universités », affirme-t-il. Selon lui, tant le gouvernement que les étudiants devraient mettre de l'eau dans leur vin pour régler le conflit actuel et ensuite, convenir de poursuivre le débat sur les « principes fondamentaux de la qualité et de l'accessibilité ».

CHUM à Outremont

Même si, selon toute vraisemblance, le CHUM sera construit au 1000, rue Saint-Denis, M. Vinet salue le travail de Robert Lacroix, qui s'est démené pour que l'hôpital universitaire soit bâti sur le site de l'ancienne gare de triage d'Outremont. Il qualifie le projet de technopôle du savoir à Outremont de « grand et très beau projet ». « Outremont reste une possibilité de développement remarquable. L'Université de Montréal n'a plus d'espace sur la montagne, il faut regarder ailleurs », dit-il.

Le futur recteur croit qu'il se distinguera de son prédécesseur par son approche « anglo-saxonne » de décentralisation de la gestion. « Ce qui me plaît, c'est de donner beaucoup de responsabilités aux facultés et aux doyens et, par la suite, les rendre *imputables* de ce qu'ils ont annoncé qu'ils feraient », explique-t-il. L'homme n'a pas fait campagne durant la course au rectorat de l'Université de Montréal pour éviter de perdre sa légitimité face à ses commettants de McGill, explique-t-il. Ainsi, il n'a participé à aucun débat public et n'a pas davantage publié de programme pour faire valoir sa candidature auprès de l'Assemblée universitaire.

Le parcours de Luc Vinet

CAROLINE TOUZIN

En six ans à l'Université McGill, le vice-principal exécutif, Luc Vinet, a embauché 500 des 1500 professeurs que compte l'établissement. Avec le départ à la retraite des baby-boomers, il devra s'attaquer à une tâche similaire à l'Université de Montréal.

L'homme âgé de 51 ans détient un Ph.D. en physique théorique de l'Université de Montréal. Il y a enseigné la physique, en plus d'avoir été directeur du Centre de recherches mathématiques de l'institution, qui accueille des chercheurs de partout au pays de 1993 à 1999. Depuis 1999, il est professeur titulaire au département de mathématiques et de statistiques de l'Université McGill. Son mandat comme vice-principal exécutif devait normalement se prolonger jusqu'en 2009.

Luc Vinet a plutôt choisi de se lancer un défi : faire en sorte que « les secteurs de l'enseignement et de la recherche de l'Université de Montréal jouent dans les ligues majeures et soient dans le peloton de tête ».

Journal de Montréal, 21 mars, p. 16

Les leaders du soulèvement étudiant, qui sont-ils?

Photos d'ARCHIVES

Pier-André Bouchard-St-Amant

FONCTION
Président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Il représente 170 000 étudiants.

ÂGE
25 ANS

VILLE D'ORIGINE
RIMOUSKI

ÉTUDES EN COURS ACTUELLEMENT
1 COURS à distance à la Télé-Université

ÉTUDES TERMINÉES
Diplôme d'études collégiales en sciences de la nature

A DÉJÀ EU BESOIN DE L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ?
NON

AMBITIONS POLITIQUES
Aucune, dit-il.

Xavier Lafrance

FONCTION
Porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE). Il représente 50 000 étudiants.

ÂGE
23 ANS

VILLE D'ORIGINE
MONTRÉAL

ÉTUDES EN COURS ACTUELLEMENT
1 COURS à l'UQAM

ÉTUDES TERMINÉES
Diplôme d'études collégiales en sciences humaines

A DÉJÀ EU BESOIN DE L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ?
OUI, mais pas actuellement.

AMBITIONS POLITIQUES
«Je n'ai pas l'intention d'aller en politique», dit-il.

Julie Bouchard

FONCTION
Présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Elle représente 60 000 étudiants.

ÂGE
20 ANS

VILLE D'ORIGINE
LAVAL

ÉTUDES EN COURS ACTUELLEMENT
1 COURS par correspondance au Cégep à distance

ÉTUDES TERMINÉES
Diplôme d'études collégiales en sciences humaines

A DÉJÀ EU BESOIN DE L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ?
NON

AMBITIONS POLITIQUES
«Je n'en ai aucune», assure-t-elle.

Aucun n'étudie à temps plein

Même s'ils défendent avec véhémence le régime des prêts et bourses, aucun des leaders étudiants à l'origine du grand soulèvement actuel n'y a droit... puisqu'aucun d'entre eux ne poursuit d'études à temps plein!

SÉBASTIEN MÉNARD

Des vérifications effectuées par *Le Journal de Montréal* révèlent que les têtes d'affiche des trois principales associations étudiantes en grève actuellement ne suivent qu'un seul cours dans une institution d'études post-secondaires.

Ce statut d'étudiant «à temps partiel» les rend tous inadmissibles au régime d'aide financière, qu'ils défendent pourtant avec beaucoup de vigueur depuis un an.

Cours par correspondance...

La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Julie Bouchard, ne suit qu'un cours d'informatique par correspondance, cette session.

«J'ai déjà terminé mes études collégiales, dit-elle, mais je devais être inscrite au cégep pour être présidente de la FECQ. Alors j'ai pris un cours pour la forme...»

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), le président, Pier-André Bouchard-Saint-Amant, ne suit lui aussi qu'un seul cours à distance, à la Télé-Université.

«Comme président de la FEUQ, je dois travailler 80 heures par semaine, plaide-t-il. Les gens vont comprendre que je ne peux pas être à l'école à temps plein.»

Xavier Lafrance, qui représente la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE), tient sensiblement le même discours.

«Je ne suis inscrit qu'à un cours de science politique, à l'UQAM, présentement, afin de me consacrer à nos revendications», plaide-t-il.

Crédibilité

Même s'ils ne bénéficient pas eux-mêmes du régime des prêts et bourses, les trois leaders étudiants sont convaincus de leur crédibilité à la tête du mouvement de protestation actuel.

«En ce moment, tout le monde est solidaire des plus démunis, peu importe qu'on bénéficie ou non du régime d'aide financière», soutient Julie Bouchard, de la FECQ.

«Si je suis ici, c'est parce que j'ai été élu, tonne Pier-André Bouchard-Saint-Amant. Quand les étudiants voient que je défends la cause, ils ne se demandent pas si j'ai droit aux prêts et bourses», pense-t-il.

Journal de Montréal, 21 mars, p. 17 et 44

Un étudiant entame une grève de la faim pour faire plier le gouvernement

Espérant faire plier le gouvernement sur les compressions dans les bourses, un étudiant de Laval a entamé une grève de la faim samedi matin.

JESSICA NADEAU

Étudiant en communications au Cégep Montmorency à Laval, Guillaume Aubry affirme n'avoir jamais été un grand militant.

«Il y a beaucoup de choses que je voulais dénoncer, mais les coupures de 103 millions, ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Il fallait que je fasse quelque chose», raconte le jeune homme de 24 ans.

Comme il trouvait que son cégep n'était pas très mobilisé, il a tenté de trouver une action d'éclat qu'il pourrait faire seul. Et Gandhi lui est venu en tête. «Je crois au mouvement non violent et je trouvais qu'une grève de la faim, c'était significatif.»

Vendredi soir, à minuit, il a donc entamé sa grève de la faim et séjourne dans l'agora du cégep.

«Jusqu'à l'hôpital s'il le faut»

«Mon premier objectif, c'est de me rendre jusqu'à mercredi, jour où une assemblée se tiendra au cégep pour reconduire le mandat de grève. Si on poursuit la grève, je poursuivrai la mienne aussi, jusqu'à me rendre à l'hôpital s'il le faut. Gandhi a bien réussi à faire 20 jours.»

Déterminé, il a envoyé une lettre au ministre Fournier et espère une réponse positive.

En attendant, les effets de la grève de la faim commencent à se faire sentir. «J'ai un mal de tête persistant et des étourdissements, mais ça s'endure encore...»

Les étudiants de l'Université de Montréal entendent poursuivre la grève générale

Après avoir réfléchi à la proposition du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal la juge toujours inéquitable et entend poursuivre la grève générale.

PASCAL BERNIER ROBIDAS

C'est du moins ce qu'a annoncé hier après-midi le porte-parole de la Fédération, Pierre-Alain Benoît, qui n'a pas mâché ses mots à l'endroit du ministre de l'Éducation au cours d'une conférence de presse.

Ce dernier a tenu à qualifier la proposition du ministre Fournier de «complexe», «inutile» et «impertinente». Selon ses propos, celle-ci ne viendrait en aide qu'à 35 % des étudiants de 1er cycle.

Plusieurs activités

M. Fournier nous a demandé d'aller réfléchir à son offre et c'est ce que nous avons fait. En plus d'être inéquitable, son offre a complètement oublié les étudiants des 2e et 3e cycles de niveau universitaire, alors qu'il s'agit de la proportion étudiante la plus endettée», a déploré M. Benoît.

Un plan d'action a été mis en branle pour la semaine du 21 mars afin d'inviter les 17000 étudiants de l'Université de Montréal à participer à des activités de manifestation.

Dès demain, une réunion aura lieu dans un lieu tenu secret pour donner la chance à la communauté universitaire de s'exprimer sur la question.

«Puis, mercredi, nous allons aller visiter des bureaux de députés du PLQ qui semblaient nous appuyer dans nos démarches. Et jeudi, nous nous rendrons directement à Québec pour souligner le premier mois de la grève générale», a renchéri le porte-parole.

LE LUNDI 21 MARS 2005 87¢ + TAXES = 1$

L'offre de Fournier n'a rien apaisé

Les étudiants planifient de nouveaux coups d'éclat

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Loin de l'essouffler, la proposition du ministre de l'Éducation a ravivé la ferveur du mouvement étudiant, qui poursuit ce matin une quatrième semaine de grève sans avoir perdu de plumes.

Piquées au vif par le scénario de remise de dette proposé par Jean-Marc Fournier pour convaincre les étudiants de reprendre le chemin de l'école, des associations étudiantes de l'Université de Montréal ont ainsi déploré, hier, au nom des 17 000 jeunes qu'elles représentent, l'*«iniquité»*, l'*«imperfection»* et l'*«insuffisance»* de l'offre présentée aux étudiants par le ministre mercredi dernier.

Jean-Marc Fournier

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) a convenu hier d'un plan d'action pour cette semaine, dans le but de montrer au gouvernement que la colère ne s'amenuise pas sur le campus. *«Le ministre ne peut pas penser calmer la grogne étudiante avec un programme comme le sien»*, a indiqué hier Pierre-Alain Benoît, secrétaire général de la FAECUM, au terme d'une assemblée de ses délégués et sous de chauds applaudissements. *«Nous ne sommes pas ici pour demander la lune au ministre. Nous sommes ici pour demander un simple retour à la normale.»*

VOIR PAGE A 8: ÉTUDIANTS

Déterminées à poursuivre la grève, les délégués de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal ont adopté hier un plan d'action pour cette semaine.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ÉTUDIANTS

SUITE DE LA PAGE 1

Les étudiants de l'UdeM entendent ainsi commencer demain un *«jeûne général illimité»* devant les bureaux du ministère de l'Éducation même qu'un *«sit-in»* public au centre-ville. Mercredi, les députés libéraux seront assaillis de manifestants et, le lendemain, les étudiants sont invités à se joindre à la manifestation orchestrée à l'Assemblée nationale par la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE), qui a lancé le mouvement de grève. Afin de montrer qu'ils *«ne font pas la grève pour avoir congé»*, les étudiants promettent aussi cette semaine de commencer à participer à des actions de bénévolat et d'action communautaire.

Le retour à la normale revendiqué par les auteurs de ce débrayage en voie de passer à l'histoire doit passer par un *«retour du ministre à la table à dessin»*. *«La seule solution, c'est de ramener les plafonds de prêts au niveau où ils étaient avant»*, a ajouté M. Benoît, devant des délégués déterminés. *«Ça, ça va lui coûter 103 millions!»*

La conversion de 103 millions de bourses en prêts, à la faveur du dernier budget, fait toujours fulminer le mouvement étudiant, dont quelque 170 000 membres sont toujours en grève, certains depuis bientôt un mois. Un scénario de remise de dette présenté une première fois mardi par le ministre Fournier, puis bonifié le lendemain matin, n'a toutefois servi qu'à indigner davantage les étudiants, qui ont signifié qu'il en fallait plus pour les convaincre de revenir en classe.

D'autres irréductibles pourraient d'ailleurs s'ajouter au mouvement de grève dès aujourd'hui: après leurs collègues de l'Université Laval, les futurs médecins inscrits à l'UdeM doivent se prononcer aujourd'hui — à nouveau — sur l'éventualité d'une grève générale illimitée, ce que les observateurs des batailles étudiantes interprètent comme un indice de la solidité du mouvement de grève.

Réunies en congrès hier au cégep de Drummondville, une trentaine d'associations étudiantes membres de la CASSEE ont aussi convenu d'un plan d'action destiné cette semaine à *«hausser le ton et à faire monter la pression»*, a indiqué hier un porte-parole nouvellement élu, Mathieu Cousineau-DeGarie.

Une *«semaine de perturbation économique»* ponctuée *«d'actions surprises»* doit démarrer aujourd'hui. Des dérangements du type de ceux qui ont fait l'actualité la semaine dernière — comme le blocage pendant deux heures du pont de la Concorde, vendredi dernier — pourraient donc être à l'agenda.

«Le mouvement de grève est à son sommet, et nous dénonçons toujours la proposition faite par le ministre», a indiqué M. Cousineau-DeGarie. *«Nous avons le* momentum *et nous croyons que c'est le moment pour le ministre Fournier de nous accueillir dans une éventuelle négociation.»*

Invités par le ministre de l'Éducation à dénoncer les actes violents menés par certains étudiants pour pouvoir être considérés comme des interlocuteurs au même titre que les fédérations étudiantes, les membres de la CASSEE continuent de juger *«non nécessaire»* la dénonciation d'actes violents, qu'ils ne préconisent pas par ailleurs.

«Nous dénonçons cette manière mesquine du ministre de nous exclure de la table de négociations», a expliqué M. Cousineau-DeGarie, ajoutant par ailleurs que la séance d'hier avait permis de *«réaffirmer et de resserrer»* les positions de la CASSEE, qui représente toujours quelque 50 000 étudiants en grève. Le mouvement veut d'ailleurs écrire au ministre cette semaine pour lui réitérer ses revendications et son intérêt pour une place à la table des discussions.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) affûte aussi ses armes pour un crescendo d'actions cette semaine, qu'elle dévoilera sous peu. *«Le mouvement de grève demeure très élevé, la pression est forte»*, a indiqué hier la porte-parole de la FEUQ, Catherine Bourgault.

Aucun nouvel échange n'avait eu lieu hier avec le cabinet du ministre Fournier, a précisé la FEUQ, qui évaluait toujours à quelque 170 000 étudiants le bassin total de grévistes. Demain sonne la quatrième semaine de grève pour certains collégiens et étudiants, ces derniers étant inscrits notamment à l'UQAM. Pour ceux-là, dont la session est sérieusement remise en question, la prochaine semaine sera cruciale.

Réunie en séance extraordinaire jeudi dernier, la Commission des études de l'UdeM a ainsi constaté que, malgré des activités considérablement *«perturbées»* sur le campus, la session n'était pas encore remise en question. *«La Commission a résolu que le trimestre d'hiver devrait se terminer dans les délais prévus et que les modes d'évaluation* [examens et travaux] *seraient maintenus tels que planifiés»*, a-t-on indiqué, misant sur des *«scénarios de rattrapage»*.

Cette instance, composée de doyens, de professeurs et d'étudiants, doit se revoir demain afin d'établir, pour chacune des facultés concernées par la grève, le seuil critique de jours perdus à partir duquel le rattrapage ne sera tout simplement plus possible.

Le Devoir

Le Devoir, 21 mars 2005

Michel Venne

Universités: une proposition

La solution présentée par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, pour résoudre le conflit avec les étudiants a été unanimement critiquée: alambiquée, bancale, laissant de côté trop d'étudiants notamment ceux des cycles supérieurs. Les politiques publiques fabriquées à la hâte en situation de crise ne sont généralement pas les meilleures.

Québec est toutefois disposé à remettre 42 millions de dollars dans la cagnotte dès l'année qui vient. Au bout de cinq ans, le rattrapage aura atteint 95 millions. En moyenne, Québec remettra dans le budget de l'aide financière quelque 70 millions par année.

Des représentants étudiants se sont, pour leur part, dit prêts à mettre de l'eau dans leur vin et à accepter un réinvestissement moins élevé que les 103 millions perdus.

La table est mise pour un compromis qui ramènerait la paix sociale, et à partir duquel une réflexion sur le financement des universités et l'aide financière aux études pourrait être relancée sur des bases plus saines.

Le ministre pourrait s'engager à reconvertir en bourses pour l'an prochain 70 millions de dollars, soit l'équivalent de la moyenne annuelle qu'il propose lui-même de réinvestir au cours des cinq prochaines années. Cette décision serait valable pour deux ans, le temps de concevoir une nouvelle politique.

Le projet de compromis proposé aux fédérations étudiantes devrait énoncer les principes sur lesquels cette nouvelle politique serait élaborée. Le compromis ne doit pas ouvrir la voie à un dégel non balisé des droits de scolarité, mais il doit contenir des pistes de solution à l'endettement étudiant.

◆ ◆ ◆

J'avais formulé l'an dernier, lors d'un colloque organisé par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), une proposition en deux volets.

Le premier volet prend la forme d'une loi sur le financement des universités, un véritable pacte social qui établit le partage du fardeau financier des études supérieures.

Le second volet porte sur l'aide financière aux études et consiste en une nouvelle politique globale de soutien du revenu, incluant les prêts et bourses.

La loi sur le financement des universités devrait d'abord réaffirmer le principe que l'éducation est un bien public dont bénéficient non seulement les diplômés à titre individuel mais l'ensemble de la société. Pour cette raison, la majeure partie des coûts de l'éducation, y compris les études post-secondaires, doit incomber à l'État, le financement provenant des impôts payés par tous et non seulement par ceux qui ont des enfants à l'université, et répartis de manière progressive en fonction du revenu de chacun.

La majorité des étudiants et de leurs organisations ne réclament pas la gratuité scolaire. Ils proposent en général le gel des droits de scolarité. On peut donc conclure qu'ils admettent que le niveau actuel de leur contribution est convenable. La loi devrait donc prévoir une participation financière des étudiants.

Présentement, les droits de scolarité représentent entre 18 et 20 % des revenus d'exploitation des universités. La loi pourrait prévoir que les frais demandés aux étudiants ne peuvent jamais dépasser ce seuil (ou un autre seuil à débattre lors d'une consultation publique). Ainsi, les étudiants auraient la garantie que les droits de scolarité ne pourraient être augmentés à un niveau plus élevé que celui fixé par la loi. Ils auraient ainsi la certitude que le dégel ne pourrait jamais prendre l'allure d'une débâcle.

Le gel s'appliquerait à un ratio plutôt qu'à un montant (1865 $ par année présentement) dont la valeur diminue sans cesse compte tenu de l'inflation. Les frais réclamés aux étudiants n'augmenteraient que si les autres revenus des universités augmentent. Le gouvernement ne pourrait pas, en vertu d'une telle loi, réduire ses subventions aux universités en faisant payer le manque à gagner par les étudiants.

La loi fixerait le partage des coûts. Mais cette mesure serait insuffisante pour accroître l'accessibilité aux études supérieures, ce qui devrait constituer un objectif de la réforme.

La principale barrière financière aux études n'est pas constituée des droits de scolarité à condition que ceux-ci demeurent bas, mais par l'incapacité de subvenir à ses besoins tout en étudiant à temps complet. L'aide financière ne sert pas à rembourser des droits de scolarité trop élevés mais à couvrir les frais de subsistance de l'étudiant moins fortuné.

Il faut réformer l'aide financière aux études de manière, d'une part, à remplacer les prêts par des bourses. L'endettement étudiant freine les projets des jeunes couples désireux de fonder un foyer ou de lancer leur carrière. Le recouvrement des dettes d'étude coûte cher à l'État.

Mieux encore, cette réforme devrait, d'autre part, être intégrée à une réforme de l'ensemble des programmes de transferts aux particuliers y compris également l'assurance-emploi, l'aide sociale et le soutien aux familles.

Les besoins d'un étudiant seraient évalués en fonction de divers critères et l'aide lui étant accordée puisée dans divers programmes en fonction de sa situation.

La réforme pourrait conduire à des programmes de soutien du revenu couvrant toute la vie, de l'université à la retraite. Ces programmes prévoiraient une contribution des employeurs. Ils tiendraient compte des nombreuses entrées et sorties du marché de travail, qui deviendront la norme dans les années à venir, que ce soit pour étudier ou donner naissance à un enfant.

Bien sûr, rien n'indique que le gouvernement actuel soit tenté de s'investir dans des réformes de cette ampleur. Mais qui sait, pourrait-il nous surprendre?

Journal de Montréal, 22 mars, p. 11 et 12

Photo GILLES RENAUD

DES MANIFESTATIONS étudiantes auront lieu partout au Québec, cette semaine. À l'heure actuelle, 170 000 étudiants sont en grève dans les cégeps et universités.

Le mouvement de protestation des étudiants prend encore de l'ampleur

Loin de s'essouffler, le mouvement de protestation étudiante continue à prendre de l'ampleur, cette semaine, alors qu'une série de manifestations seront organisées partout au Québec.

SÉBASTIEN MÉNARD

Aujourd'hui, des étudiants de l'Université de Montréal et des membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) tiendront un *sit-in* au centre-ville, afin de protester contre la transformation de 103 M$ de bourses en prêts par le gouvernement Charest.

Au même moment, des étudiants entreprendront un jeûne devant le siège du ministère de l'Éducation, rue Fullum

D'autres manifestations auront lieu demain devant les bureaux de plusieurs députés libéraux.

« Perturber l'économie »

Jeudi, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE) organisera une manifestation dans les rues de Québec. Des étudiants de l'UdeM ont déjà annoncé qu'ils y participeront.

La CASSÉE veut aussi « perturber l'économie du Québec » en limitant l'accès à certaines routes et banques.

Hier, l'association a bloqué l'autoroute 40 Est à la hauteur du boulevard Sainte-Croix durant près de deux heures.

« Nous déploierons des tactiques de perturbation diversifiées tout au long de la semaine », prévient Mathieu Cousineau DeGarie, de la CASSÉE.

À l'occasion du Vendredi saint, des étudiants de cégeps planteront des croix noires partout à Montréal, Avec leurs collègues de la Fédération universitaire (FEUQ), ils organiseront de nombreuses « actions symboliques » dont une manifestation, le 30 mars, qui soulignera le 1er anniversaire de la compression de 103 M$.

170 000 étudiants

À l'heure actuelle, plus de 170 000 étudiants sont toujours en grève. Ceux de l'Université du Québec à Rimouski, ainsi que les futurs médecins étudiant à l'Université de Montréal, ont joint le mouvement hier.

En conférence de presse, les porte-parole de la FECQ et de la FEUQ ont présenté une publicité télévisée destinée à sensibiliser le public anglophone à leurs revendications.

« Si le ministre veut que les étudiants retournent en classe, il n'a qu'à remettre les 103 M$ en bourses, plutôt que de s'obstiner à proposer un programme qui ne touchera que 35 % des étudiants au collégial et au baccalauréat, en plus d'exclure complètement ceux à la

Fournier semonce tous les étudiants en grève

QUÉBC (PC) — Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a semoncé, hier, les étudiants en grève, dénonçant le « jusqu'au-boutisme » de leurs leaders.

« Je dis aux étudiants, regardez notre offre! Je suis ouvert aux commentaires mais pour l'instant, ils ont choisi un certain jusqu'au-boutisme », a déploré le ministre à l'issue d'un caucus des députés libéraux.

M. Fournier ne ferme pas la porte à de nouveaux échanges avec les dirigeants des associations étudiantes mais n'a pas l'intention de faire les premiers pas, ni de revoir son offre soumise la semaine dernière.

Réactions

« Nous avons fait une proposition fort valable. Les recteurs, les cégeps, les chambres de commerce considèrent que c'est une bonne proposition. Je m'attends à ce que les étudiants fassent des propositions et pour l'instant, j'attends des réactions », a-t-il dit.

Le ministre de l'Éducation propose une légère baisse du plafond du prêt (500 $ à l'université et 250 $ au collégial) et la mise en place d'une formule de remise partielle de dette destinée à environ 35 % des étudiants, ceux considérés comme les plus démunis.

Le coût de la mesure pour l'année qui vient est de 41,5 M$, soit beaucoup moins que les 103 M$ exigés depuis un an par les étudiants.

Journal de Montréal, 22 mars, p. 23

Photo D'ARCHIVES

LE NOUVEAU recteur, Luc Vinet, favorable à une hausse des frais de scolarité s'est attiré les foudres de Pierre-Alain Benoît (photo de gauche) de la FAÉCUM.

UdeM : le nouveau recteur s'attire déjà les foudres des étudiants

Le nouveau recteur de l'Université de Montréal n'est pas encore en poste, qu'il s'attire déjà les foudres des étudiants du campus.

SÉBASTIEN MÉNARD

Au cours des derniers jours, le futur grand patron de l'UdeM, Luc Vinet, a indiqué qu'il était favorable au dégel des frais de scolarité, une prise de position qui a irrité la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM).

«Sa déclaration risque de mettre de nombreux étudiants en colère», prévient le secrétaire général de la FAÉCUM, Pierre-Alain Benoit.

«Je pense que c'est un peu classique de la part du recteur de l'UdeM, dit-il, mais il va avoir à composer avec la résistance des étudiants, s'il décide de faire la promotion de cette idée.»

Luc Vinet prendra les rênes de l'Université de Montréal le 1er juin prochain en succédant à Robert Lacroix.

Détenteur d'un doctorat en physique, M. Vinet est actuellement vice-recteur exécutif de l'Université McGill.

Futur CHUM

Outre le dossier des frais de scolarité, le recteur devra piloter celui du futur CHUM, qui sera vraisemblablement construit sur le site de l'hôpital Saint-Luc.

Les étudiants souhaitent aussi discuter avec M. Vinet de «problèmes» qu'ils vivent sur le campus du mont Royal.

«Il y a bien sûr les vols, qui sont en croissance, mais aussi le manque d'espaces adéquats pour les étudiants», soutient Pierre-Alain Benoit.

...algré les promesses de Diane de Courcy

Les étudiants de l'école secondaire Le Vitrail poursuivent leur grève

Malgré l'engagement de leur commission scolaire, 130 élèves d'une école secondaire sont toujours en grève. Depuis 14 jours, ces ados de 12 à 17 ans délaissent ainsi leurs études pour appuyer leurs aînés des cégeps et universités.

SÉBASTIEN MÉNARD

La grève amorcée le 8 mars à l'École secondaire Le Vitrail est toujours en vigueur. Les 130 jeunes fréquentant cet établissement ont décidé de continuer leur protestation, mercredi dernier, et se prononceront demain sur la poursuite de la grève.

En entrevue au *Journal*, le 9 mars, la présidente de la Commission scolaire de Montréal, Diane de Courcy, avait pourtant affirmé que cette grève ne serait pas tolérée longtemps, puisqu'elle contrevient à la Loi.

«Lorsqu'on aura pris deux journées pour expliquer aux élèves que c'est une grève illégale, on leur demandera de retourner en classe», avait-elle assuré.

Photo d'ARCHIVES

Diane de Courcy

Or, deux semaines plus tard, une quarantaine d'élèves de l'école Le Vitrail demeurent activement impliqués dans la grève. Hier, la moitié de ceux-ci ne fréquentaient pas l'école.

Les autres profitaient du caractère «alternatif» de leur institution pour élaborer des projets qui ont trait au débrayage et ce, durant les heures de classe.

«La majorité des jeunes avancent dans leurs matières à leur propre rythme, ce qui est normal dans notre école, mais certains mettent plus d'énergie sur la protestation», reconnaît le directeur de l'établissement, Normand Paris.

«Pour ces jeunes-là, la grève étudiante est presque devenue un projet scolaire, lance-t-il. L'élève qui a écrit une lettre aux parents pour expliquer les revendications, par exemple, a réalisé une activité d'écriture intéressante», plaide-t-il.

Les élèves qui adhèrent à ce mouvement de contestation sont encadrés par des enseignants, assure le directeur.

Ceux qui décident plutôt de s'absenter de l'école sans surveillance sont invités à y revenir.

«On ne peut pas empêcher...»

Contrairement à Diane de Courcy, le directeur du Vitrail n'a pas l'intention d'exiger que ses élèves mettent fin à leur grève.

«On n'est pas d'accord avec la grève, mais on ne peut pas les empêcher d'exercer leur propre démocratie, plaide Normand Paris.

«J'aime mieux les voir dans mon école que dans la rue.

«Et au sens large, on trouve ça bien, dit-il. C'est bien que les élèves se prononcent sur des questions d'actualité, d'autant plus que le climat est très sain dans l'école.»

Si la situation en venait à affecter la réussite scolaire de certains jeunes, cependant, M. Paris promet d'intervenir.

«Je rencontre d'ailleurs un élève à ce sujet dès aujourd'hui», indique-t-il.

Photo OLIVIER JEAN

L'ÉCOLE LE VITRAIL est un établissement alternatif. Les élèves qui y sont inscrits avancent dans leurs matières respectives à leur propre rythme. Selon le directeur de l'école, pour certains d'entre eux, la participation à la protestation étudiante peut constituer... un projet scolaire!

Métro, 22 mars 2005, p. 3

Les étudiants ne lâchent pas prise

LES ÉTUDIANTS ne lâchent pas prise et multiplieront encore les moyens de pression cette semaine, avec des actions qui culmineront le 30 mars, premier anniversaire de la conversion de 103 M$ de bourses en prêts.

À cette date, une action symbolique est prévue devant l'Assemblée nationale à Québec, geste qui fera suite à une série de manifestations quasi quotidiennes de toutes sortes. De plus, un message publicitaire en anglais fera aussi son entrée sur les ondes télévisuelles.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a semoncé, hier, les étudiants en grève, dénonçant le « jusqu'au-boutisme » de leurs représentants.

Lors d'un point de presse à Québec à l'issue d'un caucus des députés libéraux, le ministre s'est tout de même dit ouvert aux commentaires.

M. Fournier ne ferme pas la porte à de nouveaux échanges avec les dirigeants des associations étudiantes, mais n'a pas l'intention de faire les premiers pas ni de revoir son offre soumise la semaine dernière.

ZOOM

Le ministre Jean-Marc Fournier dénonce le « jusqu'au-boutisme » des chefs du mouvement étudiant.

Grève reconduite

Signe de la force du mouvement, les 42 000 étudiants de l'UQÀM sont en grève générale. Plus de la moitié des étudiants de l'Université de Montréal sont également en arrêt d'études. PC/MÉTRO

ARCHIVES MÉTRO

UN GROUPE D'ÉTUDIANTS doit entreprendre aujourd'hui une grève de la faim devant les bureaux montréalais du ministère de l'Éducation.

La Presse, 4 mars, p. A1 et A6

Le fossé se creuse davantage entre le gouvernement et les étudiants

HUGO MEUNIER

Le fossé se creuse entre le gouvernement et les étudiants, dans l'impasse depuis l'échec des négociations la semaine dernière. Pendant que les leaders étudiants et le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, se lancent la balle, les 170 000 étudiants en grève promettent de frapper fort.

Invités par le ministre Fournier à réfléchir à sa dernière proposition, qualifiée de « finale », les représentants étudiants de toutes allégeances lui ont donné un non catégorique en guise de réponse.

Les fédérations étudiantes universitaire et collégiale du Québec (FEUQ et FECQ) ont ajouté de l'huile sur un feu déjà vif à l'occasion du dévoilement de leur plan d'action, hier.

Les deux plus importants regroupements étudiants de la province, qui comptent 230 000 personnes, accusent le ministre de l'Éducation de mauvaise foi dans sa gestion de la crise qui paralyse le réseau des cégeps et universités depuis bientôt un mois. « La proposition de Fournier n'est pas bonne et la réponse des étudiants est claire », tranche le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard.

›Voir FOSSÉ en page A6

Le fossé se creuse davantage entre le gouvernement et les étudiants

FOSSÉ
suite de la page A1

« Présentement, c'est l'impasse, c'est clair ! » reconnaît-il.

Jean-Marc Fournier propose d'octroyer dès cette année 41,5 millions de dollars pour la mise en place de deux mesures. L'une d'elle consiste en un réinvestissement de 22,5 millions en bourses, l'autre, en un programme de remise de dettes.

La semaine dernière, la FEUQ avait cependant ouvert la porte aux compromis en affirmant être prête à considérer les offres du ministre.

Hier, le président de la FEUQ a de nouveau admis être ouvert à d'autres négociations. « Peu importe le montant que le ministre mettra sur la table, on est responsable et on va le présenter à nos membres. C'est aux assemblées générales de décider ensuite », souligne M. Bouchard.

Du côté des cégeps, dont 35 sont en grève, le mouvement ne cesse de prendre de l'ampleur constate la présidente de la FECQ, Julie Bouchard. Selon elle, les mandats de grève se renouvellent dans la plupart des établissements. « Ça se reconduit plus fort que le vote initial », indique Mme Bouchard.

De son côté, la faculté de médecine de l'Université de Montréal s'est prononcée, hier, en faveur d'une grève générale illimitée. Les 1000 étudiants devront décider, mardi prochain, s'ils reconduisent ou non leur débrayage.

Fournier défend sa proposition

À Québec, le ministre de l'Éducation estime que la balle est dans le camp des étudiants. Il les invite à mettre à leur tour quelque chose sur la table. « Si on veut régler cela, il va falloir que chacun fasse un bout de chemin. Nous, on a fait passablement un bon bout de chemin, c'est au tour des étudiants. Ce n'est pas tout de faire des manifestations, il faut aussi faire des propositions », a déclaré, hier, le ministre Fournier à son entrée à la réunion du caucus libéral.

Le cabinet du ministre a confié entretenir des communications avec les meneurs de la fronde. « On se parle tout le temps », a résumé un collaborateur.

Panique

Les leaders étudiants estiment qu'ils réussiront à faire entendre raison au ministre de l'Éducation. Pour l'instant, pas question de déroger de leur objectif principal : récupérer les 103 millions de dollars transformés en prêts. « Le gouvernement commence à paniquer », croit Pier-André Bouchard.

Hier, les leaders étudiants étaient accompagnés des représentants étudiants des universités Concordia et McGill pour dévoiler leur « calendrier d'actions ».

La FEUQ a profité de l'occasion pour lancer la version anglaise de son message publicitaire, diffusé à la télévision depuis quelques semaines.

Parmi les autres mesures de protestation prévues cette semaine, il y aura un *sit-in* aujourd'hui, des manifestations devant les bureaux de députés libéraux demain et une grande offensive pour souligner le premier anniversaire de la transformation de 103 millions de bourse en prêts le 30 mars. Des étudiants de la FAECUM, dont 18 000 des 33 000 membres sont en grève, entameront pour leur part un jeûne devant les bureaux du ministre de l'Éducation, rue Fullum, à Montréal.

Dimanche matin, un élève du collège Montmorency a commencé une grève de la faim.

Perturbations de la CASSEE

Tel qu'annoncé, les grévistes sous la bannière de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) ont adopté la ligne dure en organisant des « actions de perturbations économiques ».

Hier, plusieurs d'entre eux ont bloqué l'autoroute 40 (en direction est) durant une bonne heure. En fin de journée, plus d'une centaine d'entre eux ont récidivé en paralysant le pont de la Concorde, qui mène au casino de Montréal. Vendredi dernier, 70 étudiants avaient bloqué ce même pont durant deux heures.

Des milliers de grévistes sont attendus jeudi devant l'Assemblée nationale, pour une manifestation d'envergure organisée par la CASSEE.

Front commun

Pour la première fois de son histoire, la totalité des associations étudiantes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) est en grève.

Forts de cet appui, les représentants d'associations, la plupart avec la CASSEE, ont exige de nouvelles négociations avec le ministre Fournier. Exclus de la table des négociations, les représentants de la CASSEE reclament, en plus des 103 millions, l'abolition de la réforme de l'aide financiere aux études, dans une perspective de gratuité scolaire et d'eradication de l'endettement étudiant.

Par ailleurs, quelques voix commencent à s'élever pour réclamer un front commun des regroupements étudiants, toujours divises sur leurs revendications après près d'un mois de grève. « Si on veut trouver des solutions, il faut mettre nos revendications en commun. À la base, il y a une volonté », explique Joel Nadeau, coordonnateur de l'Association facultaire etudiante de lettres, langues et communication à l'UQAM.

Même son de cloche du côté de la FAECUM. « Plus le monde est uni, mieux c'est. L'objectif serait d'aller tous dans la même direction », indique Francis Bourque-Sandoval, attaché politique.

Avec la collaboration de Denis Lessard

« Ce n'est pas tout de faire des manifestations, il faut aussi faire des propositions. »

NOMBRE D'ÉTUDIANTS EN GRÈVE

FEUQ : 56 000
FECQ : 45 000
CASSEE : 50 000
Indépendants : 20 000

CALENDRIER DES MANIFESTATIONS

Aujourd'hui
Sit-in de la FAECUM et de la FECQ. manifestations symboliques régionales qui ciblent les députés (FECQ).

Demain
Manifestation partout au Québec, notamment devant les bureaux de plusieurs députés (FECQ et FEUQ).

Jeudi
Manifestation à Québec (CASSEE, FAECUM)

Vendredi
Action coup-poing de la FECQ partout au Québec.

Lundi (28 mars)
Les 10 plaies du gouvernement Charest (actions symboliques de la FEUQ et la FECQ).

Mardi (29 mars)
Actions symboliques (FECQ et FEUQ).

Mercredi (30 mars)
Manifestation pour le 1er anniversaire de la transformation des 103 millions de bourses en prêts (FECQ, FEUQ).

Toute la semaine
Perturbations économiques (CASSEE).

VOL. XCVI N° 62 LE MARDI 22 MARS 2005

Un groupe d'étudiants en administration joue les médiateurs

Le ministre Fournier est prêt à entendre une contre-proposition

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Comme les 42 000 étudiants de l'UQAM en grève, Julie Ouellet ne s'attend pas à retourner en classe tant que les 103 millions ne seront pas réinvestis dans l'enveloppe des bourses d'études.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
TOMMY CHOUINARD

Un nouveau joueur s'immisce dans le conflit étudiant: le Regroupement étudiant des facultés d'administration de l'est du Canada (REFAEC) a obtenu une rencontre hier avec le cabinet du ministre de l'Éducation, et se propose comme *«médiateur»* pour tenter de rétablir les voies de communication entre les groupes étudiants et le gouvernement.

Pendant que ces délibérations avaient lieu, le ministre Jean-Marc Fournier a nuancé le concept de proposition finale, en affirmant qu'il attendait désormais la contre-proposition des étudiants, une brèche qu'il n'ouvrait pas il y a à peine une semaine.

À près d'un mois du début de cette grève étudiante, qui ne montre aucun signe d'essoufflement, les rebondissements se conjuguent au quotidien. Hier, on apprenait ainsi qu'un groupe représentant l'ensemble des 28 000 étudiants d'administration du Québec, le REFAEC, avait rencontré un attaché politique du cabinet de M. Fournier pour parler de grève, d'endettement étudiant et de voies de solution, et ce, alors que les échanges sont minimaux entre les groupes étudiants et le ministre.

«Nous avons rencontré le cabinet pour tenter de relancer le dialogue qui est carrément rompu entre le ministère et les groupes étudiants», a expliqué hier Yannick Denis-Trudel, président du REFAEC, à l'issue de cette rencontre, à laquelle étaient associés aussi des représentants des facultés de droit des universités. *«Nous constatons un problème de communication qu'il y a urgence à régler, et nous croyons que nous pouvons peut-être devenir une nouvelle antenne de communication, un catalyseur, une sorte de médiateur»*, a ajouté M. Denis-Trudel, précisant que son groupe ne tentait pas de se *«substituer à la FEUQ* [Fédération étudiante universitaire du Québec]*»*.

Après avoir entendu la proposition de remise de dette du gouvernement, le groupe affirme avoir riposté en

VOIR PAGE A 12: ÉTUDIANTS

ÉTUDIANTS

SUITE DE LA PAGE 1

évoquant les *«irritants»* qu'elle comporte, abondamment relayés par les étudiants qui la rejettent en bloc. *«L'enveloppe est carrément insuffisante, parce que c'est le 103 millions que les étudiants veulent retrouver»*, explique le président du REFAEC, dont les membres ne sont pas en grève, sauf l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, qui a choisi l'option d'une semaine de grève non reconductible.

«Nous souhaitions faire redémarrer les discussions, analyser la proposition en profondeur, discuter avec les gens de la FEUQ et tenter d'en arriver enfin à une solution globale et complète sur cette question», ajoute M. Denis-Trudel.

La FEUQ a immédiatement riposté à l'arrivée de ce nouveau joueur en affirmant qu'elle n'avait pas *«besoin d'une nouvou pour discuter avec Québec»*, comme l'a indiqué Pier-André Bouchard-Saint-Amant, son président.

Au cabinet du ministre Fournier, ce dialogue a été perçu comme partir intégrante *«d'un exercice pédagogique»* où tout groupe étudiant représentatif et *«désireux de comprendre et expliquer la proposition»* est entendu, comme l'a expliqué l'attaché de presse du ministre, Stéphane Gosselin. *«Mais "médiateur", ce n'est sans doute pas le terme que nous aurons utilisé»*, a-t-il ajouté.

Le ministre Fournier a par ailleurs changé de ton hier: après avoir martelé depuis une semaine que sa proposition était finale, il se dit maintenant prêt à recevoir et à étudier une contre-proposition de la part des leaders étudiants. *«Je suis ouvert à ce qu'on me fasse des commentaires. J'attend même des propositions»*, a-t-il affirmé hier, à l'entrée du caucus des députés libéraux.

Il considère toujours son offre *«valable»* et *«significative». Je m'attends à ce que les étudiants fassent eux-mêmes des propositions. Ce n'est pas tout de faire des manifestations»*, a-t-il lancé. Jean-Marc Fournier prévient toutefois que toute contre-proposition des étudiants devra respecter le cadre budgétaire qu'il a présenté la semaine dernière, c'est-à-dire 41,5 millions par an à compter de 2009-10.

Le ministre déplore le *«risqu'au-boutisme»* des étudiants, qui exigent le réinvestissement des 103 millions de dollars. *«Si on veut régler ça, il va falloir que chacun fasse un bout de chemin. Nous, on a fait un bon bout de chemin. Je pense que c'est aux étudiants d'en faire un»*, a-t-il dit.

Auparavant, la FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) avaient rappelé leur intention de *«laisser durer cette grève le temps qu'il faudra»*, comme l'a expliqué Pier-André Bouchard-Saint-Amant, de la FEUQ. *«Nous continuons à refuser catégoriquement la formule Fournier»*, a indiqué Julie Bouchard, présidente de la FECQ.

À l'UQAM, les associations facultaires représentatives des 42 000 étudiants en grève et réunis sous différentes bannières ont manifesté leur désir d'être entendues par le ministère de l'Éducation et de participer activement à la négociation. *«Tous les groupes étudiants doivent être présents à la table»*, a expliqué Joël Nadeau, représentant de l'Association facultaire étudiante des lettres, langues et communications de l'UQAM. *«Nous avons l'impression que le ministre rit de nous. Il n'a pas conscience de l'ampleur de l'enjeu.»*

Hier, les 1000 étudiants du secteur pré-clinique de la faculté de médecine de l'Université de Montréal ont rejoint le mouvement de grève, qui concerne toujours 170 000 étudiants. 35 des 48 collèges publics sont désormais officiellement en grève. Des actions ont lieu un peu partout au Québec aujourd'hui, et se poursuivront toute la semaine, pour illustrer au gouvernement la montée de la grogne.

Le Devoir

Métro, 23 mars 2005, Front page

Une lutte à finir

Deux étudiants font la grève de la faim

ARRESTATIONS, blocus du Port de Montréal, sit-in au centre-ville et grève de la faim, jusqu'où iront les étudiants dans leurs actions d'éclat pour récupérer les 103 M$ que Québec a coupés dans les bourses ?

Il est aussi difficile de répondre à cette question que de suivre les événements, alors que les étudiants faisaient la pluie et le beau temps dans les rues de Montréal hier.

La police a procédé à l'arrestation de six étudiants qui manifestaient dans les rues de l'est de Montréal.

Ces arrestations ont eu lieu après que des grévistes furent, selon la police, devenus agressifs. Certains auraient lancé des roches et des bâtons en direction des policiers.

Le port bloqué

Plus tôt en journée, une centaine d'étudiants membres de la CASSÉE ont bloqué pendant quelques heures certains accès au Port de Montréal dans le cadre d'un mouvement dit de « perturbation économique ».

Rappelons simplement que le Port de Montréal est de juridiction fédérale et que le lien avec l'éducation est pour le moins nébuleux.

Des camionneurs en furie ont d'ailleurs dénoncé le geste des étudiants, estimant perdre des sommes importantes.

Un sit-in, au square Victoria et des grèves de la faim étaient aussi au menu des moyens de pression.

JULIE BONIN/MÉTRO

DÉGUISÉS, DÉCIDÉS ET MOBILISÉS, les étudiants sont une fois de plus descendus en bloc dans les rues de Montréal hier pour manifester contre les compressions de 103 M$ du gouvernement Charest dans le programme des prêts et bourses. Les policiers ont procédé à plusieurs arrestations au cours de la journée.

Implication syndicale

La journée a aussi été marquée par l'entrée en scène du monde syndical dans le conflit, les étudiants ayant reçu l'appui de la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

Cette dernière a rappelé que dans le milieu syndical, beaucoup de gens se sont battus pour l'accès des fils et des filles d'ouvriers aux études supérieures et que le combat devait continuer.

Le mouvement de grève devrait d'ailleurs prendre de l'ampleur aujourd'hui, puisque plusieurs manifestations sont prévues partout en province.

Les étudiants membres de la CASSÉE continueront leurs « perturbations économiques » toute la semaine. Des actions sont aussi au programme pour lundi de Pâques alors que les grévistes présenteront les « 10 plaies » du gouvernement Charest.

De son côté, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, invite les étudiants à lui faire des propositions pour dénouer le conflit. Le ministre a rappelé que le gouvernement, en tenant compte de ses contraintes budgétaires, avait déjà déposé une offre et réitéré qu'à son avis la grève ne constituait pas le bon moyen de régler la situation. Le ministre répète que les étudiants québécois sont les plus avantagés de tout le Canada et le demeureront avec la proposition gouvernementale.

ALEXANDRE PAILLÉ/MÉTRO

La police arrête six étudiants grévistes

Six étudiants grévistes de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie ont été arrêtés, hier midi, sur la rue l'Assomption, au terme d'un affrontement avec les forces policières.

Ces protestataires qui perturbaient la circulation sur la rue l'Assomption ont lancé des projectiles aux policiers.

En début de journée, des dizaines d'étudiants avaient érigé des barricades à l'entrée du port de Montréal pour ralentir les entrées d'environ 70 camions dans la zone portuaire durant près de cinq heures. Cette manifestation a soulevé la colère de plusieurs camionneurs qui estimaient perdre des sommes importantes durant ce ralentissement des opérations.

Après avoir été pris en chasse par les policiers, les étudiants se sont engouffrés dans la station de métro l'Assomption pour poursuivre leur manifestation au Centre du commerce mondial sur la rue St-Jacques et au complexe Desjardins.

Ces occupations de lieux publics s'inscrivent dans le cadre de la stratégie «perturbation économique» où les manifestants veulent réduire sinon paralyser les activités dans les pôles économiques de la métropole. Depuis près de quatre semaines, ces manifestants réclament à grands cris la conversion de 103 millions $ de prêts en bourses étudiants. **(JCG)**

- photo Rogerio Barbosa

Les manifestants ont empêché 70 camions d'accéder à la zone portuaire.

en bref

ÉTUDIANTS Des étudiants de l'Université Concordia ont entrepris, hier, un study-in devant le bureau du premier ministre Jean Charest. Ils demeureront à l'angle des rues McGill College et Sherbrooke durant 103 heures, soit une heure pour chaque million coupé à l'aide financière des étudiants. **(JCG)**

- photo Rogerio Barbosa

Sur la rue Boucherville, près du port, les étudiants grévistes ont monté des barricades.

- photo Rogerio Barbosa

Ils entament une grève de la faim

Jean-François Lemieux et Vincent Ranger, de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, ont entrepris, hier matin, une grève de la faim devant les locaux du ministère de l'Éducation sur la rue Fullum en guise de protestation contre la coupure de 103 millions $ dans le régime des prêts et bourses.

24 Heures, 23 mars 2005, p. 3 et 4

La tension monte

Des étudiants grévistes et des policiers se sont affrontés, hier, près du port de Montréal et six manifestants ont été arrêtés. Ceux-ci avaient bloqué des accès aux installations portuaires pendant plus de cinq heures, en début de journée. P. 3

- photo Rogerio Barbosa

24 heures, 23 mars 2005, Front Page

montréal campus

vol. xxv : no 14 : 23 mars 2005

LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL www.montrealcampus.uqam.ca

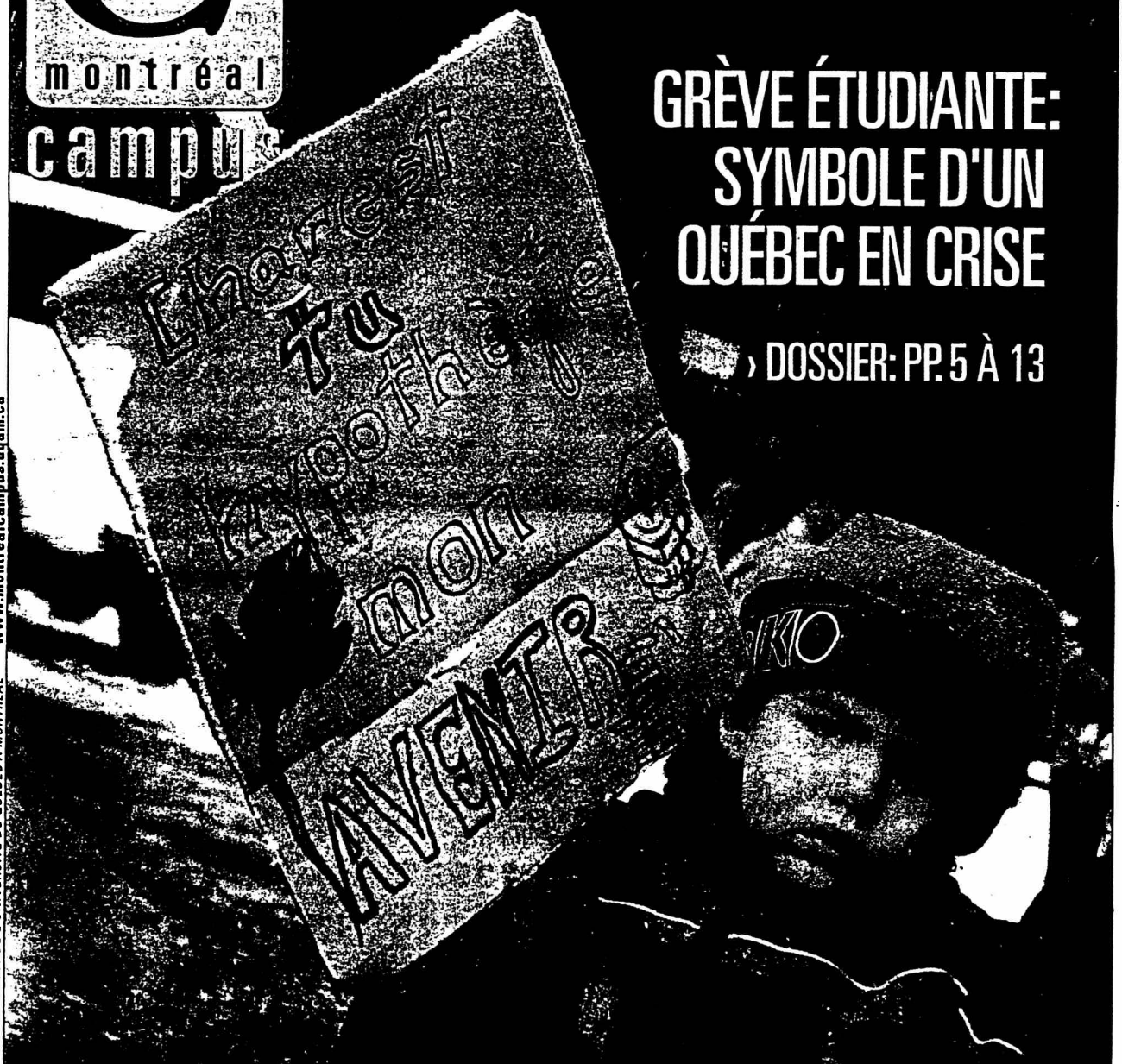
PIZZEDELIC
PIZZAS & PASTAS
1641 St Denis

DÉPÔT DE BOISSONS
Baloos
403, Ontario Est
www.barbaloos.com

Pub Le Saint-Ciboire
1693 St-Denis

GRÈVE ÉTUDIANTE: SYMBOLE D'UN QUÉBEC EN CRISE

› DOSSIER: PP. 5 À 13



› SOCIÉTÉ : VOYAGER ET TRAVAILLER BIO › P. 15 › CULTURE : JAZZ MONTRÉALAIS, ENGOUEMENT ESTIVAL › P. 21

Votre opticien aux portes de l'université
Spéciaux étudiant – 50 % sur toutes les montures

OQAM

Montréal Campus, 23 mars, p. 3

Jean-Marc Fournier doit démissionner !

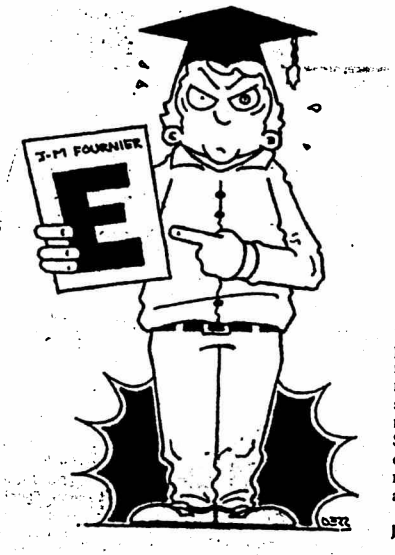
L'arrivée de Jean-Marc Fournier au ministère de l'Éducation n'a pas amené un vent de fraîcheur. Il cumule plutôt les gaffes, méritant le titre de ministre détesté le plus rapidement de l'Histoire. Il doit donner sa démission dans les plus brefs délais.

CHARLES MESSIER
redacteur.campus@uqam.ca

Au moment de mettre sous presse, le mardi 22 mars, tous les étudiants de l'UQAM sont en grève, comme plus du quart des cégépiens et universitaires québécois. C'est à eux que l'arrogant ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, demande de réfléchir à sa proposition bidon, qui heureusement a été rejetée en bloc par la FEUQ, la FECQ et la CASSÉE.

Jeudi, le 17 mars, trois jours après l'annonce de la proposition du ministre, les étudiants de la faculté de sciences de la gestion de l'UQAM votaient pour une grève d'une semaine. Ils représentent les futurs entrepreneurs du Québec, ils savent compter; si la proposition de Jean-Marc Fournier avait eu le moindre bon sens, ils auraient été les premiers à s'en réjouir, eux qui étaient, il y a seulement un mois, les plus récalcitrants à la grève.

Depuis son arrivée au ministère de l'Éducation, Jean-Marc Fournier multiplie les faux pas: il menace d'annuler la session alors que cette éventualité est quasi impossible, tente de faire croire aux étudiants qu'ils ont le meilleur système d'éducation et réprouve le caractère illimité de la grève, se demandant pourquoi les étudiants ne font pas qu'une grève symbolique d'une journée. Finalement, avec l'irrévérence qui le caractérise, et qui démontre un manque total de tact, de diplomatie, de leadership et d'habileté politique, il propose un nouveau RPR. À la liste d'adjectifs qui collent à Jean-Marc Fournier, il faut désormais ajouter confus et nébuleux. Monsieur le Ministre, vous ne méritez plus d'être parmi les têtes dirigeantes d'un gouvernement aussi important pour l'avenir du Québec. Vous êtes supposé défendre l'intérêt des étudiants et de tous les Québécois, mais vous posez des actions qui au contraire nuisent à tous. Vous devez démissionner.



L'éducation pour tous, payée par tous

Les frais de scolarité ne doivent pas être dégelés, et ce, même si le régime des prêts et bourses est plus généreux vis-à-vis des plus défavorisés. L'éducation ne permet pas seulement à ceux qui étudient d'avoir de meilleurs salaires; toute la société en bénéficie. Toute la société doit payer.

L'unique solution est d'imposer un système d'impôt vraiment progressif, où les riches paieraient leur juste part. Il devrait empêcher les entreprises d'envoyer leurs profits dans des paradis fiscaux, car si tous les Québécois profitent du système d'éducation, les dirigeants d'entreprises sont les premiers à se réjouir d'avoir accès à une main-d'œuvre qualifiée.

Le Québec avait en 1990 un taux de diplomation moins élevé que l'Alberta et l'Ontario. Aujourd'hui, c'est l'opposé, grâce à une accessibilité plus grande que dans ces deux provinces. Il faut empêcher qu'elle soit réduite. Elle doit au contraire être encore plus grande.

Une éducation gratuite pour tous coûterait 300 M$ de plus par année au gouvernement, montant qui pourrait être récupéré en luttant contre l'évasion fiscale. Lorsqu'il était ministre des Finances, Yves Séguin croyait pouvoir aller chercher 250 M $ avec des mesures contre ce fléau. Il faut agir maintenant, pour demain.

Jusqu'au bout

Avec la manifestation organisée par la FEUQ et la FECQ, qui a attiré plus de 100 000 personnes, avec un nombre croissant d'étudiants qui se joignent au mouvement de grève, il faut que tous les cégépiens et universitaires persistent dans leur bataille et poussent Jean-Marc Fournier dans ses derniers retranchements. Grosso modo, 150 000 étudiants sont en grève. Tant que ce nombre n'aura pas doublé, le gouvernement Charest aura le gros bout du bâton. Même si plusieurs grévistes n'ont pas de cours depuis quatre semaines, ils doivent persister tant qu'ils n'auront pas au moins 103 M$. Ravoir ce montant l'an prochain est un minimum, puisqu'en principe il devrait être rétroactif.

Malgré toutes les frasques du gouvernement depuis son arrivée au pouvoir, c'est-à-dire le manque de leadership dans le dossier du CHUM, le faux pas des écoles juives et l'appui au Suroît, il doit admettre qu'il s'est une fois de plus gouré en appliquant la réforme financière en éducation. À force de commettre des erreurs, peut-être les électeurs auront-ils la mémoire assez longue pour ne plus réélire les libéraux aux prochaines élections, et ce, même si Jean Charest donne sa démission, car un nouveau chef aurait toujours une équipe aussi incompétente.

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

Le dernier droit

Quelques jours après le refus de la première offre du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, la FEUQ et la FECQ sont prêtes à négocier. Pour sa part, la CASSÉÉ demeure à l'écart des négociations et veut se faire entendre.

MARIE-FRANCE-LOU LEMAY

Plus de 100 000 étudiants en grève, une population qui les appuie et un caucus libéral divisé. Jean-Marc Fournier devait agir rapidement. Il a présenté au président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard, et à la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Julie Bouchard, une proposition pour mettre fin à la grève.

L'offre comporte plusieurs mesures (voir encadré). Elle favorise la diplomation et vient en aide aux plus démunis, mais seulement 35 % des bénéficiaires de l'aide financière aux études peuvent en profiter. «Ceux qui reçoivent le plus de prêts et bourses sont les plus démunis, explique Pier-André Bouchard. S'il voulait les aider, comme il le dit, il aurait dû baisser le plafond des prêts et ne pas créer un programme artificiel.» Insatisfaits, les leaders étudiants ont tout refusé.

La proposition déplait également aux représentants de la Coalition pour une association solidaire syndicale étudiante élargie (CASSÉÉ), qui représente 48 000 des 110 000 grévistes. «C'est tout à fait à l'encontre des revendications de la CASSÉÉ. L'offre légitimise l'endettement étudiant avec une remise de dette élitiste», croit la porte-parole de la CASSÉÉ, Héloïse Moysan-Lapointe.

> ***«Nous sommes prêts à considérer une offre que le gouvernement nous fera. S'il est moins fermé, nous considérerons ce qu'il a à dire.»***
>
> *- Pier-André Bourchard, président de la FEUQ*

Les 103 millions de dollars en bourses que réclament les fédérations n'ont pas été enlevés de l'aide financière aux études, ils sont «toujours dans les poches des étudiants, mais en prêts», selon l'attaché de presse du ministre de l'Éducation, Stéphane Gosselin.

Les représentants de la FEUQ et de la FECQ sont maintenant ouverts à des compromis. «Nous sommes prêts à considérer une offre que le gouvernement nous fera, soutient Pier-André Bouchard. S'il est moins fermé, nous considérerons ce qu'il a à dire. Lors de la première rencontre, il n'y avait pas de volonté de la part du ministre de négocier. Il a cherché à nous mettre quelque chose dans la gorge et à aller voir les médias après.»

La CASSÉÉ voit d'un mauvais œil ces tractations. «On trouve ça aberrant de voir qu'il y a une ouverture pour une offre à rabais, alors que nous avons construit un rapport de force immense», s'indigne le porte-parole de la CASSÉÉ, Xavier Lafrance.

Au bureau du ministre, pas question d'offrir plus d'argent. «Nous sommes ouverts à des aménagements dans l'enveloppe budgétaire. Nous avons tout mis notre argent sur la table», explique Stéphane Gosselin. Selon lui, les représentants étudiants n'ont pas encore pris le temps de prendre conscience de toute la proposition. «Ça nous a pris un mois à concevoir le programme. Ça prend au moins quelques jours à le comprendre. Nous attendons leur appel.»

Grève historique

À son paroxysme, le 16 mars dernier, près de 230 000 étudiants des cégeps et universités étaient en grève, sur les 450 000 inscrits. Un mouvement fort, puisque plusieurs facultés moins militantes, comme celles de médecine et de droit, ainsi que les futurs ingénieurs de Polytechnique, ont été de la partie. «Nous avons eu la plus grosse assemblée générale de notre histoire, avec plus de participation qu'à nos élections. C'est le plus gros mouvement étudiant au Québec depuis longtemps. La Poly ne voulait pas être en reste», raconte le vice-président à l'externe de l'Association des étudiants de la Polytechnique (AEP), François Corriveau. C'est la première fois dans l'histoire de l'AEP que les membres votent pour un débrayage.

Cette grève générale illimitée est le plus gros mouvement étudiant dans la province depuis 1968. Selon la FEUQ, près de 100 000 personnes étaient dans les rues lors de la manifestation du 16 mars, qui est la plus grosse mobilisation étudiante à avoir eu lieu au Québec. La CASSÉÉ y a participé. «Nous étions présents pour que le ministre n'ait plus le choix de nous considérer dans les négociations, explique Xavier Lafrance. Il devra nous reconnaître, parce que nous représentons la moitié des gens en grève.»

Grévistes ignorés

La CASSÉÉ, écartée des négociations, continue ses moyens de pression pour se faire entendre. «Nous allons continuer les actions pour être invités à la table des négociations, maintient Héloïse Moysan-Lapointe. Nous ne comptons pas rester passifs. Le ministre ne peut pas nous ignorer. Nous dénonçons la façon de faire antidémocratique du ministre et des fédérations.»

Depuis la rencontre du 9 mars entre la CASSÉÉ et Jean-Marc Fournier, alors que les représentants du mouvement étudiant ont refusé de condamner les actes de «violence» (graffitis et meubles abîmés) au bureau du ministre, il dialogue uniquement avec les fédérations. «Le ministre n'a pas peur de la violence, mais de nos revendications, explique Xavier Lafrance. Il utilise n'importe quel prétexte pour nous écarter des négociations.»

> ***«On trouve ça aberrant de voir qu'il y a une ouverture pour une offre à rabais, alors que nous avons construit un rapport de force immense.»***
>
> *- Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSÉÉ*

La grève dure depuis plus de trois semaines dans plusieurs facultés de l'UQAM et de l'Université de Montréal, ainsi que dans plusieurs cégeps. La FEUQ et la CASSÉÉ ne croient pas que le mouvement s'essoufflera bientôt, au contraire. «C'est sûr qu'il y en a qui quitteront, croit Pier-André Bouchard, mais il y aura un renouvellement. D'autres entreront en grève.» Il invite les associations étudiantes à renouveler leur mandat. Xavier Lafrance pense que le rapport de force peut être encore plus grand. «C'est possible d'être encore plus forts en continuant les actions et en manifestant.» Des membres de la CASSÉÉ préparent d'ailleurs des actions de perturbation économique pour les semaines à venir.

La proposition du ministre de l'Éducation

Jean-Marc Fournier propose deux mesures. D'abord, un réinvestissement de 22,5 des 103 millions de dollars retirés des bourses, assorti d'une diminution du prêt maximal de 250 $ au secondaire professionnel et au collégial, et de 500 $ à l'université. Cela équivaut à une réduction de 25 % de l'augmentation du plafond des prêts causée par la dernière réforme de l'Aide financière aux études. Un nouveau programme de remise de dettes sera aussi instauré. La dette des bénéficiaires sera réduite de 15 % lorsqu'ils termineront leurs études pour l'année 2005-2006, de 20 % en 2006-2007, de 30 % en 2007-2008, de 35 % en 2008-2009 et de 40 % en 2009-2010. Ces deux mesures représentent un investissement de 41,5 millions de dollars cette année et atteindra 95,5 millions d'ici 2009, donc sur une période de plusieurs années.

Plusieurs conditions doivent cependant être respectées. L'étudiant doit obtenir son diplôme du cégep technique ou de l'université au premier cycle dans le délai prévu par le ministère de l'Éducation, soit jusqu'à deux sessions de plus que la durée normale. Il doit avoir eu recours à l'aide financière durant toute la durée de ses études et ses dettes doivent atteindre plus de 6070 $ au cégep technique et 8840 $ au baccalauréat. Le Programme de remboursement proportionnel au revenu de l'ancien ministre Pierre Reid est aboli avant même d'avoir vu le jour.

M-F-L L

Esprit de clocher

De l'huile sur le feu

À une certaine époque de mon enfance, je prenais plaisir à provoquer deux de mes voisins. Boules de neige, insultes, etc. Un jour, l'un d'eux (qui était bien plus fort que moi, d'ailleurs) s'est tanné et il m'a mis son poing sur la gueule. J'ai bien tenté d'aller chercher l'appui de mon père en braillant comme un veau, mais il n'était pas dupe. Je l'avais bien cherché, tant pis pour moi.

Si la grève s'éternise et que le ministre Jean-Marc Fournier continue de provoquer les étudiants avec des offres à rabais et un ton d'un paternalisme exécrable, quelques étudiants exaspérés commettront peut-être des actes disgracieux, voire «violents». Les médias en feront leurs choux gras et le ministre utilisera ce prétexte pour tenter de discréditer le mouvement. Pourtant, il l'aura bien cherché, en abusant de la patience et de la bonne volonté des jeunes. S'il continue de jeter de l'huile sur le feu tout en faisant semblant de chercher des solutions, c'est son irresponsabilité à lui qu'il faudra blâmer pour d'éventuels débordements.

Cette attitude de pompier pyromane a aussi gagné l'administration de l'UQAM. Ces dernières semaines, c'est un véritable torrent d'huile qu'elle a déversé sur le brasier de la colère étudiante. S'il y a des étudiants qui souhaitaient faire de la casse à l'UQAM, la direction vient de leur fournir un superbe prétexte, en faisant appel à l'escouade anti-émeute pour arrêter brutalement 48 personnes qui occupaient pacifiquement le pavillon Hubert-Aquin. On n'a relevé aucun graffiti et il n'y a eu aucun grabuge. Dans ce dossier, les Services à la vie étudiante, et plus particulièrement son directeur, Jean-Louis Richer, et son adjointe, France Turbide, ont fait preuve d'une incapacité flagrante à interagir avec les étudiants, alors qu'ils devraient entretenir de bonnes relations avec eux afin de les aider à défendre les causes qui les animent. Les occupants de la nuit du 10 au 11 mars avaient des intentions pacifiques. Sachant cela, Jean-Louis Richer et France Turbide auraient dû les défendre devant l'administration de l'UQAM.

Le recteur, de l'extérieur de pays, a suivi les événements au cours de la journée, le directeur de la sécurité Alain Gingras et les vice-recteurs Mauro F. Malservisi et Jacques Desmarais. Ces deux derniers ont signé le lendemain un communiqué de presse dans lequel ils affirment que «le droit de manifester, le droit de prendre position et la liberté de critique n'incluent pas le recours à l'intimidation, à la violence et aux agressions, ou l'atteinte au bien public». Intimidation? Violence? Atteinte aux biens publics? Grossiers mensonges qui ne visent qu'à légitimer une bévue inacceptable au sein d'une université. Ironiquement, le vice-recteur Jacques Desmarais a déjà siégé sur le conseil d'administration de la Ligue des droits et libertés, organisme qui s'est empressé de condamner la répression policière au lendemain de l'incident. Il a aussi travaillé pendant plusieurs années pour la CSN, une organisation qui s'est souvent livrée à des occupations de locaux.

Le service de sécurité de l'UQAM en a rajouté le 15 mars alors que quelques centaines de personnes manifestaient, rue Sainte-Catherine, contre la brutalité policière. Les agents ont fermé à clé toutes les issues de l'Université (sauf l'entrée du pavillon des sciences de la gestion, où ils filtraient les entrées et sorties), pour éviter que ceux qui se faisaient matraquer dehors ne trouvent refuge à l'intérieur. Des militants uqamiens ont réagi prestement en dégageant une porte pour permettre à quelques protestataires d'échapper à la bastonnade.

Cette hystérie sécuritaire n'a aucune raison d'être. Le vrai conflit oppose le gouvernement aux étudiants, et non à l'administration. Cette dernière n'a donc aucune raison de partir ainsi en guerre contre les grévistes, si ce n'est la préservation de son image «respectable» aux yeux des généreux mécènes du secteur privé.

Je n'ai pas honte personnellement de l'image que nous donnons à l'UQAM, j'en suis fier. Je suis fier que nous soyons la seule université en grève à 100%. Je suis fier que nous soyons parmi les premiers à avoir déclenché le mouvement. Je suis fier que nous restions l'université du peuple.

Vincent Larouche
uqam.campus@uqam.ca

ARRESTATIONS AU PAVILLON HUBERT-AQUIN

L'anti-émeute à la charge de manifestants pacifiques

PATRICK BELLEROSE

L'occupation du pavillon Hubert-Aquin par des grévistes s'est soldé par l'arrestation de 48 personnes dans la nuit du 10 au 11 mars, lorsque l'escouade anti-émeute du Service de police de la Ville de Montréal est intervenue vers 12h30 pour arrêter les occupants et des spectateurs d'une partie de la Ligue d'improvisation centrale de l'UQAM.

Jeudi après-midi, le conseil d'occupation avait choisi de manifester pacifiquement, ce que l'administration de l'UQAM a respecté. Les organisateurs avaient accédé aux demandes du service des incendies et avaient retiré les chaînes qui bloquaient les portes de service du pavillon Hubert-Aquin. Les délégués semblaient confiants pour la poursuite des négociations avec l'administration, qui s'étaient amorcées durant la journée afin d'obtenir la permission d'occuper l'endroit pendant la nuit. Ils voulaient ainsi créer «un espace de discussion, de création et d'échange favorisant la cohésion de leur mouvement», informe un communiqué. Les organisateurs espéraient conclure une entente qui reconnaîtrait la légitimité de leur moyen de pression.

Vers 17h30, le directeur des Services à la vie étudiante, Jean-Louis Richer, et son adjointe, France Turbide, ont rencontré les occupants pour les informer de la suspension des négociations et du rejet de leurs demandes; ils exigeaient que les gardes de sécurité et employés à l'intérieur du pavillon soient absents. Jean-Louis Richer a indiqué que la direction ne tolérerait pas la présence des grévistes au cours de la nuit, en raison des événements d'octobre dernier, lorsqu'un *bed in* avait laissé l'endroit couvert de graffitis.

L'intervention policière est excessive, d'après un des négociateurs étudiants, Philippe Gauvin. Il rappelle que les occupations sont un moyen de pression traditionnel lors de conflits.

> ***Jean-Louis Richer a indiqué que la direction ne tolérerait pas leur présence au cours de la nuit, en raison des événements d'octobre dernier, lorsqu'un bed in avait laissé l'endroit couvert de graffitis.***

Les cégépiens du Vieux-Montréal peuvent occuper continuellement les locaux en vertu d'une entente écrite. Ils assument les tâches ménagères et peuvent organiser des activités militantes. Philippe Gauvin croit que les uqamiens devraient bénéficier de la même confiance.

Intervention musclée

Aucun avertissement n'a précédé l'intervention de l'escouade anti-émeute. La majorité des manifestants ont été repoussés vers le local A-2480, où ils se sont enfermés, craignant d'être brutalisés. «Plusieurs avaient peur, certains pleuraient», se souvient la porte-parole des occupants, Geneviève Gariépy. Les détenus ont négocié leurs conditions de sortie et ont patienté deux heures avant d'être informés des motifs de leur arrestation, pour «attroupement illégal» et «méfait».

Sur les quarante-huit arrestations, huit personnes étaient présentes seulement pour la partie d'improvisation. Tous devront se présenter en cours municipale le 12 mai. Une des organisatrices de la soirée, Laurie Gagné, estime que certains spectateurs arrêtés ne savaient pas ce qui se passait dans le pavillon ce soir-là.

Un employé du Café Aquin, Manuel Cardenas, craint que l'incident ne mette en péril ses chances d'obtenir sa citoyenneté canadienne. D'origine colombienne, l'homme de 44 ans, étudiant à la maîtrise en science politique, est étonné de constater que de telles pratiques répressives ont cours dans un pays reconnu pour ses valeurs démocratiques.

Étudiante libre à l'UQAM, Caroline Laurin affirme qu'un policier l'a fait trébucher dans les marches en l'attrapant par la robe. Geneviève Gariépy déplore pour sa part les commentaires sexistes et grossiers de certains policiers, qui se demandaient à voix haute laquelle des filles ils se «réservaient».

> ***Geneviève Gariépy déplore les commentaires sexistes et grossiers de certains policiers, qui se demandaient à voix haute laquelle des filles ils se «réservaient».***

L'accordéoniste du groupe folklorique La bande Maisonneuve, Maxime Berthiaume, a reçu un coup de matraque au poignet, parce qu'il refusait de déposer sa bouteille de bière si on ne lui disait pas le motif de son arrestation.

Réactions

Le président du Syndicat des chargés de cours, Guy Dufresne, a dénoncé l'incident, tout comme la Ligue des droits et libertés et les autres syndicats de l'Université. Un professeur de sociologie à l'UQAM, Jacques Mascotto, visiblement outré, a pour sa part appelé la population uqamienne à exiger la démission des personnes responsables.

Au bureau du recteur, on appuie fermement la décision. La direction a toutefois demandé le retrait des accusations portées contre les étudiants.

L'Association facultaire étudiante de sciences humaines a adopté une déclaration réclamant également la démission des instigateurs de l'intervention policière. Une nouvelle occupation du pavillon Hubert-Aquin, une semaine après l'incident, a également été votée. Cette fois, tout s'est bien déroulé.

Écrivez-nous votre opinion sur la grève! Nous la publierons dans le numéro du 6 avril. redacteur@uqam.ca

Montréal Campus, 23 mars, p. 9

MILITANTISME DE GRÈVE

Survivor

Alors que certains considèrent la grève étudiante comme une période de vacances, pour d'autres, elle est synonyme de dur labeur. Pour ces militants, le verbe «être» se conjugue maintenant au «nous». Pas au «je».

CATHERINE PERREAULT-LESSARD

«Je n'existe plus», lance le porte-parole de la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉÉ), Eric Martin*. Pour lui, ainsi que pour des dizaines d'étudiants, les dernières semaines ont été aussi épuisantes qu'un marathon. Avec une implication de plus de 10 heures par jour, ils ne font que survivre à la grève.

Selon la pyramide d'Abraham Maslow, manger et dormir constituent des besoins fondamentaux. Certains militants font passer leur implication bien avant ces nécessités. Leur corps aussi est en mode grève. Depuis les débuts de la coalition, Eric Martin boude littéralement les bras de Morphée. «Je dors de deux à six heures par nuit, affirme-t-il. Je travaille plus durant la grève que lorsque j'ai des cours. Et quand je me repose, le travail s'accumule».

En plus de faire la grève du sommeil, plusieurs militants font également la grève de la faim. Lorsqu'ils trouvent le temps de s'alimenter, leurs repas sont loin des modèles recommandés par le Guide alimentaire canadien. «Je mange très mal. Le superflu passe après!» explique ironiquement la coordonnatrice de l'Association facultaire des étudiants en sciences politiques et droit (AFESPED), Émilie Joly, qui avoue avoir soupé aux Doritos pour sauver quelques minutes. Si leur alimentation est déficiente, leurs sources d'énergie sont très variées. Comme plusieurs de ses collègues, l'attachée de presse de la CASSÉÉ, Isabelle Monette*, carbure au café. «Trois à quatre par jour, si on veut que le corps suive», admet celle qui continue son combat contre la cigarette, en plus de celui contre la réforme de l'aide financière.

Leur implication n'est généralement pas rémunérée, même si leur poste représente un travail à temps plein. «J'ai été obligé de quitter mon emploi. Après la grève, je vais devoir m'en trouver un autre assez rapidement», explique le porte-parole de la CASSÉÉ, Xavier Lafrance. Certains militants grugent leurs économies pour arriver à joindre les deux bouts. «Actuellement, je survis comme je peux. Lorsqu'on a payé le loyer et fait l'épicerie, il ne reste plus grand-chose», réalise Isabelle Monette, bénéficiaire des prêts et bourses.

C'est bon pour le moral

La grève est exigeante physiquement, financièrement et émotivement. Les sacrifices individuels sont constants. «Je n'ai plus de vie personnelle», assure Eric Martin. Les porte-parole de la grève sont tellement obnubilés par leur rôle, qu'ils en oublient leur propre personne. En prenant conscience que depuis les dernières semaines il est plus porte-parole de la CASSÉÉ que lui-même, Xavier Lachance s'exclame que cela le «fait chier!»

Selon la pyramide du psychologue Abraham Maslow, manger et dormir constituent des besoins fondamentaux. Certains militants font passer leur implication bien avant ces nécessités.

La vie sociale des militants est également mise en veilleuse. Les proches en dehors du mouvement étudiant ont beaucoup de difficulté à trouver un trou dans la grille-horaire des grévistes. «Mes parents ne savent même pas que je participe au mouvement de grève, s'attriste Isabelle Monette. En même temps, il y a tellement une belle cohésion dans l'équipe que ça compense sur le plan affectif.» Pour combler leur vide émotionnel, plusieurs se tournent vers leur cellulaire, avec lequel ils entretiennent une relation quasi incestueuse. «Une nouvelle personne est entrée dans ma vie, ironise Xavier Lafrance. Heureusement, ça ne durera pas éternellement...»

Ces esclaves de la technologie sans fil gèrent un stress herculéen. Les porte-parole de la CASSÉÉ, qui sont souvent sur la ligne de front, ont toutefois beaucoup de difficulté à décrocher complètement. «C'est impossible!» réagit Eric Martin, dont le téléphone portable sonne aux deux minutes. D'autres se débrouillent comme ils peuvent pour reprendre leur souffle. «Je fais du ménage, explique Émilie Joly. J'en fais même dans l'asso, quand je peux.» Malgré quelques moments survoltés, les militants prennent la plupart du temps plaisir à accomplir leurs tâches. «Ce n'est pas des hommes et de l'alcool toute la journée! Mais c'est sûr que c'est le *fun* par moment», relativise la responsable de l'AFESPED.

Malgré les difficultés, la motivation demeure intacte. «Il y a un esprit d'équipe très fort qui règne au sein du mouvement, indique Isabelle Monette. On est comme un élastique avec plein de crayons au milieu. S'il y en a un qui lâche, ça devient chambranlant.» Même si la tentation est grande, les responsables évitent les crises d'ego en public, par solidarité vis-à-vis de leurs membres. «Dans les assemblées générales, l'ambiance est bonne, mais dans la sphère privée, c'est sûr qu'il a des confrontations», reconnaît Émilie Joly.

Et après?

Les militants sont bien conscients que leur système ne pourra tenir le coup encore longtemps et qu'ils devront tôt ou tard réduire la cadence. «Il va falloir se réajuster *au niveau* du sommeil, se nourrir mieux et dormir mieux», avoue Eric Martin. Ces adeptes du «jusqu'au-boutisme» prévoient tous finir la course, peu importe sa durée. «Mon corps réalise que c'est inhumain, mais je vais rester aussi longtemps qu'il va falloir. Je sais que je peux pousser plus physiquement», croit Xavier Lafrance, encore épuisé de sa nuit blanche à la suite de la vague d'arrestations à l'UQAM.

Pour plusieurs, le retour sur les bancs d'école est synonyme de supplice. «Je n'ai pas hâte de retourner dans des travaux qui sembleront complètement détachés de la réalité», déclare Eric Martin. Ceux qui s'impliquent à 200 % dans le mouvement de grève ont eu peu de moments à consacrer à leurs études, durant les dernières semaines. «J'ai calculé le nombre d'heures que je devais travailler pour y arriver et je *rushe*! estime Isabelle Monette. Je travaillerai plus fort après, c'est tout.» La militante doit déposer son mémoire de maîtrise en août. Xavier Lafrance envisage quant à lui le retour à l'université de façon plus positive. «Un livre avec un café, je le vois un peu comme le paradis, dit-il. Je vais peut-être m'ennuyer de l'intensité de la grève. C'est spectaculaire, ce qu'on vit.»

PHOTO DAVID SAMARD

«Je n'ai pas hâte de retourner dans des travaux qui sembleront complètement détachés de la réalité», exprime Eric Martin.

**L'entrevue a été effectuée avant qu'Eric Martin et Isabelle Monette ne démissionnent de leur poste à la CASSÉÉ.*

Montréal Campus, 23 mars, p. 11

GRÈVE GÉNÉRALE 2005

Sciences de la gestion se joint au mouvement de grève

Pendant une semaine, l'UQAM sera la seule université québécoise à être totalement en grève, car, un mois après avoir refusé de débrayer, les étudiants de l'École des sciences de la gestion changent de cap.

DAPHNÉ CAMERON

L'UQAM a connu l'une des plus grosses assemblées générales de son histoire le 17 mars dernier. Environ 3000 étudiants de la faculté de l'École des sciences de la gestion (ESG) sont venus se prononcer sur la grève. L'assemblée, qui a débutée avec deux heures de retard en raison du nombre inattendu de participants, s'est déroulée dans une ambiance survoltée. Elle a été marquée par une confusion générale entourant le code de procédures. Répandus sur les trois étages de l'agora du pavillon Judith-Jasmin et dans la salle Marie-Gérin-Lajoie, les gestionnaires en herbe en ont surpris plus d'un en se prononçant à 69,9 % en faveur d'une semaine de débrayage non reconductible. Cette décision survient un mois après la tenue d'une première assemblée controversée, qui avait fait de l'ESG la seule faculté de l'UQAM à bouder la grève.

Le 16 février, l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion (AéESG) tenait une première assemblée générale sur l'organisation d'une journée symbolique de levée de cours en appui à la grève. Lors de cette assemblée, les 250 étudiants présents ont écarté tout recours au débrayage. Le moment, la durée et le manque de publicité entourant la tenue de cette première assemblée générale ont cependant suscité l'indignation chez de nombreux étudiants, qui ont accusé l'AéESG de pratiques antidémocratiques et d'avoir fait de la désinformation.

«La démarche de l'AéESG lors de la première assemblée n'était vraiment pas transparente, affirme une étudiante en économie et instigatrice d'une pétition qui demandait une autre assemblée, Guylaine Vignola. L'Assemblée n'a pas été publicisée et n'a duré qu'une vingtaine de minutes. En si peu de temps, il est impossible de discuter des vrais enjeux et des vraies conséquences d'une grève. Ces raisons nous ont motivés à faire une pétition.» À la veille de la seconde assemblée, la pétition avait recueilli environ 500 des 600 signatures nécessaires pour déclencher un autre vote.

Guylaine Vignola dénonce le manque de représentativité à la première assemblée. «Deux cent cinquante étudiants sur douze mille, c'est ridicule! L'énorme écart entre ceux qui étaient présents la première et la deuxième fois démontre le manque de légitimité du premier vote.» Elle ajoute que la majorité des personnes présentes à la première assemblée provenaient du programme de comptabilité et le reste était des étudiants étrangers faussement informés par l'Association des étudiants africains qu'une grève d'une durée supérieure à trois semaines entraînerait l'annulation de la session sans remboursement des frais de scolarité. «Le pire, c'est que ces fausses informations n'avaient pas été démenties», s'insurge Guylaine Vignola.

Selon la responsable des communications de l'Association étudiante de gestion du tourisme et de l'hôtellerie, Valérie Trudel, l'étroitesse du local dans lequel s'est effectué le premier rassemblement a contribué au mécontentement. «L'assemblée générale s'est déroulée dans une petite salle. Plusieurs n'ont pu y entrer, car les étudiants de comptabilité ont rempli le local avant que les autres ne puissent entrer. Je suis moi-même restée dehors», déplore-t-elle.

L'événement s'est également déroulé lors de la Journée Découverte, une activité d'information pour l'accueil des futurs uqamiens et qui a nécessité la mobilisation d'exécutants des associations modulaires, qui n'ont pu informer leurs membres sur les enjeux de la grève.

La présidente de l'AéESG, Kim Lewis, se défend de toutes ces accusations. «Le quorum d'une assemblée générale, c'est le nombre de personnes qui s'y présente. Selon moi, l'exercice démocratique a été fait. Je comprends les frustrations par rapport à la courte durée des discussions, mais lors de l'assemblée, la question en privilège a rapidement été demandée, ce qui a eu comme effet de faire arrêter les discussions sur-le-champ. Lorsqu'un membre demande le vote immédiat et que les étudiants se prononcent en faveur, on ne peut plus continuer à discuter», affirme Kim Lewis. Elle rappelle que son association s'est positionnée contre les compressions de 103 millions dans le régime de prêts et bourses et qu'elle encourage les étudiants de gestion à participer aux activités organisées par les associations facultaires en grève.

PHOTO DAVID SIMARD, ASE.ATH.CX/DAVIDSD

Environ 3000 étudiants de la faculté de l'École des sciences de la gestion (ESG) sont venus se prononcer sur la grève.

Mobilisation difficile

Toutes les associations modulaires affirment avoir manqué de temps pour mobiliser leurs étudiants en vue de l'assemblée. «L'annonce a certes été effectuée dans les délais prescrits, mais le lieu et l'heure du rassemblement n'ont été annoncés que deux jours à l'avance», déplore le président de l'Association générale des étudiants en urbanisme, Guillaume Topp.

Selon Kim Lewis, il est très difficile pour l'AéESG de véhiculer de l'information à 12 000 étudiants. «Ça doit passer par les associations modulaires, souligne-t-elle. La date de la première assemblée générale a été votée en conseil d'administration, où chacun des présidents des modules étaient présents. Les associations modulaires avaient le choix de faire la publicité. Malheureusement, seule l'association de comptabilité a mobilisé ses membres.»

Membre du conseil exécutif de l'Association des étudiants du baccalauréat en sciences comptables, Jean-Francois Séguin soutient que ce n'est pas l'AéESG qui a mal fait son boulot, mais les présidents des autres associations modulaires. Lui-même endetté, il ajoute qu'en «comptabilité on considère qu'en venant aux études on ne s'endette pas, on investit».

Vers une autre assemblée

Outre la pétition, la mobilisation en faveur d'un processus jugé plus équitable s'est effectuée du côté des associations modulaires. Les modules d'économie, d'urbanisme et de gestion du tourisme et de l'hôtellerie ont même décidé de conduire leurs propres assemblées afin de connaître l'avis de leurs membres sur la question de la grève. Avant la tenue de la deuxième assemblée, les étudiants d'urbanisme ainsi que de gestion du tourisme et de l'hôtellerie ont voté la grève générale illimitée.

La deuxième assemblée s'est tenue en raison d'une forte demande de la part des étudiants, selon Kim Lewis. «Le contexte de la grève a beaucoup changé depuis un mois. Je suis prête à prendre une part de responsabilité pour le manque de publicité entourant la première assemblée, mais je crois que les étudiants se sont surtout déplacés en raison des circonstances qui étaient très différentes.»

Mobilisation active illimitée

La grève a atteint un sommet historique dans les dernières semaines. Les étudiants ont multiplié les actions et diversifié les tactiques pour se faire entendre du gouvernement, mais aussi du public en général. Créative, festive et pacifiste, la gente estudiantine a suivi le mot d'ordre.

Textes: Marie-Ève Maheu Photos: Antoine Rouleau

Étudiants à l'Assemblée nationale | Québec, le 9 mars

Une trentaine d'uqamiens et de cégépiens de Québec ont investi l'Assemblée nationale le mercredi 9 mars pour porter leur message au gouvernement. Pendant le vote d'une motion péquiste décriant les compressions infligées par le gouvernement Charest, les étudiants, qui occupaient les tribunes, se sont levés en silence pour montrer leur appui. Cinq cégépiens de François-Xavier Garneau, Sainte-Foy et du campus Charlesbourg se sont tour à tour découverts pour exhiber leur chandail, chacun estampé d'une des lettres des «103 M$» de bourses transformées en prêts. «Libérez-nous des libéraux», a crié l'un d'eux, soulevant l'ire de la gent estudiantine. «On voulait investir un lieu symbolique, où les décisions sont prises par le gouvernement», explique un étudiant en science politique de l'UQAM, Matthieu Leclerc. Le coup d'éclat, fait dans le respect du décorum, a été chaudement applaudi par les députés péquistes. Les gardes de sécurité, nerveux, ont toutefois rapidement incité les étudiants à quitter la tribune. À la sortie du Salon bleu, la critique péquiste en matière d'Éducation, Pauline Marois, a invité les uqamiens à discuter de leurs revendications avec les députés, autour d'une bière, dans le fumoir du parti. L'action pacifiste est passée sous silence, alors que l'arrestation de 12 étudiants qui occupaient le bureau du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, à Châteauguay, retenait l'attention des médias.

Nuit en rouge et art | UQAM, nuit du 9 au 10 mars

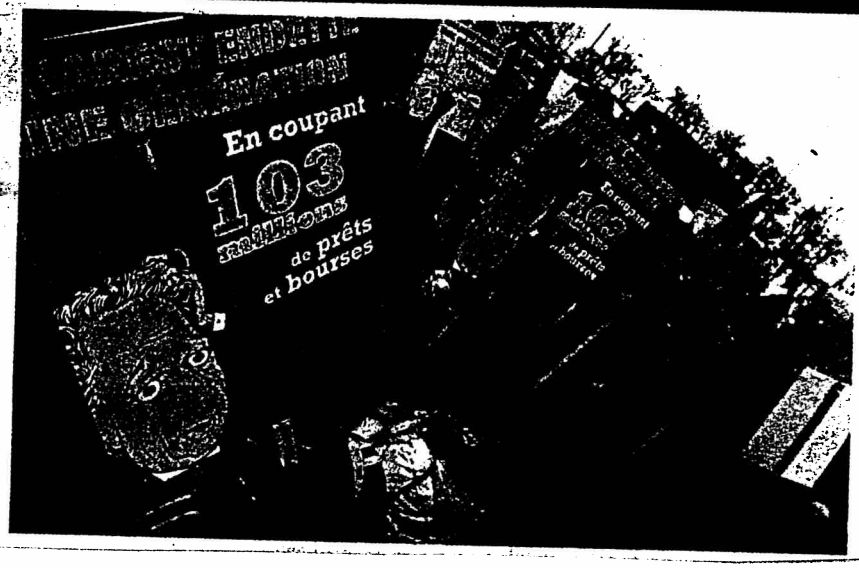
L'UQAM a été assiégée dans la nuit du 9 au 10 mars par une créativité galvanisée par la grève étudiante. Plus de 2000 étudiants ainsi que 300 artistes de l'Université et de l'extérieur ont occupé l'Agora du pavillon du Judith-Jasmin, alors plongée dans une atmosphère surréaliste et festive. Jeux théâtraux, groupes de musique, peinture et sculpture libres, ateliers de création littéraire, jonglerie, disc-jockeys, projections et installations ont été rythmés par les débats politiques. En moins de quatre jours, l'événement a été mis sur pied par le RATS (rassemblement des artistes très sensibilisés) et le Comité culturel de l'UQAM, qui ont réussi à mobiliser la masse estudiantine. Une quarantaine de personnalités de la sphère culturelle ont aussi appuyé les revendications étudiantes, dont François Patenaude des Zapartistes. «La Nuit de création générale illimitée était loin d'être un moyen de pression politique. C'était avant tout pour renforcer la cohésion du mouvement de grève et inspirer ceux qui s'y retrouvaient, explique un des organisateurs, Joël Nadeau. On a décidé d'aller vers la créativité et le festif pour illustrer qu'on est enragé, qu'on veut faire avancer les choses et qu'il y a en même temps un contexte propice à la réflexion.» Selon une artiste et organisatrice de la Nuit, Nadia Duguay, «l'art donne une véritable force au mouvement de contestation». Parallèlement, une occupation du pavillon Hubert-Aquin a été organisée par des dizaines d'étudiants, dont certains étaient mécontents de l'embauche obligatoire de gardes de sécurité au coût de 2500 $ pour la soirée dans le Judith-Jasmin. L'occupation s'est soldée par l'arrestation de 48 étudiants dans la nuit du 10 au 11 mars.

«Avec nous, dans la rue!» | Montréal, le 12 mars

Plus de 8000 étudiants ont marché dans les rues du centre-ville de Montréal le samedi 12 mars. Organisée par la CASSÉE, la manifestation familiale a été gonflée par l'appui de parents, d'enfants, de professeurs, de syndiqués, de partis politiques (l'Union des Forces progressistes et Option citoyenne) et de représentants de groupes sociaux. «La lutte pour l'accessibilité aux études touche tout le monde», a soutenu la vice-présidente de l'Alliance des professeurs de Montréal, Danielle Lamoureux. «Nous avons le même combat, soit la protection des acquis sociaux, a affirmé un membre de la CSN Michel Benoît. C'est pourquoi nous sommes derrière les étudiants.» Des enfants de tous âges ont joint leur voix à celle des 85 000 étudiants en grève. «Je suis là pour les soutenir», a lancé le jeune Guillaume, 10 ans, accompagné de son père, solidaire. Vincent, cinq ans, pancarte à la main, y était parce qu'il «hait Jean Charest». Des élèves d'une douzaine d'écoles secondaires de Montréal, dont Le Vitrail, actuellement en grève, se sont aussi déplacés. «C'est important d'être ici, parce que nous seront les prochains à être touchés par les coupures du gouvernement Charest, qui sont inacceptables», explique la vice-présidente de l'Association des étudiants du secondaire de la Commission scolaire de Montréal, Myriam Le Blanc. Selon un porte-parole de la CASSÉE, Xavier Lafrance, «la manifestation a démontré l'appui de la population à la cause étudiante».

Manifestation monstre | Montréal, le 16 mars

La grogne étudiante a atteint un sommet inégalé le 16 mars dernier lorsque près de 100 000 étudiants ont pris d'assaut les rues du centre-ville de Montréal. La mer d'étudiants, qui s'étendait à perte de vue, est partie d'en face du ministère de l'Éducation, rue Fullum, pour aboutir au bureau montréalais de Jean Charest, angle Sherbrooke et McGill College. La proposition du ministre Jean-Marc Fournier, à quelques heures de la mise en branle du cortège, a vraisemblablement renforcé l'indignation des étudiants qui sont venus dire un non ferme à toute entente à rabais. «103 millions moins 29 millions égale manifestation», signalait une bannière. Devant l'ampleur du mouvement — 230 000 étudiants du niveau postsecondaire sont en grève sur les 450 000 au Québec —, le président de la FEUQ, Pierre-André Bouchard, a qualifié le moment d'historique. Des jeunes des quatre coins du Québec; des universités, cégeps et écoles secondaires ont répondu à l'appel lancé par les fédérations étudiantes. Exceptionnellement, l'Université McGill et Concordia, Polytechnique ainsi que des centaines d'étudiants des facultés de médecine et de droit ont joint les rangs de la manifestation. La CASSÉE, qui regroupe 50 000 étudiants en grève, était aussi au rendez-vous. Certains de ses membres se sont servis de bacs de recyclage comme tams-tams pour montrer que le mouvement de grève est «récupéré» par la FECQ et la FEUQ. La manifestation nationale s'est étendue jusqu'à Québec, où un millier d'étudiants se sont rassemblés sur la colline parlementaire.



Événements à venir
24 mars: manifestation nationale à Québec organisée par la CASSÉE.
30 mars: manifestation pour le premier anniversaire du budget provincial, qui est à l'origine de la réforme de l'aide financière.

24 Heures, 23 mars 2005, p. 9

C'est au Québec que les étudiants bénéficient du meilleur soutien financier

Les contribuables québécois paient déjà pour maintenir un programme d'aide financière très avantageux, les bourses les plus généreuses et les frais de scolarité les plus bas au Canada.

- **130 000 étudiants profitent d'une aide financière**
- **711 000 000 $ en aide financière**
- **220 000 000 $ uniquement en bourses**
- **1 668 $ de droits de scolarité pour une année universitaire, comparativement à 4 960 $ en Ontario**

Puisque l'éducation est une priorité, le gouvernement a présenté aux étudiants une proposition qui bonifie ce soutien :

- **ajout de 342 000 000 $ sur cinq ans au programme actuel;**
- **amélioration du niveau de bourses;**
- **mise en place d'un programme qui permettra d'accorder une remise de dette qui atteindra 40 % à terme et qui encouragera la réussite;**
- **assurance, pour les étudiants concernés, que leur niveau d'endettement sera plus bas que celui identifié par les leaders étudiants.**

Le Québec réaffirme, avec cette nouvelle proposition, que c'est ici qu'il en coûte le moins cher pour étudier.

Québec

Le Devoir, 23 mars, p. A1 et H10

Les cégeps refusent la facture de la grève

Arrestation d'un étudiant à la suite du blocage du port de Montréal. Les grévistes ont multiplié les coups d'éclat hier. JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le rattrapage pourrait coûter des millions

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
TOMMY CHOUINARD

La poursuite de la grève étudiante alerte sérieusement les collèges, qui calculent que la reprise des journées de cours manqués pourrait entraîner une facture de plusieurs millions de dollars. Les cégeps préviennent qu'ils n'ont pas à assumer cette dépense.

Pour six des 35 cégeps en débrayage, la durée de la grève franchira dès vendredi un cap critique et... coûteux. La Fédération des cégeps a calculé que le nombre de journées de cours à reprendre, qui dépasse les 15 jours dans certains cas, nécessitera des réaménagements au calendrier scolaire, lesquels obligeront ces collèges à dépasser les périodes d'enseignement permises par les conventions collectives. Pour certains cégeps de fort volume, cette situation pourrait coûter 100 000 $ par jour en masse salariale seulement.

Comme l'a expliqué hier le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, la situation est désormais *«critique». «Les coûts pour les collèges pourraient être très élevés et se compter en millions de dollars»*,

VOIR PAGE A 10: CÉGEPS

La gratuité universitaire, un principe sacré dans la majorité des pays européens

CHRISTIAN RIOUX

Paris — En affirmant que les étudiants québécois sont *«les mieux traités au monde»*, le premier ministre Jean Charest restreignait probablement le *«monde»* à l'Amérique du Nord. Il en exchuait à coup sûr l'Europe, où le principe de la gratuité universitaire demeure intouchable dans la majorité des pays.

En France, la quasi-gratuité des universités (où les étudiants ne paient que des frais d'inscription de 237 $) demeure la règle. *«C'est même un principe sacré»*, explique Pierre-Henri Tavoillot, directeur adjoint de l'Observatoire européen des politiques universitaires. *«Le ministre qui voudrait le remettre en question perdrait certainement son poste. Plusieurs l'ont perdu pour beaucoup moins.»*

Cela ne signifie pas que la question ne soit pas posée. Récemment, l'Institut de sciences politiques de Paris, qui cherche à redorer son blason sur la scène internationale, a fait éclater une petite bombe en haussant ses droits de scolarité à 6300 $. Mais l'augmentation ne touchait que les familles les plus fortunées. La mesure visait aussi à augmenter les bourses des étudiants sans le sou. À Sciences Po, 25 % des étudiants sont exonérés de droits de scolarité.

Le cas de Sciences Po ne se justifie que parce qu'il s'agit d'une grande école et non pas d'une université, disait l'ancien ministre de l'Éducation, Claude Allègre. Les grandes écoles privées, comme HEC et les écoles de commerce, facturent des droits de scolarité qui peuvent atteindre jusqu'à 12 000 $ par année. Par contre, même des écoles publiques aussi réputées que celle des Mines ou l'École centrale ne dépassent pas 750 $ de frais d'inscription.

L'ancien ministre Claude Allègre exprimait une idée partagée par la majorité de ses concitoyens lorsqu'il déclarait récemment au *Figaro*: *«Je reste un défenseur de la gratuité des études universitaires. C'est une tradition européenne.»*

VOIR PAGE A 10: GRATUITÉ

GRATUITÉ

SUITE DE LA PAGE 1

C'est plutôt d'Allemagne que sont venues les principales remises en question de la gratuité universitaire. Le 26 janvier dernier, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a invalidé la loi-cadre fédérale qui interdisait aux länder (les provinces allemandes) de faire payer des droits de scolarité. Saisis par six länder, les juges ont confirmé la primauté des régions en matière d'enseignement supérieur.

Dès l'an prochain, six länder (sur 16) commenceront donc à réclamer des droits de scolarité, mettant ainsi fin à 35 ans de gratuité. La Bavière, dirigée par le démocrate chrétien Edmund Stoiber, devrait exiger 800 $ par semestre. Le Bade-Wurtemberg a choisi d'appliquer le modèle australien, où les étudiants ne paient leurs études que lorsqu'ils commencent à travailler.

L'objectif est de rendre les universités *«plus compétitives»*, a déclaré le recteur de l'université de Mannheim. Mais la politique des six länder est loin de jouir de l'appui de la population du pays. 59 % des Allemands — sans oublier les dix autres länder — s'opposent toujours à l'instauration de droits de scolarité à l'université. On ne peut pas permettre que *«l'enfant d'un médecin-chef ait plus de chances de recevoir une éducation que celui d'une femme de ménage»*, a déclaré le chancelier Gerhard Schröder.

La situation des six länder allemands est cependant caractéristique de l'évolution récente du monde germanique et anglo-saxon. Autrefois garantie, la gratuité des études universitaires a été abolie en 1995 dans le canton de Genève. L'Autriche a introduit des frais d'inscription (de 575 $) en septembre 2001. En Belgique, les frais d'inscription à l'université sont d'environ 1150 $. Les appels à l'augmentation se sont multipliés depuis quelques années. Plusieurs proposent de suivre la voie britannique.

L'an dernier, une réforme a autorisé les 87 universités et 64 collèges spécialisés de Grande-Bretagne à fixer eux-mêmes leurs droits de scolarité. Le montant annuel maximum est passé de 2600 à 7000 $. Contrairement au système précédent, ce n'est qu'après l'obtention d'un diplôme et d'un emploi rapportant plus de 34 000 $ par année que les étudiants commenceront à rembourser leurs frais universitaires. Si le diplômé n'a pas de travail ou que son salaire annuel est inférieur à cette somme, il ne remboursera rien.

Le Front de la gratuité

Malgré ces changements récents, les partisans de la gratuité de l'université demeurent majoritaires en Europe. Dans presque la moitié des pays de l'Union européenne, les étudiants ne contribuent pas au coût de l'enseignement supérieur. L'accès est pour ainsi dire gratuit au Danemark, en Irlande, en Grèce, au Luxembourg, en République tchèque, en Hongrie, à Malte, en Pologne, en Finlande, en Suède, en Norvège ainsi que dans une majorité de länder allemands. Si on y ajoute les pays où les frais sont minimes, comme la France, l'Italie et l'Espagne, cela fait un fort contingent en faveur de la gratuité universitaire.

En France, on voit mal comment le verrou de la quasi-gratuité pourrait sauter sans provoquer un nouveau Mai 68. Un sondage réalisé il y a deux ans montrait que 81 % des Français étaient opposés à l'augmentation des frais d'inscription à l'université. Cela n'avait pas empêché Alain Cadix, vice-président des Chambres de commerce et d'industrie, de proposer de commencer à facturer des frais de scolarité, mais aux seuls étudiants de deuxième cycle universitaire.

Les économistes Élie Cohen et Philippe Aghion ont aussi proposé l'an dernier d'augmenter la contribution de l'entreprise privée dans les universités françaises, de même que celle des étudiants. Mais la proposition est prudente: ils suggèrent simplement d'autoriser les établissements à conduire des expérimentations en matière de frais d'inscription.

Pierre-Henri Tavoillot, directeur adjoint de l'Observatoire des politiques universitaires, n'est pas opposé à une légère augmentation des frais d'inscription. Cela, dit-il, permettrait de donner un peu plus d'autonomie aux universités françaises. Mais il ne propose rien pour chambouler le système.

«Il ne s'agit pas de changer de modèle. Il y a une spécificité de l'université française qui fait qu'elle doit demeurer accessible. Surtout que le pire est passé. La vague démographique qui a provoqué une massification de l'université est terminée. L'université commence enfin à avoir des marges de manœuvre. La rentabilité de l'université n'est pas dans la culture européenne.»

ACTUALITÉS

CÉGEPS

SUITE DE LA PAGE 1

affirme M. Boucher, dont la fédération évalue à trois millions de dollars par jour de cours à reprendre au-delà du 15 juin le coût pour l'ensemble du réseau collégial.

Les cégeps font ce scénario en se basant à la fois sur le Régime d'études collégiales, qui *«a force de loi»* et qui les oblige à donner 82 jours de cours par session. Leurs calendriers scolaires, qui prennent fin lors des derniers jours de mai, ne permettent pas de prolonger au-delà du 15 juin, car c'est à ce moment que les conventions collectives situent le début de la période de vacances des enseignants.

«Je regarde le nombre de collèges qui pourraient s'ajouter aux six qui sont déjà en situation critique, et c'est inquiétant», explique M. Boucher, qui invite pour cela les deux parties à reprendre le dialogue pour *«régler»* le conflit.

Dans un collège de 5000 étudiants, si la direction dépasse la date du 15 juin pour reprendre les cours, elle devra payer, *«100 000 $ par jour pour un collège de 5000 étudiants, 20 000 $ pour un plus petit»*, estime M. Boucher.

«Nous n'avons pas la santé financière pour assumer cette dépense. Il s'agit d'un conflit entre le gouvernement et les étudiants, dont nous ne pouvons pas faire les frais», prévient M. Boucher, qui affirme avoir communiqué ce message au cabinet du ministre de l'Éducation.

Au Cégep de Drummondville, où les étudiants sont en grève depuis bientôt un mois, la pression monte. *«Passé vendredi, on est crucifiés»*, explique Normand Bernier, directeur du cégep de 1500 étudiants. Pour lui, la facture oscillera entre 25 000 et 35 000 $ par jour de cours à reprendre après le 15 juin, à moins d'en arriver à une entente avec le syndicat.

«À compter de la semaine prochaine, il faut s'asseoir et s'entendre avec nos syndicats, explique M. Bernier. *Peu importe l'angle sous lequel on le prend, ça s'annonce complexe.»*

Henri Massé donne des munitions au gouvernement Charest

La poursuite de la grève continue pendant ce temps de créer son lot de rebondissements quotidiens. De passage à Québec hier, le président de la FTQ, Henri Massé, a ainsi causé toute une surprise en donnant des munitions au gouvernement Charest. Alors que le conflit s'enlise, il a invité les étudiants à mettre de l'eau dans leur vin. *«C'est clair que les associations étudiantes, si elles veulent négocier, devront faire des compromis. On ne peut pas régler des affaires comme ça sans compromis»*, a-t-il affirmé.

Les leaders étudiants devraient selon lui revoir leur principale revendication, soit le réinvestissement de 103 millions de dollars dans le régime des prêts et bourses. *«Je ne dis pas qu'ils devraient abandonner les 103 millions. Mais au lieu de l'avoir sur un an, est-ce possible de l'avoir sur deux?* [...] *Quand on veut négocier avec le gouvernement, il faut faire quelques compromis, autrement le gouvernement ne voudra pas perdre la face et ne bougera pas»*, a-t-il expliqué.

Henri Massé n'appuie pas pour autant la proposition déposée par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, à qui il reproche de s'être montré plutôt fermé à la négociation. *«Je comprends les étudiants d'être insultés»*, a-t-il dit. Mais la communauté étudiante doit donner à ses leaders *«un peu de marge de manœuvre pour négocier»* afin de faciliter un règlement du conflit, a-t-il ajouté.

Le ministre Fournier a fait ses choux gras de cette déclaration inattendue du chef syndical. *«Si les étudiants veulent en arriver à un règlement, c'est à eux de faire des propositions, comme Henri Massé l'a dit. Ce n'est plus juste moi qui dis ça»*, a lancé le ministre à la presse parlementaire. M. Fournier a réitéré qu'il attend une contre-proposition des leaders étudiants, considérant qu'il a déjà fait *«un grand bout de chemin»*.

Ceux-ci sont toutefois demeurés sur leurs positions. *«On ne négocie pas sur la somme, on demande au gouvernement de revenir sur les 103 millions coupés, un point c'est tout»*, a indiqué le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard. *«On n'en veut pas, de son offre, comment le lui faire comprendre autrement?»*, demande Julie Bouchard, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Le porte-parole de la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE), Xavier Lafrance, a promis sur les ondes de LCN que la grogne démontrée par les étudiants de maintes façons hier n'allait pas se calmer. *«Nous allons multiplier les actions pour avoir des résultats concrets, pas des fausses solutions comme on en a eu jusqu'à maintenant.»*

Tel qu'ils l'avaient promis, les étudiants ont poursuivi leurs actions de *«perturbation économique»* en bloquant l'accès des marchandises au port de Montréal, dans l'est de la ville. Une centaine d'étudiants membres de la CASSEE ont obstrué la rue Notre-Dame, immobilisant du coup quelque 70 camions-remorques prêts à se libérer de leur chargement. Six personnes ont été arrêtées.

En plus de ce barrage, les étudiants ont multiplié les coups d'éclat hier pour illustrer, de manière variée, leur intention de récupérer les 103 millions de dollars de bourses convertis en prêts. Deux étudiants ont entamé hier midi une *«grève de la faim illimitée»* pour protester à leur manière contre cette ponction.

Des *sit-in* ont été orchestrés par la FECQ devant les bureaux de comté des députés libéraux. Et la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, a aussi réitéré hier son soutien au mouvement étudiant, réclamant le retour des 103 millions dans la cagnotte des bourses.

La grogne contre le gouvernement Charest gagne également des écoles secondaires publiques et privées de la région de Québec. Les élèves de plusieurs établissements, dont l'école Joseph-François Perrault et le collège Saint-Charles-Garnier, ont voté massivement en faveur d'une grève de 24 heures. Le débrayage aura lieu demain, alors qu'une importante manifestation à l'Assemblée nationale est organisée par la CASSEE, qui attend des milliers de manifestants.

Le Devoir

Le Devoir, 23 mars, p. A8

Le Devoir, 23 mars 2005, p. B 7

Création d'un MAL étudiant

STÉPHANE BAILLARGEON

Le vaste mouvement de grève des étudiants stimule la solidarité et l'organisation dans les grandes écoles d'art au Québec. Une dizaine de représentants de divers centres de formation de niveau collégial et de niveau universitaire ont officiellement formé dimanche le Mouvement de manifestation artistique élargi, autour d'un noyau de militants du cégep Lionel-Groulx. Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, le groupe de pression organisera un grand *happening*, une sorte d'états généraux du secteur, à la fin du mois d'avril.

«Le Mouvement de manifestation artistique [MMA] *est le point de départ de tout ce qui arrive»*, explique en entrevue Viviane Renard, finissante de l'Option Théâtre du cégep Lionel-Groulx et cofondatrice du regroupement. *«Nous sommes nés de la grève étudiante. Le MMA veut participer à sa manière, avec ses moyens artistiques, aux débrayages.»*

Toutes les écoles de formation artistique ne débrayent pas. Les conservatoires de musique et de théâtre du Québec comme l'École nationale de théâtre du Canada continuent leurs activités pédagogiques. Par contre, beaucoup de facultés et de départements d'art des cégeps et des universités demeurent fermés.

Le mandat du MMA est de *«mobiliser des ressources afin de proposer et d'organiser des activités festives, artistiques et pacifiques, et d'en informer la population»*, selon un document fondateur. Les artistes en herbe et en grève diffusent de l'info et mobilisent les troupes. Ils organisent par exemple des activités divertissantes pour «stimuler» les «piqueteurs», un peu dans la tradition de l'agit-prop ou du théâtre d'intervention. Ou bien les étudiants en arts dessinent des pancartes et des affiches, construisent des marionnettes.

Le MMA élargi conserve le même objectif festif et militant, mais dans une optique nationale. La réunion de dimanche a rassemblé notamment des représentants du Conservatoire d'art dramatique de Montréal, de la faculté des arts de l'UQAM, de l'École nationale et de l'Association des écoles de cirque, de danse et de musique. Les délégués ont convenu de mettre sur pied un premier *happening* d'une douzaine d'heures, pendant le dernier week-end d'avril, à Montréal.

La militante Viviane Renard ne refuse pas le parallèle entre le MMA élargi et le Mouvement pour les arts et les lettres, qui rassemble des associations professionnelles d'artistes. *«Nous allons présenter des numéros, des spectacles et des œuvres, mais nous voulons aussi susciter une réflexion collective sur l'état de la culture et du milieu artistique au Québec,* précise-t-elle. *Nous ne réclamons pas d'argent ou des subventions. Nous voulons tout simplement mettre en question ce que font les artistes maintenant au Québec, la place de l'art engagé par exemple, ou les liens entre l'éducation et la culture.»*

Le Devoir

Sit-in, grève de la faim, manifs et... ARRESTATIONS !

Une autre école secondaire en grève

Appuyant les étudiants de cégeps et universités, une autre école secondaire vient de déclencher la grève.

SÉBASTIEN MÉNARD

Les élèves de la polyvalente Baie-Saint-François, à Valleyfield, ont en effet voté en faveur d'un débrayage de trois jours, au cours d'une assemblée tenue hier.

À moins d'un revirement de situation exceptionnel, ces ados retourneront en classe au début de la semaine prochaine.

« On veut démontrer notre appui aux revendications des étudiants », explique le président de l'association, Marc-Olivier Cyr.

« Notre région est considérée défavorisée, dit-il, et pour nous, la coupure dans les prêts et bourses a un impact important. »

La direction de l'école se dissocie de cette grève illégale, mais elle a tout de même permis aux élèves d'en déterminer les modalités à l'intérieur même de l'établissement.

À Montréal, l'école secondaire Le Vitrail est elle aussi en grève.

Cet établissement alternatif a entrepris un débrayage illimité le 8 mars dernier.

De Courcy s'en remet aux parents

Par ailleurs, Diane de Courcy estime maintenant que c'est aux parents de faire en sorte que leurs ados réintègrent la salle de classe.

« Nous avons une responsabilité partagée », a plaidé la présidente de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), en entrevue au *Journal*.

« Nous avons été très tolérants envers les élèves et nous faisons tout en œuvre pour qu'ils soient en classe, dit-elle, mais l'autorité doit être partagée.

« Si certains parents motivent les absences de leurs enfants pour leur permettre de manifester à l'extérieur de l'école, c'est leur choix, lance-t-elle. Ce sont eux, les premiers éducateurs de leurs enfants. »

Photo PASCAL RATTHÉ

CE JEUNE, comme plusieurs autres manifestants, s'est réfugié à l'intérieur de la station de métro L'Assomption, hier après-midi, pour éviter d'avoir à faire face à l'escouade antiémeute.

Une première brèche

Une première brèche vient d'être créée au sein du mouvement étudiant, alors qu'une association collégiale se dit prête à accepter la proposition du ministre Fournier moyennant certaines conditions.

SÉBASTIEN MÉNARD

Les étudiants du Collège de Valleyfield, en Montérégie, ont indiqué qu'ils « acceptaient la proposition du ministre à condition d'y joindre 15 amendements ».

Dans sa forme actuelle, le plan Fournier propose d'effacer 40 % de la dette des étudiants qui obtiendraient leur diplôme dans des « délais raisonnables ». D'ici cinq ans, le programme coûterait 95,5 M$.

Photo LE JOURNAL

Jean-Philippe André

Amendements

« On est d'accord pour que l'obtention des prêts et bourses soit liée à la réussite des études, mais on souhaite voir plusieurs modifications dans la proposition du ministre », explique Jean-Philippe André, de l'Association étudiante du Collège de Valleyfield.

Les jeunes demandent notamment que les montants des prêts soient indexés au coût de la vie, que les 95,5 M$ promis dans cinq ans soient disponibles rétroactivement à compter de septembre 2004 et que certaines mesures spéciales soient prévues pour les étudiants inscrits à la maîtrise et au doctorat.

Selon Jean-Philippe André, cette démarche prouve que les cégépiens ne sont pas « jusqu'au-boutistes », contrairement à ce que claironne le ministre de l'Éducation depuis quelques jours.

« Nous n'avons pas apprécié la manière qu'a utilisée M. Fournier pour nous faire connaître sa proposition, dit-il, mais nous sommes prêts à discuter avec lui. »

« Avec les amendements que l'on propose, je pense qu'on se dirige vers une solution qui plaira à tous les étudiants. On essaiera de créer un front commun autour de cette idée », indique le leader étudiant.

« Une initiative intéressante »

Invité à commenter la contre-proposition des étudiants de Valleyfield, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a indiqué qu'elle constituait une « initiative intéressante ».

« Ce qu'on veut, c'est que les étudiants amènent quelque chose à la table de négociation et c'est exactement ce qu'eux viennent de faire », souligne l'attachée de presse du ministre, Stéphane Gosselin.

« On sent qu'ils acceptent le principe de notre projet. Nous pourrions donc avoir une base de négociation avec eux, dit-il, mais les amendements qu'ils proposent nous amène-

Les étudiants protestent sur tous les fronts

Une centaine d'étudiants ont paralysé les activités du Port de Montréal, hier matin, en dressant des barricades pour empêcher des camions de s'y rendre.

KATHIA MÉNARD ET CHANTALE POULIN

Dénonçant la compression de 103 M$ dans le régime des prêts et bourses, les manifestants se sont massés dans le port, vers 7 h, bloquant deux accès. Ils n'ont quitté les lieux que vers 13 h, lorsque les policiers les ont sommés de partir.

Ils se sont alors dirigés vers la rue Notre-Dame, qu'ils ont bloquée. L'escouade antiémeute a été appelée pour les disperser.

Auparavant pacifiques, les manifestations ont changé de ton, hier. Six manifestants ont été arrêtés dans la rue L'Assomption après que certains eurent provoqué les policiers et lancé des roches et des bâtons. La foule s'est dirigée vers le métro L'Assomption, où elle a fui en se réfugiant dans les wagons.

Une autre manifestation a eu lieu en soirée devant le Centre opérationnel Est du SPVM, rue Langelier. Une cinquantaine de personnes ont demandé, en vain, qu'on relâche leurs camarades.

Approbation

Même si la manifestation a mis en colère de nombreux camionneurs, la porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE), Éloïse Moysan Lapointe, est convaincue que l'opinion publique l'approuvera.

« Nos actions perturbent l'économie, dit-elle. Elles ciblent le premier ministre et son gouvernement, pas l'ensemble de la population. Les petits désagréments occasionnés (hier) visent le plus grand bien de la société. On croit donc qu'ils étaient nécessaires et légitimes. »

En s'attaquant au Port de Montréal, les étudiants ont voulu dénoncer l'évasion fiscale, soutient Mme Moysan Lapointe. « Il y a de l'argent dans la société, mais elle [sic] est mal répartie », lance-t-elle.

Sit-in, grève de la faim, etc.

À l'échelle du Québec, des manifestations de tout acabit se sont poursuivies, hier. Quelque 170 000 étudiants sont toujours en grève. Dans la région métropolitaine, des *sit-in* pacifiques ont été organisés, certains devant les bureaux de députés libéraux.

Devant le siège du ministère de l'Éducation, des étudiants de l'UdeM ont entamé une grève de la faim.

Au centre-ville, leurs collègues du cégep Marianopolis ont manifesté jusqu'au bureau de Jean Charest. Ils étaient accompagnés d'étudiants de l'Université Concordia.

Jésus stoppé par les policiers

Photo PABLO DURANT

CE MANIFESTANT, surnommé *Jésus*, a décidé de ne pas bouger à l'approche des policiers.

Photo PASCAL RATTHÉ

JÉSUS NE BRONCHE toujours pas, même si l'escouade antiémeute fonce droit sur lui.

Photo PASCAL RATTHÉ

TROP TARD ! *Jésus* est entouré par les policiers.

Journal de Montréal, 6 mars, p. 4 et 5

Journal de Montréal, 23 mars 2005, p. 22 à 24

Le recteur de l'Université de Sherbrooke demande plus d'argent en éducation

SHERBROOKE (PC) — Ce n'est pas 103 millions $, ni même 375 millions $ qui doivent être injectés dans l'éducation supérieure, c'est davantage. L'objectif que le Québec doit se donner n'est pas de rattraper la moyenne canadienne mais de la dépasser afin d'être les meilleurs en éducation.

C'est ce qu'a lancé le recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchard, alors qu'il était interrogé, hier matin, sur la grève des étudiants et sur les grands dossiers en éducation qui en découlent, soit l'accessibilité aux études, la qualité de l'enseignement et le fiancement de l'éducation.

Comme l'explique M. Béchard, le Québec avait consacré des efforts afin de combler l'écart qui se creusait avec le reste du Canada et, plus encore, avec les États-Unis. Puis, les efforts n'ont pas été maintenus, de sorte que les écarts se creusent à nouveau. On peut affirmer que le reste du Canada consacre 17 % plus de ressources à l'éducation que le Québec. Dans le nord-est américain, c'est 50 % de plus de ressources financières qui sont investies dans l'éducation.

Où prendre l'argent? Il a souligné qu'il n'avait pas à faire un choix lui-même mais qu'il existait de multiples façons de mieux financier l'éducation.

«C'est aux politiciens de faire un choix. Il y a des solutions qui ont été mises de l'avant dans d'autres provinces et qui peuvent servir de modèles au Québec.»

Journal de Montréal, 23 mars 2005, p. 22

LISE PAYETTE

Collaboration spéciale

SOCIÉTÉ

M. le ministre, deux mots...

J'ai sursauté quand j'ai appris que vous alliez rester sur vos positions face aux étudiants en grève. Je n'en croyais pas mes oreilles. Vous prétendez que le gouvernement a déjà fait connaître sa position et qu'il attend une contre-proposition venant des étudiants eux-mêmes. Qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

Vous êtes bien le ministre de l'Éducation, monsieur Fournier? Votre devoir dans les circonstances n'est-il pas, au contraire, de faire les premiers pas? Comment pouvez-vous justifier l'entêtement provocateur que vous affichez en ce moment?

Votre proposition n'a trouvé aucun appui, non seulement chez les étudiants qui sont directement concernés, mais également dans l'ensemble de la population. Ceux qui s'intéressent directement au domaine de l'éducation n'en veulent pas non plus. Pas un supporter pour se lever et affirmer que vous aviez raison d'abord de couper les 103 millions de dollars de bourses comme votre prédécesseur l'avait fait avant vous et aucun autre pour affirmer que la solution tarabiscotée que vous avez proposée était une trouvaille valable.

Vous seriez donc le seul à avoir le pas dans une armée de mécontents? Vous devriez vous arrêter quelques minutes pour vous demander si vous ne faites pas fausse route.

Jean-Marc (Wal-Mart) Fournier

Vous agissez comme si vous étiez le patron d'une entreprise privée et que vous aviez décidé de casser vos employés en grève. Ma foi, vous vous prenez pour Wal-Mart à vous tout seul. Vous devriez vous demander à quoi doit servir un député-ministre face à un problème qu'il a pratiquement créé lui-même.

Cessez de jeter de l'huile sur le feu

Je voudrais vous rappeler la déclaration de votre ex-collègue Yves Séguin quand il a été remercié de ses services par le premier ministre Jean Charest. Il a pris le temps d'expliquer aux journalistes qu'il avait toujours choisi de servir la population du Québec et de faire passer les intérêts des citoyens avant ceux de son gouvernement ou de son parti politique. De la vraie musique pour les oreilles.

Parce que c'est ce que la population a le droit d'exiger de ses élus. Qu'ils soient d'abord au service de la population avant d'être au service d'un Premier ministre, ou d'un gouvernement, ou d'un parti politique. Yves Séguin avait raison et il serait bon que son message soit entendu et respecté par tous les autres.

Rendre à César

Rendre aux étudiants leurs 103 millions. Pas pour les faire taire. Parce que c'est la justice. Les politiciens ne font plus pleurer personne quand ils disent ne pas avoir l'argent nécessaire parce que plus personne ne les croit. Ils nous ont fait le coup si souvent que ça ne marche plus. Nous les avons vus gaspiller notre argent à pleines poches, alors nous sommes devenus insensibles à leurs lamentations.

Vous avez vu, comme nous tous, où le dernier sondage de Léger et Léger sur le degré de confiance des citoyens vous place, vous les politiciens. En 20e position. Loin derrière les pompiers, les infirmières et même les avocats. Vous êtes même derrière les vendeurs de voitures. Ça vous donne une bonne idée de ce à quoi nous pensons quand vous nous racontez vos salades.

Alors cessez de jeter de l'huile sur le feu. Ce que vous faites chaque fois que vous ouvrez la bouche. Acceptez de reconnaître que la compression était une erreur. Dites-le franchement.

On dit que faute avouée est à moitié pardonnée.

Vous en particulier, monsieur le ministre, avez toutes les raisons de vous souvenir que la population peut avoir la mémoire longue. Le «je me souviens des fusions forcées» qui a fait votre gloire à votre arrivée au pouvoir pourrait bien vous revenir en pleine face.

Si les étudiants devaient manquer d'argent, je leur suggère des collants pour les voitures. Avec un choix de messages : *Je me souviens des 103 millions*, pourrait être le premier. Je fais confiance à la population pour trouver les autres. On va s'amuser.

Journal de Montréal, 23 mars, p. 22

LISE PAYETTE

Collaboration spéciale

SOCIÉTÉ

M. le ministre, deux mots...

J'ai sursauté quand j'ai appris que vous alliez rester sur vos positions face aux étudiants en grève. Je n'en croyais pas mes oreilles. Vous prétendez que le gouvernement a déjà fait connaître sa position et qu'il attend une contre-proposition venant des étudiants eux-mêmes. Qu'est-ce que c'est que cette histoire?

Vous êtes bien le ministre de l'Éducation, monsieur Fournier? Votre devoir dans les circonstances n'est-il pas, au contraire, de faire les premiers pas? Comment pouvez-vous justifier l'entêtement provocateur que vous affichez en ce moment?

Votre proposition n'a trouvé aucun appui, non seulement chez les étudiants qui sont directement concernés, mais également dans l'ensemble de la population. Ceux qui s'intéressent directement au domaine de l'éducation n'en veulent pas non plus. Pas un supporter pour se lever et affirmer que vous aviez raison d'abord de couper les 103 millions de dollars de bourses comme votre prédécesseur l'avait fait avant vous et aucun autre pour affirmer que la solution tarabiscotée que vous avez proposée était une trouvaille valable.

Vous seriez donc le seul à avoir le pas dans une armée de mécontents? Vous devriez vous arrêter quelques minutes pour vous demander si vous ne faites pas fausse route.

Jean-Marc (Wal-Mart) Fournier

Vous agissez comme si vous étiez le patron d'une entreprise privée et que vous aviez décidé de casser vos employés en grève. Ma foi, vous vous prenez pour Wal-Mart à vous tout seul. Vous devriez vous demander à quoi doit servir un député-ministre face à un problème qu'il a pratiquement créé lui-même.

Cessez de jeter de l'huile sur le feu

Je voudrais vous rappeler la déclaration de votre ex-collègue Yves Séguin quand il a été remercié de ses services par le premier ministre Jean Charest. Il a pris le temps d'expliquer aux journalistes qu'il avait toujours choisi de servir la population du Québec et de faire passer les intérêts des citoyens avant ceux de son gouvernement ou de son parti politique. De la vraie musique pour les oreilles.

Parce que c'est ce que la population a le droit d'exiger de ses élus. Qu'ils soient d'abord au service de la population avant d'être au service d'un Premier ministre, ou d'un gouvernement, ou d'un parti politique. Yves Séguin avait raison et il serait bon que son message soit entendu et respecté par tous les autres.

Rendre à César

Rendre aux étudiants leurs 103 millions. Pas pour les faire taire. Parce que c'est la justice. Les politiciens ne font plus pleurer personne quand ils disent ne pas avoir l'argent nécessaire parce que plus personne ne les croit. Ils nous ont fait le coup si souvent que ça ne marche plus. Nous les avons vus gaspiller notre argent à pleines poches, alors nous sommes devenus insensibles à leurs lamentations.

Vous avez vu, comme nous tous, où le dernier sondage de Léger et Léger sur le degré de confiance des citoyens vous place, vous les politiciens. En 20e position. Loin derrière les pompiers, les infirmières et même les avocats. Vous êtes même derrière les vendeurs de voitures. Ça vous donne une bonne idée de ce à quoi nous pensons quand vous nous racontez vos salades.

Alors cessez de jeter de l'huile sur le feu. Ce que vous faites chaque fois que vous ouvrez la bouche. Acceptez de reconnaître que la compression était une erreur. Dites-le franchement.

On dit que faute avouée est à moitié pardonnée.

Vous en particulier, monsieur le ministre, avez toutes les raisons de vous souvenir que la population peut avoir la mémoire longue. Le «je me souviens des fusions forcées» qui a fait votre gloire à votre arrivée au pouvoir pourrait bien vous revenir en pleine face.

Si les étudiants devaient manquer d'argent, je leur suggère des collants pour les voitures. Avec un choix de messages : *Je me souviens des 103 millions,* pourrait être le premier. Je fais confiance à la population pour trouver les autres. On va s'amuser.

Journal de Montréal, 24 mars, Courrier, p. 18

Redonnons les millions aux étudiants

Je suis tout à fait d'accord avec ce que Mme Payette a écrit dans le *Journal*, soit de rendre les 103 millions $ aux étudiants. M. Fournier, qu'avez-vous fait de cet argent? Probablement que vous aviez besoin de livres à colorier car vous ne faites pas grand-chose. Je ne sais pas ce que vous cherchez, mais je crois que vous voulez que les jeunes passent pour des fous. Il faut que cela cesse.

Ginette Mallette
La Prairie

Objectivité médiatique?

Depuis quelques jours, nos médias s'en donnent à cœur joie contre nos étudiants. On les tiendrait responsables pour une session scolaire perdue. On insiste pour qu'ils soumettent des propositions au gouvernement alors que c'est ce dernier qui a déclenché ce bordel. Les manifestations sont parfaitement justifiées et les étudiants doivent tenir le coup et ne céder aucun pouce de terrain. Quant aux réactions des médias, elles sont pitoyables et en disent long sur leur allégeance.

Marc Beaudoin
Val-d'Or

Les étudiants trébuchent

Quand je regarde et que j'écoute les étudiants en grève, je me demande si c'est une bonne chose d'avoir la majorité à 18 ans au lieu des 21 ans comme dans plusieurs États américains. Ils sont capables d'aller prendre une bière dans les bars, mais pour gérer leur vie en adulte, la marche est haute. En travaillant durant les vacances, et à temps partiel durant les sessions, ils peuvent amasser plus d'argent qu'un assisté social, avec le privilège de pouvoir partager un appartement sans pénalités encourues par les B.S. Mais ils s'endettent.

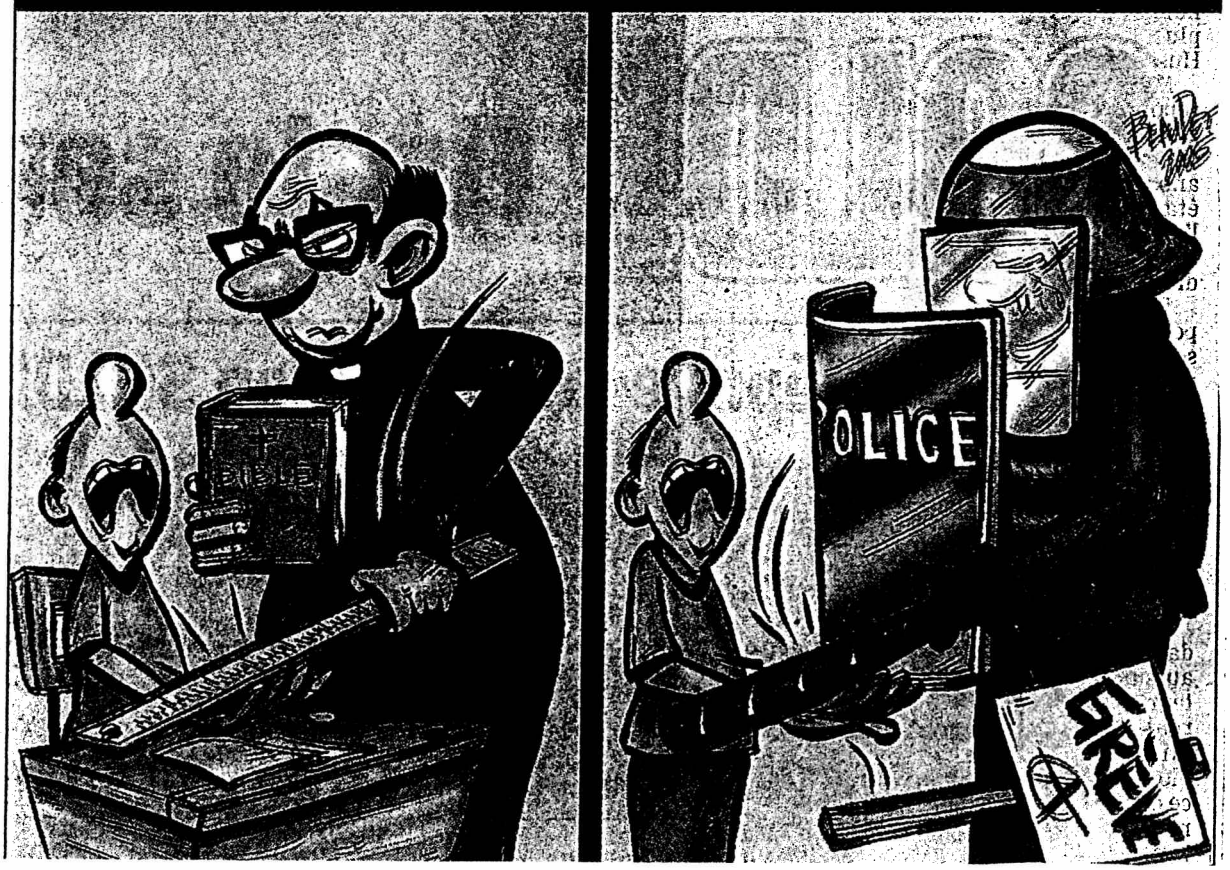
Stéphanie Tremblay
Montréal

Journal de Montréal, 23 mars, p. 22

103 M$: Le ministre Fournier ne reviendra pas sur sa décision

Journal de Montréal, 24 mars, p. 18

La discipline scolaire... d'hier à aujourd'hui.



La Presse, 23 mars, p. A1 et A21

Grève étudiante Les esprits s'échauffent

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRES

Après avoir été la cible de grévistes qui leur lançaient des pierres et d'autres projectiles, une cinquantaine de policiers de l'escouade antiémeute c procédé à l'arrestation de six personnes, hier, rue Notre-Dame.

Une demi-douzaine de manifestants arrêtés

HUGO MEUNIER
ET MARIE ALLARD

Le mouvement de grève s'est enflammé, hier. Une demi-douzaine d'étudiants ont été arrêtés, mais la majorité des actions se sont déroulées pacifiquement. De son côté, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a invité de nouveau les étudiants à lui présenter des propositions.

Une demi-douzaine d'étudiants membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) ont été arrêtés, hier, au terme d'une action-surprise ayant forcé l'intervention de l'escouade antiémeute.

Les 200 étudiants ont bloqué durant plusieurs heures un accès menant au port de Montréal.

Un peu avant 8 h, la circulation était paralysée à l'intersection des rues Boucherville et Notre-Dame. Les policiers ont été dépêchés sur place pour permettre aux semi-remorques de passer.

En levant le siège en début d'après-midi, les grévistes ont incendié une des barricades qu avaient érigées.

Le cortège étudiant s'est al ébranlé dans la rue Notre-Dame direction est.

»Voir GRÈVE en page A21

AUTRES TEXTES
Les étudiants s'agitent, A2 et A3

Une demi-douzaine de manifestants arrêtés

GRÈVE
suite de la page A1

Le Service de police de la Ville de Montréal aurait ensuite demandé aux manifestants de se disperser, sans succès.

Une cinquantaine de policiers de l'escouade antiémeute ont fait irruption et les choses ont commencé à s'envenimer sur le boulevard de l'Assomption.

Quelques grévistes ont lancé des pierres et autres projectiles aux policiers, qui ont répliqué en procédant à l'arrestation de six d'entre eux. Les autres manifestants ont pris la fuite en s'engouffrant dans la station de métro toute proche.

Après avoir joué au chat et à la souris avec les forces de l'ordre, ces mêmes étudiants ont refait surface devant le poste de police où avaient été amenés leurs compagnons.

Parmi ces derniers, quatre ont été relâchés sous promesse de comparaître. Les deux autres sont toujours détenus. Ils devront répondre à des accusations d'attroupement illégal, voies de fait et agression armée.

D'autres « perturbations économiques » sont prévues cette semaine. La veille, des étudiants avaient bloqué l'accès au Casino sur le pont de la Concorde.

Les représentants de la CASSEE ont refusé de condamner la violence et montré plutôt du doigt la répression policière. De son côté, le SPVM estime avoir répliqué aux attaques des manifestants.

Les représentants de la CASSEE ont refusé de condamner la violence et montré plutôt du doigt la répression policière. De son côté, le SPVM estime avoir répliqué aux attaques des manifestants.

Retards coûteux

L'action préconisée par la CASSEE semble avoir porté ses fruits. « Ça a causé des retards. C'est difficile à chiffrer, mais ça s'exprime en milliers de dollars », a indiqué le porte-parole du Port de Montréal, Michel Turgeon.

Manifestations pacifiques

Les autres actions déployées par les étudiants se sont déroulées sans heurt. À 15 h, quelques centaines d'étudiants sont entrés dans le Centre de commerce mondial, où se trouvent les bureaux montréalais du ministère des Finances, pour y tenir un *sit-in*.

De nombreux policiers — 17 camionnettes du Service de police de Montréal étaient garées rue Saint-Jacques — ont ensuite invité les manifestants à quitter les lieux, ce qu'ils ont fait sans incident.

Près de 150 élèves des cégeps Marianopolis et Marie-Victorin ainsi que des étudiants de l'Université McGill sont aussi descendus dans la rue, devant les quartiers montréalais du premier ministre. Ils ont partagé le pavé avec des étudiants de l'Université Concordia, qui ont amorcé un *study-in* de 103 heures. Des étudiants en médecine de l'Université de Montréal ont de leur côté investi le complexe Desjardins à l'occasion d'un *study-in*.

Dans la Vieille Capitale, quelque 200 étudiants des arts visuels de l'Université Laval ont manifesté dans la rue.

Enfin, deux étudiants de l'Université de Montréal ont entamé une grève de la faim devant les bureaux montréalais du ministre de l'Éducation. Il y a quatre jours, un élève du cégep de Montmorency a lui aussi entrepris ce moyen de pression.

La proposition du ministre Fournier

Le ministre Fournier a quant à lui continué de défendre sa proposition. Il propose d'accorder dès cette année 41,5 millions de dollars pour la mise en place de deux mesures. L'une d'elle consiste en un réinvestissement de 22,5 millions en bourses, l'autre, en un programme de remise de dettes. Le ministre a réitéré son invitation aux étudiants de déposer des offres à leur tour.

Avec la collaboration de Gilles Normand

La Presse, 23 mars, p. A2

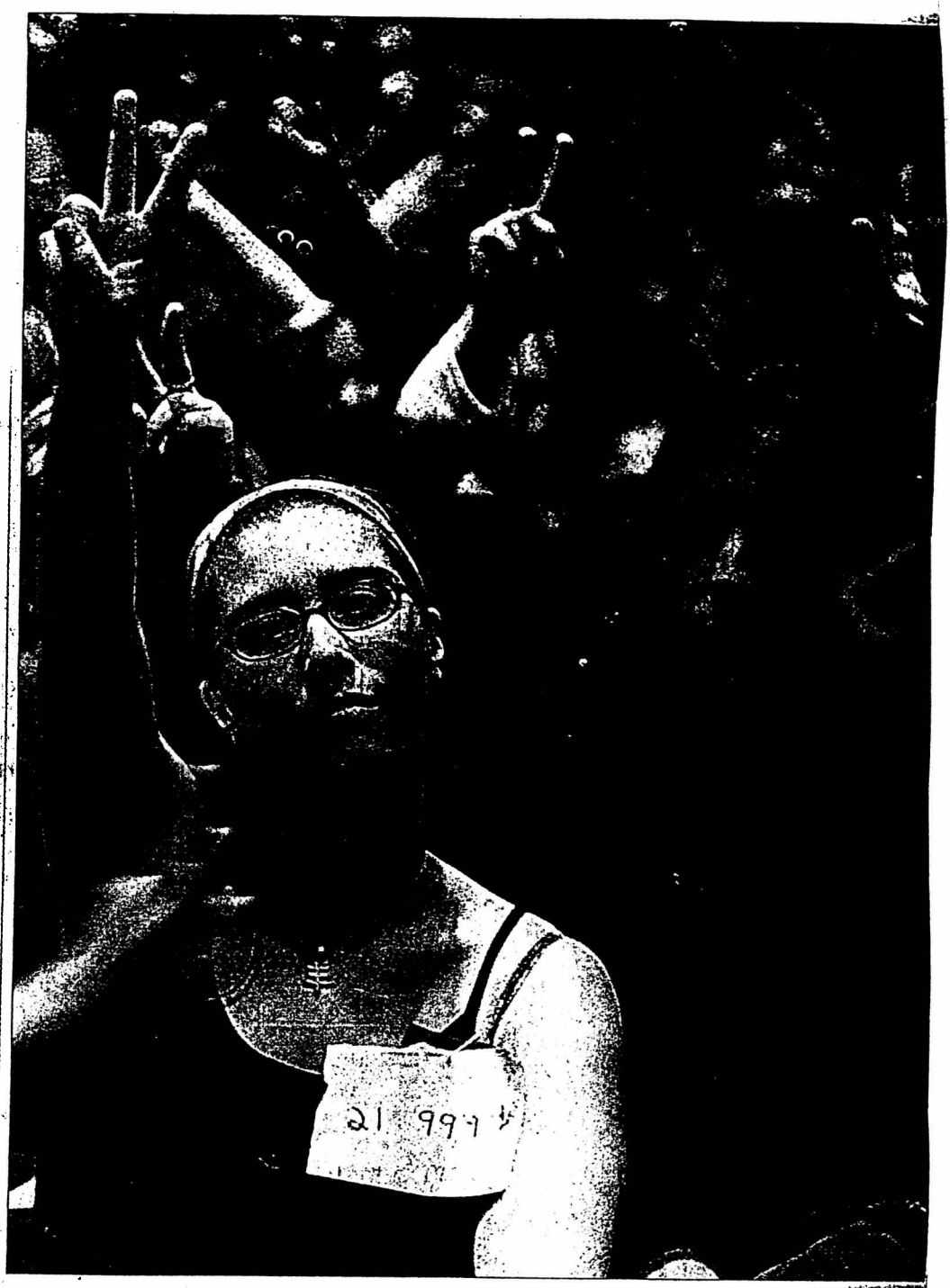


PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Le *sit-in* tenu au Centre de commerce mondial s'est déroulé dans une atmosphère festive mais pacifiste. « Nous sommes ici pour dénoncer la coupe de 103 millions, étudier et chanter, pas pour faire de la merde », a lancé aux manifestants Pierre-Alain Benoît, président de la FAECUM et leader du *sit-in*.

La Presse, 23 mars, p. A2

Landry invite Charest à se saisir du dossier

GILLES NORMAND
ET MARIE ALLARD

QUÉBEC – Tandis que le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, invite à nouveau les étudiants à lui faire une proposition susceptible de contribuer au règlement du conflit, le chef du Parti québécois, Bernard Landry, demande au premier ministre Charest d'intervenir personnellement et de faire en sorte que les étudiants retournent à leurs cours.

« Plus le ministre fait des propositions qu'il croit valables, plus le mouvement de protestation s'amplifie. On n'est pas sorti du bois s'il en fait encore d'autres. C'est au premier ministre, qui est ministre responsable de la Jeunesse, d'enfin trancher ce débat et mettre fin au cauchemar que son gouvernement a lui-même initié », a lancé le chef de l'opposition officielle à Jean Charest, lors de la période des questions.

« Est-ce qu'il songe à ce que ça peut faire dans la vie d'un jeune homme ou d'une jeune femme de perdre une session ? Est-ce qu'il veut prendre sur lui cet accroc dans la vie d'une partie importante de la jeunesse québécoise ? Alors pourquoi le premier ministre ne dit-il pas tout simplement, et ça finirait cet après-midi même : voici 103 millions par année pendant deux ans. Après, on verra », a enchaîné M. Landry.

Le ministre de l'Éducation a aussitôt rétorqué qu'il ne partageait pas ce point de vue, rappelant une fois de plus qu'il avait fait une « proposition fort avantageuse qui incite à la diplomation, amène tout le monde sous le seuil d'endettement qui avait été identifié par les leaders étudiants eux-mêmes ».

L'invitation faite par Henri Massé

M. Fournier s'est appuyé sur une invitation faite par le président de la FTQ, Henri Massé, pour que les deux parties se rencontrent et reprennent les pourparlers. Le ministre en a déduit que M. Massé « se joint aux autres pour dire aux étudiants : écoutez, le gouvernement a fait un bout de chemin, un bon bout de chemin. Maintenant, si on veut régler la question, vous devriez faire un bout de chemin vous aussi ».

« À genoux devant le fédéral »

Pauline Marois, critique de l'opposition en matière d'éducation, a dit craindre que le gouvernement soit en train de se mettre à genoux devant le fédéral. Selon elle, le programme de remise de dettes du ministre Fournier est réservé aux élèves du collégial technique et aux étudiants du baccalauréat parce que la Fondation des bourses du millénaire préconise elle-même ces critères. « Plutôt que de respecter la signature du gouvernement du Québec et le consensus forgé avec ses partenaires, le gouvernement libéral semble se soumettre aux diktats d'Ottawa pour ne pas perdre 70 millions », a-t-elle indiqué. À l'heure actuelle, la Fondation retient la subvention de 70 millions par an qu'elle verse à Québec, un problème que M. Fournier a bon espoir de régler avec sa proposition.

> « Pourquoi le premier ministre ne dit-il pas tout simplement, et ça finirait cet après-midi même : voici 103 millions par année pendant deux ans. Après, on verra. »

« Pas de négociation ! »

À Montréal, Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), a rappelé qu'il n'y avait pas de négociations à l'horaire. « Nous ne sommes pas en train de négocier comme si on demandait une hausse de salaire, nous gérons une compression de 103 millions faite sur le dos des étudiants les plus pauvres », a-t-il souligné. « On ne négociera pas une coupe avec le Ministère, on demande qu'il remette les 103 millions », a ajouté Julie Bouchard, présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ).

Quelques étudiants y sont tout de même allés de leurs suggestions. « La première chose que le gouvernement devrait faire, c'est de réduire le plafond de prêts de tous les étudiants, y compris ceux des cycles supérieurs », a dit Pierre-Alain Benoît, secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes des campus de l'Université de Montréal (FAECUM), lors d'une manifestation tenue au square Victoria. L'Association étudiante de HEC Montréal organise par ailleurs une journée de concertation demain, afin de trouver « une solution globale et réaliste concernant les 103 millions ». La proposition des étudiants de HEC sera ensuite présentée au ministre Fournier.

APPUI DE LA CSN

La présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Claudette Carbonneau, est allée visiter les grévistes qui campent en permanence devant les bureaux montréalais du ministre de l'Éducation, hier matin.

Par ce geste, Mme Carbonneau voulait démontrer l'appui de la centrale syndicale, aux actions entreprises par les étudiants pour récupérer les 103 millions de dollars en bourses transformés en prêts.

De son côté, le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Henri Massé, a invité les étudiants à faire des compromis et le gouvernement à ouvrir la porte à de véritables négociations.

La Presse, 23 mars, p. A 3

Le trimestre des élèves de six cégeps est en jeu

MARIE ALLARD
ET HUGO MEUNIER

Le semestre des élèves de six cégeps — en grève depuis quatre semaines — est en péril. Aux collèges de Drummondville, Lionel-Groulx, Saint-Laurent, Sherbrooke, Vieux Montréal et du campus de Joliette, « on a atteint un seuil critique, a dit hier Caroline Tessier, porte-parole de la Fédération des cégeps. Si la grève se poursuit la semaine prochaine, la session pourrait dépasser la date limite du 15 juin. »

Obligés de donner 82 jours de classe par trimestre en vertu du Règlement sur le régime des études collégiales, ces collèges savent déjà qu'ils devront étirer les cours jusqu'au 13 juin. Si deux jours de grève supplémentaires s'ajoutent, ils feront face à un problème de taille, puisque les vacances des professeurs commencent officiellement le 15 juin.

Au-delà de cette date, il faudra leur payer un salaire supplémentaire, ce qui représente une dépense de 20 000 $ à 100 000 $ par jour, selon les cégeps. « C'est énorme pour les collèges, qui ne pourront pas assumer cela, a précisé Mme Tessier. Ce sera au gouvernement de payer. »

Au cabinet du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, on a rejeté hier cette possibilité. « Ce n'est pas une option pour nous de payer des heures supplémentaires et de dépenser davantage que prévu, a dit Stéphane Gosselin, attaché de presse de M. Fournier. Il y a encore d'autres solutions possibles, comme le fait de reprendre le temps perdu à partir du 15 août. »

Réduire le nombre de jours de classe prescrits par le Règlement paraît encore plus compliqué. Pour y arriver, le ministre Fournier devrait tenir une commission parlementaire et demander l'avis du Conseil supérieur de l'Éducation, deux opérations impossibles à faire rapidement. « Les règles vont rester les mêmes, on ne changera rien », a indiqué M. Gosselin.

Des cours le week-end à l'UdeM

Dans les universités, où les trimestres n'ont pas à compter un nombre minimum de jours, la situation est moins problématique. À l'Université de Montréal (UdeM), les cours pourront être repris les samedis et dimanches, selon la vice-rectrice Maryse Rinfret-Raynor. À l'UQAM, les étudiants qui auront manqué moins de trois semaines pourront convenir de « mesures de récupération » avec leurs professeurs. Ceux qui auront dépassé ce délai verront cependant leur trimestre prolongé d'une durée égale au nombre de jours perdus.

Une grève qui s'éternise pourrait également perturber plusieurs secteurs professionnels. Le milieu hospitalier risque de retarder l'embauche des 4000 nouveaux infirmiers et infirmières, qui sortent chaque année des cégeps et universités du Québec. « Si ces jeunes ne peuvent pas arriver, ça voudrait dire plus de difficultés pour les établissements de santé et des heures supplémentaires pour les employés déjà en poste », a déclaré la présidente de la Fédération des infirmières infirmiers du Québec (FIIQ), Jennie Skene.

Du côté des chambres de commerce du Québec, l'inquiétude est aussi palpable. « On a déjà eu des échos de craintes, surtout pour les entreprises de l'industrie du tourisme », a indiqué le porte-parole de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Louis-Alexandre Lacoste. Les chambres de commerces se sont publiquement prononcées en faveur de la proposition du ministre Fournier et elles estiment que les étudiants devraient reprendre le chemin des classes.

« C'est sûr que si on allonge le trimestre, ce ne sera pas drôle pour les jobs d'été, mais ce n'est pas seulement pour ça qu'il faut que cela se règle », a soutenu hier Michel-André Vallières-Nollet, étudiant en physique à l'UdeM. Cet étudiant travaille dans un camp de vacances qui reçoit des groupes scolaires dès le mois de mai.

« Il y a toujours moyen de moyenner, a fait valoir Julie Bouchard, présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ). De toute façon, le ministère de l'Éducation ne peut pas annuler une session, ça ne s'est jamais fait. » Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), est du même avis. « Je ne crois absolument pas qu'il soit dans l'intérêt de quiconque d'annuler le trimestre, a-t-il dit. Ce serait une perte énorme pour le gouvernement et pour la population, ne serait-ce qu'en ce qui concerne les nouveaux diplômés qui ne rentreraient pas sur le marché du travail. »

> « Je ne crois absolument pas qu'il soit dans l'intérêt de quiconque d'annuler le trimestre. Ce serait une perte énorme pour le gouvernement et pour la population. »

LES GRÈVES QUI S'ÉTIRENT

Les élèves de six cégeps et de plusieurs facultés de l'Université de Montréal, de l'UQAM et de l'Université de Sherbrooke sont en grève depuis quatre semaines, ce qui pourrait mettre leur trimestre en péril.

En grève générale illimité depuis le 21 février (18 jours de grève, sans compter la semaine de lecture) :
> Les étudiants en anthropologie de l'Université de Montréal (UdeM).

Depuis le 23 février (16 jours de grève) :
> Les étudiants en sociologie, lettres et sciences humaines à l'UdeM.

Depuis le 24 février (15 jours de grève) :
> Les élèves des cégeps de Drummondville, Lionel-Groulx, Saint-Laurent, Sherbrooke, Vieux Montréal et un des campus de Lanaudière ;
> Les étudiants en arts, éducation, lettres, langues et communication à l'UQAM, en histoire à l'UdeM et en théologie à l'Université de Sherbrooke.

Depuis le 25 février (14 jours de grève) :
> Les étudiants en lettres et sciences humaines à l'Université de Sherbrooke.

Depuis le 28 février (13 jours de grève) :
> Les élèves des cégeps Granby–Haute-Yamaska, Îles-de-la-Madeleine et Marie-Victorin.

PHOTO MARTIN T

« Ra-ra-ra, rapplique avec nos sous ! » ont scandé les quelques centaines d'étudiants qui occupaient hier après-midi le rez-de-chaussée du Centre de com...

La Presse, 23 mars, p. A3

LES ÉTUDIANTS S'AGITENT

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRE

Au terme d'un blocus de plusieurs heures du port de Montréal, une intervention musclée de l'escouade antiémeute a mené hier à l'arrestation de six étudiants, devant le métro l'Assomption.

Journal de Montréal, 24 mars, p. 5

« Pas de diplômes à rabais », prévient le ministre

Photo LUC LAFORCE
POLICIERS et étudiants se sont affrontés hier devant les bureaux du Conseil du patronat.

Des gestes de plus en plus musclés

LA GRÈVE AUJOURD'HUI

NOMBRE D'ÉTUDIANTS EN GRÈVE HIER: +/- 170 000

AJOUTS CE MATIN: +/- 900 grévistes (Université du Québec à Rimouski et en Abitibi-Témiscamingue, ainsi que deux cégeps)

TOTAL: environ 180 000 étudiants sont en grève

Sans brandir la menace d'annuler la session, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a prévenu les étudiants en grève, hier, qu'ils devront rattraper le temps perdu.

SAMUEL PRADIER, CHARLES POULIN ET PC

«Nous n'entendons pas décerner des diplômes à rabais», a dit le ministre à l'issue de la période de questions à l'Assemblée nationale.

Si le conflit se prolonge au-delà du 1er avril, les étudiants d'une quinzaine de cégeps devront prolonger leur session jusqu'au mois de juin, voire même reprendre leurs cours au mois d'août.

«S'il n'y a pas de diplômes à rabais, il peut tout de même y avoir, de façon générale, reprise des cours jusqu'au 15 juin ou à partir du 15 août», a-t-il précisé.

Contrairement aux cégépiens (**voir autre texte**), les étudiants universitaires sont dans une situation moins «critique», a cependant ajouté M. Fournier, puisque les établissements ne disposent pas de règles précises quant au nombre de jours obligatoires de formation.

Plus tôt dans la journée, en Chambre, le ministre de l'Éducation a continué à convier les associations étudiantes à lui soumettre «des propositions raisonnables», susceptibles de mettre fin à la grève.

24 arrestations

La colère augmente chez les étudiants au même rythme que les arrestations. Hier, ce sont 24 personnes qui ont été arrêtées par les policiers lors d'une journée marquée par des actions de plus en plus musclées pour faire entendre leurs revendications.

La plus grosse action entreprise par les étudiants fut l'occupation, pendant une bonne partie de la journée, des bureaux du Conseil du patronat, rue Université.

Alors qu'une vingtaine d'étudiants a réussi à se frayer un chemin à l'intérieur, vers 12h40, 200 sont restés dehors. Une petite échauffourée entre les étudiants et la police a eu lieu à l'extérieur, mais la situation a été vite maîtrisée.

«Nous n'avons pas envie d'entrer en conflit avec la police, explique Étienne, un manifestant. Ce sont eux qui nous bousculent et, même si on veut rester pacifistes, on se défend si on nous tape dessus.»

Les étudiants ont été évincés vers 19 h. Tous ont été relâchés sous citation à comparaître ultérieurement.

En début de matinée, une soixantaine d'étudiants du Collège Ahuntsic ont bloqué, durant quelques minutes, l'autoroute 40, en direction ouest.

Journal de Montréal, 24 mars, p. 3

Des « scénarios catastrophiques » sont envisagés après le 1er avril

La prolongation de la grève étudiante au-delà du 1er avril mènerait à des « situations catastrophiques » dans une quinzaine de collèges, prévient le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher.

SÉBASTIEN MÉNARD

« Les étudiants inscrits dans ces collèges n'auraient pas leur diplôme pour entrer à l'université ou sur le marché du travail à temps, dit-il, alors que les nouveaux étudiants provenant des écoles secondaires ne pourraient pas être admis, faute de place.

« On n'est pas encore rendu là, ajoute-t-il, mais ce sont des scénarios qu'on souhaite éviter le plus possible. »

Reprendre la session en août

En vertu de la loi, une session d'études, au cégep, doit comporter un minimum de 82 jours. Et, pour respecter la convention collective des professeurs, le trimestre d'hiver ne peut se terminer après le 15 juin.

Or, pour respecter la loi, une quinzaine de cégeps devraient allonger leur session, advenant que la grève étudiante se prolonge au-delà du 1er avril.

Selon Gaétan Boucher, chaque journée de prolongation coûterait entre 30 000 $ et 100 000 $ par jour dans chaque collège concerné. « Mais ni le ministère, ni les cégeps ne veulent assumer cette facture, dit M. Boucher. Il faudrait donc que la session se poursuive à partir du 15 août, après les vacances des professeurs. »

Très « inquiet » face à cette éventualité, le président de la Fédération des cégeps implore les étudiants et le ministre de l'Éducation à reprendre le dialogue.

« Les deux parties doivent mettre de l'eau dans leur vin, pense Gaétan Boucher. Ce n'est pas dans la rue qu'on va régler la situation. »

Pigeon Dissident, 24 mars, p. 1 et p. 5

Condamnés à la médiocrité

Photo : Anna Scallan

MAREK KRASULA

Si la décision de convertir 103 millions de dollars de bourses en prêts est résolument injuste et touche les étudiants les plus démunis, des solutions autrefois balayées du revers de la main se doivent d'être considérées pour dénouer l'impasse. La seule solution réaliste à long terme, c'est d'indexer les droits de scolarité pour les prochaines années tout en améliorant le régime des prêts et bourses. Il en va de l'avenir de nos universités.

Alors que le débrayage de milliers d'étudiants collégiaux et universitaires bat son plein, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, est contraint, une fois de plus, à réparer les pots cassés du gouvernement dans un climat d'improvisation le plus total. Face à ce tour de passe-passe mesquin, soit la conversion de 103 millions de bourses en prêts, à la faveur du dernier budget, le mouvement étudiant a raison de fulminer et de dénoncer cet acte complètement injustifié.

Cette situation ne devrait laisser place à aucune tergiversation de la part du gouvernement : l'annulation de cette conversion est de mise. Cependant, un gouvernement déjà affaibli, qui n'a pas de votes à perdre chez les étudiants parce qu'il n'en avait déjà pas beaucoup, a donc tout intérêt à rester ferme, malgré que la grève soit loin de s'essouffler.

VOIR GRÈVE À LA PAGE 5

GRÈVE SUITE DE LA UNE

Pour leur part, des représentants étudiants se sont dit prêts à mettre de l'eau dans leur vin et à accepter un réinvestissement moins élevé que les 103 millions perdus. Inévitablement, toute concession du gouvernement devra donc être faite au prix d'une concession des étudiants.

Sachant que le vrai problème à régler n'est pas uniquement l'endettement des étudiants, qui est le plus bas du pays, mais le sous-financement des universités, les associations étudiantes devraient prendre l'engagement solennel de renoncer à leur intransigeance étouffante au sujet du dégel des frais de scolarité et concentrer davantage leurs efforts sur une augmentation substantielle et conséquente de l'aide financière aux étudiants. En effet, l'ancien ministre Pierre Reid a fait par la porte d'en arrière ce que les engagements électoraux des libéraux l'empêchaient de faire ouvertement, soit le fait d'augmenter les droits de scolarité pour les étudiants les plus vulnérables. S'il ne s'agit pas de simplement mettre du baume sur la plaie ou de cautionner ce retrait vicieux, il y a peut-être lieu répartir la facture plus équitablement parmi tous les étudiants et de procéder à une réelle réforme pour accroître l'accessibilité aux études supérieures.

Comprenez-moi bien, il n'est pas question que l'augmentation des revenus des universités se fasse sur le dos des étudiants pendant que le gouvernement s'en lave les mains, tel que l'a également soutenu, à juste titre, le futur recteur de notre université, Luc Vinet.

Par contre, à l'heure actuelle, des contribuables déjà surtaxés subventionnent l'éducation de jeunes qui, pour la plupart, proviennent de milieux relativement aisés et pourraient contribuer davantage au financement d'une formation dont ils seront en fait les premiers bénéficiaires.

En ce sens, si les associations étudiantes pressent toujours les gouvernements de considérer les dépenses publiques en éducation comme un investissement, pourquoi refusent-elles d'admettre que cette logique devrait aussi s'appliquer à la contribution des étudiants à leur propre formation ?

Comme l'affirme Joseph Facal : « Par ailleurs, si on arrivait à moduler les frais de scolarité en fonction des revenus estimés que procurent les différentes formations, et on concentrait davantage d'aide sur ceux qui en ont réellement besoin plutôt que de maintenir un programme universel inéquitable », notre réseau universitaire serait-il en meilleur état? Ce sont des pistes parmi tant d'autres qui méritent à tout le moins d'être explorées, car je comprends mal la mesure « progressiste » dans le fait que l'université devrait être au plus bas coût possible, voire même gratuite. Certes, on peut continuer tout de même à prôner le gel des frais de scolarité, mais ça ne règle pas le fait qu'il existe un réel problème de sous-financement de l'université. Il ne faut pas se leurrer, les universités ontariennes et américaines font une rude compétition à nos universités québécoises, et le Québec se doit de garder l'ensemble de sa clientèle étudiante et professorale. « La progressivité d'un régime fiscal ou d'un programme social consiste à transférer des ressources de ceux qui ont les moyens vers ceux qui ont les besoins: taxer les riches plus que les pauvres, aider les pauvres plus que les riches. Par définition, un programme universel, qui traite tout le monde de la même façon, n'est pas progressif » soutient Alain Dubuc, éditorialiste au quotidien La Presse. La vraie justice sociale, ce serait de remonter les droits de scolarité, pour que ceux qui en ont les moyens paient leur juste part, et d'augmenter de façon significative l'aide aux étudiants dans le besoin.

Ainsi, à court terme, une augmentation raisonnable des frais de scolarité, sans prendre l'allure d'une débâcle, respecterait la tradition québécoise de maintenir des frais bien inférieurs à ceux de la moyenne canadienne et n'aurait que très peu de conséquences sur l'endettement des étudiants. Corrigez-moi si je me trompe, mais l'aide financière ne sert pas, dans bien des cas, à rembourser des droits de scolarité trop élevés mais à couvrir les frais de subsistance des étudiants moins fortunés.

Il faut à tout prix enlever ces lunettes roses et voir la réalité telle qu'elle est. La table est mise pour un compromis qui ramènerait la paix sociale, et à partir duquel une réflexion sur le financement des universités et l'aide financière aux études pourrait être relancée sur des bases plus saines. Nos institutions ne sont guère prêtes à affronter les défis du 21ème siècle et ce, en commençant par la Faculté de droit. Vous en êtes les témoins à tous les jours.

Il est temps que les Québécois reconnaissent l'importance d'une responsabilisation du partage des coûts des études supérieures sans étirer la généreuse sauce créée par la Révolution Tranquille. Les universités sont destinées à inexorablement s'appauvrir si une part excessive de leur budget dépend des fonds publics. Des institutions délabrées ainsi qu'en pleine décrépitude ne font la fierté de personne.

Par contre, il est également primordial de réformer l'aide financière aux études de manière, d'une part, à remplacer les prêts par des bourses. Cela s'impose plus que jamais! L'endettement étudiant freine les projets des jeunes couples désireux de fonder un foyer ou de lancer leur carrière, ce qui n'aidera aucunement le Québec à affronter une dénatalité croissante et une population vieillissante.

Les associations étudiantes, le gouvernement Charest, tout comme le Parti québécois, devront cesser de faire preuve d'un opportunisme à courte vue et devront se désengager d'un gel totalement absurde. Dans le contexte actuel, cela revient peut-être à vouloir décrocher la lune, mais une réclamation 103 millions, somme qui a été volée aux étudiants les moins nanties, doit s'accompagner de solutions concrètes des associations étudiantes pour que le Québec cesse de « niveler par le bas » et ne demeure l'entremetteur de la médiocrité. Faire autrement relève simplement de la mauvaise foi. Quoi qu'il en soit, le présent gouvernement au pouvoir doit, de toute évidence, se décider de faire ce que qu'il n'était pas prêt à faire en avril 2003 : gouverner. À vrai dire, c'est probablement trop demandé...alors que la lassitude et les slogans creux des uns et la bêtise des autres nous garderont dans un immobilisme pour encore bien des jours ou encore des années.

« Sachant que le vrai problème à régler n'est pas uniquement l'endettement des étudiants, qui est le plus bas du pays, mais le sous-financement des universités, les associations étudiantes devraient prendre l'engagement solennel de renoncer à leur intransigeance étouffante au sujet du dégel des frais de scolarité et concentrer davantage leurs efforts sur une augmentation substantielle et conséquente de l'aide financière aux étudiants. »

L'intérêt éclairé du juriste : les prêts et bourses

RODOLPHE BOURGEOYS

Suite à l'assemblée générale de mardi, je me permets quelques observations sur notre relative apathie. J'apprécie le vote de grève obtenue et la participation d'environ 70 élèves à la marche. Selon les standards facultaires, c'est tout à fait exceptionnel. Cependant, j'estime que les questions sociales au cœur du droit devraient faire de notre faculté une des plus mobilisées lors des actions politiques, et ce quelque soit la cause politique défendue. En particulier lorsqu'il s'agit d'une cause comportant autant de ramifications sociales. J'exposerai donc mes raisons. Pour rappeler de mauvais souvenir à mes collègues de DRT1901, j'utiliserai un plan cartésien symétrique...à une exception près.

1. LES MOTIVATIONS NOBLES

1.1 La démocratie

1.1.1 *L'égalité d'accès au débat politique*

Pour participer efficacement au débat politique, ne serait-ce qu'en votant, il faut comprendre et l'éducation est la clé. Je n'invente évidemment rien. L'éducation est la clé de la citoyenneté pleine et entière. L'explosion des droits et libertés et de la démocratie effective durant le XX^e^ siècle est à mon avis largement lié à l'explosion de l'accès à l'éducation. Même si on se contente de voter, encore faut-il comprendre les enjeux et évaluer la crédibilité des affirmations et promesses faites par les candidats. Prenons l'exemple de la plate-forme électorale du PLQ. Durant la campagne électorale de 2003, le PLQ s'est livré à de nombreuses promesses qui ont sûrement influencé les électeurs. Or, le cadre financier sur lequel elles s'appuyaient prévoyait une croissance économique démesurément optimiste, ce qui se répercute inévitablement par des déceptions. Cela, seule une personne apte à comprendre l'actualité économique pouvait le comprendre. Manquer d'éducation, c'est influctablement se faire avoir. Voulons-nous une société où l'immense majorité est condamnée à se faire avoir ?

1.1.2 *L'impact sur la qualité du débat*

C'est une réalité que certaines idées ont davantage de chances d'être défendues par les gens provenant de certains horizons sociaux. Ce n'est pas pour rien qu'un sondage raisonnablement bien fait s'appuie sur un échantillon représentatif des différentes *strates socioéconomique*. Si on veut que certaines causes puissent être défendues dans les arènes politiques et juridiques, il faut s'assurer que toutes les *strates* soient représentées chez les intellectuels. Ce n'est pas pour rien que les premiers grands activistes des droits des noirs, par exemples, étaient des ministres du culte. Les seuls noirs instruits de l'époque étaient des ministres du culte parce que cette formation était plus accessible aux pauvres. Maintenant les minorités ethniques ont des défenseurs plus diversifiés. Aussi, l'accès à la Cour Suprême est plus probable quant on a des sous, le processus étant onéreux. Lorsque les idées défendues sont plus diversifiées, je crois que toute la société en bénéficie.

1.2. L'égalité des chances économiques

1.2.1. *la nature de la nouvelle économie*

L'éducation est devenue essentielle afin d'être une contribuable fiable. Les personnes sous scolarisées ne souffrent pas seules; tous souffrent. Étudier est une obligation morale. Depuis qu'est entamée l'ère du libre-échange, on remarque que les emplois manufacturiers n'ont plus d'avenir. Les américains sont en train de le comprendre amèrement depuis la levée des quotas sur les textiles en provenance de la Chine : les importations ont décuplé en 2004 et les usines ferment une après l'autres. Notons aussi que les formations professionnelles relèvent des prêts et bourses et non d'Emploi-Québec, et ce, même si dispensées par des commissions scolaires. On peut penser que les personnes ne détenant qu'un secondaire général ne paieront

VOIR BOURSES EN PAGE 10

BOURSES SUITE DE LA PAGE 9

jamais suffisamment d'impôts pour que le ministre des Finances puisse se fier sur elles.

1.2.2. *Protéger l'individualisme éclairé*

Un des préceptes du libéralisme économique est que le lignage ne doit pas compter. Or, dans notre société du savoir émergente, l'éducation est devenue essentielle à un niveau de vie décent. Donc, chacun doit pouvoir étudier quelque soit son origine sociale. La vie qu'ont eu les parents ne doit pas déterminer celle qu'auront leurs enfants. Or, l'éducation non défrayée par l'état (ex:universités américaines) coûtent trop cher pour des parents défavorisés. Quelqu'un d'autre doit donc payer et je propose l'État. Si on veut éviter le rétablissement d'une noblesse de facto, il faut favoriser l'accessibilité aux études. Lorsqu'une proportion importante de personne ne pensent qu'à leurs intérêts à court terme, la société sombre dans des troubles qui entraînent une souffrance se répercutant ultimement sur ceux-là même qui ignoraient le bien collectif. Parlez-en à Louis XVI... On se doit de prendre soin des autres.

2. LES MOTIVATIONS MOINS NOBLES

2.1 Le prestige de la profession juridique québécoise

2.1.1 *Une profession en vue au Québec*

Le juriste est omniprésent au Québec tant physiquement que dans le discours. Néanmoins, il continue d'y avoir de la place pour les nouveaux diplômés. En effet, le Québec est une société hautement juridicisé qui se targue d'être un modèle d'État de droit. Le droit est populaire au Québec. Je pense que plus la formation juridique sera accessible, plus le nombre de juristes s'accroîtra. Ensuite, le discours juridique occupera davantage d'espace dans la société concernée. Je pense que plus le discours juridique occupera l'espace autant politique que quotidien, plus il y aura ensuite d'occasions professionnelles et sociales pour les juristes. Le tout favorisant une société où le droit est l'outil privilégié de règlement des conflits. Bien sûr, il vaut mieux accroître l'accès aux études que de réduire les exigences du Barreau ! On remarque que dans les sociétés où l'accès aux études est déficient, d'autres moyens d'obtenir gain de cause, incluant la violence, tendent à être préférés. Surtout, les personnes plus instruites tendent à réfléchir plutôt qu'à frapper.

2.1.2 *La légitimité de la profession*

Il est plus facile de vanter l'État de droit comme mode de gouvernance lorsque les gens croient à la loi et au système de justice. Ils croiront plus volontiers au système de justice si celui-ci rends justice plus efficacement et d'une manière plus égalitaire. Or, il ne suffit pas que la magistrature elle-même prononce des jugements dénués de biais socio-économiques. Je crois qu'à ce niveau, les juges canadiens sont exemplaires. Le problème est plutôt au niveau de l'accès à la justice. Pour avoir accès à ce système, il faut pouvoir se le payer et pouvoir le comprendre. En ce sens, l'accès à l'éducation est une composante de l'accès à la justice puisqu'elle est essentielle à l'égalité socio-économique. Le cas de certains quartiers chauds l'illustre. On y retrouve de nombreuses personnes rejetant un système judiciaire qu'elles considèrent anti-pauvre et raciste. Ultimement, l'accès à la justice que permet l'éducation, peut dissiper certains préjugés anti-avocat qu'on m'a déjà servi lorsque je déclarais me diriger vers le droit.

2.2 Le compte de banque du futur avocat

2.2.1 *Multiplier les litiges*

Ce n'est pas un secret que de nombreuses personnes, faute de ressources, ne peuvent se prévaloir d'un recours qu'elles auraient probablement gagné. En ce sens, il faut bien admettre que la primauté effective du droit varie selon le rapport de forces économiques existant entre les éventuelles parties. Favoriser l'égalité socio-économique, c'est favoriser la mise en œuvre des droits existant « sur papier ». Cela se répercute par un accroissement du nombre de litiges, donc du travail disponible pour les avocats. Je souligne également qu'un avocat représentant les grandes entreprises a autant intérêt à ce que l'adversaire puisse se rendre au moins jusqu'en cour. Une compagnie qui affronte la chaise n'a besoin que de peu d'avocats. Inversement, l'insolvabilité intrinsèque des pauvres peut les encourager à commettre des fautes puisqu'un jugement les condamnant demeurera inexécutable. En ce cas, le nanti qui a raison n'a pas de recours.

Pigeon Dissident, 24 mars, p. 9 et 15

Maudite grève

PAUL BEAUDRY

Depuis mon dernier article dans le *Pigeon* à propos de la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts par le gouvernement Charest en éducation, plusieurs associations étudiantes, dans un mouvement de *self-righteous outrage*, ont décidé de déclencher des grèves étudiantes. 28 associations étudiantes de l'Université de Montréal ont voté en faveur d'une grève illimitée, telles celle du très utile département de sociologie, où l'on apprend aux étudiants qu'ils sont opprimés par le système capitaliste néo-libéral, i.e. le gouvernement Charest); celle du département d'anthropologie, où l'on apprend aux étudiants que par leur culture bourgeoise et leurs valeurs traditionnelles, les sociétés occidentales exploitent la classe ouvrière à cause du capitalisme néo-libéral représenté par le gouvernement Charest et celle du département d'histoire, où l'on apprend aux étudiants qu'historiquement, les politiques capitalistes néo-libérales comme celles du gouvernement Charest heurtent les plus pauvres de la société.

L'Université de Montréal n'est pas la seule à avoir été victime des mouvements étudiants grévistes. L'UQAM, l'université produisant le plus grand nombres de marxistes diplômés en Amérique du Nord, a évidemment initié ce mouvement. Toutes les associations étudiantes de l'UQAM, sauf l'héroïque association des étudiants en gestion - dont les étudiants diplômés devront subvenir aux besoins des sociologues et anthropologues au chômage dans dix ou quinze ans - sont en grève. Même les membres du conseil d'administration de l'UQAM, renommés pour leur impartialité idéologique, appuient le mouvement de grève! Le service de police de Montréal est récemment intervenu à l'UQAM pour chasser des étudiants qui avaient bloqué l'accès au pavillon Hubert-Aquin. Notez l'ironie : ce pavillon porte le nom d'Hubert Aquin, un fanatique qui appuyait le terrorisme pour réaliser l'indépendance du Québec. On voit que les étudiants de l'UQAM n'ont pas à aller loin pour chercher leur inspiration...

Mais en y pensant bien, est-ce que ce mouvement étudiant constitue réellement une grève ou n'est-ce qu'un troupeau d'étudiants, souvent mal lavés et mal habillés, qui manifestent leur mécontentement contre certaines « injustices sociales »? (Pour ceux qui l'ignorent, la « justice sociale » se définit par le pouvoir des uns de prendre les avoirs des autres et se les approprier par voie étatique.) Pour examiner la question, prenons un autre exemple : je fais régulièrement l'épicerie chez Provigo et paie mon panier d'épicerie 50$.

Si, à un certain moment, le prix de ce même panier d'épicerie augmente à 55$, mon pouvoir d'achat diminuera. Si cette hausse de prix m'enrage à un tel point que je décide de cesser d'acheter chez Provigo jusqu'à ce que les prix baissent, peut-on affirmer que je fais la grève contre Provigo? Non, me direz-vous, je suis en train de BOYCOTTER Provigo. Jusqu'ici, tout est légitime : je suis mécontent des prix plus élevés que j'ai à payer et j'exerce ma souveraineté comme consommateur de ne pas acheter chez Provigo. Mais voilà qu'une idée de génie surgit en moi : pourquoi ne pas intimider et empêcher les clients de Provigo d'y faire leurs emplettes dans l'espérance que Provigo diminuera ses prix? C'est là que mes actions deviennent criminelles.

Pour revenir au système d'éducation, les étudiants grévistes ne sont pas réellement « en grève »; ils sont simplement en train de boycotter un service pour lequel ils ont payé (en partie), car ils sont mécontents d'une décision administrative gouvernementale. S'ils veulent manquer leurs cours en guise de protestation, qu'ils le fassent. Par contre, qu'ils ne tentent pas d'empêcher les étudiants qui veulent réellement apprendre et utiliser l'université comme un outil d'apprentissage plutôt que de militantisme d'assister à leurs cours. L'Université semble un peu trop bonasse avec ces épouvantails habillés comme dans les années 1930 qui veulent empêcher leurs collègues d'entrer en classe en bloquant l'accès aux salles de cours. Toute activité reliée à la grève, surtout l'intimidation exercée envers les étudiants voulant assister à leurs cours, devrait être prohibée et les étudiants coupables de tels actes devraient être expulsés de l'université pour le restant de la session. Il faut faire en sorte que l'Université de Montréal ne deviennent pas comme l'UQAM, où les grévistes, avec leurs foulards à la Arafat, font la loi. (Si vous croyez que ma démonisation de l'UQAM va un peut trop loin, parlez-en aux étudiants en droit de l'UQAM, qui doivent se résigner à ne pas assister à leurs cours à cause de l'intimidation violente exercée à leur égard par leurs collègues de sciences politiques.

Après que certains étudiants de cette faculté aient voté pour une journée de « grève », j'ai été surpris d'entendre une professeure clamer qu'elle allait appuyer le mouvement étudiant et qu'elle refuserait de donner son cours s'il y avait une ligne de piquetage devant la classe. Oh que c'est gentil! Permettre aux étudiants, pour la plupart fils de parents aisés ou au moins de classe moyenne, de bloquer l'accès aux salles de cours et respecter ce geste d'intimidation! Quelle mentalité syndicale! Bien que paraissant remplie de sympathie à l'égard des pauvres étudiants, cette attitude est profondément irrespectueuse avec les étudiants qui ne veulent rien à faire avec cette « grève » et qui sont à l'école pour apprendre. L'attitude de l'AED a elle aussi été décevante.

Dans un courriel envoyé à tous les étudiants, les membres de l'AED demandaient à tous les étudiants de ne pas assister à leurs cours lors de la journée de « grève » parce que la majorité des étudiants s'étaient exprimé en faveur. Ce courriel m'a rappelé le vieux dicton qui affirme que la démocratie est ce procédé où deux loups et un mouton votent pour savoir ce qu'ils vont manger pour souper...

VOIR GRÈVE EN PAGE 15

GRÈVE SUITE DE LA PAGE 9

Pour les grévistes et les « champions de la cause étudiante », j'ai quelques commentaires à faire :

1) Cessez de vous habiller avec la collection automne-hiver de la Maison du Père. Oui, c'est vrai : la plupart des gens s'habillaient comme vous dans les années 1930, mais c'est parce que, contrairement à vous, ils n'avaient pas d'argent, et non parce qu'ils tentaient de faire un *fashion statement* anti-autorité.

2) Les étudiants qui s'entêtent à vouloir assister à leurs cours sont dans leur droit. Ce n'est pas tous les étudiants qui peuvent se permettre de finir leur session en juin, parce que plusieurs d'entres eux, qui paient leurs frais de scolarité, doivent travailler l'été plutôt que de faire leur baccalauréat en manifestation (*B.Manif.*).

3) Cessez de prétendre que vous représentez les étudiants du Québec. Vous ne me représentez pas, même si les organisations qui vous appuient ont probablement mis la main sur quelques dollars qui m'appartiennent à cause d'une loi qui m'oblige à contribuer au trésor de la FAÉCUM.

4) Après avoir appris que certains grévistes avaient laissé leurs propres excréments dans le bureau du ministre, ne trouvez-vous que l'on devrait rebaptiser la FAECUM en la renommant FAÉCAL?

Le gouvernement Charest ne doit pas succomber aux pressions des lobbies étudiants qui ne seront satisfaits que lorsque la gratuité scolaire totale sera atteinte. Il est vrai que l'éducation est un investissement : c'est pourquoi les étudiants eux-mêmes devraient avoir la volonté d'investir pour leur avenir. Tant qu'ils ne sont pas prêts à faire un tel effort, pourquoi l'ensemble des contribuables québécois devraient-ils payer la note?

Le Devoir, 24 mars, p. 10

Dialogue de sourds ou arguments aveugles?

ALEXANDRE PAUL-HUS

Le Québec est en pleine ébullition. La communauté étudiante s'est braquée face à l'indifférence persistante du gouvernement libéral. Résultat : des milliers d'étudiants en grève, passant leurs journées la pancarte à la main, au lieu d'être sur les bancs d'école, là où débute l'avenir auquel ils aspirent tous.

Je me surprends moi-même d'écrire sur le sujet. J'ai beaucoup de difficulté, contrairement à la majorité des gens avec qui j'ai discuté de cet enjeu, à avoir une opinion éclairée, mais surtout unilatérale à propos de l'éducation au Québec, en rapport avec la réalité économique de notre État. J'avais toutefois le désir de vous faire part de certains de mes doutes, qui sont certainement partagés, en silence, par plusieurs citoyens québécois qui cherchent, tout comme moi, à trouver un point commun aux intérêts divergents des parties à cette lutte. Oubliant les insultes que se lancent les opposants dans ce débat, oubliant les accusations de démagogie que les intervenants attribuent à ceux qui ont des vues divergentes, offrons-nous donc la chance d'avoir une réflexion véritable sur le destin du Québec.

La société québécoise est fondamentalement passéiste. Le peuple québécois adule à outrance son passé et ses acquis, sans vraiment réfléchir aux conséquences des choix antérieurs ni même à leur pertinence dans un contexte immédiat étant, à plusieurs égards, bien différent de celui des années 60. La Révolution tranquille est un moment clé de notre histoire, c'est admis. Cependant, ses conséquences ne sont pas indiscutables. Les rêves et les excès de nos parents, nous allons possiblement en payer le prix fort le temps venu. La société québécoise ne peut s'en remettre aveuglément aux acquis d'une autre époque, en faisait fi des nouvelles réalités économiques qui prévalent à ce jour. Le Québec existe tel qu'il est aujourd'hui, et doit être adapté, dans le but de bien répondre aux attentes de ses citoyens.

Je reconnais que certains moyens ne sont pas appropriés pour assurer cette adaptation du Québec. Les gouvernements qui s'y aventurent devront en assumer les conséquences devant l'électorat. Toutefois, je considère que la diabolisation de toute réforme, le refus de toute concession sur nos acquis, sur notre modèle québécois, n'est pas un cheval de bataille qui soit raisonnable. Il faut faire la part des choses en tant que citoyen, et non seulement en tant de groupe humain défendant ses intérêts directs face au gouvernement.

Le Québec vit actuellement bien des problèmes, dont on ne parle que très peu, mais qui sont pourtant incontournables dans le virulent débat sur les 103 millions de dollars retirés aux étudiants. Chômage accru dans certains domaines jadis prospères, faible croissance économique générale, salaire moyen plutôt bas, une grande proportion de Québécoises et de Québécois qui ne paient même pas d'impôts parce que jugée trop pauvre, un salaire minimum n'assurant même pas les besoins primaires des travailleurs qui doivent s'en contenter, surtout s'ils sont parents, une trop faible participation des entreprises privées à la redistribution de la richesse, etc. Toutes ces plaies qui enveniment la société québécoise ne peuvent être dissociées du débat sur l'éducation au Québec. Nous avons le devoir d'en tenir compte dans notre prise de position, que ce soit en faveur ou à l'encontre des revendications budgétaires des associations étudiantes du Québec. Je n'ai que trop peu entendu parler de l'éducation dans le cadre du Québec factuel décrit précédemment, ni d'un côté ni de l'autre.

Ne faudrait-il pas revoir le grand livre du projet social québécois, au lieu d'en lire seulement les pages qui s'intéressent à nos avantages personnels, si variés soient-ils ? Le Québec est appelé au changement. Le Québec n'a pas le choix de changer. Il doit regarder vers l'avenir. Nous devrions peut-être profiter du combat pour les plus pauvres pour remettre en question bien des institutions et des choix de société qui ne correspondent plus aux attentes du peuple québécois.

Quel genre d'éducation voulons-nous pour les prochaines générations ? Aspirons-nous à une universalité qui ne tiennent aucunement compte des besoins de notre économie ? Désirons-nous vivre dans une fiction sociale où tous et chacun disposent de la totalité du spectre des possibilités devant eux, sans considération pour la rentabilité de l'investissement étatique qui leur est accordé ? Voulons-nous cautionner un État qui collecte l'argent du peuple, pour ensuite la faire profiter au détriment des jeunes québécois qui pourraient se sentir, autrement, plus confiants pour se lancer dans la grande et magnifique aventure de la famille ? Voilà des questions qui me hantent ces jours-ci, mais qui sont bien trop souvent évacuées du débat.

Existe-t-il un avenir intéressant pour l'éducation au Québec ? Même si le gouvernement cédait en revenant à la situation budgétaire qui prévalait l'année dernière, sachant très bien que tout le reste des finances publiques s'est transformé depuis, la société québécoise sera-t-elle plus apte à repenser son avenir et ses priorités ? Il faut qu'elle le fasse, il ne faut pas que la lutte actuelle expose que les étudiants du Québec ne se mobilisent que lorsqu'on leur parle d'argent, mais plutôt lorsqu'ils sentent que leur gouvernement piétine et s'égare quant à l'enjeu de l'éducation.

Je voudrais voir le gouvernement penser à l'avenir, en favorisant la construction de résidences universitaires, dans lesquelles pourraient vivre, à moindre frais, les étudiants provenant des régions, et cela sans gaspiller leurs prêts en loyer déraisonnable. Les universités pourraient ainsi louer ces chambres et locaux durant la saison estivale, et faire de Montréal une destination universitaire de choix pour un plus grand

« Toutefois, je considère que la diabolisation de toute réforme, le refus de toute concession sur nos acquis, sur notre modèle québécois, n'est pas un cheval de bataille qui soit raisonnable. »

nombre d'étudiants et de visiteurs étrangers. Je voudrais voir aussi l'entreprise privée contribuer plus au développement professionnel des universitaires québécois. En partenariat avec l'État, ces derniers pourraient embaucher plus d'étudiants, qui s'en trouveraient valorisés et dont les compétences en développement seraient utilisées efficacement. Le principe des stages subventionnés devrait être généralisé. Quant à l'endettement étudiant, il est selon moi plutôt logique que le gouvernement exige un remboursement des prêts qui soit proportionnel aux revenus du débiteur qui débute sa carrière, surtout lorsqu'on considère que le but des prêts et bourses étatiques n'a jamais été de serrer la gorge des jeunes contribuables, en les privant de certaines joies pourtant inhérentes à la vie de jeune adulte.

Bref, cet article ne constitue pas une prise de position. Je me pose plutôt des questions. J'attends toutefois des réponses, autant de mes représentants universitaires que du gouvernement. Le Québec doit regarder vers l'avant. Le gouvernement doit penser au genre de société qu'il veut offrir à nos enfants; ses opposants doivent s'ouvrir les yeux face aux impératifs de la gouvernance et savoir négocier des améliorations, pour le bien commun. Voilà.

La Presse, 24 mars, p. A1 et A6

La FEUQ présentera une contre-proposition au ministre de l'Éducation

FOURNIER MENACE DE PROLONGER LE TRIMESTRE

MARIE ALLARD
ET GILLES NORMAND

Pour dénoncer la coupe de 103 millions de dollars dans les bourses, les étudiants en grève ont multiplié les coups d'éclat hier, sans faire bouger le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. Ce dernier a annoncé qu'il avait pris des dispositions pour que le trimestre d'hiver des cégépiens se poursuive en août, si la grève ne se termine pas avant le 1er avril.

›Voir TRIMESTRE en page A6

Fournier menace de prolonger le trimestre

TRIMESTRE
suite de la page A1

« On n'entend pas donner de diplôme au rabais et je suis persuadé que ce n'est pas non plus ce que veulent les étudiants », a dit M. Fournier à sa sortie du Salon bleu. Si la grève se poursuit au-delà de la semaine prochaine, les cégeps donneront des cours jusqu'au 15 juin, puis reprendront dès le 15 août. « Cela se fait dans le respect de la loi et des conventions collectives, a précisé le ministre. Il n'y aura pas d'autres frais. »

Cette situation causera toutefois bien des maux de tête aux étudiants. « La prochaine session va commencer plus tard et les semaines de relâche de l'automne et du printemps sont annulées », a convenu M. Fournier, tout en rappelant qu'il restait un peu de temps avant d'en arriver à ce scénario.

Malgré cette menace, le mouvement de grève, qui rassemblait hier 170 000 étudiants, ne s'est pas essoufflé. Dès le matin, des élèves du cégep Ahuntsic ont brièvement bloqué la circulation sur l'autoroute Métropolitaine. Peu après, une vingtaine de membres de la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) ont réussi à entrer dans les bureaux du Conseil du patronat, situés rue University.

Des centaines d'étudiants sont venus manifester leur appui à l'occupation, si bien qu'un vaste quadrilatère du centre-ville a été fermé à la circulation. De nombreux policiers, dont 20 membres de l'escouade antiémeute, ont été appelés sur les lieux. « On prend des moyens un peu plus radicaux pour que le gouvernement agisse rapidement », a expliqué Maxime St-Denis, étudiant en sociologie à l'UQAM, après avoir tenté en vain de parlementer avec un policier de l'antiémeute.

Le siège s'est poursuivi jusqu'à 19 h, avant que la vingtaine d'occupants ne soient évacués du bâtiment au compte-gouttes, sous les applaudissements de leurs camarades. Vingt-trois adultes et un mineur ont été arrêtés et ils devront répondre à des accusations de voies de fait par intrusion dans un lieu privé, méfait et complot. Des accusations de bris et désordre pourraient s'ajouter.

En après-midi, une cinquantaine d'étudiants ont manifesté au square Berri, déguisés en femmes enceintes. « Nous venons dire que l'endettement accru des étudiants va retarder de plusieurs années leur projet de fonder une famille », a dit François Laliberté-Auger, porte-parole de la Société générale des étudiants du collège de Maisonneuve, qui arborait lui-même une bedaine.

À Québec, des étudiants en médecine des universités de Montréal, de Sherbrooke et Laval sont allés déposer 103 seringues au parlement. « Notre but est de dire qu'il faut réinjecter 103 millions dans les bourses », a indiqué Xavier Huppé, président du Regroupement des étudiants en médecine de l'Université Laval. Ailleurs en province, des manifestations ont eu lieu devant plusieurs bureaux de circonscription des députés libéraux.

La FEUQ va faire une proposition

À l'Assemblée nationale, l'opposition a continué de réclamer que le gouvernement réinjecte 103 millions par année dans le régime des bourses pour mettre fin rapidement à la crise. M. Fournier est demeuré imperturbable, soutenant que sa proposition est « meilleure et plus juste » que ce qui existait antérieurement. Il a fait paraître de vastes annonces dans les journaux, hier, pour expliquer sa proposition. Coût de l'opération : 71 000 $. La semaine dernière, une première publicité avait coûté 142 000 $.

Le ministre a invité de nouveau les étudiants à lui faire des propositions, ce qui n'a pas été fait, a-t-il affirmé. Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), a dit qu'une contre-proposition serait dévoilée sous peu. « Le gouvernement nous a proposé 41 millions l'an prochain, a-t-il rappelé. Nous allons lui montrer comment faire son travail, en lui disant où aller chercher les 62 millions qui manquent. »

Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps, a rencontré hier M. Fournier pour lui signifier que la situation « ne peut plus durer ». Dès la semaine prochaine, une quinzaine de collèges compteront trop de jours de grève pour qu'il soit facile de les reprendre. Et la perspective de terminer le trimestre d'hiver en août n'a pas plu à M. Boucher. « C'est un scénario quasi catastrophique quand on pense aux étudiants qui pourraient décrocher et au marché du travail et aux universités qui attendront les diplômés », a-t-il fait valoir.

Julie Bouchard, présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), a écarté cette éventualité. « Aujourd'hui, les enseignants nous ont publiquement donné leur appui, a-t-elle souligné. Ils vont s'asseoir avec nous pour trouver une façon de reprendre les cours quand ce sera réglé. »

Avec la collaboration d'Hugo Meunier

La Presse, 24 mars 2005

La Presse, 24 mars, p. A7

RIMA ELKOURI › LA VIE LA VILLE
rima.elkouri@lapresse.ca

La fin justifie la faim

Rue Fullum, devant les bureaux du ministère de l'Éducation, une tente blanche est dressée. J'ai soulevé un bout de la toile et étiré le cou. «Je peux vous déranger un peu?» ai-je demandé aux étudiants en grève de la faim qui s'y trouvaient.

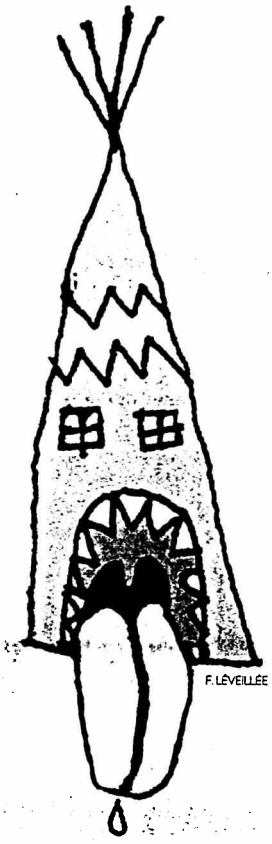
Bien sûr que je peux. Être dérangés, c'est tout ce qu'ils espèrent. Idéalement pas par moi, mais par le ministre Jean-Marc Fournier. «On l'a invité. Mais il n'est pas venu», laisse tomber Jean-François, étudiant à l'Université de Montréal. Malheureusement, la seule visite officielle à laquelle ont eu droit les étudiants est celle d'un policier, chargé de surveiller «les Iroquois dans leur tente».

On dit «tente». Mais il serait plus juste de parler d'un tipi de luxe, chauffé grâce à une génératrice. Car les Iroquois en grève ont la télé ainsi qu'une console Xbox, gracieuseté d'un ami qui avait pitié d'eux. Ils ont aussi 39 épisodes des *Mystérieuses cités d'or* pour meubler les moments creux. Des livres de sciences politiques pour rattraper les cours perdus. Un jeu de RISK pour tuer le temps. Et des bouteilles d'eau à profusion. On est loin du camping sauvage.

Jean-François Lemieux et son ami Vincent Ranger ont été les premiers à se lancer dans cette grève de la faim. Jean-François étudie en communication politique. Pour devenir attaché de presse de ministre? « Oui, c'est une possibilité, dit-il en souriant. Mais je préférerai être diplomate. »

Vincent étudie en sciences politiques à l'Université de Montréal. Futur politicien? « Oui, ça m'intéresse », dit le jeune homme qui a un air de premier de classe.

Pourquoi ont-ils choisi ce moyen extrême qu'est la grève de la faim? « On veut montrer qu'il y a de la détermination dans la population étudiante», explique Vincent, assis sur l'un des vieux sofas achetés au Village des valeurs par sa fédération étudiante.


F. LÉVEILLÉE

« On ne pense pas que c'est nous qui allons régler la grève, précise Jean-François. Ce qui compte, c'est la pluralité des actions. »

Ni Vincent ni Jean-François n'ont été personnellement touchés par la coupe de 103 millions dans le régime des prêts et bourses. Ils habitent tous deux chez leurs parents qui leur donnent un coup de pouce pour payer leurs études. Ce qui ne les empêche pas de croire qu'il y a un coût social important à la mauvaise décision prise par le gouvernement Charest. «C'est un choix de société, dit Vincent. Si on peut couper dans les impôts, on peut aussi choisir de ne pas couper dans l'éducation.»

Le dernier repas de Vincent et Jean-François, c'était le menu numéro un chez Jimmy, le resto à l'angle des rues Hochelaga et Joliette, mardi matin. Un déjeuner gargantuesque, extra cholestérol, avec des oeufs, du bacon et tout le reste.

Depuis, ils boivent de l'eau et leur ventre gargouille. «Comme ça tu ne viendras pas manger à la maison à Pâques?» a demandé le père de Jean-Francois. Eh! non! Pas de cocos de Pâques cette année.

Les étudiants qui jeûnent ont mal à la tête et se sentent un peu fatigués. Mais ils trouvent que la fin justifie la faim. Hier, deux autres grévistes ont décidé de se joindre à eux.

«Il faut faire tomber le gouvernement Charest! Il a perdu toute crédibilité», leur disait Yaacov Tobin, un membre de l'Alliance des professeurs de Montréal qui a tenu à venir les encourager. « Je suis très déçu que Henri Massé ait donné des munitions au gouvernement en invitant les étudiants à faire des compromis. »

Une erreur reste une erreur, renchérit Jean-François. « Ça ne se négocie pas. »

Voulant tester les limites du proverbe « Qui dort dîne », les étudiants essaient de se reposer le plus possible. La veille, ils se sont couchés à 21h30, comme des enfants sages. « On voulait écouter les nouvelles de 22h. Mais finalement, on est passé tout droit! » dit Sébastien Verville, assis sur le canapé-lit, une couverture rose sur les genoux.

Tous les jours, un étudiant en médecine vient les voir pour s'assurer que tout va bien. Comment arrivent-ils à oublier leurs ventres qui gargouillent? « Le truc, c'est qu'il ne faut pas en parler », dit Sébastien. Sauf que la télé n'aide pas toujours. « Il y a une publicité de fromage qui me dérange. Je ne peux plus la regarder! »

Devant la tente, de vieilles pancartes, vestiges de la manifestation monstre de la semaine dernière, traînent par terre. «Vas-y! Bouge! Réinvestis», clame l'une d'elle en parodiant la campagne de motivation à l'exercice du gouvernement Charest mettant en vedette Vasy, ce bizarre de bonhomme bleu décrit comme une «espèce de névrosé sur l'acide au teint d'antigel».

Aux préceptes de Vasy, les étudiants préfèrent ceux de Gandhi.

Ils se disent déterminés à poursuivre leur grève de la faim jusqu'à ce que Québec leur rende les 103 millions.

« Combien de temps il a tenu, Gandhi? demande Jean-François. Trente jours? »

APARTÉ

« Tout compromis repose sur des concessions mutuelles, mais il ne saurait y avoir de concessions mutuelles lorsqu'il s'agit de principes fondamentaux. »

— Gandhi

Le Devoir, 24 mars, p. A1 et A8

Fournier montre les dents

Les cégépiens pourraient devoir compléter leur trimestre en août

TOMMY CHOUINARD
MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Le conflit entre les étudiants et le gouvernement Charest provoquera un chambardement sans précédent du calendrier scolaire. À moins d'un règlement de dernière minute, les étudiants en grève d'une quinzaine de cégeps seront forcés de compléter leur trimestre en août seulement, a annoncé le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

Ce report en août de la reprise des journées de cours manquées retardera au printemps l'entrée à l'université de plusieurs cégépiens et remettra à plus tard l'arrivée de diplômés sur le marché du travail. Il repoussera même le début du trimestre automnal des cégeps concernés.

En conférence de presse hier, Jean-Marc Fournier

VOIR PAGE A 8 : FOURNIER

«Nous n'entendons pas décerner de diplôme au rabais»

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des étudiants ont manifesté hier, rue University, devant les bureaux du Conseil du patronat, à Montréal.

FOURNIER

SUITE DE LA PAGE 1

a révélé le calendrier prévu de la reprise des cours si la grève se poursuit. Le ministre a martelé que les étudiants devront reprendre en classe chaque jour de grève, quitte à le faire aussi tard qu'à l'automne. *«Nous n'entendons pas décerner de diplôme au rabais»*, a-t-il lancé.

Selon le Régime d'études collégiales, les cégeps sont obligés de donner 82 jours de classe par trimestre. En vertu des conventions collectives des professeurs, le calendrier scolaire des cégeps, qui se termine généralement lors des derniers jours de mai, doit prendre fin au plus tard le 15 juin. Or le nombre de journées de cours à reprendre dans plusieurs établissements est si important que le calendrier scolaire devra être prolongé après cette date. Dès demain, six cégeps — dont Lionel-Groulx, Saint-Laurent et celui du Vieux-Montréal — se retrouveront dans cette situation, puisque leurs étudiants sont en grève depuis maintenant un mois. Le 1er avril, pas moins de quinze cégeps devront prolonger la reprise des cours après le 15 juin si les étudiants poursuivent le débrayage.

Dans tous les cégeps où le trimestre ne pourra être complété à temps pour le 15 juin, Jean-Marc Fournier a annoncé que les étudiants devront reprendre leurs cours aussi tard que le 15 août, la date prévue du retour au travail des professeurs. *«Ça respecte la loi et les conventions collectives»*, a-t-il souligné.

Le ministre a précisé qu'un cégep pourrait conclure une entente avec ses étudiants et ses professeurs pour terminer la session au cours des jours suivant le 15 juin. Dans un tel cas, la facture de l'opération — 100 000 $ par jour pour un établissement de 5000 étudiants — sera assumée par le cégep et non par le gouvernement, a-t-il prévenu.

Cette reprise des cours en août aura des impacts considérables, surtout si le conflit perdure. D'abord, les cégépiens qui obtiendront leur diplôme en août ne pourront entrer à l'université qu'au printemps. Les universités seront donc privées de plusieurs étudiants cet automne. Ensuite, le trimestre automnal des cégeps débutera plus tard que prévu. Pour respecter le nombre de jours obligatoires d'enseignement, la semaine de relâche sera abolie. Les vacances de Noël seront même écourtées. Les élèves actuellement en cinquième secondaire qui feront leur entrée cet automne dans les cégeps concernés seront confrontés à un calendrier scolaire complètement chamboulé. Et c'est sans compter les cégépiens qui étaient en voie d'obtenir un diplôme et qui devront attendre en août ou en septembre pour l'obtenir et décrocher un emploi requérant un DEC. Pendant ce temps, le marché du travail sera privé de leurs compétences.

Selon le ministre Fournier, qui ne souhaite pas annuler la session pour l'instant, *«les étudiants eux-mêmes se créent»* des complications importantes en recourant à la grève. Contrairement aux cégépiens, les étudiants des universités sont dans une situation moins critique, a noté M. Fournier.

Le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, a été convoqué à un entretien avec le ministre, hier, au cours duquel Jean-Marc Fournier n'a pas indiqué qu'il allait soutenir financièrement les collèges qui devront payer les profs en sus pour les journées de cours à reprendre en dehors du calendrier permis par les conventions collectives. *«Non, c'est clair, le ministre ne soutiendra pas les collèges qui devront payer»*, a expliqué hier M. Boucher. Le calendrier proposé par M. Fournier *«est une manière de tenter d'éviter les coûts additionnels, mais il faut voir que ça ne sera pas simple, si on se rend là»*, a-t-il ajouté, invitant les deux parties à discuter jusqu'à la conclusion d'une entente.

Jean-Marc Fournier a de nouveau invité les leaders étudiants à lui présenter une contre-proposition raisonnable. Toute offre des étudiants devra cependant respecter le cadre budgétaire que le gouvernement s'est fixé, c'est-à-dire 41,5 millions pour cette année et 95,5 millions par an à compter de 2009-10, a-t-il prévenu.

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Pier-André Bouchard-Saint-Amant a riposté au nouvel appel du ministre Fournier en promettant une réponse *«dans les prochains jours»*. *«Nous proposerons dans les jours qui viennent une solution pour trouver les 62 millions qui manquent à sa proposition* [pour atteindre les 103 millions réclamés], a-t-il indiqué. *Nous allons démontrer au gouvernement qu'il peut trouver l'argent qui manque.»*

La journée d'hier a de nouveau permis d'illustrer la hausse de la tension chez les étudiants. Quelques centaines d'étudiants liés à la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE) ont investi les bureaux du Conseil du patronat du Québec, rue University, à Montréal, pendant que 200 autres manifestaient bruyamment à l'extérieur. L'intervention des policiers a de nouveau été nécessaire pour les disperser.

À Montréal, une coalition d'employés des collèges et des universités de toutes les bannières ont par ailleurs offert leur soutien à la cause des étudiants et à leur quête des 103 millions. Enseignants des collèges, employés de soutien et professionnels, de même que professeurs d'université ont dénoncé d'une seule voix *«l'attitude du ministre Jean-Marc Fournier»*, qui *«tente de détourner les enjeux de l'aide financière dans le but de faire des économies sur le dos des étudiants»*.

«C'est au ministre de faire un pas», a expliqué l'un des porte-parole de cette coalition inédite, Alain Dion, président de la FAC (Fédération autonome du collégial). *«Ce sont ces gens-là qui sèment le trouble, c'est à eux de ramener la paix sociale.»*

Les syndiqués, eux aussi en négociation avec le gouvernement, dénoncent la *«manière scandaleuse»* avec laquelle *«le débat est détourné»*. *«La pression n'est pas sur les étudiants, contrairement à ce qu'on essaie de nous faire croire,* a expliqué Alain Dion. *La pression, elle est sur le ministre de l'Éducation.»*

Notons aussi que la Commission des études de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a dû être annulée mardi à cause de l'impossibilité pour le recteur Roch Denis de s'y rendre. Devant les piquets de grève, le chef de l'établissement a choisi de ne pas tenter d'entrer à l'université mardi, ce qui reporte à mardi prochain la Commission des études. L'instance doit statuer sur les manières de valider les suites du trimestre.

«Il y a moyen de s'organiser», a expliqué hier le recteur, qui estime que le trimestre *«n'est pas en péril»*. *«L'autonomie de groupes-cours commande que les professeurs et les étudiants s'entendent pour la reprise des cours, afin que la matière soit couverte. Des aménagements sont encore possibles.»*

Le Devoir

Le Devoir, 24 mars 2005, Idées

LES ÉTUDIANTS EN CONFLIT AVEC LE GOUVERNEMENT

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Cégépiens, universitaires et un certain nombre d'étudiants du secondaire ont entrepris un bras-de-fer avec le gouvernement au sujet du régime de prêts et bourses. La mobilisation a culminé avec une grande manifestation réunissant des dizaines de milliers de personnes la semaine dernière, et elle ne semble pas s'essouffler.

«Je veux perdre ma session»

VALÉRIE PROVOST

Étudiante en création littéraire à l'Université de Sherbrooke

Je suis étudiante, en grève depuis trois semaines, en comptant la relâche. Samedi matin, dans un article de *La Tribune*, le directeur aux communications de mon université, Jacques Viens, a lancé une menace à tous ceux qui sont dans la même situation que moi: si nous continuons à faire la grève encore plusieurs jours, nous risquons de perdre notre session.

C'est inquiétant. Cela appuie les menaces du ministre Fournier, qui répète lui aussi à tous les étudiants de la province qu'ils risquent gros en continuant la grève. Cela ajoute à la campagne de peur qui vise présentement à diviser le mouvement étudiant québécois, uni fortement et de si belle manière.

Cette stratégie, elle fait effectivement peur. On nous dit clairement que nos plans d'études, de carrière et de vie seront bouleversés d'une manière significative si la lutte se poursuit, et cela crée sans aucun doute un sentiment d'insécurité profond chez tous les étudiants.

Mais j'aimerais cesser d'avoir peur et repenser au 24 février dernier, lorsque nous avons décidé de lancer un message clair au gouvernement. Ce jour-là, nous nous sommes tenus bien en équilibre sur nos deux pieds, solidement ancrés dans ce que nous croyions être juste, et nous avons dit au ministre de l'Éducation: «Si tu ne nous redonnes pas ce que tu nous as enlevé, nous bouleverserons le système d'éducation en entier. Si tu ne nous rends pas les 103 millions, nous te menaçons de perdre notre session.» C'était en effet la raison de faire la grève, et 170 000 étudiants ont lancé ce message depuis.

Aujourd'hui, M. Fournier reprend cette menace et nous dit que si nous continuons la grève, nous allons perdre notre session. Je le sais déjà; c'est ce qui donne un poids à notre moyen de pression, la grève.

M. Fournier tente de nous faire croire qu'il détient une arme contre nous alors que c'est nous qui la tenons dans nos mains, plus fort que jamais. Vais-je plier devant une arme que je possède moi-même? Vais-je laisser la peur et la désinformation me rendre à ce point aveugle que je laisserai tomber une arme de taille dans les mains de celui qui tente de me voler depuis un an?

Non.

Si MM. Fournier et Viens me disent que je risque de perdre ma session si je continue de me battre, je réponds: «Oui, effectivement. Et ça vous fout la chienne!»

Je réponds également que je continuerai la lutte jusqu'à récupérer les 103 millions. Pas 29 millions, pas 42 millions non plus.

Je regarde le gouvernement en face et je lui dis: «Je veux perdre ma session.»

Les vertus pédagogiques de l'indignation

JEAN-FRANÇOIS LÉVESQUE

Département de français, langue d'enseignement et littérature, cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

L'un de mes malins plaisirs d'enseignant de la littérature québécoise au collégial est de provoquer volontairement mes élèves en leur demandant ce qui les attire tant chez les Cowboys fringants, ce qui justifie un tel engouement pour ces idoles hirsutes. En effet, chez les Cowboys, tout est daté: la mélodie, les instruments, le look et le discours. Un groupe «nouveau» tout droit sorti des années 70! Quarante-cinq paires d'yeux me houspillent à ces propos, me défiant silencieusement pour cette hérésie.

Je distribue alors quelques textes, et ce sont chaque fois les mêmes réactions dans ces mêmes yeux. Ils sont d'abord à la fois amusés et choqués par les *«Pas de pitié / Mourez chiens de gueux / Mourez baveurs de lanternes / Crossez fumiers de bourgeois»* de Claude Gauvreau. Ils sont ensuite émus par la *«flagellation»* et les *«genoux»* de Miron qui mènent au *«lit des résurrections et des mille fulgurances de nos métamorphoses»*.

Ils frissonnent à l'évocation du frère de Jacques Brault, mort sur les plages de la Sicile, abandonné par *«les bâtards sans nom / les déracinés d'aucune terre / les boutonneux sans âge / les clochards nantis / les demi-révoltés confortables / les tapettes de la grande tuerie / les entretenus de la Saint-Jean-Baptiste»*, autant de *«nègres aux belles certitudes blanches»* habités d'une *«peur pauvresse que farfouille le goinfre du ridicule»*.

Ils ont peine à concevoir les *«voix de contremaîtres»*, le *«français pur et atrocement blanc»* truffé de *«mots lacrymogènes»* et de *«mots matraques»* de Michèle Lalonde. Ils rient enfin franchement à l'évocation des *«révolutavernes»* et des *«molsonutionnaires»* de Gérald Godin. Bref, l'univers de François Galarneau ne leur parle qu'à demi-mots, et ils voient mal en quoi les doléances du personnage de Godbout les concernent encore, eux qui ne se considèrent pas comme des *«laveurs de carreaux instruits»*.

Il est facile d'enseigner le contexte de la Révolution tranquille; il l'est beaucoup moins de transmettre l'indignation et de justifier des notions surannées comme *«citoyens de seconde classe»*, *«subalternes»*, *«nègres blancs d'Amérique»*. La lutte des classes est inconnue à la génération présentement assise sur les bancs des collèges. Du paragraphe précédent, ils ne connaissaient jusqu'alors ni les auteurs, ni les concepts. Difficile pour eux d'être touchés par une cause qu'ils ne considèrent plus la leur, par des revendications perçues comme datées, passées, finies.

Ce que mes élèves peinent à dire en mots, ils sont en train de le dire en gestes

L'actualité les a toutefois rattrapés, et c'est maintenant dans la pratique que s'inscrivent les notions de classe. Ils apprennent l'indignation, ils vivent le paternalisme et sont témoins d'une injustice. Ils expérimentent la force du nombre et, peut-être, les responsabilités qui en découlent.

Nous étions plusieurs profs à les regarder discuter ces dernières semaines, dans l'auditorium du collège, impressionnés par une présence si forte de détermination et de solidarité. Impressionnés, mais peut-être fiers également. Ne leur avons-nous pas vanté les vertus de l'esprit critique? Nous les voyons maintenant défiler au gré des mots de leurs idoles.

Sans le savoir, ils sont en train de répondre à mon interrogation de départ quant à *«l'effet fringant»* (remarquez que nous pourrions tout aussi heureusement parler d'un «effet locass»). Ce que mes élèves peinent à dire en mots, ils sont en train de le dire en gestes. Les soixante-huitards ont beau prétexter que dans «leur temps», le mouvement était plus cohérent, plus important, plus pertinent, le nombre et la diversité des jeunes présentement engagés ne peut que nous inciter à sourire.

Engagés. Un archaïsme? Rassurons-nous, l'indignation est encore pédagogique.

Le Devoir, 24 mars 2005, Idées

Et moi qui croyais être née au mauvais moment

BLANCHE BAILLARGEON
Étudiante en musique au premier cycle à l'Université de Montréal

Les étudiants de la faculté de musique de l'Université de Montréal, dont je suis, sont en grève. Il se passe donc une chose surprenante: deux fois semaine, une quantité impressionnante de personnes se rassemblent et, pendant des heures, discutent politique.

Débats d'idées, visions d'avenir, dialogues fertiles: je reste bouche bée devant le consensus. Nous votons la grève et planifions des actions quotidiennes.

Nous avons décidé de faire de la musique notre arme car elle est douce: des groupes envahissent les métros, une fanfare marche à travers le campus universitaire et jusque dans ses facultés les plus réfractaires. Mercredi dernier, lorsque 100 000 étudiants ont marché ensemble, nul doute que notre troupe de percussions a adouci les mœurs, mis de l'entrain dans la marche, contribué à faire de cette manifestation étudiante, la plus grande depuis 1968, un événement festif et pacifique.

Je suis fière de nous. Je suis, pour tout dire, comblée: je constate avec stupeur que j'ai une génération. C'est la mienne, elle est belle, elle a quelque chose à dire: quelle surprise! Quel choc que ce rassemblement inattendu! [...]

Je prends part à cette grève, et c'est avec une énergie et une conviction que je ne me connaissais pas. Ce qui me fait agir, ce n'est pas uniquement cet argent que nous soutire le gouvernement mais bien la totalité des décisions que prend ce gouvernement dont je n'ai pas encore digéré l'élection, il y a deux ans. Je ne supporte aucune vision de droite au Québec et refuse catégoriquement la destruction massive de ce que nos parents, quoi qu'on puisse leur reprocher aujourd'hui, ont mis en place il y a 40 ans.

Si je considère que cette grève a sa raison d'être, c'est surtout parce que, ensemble pour une fois, la première depuis très longtemps, nous pouvons manifester notre colère, toutes générations confondues: le Québec est en crise, et s'il faut toucher le fond pour pouvoir remonter, nous n'en sommes pas loin, alors reprenons les choses en main.

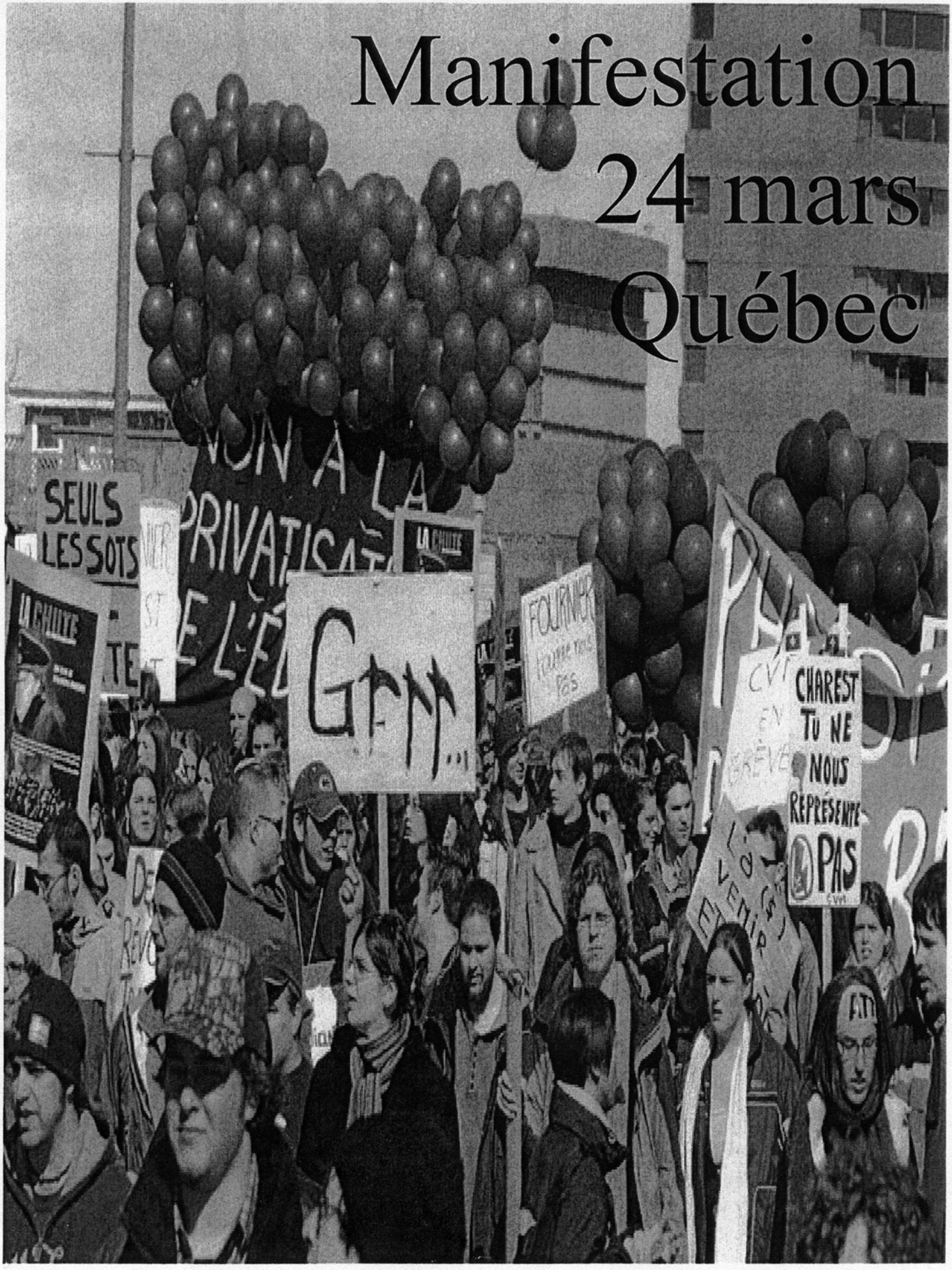
Faisons de ce Québec, province ou pays, comme il vous convient, un lieu où il fait bon vivre, un lieu où le nivellement par le bas n'existe pas, une société forte et fière qui ne se compromet pas en de tristes comparaisons. Soyons donc finalement à la hauteur de ce que nous pouvons être!

L'énergie que je sens partout autour de moi me surprend, je la croyais inexistante, je croyais être née au mauvais moment; quel bonheur de constater que je m'étais trompée. J'espère voir dans ce tourbillon impressionnant de prise de parole et de position quelque chose comme un commencement, le début d'autre chose d'encore plus grand. Il y a tant à faire! J'ai envie que cette solidarité étudiante inattendue fasse des bébés, que naissent regroupements d'artistes, nouvelles communautés, meilleurs partages, plus grandes visions, projets de toute sorte... J'ai envie que les prochaines années soient de celles dont on se souvient, de celles qui construisent et qui marquent, j'ai envie qu'explose l'art indépendant, que cessent de cohabiter les mots «industrie» et «culture», j'ai envie que notre langue vive et qu'elle vive belle, j'ai envie d'une société qui s'exprime. J'ai envie d'un système d'éducation de qualité, efficace et accessible: c'est essentiel. J'ai envie de tant de choses! [...]

Disons ce que nous avons à dire, faisons ce que nous avons à faire. Nous n'y perdrons rien: une société qui tisse ensemble les liens de la solidarité est une société qui tient les rênes de l'avenir.

Il y a deux mois, jamais je n'aurais tenu des propos de la sorte, sauf dans de petites soirées amicales où parler de gauche va de soi; aujourd'hui que je constate un rassemblement comme il n'y en a pas eu au Québec depuis des lustres, je me donne le droit d'être idéaliste. Je vous demande de l'être avec moi.

Manifestation 24 mars Québec



Le Journal de Montréal, 25 mars, p. 11

Les policiers sont intervenus pour déloger des étudiants sur la colline parlementaire, pendant que Bernard Landry, à droite, s'entretenait avec quelques-uns d'entre eux pendant sa marche matinale. Photos PC

Étudiants : ça barde à Québec

QUÉBEC — C'était le bordel, hier matin, au Complexe G où un commando d'étudiants a occupé les locaux de l'aide financière aux études du ministère de l'Éducation durant quatre heures.

Pendant qu'une cinquantaine d'étudiants bloquaient les entrées de l'édifice et les accès au stationnement, huit d'entre eux sont entrés par le sous-sol pour filer en ascenseur au 21e étage, déjouant aisément les sept agents chargés de la sécurité des lieux. «Ils ont été pris par surprise», a constaté plus tard le service des mesures d'urgence du ministère.

L'anarchie s'est vite installée dans les rues des alentours, encombrées d'automobiles, de fonctionnaires et de manifestants. Appelés d'urgence, les policiers de Québec ont dégagé les voies d'accès avant de pénétrer dans l'édifice pour déloger les étudiants de la CASSÉE, enfermés au 21e étage.

Barricadés

Le *Journal* a suivi les 20 policiers qui ont enfoncé les portes bloquées par des meubles, des chaises et divers objets attachés à des valves d'incendie avec des fils et des rallonges électriques. Une fois à l'intérieur, ils ont constaté que sept des huit étudiants s'étaient réfugiés dans le bureau du chef de service Normand Fauchon.

«On n'est pas là pour négocier, on est là pour faire notre travail. On va vous lire l'avis d'expulsion et ensuite vous venez avec nous», leur a lancé le lieutenant Guy Pépin à travers la porte fermée.

Fournier dit non

QUÉBEC (PC) L'impasse est totale entre le gouvernement Charest et les dizaines de milliers d'étudiants en grève.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a rejeté du revers de la main hier à Québec la proposition de règlement soumise par les deux principales associations étudiantes, au moment même où quelque 5000 manifestants criaient leur colère devant le Parlement.

«Il ne s'agit pas d'une véritable proposition puisqu'ils demandent encore la même chose qu'hier et avant-hier, soit 103 M$», a estimé le ministre, lors d'un point de presse, faisant part de son analyse de l'offre présentée plus tôt dans la journée par la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale (FECQ).

En substance, M. Fournier a expliqué que la proposition des étudiants d'étaler sur cinq ans la baisse d'impôt attendue cette année (750 M$), afin de regarnir l'enveloppe des bourses était irrecevable, sinon absurde, puisqu'elle équivalait à déshabiller Paul pour habiller Pierre.

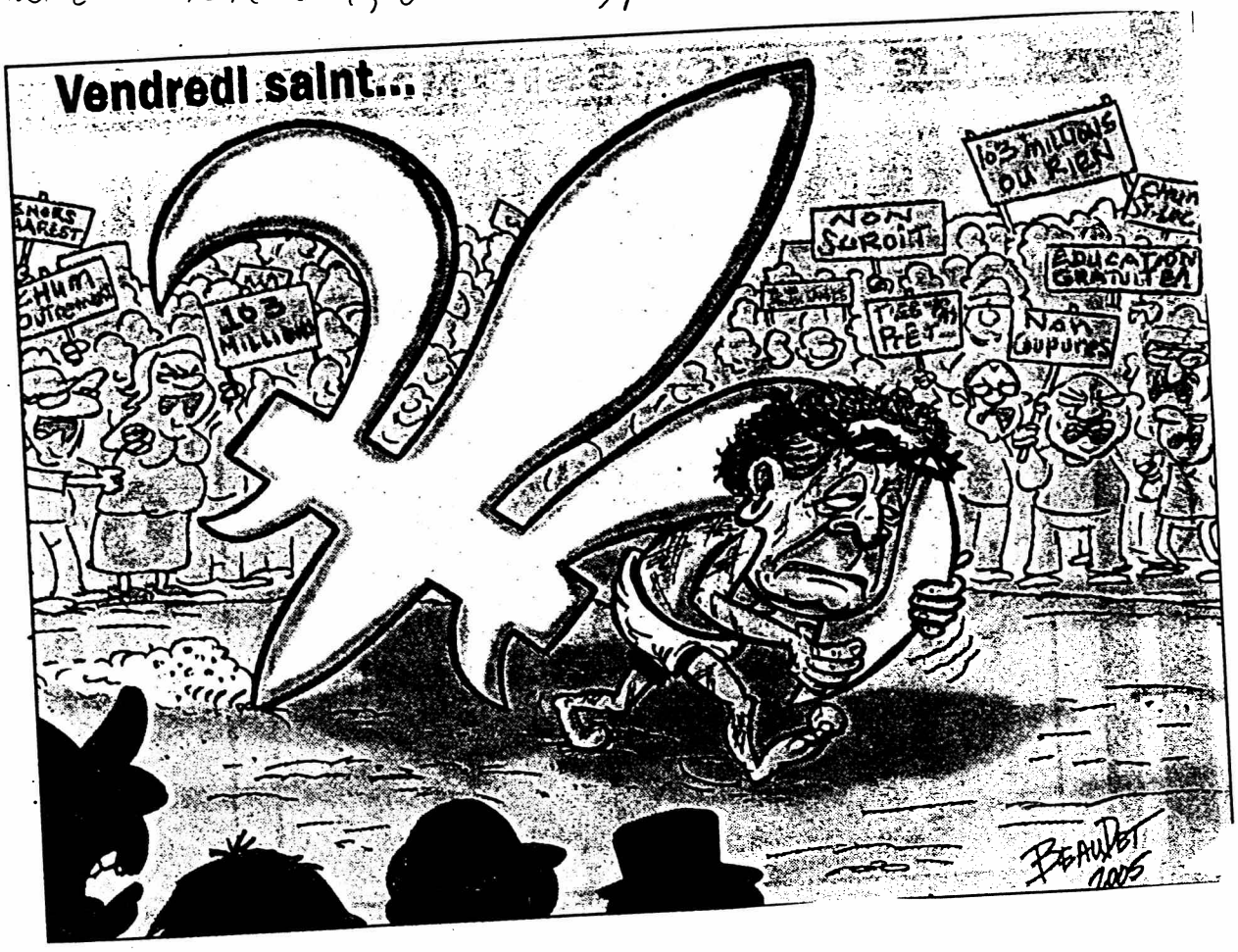
Landry et Dumont

Si le mouvement étudiant ne semble pas vouloir s'essouffler, Bernard Landry et Mario Dumont ont pressé hier le gouvernement de régler ce litige.

Le chef du PQ appuie les étudiants sans réserve, portant même le carré rouge de la CASSÉE à son veston. À son avis, le gouvernement Charest a suscité un mécontentement populaire tellement grand qu'il «n'en a pas pour longtemps». Il prévoit des élections plus hâtives que lointaines mais n'ose les réclamer immédiatement.

Moins dur, Mario Dumont suggère au ministre Fournier de prendre les devants et d'inviter formellement les étudiants à négocier.

Journal de Montréal, 25 mars, p. 18



Des revendications justifiées

La grève étudiante est, selon moi, tout à fait légitime et les étudiants ne devraient même pas négocier les 103 millions $. Lorsque le gouvernement affirme que l'aide financière fournie par Québec est la plus généreuse au Canada, c'est peut-être vrai. Mais, comme Lise Payette l'a si bien évoqué, le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier oublie qu'il est supposé être au service de la population. De la manière dont son gouvernement agit, il peut déjà dire adieu à un nouveau mandat.

Marc-André Girard
Île-Perrot

Étudiants et vandalisme

Il devrait y avoir des accusations au criminel contre les étudiants vandales. Il n'y a aucune excuse pour les méfaits.

Les jeunes doivent agir en adultes civilisés. S'ils pensent avoir la sympathie du public en prenant la population en otage, ils se trompent.

Jeanne Auger
Laval

L'entrepreneurship

J'espère que les dirigeants des mouvements étudiants ont une formation en administration pour créer leur propre entreprise à leur sortie d'université, parce que je ne pense pas que les employeurs voudront de ces faiseurs de troubles dans leurs entreprises.

Patricia Benoit
Laval

Fournier balaie les demandes étudiantes

L'impasse est maintenant totale entre Québec et les grévistes

DEVOIR 25-03-2005

TOMMY CHOUINARD
MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Le gouvernement Charest et les étudiants sont plus que jamais dans l'impasse. Alors que plus de 5000 étudiants sont descendus dans les rues de Québec hier, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a balayé du revers de la main une contre-proposition présentée par les leaders de la FEUQ et de la FECQ.

Pour résoudre la crise, dont le nombre de journées de grève a franchi hier le cap du premier mois, les deux fédérations suggèrent de puiser dans l'étalement des baisses d'impôt promises aux contribuables pour le prochain budget. Misant sur une réserve possible de 500 à 750 millions en baisses d'impôt, les étudiants calculent qu'il est possible d'étaler sur cinq ans une partie de cette promesse de façon à récupérer la totalité des bourses de 103 millions à compter de 2005-06.

«Nous voulons la correction d'une erreur, Fournier veut négocier un montant», disent les étudiants

Selon le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard-Saint-Amant, il s'agit d'une contre-proposition à saveur de *«compromis»*. *«J'aimerais rappeler au gouvernement du Québec qu'il y a en ce moment une cohorte d'étudiants qui ne reverra pas la couleur ni même l'odeur de ces 103 millions qui ont été coupés»* l'an dernier, a-t-il expliqué pour illustrer les *«compromis»* déjà faits par les étudiants.

Le mince espoir de règlement s'est vite évanoui. Et le dialogue de sourds a repris de plus belle. Visiblement piqué au vif, le ministre Fournier a en effet rejeté sans ménagement la contre-offre des leaders étudiants. *«Ce n'est pas une proposition. La position des étudiants reste exactement la même! On était à 103 millions, on est encore à 103. Une proposition laisserait entendre qu'il y aurait une variation, qu'on ne serait pas toujours à 103 millions, qu'il y aurait un compromis. Dans ce cas-là, il n'y a aucune avancée»*, a-t-il tranché lors d'un point de presse.

Ce refus du ministre Fournier est une démonstration

VOIR PAGE A 10: FOURNIER

. CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Une dizaine d'étudiants ont investi hier matin le complexe G et occupé les bureaux de la Direction générale de l'aide financière aux études, au 21e étage. Après trois heures d'occupation, ils ont été délogés par les policiers, qui ont procédé à deux arrestations. En après-midi, plus de 5000 cégépiens, universitaires et quelques élèves de 4e et 5e secondaire ont manifesté devant le parlement. Ils ont ensuite défilé dans les rues de Québec jusqu'à l'Université Laval.

FOURNIER

SUITE DE LA PAGE 1

de *«sa mauvaise foi»*, a indiqué en fin d'après-midi Pier-André Bouchard-Saint-Amant. *«Nous voulons la correction d'une erreur. Lui, il veut négocier un montant»*, a-t-il expliqué. *«Il nous demande des compromis que nous avons déjà faits.»*

Loin de riposter à l'offre du ministre en avançant une nouvelle cible financière ou des modalités différentes, la FEUQ et son pendant collégial, la FECQ, ont reconnu présenter une *«contre-offre»* qui ne faisait aucun *«compromis sur les 103 millions à récupérer»* et qui rejetait en totalité la proposition de remise de dette, maintenant formulée depuis plus d'une semaine. *«On ne demande pas au gouvernement de renoncer à sa baisse d'impôt, on lui demande d'en reporter une partie sur cinq ans»*, a indiqué le président de la FEUQ. *«Une chose qu'il faut que le gouvernement comprenne, c'est que ce qui est non négociable, c'est les 103 millions dans la baisse du plafond de prêts»*, a ajouté Julie Bouchard, présidente de la FECQ.

Les fédérations étudiantes sont parties de la proposition Fournier, qui suggère un programme de remise de dette échelonnée sur cinq ans, voguant de 41,5 millions l'an prochain à 95,5 millions cinq ans plus tard. Pour chacune des années de cette période, les étudiants ont transféré la somme nécessaire pour atteindre 103 millions par an et en ont fait la somme du report d'impôt nécessaire.

Ainsi, en 2005-06, où Jean-Marc Fournier a admis des disponibilités financières de 41,5 millions dans sa proposition, les étudiants lui recommandent de puiser les 61,5 millions manquants en reportant une portion des baisses d'impôt, ce qui, pour le contribuable ayant un revenu annuel de 30 000 à 35 000 $, se traduit par un coût d'environ 25 ¢ par semaine. Le président de la FEUQ a d'ailleurs brandi une pièce de 25 ¢ hier. *«Est-ce que c'est trop demander, 25 ¢ chaque semaine par contribuable, pour éviter 2100 $ d'endettement supplémentaire? Eh bien, nous, on pense que poser la question, c'est y répondre.»* En 2009-10, cette proposition représenterait une contribution hebdomadaire de 3 ¢, ou 1,56 $ par année, pour le même contribuable.

Jean-Marc Fournier considère que les étudiants ne font que la *«constatation»* du fait que tout service public est financé par les impôts. *«Les frais de scolarité les plus bas, l'aide financière aux études qui est la meilleure au Canada, ça vient d'où? Ça vient des impôts. Alors, ce n'est pas un changement de leur part. C'est une constatation. Il n'y a rien de nouveau là-dedans»*, a-t-il dit.

Estimant que le gouvernement a fait un *«bon bout de chemin»*, le ministre a affirmé que *«c'est au tour des étudiants de faire des compromis. J'attends leur proposition»*. Il a martelé que sa proposition de remise de dette est *«significative»* et prévenu que toute contre-proposition des étudiants devra respecter le cadre budgétaire de son offre initiale. *«Mais je n'ai qucun problème qu'on parle des modalités»*, a-t-il lancé. À l'Assemblée nationale, le chef péquiste Bernard Landry a donné son appui à la proposition présentée par les leaders de la FEUQ et de la FECQ.

De l'argent d'Ottawa

Par ailleurs, la Presse canadienne a révélé hier que le cabinet du ministre Fournier songe à injecter dans le régime de prêts et bourses les sommes bonifiées par Ottawa à la faveur du dernier budget Goodale. On y annonçait une hausse du financement du régime canadien de prêts et bourses.

Le Québec, qui dispose de son propre système, obtiendrait un paiement compensatoire de la part d'Ottawa à compter de l'année scolaire 2005-06 alors que sa contribution s'évaluerait entre 20 et 30 millions de dollars par année, ce qui s'ajouterait aux 150 millions déjà consentis par Ottawa au programme québécois.

Interrogé par la Presse canadienne, l'attaché de presse du ministre Fournier a indiqué hier que cette hausse des transferts fédéraux n'a pas été retenue dans le calcul de l'offre déposée la semaine dernière. Il a par ailleurs indiqué que la somme se retrouverait fort probablement dans la cagnotte québécoise.

«Quelle en sera l'utilisation? Il faudra voir. Est-ce qu'il faut qu'elle soit utilisée de façon particulière? Je ne peux pas répondre à ça aujourd'hui. Mais je pense qu'on n'aura pas le choix de le mettre dans le programme des prêts et bourses», a reconnu Stéphane Gosselin, attaché de presse de Jean-Marc Fournier.

Grosse manifestation à Québec

Un raz-de-marée étudiant a déferlé hier sur la colline parlementaire. Plus de 5000 cégépiens et universitaires ainsi que quelques élèves de quatrième et cinquième secondaires — exceptionnellement en grève pour l'occasion — ont manifesté devant le parlement. Ils ont ensuite défilé dans les rues de Québec jusqu'à l'Université Laval. La manifestation était organisée par la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE). Plus tôt en matinée, avant l'arrivée des fonctionnaires, une dizaine d'étudiants avaient investi le Complexe G et occupé les bureaux de la Direction générale de l'aide financière aux études, au 21e étage. Après trois heures d'occupation, ils ont été délogés par les policiers, qui ont procédé à deux arrestations.

La FEUQ et la FECQ ont convié la population à un rassemblement mercredi soir prochain au parc La-Fontaine, à Montréal, histoire de *«souligner le triste premier anniversaire des coupes dans les bourses»*.

La pause forcée liée au congé de Pâques pourrait-elle freiner les ardeurs du mouvement étudiant, dont le nombre de grévistes n'avait pas diminué hier? *«Non, il n'y a aucun signe de refroidissement»*, a répondu Julie Bouchard. Les organisateurs prévoient quand même quelques moments de repos après des semaines d'intense remue-ménage. L'Assemblée nationale fera aussi relâche la semaine prochaine.

Le Devoir

ournal de Montréal, 26 mars 2005, p. 5

Photo PASCAL RATTHÉ

NNIE-CLAUDINE TREMBLAY s'est fait « crucifier » pour dénoncer la transformation de 103 M$ de bourses en prêts.

« Crucifiée » pour la cause étudiante

es étudiants en grève ont trouvé une façon originale de faire parler d'eux, ier, en « crucifiant » une étudiante pour illustrer le « sacrifice de l'accessibi- é à l'éducation ».

AUDREY TREMBLAY

Cette condamnée symbolique, c'est Annie- audine Tremblay, 30 ans, étudiante à la aîtrise en théologie à l'Université de ontréal.

Et cette étudiante a accumulé jusqu'à aintenant plus de 20000 $ de dettes.

C'est elle qui a eu l'idée de convertir le che- n de croix du Vendredi saint en « chemin de ndettement étudiant », et de se faire hisser r la croix. On l'y a attachée avec du ruban hésif.

Elle a reproduit, entourée d'une cinquan- ne de collègues théologiens, les derniers ments de la vie de Jésus : de sa condam- tion à sa crucifixion, en passant par la gellation.

« Je fais ça pour les générations futures. Quel espoir on va leur laisser ? », demande-t- elle.

« Les étudiants les plus pauvres doivent encore encaisser le choc. C'est inacceptable. »

Condamnée

La manifestation étudiante a débuté vers 13 h, à l'angle des rues Decelles et du chemin de la Reine-Marie.

Dès lors, comme dans une pièce de théâtre, Annie-Claude a été condamnée à l'endette- ment par le gouvernement.

Puis le cortège a pris la route en direction de l'Université de Montréal, sur un air de marche funèbre.

Flagellée puis coiffée d'une couronne d'épines, la condamnée a dû porter sa croix jusqu'au moment de sa crucifixion.

« J'voulais juste étudier », répétait-elle les bras attachés, versant une « larme ».

Choquant

Libérée de son personnage, Annie-Claudine s'est ensuite défendue d'avoir pu choquer.

« Oui, la scène peut surprendre, mais ce n'est pas ce qu'on souhaite. On veut parler d'une grande souffrance à travers un symbole très fort. »

Même son de cloche chez des collègues, venues manifester à ses côtés.

« On a le devoir d'avoir une foi prophétique et de dénoncer toutes les injustices. On doit le faire au nom des étudiants », lance Angela Gabriella Aurucci.

« Le gouvernement sape tous les acquis sociaux des dix dernières années.

« En tant que femme de foi, je sais que ce n'est pas l'option que choisirait Jésus », ajoute Sylvie Paquette, 47 ans, étudiante au doctorat en théologie.

Presse, 26 mars 2005

Grève des étudiants 103 croix plantées au square Berri

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

Le Vendredi saint a inspiré quelques dizaines d'étudiants qui ont planté 103 croix au square Berri (notre photo) et autant devant le parlement, à Québec, dans le cadre de manifestations organisées hier en marge de la grève. Le point sur la situation en pages A2 et A3.

ACTUALITÉS

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

Une cinquantaine d'étudiants en théologie et sciences de la religion de l'Université de Montréal et de l'UQAM ont profité du Vendredi saint pour reproduire le chemin de croix, rebaptisé chemin de l'endettement étudiant pour l'occasion. Le rassemblement a eu lieu sur le campus de l'Université de Montréal.

La Presse, 26 mars, p. A3

La machine de la grève

Après plus d'un mois de grève dans les cégeps et les universités du Québec, *La Presse* est allée passer une journée dans les quartiers généraux des deux principales fédérations étudiantes.

CAROLINE TOUZIN

Dès 8 h du matin, parfois même plus tôt, le bureau de Farouk Karim, véritable centre de crise depuis le début de la grève étudiante, s'active. L'attaché politique de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a déjà feuilleté la plupart des grands journaux québécois quand le président, Pier-André Bouchard, et son attachée de presse, Catherine Bourgault, entrent pour leur séance d'information de la journée.

Dans un coin, la télévision est allumée à LCN. Dans un autre, la radio diffuse les émissions de Radio-Canada. L'un des murs est tapissé de caricatures peu flatteuses du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, publiées dans les quotidiens. C'est dans cette pièce du troisième étage d'un édifice situé à un jet de pierre de l'UQAM, rue Sainte-Catherine, que les stratégies de ce que la FEUQ appelle maintenant une « guerre d'usure » sont mises au point.

Si l'opinion publique est de son côté, la FEUQ est convaincue que le gouvernement de Jean Charest finira par renoncer à sa décision de convertir 103 millions de dollars de bourses en prêts, tout comme il a reculé dans le dossier des écoles juives. La Fédération, qui représente 170 000 étudiants, met donc beaucoup d'énergie à préserver son image d'un mouvement fort ayant réussi à faire entrer en grève, pour la première fois dans l'histoire du mouvement étudiant québécois, tant les futurs médecins que les futurs gestionnaires.

Dans une telle bataille, la FEUQ a besoin d'un ennemi. Et elle l'a trouvé en la personne du ministre Fournier, qu'elle accuse de mépriser les étudiants et de refuser de négocier.

« J'ai répondu à un journaliste que si le gouvernement nous faisait une offre, on allait la considérer. Ça a été perçu comme si on mettait de l'eau dans notre vin. J'aurais dû dire que c'était aux assemblées générales de décider. »

« Cette semaine, quand j'ai passé à l'émission *La Part des choses* (à la télévision de Radio-Canada), l'animateur a repris le discours du ministre Fournier, nous accusant d'être jusqu'au-boutistes. Là, on a su qu'on devait faire une proposition parce qu'il fallait remettre l'opinion publique de notre bord », a expliqué à *La Presse* Pier-André Bouchard.

Conseil de guerre

Après cette émission, le président et son attaché politique ont réuni leur « conseil de guerre », un comité stratégique formé de six représentants d'associations étudiantes membres de la FEUQ. C'est à ce moment-là que la Fédération a décidé de proposer au gouvernement d'étaler sur cinq ans une partie des baisses d'impôt prévues pour combler l'écart entre la proposition « finale » du ministre de l'Éducation faite la semaine d'avant (41,5 millions) et leur revendication (103 millions).

Dans une telle bataille, la FEUQ n'a pas droit à l'erreur, reconnaît M. Bouchard. En a-t-il fait depuis le début de la grève ? Après une longue hésitation, il dit regretter d'avoir montré une ouverture à une proposition plus basse que les 103 millions lors d'un point de presse, le jeudi 17 mars, à Québec. « J'ai répondu à un journaliste que si le gouvernement nous faisait une offre, on allait la considérer. Ça a été perçu comme si on mettait de l'eau dans notre vin. J'aurais dû dire que c'était aux assemblées générales de décider », affirme le président, qui a essuyé plusieurs réprimandes de ses membres après cette sortie publique.

Son homologue de la FECQ, Julie Bouchard, n'est pas du même avis. Selon elle, le mouvement étudiant n'a pas encore fait d'erreur. Même la manifestation organisée par la FECQ à Montebello durant un caucus libéral, il y a plus d'un mois, et qui a dégénéré, n'était pas une gaffe. « On a juste montré qu'il existe beaucoup d'émotivité chez les étudiants quand on touche à leur pain et à leur beurre », explique-t-elle, assise dans son quartier général, beaucoup plus petit et plus bordélique que celui de la FEUQ.

Jusqu'à l'année dernière, la FECQ et la FEUQ partageaient les mêmes locaux. La FECQ a déménagé depuis, rue Saint-Denis près du square Saint-Louis. Elle continue tout de même de marcher main dans la main avec sa grande soeur universitaire. « On est en symbiose. On partage la même analyse », confirme le président de la FEUQ.

Du lobbyisme

Les deux fédérations étudiantes partagent également les mêmes moyens d'action. Elles privilégient le lobbyisme pour faire valoir leurs revendications. Par exemple, le vice-président aux affaires internationales et fédérales de la FEUQ, Guillaume Lavoie, assiste aux congrès de tous les partis politiques. « La semaine dernière, j'étais au congrès des conservateurs, à Montréal, durant lequel ils ont adopté, à la suite de judicieux conseils, une résolution sur une exemption complète d'impôt sur les bourses accordées aux étudiants. »

La FEUQ et la FECQ n'ont toutefois pas le même budget. Toutes les deux prélèvent 2,50 $ par étudiant par trimestre depuis leur création, il y a 15 ans. Sauf que la FECQ a moins de membres — environ 60 000 —, ce qui lui fait un budget moins impressionnant que celui de la FEUQ, qui gère environ 1 million de dollars par an. Ni la FEUQ ni la FECQ ne paient leurs représentants élus. Tous étudiants, les 11 dirigeants de la FEUQ reçoivent une « allocation de subsistance » d'environ 15 000 $ par an, alors que les sept élus de la FECQ reçoivent quelque 8000 $. Seuls leurs employés (une douzaine pour la FEUQ et quatre pour la FECQ) sont rémunérés à l'heure.

« Notre masse salariale constitue 30 % de notre budget. Le reste, c'est pour écouler le gouvernement », dit à la blague M. Bouchard. Et le gouvernement n'a rien vu, si l'on en croit l'attaché politique de la FEUQ, Farouk Karim. « On a dû retarder une bataille avec la coupe de 103 millions. Quand ce sera réglé, on va s'attaquer au financement du réseau universitaire. Il manque 375 millions dans les coffres des universités », plaide-t-il. Les quartiers généraux des fédérations étudiantes ne semblent pas près de se transformer en lieux de détente...

À VENIR

FECQ et FEUQ : Grande manifestation au parc La Fontaine le 30 mars prochain à 18 h, pour souligner le premier anniversaire de la décision du gouvernement libéral de transformer 103 millions de bourses en prêts. Toute la population est invitée. Apportez vos lampions.

CASSEE : un congrès aura lieu aujourd'hui à l'UQAM pour faire le point sur la grève et établir un nouveau plan d'action pour les prochains jours.

Voici les portraits des leaders étudiants Julie Bouchard et Pier-André Bouchard, respectivement présidente de la FECQ et président de la FEUQ.

Contrer les « menaces néolibérales »

CAROLINE TOUZIN

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

Comme nombre de cégépiens, Julie Bouchard a changé plusieurs fois de programme avant d'arrêter son choix. Elle a essayé les sciences humaines, les sciences pures, puis une technique administrative pour finalement terminer son DEC en sciences humaines. Au fil de ses expériences, elle est devenue convaincue d'une chose : le réseau collégial mérite d'être préservé de l'arrimage aux lois du marché.

Pour le défendre face aux « menaces néolibérales », elle est d'abord devenue coordonnatrice de l'association étudiante du collège de Rosemont. L'année suivante, la jeune femme de 20 ans est élue à la tête de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

Sa fibre militante n'est pas un héritage de ses parents, dit-elle. Son père est psychoéducateur dans un centre jeunesse de Montréal et sa mère est commis principale dans un CHSLD, à Laval.

La leader étudiante a plutôt commencé à s'intéresser d'elle-même aux problèmes liés à la mondialisation néolibérale après avoir participé à une manifestation contre la Zone de libre-échange des Amériques en 2002.

La jeune femme mince aux longs cheveux brun foncé n'a qu'un seul objectif pour l'instant : gagner le bras de fer contre le gouvernement sur la question de la transformation en prêts de 103 millions de dollars de bourses. Après, elle prendra une décision sur la poursuite de ses études à l'université. L'économie, le droit, les relations industrielles, l'enseignement, plusieurs domaines l'intéressent.

Le matheux devenu militant

CAROLINE TOUZIN

PHOTO ROBERT MAILLOUX LA PRESSE ©

Avant son entrée à l'université, Pier-André Bouchard ne connaissait rien à la politique. En cinq ans, l'étudiant en mathématiques est devenu le leader du plus important mouvement de grève étudiante depuis 1968, et on peut le voir sur toutes les tribunes défendre le droit à l'éducation.

L'actuel président de la Fédération étudiante universitaire du Québec n'en avait que pour la musique jusqu'à la fin de son cégep. Il jouait de la batterie, sauf que, comme il le dit lui-même, il avait une « grande gueule ».

C'est de famille, dit-il. Sa mère, Pierrette Bouchard, chercheuse à l'Université Laval, est une militante féministe bien connue. Son père, aussi chercheur, est président de... l'Association des propriétaires de terrains de camping du Québec. « On a des bons débats à table, parce que mon père défend parfois des intérêts patronaux », dit le jeune homme de 25 ans.

Pier-André Bouchard a vite gravi les échelons du mouvement étudiant. De vice-président de son association modulaire, il est devenu président de son association facultaire pour ensuite être élu à la tête du principal regroupement d'étudiants à l'Université Laval. L'année suivante, il faisait son entrée à la FEUQ, où il travaille depuis deux ans.

Contrairement à plusieurs de ses prédécesseurs, il ne compte pas se servir de son expérience pour faire le saut en politique. Il veut d'abord finir son baccalauréat, puis travailler en économie pour « expliquer aux Québécois que les baisses d'impôt ne sont pas synonymes de croissance économique, mais de déficit public ».

Le ministre Fournier jouirait d'une marge de manoeuvre

CAROLINE TOUZIN
ET HUGO MEUNIER

Après avoir proposé au gouvernement Charest d'étaler sur cinq ans les baisses d'impôt promises aux contribuables, les étudiants ont fait hier au ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, une nouvelle suggestion qui pourrait lui permettre de bonifier son offre, disent-ils.

M. Fournier bénéficierait d'une marge de manoeuvre dont il n'a pas tenu compte en préparant sa « proposition finale ».

Les deux principales fédérations étudiantes ont eu la confirmation hier que, dans le cadre du régime canadien de prêts et bourses, de 20 à 30 millions de dollars par année seront versés au gouvernement québécois dès la prochaine année scolaire.

En effet, la Presse Canadienne a révélé hier que le cabinet du ministre n'avait pas calculé cette somme, qui s'ajouterait aux quelque 150 millions que le gouvernement fédéral verse déjà chaque année à Québec pour son régime de prêts et bourses.

PHOTO LE SOLEIL ©

À l'initiative de la FECQ et de la FEUQ, des croix noires ont été plantées hier au square Berri, à Montréal, et devant le parlement, à Québec (ci-dessus), pour symboliser le deuil vécu par les étudiants qui ont perdu leur bourse.

Cette somme provient de la hausse du financement du régime canadien de prêts et bourses, prévue dans le dernier budget Goodale. Comme le gouvernement du Québec dispose de son propre système, il recevra un paiement compensatoire de 20 à 30 millions de dollars par année. « Quelle en sera l'utilisation ? Il faudra voir. Est-ce qu'il faut qu'elle soit utilisée de façon particulière ? Je ne peux pas répondre à ça aujourd'hui. Mais je pense qu'on n'aura pas le choix de le mettre dans le programme des prêts et bourses », a dit l'attaché de presse du ministre, Stéphane Gosselin, à la Presse Canadienne.

Pour le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard, ce serait une « insulte impardonnable si cet argent allait ailleurs que dans l'abaissement du plafond de prêts ».

Avant d'obtenir cette confirmation d'argent frais, les étudiants avaient proposé au ministre Fournier jeudi d'étaler sur cinq ans une partie de la promesse de baisses d'impôt afin de récupérer les 103 millions à compter de 2005-2006. Une proposition que le ministre s'est empressé de rejeter quelques heures plus tard. « Il ne s'agit pas d'une véritable proposition puisqu'ils demandent encore la même chose qu'hier et avant-hier, soit 103 millions », a-t-il dit.

Étudiante crucifiée

Le mouvement de grève s'est donné un peu de répit, hier.

Une cinquantaine d'étudiants en théologie et sciences de la religion de l'Université de Montréal et de l'UQAM ont profité du Vendredi saint pour reproduire le chemin de croix, rebaptisé chemin de l'endettement étudiant pour l'occasion.

De la condamnation à la crucifixion, cette action inusitée respectait le dernier parcours du Christ, à la différence que les organisateurs l'avait réaménagé à la sauce manifestante. Ainsi, Jésus était remplacé par une jeune étudiante criblée de dettes, condamnée à l'endettement par le gouvernement libéral dans le rôle de Ponce Pilate.

L'étudiante devait porter la croix, symbole du poids de l'endettement. « Je voulais juste étudier ! » se lamentait-elle durant le trajet, parsemé de nombreux coups de fouet donnés par des légionnaires.

« L'histoire de Jésus parle d'un homme exclu, les étudiants se sentent aussi exclus par la transformation de 103 millions de bourses en prêts », a expliqué Michael Séguin, président de l'Association de théologie et sciences des religions à l'Université de Montréal.

À l'initiative de la FECQ et de la FEUQ, des centaines de croix noires avaient été plantées au square Berri pour symboliser le deuil vécu par les étudiants qui ont perdu leur bourse.

Les deux fédérations organisent un rassemblement au parc La Fontaine le 30 mars, pour souligner le premier anniversaire de la mutation des 103 millions.

Les membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) tiendront un congrès aujourd'hui à l'UQAM pour faire le point et établir de nouveaux plans d'action. Quelque 5000 étudiants ont pris part à leur manifestation, jeudi, devant l'assemblée nationale et dans les rues de Québec.

Avec la Presse Canadienne

La Presse, 26 mars 2005

Presse, 26 mars 2005, Hrmeur

AUGUSTIN ROY au sujet des revendications étudiantes

L'intérêt public doit primer l'égoïsme

L'auteur a été président du Collège des médecins durant une vingtaine d'années, jusqu'au milieu des années 90.

Il est difficile pour quelqu'un qui a vécu durant la grande dépression des années trente et qui se souvient des sacrifices que tout le monde s'imposait pour subsister, d'accepter les revendications, voire les exigences, de ceux qui veulent s'accrocher toujours plus aux mamelles de l'État.

Malgré l'état pitoyable des finances publiques, l'État est régulièrement assailli par de nouvelles demandes. Les dernières en liste viennent des étudiants. Comment ces futurs privilégiés de la société, qui auront généralement droit à des revenus plus élevés que la moyenne des contribuables, sont-ils devenus des extrémistes aussi radicaux ? Comment ces jeunes en santé, qui ont l'avenir devant eux, en sont-ils arrivés à commettre de pareils esclandres ?

Bien sûr, les valeurs de mon époque ne sont plus à la mode. L'abnégation, l'acceptation de son sort, l'esprit de sacrifice, l'entraide, le partage, l'espoir de jours meilleurs, la persévérance qui ouvre les portes, tout cela est devenu vieux jeu et dépassé pour une majorité.

Quels sont les modèles de référence des jeunes d'aujourd'hui ? Leurs parents, leurs professeurs et les élites politiques, sociales et économiques évidemment. J'ai travaillé avec les « bébés boomers », les générations X et Y. J'ai été témoin de l'évolution de leurs valeurs. La conscience professionnelle, l'humanisme, le dévouement et l'éthique du travail bien fait ont laissé place au dogme de la qualité de vie et au « carpe diem ». Heureusement, tous ne sont pas en cause. Pour beaucoup cependant les vacances, la maison bien meublée, l'automobile, le cellulaire, les belles sorties, en somme, la belle vie, sont devenus la priorité.

Insulte à l'intelligence

Voir des étudiants se comporter comme des voyous et rire de ceux qui les nourrissent heurte mes valeurs profondes. Passe encore pour l'ingratitude et le manque de connaissance et de respect envers ceux qui financent leurs études. Les jeunes d'aujourd'hui oublient que beaucoup de leurs aînés ont été pauvres, plus pauvres qu'ils ne le sont et que, malgré tout, ils ont passé à travers et réussi à force de travail et de sacrifices, avec une aide très minime de l'État.

Utiliser le spectre de la pauvreté comme on le fait actuellement est une insulte à l'intelligence. Les enfants gâtés, indisciplinés et déresponsabilisés, qui se croient tout permis, doivent cesser leurs ultimatums et retourner à leurs études. Leurs professeurs irresponsables et politiquement motivés doivent cesser leurs encouragements. Comme il le fait déjà, le gouvernement doit aider ceux qui sont réellement pauvres et qui veulent réussir pour sortir de la misère. Il doit « séparer le bon grain de l'ivraie », ce qui n'est pas une tâche facile. Il doit aussi procéder le plus tôt possible à une révision en profondeur de tous les programmes à gogo qui sont offerts dans les cégeps et les universités, nonobstant leur sacro-sainte autonomie. Après tout, ce sont les contribuables qui paient presque toute la note.

Augustin Roy

L'intérêt public doit avoir préséance sur l'égoïsme et la soif de pouvoir de quelques jeunes dirigés par quelques agitateurs professionnels. Les gens de bonne foi et de bonne volonté de chaque groupe doivent mettre fin à cette foire d'empoigne qui ne fera que des perdants.

La Presse, 26 mars 2005

LES GRANDS PORTRAITS FOURNIER-CHAREST

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

Étudiants en grève

Intransigeants, dites-vous?

JULIE BOUCHARD

JONATHAN PLAMONDON

Présidente et vice-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

Mercredi, la population étudiante du Québec soulignera un bien triste anniversaire. Cette date fatidique qu'est le 30 mars 2004 marque la mise en application d'un message clair: les études postsecondaires ne peuvent pas être accessibles à toutes les couches de la société. Cependant, ce message est-il celui d'un des multiples consensus sociaux établis ou bien celui d'un gouvernement nettement en marge de ce qu'est l'État québécois depuis une quarantaine d'années? Nous croyons que se poser la question, c'est y répondre.

À première vue, nous semblons nous époumoner et nous mobiliser massivement pour ce qui semble être extrêmement simple, pragmatique et disproportionné par rapport aux avancées sociales de la Révolution tranquille. Pourtant, derrière la somme de 103 millions de dollars, scandée maintes fois au cours de la dernière année, se dissimulent les préoccupations d'une génération entière. L'objet de toute cette cause déborde largement le cadre de la simple demande chiffrée. L'image concrète des 103 millions est portée par une volonté de se tailler une place équitable face aux autres générations.

Mondialisation et comparaison internationale

Plusieurs facteurs plausibles ont fait émerger ce soudain mouvement, mais un en particulier peut s'avérer être une esquisse d'explication du développement des événements. Nous sommes une génération qui grandit sous les concepts de mondialisation et de comparaison internationale. D'ailleurs, cette mondialisation et ces comparaisons exercent une pression sur notre bien collectif. Cela pousse notre génération à constamment justifier les consensus sociaux que nos parents nous ont légués, dont l'accessibilité financière des études postsecondaires. Le dossier des prêts et bourses est en fait une concrétisation des dommages du néolibéralisme, qui accentue les écarts entre les couches sociales et sur lequel notre génération peut avoir une influence directe. Donc, la volonté étudiante actuelle est le reflet juste du slogan «pensez globalement, agissez localement».

À la différence de 1968, c'est uniquement pour un maintien des acquis sociaux dont ont bénéficié les générations précédentes que la jeunesse se lève aujourd'hui. Ce fut une orientation politique de la société québécoise de privilégier l'éducation comme outil d'enrichissement collectif. Cette volonté s'est traduite, en misant sur l'accessibilité financière des études supérieures, par la création des cégeps et du réseau de l'Université du Québec mais également par l'instauration d'un système de prêts et bourses. Encore à ce jour, on constate, par l'étendue de l'appui des différents acteurs de la société civile autour de cet enjeu, que ce consensus demeure. Le gouvernement, avec des politiques contraires à toute notion de développement durable, impose un recul incompatible avec la volonté politique des citoyens du Québec d'assurer l'existence d'un système d'éducation accessible, d'où émanent des résultats concluants depuis plusieurs années.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Nous sommes une génération qui grandit sous les concepts de mondialisation et de comparaison internationale.

Aussi, le message envoyé par l'expression de la solidarité étudiante est la confirmation de l'irrévocable priorité pour une société de garder accessible le seul outil de mobilité sociale: l'accès aux études supérieures. L'aspect intergénérationnel interpelle les principaux acteurs en présence pour ce qui est de conserver une équité entre les personnes, réalité inaliénable face aux défis du choc démographique. Nous ne comprenons pas pourquoi ce gouvernement s'entête à nous retirer ces outils essentiels pour affronter l'avenir.

Détourner le débat

Le gouvernement dépense bien de l'énergie afin que le débat soit détourné des enjeux de fond, que ce soit en multipliant les déclarations sur la violence des manifestants ou en menaçant de démanteler le calendrier scolaire. L'objectif poursuivi par le gouvernement consiste à discréditer le bien-fondé de la lutte menée par les étudiants afin de la limiter à une demande égoïste de la part d'un groupe de pression qui ferait passer ses intérêts avant tout le reste. Il était prévisible qu'il agisse ainsi car, sur le fond de la question, le manque de perspective à long terme et la négligence des répercussions qui ont guidé cette décision ne sont justifiables d'aucune façon.

Alors qu'une génération prend la parole en défendant le système d'éducation québécois comme un havre de démocratisation de l'enseignement supérieur, c'est à coups de chiffres que le gouvernement répond à la validité des idées qui ne s'inscrivent pas dans le cadre nord-américain. Cette attitude jumelée à une année d'indifférence à l'endroit de la population étudiante a envenimé le problème, et celui-ci s'est cristallisé en une réplique jamais égalée auparavant. Dans un tel contexte, comment imaginer une réaction différente?

Cette réaction, que certains peuvent juger intransigeante, n'est que l'image de ce que nous sommes, de ce que nous voulons et du rôle que le mouvement étudiant joue au sein de la société. Ce rôle social consiste d'ailleurs à penser à l'avenir de notre collectivité. Donc, il est fondamentalement injustifiable et impossible de cautionner une réduction des bourses.

Globalement, notre génération vient de démontrer qu'elle n'est pas paralysée par le cynisme et l'apolitisme. Maintenant, donnons-nous les moyens collectifs de bâtir le Québec de demain à la mesure de l'ambition, de la créativité et de l'enthousiasme qui nous animent.

ACTUALITÉ

Le chemin de l'endettement étudiant

La Passion du Christ revue et corrigée par les étudiants en théologie de l'UdeM

MALORIE BEAUCHEMIN

En ce Vendredi saint, l'image était forte. La société québécoise pleurant la mort de l'accès au financement étudiant comme Marie pleurant Jésus au pied de la croix.

Dans une mise en scène au son d'une musique mortuaire, les étudiants en théologie et en sciences des religions de l'Université de Montréal, ainsi que ceux de la faculté des sciences religieuses de l'UQAM ont recréé, hier, un chemin de l'endettement étudiant à l'image du chemin de croix de Jésus, mais adapté aux revendications actuelles concernant les compressions de 103 millions en éducation.

«Nous voulons actualiser le message de Pâques à notre situation», soutient Lamphone Phonevitlay, qui personnifiait la société québécoise dans la mise en scène lourde de symboles. *«Qu'ont-ils fait à mes enfants, qu'ont-ils fait à mon avenir, qui pourra les remplacer, ils sont notre futur, pourquoi les traite-t-on ainsi?»*, a-t-il lancé solennellement au pied de la croix, où se faisait symboliquement crucifié l'accès au financement, sous les traits d'une jeune femme étudiante. *«Ce qu'on a voulu faire passer comme message, c'est que ces compressions-là touchent les plus pauvres. Ça n'a pas d'allure, qu'est-ce qui va arriver avec les générations futures?»*, a demandé Annie-Claudine Tremblay, responsable du comité de mobilisation de l'Association des étudiants en théologie et sciences des religions de l'Université de Montréal, qui personnifiait Jésus sur son chemin de croix. *«Je voulais seulement étudier»*, ont été ses dernières paroles sur la croix, avant que ses bourreaux l'emmènent, symboliquement toujours.

Etudiante en première année de maitrise en théologie pratique, Annie-Claudine Tremblay a plus de 20 000 $ de dettes à ce jour. *«Je n'aurais jamais pu étudier sans cela. Est-ce que c'est ça qu'on veut pour le Québec, une société où les pauvres ne peuvent pas étudier?»*, a-t-elle demandé.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

«Je voulais seulement étudier» ont été les dernières paroles d'Annie-Claudine Tremblay.

En référence aux 14 stations du chemin de croix biblique, la cinquantaine d'étudiants présents ont suivi Annie-Claudine Tremblay transportant sa croix dans les rues entourant l'Université de Montréal, arrêtant tour à tour pour la couronne d'épines, la flagellation, les traditionnelles chutes du Christ, jusqu'au crucifiement.

«C'est une réappropriation du symbole», a souligné la principale intéressée. Le président de l'Association des étudiants de théologie et sciences des religions de l'Université de Montréal, Michaël Séguin, a pour sa part souligné que la mise en scène était une occasion *«d'actualiser»* l'histoire de la Bible aux tensions actuelles dans l'éducation.

Temps de répit

Par ailleurs, des étudiants de la FECQ et de la FEUQ ont continué leurs actions hier dans plusieurs villes du Québec. À Montréal et dans la capitale nationale, quelques étudiants en grève ont planté symboliquement 103 petites croix, en référence aux compressions budgétaires de 103 millions. Une trentaine d'étudiants de la FECQ des cégeps de Rimouski et de Rivière-du-Loup prévoient une action symbolique demain, à Pâques, dans la petite ville de Saint-Pascal, a souligné l'attaché de presse de la fédération étudiante collégiale, Jonathan Plamondon. Du côté des membres de la FEUQ, les actions reprendront en début de semaine prochaine. *«On laisse un temps de répit aux gens, pour ensuite repartir de plus belle»*, a déclaré l'attachée de presse de la FEUQ, Catherine Bourgault.

D'autre part, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, s'accorde aussi un temps de répit, son ministère ayant annoncé une pause dans le dossier jusqu'à mardi. L'Assemblée nationale ne siégeant pas la semaine prochaine, il n'est pas impossible que le ministre Fournier se rende à Montréal pour tenter de dénouer la crise.

Une autre grève dans les cégeps

Le personnel de soutien et les professionnels des collèges affiliés à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) se sont prononcés majoritairement en faveur de la grève hier, dans le cadre d'assemblées générales. Le plan d'action adopté par les membres de la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC) et de la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES) prévoit deux journées de grève avant la mi-mai. Les employés souhaitent exprimer, par ce mandat de grève, leur mécontentement face à l'inertie du gouvernement dans le dossier de la négociation, a affirmé le communiqué de la CSQ.

Le Devoir
Avec la collaboration de Tommy Chouinard

Devoir, 26 et 27 mars 2005, Perspectives

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Plus de 180 000 étudiants du collégial et de l'université ont déserté les salles de cours et multiplient les coups d'éclat aux quatre coins de la province. La vague — du jamais vu depuis la célèbre grève de l'automne 1968 à l'UQAM — passera à l'histoire, mais cela ne signifie pas que les étudiants en sortiront gagnants pour autant, car l'opinion publique peut changer de direction sans préavis.

Le Devoir, 26 et 27 mars 2005, Perspectives

Grève étudiante

Pour sortir de l'impasse : le dialogue

Le gouvernement Charest et les étudiants devront revenir aux bases oubliées de la négociation

BRIAN MYLES

Dialogue: entretien entre deux personnes. Si la définition est simple, son application n'en est pas moins complexe pour le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, et les leaders du mouvement étudiant. Pour sortir de l'impasse, ils devront mettre un terme à leur joute oratoire par médias interposés et se parler derrière des portes closes, estiment des experts consultés par *Le Devoir*.

Les deux clans n'auraient jamais dû tomber dans le piège de la négociation sur la place publique

Entre un ministre qui demande aux étudiants de mettre de l'eau dans leur vin et des jeunes qui ne veulent rien entendre en deçà du retour intégral des 103 millions de dollars en bourses, il est difficile d'imaginer comment le conflit du printemps 2005 atteindra son dénouement.

Quatre spécialistes de la négociation, le syndicaliste Fernand Daoust, le professeur en relations du travail Michel Grant, l'avocat patronal Philippe Vachon et l'avocat syndical Clément Groleau ont exprimé des vues divergentes sur la question mais se rejoignent tous sur un même point. Ainsi, les deux clans n'auraient jamais dû tomber dans le piège de la négociation sur la place publique. *«Il ne faut pas que l'un ou l'autre des belligérants mette des conditions sur la place publique et se fige dans des revendications qui rendent toute possibilité de rencontre extrêmement difficile. La négociation sur la place publique, ça ne peut pas marcher.* [...] *Tout le monde se peinture dans le coin»*, estime Fernand Daoust, conseiller spécial au Fonds de solidarité de la FTQ.

Même son de cloche de la part de Philippe Vachon, avocat spécialisé en droit du travail au cabinet Borden, Ladner, Gervais. *«Il n'y a jamais eu de négociation, pas même de discussion. Ils se sont tapés sur la tête dans les médias»*, lance-t-il.

Me Vachon ne peut s'empêcher de sursauter lorsqu'il voit les pages de publicité achetées par le gouvernement pour rappeler que le Québec s'est doté du régime de prêts et bourses le plus généreux au pays. *«Ce n'est pas en annonçant sa position dans les médias qu'on négocie*, affirme-t-il. *On négocie derrière des portes closes.»*

Les sorties médiatiques des étudiants, moins rompus au jeu de la négociation, peuvent être mises sur le compte de l'inexpérience. Cette excuse, le ministre Fournier, entouré de conseillers chevronnés, ne peut cependant pas s'en prévaloir. Me Vachon, un avocat patronal, aurait voulu conseiller le gouvernement dès le départ de ce conflit qui s'est *«drôlement envenimé»*.

Lorsque l'ex-ministre de l'Éducation, Pierre Reid, avait annoncé la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts pour les étudiants, la décision semblait finale et sans appel. Par leur capacité à se mobiliser et à occuper l'espace public, les étudiants ont réussi à faire plier le gouvernement Charest à deux reprises: d'abord en le forçant à ouvrir une négociation sur les fameux 103 millions de dollars, ensuite en amenant le ministre Fournier à réinjecter 22,5 millions dans le programme de bourses et 19 millions en remise de dettes.

En formulant une proposition finale pour se dire ouvert à la discussion quelques jours plus tard, le ministre Fournier a miné sa propre crédibilité, une valeur essentielle en négociation, estime Me Vachon. Résultat? Les étudiants ont *«le gros bout du bâton»*. Ils sentent bien que l'opinion publique s'est rangée derrière eux. Ils comprennent toute l'insatisfaction de la population à l'endroit du gouvernement Charest, de même que sa précarité en raison de ses nombreuses volte-face. *«Le gouvernement devra encore reculer à mon avis, à cause de la pression des étudiants qui s'accentue»*, estime Me Vachon.

Mais comme l'a fort indiqué Henri Massé, le président de la FTQ, les étudiants devront *«faire des compromis»* parce que le gouvernement n'acceptera pas de *«perdre la face»* sur toute la ligne. Certains étudiants ont perçu ce commentaire comme une invitation à régler à rabais, mais il n'en est rien.

Pour un gouvernement qui est revenu sur plusieurs de ses décisions, notamment l'emplacement du CHUM, le financement des écoles privées juives, la diminution des impôts et la construction de la centrale thermique du Suroît, rendre les 103 millions aux étudiants serait impensable. Il en va presque de sa légitimité politique. *«C'est plus qu'une question financière pour le gouvernement. Il y a la question de ne pas perdre la face, d'être le gouvernement qui réussit à s'imposer. Ça devient politique»*, estime Clément Groleau, un avocat spécialisé en droit du travail et porte-parole des syndiqués de la Société des alcools du Québec lors de leur récent conflit.

«Les 103 millions, il faut les oublier. Les étudiants peuvent obtenir quelque chose de mieux que la dernière offre du ministre. [...] *Mais il faut qu'ils fournissent quelque chose, une contre-proposition qui permettrait au gouvernement de bouger»*, renchérit Michel Grant, professeur en relations du travail à l'UQAM.

Et si le vent tourne?

Plus de 180 000 étudiants du collégial et de l'université ont déserté les salles de cours et multiplient les coups d'éclat aux quatre coins de la province, bloquant des ponts, criant leur rage devant l'Assemblée nationale, occupant des édifices gouvernementaux. La vague — du jamais vu depuis la célèbre grève de l'automne 1968 à l'UQAM — passera à l'histoire. Ce qui ne signifie pas que les étudiants en sortiront gagnants pour autant.

L'opinion publique, aussi intangible que le vent, peut changer de direction sans préavis. *«La population en général ne tolère pas le vandalisme. Ça n'a jamais donné de résultats, ça peut même nuire»*, affirme Clément Groleau. S'il fallait que des factions du mouvement étudiant s'enferment dans la logique de l'affrontement, le capital de sympathie pourrait fondre comme neige au printemps. *«L'opinion publique est favorable aux étudiants, mais une opinion favorable, ça dure un moment et ça s'effiloche. Elle va vouloir un règlement»*, confirme Fernand Daoust.

Selon Michel Grant, le mouvement a atteint un sommet dans son rapport de force avec le gouvernement lors de la manifestation monstre du 16 mars dernier, réunissant environ 80 000 personnes. *«Le meilleur moment pour négocier, c'est quand tu es au sommet de ton rapport de force, pas quand il commence à baisser. Si les étudiants démontrent qu'ils ne veulent pas discuter et si, en plus, ils appuient leurs actions par des débordements, les gens vont trouver ça moins sympathique»*, estime-t-il.

Clément Groleau comprend pour sa part l'entêtement des leaders étudiants à ne pas formuler cette contre-proposition tant réclamée par le ministre Fournier. *«Ils sont là pour récupérer ce qu'on leur a enlevé et on leur demande de négocier pour en perdre moins»*, dit-il. L'incompréhension entre les deux parties est si grande que Me Groleau se demande bien quelle contre-offre pourrait satisfaire le ministre Fournier.

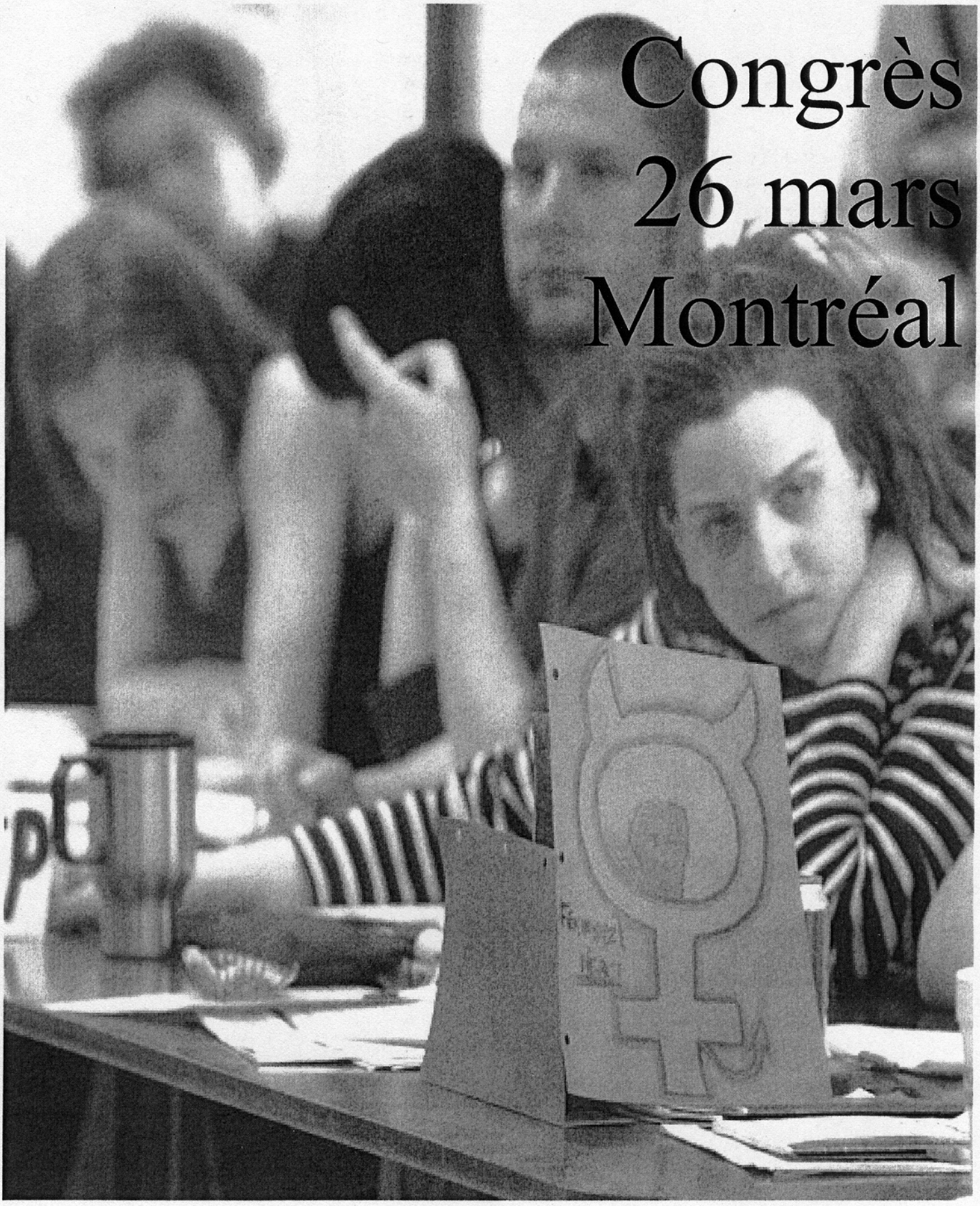
Devant des parties braquées sur leurs positions respectives, Fernand Daoust se demande si la nomination d'un conciliateur ne faciliterait pas la reprise d'un nécessaire dialogue. *«Ça prendrait une forme d'intervention extérieure de poids, prestigieuse, ou des appels pour qu'il y ait une rencontre. Ça ne peut pas durer»*, dit-il.

Les enjeux de la grève débordent la question des 103 millions, observe M. Daoust, qui compte un demi-siècle d'expertise dans le milieu syndical. Le conflit témoigne d'une *«grande prise de conscience»* de toute la société au sujet du financement de l'éducation. Et peu importe l'issue de la grève, il faudra tenir ce nécessaire *«débat de fond»*, estime-t-il. Les étudiants et le ministre sont condamnés à se reparler. Reste à savoir qui brisera le silence le premier... et à quel prix.

Le Devoir

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En formulant une proposition finale pour se dire ensuite ouvert à la discussion, le ministre Jean-Marc Fournier a miné sa propre crédibilité, estime un expert en négociation.


Congrès
26 mars
Montréal

Résumé des mandats

Congrès de la Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ)
Le 26 mars 2005 à l'Université du Québec à Montréal

Note : Pour assurer la diffusion intégrale des décisions qui ont été prises lors du Congrès, le résumé des mandats est le compte rendu exact des propositions adoptées lors de celui-ci. Chaque décision est ici présentée selon l'ordre du jour adopté lors du Congrès de la CASSÉÉ.

1.5 Droits de vote

1. D'entériner le droit de vote de l'Association générale étudiante du Cégep François-Xavier Garneau (AGECFXG).

2. D'entériner le droit de vote de l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield (AGECoV).

3. D'entériner le droit de vote de l'Association étudiante de géographie de l'Université de Montréal (AÉGUM). Le vote sera partagé avec les associations suivantes : Association étudiante d'histoire de l'Université de Montréal (AÉHUM), Association étudiante des cycles supérieurs d'anthropologie de l'Université de Montréal (AECSAUM) et, Association étudiante de lettres et sciences humaines de l'Université de Montréal (AÉLSHUM).

3.0 État de la situation

3.1 Position du gouvernement

1. Que la CASSÉÉ se positionne vigoureusement contre les dernières offres du ministre Fournier.

2. Que la CASSÉÉ dénonce la courte vue du cadre budgétaire « immuable » du gouvernement Charest et refuse de s'y soumettre lors de l'élaboration de contre-offres s'il y a lieu.

4.0 Finances

1. Considérant que des états financiers complets ne pourront être présentés dès la fin de la grève, que la CASSÉÉ s'engage à tenir un Congrès afin de finaliser les états financiers de celle-ci.

5.0 Prise de position

1. Que la CASSÉÉ interpelle les assemblées générales des associations étudiantes et les mouvements sociaux à prendre position pour la démission du gouvernement libéral.

2. Que la CASSÉÉ affirme que la solution permettant de répondre à ses revendications réside dans l'élimination de l'évasion fiscale et dans une refonte de la fiscalité québécoise instaurant un système d'imposition réellement progressif et augmentant les taux réels d'imposition aux entreprises.

6.0 Plan d'action

6.1 Actions

1. Que la thématique de la semaine à venir soit : « Les droits sociaux : non négociables! Perturbons l'ordre social! » En ce sens, que nos actions soient l'occasion de démontrer notre solidarité avec tous les mouvements sociaux, notamment avec les assisté-e-s sociaux qui subissent en ce moment une coupure de 150 millions. De plus qu'elle soit l'occasion de rappeler la vision de l'éducation proposée par le CASSÉÉ.

2. Que des manifestations régionales aient lieu vendredi le 1er avril à Montréal. Que la CASSÉÉ fasse une mobilisation pour une manifestation nationale le 14 avril.

3. Que se tienne une action en solidarité avec les personnes assistées sociales organisée en collaboration avec l'Association pour la Défense des Droits Sociaux - Montréal Métropolitain (ADDS-MM), jeudi le 31 mars.

Résumé des mandats

Congrès de la Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ)
Les 26 et 27 février 2005 au Cégep Limoilou, campus Québec

Note : Pour assurer la diffusion intégrale des décisions qui ont été prises lors du Congrès, le résumé des mandats est le compte rendu exact des propositions adoptées lors de celui-ci. Chaque décision est ici présentée selon l'ordre du jour adopté lors du Congrès de la CASSÉÉ.

1.4 Droit de vote

1. Avis d'appui massif à l'Association étudiante du Cégep de Gaspésie, campus Îles-de-la-Madeleine.

2. De confirmer le droit de vote à l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM), l'Association Facultaire Étudiante de Lettres Langues et Communications-UQÀM (AFELLC-UQÀM) et Association Étudiante d'Anthropologie de l'Université de Montréal (AÉAUM).

3. Que l'Association Étudiante d'Histoire de l'Université de Montréal (AÉHUM) soit jugée apte à partager leur droit de vote selon leur réalité locale.

3.0 Coordination de la grève et fonctionnement de la Coalition

1. Que soit formé par la Coalition de grève les Comités suivants :

- Comité médias : Le Comité médias est composé de quatre personnes, paritaires membres et non-membres de l'ASSÉ, hommes et femmes, qui ont pour fonction de représenter la Coalition auprès des médias, de s'assurer que la grève ait une bonne couverture médiatique et de faire des entrevues.
- Comité négociations : Le Comité négociations est composé de quatre personnes, paritaires membres et non-membres de l'ASSÉ, hommes et femmes, qui ont pour fonction de représenter la Coalition auprès du gouvernement lorsque celui-ci

désirera s'entretenir avec la Coalition des associations en grève. En aucun cas ce Comité peut officiellement accepter une offre du gouvernement sans que celle-ci soit préalablement approuvée par les assemblées générales des membres de la Coalition.

- Comité de coordination : Coordonne l'ensemble des Comités de l'ASSÉ et *ad hoc*, gère le fonds de grève de la Coalition, convoque les instances de celle-ci, les prépare et y amène des propositions. Le Comité est constitué du Conseil exécutif et d'autant de non-membres.

Que ces Comités soient formés d'un ou une membre du Conseil exécutif de l'ASSÉ élu-e par ses membres afin d'assurer une continuité dans le travail déjà amorcé par celui-ci pour la grève.

Qu'en tout temps, ces Comités de la Coalition ne puissent prendre des décisions allant à l'encontre des décisions de la Coalition ainsi que des Statuts et règlements de l'ASSÉ.

Que ces comités soient redevables devant la Coalition.

2. Comité du maintien et de l'élargissement de la grève : Le Comité est composé de 6 personnes, paritaires membres et non-membres de l'ASSÉ, hommes et femmes, qui a pour fonction d'organiser des tournées d'associations étudiantes du Québec, des tournées téléphoniques et de favoriser et d'entretenir des liens avec les syndicats, les milieux communautaires et la population en général.

Que ce Comité soit formé d'un ou une membre du Conseil exécutif de l'ASSÉ élu-e par ses membres afin d'assurer une continuité dans le travail déjà amorcé par celui-ci pour la grève.

Qu'en tout temps, ce comité de la Coalition ne puisse prendre des décisions allant à l'encontre des décisions de la coalition ainsi que des Statuts et règlements de l'ASSÉ.

Que ce comité soit redevable devant la Coalition.

3. Attendu que, au cours de la présente campagne de grève, le mouvement étudiant se doit à tout prix d'éviter la béatitude face au comportement de la FECQ et de la FEUQ,

béatitude qui a plus d'une fois laissée place à la récupération des mobilisations étudiantes;

Attendu que la prétention à la représentativité du mouvement de grève ne peut et ne doit exister sans que cette représentativité soit octroyée démocratiquement par les assemblées générales des différentes associations en grève travaillant en Coalition;

Seul un comité de négociation redevable devant l'ensemble des assemblées générales des associations étudiantes de la CASSÉÉ ait la légitimité d'aller négocier avec le gouvernement. De plus, advenant le cas où un Comité de négociation n'appliquant pas ce principe aille négocier avec le gouvernement, la CASSÉÉ devra appeler à la tenue d'un Congrès et d'assemblées générales locales le plus rapidement possible afin de réitérer ce principe et de réaffirmer la volonté de poursuivre la grève tant qu'une négociation démocratique n'aura pas lieu. La CASSÉÉ devra alors émettre un communiqué expliquant sa démarche et chaque association étudiante devra être encouragée à faire de même.

4. Proposition pour une équipe de communication nationale de la CASSÉÉ :
- Que le comité médias de la CASSÉÉ soit assisté par l'équipe des étudiants et étudiantes en communication de l'UQÀM.

- Que l'équipe de communication de l'UQÀM fournisse un-e attaché-e de presse à chaque porte-parole de la CASSÉÉ.

- Que la salle de presse de l'UQÀM devienne le quartier général des relations médias de la CASSÉÉ.

- Que l'équipe de communication de l'UQÀM réponde directement des Comités de coordination et médias de la CASSÉÉ en ce qui a trait au contenu et à la stratégie médiatique du mouvement de grève.

- Que l'équipe de communications mette sur pied une section médias sur le site de la CASSÉÉ destinée aux journalistes et au grand public pour la vulgarisation et l'explication des enjeux du mouvement de grève, sur lequel on trouve des communiqués, des études et divers documents qui appuient nos revendications.

5. D'utiliser le nom « Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ) ».

6. Que les associations étudiantes membres de la CASSÉÉ et ayant été en grève générale illimitée pendant au moins dix jours ouvrables mais ne l'étant plus à un moment donné conserve leur droit de vote à la CASSÉÉ jusqu'à ce que prenne fin la grève au niveau national.

4.0 Finances

1. Que les dépenses suivantes (voir Livre des comptes CASSÉÉ), effectuées par l'ASSÉ dans le cadre de la grève, soient remboursées par la CASSÉÉ.

Note : Pour obtenir le détail des dépenses contenues dans le Livre des comptes de la CASSÉÉ, veuillez nous contacter.

2. Qu'à partir de maintenant et jusqu'à nouvel ordre, la CASSÉÉ se charge des dépenses suivantes : médias (CNW Telbec), tournées (18,00 $ par jour par personne pour la nourriture), actions, matériel d'information, instances (10,00 $ par personne par instance pour la nourriture), communication et, 15 heures par semaine de plus pour le salaire de la permanence à raison de 15,00 $ de l'heure.

3. Que l'*Ultimatum express* de déclenchement de grève (2 500 copies) et l'*Ultimatum express femmes* (500 copies) soient des dépenses admises à titre de matériel d'information.

4. Que les autobus en provenance des régions où se trouvent des membres de la CASSÉÉ soient financés à même le fonds de grève pour les manifestations nationales.

5. Que les finances de la CASSÉÉ soient comptabilisées séparément de celles de l'ASSÉ mais qu'on utilise le même compte bancaire.

5.0 Revendications

1. La Coalition exige du gouvernement :

- Qu'il abolisse rétroactivement la dernière réforme de l'Aide Financière aux Études et retire la coupure de 103 millions;
- Qu'il reconnaisse l'autonomie des étudiantes et étudiants dès le départ du domicile familial;
- Que le gouvernement révise le système d'Aide Financière aux Études et bonifie le montant en bourse accordé aux familles monoparentales;
- Qu'il renonce au Remboursement Proportionnel au Revenu (RPR);
- Que la politique sur les frais de scolarité des étudiantes internationales et étudiants internationaux soit rigoureusement appliquée; et qu'en ce sens, soient condamnées les hausses unilatérales perpétrées par les universités McGill et Concordia.

De plus, considérant que le réseau collégial est lui aussi grandement menacé par les projets de décentralisation du gouvernement libéral, la Coalition revendique du gouvernement :

- Qu'il renonce à tout projet de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial afin d'en garantir l'accessibilité et la qualité.

Ces revendications s'inscrivent dans la perspective d'obtenir une éducation gratuite et de qualité ainsi qu'un régime d'Aide Financière aux Études qui éliminerait l'endettement étudiant par la conversion des prêts en bourses et qui garantirait un niveau de vie au-dessus du seuil de la pauvreté à tous les étudiants et toutes les étudiantes, y compris les étudiantes internationales et étudiants internationaux.

La Coalition se positionne contre le fait que les présentes revendications soient satisfaites au prix d'un dégel des frais de scolarité et de toute autre coupure dans les programmes sociaux.

Le Congrès invite les associations étudiantes à adopter en assemblée générale cette proposition.

2. Que le Comité de négociations soit chargé de la production d'un document de réflexion sur la plate-forme de la CASSÉÉ.

3. Que l'argumentaire sur l'évasion fiscale soit mis de l'avant comme solution possible au sous-financement de l'éducation.

6.0 Plan d'action

6.1 Grève

1. Attendu que l'escalade des moyens de pression a eu lieu;

Attendu que le gouvernement est actuellement dans une situation instable;

Attendu qu'il faut exercer une forte pression sur le gouvernement dès maintenant afin qu'il s'engage à répondre à nos revendications avant le budget et que cet engagement se concrétise à travers ce même budget;

Attendu que plus de 40 000 étudiantes et étudiants répartie-e-s dans plus de 20 associations étudiantes ont déjà déclenché la grève;

Que la CASSÉÉ appelle l'ensemble des associations étudiantes du Québec à joindre le mouvement de grève le plus rapidement possible afin de défendre ses revendications et la démocratie directe;

En ce sens, que toutes les associations étudiantes soient encouragées à contacter les associations de leur région afin de les encourager à joindre le mouvement de grève. Qu'un communiqué soit publié afin d'appeler l'ensemble des associations étudiantes du Québec à se joindre au mouvement de grève lancé par la CASSÉÉ.

2. Que le Comité de négociations de la CASSÉÉ soit mandaté de contacter le ministre de l'Éducation afin d'obtenir une rencontre le plus rapidement possible.

3. 7 mars : Bidonville à Québec
9 mars : Journée nationale d'actions régionales
12 mars : Manifestation à Montréal
13 mars : Congrès de la CASSÉÉ au Cégep du Vieux-Montréal

14 mars : Journée nationale d'occupation
D'inviter les associations étudiantes à tenir des nuits de création.

4. Que le carré rouge devienne le symbole officiel d'appui au mouvement étudiant signifiant que les étudiant-e-s « sont dans le rouge » et que les associations étudiantes en fasse la promotion auprès de leurs membres et de la population en général pour que nous portions sur nous et que nous l'affichions dans nos fenêtres avec la possibilité d'y afficher des messages spécifiques.

5. Qu'il y ait un rassemblement national d'organiser au moment et dans la ville où il y aura la 1ière réunion entre le Comité de négociations et le gouvernement.

6. Qu'un macaron « J'appuie le droit à l'éducation » soit produit afin d'être distribué à la population en général.

7. Que la manifestation du 3 mars à Sherbrooke ait lieu à 14h.

8. Considérant que la CASSÉÉ veut soutenir la participation venant de toutes les régions;
Considérant que les moyens de la Coalition sont, sommes toutes, limités;
Que la Coalition aide à défrayer les frais de transport pour les gens des Îles-de-la-Madeleine pour la manifestation du 12 mars et le Congrès du 13 mars.

6.2 Femmes

1. Que les associations étudiantes en grève soient encouragées à former un espace non-mixte de discussion lors de la grève.

2. Qu'une action nationale pour la journée du 8 mars soit organisée par le Comité femmes de l'ASSÉ, adjoint de collaborateurs et collaboratrices, et assisté des Comités de la CASSÉÉ. Que cette action se fasse solidairement avec les autres mouvements de femmes ou qu'elle soit l'occasion d'amener des revendications étudiantes féministes dans le cas où l'action se ferait en commun avec eux.

3. Que le point « femmes » soit au début de chaque instance de la CASSÉÉ.

4. Que le point « femmes » soit au début de chaque instance de la ASSÉ.

5. Dans le cadre de la grève, que des garderies soient mises sur place localement si besoin s'en fait sentir. Que les associations étudiantes soient fortement invitées à tenir des débats et ateliers sur le féminisme, les rapports sociaux de sexe et le patriarcat.

7.0 Élections

1. Comités de l'ASSÉ

Comité femmes

Geneviève Gariépy, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Comité journal

David Murray, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Pierre-Luc Junet, membre de l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM).

2. Comités de la Coalition

Comité médias

Éric Martin, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Xavier Lafrance, membre de l'Association Étudiante du Module de Science Politique de l'Université du Québec à Montréal (AEMSP-UQÀM).

Isabelle Monette, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Chanel Boucher, membre du Regroupement des Étudiantes et Étudiants de Sociologie de l'Université de Montréal (RÉÉSUM).

Comité négociations

Marc Joncas, membre de l'Association Étudiante d'Anthropologie de l'Université de Montréal (AÉAUM).

Ève Léger, membre de l'Association Étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL).

Jérôme Charaoui, membre de l'Association Étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL).

Comité de coordination

Anne-Marie Gallant, membre de l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM).

Joël Nadeau, membre de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM).

Marie-Pier Lévesque, membre de l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM).

3. De suspendre les critères d'éligibilité pour le Comité du maintien et de l'élargissement de la grève.

Comité du maintien et de l'élargissement de la grève

Louis-David Lalancette, membre de l'Association Étudiante d'Histoire de l'Université de Montréal (AÉHHUM).

Jean-Philippe Thuot, membre de l'Association Étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL).

Martine Baudouy, membre de l'Association Étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL).

Philippe Gauvin, membre de l'Association Facultaire Étudiante de Sciences Humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM).

Julie Lachance, membre de l'Association Facultaire Étudiante de Sciences Humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM).

8.0 Matériel d'information

1. Que soit adopté la deuxième proposition de logo pour la CASSÉÉ.

Note : Le logo de la CASSÉÉ sera diffusé sous peu.

2. Que soit produit du matériel d'information sur l'évasion fiscale accessible à tous et toutes.

3. Qu'il y ait du matériel d'information sur la gratuité scolaire et sur une déconstruction de l'AFÉ. Qu'il y ait un suivi systématique de la FECQ-FEUQ.

4. Que l'équipe Internet de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communications de l'Université du Québec à Montréal (AFELLC-UQÀM) collabore au site Internet de l'ASSÉ.

Journal de Montréal, 27 mars, p 8 et 12

Michel Chartrand apporte son soutien aux étudiants de la CASSEE

(PC) — L'ancien syndicaliste Michel Chartrand a apporté son soutien hier au mouvement de grève étudiant, a indiqué Radio-Canada.

Le doyen du syndicalisme québécois a participé au congrès à Montréal de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale élargie (CASSEE), un des regroupements qui chapeautent les milliers d'étudiants universitaires et du collégial en grève.

M. Chartrand a rappelé l'enjeu crucial de l'accessibilité aux études post-secondaires. «Si c'est important d'étudier dans le monde moderne, c'est important que tout le monde puisse étudier», a-t-il lancé.

Michel Chartrand

Caution

L'homme de 89 ans a cautionné la stratégie de la CASSEE, reconnue comme étant moins ouverte aux compromis avec le ministre de l'Education Jean-Marc Fournier, concernant la récupération des 103 millions $ de bourses convertis en prêts.

«Faut faire ce que vous faites quand on pense qu'on est dans son droit», a déclaré l'homme de 89 ans.

«C'est un point important dans l'histoire du Québec et dans l'histoire des étudiants du Québec», a-t-il ajouté sous les acclamations des délégués.

Le syndicaliste à la retraite a aussi fait la promotion de la gratuité de l'éducation, y compris à l'université. Il a par ailleurs dénoncé la position du ministre de l'Education en la qualifiant de «vol».

Les étudiants attendent une autre offre de Fournier

(PC) — Même si les probabilités sont minces en ce long week-end de congé, les dirigeants des étudiants en grève se disent prêts à rencontrer le ministre de l'Education, Jean-Marc Fournier, si celui-ci avait une nouvelle proposition à leur formuler pour dénouer la crise.

Selon le président de la Fédération étudiante universitaire, Pier-André Bouchard, c'est au ministre Fournier de faire les prochains pas, lui qui a rejeté la dernière proposition des étudiants. M. Bouchard souligne que les étudiants ont démontré qu'ils pouvaient faire des compromis, ce qui n'a pas été le cas du gouvernement.

De son coté, la présidente de la Fédération des étudiants du collégial, Julie Bouchard, prévient que les étudiants ne dérogeront pas de leur position, relativement au retour en bourses des 103 millions $ transformés en prêts.

La mémoire d'un cégépien

STÉPHANE LAPORTE
CHRONIQUE
COLLABORATION SPÉCIALE

Midi. L'amphithéâtre est bondé. Tous les étudiants du cégep Marguerite-Bourgeoys sont là. On a mangé à toute vitesse et on s'est précipité ici. L'association étudiante a convoqué une réunion d'urgence. Un mouvement de grève s'est déclenché dans tous les cégeps de la province pour protester contre la hausse des droits de scolarité. Et on doit décider si on se joint aux autres ou pas.

On est tout excités. Enfin de l'action ! Normalement, dans nos assemblées générales, on débat du fait qu'il y a trop de disco aux danses du vendredi soir. Cette fois, on a une vraie cause. L'accessibilité des études. C'est Mai 68, 10 ans plus tard ! Le pouvoir aux étudiants ! Vive la révolution !

J'en mets un peu. Après tout, on est un cégep de snobs. Situé sur le boulevard Westmount. On n'est pas au Vieux-Montréal. Il n'y a pas beaucoup de Che Guevara dans la *gang*. C'est plus des fils et des filles à papa. C'est plein d'autos dans le stationnement. Mais, même les *nerds* ont le droit de rêver qu'ils peuvent changer le monde.

Oh ! Il y a une place libre à côté de Chantale Brunet. J'y vais. J'y cours. Chantale Brunet, c'est mon fantasme absolu. Comprenez-moi, j'ai passé cinq ans au Collège de Montréal. Cinq ans avec seulement des gars. Et, à mon arrivée au cégep, elle fut ma première vision. Quand je suis arrivé devant l'école, elle était étendue sur la pelouse et lisait un livre. La foudre m'a frappé. Tellement fort que, huit mois plus tard, je ne suis pas encore capable de lui dire un mot. Mais je suis capable de m'asseoir à côté d'elle. Elle me sourit. J'essaie de ne pas m'évanouir.

Le président de notre conseil étudiant, Jean Laporte, nous souhaite la bienvenue. L'heure est grave. Il nous faut voter pour ou contre la grève. Et pour nous expliquer les tenants et les aboutissants de ce dossier complexe, le président cède la parole au vice-président du conseil étudiant, Jean-Marc Fournier.

Oui, Jean-Marc Fournier ! LE Jean-Marc Fournier ! Celui qu'on voit à la télé ! Le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier était le vice-président du conseil étudiant de mon cégep. Le monde est petit. Et ambitieux.

Il était exactement comme il est aujourd'hui. L'oeil intelligent, le cheveux fourni, le nez un peu en l'air. Il parlait bien. Sociable, poli et gentil. Vraiment.

Il était toujours assis au centre de la cafétéria. Ce qui en dit long. Car c'est très important, la place qu'on occupe dans la cafétéria. C'est ce qui définit le cégépien. À droite, c'était le clan des filles de bonne famille, des filles de Villa Maria entourées de leurs petits prétendants un peu téteux. À gauche, il y avait les gratteux de guitare, les granos, les fumeux de *pot*, les hippies. Au centre, c'était la bande des gars « gars ». Des vrais hommes. Des forts en gueule. Qui buvaient de la bière, jouaient aux cartes et dégageaient de la testostérone. Les futurs avocats, les futurs présidents d'agences de pub. Entourés de leurs soupirantes *cheerleaders*.

Moi, je me promenais entre la droite et la gauche. Mes *chums de gars* étaient à gauche. Mais Chantale Brunet s'assoyait à droite. J'étais un hippie téteux !

Silence total dans l'amphithéâtre. Le grand orateur Jean-Marc Fournier va nous expliquer la position du conseil étudiant face à la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement péquiste.

Vous vous mourez de savoir ce qu'a bien pu dire le jeune Jean-Marc Fournier lorsqu'il était de l'autre côté de la clôture, de l'autre côté du barrage policier...

Je ne m'en souviens plus. P'us pantoute. J'ai honte. Ça fait un mois que j'essaie de m'en souvenir en sachant que ça ferait une superbe chronique. Imaginez, j'ai eu la chance d'avoir Jean-Marc Fournier comme représentant étudiant. Comme ce serait savoureux de le confronter aux propos qu'il a tenus durant sa folle jeunesse, au temps de ses nobles idéaux ! Je ne me souviens de rien. Pas un mot de ce qu'il a dit.

Il n'aurait pas fallu que je sois assis à côté de Chantale Brunet. Je me souviens seulement de son parfum. Il sentait bon. Il sentait le lilas. C'est tout ce que je peux vous dire : pendant que Jean-Marc Fournier se prononçait sur la grève étudiante, Chantale Brunet sentait le lilas. Traitez-moi d'étudiant désintéressé, désengagé, si vous voulez. Mais j'étais juste un gars en train de découvrir l'amour. C'est d'ailleurs la seule chose que j'ai apprise au cégep : l'amour. Et c'est la plus importante. Tout ce qu'on fait au cégep, on le fait par amour. Même la grève. Combien de manifestants tiennent tête aux policiers dans l'espoir de séduire la belle châtaine qui sent le muguet ?

C'est bien beau, l'amour, mais ce serait quand même bien de savoir ce que le Jean-Marc ado a dit. Je vais appeler Stéphane L'Écuyer. Si quelqu'un peut se souvenir de ce qui s'est passé durant cette assemblée, ça ne peut être que lui. Il a une mémoire phénoménale et c'était le grand *chum* de Fournier. C'est un peu gênant. Ça fait au moins 20 ans que je ne l'ai pas appelé. Mais il faut ce qu'il faut. J'attrape les pages blanches :

— Allô, Stéphane ? C'est Stéphane Laporte. Ça va bien ?

— Ça va très bien ! Toi ?

— Numéro 1. Je m'excuse de te déranger, mais j'ai besoin de ton aide pour une de mes chroniques. Tu te rappelles que Jean-Marc Fournier était le vice-président de notre association étudiante à Marguerite-Bourgeoys ?

— Bien sûr !

— Te souviens-tu de son discours lors du vote sur la grève ?

— ...

Il ne s'en souvient pas. Il était assis de l'autre côté de Chantale Brunet.

COURRIEL
Pour joindre notre collaborateur : stephane@stephanelaporte.com

Chartrand donne son appui à la CASSEE

CAROLINE TOUZIN

Le syndicaliste Michel Chartrand est venu apporter son appui aux membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) réunis en congrès, hier, à Montréal. Devant quelque 70 représentants étudiants gonflés à bloc, le militant d'expérience a fait un discours en faveur de la gratuité scolaire. Il a rappelé l'enjeu crucial de l'accessibilité des études postsecondaires. « Si c'est important d'étudier dans le monde moderne, c'est important que tout le monde puisse étudier », a-t-il lancé. L'homme de 89 ans a cautionné la stratégie de la CASSEE, reconnue comme étant moins ouverte aux compromis avec le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. « Il faut faire ce que vous faites quand on pense qu'on est dans son droit », a-t-il déclaré concernant la récupération des 103 millions de bourses convertis en prêts. À la fin du congrès, la CASSEE a promis d'augmenter encore la pression sur le gouvernement de Jean Charest pour qu'il abolisse la réforme de l'aide financière aux études. « On va multiplier les actions de perturbation économique comme celles de la semaine dernière », a dit son porte-parole, Xavier Lafrance. Le mouvement compte s'attaquer à l'évasion fiscale. Le thème de la semaine sera : « Les droits sociaux : non négociables ; perturbons l'ordre social ! »

La CASSEE prévoit en outre une journée d'action régionale le 1er avril et une manifestation nationale le 14.

La CASSEE représente environ 50 000 des 180 000 étudiants en grève actuellement. L'organisation, considérée comme « violente » par le ministre de l'Éducation est exclue de la table de négociation.

la Presse, 27 mars, p. A7 ...

Photo DONALD COURCHESNE

LE CARRÉ ROUGE est devenu le symbole de la solidarité avec la grève étudiante.

Le carré rouge des étudiants en grève fait son petit bonhomme de chemin

Les étudiants en grève ont beau se faire plus discrets en temps de Pâques, ils réussissent à se faire voir grâce aux carrés rouges épinglés à la boutonnière de plusieurs personnes. Mais que signifie ce symbole ?

AUDREY TREMBLAY

«Carrément dans le rouge», répond Xavier Lafrance, porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie.

C'est la CASSEE qui a adopté ce logo lors de son congrès de Limoilou, à la fin février.

«Des étudiants en sociologie de l'UQAM cherchaient un moyen de faire avancer la cause.

«Ils ont repris ce symbole d'une ancienne campagne de solidarité aux assistés sociaux.»

Puis le carré rouge a fait son petit bonhomme de chemin.

On l'a vu sur Bernard Landry et Pauline Marois cette semaine, mais aussi sur des syndicalistes, des artistes et des dizaines de milliers de personnes.

«Le porte qui veut»

«Le porte qui veut. C'est le symbole de la solidarité à la grève.

«Oui, il symbolise la transformation de 103 M$ de bourses en prêts.

«Mais il réfère aussi au droit à l'éducation, massacré depuis 15 ans.

«Depuis les années 1990, le gouvernement a coupé 2 milliards de dollars en éducation et haussé de 350 % les frais de scolarité.»

Fabriqués de papier ou de tissu, les carrés sont taillés par les étudiants et distribués sur le site des campus en grève.

«Le logo ne doit pas mourir après la grève. La cause sera toujours d'actualité.»

Journal de Montréal, 28 mars, p. 15 et 16

MICHEL C. AUGER

mcauger@journalmtl.com

Négocier l'avenir

Pier-André Bouchard, président de la FEUQ et Mme Julie Bouchard, présidente de la FECQ.

Monsieur, Madame,

Permettez, d'abord, que je vous dise l'admiration qu'ont ceux qui, comme moi, sont passés par le cégep ou l'université au cours des années 1970. Nous aurions bien voulu avoir un mouvement étudiant avec un leadership aussi éclairé.

Reste qu'avec l'arrivée du printemps et la possibilité de plus en plus réelle d'une annulation des sessions, il est maintenant urgent de dénouer la crise dans l'éducation.

Normalement, une telle chronique devrait s'adresser au gouvernement. Mais pour régler une crise, il faut d'abord s'adresser à la partie la plus mature des deux.

D'autant que, cette fois, ce sont les étudiants qui ont, entre les mains, le levier qui leur permettra de régler la question de l'aide aux étudiants non seulement à leur avantage, mais à celui de l'ensemble de la société québécoise.

Ce levier, plusieurs personnes vous l'auront dit ces derniers jours, c'est d'abandonner le gel des frais de scolarité en échange de la négociation d'un véritable contrat social pour l'éducation.

Disons-nous la vérité : le secret le plus mal gardé au Québec c'est que dans l'état actuel des finances publiques, le gel sera levé peu après la prochaine élection, quel que soit le parti au pouvoir et quels que puissent être les discours que tiennent aujourd'hui les dirigeants politiques.

Bref, cette vache sacrée est déjà morte, sauf qu'en acceptant l'inévitable maintenant au lieu de vous le faire imposer plus tard, vous aurez la chance d'en négocier les modalités.

On ne parle pas ici d'augmenter les frais sauvagement, mais d'une hausse modeste et graduelle, qui laisserait toujours les frais de scolarité québécois bien plus bas que partout ailleurs en Amérique.

C'est toujours difficile de tuer une vache sacrée

En agissant maintenant, vous pourrez négocier l'ampleur des hausses et leur étalement dans le temps. En prenant soin de retourner les 103 millions coupés dans les bourses et en établissant pour l'avenir que l'aide aux étudiants devra tenir compte de la hausse des frais de scolarité.

Finances publiques

Bien sûr, il y a des arguments qui militent pour le maintien du gel des frais de scolarité. La gratuité scolaire est un noble objectif. Mais, comme la gratuité des transports en commun ou des garderies, l'état des finances publiques ne permet pas de faire tout ce que l'on voudrait.

L'impôt est – et doit rester – le «grand égalisateur» dans notre société. Mais l'impôt sur le revenu, comme tous les instruments, reste imparfait et ne peut tout faire, tout seul.

Il faut aussi voir les avantages d'une augmentation modeste des frais de scolarité pour le secteur de l'éducation. Comme de donner plus de revenus autonomes aux universités, pour qu'elles soient moins à la merci des compressions budgétaires futures qu'imposerait le gouvernement.

À la fin, vous êtes les premiers à savoir que vous ne serez pas plus avancés si on coupe dans les budgets de l'éducation plutôt que dans ceux de l'aide aux étudiants.

Ces prochaines années, on sait déjà que toutes les activités de l'État seront appelées à restreindre leurs dépenses pour payer l'explosion des coûts de santé. Donner un peu plus d'autonomie financière aux universités est une mesure de simple prudence dans l'état actuel des choses.

C'est toujours difficile de tuer une vache sacrée, mais c'est aussi comme ça qu'on réussit les grandes avancées.

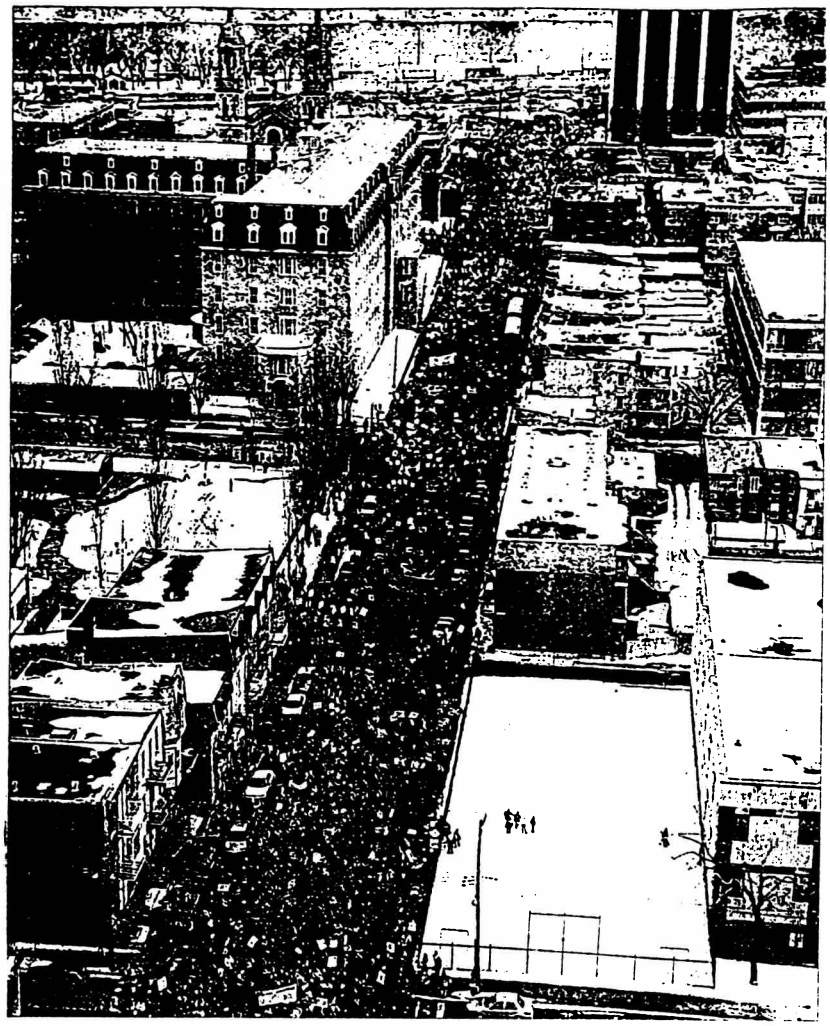
En acceptant d'abandonner un gel qui est déjà mort, vous vous donnerez un pouvoir de négociation qui décuplera le rapport de force que vous avez déjà réussi à bâtir.

Mais surtout, au lieu de vous faire imposer une décision gouvernementale inévitable dans deux ou trois ans, vous pourrez en négocier l'application maintenant. Ce ne serait pas une mince victoire.

Cela demande vision et courage. Mais vous avez déjà prouvé que vous en aviez bien davantage que ce gouvernement.

La Presse, 29 mars 2005

CONFLIT ÉTUDIANT



La grande manifestation étudiante du 16 mars à Montréal, vue du toit du siège social de la Sûreté du Québec.

À la fois grévistes et employés

Une situation particulière pour les étudiants-employés de l'UQAM

HUGO MEUNIER

Pris entre l'arbre et l'écorce, les 1500 étudiants-employés de l'Université du Québec à Montréal doivent à la fois faire la grève et se présenter au travail chaque matin.

Un double statut qui donne bien des maux de tête aux centaines de membres du Syndicat des étudiants-employés de l'Université du Québec à Montréal, affilié à l'Alliance de la fonction publique du Canada.

D'un côté, les étudiants se sont prononcés en faveur de la grève ; de l'autre, les employés doivent être fidèles au poste chaque matin. « On porte deux chapeaux, ce qui fait qu'on est doublement touchés par la grève », souligne Isabelle Renaud, présidente du jeune syndicat, accrédité l'an dernier.

Les étudiants-employés sont assistants de recherche, correcteurs, tuteurs, démonstrateurs, surveillants d'examen et moniteurs de laboratoire.

Isabelle Renaud admet que la situation est pour le moins paradoxale. « On a pris position pour la grève, mais on doit se présenter sur nos lieux de travail. C'est une position délicate », admet la jeune présidente, étudiante à la maîtrise en science politique.

Conformément au mot d'ordre de la direction de l'UQAM, les employés ne peuvent cependant pas franchir les piquets de grève... formés par leurs camarades.

Une grève qui s'éternise risque d'être particulièrement nuisible pour les étudiants-employés. « Il faudrait alors signer de nouveaux contrats de travail, puisque nos membres travailleraient plus longtemps que ce qui est prévu par le calendrier scolaire normal », souligne Mme Renaud.

Le syndicat réfléchit à des moyens de se sortir de cette situation particulière. Pour l'heure, c'est l'impasse. « Il n'y a pas de solutions, on est pas mal dans les interrogations », résume Isabelle Renaud.

Les activités des 42 000 étudiants de l'UQAM sont actuellement paralysées par la grève.

CONFLIT ÉTUDIANT

La CASSEE a tenu une conférence de presse, hier, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pour dévoiler son plan d'action des prochains jours et écorcher au passage le gouvernement libéral pou sa « mauvaise » gestion du conflit. Sur la photo, on reconnaît Xavier Lafrance, un des porte-parole.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE LA PRESSE

La Presse, 29 mars, p. A3

La Presse, 29 mars 2005

Les étudiants québécois mieux traités qu'ailleurs...

« Au Québec, on a les étudiants qui sont probablement les mieux traités au monde », a affirmé le premier ministre Jean Charest au début du mois, s'attirant les foudres de nombreux étudiants et cégépiens en grève. Est-ce que cette déclaration a sa raison d'être ? *La Presse* examine les droits de scolarité dans l'ensemble des provinces canadiennes, tout en jetant un coup d'oeil du côté des États-Unis et de l'Europe.

ÉMILIE CÔTÉ

Le Québec est la province canadienne où étudier à l'université coûte le moins cher. Cette année, les étudiants du premier cycle — originaires du Québec ou non — ont dû débourser en moyenne 1890 $ en droits de scolarité, alors que les étudiants canadiens ont dû verser 4172 $ en moyenne.

C'est en Nouvelle-Écosse que la facture est la plus salée (5984 $) pour fréquenter l'université. Les partisans du dégel des droits de scolarité citent souvent cette province pour faire valoir que des droits plus élevés ne nuisent pas à l'accessibilité aux études. En 2001-2002, selon des chiffres de Statistique Canada, le taux de fréquentation des universités, c'est-à-dire la proportion de jeunes de 20 et 21 ans inscrits à temps plein dans une université, était de 20 % au Québec par rapport à 33 % en Nouvelle-Écosse.

Au cours de la décennie 1990, le coût pour étudier à l'université a monté en flèche. Depuis 1990-1991, il a augmenté de 108,9 % (de 904 $ à 1890 $) au premier cycle au Québec, alors qu'il a bondi de 273,4 % en Alberta (de 1286 $ à 4804 $) par exemple.

Au Québec, les droits de scolarité sont toutefois gelés depuis 1994 pour les étudiants québécois (1668 $ en moyenne pour des études au premier cycle), et le gouvernement Charest a promis de les maintenir à leur niveau actuel jusqu'à la fin de son mandat. (Soulignons néanmoins que les étudiants étrangers doivent débourser environ 10 000 $.)

À l'opposé, les universités de Colombie-Britannique établissent à leur guise le niveau des droits de

MONTANT MOYEN DES DROITS DE SCOLARITÉ DES ÉTUDIANTS DU PREMIER CYCLE DANS CHAQUE PROVINCE CANADIENNE

	2004-2005
Terre-Neuve-et-Labrador	2 606 $
Île-du-Prince-Édouard	4 374 $
Nouvelle-Écosse	5 984 $
Nouveau-Brunswick	4 719 $
Québec	1 890 $
Ontario	4 960 $
Manitoba	3 160 $
Saskatchewan	4 894 $
Alberta	4 804 $
Colombie-Britannique	4 735 $
Canada	4 172 $

depuis deux ans. Résultat : ils ont aug menté de 15,6 % cette anné (4735 $), après avoir fait un bond d 29 % en 2003-2004.

Quant aux autres frais obligato res, souvent appelés « frais affé rents », ils sont de 527 $ au Qué bec selon Statistique Canada, soi la moyenne canadienne de 608 Par exemple, ils sont de 310 $ a Nouveau-Brunswick, de 488 $ e Nouvelle-Écosse, de 686 $ en On tario et de 748 $ en Colombie-Br tannique, où ils ont plus que trip en cinq ans.

Une fois sortis de l'université, l étudiants québécois ont moins d dettes que ceux des autres provin ces. À la suite d'études de premi cycle, l'endettement moyen d'u étudiant devant prendre à sa charg son prêt était, en 2000-2001, d 13 100 $ au Québec, de 22 700 $ e Ontario, de 20 300 $ dans les pro vinces de l'Ouest et de 22 400 dans les Maritimes.

Avec la coupe de 103 millior dans le régime de prêts et bourse la Fédération universitaire du Qué bec soutient que l'endettement pa sera à 21 500 $ chez les étudian québécois.

... mais moins bien qu'en Europe

EUROPE

Dans la majorité des pays européens — Grande-Bretagne mise à part, où il existe des droits de scolarité comparables à ceux du Québec —, l'université traverse des crises, mais ça ne touche pas le coût des études supérieures. Pour cette bonne raison que, de manière générale, les universités européennes sont gratuites, mis à part des frais d'admission fort modestes.

Pour l'année universitaire 2003-2004, à Paris, un étudiant devait débourser la somme de 322,57 euros — environ 500 $ — pour s'inscrire en début d'année. Et encore, cette faible somme donne accès à la sécurité sociale, mais également aux restaurants universitaires à bas prix et à tout un ensemble de réductions dans les musées, les théâtres et les cinémas. La modicité des droits d'inscription explique en partie que le nombre d'étudiants soit passé en 35 ans de 400 000 à 1,8 million.

En Allemagne, le gouvernement affiche également le principe de la gratuité absolue des universités publiques. Les frais d'inscription s'établissent en moyenne à... 50 euros par année. Cependant, il existe si l'on peut dire des tickets modérateurs : les « éternels étudiants », c'est-à-dire ceux qui traînent sur les bancs de l'université bien au-delà du temps normal, doivent à partir d'un certain nombre d'années acquitter des droits supplémentaires, qui s'élèvent à 1000 euros par année, soit 1600 $. C'est également le cas des étudiants déjà diplômés qui veulent acquérir une deuxième ou une troisième maîtrise, un doctorat supplémentaire, etc.

> Les « éternels étudiants », c'est-à-dire ceux qui traînent sur les bancs de l'université bien au-delà du temps normal, doivent à partir d'un certain nombre d'années acquitter des droits supplémentaires.

Dans la plupart des pays européens, il existe, parallèlement à l'université proprement dite, une sorte de secteur « privé » ou privilégié, qui est le plus souvent payant. En France, il s'agit de ce qu'on appelle de manière générique les grandes écoles. Certaines d'entre elles — École normale supérieure, Polytechnique, École nationale d'administration (ENA) — sont non seulement gratuites, mais on y pale les élèves, qui devront travailler durant un certain nombre d'années dans le secteur public après leur diplôme. Dans l'immense majorité de ces grandes écoles de génie ou de commerce, il y a non seulement une sélection très sévère à l'entrée, mais des droits de scolarité importants. Ainsi l'École des hautes études commerciales, à Paris, réclamait cette année la somme de 7500 euros, soit plus de 12 000 dollars canadiens.

Louis-Bernard Robitaille

FINLANDE

L'université est gratuite en Finlande, ce qui a un prix : seule une petite partie de la population a accès aux études supérieures. À peine un tiers des personnes qui font une demande d'inscription dans une université finlandaise — 23 000 sur un total de 66 000 candidats par an — sont admis. Il n'est pas rare qu'un étudiant se présente aux examens d'admission des universités deux, trois, voire quatre fois avant d'être accepté. Le résultat, c'est que seulement 30 % d'une classe d'âge fréquente l'université en Finlande. Au Québec, ce taux est de 41 %.

Marie Allard

ÉTATS-UNIS

Le système universitaire américain comprend deux réseaux : l'un public, l'autre privé. Les droits de scolarité varient radicalement. En 2004, le coût moyen pour fréquenter un établissement du réseau public, qui regroupe 80 % des étudiants du pays, était de 4694 $US, selon une étude du College Board, organisme représentant près de 4500 établissements secondaires et universitaires. Au privé, le coût correspondant était de 19 710 $. Fait à noter, la facture peut excéder 30 000 $ par année dans les établissements les plus cotés, comme Harvard, mais moins de 10 % de la population étudiante paie plus de 25 000 $. Globalement, la facture, une fois l'inflation soustraite, a plus que doublé depuis 20 ans et continue de monter à un rythme soutenu, selon le National Center for Educational Statistics. Le gouvernement fédéral, les États et les établissements eux-mêmes offrent une aide financière pour alléger le fardeau des étudiants. Grâce à cette aide, près de la moitié d'entre eux reçoivent des bourses, qui atteignent en moyenne 2000 $ dans le secteur public et 7300 $ dans le secteur privé. Ces sommes s'avèrent néanmoins insuffisantes pour bien des familles. Selon un sondage paru en 2002, près de 70 des Américains ayant des enfants au secondaire s'inquiétaient de l'accessibilité aux études supérieures. Un rapport du Congrès américain paru la même année soulignait que l'enseignement supérieur était « en crise » en raison de « l'explosion » des droits de scolarité.

Marc Thibodeau

GELS ET DÉGELS

Des années 60 à la fin des années 80, les droits de scolarité sont maintenus à 547 $ par année au Québec. En 1989, Claude Ryan, ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de l'époque, décrète un dégel. Résultat : en cinq ans, les droits bondissent de 547 $ à 1668 $. En 1994, Pauline Marois annonce un [illegible] le même que le gouvernement Charest s'est engagé à maintenir jusqu'à la fin de son mandat. Au cours des dernières années, le coût moyen pour des études universitaires de premier cycle a tout de même légèrement augmenté (1890 $ pour 2004-2005), car la facture des étudiants étrangers s'est élevée jusqu'à environ 10 000 $ par année. Quant aux étudiants canadiens provenant des autres provinces, ils ont dû débourser en moyenne 4599 $ pour étudier dans une université québécoise.

Reprise des négos entre Fournier et les étudiants

NÉGOS suite de la page A1

Outrés par la proposition de Jean-Marc Fournier, les leaders étudiants avaient quitté leur dernière réunion avec le ministre en claquant la porte.

Le titulaire de l'Éducation propose d'octroyer, dès cette année, 41,5 millions de dollars pour la mise en place de deux mesures. L'une d'elles consiste en un réinvestissement de 22,5 millions en bourses, l'autre, en un programme de remise de dettes.

L'échec des négociations avait été suivi par un dialogue de sourds entre les deux camps. « Au lieu de se parler par médias interposés, on va se parler dans le blanc des yeux ! » a lancé la présidente de la FECQ, Julie Bouchard.

Le contenu des échanges ne sera pas dévoilé à la sortie de chaque rencontre. « Ça va demeurer confidentiel jusqu'à ce qu'on juge opportun d'en faire part aux médias », a indiqué Pier-André Bouchard.

Même son de cloche pour la présidente de la FECQ, qui dit attendre « quelque chose de substantiel » avant de le soumettre à ses 45 000 membres en grève.

Mais qu'est-ce qu'une offre substantielle ? « Sûrement pas 42 millions », a rétorqué Julie Bouchard, prudente.

Québec jouirait d'une marge de manoeuvre grâce à une enveloppe budgétaire fédérale de 20 à 30 millions de dollars offerte dans le cadre du Régime canadien de prêts et bourses.

La FECQ et la FEUQ entendent maintenir le cap sur le retour des 103 millions de dollars de bourses transformés en prêts dans le dernier budget du gouvernement.

La colère monte

Exclue de la table des négociations, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) promet d'autres coups d'éclat cette semaine. Hier, les représentants de la coalition ont promis de déployer d'autres actions-surprises visant à perturber l'ordre économique et social.

La semaine dernière, des grévistes réunis sous leur bannière ont bloqué le pont de la Concorde menant au Casino, un accès au port de Montréal, en plus d'investir les bureaux du Conseil du patronat dans le centre-ville.

La CASSEE estime que le gouvernement ne peut pas continuer à ignorer leur plateforme de négociations, pourtant adoptée par environ 60 000 étudiants.

En plus du retour des 103 millions, la CASSEE exige l'abolition de la réforme de l'aide financière aux études, dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant.

Et pas question d'adoucir leurs positions. « Nos revendications ne sont pas négociables ! » a tranché un des porte-parole, Xavier Lafrance.

Au contraire, l'état-major de la CASSEE a décidé de tendre la main à l'ensemble des mouvements sociaux et syndicaux affectés par les politiques du gouvernement Charest.

La CASSEE propose à son tour quelques solutions pour renflouer les coffres de l'État. « Si on mettait fin aux crédits d'impôt aux entreprises prospères, on irait chercher 2,5 milliards de dollars », a illustré Xavier Lafrance, qui suggère aussi de s'attaquer à l'évasion fiscale.

La semaine dernière, la FECQ et la FEUQ avaient proposé d'étaler sur cinq ans les baisses d'impôts promises aux contribuables pour recouvrer l'argent des bourses.

Du côté du ministère de l'Éducation, personne n'a pu rappeler *La Presse*.

PRESSE 29-03-2005

CRISE DE
ET BOURS

Reprise des négos entre Fournier et les étudiants

HUGO MEUNIER

Après plusieurs jours d'impass les négociations reprennent ent les représentants des fédération étudiantes universitaires et collégiales et le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier.

Les présidents des fédérations étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui représentent environ 110 000 des 180 000 grévistes l'ont confirmé, hier. « Il y a des rencontres prévues dans les jours à venir », a indiqué le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard.

À l'approche du dépôt du budget provincial, ce retour à la table des négociations pourrait être déterminant dans la crise qui paralyse le système scolaire depuis plus d'un mois. Des échanges de coups de fil entre le gouvernement et les représentants des deux fédérations étudiantes, au cours des derniers jours, ont débouché sur

B

Journal de Montréal, 29 mars, p. 17

Photo d'archives - DONALD COURCHESNE

D'AUTRES MANIFESTATIONS d'étudiants se dérouleront tout au long de la semaine.

La grogne des étudiants se poursuit de plus belle

En grève depuis cinq semaines, les étudiants des cégeps et universités continueront de hausser le ton, au cours des prochains jours, afin de dénoncer la coupe de 103 M$ dans l'aide financière aux études.

SÉBASTIEN MÉNARD

Ce matin, des membres de la Coalition de l'ASSÉ élargie (CASSÉE) se rendront à Saint-Jérôme pour démontrer leur «solidarité» envers les grévistes de l'endroit.

La CASSÉE veut dénoncer la «brutalité policière» dont certains manifestants auraient été victimes sur les piquets de grève du cégep local.

Le groupe d'étudiants, qui prône la gratuité scolaire, promet aussi de «perturber» «l'économie et l'ordre social» tout au long de la semaine. Il y a quelques jours, la CASSÉE avait bloqué des routes et paralysé le Port de Montréal durant plusieurs heures.

«La nature des actions qui seront prises se décide localement, mais on peut s'attendre à des événements du même genre», reconnait Héloïse Moysan-Lapointe.

Il y a un an

De leur côté, les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire (FECQ et FEUQ) tiendront un grand rassemblement au parc La Fontaine, demain, afin de «souligner le 1e anniversaire» de la transformation de 103 M$ de bourses en prêts. Lors de l'événement, le groupe Loco Locass et le chanteur Paul Piché, notamment, offriront une prestation.

DERNIÈRE HEURE : reprise du dialogue

QUÉBEC (PC) — En dernière heure hier soir, Presse Canadienne annnonçait que les représentants des deux principales associations étudiantes reprendront les pourparlers cette semaine avec le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, dans l'espoir de conclure une entente.

Le ministre a accepté de rencontrer de nouveau les leaders de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), qui ont rejeté catégoriquement la proposition gouvernementale soumise il y a une dizaine de jours.

Les manifs cette semaine

Aujourd'hui, 29 mars :

La **CASSÉE** organise une manifestation au Cégep de Saint-Jérôme pour dénoncer la « répression policière ».

La **FECQ** tient une action symbolique intitulée « les dix plaies du gouvernement Charest ».

Mercredi 30 mars :

La **FECQ** et la **FEUQ** organisent un rassemblement au parc La Fontaine pour souligner le 1er anniversaire de la transformation de 103 M$ de bourses en prêts. La population est invitée à apporter des lampions. Prestations de **Paul Piché** et du groupe **Loco Locass**. (de 18 h à 21 h)

Jeudi 31 mars :

La **CASSÉE** participe à une manifestation conjointement avec une association d'assistés sociaux pour dénoncer la coupe de 150 M$ appréhendée dans l'aide sociale. (15 h au square Berri)

Vendredi 1er avril :

La **CASSÉE** organise des manifestations régionales, dont une à Montréal, au parc Norman-Béthune, vers 18 h.

Journal de Montréal, 29 mars, p. 17

Des mouvements de grève un peu partout

En plus des étudiants, plus de 100 000 travailleurs de l'éducation feront la grève au cours des prochaines semaines.

SÉBASTIEN MÉNARD

Hier, c'était au tour des 5500 professionnels au service des commissions scolaires d'opter pour ce moyen de pression ultime.

Ces psychologues, conseillers d'orientation, orthophonistes, psychoéducateurs et conseillers pédagogiques feront deux journées de débrayage avant la mi-juin.

« Nos conventions collectives sont échues depuis bientôt deux ans et nous n'avons toujours rien de concret sur la table », a dénoncé le président du syndicat, Pierre Bouchard.

Profs

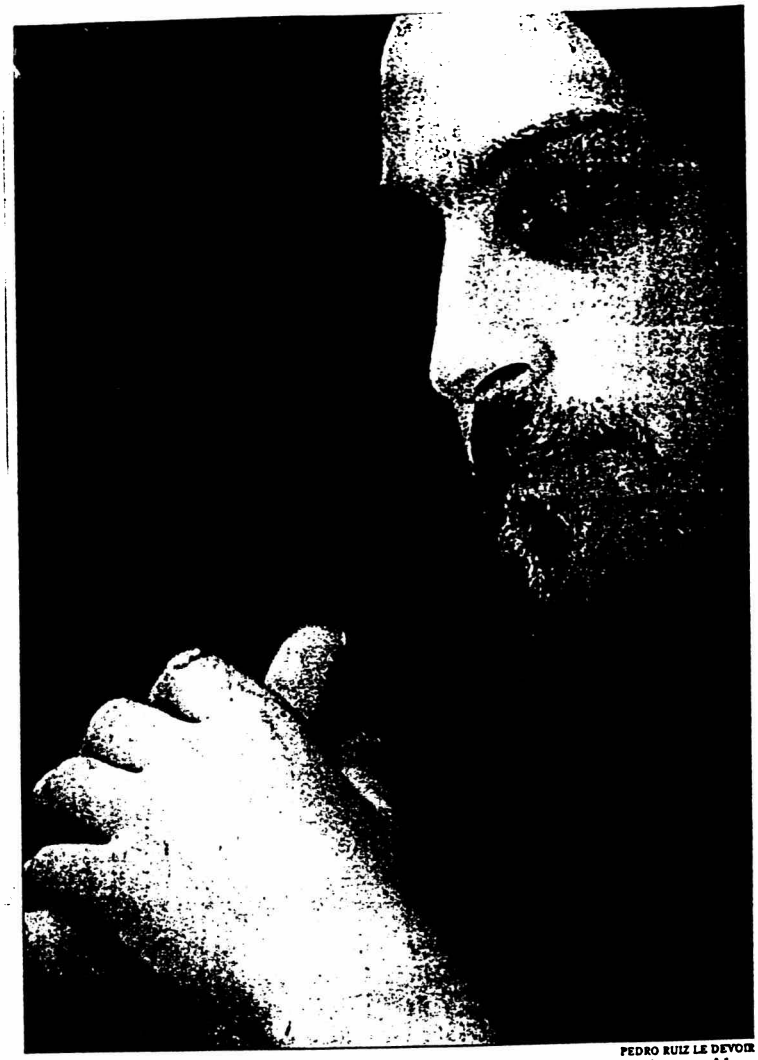
Les 80 000 enseignants d'écoles primaires et secondaires du réseau public manifesteront eux aussi leur mécontentement durant deux jours, ce printemps. Ils souhaitent voir diminuer le nombre d'élèves par classe et accroître les services aux élèves en difficulté.

Une de leurs journées de grève aura lieu le 16 mai, alors qu'un grand rassemblement est prévu devant l'Assemblée nationale.

Le mouvement de grève rejoint également 5800 profs de cégeps, qui débraieront durant une demi-journée, demain, et 4300 employés de soutien des collèges.

Ces derniers exerceront deux jours de grève avant la mi-mai.

Le Devoir, 29 mars, p. A1 et A8



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Pour le porte-parole de la CASSEE, Xavier Lafrance, «le gouvernement n'a pas un chèque en blanc pour massacrer l'ensemble des programmes sociaux et le droit à l'éducation».

Grève étudiante : le dialogue avec Québec reprend

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Après un mois de grève et plusieurs tentatives vaines pour trouver une entente permettant le retour en classe des quelque 175 000 étudiants québécois actuellement en débrayage, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) se sont entendus hier avec le gouvernement sur un calendrier de rencontres qui se tiendront au cours des prochains jours, dans l'espoir de débloquer la situation. Exclue de ces séances, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) entend de son côté continuer cette semaine ses perturbations sociales et économiques pour faire plier Québec.

La CASSEE entend continuer cette semaine ses «perturbations sociales et économiques»

Pourtant, après le rejet, la semaine dernière, des dernières offres et contre-offres gouvernementales et étudiantes, la perspective d'une reprise de dialogue semblait lointaine, chaque camp demeurant campé sur ses positions dans ce qui avait toutes les allures d'une guerre de tranchées. *«Nous n'étions alors qu'au stade d'avoir des échanges,* nuançait hier le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, *nous sommes maintenant au stade d'avoir des rencontres. Personne ne peut prédire ce qui sortira de ces séances, mais,*

VOIR PAGE A 8: DIALOGUE

DIALOGUE

SUITE DE LA PAGE 1

minimalement, le seul fait qu'il puisse y avoir cette annonce [hier] *témoigne d'une volonté de part et d'autre de régler le conflit.»*

Les rencontres se tiendront donc cette semaine, mais la FEUQ n'a pas voulu dévoiler quand exactement. Car les parties ont aussi convenu — dans un geste qui annonce généralement l'intention de négocier réellement — de ne plus utiliser l'espace public pour faire passer leur message. Dorénavant, et jusqu'à nouvel ordre, les discussions se tiendront loin des caméras et des micros. *«Nous ne voulons pas dévoiler la teneur de ces discussions,* confirme Pier-André Bouchard. *Si on peut avoir des résultats sans que tout le monde soit au courant pendant qu'on discute et que ça peut être positif, alors tant mieux. Nos assemblées générales trancheront ensuite pour juger les résultats.»*

Ainsi, la FEUQ n'a pas précisé sur quelles bases reprendraient les discussions. *«Une chose est sûre: les 103 millions sont non négociables»,* a toutefois répété M. Bouchard, en rappelant la principale revendication des étudiants en grève, soit le réinvestissement sous forme de bourses de cette somme transformée en prêts lors du budget d'avril 2004.

Jeudi, les dernières tentatives de la FECQ et de la FEUQ pour trouver un terrain d'entente avec Québec avaient échoué. Le ministre de l'Education Jean-Marc Fournier a alors rejeté leur *«contre-proposition»* demandant que les bourses soient récupérées à même les promesses de baisses d'impôt du gouvernement Charest. La dernière proposition gouvernementale impliquait un programme de remise de dette échelonnée sur cinq ans, allant de 41,5 millions l'an prochain à 95,5 millions.

Hier, le cabinet du ministre n'a pas fait de commentaires, en raison du congé pascal. Mais selon Pier-André Bouchard, deux facteurs expliqueraient la décision du gouvernement d'accélérer les pourparlers. *«On imagine qu'ils ont une marge de manœuvre qu'ils n'avaient pas auparavant, avec les 30 millions de dollars supplémentaires qui viendront du programme canadien de prêts étudiants* [à la suite de la bonification du régime décidée dans le budget Goodale]. *Aussi, il semble que la date du 1er avril soit butoir pour le gouvernement»,* croit M. Bouchard. Car après un mois de grève, plusieurs institutions (surtout collégiales) atteindront bientôt un seuil critique pour sauver le trimestre actuel.

La CASSEE toujours active

Pour sa part, exclue des discussions avec le gouvernement parce que ses dirigeants ont refusé de condamner des actes que le ministre Fournier a jugés violents, la CASSEE a dévoilé hier, au terme d'un congrès tenu à Montréal, son plan d'action pour la semaine à venir, plan qui indique qu'elle n'entend pas être mise de côté dans cette grève.

Le programme comprend rassemblements, occupations et action de solidarité envers les assistés sociaux (la FEUQ et la FECQ organisent de leur côté un grand rassemblement mercredi). *«On appelle les gens à perturber l'économie, à perturber l'ordre social»,* a lancé Mathieu Cousineau-DeGarie, un porte-parole de la CASSEE.

Selon la coalition, qui représente environ le tiers des grévistes, c'est maintenant *«tout le gouvernement Charest et ses politiques antisociales qui sont sur la sellette»* après un mois de grève. Les militants ont ainsi voté pour que les assemblées générales prennent position afin d'exiger la démission du premier ministre Jean Charest. Ils ont aussi suggéré au ministre Fournier d'aller chercher l'argent manquant du programme de bourses en mettant *«fin aux crédits d'impôt des entreprises prospères»* et en réduisant l'évasion fiscale.

«Le gouvernement n'a pas un chèque en blanc pour massacrer l'ensemble des programmes sociaux et le droit à l'éducation, estime Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSEE [...]. *Toutes les grèves étudiantes se font sur des revendications complètes, et aussi sur des perspectives d'avenir. C'est ce qu'on désire amener aujourd'hui»* en élargissant les revendications aux domaines économique et social, a-t-il dit.

Mais pour Pier-André Bouchard, la grève actuelle n'est pas le lieu pour ce type de débat. *«Ça risque de diluer le consensus. Nous sommes ouverts à discuter de notre vision de l'éducation, mais on ne fait pas la grève pour ça actuellement. Nous la faisons pour récupérer 103 millions.»*

Le Devoir

La tyrannie de la majorité

Des opposants à la grève étudiante dénoncent le processus de vote

LA GRÈVE étudiante ne fait pas l'affaire de tous.

Marisa Curcio, étudiante en communication à l'UQÀM, explique que son association étudiante a voté pour la grève avec seulement 10% des étudiants présents. Elle ne savait même pas qu'il y avait une réunion. « J'ai quatre cours et personne n'est passé pour nous dire qu'il y aurait un vote. En janvier, ils nous ont envoyé une lettre nous invitant à venir donner notre opinion. Mais ça ne disait pas qu'il y aurait un vote! »

> **Nos employeurs savent bien que nous sommes en grève, alors ils nous donnent plus de travail. C'est ridicule de penser que tout le monde peut se permettre d'assister à une assemblée qui durera des heures.**
>
> ÉMILIE FUGÈRE, étudiante au Cégep du Vieux-Montréal

Un référendum

Même si Marisa l'avait su, elle n'aurait pas eu le temps d'y aller, car elle travaille 30 heures par semaine. Selon elle, l'association aurait pu faire un référendum sur la grève, mais elle « n'avait pas avantage à le faire ». « C'est bien parce qu'ils savent que seuls les militants pro-grève se présenteront à l'assemblée qu'ils utilisent ce moyen de vote», explique-t-elle.

Même son de cloche chez Émilie Fugère, finissante en communication au Cégep du Vieux-Montréal, qui occupe deux emplois. Elle soutient les revendications des étudiants, mais déplore les journées de vote « improvisées » et le minimum de 610 participants nécessaire pour mettre fin à la grève.

Émilie a contacté son association à ce sujet, mais elle s'est fait répondre que ce serait « trop compliqué » de faire autrement. « Ils sont capables de s'organiser pour faire la grève, mais pas pour y mettre fin », ironise-t-elle.

« C'est la grève, les gens ne viennent plus à l'université. Ils ne sont pas au courant des votes », estime Marisa Curcio. Il semble que les personnes les plus mobilisées soient favorables à la grève. « Ils nous disent: venez, on va voter pour la grève. Les gens ont l'impression que c'est joué d'avance. Ce sont toujours les mêmes 600 personnes qui sont là. »

« C'est ton problème si tu n'es pas impliquée! », lui a-t-on reproché. Impliquée, elle l'est. Elle fait circuler une pétition et tente de rallier les étudiants opposés à la grève afin qu'ils se présentent tous ensemble aujourd'hui à leur assemblée.

Intimidation

Si elle a accepté que son nom soit publié, c'est parce qu'elle sait qu'elle n'est pas seule. Mais tous n'ont pas la même assurance devant l'intimidation. « C'est quelque chose que je veux dénoncer. Les gens ont peur de se présenter à l'assemblée et de s'afficher contre la grève, car ils se font huer. »

Au Vieux-Montréal, la tyrannie de la majorité a pris une autre forme: les grévistes voulaient « fermer » le cégep au complet, incluant le centre sportif, selon Christian Houle, étudiant en administration et membre des Spartiates, l'équipe de football. « Heureusement, on a réussi à négocier pour que ça reste ouvert. » J. BERTRAND

→ Réagissez à cet article !
opinions@metronouvelles.com

MÉTRO 29-03-2005

Plusieurs craignent une session annulée

Tous ceux qui s'opposent à une grève illimitée partagent la crainte de perdre leur session.

Marisa Curcio, de l'UQÀM, est en grève depuis le 15 février, soit avant la semaine de relâche. Elle n'a pas remis ses travaux ni fait ses examens de mi-session. Selon elle, la limite jusqu'à laquelle la session pouvait encore se terminer selon le calendrier normal a été dépassée le lundi 21 mars. À présent, affirme-t-elle, les cours devront être repris.

Au Cégep du Vieux-Montréal, la grève dure depuis le 24 février. Christian Houle a un emploi d'été qui l'attend à Trois-Rivières et craint qu'une prolongation de la session le lui fasse perdre. Émilie Fugère a déjà été admise à l'université et n'a pas envie de s'éterniser au cégep. Selon elle, la session se prolongera au moins jusqu'au 8 juin.

Là-bas comme à l'UQÀM, les associations étudiantes ont assuré que la session ne serait pas annulée, que cela ne s'était jamais vu. Mais le vent semble tourner. « Les associations commencent à admettre que la session est peut-être en péril », affirme Marisa Curcio. J. BERTRAND

LA CASSEE (Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie) a annoncé hier à l'UQÀM son intention d'intensifier les moyens de pression du mouvement étudiant. Ils promettent des « perturbations économiques et sociales » cette semaine afin de défendre les « acquis sociaux » qu'ils estiment non négociables. PHOTO : JULIE BONIN

Pour sortir de la crise

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des raisons politiques justifient un appui à la grève étudiante

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ÉRIC PINEAULT

Professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal

Demain, je suspendrai pendant une journée mes recherches et l'accomplissement de tâches administratives pour rejoindre les étudiants sur les piquets de grève devant l'Université du Québec à Montréal. Pourquoi appuyer activement, et non seulement en parole, le mouvement de grève? Il va sans dire qu'étant moi-même aux prises avec une dette d'études élevée qui pèse sur le revenu familial, j'ai une empathie certaine pour les étudiants, mais je crois plus important de souligner les raisons politiques qui motivent ma solidarité. [...]

Qui profite de l'endettement?

Depuis le début des années 90, la tendance générale au Québec en matière de réforme ou de modification du régime de prêts et bourses est la lente mais constante et tenace érosion des bourses au profit des prêts. En ce sens, le gouvernement Charest n'innove pas, il accélère et radicalise une tendance en place depuis plus d'une décennie, soit l'augmentation de l'endettement étudiant, un phénomène qui a connu une envolée beaucoup plus importante au Canada anglais et qu'on doit par ailleurs situer dans un mouvement général d'endettement des ménages salariés partout en Amérique du Nord.

Avec la réforme actuelle, le Québec pourrait espérer rejoindre la «moyenne canadienne», dit-on! Or ce système d'endettement que consolide le gouvernement Charest comporte des particularités québécoises. Ainsi, notre système de prêts étudiants continue à enrichir, année après année, nos grandes institutions financières tandis que le programme fédéral a rompu avec ce modèle depuis 2001.

Le régime de prêts et bourses est construit de manière à ce que chaque étudiant négocie directement son prêt avec une institution financière de son choix. Le gouvernement du Québec, lui, ne fournit qu'une garantie et paie les intérêts pendant la durée des études. Le montant total des prêts garantis par le gouvernement en 2003-04 s'est élevé à près de trois milliards de dollars. Il paie les intérêts sur un tiers de cette somme, ce qui lui a coûté 146 millions, intérêts versés directement aux institutions financières pour un financement qui ne comporte aucun risque. Notons que près de la moitié de ces prêts (donc des intérêts) sont détenus par le Mouvement Desjardins.

Ces entreprises financières sont les principales bénéficiaires de toute réforme augmentant le fardeau d'endettement des étudiants. A quand un régime entièrement public de prêts et bourses où les intérêts remboursés par les diplômés serviront à réduire le coût du programme ou à augmenter la valeur des bourses d'études?

Un prêt... pas comme les autres

Rappelons qu'au Québec, une dette étudiante est une dette de vie plutôt qu'une dette qui se rapporte au patrimoine d'une personne. Négociez une marge de crédit de 25 000 $, demandez une carte de crédit de 30 000 $ et flambez le tout à un des casinos de Loto Québec. Incapable de rembourser votre dette de 50 000 $ (avant les intérêts)? Le droit à la faillite personnelle existe pour effacer toute créance après la liquidation de la part saisissable de votre patrimoine. Etudiez pendant sept ans afin d'obtenir une maîtrise en travail social ou en psychologie, votre dette d'études vous suivra toute votre vie, peu importe l'évolution de l'économie ou du marché du travail, car elle échappe au droit à la faillite personnelle.

Augmenter l'endettement des étudiants au Québec, c'est accroître le poids de cette dette de vie sur les jeunes générations. Le faire afin de pouvoir financer des baisses d'impôt qui profiteront en grande partie aux plus nantis qui s'approchent de la retraite, c'est opérer un transfert intergénérationnel des plus inéquitables. [...]

Accessibilité et frais de scolarité

Il faut enfin souligner le piège qui consisterait à augmenter (ou carrément à déréglementer) les frais de scolarité pour les études postsecondaires afin de financer, dit-on, un régime de prêts et bourses plus généreux envers les démunis. Notons que rien ne garantit qu'une augmentation des frais de scolarité dégagerait des sommes pour améliorer le régime de prêts et bourses. Un tel arbitrage entre postes budgétaires du gouvernement serait purement discrétionnaire et donc sujet à révision à chaque budget.

De plus, au Canada et ailleurs dans les pays de l'OCDE, l'augmentation des frais de scolarité s'est généralement traduite par une diminution du financement public des institutions postsecondaires plutôt que par un maintien ou un réinvestissement en éducation. En ce sens, on peut parier que l'augmentation des frais de scolarité ne financerait rien d'autre que de nouvelles coupes en éducation au profit de baisses d'impôt pour les plus riches.

Si on veut redistribuer l'argent des riches vers les moins nantis, on n'a qu'à le faire au moyen de la fiscalité, qui demeure le mécanisme le plus équitable et le plus efficace de redistribution de la richesse sociale. [...]

Les mesures d'accessibilité de l'éducation donnent idéalement aux jeunes Québécois une autonomie en matière de choix de leur domaine d'études par rapport aux contraintes à la fois du marché du travail et d'ordre familial. Ces mesures font de l'accessibilité une responsabilité collective (qui libère les personnes) tandis qu'un dégel des frais et une conversion de bourse en prêt transfèrent graduellement la responsabilité vers les individus et leurs familles.

Une responsabilité collective implique des choix de société débattus publiquement. Des responsabilités individuelles impliquent des dilemmes moraux et des arbitrages de consommation débattus privément. Il faut alors se demander si l'éducation d'une société est une question publique ou privée, un choix de société ou un arbitrage de consommation... La mise de fonds sur un nouveau condo en République dominicaine ou la maîtrise en philo de fiston? [...]

Radio Ville-Marie
91,3 fm Montréal
100,3 fm Sherbrooke
www.radiovm.com
on 10 ans merci!

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le coloré syndicaliste de 89 ans Michel Chartrand a fait prendre sa pression hier par des étudiants de la faculté de médecine de l'Université de Montréal au métro Mont-Royal, quelques heures après que ces derniers eurent voté la reconduction de la grève. Les futurs docteurs voulaient ainsi symboliser la pression sociale qui monte.

La mobilisation étudiante ne se dément pas

Les associations renouvellent les mandats de grève pendant que se prépare un autre grand ralliement

CLAIRANDRÉE CAUCHY
TOMMY CHOUINARD

Alors que le dialogue reprend entre le gouvernement et les représentants des fédérations étudiantes, le mouvement estudiantin entame en force sa sixième semaine de grève.

La vingtaine d'assemblées générales tenues dans les cégeps et les universités hier se sont toutes soldées par une reconduction de la grève. Les quelque 9000 étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières ont même décidé de ressortir leurs pancartes après quelques jours de classe. Cela porte le nombre de grévistes à quelque 185 000.

Lors d'une assemblée générale au Collège de Rosemont, certains étudiants en technique y allait bien d'interventions défavorables à la grève: *«Si nous sommes obligés de terminer la session en août, je ne peux pas travailler cet été. C'est ma seule source de revenus»*, s'inquiète une étudiante en inhalothérapie. L'exécutif de l'association s'était adjoint un intervenant de poids pour calmer les craintes: le président du syndicat des enseignants. *«C'est une avenue à peu près impossible à envisager. Soyez assurés que vos profs vont tout faire pour que vous puissiez terminer votre session»*, de répondre Guy Desmarais, ajoutant qu'on a déjà fait preuve *«de beaucoup d'imagination pour inventer des journées»* afin d'atteindre le fameux chiffre de 82 jours de classe prescrit par la loi.

La perspective de la reprise des discussions entre leurs représentants et le gouvernement a donné de l'allant aux étudiants de Rosemont. *«C'est une course où on a sauté presque toutes les haies, il n'en reste plus qu'une»*, illustre un autre étudiant, applaudi par ses camarades, qui ont voté à 71 % en faveur de la poursuite de la grève.

On entendait le même genre de commentaires à l'assemblée des étudiants de l'association facultaire de lettres, langues et communications de l'UQAM, qui a voté hier sa sixième semaine de grève, avec une forte majorité. Là aussi, les menaces contre la session n'ont que peu d'écho: *«La grève est un catalyseur du mouvement social québécois. Je suis prête à vous faire don de ma session, pour vous et pour mes enfants»*, déclare au micro Sylvie Dufresne, étudiante en création littéraire.

Les étudiants de l'UQAM n'auront cependant pas à se rendre jusque-là. La Commission des études a adopté hier la marche à suivre pour un futur retour en classes. Si les étudiants dépassent les trois semaines de grève, ce qui est déjà le cas pour cinq des sept facultés, leur session sera prolongée. *«Cela peut être des cours de fin de semaine, en soirée ou des cours plus longs»*, explique la vice-rectrice aux études, Carole Lamoureux, précisant que les modalités seront discutées dans les facultés à la fin de la grève.

Pourparlers

Les assemblées générales ont donné du souffle aux représentants de la FECQ et de la FEUQ qui doivent rencontrer le ministre cette semaine, à un moment qui reste pour l'instant secret. *«Cela va continuer. Les militants savent le rapport de force qu'il faut qu'on garde par rapport au gouvernement»*, soutient la présidente de la FECQ, Julie Bouchard.

Les porte-parole des fédérations étudiantes jouent gros en s'assoyant à la table avec le ministre derrière des portes closes. *«C'est antidémocratique, plus du tiers des grévistes ne sont pas représentés par la FECQ et la FEUQ»*, s'insurge Mathieu Cousineau-Desgaries, de la CASSEE, tenue à l'écart par le ministre.

La FECQ et la FEUQ sont conscientes de l'importance stratégique du moment. *«À l'ampleur que le débat a pris, c'est clair que tout ce qui va ressortir de là va passer par les assemblées générales»*, fait valoir Julie Bouchard, de la FECQ. Son vis-à-vis universitaire, Pier-André Bouchard, renchérit: *«Ultimement, nos assemblées générales décideront s'il y a d'autres propositions* [que l'abaissement du plafond des prêts de 103 millions]». Il prend bien soin de préciser qu'il s'agit de *«discussions»* plutôt que de *«négociations»*.

Le président de la FEUQ refuse de s'embarquer dans des *«guerres de drapeau»* avec la CASSEE et promet de rencontrer les assemblées générales des associations non membres qui souhaitent avoir l'heure juste sur les démarches faites auprès du gouvernement. *«On a cette responsabilité envers les gens, au-delà des allégeances»*.

Ce soir, la FECQ et la FEUQ convient les étudiants et ceux qui les appuient à un grand rassemblement au parc Lafontaine à 18 heures, au son des rythmes engagés des Loco Locass et d'autres artistes. La CASSEE promet quant à elle de poursuivre sa semaine de perturbation économique.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a refusé de commenter le renouvellement des mandats de grève, tout comme la reprise des pourparlers avec les dirigeants étudiants. *«Il n'y aura aucune intervention publique. On veut laisser toute la place à la négociation. [...] On peut s'assurer de ne pas négocier par le biais des médias»*, s'est contenté d'affirmer son attaché de presse, Stéphane Gosselin.

Son cabinet et les fédérations étudiantes ont même conclu une entente verbale visant à tenir secrets le moment et le lieu de leurs rencontres et à taire le contenu des pourparlers. Chaque partie pourra cependant commenter à sa guise la crise en cours.

Le Devoir

L'obligation de négocier de bonne foi

MARC BRIÈRE
Juge retraité de l'ancien Tribunal du travail

Toute grève doit bien finir par finir. Dans le contentement ou dans l'amertume. Une grève qui dure trop longtemps est une grève perdue, pour chacune des parties.

Le gouvernement et les étudiants ont donc le devoir de travailler ensemble à trouver le plus rapidement possible un règlement satisfaisant. Pour y arriver, chaque partie doit respecter l'autre, malgré l'importance de leur désaccord. Seul le respect mutuel permet «une interaction constructive» susceptible de mettre fin au conflit d'une manière acceptable aux deux parties. Cette interaction constructive s'appelle, dans notre droit du travail, *«la négociation de bonne foi»*, que les deux parties ont le devoir de pratiquer. [...]

J'esquisse ici une voie de règlement possible.

Le gouvernement a eu tort de transformer en prêts 103 millions de dollars de bourses destinées aux plus démunis. Il doit donc corriger son erreur. Mais cela ne peut pas vouloir dire qu'il doive accorder aux étudiants exactement tout ce qu'ils réclament, ni que les étudiants ne peuvent accepter rien d'autre qu'un retour à l'état initial des choses. D'ailleurs, ils ne réclament pas le paiement rétroactif des bourses pour l'année en cours. Leur demande porte sur le régime des bourses pour les prochaines années scolaires.

Tout en insistant pour récupérer les 103 millions, ils doivent faire une concession de plus: consentir à un réaménagement du système de prêts-bourses sur la base de la dernière proposition gouvernementale, soit la remise de dette aux étudiants qui obtiennent leur diplôme dans un délai raisonnable. Il y a ici matière à négociation pour améliorer la proposition gouvernementale sur les modalités et conditions des remises de dette de façon à ce que les étudiants les plus démunis ne souffrent pas de diminution de l'aide financière dont ils ont un absolu besoin, pourvu qu'ils poursuivent sérieusement leurs études.

Il faut tout mettre en œuvre pour éviter le chaos qu'entraînerait la perte du trimestre d'études. L'orgueilleuse recherche d'une victoire n'est pas de mise.

Un modèle à long terme

JEAN-FRANÇOIS LÉONARD
Enseignant au collégial et chargé de cours

En tant qu'enseignant au cégep de Victoriaville et chargé de cours à l'Université du Québec à Trois-Rivières et à l'Université de Sherbrooke, j'observe avec intérêt, depuis 15 ans, les différents acteurs du monde de l'éducation supérieure. J'y côtoie des élèves de tout acabit.

Comme tout enseignant, je suis satisfait lorsque j'ai affaire à des élèves intelligents, motivés et curieux. Je n'aimerais pas avoir vent que de tels élèves ne sont pas en classe parce qu'ils ne peuvent pas se payer la formation qui leur sied alors que d'autres, peut-être moins forts, moins curieux, moins motivés, réussissent tant bien que mal à obtenir leur diplôme parce que papa a accumulé des sous à cette fin...

Par ailleurs, je n'aimerais pas apprendre que le financement des études supérieures relève d'intérêts privés, non en raison d'une quelconque peur judéo-chrétienne du profit mais parce que cela risquerait de compromettre des secteurs essentiels en ce qui me concerne mais non rentables à court terme pour les entreprises. [...]

Modèle à suivre

Voici donc une solution de sortie de crise ainsi qu'une proposition de modèle à long terme.

- Injecter immédiatement 125 millions de dollars et maintenir ces budgets d'ici cinq ans de manière à ce que tout rentre dans l'ordre.
- Faire savoir, au moyen d'une vaste campagne dans les écoles secondaires, qu'en 2010, les principes suivants orienteront l'accessibilité et le financement des études supérieures.

But général: favoriser l'accessibilité des études supérieures tout en évitant l'escalade des coûts et le sous-financement.

Article 1: les cours offerts dans tout programme d'études postsecondaires sont totalement gratuits pour les places de catégorie A.

Article 2: pour tout cours offert dans un programme d'études postsecondaires suit automatiquement une allocation pour l'alimentation et le logement de l'élève inscrit à une place de classe A.

Article 3: le nombre de places de classe A dans chaque programme est déterminé à 70 % du prorata du nombre d'élèves inscrits dans ces programmes en 2000.

Article 4: s'il y a pénurie de main-d'œuvre dans un domaine, le ministère peut choisir d'accroître le nombre de places de classe A dans un programme.

Article 5: l'accessibilité des places de classe A de chaque programme est déterminée soit en fonction des notes des cours préalables, soit par la réussite d'un concours particulier destiné à évaluer des compétences ou attitudes préalables.

Article 6: l'accès aux places de classe B est totalement libre mais l'élève paiera à l'institution 100 % des coûts évalués par le ministère, et ce, sans financement afférent.

Article 7: les étudiants étrangers peuvent avoir accès aux places de classe A, mais à condition de signer une lettre d'entente en vertu de laquelle ils s'engagent à travailler dans ce domaine au Québec durant les dix années suivant leur formation.

DEVOIR 30-03-2005

Négocier une solution viable

SIMON LEBLOND
Finissant à la maîtrise en sciences économiques à l'Université de Montréal

Comme la grande majorité des Québécois, je m'inscris en faux devant la coupe de 103 millions de dollars du gouvernement dans les bourses étudiantes. [...] Malgré la légitimité de leur revendication, les étudiants ne gagneront toutefois rien à faire perdurer la grève, sinon la perte de leur trimestre et des lacunes dans leur formation. C'est maintenant, à la table de négociation, que l'impasse doit se dénouer.

Pour y arriver, les leaders étudiants doivent offrir au gouvernement des solutions viables pour le financement du régime de prêts et bourses et du réseau d'éducation postsecondaire. Ces solutions devront assurer l'accessibilité des études postsecondaires tout en tenant compte des réalités économiques des différents acteurs (étudiants, universités et gouvernement).

À court terme: dégel et recul

Michel Venne démontrait fort éloquemment le 14 mars dernier dans les pages de ce quotidien comment les impôts sont un meilleur outil de redistribution que les frais de scolarité et, donc, qu'ils ne devraient pas être augmentés. Seulement, avant même de parler d'augmenter les frais de scolarité, il faudrait penser à les dégeler: en effet, le gel des frais de scolarité constitue une diminution en termes réels. En effet, un étudiant paie, en termes réels, 83 % de ce que payait un étudiant en 1994 pour une année d'université. Par rapport à 1968, les frais de scolarité représentent seulement 56 % de ce qu'ils étaient.

Une augmentation rétroactive des frais de scolarité pour refléter l'inflation depuis 1994 ne représenterait que 300 $ par année pour un étudiant et assurerait aux universités 60 millions de dollars d'argent neuf. L'indexation subséquente des frais de scolarité à l'IPC ou au salaire minimum permettrait de faire supporter la hausse des coûts de la vie de façon égale par le gouvernement, les universités et les étudiants.

Cette avenue est une solution temporaire et rapidement applicable qui offre le double avantage d'injecter de l'argent dans le réseau d'éducation postsecondaire et d'offrir une contrepartie au gouvernement pour un recul complet sur les 103 millions. [...]

À moyen terme

S'il est clair que le gouvernement se doit de réinvestir la somme de 261 millions dans le réseau postsecondaire, selon une étude de la CREPUQ et du ministère de l'Éducation, une partie du manque à gagner découle directement du maintien des frais de scolarité à des niveaux anormalement bas.

À mon avis, la meilleure façon d'assurer l'accessibilité des études tout en faisant porter leur juste part du fardeau financier aux étudiants est d'opter pour un régime de remboursement proportionnel au revenu (RPR). Cette solution, déjà appliquée dans plusieurs pays du monde, permet à un étudiant de payer ses frais de scolarité seulement à la fin de ses études et de moduler ses paiements en fonction de son revenu. L'accessibilité est conservée puisqu'un étudiant n'a rien à payer au moment de ses études et que le fardeau de ses paiements ne sera jamais démesuré. En même temps, l'étudiant doit maximiser ses choix d'éducation puisqu'il assume un coût directement proportionnel aux études qu'il fait.

La refonte complète du régime de prêts et bourses pourrait également s'inscrire dans le cadre d'un RPR, limitant ainsi les frais de gestion et assurant à tous l'accessibilité à laquelle ils ont droit. Évidemment, la condition *sine qua non* pour que ces réformes fonctionnent est un engagement du gouvernement à réinvestir en éducation. Si la création d'un régime de RPR est un prétexte pour augmenter les frais de scolarité et réduire le financement gouvernemental, on ne fera que reculer.

À long terme

À plus long terme, il est important de porter son regard sur des questions épineuses qui font pourtant partie à part entière du problème actuel. Contrairement à ce qu'on répète sans arrêt, ce n'est pas en rendant l'université plus accessible qu'on augmentera la fréquentation des plus démunis mais bien en améliorant notre réseau déficient d'éducation primaire et secondaire.

À sa sortie du secondaire, un jeune devrait avoir les outils pour faire un choix éclairé sur son éducation. Si les étudiants ont peur des dettes d'études alors qu'il s'agit d'un puissant instrument financier, c'est qu'ils sont mal informés. Si plusieurs jeunes errent pendant des années dans les couloirs universitaires alors qu'il y a un manque criant de professionnels au niveau secondaire et technique, c'est qu'ils sont mal informés. Et si autant de jeunes ne terminent pas le secondaire, c'est qu'ils sont mal encadrés.

Si les étudiants «de gauche» voulaient vraiment être solidaires avec les plus démunis, ils ne militeraient pas pour la gratuité scolaire ou le gel des frais de scolarité mais pour un réinvestissement massif au primaire et au secondaire, pour des repas gratuits de qualité pour tous les étudiants du primaire et du secondaire, pour une augmentation du nombre de professeurs et de professionnels, bref, pour une formation adéquate pour les universitaires potentiels qu'on perd avant même qu'ils ne puissent songer à s'endetter pour étudier.

Journal de Montréal, 30 mars, p. 14

Nouvelles rencontres entre Fournier et les étudiants

QUÉBEC – Le cabinet du ministre de l'Éducation a confirmé hier qu'une série de rencontres aura lieu cette semaine entre le ministre Jean-Marc Fournier et les représentants des associations étudiantes afin de tenter de dénouer l'impasse du programme des prêts et bourses.

YVES CHARTRAND

Stéphane Gosselin, l'attaché de presse du ministre, a précisé que les deux parties avaient décidé d'un commun accord de se rencontrer pour explorer des pistes de solution. Mais pas question, dit-il, de négocier sous les feux de la rampe. «Nous avons convenu de ne pas dévoiler le détail de ces rencontres, ni le lieu, ni l'horaire».

Tout au plus le porte-parole a-t-il mentionné que ce seront les mêmes représentants de la FEUQ et de la FECQ qui seront autour de la table.

«Nous espérons avoir de bonnes nouvelles» à annoncer avant la fin de la semaine, a néanmoins indiqué Stéphane Gosselin.

Selon une source fiable, c'est Québec qui aurait fait le premier pas et sollicité ces rencontres.

Le gouvernement libéral tente désespérément de se sortir d'une impasse qui, après un mois de grève des étudiants universitaires et collégiaux, a largement débordé le simple enjeu pécuniaire.

Les quelque 175 000 étudiants en grève ont réussi à rallier à leur cause tout ce qui est élément progressiste de la société québécoise.

Dimanche, le président de la Fédération des étudiants universitaires du Québec, M. Pier-André Bouchard, a refusé de dévoiler la teneur de ces nouvelles discussions mais, a-t-il répété au journal *Le Devoir*, «les 103 millions sont non négociables» et veulent toujours que cette somme soit reconvertie en bourses.

Il pourrait s'agir de l'ultime essai pour parvenir à une entente avant que le ministère de l'Éducation et les établissements scolaires ne soient contraints de prendre des décisions sur l'annulation de la session.

Photo PASCAL RATTHÉ

La rue Ontario bloquée

Des étudiants manifestant contre les coupes de 103 M$ dans le système de prêts et bourses ont bloqué la rue Ontario pendant plusieurs heures, hier. Une soixantaine d'étudiants ont bloqué Ontario à la hauteur de Sanguinet, soit juste à côté du Cégep du Vieux-Montréal, à partir de 14 h 30. Ils ont quitté la rue pour le trottoir vers 21h30 à la demande des policiers. Un agent a été coupé au front lorsqu'il a reçu une chaise par la tête. Personne n'a été arrêté.

Métro, 30 mars 2005

ÉDUCATION LES FUTURS PROFS VOTENT POUR LA GRÈVE

L'ASSOCIATION d'éducation de l'UQAM, représentant 5000 étudiants, a voté pour reconduire le mandat de grève hier. D'autres associations ont fait de même. Ce sont maintenant 185 000 étudiants qui ont mis une croix sur leurs cours. PHOTO : JULIE BONIN/MÉTRO

L'art du compromis

kgagnon@lapresse.ca
KATIA GAGNON

Bonne nouvelle : après cinq semaines de grève, le gouvernement et les étudiants se sont enfin assis à une table pour négocier sérieusement. Ces pourparlers seront ceux du compromis. Le gouvernement devra avancer quelques millions supplémentaires, mais les étudiants devraient, en contrepartie, céder sur le gel des frais de scolarité pour sortir de la logique infernale qui confine les deux parties à l'impasse.

Les étudiants ont « raison d'être mécontents », reconnaissait le ministre de la Santé, Philippe Couillard dimanche, lors de son passage à *Tout le monde en parle*. C'est vrai. Cette coupe de 103 millions dans les prêts et bourses est inadmissible et cet argent devra être remis en totalité aux étudiants les plus pauvres. On ne négocie pas une telle question de principe.

Ce qu'on peut négocier, cependant, c'est une façon d'aller chercher cet argent ailleurs. C'est là tout l'art du compromis. Faire un compromis, cela veut dire concéder quelque chose sur un sujet qui nous touche. Précisément le contraire de la proposition de la semaine dernière, dans laquelle les étudiants proposaient au gouvernement d'étaler dans le temps de toutes hypothétiques baisses d'impôt.

Les étudiants doivent céder quelque chose. Ce ne peut être sur la question des prêts et bourses, ce devrait donc être sur les droits de scolarité. Les étudiants devraient se rendre compte qu'un dégel des droits est la façon la plus équitable de régler ce problème de 103 millions. Lors de la dernière campagne électorale, les libéraux se sont engagés, tout comme le Parti québécois d'ailleurs, à maintenir le gel des droits. Les étudiants devraient délier le gouvernement de son engagement pour éviter que les plus pauvres d'entre eux soient les seuls à payer.

Car il y a déjà 42 millions sur la table. Le gouvernement peut certainement allonger encore quelques millions. Les étudiants, de leur côté, pourraient proposer un dégel progressif, qui comprendrait une hausse de dix pour cent des droits de scolarité la première année. Dix pour cent, c'est 166 $ de plus par année pour chaque étudiant à temps plein. Cela donne autour de 30 millions par an. Les années suivantes, l'augmentation pourra tout simplement suivre la hausse des prix à la consommation, soit moins de deux pour cent, donc une trentaine de dollars par année. Total : autour de 20 millions sur quatre ans. De l'argent qui ne servira pas à paver les routes du Québec, mais à regarnir les coffres des universités.

Après cinq ans, la facture totale d'un étudiant pour une année universitaire serait passée de 1668 $ par an à 1954 $. On est encore bien loin de la moyenne canadienne, qui frôle les 5000 $ par an.

Ça, c'est un vrai compromis. Qui permettrait à tout le monde de sortir la tête haute de cet affrontement.

Les étudiants étrangers, grands oubliés de la grève

Les étudiants étrangers sont un groupe dont on n'a pas beaucoup entendu parler depuis le début de cette grève.

Ils ont un permis d'études qui leur permet de rester au Québec pour une durée déterminée. Certains, dont les Français, bénéficient d'une politique en vertu de laquelle ils paient les mêmes frais que les Québécois à l'université. Les autres paient... plus de 5000 $ par session. C'est à peu près ce qu'il en coûte à un Québécois pour faire un bac de trois ans. Mais, comme tous les étudiants, ils doivent payer leurs cotisations aux associations étudiantes.

C'est le cas d'un étudiant africain de 21 ans qui refuse que son nom soit publié. Comme lui, les étudiants étrangers n'ont, pour la plupart, pas le droit de travailler. Leurs familles restées au pays font souvent des sacrifices pour leur assurer un avenir.

« Heureusement, mes parents sont compréhensifs, eux aussi ont connu les grèves étudiantes. Mais il ne faudrait pas que la session soit annulée ni même reportée. Ce serait vraiment une catastrophe », explique-t-il. Il n'est même pas certain que son permis d'études sera prolongé. J. BERTRAND

EN CHIFFRE

2861 En 2003-2004, il y avait 2861 étudiants étrangers à l'Université de Montréal.

La Presse, 30 mars 2005

Trimestre prolongé pour 25 000 étudiants de l'UQAM

ARIE ALLARD

s étudiants de cinq des sept fa-ltés de l'UQAM, en grève depuis us de trois semaines, verront leur imestre prolongé au-delà du 22 ril. « Il a été convenu tantôt à la ommission des études qu'il y au- une prolongation de la session our ne pas handicaper la qualité e la formation », a dit hier Carole moureux, vice-rectrice aux étu-s de l'UQAM.

Plus de 25 000 grévistes sont tou-hes par cette mesure, qui n'épar-ne que les étudiants en sciences n grève depuis deux semaines) et n sciences de la gestion (de retour n les bancs d'école après une se-aine de débrayage). « Comme les udiants ne sont pas encore de re-our en classe, on ne peut pas dire ombien de temps la prolongation a durer, a indiqué Mme Lamou-eux. Mais on n'est pas pour pro-onger jusqu'au mois d'août ! »

Professeurs et étudiants de 'UQAM vont devoir faire preuve de flexibilité, de souplesse et l'ouverture, a-t-elle dit. Plutôt que le donner des cours de trois heu-es, les personnes pourront conve-ir de donner des cours plus longs, u encore des cours de week-end. » 'annulation du trimestre n'est pas ncore envisagée. « C'est évident ue plus la grève dure longtemps, lus ça pose problème, a-t-elle re-onnu. Mais on ne veut pas penser u pire, on souhaite que tout se rè-le d'ici là. »

La direction de l'UQAM a par ail-leurs demandé le retrait des plaintes portées contre 45 personnes, lors de l'intervention policière survenue au pavillon Hubert-Aquin, dans la nuit du 10 au 11 mars. Le jour même, les syndicats des professeurs, chargés de cours et employés de l'UQAM avaient dénoncé cette intervention faite alors que les étudiants occu-paient les lieux pacifiquement. « On demande de retirer les plaintes dé-posées au criminel, parce que cette opération visait à protéger les per-sonnes et les biens, pas à ce que des plaintes soient portées », a expliqué Mme Lamoureux.

Cette prise de position ne satisfait pas les étudiants arrêtés, qui de-vront comparaître en mai. « Ça ne me soulage pas, parce que mes em-preintes sont prises et que je suis toujours fichée, a témoigné Kari-ne, étudiante qui dit avoir été en-cerclée par les policiers alors qu'elle rentrait tout bonnement d'un match d'impro. Nous deman-dons plutôt que l'UQAM fasse une sortie publique pour préciser ses torts. »

PHOTO ALAIN ROBERGE ARCHIVES LA PRESSE

Forts de l'appui de 185 000 grévistes, les réprésentants étudiants se rendront confiants à la reprise des négociations avec le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. Ci-dessus, manifestation étudiante au centre-ville de Montréal, la semaine dernière.

« Les gens sont déterminés »

Le mouvement de grève reste fort malgré l'annonce de la reprise des négos

HUGO MEUNIER
ET MARIE ALLARD

Bien que les négociations aient repris entre le gouvernement et les étudiants, le mouvement de grève reste fort, avec 185 000 grévistes toujours décidés à récupérer les 103 millions supprimés dans les bourses. Des votes en assemblées générales ont reconduit hier la grève à l'UQAM, à l'Université de Montréal, à l'Université de Sherbrooke, à l'Université du Québec à Trois-Rivières et dans plusieurs cégeps.

« Les menaces du ministre ne fonctionnent pas, les gens sont déterminés », a dit Julie Bouchard, présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ). Des pourparlers sont pourtant en cours entre le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier et les deux principales associations étudiantes. « Il n'y a rien d'arrêté encore, mais il y a des rencontres dans l'air », a indiqué Mme Bouchard.

Peu bavard sur la reprise des négociations, qu'il prévoit « dans les jours à venir », Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), s'est aussi réjoui de la poursuite du débrayage. « Le fait qu'on soit plus d'étudiants en grève aujourd'hui que la semaine dernière nous rend confiants pour rencontrer le ministre », a-t-il dit.

Stéphane Gosselin, attachée de presse de M. Fournier, a indiqué que le ministre prendrait la parole après les rencontres prévues. « Quand il y aura quelque chose à communiquer, on le fera. J'espère que ce sera cette semaine », a-t-il précisé.

À l'Université de Montréal (UdeM), où une vingtaine d'associations étudiantes — dont celle de médecine — ont renouvelé les mandats de grève, on souhaite du nouveau d'ici vendredi. « Le message qui est lancé, c'est que nous espérons une nouvelle proposition sur laquelle les étudiants pourront se prononcer au cours des prochaines assemblées générales au début de la semaine prochaine », a dit Pierre-Alain Benoît, secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes des campus de l'Université de Montréal (FAECUM).

Hier après-midi, une trentaine d'étudiants en médecine ont manifesté devant le métro Mont-Royal, où ils ont pris la pression de la population. Le syndicaliste Michel Chartrand est allé les appuyer. « M. Chartrand est venu faire prendre sa pression et a dit que c'est le gouvernement Charest qui la fait monter », a plaisanté François Proulx, de l'Association des étu diants en médecine de l'UdeM.

Maxime Sarrasin, élève de 19 an du cégep Montmorency, en était à s septième journée de grève de la faim « Je brime mon confort personne pour montrer que la cause me tient coeur », a expliqué le jeune homme qui consomme des vitamines et d six à huit litres d'eau par jour. So jeûne doit se terminer jeudi à 15 h au cours d'une assemblée générale Les deux grévistes de la faim qu campaient devant le bureau montréa lais du ministère de l'Éducation, ru Fullum, ont quant à eux cessé leu action.

La CASSEE exclue des négos

Une centaine d'étudiants réuni sous la bannière de la Coalition d l'Association pour une solidarité syn dicale étudiante (CASSEE) ont pa ailleurs marché dans les rues d Saint-Jérôme. « On trouve ça déplo rable d'être exclus de la table des né gociations, a dénoncé Héloïse Moy san-Lapointe, porte-parole de l CASSEE, qui milite en faveur de l gratuité scolaire. Le ministre fait l sourde oreille et préfère s'asseoir ave des représentants étudiants qui de mandent moins. »

AUJOURD'HUI

FECQ et FEUQ

Grand rassemblement ce soir au parc La Fontaine, à 18 h, afin de souligner le premier anniversaire de la conversion des 103 millions de dollars de bourses en prêts. Toute la population est conviée à ce rassemblement qui se veut festif. Les artistes Loco Locass, Béluga, Vincent Vallière et Thomas Jensen seront présents. Apportez vos lampions !

CASSEE

- Perturbations économiques et sociales
- Manifestations régionales (vendredi)
- Grande manifestation pour marquer le deuxième anniversaire de l'entrée au pouvoir du gouvernement libéral au Québec (14 avril)

La Presse, 30 mars 2005

Etudes, équité et argent

ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Les jeunes provenant de familles à revenus élevés ont de deux à trois fois plus de chances de fréquenter l'université que les jeunes provenant de familles à faibles revenus.

La correction de cette injustice évidente constitue à la fois un enjeu social et économique. Donner les moyens à tous ceux qui le peuvent d'accéder aux études post-secondaires est évidemment une question d'équité et de justice élémentaires. Mais c'est aussi la meilleure façon d'améliorer notre succès économique futur, qui dépendra largement de la formation post-secondaire des jeunes.

Et cette question est certainement au coeur du conflit entre les étudiants et le gouvernement Charest. C'est parce que la transformation de 103 millions de bourses en prêts affectait les étudiants les plus vulnérables, que les grévistes ont pu rallier une grande partie de leur population à leur cause.

Mais quel est l'impact réel du coût des études et de l'endettement étudiant. Est-ce un obstacle à l'accès à l'université, surtout pour les étudiants provenant de milieux modestes ? Par un hasard providentiel, une étude très fouillée des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, rendue publique la semaine dernière, vient de donner une réponse à ces questions.

Et la réponse ? « Si les considérations financières jouent un rôle dans les faits sur le plan de la détermination de l'accès à l'enseignement post-secondaire, elles ne sont pas le seul déterminant, ni même le plus important », conclut l'organisme dirigé par Mme Judith Maxwell, l'ancienne présidente du Conseil économique du Canada.

Cette étude, qui fait le point sur toutes les recherches dans le domaine, permet donc en quelque sorte de mettre dos à dos les protagonistes de notre plus récent psychodrame québécois. Même si ce n'est pas le facteur le plus important pour expliquer les inégalités dans l'accès à l'université, l'aspect financier est assez significatif pour que l'on évite d'exercer des pressions indues sur les étudiants plus démunis, comme l'a malheureusement fait le gouvernement Charest.

Par contre, le coût des études et l'endettement ne constituent pas un problème sérieux pour les autres étudiants, qui sont la grosse majorité. Bien sûr, il n'est pas drôle d'accumuler des dettes, mais cela ne constitue pas un problème social majeur, ni un obstacle aux études. Encore moins au Québec, où l'endettement étudiant est beaucoup plus bas qu'ailleurs.

Mais l'essentiel de cette recherche, c'est de nous rappeler une réalité fondamentale : à 18 ans, la partie est déjà largement jouée. « La décision d'acquérir une formation post-secondaire ne se prend pas de façon soudaine à la fin du secondaire. Elle découle d'une réflexion et d'une expérience accumulées et de chacune des années de réussite et d'échec dans le travail scolaire, ce qui contribue à façonner les aspirations et la motivation des jeunes. Les possibilités d'acquisition d'une scolarité post-secondaire peuvent être compromises très tôt dans la vie. »

Une foule de facteurs, les valeurs des parents, leur scolarité, les échecs scolaires d'enfants de milieux moins favorisés, le décrochage, la méconnaissance du monde universitaire, auront un impact déterminant. Et si l'on veut plus de justice dans l'accès à l'université, cela commence par des investissements au primaire et au secondaire.

Dans l'ensemble, les études recensées en arrivent à la conclusion que l'impact du coût des études a une influence limitée sur l'équité. Par exemple, le fait que des provinces aient des frais de scolarité différents ne semble pas avoir d'impact sur l'origine des étudiants. Ni même la gratuité scolaire, comme en France. Ni d'ailleurs l'augmentation importante des frais ailleurs au Canada.

Le seul bémol, et il est important, c'est que si la hausse des frais n'a pas freiné les inscriptions, elle a peut-être modifié la composition de la clientèle étudiante, au détriment des moins bien nantis. Un doute suffisant pour ne pas pénaliser les étudiants économiquement fragiles. Quand on ajoute à cette considération une réalité mathématique, le fait que les étudiants de milieux moins fortunés seront, par définition, plus endettés, il est clair qu'il faut éviter de pénaliser les étudiants de milieux moins riches et même accroître les efforts pour les soutenir.

C'est d'ailleurs pour cette raison que l'étude en arrive à déplorer que les politiques d'aide font « moins pour soutenir les étudiants qui ont le plus besoin d'être aidés financièrement », et recommande donc de « faire en sorte que les étudiants à revenus peu élevés reçoivent une plus large part des aides financières ».

L'étude, pancanadienne, fait allusion à certaines formes d'aide qui favorisent les mieux nantis, comme les crédits d'impôt. Mais il est évident que ce raisonnement s'applique à merveille au gel des frais de scolarité, une mesure qui coûte cher à la collectivité et dont les principaux bénéficiaires sont une population étudiante où l'on trouve deux ou trois fois plus d'étudiants riches que d'étudiants pauvres.

COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

Le Courrier International, 31 mars au 6 avril, p. 22

CANADA

Coup de sang étudiant au Québec

Une forte diminution du montant des bourses d'études a déclenché une vague de protestation étudiante sans précédent au Québec. Des manifestations favorisées par l'impopularité chronique du gouvernement Charest.

LE DEVOIR
Montréal

Plus de la moitié des lycéens et étudiants du Québec ont déclaré la grève pour protester contre la diminution du montant des bourses accordées par l'Etat. Amorcé fin février par moins d'une dizaine d'associations, le mouvement prend de plus en plus d'ampleur : 92 000 lycéens répartis dans 32 collèges [équivalents des lycées] et 78 000 étudiants sont en grève. Le mercredi 16 mars, une marée de manifestants a déferlé dans les rues de Montréal au lendemain d'une offre gouvernementale jugée insuffisante.

Des manifestations du Sommet des Amériques* à celles de la guerre en Irak, une génération de jeunes qui ont fait leurs premières armes lors de mobilisations à caractère international s'approprie maintenant des enjeux nationaux où ils construisent eux-mêmes un rapport de force. Et quel rapport de force ! La grève et la manifestation du 16 mars sont les plus importantes de l'histoire du mouvement étudiant au Québec.

DES MANIFESTANTS FORMÉS PAR L'ALTERMONDIALISME

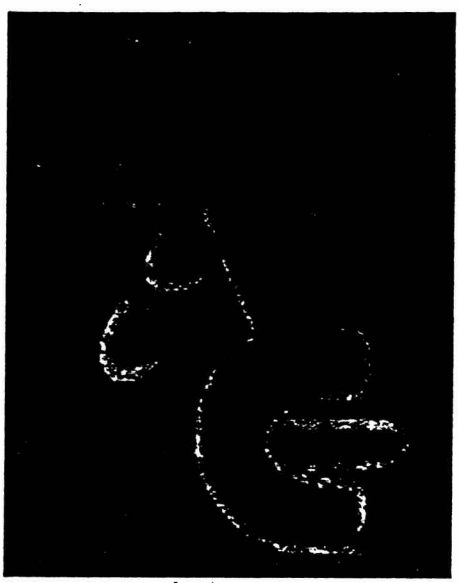
Les universitaires, généralement frileux à l'idée de sécher les cours, sont entrés de plain-pied dans la danse amorcée par les collégiens et quelques associations de facultés plus militantes, la contagion gagnant même des facultés traditionnellement plus conservatrices comme les sciences, le génie et la médecine. Nombreux sont les manifestants qui essaient de mesurer la foule à l'aune des manifestations antiguerre. *"Dans notre génération de militants, beaucoup sont arrivés au mouvement étudiant à cause de la mondialisation"*, explique la présidente de la Fédération étudiante collégiale, Julie Bouchard, qui a été sur toutes les tribunes ces derniers jours. Elle-même a scandé ses premiers slogans lors d'une manifestation contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). *"Les gens voient maintenant concrètement que la mobilisation peut donner quelque chose. Les militants voient que c'est un gouvernement qui réagit à la pression"*, poursuit cette jeune femme de 20 ans au ton posé. Etudiant en travail social à l'université de Sherbrooke, Pierre-Luc rappelle que depuis dix ou quinze ans les stages de coopération internationale dans le secondaire sont légion. *"Les jeunes en reviennent avec une conscience sociale dont ils ne savent pas quoi faire. La semence s'enracine maintenant dans des débats tangibles"*, observe le jeune homme, soulignant que la moitié de la population est en colère contre le gouvernement. Cette mouvance altermondialiste teinte aussi l'allure de la grève. *"Le côté festif est beaucoup plus présent que dans les grèves passées. Cela vient peut-être du mouvement altermondialiste, où la dimension culturelle est très vive. C'est beaucoup plus motivant pour les jeunes qui ont le goût de vivre une expérience militante"*, constate un ancien de l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ), Claude Rioux. Il associe également la participation, inattendue, d'associations d'étudiants en sciences à la forte conscientisation des dernières années sur les enjeux environnementaux. *"Avant, les sciences n'étaient pas aussi politisées"*, observe-t-il.

A la base, la cause suscite l'indignation. Les mains liées par une promesse de maintenir le gel des frais de scolarité, le gouvernement a choisi il y a un an de hausser le montant des prêts, mais en diminuant la somme attribuée aux bourses. La mesure n'affecte qu'une minorité d'étudiants (12 % d'entre eux au niveau collège et 17 % au niveau université), mais ceux-ci sont touchés de plein fouet. Pour la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), le gouvernement a sous-estimé la riposte. *"Le gouvernement a misé sur le fait que tous les étudiants ne sont pas touchés et que la réplique ne serait pas trop grande. Il a fait fausse route."* La fougue des militants plus gauchistes, conjuguée au pragmatisme et à l'argumentaire des fédérations étudiantes, pour lesquelles la grève est un moyen ultime, a allumé un feu qui prend des allures de véritable incendie. Si les étudiants sont convaincus que leur cause est juste et que la grève est nécessaire, ils sont aussi confortés par l'état d'esprit qui règne dans l'ensemble de la population. Les sommets d'impopularité qu'atteint le gouvernement Charest depuis son arrivée au pouvoir – et la grogne qui s'exprime tant dans les syndicats que parmi les groupes communautaires et environnementaux – donnent de l'aplomb au mouvement. *"Le rejet du gouvernement Charest est très partagé dans la population, ça rend le terreau très fertile. C'est une grève qui se fait avec le sourire. Les étudiants n'ont pas la mentalité d'assiégés que leurs prédécesseurs avaient"*, constate Claude Rioux. Depuis deux semaines, les gens qu'il croise dans le métro lui sourient à la vue du carré rouge [le symbole adopté par les militants] qui orne son manteau.

Après plus de trois semaines de grève, aucun signe d'essoufflement n'apparaît à l'horizon. Au contraire, de nouvelles associations se joignent au mouvement. Et les parents ne sont pas loin derrière : *"Les étudiants crient : 'A nous la rue !' Nous, les parents, on devrait scander : 'A nous le trottoir !' et manifester à leurs côtés"*, s'exclamait une mère de trois jeunes adultes rencontrée à la manifestation monstre du mercredi 16 mars.

Quel impact aurait une défaite sur ce mouvement étudiant gonflé à bloc ? *"Il y a danger que les deux extrêmes se fortifient. Un courant radical mènerait des actions sur le mode des groupes d'affinité anarchiste en renonçant à s'adresser à la masse étudiante, alors que les associations plus conservatrices renonceraient à la grève"*, redoute Claude Rioux. Egalement vétéran du mouvement étudiant, Frédéric Lapointe ne craint pas la démotivation : *"Les gens ont senti l'odeur du sang. Ils ont senti que ce gouvernement pouvait être déstabilisé. C'est un apprentissage qui va être durable."*

Clairandrée Cauchy



▲ *Dessin de Raul paru dans* El Pais, *Madrid.*

■ Crise

Les journaux canadiens annoncent une crise sociale majeure au Québec, alors que la fonction publique attend de pied ferme des négociations salariales. Le Premier ministre Jean Charest dirige "le pire gouvernement de l'histoire moderne du Québec" et pourrait bien voir son mandat abrégé, analyse *The Toronto Star*. Selon le quotidien, le milieu des affaires – qui a beaucoup fait pour le hisser au pouvoir – lui chercherait déjà un remplaçant.

* Des manifestations antimondialisation avaient été réprimées très violemment en 2001, lors de la réunion à Québec de 34 chefs d'Etat du continent américain.

Journal de Montréal, 31 mars, p. 4

Selon un sondage Léger Marketing

73 % des Québécois appuient les étudiants

QUÉBEC – Un nouveau sondage de la firme Léger Marketing commandé par la FEUQ montre que les étudiants ont remporté la bataille des relations publiques contre le gouvernement.

YVES CHARTRAND

À la veille d'une série de rencontres avec le ministre de l'Éducation pour tenter de trouver un règlement sur la question des prêts et bourses, un sondage de la maison Léger Marketing commandé par la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ) montre que les Québécois sont très majoritairement derrière eux.

Quelque 73 pour cent des 1000 répondants au sondage estiment que les 103 millions de dollars convertis en prêts lors du dernier budget devraient être réinvestis en bourses. Plus de 63 pour cent sont même prêts à renoncer à des baisses d'impôts de 26 dollars par année pour que le gouvernement puisse faire marche arrière!

Bataille de société

Quant à la proposition faite par le ministre Fournier la semaine dernière et qui a fait l'objet d'une campagne publicitaire intensive dans les deux dernières semaines, plus de 60 pour cent des répondants estiment que les étudiants ne devraient pas l'accepter.

Selon le président de la firme Léger Marketing, ce nouveau sondage montre surtout que, malgré les aléas de la négociation, «les jeunes ont gagné la bataille des relations publiques».

«Ce qu'il y a de changé, c'est qu'il y a un mois, c'était la bataille d'une génération – les jeunes contre les aînés – maintenant, c'est devenu une bataille sociétale. Les jeunes ont réussi à faire le plein et reçoivent des appuis majoritaires dans toutes les couches de la population», dit Jean-Marc Léger.

Toujours pas de rencontre

Par ailleurs, la porte-parole de la FEUQ, Catherine Bourgault, a indiqué au *Journal* hier qu'aucune rencontre n'avait encore eu lieu avec le ministre Jean-Marc Fournier.

Elle n'a pas voulu dire quand les pourparlers auraient lieu mais une source gouvernementale a laissé entendre que les deux parties casseraient la glace aujourd'hui à un endroit non précisé.

Photo PASCAL RATTHÉ

POUR UNE SECONDE fois en deux semaines, plusieurs milliers d'étudiants se sont réunis, au parc LaFontaine cette fois, pour demander au gouvernement Charest de leur redonner les 103 M$ de bourses coupées.

Journal de Montréal, 31 mars, p. 3

12 000 étudiants au parc LaFontaine

«Personne ne va lâcher»

Les étudiants universitaires et collégiaux de tout le Québec se sont réunis en grand nombre, hier soir au parc LaFontaine, pour réitérer au gouvernement Charest qu'ils ne lâcheront pas. Ils iront jusqu'au bout, quel qu'en soit le coût.

CHARLES POULIN

La foule d'hier, entre 10 000 et 12 000 personnes selon les organisateurs, commémorait le premier anniversaire de l'annonce des coupes de 103 M$ de bourses dans les études supérieures.

Ils ont dansé et chanté pendant plus de trois heures avec Loco Locass et Paul Piché et Jacques L'Heureux (Pas Mal Montagne), venus les encourager dans leurs revendications.

«Une année entière, c'est assez, clame le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard. Les gens se sont encore mobilisés aujourd'hui, ils ne sont pas près de laisser tomber!»

M. Bouchard indique que les étudiants ne plieront pas, même avec le spectre de perdre une session.

«Personne ne va lâcher, ajoute la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Julie Bouchard. Depuis deux jours, dix mandats de grève ont été renouvelés.»

M. et Mme Bouchard ne se sont pas adressés à la foule, hier. Ils devaient le faire initialement, mais le plan a changé en cours de route. Plusieurs étudiants membres de la CASSÉE, plus radicale dans ses demandes, étaient massés devant la scène.

Les étudiants abondaient dans le même sens que leurs leaders.

«Mon loyer vient à échéance le 1er mai, souligne Guillaume Poudrier, étudiant à l'Université Laval. Je viens de Victoriaville. S'il faut que je voyage pour terminer ma session, je le ferai!»

«Je suis en grève depuis un mois, j'ai déjà deux examens de reportés et je suis correcte avec ça», lance Julien Beauchamp, étudiant au Cégep de Maisonneuve.

Calme et conseils

La foule n'a fait aucun grabuge, hier. En fait, les seuls moments enflammés auront été lorsque Loco Locass est venu s'adresser à eux.

Les membres du groupe, qui ont entonné *Libérez-nous des libéraux*, ont même donné quelques conseils aux grévistes.

«L'important, c'est de gagner l'opinion publique, ont plaidé Biz, Batlam et Chafiik. On sait que vous êtes cassés, mais il ne faut pas être des casseurs.

«Allez rencontrer les citoyens, ont-ils ajouté. Expliquez-leur. L'éducation est un bien national, une richesse!»

Cégep Vieux-Montréal

Des étudiants ont par contre bloqué la rue Ontario au coin de Sanguinet, à côté du cégep du Vieux-Montréal, à partir de 14h30 en érigeant une barricade.

Les policiers ont utilisé l'escouade anti-émeute pour démanteler la barricade, que les cols bleus auraient refusé de nettoyer par peur de leur sécurité. Les manifestants sont revenus et repris la barricade.

Les policiers sont revenus à la charge une heure plus tard pour mettre fin à tout cela.

Quelques personnes ont jetté des bâtons aux policiers, mais personne n'a été arrêté.

Photo PASCAL RATTHÉ

LOCO LOCASS a entonné *Libérez-nous des libéraux*, en plus de donner quelques conseils aux jeunes grévistes.

Journal de Montréal, 5 mai, p. 3

Journal de Montréal, 31 mars, p. 15

Les bourses et la vie au quotidien

Bonjour, j'ai 22 ans et mon conjoint est d'un an mon aîné. Nous sommes les heureux parents d'une petite fille de 19 mois et nous sommes tous les deux aux études à temps plein.

Mon conjoint travaille 40 heures/semaine étant donné que son programme est moins chargé et moi je travaille à temps plein durant l'été. On parle beaucoup du refus de la proposition du ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier par les étudiants et je voudrais profiter de votre chronique pour expliquer pourquoi elle est inacceptable.

Photo PC

Jean-Marc Fournier

Tout d'abord, je voudrais remettre les pendules à l'heure sur le train de vie des étudiants. Il y a en effet de nombreux étudiants, surtout au niveau collégial, qui mènent la grande vie. Cependant, ce ne sont pas eux qui bénéficient de l'aide financière aux études car ils sont, pour la très grande majorité, des étudiants dépendants, c'est-à-dire des étudiants vivant chez leurs parents ou au crochet de leurs parents. Par contre, les étudiants que je connais qui ont droit à l'aide financière se défoncent au travail durant la session et/ou l'été et arrivent très serrés aux fins de mois.

En ce qui a trait à la proposition Fournier, je suis d'accord avec son intention d'inciter la diplômation, mais je suis complètement contre les mesures proposées puis qu'elles m'excluent du remboursement partiel de mes prêts. Premièrement, je suis exclue parce que je n'ai pas bénéficié de l'aide financière tout au long de mes études car j'étais à la charge de mes parents jusqu'à la naissance de ma fille.

Je suis également exclue car j'ai mis deux ans de plus pour finir mon cégep car j'ai suspendu mes études pendant quatre sessions pour ma petite fille. Et troisièmement, j'étudie pour être notaire, ce qui nécessite une année d'études supérieures pour exercer et celle-ci est aussi exclue par la proposition Fournier.

Finalement, je voudrais préciser que de nos jours, avec la population vieillissante et le faible taux de remplacement de la population, les études ne sont pas un luxe mais une nécessité et que les choix de société que nous prenons présentement sont essentiels à la survie de la société québécoise.

Marie-Claude Mathurin
Saint-Jean-sur-Richelieu

Acharnement sur les petits

Monsieur le premier ministre, je me demanderai toujours pourquoi vous avez été élu. Vous venez de prendre comme moyen de pression de couper les bourses sans aucun préavis. Évidemment, couper les plus pauvres pour vous, c'est beaucoup plus facile qu'essayer de régler un problème. Je comprends votre impuissance devant cette situation car vous êtes trop entêté pour la régler honnêtement. Mais pourquoi donc encore couper seulement les pauvres? Il y a 180 000 étudiants en grève, dont une grande majorité qui ne touchent même pas à l'aide financière et vous vous amusez à appauvrir les plus démunis. Ce ne sont pas tous les jeunes qui ont l'aide de leurs parents ou un bon emploi. Pourquoi s'acharner autant sur nous?

Julie Maya
Montréal

La Presse, 31 mars, p. A4

Des appuis de taille pour les étudiants en grève

HUGO MEUNIER

Des milliers de personnes ont investi le parc LaFontaine, hier soir, pour réclamer les 103 millions de dollars du programme de bourses transformés en prêts ou carrément exprimer leur ras-le-bol du gouvernement Charest.

Sur le thème « Je me souviens des 103 millions », une brochette d'artistes ont défilé sur la scène pour montrer leur appui aux revendications étudiantes.

Les Loco Locass, Paul Piché, Vincent Vallière, Thomas Jensen et autres ont foulé les planches pour encourager les grévistes, dont certains sont dans la rue depuis plus d'un mois.

Selon les organisateurs, plus de 10 000 personnes ont répondu à l'appel.

Ce rassemblement coïncidait avec le premier anniversaire de la décision controversée du Parti libéral de convertir les 103 millions des bourses en prêts.

En plus des étudiants en grève, nombreux, la population a aussi répondu à l'invitation des fédérations étudiante universitaire et étudiante collégiale (FEUQ et FECQ).

Une participation qui reflète les résultats d'un sondage Léger Marketing diffusé hier, selon lequel les trois quarts des Québécois exigent le retour complet des 103 millions.

Forts de cet appui, les leaders étudiants se disent confiants de faire plier l'échine au gouvernement, à l'aube de rencontres avec le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, prévues cette semaine.

À ce sujet, il a été impossible d'en savoir plus, tant du côté des leaders étudiants que du ministre Fournier.

Jusqu'au bout

Même si la colère monte et que les étudiants semblent déterminés à aller jusqu'au bout dans leur lutte, l'ambiance était festive sur le terrain boueux du parc LaFontaine.

Des dizaines d'autobus avaient transporté des grévistes des quatre coins de la province jusqu'au parc.

Une des grandes surprises de la soirée, tant pour les organisateurs que les spectateurs, a été l'arrivée surprise du comédien Jacques L'Heureux sur la scène. Lui-même père d'une cégépienne en grève, le légendaire Passe-Montagne s'est attiré les ovations de la foule par un discours improvisé. « Je vous encourage à continuer, mes chers amis. Perturbez, parce que vous vous faites fourrer ! » a lancé le comédien.

Le chanteur Paul Piché n'a pas manqué non plus d'écorcher les libéraux au passage. « C'est un gouvernement maladroit et cette coupe est une absurdité totale », a déploré le musicien, quelques secondes avant de grimper sur la scène.

Le groupe Loco Locass y est allé de quelques conseils à l'endroit des étudiants en grève. « C'est important de gagner la bataille de l'opinion publique. Vous êtes cassés, soyez pas casseurs », a lancé un des membres du trio.

Malgré les dissensions existantes entre les différents regroupements étudiants, leur succès *Libérez-nous des libéraux* semblent avoir fait l'unanimité.

Massés devant la scène, des dizaines de membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) réclamaient haut et fort, entre chaque chanson, la gratuité scolaire et le droit de participer aux négociations.

Exclue de la table des revendications, la porte-parole de la coalition, qui regroupe le tiers des 185 000 étudiants en grève, n'avait pas le coeur à la fête. « C'est ridicule de faire une grosse fête comme la Saint-Jean-Batptiste après un mois de grève. La colère monte ! » a déploré Héloïse Moysan-Lapointe.

Malgré une importante surveillance policière, l'événement s'est déroulé pacifiquement.

Des étudiants en architecture de l'Université de Montréal avaient érigé un bidonville baptisée Charestville dans le parc, pour bien illustrer qu'ils croulaient sous les dettes.

La grogne gagne aussi les élèves du secondaire. Une manifestation regroupant des adolescents d'une quinzaine d'écoles s'ébranlera aujourd'hui en début d'après-midi devant la polyvalente Édouard-Montpetit.

Au moment de mettre sous presse, une centaine d'étudiants de la CASSEE donnaient du fil à retordre aux policiers devant le cégep du Vieux Montréal, à l'angle des rues Sanguinet et Ontario. Des barricades ont été érigées au milieu de la rue.

Plus tôt, les cols bleus avaient reçu l'ordre de nettoyer les lieux, suivant un avis du Service d'incendie de la Ville de Montréal. Ils ont décidé de se replier, comme les policiers, lorsque les choses ont commencé à s'envenimer.

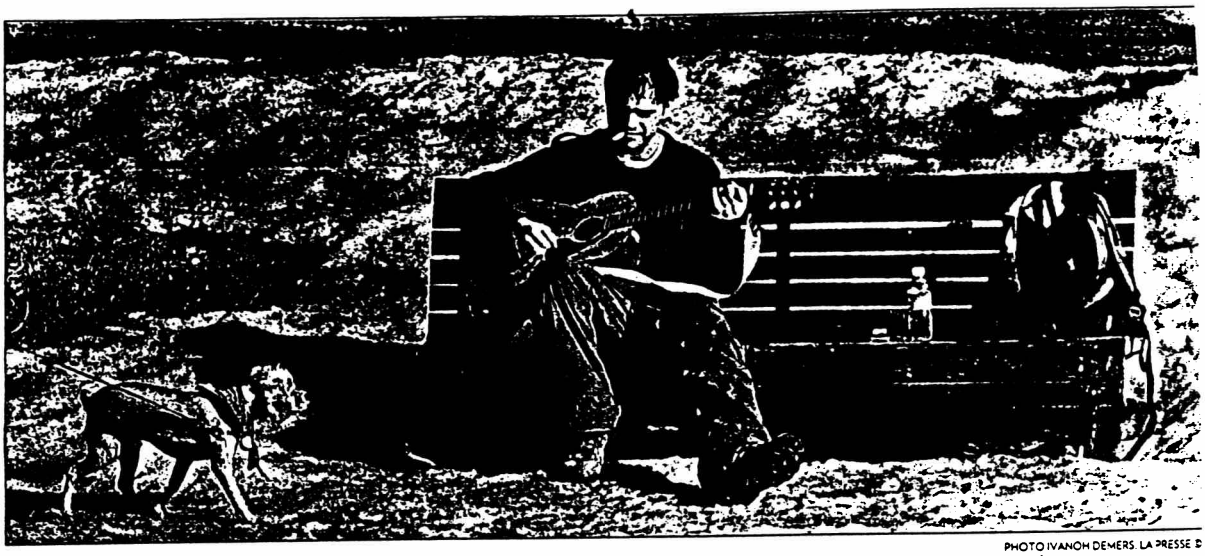
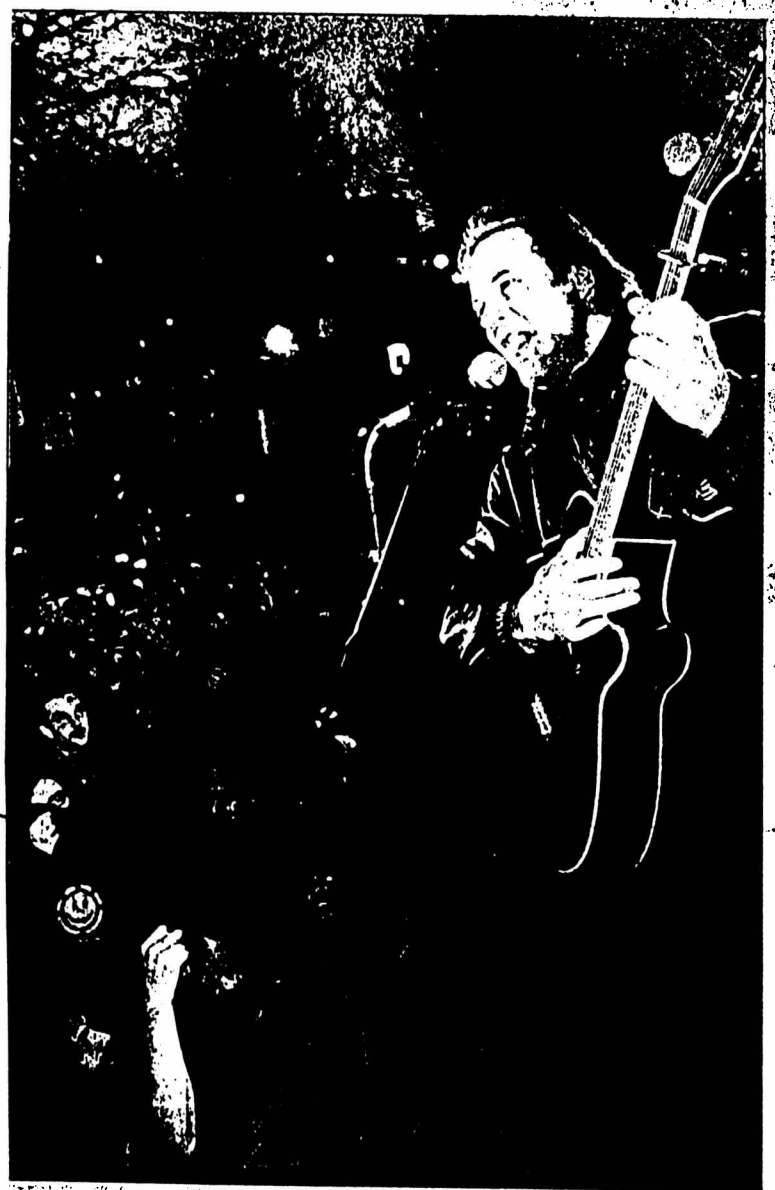


PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Au parc LaFontaine, hier, ce jeune homme a sorti sa guitare le temps d'un après-midi. L'histoire ne dit pas s'il appuie les revendications étudiantes...

73 % d'appuis aux étudiants



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Idole d'une autre génération de militants, le chanteur Paul Piché, venu au spectacle en compagnie de son fils gréviste, a partagé la scène avec les Loco Locass et leur désormais célèbre hymne Libérez-nous des libéraux ainsi que les chanteurs Tomas Jensen et Vincent Vallières. Le spectacle «manifestif» a réuni au parc Lafontaine plusieurs milliers de jeunes et de moins jeunes venus «fêter» l'anniversaire de la compression de 103 millions de dollars dans les bourses aux étudiants.

Les deux tiers des Québécois sont par ailleurs prêts à renoncer à une partie des baisses d'impôt pour réinjecter les 103 millions dans les bourses aux étudiants

CLAIRANDRÉE CAUCHY

C'est avec l'opinion publique derrière eux que plusieurs milliers d'étudiants ont «célébré» le premier anniversaire de la compression de 103 millions dans l'aide financière. Les deux tiers des Québécois sont prêts à renoncer à une partie des baisses d'impôt pour réinjecter les 103 millions dans les bourses aux étudiants.

C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par la firme Léger Marketing auprès de 1004 répondants entre les 23 et 28 mars pour le compte de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Les trois quarts (73 %) des Québécois appuient la demande des étudiants de réinvestir les 103 millions dans les bourses.

«Au cours des dernières semaines, le mouvement étudiant a gagné la bataille des relations publiques. Le peuple, non seulement les jeunes mais même les générations plus âgées, appuie la revendication étudiante», observe le sondeur Jean-Marc Léger.

L'emblème de la grève étudiante a été hissé hier sur la croix du mont Royal.

Les Québécois sondés se disent même prêts, dans une proportion de 63 %, à renoncer à 26 $ de baisses d'impôt par année (soit l'équivalent des 103 millions) pour revenir en arrière sur la compression. *«Ce qui est étonnant, c'est que ce sont les plus riches qui sont le plus disposés à renoncer aux baisses d'impôt»*, note le sondeur Jean-Marc Léger.

La proposition formulée il y a deux semaines par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, de réinjecter 42 millions cette année et 95 millions d'ici cinq ans dans un système de remise de dette n'ébranle pas cet appui populaire, malgré les dizaines de milliers de dollars dépensés en publicité pour la promouvoir. Les deux tiers des Québécois pensent que les étudiants ont eu raison de la rejeter et d'exiger le retour des 103 millions. La proportion est plus exactement de 64 % lorsqu'on parle des 42 millions promis cette année et de 61 % lorsqu'on fait référence aux 95 millions dans cinq ans. Ces deux dernières questions ont été posées à quelque 500 répondants, ce qui implique une marge d'erreur de 4,3 % comparativement à 3,4 % pour les deux premières.

VOIR PAGE A 8: ÉTUDIANTS

SUITE DE LA PAGE 1

Ces résultats tranchent avec un autre sondage réalisé il y a deux semaines pour le compte de TVA et démontrant que 64 % des 500 personnes interrogées étaient en faveur d'un compromis ou de la ligne dure face aux étudiants. Le sondeur Jean-Marc Léger pense que ce nouveau coup de sonde dissipe l'ambiguïté: *«C'est certain que la population veut un compromis, elle veut une solution, mais on voit qu'elle penche beaucoup plus du côté des étudiants que du côté du gouvernement, contrairement à ce qu'on voyait au début du conflit.»*

Manifestation

Le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, est ravi de ces résultats qui amènent de l'eau à son moulin en pleine période de discussions avec le ministre. *«Cela montre clairement que les Québécois sont derrière nous et comprennent pourquoi on fait la grève»*, s'exclame le leader étudiant, qui rencontrait les médias en fin de journée au beau milieu d'une foule d'environ 10 000 personnes réunie au parc Lafontaine pour un des plus gros rassemblement étudiant depuis le début de la grève.

La présidente de la Fédération étudiante collégiale a quant à elle souligné la vigueur du mouvement, alors que les assemblées générales renouvellent massivement les mandats de grève. *«Nous avions 10 assemblées au cours des derniers jours, les 10 ont reconduit la grève. C'est une note parfaite. Il n'y a aucun essoufflement»*, soutient Julie Bouchard. Quelque 185 000 étudiants sont toujours en grève dans 35 cégeps et une grande partie des universités.

Plusieurs personnalités artistiques ont donc prêté hier leur voix au mouvement étudiant pour réclamer du gouvernement qu'il réinvestisse l'argent des bourses transformé en prêts. Paul Piché a ouvert les festivités en reprenant un de ses vieux refrain rassembleur, puis Jacques L'Heureux, alias Passe-Montagne à une époque où les étudiants universitaires d'aujourd'hui étaient encore gamins, est monté sur scène pour appuyer en tant que parent d'adolescent les jeunes dans leur démarche.

La soirée s'est déroulée sans anicroche, les policiers se faisant discrets aux abords du parc Lafontaine. Béluga, Vincent Vallières et Thomas Jensen ont notamment participé au spectacle, tandis que le mordant groupe de rap Loco Locass a obtenu une forte réaction de la foule au moment d'entamer son percutant *Libérez-nous des libéraux*.

Des sympathisants de la CASSEE, la coalition qui représente environ le tiers des grévistes mais qui est exclue des négociations avec le ministre Fournier, se sont manifesté bruyamment tout au cours de la soirée dans les premiers rangs des spectateurs, en réclamant la gratuité scolaire et une présence à la table de négociation, ce qui a poussé la plupart des artistes présents à leur accorder leur soutien.

L'appui populaire était palpable [illegible] rassemblement aux flambeaux *«manifestif»*, pour reprendre les termes de Loco Locass. Plusieurs têtes grises se mélangeaient aux jeunes venus d'un peu partout au Québec. Entre quelques bannières syndicales, l'Union des forces progressistes et Option citoyenne ont aussi épaulé les étudiants par leur présence.

«Ce n'est pas parce qu'on est la province où cela coûte le moins cher d'étudier qu'on doit devenir celle où cela coûte le plus cher. La solidarité et la force qu'ils démontrent méritent notre appui», a fait valoir Jean-Guy Dussault, père de quatre enfants aux études post-secondaires.

Un autre père de deux cégépiens en grève, Jean-François Thomas, dénonçait les compressions projetées à l'aide sociale et celles dans l'aide financière. *«C'est ridicule de baisser les impôts. Cela ne me dérange pas de payer autant pour ne pas "couper" les pauvres et endetter les étudiants»*, déclare M. Thomas, qui a lui-même fait la grève dans son jeune temps. Et sa conjointe Michelle de renchérir: «[Le ministre] *Fournier est condescendant envers les étudiants. Il n'a pas montré beaucoup d'ouverture.»*

Toujours très discret sur ses pourparlers avec le ministre, le président de la FEUQ a toutefois laissé tomber que les discussions *«avançaient»*. *«Il y a eu des rencontres et il va y en avoir dans les jours à venir»*, a déclaré de façon laconique Pier-André Bouchard.

Réaction gouvernementale

Le ministre de l'Éducation est pour sa part demeuré invisible hier, esquivant les journalistes à la sortie de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres. Son attaché de presse s'est contenté de dire qu'il misait sur les discussions avec la FECQ et la FEUQ. *«Quand il y aura du nouveau suite aux discussions qu'on aura, on se fera un plaisir de communiquer tout ça. Pour l'instant, il n'y aura pas de commentaire sur tout ce qui entoure la grève.»*

C'est le ministre du Développement économique, Claude Béchard, qui a été envoyé au bâton pour donner la réplique aux journalistes. Vantant les mérites de la proposition gouvernementale qui *«encourage la réussite scolaire»* et allège l'endettement des plus démunis, M. Béchard a souligné que son équipe ne *«gouverne pas pour les sondages»*.

Questionné sur la grogne qui prend de plus en plus d'ampleur, le jeune ministre, qui rembourse toujours ses dettes d'études, a répondu: *«On va tenir le coup. Non seulement on va tenir le coup, mais on fait très bien dans les circonstances.»*

Face à l'agitation sociale qui gagne l'ensemble du milieu de l'éducation avec les grèves qui s'amorcent maintenant dans plusieurs syndicats de l'éducation, le ministre a fait valoir que le gouvernement ne *«peut pas inventer de l'argent»*. Il a néanmoins défendu l'intention de son gouvernement de réduire les impôts, plaidant que ces sommes revenaient dans l'économie.

Le whip en chef du gouvernement, Norman McMillan, est quant à lui venu jeter de l'huile sur le feu en dénonçant les liens entre les centrales syndicales et le mouvement étudiant. Laissant entendre que des autobus auraient été payés par la CSN la semaine dernière pour transporter des manifestants se rendant à Québec, il a soutenu que cette bataille appartenait aux étudiants. *«Ce n'est pas aux centrales de s'occuper de ces choses-là.»*

L'allusion a fait sortir de ses gonds le président de la FEUQ, pour qui de tels propos dénotent une incapacité à débattre du fond des choses. Il s'insurge contre ce qu'il estime être une tentative *«d'utiliser les étudiants pour basher les syndicats en vue de la négociation des conventions collectives»*. *«Qu'il ne pense pas que nous sommes des marionnettes des centrales. Ce n'est pas parce qu'on parle aux gens qu'on est en train de se faire utiliser»*, a affirmé M. Bouchard, reconnaissant que les centrales avaient *«déjà rendu des services»* au mouvement étudiant.

Rencontré au rassemblement en soirée où quelques pancartes syndicales côtoyaient les nombreuses affiches peintes à la main par les étudiants, le président du Conseil central de Montréal de la CSN, Arthur Sandborn affirme que le whip *«dit n'importe quoi»*. *«Quand j'étais dans le mouvement étudiant il y a 35 ans, on demandait aux syndicats de payer nos autobus, parce qu'ils avaient de l'argent. Mais ce sont les étudiants qui les remplissent. On les regarde et on les appuie»*, lance le syndicaliste.

Le Devoir
Avec la collaboration de Tommy Chouinard et de Guillaume Bourgault-Côté

Le Devoir, 31 mars, p. A1 & A8

Endetter les générations montantes, c'est accroître l'iniquité

En augmentant de 103 millions de dollars l'endettement des étudiants, le gouvernement prenait il y a un an une décision qui en a surpris plusieurs. Nous croyons qu'elle était pourtant le témoin d'une tendance lourde sacrifiant l'avenir pour le présent. Le Pont entre les générations fustigeait déjà, il y a quatre ans (*Le Devoir*, 17 février 2000), les orientations du gouvernement péquiste face à notre défi démographique: *«Surtout, baisser les impôts et dépenser rapidement les surplus. Encore une fois, une politique à courte vue, sans vision d'avenir.* [...] *Quelle sorte d'héritage léguerons-nous à la génération montante? Des dettes à payer pour le restant de leur vie?»* Plus ça change...

Le gouvernement libéral actuel ne s'attaque pas davantage à l'endettement croissant de l'État, préférant diminuer les impôts le plus rapidement possible. Les générations montantes, elles, paieront plus tard des impôts plus élevés pour corriger le surendettement du secteur public. Endetter davantage les étudiants est une proposition déjà fort discutable sur le plan de l'équité sociale. Endetter davantage les générations montantes alors que le problème de la dette publique demeure entier, c'est accroître l'iniquité entre les générations et prendre des risques inutiles envers la pérennité de notre société telle qu'on la connaît.

Il faut aller exactement dans la direction contraire. Le discours étudiant sur les effets de l'endettement sur plusieurs d'entre eux doit être entendu: incapacité de compléter ses études, incapacité de fonder une famille, incapacité de créer une entreprise. Il faut pourtant que les générations montantes trouvent les moyens d'entreprendre, dans leur vie privée comme sur le plan collectif, les projets qui mèneront notre société plus loin. Aujourd'hui, le gouvernement doit accepter de réduire l'endettement des étudiants. Demain, il devra accepter de réduire l'endettement de tous les Québécois. Ainsi, après-demain, nous aurons la volonté et les moyens d'être une société à la fois dynamique et soucieuse du bien-être de sa population vieillissante, sans oublier les générations qui nous succéderont.

Jacques Légaré
Président du Pont entre les générations
Frédéric Lapointe, Catherine Bourdages, Solange Chalvin, Serge Gagnon, Claude Charrette, Pierre Charland, Angèle Dufresne, Rock Beaudet, Jean-Félix Chénier, Karine Blondin, Étienne Tittley, Éric Bédard
Membres actifs ou sympathisants du Pont
Le 24 mars 2005

Gérard Filion et Louis Cyr

Né quelques mois seulement avant *Le Devoir* (qu'il a dirigé), Gérard Filion, le grand bâtisseur, nous a quittés aujourd'hui, jour anniversaire de la mort du grand Beethoven, au moment précis où *Le Devoir* nous rappelle en grande pompe la mémoire de l'homme le plus fort de tous les temps. Lui aussi nôtre.

En première année du secondaire, un jeune garçon avait osé choisir comme sujet de rédaction (ayant pour thème «Mon héros») la personne de Louis Cyr dans un juvénat des Maristes. Il en avait récolté un commentaire acide et sévère du professeur, qui récusait pareil choix d'un héros sur la base d'une qualité aussi peu noble et aussi *«brutale»* que *«la force»*.

Peut-être le professeur a-t-il pu apprendre par la suite que les Grecs de l'Antiquité ne valorisaient pas moins les qualités physiques que les qualités morales ou intellectuelles. Ou, sinon, peut-être lira-t-il le beau compte rendu du *Devoir* d'aujourd'hui...

S'il y avait eu quelques Louis Cyr ou quelques Obélix sur les plaines d'Abraham (à un certain moment), serait peut-être déjà «réglée», de manière convaincante et durable, la lancinante question de la souveraineté du Québec...

Denis Beaulé
Montréal, 26 mars 2005

Réflexion sur les conditions gagnantes

Un tout nouveau jour vient de se lever où plein de jeunes étudiants dans les rues du Québec parlent entre eux de politique et décident enfin d'opter pour l'altruisme et la justice distributive comme étant des objectifs collectifs souhaitables.

La stupide gaffe libérale des 103 millions de dollars changés en prêts dans le système de prêts-bourses aux étudiants est tellement grossière, sur le plan collectif québécois de lutte contre la pauvreté, qu'elle aura servi de déclencheur sur le plan de la réflexion politique.

Nos jeunes, de toutes conditions, vivent une solidarité exemplaire et voudraient que leur Québec puisse être vraiment différent. De plus, il devient évident que l'Ontario, le ROC ou les États-Unis ne pourront plus être des modèles à imiter.

Par ailleurs, nos étudiants semblent heureux de découvrir que leur Québec pourrait devenir une nation différente et généreuse, où l'éducation de toute la jeunesse devrait être gratuite de A à Z.

Enfin tous, même les riches, éprouvent de la responsabilité, de la joie et de la fierté à refuser catégoriquement que quelques-uns puissent s'enrichir alors que les pauvres s'appauvrissent.

Merci donc, MM. Reid et Charest, d'avoir provoqué sans le vouloir, par cette horrible gaffe, une session spéciale de «science politique 101» dans les rues du Québec. Elle nous aura servi à nous mieux connaître.

A. Marceau
Sillery, mars 2005

LIBRE OPINION

DEVOIR
31-03-2005

L'objectif des 103 millions est-il une fin en soi?

GUYLAINE CHEVARIE-LESSARD
Étudiante au doctorat en études littéraires à l'Université du Québec à Montréal

Nos dirigeants étudiants ont posé comme point ultime de la revendication, et avec raison, une question de nature économique: 103 millions de dollars. Mais ce qui pousse ainsi tant d'étudiants à faire la grève depuis bientôt un mois, ce n'est peut-être pas cette pure question d'argent.

Cet argent est le symptôme d'un malaise beaucoup plus grand, qui va bien au-delà d'une question de prêts et de bourses jusqu'à la gratuité scolaire. Et c'est peut-être pour cette raison que le mouvement étudiant est actuellement si puissant et si intransigeant sur ses positions face au gouvernement. Derrière, il y a un état de crise: la crainte, la peur, l'angoisse que l'avenir ne soit plus du côté de la jeunesse mais essentiellement du côté d'une population vieillissante.

Je suis de celles qui ont toujours vécu les mouvements étudiants en marge, en bordure. J'ai toujours été pour les revendications des étudiants, mais jamais d'assez près pour aller jusqu'à marcher dans les rues. Pour la première fois, le 16 mars dernier, je suis allée manifester moi aussi, avec tous les autres. Et ce n'était pas pour une simple question financière.

Je suis l'une des privilégiées qui ont pu faire toutes leurs études sans encourir de dettes et, pourtant, c'est aujourd'hui que la nécessité de crier mon inconfort, mon malaise, est la plus grande. La question sociale, depuis un mois, a fait une intrusion dans mon intimité.

Qu'est-ce qui nous attend?

Comment sortir de l'impasse qui existe entre nous, les étudiants, fixés sur nos 103 millions, et ce ministre fixé sur des impératifs d'économie? Qu'attend-on pour poser les questions de fond? Le problème qui m'habite, et sans doute plusieurs autres avec moi, c'est non pas exclusivement cette somme de 103 millions mais la situation qui m'attend en sortant de l'université.

Si je m'endettais avec l'assurance de trouver, à la fin de mes études, un espace de liberté où je pourrais enfin respirer en travaillant, où je pourrais avoir l'espérance de poursuivre mes projets d'avenir en étant appuyée par mes parents, mes grands frères et mes grandes sœurs, mes concitoyens qui œuvrent présentement au fonctionnement de la société, sans doute que je n'hésiterais pas un instant aujourd'hui à payer plus cher pour mon éducation.

Malheureusement, c'est plutôt l'inverse qui m'attend. Mon avenir ressemble plus à une prison où j'irai mourir à petit feu: payer des dettes pour un bien dont je ne pourrai jamais jouir et financer des soins pour mes parents vieillissants en m'aliénant dans un travail qui ne m'offrira aucun espace pour créer un monde plus humain.

Aujourd'hui, l'université et le cégep sont pour moi les derniers espaces où cette liberté tant désirée dans l'avenir est encore possible. Et vous voulez me l'enlever, m'enlever ce qu'il me reste d'espérance et d'espace pour respirer!

Si je résiste tant, c'est par instinct de survie, pour échapper à l'agonie que j'appréhende à la sortie de l'université. Jouer un rôle, je le veux bien, mais donnez-moi la chance d'espérer l'avenir autrement, juste un peu! Aller manifester me redonne la joie d'espérer. Y a-t-il quelqu'un qui va enfin comprendre ça?

J'ai besoin d'air, et 170 000 jeunes avec moi me donnent l'espérance de pouvoir respirer un jour! J'espère que ça va continuer au-delà des 103 millions... Et qu'un vrai débat de société va s'engager entre nous et ceux qui nous ont précédés.

union libre

Le journal facultaire des étudiantes et étudiants en science politique et droit

Avril 2005.
vol. 1 no. 03
gratuit

La condition étudiante

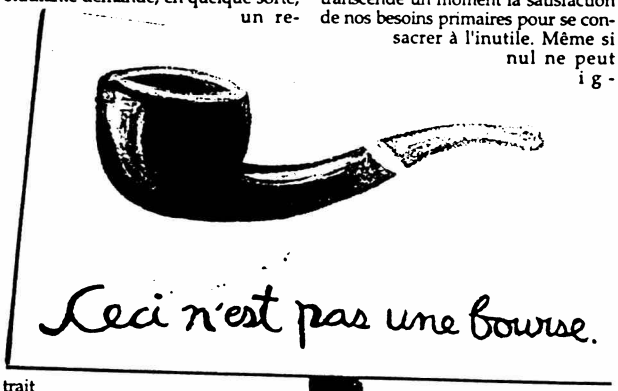
"Les humains ne sont ni des fourmis ni des abeilles"
Hannah Arendt

Jean-Pierre Couture
étudiant au doctorat
en science politique

Il est commun aujourd'hui qu'un étudiant travaille et s'endette afin de pouvoir poursuivre des études. C'est pourquoi nul ne sursaute à l'idée que certains sont devenus des travailleurs à temps plein qui étudient à temps partiel afin d'éviter de se retrouver, comme tant d'autres, diplômés mais endettés de plusieurs dizaines de milliers de dollars.

Une situation qui s'établit et qui, peu à peu, devient une habitude jouit toujours d'un statut qui la rend d'abord normale puis, avec le temps, indiscutable. Le problème est que cette norme en vienne à détruire l'espace fragile où chaque étudiant, particulièrement ceux qui ont choisi autre chose qu'un " domaine branché sur l'emploi ", vaque à son apprentissage à l'abri du monde du travail. De nos jours, la chance de pouvoir consacrer tout son temps à ses études redevient le privilège du petit nombre. La condition étudiante, nécessaire à l'épanouissement de la pensée, est en voie de connaître une immersion complète dans l'univers de l'utile et du nécessaire. L'étudiant-travailleur en est le premier témoin. Il en est aussi la première victime.

Précisons que la condition étudiante demande, en quelque sorte, un retrait hors du monde de l'immédiatement utile. Non pas au sens où le penseur quitte ce monde pour contempler la voûte céleste loin de ses semblables, mais au sens où lorsqu'on pense, on prend un recul par rapport aux sollicitations quotidiennes. C'est une condition essentielle à tout apprentissage. Lorsqu'on pense, on transcende un moment la satisfaction de nos besoins primaires pour se consacrer à l'inutile. Même si nul ne peut ignorer le fait que tous, même le plus éthéré des théoriciens, ont besoin de manger, il reste que l'activité pensante est une mise entre parenthèses des exigences immédiates du corps et de tout ce qui est nécessaire au maintien de la vie.



À ce titre, l'université est censée offrir ce lieu privilégié où peuvent s'épanouir ces activités inutiles. C'est dans cette sorte de bulle que l'étudiant devrait être préservé des sollicitations propres à la reproduction de son être biologique. C'est là qu'il pourrait se consacrer à une activité non vitale par excellence : apprendre à penser.

Le drame du travailleur-étudiant

Or lorsqu'il doit travailler dans l'une de ces aliénantes " jobines ", l'étudiant se tient sur la corde raide qui relie deux mondes pour le moins différents : le boulot et l'université. Se confrontent en lui-même deux personnalités : celle de travailleur et celle d'étudiant. À l'université, l'étudiant développe un regard critique sur sa société, car on lui permet de s'arracher de l'immédiatement nécessaire et de se poser des questions.

Suite Page 2

Naissance d'une génération politique

Renaud Plante
étudiant au baccalauréat
en science politique

Les événements défilent à un rythme démentiel. Nous assistons, spectateurs ou acteurs, à une période qui tiendra lieu de landmark dans le paysage politique et historique québécois. Le tout, évidemment, bien trop rapidement pour que nous puissions être en mesure d'en évaluer les impacts. Reste que nous vivons, depuis quelques semaines, des moments qui seront au programme des cours d'histoire durant les prochaines décennies. C'est à la naissance d'une génération politique que nous sommes conviés.

L'icône de la génération politique au Québec est sans aucun doute celle de nos parents. La génération qui avait 20 ans en 68. Ceux-là mêmes qui ont été marxistes-léninistes, indépendantistes, sociaux-démocrates, souverainistes, souverainistes-associationistes, capitalistes, resociaux-démocrates et autres. Cette génération, qui prend du boomer et de l'un peu plus jeune, est encore aujourd'hui, et sans doute avec raison, considérée comme la plus politisée du XXe siècle québécois. C'est d'eux que sont issus nos chroniqueurs journalistiques, nos analystes politiques, nos professeurs, nos modèles. Ils forment notre élite intellectuelle et n'avaient, jusqu'ici, rien à craindre de la relève.

Ce n'est certainement pas la génération des 35-45, la génération X, qui allait sonner le glas de leur règne. Cette frange de la population, en réaction totale contre ses prédécesseurs, s'est fait un point d'honneur d'évacuer de son horizon tous les héritages possibles des boomers. Ceux-là mêmes qui se réfugient sur les ondes de CHOI ont abdiqué la pensée critique et le raisonnement politique, prenant la gent politique comme responsable de toutes les calamités dont elle a été victime. Un souffle nouveau émerge. Un virage majeur vient de survenir au Québec et cela dans un intervalle incroyablement court.

Les jeunes adultes d'aujourd'hui viennent de prendre le plancher et ils n'entendent pas se laisser marcher sur les pieds. Après avoir été depuis dix ans une génération politisée, elle vient d'éclore en une génération politique. Aujourd'hui, en 2005, les étudiants québécois reprennent leur rôle d'acteurs politiques au niveau national, au niveau du Québec. Deux éléments viennent expliquer ce fait. Le recentrage de l'altermondialisme primaire vers des intérêts nationaux et la conscientisation au politique sont les causes principales qui expliquent que des centaines de milliers d'étudiants retrouvent une conscience nationale jadis perdue.

« L'icône de la génération politique au Québec est sans aucun doute celle de nos parents. La génération qui avait 20 ans en 68. »

Depuis le référendum de 1995, rares étaient les moins de 30 ans captivés par la politique québécoise. Avec le courant de mondialisation des années 80 et le commencement de la dissidence envers cette façon de voir le monde, la junte politisée québécoise s'est réfugiée dans l'international au cours des dix dernières années. Les nationalismes étaient démodés, archaïques et rétrogrades, alors que l'ouverture au monde, le regard tourné vers l'autre et la pensée altermondialiste, sinon antimondialiste, étaient à la mode. Un total désintéressement de la politique nationale s'est opéré auprès de cette partie de la population et le terrain politique est resté vacant.

La grève étudiante marque un retournement de situation. Elle bat le rappel des troupes à domicile. Il y a péril en la demeure et il est grand temps de s'en occuper. Avec la mobilisation inégalée des dernières semaines au Québec, l'attention des étudiants s'est portée, chose rare depuis plusieurs années, vers l'intérêt national québécois. Au cours du dernier mois, des centaines des milliers d'étudiants sont tombés en grève pour défendre un idéal de société.

Suite Page 2

Cadences Brésiliennes
Deux ethnographies plutôt particulières
Page : 12

Catastrophe biélorusse
Tchernobyl : Un drame national
Page : 15

Les représailles
Du nouveau ! Une bande dessinée de *Nul si découvert*
Page : 16

Suite condition étudiante...

Au travail, l'étudiant suspend sa vie intellectuelle et met de côté ces interrogations qui n'ont de sens qu'à l'intérieur des murs de l'université.

On pourrait certes opposer que beaucoup nourrissent réciproquement le travail et les études et qu'il n'existe pas une telle opposition entre le travailleur et l'étudiant. On ferait alors référence à ceux qui " répondent aux demandes du marché " ou à ceux, plus rares, qui travaillent déjà dans leur domaine. Mais pour les autres qui sont réduits à servir à temps partiel ceux dont le " pouvoir " ne rime plus qu'avec " achat ", il en va tout autrement. Ils sont écartelés. Leur drame, c'est de poursuivre la noblesse de l'apprentissage et de la découverte en se faisant toujours rappeler la nécessité du gagne-pain avec pour résultat de ne pas pouvoir pleinement se consacrer à ce qu'ils ont légitimement choisi de faire. S'opposent donc en leur propre personne des activités qui demandent expressément l'arrêt et le retrait de l'une ou de l'autre. Pour ces étudiants-là, cet écartèlement se manifeste au quotidien, soit à chaque moment où se heurtent les études et le travail.

Cette condition étudiante écartelée n'est évidemment pas sans conséquence. Tendu comme un fil de fer entre ces deux mondes, l'étudiant peut difficilement mener à bien cette double vie sans risquer d'en abandonner une. Cela peut débuter par une prise de conscience tragique où l'on se dit qu'étudier est, au fond, profondément futile. Le marché, en récompensant le travail par un salaire, sanctionne ce raisonnement et l'encourage. Après tout, que signifie étudier en comparaison de cette activité sérieuse et encouragée socialement qui permet de " gagner sa vie "? Face aux impératifs de la survie, les études ne sont-elles pas superflues, luxueuses et " au-dessus de mes moyens "? Ce sont là les impasses bien réelles dans lesquelles se retrouvent ceux pour qui l'écartèlement ne peut plus être supporté.

Beaucoup maintiennent tout de même le cap et continuent de mener de front les études et le travail sans trop se plaindre. Les plus conservateurs d'entre eux regardent même de haut ceux qui s'endettent (un péché). Mais l'étudiant-travailleur ne doit-il pas compresser toujours et davantage le temps alloué aux études? Dans tous les cas, il semble bien que le terme de l'écartèlement soit l'abandon réel (on laisse son cheminement en plan) ou virtuel (on s'y consacre trop peu avec des résultats médiocres) des études.

Une conséquence encore plus grave se cache derrière ce phénomène : c'est lorsque les impératifs de la survie quotidienne prennent le pas sur toute la sphère des activités humaines que la pensée n'est plus possible. L'étudiant qui travaille est particulièrement victime de cette pression sociale qui n'accorde de valeur qu'à ce qui est utile et nécessaire. Il est pris dans ce dilemme où s'affrontent la tentation de se conformer à cette norme industrieuse et la volonté de résister à ce qu'on lui impose en s'obstinant à poursuivre, au travers de son apprentissage, des fins plus hautes.

Les revendications de la grève

Le réinvestissement en éducation qu'exigent les étudiants et les étudiantes en grève à l'UQAM - fier moteur du mouvement actuel - profitera à l'ensemble des étudiants, y compris à ceux qui condamnent la grève selon le mot d'ordre des pires démagogues radiophoniques.

Nous exigeons le droit à une éducation qui forme des citoyens responsables et pas seulement des travailleurs de " l'économie du savoir ".

Nous demandons aussi que l'université demeure un lieu où s'épanouissent des activités en retrait des exigences purement capitalistes.

Nous ne voulons plus nous prêter au jeu des déficits zéro qui sous couvert de finances publiques " assainies " endettent l'ensemble des ménages québécois de façon croissante.

Nous dénonçons l'hypocrisie bien libérale qui consiste à rendre l'individu responsable de son endettement alors que la dette n'a fait que changer de camp. " Pendant que l'État paie cash, le peuple met ça s'a carte ".

Nous contestons ce discours patronal et paternaliste qui culpabilise les étudiants pauvres, alors qu'en fait leur dette sert à graisser directement les vrais PROFITEURS de leurs " prêts personnels " : l'UNIVERSITE, le PROPRIÉTAIRE de logements, l'ÉPICIER du coin, la SOCIETÉ de transport et la BANQUE, cette ultime profiteuse en lice qui gagne vraiment à voir les bourses devenir encore plus prêts...

Même si l'on veut nous vendre un modèle de société qui adule le zèle bête de l'abeille et de la fourmi, nous refusons d'acheter ce simulacre de vie humaine et pensons qu'exister humainement au XXIe siècle ne voudra plus dire " vivre pour travailler " et encore moins " travailler pour payer " des dettes qui ne sont pas les nôtres.

Note du comité

Nous voilà déjà rendus à la troisième parution en cette première année d'existence. Depuis janvier, le journal Union Libre vous convie à investir cet espace de débats, d'idées et d'analyses qui a pour but de mettre en valeur, de structurer et d'encourager la diversité d'opinion tout en animant les relations entre les membres de la Faculté de science politique et de droit.

Malgré notre attachement à une faculté, vous aurez remarqué que nous ne rechignons pas à l'idée de publier les écrits de tous ceux et celles qui souhaitent partager leurs pensées avec nous et ce, quelque soit leur provenance. Le journal Union Libre profite d'une large visibilité au sein de l'UQAM, nous sommes lus par des étudiants, professeurs et chargés de cours de toutes les facultés et les présentoirs à journaux se vident rapidement à chaque publication. Nous tenons à vous remercier chaleureusement de l'intérêt que vous portez à l'égard de ce projet. Aussi, nous apprécions grandement la qualité et l'assiduité de vos contributions.

Les temps sont inspirants. La grève, qu'on soit pour ou contre, marque les esprits et réchauffe les discussions. Il s'agit d'un moment propice à la réflexion et à l'action. Devant une telle effervescence, il était impossible de ne pas produire une troisième et dernière édition. Après deux semaines de préavis et cinq jours de montage, voilà que nous vous offrons cette version express, qui nous l'espérons, saura vous plaire.

D'ici là, ne manquez pas d'envoyer vos articles à l'adresse courriel du journal.
On se revoit en septembre!

Le comité de publication

unionlibre@gmail.com .

Suite naissance d'une génération...

Ils ont décidé de sacrifier une partie sinon la totalité de leur session à la défense d'un modèle de société, le modèle québecois. Sans pour autant être nationalistes, c'est pour défendre la particularité québécoise qu'ils se sont mobilisés.

Cet état de fait pourrait avoir bien des répercussions à long terme. Loin de s'arrêter à la seule retrocession des 103MS, ce mouvement aura jeté les bases de la société politique que sera le Québec des prochaines années. En ramenant le focus de la jeunesse vers des intérêts nationaux et en politisant une partie de la population jusque-là completement étrangère à cette sphère, c'est une conscience nationale que le gouvernement vient de créer. L'ironie du sort veut que ce soit un gouvernement fédéraliste qui ait stigmatisé l'attention de la jeunesse vers la scène politique québecoise et qui l'ait fait monter aux barricades pour défendre l'intérêt national. Bob Rae, ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario et président du conseil d'administration du Conseil de l'unité canadienne, vient d'ailleurs de sonner l'alarme. Selon lui, le gouvernement Charest pourrait bien être l'élément gagnant d'un futur référendum sur la souveraineté. Nul doute que l'option souverainiste quebecoise se sera trouvé de nouveaux adeptes durant cette grève. Nos parents nous ont parlé de leur 68, nous pouvons maintenant parler de notre 2005. Ils nous ont entretenus de leur défaite de 1980, nous pourrions bien leur parler de notre victoire de 2009.

union libre

405 Rue Sainte-Catherine Est, suite JM760,
Montréal, (Québec) H2L 2C4
Tél.: (514) 987-3000 poste 2632

Fondé en 2004 par Simon Lavigne, Hans Heinrich & René Delvaux

Responsable : Simon Lavigne
Comité de Publication : Hans heinrich, René Delvaux, Renaud Plante, Francis Boilard

Contributions : Alexandre Blanchet, Francis Boilard, Hermann Cebert, Jean Pierre Couture, Philippe Cousineau Morin, Chantale De Montigny, Mathieu Forget, Gabrielle Gérin, Frantz Gheller, Hans Heinrich, Émilie Joly, Sylvain Kelecom, Geneviève Larouche, Simon Lavigne, Marc Lebel, Daniel Leblanc-Poirier, Catherine Parent, Brenda Pereira Francisco, Renaud Plante, André Querry, Martin Rose, Gabriel Ste-Marie, Dany Ŝt-Jean, Simon Trèmblay Pépin, Philippe Ordenès

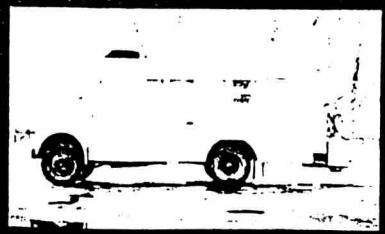
Photos : Gabrielle Gérin, Hans Heinrich

Montage : Simon Lavigne, Hans Heinrich, René Delvaux

Correction: Catherine Chevalier

Impression : ROTOQUAD

Circulation : 2000 copies



Du kitsch du manifestant à la véritable lutte

Alexandre Blanchet
Étudiant au baccalauréat en science politique

Nous voilà tous en grève, joyeux uqamiens, accompagnés de dizaines de milliers d'autres étudiants universitaires et cégépiens. Nous sommes tous et chacun parties prenantes au plus gros mouvement de grève étudiante de l'histoire du Québec et je dois avouer en être le premier étonné. Non pas que notre cause ne soit pas juste, bien au contraire, mais simplement qu'elle n'a rien de bien passionnant en soi. Nous aurions pu descendre dans la rue pour crier haut et fort que l'éducation ne doit pas être soumise à la logique du marché, qu'on ne s'éduque pas simplement pour avoir un emploi, mais pour libérer son esprit. Mais non, nous sommes tous dans la rue pour une coupe de 103 millions dans les programmes de prêts et bourses.

Imaginez-vous dans vingt ans, bien assis dans votre salon en train de boire ce qui reste d'une bouteille de vin rouge ouverte au souper, les enfants sont couchés et vous regardez un reportage historique retraçant les grands événements politiques de la décennie 2000-2010. Le narrateur, un Pierre Nadeau du futur, vous rappelle alors sur des images de manifestants ce fabuleux moment de votre jeunesse naïve, vous souriez alors à la douce saveur mélancolique du souvenir de cette grève dont vous avez oublié la cause. Vous regardez votre conjoint(e) et lui souriez en vous rappelant que c'est justement dans l'une de ces manifestations que vous l'avez rencontré(e). " Ah! qu'elle était bonne cette jeunesse idéaliste alors que nous marchions tous ensemble, respirant de concert pour une cause qui nous passionnait ", vous dites-vous. Puis, vous voyez un ancien collègue devenu historien, il a toujours sa barbe, assis devant un fond noir, racontant les événements centraux. Quelle déception! Vous vous rappelez maintenant que la plus importante grève de l'histoire du mouvement étudiant n'avait pour but que de corriger la décision d'un ministre faisant partie du gouvernement le plus crétin de l'histoire du Québec, ministre à qui l'on avait demandé de réduire les dépenses de son ministère et qui, pour ce faire, choisit l'option la plus absurde. Je ne sais pas pour vous, mais moi je regarde nos parents et je nous trouve un peu looser.

Je le répète, notre cause est juste, elle n'en reste pas moins ultra technique et finalement, bêtement mathématique. Certains me diront que cette cause, aussi technique soit-elle, a d'importantes répercussions sur les étudiants les plus pauvres d'entre nous, je suis d'accord. D'autres diront que derrière elle se trame un débat de fond dont on entend que très peu parler, celui de la place de l'éducation dans nos vies. Là, je ne suis pas d'accord. Avant que cette grève ne soit déclenchée, j'étais convaincu que jamais une cause aussi morne ne pourrait mobiliser assez d'étudiants pour qu'un véritable rapport de force puisse s'instaurer avec le gouvernement, je dois évidemment admettre que j'avais tort. Or aujourd'hui, je tente de comprendre et je crois que finalement, c'est justement parce que cette cause est complètement dénuée de passion qu'elle en suscite autant. La justesse de notre cause tient plus de l'évidence que d'un véritable débat de valeurs, voilà pourquoi elle mobilise à ce point.

Les dirigeants de nos associations étudiantes sont de jeunes idéalistes, voilà qui n'est un secret pour personne et qui est très bien ainsi. Mais ils sont également habités par le kitch du manifestant, constamment à l'affût d'une cause qui permettrait de descendre dans les rues et de revendiquer quelque chose. Lorsqu'aucune ne se pointe à l'horizon, ils planchent sur l'abolition des frais de scolarité ou cherchent à obtenir un débrayage d'une journée pour se joindre à un mouvement contre X, Y ou Z. Or malheureusement pour eux, les véritables débats politiques passionnants où se confrontent valeurs et idéologies ne sont pas les bienvenus dans notre société. Ainsi, incapables de mobiliser une masse critique suffisante, ils ne finissent par créer que de légères frousses de grèves éventuelles. Que je sois bien compris, je ne veux pas ici m'attaquer aux dirigeants d'associations étudiantes, bien que je ne sois pas toujours en accord avec ce qu'ils défendent, je crois qu'ils n'essaient que de vivre ce qui veut spontanément surgir d'eux et qu'ils refusent de ne rien faire face à toute l'absurdité de ce monde, ce qui est fort louable. Je ne me permets pas non plus de juger les autres qui choisissent d'autres voies, parfois par pur égoïsme, d'autres fois par manque d'intérêt ou par désaccord. Je veux simplement désillusionner tout le monde en leur rappelant que le franc succès de la grève en cours n'est aucunement lié au débat de fond qui pourrait effectivement surgir d'elle, mais simplement du fait que la décision du gouvernement est complètement indéfendable et que ce dernier est également le gouvernement le plus ridicule de toute l'histoire contemporaine du Québec. Sans cette impopularité chronique et sans cette cause dont la justesse tient à l'évidence, jamais une telle mobilisation n'aurait été possible.

« Ce qu'il faudra faire, c'est élaborer un argumentaire fondé sur ce qu'est l'éducation, sur ce qu'elle a de plus précieux et qui ne doit pas être travesti par la logique économique »

Certains diront que je sous-estime l'essence de l'engagement étudiant actuel. Or, je crains que si, par exemple, le ministre nous offrait un dégel raisonnable des frais de scolarité combiné à une revue complète et bonifiée du système de prêts et bourses, une majorité d'étudiants ne se range derrière lui. Ne subsisteraient alors que les associations traditionnellement plus à gauche, comme la nôtre. " C'était là une promesse électorale du PLQ que de ne pas dégeler les frais de scolarité ", me direz-vous. Eh bien, pour dénouer l'impasse actuelle, je crois que la population excuserait ce dégel s'il

ne paraît pas trop élevé et s'il est de surcroît accompagné d'une bonification du régime de prêts et bourses. Parce qu'en passant, la population appuie le mouvement étudiant pour les mêmes raisons qui expliquent la mobilisation exceptionnelle de ce dernier : simplement parce que la décision du gouvernement est indéfendable.

Alors, que faire maintenant? Il faut simplement s'avouer qu'actuellement, la mobilisation étudiante n'a rien d'idéologique et il faut travailler à la solidifier de manière à ce qu'elle le devienne. Nous devrons bientôt répondre à plusieurs arguments en faveur d'une hausse des frais de scolarité : ce sont les plus bas au Canada; ils sont gelés non pas en termes réels, mais nominaux, ce qui équivaut à une baisse constante suivant l'inflation; une légère hausse de ces frais n'a aucun impact sur l'accessibilité parce que l'éducation rapporte beaucoup, les étudiants le savent et sont donc prêts à y mettre ce qu'il faut dans la mesure où c'est possible pour eux. Ce sont tous là des arguments qui sont vrais et assez convaincants. Dire simplement que l'éducation est un droit ne suffit pas, une légère hausse des frais de scolarité ne menace pas l'accessibilité, surtout si on bonifie et réforme le régime de prêts et bourses. Ce qu'il faudra faire, c'est élaborer un argumentaire fondé sur ce qu'est l'éducation, sur ce qu'elle a de plus précieux et qui ne doit pas être travesti par la logique économique. Il nous faudra être capables de mobiliser, mais cette fois-ci avec un véritable débat de valeurs, et compte tenu de la puissance actuelle de l'argumentaire économique, il nous faudra être particulièrement convaincants.

Je crois que la solution réside dans ce qui est au fondement même de l'éducation : elle rend libre. Nous devrons rappeler à tous que nous ne devenons pas libres du jour au lendemain dans la nuit de nos 18 ans, que nous ne choisissons pas uniquement un programme d'étude en fonction de nos préférences dans le but de maximiser notre utilité, d'avoir un bon emploi et d'accumuler des REER. Nous devrons rappeler à tous qu'un jour nous allons mourir, que n'avoir pour raison de vivre que ses foutus REER et sa carrière c'est perdre son temps, c'est être mort d'avance, ou plutôt n'être jamais véritablement né. Nous devrons convaincre les étudiants et la population que si cette vie n'est qu'économique, alors aussi bien mourir tout de suite, car finalement, nous ne serons jamais vivants.

Le mouvement étudiant devra ouvrir les yeux des baby-boomers, anciens hippies devenus bourgeois, et leur rappeler cette nausée qui les hante, mais qu'ils noient à coup de pilules et d'illusion d'éternité. Je souhaite que dans vingt ans, lorsque nous regarderons à la télé ce que fut notre jeunesse, nous voyions défiler à l'écran étudiants et baby-boomers nouvellement réveillés marcher ensemble dans la rue pour se sortir de cette merde nauséabonde. Ce serait, je crois, que de redonner sa place au rêve.

• • •

Fortin de dégeler les frais de scolarité et de hausser l'aide financière contient un élément essentiel. Peu importe le coût d'accès à l'éducation supérieure, l'aide financière aux plus démunis doit être suffisante pour leur garantir l'accès.
Si la FEUQ ne demande pas la gratuité scolaire, c'est qu'elle croit avant tout à la qualité de l'éducation. Elle demande que le nouvel argent investi améliore la qualité. En ce sens, elle touche aussi un point important. Si certaines sociétés, comme l'Allemagne, renoncent aujourd'hui à la gratuité scolaire, c'est qu'elles ont l'impression que la gratuité les a privés de qualité. La FEUQ et la CASSÉE ont donc des revendications tout aussi importantes que le rapport Parent avait eu la brillante idée de mettre sur un pied d'égalité : " le droit de chacun à la meilleure éducation possible ".
En conclusion, le système d'éducation à besoin d'argent neuf. Le débat portera donc sur qui devrait assumer ces coûts. Imaginons que les étudiants aimeraient bien proposer aux députés libéraux le même genre de tournée que les députés fédéraux font actuellement à travers le monde pour se comparer sur le plan du mode de scrutin. Et un voyage qui ne se limite pas seulement à l'Amérique, s'il vous plait!

Lettre ouverte à Denise Bombardier

Nous ne vous plairons jamais, Madame.

Je vous imagine parfois vous préparant à écrire.

Pour votre chronique du samedi 19 mars, je vous rêvais, vêtue d'un manteau élégant, arpentant la rue dans laquelle défilaient calmement les étudiants. Ensuite, toujours dans mon imagination, vous pensiez : " Voilà ce qui ne va pas! Voilà ce qui a changé! " Tenant bien l'idée, ayant trouvé l'angle d'attaque et la ligne de feu, vous vous jetiez sur votre table d'écriture que je vois bien sise dans un bureau aux allures victoriennes.

Avant de prendre la plume, il ne vous a pas semblé pertinent de vous informer, de voir un peu qui étaient ces jeunes dans la rue, de connaître leur lutte. Vous vous souciez comme d'une cerise que le mouvement qui a démarré la grève ait précisément ce que vous affirmez qui lui manque : des rêves. L'accessibilité universelle et la gratuité de l'éducation à tous les niveaux, ne sont-ce pas là des rêves? Ne peut-on pas y voir le reflet d'une société plus juste que ces jeunes grévistes font miroiter aujourd'hui?

Quand ce mouvement qui rêve est entré en grève, vous lui avez reproché de le faire pour rien. Aujourd'hui, vous écrivez qu'il ne sait pas rêver et qu'il n'est pas assez agressif. Parions que vous auriez condamné sa violence, s'il y en avait eu.

Qu'importe la cohérence, votre message n'est pas à ce niveau. Alors que vous écrivez sur ces jeunes qui manifestent, ce ne sont pas eux qui vous importent. Vous avez, comme d'habitude, une seule chose en tête, une seule rage. La même que lorsque vous abordez cette bonne vieille morale d'antan qui nous manque tant, la politesse de la belle époque qu'on ne respecte plus, la langue qu'on agresse sans cesse et toutes ces horribles dégradations de notre société impure.

Les étudiants auraient pu faire n'importe quoi, ils ne vous auraient pas plu, Madame, car ce sont ceux d'aujourd'hui. Ils vous répugnent par essence, parce qu'ils sont de leur temps, " ces héritiers des agitateurs baby-boomers dont la vie s'est souvent déroulée au rythme des ruptures et des caprices de leurs parents envieux de leur jeunesse, ces enfants du divorce, de la perte des repères et de l'impuissance mondialisée [...] les héritiers des désillusions de leurs parents désenchantés ".

Nous pourrons faire n'importe quoi, Madame : répéter Mai 68 ou remettre les sœurs dans les écoles, nous ne vous plairons jamais.

Nous sommes cette époque si loin de vos rêves bien-pensants. Nous nous préoccupons d'éthique alors que, de votre propre aveu, vous êtes une moraliste. Nous sommes les enfants de ces baby-boomers que vous conspuez si souvent et dont nous voyons les bons côtés, un certain héritage à défendre. Nous nous intéressons aux problèmes dont vous ne parlez jamais.

Malheureusement pour vous, nos rêves ne sont plus ceux d'avant. Nous bâtissons à travers des mouvements que vous ne connaissez pas. Nos rencontres se font dans des lieux que vous ne fréquentez pas. Nous assistons à des réunions dont les ordres du jour vous sont incompréhensibles.

Nous faisons une révolution, Madame, que vous n'entendez pas.

Simon Tramblay-Pepin
Étudiant en science politique à l'UQAM
Actuellement à Porto Alegre

Pour la gratuité scolaire du primaire à l'université

Depuis le milieu des années 1960, le mouvement étudiant a toujours revendiqué la gratuité scolaire :

- le congrès spécial de l'Union générale des étudiants du Québec de mars 1966 adopte la formation d'un Front commun pour la gratuité scolaire;

- la grève générale de novembre 1974 (plus de 33 cégeps en grève) contre les coupures dans les prêts et bourses;

- la grève générale de novembre 1978 (encore plus de 33 cégeps et l'UQAM) qui revendique l'abolition des prêts et des frais de scolarité;
- la grève générale de 1986 contre la hausse des frais de scolarité.

- la grève de 1996 (qui a touché plus de 40 associations étudiantes) contre le dégel des frais de scolarité et une réforme du programme des prêts et bourses.

Chaque fois que le mouvement étudiant a revendiqué la gratuité scolaire, le gouvernement, les éditorialistes et les porte-parole du patronat ont dénoncé les étudiant-e-s comme étant des privilégié-e-s. Encore aujourd'hui, nous entendons le même refrain. Deux anciens membres de l'exécutif de la Fédération étudiante collégiale du Québec se mettent même de la partie pour suggérer de troquer les 103 millions $ volés aux étudiant-e-s contre une hausse des frais de scolarité.

Nous qui avons aussi milité dans le mouvement étudiant, nous croyons toujours que la gratuité scolaire est un objectif à atteindre au Québec et au Canada, et c'est pourquoi nous appuyons les revendications de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie.

Jacques Beaudoin
Responsable des affaires externes à la Société générale des étudiants et étudiantes du Cégep de Maisonneuve (SOGEECOM) (1978-1979), ex-employé de l'ANEEQ et de l'Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres communications et formation des maitres de l'UQAM

Mathieu Corbeil-Bussières
Membre de l'Association Générale des Étudiants de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Sherbrooke

Dominique Daignault
Membre de l'exécutif de l'AGEUQAM (1983-1984) et comité femmes de l'ANEEQ (1984-1985)

Mathieu Frappier
Externe de l'Association Générale Étudiante du Collège Ahuntsic - AGECA (1996-1997)
Responsable aux communications du Mouvement pour le Droit à l'Éducation - MDE (1998-2000)

Donald Gaumont
Membre de l'exécutif de l'association générale des étudiants du cégep de St-Hyacinthe (1972-1976)

François Giguère
Membre de l'exécutif de l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (1985-1987)

Maria Giguère
ex-employée de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ)

Jean-René Levesque,
Président de l'Association Générale des Étudiants et des Étudiantes du Collège de Valleyfield - AGEECV (1995-1997)
Secrétaire du Mouvement pour le Droit à l'Éducation - MDE (1997-1999)

Bertrand Loiselle
Ancien membre de l'exécutif de l'Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres communications et formation des maitres de l'UQAM (1986-1988)

Benoit Marsan,
Porte-Parole du Mouvement pour le Droit à l'Éducation 1996-1997
Permanent de la SOGÉÉCOM 1998-2003

Emmanuelle Proulx
Responsable de l'Organisation des femmes dans l'ANEEQ, de 1988 à 1990.Militante des droits sociaux et syndicaliste.

André Querry
Président de la Société générale des étudiants et étudiantes du Cégep de Maisonneuve (SOGEECOM) (1977-78, et 1979-1980)
Membre de l'exécutif de l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec, secrétaire-trésosier de mai 1980 à mai 1981 et secrétaire-général de mai 1981 à janvier 1982

Jean Sébastien
Membre de l'exécutif de la Presse étudiante du Québec, mai 1982 à avril 1985

On ne pouvait pas deviner

Sylvain Kelecom
Étudiant au bac
en science politique

Ceci est une lettre de compassion à l'égard de tous ceux et toutes celles qui s'étonnent aujourd'hui, au rythme des incidents, des sabotages, des évolutions voir des régressions de notre rapport de force avec le gouvernement/de notre popularité auprès de la société dans son ensemble, de ne pas pouvoir se reconnaître en notre chère maison mère : La CASSÉE.

Les mêmes raisons qui ont poussé le module de science politique à regretter son affiliation à l'ASSÉ (par le vote légitime et écrasant d'une quarantaine de votants au plus à un référendum) tout au long des années 2003, 2004 et 2005 provoquent aujourd'hui le rejet de toute une idée du syndicalisme étudiant, incarné dans l'attitude de la CASSÉE.

Vous êtes vous déjà dit que l'ASSÉ (association pour une solidarité syndicale étudiante) aidait souvent ses membres à se tirer une balle dans le pied ? Comment comprendre le discours de l'ASSÉ quand elle passe des mois à faire des campagnes anti-électoralistes, avec des slogans périmés et dangereux du type " tous pareils, tous pourris ", comment comprendre les occupations violentes, les vols de clefs, les bols de merde laissés à l'attention de nos interlocuteurs ? Le plus souvent ces actions prennent place en pleine période de négociation, comme autant d'invitations à cesser le dialogue.

Vous aviez peut-être cru que c'était par pure maladresse, amateurisme, ou pire encore par connerie. Si c'est le cas, c'est vous qui avez manqué de jugement. Il faut y voir une stratégie bien installée à présent, la stratégie du pire.

La stratégie du pire

Vous n'aviez pas saisi l'essence et la motivation ultime d'une organisation telle que l'ASSÉ, noyau dur de notre chère coalition boulet-de-canon la CASSÉE. Créer, amplifier et nourrir une situation d'antagonisme, voici le vrai projet, la seule finalité. Il ne s'agit aucunement d'améliorer la situation de l'éducation au sein de la province canadienne du Québec, désolé de vous décevoir. J'ai entendu de mes propres oreilles certains de ceux qui clament nous représenter au sein de la CASSÉE évoquer que pour eux, la lutte du mouvement étudiant était seulement la fraction d'un mouvement souhaité, d'une lutte plus vaste, plus bruyante, à finalité révolutionnaire. Et ceci, je n'ai aucun mal à le croire.

La stratégie du pire, c'est aider le parti Libéral à être élu en 2002 en ayant déconseillé à des jeunes qui portent généralement leur voix à la gauche, d'exercer leur droit de citoyen : de voter (on aimerait d'ailleurs que la jeunesse vote toujours plus, jamais moins, mais que voulez-vous, le syndicalisme de combat se porte toujours mieux quand la droite est au pouvoir).

La stratégie du pire c'est d'agresser le personnel administratif et de sécurité de son propre établissement histoire d'être sur de créer non pas un rapport de force, mais un rapport d'animosité entre les étudiants et le personnel à leur service.

La stratégie du pire c'est de cracher à la face des interlocuteurs avec qui nous sommes censés entamer une longue période de négociation (je parle ici du ministre, pour qui je n'ai franchement pas une grande sympathie mais, que mon cerveau est capable d'entrevoir comme un être humain méritant un minimum de respect).

Quand les étudiants ne peuvent même plus s'adresser au personnel politique car ils sont tous pourris, quand ils ne peuvent plus s'adresser à leur université car elle est décrite comme une prison au service du système bourgeois et policier, quand les étudiants ne peuvent même plus chercher des appuis chez les étudiants de la Feuq et de la Fecq car ceux-ci appartiennent à des fédérations " collabo ", carriéristes et déshumanisées, une fois la stratégie du pire enclenchée nous sommes de plus en plus isolés, considérés par l'ensemble des interlocuteurs comme des irresponsables, il ne nous reste alors comme seule bouée de sauvetage, sur laquelle nous somme censés nous replier, que l'ASSÉ.

Faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que je fais.

De plus, l'organisation de l'ASSÉ repose sur une double négation. La première concerne toute forme de réglementation et d'autorité au dessus d'elle, car considérées comme non légitimes. La deuxième négation porte sur sa propre base d'étudiants-cotisants (à laquelle j'appartiens), dont les mandats d'assemblée générale, pourtant souvent très clairs, sont souvent bafoués, dénaturés parfois même contredits par les agissements d'une petite Elite ASSÉiste, autoproclamée dépositaire du mouvement en entier. Vous aurez remarquer la contradiction qui unit ces deux négations.

Toutefois, il me faut reconnaître une chose. Sans nous, munitions du syndicalisme de combat tenu en laisse par l'ASSÉ, le syndicalisme de négociation lui (FEUQ et FECQ), ne se serait jamais aussi bien porté ces temps-ci. L'attitude sectaire et agressive a toujours eu du bon, mais jamais pour ceux qui en font preuve (c'est très bon pour quelque force de négociation que ce soit d'avoir une faction remuante et agressive à son extrême gauche, cela apporte un crédit considérable auprès des interlocuteurs institutionnels).

En guise de conclusion, j'appelle l'exécutif et la présidence de l'AÉMSP à être responsables et à proposer au plus tôt un processus de désaffiliation de l'ASSÉ à notre assemblée générale. Cela ne veut pas dire se désengager de toute action, cela ne veut pas dire pactiser avec le diable, cela veut dire payer pour des actions qui servent notre mouvement, cela veut dire ne pas se faire voler sa voix par d'autres qui l'utiliseront à leurs fin " partisanes " (Car l'ASSÉ tout en condamnant l'ensemble des partis politiques, joue parallèlement le jeu de son propre parti). Nous disons souvent " halte à la récupération ", soyons cohérents, cessons de nous faire récupérer. Et tout ceux qui diront que mon propos est un discours diviseur pour le " mouvement étudiant ", ils n'auront rien compris de mon intention et peuvent se considérer comme d'ardents et fidèles défenseurs d'un appareil plutôt que d'une cause.

Ce n'est que le début

Philippe Morin Cousineau
Étudiant au bac en science politique

" 103 millions, c'est pas assez! Nous, on veut un débat de société! " C'est en ces mots que s'expriment les étudiants du plus profond d'eux-mêmes. La grogne estudiantine, la plus imposante depuis 1968, s'étend au-delà d'une demande de 103 millions.

Le contexte actuel du système d'éducation et du système social québécois en général prête à réflexion. Les pressions croissantes d'exigences de compétitivité, au niveau international comme entre institutions publiques et privées, et de resserrement des dépenses budgétaires gouvernementales frappent de plein fouet l'indignation de plusieurs citoyens de voir diminuer le tissu social, notamment en éducation. La grève étudiante et la méfiance syndicale face au gouvernement rappellent qu'on ne chamboule pas les structures comme on joue aux cartes.

Plus de quarante ans après le sacro-saint rapport Parent, les intervenants du milieu éducatif s'y reportent toujours. Certaines de ses conclusions ont été adoptées (Réseau des UQ, Cégeps), mais d'autres non (gratuité scolaire). En 2005, personne ne peut nier le manque de financement du réseau, notamment des universités. Tous veulent du changement, mais ne s'entendent pas.

Demandes en temps de grève

Voyons un peu quelles sont les demandes de quelques acteurs en ce temps de grève générale au Québec. En premier lieu, la FEUQ. Elle revendique le retour des 103 millions coupés dans l'aide financière pour l'année prochaine. Donc, le statu quo en matière d'aide financière. Quant aux frais de scolarité, elle s'oppose à une hausse, qui n'améliorait pas la santé des écoles selon elle. Pour ce qui est de la baisse des frais vers la gratuité, elle croit plutôt que du nouvel argent devrait prioritairement être investi dans les ressources professorales et matérielles, pour obtenir une éducation de plus grande qualité pour les étudiants.

La CASSÉÉ, qui regroupe en temps de grève environ 50 000 étudiants, exige beaucoup plus. L'abolition rétroactive de la coupure des 103 millions, le maintien de l'intégrité du réseau collégial et autres demandes dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant. L'ASSÉ a de plus des revendications assez vastes sur le plan social.

Un dernier acteur qu'il nous semble intéressant d'évoquer est l'Institut Économique de Montréal, qui du bout du nez, condamne tout de même les coupes de 103 millions (cf. Norma Kozhaya, Le Devoir du 8 mars 2005). Il demande toutefois la hausse des frais de scolarité pour combler le manque d'argent dans les universités.

Perdre, c'est gagner

Au fond, les étudiants, même s'ils perdent la bataille de la grève ou qu'ils payent la victoire d'un fort prix, font un sacrifice de guerre très payant. Ils ouvrent la voie à un débat public, un débat de société qui est de mise étant donnée la crise du système d'éducation. Et débat il y aura si on se fie aux multiples déclarations de l'opposition officielle péquiste qui donne de plus en plus de place à l'éducation dans son discours. Les demandes pour des États généraux sont de plus en plus pressantes, on veut redonner un nouveau souffle aux valeurs éducatives, quitte à commander un nouveau rapport Parent. La grande victoire des étudiants ne sera donc pas la grève la plus mobilisatrice depuis 68, mais le lancement du débat. Gagnants, ils voudront continuer à demander plus, sentant l'appui de la population. Perdants, ils continueront d'alimenter le mécontentement face au gouvernement qui doit présentement empêcher Jean Charest de dormir sur ses deux oreilles.

Pour ce qui est de la gratuité, il vaut la peine de s'y arrêter. Quel objectif fixons-nous avec la gratuité? Il y a évidemment la gratuité comme telle, comme symbole extrêmement puissant d'un droit universel, mais fondamentalement ce qu'on souhaite c'est l'accession universelle à l'éducation supérieure. Pourtant, cet objectif ne s'atteint pas nécessairement par la gratuité. Encore faut-il que les moins nantis puissent subvenir à leurs besoins de base au cours des années d'études. Bref, la gratuité n'est pas une solution complète. L'unique moyen afin que tous aient accès à l'éducation est d'aider financièrement ceux qui n'en sont pas capables. Voilà pourquoi la solution de Pierre

● ● ●

Entre-deux

Simon lavigne
Étudiant au bac en science politique

Plus d'un mois de perturbations, près de 200 000 étudiants en grève, un léger avantage dans l'opinion publique, inutile de dire que nous atteignons le point culminant de cette mobilisation. J'aimerais être optimiste, j'aimerais lancer le cri d'une grève sociale générale illimitée, mais voilà que la dure réalité me ramène rapidement sur terre. Une entente est sur le point de se conclure entre les fédérations étudiantes et le gouvernement libéral de Jean Charest. Une entente qui aura pour essence des millions de dollars et non pas le débat de société que nous tentons d'imposer à la population du Québec depuis quelques temps. Nous semblons voués à assister à un dénouement comptable de cette crise.

Une fois de plus c'est un raisonnement économique qui prévaudra sur la volonté politique. Vous ne serez, j'imagine, pas trop étonnés. S'il est une chose que cette grève aura propulsé à l'avant-scène des débats publics, c'est la nécessité de se pencher sur des questions fondamentales, des interrogations à haute valeur politique qui doivent être adressées en tout temps et non pas seulement lorsque l'engouement le permet. Le droit à l'éducation, la gratuité scolaire, la marchandisation des connaissances, la clientélisation des étudiants sont tout autant de thèmes qui dépassent largement le simple octroi de cases budgétaires ou encore l'absence de marge de manœuvres financières. Or, le dogmatisme économique néolibéral fait fi de ces dimensions au profit d'une perspective pure et sans embûches : tu veux, tu payes. Et cette ligne de pensée est des plus facile à défendre, regardez autour de vous, tout fonctionne ainsi. Qu'il doit être plaisant de défendre cette conception, en ce qu'elle est constamment légitimée par l'ordre socio-économique actuellement dominant. Contrairement à des revendications qui prennent source dans la volonté de progresser vers l'inconnu et de changer la face du monde tel qu'on la connait, l'argumentaire écono-dogmatique vise plutôt quant à lui, la folle poursuite paroxysmique de ce système que nous décrions tant.

Malgré tout, des espaces de résistances peuvent éclore, une conscientisation massive autour des enjeux du politique est encore possible. Espérons que cette grève, faute de pouvoir remplir tous les objectifs fixés, puisse servir d'école sociale à ceux qui s'y sont adonnés.

Je ne m'en cacherai pas, malgré le fait que cette mobilisation soit historique et que de nombreux débats oubliés refassent surface, je ne peux m'empêcher de voir dans le travail de représentation des fédérations et associations, de grossières lacunes. La FEUQ, très présente dans les médias de par son autorité institutionnelle, n'a que minimalement traité de l'ensemble des enjeux. Notre cher ami mathématicien préfère user de stratagèmes chiffrés du genre " 25 sous c'est pas cher " et autres

exemples quantifiables pour amadouer le public. Voilà une stratégie qui malgré ses mérites ne fonctionne pas. Un million, deux millions, là n'est pas la question! Je comprend tout à fait cette tactique, oui c'est vrai qu'elle apparaît modérée, logique, sensée, pragmatique, mais elle nous marginalise dans l'opinion publique en ce qu'elle nous oblige à combattre pour des sous plutôt que des valeurs et principes. Et sur le terrain de la logique économique, il est clair que nous ne sommes pas de taille, il est plus qu'évident qu'on s'y fait manger tout rond.

Quand on demande à nos instances représentatives de jouer le jeu des médias, c'est dans l'optique de gagner la guerre de l'opinion publique avec un bagage de valeurs progressistes pour mieux asseoir le bien-fondé de nos revendications et non pas dans le but de reproduire les stéréotypes médiatico-débilitants que nous dénonçons. En fait, les fédérations souffrent d'un manque flagrant d'originalité. On serait en droit de s'attendre d'un regroupement étudiant du genre qu'il ne reproduise pas aussi fidèlement la mollesse politique de nos gestionnaires gouvernants. La FEUQ est organisée, elle a de l'argent et une réputation, mais les idées et valeurs à défendre lui font cruellement défaut.

De l'autre côté, nos amis de l'ASSÉ devenue CASSÉÉ ne manque certainement pas de revendications! La plate-forme des revendications CASSÉÉistes regorge de valeurs progressistes et de principes avec lesquels on ne saurait être en désaccord. Oui, disons-le, c'est dans la CASSÉÉ qu'on retrouve les éléments véritablement politiques de cette grève. Ceci dit, le problème de la CASSÉÉ est tout autre. La tare fondamentale de cette coalition et de l'organisation (ASSÉ) qui la sous-tend est multi-dimensionnelle. Je ne saurais vous exposer la totalité de mon point de vue dans ce court article, voici néanmoins quelques pistes de réponses : incapacité chronique à se remettre en question, attitude néo-maoïste révolutionnaire basée sur le credo " le système nous violente alors tous les excès politiquement chargés sont permis ", attitude condescendante, voire méprisante à l'égard des réformistes qui partagent pourtant leurs revendications, monopolisation simpliste du discours politique étudiant de gauche et finalement, voit-on se pointer à l'horizon, des comportements internes qui visent à consolider et solidifier le parti, l'appareil, plutôt que la cause pour laquelle nous sommes dans la rue.

Avoir des revendications ce n'est pas tout! Aussi faut-il savoir les faire accepter, les faire comprendre tout en s'assurant de protéger son rôle d'interlocuteur avec le gouvernement et la société civile. Les mouvements progressistes ont souvent la revendication aussi facile, que le politicien la promesse. Il faut porter une attention particulière à ces dérives. Peut-être que je cherche un équilibre qui n'existe tout simplement pas. C'est une possibilité. Je suis prêt à l'admettre, seulement je ne crois pas être seul à ne pas me reconnaître dans aucune de ces instances. Peut-être serait-il temps de songer à la création d'une véritable fédération des étudiants et étudiantes du Québec. Un organe politisé, progressiste et inclusif qui ne reproduirait pas les stéréotypes dominants d'aujourd'hui, sans pour autant tomber dans le mythe du printemps 68.

Financer l'éducation via un impôt progressif

Gabriel Ste-Marie
Économiste à la Chaire d'études socio-économiques

La population québécoise appuie la grève des étudiantes et étudiants. Les coupes du gouvernement Charest dans le régime de bourses sont odieuses et injustes. Cependant, certains individus, comme le sociologue Joseph Facal, dénoncent ces compressions tout en demandant le dégel des frais de scolarité. Cette suggestion a séduit plusieurs journalistes. Par exemple, Josée Boileau écrivait dans Le Devoir du 17 mars, que pour régler le problème du financement des universités : " La seule solution réaliste, c'est de dégeler les droits de scolarité. " Avec cette logique, l'État réduit ses services universels afin de diminuer les impôts des contribuables.

Malgré leur gel en 1996, les frais de scolarité ne cessent d'augmenter au Québec. Selon Statistique Canada, l'étudiant moyen au bac a payé 904 $ de frais de scolarité pour l'année scolaire 1990-1991. Ces frais ont plus que doublé et s'élèvent cette année à 1890 $. Les frais de scolarité financent une part de plus en plus importante des cégeps et universités. Cette portion est passée de 6,6% en 1990 à 8,9% en 2004.

En même temps, l'État se retire de la formation post-secondaire. Toujours selon Statistique Canada, les différents paliers gouvernementaux assuraient 78,1% du financement des cégeps et universités du Québec en 1990. Aujourd'hui, cette part a reculé de 10% et s'établit à 68,2%. Le gouvernement se désengage de l'éducation et des autres services collectifs.

Le débat entourant les frais de scolarité dépeint nos valeurs sociales. Ces frais représentent une barrière économique aux études supérieures pour la classe moyenne et pour les plus pauvres. Il est normal qu'ils soient plus bas au Québec qu'ailleurs au Canada : nos impôts plus élevés remplacent une partie des frais de scolarité et garantissent un peu plus d'équité.

Plusieurs sociétés comme l'Italie et la France ont opté pour des frais de scolarité symboliques. Ces pays ont choisi de subventionner l'éducation supérieure à l'aide d'impôts plus élevés. La moitié des pays de l'Union européenne, comme l'Irlande, vont encore plus loin en n'exigeant aucun frais de scolarité. Le Québec est encore loin de politiques aussi progressistes.

Plutôt que partager la richesse, les partis politiques dominants préfèrent annoncer des baisses d'impôts aux plus fortunés. Même la firme ultra-capitaliste Standard and Poor's, qui donne des cotes de crédit aux entreprises et administrations publiques, suggérait en 2001 au gouvernement du Québec de réinvestir en santé et en éducation. Selon l'entreprise, les compressions budgétaires ont été trop importantes au cours des années 1990. Elle préférerait voir l'État dépenser davantage dans les services publics plutôt que de réduire encore les impôts. C'est le monde à l'envers : Standard and Poor's dit à Québec de redistribuer davantage la richesse!

Au Québec, les écarts de richesse se creusent et la classe moyenne perd du terrain. Pendant ce temps, les grandes corporations ont des taux d'imposition quasiment nuls, même si les entreprises enregistrent des bénéfices records depuis plus de dix ans. La Presse du 26 février dernier titrait : " Les meilleurs profits en quatre ans ", en parlant des bénéfices d'exploitation des entreprises canadiennes. De plus, ces grandes entreprises détournent de plus en plus d'argent dans les paradis fiscaux. La Presse du 15 mars dernier annonçait qu'en 2003, il y a eu: " 88 milliards dans les centres financiers offshore ".

Les gouvernements fédéral et provincial devraient faire preuve de courage en augmentant les impôts des grandes sociétés. Ces revenus pourraient servir à redistribuer la richesse en subventionnant davantage les services publics. Plutôt que de demander une hausse des frais de scolarité, nos journalistes devraient suggérer la gratuité scolaire comme dans la moitié de l'Union européenne.

Grève étudiante : le cri du cœur de la génération oubliée

Dany St-Jean
Étudiant au bac en science politique

Philippe Ordenès
Candidat à la maîtrise en démographie à l'INRS

Les dernières semaines ont été marquées par le déclenchement d'une grève générale et illimitée dans plusieurs cégeps et universités aux quatre coins de la province. Réagissant ainsi à une coupure de 103 millions dans le régime de prêts et bourses qui fait en sorte de pénaliser les étudiants les moins nantis, la mobilisation qui grandit à vue d'œil à chaque semaine ne semble pas donner de signe d'épuisement, bien au contraire. Nous pouvons nous interroger sur les motivations qui poussent autant de jeunes étudiants à prendre le risque de voir leur session annulée. Est-ce un mécontentement profond envers le gouvernement Charest et ses politiques ? Est-ce le fait d'une cohorte de la population qui se plaint le ventre plein (comme le laissait sous-entendre la une d'un quotidien montréalais plus tôt cette semaine) ? Au regard de la mobilisation grandissante autour de cette grève, on peut se demander, avec la jeunesse québécoise, quel genre de société ses aînés sont en train de lui laisser.

L'évolution de la pyramide des âges au Québec est bien connue. D'ailleurs, ils étaient 35.4% en 1961, les jeunes âgée 0 à 14 ans, ne représentent plus que 17.4% en 2002, alors que la population ayant atteint l'âge de la retraite passera de 13.1% en 2002 à 21.1% en 2021. Ce contexte n'est pas sans rapport avec les décisions qui sont prises en ce moment par nos dirigeants, le dernier budget Séguin accordait la plus grande partie des augmentations de crédit vers la santé (hausse de 5.1%) alors que l'éducation ne recevait même pas assez d'argent pour couvrir les frais de système (2,7% alors que les coûts de système sont de 3,8%). À long terme, sans changement de direction, nous risquons de nous retrouver avec un système d'éducation sous financé, ouvrant toute grande la porte à une privatisation graduelle du système d'éducation, frappant ainsi de plein fouet l'accessibilité aux études supérieurs pour tous, grand acquis de la révolution tranquille.

Également, nous pouvons demander dans un pur esprit inter-générationnel, aux aînés de penser à quelle genre de société ils veulent laisser aux jeunes générations. Bientôt, les futurs travailleurs qui paieront des taxes et impôts devront assumer des frais de plus en plus écrasants pour assurer la survie de notre système de santé publique et autres services sociaux qui devront être prodigués à une génération vieillissante. En retardant sans cesse le paiement de la dette du Québec, la génération actuellement sur les bancs d'école risque de se trouver devant un cul-de-sac : affaiblie par une charge fiscale qui risque de s'agrandir de plus en plus, elle devra en plus conjuguer avec un endettement étudiant massif. De plus, il est réjouissant de voir ces jeunes que les baby-boomers trouvent souvent dépolitisé, capables d'être solidaire autour d'un enjeu social, de se mobiliser en plus grand nombre qu'en octobre 1968 - bien que leur poids démographique se soit réduit de moitié, et ce du secondaire aux cycles supérieurs universitaires.

Autre question sur laquelle il serait bon de méditer devant la mobilisation massive des jeunes sur cet enjeux politique : le faible taux de participation électoral des jeunes serait-il le symptôme d'un sentiment d'aliénation par rapport aux choix ou aux projets de société fait par nos dirigeants, et ce peu importe les formations politiques ?

Dans une société de sous natalité comme la nôtre, ces aspects ne sont pas sans conséquence sur les perspectives de fonder une famille pour les jeunes adultes. Jonglant entre une charge fiscale lourde, des emplois temporaires ou précaires et un endettement écrasant, il serait étonnant de voir la prochaine génération se mettrent à procréer simplement pour le plaisir de repeupler la nation ! Il ne faudrait pas oublier que malgré notre faible poids démographique, nous serons d'ici 10 à 15 ans ceux qui seront aux commandes de la société. Avant de prendre notre envol pour ce début du millénaire, il serait bon de s'assurer que ceux qui piloteront l'avion auront une bonne formation qui ne les mettra pas au bord de la faillite, sans quoi nous risquons de perdre beaucoup d'altitude en peu de temps... Il est encore temps d'agir, mais le temps presse, surtout quand l'on sait que le Québec devrait voir sa population diminuer vers 2031.

Les bébés des baby-boomers

Hans Heinrich
Étudiant au bac en science politique

Nous allons tous finir comme eux! N'est-ce pas ce dont ils cherchent à nous convaincre du haut de leur demi-siècle d'existence? Puisque, paraît-il, ils ont tout vu et tout vécu; ils nous parlent avec une telle certitude de ce que l'avenir nous réserve, gage d'un déterminisme sans borne qui donne le goût de vomir. Le pire dans tout cela, c'est que nous nous laissons presque entièrement duper dans cette logique a-historique et essentialiste selon laquelle nous cessons de vouloir changer le monde en vieillissant. Pourtant, tout comme les jours, les générations se suivent mais ne se ressemblent pas. Cependant, à force d'entendre ces absurdités, plusieurs d'entre nous reproduisent les erreurs commises par nos aînés au péril d'ériger leurs paroles de sages hommes et de sages femmes en prophéties auto-réalisatrices.

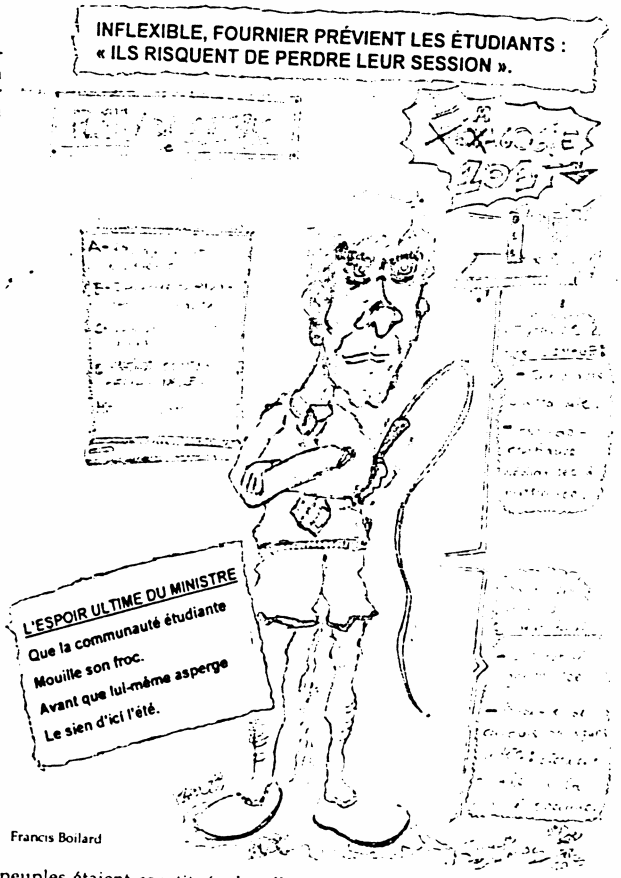
De ce discours dont nous submergent nos parents - ces baby-boomers qui n'ont pas su garder espoir - je ne veux rien. Malgré leur large éventail de connaissances sur la vie, ceux-ci s'entêtent à ne pas reconnaître l'unicité et la richesse de notre génération, de ces enfants qu'ils ont mis au monde. À vrai dire, nous avons, nous les bébés des baby-boomers, un avantage certain sur nos progéniteurs; et cela pour trois raisons.

Tout d'abord, l'histoire nous a appris à être vigilants devant cette pression constante qui pèse sur nous et qui nous exige une soumission presque totale à l'ordre établi : de tous ceux qui ont lutté contre le système dans les années 60s et 70s, il ne reste qu'une poignée de gens. D'ailleurs, combien d'entre eux ont été repêchés - tels des joueurs de hockey - pour servir ce même système auquel ils se sont opposés durant leur jeunesse. Or donc, la gauche d'aujourd'hui sera beaucoup plus difficile à récupérer que ne l'a été celle de la génération des baby-boomers.

Deuxièmement et à la différence de cette dernière, être de gauche à l'heure actuelle n'est plus une question d'appartenance à son époque : ce n'est plus une mode. Au contraire, vouloir changer le monde est devenu un rêve à contre-courant dans cette mare de désirs vides de sens qui prennent l'allure de publicités, de sur-sécurité de nos biens et de notre personne ainsi que celle de la réalisation individuelle obéissant à la loi du " chacun pour soi ". Ironiquement, nos parents ont voulu changer le monde pendant qu'il était encore réformable; nous voulons le réformer au moment même où la seule issue gît en un changement de fond des structures et des mécanismes régissant nos sociétés.

Finalement, nous sommes et nous serons inévitablement davantage dans la merde qu'ont pu l'être nos parents et celle-ci ne tardera pas à devenir du fumier d'où poussera des fleurs d'une beauté enivrante et desquelles nous puiserons l'essence pour parfumer nos maisons. En d'autres termes, le peuple commence à se mouvoir lorsque les choses tourne au vinaigre; sinon, il se complait dans l'oïsivité et le statu quo.

Pour finir, je me permets de faire la morale à nos aînés tout comme ils le font parfois avec nous. Tels des enfants, vous avez choisi de ne prendre que le meilleur des deux mondes. C'est-à-dire que vous avez profité des avancées médicales sans toutefois accepter les responsabilités sous-jacentes au fait de vivre plus longtemps. Avec l'inversement de la pyramide démographique, vous êtes dorénavant dans l'obligation de vieillir plus lentement. Auparavant, les peuples étaient constitués de telle sorte que la population se composait majoritairement de jeunes. L'équilibre intergénérationnel brisé, il faut trouver une alternative afin de ne pas tomber dans l'impasse découlant d'une population dont le poids démographique est entre les mains de ceux ayant peur du changement.



Francis Boilard

Cela dit, notre génération est porteuse d'un espoir sans précédent dans l'histoire contemporaine, tant et aussi longtemps qu'elle tiendra tête au dires de ses prédécesseurs. La meilleure façon de ne pas reproduire les erreurs de nos parents est de ne pas avaler un seul mot de leur discours selon lequel nous finirons lasses et blasés tout comme eux.

Au pays des fédéistes!

Olivier Huard
Étudiant au bac en science politique

Un autre grand reportage de Oliver Stuart

De notre reporter international (en zone de conflit)

Je vous dis pas la prise de tête. Le même jour où on me refuse un emploi prestigieux à CNN, le patron m'envoie dans le pire bourbier qui anime ce malheureux coin de pays. La journée avait pourtant bien commencé mais me voilà maintenant, armé uniquement de mon calepin et d'un drapeau blanc, en train de traverser le *no man's land* du conflit étudiant dans l'espoir d'atteindre mon objectif : le pays des fédéistes.

Le contexte : Voilà maintenant près d'un an que le gouvernement Charest a entrepris une offensive contre le régime des prêts et bourses dans le but d'occuper le terrain de la gratuité scolaire. Après plusieurs mois de démonstration de force et d'efforts diplomatiques infructueux de la part des différents regroupements nationaux étudiants, la guerre ouverte a embrasée toute la grande région des études supérieures et déborde même sur la région voisine du secondaire.

Un malaise reste toutefois présent depuis le début. Beaucoup trop de rapports font état de balles perdues ou même de mouvements de troupes hostiles entre les deux camps alliés que sont les fédérations et la CASSÉE. Il est de notoriété publique que ces regroupements ne fument pas souvent le calumet ensemble mais tout de même! À la guerre il importe de tirer en avant de soi et pas sur les côtés bordel! C'est à se demander où les *leaders* étudiants ont appris leur métier.

-Comme ça, t'as la trouille d'aller rencontrer le gouvernement et de traverser les lignes ennemies Stuart! Tu préfères enquêter sur les chicanes entre les étudiants, me dit Méo à travers la fumée épaisse de la taverne Aquin où je sirote peut-être mon dernier verre.

-Lâche-moi un peu tu veux, que j'lui répond. C'est le patron qui exploite mal mon talent! Non mais quelle énergie perdue! Ça se dit aux études supérieures et c'est même pas foutu de s'entendre sur un projet de front commun. En plus de la possibilité de se tirer dans le pied, ils courent la chance de tirer dans celui du voisin! Et le pire dans tout ça c'est que la communication entre la plupart des officiers des associations locales se fait à merveille. C'est en haut que ça semble bloquer et c'est à ce niveau que je cherche des réponses.

-Ah! C'est la meilleure, rétorque Méo. Le mouvement étudiant serait donc un front commun sans tête!

Vraiment mon ami le tavernier s'est surpassé pour celle-là. Tout en approchant des tranchées feuquistes, j'espère tout de même que les termes " sans tête " ne s'appliquent pas aux membres de la petite troupe qui vient tout juste de me repérer. Ces derniers se montrent tout à fait cordiaux envers moi (et mon foulard blanc) et je n'ai pas à parlementer longtemps avant qu'on me conduise au quartier général de la fédération étudiante universitaire. C'est toutefois une fois rendu sur place qu'on semble ne pas savoir où me caser. Ma technique du " j'interview librement qui le veut bien " ne semble pas pouvoir s'appliquer dans ce lieu où le poids d'une certaine discipline se fait définitivement sentir. Finalement, Catherine, l'attachée de presse, réussie à me boucler une rencontre directement

avec son commandant en chef, Pier-André Bouchard St-Amand.

-Que penses-tu du climat qui règne entre les fédérations et la CASSÉE? Crois-tu que l'union des étudiants est souhaitable?

-Tout d'abord, je veux préciser que ce que je dirai durant la présente entrevue est la position du représentant de la FEUQ, pas mon opinion personnelle. Il est important de le souligner étant donné que tout ce que je dis est scruté à la loupe (il est fait référence ici au " scandale " des 80 millions). Concernant ta question, il est clair que l'union du mouvement étudiant est souhaitable. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons organisé l'Assemblée des étudiants du Québec, pour essayer de s'entendre sur des revendications communes, ce que nous avons réussi avec la demande du retour des 103 millions.

-Ces fameux 103 millions sont loin d'être suffisants pour la CASSÉE. Ne serait-il pas temps d'élargir vos revendications et ainsi ouvrir la porte à un rapprochement. Après tout, les gens de la CASSÉE ont exprimé une certaine ouverture en vous demandant de ne pas aller négocier sans eux (ce qui implique d'aller négocier AVEC eux j'imagine). Tu n'es pas sans savoir d'ailleurs que plusieurs assos, toutes bannières confondue, se sont prononcées pour la formation d'un front commun.

-Pour ce qui est d'adopter de nouvelles revendications, cela ne fait pas partie de mon mandat. Mes membres ont été clairs là-dessus et si tu veux savoir, je ne suis pas pour le retrait intégral de la réforme car je suis en accord avec certains aspects de celle-ci. Maintenant, pour ce qui est du front commun, je crois qu'il faudrait avant toute chose que la CASSÉE (ou plutôt l'ASSÉ) cesse ses attaques avant d'exiger quoi que ce soit de nous. Quand tu envoies promener quelqu'un et que tu veux par la suite faire équipe avec cette personne, tu commences par t'excuser et tu attends de voir si elle est redevenue réceptive.

-Ouais bon, laissons faire cet aspect pour l'instant. Si on considère que 230000 étudiants en grève constitue un sommet et qu'il sera difficile d'aller au-delà, ne serait-il pas souhaitable, stratégiquement parlant, de former ce front commun afin d'accentuer la pression. Après tout, on peut dire que d'une certaine façon les fédés et la CASSÉE se complètent bien. Vous êtes une machine politique plutôt bien rodée et eux ont une force de mobilisation sur le terrain très imposante.

-Je ne suis pas d'accord avec ton analyse. La FEUQ et la FECQ ne seraient pas parties en grève si nous n'étions pas sûrs de pouvoir compter sur nos propres forces. Un front commun n'est pas une condition nécessaire à une victoire puisque la pression se fait par la sommes de toutes les personnes en arrêt de cours et non par une quelconque déclaration médiatique au sujet d'un hypothétique front commun.

-Mais voyons, c'est la CASSÉE qui a mis le feu au poudre! Ce sont ses membres qui ont enclenché le mouvement de dominos qui vous a poussé à appeler à la grève plus vite que ce que vous aviez prévu.

-C'est faux. Nous préparons cette grève depuis le mois de novembre. Notre échéancier est clair depuis le début : le dépôt des crédits budgétaires au gouvernement était prévue la semaine du 7 mars et c'est à ce moment-là qu'il était prévu que j'appelle à la grève, ce que j'ai fait. L'appel à la grève de la FECQ a été fait la semaine précédente parce que les cégeps sont plus prompt au débrayage et que, par la suite, c'est plus facile de pousser les universitaires à la grève. En fait, en ce qui concerne le déclenchement de la grève, je crois qu'il est beaucoup plus avantageux d'en retarder le plus possible le moment afin de préserver l'énergie des troupes. Je dirais même que le seul avantage que je vois à vouloir se dépêcher à partir en grève est de pouvoir s'affubler du mérite d'avoir été les premiers et donc s'autoproclamer comme étant les instigateurs du mouvement. Moi en tout cas, j'appelle ça de la récupération.

Incroyable! Non mais je rêve, c'est maintenant au tour de la CASSÉE de se faire accuser de récupération. Décidément les balles perdues ne voyagent pas toujours dans le même sens. Je retourne donc au front en prenant bien soin de baisser la tête. J'obtiens sans trop de formalités mon laissez-passer pour accéder aux quartiers généraux de la FECQ. L'endroit inspire beaucoup moins la discipline que les locaux des feuquistes (prenant même des allures de bunker avec des matelas et des sacs de couchage dispersés un peu partout) mais le travail d'organisation qui y est accomplit n'en semble pas pour autant diminué. On m'assigne pour les fins de l'entrevue Amélie et Jonathan, deux éminents membres de l'état-major.

• • •

• • •

-Comme je l'ai demandé à votre collègue feuquiste, selon vous, le front commun des étudiants est-il actuellement souhaitable, nécessaire et réalisable?

-C'est sûr qu'on n'est pas contre l'idée de l'union. Ce serait une belle réalisation. Mais en tant qu'exécutants nous ne mettrons pas de temps et d'énergie là-dessus. Comme cela t'a été dit à la FEUQ, nous ne nous serions pas engagé dans cette grève sans avoir l'assurance d'avoir les forces nécessaires pour la gagner. Donc, pour répondre à ta question, le front commun n'est pas nécessaire et de toute façon, on a plus le temps pour ça.

-Plus le temps, mais qu'est-ce que c'est que cette histoire? La coopération se fait déjà largement au niveau local. L'union n'est peut-être pas officielle mais elle est tout de même réelle.

-Et c'est pour cela qu'on a pas prévu d'actions pour la journée du 24 mars afin de laisser à nos membres la possibilité de participer à la manif de la CASSÉE. Nous ne sommes pas déconnectés de la réalité sur le terrain. En fait, si on veut parler franchement, pour qu'un front commun ait une chance un jour de se réaliser, il faudrait vraiment que les attaques cessent de la part de l'ASSÉ et que des excuses soient faites.

-Mais voyons, il ne faut pas rester au ras de pâquerette. Il s'agit d'attaques individuelles uniquement. La cause étudiante est beaucoup plus importante que ces détails.

-C'est loin d'être des détails. Les gens écrivent des messages haineux avec la marque ASSÉ et même " exécutant " sous leur nom. Regarde leurs sorties publiques depuis le dernier mois : au moins la moitié sont dirigées contre nous au lieu de parler de leurs revendications! Ce qui est étrange c'est que plusieurs de leurs attaques ciblent notre soit disant caractère antidémocratique, ce qui n'est pas du tout justifié. Il serait sans doute très intéressant de comparer notre fonctionnement interne avec celui de la CASSÉE. Peut-être découvririons-nous que nous n'avons rien à leur envier.

-Reste tout de même que les revendications de la CASSÉE sont beaucoup plus inspirantes et porteuses d'une vision à long terme. L'idée ne vous est jamais venue d'élargir un peu vos revendications et ainsi essayer d'aller au-delà de vos sempiternels 103 millions?

-La revendication de la CASSÉE concernant les cégeps est pour nous déjà en grande partie réglée avec l'assurance que nous a donné le ministre Reid, il y a quelques mois, de maintenir le diplôme national. Quant à la perspective de gratuité scolaire, cela ne fait pas l'unanimité au sein de nos troupes et de toute façon, si cette revendication aurait été suffisamment rassembleuse, l'ASSÉ aurait réussit à faire lever son mouvement de grève l'année passée. Vraiment, nous croyons que pour réaliser une mobilisation telle que nous la voyons en ce moment, il faut une revendication simple, précise et qui est susceptible de créer à la fois l'adhésion de tous les étudiants mais aussi de l'opinion publique. Cela ne veut pas dire que nous laissons tomber les nombreuses autres revendications qui nous sont chers mais si on veut un mouvement national de grève, il faut être stratégique et avoir une cible précise.

La stratégie! Putain de stratégie! Et le changement social dans tout ça? C'est à ce demander pourquoi ces gens se battent. Pour de l'argent ou pour un principe? Dans le premier cas, cela fait d'eux rien de mieux que des mercenaires. Dans le second cas, et je l'espère pour eux, ils sont des visionnaires, mais là-dessus j'éprouve de sérieux doutes. Tout en retournant vers les camps de la CASSÉE, longeant les tranchées et rampant plus qu'à mon tour, une pensée reste accrochée à mon esprit. Les fédéistes peuvent bien affirmer que demander les 103 millions est un choix stratégique, que cela n'empêche pas de parler des autres enjeux qui concernent l'éducation publique mais nulle part dans leur discours n'ai-je senti le désir d'aller plus loin. Bon d'accord, les gens de la FEUQ m'ont dit préparer déjà leur prochain combat sur le financement des universités mais là encore, c'est une lutte ponctuelle. S'ils ne veulent pas être continuellement en guerre, il faut voir plus loin et demander une nouvelle politique de l'éduction. Des états généraux par exemple, ça a foutument bien marché dans les années 60, un endroit où on réfléchi plus qu'on se bat. Parce qu'à force de se battre, on en vient parfois à aimer l'odeur du sang.

J'arrive finalement en un morceau sur un terrain plus familier, au département d'anthropologie de l'université de Montréal, où j'y rencontre les porte-étendards de la CASSÉE, Xavier, Héloise et Mathieu.

-Vous venez tous juste d'appeler les fédés à ne pas aller négocier sans vous (cette discussion a lieu l'après-midi du 22 mars). Cela démontre-t-il une ouverture quant à la possibilité d'un front commun?

-Pas nécessairement. L'union est bien sûr souhaitable mais pas à n'importe quel prix. Il faut regarder avec qui certaines assos locales nous demande de nous lier. On ne peut pas mettre de côté les enseignements de l'histoire du mouvement étudiant. Les 15 dernières années où les fédérations ont dominées le monde de l'éducation correspondent à 15 années de coupures. Ces organisations ont de plus démontrées de graves manques sur le plan démocratique. Les dépenses de 20000$ pour la publicité télévisée ont-elles été approuvées suite à la consultation de leurs membres? On peut en douter. Et la fameuse Assemblée des étudiants du Québec ou ils se targuent d'avoir consulté tout le monde, il n'a été demandé à aucune des assos participante un mandat d'AG justifiant leur présence. Nous à la CASSÉE, on s'assure que les assos ont adoptées nos revendications en assemblée générale avant de les accepter dans nos rang.

-Mais il faut voir au-delà de ces considérations plutôt secondaires face ce qui se produit en ce moment même, c'est-à-dire le plus grand mouvement de grève étudiante de l'histoire du Québec. Un peu de pragmatisme et de stratégie serait les bienvenus non?

-Les 103 millions c'est stratégique tu crois? La CASSÉE a des revendications beaucoup plus larges et ça marche très bien. Nous avons réussis à amener le thème de la gratuité scolaire sur la place publique. Quant à la méthode des négociations à huit clos prôné par les fédérations, son efficacité est loin d'avoir été démontrer. Celle de passer par les AG pour adopter ou non les offres gouvernementales a, quant à elle, fait ses preuves. En fait, la vraie stratégie des fédérations est d'avoir une victoire rapide et percutante et récolter le prestige qui en découlera. Cela ne permettra pas à ceux, comme nous, d'avoir le temps nécessaire pour élargir le débat.

-Mais bordel! L'ONU c'est plus de 200 pays qui sont capable de se parler! Ici au Québec les grandes centrales syndicales peuvent souvent mettre de côté leurs différences et réaliser de très efficaces fronts communs. Et vous, pauvres étudiants, vous seriez incapables de faire la même chose. Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire!

-C'est que nous sommes en présence de deux visions du mouvement étudiant qui sont difficilement réconciliables. Nous préférons travailler à la création d'un front commun auprès des assos locales. L'union se fera par la base et non par la tête.

La base et pas la tête. L'expression en apparence stupide de mon ami Méo prend véritablement du galon. Je retourne à mon bureau et, tout en dégrafant mon gilet par balle, l'idée me vient de communiquer avec ceux qui ont l'expérience des négociations intersyndicale. Je rejoins donc par téléphone Jean-Pierre Larche de la CSN qui travaille présentement à l'élaboration et au maintien d'un front commun avec la FTQ et la CSQ sur le terrain des négociations dans le secteur publique.

-Quel sont les conditions objectives pouvant selon toi permettre la réalisation d'un front commun dans le mouvement actuel de grève étudiante?

-Je dirais que le but d'un front commun est de ne pas permettre au gouvernement d'utiliser la division des groupes avec lesquels il est en conflit. Il s'agit de se rendre incontournable, de dire clairement " monsieur les ministre, vous ne pouvez négocier qu'avec nous et nous seul ". Cela implique donc que les groupes formant le front commun doivent avoir la même vision de la situation et les mêmes revendications.

-Non mais, vous êtes en train de me dire que le mouvement étudiant est condamné à la division?

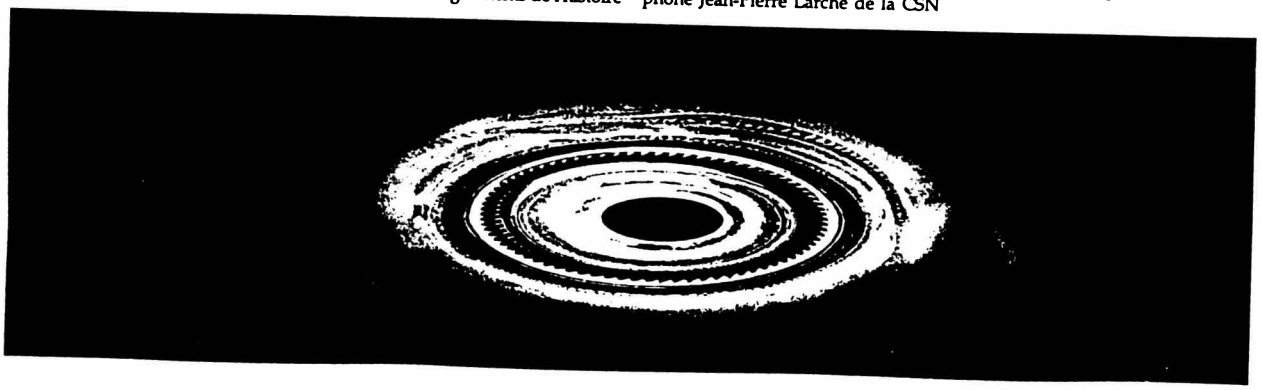
-Je ne sais pas. De mon point de vue, les étudiants ont le gros avantage d'avoir, à la base, tous la même réalité, les même " conditions de travail " si j'utilise le jargon syndical. Il me semble qu'il est beaucoup plus difficile de concilier le besoins d'un concierge, d'une infirmière, et d'un fonctionnaire que de rapprocher un étudiant de l'UQAM, de l'université Laval et du cégep Édouard-Montpetit.

Vraiment, avec tous ces témoignages, je ne vois pas comment faire autrement qu'être profondément pessimiste, voir même nihiliste. Et au train où vont les choses dans ce putain de conflit, je ne serais pas surpris de voir apparaître des kamikaze étudiants! Et voilà pour couronner le tout un appel du patron qui réclame que je lui envoi mon topo dans la prochaine heure. Qu'il aille se faire foutre! J'ai trop d'idées noires pour écrire quoique ce soit. Allez hop! À la taverne Aquin pour essayer d'oublier tout ça.

Union Libre! Vraiment ce nom devient complètement pathétique!

P.S. : Il est à noter que nulle part dans cet article les expressions " rapport de force " et " grogne des étudiants " n'ont été utilisées!

Aparté : certains plébéiens incultes pensent vraiment que mon nom se prononce avec un accent british. Non mais, sortez un peu de votre bourgade! Prendre un nom anglais et le prononcer à la française c'est super " in " à Paris ces temps-ci. On est populaire ou on ne l'est pas!



Félicitations

pour l'obtention de ce prestigieux

Diplôme monnayable

Dans les sphères du pouvoir étatique et corporatiste comme dans notre vie personnelle, la plupart des décisions sont aujourd'hui largement guidées par des préoccupations financières. Ce constat s'applique aussi au choix de poursuivre son éducation dans des institutions d'études supérieures. De plus en plus nombreux-ses sont les étudiant-es qui convoitent un diplôme de plus dans la seule perspective d'augmenter leur salaire à venir.

Les diplômes à rabais dont parle notre sinistre de l'éducation Fournier sont déjà bien populaires : ce sont tous ces diplômes collégiaux et universitaires qui ont pour objectif une entrée efficace sur le marché du travail. Dans ce contexte, les étudiants et étudiantes investissent de l'argent dans leur future carrière, comme d'autres investissent dans des entreprises cotées en bourse.

Beaucoup trop de jeunes s'indifférent de la dégénérescence du contenu critique de leur diplôme : les baccalauréats se techniciseent, se spécialisent, se soumettent au marché... Bref, une lente mutation s'opère à l'intérieur des murs de l'université et du cégep, mutation n'apportant à la réflexion que simplification et léthargie.

Nous ne saurions trop insister sur ce qu'est l'éducation : un parcours où il est possible d'acquérir les outils nous permettant de saisir le monde dans lequel nous vivons. L'éducation doit permettre une participation active à la vie en collectivité ; l'éducation, c'est ce qui permet de développer sa logique, d'aiguiser son analyse, de se propulser dans l'action après mûre réflexion.

La situation est alarmante et nécessite des changements en profondeur. La grève actuelle, bien que nécessaire, se limite à réparer les pots cassés ; il est temps d'aller de l'avant et de revendiquer de réelles améliorations. Dans cette perspective, il est entre autres temps de réintroduire l'idéal collectif de la gratuité scolaire au sein de notre société. Pour se faire, il devient impératif de renforcer la solidarité intergénérationnelle et donc la prise en charge de l'éducation de la relève par la présente collectivité. Or, la gratuité scolaire s'inscrit dans un tout autre mode de pensée que celui qui règne actuellement : aujourd'hui, seul le dispendieux n'a de valeur. Cette équation doit maintenant être renversée !

Ne rien dire, ne rien faire, c'est approuver
l'actuelle déchéance de notre projet collectif.

Nous serons de retour en septembre

Texte - reportage - interview - photo - dessin

VOUS ÉCRIVEZ? NOUS PUBLIONS!

unionlibre@gmail.com

35 000 exemplaires

238

JOURNAL

avril 2005 • avec une apostrophe pour apostropher

www.lautjournal.info

3575, boulevard Saint-Laurent, bureau 117, Montréal (Québec) H2X 2T7 • Téléphone : (514) 843-5238 • Télécopieur : (514) 848-0837 • Courriel : info@lautjournal.info

103 millions et la tête de Charest

De plus en plus de Québécois prêts à dire : nous sommes des étudiants !

Laurent Larose
Yves Lévesque

Après plus de quatre semaines de grèves, et malgré les menaces d'annulation de leur session, les étudiants gardent un moral d'acier sur les différents campus en grève. Alors qu'en temps normal, la plupart des associations étudiantes ont de la difficulté à obtenir le quorum lors des assemblées, elles sont aujourd'hui confrontées à des pénuries de salles assez grandes pour accueillir tous les grévistes qui veulent participer.

« *Nous avons pas un moins décuplé le nombre de personnes à nos assemblées générales,* affirme Éric Martin, responsable à l'externe de l'Association facultaire des étudiants en lettres, langues et communications de l'UQAM. *Avant, nous n'étions jamais plus de 50 ou 60, maintenant on voit plus de 600 personnes chaque semaine voter la reconduction de la grève. La dernière fois, une dizaine de personnes seulement se sont opposées à la poursuite du mouvement, c'est minoritaire et marginal.* »

Celui qui a agi comme porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale élargie (CASSÉÉ) pendant une partie de la campagne a été surpris par l'ampleur de la mobilisation. « *Nous étions déjà étonnés que nos membres veulent aller en grève, notre faculté n'a pas une grosse tradition de mobilisation.* »

Ailleurs au Québec, d'autres facultés peu habituées aux débrayages ont rejoint le mouvement. Les étudiants en médecine des universités Laval et de Montréal sont en grève générale illimitée. En plus de déclencher une grève d'une journée, les étudiants des Hautes Études commerciales ont tenu une journée d'étude pour travailler sur des solutions à proposer au gouvernement.

Le ministre Jean-Marc Fournier a accusé les étudiants de ne pas avoir de réelle proposition pour régler le conflit. Il souhaite que ces derniers fassent une offre inférieure à 103 millions de dollars. Pourtant, s'ils refusent de diminuer leurs demandes, les universitaires et les cégépiens ne sont pas à court de propositions pour autant.

Dans les assemblées, ils se lèvent et citent de mémoire les actifs des entreprises canadiennes placés dans des paradis fiscaux : 88 milliards. Ils évoquent les études de Léo-Paul Lauzon ou d'autres chercheurs qui démontrent que l'argent est là, et qu'il suffit d'aller le chercher par la fiscalité.

Ils font aussi mentir ceux qui les accusent de mener une lutte corporatiste sans se soucier du reste de la population. Une grande partie des associations ajoutent des conditions à leurs revendications, qui stipulent que le réinvestissement ne doit pas se faire au prix de compressions dans d'autres services sociaux ou d'une baisse des salaires des employés de l'État.

Les finissants, qui ne bénéficieront pas d'un réinvestissement pour l'année prochaine, s'engagent comme leurs cadets et réclament une éducation accessible pour les générations à venir. À Polytechnique, où les étudiants travaillent l'été comme ingénieurs stagiaires à des salaires plutôt élevés, peu d'étudiants ont besoin des prêts et bourses. Ils ont tout de même débrayé une journée, au nom de l'accessibilité à l'éducation pour tout le monde.

Fait rarissime, la presse universitaire québécoise a presque unanimement donné son appui aux grévistes. Sur la plupart des campus, les journaux étudiants « *officiels* », loin d'être des organes militants, constituent plutôt des écoles qui servent de tremplins aux journalistes qui veulent trouver un emploi à *La Presse*, au *Soleil* ou au *Journal de Montréal*.

Les privilégiés débrayent au nom de l'accessibilité pour tout le monde

Historiquement, ils se prononçaient rarement en faveur des grèves étudiantes, ou alors le faisaient du bout des lèvres, en adoptant une position mitigée. Cette année, ils sont tous unis par leur position éditoriale fermement anti-Charest, d'un bout à l'autre du Québec.

À l'UQAM, le rédacteur en chef de *Montréal Campus*, qui tire à 18 000 exemplaires, demande carrément la démission du ministre Fournier. La rédactrice en chef du *Quartier Libre* de l'Université de Montréal, Fannie Olivier, appelle même les étudiants, dans son éditorial, à « *renvoyer l'ascenseur* » aux syndicats et groupes sociaux qui les ont appuyés. « *La cause commune : le refus des baisses d'impôt, qui paralysèrent la lutte contre la pauvreté, le mouvement écologiste, les salaires des employés de la fonction publique et, bien sûr, le retour des 103 millions* », écrit-elle.

Les syndicats et autres groupes sociaux ont en effet répondu massivement à l'appel des étudiants, en exprimant publiquement leur solidarité. Même le chef de l'opposition Bernard Landry et ses députés arborent à la poitrine, comme des milliers de Québécois, le carré rouge, symbole des étudiants qui sont « *carrément dans le rouge* » depuis la réforme de l'Aide financière aux études.

Ces appuis sont certes appréciés, mais certains leaders étudiants aimeraient que l'alliance aille encore plus loin. « *C'est merveilleux*, affirme Éric Martin. *Il y a un nombre incroyable d'organismes et de syndicats qui ont envoyé des messages d'appui, même si certains ont été plus remarqués par les médias, comme Michel Chartrand et Amir Khadir. Cependant, porter le carré rouge c'est bien, mais on aimerait passer à un autre stade, voire à une réelle mobilisation qui dépasse les paroles. Par exemple, les syndicats avaient des mandats de grève sociale qui n'ont pas été utilisés* », avance-t-il.

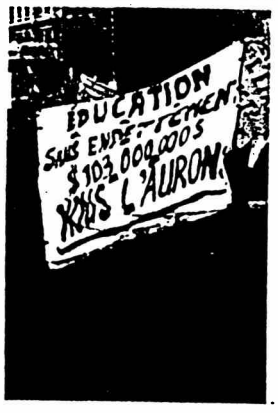
De toute évidence, la fin éventuelle de la grève ne mettra pas fin à la mobilisation des étudiants contre le gouvernement Charest, puisque le discours des associations étudiantes s'est élargi pour dépasser le chiffre mythique des 103 millions qui ont été retirés du régime des prêts et bourses. L'obsession du gouvernement pour les baisses d'impôts et le désengagement de l'État sont aussi pointés du doigt.

À ce sujet, la Fédération étudiante universitaire du Québec a dû mettre sur la glace, le temps de la grève, une campagne qu'elle avait préparé contre le sous-financement du réseau universitaire. Elle promet que les libéraux ne sont pas au bout de leur peines.

La CASSÉÉ, de son côté, prépare des actions de solidarité avec les assistés sociaux menacés de compressions de 150 millions $. Les associations membres de la Coalition sont mêmes appelées à adopter des mandats demandant la démission du premier ministre Jean Charest, puisqu'il est incapable de résoudre la crise.

« *Les étudiants réalisent très bien le désastre que le gouvernement Charest nous prépare comme société, et je suis sûr qu'ils vont continuer à résister, même si ça ne veut pas dire rester en grève pour toujours* », conclut Éric Martin.◀

Fait rarissime, la presse étudiante appuie le mouvement de grève



La page à Lauzon

Arrêtez messieurs, la coupe est pleine et le vase déborde !

La gratuité scolaire est au fond des grosses poches

Léo-Paul Lauzon

Pour justifier l'invraisemblable politique d'endettement de 103 millions $ des étudiants du Québec, on en a eu droit à des vertes et des pas mûres de l'artillerie lourde du gouvernement Charest et de sa suite royale composée des éditorialistes de *La Presse*, de leurs économistes attitrés et de leurs p'tits amis du patronat, comme : « *L'argent ne pousse pas dans les arbres* »; « *pour le bien des générations futures* »; « *par solidarité envers les plus pauvres* »; « *par compassion pour la situation financière précaire du Québec* ».

Arrêtez messieurs, la coupe est pleine et le vase déborde ! C'est tout de même drôle, j'entends encore les élus répéter, pour justifier l'aide gouvernementale de 325 millions $ accordée à la construction de résidences secondaires au Mont-Tremblant, des condos à plus de 300 000 $ chacun, que ces ridicules subventions constituaient un « *investissement* » pour le Québec.

Si je comprends bien la logique du présent gouvernement, allonger des milliards de dollars en fonds publics au privé constitue, en tout temps, un investissement et crée de la bonne dette publique alors que mettre de l'argent public dans l'éducation, la santé, les garderies, les transports en commun, les aqueducs, les autoroutes, etc. représente des dépenses d'épicerie qui engendrent de la très mauvaise dette publique. Pourtant, il n'y a pas plus grand investissement économique et social pour une nation que d'investir massivement dans ses programmes sociaux publics.

C'est drôle aussi, j'entendais l'autre jour des politiciens et des économistes dire qu'aucune étude ne démontrait que la hausse des frais de scolarité diminuait la fréquentation à l'université et dans les collèges.

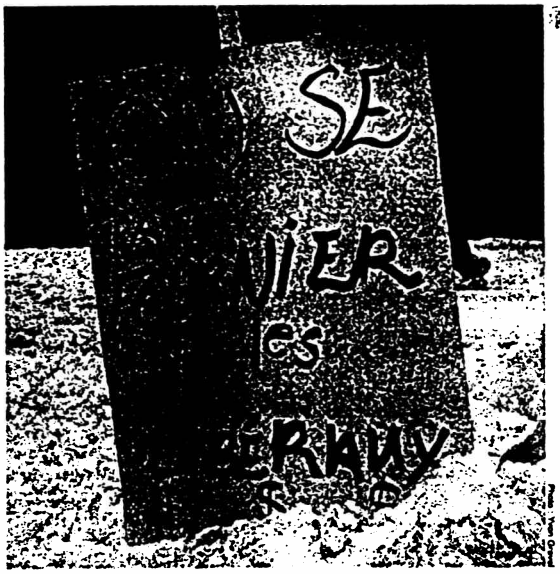
Plus menteur ou plus ignorant que ça, tu meurs, car il y en a eu plusieurs qui ont démontré le contraire, entre autres deux études de Statistique Canada, réalisées en 1998 et en 2000, qui ont été résumées dans le *Devoir* du 9 décembre 1998 sous le titre : « *L'endettement étudiant est devenu un sérieux problème social* » et dans *La Presse* du 6 septembre 2000 sous le titre de : « *Études universitaires : les familles aisées d'abord* ».

Et que dire de cette autre étude de l'Association des collèges communautaires du Canada, effectuée en 1999 et retransmise dans La Presse du 6 août 1999 sous le titre révélateur de : « *Les études ou la maison ? Des parents mettent en danger leur propre avenir pour assurer celui de leurs enfants* ».

Tout de même bizarre, ce sont les mêmes charlatans qui recommandent fortement la hausse des tarifs d'électricité afin de réduire la consommation et qui viennent nous dire après que la hausse des frais de scolarité ne réduira pas cette fois la consommation d'études universitaires en termes de fréquentation et d'accessibilité. Il me semble que ça prend pas une lumière pour comprendre que si tu augmentes les frais et la tarification d'un service public, cela va affecter à la baisse sa consommation, principalement celle des classes moyennes et des pauvres.

Est-ce normal de payer 1,7 % d'impôt quand les finances publiques sont à sec?

Et, faut surtout pas hausser les taxes et les impôts des compagnies et des riches, car cela va affecter négativement leur comportement, ce qui ne sera pas du tout le cas pour les étudiants universitaires si on augmente leurs frais de scolarité et leur endettement. De vulgaires préjugés que l'on essaie de nous faire passer pour de savantes théories économiques.



Avec un minimum de volonté politique, le gouvernement du Québec pourrait aller chercher demain matin 10 milliards de dollars qui lui permettraient d'assurer la gratuité scolaire à l'université et au collège.

Avec un minimum de volonté politique, le gouvernement du Québec pourrait aller chercher demain matin 10 milliards de dollars qui lui permettraient d'assurer la gratuité scolaire à l'université et au collège ainsi que d'investir massivement dans la santé et dans les autres programmes sociaux. Et c'est pas moi qui le dit comme vous allez le constater. Car quand ça vient de moi, certains doutent et se disent : « *on sait bien, ça vient du communiche à Lauzon* ».

Premièrement, dans le *Journal de Montréal* du 9 mars 2005, la fiscaliste Brigitte Alepin, qui travaille pour un bureau de comptables agréés, a constaté, en consultant les statistiques fiscales du Québec, qu'en 2004 il y avait 4191 grandes entreprises au Québec qui ne payaient qu'un maigre taux d'impôt de 1,7 % alors que le taux statutaire imposé aux autres entreprises variait de 8,9 à 16,25 %.

Elle a dit : « *Nous sommes en droit de demander à notre gouvernement de corriger cette situation. En ajustant le taux d'imposition à un taux encore intéressant de 8,9 %, ce serait au moins 4 milliards de dollars de plus chaque année dans les coffres du Québec* ». On ne dit pas de surtaxer quiconque, mais bel et bien de faire payer leur juste part surtout à ceux qui en ont les moyens.

Le patronat a fait abolir la taxe sur le capital en prétendant que cette taxe supposément injuste, devait être payée même quand les entreprises subissaient des pertes. Mais, lorsqu'elles réalisent des profits, pourquoi s'opposeraient-elles à un impôt minimum ? Est-ce normal que de très grandes entreprises milliardaires ne paient qu'un taux d'impôt réel de 1,7 % alors que nos finances publiques sont à sec ? Et est-ce normal aussi que nos gouvernements passent sous silence cette injustice criante et ne leur imposent pas un impôt minimum à payer ?

On le sait trop bien, quand les compagnies subissent des pertes, elles exigent qu'on les aide financièrement à même les deniers publics et, lorsqu'elles réalisent des profits, elles ne veulent pas payer d'impôts et demandent en plus des subventions gouvernementales.

Allons chercher maintenant deux autres petits milliards de dollars de rien du tout et se sans se fatiguer, encore une fois. Dans un article du journal *Les Affaires* du 1er novembre 2003 intitulé : « *La compétitivité du Québec reste intacte*, soutient Yves Séguin », l'ex-ministre libéral des finances du Québec a affirmé ceci : « *Je m'adresse à la communauté d'affaires : est-ce normal que le gouvernement du Québec verse 5 milliards $ en aide gouvernementale, soit 3 milliards $ de plus qu'en Ontario pour des entreprises dont la majorité sont prospères ?* »

Supposons que l'on réduise l'aide gouvernementale du Québec de 2 milliards $ à ces entreprises très prospères, qui ne paient en moyenne qu'un maigrichon taux d'impôt réel de 1,7 %, ne l'oublions pas, on verserait toujours 1 milliard $ de plus en subventions qu'en Ontario, et le Québec serait encore très compétitif, comme l'a si bien dit Yves Séguin qui a été viré parce qu'il disait trop souvent des vérités qui déplaisaient royalement au patronat et à leurs faire-valoir que sont Jean Charest, Michel Audet, Monique Jérôme-Forget et cie. Le patronat a applaudi l'arrivée de Michel Audet, ex-président de la Chambre de commerce du Québec, au ministère des Finances en remplacement d'Yves Séguin, et on comprend très bien pourquoi.

Vous voyez bien que sans surtaxer personne, et tout en maintenant la compétitivité fiscale du Québec, comment il serait facile, avec un minimum de volonté politique et une bonne dose de pragmatisme, d'assurer la gratuité scolaire au collège et à l'université en plus d'investir substantiellement dans nos services publics comme la santé.

Mais non, on a des gouvernements qui sont là principalement pour desservir les intérêts supérieurs de la minorité privilégiée et qui, de ce fait, fonctionnent uniquement sur une base idéologique, sans jamais confronter leurs préjugés aux faits, vantant grossièrement les mérites de l'État minimal, de la déréglementation, de la défiscalisation, de la privatisation.◀

La page éditoriale

Pierre Dubuc Aujourd'hui, 185 000 étudiants sont en grève. Le mouvement étudiant a le gouvernement Charest dans les câbles. Pourquoi reculerait-il ?

Extraordinaire pied-de-nez des associations étudiantes

La veille du congé pascal, c'est un extraordinaire pied-de-nez que les associations étudiantes viennent de faire au gouvernement Charest en lui proposant de négocier l'étalement de ses baisses d'impôt plutôt que la diminution du programme des prêts-bourses. Les étudiants résistent à la pression médiatique des derniers jours qui les enjoignait de répondre favorablement à la demande du ministre Jean-Marc Fournier de déposer une contre-proposition.

« *Les 103 millions ne sont pas négociables* », disent les étudiants. Pourquoi le seraient-ils ? Est-ce que les assistés sociaux devraient « *négocier* » les coupures de 150 millions qu'on vient d'annoncer ? Est-ce que les organisations syndicales ont « *négocié* » les modifications à l'article 45 du Code du travail qui ouvraient la porte à la sous-traitance ou les lois 7 et 8 qui interdisent la syndicalisation dans les services de garde en milieu familial et des ressources intermédiaires en santé et services sociaux ?

Non ! Les syndicats ont mené des actions d'éclat, ont mobilisé 100 000 personnes dans les rues de Montréal le Premier Mai et ont fait voter par leurs assemblées générales des mandats de deux jours de « *grève sociale* » – qu'ils n'ont jamais exercé – et ils réclament toujours le rappel de ces lois anti-syndicales.

Aujourd'hui, 185 000 étudiantes et étudiants sont en grève, certains depuis un mois. Le mouvement étudiant a le gouvernement Charest dans les câbles. Pourquoi reculerait-il ?

Parce que le gouvernement n'a pas d'argent ? Comment croire de telles sornettes alors que le gouvernement annonce l'octroi de 2,2 milliards pour la création de DEUX centres hospitaliers universitaires, dont un pour la communauté anglophone qui ne représente que 12% de la population du Grand Montréal !

Si le gouvernement est réellement à court de fonds, nous l'invitons à consulter la liste des suggestions que lui fait notre collaborateur Léo-Paul Lauzon pour garnir les coffres de l'État. (voir page 6)

S'il ne veut pas passer le chapeau auprès de ses amis des milieux d'affaires, M. Charest peut toujours jeter un coup d'œil du côté du gouvernement fédéral qui nage dans les surplus budgétaires. M. Charest pourrait s'inspirer du premier ministre de Terre-Neuve qui n'a pas craint de mettre en évidence la spécificité nationale distincte des Terre-Neuviens en faisant enlever tous les drapeaux du Canada sur le territoire de la province pour arracher des fonds à Ottawa. Nous assurons M. Charest qu'il aurait l'appui enthousiaste de tous ceux qui suivent religieusement les audiences de la Commission Gomery.

Mais la question posée n'en est pas fondamentalement une de gros sous. L'enjeu véritable est le modèle québécois que le gouvernement Charest aimerait démanteler. Bien plus que les institutions économiques comme la Caisse de dépôt ou le Fonds de solidarité, l'assise fondamentale du modèle québécois, est son système d'éducation. La création du ministère de l'Éducation est l'événement capital de la Révolution tranquille. En ouvrant toutes grandes les portes de l'éducation supérieure à un peuple de porteurs d'eau et de scieurs de bois, nous nous sommes engagés dans un gigantesque rattrapage historique.

Ces acquis sont aujourd'hui menacés. Notre système d'éducation subit l'assaut des politiques néolibérales. Une formidable campagne s'est développée au cours des dernières années en faveur de l'école privée avec la publication dans la revue *L'Actualité* du palmarès des écoles de l'Institut économique de Montréal, la succursale québécoise du *Fraser Institute*, un organisme néolibéral canadien. Cette année, au secondaire, 20 % des élèves québécois fréquentent l'école privée. Sur l'île de Montréal, c'est 30 % !

Au cours des dernières années, la

L'enjeu véritable est le modèle québécois

L'effectif au réseau privé augmente de 10 % celui du public diminue de 6,4 %

réplique de l'école publique a consisté à concurrencer l'école privée sur le terrain de cette dernière avec le développement d'écoles « *internationales* » et à vocation particulière qui sélectionnent les élèves comme l'école privée. Bien que plus du quart des écoles du Québec aient de tels projets, le développement des écoles privées n'en a pas été affecté. Au contraire, l'effectif du réseau privé a augmenté de 10 % alors que celui du public diminuait de 6,4 % au cours des six dernières années Par contre, le double écrémage a vidé les classes ordinaires de leurs meilleurs élèves, si bien que les élèves en difficulté s'y retrouvent en surnombre, entraînant l'ensemble de la classe vers le bas.

Les résultats sont catastrophiques. Pendant que le secteur privé cannibalise le secteur public, le taux d'obtention d'un diplôme du secondaire chute constamment. Après avoir atteint un sommet en 1996-1997 avec 73,7 %, il dégringole de façon régulière depuis pour atteindre 65,8 % en 2002-2003, ce qui nous ramène au taux observé dix ans auparavant.

Le secteur public vient de reconnaître qu'il a perdu la bataille contre le secteur privé. Le 10 mars dernier, le Regroupement pour la défense et la promotion de l'école publique – une nouvelle coalition formée d'associations de commissaires, de directions, de cadres et du personnel enseignant et de soutien du réseau public – demandait carrément au gouvernement de mettre fin au financement public de l'école privée.

Les écoles privées sont financées à 60 % par des fonds publics. Un phénomène unique en Amérique du Nord. Dans l'ensemble du Canada, il n'y a rien de comparable à la situation québécoise, si bien qu'avec moins du quart de la population canadienne, le Québec compte plus du tiers des élèves fréquentant une institution privée.

Alors que la réforme de l'éducation des années 1960 avait pour objectif de mettre fin au système élitiste des collèges classiques et démocratisait l'accès à l'éducation, la hiérarchisation du système avec les écoles privées et les écoles publiques à vocation particulière reproduit les classes sociales et accentue les inégalités. Une analyse sommaire du palmarès des écoles de l'Institut économique de Montréal de 2002 démontre que les revenus des parents des 50 premières écoles – 45 privées et 5 publiques à vocation particulière – sont tous supérieures à la moyenne, sauf deux. Par contre, dans le groupe des 50 écoles figurant en queue de peloton, on trouve les écoles avec les plus faibles revenus parentaux.

La même logique de reproduction des classes sociales et d'exclusion des enfants des familles les plus pauvres des études supérieures est à la base de la réforme des prêts-bourses, comme l'ont démontré les associations étudiantes.

Toujours, la même logique anime le gouvernement avec son programme de diminution des impôts sur le revenu. Si le gouvernement réduisait la TVQ, une taxe régressive, il favoriserait les plus démunis. Mais une diminution des impôts sur le revenu ne met pas d'argent dans les poches des 40 % de la population qui n'en paient pas parce que trop pauvres et très peu pour 80 % des contribuables québécois qui ont un revenu inférieur à 30 000 $ par année, comme nous l'apprenait l'ex-ministre Yves Séguin.

La défense du modèle québécois passe aujourd'hui par la lutte du mouvement étudiant. Plutôt que d'inviter ses représentants à « *négocier* » les « *103 millions* », ne vaudrait-il pas mieux se jeter dans la bataille à leurs côtés, questionner la légitimité de ce gouvernement, réclamer sa démission et exiger des élections anticipées ! N'est-ce pas le sens du slogan de la coalition « *Je n'ai jamais voté pour pas !* » ? Ne serait-ce pas le moment, pour les organisations syndicales, de songer à exercer le mandat de deux jours de « *grève sociale* » qu'ils ont en poche ?◀

Qu'attendent les syndicats pour exercer le mandat de grève qu'ils ont en poche ?

L'aut' journal, p. 10 et 11

Le printemps étudiant

Plus de richesse, moins de bourses

Plus de prêts, c'est quoi la logique ?

Gabriel Sainte-Marie*

Les étudiantes et étudiants font la grève et ils ont bien raison. L'État ne réalise plus son rôle le plus important, celui de redistribuer la richesse. La richesse, il y en a de plus en plus. Par exemple, le produit intérieur brut (PIB) réel du Québec (on dit réel lorsqu'on enlève l'inflation aux statistiques, c'est-à-dire qu'on tient compte de l'augmentation des prix) a augmenté de 34,2 % entre 1993 et 2003. Cela signifie qu'en 2003, il s'est produit 34,2 % de plus de biens et services qu'en 1993. Il s'agit d'une croissance économique exceptionnelle.

Malheureusement, s'il y a davantage de richesse, elle ne profite qu'à une minorité. Les grands gagnants de cette croissance sont les entreprises. En 2003, leur bénéfice réel avant impôt était 2,51 fois plus grand que celui de 1993. C'est une augmentation à couper le souffle. Est-ce que le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs a aussi été multiplié par 2,5 ? Pas du tout. Même en tenant compte des heures supplémentaires au travail qui ont augmenté, leur rémunération moyenne, entre 1993 et 2003, en termes réels, a diminué de 1,81 %. Si la croissance réelle a progressé de plus d'un tiers en dix ans, elle n'a pas profité aux employés. Elle fut presque entièrement récupérée par les profits des entreprises privées, qui se plaignent encore de payer trop d'impôts. Ça confirme l'adage populaire : « *Si tu en paies, c'est parce que tu fais beaucoup d'argent !* »

Ça ne surprendra personne qu'au Québec, l'inégalité dans la répartition des revenus après impôts ait augmenté de 5,23 % entre 1992 et 2002 (les données pour 2003 ne sont pas encore disponibles). La nouvelle richesse va à ceux qui en ont le moins besoin. Il n'y a plus de doute, nos gouvernements préfèrent jouer au Shérif de Notthingham plutôt qu'à Robin des bois.

Examinons l'évolution récente du financement de l'éducation post-secondaire. Pendant que le PIB réel augmentait de 34,2 % entre 1993 et 2003, les dépenses en éducation post-secondaire au Québec, une fois l'inflation enlevée, n'ont augmenté que de 7,76 %. C'est moins de 1 % par année. L'éducation – comme les autres services publics qui présentent un caractère social – n'est plus une priorité et la portion de notre richesse qui lui est consacrée diminue.

En 1994, 2,79 % du PIB québécois allait à l'éducation post-secondaire. En 2004, ce ratio était descendu à 2,25 %. Durant ces dix années, les premières victimes de ce désengagement ont été les étudiantes et étudiants les plus pauvres. Une fois l'inflation enlevée, l'enveloppe consacrée à l'aide financière a reculé de 11,8 %, s'établissant à 120,2 millions $ en 2004.

Plus tu fais des profits, moins tu paies d'impôts ! C'est quoi la logique ?

Photo : Yvon Gamel

Le gouvernement doit remplir sa mission fondamentale qui consiste à redistribuer une partie de la richesse vers les moins nantis et vers nos programmes sociaux.

Les gouvernements sont les premiers responsables de ces reculs. En 1994, ils finançaient 74,6 % de l'éducation post-secondaire. En 2004, cette part avait chuté à 68,2 %, s'établissant à 4,1 milliards $ sur un total de 6 milliards $. Lorsqu'on tient compte de l'augmentation des prix, on s'aperçoit que l'État n'est même pas capable de maintenir ses dépenses dans le secteur post-secondaire. Entre 1994 et 2004, il les a réduites de 1,27 %.

Le ministre Fournier et Jean Charest répètent que l'État est trop pauvre et que le financement des cégeps et des universités doit continuer de diminuer. Nous le savons, notre société est de plus en plus riche et connait une croissance économique exceptionnelle. Si l'État est pauvre, c'est qu'il se prive volontairement.

Plus la société est riche, plus le gouvernement est pauvre. C'est quoi la logique ?

Le gouvernement a juste à arrêter de baisser les impôts des plus riches et des entreprises. Le profit de ces dernières a plus que doublé durant les dix dernières années. Le gouvernement doit remplir sa mission fondamentale qui consiste à redistribuer une partie de la richesse vers les moins nantis et vers nos programmes sociaux. Comme société riche, pouvoir offrir des services sociaux de qualité et d'accessibilité universelle devrait aller de soi, or ce n'est plus le cas.

Les étudiantes et étudiants demandent à messieurs Fournier et Charest d'arrêter les compressions et d'offrir une meilleure accessibilité à des études post-secondaires de qualité. Pour se faire entendre, ils sont rendus à faire la grève. Il s'agit d'un geste courageux qui mérite tout notre appui. ◀

*Économiste à la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM

Note : Toutes les données ici présentées proviennent de Statistique Canada.

Plus ça va, plus les frais augmentent; c'est quoi la logique ?

Gabriel Sainte-Marie

Les compressions du gouvernement Charest dans le régime de bourses sont odieuses et injustes. Cependant, certains individus, comme l'ancien ministre Joseph Facal, dénoncent ces compressions tout en demandant le dégel des frais de scolarité. Cette suggestion a séduit de nombreux éditorialistes et commentateurs. Même l'éditorialiste Josée Boileau écrivait dans *Le Devoir* du 17 mars, que pour régler le problème du financement des universités : « *La seule solution réaliste, c'est de dégeler les droits de scolarité.* »

Malgré leur gel en 1996, les frais de scolarité ne cessent d'augmenter au Québec. Selon Statistique Canada, l'étudiant moyen au bac a payé 904 $ de frais de scolarité pour l'année scolaire 1990-1991. Ces frais ont plus que doublé et s'élèvent cette année à 1890 $. Les frais de scolarité représentent une part de plus en plus importante du budget des cégeps et universités. Cette portion est passée de 6,6 % en 1990 à 8,9 % en 2004.

En même temps, l'État se retire du financement de la formation post-secondaire. Toujours selon Statistique Canada, les différents paliers gouvernementaux assuraient 78,1 % du financement des cégeps et universités du Québec en 1990. Aujourd'hui, cette part a reculé de 10 % et s'établit à 68,2 %. Le gouvernement se désengage de l'éducation et des autres services collectifs.

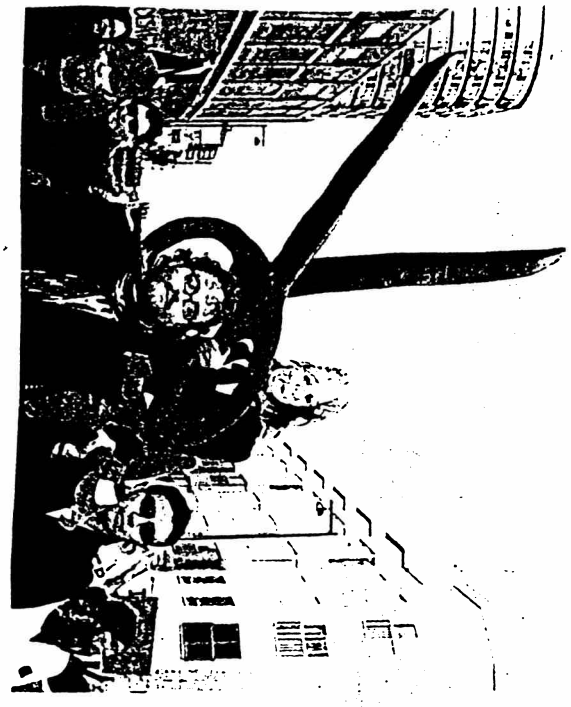
Le débat entourant les frais de scolarité dépeint nos valeurs sociales. Ces frais représentent une barrière économique aux études supérieures pour la classe moyenne et pour les plus pauvres. Il est normal qu'ils soient plus bas au Québec qu'ailleurs au Canada : nos impôts plus élevés remplacent une partie des frais de scolarité et garantissent un peu plus d'équité.

Plusieurs sociétés comme l'Italie et la France ont opté pour des frais de scolarité symboliques. Ces pays ont choisi de subventionner l'éducation supérieure à l'aide d'impôts plus élevés. La moitié des pays de l'Union européenne, comme l'Irlande, vont encore plus loin en n'exigeant aucuns frais de scolarité. Le Québec est encore loin de politiques aussi progressistes.

Plutôt que partager la richesse, les partis politiques dominants préfèrent annoncer des baisses d'impôts aux plus fortunés. Même la firme ultra-capitaliste *Standard and Poor's*, qui donne des cotes de crédit aux entreprises et administrations publiques, suggérait en 2001 au gouvernement du Québec de réinvestir en santé et en éducation. Selon l'agence, les compressions budgétaires ont été trop importantes au cours des années 1990. Elle préférerait voir l'État dépenser davantage dans les services publics plutôt que de réduire encore les impôts. C'est le monde à l'envers : *Standard and Poor's* dit au gouvernement de redistribuer davantage la richesse !

Au Québec, les écarts de richesse se creusent et la classe moyenne perd du terrain. Pendant ce temps, les grandes corporations ont des taux d'imposition quasiment nuls, même si les entreprises enregistrent des bénéfices records depuis plus de dix ans. *La Presse* du 26 février dernier titrait : « *Les meilleurs profits en quatre ans* », en parlant des bénéfices d'exploitation des entreprises canadiennes. De plus, ces grandes entreprises détournent de plus en plus d'argent dans les paradis fiscaux. *La Presse* du 15 mars dernier annonçait qu'en 2003, il y a eu 88 milliards détournés dans les centres financiers *offshore*.

Les gouvernements fédéral et provincial devraient faire preuve de courage en augmentant les impôts des grandes sociétés. Ces revenus pourraient servir à redistribuer la richesse en subventionnant davantage les services publics. Plutôt que de demander une hausse des frais de scolarité, nos journalistes devraient suggérer la gratuité scolaire comme c'est le cas dans la moitié des pays de l'Union européenne. ◀



Redistribuez la richesse, même la Standard and Poor's le dit

Journal de Montréal, 1er avril, p. 10 et 54

Des étudiants érigent des barricades au centre-ville

Des étudiants ont investi les locaux des libéraux à Québec, nui à la circulation du centre-ville montréalais et érigé des barricades au Complexe Desjardins et au coin des rues Sanguinet et Ontario.

MARIE-FRANCE CHASSÉ

Toutefois, si ces dérapages ont un impact négatif sur la grève, ce sera de décourager les étudiants pacifiques, croit André A. Lafrance, professeur au Département de communication de l'Université de Montréal.

Les étudiants ont voté la grève de manière démocratique, rappelle-t-il. «Que vont-ils faire si le mouvement se radicalise? Il y a un risque de désertion si l'opinion publique tourne en leur défaveur.»

Photo JEAN-CLAUDE ANGERS

DES ÉTUDIANTS ont investi les locaux du Parti libéral à Québec.

Les étudiants protestent contre des coupes de 103 M$ de bourses dans les études supérieures.

À Québec, la police a arrêté 14 collégiens qui avaient investi les locaux du Parti libéral.

À Montréal, les étudiants ont nui à la circulation en manifestant au centre-ville en fin d'après-midi.

Environ 70 étudiants ont utilisé des poubelles et des bancs du centre commercial pour bloquer la sortie du Complexe Desjardins donnant sur le boulevard René-Lévesque.

Jeu du chat et de la souris

La barricade a donné lieu à un véritable jeu du chat et de la souris. À l'approche des policiers, les étudiants se sont mis à courir de tous côtés, l'escouade anti-émeute à leurs trousses.

Des étudiants avaient également pris d'assaut le coin des rues Sanguinet et Ontario la nuit précédente, proche du Cégep du Vieux-Montréal.

Ils ont bloqué le coin à l'aide de divans et de chaises. Ils ont mis le feu dans des poubelles et passé la nuit à manifester.

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Catherine Bourgault ne craint pas que ces événements nuisent à

MARIE PLOURDE

mplourde@journalmtl.com

Unis contre Charest

Mercredi soir, le parc La Fontaine était noir de monde. Pas d'individus louches vêtus de longs manteaux à la recherche de buissons ardents pour assouvir leurs désirs, mais de jeunes, de têtes blanches, d'enfants et de familles entières, tous venus apporter leur soutien aux étudiants, et même un peu plus.

À l'heure où on se prépare à regarder à la télé les états d'âme scolaires et amoureux de *Virginie,* j'ai mis mon parka direction parc.

Libérez-nous des libéraux

Ça fourmillait dans les rues, ça convergeait vers le plus grand jardin du Plateau : le parc La Fontaine. Même si on avait tous les pieds dans la boue et un reste agonisant de neige brune, comme le caca dans lequel le PLQ s'est mis jusqu'au cou, l'endroit était lumineux, éclairé aux bougies tenues par des milliers de jeunes remplis d'espoir.

Habituellement, dans les manifestations, il faut diviser le QI du groupe par le nombre de personnes présentes. Je m'attendais donc à voir une poignée d'irréductibles venus crier «Charest, face de pet» au premier ministre. À la place, j'ai trouvé une dizaine de milliers de personnes souriantes et déterminées à aller jusqu'au bout, même si ça risque de mettre en péril leur session.

Il n'y a pas eu de débordements, pas de gestes violents ou déplacés. J'ai bien vu passer des bouteilles de bière, mais les manifestants avaient l'alcool joyeux, trop heureux de savoir que leurs cris avaient trouvé écho auprès de la population, qui appuie désormais à 73 pour cent leur démarche. Enfin, le message a passé, il ne s'agit pas d'une crise de bébés gâtés.

C'est un mouvement monstre qui traduit l'écœurement de toute une population

Au moment où on nage dans la paperasse des rapports d'impôts déprimants, où on réalise à quel point on se fait vampiriser par les gouvernements, on est quand même prêt à lever le nez sur les baisses d'impositions proposées par Jean Charest. Elles ne valent pas la peine qu'on hypothèque l'éducation des étudiants et celle des générations à venir. C'est tout dire.

C'était bien plus qu'une manifestation étudiante, c'était un mouvement monstre qui traduisait l'écœurement de toute une population. De quoi faire trembler le gouvernement. Tant de mensonges, tant de promesses piétinées; il y a des limites à faire rire de soi. C'est la raison de ce soulèvement, ce gros soulèvement de cœur que Jean Charest et ses hommes ont bien cherché.

La soirée était agréable, ça ressemblait à un gros party de la Saint-Jean. Même les étudiants anglophones entonnaient l'hymne de la grogne, qui dépasse maintenant le cercle des militants des associations étudiantes : *Libérez-nous des libéraux.* Loco Locass s'est impliqué dans la bataille, invitant la foule à ne pas abandonner et à être «manifestifs».

Le spectacle était saisissant. Chapeau aux étudiants qui se sont tenus debout pendant aussi longtemps face au gouvernement, qui ne peut plus se permettre d'être condescendant. Ils ont fait preuve d'une belle force de caractère, dans un mouvement rassembleur comme on en a rarement vu. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je trouve ça plutôt rassurant pour l'avenir.

PHOTO IVANOH DEMERS LA PRESSE

Des étudiants qui manifestaient au centre-ville ont envahi le IGA du complexe Desjardins où ils ont eu quelques échanges un peu musclés avec des employés.

GRÈVE ÉTUDIANTE

RÈVE ÉTUDIANTE

PRESSE 01-04-2005

e trimestre de 17 cégeps est en jeu

IE ALLARD

s négociations secrètes — qui devaient bientôt mener à une proposition — se sont poursuivies hier le ministre de l'Éducation, Marc Fournier, et deux associations étudiantes, ce qui n'a pas ché les grévistes de multiplier actions. Même si 17 cégeps atteignent aujourd'hui le seuil critiqui met en jeu leur trimestre, mobilisation reste forte pour rer les 103 millions supprimés ourses d'études.

Il faudrait vraiment que les choe concluent dans les prochaiheures, a dit hier après-midi tan Boucher, président de la ation des cégeps. Je comends d'ailleurs que le ministre et associations se soient donné gation de résoudre la question us peu. »

million par jour

rtir d'aujourd'hui, chaque jour rève devant être repris après le juin coûtera un million en salaiux 17 cégeps concernés. « On peut faire toutes sortes d'acrobaties, mais nous avons un principe à respecter : chaque jour de cours perdu doit être repris », a souligné M. Boucher. Contrairement aux universités, les cégeps sont tenus légalement de donner 82 jours de classe et d'évaluation. Des cours offerts le week-end ou un report de la fin du trimestre en août pourraient cependant régler le problème.

Pour cela, un accord entre les deux parties est cependant nécessaire. « On n'a toujours pas de commentaire à ce sujet », s'est borné à dire hier Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre Fournier. Les présidents des fédérations étudiantes universitaire (FEUQ) et collégiale (FECQ) n'ont quant à eux pas rappelé *La Presse*.

Dans un communiqué, la FECQ s'est félicitée du fait que 11 cégeps aient décidé de poursuivre la grève. Seuls les élèves du collège François-Xavier-Garneau, de Québec, ont décidé de se retirer du mouvement, une perte compensée par l'arrivée du cégep de Sainte-Foy parmi les grévistes. « La jeunesse du Québec s'est remise en marche pour gagner cette bataille, a indiqué Julie Bouchard, présidente de la FECQ, dans ce communiqué. C'est maintenant au gouvernement d'agir ! »

Commando-bouffe dans un IGA

Jour anniversaire de l'annonce de la coupe de 103 millions dans l'aide financière aux études, la journée d'hier a été marquée par une série d'actions. Dès le matin, deux groupes ont occupé les locaux du ministère du Revenu à Montréal et du Parti libéral à Québec. Pour déloger ces groupes qui réclamaient la démission de Jean Charest, les policiers ont dû défoncer un mur avec un bélier et une tronçonneuse.

Dans la métropole, à midi, une manifestation pacifique rassemblant étudiants, professeurs, chargés de cours et employés de l'UQAM a eu lieu. « Nous sommes unanimes à dire que les revendications des étudiants sont parfaitement légitimes, a indiqué Jacques Pelletier, du Syndicat des professeurs de l'UQAM. Il va falloir que le ministre recule. »

Au même moment, environ 5000 élèves provenant de neuf écoles secondaires ont quitté leurs cours pour prendre la rue, selon la Commission scolaire de Montréal (CSDM). « Nous venons manifester parce qu'il est question de notre futur, ont dit Mélissa Bascunan et Pascale Adam-Ducharme, deux adolescentes de 13 ans, rencontrées au square Berri. Nous ne sommes pas là pour manquer des cours, mais pour avoir des bourses plus tard. »

Les grévistes de la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale élargie (CASSEE) se sont ensuite joints à cette manifestation qui a défilé dans le centre-ville jusqu'au complexe Desjardins. Une trentaine d'étudiants sont entrés dans l'épicerie IGA située dans l'édifice et ont volé des aliments, entraînant une bataille avec les employés du commerce. « On a fait un commando-bouffe pour dénoncer la mauvaise répartition des richesses, a expliqué Héloïse Moysan-Lapointe, porte-parole de la CASSEE. Nous n'avons fait de mal à personne, puisqu'il s'agit d'une épicerie chic, pas du petit dépanneur du coin. » En soirée hier, aucune plainte n'avait été déposée à la police.

SEUIL CRITIQUE ATTEINT POUR 17 CÉGEPS

Les élèves de 17 collèges, en grève depuis au moins trois semaines, atteignent aujourd'hui un seuil critique.

Pour compter 82 jours de classe, leur trimestre devra s'étirer au-delà du 15 juin, peut-être en août.

Ce sont : Bois-de-Boulogne, Drummondville, Édouard-Montpetit, Gaspé, Granby—Haute-Yamaska, Îles-de-la-Madeleine, régional de Lanaudière à Joliette, Lionel-Groulx, Maisonneuve, Marie-Victorin, Rosemont, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jérôme, Saint-Laurent, Sherbrooke, Valleyfield et Vieux Montréal.

éforme du secondaire

e bilan que le MEQ e voulait pas dévoiler est assez négatif

ARIE ALLARD

s deux tiers des professeurs qui ont la réforme du secondaire l'an er se disent peu à l'aise pour apiquer le nouveau programme. Au des 15 écoles pilotes, le climat d'ailleurs assombri au cours de première année d'implantation de forme. Voilà deux constats faits ns le *Rapport d'étape 2003-2004* du istère de l'Éducation (MEQ), obpar Radio-Canada par la loi accès à l'information et dont *La* a eu une copie.

ette recherche, effectuée par le EQ auprès de 219 enseignants et élèves ayant testé la réforme, rele que « l'entraide souhaitée au dé de l'année et la conception plutôt rique du programme ont été seués au fil des semaines ». Alors qu'en novembre 2003, 45 % des professeurs jugeaient que les chances de réussite de la réforme étaient fortes, ils n'étaient plus que 39 % en mai suivant.

L'analyse des situations d'apprentissages — ou projets — produites par les enseignants « fait apparaître que la compréhension du Programme de formation est à parfaire », souligne le document. Le MEQ constate que le travail demandé aux élèves n'était « pas très complexe », que les contenus étaient « souvent détachés des compétences à développer » et que les situations qui permettaient aux élèves de « faire de réelles prises de conscience » étaient rares. Près de la moitié des professeurs ont dit se concerter moins d'une heure par semaine.

« Il apparaît assez clairement, au terme d'une année d'application, que les enseignants devront retourner au Programme de formation pour pousser plus loin leur compréhension des compétences et des contenus de formation », admet le MEQ. Heureusement, les professeurs ont aussi signalé que la réforme avait des effets bénéfiques sur la motivation, l'engagement des élèves dans leur apprentissage et leur capacité d'utiliser leurs connaissances. Dans l'ensemble, ils estiment que le nouveau programme a davantage d'effets bénéfiques sur les jeunes que les anciennes façons de faire.

« Un lent début »

Daté de septembre 2004, ce rapport inédit du MEQ n'a été remis à la Table nationale de suivi de l'implantation de la réforme que dernièrement, soit après qu'il eut fait l'objet d'une demande d'accès à l'information. Sa conclusion n'est pas positive. « Il s'agit d'un lent début, souligne le document. Il apparaît assez clairement que, dans l'ensemble des écoles, les enseignants doivent commencer à appliquer le Programme de formation avant que ce soit obligatoire. »

« Ce bilan démontre que la réforme vit très mal le choc de la réalité, même dans des écoles pilotes triées et choyées, a souligné hier Johanne Fortier, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE). On voit mal pourquoi on voudrait l'implanter *mur à mur* dans toutes les écoles. » La FSE, qui regroupe 80 000 professeurs, demande le report de l'implantation obligatoire de la réforme, prévu pour septembre prochain.

Cela n'empêche pas Jean-Marc Fournier, le ministre de l'Éducation, de garder le cap sur la prochaine rentrée. « Non, il n'y a pas de report en vue, notamment parce que les élèves qui arriveront en secondaire 1 ont vécu la réforme au primaire », a dit Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre.

Services de garde : On parle grève

Casse-tête en vue pour les parents : le personnel de soutien des commissions scolaires de Montréal (CSDM) et English-Montreal (CSEM) — dont les employés des services de garde — vont tenir deux jours de débrayage ce printemps. Cinq autres jours de grève sont prévus à l'automne afin de protester contre la lenteur des négociations de leur convention collective.

Les dates précises du débrayage sont à déterminer et pourraient ne pas coïncider avec les deux jours de grève des enseignants, prévus le 19 avril et le 6 mai. « Nous allons recommander aux commissions scolaires de fermer les services de garde ces jours-là, afin de ne pas s'exposer aux problèmes », a dit hier Ronald Gauthier, président de la Fédération du personnel de soutien de la CSN. Ailleurs en province, la plupart des employés de service de garde affiliés à la CSQ ont voté en faveur de la grève, mais pas ceux de la CSN et de la FTQ.

Marie Allard

Le Devoir, 01 avril 2005

Bourses: Québec pourrait réinjecter les 103 millions sur deux ans

La Fondation des bourses du millénaire entre dans la danse

Devoir 01-04-2005

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Les pourparlers entre les fédérations étudiantes et le gouvernement du Québec sont entrés hier dans le dernier droit, à la veille de la date fatidique du 1er avril au-delà de laquelle une quinzaine de cégeps pourraient être forcés de terminer leur trimestre à la mi-août.

Selon nos informations, un nouveau joueur aurait également été convié aux discussions: la Fondation des bourses du millénaire. Au moment de mettre sous presse, il n'y avait toujours pas d'accord de principe.

Des rumeurs circulaient cependant à l'effet que les 103 millions tant réclamés par les étudiants pourraient être réinvestis sur une période de deux ans et qu'une annonce pourrait être faite en ce sens aujourd'hui.

La pression est forte pour parvenir à une entente. C'est que la Fondation des bourses du millénaire retient les 70 millions de dollars qu'elle doit verser en juin à Québec en raison du bris de contrat causé par les compressions de 103 millions. L'entente conclue en 1999 avec les fédérations étudiantes collégiale et universitaire, la Fédération des cégeps et la Conférence des recteurs prévoyait notamment un abaissement du plafonds des prêts de 25 %.

Le directeur des communications de la Fondation affirmait récemment que l'organisme était prêt à verser les fonds advenant la conclusion d'une entente *«satisfaisante pour toutes les parties»*. *«On attend juste qu'ils se mettent d'accord»*, déclarait Jean Lapierre.

Fidèles au mot d'ordre qu'ils s'étaient donné, tant le cabinet du ministre Fournier que les leaders étudiants sont restés discrets sur la teneur des discussions.

Si les parties ont décidé de se faire avares de commentaires, c'est qu'elles ont été échaudées par le contexte de leur première rencontre, alors que le moment de la réunion avait été divulgué aux médias par le whip en chef du gouvernement. *«On s'est retrouvés à 21h50, avec 25 journalistes qui attendaient à la sortie, à être obligés de faire un scrum pour présenter quelque chose qui ne se présentait pas en scrum»*, rappelle M. Gosselin.

La poursuite de la grève la semaine prochaine obligerait 15 cégeps à prolonger le trimestre au-delà du 15 juin, soit à la mi-août ou pendant l'été, cette dernière option impliquant des coûts de l'ordre de 100 000 $ par jour pour un cégep de 5000 étudiants. Au cabinet du ministre Fournier, on refuse cependant de parler de *«date butoir»* pour les négociations.

Manifestations

Tout au cours de la journée d'hier, les rues de Montréal ont été animées par la grogne étudiante. En début d'après-midi, quelque 2000 élèves provenant d'une dizaine de polyvalentes ont déambulé rue Sherbrooke.

Outre les 103 millions de dollars, les adolescents demandaient aussi la fin du financement public aux écoles privées et une répartition plus équitable des ressources entre les programmes réguliers, enrichis et spéciaux. *«Nous n'avons pas été poussés par les cégeps pour faire ça, c'est de notre propre initiative»*, a pris soin de préciser une des organisatrices de la marche, Lisiane Hamel, en quatrième secondaire à l'école Joseph-François-Perreault. Tout en appuyant les revendications des élèves, la présidente de la Commission scolaire de Montréal, Diane De Courcy, a dit souhaiter que le conflit *«se règle le plus vite possible pour que les élèves retournent en classe»*.

Les élèves ont rejoint des grévistes de la Coalition de l'Association pour une solidarité étudiante élargie (CASSEE) et des groupes de défense des assistés sociaux pour une autre manifestation portant non seulement sur l'éducation mais aussi sur les compressions de 150 millions projetées à l'aide sociale. *«Les étudiants, les assistés sociaux, les chômeurs, on est tous dans la misère. Pourtant, il y en a de l'argent, au Québec»*, a lancé Héloïse Moisan-Lapointe, de la CASSEE.

Après avoir déambulé de façon un peu désordonnée au centre-ville, semant quelques graffitis ici et là, la manifestation s'est installée devant le cégep du Vieux-Montréal. Au moment de mettre sous presse, les policiers venaient de sommer les manifestants de cesser de bloquer la rue Ontario et de démanteler la barricade bloquant l'entrée du cégep, ce que les grévistes ont refusé de faire.

À Québec, une occupation du bureau du Parti libéral s'est soldée par l'arrestation de 14 personnes qui seront accusées de voies de fait.

Le Devoir
Avec la collaboration de Tommy Chouinard et de la Presse canadienne

7 Jours, Journal, Opinion

C'EST MON OPINION

Par Claude Charron

Le combat étudiant

Si, au moment où cette chronique vous tombe sous les yeux, les étudiants collégiaux et universitaires sont toujours en débrayage, alors nous avons un sérieux problème! Certains d'entre eux n'ont pas suivi une heure de cours depuis le 24 février et se retrouvent donc dans une zone dangereuse où leur session d'hiver 2005 risque d'être invalide sous peu. Nul doute que plusieurs d'entre eux sont en train d'en peser le pour et le contre, et le mouvement de grève devrait s'en ressentir bientôt.

Mais le problème n'est évidemment pas réservé aux étudiants. Bon nombre d'entre eux d'ailleurs ont la vie devant eux pour rattraper une session annulée et n'en feront pas un drame. Les autorités des maisons d'enseignement auront tout un casse-tête si aucune prolongation du calendrier n'est possible, parce que la mobilisation étudiante aura alors perturbé le rythme normal de promotion d'une année à une autre. Que feront-ils en septembre avec les arrivants du secondaire V si ceux que ces derniers viennent remplacer n'ont toujours pas terminé leur première année de cégep? Et les facultés universitaires resteront-elles vides parce que la cuvée collégiale 2005 n'a pas terminé ses études? Et qu'adviendra-t-il des professeurs, dont plusieurs auront droit de grève… à l'automne? Le nouveau ministre de l'Éducation, qui en a déjà plein les bras, risque d'en avoir par-dessus la tête prochainement…

Les jeunes savent compter

M. Fournier a encore une chance d'éviter le pire et il le sait. Il s'est d'abord montré outré de ce que quelques petits voyous parmi les grévistes sont allés commettre à son bureau de Châteauguay et il avait raison de s'offusquer d'une telle conduite. Mais sa colère a été mauvaise conseillère: il a du coup annoncé la rupture des négociations avec les porte-parole étudiants, ce qui était une réaction excessive. Quand il a reçu les leaders du mouvement, à la veille de la grande manif de Montréal, c'était pour leur communiquer la «décision finale» du gouvernement et non pas une offre discutable. Le ton, la manière et la méthode du ministre ont dû suffire à pousser 10 000 étudiants de plus dans la rue, le lendemain.

«LA COLÈRE DU MINISTRE FOURNIER A ÉTÉ MAUVAISE CONSEILLÈRE.»

Cette «offre» (puisque c'en est une) est éminemment améliorable et contient l'amorce de la solution. Depuis son annonce, le ministre a martelé sans cesse que les jeunes devraient prendre le temps de l'étudier. La stratégie gouvernementale frappe de bons clous: le ministre veut alléger le fardeau d'endettement des plus touchés (il a dit: «les plus impactés»!) et favoriser ceux qui s'appliquent à terminer leur formation technique au collège ou leur baccalauréat universitaire dans un temps presque minimum, ce avec quoi beaucoup de parents seront d'accord!

Mais ce sont les étudiants qu'il doit convaincre… Les jeunes savent compter: des 620 millions que le gouvernement voulait sauver par sa réforme des prêts et bourses au cours des cinq prochaines années, il en remet 340 à 35 % de ces bénéficiaires et continue à «couper» 280 millions en éducation. À mon avis tant qu'une majorité restera punie par la politique budgétaire du Québec, la mobilisation perdurera. La «réforme de la réforme» que propose le ministre Fournier comporte également un volet discriminatoire, qui apparaîtra insultant et provocant à cette jeunesse enflammée: pourquoi alléger la dette selon certains choix de carrière et punir d'autres qui ont choisi un type de formation plutôt qu'un autre? Pourquoi exclure ceux qui poussent leurs études jusqu'au doctorat? Il y a place à beaucoup de jasette, M. Fournier!

GRÈVE ÉTUDIANTE

Entente conclue

DENIS LESSARD
ET CAROLINE TOUZIN

Une entente de principe a été conclue entre le gouvernement et les deux principales fédérations étudiantes au moment où une quinzaine de cégeps ont atteint hier un seuil critique qui met en jeu leur trimestre. Les deux parties en feront l'annonce détaillée aujourd'hui. Après un sprint de négociations, le gouvernement aurait décidé d'offrir de 10 à 20 millions supplémentaires, selon une source près du dossier.

Le gouvernement et les principales fédérations étudiantes se sont contentés de dire hier que les négociations se déroulaient rondement.

« On a des raisons de penser qu'on pourrait connaître un dénouement bientôt », avait dit en fin de journée l'attaché de presse du ministre de l'Éducation, Stéphane Gosselin. Pas question pour lui, toutefois, de confirmer la rumeur voulant que Québec rende les 103 millions réclamés par les étudiants en les répartissant sur deux ans. « On est actuellement dans le *crunch* et c'est positif : on est sur de bonnes pistes », s'était-il contenté d'affirmer.

Dans les coulisses, *La Presse* a appris que le cabinet du ministre de l'Éducation avait demandé hier aux alliés du gouvernement dans les associations d'établissements de reporter à lundi toute publicité et toute déclaration susceptibles d'amplifier le mouvement étudiant.

Même si les pourparlers ont mené à une entente, les quelque 180 000 étudiants en grève ne seront pas de retour sur les bancs d'école lundi matin. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et son pendant collégial, la FECQ, ont le mandat de présenter à leurs associations membres toute nouvelle proposition du ministre.

« Si la majorité de nos membres nous disent en assemblée générale que la proposition a de l'allure, on va l'accepter », a affirmé à *La Presse* l'attachée de presse de la FEUQ, Catherine Bourgault. Des assemblées générales sont prévues en début de semaine dans une majorité d'établissements en grève.

La FEUQ tiendra son congrès annuel ce week-end à Rimouski, mais son président, Pier-André Bouchard, gardera le contact avec le cabinet du ministre par téléphone. « On est dans le dernier kilomètre du marathon », ajoute Mme Bourgault.

La Fondation canadienne des bourses du millénaire a également participé aux pourparlers. Jusqu'à hier, elle refusait de verser les 70 millions qu'elle accorde normalement à Québec à cette période de l'année, en raison de la rupture de contrat que constitue la transformation des 103 millions de dollars de bourses en prêts. La Fondation n'a pas rappelé *La Presse*, mais la FEUQ a confirmé qu'elle jouait un rôle dans la négociation.

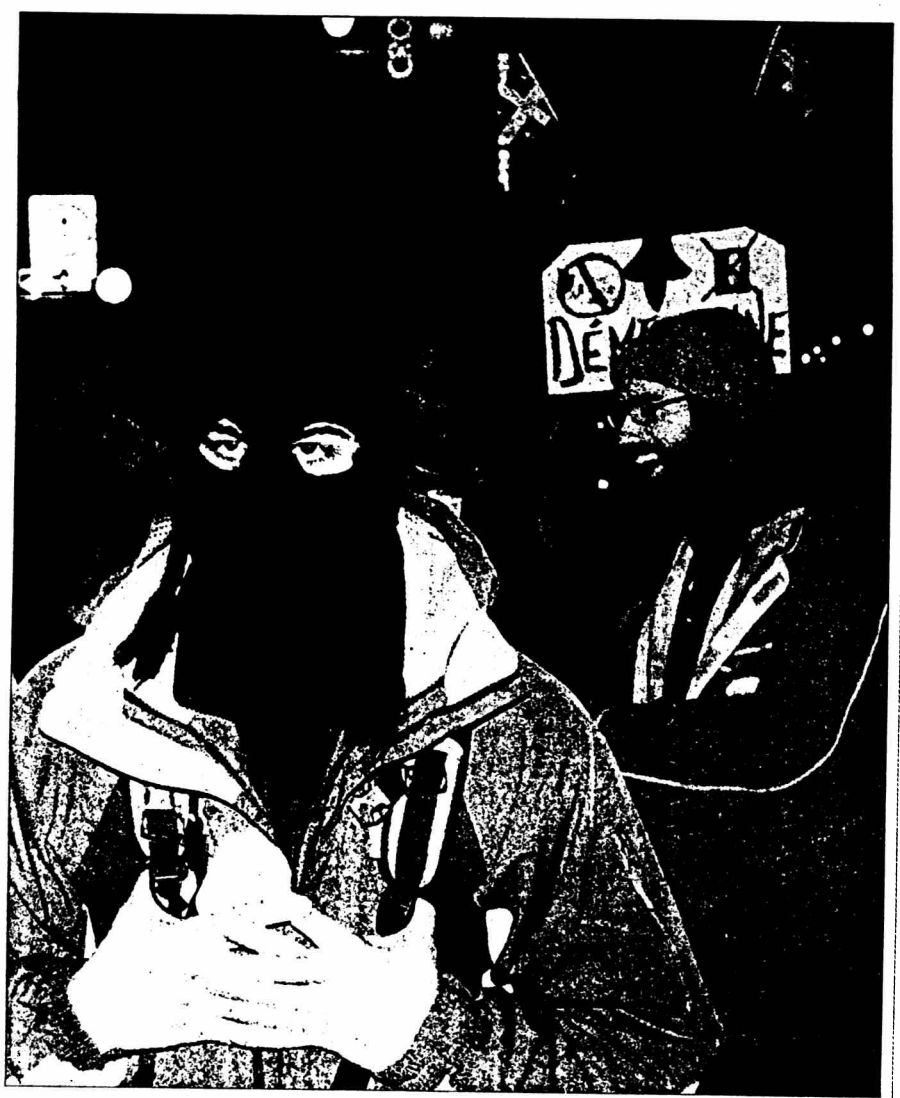


PHOTO ROBERT SKINNER LA PRESSE ©

En marge d'une manifestation, qui a rassemblé 200 personnes, rue Sainte-Catherine, hier, 22 étudiants ont été arrêtés pour voies de fait par intrusion après s'être barricadés à l'intérieur du bureau montréalais du ministre québécois des Finances, Michel Audet. Trente-sept autres personnes se trouvant dans le hall de l'édifice ont été interpellées par les policiers du SPVM. Aucune accusation n'a toutefois été portée contre elles.

Si les étudiants ne rentrent pas en classe lundi, c'est aussi parce que 70 000 d'entre eux ne sont représentés ni par la FEUQ ni par la FECQ. Quelque 50 000 d'entre eux sont membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale élargie, exclue de la table de négociations. Quelque 20 000 sont indépendants, comme les élèves du cégep du Vieux-Montréal. « On va présenter une proposition à nos membres, mais j'espère qu'ils vont continuer la grève sur des revendications plus larges que les 103 millions », a dit à *La Presse* le responsable général de l'association étudiante de ce cégep, Julien Vadeboncoeur.

Quant à la Fédération des cégeps, elle continue de plaider pour un dénouement rapide. « Il y a péril en la demeure. Même si le conflit se règle en fin de semaine, les cours ne reprendront pas lundi. Et quand ils vont reprendre, on devra organiser le rattrapage et réaménager le calendrier scolaire », dit son président, Gaëtan Boucher.

Les élèves de 17 cégeps en grève ont atteint hier la date butoir qui fait en sorte que leur trimestre devra s'étirer au-delà du 15 juin, ou devra peut-être même être repris au début du mois d'août. Ces élèves, qui ont manqué plus de trois semaines de cours, ne seront pas en mesure de faire l'épreuve uniforme de français que tous les cégépiens doivent passer le 18 mai prochain.

« C'est une vérité de La Palice que l'épreuve devra être reportée », dit M. Boucher, de la Fédération des cégeps. Au ministère de l'Éducation, cette date est maintenue, du moins pour le moment. « Dans l'optique d'un règlement prochain du conflit, cette question sera analysée par le Ministère et les cégeps. Pour l'instant, on maintient la date prévue », a expliqué Johanne Méthot, porte-parole du Ministère.

Nomination de Luc Vinet

La tension monte à l'UdeM

ÉRIC CLÉMENT

Si le conseil de l'Université de Montréal maintient sa décision de remplacer le recteur Robert Lacroix par l'actuel vice-principal de l'Université McGill, Luc Vinet, les professeurs, employés et étudiants entreront dans une période de tension grave qui pourrait conduire à une « démobilisation généralisée ».

C'est l'avis du président du Syndicat général des professeurs de l'UdeM (SGPUM), Louis Dumont, professeur au département de pharmacologie de l'Université, qui était dubitatif en sortant de sa rencontre, hier matin, avec André Caillé, le PDG d'Hydro-Québec, aussi chancelier de l'UdeM.

Rappelons que les 1300 professeurs de l'UdeM, tout comme les autres employés syndiqués, contestent le choix de Luc Vinet, lui préférant la vice-rectrice de l'Université Queens, Suzanne Fortier, choisie par le comité de consultation.

M. Dumont a demandé à M. Caillé d'expliquer la décision du conseil à l'assemblée universitaire. Formée d'employés, de professeurs, d'un étudiant, d'un doyen et d'un membre du conseil de l'Université, c'est cette assemblée qui désigne, à chaque changement de recteur, le comité de consultation.

« Il n'est pas contre l'idée, dit M. Dumont. Il y a une rencontre du conseil d'établissement le 25 avril et cela devrait y être discuté. »

Lundi après-midi, le comité de consultation rencontrera l'assemblée universitaire. Des résolutions pourraient être votées pour maintenir la pression. André Caillé n'a pas souhaité faire de commentaire sur la rencontre qu'il a eue avec M. Dumont, si ce n'est qu'il l'a trouvée « utile ».

M. Dumont dit que toute la communauté de l'UdeM est inquiète des conséquences que pourrait avoir ce clivage entre le conseil d'administration et les employés de l'UdeM. « On est tous amoureux de l'institution et on a tous à cœur son développement, mais on a l'impression que l'université est menée comme une entreprise et que la communauté universitaire a été flouée, dit M. Dumont. C'est sans précédent. On fera peut-être un sondage auprès des membres et il pourrait y avoir une démobilisation généralisée. Les professeurs ont l'habitude d'être consultés. »

M. Dumont dit que, depuis 20 ans, le conseil de l'Université a toujours entériné le choix du comité de consultation. Les professeurs regrettent que M. Vinet ne se soit jamais présenté devant la communauté, contrairement à Mme Fortier.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste
eric.clement@lapresse.ca

VINCENT MARISSAL

Achalez-moi pas !

103 millions de moins pour payer le loyer

Au quotidien, les impacts des compressions sont bien réels

FABIEN DEGLISE

«*Aujourd'hui, c'est le 31 mars? Shit! Demain, va falloir payer le loyer!*» Dans le salon de son modeste appartement du Plateau Mont-Royal, Stéfane a soudainement le sourire en veilleuse, perturbé par le lien temporel que la conversation en cours vient d'induire dans son cerveau. «*À chaque échéance, c'est la même chose,* ajoute-t-il. *Cela vient apporter du stress en plus dans nos vies. Plus aujourd'hui qu'avant puisque la majorité de l'aide financière obtenue, ce sont des prêts plutôt que des bourses. Ça change un peu le rapport à l'argent.*»

Il y a les manifestations, la colère et la rengaine — rendez-nous nos 103 millions! Et il y a aussi la vie quotidienne. Les modifications apportées au régime de prêts et bourses, et qui dérangent la gent estudiantine, n'ont de toute évidence pas juste des impacts théoriques sur leur vie. Déjà, pour plusieurs, les différences se font sentir. Avec le lot de remises en question qui forcément viennent avec...

Déjà, pour plusieurs, les différences se font sentir. Avec le lot de remises en question qui forcément viennent avec...

«*Dans mon cas, je suis passé de 2400 $ de prêt et 2200 $ de bourse l'an dernier à 3900 $ de prêt cette année et 0 $ de bourse,* poursuit l'étudiant en études littéraires sur le point d'achever son baccalauréat. *J'avais anticipé des dettes de 10 000 à 12 000 $ à la fin de mon bac. Mais là, à ce rythme et avec une session à compléter, je vais sans doute arriver à 18 000 $. Et c'est un peu angoissant.*»

Angoissant. Le mot est lancé. Pas juste par le jeune étudiant de 26 ans, mais aussi par une ribambelle d'autres touchés directement par la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts qui voient également l'aiguille dans le compteur de l'endettement dramatiquement grimper.

C'est que l'«ajustement comptable» dans le budget de l'État fait mal. Très mal même. «*Pour 2004-05, j'ai perdu 3000 $ de bourse qui ont été transformés en prêt,* commente Anne-Marie Bélanger, étudiante au même département à l'UQAM. *Je suis allée justement à la caisse ce matin* [jeudi matin], *où ma conseillère m'a appris que mon niveau d'endettement est maintenant de 108 %. C'est énorme. Et ce n'est pas fini puisque j'ai l'intention de poursuivre mes études jusqu'au doctorat.*»

L'ambition est louable. Mais pour la jeune fille, elle risque, dans le contexte actuel de réforme du régime, d'avoir aussi un coût: «*Des dettes de 30 000 $, j'imagine,* lance-t-elle. *C'est un beau cadeau pour commencer dans la vie.*»

Yves Couturier, professeur au département du Service social à l'Université de Sherbrooke et spécialiste des questions d'endettement, acquiesce. «*C'est un boulet lourd à porter,* explique-t-il à l'autre bout du fil. *L'endettement des étudiants a une incidence sur leur trajectoire d'étude — ils peuvent rester collés par exemple dans des études qui ne leur conviennent pas —, mais aussi sur le reste de leur vie en retardant plusieurs grands projets: l'achat d'une maison, premier enfant, etc.*»

À 22 ans, Sébastien Morasse, étudiant en musique, ne jongle pas encore avec ces préoccupations de vieux. Trop préoccupé qu'il est, par les temps qui courent, à devoir composer avec l'effet de la conversion des bourses en prêts sur son relevé de compte. «*Je pensais finir mes études avec une dette de 19 000 $,* dit-il. *Finalement, c'est plutôt de 25 000 $ qu'il va être question.*»

La facture est salée. Et dans son cas, elle s'accompagne désormais d'une question nouvelle: «*Vais-je me rendre jusqu'à la maîtrise ou non?*», se demande-t-il

VOIR PAGE B 2: DETTE

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le petit carré de tissu rouge a enfanté des cubes rouges, avec cette fois l'idée de souligner l'endettement au cube. Ce nouvel emblème serait né d'une journée de remue-méninges organisée il y a un peu plus de deux semaines par l'association des étudiants en design graphique de l'UQAM.

L'esthétisme de la contestation

Les étudiants n'hésitent pas à teinter leurs moyens de pression d'une bonne dose d'art et de créativité

Les révolutions de velours et les mouvements de protestation démocratique sont maintenant colorés partout dans le monde. Le Québec n'échappe pas à la règle. La grève étudiante se rallie autour du symbole aussi simple qu'efficace du petit carré rouge, mais aussi de quelques autres images et slogans plus ou moins bien trouvés...

STÉPHANE BAILLARGEON

L'Ukraine a été emportée démocratiquement par un tsunami orangé. En Iran, les militantes pour les droits des femmes utilisent le rose. Les démocrates du Kirghizistan passent au jaune. Les Libanais contre l'opposition syrienne de leur pays se drapent de vert.

Les mouvements de contestation contemporains se colorent et notre coin du monde n'y échappe pas, toute chose étant relative, évidemment. La grève étudiante la plus massive de l'histoire du Québec se rassemble autour d'un bout de tissu rouge, un carré coloré que les grévistes et leurs sympathisants arborent en signe de ralliement à la cause.

Le symbole veut rappeler que les compressions de 103 millions au régime étatique de prêts et bourses placent les étudiants «carrément dans le rouge». Une idée forte et efficace dont l'origine demeure assez obscure. Des assistés sociaux auraient été les premiers à utiliser le symbole l'an dernier. Des étudiants de l'UQAM ont suggéré de récupérer l'emblème aux tout premiers jours de la grève. La proposition a même été adoptée formellement lors d'une assemblée générale de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie, la CASSEE, l'aile radicale du mouvement.

«*Notre carré a connu un succès bœuf*», observe Héloïse Moysan-Lapointe, porte-parole de la CASSEE, elle-même étudiante en philosophie à l'Université de Sherbrooke. «*On peut d'ailleurs parler d'un trop grand succès,* poursuit-elle. *Le symbole est galvaudé, récupéré. On a vu des députés péquistes le porter à Québec, alors que le gouvernement précédent a aussi imposé des compressions dans le système de l'éducation. Mais bon, on n'a pas de copyright sur le carré et il faut se réjouir de la popularité de l'appui dont témoigne sa diffusion.*»

La société de l'hyperspectacle aime les métaphores fortes et élémentaires. Le marketing, le design, la publicité et la propagande le savent très bien et en tirent profit depuis longtemps. Il était d'ailleurs temps que les contestataires québécois entrent à leur tour dans le grand jeu spectaculaire.

«*Le carré rouge demeure une très belle trouvaille,* juge le professeur Frédéric Metz, de l'École de design de l'UQAM. *C'est mieux que d'avoir réutilisé les rubans d'autres causes, c'est même plus joli que le coquelicot du jour du Souvenir. L'objet est beau, sensible, signifiant. Il livre un message puissant de solidarité. En plus, il ne coûte presque rien à produire.*»

«L'objet est beau, sensible, signifiant. Il livre un message puissant de solidarité. En plus, il ne coûte presque rien à produire.»

La connotation gauchiste du rouge ne dérange pas le spécialiste. D'ailleurs, cette couleur peut aussi bien rappeler le Parti libéral que le drapeau canadien, comme le noir appartient aussi bien aux anarchistes qu'aux fascistes.

La petite merveille québécoise a enfanté des cubes rouges, avec cette fois l'idée de souligner l'endettement au cube. Ce nouvel emblème serait né d'une journée de remue-méninges organisée il y a un peu plus de deux semaines par l'association des étudiants en design graphique de l'UQAM. Une vingtaine de jeunes, deux chargés de cours et deux professeurs ont discuté esthétique de la contestation.

«*L'association voulait trouver une manière de s'impliquer*», dit Lino, peintre, affichiste et illustrateur, un des deux chargés de cours invités à la rencontre. Lino a notamment créé les magnifiques affiches du Théâtre de Quat'Sous sous la direction de Wajdi Mouawad. «*Après tout, des professionnels de la communication pouvaient peut-être apporter une contribution. L'idée des cubes a vite gagné la sympathie. Il a même été proposé de manifester à Québec deux jours plus tard avec des boîtes de carton rouge qui auraient servi à construire un immense mur coloré.*»

La belle image n'a pas pris corps, par manque de temps, mais aussi parce que certains étudiants voulaient forcer l'utilisation de boîtes recyclables... N'empêche, le cube a surgi dans les manifestations, souvent relié par les rigolos du Rassemblement des artistes très sensibilisés (RATS). L'association, formée il y a deux ans autour d'étudiants universitaires de diverses disciplines artistiques, multiplie depuis les interventions et s'active particulièrement à la faveur de la grève.

«*Le gouvernement cherche à transformer les problèmes sociaux en problèmes économiques*», résume Isabelle Monette, qui se présente comme «*relationniste très sensibilisée*» du RATS.

VOIR PAGE B 2: ESTHÉTISME

Le **choc** Amérique-Europe:

Animé par Antoine Robitaille

ESTHÉTISME

SUITE DE LA PAGE B 1

«Nous cherchons à faire émerger un débat réel par des démarches artistiques.» Avant le déclenchement de la grève, cet art engagé a par exemple mené des ratons à l'ouverture des audiences montréalaises de la commission Gomery sur le scandale des commandites. À Québec, le RATS ou ses acolytes ont «encubé» des statues de la colline parlementaire.

Les cérémonies du Vendredi saint ont particulièrement inspiré les grévistes, rattachés ou non au RATS. Quelques dizaines d'étudiants en théologie de l'Université de Montréal ont parcouru un chemin de croix sur le campus et même crucifié une étudiante pour illustrer le «sacrifice de l'accessibilité» à l'éducation.

Un autre groupe a planté 103 croix au centre-ville de Montréal. À Québec, des élèves du cégep Beauce-Appalaches ont aussi installé 103 croix, devant l'Assemblée nationale, pour signifier qu'ils sont enterrés sous les dettes.

«Nous organisons des actions créatives et festives», dit encore Guillaume Potvin, coordonnateur du RATS. L'interview a été accordée à l'ombre d'un grand cube, au parc Lafontaine, mercredi soir, alors que Loco Locass s'apprêtait aussi à divertir la foule tout en chatouillant sa conscience sociale. *«Nous vivons dans une société de l'image,* enchaîne Isabelle Monette. *Nos actions peuvent provoquer des questions tout en divertissant.»*

La belle jeunesse s'en donne à cœur joie comme en témoignent des slogans glanés sur les pancartes à cette grande manif montréalaise. Par exemple, le simili biblique: *«Pourquoi couper dans le gras d'une vache maigre?»* Ou le prophétique: *«Qui sème la misère récolte la colère»*. Et puis le joli: *«Soyons utopistes — exigeons le réel... »*, en écho à un célèbre appel soixante-huitard (*«Soyez réalistes, demandez l'impossible!»*).

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les cérémonies du Vendredi saint ont particulièrement inspiré les grévistes. Quelques dizaines d'étudiants en théologie de l'Université de Montréal ont crucifié une étudiante pour illustrer le «sacrifice de l'accessibilité» à l'éducation.

Frédéric Metz ne connaît pas tous ces mots d'ordre mais déplore leur abondance diluant l'efficacité du message. Les Ukrainiens ont d'ailleurs démontré la puissance d'évocation de la seule couleur capable de livrer un message en se passant de mots ou de slogans. Le professeur analyse aussi durement l'accent mis sur les fameux 103 millions et beaucoup d'autres éléments visuels de la contestation. *«Cent trois millions, c'est banal,* dit-il. *Il faudrait demander 103 milliards pour frapper fort! À part le carré rouge, le reste du mouvement se contente de clichés ou de cochonneries visuelles hétéroclites. Brûler des marionnettes, c'est tellement vieux jeu. Cela sent la manif syndicale de papa. Ce mouvement de la jeunesse manque malheureusement souvent de folie, d'audace, d'originalité et de surprise... »*

Le Devoir

DETTE

SUITE DE LA PAGE B 1

aujourd'hui comme trois autres de ses collègues, musiciens en devenir, autour de lui.

À quelques kilomètres de là, Brigitte Perron, 35 ans, y est déjà, elle, à la maîtrise. En communications sociales à l'Université du Québec à Trois-Rivières, et avec une réflexion presque similaire. *«Je ne sais pas si je vais la terminer, ma maîtrise,* dit-elle. *Aujourd'hui, j'ai le double de dettes que ce à quoi je m'attendais. Avec deux enfants à charge, je me demande si cela en vaut vraiment la peine. D'autant que, sur le marché du travail, je vais sans doute être obligée de cacher ma maîtrise pour trouver un emploi.»*

«C'est ridicule d'en arriver là», lance Jean-François Durocher, 23 ans, étudiant au cégep — *«à cause de mes parents hippies qui m'ont amené faire le tour de l'Amérique du Nord pendant plusieurs années»*, explique-t-il —, aspirant prof d'histoire, candidat à la maîtrise et au doctorat, et endetté chronique angoissé. *«Quand je vais rentrer à l'université, je vais déjà avoir 11 000 $ de dette. À la fin de mes études, combien vais-je devoir rembourser, 30 000 $, 40 000 $, 50 000 $? Et combien d'années va-t-il me falloir pour y arriver?»*

Pour Luc Rochefort, analyste à l'Union des consommateurs, la réponse est prévisible: *«une dizaine d'années environ,* lance-t-il, *parfois même avec des mensualités de 600 $». «Dans des conditions comme cela,* ajoute-t-il, *ce n'est pas facile d'arriver à joindre les deux bouts. Pis, les étudiants qui sortent de l'école endettés se retrouvent dans un monde où il va falloir payer pour les générations précédentes tout en mettant de l'argent dans leur REER car personne ne va payer pour eux.»*

La perspective a de quoi *«rendre un peu fou et empêcher de dormir par moments»*, résume Anne-Marie Bélanger. *«Surtout qu'on ne peut pas travailler 40 heures par semaine et étudier en même temps pour boucler nos budget.»* Mais à moins *«d'un débat de société sur la gratuité scolaire»*, dit Yves couturier, *«il est difficile de s'en sortir.»*

Sébastien Lévesque, 21 ans, qui suit actuellement une technique au collège Montmorency pour devenir conseiller en assurance et service, le sait. *«Je viens manifester aujourd'hui pour le principe, pour les gens comme moi qui ont besoin de bourses pour étudier,* a-t-il expliqué lorsque rencontré mercredi soir dernier lors du grand rassemblement étudiant au parc Lafontaine, à Montréal. *Je ne m'attends pas par contre à de grands changements dans le régime des prêts et bourses. Pour le gouvernement, nous sommes une clientèle captive. Il sait que, si nous voulons avoir un bon emploi, il faut étudier. Et pour étudier, il est obligatoire aujourd'hui de s'endetter. C'est un cercle vicieux.»*

Le Devoir

DEVOIR 04-04-2005 02/03

Le Devoir, 02 et 03 avril, p. A1 et A12

Entente de principe entre Québec et les étudiants

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La Fondation des bourses du millénaire vient à la rescousse de Québec

CLAIRANDRÉE CAUCHY

La Fondation des bourses du millénaire (FBM) vient à la rescousse du gouvernement du Québec en débloquant des millions supplémentaires pour conclure une entente avec les fédérations étudiantes, selon les informations obtenues par *Le Devoir*. Ce coup de pouce a permis d'arriver à une entente de principe qui devrait être dévoilée dans les prochaines heures. On entrevoit donc enfin un dénouement à la crise sociale qui secoue le Québec depuis plus de cinq semaines.

Les étudiants toucheront en deux ans les fameux 103 millions tant réclamés

Les représentants des fédérations étudiantes sont arrivés cette semaine à la table de négociation avec un atout important dans leur manche: ils ont convaincu l'organisme fédéral de verser un montant de l'ordre de 10 à 20 millions supplémentaires, qui s'ajoute aux 70 millions déjà alloués

VOIR PAGE A 12: ENTENTE

ENTENTE

SUITE DE LA PAGE 1

par la Fondation au Québec.

Selon ce que *Le Devoir* a appris, la proposition permet d'atteindre sur une période de deux ans les fameux 103 millions tant réclamés par les étudiants. On réinjecterait ainsi 70 millions au cours de la prochaine année pour en arriver à 103 millions en 2006-07. Pour les deux premières années, le gouvernement du Québec arrive à investir ces montants grâce à la contribution de la FBM. Par la suite, il versera seul les 103 millions aux étudiants.

Ces sommes serviront à abaisser le plafond des prêts, comme le demandaient les étudiants, et non à alimenter un système de remise de dette tel que proposé initialement par le ministre de l'Éducation.

La proposition sera présentée aujourd'hui aux associations membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) réunies en congrès à Rimouski. Une conférence de presse est prévue cet avant-midi, en marge du congrès, pour en dévoiler le contenu.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la FEUQ ont toutes deux réitéré hier leur intention de soumettre un accord de principe à leurs assemblées générales. Les associations membres des fédérations étudiantes commençaient déjà hier à préparer le terrain pour la tenue d'assemblées générales dans les prochains jours. *«On nous a dit qu'il y aurait une offre attendue ce soir ou demain à discuter en fin de semaine* [lors du congrès de la FEUQ]», a confié au *Devoir* le responsable des affaires externes du Mouvement des associations générales étudiantes de l'Université du Québec à Chicoutimi (MAGE-UQAC), Jean-François Lalonde. La principale association de l'Université de Montréal, la FAECUM, a quant à elle avisé ses associations départementales qu'elles pourraient avoir à se prononcer sur une proposition en début de semaine.

Évolution des négociations

Rappelons que le gouvernement avait dans un premier temps proposé, le 15 mars, de réinvestir 29 millions dans l'aide financière, afin notamment de créer un système de remise de dette dont auraient bénéficié seulement 35 % des étudiants recevant de l'aide financière. Dénoncée vivement par les fédérations étudiantes, la proposition a dès le lendemain été bonifiée légèrement pour atteindre 41,5 millions en 2005-06 et 95 millions en 2009-10.

Cette proposition n'a pas fait vaciller la mobilisation, bien au contraire. Le lendemain, environ 80 000 personnes marchaient dans les rues de la ville et le nombre de grévistes se maintient au niveau historique de 185 000 depuis.

Les sommes allongées lors du blitz de négociation cette semaine par la Fondation des bourses du millénaire conjuguées à l'effort financier additionnel de Québec permettent maintenant d'atteindre 70 millions la première année et 103 millions en 2006-07.

Depuis que le gouvernement du Québec a coupé les 103 millions dans l'aide financière, il y a un an, la Fondation a toujours dit qu'elle retiendrait les 70 millions alloués à Québec, dont une moitié est vouée à l'aide financière et l'autre aux services aux étudiants dans les collèges et les universités. C'est qu'en augmentant le plafond des prêts de 57 % au collégial et de 88 % au premier cycle universitaire, Québec rompait l'entente le liant à l'organisme fédéral ainsi qu'aux fédérations étudiantes, à la Fédération des cégeps et à la Conférence des recteurs.

La FBM a maintes fois répété que les fonds resteraient à Ottawa tant que le gouvernement et les étudiants ne s'entendraient pas. À cette arme de négociation dans la poche des étudiants se sont ajoutés des millions additionnels qui proviendraient entre autres des revenus de placement de la Fondation plus importants que prévu. Il a été impossible de joindre la Fondation pour avoir plus de détails.

Hier, 17 cégeps ont dépassé le cap des cinq semaines de grève, forçant ainsi la poursuite des cours au-delà du 15 juin afin de compléter les 82 jours de classe prescrits par la loi. La Fédération des cégeps estime que chaque journée de classe reprise après le 15 juin (au début de l'été ou après la fin d'août) coûtera un million aux collèges.

La perspective d'une entente imminente réjouissait hier le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher, qui s'inquiétait néanmoins du temps nécessaire à sa ratification. *«Le temps de voir le monde en assemblée générale, d'expliquer l'entente, cela ajoute du temps, c'est d'autant plus compliqué que plusieurs associations sont indépendantes ou membres de la CASSEE* [le regroupement étudiant qui a été écarté des négociations]», a déclaré M. Boucher, notant que la FECQ représente moins d'une vingtaine des 34 cégeps actuellement en grève.

Quelque 185 000 étudiants étaient toujours en grève hier. Cette mobilisation étudiante est de loin la plus imposante que le Québec ait connue, la grève s'étant répandue comme une traînée de poudre chez les universitaires, habituellement moins prompts à se mobiliser que les collégiens. Les étudiants ont bénéficié d'un large appui du public, les trois quarts des Québécois appuyant leur cause, selon un récent sondage.

Le Devoir, 02 et 03 ~~mars~~ avril 2005

Grève étudiante

Les étudiants africains entre le marteau et l'enclume

KARIM DJINKO

La grève qui perdure dans les universités québécoises inquiète au plus haut point les quelques milliers d'étudiants africains, déchirés entre leur intérêt immédiat et leur sympathie pour les revendications de leurs camarades.

Quand Ekoué Koumi est arrivé au Québec, jamais il n'a pensé qu'il risquerait un jour de perdre un trimestre à cause d'une grève des étudiants. C'est pourtant le drame que vit aujourd'hui cet étudiant en actuariat de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), qui a quitté le Togo en 2001 afin d'échapper à une grève sur un campus de Lomé. *«Je devais terminer mon baccalauréat en avril*, dit le jeune homme qui fulmine. *Je m'apprêtais à réserver mon billet d'avion pour retourner au pays.»*

À l'instar d'Ekoué Koumi, quelque 3000 étudiants africains espèrent un dénouement rapide de la crise qui, depuis quelques semaines, paralyse le déroulement normal des études dans les universités et les collèges du Québec. L'ampleur de ce débrayage, sans précédent depuis 1968, trouble fortement le Sénégalais Aloys Diouf. *«Qu'arrivera-t-il après ces trois semaines de grève*, se demande l'étudiant en biochimie, la voix couverte par la clameur de manifestants battant le pavé dans les rues de Montréal. *Va-t-on reporter la session, l'invalider? Nos frais de scolarité seront-ils remboursés? Et nos permis d'études qui ont une durée limitée?»*

L'inquiétude est palpable chez les étudiants étrangers. Au Bureau des étudiants internationaux de l'Université de Montréal, le téléphone ne dérougit pas. *«Nous recevons de nombreux appels d'étudiants étrangers qui s'inquiètent*, confirme le conseiller Bruno Viens. *Certains ont des employeurs qui attendent leur retour après des études financées à grands frais. D'autres sont inscrits à des programmes d'échange. Et leurs universités d'origine n'ont pas la même flexibilité qu'ici.»*

Réunie en séance extraordinaire, la Commission des études de l'UdeM a bien autorisé ses facultés à prolonger de quatre jours le trimestre d'hiver, soit jusqu'au 30 avril 2005. Mais, précise la Commission, *«cette prolongation représente l'extension maximale du trimestre, compte tenu des obligations* [baux, titres de transport, etc.] *des étudiants internationaux et des étudiants de l'extérieur de la région montréalaise»*.

Pour beaucoup d'Africains, le temps presse. *«Mon département a voté contre la grève avec seulement sept voix de majorité*, explique Safy Fadika, étudiante en kinésiologie à l'UdeM. *Il y a un nouveau vote bientôt et je crains que la majorité des étudiants penche pour la grève.»* Pour la jeune Ivoirienne, une prolongation du trimestre signifierait des frais de logement supplémentaires, un permis d'étude à renouveler et de l'argent de poche à demander à ses parents... Pour ne pas inquiéter les siens, Francis Djeumo, qui complète une maîtrise en comptabilité à l'UQAM, a choisi de ne rien leur dire. Le Camerounais est surpris par la discipline des grévistes et des policiers. *«Ici, les policiers sont envoyés pour encadrer les marches. Chez nous, on les envoie contre les marcheurs.»* Francis Djeumo a beau sympathiser avec la cause des étudiants québécois, son cœur balance entre son intérêt immédiat et la solidarité envers ses camarades.

Il n'est pas le seul. Courant février, craignant que trois semaines de grève ne conduisent à une annulation pure et simple du trimestre, l'Association des étudiants africains de l'UQAM invitait à voter contre un débrayage illimité, avant de se raviser un mois plus tard. *«Votez librement et selon vos convictions»*, conseillait-elle. Inscrite en sciences de la gestion de l'UQAM, la dernière faculté de cette université à suivre le mouvement, Khady Beye a voté pour la grève. *«Par principe et pour une grève limitée*, précise l'étudiante sénégalaise. *Ce sera non la prochaine fois. Prendre le risque de perdre ou de prolonger une session est un sacrifice trop grand.»* Même son de cloche chez la Camerounaise Catherine-Laure Mondo. *«Je devais terminer mes études en communication politique le 22 avril et me trouver un stage. Si la session est reportée, j'aurai très peu de temps.»* Mais l'étudiante de l'UdeM a d'autres raisons de maugréer. *«L'année dernière*, rappelle-t-elle, *les étudiants étrangers ont fait circuler une pétition pour faire baisser les frais de scolarité et nous n'avons pas eu le soutien de nos camarades québécois... »*

Les universités du Québec demandent pourtant aux étudiants étrangers les droits de scolarité les plus bas du Canada. Un trimestre coûte autour de 5000 $, selon le programme d'étude. *«C'est quand même beaucoup d'argent»*, souligne Catherine-Laure Mondo, pour qui on fait trop peu de cas des étudiants étrangers. *«La plupart de mes camarades québécois sont surpris d'apprendre que je paie autant»*, ajoute Khady Beye.

Pour le Béninois Ansfrid Tchétchénigbo, rien de bon ne sortira de tout ça. *«On est pris entre le marteau et l'enclume»*, estime l'étudiant en économie, convaincu que, quelle que soit l'issue de la grève, les étudiants étrangers verront leurs frais de scolarité augmenter l'an prochain. *«Ce serait regrettable pour les étudiants africains, qui devront envisager d'autres destinations*, déplore Khady Beye. *Avec le Québec, nous avions le meilleur de deux mondes: la découverte du système anglo-saxon et une meilleure adaptation par la pratique de la langue française. Mais ce serait dommage aussi pour le Québec, pour qui les étudiants africains représentent une richesse de plus.»*

Syfia International / Monde noir

Le Devoir, 02 et 03 avril 2005

Gil Courtemanche

Petite révolution et occasion ratée

Je dois avouer que c'est avec une certaine admiration et un ravissement étonné que j'observe depuis un mois les étudiants monopoliser la rue et les manchettes. Je ne reviendrai pas sur la justesse de la cause et sur leurs revendications toutes justifiées. Ce qui m'émerveille, c'est non seulement la détermination dans la durée, la participation massive, mais surtout l'éclosion surprenante d'une nouvelle génération de jeunes citoyens décidés à prendre place et parole dans la société. Nous assistons en fait à une petite révolution qui augure bien pour l'avenir du Québec.

Les gens de ma génération se lamentaient à propos de la jeunesse. On la croyait unanimement et irrémédiablement tarée par les jeux vidéo, le heavy metal, la vulgarité radiophonique et tous les *Loft Story* de la planète. On les disait apolitiques, hédonistes et égoïstes. Ils avaient déserté en masse les partis politiques et leur participation aux élections était en chute. Une génération perdue, disait-on.

Non, cette génération ne refusait pas *la* politique, mais la politique que leur proposaient le PLQ, le PQ et l'ADQ, cette politique partisane et élitiste, ce paradis de la langue de bois et de la manipulation des esprits. J'en ai déjà parlé ici: au fur et à mesure qu'ils se détournaient de la politique classique, ces jeunes entraient dans la politique de la solidarité internationale, dans la contestation de l'ordre mondial symbolisé par la globalisation marchande ou par la guerre contre l'Irak. Les premiers signes de cette autre politisation, on les a constatés lors du Sommet des Amériques à Québec en 2001 et encore plus lors des manifestations massives contre la guerre en Irak durant l'hiver 2003.

On les disait aussi incapables de s'exprimer, de développer des raisonnements politiques. Or, depuis plus d'un mois maintenant, on entend non seulement des leaders mais aussi des élèves de la base prononcer un discours cohérent et faire preuve d'une conscience politique. Il y a aussi quelque chose de réjouissant à voir se joindre au mouvement des élèves des dernières années du secondaire, qui expliquent calmement et intelligemment que c'est leur avenir qui est en jeu. Voilà dans la pratique des heures de grève qui feront plus pour leur éducation citoyenne que tous les cours de civisme qu'on pourra leur donner.

À l'avant-garde du mouvement étudiant, autant dans la tactique que dans le discours, la CASSEE a démontré jusqu'ici une force notable. Avec 40 000 «membres», l'organisation étudiante a développé un langage, un discours politique inclusif animé par une véritable conception démocratique de la société. Sans dire comme le font leurs leaders que les grandes fédérations étudiantes qui négocient avec le gouvernement tiennent un langage corporatiste, il faut avouer que leur analyse politique est mieux structurée et qu'elle propose une approche plus globale.

En mettant sur le même pied et en les incluant dans leurs revendications les compressions annoncées de 150 millions dans l'aide sociale, le mépris du gouvernement pour les plus pauvres, la paupérisation progressive du service public de même que les 103 millions qui les concernent directement, les militants de la CASSEE font une analyse juste: nous faisons face à un gouvernement qui gouverne contre la majorité de la population, une sorte de gouvernement moralement et politiquement illégitime. Il suffit ici de rappeler que ce gouvernement demande aux étudiants et aux assistés sociaux de financer des réductions d'impôt inutiles et injustifiées, sinon pour respecter un engagement électoral doctrinaire.

Ce qui est surprenant et regrettable cependant, c'est que les autres forces de la société civile, je pense en particulier aux centrales syndicales et au mouvement communautaire, n'aient pas saisi l'occasion que leur présentait le mouvement étudiant. Il y a là une sorte de rendez-vous manqué qui aurait pu ébranler les bases mêmes de ce gouvernement, sinon sa légitimité usurpée.

Les étudiants de la CASSEE ont raison. La défense du service public, le financement du secteur public et son amélioration, la lutte contre la pauvreté et la protection des acquis sociaux, tout cela constitue un même combat, tout cela se tient. Certes, dans l'ensemble, les ténors syndicaux et certains syndicats ont manifesté leur appui aux revendications étudiantes. Mais cet appui en fut un de paroles et s'est rarement transformé en action. Il y a un an, la Confédération des syndicats nationaux avait obtenu le mandat de ses membres d'organiser ce qu'on qualifiait *de «grève sociale»*. La grogne étudiante, la perspective de compressions dans l'aide sociale et le spectre d'une camisole de force dans le service public auraient pu constituer les assises d'un premier front commun social dans l'histoire québécoise. Il est regrettable que les stratégies syndicales et les impératifs du maraudage aient pesé plus dans la balance que la vision sociale des centrales syndicales.

Rectificatif

Une lectrice perspicace m'a fait remarquer que, dans ma dernière chronique, j'avais confondu la Cour pénale internationale et les Tribunaux pénaux internationaux. Je regrette la confusion qu'a pu provoquer ce lapsus institutionnel bien involontaire.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Il y a quelque chose de réjouissant à voir se joindre au mouvement des élèves des dernières

MONTREAL

Want to talk to us?
City editor: Ross Teague
514 987-2462
rteague@thegazette.canwest.com
Assignment editors: Jane Davenport, Sidhartha Banerjee
514 987-2617
jdavenport@thegazette.canwest.com, sbanerjee@thegazette.canwest.com

Fournier, students broker deal

Hinges on vote

Famous $103 million won't be reinstated until 2006-2007

ALANA COATES
THE GAZETTE

Leaders of Quebec's student groups have finally come to an agreement with provincial government officials, convincing them to reinstate most of the cuts made to bursaries last year.

A compromise has been reached with students that will put $482 million into Quebec's bursary program over a period of five years, Education Minister Jean-Marc Fournier said yesterday.

The student victory was not total, as bursary funds will only be increased to $70 million next year. However, the infamous $103 million in cuts will be re-established starting in the 2006-2007 school year.

The two associations of CEGEP and university students present at the negotiations are satisfied for the most part with the outcome, but a more radical group is vowing to continue the fight.

"We're disappointed that we couldn't get $103 million for next year, but overall we feel that we have a victory," said Nick Vlkander, vice-president of the Fédération étudiante universitaire du Québec.

"The government has admitted their mistake and they've come a long way in fixing the problem."

Fournier said the challenge for the government lay in finding a solution to the problem that would not cause cuts to any other aspects of education.

"It's not just a question of taking money from universities and put it into financial aid for students, it's to try to have new money," he said at a Montreal news conference.

JOHN MAHONEY THE GAZETTE
Education Minister Jean-Marc Fournier was all smiles after announcing the details of a tentative agreement with striking student unions yesterday.

How current offer compares to earlier government proposals

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	TOTAL
March 15 Offer	$41.5	$53	$69.5	$82.5	$95.5	$342*
Additional Federal Contributions	$28.5	$50	$33.5	$20.5	$7.5	$140*
April 1 Offer	$70	$103	$103	$103	$103	$482*

* all figures in millions of dollars

$140-million contribution to Quebec's bursary program.

Student groups rejected the government's initial compromise on March 15, where students would have received $53 million in bursaries in 2006-2007, compared with $103 million under the new agreement.

Another problem with the March 15 offer was the strict regulations placed on a proposed debt-forgiveness program, which would have benefited only the poorest students. The new when amounts allocated for loans and bursaries were nearly equal. This means a debt reduction for all students eligible for financial aid.

According to FEUQ, about 180,000 students are currently on strike in Quebec – some since Feb. 24.

Julie Bouchard, president of the Fédération étudiante collégiale du Quebec, cautioned this new offer does not mean the strike is over. The 185,000 striking students will vote in general

"At this point, all we can do is inform the students of this new deal and wait for them to vote," she said.

Both organizations have said if the majority of the students they represent vote to reject the agreement, they will support them and continue to employ pressure tactics. But the FEUQ is recommending students take this offer because it is not going to get any better.

"There may be a lot in this deal that isn't perfect, but this is the

A militant student group representing 55,000 other striking students across the province, has declared they will continue their "disruptive actions" and will tell its members to reject the deal struck by the FEUQ and the FECQ.

"What was offered falls way short of what we had originally asked," said Héloise Moïsan-Lapointe, spokesperson for the Coalition de l'association pour une solidarité syndicale élargie. "We notice that the (Education) Minister is not listening to us."

Fournier has refused to negotiate with CASSEE because its members won't renounce the use of violence in protests.

CASSEE wants a full reimbursement of the $103 million that was cut from bursaries last year, on top of reinstating the money for the following years, Moïsan-Lapointe said.

The student group is also asking the government for guarantees CEGEP programs will remain uniform and centralized, and that the government will take steps to eliminate post-secondary education fees altogether.

"None of these requests have been mentioned in the agreement," Moïsan-Lapointe said.

The next difficulty will be making up the classes that have been cancelled as a result of the strike. Currently, students from 17 CEGEPs in Quebec have missed more than 15 days of classes.

CEGEPs cannot legally extend the school year beyond June 15 without paying teachers overtime, a cost Fournier has refused to cover. At least three are debating finishing the semester after Aug. 15, when teachers return from vacation.

"This is a big, big concern of ours," said Gaëtan Boucher, president of the Fédération des CEGEPs, a group which represents the administrations of all 48 public CEGEPs in Quebec.

"We've always said that each day on strike is a day of classes how that is going to happen."

Universities have less legal restrictions in extending the school year. Some, such as UQÀM, have been making internal arrangements to extend the semester as many days as needed.

Boucher expressed doubt the strike will soon be over for college students. With FECQ only representing 14 out of 34 striking colleges, the majority of CEGEP students could end up missing far more than 15 days of school if they vote to reject the deal.

"I really hope that this ends soon so that we can move on to something else," he said.

"It's time to put an end to this crisis."

ALEX DOBROTA OF THE GAZETTE CONTRIBUTED TO THIS REPORT

acoates@thegazette.canwest.com

adobrota@thegazette.canwest.com

Facts on CASSEE

The militant student group CASSEE represents 55,000 striking students in the following institutions:

34,828 students in 13 CEGEPS across the province.

18,188 students from Université du Québec à Montréal from four student associations.

1,472 students from Université Laval in Québec City from five student associations.

1,159 students from Université de Montréal from seven student associations.

40 students from Université de Sherbrooke.

130 students from the École secondaire alternative Le Vitrail

would not cause cuts to any other aspects of education.

"It's not just a question of taking money from universities and put it into financial aid for students, it's to try to have new money," he said at a Montreal news conference.

This new money will come from a federal government 2007, compared with $103 million under the new agreement.

Another problem with the March 15 offer was the strict regulations placed on a proposed debt-forgiveness program, which would have benefited only the poorest students. The new deal will revert the system back to the way it was a year ago, strike in Quebec – some since Feb. 24.

Julie Bouchard, president of the Fédération étudiante collégiale du Quebec, cautioned this new offer does not mean the strike is over. The 185,000 striking students will vote in general assemblies this week on whether to accept the deal.

agreement, they will support them and continue to employ pressure tactics. But the FEUQ is recommending students take this offer because it is not going to get any better.

"There may be a lot in this deal that isn't perfect, but this is the most we can get out of the government," Vikander said.

from vacation.

"This is a big, big concern of ours," said Gaëtan Boucher, president of the Fédération des CEGEPs, a group which represents the administrations of all 48 public CEGEPs in Quebec.

"We've always said that each day on strike is a day of classes lost. These classes must be made up, and we're still discussing

1,159 students from Université de Montréal from seven student associations.

40 students from Université de Sherbrooke.

130 students from the École secondaire alternative Le Vitrail in Montreal.

Agreement not good enough for militant group CASSEE

55,000 CÉGEP and university students aligned with association could stay on strike

ALLISON LAMPERT
GAZETTE EDUCATION REPORTER

The strike may soon be over for many students, but David Murray has no plans to return to school any time soon.

Like tens of thousands of other CEGEP and university students, Murray, 24, has been on strike to protest against last year's cuts to bursaries.

But his faculty at the Université du Québec à Montréal is aligned with the CASSEE – a militant group representing up to 55,000 students who want more than $103 million.

"By just getting back the $103 million, we're not getting rid of the changes that made the cuts possible," said Murray, an UQÀM history graduate now completing a year-long certificate in communications.

"I am prepared to lose my semester. One semester in a lifetime to get future gains is worth it."

As news broke of a deal between Education Minister Jean-Marc Fournier and two other major student groups, the Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie vowed yesterday to continue its strike and civil disobedience campaign until Quebec scraps last year's entire reform of the financial aid system.

And that's just one demand.

Although the $103 million has emerged as the cause célèbre behind the student strikes, CASSEE members say the cuts are symptomatic of a bigger problem: inadequate financial support to cover the rising cost of higher education.

Indeed, other critics have argued even before the cuts, needy students either weren't eligible for financial aid, or weren't receiving enough money to cover their basic needs.

Although Quebec students pay the lowest tuition in the country, ($1,890 for eight months of study) university administrative fees have been rising, along with the rents in cities like Montreal.

But according to a recent report by a government advisory body, student loans and bursaries have only been indexed five times over the last decade to the cost of living.

Politically, the CASSEE's demands have been largely ignored. Fournier is refusing to negotiate with the group because its

> **"I am prepared to lose my semester."**
> UQUÀM student David Murray

spokespeople won't renounce the use of violence in protests.

But in light of Fournier's tentative agreement with the Fédération étudiante collégiale du Québec and the Fédération étudiante universitaire du Québec, CASSEE's position raises a tough question: what happens if only members of Quebec's university and college federations go back to class?

CASSEE represents 13 CEGEPs – the same number of colleges represented by the Fédération étudiante collégiale du Québec.

"Can you imagine a two-tiered system where 13 CEGEPs agree to settle for $103 million and the others don't?" asked one college observer who spoke on condition her name not be printed.

The reform CASSEE members are opposed to started when former education minister Pierre Reid slashed $63 million from last year's $315-million budget set aside for bursaries.

Students still get bursaries, but the amounts are smaller; university tuition, for example, is now covered through loans instead of grants.

Although students lament the cuts, even loans are desirable.

Last year, Quebec's financial aid department announced changes to reduce lineups and red tape that plagued the system.

Among them: **Instead** of receiving their funding in four instalments, students now get monthly cheques.

The bursary is now paid to students in late spring, instead of in the fall.

All financial aid is now deposited directly into students' bank accounts instead of being sent as cheques to the school.

"People are much happier, there are no more lineups in (university, or college) financial aid offices," said Bernard Frenette, spokesperson for Quebec's Aide financière aux études.

But Héloise Moïsan-Lapointe, spokesperson for CASSEE, said the new system is riddled with problems; money doesn't arrive on time, or it's the wrong amount. By getting smaller monthly sums, students are forced to wait if they need to make a large purchase, she said.

For Murray, the concern isn't about the $5,000 student loan he'll owe after graduation. But he worries about his friends who are more than $10,000 in debt and don't expect to find a stable job anytime soon.

"My girlfriend is afraid to finish her studies," Murray said.

"This is a cause that's really touched me."

alampert@
thegazette.canwest.com

PHIL CARPENTER THE GAZETTE

As one of its tactics, militant student group CASSEE has targeted economic activity in the province. A March raid on an IGA supermarket led to an altercation between students and security guards.

How financial aid for students works in Quebec

Financial aid is based on a complicated formula that takes into account everything from a student's economic background to expenses.

Take a student in the Gaspé region who wants to do an undergraduate degree, full-time, at the Université de Montréal. His father earns $40,000 a year, while his mother stays at home.

In Quebec, families earning roughly $30,000 or more are expected to contribute to their children's education. The amount varies depending on whether both parents work and how many children they have.

This couple would be expected to contribute $2,930.

The student doesn't work, so his income contribution is zero.

Total earnings: $2,930.

Balance that against the student's estimated expenses:

Tuition (eight months of study): $1,890

School supplies: $400

Expenses related to coming from an outlying region: $504

Living expenses (estimated by Quebec's financial aid department): $5,720

Total expenses: $8,514.

Expenses of $8,514 minus earnings of $2,930 = $5,584 in financial aid.

Now, here how the son's financial aid would break down, before and after last year's $103-million cut.

Last year, the student would get:

$2,460 in loans

$3,124 in bursaries (including tuition)

The student would have had to take out a maximum of $2,460 in loans before being eligible for bursaries.

This year, the student would get:

$4,410 in loans

$1,174 in bursaries

He would have to take out a maximum of $2,520 in loans, which would have to cover his tuition.

Figures are not available for the student's situation next year under the latest government offer.

GAZETTE, 03-04-2005

Etudiants : la grève est finie... pour la majorité

Retour en classe d'ici la semaine prochaine

Les étudiants, sauf ceux affiliés à la CASSÉE, devraient retourner en classe d'ici la semaine prochaine. Dans les cégeps, le temps presse tout particulièrement.

Dans la plupart des universités et cégeps, l'entente sera soumise aux étudiants par leurs associations étudiantes au cours de la semaine. S'ils acceptent, ils retourneront aux études dans les jours qui suivent.

Dans les cégeps, la situation est plus préoccupante car la session actuelle ne peut s'étirer au-delà du 15 juin. Si ça devait être le cas, les cours devront se poursuivre après le 15 août, sans toutefois entrer en conflit avec la session d'automne.

«Il y a six cégeps, Vieux-Montréal, Lionel-Groulx, Drummondville, Joliette, Saint-Laurent et Sherbrooke, où ça pourrait dépasser le 15 août, parce qu'ils sont du mouvement de grève depuis le début. Il y a cinq semaines», explique Gaétan Boucher, président de la Fédération des cégeps du Québec.

Pour les 11 autres établissements grévistes, cela devrait pouvoir se terminer en juin, sans coûts supplémentaires, mais moyennant quelques réaménagements plutôt corsés de la grille horaire des élèves.

Les étudiants de la CASSÉE qui manifestaient mardi soir étaient radieux.

Photo MARTIN DOUTRELUIGNE

La CASSÉE poursuit la grève

Si les deux principales fédérations étudiantes sont plutôt satisfaites de ce qu'elles sont allées chercher à Québec, la CASSÉE est en furie et conseille à ses 70 000 membres de poursuivre la grève.

«C'est certain qu'on est déçu de ne pas récupérer les 103 millions dès maintenant, mais on est satisfait, c'est un recul clair de Québec», a commenté hier Pier-André Bouchard, président de la FEUQ.

Sa consœur chez les cégépiens abonde dans le même sens et commente la provenance fédérale de ces fonds.

«Le Programme canadien de prêts aux étudiants, c'est un petit programme qui n'est pas toujours consacré à la même chose. Il peut finir par servir à réparer les routes! Ça fait un an qu'on dit au gouvernement provincial qu'il peut s'en servir pour réduire notre plafond de prêts et augmenter les bourses», explique Julie Bouchard, présidente de la FECQ.

À la CASSÉE, on est très fâché.

«On recommande à nos associations de rejeter massivement cette offre et de continuer les moyens de pression. Ça ne répond pas nos revendications parce que le montant n'est pas rétroactif à la coupure, on ne parle même pas du maintien ou non du réseau collégial, ça ne donne pas de garantie de gel des frais de scolarité, et ça a été négocié sans nous», critique Mathieu Cousineau, de la CASSÉE.

La CASSÉE inquiète

Si le président de la Fédération des cégeps du Québec, Gaétan Boucher, se dit soulagé par l'entente, il avoue aussi être inquiet de la réaction de la CASSÉE.

«Le problème, c'est que la FECQ est minoure chez nous. Ils représentent 14 cégeps seulement. La CASSÉE en représente plusieurs et ça posera problème s'ils continuent leur grève», prévoit-il.

GAÉTAN BOUCHER

JULIE BOUCHARD

PIER-ANDRÉ BOUCHARD

JEAN-MARC FOURNIER s'est dit heureux du dénouement, mais ses problèmes avec la CASSÉE sont loin d'être terminés.

Photo MARTIN DOUTRELUIGNE

Grâce à l'argent du fédéral

Les étudiants québécois peuvent dire «merci au gouvernement fédéral» car grâce à lui, le ministre de l'Éducation du Québec, Jean-Marc Fournier, a pu leur faire une offre qui fera probablement retourner la plupart sur les bancs d'école sous peu.

DAVID SANTERRE

Au terme de plusieurs jours de négociations à huis clos, le ministre Fournier, la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) en sont venus à une entente de principe que les deux fédérations conseillent à leurs membres d'accepter cette semaine.

En fait, Québec n'a pas dépensé un cent de plus que les 342 millions de dollars sur cinq ans offerts le 15 mars, qu'avaient vigoureusement rejetés les étudiants.

Il a toutefois réussi à trouver 140 millions via deux programmes fédéraux.

Les 40 premiers millions viennent d'une entente entre Québec et la Fondation des bourses fédérales du millénaire, un programme qui accorde déjà 70 millions annuellement aux étudiants du Québec.

Puis, via le Programme canadien des prêts aux étudiants, Québec a réussi à aller chercher 100 autres millions.

Les étudiants récupéreront donc seulement 70 des 103 millions réclamés pour l'année 2005-2006, mais auront leurs 103 millions pour les quatre années suivantes (voir tableau).

Un ministre soulagé

«Je suis heureux de ce dénouement, qui répond aux besoins des étudiants en respectant notre cadre financier», a commenté Jean-Marc Fournier en conférence de presse hier matin.

Il souhaite que même la CASSÉE, écartée de la table des négociations, entende raison et accepte l'offre. Ce qui ne sera toutefois pas le cas, a-t-on appris plus tard dans la journée.

«J'ai invité la CASSÉE à négocier. Mais ils ont posé des gestes qui font qu'on ne négocie pas dans ce contexte», a indiqué le ministre.

Landry accuse

Le chef péquiste Bernard Landry a accusé le gouvernement Charest, «orgueilleux et entêté», d'avoir fait perdre au total 130 millions et des milliers d'heures de cours aux étudiants.

Il a aussi critiqué sévèrement l'entente verbale avec Ottawa pour la hausse du montant des bourses du millénaire.

«On sait ce que cela vaut, une entente verbale avec les fédéraux», a-t-il fustigé.

Le ministre Fournier a admis qu'il reste des «bris à attacher» avec Ottawa, mais s'est dit heureux de cet argent fédéral, en autant qu'il puisse aider les étudiants.

L'OFFRE DU MINISTRE FOURNIER EN CHIFFRES

OFFRE GLOBALE

- Offre du 15 mars (rejetée) : 342 millions $ sur cinq ans
- Dernière offre (acceptée) : 482 millions $ sur cinq ans

EN DÉTAIL

- Montant pour 2005-2006 : 70 millions $
- Montant annuel pour les années 2006 à 2010 : 103 millions $

CE QUE ÇA SIGNIFIE POUR LES ÉTUDIANTS

- Plafond de prêt actuel à l'université : 4420 $
- Plafond de prêt à l'université en 2005-2006 : 3020 $
- Plafond de prêt à l'université après 2006 : 2440 $ **
- Plafond de prêt actuel au cégep : 3035 $
- Plafond de prêt au cégep en 2005-2006 : 2335 $
- Plafond de prêt au cégep après 2006 : 1980 $

** La diminution du plafond de prêt entraîne automatiquement une hausse des bourses.

Infographie - Jolicœur

Journal de Montréal, 3 avril, p. 22 et 23

L'université devrait-elle être gratuite pour tous?

Il est parfaitement normal que les étudiants paient des frais de scolarité raisonnables pour financer une formation dont ils seront les premiers à bénéficier

Pour moi, c'est clair, net et précis: les études universitaires ne devraient pas être gratuites.

De toute façon, la gratuité est une illusion : ni les écoles, ni les hôpitaux, ni les routes, ni aucun service public ne sont gratuits. Il faut bien payer les professeurs, les médecins, les bibliothèques, les salles d'opération, les loyers et ainsi de suite. Devinez qui paie. Bravo pour votre bonne réponse : ce sont effectivement les payeurs de taxes. Et c'est normal qu'il en soit ainsi tant qu'on n'exagère pas.

Aucun des arguments en faveur de la gratuité ou du gel des droits de scolarité au niveau actuel ne me convainc. On veut nous faire croire que la gratuité rendrait l'université plus accessible aux jeunes des milieux modestes. C'est faux. Le Québec a de loin les frais de scolarité les plus bas au Canada, mais il y a la même proportion d'enfants de riches et de pauvres sur nos campus que dans les autres provinces.

JOSEPH FACAL

Pourquoi ? Parce que le tri s'est déjà fait, malheureusement, au niveau secondaire. Ce sont les taux de décrochage au secondaire qui devraient nous faire honte : un sur quatre en moyenne. Un épouvantable gâchis. Quel avenir y a-t-il aujourd'hui pour un jeune qui n'a pas de secondaire V ?

Pourquoi pas des vraies bourses pour ceux qui viennent des milieux défavorisés ?

Les vraies clés pour accéder à l'université sont d'avoir des parents qui croient à l'importance des études et d'avoir eu des notes convenables aux paliers précédents.

La gratuité, c'est donc faire subventionner l'éducation d'enfants venant surtout des classes moyennes et supérieures par des contribuables dont certains ont peu de chances de voir leurs enfants accéder à l'université.

Au lieu de cette vaste hypocrisie que serait la fausse gratuité, pourquoi pas des vraies bourses pour ceux qui viennent des milieux défavorisés et une lutte sans répit contre le décrochage au secondaire ?

On nous dit que les études universitaires sont gratuites en France. Justement, les universités françaises se meurent faute d'argent, et un réseau parallèle de grandes écoles forme l'élite.

Les universités sont aussi gratuites dans les derniers régimes communistes de la planète et dans des petits pays d'Europe avec lesquels le Québec n'est pas en compétition. Le Québec, lui, est en Amérique du Nord. Si nos universités ne sont pas de taille, les meilleurs professeurs s'en iront ailleurs au Canada ou aux États-Unis.

Ils ne sont pas prisonniers de leur condition

Il est vrai que les étudiants vivent très modestement pour la plupart. Mais contrairement à bien des vrais pauvres, ils ne sont pas prisonniers de leur condition, qui dure le temps d'une formation qui leur vaudra plus tard des revenus incomparablement plus élevés que ceux des non diplômés. Les leaders étudiants pressent toujours les gouvernements de voir les dépenses publiques en éducation comme un investissement dans le futur.

Pourquoi ne s'appliquent-ils pas cette logique à eux-mêmes ?

Le vrai problème à l'heure actuelle n'est pas l'endettement des étudiants, qui est en moyenne le plus bas au Canada, mais le sous-financement des universités, justement parce que les frais de scolarité sont trop bas. Au lieu de saupoudrer l'aide financière, il faudrait la concentrer sur ceux qui viennent vraiment des milieux défavorisés. On devrait aussi demander à un étudiant en médecine de payer plus qu'à un étudiant en lettres. Vous n'avez pas besoin d'un dessin pour comprendre pourquoi.

JOSEPH FACAL Professeur invité à l'École des Hautes Études commerciales de Montréal

Avec un minimum de courage politique, il serait facile d'instaurer la gratuité scolaire

La gratuité scolaire passe par l'équité fiscale.

Et, par équité, personne ne peut nier qu'imposer le revenu est plus juste que de taxer la consommation ainsi que de tarifer les services publics qui doivent être gratuits si l'on veut vraiment assurer l'égalité des chances. Il ne peut y avoir de véritable liberté si la société ne peut assurer à tous l'accessibilité universelle aux biens sociaux premiers. Ça fait partie intégrante du contrat social de la solidarité. L'éducation est un investissement social pour les services futurs que les diplômés rendront à la société. C'est un élément de recul politique que de considérer le savoir comme simple marchandise vendue à ceux qui peuvent se le payer. La comptabilité nationale déficiente entretient cette erreur en traitant l'éducation comme une dépense courante. À ce compte, plus nos jeunes sont instruits, plus nous sommes déficitaires.

LÉO-PAUL LAUZON

Il est faux de prétendre que la hausse des frais de scolarité n'affecte pas l'accessibilité, comme l'a constaté Statistique Canada dans deux études : l'une affirmait que les études universitaires sont dorénavant réservées aux familles aisées et l'autre sonnait l'alarme sur l'endettement étudiant. Et, une recherche de l'Association des collèges du Canada a conclu que de nombreux parents mettent en péril leur propre avenir afin que leurs enfants fréquentent l'université. Laissez-moi tranquille avec la précarité des finances publiques. Si l'État n'a pas d'argent, c'est qu'il se prive de recettes fiscales, en refusant de taxer la richesse.

Il ne peut y avoir de véritable liberté si la société ne peut assurer à tous l'accessibilité universelle

Saviez-vous qu'en 1998, 54 % des entreprises au Québec qui avaient déclaré 25 milliards $ de bénéfices, n'avaient payé aucun impôt ? La fiscaliste Brigitte Alepin a constaté qu'en 2004, 4191 grandes entreprises n'avaient payé qu'un maigre taux d'impôt de 1,7 % alors que le taux statutaire au Québec est de 8,9 % contre 14 % en Ontario. Imposer ces 4191 compagnies à un taux minimum de 5 % permettrait au gouvernement d'aller chercher 2,5 milliards $, qu'elle a dit.

L'ancien ministre des Finances Yves Séguin a aussi signalé que les 84 milliards $ expédiés dans les paradis fiscaux occasionnaient un manque à gagner annuel d'un milliard $ dans les revenus du Québec. Séguin et Alepin ne sont tout de même pas des communistes.

Pourquoi cloner l'Ontario ?

Ceux qui nous disent que l'on doit augmenter les frais de scolarité à l'université pour cloner le « bon » exemple de l'Ontario sont les mêmes qui nous disent que le Québec doit continuer à verser 400 millions $ en fonds publics aux écoles privées et de ne pas singer, dans ce cas, le « mauvais » exemple de l'Ontario, qui lui ne leur verse rien.

Ils disent aussi que hausser les frais d'électricité fera diminuer la consommation alors que hausser les frais de scolarité n'aura aucun impact sur la fréquentation universitaire!

Avec un minimum de volonté politique, on peut arriver à la gratuité scolaire, comme cela est le cas dans la majorité des pays d'Europe.

Cela représenterait le meilleur investissement, comme l'a suggéré Standard and Poor's lorsqu'il a incité le Québec à réinvestir massivement dans l'éducation et la santé.

Léo Paul Lauzon, Titulaire de la Chaire d'études socio économiques à l'UQÀM

La Presse, 3 avril, p. A29

Entente de principe entre le gouvernement et les étudiants

Le vrai test s'en vient

AROLINE TOUZIN

près cinq semaines de grève, les eux principales fédérations étuiantes ont décidé de mettre de eau dans leur vin. Elles récupéreront leurs 103 millions de dollars e bourses tant réclamés mais eulement à compter de l'année 006-2007. Cette entente de rincipe, conclue vendredi avec le inistère de l'Éducation, doit aintenant passer l'examen final : tre approuvée en assemblées gérales par les quelque 185 000 tudiants en grève.

Rien n'est acquis. Si les leaders e la Fédération étudiante uniersitaire du Québec (FEUQ) ont pprouvé l'entente hier en conrès à Rimouski, ceux de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) refusent de recommander quoi que ce soit à eurs membres.

De plus, ces deux fédérations ne eprésentent pas l'ensemble du nouvement de grève. Quelque 0 000 grévistes sont membres de a Coalition de l'Association pour ne solidarité syndicale étudiante largie (CASSEE). Cette dernière, également en congrès, a dénoncé hier cette « entente à rabais ». Elle refuse de la ecommander à ses membres. Vingt mille autres grévistes sont nembres d'associations indépendantes. Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, s'est présenté devant la presse, hier matin à Montréal, pour donner les détails de l'entente, dont trois journaux, notamment *La Presse*, avaient obtenu des bribes la veille. Aucun argent frais du côté de Québec. M. Fournier maintient son offre de 342 millions en cinq ans, annoncée le 15 mars dernier. Il renonce toutefois à la mise en place d'un programme de remise de dettes. Tout l'argent ira dans les bourses d'études.

D'où vient donc l'argent supplémentaire ? Ce sont les deux fédérations étudiantes qui sont allées cogner à la porte de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire pour finalement récolter 10 millions par an pendant quatre ans. De plus, le ministère de l'Éducation ira chercher 25 millions de dollars par an, durant la même période, par l'entremise du Programme canadien de prêts aux étudiants. Cette somme provient de la hausse du financement de ce programme, annoncée dans le dernier budget Goodale, et dont le Ministère n'avait pas tenu compte dans son offre du 15 mars.

M. Fournier pense que l'entente de principe mettra fin à la crise. « Si pour les leaders étudiants, c'est une bonne chose, je crois que tout le monde tirera la même conclusion », a-t-il dit en conférence de presse. « Je suis heureux qu'il y ait un dénouement qui permet de répondre à des besoins pour les étudiants dans le respect de la marge de manoeuvre au gouvernement du Québec. Comme vous le savez, nos marges de manoeuvres ne sont pas si grandes que ça et, pour pouvoir répondre à la demande, il fallait dégager d'autres sources (de financement) », a-t-il ajouté, encourageant du même souffle les étudiants à retourner le plus tôt possible en classe.

Si l'entente de principe est acceptée, la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire créera un programme pilote de bourses d'études pour les plus démunis qui sera administré par l'Aide financière aux études. Elle y versera 10 millions par an, qui s'ajoutent aux 70 millions de dollars annuels qu'elle retenait depuis un an. Le gouvernement du Québec avait alors mis fin à son entente avec la Fondation en supprimant les fameux 103 millions de dollars de bourses.

« La Fondation a trouvé que, pour le bien des étudiants, ça valait la peine d'avancer des sous supplémentaires. La perspective n'était pas très drôle. Si la hausse du plafond de prêts avait continué, les gens se seraient endettés davantage et si la grève continuait, ils auraient pu perdre leur trimestre », a expliqué à *La Presse* Norman Riddell, directeur principal.

À la Fédération des cégeps, même si l'entente paraît intéressante, l'inquiétude subsiste. « La FECQ représente seulement 14 des 34 cégeps en grève. Comment va-t-on pouvoir rejoindre les autres pour qu'ils comprennent bien l'offre ? » se demande le président de la Fédération, Gaëtan Boucher.

Les étudiants de six cégeps devront reprendre leur trimestre le 15 août. Ces cégeps ne pourront pas offrir les 82 jours de cours prévus par la Loi sans dépasser la date butoir du 15 juin, au-delà de laquelle le gouvernement devrait débourser 100 000 $ de plus par jour. Pas question pour le ministre de dépenser une telle somme. Le trimestre sera reporté, point final.

Les deux principales fédérations étudiantes se disent déçues de ne pas être allées chercher le réinvestissement de 103 millions dès l'année prochaine. « On est allés au maximum de ce qu'on pouvait aller chercher », indique le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard. Selon le jeune homme de 25 ans, la grève actuelle va empêcher quiconque dans le futur de traiter sa génération d'« individualiste ».

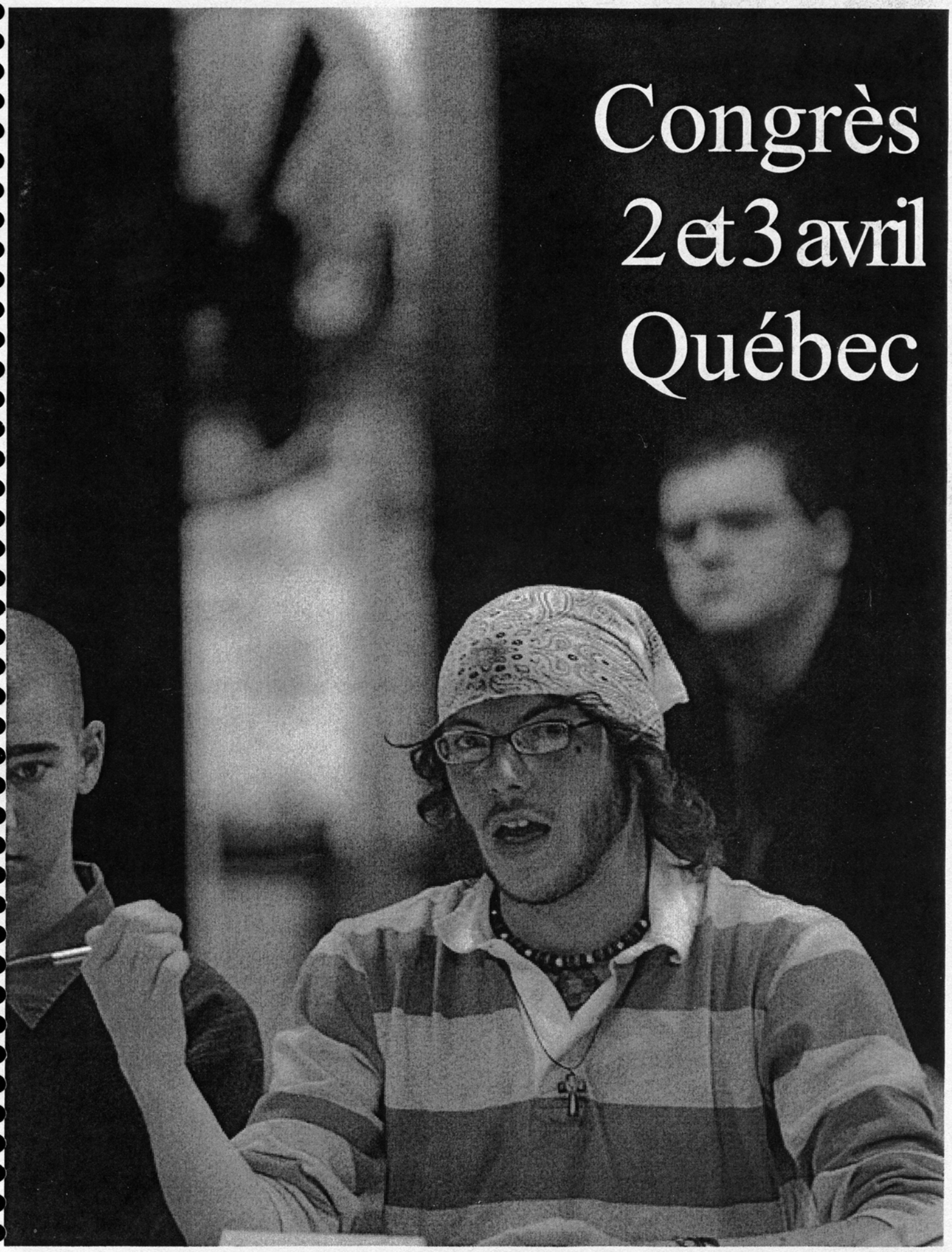
L'ENTENTE DE PRINCIPE

Dès septembre prochain, 70 millions seront réinvestis en bourses dans le programme d'aide financière. Chaque année, durant les quatre années suivantes, le gouvernement québécois, avec l'aide du fédéral, remettra les 103 millions de dollars de bourses.

- 2004-2005 : 0$
- 2005-2006 : 41.5 M$ de Québec et 28.5 M$ d'Ottawa
- 2006-2007 : 53 M$ de Québec et 50 M$ d'Ottawa
- 2007-2008 : 69.5 M$ de Québec et 33.5 M$ d'Ottawa
- 2008-2009 : 82.5 M$ de Québec et 20.5 M$ d'Ottawa
- 2009-2010 : 95.5 M$ de Québec et 7.5 M$ d'Ottawa

LES BOURSES DU MILLÉNAIRE

La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire est un organisme privé, créé en 1998 en vertu d'une loi du Parlement. Chaque année, elle distribue 300 millions de dollars en bourses diverses, dont des bourses d'excellence destinées à favoriser la poursuite d'études postsecondaires. Au trimestre d'automne 2005, elle implantera un nouveau programme de bourses accordées aux étudiants les plus démunis dans deux provinces canadiennes : le Québec et la Colombie-Britannique.


Congrès
2 et 3 avril
Québec

Résumé des mandats

Congrès de la Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ)
Les 2 et 3 avril 2005 à Québec

Note : Pour assurer la diffusion intégrale des décisions qui ont été prises lors du Congrès, le résumé des mandats est le compte rendu exact des propositions adoptées lors de celui-ci. Chaque décision est ici présentée selon l'ordre du jour adopté lors du Congrès de la CASSÉÉ.

1.5 Droits de vote

1. Le Congrès constate le retrait du droit de vote de l'Association Générale Étudiante du Cégep François-Xavier Garneau (AGECFXG) considérant le non-respect de la proposition sur les dix jours ouvrables de grève nécessaire au droit de vote

2. Il est constaté que 18 associations présentes ont droit de vote au Congrès.

3. Que l'Association d'Études Internationales et Langues modernes de l'Université Laval (ABEILL) soit accueillie comme membre de la CASSÉÉ.

6.0 Prise de position

1. Attendu que l'entente de principe issue des négociations entre les fédérations et le ministre ne répond pas aux revendications de la CASSÉÉ;

Attendu que l'offre actuelle n'implique pas de réel réinvestissement de la part du gouvernement québécois et utilise des sommes déjà promises par le gouvernement fédéral;

Attendu que le mouvement étudiant a pris une ampleur sans précédent et a suscité un débat de société;

Attendu que la fin possible de la grève ne signifie pas une acceptation de la proposition du ministre et que la CASSÉÉ appelle à continuer la lutte pour le droit à l'éducation et la gratuité scolaire;

Le Congrès de la CASSÉÉ juge les offres du ministre insuffisantes et appelle les assemblées générales à les rejeter.

2. Attendu l'entente à rabais convenue entre les fédérations étudiantes et le gouvernement québécois;

Attendu près de six semaines de grève au-delà de toute espérance menées par de nombreuses associations membres de la CASSÉÉ;

Il est proposé;

Que la CASSÉÉ dénonce la collaboration et le sabotage des fédérations qui nous ont privé du plein potentiel de gains créé par la grève et ont cautionné les stratégies de division du gouvernement malgré les appels de leurs propres membres;

Que soit préparé des bilans de la grève pour le Congrès annuel en vue d'élaborer le plan d'action de la session prochaine et la préparation des luttes à venir, notamment celle contre le dégel des frais de scolarité;

Que soit préparée la participation du mouvement étudiant aux luttes populaires et syndicales des prochains mois contre le gouvernement libéral.

3. Que le Congrès de la CASSÉÉ recommande à ses membres de reconduire la grève jusqu'à l'obtention d'une entente de retour en classe conforme aux intérêts des étudiant-e-s.

4. Que le Congrès de la CASSÉÉ propose à ses associations membres de s'engager à reprendre la grève si une seule session ou un seul cours est annulé sans l'assentiment des étudiants et étudiantes concerné-e-s et ce dans n'importe quel établissement qui a été en grève que ses étudiant-e-s aient été membre de la CASSÉÉ ou non.

De surcroît, la CASSÉÉ appelle à ce que toutes les associations étudiantes du Québec prennent le même engagement

Que cet engagement soit appelé : « T'en coule un, on plonge »

5. Considérant les propos de Pier-André Bouchard Saint-Amant demandant d'accepter l'offre du ministre de l'Éducation;

Considérant que seules les assemblées générales ont la légitimité de mettre fin à une grève;

Que la CASSÉÉ réitère l'illégitimité de la FEUQ à appeler la fin de la grève alors que la FEUQ n'a pas amorcé ce mouvement.

6. Que la CASSÉÉ exige que l'État québécois abandonne toutes les charges retenues contre les arrêté-e-s du mouvement de grève étudiante.

7.0 Plan d'action

7.1 Femmes

1. Attendu que la CASSÉÉ dénonce depuis sa formation la discrimination envers les femmes et la violence verbale et physique qui touche les stéréotypes liés à l'identité sexuelle qui sont perpétrées contre les militantes et militants;

Attendu que la brutalité physique et la violence verbale infligée aux étudiantes militantes, entre autre depuis le début de la grève, dépassent toutes les limites de l'acceptable (les menaces, les insultes, les commentaires dégoûtants et déplacés et les agressions envers les étudiantes);

Attendu que la présence et l'intervention policière s'intensifient dans nos institutions scolaires;

Attendu que la violence faite aux femmes depuis le début de la grève n'est pas connue du grand public;

Attendu que la montée exponentielle des commentaires paternalistes venant de toute part;

Qu'Ève-Marie Lampron soit mandatée d'écrire des lettres ouvertes pour dénoncer cette violence faite aux femmes en temps de grève.

Que tous les communiqués et conférences de presse de la CASSÉÉ réitèrent la présence dans chaque action de contingents pour la défense du droit des femmes dénonçant la violence faite aux femmes en général et aux femmes grévistes en particulier.

Que le Comité de coordination tienne un registre des événements sexistes violents et des victimes militant-e-s de cette violence, s'il y a lieu.

7.2 Actions

1. Que le Comité maintien et élargissement de la grève fasse une tournée générale dans les associations de la FECQ, de la FEUQ et indépendantes ayant les revendications de la CASSÉÉ pour les encourager à rejeter l'entente de principe.

2. Attendu qu'aucune de nos revendications ne figure à l'entente de principe prise entre le gouvernement et les fédérations étudiantes;

Attendu que nous devons signifier avec des actions réelles notre opposition et notre mécontentement face aux mesures néo-libérales du gouvernement Charest;

Attendu que des associations étudiantes membres de la CASSÉÉ revendiquent la démission du gouvernement;

Attendu que le mouvement de grève déclenché par la CASSÉÉ a mis sur la place publique le discours sur la gratuité scolaire et l'accessibilité à l'éducation;

Que la CASSÉÉ appelle une semaine de contestation nationale et de mobilisation en vue des manifestations nationales du 14 avril 2005.

8.0 Prochain Congrès

1. Que se tienne un Congrès de la CASSÉÉ la fin de semaine du 9 et 10 avril à Sherbrooke.

Métro, Avril 2005

La CASSEE dit non à l'entente de principe

La coalition y voit un recul par rapport à l'an dernier

RÉUNIE À QUÉBEC, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie, la CASSEE, dit non à l'entente de principe et recommande purement et simplement son rejet.

Cette entente est survenue samedi entre le ministre de l'Éducation et les deux autres fédérations étudiantes du Québec.

La CASSEE, qui avait été tenue à l'écart des négociations par le ministre Jean-Marc Fournier, estime que la proposition gouvernementale constitue un recul par rapport à la situation de l'année dernière.

Elle indique que l'entente fait fi des revendications de la CASSEE, dont le retrait rétroactif de la réforme de l'aide financière aux études. Elle affirme aussi que l'offre n'a aucune perspective à long terme sur la gratuité scolaire et ne comporte pas de mesures pour éradiquer l'endettement des étudiants.

Rappelons que la FEUQ recommande à ses membres d'accepter l'entente, alors que la FECQ ne veut pas influencer ses membres. PC

ARCHIVES MÉTRO

VERRA-T-ON d'autres coups d'éclat en début de semaine?

GRÈVE ÉTUDIANTE

Le début de la fin?

CAROLINE TOUZIN

D'aujourd'hui jusqu'à mercredi, les quelque 185 000 étudiants et cégépiens en grève se prononceront en assemblées générales sur l'entente de principe conclue entre les deux principales fédérations étudiantes et le gouvernement. C'est eux qui auront le dernier mot sur la fin de la grève.

En fin de semaine, les trois leaders du mouvement étudiant ont adopté des stratégies différentes concernant le vote. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) recommande de voter en faveur de l'entente. La Fédération étudiante collégiale du Québec s'abstient, tandis que la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) la rejette.

« L'ensemble de la réforme de l'Aide financière est maintenue, alors que nous, on demande son abolition. L'entente ne dit même pas un mot sur la décentralisation des cégeps, ni sur le spectre de la hausse des droits de scolarité », a dénoncé, hier, la porte-parole de la CASSEE, Héloïse Moysan-Lapointe.

La fatigue se fait sentir chez ces militants de la première heure. La majorité des 50 000 membres de la CASSEE sont en grève depuis plus de 5 semaines. « On a fait beaucoup de sacrifices pour cette grève-là, peut-être que les gens vont rejeter l'entente de principe, mais décider de cesser la grève quand même. Ça va dépendre de l'état de nos forces », a-t-elle expliqué à *La Presse*, à la fin du congrès hebdomadaire de son association, à Québec. La CASSEE n'a jamais pris part aux négociations en raison d'un différend avec le ministre de l'Éducation sur la question de la « violence » de leurs actions.

Un seul de ses membres, l'association étudiante d'anthropologie de l'Université de Montréal, se dit prêt à sacrifier son trimestre, si c'était nécessaire. Du côté collégial, déjà six cégeps devront reprendre leur trimestre le 15 août, selon la Fédération des cégeps, dont Sherbrooke et Saint-Laurent.

La liste n'est pas exhaustive, mais dès aujourd'hui, des votes se tiendront à l'Université de Montréal, l'UQAM, l'Université du Québec en Outaouais, l'Université de Sherbrooke, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et dans les cégeps Édouard-Montpetit, Rosemont et Vieux Montréal.

Sur le site Internet des grévistes de l'UQAM (**uqamengreve.info**), les avis semblaient partagés hier sur le prolongement de la grève. « Désolé, mais moi, je n'accepte pas cette entente à rabais », a écrit David, étudiant de la faculté d'éducation, membre de la FEUQ. « Tout ce que je souhaite maintenant, c'est que la CASSEE ne s'entête pas en conseillant à ses membres de poursuivre la grève. Malgré son absence à la table des négociations, la CASSEE a certainement marqué des points en ce qui a trait à la reconnaissance de son organisation et sa crédibilité », écrit pour sa part, Marisa, étudiante en communication.

L'ENTENTE DE PRINCIPE

Dès septembre prochain, 70 millions seront réinvestis en bourses dans le programme d'aide financière. Chaque année, durant les quatre années suivantes, le gouvernement québécois, avec l'aide du fédéral, remettra les 103 millions de dollars de bourses. M. Fournier n'a pas ajouté d'argent frais par rapport à son offre du 15 mars dernier.

Le gouvernement a pu bonifier son offre en allant chercher 25 millions de dollars par an, durant 4 ans à partir de l'année 2006-2007 par l'entremise du Programme canadien de prêts aux étudiants. De plus, à l'initiative des fédérations étudiantes, le gouvernement obtiendra 10 millions supplémentaires par an durant la même période de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

Les 70 millions de dollars retenus par la Fondation depuis le début de la crise, et qui seront remis s'il y a dénouement, ne sont pas inclus dans l'entente.

-2 Presse, 4 juin, p. A18

Le Devoir, 4 avril 2005, p. A1 et A8

La CASSEE demande aux étudiants de rejeter une «entente au rabais»

MALORIE BEAUCHEMIN

Les représentants de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) ont invité, hier, l'ensemble des associations étudiantes à rejeter l'entente conclue vendredi entre les fédérations étudiantes et le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier sur le réinvestissement dans les programmes de bourses en éducation.

«On invite l'ensemble des étudiants, pas seulement nos membres, à rejeter l'offre et à dire au ministre que non, ce n'est pas acceptable, ce n'est pas suffisant», a déclaré la porte-parole de la CASSEE, Héloïse Moysan-Lapointe, à l'issue d'un point de presse tenu hier, à Québec, alors que les membres de la coalition se réunissaient en congrès.

«C'est un rejet total et catégorique. Il s'agit d'une entente au rabais qui ne satisfait pas les membres de la CASSEE», a ajouté la porte-parole.

Rappelons que l'entente de principe intervenue vendredi entre les fédérations étudiantes universitaire et collégiale (FEUQ et FECQ) prévoit la réinjection de 70 millions de dollars en bourses, dès septembre prochain. Pour les quatre années suivantes, les 103 millions demandés par les fédérations seront réinvestis par le gouvernement Charest, en partie à partir de ses propres fonds, et le solde par l'entremise de deux programmes fédéraux, la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire et le

VOIR PAGE A 8: CASSEE

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Manifestation étudiante à Montréal, jeudi dernier. Dans les prochains jours, les associations étudiantes des collèges et des universités du Québec, qu'elles soient membres de la FEUQ, de la FECQ ou de la CASSEE, devront décider, en assemblée générale, si elles acceptent l'offre du ministre Fournier ou si elles poursuivent les moyens de pression.

CASSEE

SUITE DE LA PAGE 1

Programme canadien de prêts aux étudiants. Au total, 482 millions de dollars seront réinvestis en bourses sur une période de cinq ans.

«Ce n'est même pas un retour au statu quo. On n'a rien pour cette année, moins de 103 millions pour l'année prochaine, et ce n'est que l'année suivante qu'on verra le retour complet des 103 millions, a expliqué Héloïse Moysan-Lapointe au *Devoir*. *En plus, aucune mention n'est faite dans l'entente de principe concernant le réseau collégial, que le ministre Fournier est en train de laisser aller au démembrement.»*

La CASSEE dénonce le fait que les fédérations ont accepté de ne négocier que sur la question des 103 millions et de ne pas *«profiter du plein potentiel de cette mobilisation extraordinaire»*. La faction considérée comme plus radicale des associations étudiantes souhaitait davantage protéger et améliorer l'accessibilité à l'éducation.

Aucun plan d'action n'a encore été adopté pour la suite des événements, la CASSEE souhaitant d'abord consulter *«en profondeur»* les assemblées générales de leurs membres qui décideront si la grève doit être poursuivie. La plupart des associations étudiantes se réuniront en assemblée d'ici à mercredi, selon la porte-parole de la coalition qui rassemble plus de 50 000 grévistes, mais, d'ici là, pas question de retourner en cours.

La FEUQ incite à approuver l'entente

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard a réitéré au *Devoir*, hier, son intention d'inciter tous les étudiants à voter en faveur de l'entente de principe lors des assemblées générales de cette semaine. *«À ce stade-ci, c'est la meilleure proposition qu'on a reçue, on est allé chercher le mieux qu'on pouvait aller chercher»*, a dit M. Bouchard. La FEUQ se donne une semaine pour faire la tournée des assemblées générales et informer les étudiants sur l'entente. *«Reste à voir comment les associations vont se comporter»*, a-t-il ajouté.

Sur l'entente intervenue vendredi, la FEUQ s'est dite par contre *«déçue»* des 33 millions manquants la première année pour arriver aux 103 millions demandés. *«Mais on pense malgré tout que c'est une excellente proposition»*, a tempéré Pier-André Bouchard.

Quant à la position de la CASSEE, qui rejette l'entente, le président de la FEUQ s'est contenté de souligner que *«c'est leur choix, pas le nôtre»*.

La FECQ attend le verdict des membres

Du côté de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui a négocié l'entente avec le ministre Jean-Marc Fournier aux côtés de la FEUQ, sa présidente, Julie Bouchard, s'est dite satisfaite de l'offre.

«Deux paramètres importants ont été respectés. D'une part, le montant; les 103 millions réinvestis, a-t-elle souligné. *D'autre part, l'endroit où l'argent sera réinvesti, c'est-à-dire dans la baisse du plafond de prêts et non pas dans une remise de dettes à la fin de la scolarité, qui reviendrait à des bourses "à la diplomation".»*

Mais la FECQ se défend bien d'inciter ses associations membres à voter d'un côté ou de l'autre. *«On respecte le fonctionnement de nos instances. On s'en remet donc aux assemblées générales, qui devront étudier le pour et le contre de l'offre»*, a déclaré Julie Bouchard.

«Ce qu'on espère, c'est que le plus d'étudiants possible puissent se prononcer sur la proposition du ministre Fournier», a-t-elle ajouté. Des 34 cégeps en grève, seulement 14 sont membres de la FECQ, soit quelque 45 000 étudiants collégiaux actuellement privés de cours.

Landry critique la gestion de la crise

Alors que le premier ministre Jean Charest s'est réjoui de l'entente de principe conclue vendredi, le chef de l'opposition péquiste Bernard Landry a critiqué avec virulence la façon dont le dossier a été géré par le gouvernement libéral.

«L'orgueil de Jean Charest, son entêtement et son manque de vision ont fait perdre 130 millions de dollars aux étudiants déjà. Des milliers d'heures de cours et d'enseignement ont été perdus. Jean Charest doit avoir cela sur la conscience», a-t-il déclaré.

Bernard Landry a salué le courage des étudiants qui ont persisté dans leur combat, pour finalement venir à bout du gouvernement. Il a aussi rappelé que le Parti québécois donnait raison aux étudiants, en leur laissant le choix des moyens d'action.

Selon lui, l'image de ce gouvernement sera entachée par la crise, et laissera dans la conscience de la jeunesse québécoise, *«l'exemple d'une mauvaise décision et d'un entêtement qui a duré un an»*.

Le Devoir

La Presse, 4 [illegible] 2005

Le gel des idées

KATIA GAGNON
kgagnon@lapresse.ca

Tout ça pour ça. C'est la réaction obligée devant cette entente, conclue à l'arraché entre les étudiants et le ministre de l'Éducation, après plus d'un mois de grève étudiante. Tout ce branle-bas de combat, pour quoi ? Pour 160 petits millions d'économies sur cinq ans. À court terme, cependant, cette entente permet de dénouer le conflit sans qu'aucun protagoniste y perde la face. Les seules perdantes ? Les universités québécoises, que cet affrontement vient de figer pour des années dans un gel des idées.

Ce sont finalement des organismes fédéraux qui seront venus sauver Jean-Marc Fournier. La Fondation des bourses du millénaire et le Régime canadien des prêts aux étudiants verseront 140 millions de plus en cinq ans au Québec. Les fameux 103 millions seront donc réinvestis en bourses dès 2006-2007. Et Jean-Marc Fournier, lui, n'allonge pas un sou de plus.

Les seules perdantes ? Les universités québécoises.

Faute de moyens au gouvernement québécois, il est évident que ce sont les étudiants qui devront, tôt ou tard, mettre la main à leur poche. Comment conjuguer cet impératif et la nécessité de maintenir une grande accessibilité à l'université pour toutes les classes sociales ? Voilà une question qui mérite d'être débattue sous toutes ses coutures. Il est loin d'être évident que le gel des droits est la seule réponse admissible. Au nom de quel principe les étudiants qui ont les moyens ne pourraient-ils pas financer davantage les universités ? Serait-il pensable, dans un contexte de hausse des droits, de rendre le régime d'aide financière québécois encore plus généreux et de l'assortir d'un vrai programme de remboursement proportionnel au revenu ?

Malheureusement, la grève étudiante qui s'achève a placé toutes ces questions à l'*Index ad vitam aeternam*.

C'était là une mesure progressiste doublée d'un encouragement à la réussite.

Mais dans la tourmente de l'affrontement, tout cela s'est perdu. Parce que les étudiants ne voulaient qu'une chose : le statu quo. Les mêmes droits de scolarité, le même système de plafond de prêt. Or, la question de fond demeure : qui va donner aux universités le demi-milliard dont elles ont besoin annuellement pour rester dans la course au plan mondial ? La grève étudiante a désormais figé les éléments de réponse pour des années, sans même qu'on ait eu l'occasion d'en débattre. Car après avoir vu les milliers d'étudiants défiler dans la rue pour 103 millions, quel gouvernement se risquera à une vraie réforme du financement des universités ?

Il faudrait pourtant, de toute urgence, s'y attaquer. En Ontario, l'ex-premier ministre néo-démocrate, Bob Rae, recommande à sa province d'investir un milliard et demi en trois ans dans les universités. Or, les établissements québécois accusent déjà un retard de plus de 400 millions sur leurs consœurs du reste du Canada. Et plus on attend, plus ce sous-financement fera de nos universités des établissements de seconde zone.

Le Devoir, 4 mars 2005

Une génération politique est née

RENAUD PLANTE
Étudiant, Science politique, Université du Québec à Montréal

Les événements défilent à un rythme démentiel. Nous assistons, spectateurs ou acteurs, à une période qui tiendra lieu de *landmark* dans le paysage politique et historique québécois. Le tout, évidemment, bien trop rapidement pour que nous puissions être en mesure d'en évaluer les impacts. Reste que nous vivons, depuis quelques semaines, des moments qui seront au programme des cours d'histoire durant les prochaines décennies. C'est à la naissance d'une génération politique que nous sommes conviés.

L'icône de la génération politique au Québec est sans aucun doute celle de nos parents. La génération qui avait 20 ans en 1968. Ceux-là même qui ont été marxistes-léninistes, indépendantistes, sociaux-démocrates, souverainistes, souverainistes-associationistes, capitalistes, resociaux-démocrates et autres.

Cette génération est encore aujourd'hui, et sans doute avec raison, considérée comme la plus politisée du XX[e] siècle québécois. C'est d'eux que sont issus nos chroniqueurs journalistiques, nos analystes politiques, nos professeurs, nos modèles. Ils forment notre élite intellectuelle et n'avaient, jusqu'ici, rien à craindre de la relève.

Ce n'est certainement pas la génération des 35-45, la génération X, qui allait sonner le glas de leur règne. Cette frange de la population, en réaction totale face à leurs prédécesseurs, s'est fait un point d'honneur d'évacuer de son horizon tous les héritages possibles des boomers. Ceux-là même qui se réfugient sur les ondes de CHOI ont abdiqué la pensée critique et le raisonnement politique, prenant la gent politique comme responsable de toutes les calamités dont elle a été victime.

Nous prenons le plancher

Un souffle nouveau émerge. Un virage majeur vient de survenir au Québec, et cela, dans un intervalle incroyablement court.

Les jeunes adultes d'aujourd'hui viennent de prendre le plancher et ils n'entendent pas se laisser marcher sur les pieds. Après avoir été depuis dix ans une génération politisée, elle vient d'éclore en une génération politique. Aujourd'hui, en 2005, les étudiants québécois reprennent leur rôle d'acteurs politiques au niveau national, au niveau du Québec.

Deux éléments viennent expliquer ce fait. Le recentrage de l'altermondialisme primaire vers des intérêts nationaux et la conscientisation au politique sont les causes principales qui expliquent que des centaines de milliers d'étudiants retrouvent une conscience nationale jadis perdue.

Depuis le référendum de 1995, rares étaient les moins de 30 ans captivés par la politique québécoise. Avec le courant de mondialisation des années 80 et le commencement de la dissidence envers cette façon de voir le monde, la junte politisée québécoise s'est réfugiée dans l'international au cours des dix dernières années. Les nationalismes étaient démodés, archaïques et rétrogrades, l'ouverture au monde, le regard tourné vers l'autre et la pensée altermondialiste sinon antimondialiste étaient à la mode. Un total désintéressement de la politique nationale s'est opéré auprès de cette partie de la population, et le terrain politique est resté vacant.

Le retour du national

La grève étudiante marque un retournement de situation. Elle bat le rappel des troupes à domicile. Il y a péril en la demeure et il est grand temps de s'en occuper. Avec la mobilisation inégalée des dernières semaines au Québec, l'attention des étudiants s'est portée, chose rare depuis plusieurs années, vers l'intérêt national québécois.

Au cours du dernier mois, des centaines des milliers d'étudiants ont décidé de faire la grève pour défendre un idéal de société. Ils ont choisi de sacrifier une partie sinon la totalité de leur session à la défense d'un modèle de société, le modèle québécois. Sans pour autant être nationalistes, c'est pour défendre la particularité québécoise qu'ils se sont mobilisés.

Cet état de fait pourrait avoir bien des répercussions à long terme. Loin de s'arrêter à la seule rétrocession des 103 millions de dollars, ce mouvement aura jeté les bases de la société politique que sera le Québec des prochaines années. En ramenant l'attention de la jeunesse vers des intérêts nationaux et en politisant une partie de la population jusque-là complètement étrangère à cette sphère, c'est une conscience nationale que le gouvernement vient de créer.

L'ironie du sort veut que ce soit un gouvernement fédéraliste qui ait stigmatisé l'attention de la jeunesse vers la scène politique québécoise et qu'il l'ait fait monter aux barricades pour défendre l'intérêt national. Bob Rae, ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario et président du conseil d'administration du Conseil de l'unité canadienne vient d'ailleurs de sonner l'alarme. Selon lui, le gouvernement Charest pourrait bien être l'élément gagnant d'un futur référendum sur la souveraineté. Nul doute que l'option souverainiste québécoise se sera trouvé de nouveaux adeptes durant cette grève.

Nos parents nous ont parlé de leur 1968; nous pouvons maintenant parler de notre 2005. Ils nous ont entretenus sur leur défaite de 1980, nous pourrions bien leur parler de notre victoire de 2009.

Les étudiants sont partagés sur la poursuite de la grève

MARIE ALLARD

La grève des étudiants n'est pas terminée : hier, la moitié des associations se sont prononcées contre la dernière offre de Québec et Ottawa, qui prévoit un réinvestissement d'ici cinq ans de 428 des 515 millions supprimés dans les bourses. Le vote, qui se poursuit aujourd'hui et demain, est partagé entre les partisans du compromis et ceux qui tiennent à ce que le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, retourne au statu quo.

Dans les cégeps, 11 ont voté pour la poursuite de la grève, 11 ont choisi de retourner en classe et 14 se prononceront plus tard cette semaine.

À l'université, les résultats diffèrent d'un endroit à l'autre.

Proposition largement acceptée à l'Université de Montréal

À l'Université de Montréal, la proposition a été largement acceptée (19 associations en faveur et 10 contre), mais à l'UQAM, les deux associations consultées hier (sciences humaines et science politique et droit) l'ont rejetée.

›Voir GRÈVE en page A18

Les étudiants sont partagés sur la poursuite de la grève

GRÈVE

suite de la page A1

« Même les cégeps qui ont plus de poids sur les épaules parce qu'ils ont lancé la grève, comme Maisonneuve, Rosemont et Vieux Montréal, n'ont pas cédé aux menaces et ont voté pour la poursuite de la grève, a dit Héloïse Moysan-Lapointe, porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale élargie (CASSEE), qui n'a pas participé aux pourparlers. Ça envoie un message clair au gouvernement et aux fédérations : cette offre ne passe pas. »

Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), a admis que l'entente négociée n'est pas parfaite. « Nous avons fait le deuil des 103 millions qui ont été coupés cette année, a-t-il dit. C'est clair aussi que nous n'avons que 70 millions l'an prochain et là-dessus nous sommes déçus. Mais un étudiant qui reçoit cette année 580 $ en bourse et 4400 $ en prêt aura droit, dès l'an prochain, à 2000 $ en bourse et 3000 $ en prêt. C'est 1400 $ de plus en bourse. »

Julie Bouchard, de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), n'a quant à elle pas souhaité commenter avant la fin du vote de ses membres.

Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps, s'est inquiété du fait que six cégeps en grève depuis plus de trois semaines ont choisi de poursuivre la grève. « Ça rend la situation de plus en plus difficile », a-t-il indiqué. Leur trimestre d'hiver devra soit se poursuivre au-delà du 15 juin, ce qui entraîne des coûts supplémentaires, ou encore être repris en août. Et cela ne tient même pas compte du fait que les deux tiers des professeurs de cégeps, qui sont affiliés à la Fédération nationale des enseignants (FNEEQ), feront à leur tour une demi-journée de grève demain.

Journée mouvementée

La journée a encore une fois été mouvementée hier, puisque dès 8 h, cinq étudiants se sont barricadés dans les locaux de la FEUQ. Selon Pier-André Bouchard, ces contestataires s'étaient fait passer pour des agents de Purolator. La police a dû forcer la porte pour déloger les trois hommes et deux femmes, qui ont été accusés de méfait, de complot, d'entrée par effraction, de voies de fait sur une employée de la FEUQ et de port de déguisement illégal. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a précisé qu'ils portaient des cagoules, considérées comme un déguisement.

Vers midi, les coups d'éclat ont cédé la place aux longues assemblées générales. À l'UQAM, les étudiants de sciences humaines étaient si nombreux qu'un local attenant à l'auditorium Marie-Gérin-Lajoie a dû être employé.

L'association de science politique et de droit a quant à elle rempli un grand gymnase, où chacun a pu faire valoir son point de vue. « C'est clair que l'offre ne répond pas à nos attentes, mais je pense que l'opinion publique va *switcher* en notre défaveur bientôt », a fait valoir Geneviève Baril, étudiante. Au contraire, d'autres se sont relayés aux micros pour dire qu'il fallait poursuivre la lutte, position adoptée par la majorité de ces deux associations.

En fin d'après-midi, un nombre plus important d'étudiants sont de nouveau entrés dans les locaux de la FEUQ, mais ils ont quitté les lieux rapidement. Ils ont ensuite manifesté rue Sainte-Catherine, qui a été fermée à la circulation jusqu'en début de soirée.

POUR-CONTRE

Ces étudiants retournent en classe

› 11 cégeps: Abitibi-Témiscamingue campus Amos, André-Laurendeau, Bois-de-Boulogne, Granby, Limoilou campus Charlesbourg, Jonquière, Outaouais, Shawinigan, Terrebonne, Thetford, Victoriaville
› Université de Montréal (UdeM): 19 associations
› Université Laval: deux associations
› Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR): tous les étudiants

Ces étudiants poursuivent la grève

› 11 cégeps: Charlevoix, Drummondville, Limoilou campus de Québec, Maisonneuve, Marie-Victorin, Rosemont, St-Félicien, St-Jean-sur-Richelieu, St-Hyacinthe, Ste-Foy, Vieux Montréal
› UQAM: deux associations
› UdeM: 10 associations
› Université Laval: cinq associations
› Université du Québec à Chicoutimi (UQAC): tous les étudiants

La Presse, Samedi, p. A1 et A18

La Presse, Samedi, p. A25

Maintenant, le dégel

Les étudiants ont dépensé tout leur potentiel mobilisateur pour revendiquer les fameux 103 millions

MATHIEU LABERGE
L'auteur est diplômé en science économique à l'Université de Montréal et candidat à la maîtrise en économie à l'Université de Nottingham (Royaume-Uni). Il a été vice-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) en 1999-2000.

Les étudiants et le ministre de l'Éducation ont finalement trouvé une solution de compromis au conflit des 103 millions $. Ce faisant, l'un et l'autre ont favorisé un dénouement à court terme, en dépit de l'occasion qu'ils avaient de commencer à implanter des solutions durables au problème de sous financement chronique de l'Éducation. Malgré les apparences, à moyen terme, c'est le gouvernement qui pourrait sortir grand gagnant de cette épreuve de force.

Très rapidement après son annonce, la mesure visant à convertir 103 millions $ de bourses en prêts avait fait l'unanimité contre le gouvernement Charest. Cette décision faisait porter le fardeau du financement de l'éducation post-secondaire par les étudiants les plus démunis. La solution visant un retour à la situation initiale est donc équitable et soulage les étudiants les moins nantis. Cependant, l'abandon du programme de remise de dette, qui était inclus dans la proposition initiale du ministre Fournier, est hautement décevant. La remise de dette atteignait effectivement le double objectif d'atténuer le fardeau des étudiants, tout en les incitant à s'impliquer activement dans la réussite de leurs études. En encourageant la diplomation dans un temps adéquat et en soulageant le fardeau financier des étudiants, la remise de dette ne faisait que des gagnants. En abandonnant ce programme, les deux parties ont clairement démontré leur manque de volonté à s'attaquer en profondeur aux problèmes de l'éducation post-secondaire.

Il ne faut donc pas se faire d'illusion ; cette voie de sortie ne résout que la grève et rien d'autre, malgré le contexte favorable à une remise en question plus globale du financement de l'éducation. Ce statu quo permet aux étudiants et au ministre de l'Éducation de sauver la face à peu de frais, aux dépends du développement des réseaux d'enseignement collégial et universitaire. C'est essentiellement un retour à la case départ de la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités.

L'échéance des prochaines élections

La solution au financement de l'éducation est le dégel des droits de scolarité assorti d'une aide financière aux étudiants mieux ciblée pour aider les plus démunis. Faute d'avoir saisi au vol l'opportunité que représentait le conflit des 103 millions $ pour commencer à y travailler, l'échéance suivante est donc la prochaine élection provinciale. Reste à voir si les étudiants auront alors la capacité de s'organiser de façon crédible. Rien n'est moins sûr. Ayant dépensé leur potentiel mobilisateur pour revendiquer un montant relativement modeste d'aide financière, les étudiants risquent maintenant de voir le dégel leur être imposé. Dans l'immédiat, les étudiants auront gagné 103 millions $ par année, mais à moyen terme le gouvernement sera le grand gagnant du conflit ; le PLQ étant naturellement enclin à favoriser le dégel des droits de scolarité.

Une telle issue est désirable, puisque c'est la seule qui permettra d'établir une politique publique équitable envers les étudiants les plus démunis tout en permettant aux institutions d'enseignement post-secondaire de se développer pleinement. On sait d'ores et déjà que ce n'est pas Bernard Landry, tenu serré par les radicaux du PQ qui lui imposent la ligne dure en matière de « social-démocratie », qui aura le cran de proposer le dégel des droits de scolarité rendu nécessaire par plus de dix ans de gel. Le seul espoir qui demeure pour les intervenants du milieu de l'éducation post-secondaire est donc celui que cette concession du gouvernement libéral fasse partie d'une stratégie bien orchestrée visant à lui regagner la faveur populaire avant la prochaine échéance électorale. On peut toujours rêver...

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Jean-Marc Fournier

La Presse, Samedi, p. A25

Une entente critiquée

e désire commenter l'entente entre le mi-istre Fournier et les étudiants. Ce sont ces erniers, qui ont fait le sacrifice de leur ses-ion d'une manière ou d'une autre, qui se retrouvent les plus pénalisés par l'entente uisque, pour 2004-2005, il n'y a rien de hangé. Ces étudiants ne récupéreront pas s bourses perdues. Quelle merde ce gou-vernement ! J'ai 58 ans et je travaille auprès es jeunes. Je suis écoeurée des discours ébiles que j'entends sur les jeunes d'au-ourd'hui. Il faut cesser de généraliser, tous e sont pas des paumés, loin de là. Dans on cégep, la majorité des jeunes sont vail-nts et courageux ; plusieurs travaillent 25 eures par semaine tout en poursuivant des udes exigeant de nombreux travaux. Plus u tiers doivent subvenir seuls à leurs be-ns et ont donc vraiment besoin des prêts bourses.

uise Quesnel
ollège Lionel-Groulx

ivement les cours

ut ce que je souhaite, c'est de retourner ur les bancs d'école car je ne veux pas que session soit compromise par cette grève. suis étudiante en soins infirmiers et au ix que nos sessions nous coûtent, je n'ai les moyens de recommencer. Enfin, il y de l'espoir dans l'air...

abelle Giasson

éçu du mot d'ordre

uis étudiant en histoire à l'UQAM. Je is très déçu du mot d'ordre d'accepter les es du gouvernement. Premièrement, on n'a pas eu ce que l'on voulait pour cette année ; de plus, pour ce qui est du retour, qu'est-ce qui nous permet de croire que le gouvernement tiendra parole. Il ne l'a pas tenue cette année. De plus, les chances qu'il soit encore au pouvoir sont presque nulles.

Richard Couture

Un recul à pas de souris

Le règlement de la crise des prêts et bourses qui est survenu samedi entre les étudiants et le gouvernement Charest est certainement la tournure des événements la plus décevante qu'on pouvait espérer pour un mouvement d'une si grande envergure. Une fois de plus, notre société nous montre que, plutôt que d'aller de l'avant dans les dossiers sociaux, elle se contente de ne pas trop aller vers l'arrière. Un petit recul. Rien de trop gros, qu'on nous assure. Ça paraîtra même pas. Ou presque. Des petits carrés rouges bien pâles. Rosâtres, même.

Guillaume Corbeil
étudiant à la maîtrise à l'UQÀM

Fournier est mort de rire

Peut-on reprocher à la FEUQ et la FECQ de n'avoir voulu exiger plus que ce qu'on lui a retiré ? La question reste pendante, toutefois les règles de la négociation restent bêtement les mêmes : si tu pars à zéro et que la partie adverse part dans le négatif, le résultat de la négociation sera certainement en bas de zéro. C'est exactement ce qui arrive avec cette proposition d'acceptation. Les associations qui ont négocié ce projet de règlement laissent le gouvernement québécois dans l'allégresse et voici pourquoi : devant la plus grande mobilisation du mouvement étudiant de tous les temps au Québec, et un appui populaire sans précédent, les étudiants acceptent un règlement à rabais. M. Fournier est mort de rire, il ne remettra pas les 103 millions. Il marque un point. Les étudiants vont gratter à la porte du gouvernement fédéral qui justement vient de publier ses surplus de plus en plus indécents, le fédéral donne un peu. Le ministre Fournier se roule par terre, lui qui n'arrivait pas à arracher de l'argent du fédéral pour l'éducation, voici que les étudiants se laissent couper leur programme provincial et se tournent docilement pour réclamer de l'argent qui leur serait venu de toute façon. Je ne sais pas comment recevra cette proposition l'ensemble des étudiants, certes nous voulons tous que le conflit se règle mais la société québécoise est du côté des étudiants, les enjeux sont cruciaux et à long terme.

Michel Caisse
enseignant et étudiant

Tous des incompétents

Le gouvernement — et le ministre Fournier — ont agi de la même façon avec les étudiants qu'avec les employés de la Société des alcools, dans les dossiers de Kanesatake, du CHUM, de la Gaspésia, etc. Ils s'entêtent et ne sont jamais capables de rien régler et placent tout le monde dans des situations précaires. Ils sont déjà sur la voie de faire la même chose avec les profs et les fonctionnaires. Charest et son équipe sont tous des incompétents qui ne comprennent pas qu'il y a des gens qui souffrent quand ils laissent pourrir des situations. Ils sont assez fendants aussi pour nous faire croire que c'est grâce au fédéral si les étudiants vont avoir ce qu'ils réclament... à compter de 2006-2007.

Rita Murray
Québec

-e Devoir, Samedi, p. A3

Les étudiants sont divisés

Environ la moitié des associations qui se sont prononcées ont décidé de poursuivre la grève

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Les étudiants ont réagi de façon très mitigée à l'entente de principe survenue vendredi entre les fédérations étudiantes et le gouvernement.

Une douzaine d'associations étudiantes collégiales ont choisi de poursuivre la grève, alors que presque autant, soit 10 associations, ont plutôt opté pour un retour sur les bancs d'école. Du côté universitaire, les 9000 étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières ont mis fin à leur grève. C'est aussi le cas pour environ 8000 étudiants de l'Université de Montréal, soit la moitié de ceux qui tenaient des assemblées de grève aujourd'hui. Les facultés de sciences humaines ainsi que de sciences politiques et de droit de l'UQAM ont quant à elles reconduit hier leur grève, amorcée le 24 février.

«Il n'y a pas de tendance claire. C'est juste la première journée. Arrêter une grève ou la poursuivre, ce n'est jamais un processus clair», a déclaré le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard, qui avait recommandé l'adoption de l'entente. La Fédération collégiale, qui n'a pas donné de mot d'ordre à ses membres, s'est pour sa part abstenue de commenter les votes tenus aujourd'hui.

Au cabinet du ministre de l'Éducation, on juge aussi qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions. *«Ce n'est pas tout le monde qui a eu le temps de prendre connaissance de l'entente de principe, notamment avec le* [battage médiatique autour de la mort du] *pape»*, a fait valoir l'attaché de presse du ministre, Stéphane Gosselin.

L'accord de principe annoncé la fin de semaine prévoit le réinvestissement de 70 millions en 2005-2006 afin d'abaisser le plafond des prêts. L'année suivante, les étudiants recouvreront les fameux 103 millions. Des 482 millions réinvestis sur quatre ans, 40 proviennent de nouveaux fonds débloqués par la Fondation des bourses du millénaire et 100 du Programme canadien de prêts étudiants (PCPE).

Saccage à la FEUQ

Du côté de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), on se disait *«soulagé»* de voir la grève se poursuivre.

«On veut que le gouvernement revienne sur ses positions, s'engage à réinvestir en éducation et travaille avec nous pour établir un projet de société, dans une perspective de gratuité scolaire», a soutenu un porte-parole Mathieu Cousineau-De Garie.

L'amertume était palpable hier dans les rangs de la CASSEE, qui avait adopté une plate-forme plus large que celle des Fédérations étudiantes, réclamant notamment l'arrêt du processus de décentralisation des cégeps, un assouplissement des critères d'accès à l'aide financière ainsi qu'un débat sur la mission de l'université et l'accessibilité à l'éducation.

«Rien dans nos revendications n'a été accepté. Le petit dictateur de Pier-André Bouchard pense qu'il représente 180 000 étudiants. Nous sommes complètement récupérés par la FEUQ. Le vrai débat commence enfin. Les petits calcul comptables, j'en ai plein mon casque», s'est exclamée Louise-Caroline Bergeron lors de l'assemblée générale des étudiants de sciences humaines de l'UQAM.

Délaissant les bureaux gouvernementaux assiégés depuis cinq semaines, des étudiants se sont tournés vers ceux de la FEUQ pour manifester leur mécontentement. À 8h hier matin, cinq étudiants cagoulés sont entrés dans les locaux de la rue Sainte-Catherine, intimidant une employée et semant le désordre. Ils ont tous été arrêtés, et des accusations seront portées. Plus tard dans l'après-midi, une centaine d'étudiants sont revenus sur les lieux bloquer la rue Sainte-Catherine.

«Ils se trompent de cible. Si l'exécutif de la FEUQ avait 103 millions, on les donnerait. C'est le gouvernement qui décide», a déclaré calmement Pier-André Bouchard, de la FEUQ.

LA CASSEE a refusé de condamner ces actes de violence. *«On ne commencera pas à exercer une coercition sur les étudiants dans le mouvement»*, a affirmé M. Cousineau-De Garie.

Incompréhension

Le rôle joué par le fédéral, par l'entremise de la Fondation des bourses du millénaire et le PCPE, sème la confusion dans les assemblées générales. *«Il y a beaucoup de désinformation sur l'entente. Certains étudiants pensent que les 70 millions la première année, c'est juste les 70 millions transférés normalement par la Fondation des bourses du millénaires. D'autres croient que l'argent du programme canadien des prêts étudiants, aurait été là de toute manière»*, a constaté le président de la FEUQ.

Les fameux 100 millions du PCPE sont versés à Québec en vertu du droit de retrait avec pleine compensation, parce qu'il existe déjà au Québec un programme plus généreux que celui proposé par le fédéral. Québec était donc théoriquement libre de les utiliser à sa guise. *«Cela aurait pu servir à baisser les impôts ou prolonger l'autoroute 30»*, a illustré Pier-André Bouchard, qualifiant de *«porte de sortie»* la tactique du ministre de dire que tout l'argent neuf vient du fédéral.

L'attaché de presse du ministre reconnaît que ces 100 millions *«auraient dû aller au fonds consolidé. Cela aurait pu revenir à l'éducation, mais on sait très bien que dans les circonstances, cela aurait pu aller pour les routes, à n'importe quoi d'autre.»*

Les assemblées générales se poursuivront toute la semaine dans les cégeps et dans les universités pour décider de l'issue de la plus grosse grève de l'histoire du mouvement étudiant.

Le Devoir

Le Devoir Samedi, p. A6

Rentrée des classes

L'entente conclue entre le ministre Jean-Marc Fournier et deux des trois associations étudiantes ferait les délices des spécialistes de la résolution de conflits et de la psycho pop: une solution «gagnant-gagnant». On a bricolé un résultat, il tient la route, il faudra bien s'en contenter. Au contraire, poursuivre la guerre, c'est opter pour des lendemains qui déchantent, bien plus nuisibles au mouvement étudiant qu'au gouvernement.

Trouvez une solution, avait dit le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier aux étudiants mécontents après qu'il eut mis ses millions sur la table à la mi-mars. Il a finalement agréé la seule idée qui lui permettait de ne pas délier davantage les cordons de la bourse.

On pourra sourciller sur le fait que le fédéral ait été appelé à la rescousse dans un champ de compétence provinciale ou faire des gorges chaudes en constatant qu'une partie de cette manœuvre a été pilotée par les étudiants et réussie sans les mois de palabres que suscite habituellement la moindre négociation entre Québec et Ottawa.

On s'étonnera aussi que le ministre Fournier ait soutenu pendant quelques jours l'arrimage de son nouveau régime de prêts et bourses à l'obtention d'un diplôme. Une option ayant aussi vite disparu qu'elle était apparue, autre signe de l'improvisation qui tient maintenant lieu de politiques gouvernementales.

Josée Boileau

Mais le gouvernement n'a que faire de son image de navire sans gouvernail: il a obtenu une entente qui ne lui coûte pas un sou de plus que prévu et qui respecte *«la marge de manœuvre du gouvernement du Québec»* — entendre ici les sacro-saintes baisses d'impôt — comme s'en est réjoui M. Fournier. C'est tout ce qui compte. Et les étudiants pourront enfin rentrer en classe.

Rationnellement, c'est la seule option possible. Les crises sociales bénéficient rarement d'un tel appui populaire. Les étudiants ont pu tabler sur une quasi-unanimité derrière eux parce que leur cause était juste et parce qu'elle était claire. En dépit des prétentions de la CASSEE, à qui il faut par ailleurs reconnaître le mérite d'avoir été instigatrice du mouvement de grève, les Québécois ont retenu qu'il n'était pas question de changer la vie, mais de redresser un tort. La mission est accomplie, et il faut en prendre acte. C'est l'entente tacite que les étudiants ont prise en échange de tous les appuis qu'ils sont allés chercher.

On comprend toutefois que c'est un crève-cœur pour plusieurs: la victoire tient à un bricolage plutôt qu'à un revirement ministériel, qui dans les faits était inimaginable. D'ailleurs, des 140 millions qui proviendront du fédéral, 100 millions devaient de toute façon être versés au Québec. Les 40 millions de plus qu'ont dénichés les étudiants auprès de la Fondation des bourses du millénaire n'ont ajouté que du crémage sur un gâteau déjà cuit.

Et puis, les lendemains d'euphorie sont d'autant plus durs à vivre que la fête a été réussie. Or la réussite a été totale, non seulement en raison du nombre d'étudiants dans la rue, non seulement à cause de la solidarité vécue, mais parce que, comme l'exprimait bien hier un étudiant dans cette page, le Québec — les lignes au premier chef — a pris conscience qu'*«une génération politique est née»*.

Il serait bien que cette politisation serve à d'autre chose qu'à nourrir les divisions internes. Il y a d'autres causes qui ont besoin de renfort — les compressions à l'aide sociale par exemple — et des élections qui finiront bien par revenir. Rentrer en classe pour cette entente, ce n'est pas perdre son âme. C'est reconnaître au contraire que le mouvement étudiant, grâce à une formidable mobilisation qui ne s'est pas enlisée, l'a retrouvée.

jboileau@ledevoir.ca

L'éducation, notre affaire à tous

Je ne suis pas étudiant, mais je sympathisais avec la cause étudiante depuis le début du conflit, et ce, pour différentes raisons. La principale étant pour moi l'importance de l'accès «universel» à l'éducation pour tous les individus, issus de toutes classes sociales confondues. Ce conflit a de plus mis au jour l'importance de la lutte pacifiste contre toute oppression. On a enfin compris, du moins cette génération étudiante qu'on croyait apolitique et désordonnée voire même gâtée pourrie, que notre voix avait une force et qu'on ne nous en «passerait» pas une aussi facilement.

Mais à force de vous concentrer sur la spécificité, soit récupérer les fameux 103 millions de dollars, vous avez, à mon avis, perdu de vue la globalité. Vous avez perdu de vue que nous sommes un peuple en devenir et que, justement, cette génération d'étudiants sera l'élite de demain et que, pour que ce peuple advienne, il faut qu'on prenne en main nos institutions, notre langue (comme l'a démontré la décision de la Cour suprême sur la loi 101), notre culture, notre économie et notre éducation. Eh bien, à la suite de cette entente de principe, je comprends mal les représentants des fédérations étudiantes.

L'éducation au Québec, c'est NOTRE affaire à nous les Québécoises et Québécois. On a déjà eu maille à partir avec le fédéral lors de la création des bourses du millénaire, car il venait jouer dans nos plates-bandes. Mais voilà que vous l'accueillez en sauveur. Vous vous réjouissez de cette main tendue par la Fondation des bourses du millénaire. Mais que croyez-vous obtenir en créant ce précédant d'ingérence d'un organisme fédéral dans un domaine de compétence provinciale? Vous croyez vraiment qu'on va vous offrir 20 millions de dollars sans aucune exigence, sans droit de regard? Comme les sondages des derniers jours le démontraient, le reste de la population québécoise était même prête à refuser une baisse d'impôts pour rediriger ces sommes vers l'éducation.

Nous voulions envoyer un message clair à ce gouvernement, qu'on ne s'enrichit pas sur le dos des plus démunis de la société, que le droit d'accès universel à l'éducation est un moteur de société. Mais vous, qu'avez-vous fait? Vous vous êtes précipités sur ce beau «cadeau» et vous l'avez laissé entrer à l'intérieur de l'enceinte des compétences provinciales. Mais le plus ironique c'est que cet argent que le fédéral vous «offre», eh bien, il vient des poches des Québécoises et Québécois par l'entremise du déséquilibre fiscal fédéral-provincial. Je ne sympathise plus.

Matteo Gavazzi
Gatineau, avril 2005

Le Devoir, Samedi, p. B8

Les étudiants du Conservatoire toujours en grève

STÉPHANE BAILLARGEON

Les étudiants du Conservatoire d'art dramatique de Montréal ont rejeté hier les offres du gouvernement et ont voté quatre jours de grève supplémentaires.

«Nous sommes déçus par la proposition gouvernementale, explique Véronique Pascal, présidente de l'Association des étudiants, en entrevue au *Devoir. Nous voulons pousser la réflexion plus loin. Nous souhaitons par exemple enclencher des discussions sur les liens entre la culture et l'éducation.»*

La grève supplémentaire va durer jusqu'à jeudi matin. Les étudiants en théâtre vont organiser une activité «manifestive» demain, au métro Mont-Royal.

Le communiqué diffusé hier et signé au nom de la trentaine d'étudiants de l'institution affirme que le gouvernement libéral fait preuve de négligence envers l'éducation. *«Les politiciens, on commence à s'en rendre compte, aiment le profit vite fait,* dit le texte. *Le problème avec l'éducation, avec la culture, c'est que plusieurs années de patience sont nécessaires avant de récolter ce qu'on a semé.* [...] *Au point où nous en sommes, il est capital d'élargir le débat et de continuer à réfléchir collectivement au Québec de demain.* [...] *Nous faisons appel à la conscientisation, à la vigilance, à la mobilisation générale de la population et des artistes. Pour les générations futures, continuons à célébrer les vertus de la culture, de l'éducation, héritage précieux mis en péril par des dirigeants animés par l'appât du gain.»*

Le Devoir

p. A6

REPRISE

Métro, Savoir, p. 4 et 10

es étudiants votent

se prononcent sur l'entente de principe de Québec

RONDE DES assemblées udiantes pour se prononcur l'entente de principe tervenue avec le ministère Éducation a débuté hier, s plusieurs villes du ébec. De telles assemblées auront lieu ces jours-ci dans les cégeps et universités touchés par une grève de leurs étudiants.

L'entente de principe annoncée samedi prévoit l'injection de 70 M$ la première année dans le programme de prêts et bourses, puis 103 M$ pour les années subséquentes, soit la somme initialement revendiquée par les étudiants.

La Fédération étudiante universitaire (FEUQ) recommande à ses membres d'entériner cette entente, la Fédération étudiante collégiale (FECQ) s'abstient de faire une recommandation et laisse ses membres décider, alors que la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) en recommande le rejet.

Accusés de vandalisme

Par ailleurs, cinq étudiants devront répondre à de multiples accusations en raison de leur invasion des bureaux de la FEUQ, vers 8 h hier matin, à Montréal. P

OTE DES ÉTUDIANTS SUR L'OFFRE DE QUÉBEC

GRÈVE

sieurs cégeps ont rejeoffre et ont décidé de ursuivre la grève:

- ollège Marie-Victorin;
- égep de Rosemont;
- égep de Drummondville;
- égep de Saint-Félicien;
- égep du Vieux-Montréal;
- égep de Sainte-Foy;
- égep de Limoilou.

ÉCOLE

Les étudiants de sept cégeps ont décidé de retourner en classe:

- le cégep de Victoriaville;
- le collège de Shawinigan;
- le cégep de Thetford Mines;
- le cégep de Terrebonne;
- le collège Bois-de-Boulogne;
- le cégep de Granby;
- le cégep de l'Outaouais.

Voir plus loin que les 103 M$

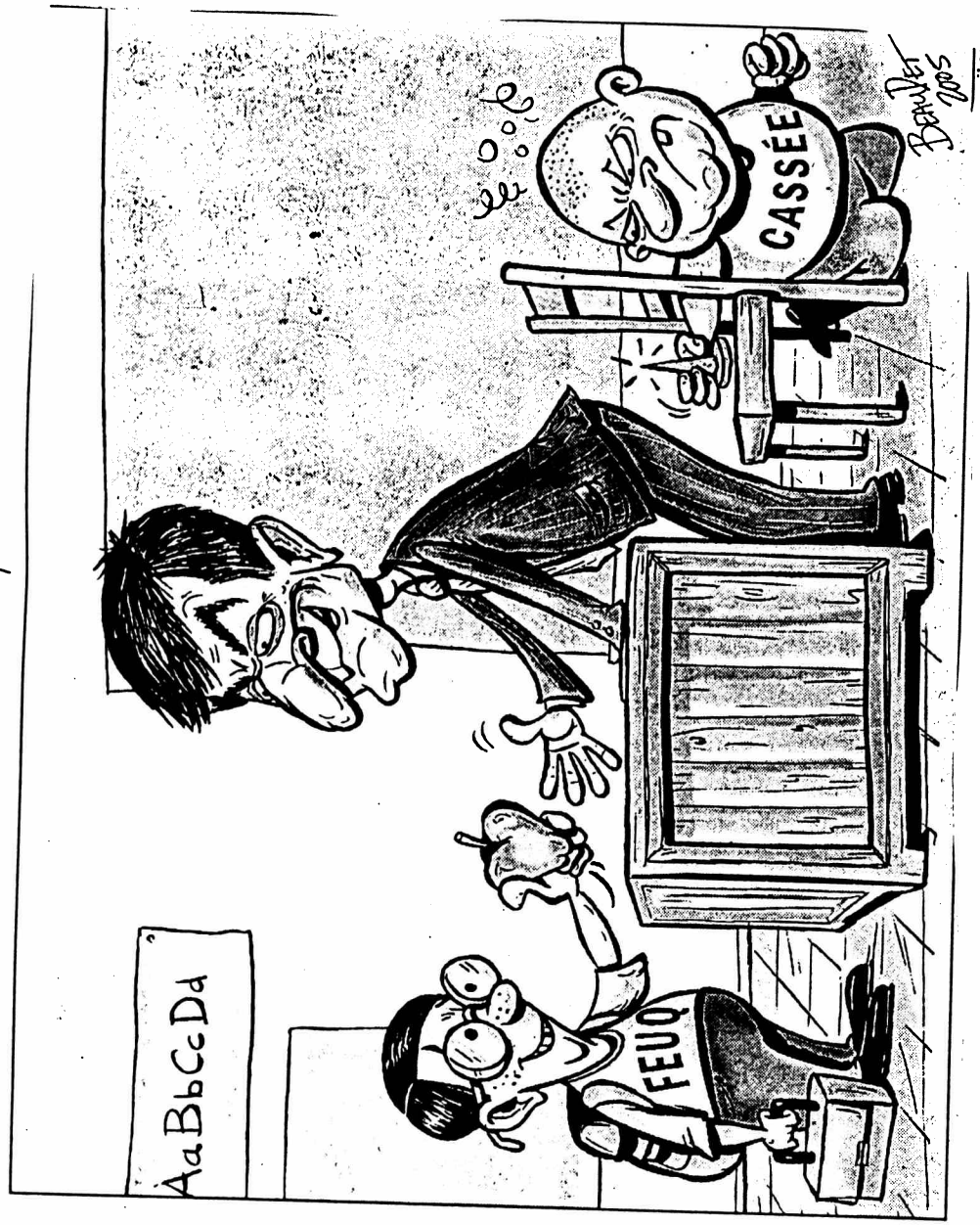
KIM ST-PIERRE
• Communications, UQAM

Lorsqu'on me parle de notre grève, je le prends réellement personnel. Au-delà du 103 millions de dollars, il y a un réel débat: la défense d'un modèle de société, le modèle québécois. En écartant la CASSEE de la table des négociations, le gouvernement refuse les réels enjeux de la mobilisation monstre à laquelle assiste le Québec depuis plus d'un mois. Voilà pourquoi il nous propose aujourd'hui une entente qui n'a aucune vision d'avenir afin de dénouer l'impasse. Si le Parti libéral croit que les étudiants sont sortis dans la rue pour revenir à la case départ, c'est qu'il donne bien peu de crédibilité à un avenir québécois.

Les conditions dans lesquelles se retrouvent les étudiants depuis quelques années sont inquiétantes. D'abord, à tous les niveaux, réforme après réforme, le savoir se déforme. En dix ans, au primaire comme au secondaire, l'enseignement du français et des mathématiques a été revu si souvent que les parents ont peine à aider leurs enfants à faire leurs devoirs. On réduit de plus en plus le volet culturel de l'éducation, celui qui développe la réflexion, la critique, l'identité. Le cégep, cet excellent pilier du système d'éducation québécois, risque de perdre toute sa signification avec la logique des diplômés à rabais et de la taxe à l'échec. Sa décentralisation et son arrimage au marché devient une grave problématique. Quant aux universités, où les chargés de cours sont plus nombreux que les professeurs, où les bibliothèques sont de réels fouillis et où les formations deviennent de plus en plus techniques, le sens des mots « études », « connaissances » et « savoir » se dénature.

L'enseignement étant la pierre angulaire d'une nation inculque une identité aux futures générations. Voilà ce qui différencie les peuples. Jean Charest disait que les étudiants du Québec étaient les plus chanceux au monde en comparaison aux institutions d'Amérique du Nord. Ce qui se cache derrière cette affirmation, c'est qu'en dehors du Québec, on ne parle plus d'élitisme mais bien de concentration des richesses. Seuls les mieux nantis accèdent à l'éducation et au bout du compte, il n'y a pas de classe moyenne. Que des riches et des pauvres. Au Québec, on tient à cette classe sociale. On tient aux systèmes sociaux permettant une forme d'égalité. On tient au pouvoir de la population, à la démocratie. Je crois en un avenir du Québec fier et fort. Je refuse haut et fort que la grève se termine avec cette entente verbale entre le ministre Fournier et les représentants de la FECQ et de la FEUQ. Le débat est au-delà du 103 millions!

Journal de Montréal, Samedi, p. 11 et 20



La grève se poursuit dans certains cégeps

Malgré la récente entente de principe entre les associations étudiantes et le gouvernement, le retour en classe pourrait encore être retardé dans plusieurs cégeps et universités du Québec.

CAROLINE ROY

Plusieurs assemblées générales où les étudiants devaient se prononcer sur l'entente de principe ont eu lieu hier. Dans plus de la moitié des établissements, la poursuite de la grève a été choisie.

À Montréal, les cégeps du Vieux-Montréal, Rosemont, Marie-Victorin et Maisonneuve de même que la Faculté des sciences humaines de l'UQAM restent en grève.

À cause du pape

D'après Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre de l'Éducation, plusieurs étudiants n'ont pas encore pris connaissance de l'entente de principe.

«La mort du pape a nui à la diffusion du contenu de l'entente de principe. Ça va prendre deux ou trois jours encore pour la faire connaître», dit-il.

D'autres assemblées auront lieu aujourd'hui et demain dans les cégeps et universités touchés par une grève de leurs étudiants.

Retour en classe

Du côté du ministère de l'Éducation à Québec, on recommande aux cégeps de prolonger la session actuelle jusqu'au 15 juin et de la terminer, si nécessaire, après le 15 août.

La semaine de lecture de la mi-session pourrait même être annulée dans certains cégeps l'automne prochain, selon Stéphane Gosselin.

Rappelons que chaque jour de grève devant être repris après le 15 juin coûterait un million de dollars en salaires pour les cégeps concernés.

Casse à la FEUQ

Hier matin, des étudiants ont pénétré dans les bureaux de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Des bureaux ont été renversés, des ordinateurs aussi, et des documents ont été éparpillés. La FEUQ a précisé que les dommages étaient toutefois «minimes».

Le Service de police de la Ville de Montréal a procédé à cinq arrestations.

vol. xxv › no 13 › 6 avril 2005

montréal campus

LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL www.montrealcampus.uqam.ca

Baloo's
DÉBIT DE BOISSONS
403, Ontario Est
www.barbaloo.com

Pub Le Saint-Ciboire
1693 St-Denis
www.pub-saint-ciboire.com

PIZZÉDÉLIC
PIZZAS & PASTAS
1641 St Denis

LA GRÈVE...

VICTOIRE
DÉFAITE
CE N'EST QU'UN DÉBUT
TOUTES CES RÉPONSES

› CULTURE : L'ART-THÉRAPIE, UNE APPROCHE RECONNUE › P. 18
› SOCIÉTÉ : FORAGE PÉTROLIER DANS UNE RÉSERVE NATURELLE EN ALASKA › P. 13

Votre opticien aux portes de l'université
Spéciaux étudiant – 50 % sur toutes les montures
375, Ste-Catherine Est (coin St-Denis) – (514) 982-0775
OQAM

Montréal Campus, 6 avril, p. 3

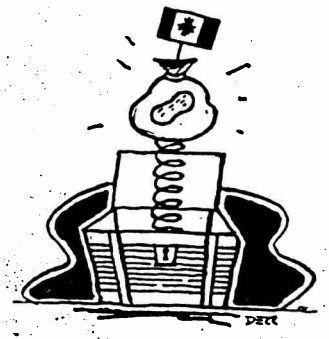
MOTS TABOUS

Retourner en classe, rester dans la rue

Au moment où paraîtra l'actuelle édition de *Montréal Campus*, la grève est probablement fort essoufflée. C'est le début de la fin. Cela signifiera que les étudiants ont accepté un cadeau déguisé, offert par le malicieux ministre Fournier. En espérant que le retour en classe ne correspondra pas avec un retrait de la rue.

CHARLES MESSIER
redacteur.campus@uqam.ca

En intégrant la Fondation des bourses du millénaire et le Programme canadien de prêts aux étudiants à la nouvelle proposition du ministère de l'Éducation, les étudiants ne retrouvent pas les sommes perdues en mars 2004. Québec permet ainsi à Ottawa de venir une fois de plus mettre le nez dans l'éducation, une compétence strictement provinciale, ce qui est inacceptable. La FEUQ et la FECQ, qui ont agi assez habilement depuis le début de la grève, ont finalement flanché vis-à-vis du guignol de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. L'entente à rabais conclue avec les fédérations démontre que la présence de la CASSÉÉ aurait été nécessaire aux négociations. Cela aurait permis de trouver un équilibre efficace entre les apathiques fédérations et la radicale coalition.



La FEUQ se réjouit des 40 millions de dollars de plus qui proviennent de la Fondation des bourses du millénaire, qui donne habituellement 70 millions chaque année, quand le gouvernement québécois investi suffisamment dans le régime des prêts et bourses (la Fondation a d'ailleurs retiré ce montant cette année à la suite des compressions de 103 millions). Il n'y a pas de quoi être fier; la Fédération lutte depuis la création de la Fondation, en 1998, pour que les sommes soient ainsi ajoutées. Ces montants auraient donc dû s'additionner à la remise des 103 millions du gouvernements: pas en faire partie.

En faisant abstraction de la perte de 103 millions en 2004-2005 et de 33 millions en 2005-2006 (ce qui constitue des sommes énormes), la dernière proposition donne l'impression que le gouvernement a réparé son erreur, et que dès l'automne 2006 tout sera comme avant. Or, les étudiants québécois doivent avoir une vision plus globale du système d'éducation. Il est nécessaire qu'ils soient conscients que l'argent venu d'Ottawa était déjà destiné à l'éducation postsecondaire, dont le Québec, en bénéficiant des nouvelles sommes, prive d'autres étudiants canadiens. Rappelons que la grève s'est faite pour ravoir les 103 millions que le gouvernement PROVINCIAL a *coupé* dans le régime d'Aide financière.

Si la FEUQ et la FECQ ont eu un aussi grand pouvoir de négociation, c'est qu'ils ne faisaient pas cavalier seul; tout le mouvement amorcé par la CASSÉÉ a joué un rôle déterminant. Les fédérations devraient jouer un rôle semblable dans le reste du Canada, et pourquoi pas dans le monde? À l'heure de la mondialisation, il est plus que jamais nécessaire d'avoir une vision globale et altermondialiste. La FEUQ et la FECQ ne l'ont visiblement pas, préférant défendre leurs intérêts, nonobstant leurs compatriotes outre-Québec.

Les fédérations auraient seulement pu être applaudies si elles avaient fait reculer le gouvernement Charest par rapport aux baisses d'impôts, et ce, afin de réparer l'erreur commise avec la réforme. Au contraire, le ministère de l'Éducation n'offre absolument rien de nouveau depuis la proposition du 15 mars. La seule différence, depuis, c'est l'implication d'Ottawa, qui aurait dû se faire depuis 1998.

Au moment d'écrire ces lignes, la fin de la grève est imminente. À la dernière assemblée générale d'arts, lettres, langues, communications (AFELLC), certains proposaient l'arrêt de la grève tout en continuant les moyens de pression sur le gouvernement. La grève devrait continuer, mais, ceux qui voteront contre sa reconduction devront continuer de montrer leur mécontentement. Ils doivent arborer le carré rouge, manifester dans les rues, dessiner des carrés rouges sur les billets de cinq dollars, bref démontrer au gouvernement et à toute la population que l'éducation doit redevenir une priorité nationale.

Maintenant que le gouvernement a l'impression d'avoir généreusement attribué plus de 300 millions, il sera peut-être tenté de passer outre sa promesse et dégeler les frais de scolarité. Étant donné la médiocrité de sa dernière proposition, ce scénario pourrait être catastrophique pour beaucoup d'étudiant; pire que la conversion des bourses en prêts. Les associations étudiantes doivent donc profiter du momentum des dernières semaines pour renforcer leur organisation afin de se préparer à une nouvelle grève cet automne si le gouvernement a le culot de ne pas tenir sa promesse.

Le règlement du conflit ne signifie pas que le gouvernement a résolu la crise sociale québécoise, comme l'affirment certains. Au contraire, le Québec sera en crise tant et aussi longtemps que le gouvernement le plus incompétent depuis Jean-Jacques Bertrand sera au pouvoir, tant que Jean Charest n'aura pas donné sa démission et qu'il ne se retirera pas à jamais dans ses appartements westmountais.

GRÈVE GÉNÉRALE

Après cinq semaines, la grève marque son caractère illimitée

Alors que des milliers d'étudiants sont en grève depuis plus d'un mois, les partisans d'un retour en classe se font de plus en plus nombreux. D'autres veulent continuer la lutte et provoquer un débat de société plus large que celui des 103 millions.

MARIE-FRANCE-LOU LEMAY

Manifestations, *sit-in*, *study-in*, spectacles, occupations, les étudiant ne manquent pas d'idées pour se faire voir. Après plus d'un mois de grève et un dialogue de sourds par médias interposés, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier et les représentants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Julie Bouchard et Pier-André Bouchard, sont arrivés à un compromis.

La date fatidique du 1er avril les a obligés à s'asseoir ensemble et à trouver une entente pour hâter la fin de la grève. Pour plusieurs cégeps, les jours de grève passés cette date devront être repris après le 15 juin. Il en coûtera alors 100 000 dollars par jour au gouvernement pour un collège de taille moyenne.

L'entente de principe conclue entre le ministre et les fédérations stipule que le gouvernement réinvestira, sur une période de cinq ans, 482 millions de dollars dans le régime des prêts et bourses. De ce montant, 140 millions proviennent des contributions fédérales de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire et du Programme canadien de prêts aux étudiants. Québec ne débourserait donc pas plus d'argent que ce que proposait le ministre Fournier dans son offre du 16 mars, qui avait été rejetée par les étudiants. Ces derniers ne récupéreraient pas cette année les 103 millions souhaités, mais les auraient pour l'année 2006-2007. Pour 2005-2006, le budget est de 70 millions. La FEUQ recommande aux assemblées générales de voter en faveur de l'entente. «Ça correspond à nos revendications. Notre mandat était d'aller chercher les 103 millions, de reconvertir les prêts en bourses et de baisser le plafond des prêts», explique Pier-André Bouchard. La FECQ présente aussi la proposition à ses membres mais sans recommandation particulière.

Au moment de mettre sous presse, plusieurs associations membres des fédérations avaient toutefois rejeté l'offre et reconduit la grève. Des membres de la FEUQ insatisfaits ont même occupé les locaux de leur fédération, avant d'être arrêtés par la police. Une manifestation de membres de la FEUQ et de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉÉ) a aussi eu lieu pour dénoncer l'entente de principe, au son de slogans tels que «Bouchard, si tu savais, ton entente où on se la met.» Pour la CASSÉÉ, l'entente est inacceptable. «La contribution du fédéral était de l'argent déjà prévu comme investissement dans l'éducation, déplore la porte-parole de la CASSÉÉ, Héloïse Moysan-Lapointe. En plus, pas un mot sur le réseau collégial.» Selon elle, les fédérations auraient pu obtenir davantage, «si elles n'avaient pas seulement axé leur campagne sur les 103 millions et négocié dans l'immuabilité du budget.» La FEUQ avoue ne pas être totalement satisfaite. «C'est sûr qu'on est déçu des 33 millions que nous n'aurons pas l'an prochain, mais dans le contexte, c'était la meilleure entente qu'on pouvait aller chercher», souligne Pier-André Bouchard.

L'entente de la FEUQ et de la FECQ avec le ministre sera présentée dans les assemblées générales. La CASSÉÉ invite les étudiants à rejeter l'offre. «S'ils ne l'acceptent pas, le débrayage va continuer. La CASSÉÉ, en soit, est un mouvement de grève important, croit Héloïse Moysan-Lapointe. Aussi, ce n'est pas dit que les assemblées générales de la FEUQ vont l'accepter.» Si les membres de la FEUQ refusent la plus récente proposition de Jean-Marc Fournier, la Fédération retournera à la table de négociation, a affirmé son président, Pier-André Bouchard, à la télévision de Radio-Canada lundi soir.

Avant l'entente

Toutes les facultés de l'UQAM, sauf celle de l'École des sciences de la gestion, débraient depuis plus d'un mois. À l'Université de Montréal, plusieurs associations ont choisi de maintenir la pression sur le gouvernement Charest. «L'atmosphère reste celle de la détermination», explique le secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, Pierre-Alain Benoît. La faculté de médecine a d'ailleurs renouvelé son mandat de grève pour une semaine. «Des étudiants voudraient arrêter, mais ça signifie en même temps l'arrêt du rapport de force qui s'est construit.» Cette motivation a surpris l'exécutif. «C'est au-delà de nos attentes. On croyait aller chercher des mandats de grève de 48 heures. On ne pensait pas avoir un mandat de grève générale illimitée.»

La mobilisation étudiante a atteint des sommets inégalés un peu partout. «Nous avons eu nos plus grosses assemblées générales, puisque l'enjeu est important», croit le président de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke, Jean-Patrick Brady. Cependant, malgré l'enthousiasme, des étudiants de la faculté de sciences humaines, en grève depuis le 24 février, se sont plaints d'avoir commencé à débrayer trop rapidement. «Certains croient qu'ils sont allés en grève trop tôt, mais en même temps, c'était bien, puisque ça a créé un effet d'entraînement.»

La lutte continue

Les batailles dans le secteur de l'éducation demeurent nombreuses, même si les Fédérations étudiantes et le ministre se sont entendus. «D'autres luttes sont à prévoir. Par exemple, des facettes de l'Aide financière aux études sont à revoir, comme l'indexation des dépenses et la contribution parentale. Le dégel des frais de scolarité s'en vient d'ici un ou deux ans. Dans les mouvements étudiants, on n'a pas l'habitude de s'asseoir sur nos lauriers», explique Pierre-Alain Benoît.

Les 103 millions réclamés sont devenus un symbole, mais, selon le coordonnateur général de l'Association facultaire des étudiantes en lettres, langues et communications de l'UQAM (AFELLC), Joël Nadeau, le mouvement de grève devrait permettre d'autres revendications. «On se concentre beaucoup trop sur un débat de chiffres, tandis que c'est plus un débat de valeurs sociales.»

La CASSÉÉ croit avoir provoqué une discussion dans la population. «On peut constater que même si on n'est pas aux négociations, on a réussi à amener un débat de société plus large. On a ébranlé le vent néolibéral. Pas seulement nous, mais avec l'ensemble des mouvements sociaux qui agissent depuis l'élection de Jean Charest», explique Héloïse Moysan-Lapointe. Selon la FEUQ, la grève a montré à la population québécoise la grande conscience sociale des jeunes. «Ça prouve que ma génération ne se regarde pas juste le nombril, comme certains disent. On ne peut pas dire qu'elle n'est pas politisée», remarque Pier-André Bouchard.

Le plus important mouvement étudiant au Québec sera bientôt chose du passé, mais ceux qui sont descendus dans les rues n'ont pas fini de se faire entendre. «La grève va cesser, mais le débat va continuer, les prochains gouvernements ont un boulet, car une nouvelle génération s'est levée», souligne Joël Nadeau. Les étudiants ont saisi la pertinence de se faire entendre. «Ce qu'on retient, c'est que même si seulement le quart des jeunes ont voté aux dernières élections, ça va changer, car ils ont vu qu'ils pouvaient avoir un impact», croit Pier-André Bouchard. ©

PHOTO ANTOINE BOULEAU

Le plus important mouvement étudiant au Québec sera bientôt chose du passé, mais ceux qui sont descendus dans les rues n'ont pas fini de se faire entendre.

Montréal Campus, 6 avril, p.6

Photo Antoine Bordeau

Rassemblement «manifestif»

Plus de 10 000 personnes, selon les organisateurs, ont envahi le parc La Fontaine, le 30 mars, pour souligner le premier anniversaire des compressions du gouvernement Charest dans l'Aide financière aux études. Des étudiants sont venus de partout au Québec pour assister à l'un des plus gros rassemblements de la plus importante grève de l'histoire du mouvement étudiant.

«Ce gouvernement est une erreur de la démocratie», a lancé le chanteur Paul Piché. La foule n'a pas tardé à manifester son enthousiasme. Des partisans de la CASSÉÉ ont scandé «la CASSÉÉ aux négos» et plusieurs artistes ont déploré l'absence du groupe le plus radical dans les pourparlers avec le ministre. «Il faut refuser de négocier tant que les interlocuteurs ne sont pas tous invités à la table des négociations», a lancé le chanteur Thomas Jensen, accompagné de ses Faux-Monnayeurs.

Le moment le plus fort est survenu lorsque Loco Locass a entamé le populaire hymne *Libérez-nous des libéraux*. Le groupe a rappelé l'importance de garder l'opinion publique du côté des étudiants et ne pas faire de casse, ce qui a provoqué le mécontentement d'une partie de la foule.

La manifestation était organisée par la FEUQ et la FECQ, mais aucun des deux présidents n'a pris la parole durant le spectacle. Plusieurs regroupements sociaux, dont Option citoyenne, l'Union des forces progressistes, le Syndicat des professeurs de l'UQAM et la Fédération des enseignants et enseignantes du Québec s'étaient déplacés pour l'occasion.

Marie-France-Lou Lemay

Photo David Sanchez

La CASSÉÉ à Québec

La Vieille Capitale, habituée à la douce nonchalance des fonctionnaires provinciaux, a eu droit à une après-midi colorée le 24 mars dernier. La manifestation, organisée par la CASSÉÉ, s'est déroulée dans la bonne humeur, en plus d'attirer des milliers d'étudiants (entre 10 000 et 15 000).

La marche a été ponctuée d'un arrêt devant la Banque Nationale, une entreprise dénoncée par les membres de la CASSÉÉ. Ils accusent en effet les grandes institutions financières d'être complices de l'évasion fiscale qui se pratique au Canada. Si l'État arrivait à récupérer cet argent, la gratuité scolaire serait possible, selon eux. La somme de capitaux canadiens envoyés vers des destinations soleil avoisine les 88 milliards de dollars, selon Satistiques Canada.

La foule estudiantine, qui déambulait sous le chaud soleil printanier, provenait de plusieurs villes du Québec. Une quinzaine d'autobus ont été nolisées pour les seuls manifestants de l'UQAM. Les passants applaudissaient souvent les étudiants en marche, alors que ceux-ci leur répondaient par des sourires et des pancartes bariolées de slogans tel «Ma mère m'appuie». Des affiches du film *La Chute*, où la tête d'Adolf Hitler a été remplacée par celle du premier ministre Jean Charest, ont été brandies par des dizaines de marcheurs. Les uqamiens avaient aussi apporté des centaines de carrés rouges qui ont été distribués parmi la foule. Sur le côté d'un cube géant de près de trois mètres de haut et de couleur écarlate, un slogan simple et direct: «La corde aux coûts».

Alexandre Shields

Pauvres, mais unis

«Coupez les abris fiscaux, pas les assistés sociaux», scandaient les manifestants rassemblés le 31 mars à l'appel de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉÉ). La marche visait à dénoncer les compressions de 150 millions dans le programme d'aide sociale en plus de la réforme de l'Aide financière aux études. Pour Jacques Brochu, de l'Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain, ces compressions sont injustes. «Les libéraux préparent une baisse d'impôt sur le dos des plus démunis, de ceux qui n'ont pas le moyen de se défendre.»

Gabriel Béland

Photo Davis Sakaki

Quinze écoles secondaires débrayent

Les élèves d'une quinzaine d'écoles secondaires de l'île de Montréal ont fait la grève et manifesté dans les rues de la métropole, le 31 mars dernier, afin de joindre leur voix au mouvement de protestation contre la réforme du régime de prêts et bourses.

«Nous sommes là pour dire à la population et au gouvernement que ce ne sont pas uniquement les étudiants qui sont actuellement au cégep et à l'université qui vont souffrir des compressions de 103 millions dans les prêts et bourses. Bientôt, nous serons au cégep et à l'université et nous devrons faire *face au* problème de l'endettement», affirme la porte-parole du regroupement des écoles qui ont débrayé et présidente du comité de grève de l'École internationale de Montréal, Geneviève Bois. Des problèmes en éducation, il y en a de la maternelle jusqu'à l'université! Le gouvernement a beau dire que l'éducation est sa deuxième priorité, on ne le croit pas», poursuit-elle.

La manifestation, qui a rassemblé plus de 3000 étudiants en provenance principalement de l'est de la ville, s'est déroulée dans une ambiance de fête. Aucun incident n'a été rapporté.

Outre le réinvestissement des 103 millions, le regroupement d'élèves revendique le droit de mettre sur pied des associations étudiantes indépendantes, afin de mener des assemblées générales sans avoir à en demander la permission à leur direction d'école. Ils demandent également l'arrêt du financement par l'État des écoles privées et un enseignement de qualité dans les écoles publiques.

Daphné Cameron

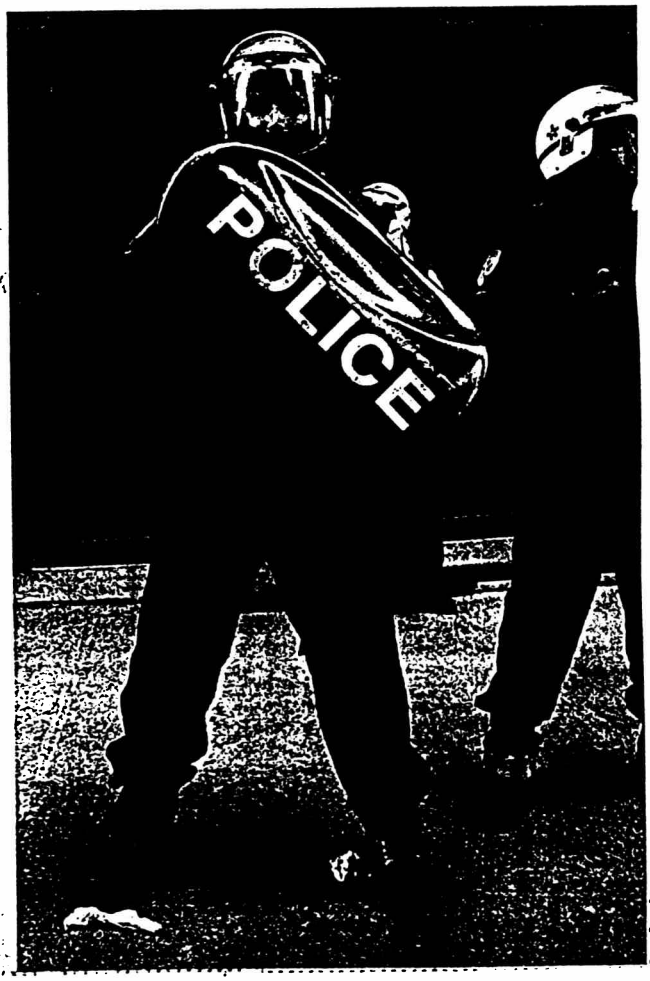


Photo Davis Sakaki

Les directions s'en mêlent

La direction du Cégep de Drummondville a soulevé l'ire de plusieurs grévistes en tenant une rencontre d'information sur la grève à l'heure prévue d'une assemblée générale, mardi 29 mars. Les 1600 élèves ont été invités par téléphone. «Disons que c'était une présentation objective, entre guillemets», affirme le coordonnateur à l'externe de l'Association générale des étudiants du Cégep de Drummondville, Marc-Ancré Fortin. Les 1000 élèves présents se sont ensuite déplacés vers l'assemblée, où la grève a été reconduite par une majorité de 73 %.

La direction du Cégep de Saint-Laurent a quant à elle eu recours au réseau Omnivox pour contacter l'ensemble de ses 2300 élèves. Dans son message, elle annonçait la date de la prochaine assemblée générale en plus d'insister sur le fait que la «session est en péril». L'assemblée générale du 29 mars a tout de même approuvé la reconduction de la grève à 70 %.

Le 21 mars, au Cégep de Saint-Jérôme, la police a «sauvagement» chargé les piquets de grève, selon des grévistes, procédant à une arrestation à l'intérieur de l'établissement. La direction aurait elle-même fait appel au service de police. Plusieurs élèves déplorent qu'elle ait choisi la ligne dure, notamment en fichant les activistes en guise d'intimidation.

Au Cégep du Vieux-Montréal, toutefois, la direction semble soutenir l'action des grévistes. Le 30 mars, une intervention policière en vue de dégager la barricade devant le cégep s'est finie en queue de poisson. Vers 19h, alors que plusieurs grévistes étaient au parc La Fontaine, la police s'est présentée avec des cols bleus de la Ville de Montréal. Les cégépiens ont refusé d'abandonner le piquetage, ce qui a entraîné une réaction musclée de la police, qui a notamment utilisé du poivre de Cayenne. Devant cette situation tendue, les cols bleus ont refusé de mettre en branle le travail de démolition et ont quitté les lieux. «La direction nous soutient. Elle n'a pas fait appel à la police. Leur intervention sortait vraiment de nulle part», déclare Nicko Wodika, responsable du socioculturel au sein de l'Association des étudiants du Cégep du Vieux-Montréal.

Gabriel Béland

chronique

Esprit de clocher

Il est peut-être temps

L'autre jour, j'étais tranquillement assis dans un pub voisin des bureaux du *Campus*, avec un confrère du *Quartier Libre*, le journal de l'Université de Montréal. Nous discutions bien sûr du sujet de l'heure, la grève. C'était avant la mort du pape.

« Chez nous, nous avons souvent l'impression que l'UQAM n'est pas un joueur majeur dans le mouvement étudiant, puisqu'il n'y a pas d'association pour représenter tous les étudiants », me lance-t-il.

Je me suis tellement étouffé avec ma bière que j'en ai mis partout sur la table. Alors que j'ouvrais la bouche pour protester, il s'est corrigé. « À part dans le mouvement de grève de cette année, où on a beaucoup entendu parler de vous. »

Je me suis obstiné pour la forme, mais il avait plutôt raison. Depuis la mort de l'ancienne AGEsshalcUQAM, les uqamiens ont peu de poids sur la scène nationale. Les étudiants en éducation et en sciences sont membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), mais leur poids y est dérisoire en raison du peu de membres qu'ils représentent. Ceux de la faculté des sciences humaines et du module de science politique sont membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Même si cette dernière a pu démarrer un mouvement historique cette année en formant une coalition élargie (CASSÉÉ), son faible *membership* en temps normal (à peine 20 000 membres, la plupart au cégep) ne lui donne pas les ressources et la représentativité nécessaire pour être un joueur majeur.

Les deux regroupements étudiants nationaux gagneraient beaucoup à recruter une association représentant la majorité des uqamiens, ce qui ne pourrait qu'être bénéfique à la cause étudiante, peu importe l'affiliation choisie. La FEUQ bénéficierait grandement de l'arrivée des associations plus militantes de l'UQAM, qui ont été à l'avant-garde de la grève de 2005. Elle serait ainsi poussée à revendiquer plus, et possiblement à obtenir plus, au nom des étudiants.

L'ASSÉ, quant à elle, sortirait de la marginalité en gagnant des dizaines de milliers de membres. Les cotisations qu'elle percevrait lui donneraient enfin les moyens de ses ambitions. De plus, l'apport des ressources humaines présentes dans les associations facultaires universitaires lui éviterait de répéter les erreurs de cette année.

Par exemple, il est inconcevable que l'ASSÉ élargie n'ait pas réussi cette année à pondre la moindre étude sur l'endettement étudiant, sur la gratuité scolaire, sur la réforme fiscale ou tout autre de ses chevaux de bataille. Il aurait pourtant suffi de recruter parmi ses membres quelques étudiants à la maîtrise ou au doctorat en sociologie, en science politique ou en mathématique, puis de subventionner leurs recherches. Quelques maigres milliers de dollars auraient suffi. Au pire, la CASSÉÉ aurait pu téléphoner à la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM et commander une étude, pour un prix à peine plus élevé.

De plus, si les premiers pas de la CASSÉÉ dans les médias ont connu un tel succès, c'est en grande partie grâce à un groupe d'étudiants en communications à l'UQAM. Leur démission a énormément nui à la poursuite de la campagne. Sans une solide équipe de communications, l'ASSÉ est handicapée comparée aux gigantesques machines que sont la FEUQ et la FECQ.

Sur le plan interne, les associations facultaire de l'UQAM gagneraient aussi à se regrouper, comme c'est le cas dans toutes les autres universités. La mise en commun des ressources permettrait de réaliser d'importantes économies. L'organisation d'événements et de campagnes serait facilitée, les services améliorés, et un front commun pourrait être opposé à l'administration ou au gouvernement en cas de conflit, comme c'était le cas à une époque pas si lointaine.

Déjà, les associations facultaires (sauf celle de sciences de la gestion, qui a toujours fait bande à part) ont collaboré avec succès dans l'organisation de la grève, malgré quelques différends prévisibles. Leurs revendications étaient à peu près les mêmes. L'Association des étudiantes et étudiants en science de l'éducation, membre de la FEUQ, a même exigé — sans succès — que sa Fédération ne négocie qu'en présence de représentants de la CASSÉÉ.

Les exécutifs des associations se sont renouvelés depuis la destruction de l'AGEsshalcUQAM, et les vieilles rancoeurs ont pratiquement disparu. Les bases d'une union future sont là. Il ne reste plus qu'à bâtir dessus.

Vincent Larouche
uqam.campus@uqam.ca

Nouveau baccalauréat en radio

L'école des chômeurs?

L'UQAM a supprimé le profil d'études en radio il y a dix ans en raison du manque d'inscriptions et des minces débouchés. Elle renouvelle l'expérience en créant un baccalauréat en radio. Aujourd'hui, la situation a-t-elle changé?

Marie-Ève Maheu

Photo Antoine Bouleau

Selon André Breton, «le milieu a toujours besoin de gens formés, polyvalents et créateurs».

Dans la foulée de la multiplication des programmes en communications à l'UQAM, un baccalauréat en radio accueillera ses 30 premiers étudiants à l'automne 2006. Le département de communications, en voie de devenir une faculté autonome, cherche visiblement à occuper tous les créneaux.

Selon le directeur du département, Martin L'Abbé, un programme universitaire en radio est essentiel dans le paysage audiovisuel québécois. «Il y a toujours eu une demande des étudiants, encore plus avec l'arrivée de CHOQ [la radio de l'UQAM, fondée en 2002].» Aucune formation universitaire en radio n'est offerte au Québec depuis la suppression du profil d'études en radio en 1996, en raison du manque de clientèle et des faibles débouchés pour les finissants. Seul le Cégep de Jonquière offre aujourd'hui une technique dans le domaine.

Le professeur en radio à l'UQAM André Breton, qui s'était battu pour empêcher la suppression du profil radio il y a dix ans, a travaillé à l'élaboration du nouveau programme aux côtés de l'ancienne chargée de cours en communications Isabelle Gusse. À la suite de consultations avec des professionnels du milieu, ils ont mis sur pied une formation générale en radio. Conception, réalisation, animation, production et gestion, les étudiants toucheront à toutes les facettes de l'emploi autant dans les secteurs public, privé que communautaire.

CHOQ, qui entend offrir dix stages aux uqamiens dès l'an prochain, collaborera de près avec le département. La station agrandira d'ailleurs ses locaux et doublera ses équipements de production cet été, en emménageant au rez-de-chaussée de l'ancien bar 281. Des plages horaires seront réservées pour offrir un espace de pratique et de diffusion aux étudiants dans le cadre des cours, souligne la coordonnatrice de CHOQ, Marie-Ève Brouard.

Un marché déjà saturé

Les promoteurs du projet soutiennent que l'industrie radiophonique est en pleine croissance. Des artisans du milieu doutent cependant qu'il y ait des débouchés professionnels. «Il y a de moins en moins d'emplois, que ce soit en programmation, réalisation ou animation», soulève un animateur à CIBL depuis 15 ans, Richard Lafrance. C'est presque un non-sens de créer un programme en radio en 2005.»

Selon lui, depuis dix ans, l'industrie radiophonique stagne. «En radio commerciale, on fait tout pour couper des postes en regroupant les stations afin de réduire les dépenses.» Astral (qui contrôle les réseaux Énergie et Rock Détente) et Corus possèdent plus du tiers des 100 stations de radio privées au Québec. «Radio Énergie engage par exemple quatre personnes pour la programmation de ses neuf stations FM», souligne Richard Lafrance. De plus, les stations en région se font souvent imposer la programmation des têtes de réseaux, situées à Montréal.

En animation, vedettes et humoristes envahissent les grilles de programmation depuis environ dix ans. «Même si tu as étudié en radio, on va privilégier une tête d'affiche beaucoup moins compétente que toi, mais qui va faire trois fois ton salaire, soulève un cadre à la station CKOI, qui préfère garder l'anonymat. Il n'y a plus d'ouverture dans le domaine.»

La situation n'est pas plus rose du côté des radios publiques, d'après Richard Lafrance. «Radio-Canada est saturée, surtout depuis que la deuxième chaîne est devenue Espace Musique. Sur la Première Chaîne, ils engagent surtout des diplômés en journalisme comme recherchistes ou d'autres qui ont un talent d'animateur.»

Quant à la radio communautaire, elle offre très peu de débouchés. «C'est pratiquement impossible de gagner sa vie dans le communautaire; c'est un hobby», souligne Richard Lafrance.

Cette réalité n'inquiète pas André Breton. «Le milieu a toujours besoin de gens formés, polyvalents et créateurs. Avec un ratio de 30 étudiants par année, on n'a pas de problèmes d'emplois.» Selon lui, l'université est le lieu par excellence pour travailler à renouveler les formules des stations privées, qui copient celles qui obtiennent les plus hautes cotes d'écoute. «S'il y a un endroit pour essayer de nouvelles choses, c'est bien ici.» Le programme visera aussi à favoriser la recherche dans le domaine, puisque la radio a été délaissée comme objet d'étude et d'analyse depuis des décennies, affirme André Breton.

Quelle place pour la réflexion?

Lors de sa présentation au comité de programmes de communications, le 17 février, le baccalauréat a essuyé des reproches par rapport au peu de place accordée à l'analyse de l'information et à la réflexion critique. «C'est une formation collégiale dans une enveloppe de formation universitaire», soutient la représentante des étudiants en journalisme au comité, Karine Dubois. «On donne aux gens plein d'outils techniques et de gestion, mais on ne leur apprend pas à comprendre ce qu'ils transmettent comme message et comment porter un regard critique sur le média dans lequel ils s'apprêtent à travailler.»

L'aspect journalistique est en fait complètement évacué du programme. «Je n'ai pas bâti une formation en journalisme; elle existe déjà», se défend André Breton. Selon Karine Dubois, bien que la radio ne se limite pas au journalisme, elle en représente une partie importante. «Ce n'est pas tout de connaître la musique, il faut savoir de quoi on parle.» Les cours spécifiques à l'information sont relégués à la section des cours complémentaires, qui peuvent être remplacés par une formation en langue.

«On est en train de créer un bac de contenant sans contenu, déplore Karine Dubois. Dans le rapport de consultation, il est écrit que ceux qui arrivent en radio manquent de culture générale. Mais, dans le programme, la solution qu'on a trouvée c'est un cours de sociologie et de littérature québécoise, et quatre cours de musique.» Pour enrayer le problème, un test de connaissances générales fera partie du processus de sélection des candidats, explique André Breton.

Le comité de programmes a émis un avis favorable au projet, «attendu qu'une place plus grande soit accordée à l'analyse de l'information et à la réflexion critique [...] à même le bloc des cours obligatoires». Questionné sur le sujet, André Breton soutient toutefois qu'il n'apportera aucune modification. «S'il y en a qui veulent amender le programme, il ne faut pas seulement qu'ils fassent des "attendu que..."», rétorque-t-il. Le projet chemine maintenant vers la Commission des études, qui devra l'approuver, avant d'aboutir au conseil d'administration. À ce stade, il est toutefois exceptionnel qu'un dossier soit rejeté.

La Presse, 6 avril, p. A8

Grève étudiante

Charest invite l'opposition à promouvoir l'entente

GILLES NORMAND

QUÉBEC – Toujours lourdement embarrassé par la crise dans le milieu étudiant, le premier ministre Jean Charest a fortement incité, hier, le chef de l'opposition, Bernard Landry, à encourager les étudiants à ratifier l'entente de principe intervenue en fin de semaine dernière entre deux fédérations et le ministre Jean-Marc Fournier.

Selon cette entente, le gouvernement réinvestira 70 millions dans les bourses d'études dès l'an prochain et 103 millions pour chacune des quatre années subséquentes. Ainsi, il n'est plus question de la proposition formulée antérieurement par le ministre Fournier pour accorder aux plus démunis une remise de dette.

« C'est un bon règlement. J'aurais espéré aujourd'hui que le chef de l'opposition officielle agisse de façon responsable, qu'il reconnaisse qu'il y a là-dedans un bon règlement et qu'il encourage les étudiants à l'accepter », a en effet lancé M. Charest au chef péquiste qui reprochait en Chambre au gouvernement d'avoir échoué dans ce dossier jusqu'à ce que le gouvernement fédéral vienne à sa rescousse, « grâce à la bravoure des étudiants ».

« Les associations étudiantes, après des mois de revendications appuyées par la population et tous les observateurs sensés, ont réussi à arracher une entente pour récupérer partiellement l'argent que le gouvernement libéral leur avait enlevé dans une décision absurde.

« Toutefois, et c'est à peine croyable, ce sont les étudiants eux-mêmes qui ont été obligés de négocier l'ajout d'un montant provenant de la Fondation des bourses du millénaire. Ils ont dû aussi s'assurer qu'un versement d'un autre montant provenant du Programme canadien de prêts aux étudiants serait également ajouté. Ils sont plus efficaces que le ministre », a indiqué M. Landry.

Le premier ministre, lui, s'est félicité d'avoir obtenu plus tôt un engagement du gouvernement fédéral de verser au Québec ces 100 millions qui lui permettent de bonifier la proposition faite aux étudiants.

« Si le gouvernement fédéral en dépense plus, bien tant mieux parce qu'il a les moyens d'en mettre plus, comme il devrait en mettre davantage dans les programmes du Québec (...)Quand on négocie avec le gouvernement fédéral, on conclut, nous, des ententes », a répliqué Jean Charest.

Pour Jean-Marc Fournier, cette entente de principe « n'est pas une proposition du ministre, mais une entente entre deux fédérations étudiantes (la FEUQ et la FECQ) et le gouvernement du Québec ».

Cette entente a de plus un caractère définitif. Le gouvernement du Québec, soutient le ministre, n'a en effet rien de plus à mettre sur la table.

« Je demande aux étudiants de ne pas écouter les insinuations du député d'en face (Jonathan Valois qui prétendait qu'il en coûterait 136 millions aux étudiants les plus pauvres) qui essaie de dire que ce n'est pas une bonne entente. Nous avons convenu une entente, elle est bonne et j'espère que les étudiants sauront la regarder à son mérite », a dit M. Fournier.

Le ministre n'a apparemment pas l'appui de la CASSEE, association regroupant quelque 50 000 étudiants. Mais il refuse de s'asseoir avec les représentants de cet organisme pour expliquer l'entente.

« Non, non. Un gouvernement qui négocie avec des gens qui considèrent que la violence fait partie d'un des outils de promotion, moi, en tout cas, je ne suis pas membre de ce gouvernement-là. Je ne pense pas qu'on ait à négocier avec des gens qui considèrent que la violence fait partie des outils de promotion de leurs idées », a-t-il affirmé, en ajoutant que les demandes de la CASSEE atteignaient près d'un milliard.

Des anarchistes appuient la CASSEE

La coalition étudiante y va d'un autre coup d'éclat devant le centre de distribution de la SAQ

HUGO MEUNIER

Le noyau dur présent à la plupart des actions-surprises organisées par la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) n'est pas seulement constitué d'étudiants en grève.

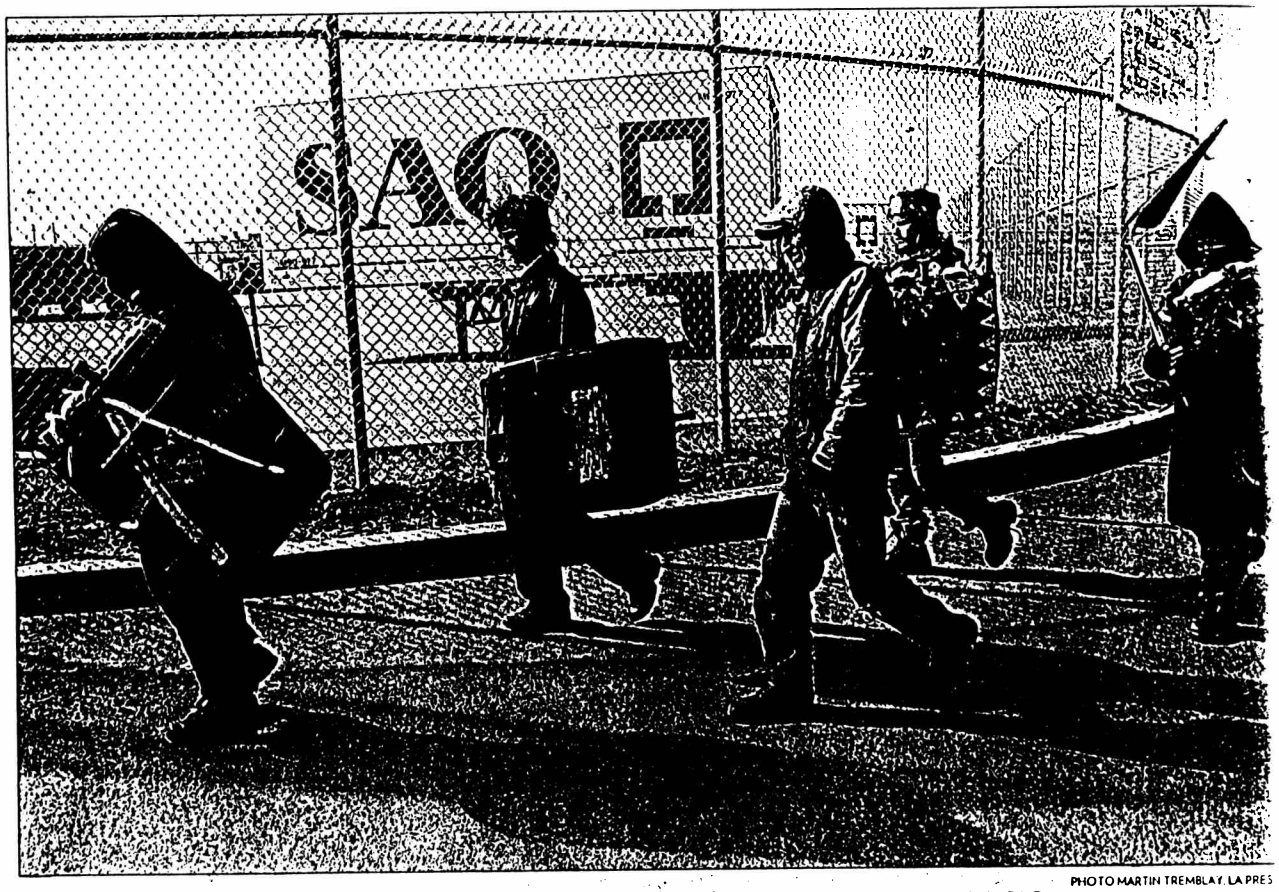


PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

La CASSEE a organisé hier une autre action de « perturbation économique », cette fois-ci devant le centre distribution de la SAQ.

D'autres groupes revendiquent aussi un bout de la rue aux côtés des grévistes, pour exprimer leur mécontentement envers le gouvernement libéral en place.

Solidaires avec les revendications de la CASSEE, des militants de groupes anarchistes, des partis communiste révolutionnaire et marxiste-léniniste profitent du mouvement de grève étudiant pour passer leur message.

David Simard, étudiant au cégep du Vieux Montréal, confirme leur présence au cours des actions de « perturbations économiques ».« C'est vrai qu'il y a des gens qui ne sont pas des étudiants, nos coups de perturbation les séduisent », avoue le jeune homme, loin de condamner leur participation.

Selon lui, ces groupes demeurent très marginaux aux côtés des grévistes.

Depuis le début de la grève amorcée le 24 février, des actions de perturbation économique, visant à paralyser des secteurs d'activités lucratifs, ont eu lieu au Casino de Montréal, devant une entrée du port de Montréal, sur de grandes artères routières de la Ville, sans oublier plusieurs occupations, dont celle des bureaux du Conseil du patronat au centre-ville.

Hier matin, un autre coup d'éclat a eu lieu devant le centre de distribution de la Société des alcools du Québec, situé dans l'est de la métropole.

Pendant plusieurs heures, une centaine de personnes ont bloqué l'accès aux camions de livraison, sous haute surveillance policière.

Des policiers de l'escouade antiémeute étaient présents, mais la manifestation s'est terminée sans heurt.

Comme chaque fois, quelques gans anarchistes et révolutionnaires étaient de mise.

Même s'il porte les couleurs anarchistes, monsieur X refuse les étiquettes. « J'appuie le mouvement parce que Charest coupe dans l'éducation et qu'il n'y a plus de place aux débats politiques », raconte cet ex-étudiant, aujourd'hui chômeur.

Même son de cloche chez une autre anarchiste rencontrée hier dans la rue. « La grève est une occasion de rallier les chômeurs, as- veulent se battre pour obtenir un changement social », indique cette gréviste, qui a aussi voulu garder l'anonymat.

Exclus de la table des négociations avec le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, qui leur reproche des actes de violence, les 60 000 membres de la CASSEE font les frais de leur mauvaise réputation. « L'étiquette de violents nous a été collée par M. Fournier pour plein de choses qu'on n'a pas faites, mais pour éviter d'entendre nos revendications », croit pour sa part une porte-parole de la CASSEE, Héloïse Moysan-Lapointe.

En plus du retour des 103 millions, la Coalition exige l'abolition de la réforme des prêts et bourses, l'arrêt du processus de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial, le tout dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant.

Quant aux militants de toutes sor- porte-parole indique ne pas être mesure de contrôler ceux qui ma festent dans la rue. « Il y a to sorte de monde dans les mani mais la grève les concerne tous résume Mme Moysan-Lapointe.

Le Service de police de la Ville Montréal confirme la présence ces groupes parmi les étudian « Il y a malheureusement toujo des gens qui profitent de ces oc sions pour casser quelque chose s'en prendre à la police », soulig Laurent Gingras, porte-parole

La Presse, 6 avril, p. A9

La Presse, 6 avril, p. A10

La grogne des étudiants est toujours vive

Les cégépiens déterminés à poursuivre la grève

MARIE ALLARD

Quatre jours après la présentation d'une entente visant à réinvestir en six ans 482 des 618 millions supprimés dans les bourses, la grogne des étudiants est toujours vive. Les cégépiens sont particulièrement déterminés à poursuivre la grève : depuis lundi, 17 collèges représentant 44 000 élèves ont rejeté la dernière offre de Québec et Ottawa. Au contraire, 27 000 cégépiens de 14 collèges ont choisi de retourner en classe. Dix autres cégeps doivent se prononcer d'ici la fin de la semaine.

Même le *New York Times* a fait état du mouvement de grève, dans un article qui circule parmi les étudiants. En partant d'une grande manifestation étudiante à laquelle il a assisté, rue Saint-Denis, le journaliste Clifford Krauss affirme que la vie politique du Québec, relativement calme pendant une décennie, « redevient dynamique et chaotique ». Le scandale de commandites, les débrayages des professeurs et les tentatives de syndicalisation des magasins Wal-Mart sont aussi mentionnés dans ce texte paru dimanche.

Dans les universités, la tendance semble différente. Parmi les membres de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), 36 000 ont accepté l'offre depuis le début de la semaine et 8000 l'ont rejetée. Environ 32 000 autres ne se sont pas encore prononcés. « On juge que c'est la meilleure proposition qu'on pouvait aller chercher dans les circonstances », a dit hier Pier-André Bouchard, président de la FEUQ, qui a négocié l'entente avec le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

La CASSEE veut participer aux négos

Ce n'est évidemment pas le cas de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), exclue des pourparlers même si elle représente 50 000 grévistes.

« Tôt ou tard, le ministre devra s'intéresser à ce qu'on a à dire, a indiqué Héloïse Moysan-Lapointe, porte-parole de la CASSEE. Comme la grève se poursuit, il va devoir nous inviter autour de la table de négociation ou nous proposer ouvertement quelque chose. »

Sur le terrain, la journée d'hier n'a pas été très glorieuse pour le camp du Oui. À l'Université de Montréal, les deux associations dont on avait des nouvelles hier en soirée ont rejeté l'entente. À l'UQAM, une troisième association, celle de Lettres, langues et communications, qui compte 5100 étudiants, a aussi voté en faveur de la poursuite de la grève. Même son de cloche à l'Université de Sherbrooke, où une seconde association a tranché en sa défaveur. Quant à l'Université Laval, on y comptait toujours 14 000 grévistes. Seules les universités du Québec en Outaouais (UQO) et en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) ont tranché en faveur d'un retour sur les bancs d'école.

Accusations

Au fil de la journée, les accusations ont fusé de toutes parts. La FEUQ a accusé Québec de dire que l'argent investi dans les bourses vient d'Ottawa pour redorer le blason du fédéralisme et « convaincre la population qu'il n'a pas plié sous la pression des étudiants ». De son côté, le ministre Fournier a indiqué que les étudiants ayant rejeté l'offre avaient manqué d'information, entre autres à cause de la mort du pape.

Enfin, le comité de grève de l'Université Laval a affirmé que la FEUQ avait été forcée de donner son accord de principe à l'entente, faute de quoi M. Fournier refusait de la présenter et revenait à la case départ. Des propos qualifiés de « farfelus » par Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre et démentis par Pier-André Bouchard. « Quand t'as une entente, c'est parce que tu t'es entendu », a-t-il souligné.

MILLIONS

SUITE DE LA PAGE 1

qu'elle a déliés *in extremis* si la division du mouvement étudiant est apparente et englobe des acteurs autres que les FECQ et FEUQ?

«Voilà une zone grise inquiétante», a commenté hier le directeur des communications de la Fondation, Jean Lapierre, insistant sur le caractère hypothétique des discussions aussi longtemps que l'ensemble des associations étudiantes ne se sera pas prononcé. *«Là-dessus, la Fondation n'a pas encore de position»*, a-t-il ajouté, évoquant l'*«inquiétude»* que cause une division des associations étudiantes sur l'offre du gouvernement.

«Si la moitié ou les deux tiers des étudiants continuent de faire la grève, on va quand même assumer que l'entente n'est pas très solide», avait-il confié plus tôt en journée.

L'accord de principe annoncé en fin de semaine prévoit le réinvestissement de 70 millions dès l'an prochain et le retour des 103 millions exigés les quatre années suivantes. La Fondation des bourses du millénaire a prévu d'allonger 40 millions sur ces quatre ans tandis que 100 autres proviennent du Programme canadien de prêts étudiants (PCPE).

«Tout ça a été fait dans l'esprit où une entente allait être ratifiée et nos 40 millions sont conditionnels à la mise en œuvre d'une entente de principe, précise M. Lapierre. *Maintenant, comment allons-nous réagir si le gouvernement se retrouve avec une entente qui n'est pas chaudement accueillie? Je ne le sais pas.»*

Au cabinet du ministre de l'Éducation, on indiquait hier en fin de journée vouloir attendre le déroulement des journées d'aujourd'hui et de demain avant de statuer. *«On ne fera pas de spéculations là-dessus»*, a indiqué le porte-parole de M. Fournier, Stéphane Gosselin, interrogé sur la marche à suivre advenant la division d'une des deux fédérations signataires, ce qui est le cas actuel de la FECQ.

Plus tôt en journée, le ministre Fournier avait indiqué ne pas avoir l'intention d'amender cette entente, même si un nombre important d'étudiants la rejette. *«Cette entente est la dernière. Ce n'est pas une proposition du ministre Fournier. C'est une entente de principe conclue avec les leaders étudiants qui disent que c'est la meilleure entente possible à obtenir. Et je partage leur point de vue»*, a-t-il affirmé lors d'un point de presse à Québec.

En Chambre, le chef du Parti québécois, Bernard Landry, a mis en doute la capacité du gouvernement Charest de toucher les 140 millions venus d'Ottawa pour soutenir l'accord de principe puisque aucune entente formelle n'a été signée avec le gouvernement fédéral. *«J'aurais espéré que le chef de l'opposition agisse de façon responsable, qu'il reconnaisse qu'il y a là-dedans un bon règlement, qu'il encourage les étudiants à l'accepter. On va effectivement aller chercher plus d'argent au gouvernement fédéral, ce qui est exactement la bonne solution, compte tenu du peu de moyens financiers que nous avons au Québec. Le gouvernement fédéral a des moyens, et c'est celui qui devrait effectivement payer»*, a répondu le premier ministre Jean Charest dans un rare, très rare, commentaire depuis le début du conflit avec les étudiants.

La CASSEE, qui rejette le contenu de *«l'entente à rabais»* convenue entre Québec et les fédérations étudiantes, a par ailleurs bloqué l'accès à un centre de distribution de la SAQ hier matin. Quelques dizaines d'étudiants ont été dispersés par les policiers, sans qu'aucun incident ne soit rapporté.

Le Devoir

Étudiants: les millions seront-ils versés?

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
TOMMY CHOUINARD

Le versement des millions liés à l'entente de principe entre le gouvernement et les fédérations étudiantes n'est pas acquis, comme en fait foi la confusion générale entourant un scénario de division du mouvement étudiant.

Alors que le réseau collégial a de nouveau montré une scission apparente hier quant à l'entente de principe conclue entre le ministère de l'Éducation et les deux fédérations étudiantes collégiale et universitaire, les interrogations se multiplient quant à la suite des choses: ni le cabinet du ministre Jean-Marc Fournier ni la Fondation des bourses du millénaire, qui a joué un rôle de premier plan dans la conclusion de cette entente, n'ont pu expliquer hier ce qu'il adviendra de cette entente si l'une des signataires — la Fédération étudiante collégiale du Québec par exemple — n'arrivait pas à convaincre ses membres de la validité de l'offre formulée par le gouvernement.

Jean-Marc Fournier

Alors que les journées d'aujourd'hui et de demain permettront encore de tâter le pouls du mouvement étudiant, la FECQ comptait hier six associations en faveur de l'entente — et donc de l'arrêt de la grève — et sept qui s'affichaient contre. Au total, dans le réseau collégial, ce sont 17 établissements qui étaient en faveur de la poursuite de la grève (44 000 étudiants) et 14 qui s'y opposaient (27 000 étudiants). Quelque 40 000 membres de la FEUQ ont par ailleurs accepté l'entente du ministre Fournier et repris le chemin des classes, tandis que d'autres, comme l'AFELLC, de l'UQAM, reconduisaient plutôt la grève.

Cette fragmentation pourrait occasionner quelques difficultés lorsque viendra le temps de poser quelques questions cruciales: quel pourcentage d'étudiants doivent cautionner l'entente de principe pour qu'on juge de sa validité? Qu'arrivera-t-il si l'une des deux fédérations — FECQ ou FEUQ — y donne majoritairement son aval et que l'autre la rejette? Et la Fondation des bourses du millénaire acceptera-t-elle de verser les 40 millions

VOIR PAGE A 10: MILLIONS

Le Devoir, 6 avril, p. A8

La durée «raisonnable» des études...

Cette idée revient, en marge du conflit tre les étudiants et le gouvernement du ébec, de lier le remboursement des dettes études au fait d'obtenir son diplôme dans délais dits normaux ou raisonnables. ncore ce matin, M. Marc Brière reprenait e idée («[...] *soit la remise de dette aux étuiants qui obtiennent leur diplôme dans un déraisonnable.*»).

Le postulat insidieux qui se cache derrière te approche est le suivant: un étudiant qui 'obtient pas son diplôme dans des délais sonnables est paresseux, négligent, nonchant ou tout bonnement incompétent. Oui, il se ut qu'un de ces qualificatifs s'applique, à l'occion. Mais 36 ans d'université m'ont montré ue, dans l'immense majorité des cas, la réalité toute autre; je n'ai pas rencontré beaucoup étudiantes ou d'étudiants qui s'amusaient à er leurs études par pur plaisir...

On oublie d'abord qu'une proportion imtante des étudiantes et étudiants de l'enignement supérieur sont des adultes qui nent des vies d'adulte, avec tout ce que la entraîne de responsabilités, de charges d'imprévus qui font qu'étudier est un asct de leur réalité, pas toute leur réalité. Ces rsonnes ont des appartements à payer, parfois d'autres dettes à rembourser, des onjoints à aider ou à soutenir, des congés de ternité à planifier, parfois des enfants à ourrir et à éduquer, des obligations sociales civiques à assumer, etc. Il arrive souvent ue, pour ceux et celles qui vivent ces situans, la durée «normale» des études ne soit as ce que l'on imagine...

Il y a aussi les étudiantes et étudiants oins nantis qui doivent travailler à plus forte se pour gagner leur vie et qui doivent en nséquence étudier à un rythme plus lent, arfois même en sautant un trimestre études pour se remettre à flot financièrement. Et il y a ceux et celles moins doués, ais néanmoins capables de réussir, qui doient y aller plus lentement, en affrontant parfois davantage d'échecs. Puis, ceux et celles ui, malchanceux, auront à vivre un deuil, une séparation, un accident, une maladie. Puis, ceux qui, mal orientés au départ, changeront de programme, parfois plus d'une fois. Et ceux qui, avec raison, décident d'interrompre leurs études pendant un an ou plus pour valider leur choix professionnel ou simplement pour aller chercher une expérience de vie utile à leur future carrière. Et on pourrait ainsi poursuivre longtemps cette liste de facteurs qui font que la durée des études peut s'allonger sans qu'il s'agisse de paresse, de négligence ou d'incompétence.

Somme toute, cette idée qu'il y ait une durée «normale» pour terminer un programme est plutôt sans fondement puisque les personnes, notamment à l'université, qui allongent de fait la durée de leurs études le font habituellement pour des motifs sérieux et valables, pour lesquels elles ne devraient pas être pénalisées.

André Normandeau
Sherbrooke
30 mars 2005

Continuons le débat

Non, nous ne sommes pas complètement satisfaits de l'entente, où le ministre ne rajoute pas une «cenne» par rapport à sa proposition du 16 mars et se moque encore de nous en pavanant comme s'il avait «réussi», alors que nous sommes très conscients que cet accord est le prix que nous avons payé pour «sauver la face» d'un gouvernement qui s'était déjà ridiculisé en prenant des mauvaises décisions sur lesquelles il avait été obligé de reculer.

Ceci dit, si on compare l'entente non pas à la proposition du 16 mars (qui venait déjà après un an de pression et une mobilisation étudiante sans précédent), mais à la situation qui prévaut depuis le 30 mars 2004, on voit que nous avons récupéré une grande partie des fonds injustement retirés aux étudiants les plus pauvres pour financer des baisses d'impôt. D'autre part, par rapport au 16 mars, nous avons obtenu que l'argent soit réinvesti en bourses plutôt que dans un aléatoire programme de remises de dette, qui ne permet pas de prendre des décisions responsables quant à la poursuite de ses études.

Il est dommage que le débat n'ait pas plus embrayé sur des questions plus larges de financement de l'éducation, de réforme des cégeps, comme la CASSEE l'a vaillamment demandé depuis le début. Mais je crois que, pour obtenir quelque chose de plus de ce côté-là, il aurait fallu que la société entière aille plus loin que de donner un soutien verbal. Le débat est maintenant sur la place publique et il est essentiel de le continuer. Pour notre part, nous transformons notre Comité de grève en Comité de vigilance. Comme le disait hier Josée Boileau en éditorial: «*Rentrer en classe pour cette entente, ce n'est pas perdre son âme. C'est reconnaître au contraire que le mouvement étudiant, grâce à une formidable mobilisation qui ne s'est pas enlisée, l'a retrouvée.*»

Laure de Biré
Étudiante en théologie
5 avril 2005

Une entente ridicule

L'entente de principe avec le gouvernement est si ridicule qu'on comprend difficilement comment les présidents de la FEUQ et la FECQ peuvent y souscrire. Non seulement le gouvernement provincial n'a pas bonifié son offre du 15 mars dernier, se contentant simplement d'en changer la nature, mais, même avec les fonds fédéraux, les étudiants accusent une perte nette de 136 millions en deux ans. Était-ce là vraiment le mieux que les étudiants pouvaient espérer, après une mobilisation sans précédent?

En fait, le problème vient de la tactique même employée par les présidents des fédérations étudiantes. À force de crier «103 millions» sur tous les toits, ils ont empêché le mouvement de pouvoir faire des gains réels sur d'autres questions, notamment en ce qui a trait au financement du réseau, et se sont plutôt cantonnés dans une position défensive qui appelait pratiquement la défaite.

Ce n'est pas aux étudiants de faire les frais de l'incapacité des présidents des fédérations étudiantes. Ainsi, ils devraient non seulement rejeter l'entente en bloc, mais aussi se débarrasser de chefs qui leur sont, somme toute, nuisibles à plusieurs égards.

Mathieu Dufour

Métro, Canoë, p. 3 de 10

OFFRE FINALE, DIT FOURNIER

Le ministre Jean-Marc Fournier a prévenu que l'entente de principe conclue samedi ne sera pas revue et encore moins bonifiée. M. Fournier met sur le compte du « manque d'information » le rejet de l'entente par une douzaine de cégeps.

PC

Les étudiants se prononcent

- Douze cégeps ont rejeté l'entente.
- Douze cégeps ont accepté l'entente.
- 66 % des associations ou regroupements universitaires ont accepté l'entente.
- D'autres votes se tiennent aujourd'hui. MÉTRO

TROUVEZ-VOUS QUE LES ÉTUDIANTS ONT RAISON DE CONTINUER LEURS MOYENS DE PRESSION ?

SARAH LEITZ, 23 ANS
• Scénographe

« Absolument. Ils doivent poursuivre pour obtenir gain de cause. Continuer jusqu'à ce que Québec redonne les 103 M$ et... change. »

ED GLÜCKSMAN, 23 ANS
• Étudiant en Écosse

« Je les approuve, mais je ne crois pas qu'ils vont obtenir ce qu'ils veulent avec leurs méthodes. »

PAMELA MANFREDI, 34 ANS • Directrice des ventes

« C'est excellent. Les étudiants, c'est notre futur, il faut investir dans le système. Ils ont besoin des 103 M$. »

24 Heures, 6 avril 2005, p. 4

Fournier croit que l'entente sera acceptée

Le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier conserve bon espoir de voir les étudiants accepter l'entente de principe intervenue avec les fédérations étudiantes universitaire et collégiale au cours de la fin de semaine.

Cette entente prévoit l'injection de 70 millions $ pour 2005-2006 dans le régime de prêts et bourses au chapitre des bourses, une somme qui atteindra 103 millions $ l'année suivante. Le ministre a aussi précisé qu'une somme additionnelle de 40 millions $ provenant de la Fondation des bourses du millénaire a permis à Québec de bonifier son offre.

«Les étudiants qui se sont prononcés contre l'entente de principe lors des réunions lundi ne disposaient pas de toutes les informations pour pouvoir voter», a commenté hier M. Fournier. Environ 50 % des collégiens refusent de valider cette entente.

M. Fournier rejette toujours la demande de la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie de se joindre à la table des négociations. «On ne peut négocier avec des gens qui considèrent la violence comme faisant partie de leurs moyens d'action», précise-t-il.

Il ajoute que les demandes de la CASSEE sont trop larges. «Ils réclament la gratuité scolaire pour tous les étudiants. Leurs demandes frôlent le milliard.» La Fédération étudiante universitaire du Québec refuse de s'associer aux revendications de la CASSEE. **(Jean-Claude Grenier)**

- photo PC

Jean-Marc Fournier

La CASSEE chassée

À la demande de la Société des alcools du Québec, l'escouade anti-émeute du SPVM est intervenue, hier midi, pour déloger les étudiants qui bloquaient les opérations au centre de distribution de l'Est de la métropole.

La manifestation était organisée par la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale élargie (CASSEE) qui est insatisfaite de l'entente conclue entre le gouvernement du Québec, la Fédération étudiante universitaire et la Fédération étudiante collégiale. **(JCG)**

Journal de Montréal, 6 avril, p. 4

Photo MARTIN BOUFFARD

L'escouade anti-émeute de la police de Montréal a dû disperser quelques dizaines d'étudiants qui bloquaient l'accès à un centre de distribution de la SAQ.

Faut-il rentrer ? Les étudiants divisés

Les associations étudiantes sont encore divisées quant à la poursuite ou non de la grève, même si le ministre de l'Éducation a indiqué hier que l'entente conclue samedi était l'offre finale du gouvernement.

CAROLINE ROY

L'entente de principe ne sera pas revue et encore moins bonifiée, a prévenu le ministre Jean-Marc Fournier.

N'empêche, selon les chiffres de la CASSÉE, 10403 étudiants de cégep ont voté pour la poursuite de la grève, de même que 8109 étudiants universitaires.

« La moitié des étudiants est pour et l'autre moitié est contre. Plusieurs auront l'occasion de voter une seconde fois cette semaine. Ils verront que c'est un bon accord », a ajouté le ministre Fournier.

UdeM optimiste

À l'Université de Montréal, 80 % des étudiants retournent en classe dans les prochains jours. Leur session se terminera donc le 30 avril, au lieu du 26 avril.

Chaque faculté et département concernés devront revoir les horaires de cours et d'examens pour rattraper le temps perdu, dans des délais plus courts.

La plupart des associations étudiantes de l'Université de Montréal sont affiliées à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La FEUQ a d'ailleurs appelé ses membres à se prononcer en faveur de la proposition du gouvernement.

L'entente de principe entre les associations étudiantes et le ministre de l'Éducation concerne le retour des 103 millions de dollars de bourses, à partir de l'automne 2006.

Grévistes à la SAQ

L'escouade anti-émeute de la police de Montréal est encore intervenue pour disperser quelques dizaines d'étudiants qui bloquaient l'accès à un centre de distribution de la Société des Alcools du Québec.

Ce geste de la part d'étudiants visait à mettre de la pression sur le gouvernement Charest, qui tire des revenus substantiels de cette société d'État.

Photo MARTIN BOUFFARD

« BOUGE, BOUGE » voilà ce que se crient mutuellement ce policer et cette étudiante qui manifeste à un centre de distribution de la SAQ.

Ils poursuivent la grève...

- Seize cégeps, notamment ceux de Drummondville, Maisonneuve, Marie-Victorin, Rosemont, Saint-Hyacinthe, Saint-Laurent, Saint-Jean-sur-Richelieu, Vieux-Montréal.
- UQAM, sauf la faculté de gestion.
- Université de Montréal : entre autres, les étudiants en musique, en anthropologie, en géographie et en histoire.

Ils retournent en classe...

- Quinze cégeps, dont André-Laurendeau, Bois-de-Boulogne, Édouard-Montpetit, Granby, Collège Montmorency, Outaouais et Terrebonne.

Montréal Libre, 6 avril, p. 2

Prêts et bourses

ce que les étudiants ont arraché au gouvernement

Les montants de réinvestissement

		Le total de la coupure
2005-2006	70 M$	103M$
2006-2007	103M$	103M$
2007-2008	103M$	103M$
2008-2009	103M$	103M$
2009-2010	103M$	103M$
Total	**482M$**	**515M$**

- La totalité des sommes sont réinvesties dans la conversion des prêts en bourses.
- 100% des étudiants et étudiantes touchés par la coupure sont couverts par le réinvestissement.

Contrairement aux autres offres du ministre de l'éducation

- 22M$ dans un programme de remboursement proportionnel au revenu couvrant 15 % des étudiants touchés.
- 29M$ et ensuite 42M$ dans un programme de remise de dette à la diplomation couvrant 35% des étudiants.

L'entente respecte deux objectifs visés

- Le montant de 103M$
- La destination de l'argent, c'est-à-dire la conversion de prêts en bourses

ULTIMEMENT, CE SONT LES ÉTUDIANTS QUI VONT DÉCIDER EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ENTÉRINER OU NON L'ENTENTE DE PRINCIPE.

La provenance de l'argent

Total 482M$

•442M$ du gouvernement du Québec, dont 100M$ du transfert fédéral du Programme canadien de prêts étudiants (PCPE).

Le 100M$ sur 5 ans, provient de la majoration de 135M$ par année du PCPE dont le Québec a droit de retrait avec pleine compensation financière.

Parce que le Québec a son propre régime de prêt et bourses plus généreux que le Canada, l'argent qui est transféré (100M$) au Québec peut être utilisé à toutes autres choses que les prêts et bourses (ex. baisses d'impôts, autoroute et donner des crédits d'impôts aux entreprises). Il fallait donc se battre pour que cet argent soit investi dans les prêts et bourses.

Ce 100M$ n'est pas de l'argent que le fédéral a investi dans le programme de prêts et bourses au Québec mais bien de l'argent de Québec qui serait allé à d'autres fins.

La seule raison pour que le gouvernement libéral du Québec affirme que c'est l'argent du fédéral qui a permis l'entente de principe et le retour du 103M$ est de démontrer que Québec n'a pas plié aux demandes des étudiants. En langage politique, c'est sa porte de sortie.

40M$ de la Fondation des bourses d'études du millénaire

En 2000, la Fondation a une entente avec le gouvernement du Québec qui permet de transférer 70M$ par année pendant 10 ans, soit jusqu'en 2010. Cet argent ne fait pas partie du réinvestissement de 482M$, il est en surplus.

Ce que la Fondation a rajouté cette année, c'est 40 M$ sur quatre ans. Cet argent supplémentaire aux 70 M$ par année est généré par les revenus de placement de la Fondation. Il ne s'agit pas de l'argent du fédéral, mais de l'argent de la Fondation des Bourses du millénaire.

Cet argent supplémentaire de la Fondation a été transféré grâce aux pressions des étudiants, et non par les demandes du gouvernement du Québec. La raison est simple, la Fondation menaçait de retenir les sommes de 70M$ par année de l'entente de 2000 parce que le gouvernement du Québec a coupé dans les bourses. Ainsi les sommes de 70 M$ par année ne pouvaient être transférées qu'à condition d'un retour en arrière du gouvernement, et donc un règlement avec les étudiants. Les étudiants ont donc convaincu la Fondation d'ajouter les sommes de 40M$ en échange d'un recul du gouvernement de la coupure de 103M$. La fondation exigera également du gouvernement du Québec, en retour de l'ensemble des sommes transférées, que des plafonds de prêts annuels fixes soient établis. Nous pouvons donc dire adieu aux iniquités introduites par les plafonds de prêts variant en fonction des frais de scolarité.

Il ne faut donc pas croire tout ce que dit le gouvernement du Québec sur la provenance de l'argent, le gouvernement le fait pour 2 raisons :

- **Convaincre la population qu'il n'a pas plié sous la pression des étudiants, car d'autres batailles sont à venir face aux syndicats.**
- **Convaincre la population que le fédéralisme fonctionne car il a arraché de l'argent à Ottawa.**

L'immense bataille entamée il y a un an aura permis de faire reculer un gouvernement pourtant arrogant et borné. Elle n'aura pas pu régler tous les problèmes en matière d'accessibilité aux études. Elle nous aura forcé à sacrifier une cohorte d'étudiants endettés. Mais en 2006-07, tous les étudiants bénéficiaires de l'Aide financière aux études pourront profiter des mêmes conditions que ceux qui les ont précédé avant les coupures de 103M $. C'est une avancée importante que seule une mobilisation sans précédent aura permis d'arracher à un gouvernement aveuglé par son orgueil politique. Les étudiants doivent s'inspirer de cette bataille, car bien d'autres les attendent au cours des prochaines années...

À vous de jouer !!

ÉVOLUTION DES PLAFONDS DE PRÊTS

Un étudiant recevant 5000$ en aide financière

Année	Prêt Maximum	Bourses	Gain Net En bourses	Gain Cumulatif En bourses
2004-2005	4 420 $	580 $		
2005-2006	3 020 $	1 980 $	1 400 $	1 400 $
2006-2007	2 440 $	2 560 $	1 980 $	3 380 $
2007-2008	2 440 $	2 560 $	1 980 $	5 360 $
2008-2009	2 440 $	2 560 $	1 980 $	7 340 $
2009-2010	2 440 $	2 560 $	1 980 $	9 320 $

Sources, Ministère de l'Éducation

Devoir Libre, 6 avril, p. 3

Avenir de l'éducation au Québec

ICEBERG DROIT DEVANT

Fannie OLIVIER

103 millions. Pour plusieurs étudiants, au-delà du slogan, c'était l'unique finalité. Le but est désormais atteint, à quelques détails près, il faut rentrer en classe, ouvrir ses cahiers, faire ses devoirs et retourner au bon vieil immobilisme politique d'avant. Il va faire bon se recoucher dans la ouate.

Ou pas. La grève, qui a mobilisé l'attention des médias, paralysé cégeps et universités durant un mois, fait un boucan d'enfer sur les tribunes publiques n'était que la pointe d'un iceberg sur lequel notre navire semble foncer à toute vitesse. La pointe d'un système d'éducation qui craque de partout, de la première année du primaire aux cycles universitaires supérieurs. Il ne suffit pas de contourner la pointe pour éviter de se heurter au problème et de ne pas couler. Il est nécessaire d'arrêter les moteurs, de jeter l'ancre et de prendre un temps de réflexion pour régler les problèmes de fond.

Au primaire et au secondaire, les professeurs ont voté un mandat de débrayage de deux jours pour exprimer leur mécontentement face à l'inaction du gouvernement dans le dossier du renouvellement de leur convention collective. Les enseignants sont insatisfaits, à bout de souffle par des classes trop nombreuses, dépassés par les problèmes de discipline impliquant plus de santé mentale qu'avant, en manque de ressources. La population, quant à elle, est préoccupée également par les dossiers du financement des écoles privées, de la laïcisation et de la langue d'enseignement, dossiers pour lesquels le gouvernement du Québec prend des décisions à l'aveugle dans une absence totale de cohérence et de vision. Par ailleurs la création d'un ordre professionnel des enseignants divise le milieu et appelle à une réflexion en profondeur.

Au secondaire, la réforme scolaire qui sera mise en application en principe dès septembre prochain sème tant de zizanie, de confusion et d'incompréhension qu'il serait temps que s'établisse un dialogue réel entre le milieu de l'enseignement et le ministère de l'Éducation. Faire le point sur l'impact qu'a eu la réforme au primaire s'avérerait aussi essentiel pour s'assurer de poursuivre dans une voie qui favorise réellement le développement de l'élève.

Au cégep, le gouvernement a tenté cette année de modifier certains aspects des programmes et d'introduire un diplôme à rabais avant de se heurter à un mur de protestations. Il a voulu couper dans le programme d'aide financière et a dû reculer. Il ne semble pas vouloir s'attaquer au problème criant du financement des universités, bien qu'il nous attende sans doute au détour pour nous imposer une solution de courte vue : le dégel des frais de scolarité. Il a sabré dans le financement de la recherche. Il a mis un frein au développement des bourses de mobilité pour les étudiants voulant faire un échange à l'étranger. Il a soulevé la colère des étudiants, des professeurs, des recteurs. Il voit l'iceberg, enligne le navire dessus, et augmente sa vitesse de croisière.

•••

La semaine dernière est mort un grand homme qui s'est battu une bonne partie de sa vie pour la démocratisation de l'éducation. Gérard Filion, signataire du rapport Parent, qui a débouché sur la création du ministère de l'Éducation, s'est éteint. Son décès survient à un moment crucial, comme pour illustrer que tout va mal en éducation et que nous perdons graduellement nos acquis sociaux dans cette sphère. Il sonne le glas pour une nouvelle commission Parent.

À l'heure où les problèmes s'accumulent en éducation, il ne faut pas se contenter des 103 millions et baisser les bras sur le reste. La grève a permis de mettre à l'agenda un véritable débat

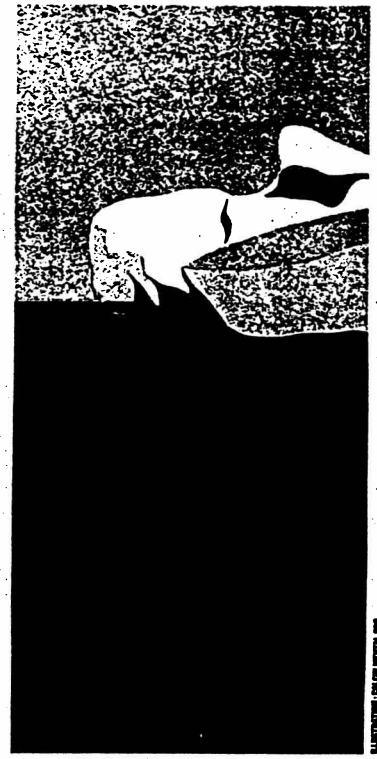


ILLUSTRATION : CHLOÉ ROBICHAUD

sur l'avenir de l'éducation au Québec et il faut profiter de cette lancée pour exiger un véritable questionnement sur ce que nous voulons faire de notre système d'éducation.

Une nouvelle commission ou comité de consultation devrait inviter les professeurs, les étudiants, les chercheurs et les citoyens ordinaires à formuler ce que la société québécoise désire pour son système d'éducation et à proposer des objectifs. C'est uniquement avec une conception globale des buts fixés que nous serons en mesure d'élaborer de façon cohérente un ensemble de solutions aux problèmes dont souffre l'enseignement à l'heure actuelle. Les États généraux sur l'éducation de 1995-1996 et le rapport Inchauspé qui en avait découlé et dont le gouvernement actuel semble avoir oublié l'existence seraient un bon point de départ pour un tel projet.

Il serait nécessaire de sortir de la logique économique dans un premier temps. Les contraintes budgétaires ne devraient pas être à la base d'une telle réflexion, qui relève d'abord d'un projet de société à long terme et qui transcende les priorités électorales. Et surtout, le dialogue devrait être véritable, sans solutions toutes faites pour répondre, encore une fois, à un programme électoral. Parce que l'éducation est à un tel point à la base de l'identité et de l'avenir d'une société que quand une partie du navire coule, il ne suffit pas de se fermer les yeux pour éviter de se noyer.

Quartier libre, 6 avril, p. 4

PRESQUE GAIN?

Après près de six semaines de grève et un an de revendications, le gouvernement et les Fédérations universitaires et collégiales (FEUQ et FECQ) concluent une entente de principe : 70 millions en 2005-2006 et 103 millions les années suivantes. L'aide apportée par la Fondation des bourses du millénaire et le Programme canadien de prêts aux étudiants permet de conclure une entente de principe.

Emmanuelle GRUBER

La fin de semaine dernière, à la suite de la reprise des négociations, le gouvernement et les Fédérations étudiantes se sont entendus : que ce soient les 70 millions de cette année ou les 103 millions des années suivantes, les sommes seront investies dans les plafonds de prêts. Mais pour atteindre ces montants, les étudiants ont négocié de la Fondation des bourses du millénaire 40 millions de dollars pour quatre ans, ainsi que du Programme canadien de prêts aux étudiants 100 millions aussi sur cinq ans. De plus, le calcul des frais de scolarité ne sera plus inclus dans le plafond de prêts, comme c'était le cas depuis mars 2004. Au final Québec investit 342 millions sur 482 millions au total sur cinq ans. Rappelons que l'ancienne proposition du ministre Fournier accordait 41,5 millions pour l'année 2005-2006.

Notons que les 70 millions retenus par la Fondation des bourses du millénaire pour les étudiants québécois ne sont pas inclus dans l'entente. Rappelons que ces 70 millions, destinés pour les prêts et bourses, avaient été retenus par la Fondation à la suite des coupures en mars 2003 qui constituaient un bris d'entente entre la Fondation et le gouvernement. Puisque les plafonds de prêts devront être revenus au même niveau qu'en 2003, cette somme devrait être réinvestie, selon Jean Lapierre, directeur des communications pour la Fondation. Dès la fin de semaine dernière, la FECQ a demandé à ses membres de voter massivement sur cette proposition. La FEUQ, quant à elle, a recommandé à ses membres de voter pour.

UN «PRESQUE GAIN»

La FAÉCUM, quant à elle, «juge satisfaisant la proposition», déclare Christian Bélair, coordonnateur aux Affaires institutionnelles de la FAÉCUM. Il ajoute que «le gouvernement a fait un petit effort. L'important, c'est que l'argent soit réinvesti dans les plafonds de prêts et non pas dans un programme de remise de dettes. De plus, tout le monde y a le droit, et les cycles supérieurs se sont pas écartés. En cela, c'est positif». Il poursuit en nuançant : «mais on est déçu quand même. On a eu les 103 millions mais en deux ans. C'est pour ça qu'on ne crie pas victoire». «Mais c'est le meilleur qu'on pouvait avoir», conclut-il. Cette semaine, les associations membres de la FAÉCUM se prononcent sur cette proposition.

VIVE RÉACTION DE LA CASSÉE

La CASSÉE a réagi négativement à cette entente. «Cette offre est inacceptable. Nous allons lancer un appel pour la rejeter», déclare Héloïse Moysan-Lapointe, porte-parole de la CASSÉE. «Cela ne couvre même pas les revendications de la FEUQ. Non seulement les 103 millions sont perdus pour cette année, mais en plus l'année prochaine il n'y a que 70 millions d'investis.» Tout en soulignant l'insuffisance de cette entente, Héloïse Moysan-Lapointe poursuit : «ce n'est pas en grattant les fonds de tiroir qu'on va régler le problème de l'accessibilité et de l'amélioration dans l'éducation. Il faudrait des stratégies plus globales.»

PHOTO MARIE-CLAUDE BARIBEAULT

MANIFESTATION DEVANT LE PARLEMENT DE QUÉBEC LE 24 MARS DERNIER.

PHOTO MARIE-CLAUDE BARIBEAULT

XAVIER LAFRANCE, PORTE-PAROLE DE LA CASSÉE, LE 24 MARS À QUÉBEC.

DEUXIÈME PROPOSITION APRÈS LA «FINALE»

Cette nouvelle proposition est plus généreuse que celle mise sur la table le 15 mars dernier par le ministre Fournier. Rappelons que cette proposition avait été déclarée «finale» et prévoyait le réinvestissement de 41,5 millions en 2005, dont 22,5 millions étaient destinés à baisser les plafonds de prêts et 19 millions pour un programme de remises de dettes. Seuls les étudiants endettés de plus de 11 000 dollars et qui terminent leur programme dans les délais auraient eu droit à cette remise de dette, qui était de 15% pour la première année. Cette réforme du régime avait été très mal accueillie par les étudiants. Pierre-Alain Benoît, secrétaire général de la FAÉCUM avait alors réaffirmé le caractère non négociable de la demande du réinvestissement des 103 millions dans le plafond de prêts.

Quartier Libre, 6 avril, p. 5

GUERRE DE TRANCHÉES

185 000 étudiants étaient en grève la semaine dernière alors que les négociations entre le gouvernement et les Fédérations (FEUQ et FECQ) étaient sur le point d'aboutir. Loin de s'essouffler, le mouvement de grève a perduré jusqu'à aujourd'hui : entre une ambiance festive et des rêves sociaux pour le Québec.

Emmanuelle GRUBER

À la fin de la semaine passée, au point culminant du conflit qui opposent les étudiants au gouvernement, les associations ont reconduit la grève massivement. À l'Université de Montréal, seules cinq associations ont arrêté la grève la semaine dernière, soit orthophonie-audiologie, nutrition, chimie, santé publique et réadaptation. Au total, environ 40 regroupements étudiants sont encore en grève, au moment où les négociations achèvent. Faits saillants : l'Association des étudiantes et étudiants en médecine de l'Université de Montréal (AÉÉMUM) a reconduit la grève la semaine dernière à majorité. Ce qui fait que toutes les facultés de médecine des universités francophones du Québec débrayaient encore la semaine dernière.

ACTIONS SPONTANÉES ET FESTIVES

Au rythme des reconductions de la grève se sont organisées différentes manifestations, comme à Québec le 24 mars dernier, organisée par la CASSÉE, ou au Parc Lafontaine le 30 mars pour commémorer la première année des coupures dans l'Aide financière aux études. Lors de ce dernier événement «mani-festif» qui a rassemblé 10 000 personnes, quelques artistes et personnes connues étaient venues soutenir la cause étudiante, comme les Loco Locass, Béluga, Thomas Jensen, Vincent Vallières et Paul Piché. À cette occasion, les étudiants en urbanisme et architecture de l'Université de Montréal avaient installé un bidonville baptisé «Charestville» pour dénoncer l'appauvrissement des étudiants. Une de ces constructions représentait le pavillon principal de l'Université de Montréal et était accompagné d'un panneau portant l'inscription *«for sale»*. Outre les slogans habituels tels que *«libérerez-nous des libéraux»* le groupe Loco Locass a égayé la foule en scandant *«grève générale sociale illimitée!»*

Outre ces grands événements, de nombreuses actions ou coups d'éclats ont été organisés par les étudiants et les comités de grèves des associations étudiantes, comme des mini-manifestations spontanées au centre-ville ou des occupations. Les étudiants de la Faculté de musique de l'Université de Montréal ont par exemple organisé une symphonie jeudi 31 mars dernier devant le ministère de la Culture. Les étudiants en théologie de l'UdeM ont mimé un chemin de croix vendredi saint et ont symboliquement crucifié une étudiante criblée de dettes. Plusieurs écoles secondaires ont également manifesté jeudi 31 mars, regroupant environ 5000 jeunes.

Mercredi 16 mars, une occupation a eu lieu dans les locaux de la Faculté des arts et sciences (FAS). Le conflit a pour origine une décision de la FAS qui a annoncé qu'elle ne permettrait pas à ses professeurs d'organiser un rattrapage. *«La FAS semble réticente à organiser des plans de rattrapage»*, explique Pierre-Alain Benoît, secrétaire général de la FAÉCUM. Il ajoute que *«la Faculté a menacé les étudiants de la perte de leurs cours»*, ce qui a attisé la colère de certains.

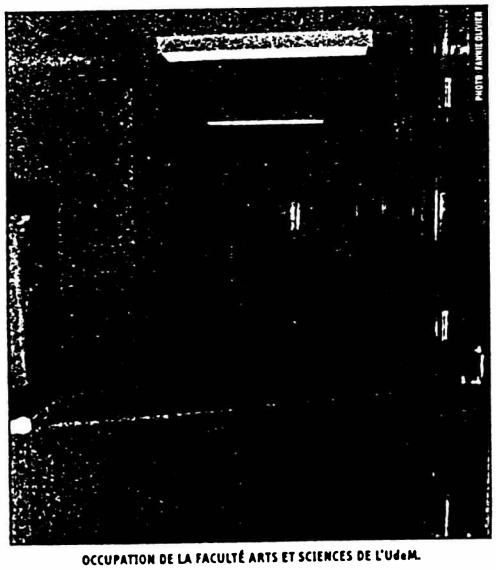


PHOTO JEANNE DUFORT

OCCUPATION DE LA FACULTÉ ARTS ET SCIENCES DE L'UdeM.

PHOTO MARIE-SOLEIL DESJARDINS

LE 29 MARS DERNIER LORS DE L'ACTION «LA PRESSION MONTE», UNE ÉTUDIANTE EN MÉDECINE PREND LA PRESSION DU CÉLÈBRE SYNDICALISTE MICHEL CHARTRAND.

APPUI DE LA POPULATION

Le mouvement étudiant a obtenu l'appui de nombreux acteurs sociaux : certains artistes et certaines personnalités comme Michel Chartrand, l'Union des forces progressistes (UFP), Option citoyenne, l'opposition (PQ) et certains syndicats (Syndicat canadien de la fonction publique SCFP-FTQ). De plus, un sondage Léger-Marketing du 30 mars fait pour le compte de la FEUQ conclut que 64% de la population pensent que le gouvernement devrait réinvestir la totalité des 103 millions dans les prêts et bourses, et que 63% seraient prêts à renoncer à leur baisse d'impôt afin de réinvestir la somme.

LA CASSÉE EN ACTION

La Coalition pour une solidarité syndicale élargie (CASSÉE) continue elle aussi la pression et critique fermement les négociations entre le gouvernement et les Fédérations (FEUQ et FECQ) dont elle est exclue. *«C'est antidémocratique*, affirme Mathieu Cousineau, porte-parole de la CASSÉE, *parce que nous représentons plus du tiers du mouvement»*. L'organisation vient tout juste de terminer une semaine forte en actions intitulée «Droits sociaux non-négociables! Perturbons l'ordre social». En plus de dénoncer farouchement les coupures dans les prêts et bourses, elle critique fermement les mesures anti-sociales du gouvernement libéral. *«Couper dans le social et faire des baisses d'impôts, c'est inacceptable. D'autant plus que le Québec est un pays riche. Le gouvernement devrait s'attaquer à l'évasion fiscale et penser à taxer plus les entreprises»*, explique Mathieu Cousineau.

Certaines actions organisées par la CASSÉE sont plus musclées comme le «commando-bouffe» du vendredi 1er avril. Les étudiants sont entrés dans un IGA du Centre-ville afin d'y dérober de la nourriture pour dénoncer le fait que les plus pauvres ne peuvent accéder à une alimentation saine et abordable. À la question pourquoi un commando dans une épicerie, Mathieu Cousineau répond : *«on n'est pas allé voler l'épicerie du coin. Mais une grande entreprise, proche du gouvernement parce qu'elle bénéficie de crédits d'impôts comme toutes les entreprises prospères. Comme le gouvernement ne travaille pas pour la population, nous avons voulu ébranler ses assises»*.

AMÉNAGEMENT POUR LA SESSION

À l'Université de Montréal, la direction a annoncé la prolongation du calendrier jusqu'au 30 avril. *«La direction a compris qu'il fallait qu'il y mettent leurs efforts»*, explique Pierre-Alain Benoît. *«Même si au début, ils pensaient intimider les étudiants, des mesures vont être appliquées»*, poursuit-il. Les facultés et départements vont donc pouvoir effectuer les ajustements requis pour les cours et examens et seront soumis à approbation par la vice-rectrice à l'enseignement de premier cycle et à la formation continue, Maryse Rinfret-Raynor.

Le groupe Loco Locass a égayé la foule en scandant «grève générale sociale illimitée!»

LECTEURS

Grève : la solution n'est pas là où on l'attend

Comme la vaste majorité des étudiants universitaires québécois, je suis attentivement le déroulement de la grève étudiante. Depuis fin février, les différentes associations étudiantes reconduisent sans trop d'opposition les mandats de grève. Mais qu'en est-il des étudiants qui s'opposent à cette situation ou s'abstiennent sur cette question? Leur laisse-t-on suffisamment de place pour s'exprimer librement, et ce, sans regards désapprobateurs?

Étudiant en communication, j'ai assisté à toutes les assemblées de mon département. À chaque occasion, je me suis abstenu de voter, sauf la dernière où je me suis prononcé contre la grève. Par honnêteté, à la sortie de cette dernière assemblée, les futurs communicologues applaudissaient à tout rompre. Comme s'ils s'apprêtaient à vivre quelque chose de grand. Comme si une reconduction de la grève provoquait chez ces gens une forte réjouissance.

À point, je trouve que le gouvernement libéral a commis une énorme gaffe en voulant couvrir les 103 millions de bourses en prêts. De fait, priver les plus démunis de sommes d'argent importantes et ainsi augmenter leurs dettes constitue un non-sens à mes yeux. Ayant moi-même une dette avoisinant les 5000 dollars, je sympathise avec mes collègues qui éprouvent de la difficulté à joindre les deux bouts.

Pour ce qui est de la grève, je crois qu'elle a été initialement légitime au départ, en ce sens qu'elle a évoqué un fort sentiment de protestation et de colère des étudiants en raison de la décision gouvernementale. Néanmoins, le débrayage a assez duré. En voulant continuer à faire la grève générale illimitée, nous risquons sérieusement de mettre en péril notre présente session. Même si les leaders du mouvement étudiant mentionnent qu'une session ne peut être annulée, le nombre de cours manqués, le réaménagement du trimestre, l'éventuelle session condensée de fous nos travaux, le temps de plus en plus restreint d'avoir la possibilité d'apprendre de nouvelles choses constituent une perte irréparable (...) pour toute la communauté étudiante. Autrement dit, j'ai de la peine à croire qu'il n'avait pas appel d'autres choses à faire ce trimestre. Pis encore, j'ai la profonde conviction d'avoir gaspillé mon temps en restant de l'avant.

Pour dénouer cette impasse, je propose la solution suivante, que tous les partis politiques concernés s'engagent, lors de la prochaine élection, à déposer, entre autres, les frais de scolarité en retour d'un référendum similaire dans l'idée bénéficiaire. En d'autres termes, ceux qui ont la capacité de payer davantage pourront financer ceux et celles qui sont nettement dans le besoin.

Bref, je crois qu'il est urgent de régler ce conflit au plus vite. Le temps presse. À ceux et celles dont le leitmotiv se résume à «Soyons solidaires, respectons les piquets de grève», je leur réponds : «Une vraie solidarité englobe tous et toutes. Une vraie solidarité ne se limite pas qu'à défendre les intérêts ou revendications d'une partie des étudiants. Elle regroupe l'ensemble des intérêts de TOUTE la population étudiante, même les étudiants qui s'opposent à la grève. Une vraie solidarité suppose de l'entraide, du support, mais aussi son lot de sacrifices qui ne peut plaire à tous. Une vraie solidarité répond à un processus dynamique, donnant/donnant et non à une formule linéaire qui se dirige uniquement vers une même destination».

Alexandre PATTERSON
Étudiant en communication à l'UdeM

JACK LAYTON SOUTIENT LES ÉTUDIANTS

«C'est au fédéral de payer les dettes des étudiants», affirme Jack Layton, chef du Nouveau Parti démocratique (NPD). Dès le 16 mars dernier, il avait montré son soutien à la cause étudiante au Québec en critiquant les coupures de 103 millions faites dans l'Aide financière aux études et avait encouragé les étudiants à poursuivre leur combat. ***«Paul Martin doit admettre sa part de responsabilité et reconnaître que la crise qui secoue le monde de l'éducation au Québec est due en partie aux budgets Martin de la dernière décennie»***, a-t-il déclaré dans un communiqué. Il a ajouté qu'***«Ottawa nage dans les surplus. Ceux-ci doivent être investis entre autres en éducation par le biais de transferts aux provinces»***, plutôt que dans la réduction des impôts aux entreprises et aux particuliers. Le dernier budget a été voté clairement pour satisfaire les conservateurs et moins pour investir les surplus accumulés. Afin de rendre l'éducation plus abordable, le fédéral doit, selon Jack Layton, augmenter ses investissements en éducation dans une perspective de fédéralisme asymétrique. Le chef du NPD indique de plus que la mauvaise gestion en éducation du gouvernement Charest est susceptible de donner des armes au gouvernement Martin pour ne pas favoriser les transferts en éducation.

Concrètement, au sujet de l'endettement étudiant, Alexa McDonough, porte-parole en matière d'éducation au NDP et ancienne chef du parti, a proposé un projet de loi visant la faillite et l'insolvabilité relatives aux prêts étudiants afin de ***«réduire de dix à deux ans la période d'attente après la fin des études pour qu'un étudiant puisse demander la protection de la loi»***. Dans ce projet de loi, l'étudiant ***«pourrait déclarer faillite après deux ans en cas d'insolvabilité»***. Selon elle, les étudiants sont véritablement discriminés. Alexa McDonough poursuit en critiquant ***«cette mentalité qui prévaut aujourd'hui, qui veut que l'éducation soit un service qui bénéficie d'abord et avant tout à l'individu alors que qu'il bénéficie aussi à la société»***.

GRÈVE DE LA FAIM ALTRUISTE

Le 24 mars dernier à l'Université de Georgetown à Washington D.C., 22 étudiants en grève de la faim ont obtenu gain de cause dans leur revendication concernant la mise en place de salaires décents pour les employés de soutien de l'Université. Après neuf jours de grève et 123 kg perdus (au total sur le groupe d'étudiants), une nouvelle politique salariale sera adoptée prochainement. Les étudiants demandent un salaire raisonnable de 14,93$, alors qu'actuellement les travailleurs sous contrats sont payés 8,50$ l'heure et 12,00$ pour les travailleurs syndiqués. Ils exigent également que ce salaire soit indexé au coût de la vie dans les années suivantes. Les grévistes ont exposé une série de dix revendications, qui ont toutes été entendues, et qui comprennent certains droits comme le droit de s'associer, l'accès à certaines structures (bibliothèques), une couverture médicale décente, un environnement exempt de harcèlement. L'Université s'est également engagée à réviser tous les contrats de travail existant afin qu'ils reflètent la nouvelle politique ainsi que les contrats de travail d'employés qui relèvent des sous-traitants. Dans le cas advenant que les sous-traitants refusent d'appliquer la nouvelle politique, l'Université doit assurer une certaine sécurité de l'emploi aux travailleurs, en les employant elle-même.

Quartier Libre, 6 avril, p. 8

L'ART ÉTUDIANT ENGAGÉ

À l'heure des récents développements concernant le bras de fer gouvernement-étudiant, le Mouvement de manifestation artistique (MMA) est en pleine ébullition. Pour motiver les troupes, le MMA joue les animateurs de rue.

Carole FILIPPI

Le MMA naît de la curiosité de Viviane Renard pour les droits des étudiants en matière de grève. Étudiante finissante de l'option Théâtre au Cégep Lionel-Groulx, elle rassemble les étudiants en art du Cégep pour les informer et les sensibiliser à son tour. Le 24 février, premier jour de la grève étudiante, elle co-fonde le MMA avec trois acolytes. *«Les étudiants en art du Cégep ont tout de suite répondu à notre appel et nous avons commencé nos actions dès la première semaine,* explique-t-elle. *Les quatre concentrations artistiques étaient présentes : art plastique, musique, arts et lettres et théâtre.»*

ARTISTIQUE MOBILISATION

Le mandat du MMA est simple : *«mobiliser des ressources afin de proposer et d'organiser des activités festives, artistiques et pacifiques, et d'en informer la population étudiante».*

Dans le contexte de la grève, cela signifie *«développer des images fortes afin de donner de la couleur aux manifestations, de faire en sorte qu'elles soient plus visibles».* Concrètement, il s'agit d'aider à l'organisation, à l'unité des initiatives locales et régionales. Les membres du MMA proposent un thème pour chacune des manifestations, qui devient le fil conducteur et unificateur de la journée. Ils ont également mis au point une «chaîne téléphonique» qui leur permet d'appeler les étudiants en art à travers le Québec pour les inviter à apporter du matériel sur les lieux de piquetage. *«Maquillage, costumes, marionnettes, tout est possible!»* s'enthousiasme la jeune comédienne. *Un samedi à Montréal, on avait organisé un cortège funéraire avec trois cercueils dans lesquels reposait l'Éducation!»*

Susciter la réflexion chez certains étudiants, encourager la patience et la persévérance chez d'autres, les membres du MMA savent se transformer en véritables animateurs de rue. *«Notre métier, c'est précisément d'être en contact avec le public. Animer les manifestations nous permet justement de voir ce que c'est que d'être artiste.»*

D'un autre coté, Viviane Renard admet que c'est aussi une façon de donner plus de punch à une manifestation. *«Nous ne sommes pas toujours d'accord avec les mots employés par les étudiants pour leurs revendications. Je pense qu'une mise en scène ou une chanson peuvent en dire beaucoup plus qu'une pancarte agressive.»*

VERS UN FORUM CULTUREL

Les actions du MMA rencontrent un tel succès que Viviane Renard et Catherine Marineau, co-fondatrice, ont voulu aller plus loin. Elles ont imaginé un *happening* artistique, qui regrouperait toutes les écoles d'art du Québec, quel que soit l'art enseigné. Un grand projet dont le mandat est de rassembler des artistes *«afin de susciter une réflexion collective sur l'état de la culture, du milieu artistique et sur les causes pouvant engendrer la dégradation de la culture».*

Viviane Renard ne veut pas que le public se méprenne. *«Nous voulons une vraie discussion sur le milieu artistique et culturel en général. Un débat entre artistes de toutes disciplines. Nous avons vraiment l'impression que chaque art joue et proteste en solo. Et nous voudrions donner une chance aux artistes d'écouter, de s'informer et de s'exprimer.»* Le *happening* devrait ainsi se dérouler fin avril, sur une période d'environ douze heures.

Le MMA a fait appel à toutes les écoles d'art du Québec : le Conservatoire d'art dramatique de Québec, Saint-Hyacinthe, la faculté des arts de l'UQÀM, le Conservatoire d'art dramatique de Montréal, l'option théâtre du Cégep Lionel-Groulx et l'École nationale. Les représentants de l'Association des écoles supérieures d'art à Montréal (ADÉSAM) ont également répondu présent à la réunion d'information organisée par le MMA. Seuls le Conservatoire d'art dramatique de Québec et Saint-Hyacinthe n'ont pas répondu à l'appel.

> Notre but est de développer des images fortes afin de donner de la couleur aux manifestations, de faire en sorte qu'elles soient plus visibles.
>
> Viviane RENARD
> co-fondatrice du MMA.

Le Mouvement pour les arts et les Lettres (MAL) et l'Union des artistes (UDA) sont également invités à prendre part à l'événement. Mais Viviane veut dissiper les éventuelles confusions. *«Contrairement au MAL, qui répertorie ses membres et a des revendications chiffrées, notre finalité n'est pas de revendiquer. Le* happening *va surtout servir à tâter le pouls des jeunes artistes et du public. Ce que nous voulons, c'est que les artistes, quelle que soit leur discipline, discutent. S'il en ressort des revendications alors le* happening *aura permis de les formuler dans le cadre d'un vrai débat et de leur donner ainsi une unité du milieu artistique».*

Quartier Libre, Mars, p. 17

- Reprendre les cours le soir et la fin de semaine
- Offrir des cours pendant la semaine d'examens
- Ajouter une heure de plus aux cours de trois heures
- Donner plus de travaux individuels aux étudiants
- Annuler des journées pédagogiques
- Dans les cégeps : prolonger la session jusqu'au 15 juin
- UQAM : prolonger le trimestre d'hiver jusqu'au 8 mai, sauf pour l'École de gestion
- Université de Montréal et Université Laval : prolonger le trimestre jusqu'au 30 avril pour les facultés touchées par la grève

Pour rattraper les jours de classe perdus

On devra mettre les bouchées doubles

Les professeurs et les étudiants devront mettre les bouchées double pour rattraper le temps perdu durant la grève étudiante, qui s'est prolongée durant plus d'un mois dans quelques cégeps et universités.

CAROLINE ROY

«C'est sûr que l'on doit user de stratégie pour obtenir un calendrier scolaire de 82 jours», dit Nathalie Beaudoin, du Collège Bois-de-Boulogne où les cours ont repris hier, alors que la grève avait débuté le 9 mars.

La direction du cégep Bois-de-Boulogne a choisi de prolonger la session d'hiver jusqu'au 15 juin et d'annuler des journées de congé. Normalement, la session aurait pris fin à la mi-mai.

Charge double

De son côté, le syndicat des professeurs du collège confirme que la charge de travail sera plus importante d'ici le 15 juin.

«On va devoir compléter la session actuelle et en même temps, organiser la rentrée à l'automne», affirme André Pilote, président du syndicat des enseignants de Bois-de-Boulogne.

Généralement, de la mi-mai à la mi-juin, les professeurs de cégep se consacrent à la préparation du matériel pour le trimestre d'automne.

Moins de jours de classe

La direction du cégep de Drummondville songe à réduire le nombre de jours de classe en dessous des 82 jours prévus par la loi. Il s'agirait à la place d'allonger les heures de classe.

«Les cégeps doivent respecter les exigences en heures de cours», précise pour sa part Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre de l'Éducation.

La grève s'essouffle ?

Hier, les étudiants des cégeps de Valleyfield, Limoilou, Sherbrooke et Saint-Hyacinthe ont mis fin à la grève.

Au cégep de Saint-Laurent, un bastion fort de la CASSÉE, la poursuite de la grève a été reconduite avec l'appui de seulement 51 % des étudiants.

Journal de Montréal, 7 avril, p. 16

La Presse, Mardi 2005, Actualités

Le Devoir, Mardi 2005, Actualités

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Peut-être encouragés par le vent d'été qui soufflait hier sur Montréal, des étudiants toujours en grève ont crié haut et fort leurs 103 millions de bonnes raisons de courir pour la cause étudiante...

Fondation des bourses du millénaire

L'argent sera disponible, dit Fournier

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Alors qu'environ 80 000 étudiants rejettent l'entente proposée par Québec, le ministre de l'Éducation s'est défendu hier d'être à la merci des conditions émises par la Fondation des bourses du millénaire, qui a pourtant clairement indiqué le caractère conditionnel de sa contribution salvatrice de 40 millions de dollars.

Dans un communiqué émis samedi au moment où le ministre Jean-Marc Fournier dévoilait les détails de l'accord de principe conclu avec les fédérations étudiantes, la Fondation des bourses du millénaire (FBM) indiquait en effet la nature conditionnelle de sa contribution de 40 millions, échelonnée sur quatre ans. Cet apport fédéral inattendu, combiné aux 100 millions du Programme canadien de prêts aux étudiants, a facilité l'accord de principe.

«La participation de la fondation demeure toutefois conditionnelle à la ratification de l'accord de principe par les diverses parties en présence», indique clairement le communiqué émis sur le site Internet de la fondation.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a réagi hier à cette brèche mentionnée la veille dans *Le Devoir*. *«L'entente avec la Fondation canadienne des bourses du millénaire* [stipule] *que dès qu'il y a entente de principe avec les leaders et que le gouvernement pose le geste qui est mentionné dans l'entente, qui est d'amener 70 millions et 103 millions, la fondation amène aussi son apport»*, a affirmé le ministre lors d'un point de presse à Québec. *«C'est ce qu'on a, et ça ne change pas. Je n'ai pas d'inquiétude à ce niveau-là.»*

M. Fournier a aussi indiqué que cet accord de principe doit être ratifié par les étudiants, un processus qui doit encore se poursuivre aujourd'hui et demain. *«C'est évident que c'est une entente de principe»*, a convenu le ministre. *«On cherche à ce que les étudiants y adhèrent. Mais la tendance qu'on voit dans les votes* [nous indique] *qu'il y aura ratification. Et, encore une fois, il faut laisser le temps au processus.»*

Choqué par l'assurance du ministre, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard-St-Amant, décode une certaine *«panique»* dans les propos de son vis-à-vis. *«Voilà un signe de panique de la part du ministre de l'Éducation, qui nous sort ce genre de choses quand il commence à sentir qu'il perd le contrôle»*, a-t-il expliqué hier, cependant encouragé par les signaux envoyés par ses associations. *«C'est dans la même lignée que tout ce qu'il nous a servi de paternaliste et d'autoritaire depuis le début du conflit.»*

L'invitation formulée par la FEUQ d'accepter l'entente de principe semble être entendue par les associations membres: hier encore, l'Université du Québec à Rimouski s'est ajoutée au lot des 50 000 étudiants qui ont acquiescé à l'offre de Québec pendant que 10 000 la refusaient. 20 000 membres de la FEUQ doivent encore être sondés prochainement.

Toutefois, le portrait collégial est toujours divisé: 50 000 cégépiens ont rejeté l'offre alors que 54 000 lui ont donné leur aval. Des associations membres de la FECQ, notons que huit ont approuvé l'entente de M. Fournier, contre sept qui l'ont rejetée.

Dans certains cégeps et même à l'université, certaines des associations qui ont refusé l'entente l'ont toutefois fait avec une mince majorité, ce qui laisse croire à certains observateurs qu'une reprise du vote — telle que prévue aujourd'hui dans nombre d'associations — pourrait faire basculer la tendance.

«Les taux de reconduction des grèves sont plus faibles et on sent une inquiétude chez certains étudiants à cause des complications scolaires que pourrait entraîner une poursuite de la grève», a expliqué hier Joël Nadeau, coordonnateur de l'Association facultaire de lettres, langues et communication (AFELLC) de l'UQAM.

À l'UQAM, ce sont maintenant environ 25 000 des 40 000 étudiants qui ont rejeté la proposition du ministre et par conséquent choisi de poursuivre la grève. La commission des études de l'université a d'ailleurs voté mardi pour une prolongation du trimestre d'hiver de deux semaines en vue de le conclure le 8 mai. Ceci aura pour effet de reporter le début du trimestre d'été d'une semaine.

Le chapitre final de cette saga étudiante commencée le 24 février n'est pas encore écrit: lors d'un congrès téléphonique cette fin de semaine, la FEUQ doit décider de la manière dont elle calculera l'adhésion de ses membres. L'ensemble des associations membres s'y prononcera et soupèsera les éléments à considérer pour juger de la conclusion de l'événement.

La FECQ songe aussi à tenir une instance spéciale, possiblement téléphonique, de manière à joindre l'ensemble de ses membres établis en région. La présidente de la FECQ, Julie Bouchard, n'a toujours pas pris la parole depuis que cet accord de principe est connu, mais elle pourrait le faire demain.

Avec la collaboration de Tommy Chouinard
Le Devoir

GRÈVE ÉTUDIANTE

Le sort de l'entente se jouera ce week-end

MARIE ALLARD

Le sort de l'entente de principe qui prévoit le réinvestissement de 482 des 618 millions supprimés dans les bourses sera fixé ce week-end. Réunis en congrès téléphonique, les représentants des 19 associations membres de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) voteront — en faveur ou contre — cette dernière offre.

Déjà, 45 000 des 70 000 étudiants de la FEUQ en grève sont retournés en classe, mais le président, Pier-André Bouchard, qui a négocié l'entente avec Québec, refuse de présumer de l'issue du scrutin. « On verra, a-t-il indiqué hier. Ce sont eux qui votent, pas moi. Plusieurs facteurs devront être pris en compte, dont l'état du mouvement de grève. La FEUQ est consciente du fait que dire oui a un gros impact. »

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a beau parler de sa « dernière offre », il n'est pas pris au sérieux par le leader étudiant. « Ça fait trois ententes différentes qui sont qualifiées de finale, a-t-il rappelé. Je ne sais pas s'il y a des gens qui le trouvent encore crédible. »

La Fondation canadienne des bourses du millénaire attend elle aussi le résultat des consultations pour d'allonger les 40 millions supplémentaires prévus dans l'entente et les 70 millions dus cette année. « On suit ça », a dit Jean Lapierre, directeur des communications de la Fondation. Aucune date n'est fixée pour le versement des sommes, « mais ça pourrait être fait assez rapidement », d'après M. Lapierre.

Les choses sont plus compliquées du côté du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE). Ce programme fédéral doit verser 100 millions en quatre ans, selon un accord « qui reste encore à être officialisé », précise un communiqué du ministre Fournier.

Reste à savoir si Ottawa est au courant : le cabinet de la ministre Lucienne Robillard, identifiée comme étant le contact de Québec, a renvoyé *La Presse* aux fonctionnaires de Ressources humaines et développement des compétences Canada (RHDCC). Ignorant tout de la question, ces derniers ont conseillé d'appeler au ministère des Finances, où on nous a renvoyés à RHDCC ! « Vous tombez un peu dans une zone grise », a admis Pierre Manoni, agent d'information à RHDCC.

Afin de régler rapidement le conflit étudiant, « on ne pouvait pas attendre d'avoir tous les papiers », a expliqué Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre Fournier. Il estime néanmoins que l'entente est « très claire » et continue à suivre l'évolution de la grève. « On voit que plus les jours avancent, plus les étudiants sont en faveur de l'entente », a-t-il indiqué.

Le vent semble en effet avoir tourné. Selon un bilan effectué à 19 h hier, 23 cégeps représentant 54 000 élèves ont mis fin à la grève. Au contraire, 17 cégeps comptant 50 000 élèves ont décidé de poursuivre le débrayage. Fait à noter, plusieurs associations ont à la fois voté en défaveur de la proposition du ministre Fournier et pour le retour en classe, ce qui rend difficile la réalisation d'un portrait exact de la situation. Julie Bouchard, la présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), ne commente pas la situation avant demain.

À l'Université de Montréal, 13 800 étudiants ont repris les cours et 3000 autres sont en grève. À l'UQAM, qui a annoncé qu'elle prolongeait le trimestre d'hiver jusqu'au 8 mai, environ 27 000 étudiants débrayent toujours, tandis qu'à l'Université Laval on en compte 13 000. L'Université du Québec à Rimouski (UQAR) a toutefois décidé hier à 57,6 % de mettre fin à la grève. La Coalition pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), exclue des pourparlers à Québec, estime enfin représenter 20 200 grévistes.

IDÉES

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les étudiants ont repris le carré rouge pour symboliser leur lutte contre le gouvernement Charest. Avant eux, le Collectif pour un Québec sans pauvreté l'avait arboré en octobre 2004 pour dénoncer le projet de loi 57 sur l'aide sociale.

Les multiples vies du carré rouge

Le symbole de la lutte pour un Québec sans pauvreté et riche de tout son monde

VIVIAN LABRIE
Collectif pour un Québec sans pauvreté

L'origine de cette idée *«forte et efficace»* du carré rouge qu'on a vu partout dans le mouvement étudiant ces dernières semaines n'est pas du tout *«obscure»*, comme l'affirmait Stéphane Baillargeon dans son article sur *«l'esthétisme de la contestation»* dans *Le Devoir* du samedi 2 avril 2005. Tout ça a commencé d'une façon tout ce qu'il y a de plus publique. Les membres de l'Assemblée nationale, en particulier Claude Béchard, ancien ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, savent très bien d'où il vient.

Le carré rouge a été arboré pour la première fois le 5 octobre 2004 dernier, lors de la présentation du Collectif pour un Québec sans pauvreté sur l'inacceptable projet de loi 57 sur l'aide sociale à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

La délégation du collectif en a expliqué le sens au ministre dans ces termes, qu'on retrouve dans la *Gazette officielle du Québec* du 5 octobre: *«[...] Nous nous sommes demandé comment on doit agir pour cesser de tourner en rond dans l'histoire. Aujourd'hui, nous dénonçons, nous démontrons, nous proposons. Tout à l'heure aussi, nous serons dans la rue.* [...] *Nous vous demandons de refuser que les institutions politiques continuent de concevoir pour les citoyens les plus pauvres des escaliers roulants qui descendent au lieu de monter et qui mettent à chaque fois un peu plus dans le rouge. Nous allumons une très, très grosse lumière rouge* [...], *comme ça, ce sera encore plus visible.»*

Les membres de la délégation ont alors arboré devant le ministre un carré en *duct tape* rouge, invitant les gens *«qui sont intéressés à allumer la lumière rouge»* à le faire en même temps qu'eux.

Par la suite, tout au long de l'automne, la consigne du carré rouge s'est multipliée dans les rangs du collectif en même temps qu'une déclaration citoyenne signée par plus de 4000 personnes de toutes les occupations et plus de 500 organisations pour réclamer le retrait du projet de loi 57 et la réparation des reculs en cours à l'aide sociale (voir sur le site Internet du collectif au *www.pauvrete.qc.ca*; il est encore possible et utile de la télécharger pour la signer).

La consigne s'est ensuite répandue lors du Forum alternatif qui s'est déroulé les 6 et 7 octobre par le Réseau de vigilance en marge du Forum des générations prévu la semaine suivante à Saint-Augustin, près de Québec, ainsi que dans les manifestations subséquentes. Le 20 novembre, à l'invitation du même réseau, plus de 10 000 personnes sont allées à Montréal manifester à l'extérieur du congrès du Parti libéral du Québec leur objection aux reculs, à l'aide sociale et ailleurs, qui plongent des personnes dans d'énormes difficultés financières. La consigne était de porter du rouge.

Le 13 décembre, deux ans jour pour jour après l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, à l'initiative du Collectif pour un Québec sans pauvreté, une cinquantaine de personnes portant carré rouge et vêtements rouges ont occupé «en rouge» la cafétéria de l'Assemblée nationale pendant cinq heures pour réclamer notamment le retrait du projet de loi 57 sur l'aide sociale et l'abandon des mesures de recul.

En janvier 2005, les associations étudiantes ont pris le relais du carré rouge, ce qui est très bien, pour lui donner la visibilité qu'on a vue et avec la créativité que l'on sait dans le cadre de l'extraordinaire mobilisation qui s'est ensuite développée contre la compression de 103 millions de dollars aux prêts et bourses.

Une idée de fou!

Quant à l'idée lancée en octobre, elle provenait du travail d'un atelier, qui aura à l'évidence atteint son but, sur «des idées de fou pour du matériel militant qui suscite l'attention et l'adhésion», tenu lors d'une session extraordinaire du Parlement de la rue convoquée par le collectif à Québec le 24 janvier 2004.

Les participants étaient sortis de l'atelier marqués de rouge à partir de l'idée et du matériel apportés par la personne-ressource de cet atelier, une artiste de Montréal, Johanne Chagnon, en signe de protestation devant des politiques appauvrissantes. Notons également une série de productions «rouges» de cette artiste, faites à la fin de l'automne 2004 en collaboration avec le collectif. On peut les voir sur le site Internet du collectif.

Voilà l'histoire de l'origine du carré rouge. Il n'appartient à personne. Il est associé à une mobilisation d'objection à des politiques qui appauvrissent. Il pourrait continuer à faire du chemin dans ce sens.

Le carré rouge n'appartient à personne. Il est associé à une mobilisation d'objection à des politiques qui appauvrissent.

La facette de l'aide sociale

Par ailleurs, il devient important, à la veille d'un budget dont la date recule sans cesse, de rappeler fermement la facette de l'aide sociale de cette lutte du carré rouge. En même temps que le gouvernement a retiré de façon tout à fait inacceptable 103 millions dans le régime des bourses lors du dernier budget, il a aussi procédé à de graves compressions à l'aide sociale en janvier 2005 malgré les protestations de l'automne. Il est allé chercher 14 millions en n'indexant qu'à moitié les deux tiers des prestations d'aide sociale, donc en retirant du pouvoir d'achat à des personnes qui n'avaient que 533 $ par mois pour vivre. Une honte!

Il est allé chercher 44 autres millions de dollars en modifiant le règlement de l'aide sociale pour réintroduire une compression pour partage de logement familial, pour éliminer des aides au logement, à l'emploi, pour enlever le droit à l'aide sociale aux personnes immigrantes pendant leurs trois premiers mois au Québec, pour resserrer les règles d'admissibilité à l'aide sociale. Toutes ces coupes sont odieuses. Elles doivent toutes être réparées sans compromis parce qu'elles n'auraient jamais dû être faites.

Au cours des derniers mois, le gouvernement du Québec s'est mis en totale infraction avec la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui impose depuis son entrée en vigueur, en mars 2003, d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble des personnes en situation de pauvreté. Si la lutte du carré rouge a plusieurs facettes, elle n'a qu'un seul horizon: celui d'un Québec sans pauvreté... et riche de tout son monde.

La société québécoise doit à ses membres qui sont en situation de pauvreté le respect en toute égalité de leur dignité et de leurs droits. Cela suppose entre autres une couverture décente des besoins dans les régimes de protection sociale. Aucun recul n'est acceptable là-dessus, alors qu'en fait, il faudrait faire mieux. Toutes les personnes qui sont d'accord devraient marquer leur objection et exiger les décisions politiques nécessaires. Y compris dans le budget du Québec 2005-06. Le carré rouge est là pour ça.

La Presse, 8 avril, p. A22

La grève des étudiants tire à sa fin

MARIE ALLARD

La grogne étudiante prend un drôle de tournant : la vaste majorité des grévistes sont de retour en classe, mais plusieurs se prononcent... en défaveur de la dernière offre de Québec. L'absence de réinvestissement dès cette année — alors qu'il y a une coupe de 103 millions dans les bourses — et le manque à gagner de 33 millions l'an prochain irritent particulièrement les étudiants.

À l'Université de Montréal, où il n'y a plus que 2500 grévistes, la division est telle que la Fédération des associations étudiantes du campus (FAECUM) n'arrive pas à prendre position. Réunies en conseil général mercredi soir, 14 de ses associations ont voté en faveur de l'entente, 14 l'ont rejetée et sept se sont abstenues.

« Depuis le début de la semaine, 100 000 étudiants ont rejeté l'offre », affirme Héloïse Moysan-Lapointe, porte-parole de la Coalition des associations pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE). « Plusieurs sont néanmoins rentrés en classe, avec beaucoup d'amertume. » Hier seulement, les élèves des cégeps de Maisonneuve, Marie-Victorin, Matane et Sainte-Foy ont mis fin à de longs débrayages, tout en s'opposant à l'entente de principe.

Cette curieuse position pourrait faire en sorte que les étudiants se retrouvent le bec à l'eau. « Le gouvernement ne voudra pas renégocier avec nous sans rapport de force », a analysé Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ).

Le cabinet du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, s'est fait plus rassurant. « Dans une entreprise, les gens ne peuvent évidemment pas rejeter une entente et retourner travailler, a dit Stéphane Gosselin, attaché de presse de M. Fournier. Les étudiants ont cependant cette possibilité de dire qu'ils ne sont pas satisfaits à 100 %, et je comprends que certains le fassent. Mais l'entente va être appliquée, c'est clair. »

Quant aux 100 millions en quatre ans provenant du Programme canadien de prêts étudiants (PCPE), ils vont bel et bien être versés, a indiqué hier à *La Presse* Yves Lemire, chef de cabinet de la ministre fédérale Lucienne Robillard.

Il ne reste que 50 000 grévistes

La grève, qui a réuni jusqu'à 230 000 étudiants, vit vraisemblablement ses dernières heures. Bien qu'une centaine de grévistes aient causé tout un émoi en occupant la tour de la Bourse hier matin — l'un d'entre eux a été arrêté après une intervention musclée de l'escouade antiémeute — la vaste majorité a jeté l'éponge. Selon un bilan effectué hier à 19h, seuls 50 000 collégiens et étudiants n'ont pas encore voté en faveur d'un retour en classe et plusieurs assemblées décisives auront lieu aujourd'hui. Même la CASSEE, qui n'a pas participé aux pourparlers avec Québec, songe à stopper le débrayage.

Le Soleil, 8 avril, p. A11

Bisbille au sein de la FEUQ

Plusieurs de ses membres dénoncent sa gestion de la crise

VIOLAINE BALLIVY
VBallivy@lesoleil.com

Le rejet de l'entente de principe par les étudiants est en train de se retourner contre l'un de ses principaux artisans, la Fédération étudiante universitaire (FEUQ). Plusieurs de ses membres ont dénoncé hier sa gestion de la crise, l'accusant de faire des pressions sur les grévistes pour qu'ils rentrent en classe le plus tôt possible. Certains envisageraient déjà une désaffiliation.

Treize associations étudiantes de l'Université de Montréal ont tenu un point de presse hier pour crier haut et fort toutes les critiques qu'elles formulaient tout bas depuis le dévoilement de l'entente entre la FEUQ, la FECQ et le ministre Jean-Marc Fournier. « La FEUQ n'a pas écouté toutes nos revendications (dont le remboursement rétroactif des compressions de 103 millions $ pour 2004-2005) et maintenant, elle laisse entendre que tous les étudiants qui retournent en classe sont satisfaits. C'est complètement faux », dénonce Francis Hamel, représentant des étudiants d'histoire. Par exemple, la FEUQ indiquait dans un bilan hier que les étudiants en sciences de l'UQAM avaient voté pour la reprise des cours, sans préciser qu'ils avaient néanmoins rejeté l'entente.

À l'Université Laval, où les grévistes se maintiennent autour de 11 000, les langues se délient tout aussi facilement pour critiquer la FEUQ. « Elle dresse un portrait plus rose de la situation pour que les gens cessent la grève. C'est elle qui essouffle le mouvement », dit Jean-Michel Landry, du comité de mobilisation.

Les tensions sont si importantes que la CADEUL, l'association des étudiants de premier cycle, a tenu bon d'ajouter à l'ordre du jour de son prochain caucus un point spécial « FEUQ ». La tenue d'un référendum sur la désaffiliation sera alors étudiée. « Nous sentons qu'il y a beaucoup de mécontentement », indique Antoine Houde, de la CADEUL.

Le principal intéressé, Pier-André Bouchard rappelle que la décision d'entériner ou non l'entente sera prise en fin de semaine, au terme d'une consultation auprès des associations de campus. Toutefois, tout porte à croire que l'affirmative l'emportera. « Si les gens voulaient que la FEUQ et la FECQ retournent à la table des négos, ils devaient rester en grève. Sinon, on perd notre rapport de force », souligne le président de la FEUQ.

Le nombre de grévistes a d'ailleurs continué de s'effriter hier, avec le retour en classe des étudiants du Cégep de Sainte-Foy. La Fédération des cégeps ne compte plus que 22 000 étudiants en grève et la FEUQ, 10 000, pour un total d'environ 50 000.

GRÈVE ÉTUDIANTE

Massé a supervisé les négos

Le chef de la FTQ a joué un rôle important entre Fournier et les grévistes

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Le chef de la FTQ, Henri Massé, a joué un rôle de premier plan dans les négociations qui ont conduit à l'entente entre Québec et les étudiants, a appris LE SOLEIL.

Le chef syndical est entré — discrètement — en scène peu après que le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, eut utilisé ses propos pour amener les étudiants à mettre de l'eau dans leur vin. Piqué à vif, M. Massé a appelé M. Fournier pour lui dire ce qu'il pensait de cette façon de faire. Mais le mal était fait, les étudiants s'étaient donné rendez-vous devant les bureaux de la centrale syndicale pour manifester leur désaccord.

Désireux de réparer les pots cassés, M. Massé aurait repris le téléphone, déterminé à rétablir les ponts entre Québec et les leaders étudiants. Ces derniers étaient échaudés depuis que le whip du gouvernement, Norman McMillan, avait éventé la tenue d'une rencontre secrète entre les parties.

À la suite de l'intervention de M. Massé, une rencontre a été organisée le soir du Jeudi saint, le 24 mars. Le chef de la FTQ se serait alors engagé personnellement auprès des étudiants que personne ne serait mis au courant. D'autres rencontres ont suivi sans qu'aucun média ne fût mis au parfum.

Dès les premières réunions, les parties travaillaient déjà sur un scénario comprenant essentiellement les termes de l'entente qui est sur la table, soit la réduction des plafonds de prêts de 70 millions $ en 2005-2006 et de 103 millions $ les années suivantes. Le ministre Fournier avait déjà abandonné son programme de remise de dette pour les plus démunis, qu'il avait présenté comme une offre finale le 15 mars.

Tout au long des négociations, qui auront duré un peu plus d'une semaine, M. Massé a mis son expérience à contribution, surtout auprès des étudiants, qui pouvaient communiquer avec lui pour obtenir conseil.

Joint au téléphone, M. Massé n'a pas voulu s'« accorder un rôle » dans les négociations, bien qu'il ait admis avoir « aidé à relancer les discussions. Je ne suis pas intervenu sur le fond des questions. Les étudiants savent que, des fois, on est capable de les aider à ouvrir des portes, on l'a fait, au niveau du ministre de l'Éducation et du premier ministre. Mais c'est les étudiants qui ont fait leur travail et je trouve qu'ils l'ont bien fait ».

ARCHIVES LE SOLI

Le président de la FTQ, Henri Massé

Le Soleil, Samedi, p. A11

ACTUALITÉS

Retour en classe

Les étudiants choisissent massivement de mettre fin à la grève pour ne pas compromettre leur trimestre

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Craignant la fin abrupte de leur trimestre, les étudiants ont massivement décidé hier de stopper la grève, ne laissant plus que quelques milliers d'irréductibles dans la balance. Amères, quelques associations ont toutefois choisi le retour en classe tout en refusant le contenu de l'entente proposée par Québec.

Après avoir opté pour une poursuite de la grève en début de semaine, les étudiants du cégep Marie-Victorin ont ainsi choisi hier de renverser la situation, votant dans une proportion de 80 % pour la fin de l'école buissonnière. Cependant, comme ils l'avaient fait précédemment, ces mêmes étudiants ont rejeté le contenu de l'accord de principe auquel le gouvernement et les deux fédérations étudiantes sont arrivés en fin de semaine.

Dans quelques cégeps comme celui-là, de même que chez les associations membres de la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE), plusieurs étudiants ont pratiqué cette logique du double message: contre la grève, mais aussi contre l'entente...

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard-St-Amant, ne comprend pas la stratégie qui se cache derrière ce signal d'insatisfaction qu'envoient les étudiants. *«J'espère que tout le monde a compris qu'on ne négocie pas sans rapport de force»*, a-t-il indiqué hier, lui dont les membres n'ont pas opté pour cette façon de faire. Au total, à la FEUQ, quelque 10 000 étudiants ont dit non à l'offre de Jean-Marc Fournier et maintiennent la grève, contre 60 000 qui ont accepté l'entente.

«Tout indiquait que le mouvement allait s'essouffler cette semaine, raconte le président de la FEUQ. *Nous savions qu'il fallait aller chercher le maximum du gouvernement avant que les étudiants ne s'arrêtent.»*

Dans la mosaïque collégiale, seuls huit cégeps, qui représentent 22 000 étudiants, maintiennent la grève. Depuis lundi, la Fédération des cégeps calcule que ce sont 75 000 étudiants qui ont voté pour une fin des moyens de pression et, conséquemment, un retour en classe.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), elle, ne comptait plus que 5000 étudiants en grève — sur 65 000 — hier en fin de journée et estime qu'aujourd'hui, elle n'en aura plus un seul. La présidente Julie Bouchard doit d'ailleurs faire le point cet après-midi, alors qu'elle n'a pas pris la parole publiquement depuis la conclusion d'un accord de principe.

Des membres de l'ASSE, le Cégep de Drummondville a opté hier pour une reconduction de la grève jusqu'à lundi prochain, mais dans une proportion plus serrée que les fois précédentes: 309 étudiants étaient pour la grève, contre 290 qui s'y opposaient.

«C'est clair que les étudiants commencent à craindre pour leur session», a expliqué hier une porte-parole de la CASSEE, Héloïse Moysan-Lapointe, alors qu'elle sortait tout juste de l'assemblée générale tenue à Drummondville. Les deux tiers des 60 000 membres de la CASSEE ont aussi arrêté le mouvement de grève.

«Nous allons considérer en fin de semaine, lors de notre congrès, si on recommande ou non d'arrêter la grève; ça fait partie des choses qu'on doit discuter ensemble», explique Mme Moysan-Lapointe, ajoutant que le *«ministre a tellement tardé à faire des propositions qu'il a essoufflé le mouvement»*.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Une centaine d'étudiants de la CASSEE ont perturbé les activités de la Bourse de Montréal, ce qui a nécessité de nouveau une intervention policière.

Au cabinet du ministre Jean-Marc Fournier, on se réjouissait d'observer cette tendance du retour en classe, qui confirme que l'entente proposée cette fin de semaine est un *«compromis acceptable»*, comme l'explique l'attaché de presse du ministre, Stéphane Gosselin.

«Maintenant qu'ils ont pris connaissance de l'entente de principe et qu'ils en discutent en assemblée, les étudiants font le choix de revenir en classe», a-t-il indiqué depuis Québec. *«Nous, on se réjouit, car on veut les étudiants en classe. Et ça confirme que l'entente de principe conclue avec les leaders des deux fédérations est un compromis acceptable.»*

Avec la collaboration de Tommy Chouinard
Le Devoir

IDÉES

Retentissements et errements du mouvement étudiant

MARYSE POTVIN
Fondatrice de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) (exécutif de la FAECUM — Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal — 1988-89)

RICHARD TURMEL
Ex-militant étudiant

L'imposante mobilisation étudiante du printemps 2005 — et la crise sociale à laquelle celle-ci a donné lieu — a révélé la puissance d'organisation et de mobilisation des fédérations et coalitions étudiantes québécoises. Quelque 185 000 étudiants en grève pour une cause commune — le recouvrement de 103 millions de dollars de bourses convertis en prêts —, c'était du jamais vu. Le mouvement étudiant a ainsi su créer un rapport de force historique en plus de gagner la bataille de l'opinion publique (73 % d'appui).

Cette coupe de 103 millions que le gouvernement Charest a imposée aux étudiants les plus démunis a été le ciment, voire la base des revendications de cette mobilisation étudiante. En fait, il s'agissait de *la* revendication commune, malgré les divergences de vues du mouvement.

Il va sans dire que les plateformes de revendications de la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec), de la FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec) et de la CASSEE (Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie) sont pour le moins disparates. Il en va de même en ce qui concerne les méthodes et les types préconisés de mobilisation. Pendant que certains en étaient à prendre des moyens qualifiés de radicaux et d'extrémistes par les médias, d'autres petit-déjeunaient sagement avec le ministre.

Marginalisation cautionnée

Ceux-ci ont d'ailleurs joué le jeu du ministre en acceptant de négocier sans la CASSEE, qui a lancé ce mouvement de grève et qui représente rien de moins que le tiers des étudiants mobilisés. Pendant que la FEUQ et la FECQ jouissaient pleinement de leur statut d'«interlocuteur privilégié», le ministre Fournier atteignait son but: diviser pour mieux régner. Les résultats en sont déjà perceptibles dans l'effritement du mouvement [...].

Or la FEUQ et la FECQ auraient pu insister pour réintégrer la CASSEE à la table de négociation (malgré certaines maladresses commises et les divergences évoquées plus haut), et ce, afin de maintenir un front commun dans le cadre d'un rapport de force sans précédent. Ce cautionnement de la marginalisation de la CASSEE constitue, selon nous, le premier et principal piège dans lequel les fédérations étudiantes sont tombées.

La FEUQ et la FECQ, qualifiées par le ministre et certains médias des *«deux principales fédérations étudiantes»* — alors que la FECQ regroupe moins de membres que la CASSEE — ont aussi commis plusieurs autres errements.

Négos fermées

Les fédérations étudiantes, excluant la CASSEE, ont accepté de participer à des négociations fermées avec le ministre, ce qui apparaît pour le moins méprisant à l'endroit des 185 000 membres au nom de qui devaient se faire ces négociations. Mais avaient-elles effectivement le mandat de négocier ou plutôt celui de récupérer intégralement les 103 millions? [...]

Troisième errement: en acceptant cette entente, il est étonnant que les fédérations étudiantes aient accepté de sacrifier deux cohortes entières d'étudiants (en renonçant aux 103 millions pour 2003-04 et 2004-05 et en acceptant seulement 70 millions pour 2005-06) alors que l'ampleur de la mobilisation, l'appui de l'opinion publique et la faiblesse actuelle du gouvernement leur octroyaient le gros bout du bâton. Encore aujourd'hui, il apparaît que M. Bouchard, porte-parole de la FEUQ, ne mesure pas l'ampleur historique de la mobilisation et du rapport de force constitué lorsqu'il affirme ceci: *«On est allés chercher le mieux qu'on pouvait aller chercher.»*

Courte vue

De plus, les fédérations étudiantes, en acceptant l'aide de la Fondation canadienne des bourses du millénaire, entérinent l'empiétement des compétences provinciales par le fédéral en éducation. [...] Ce colmatage fédéral-provincial pour atteindre la somme de 103 millions de dollars s'échelonne sur plusieurs années (jusqu'en 2010-11), sans garanties aucunes que ce gouvernement sera toujours au pouvoir dans deux ans. Ce plan, pour être fonctionnel, nécessite que le fédéral distribue ses millions (disponibles grâce au déséquilibre fiscal) de façon généreuse et sans aucun droit de regard. Les expériences passées nous permettent d'en douter.

La FEUQ et la FECQ ont joué le jeu du ministre en acceptant de négocier sans la CASSEE

Autre errement: l'entente conclue entre le ministre Fournier et les fédérations étudiantes relève d'une vision à courte vue. Certes, il faut féliciter les fédérations d'avoir proposé au ministre un rééchelonnement des baisses d'impôt afin de réinvestir dans l'éducation, ce qui a d'ailleurs été bien accueilli par l'opinion publique mais pas par le ministre. Toutefois, cette position des fédérations n'a pas permis d'élargir le débat sur les problèmes fondamentaux persistants de l'éducation au Québec: la remise des 103 millions (à partir de 2006) ne ramène le problème qu'à son point de départ, c'est-à-dire au marasme dans lequel baignait déjà le système de prêts et bourses avant cette compression.

Or, au moment où les étudiants jouissaient d'un appui populaire et d'un rapport de force sans précédent, il aurait été stratégiquement souhaitable de profiter de l'élan pour déborder des «103 millions» et introduire un débat, voire une réflexion sociale élargie, sur les enjeux à plus long terme relatifs à la place de l'éducation au Québec (financement des universités, système des prêts et bourses, réforme des cégeps, endettement des jeunes, etc.).

Faut-il rappeler la réalité démographique du Québec, qui fait en sorte que les jeunes sont moins nombreux que leurs ainés et qu'ils devront assumer un lourd fardeau fiscal? Devront-ils continuer de s'endetter pour un diplôme qui les mène trop souvent vers la précarité d'un monde du travail où on exige d'eux toujours plus de «flexibilité» (travail à forfait ou à la pige, disparités de traitement, baisses salariales, relocalisations, réaffectations, modification de l'article 45 du Code du travail, etc.)?

Lors de cette mobilisation, l'absence de positionnement plus global sur les enjeux interreliés de l'éducation et du développement social étonne doublement, d'abord parce que la FEUQ a développé par le passé un discours social fort éloquent sur la nécessité de créer des «ponts entre les générations», ensuite parce qu'elle empêche la FEUQ d'être aujourd'hui solidaire de ceux qui l'ont appuyée, notamment les enseignants des cégeps, qui étaient en demi-journée de grève mercredi.

L'élargissement du débat aurait permis de confirmer la valeur sociale de l'éducation au sein de la société québécoise, mais elle nécessite une plateforme de revendications étudiantes qui en tienne compte. À notre connaissance, seule la CASSEE, dont les moyens apparaissent parfois discutables, a souligné cette vision plus globale et à long terme au cours de cette mobilisation. Malheureusement, elle ne faisait pas partie des interlocuteurs choisis par le ministre qui, par ailleurs, ne souhaitait pas entrer dans un débat de fond sur les problèmes criants de l'éducation au Québec. En aurait-il été autrement si la FEUQ et la FECQ avaient ouvert cette boîte de Pandore?

La Presse, 9 avril, p. A9

Le «goût amer» au retour en classe

Environ 100 000 étudiants ont rejeté l'entente de principe

CAROLINE TOUZIN

L'heure était au bilan à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), hier, alors que ses deux derniers cégeps membres toujours en grève, Alma et Rimouski, ont voté en faveur d'un retour en classe. L'entente de principe survenue il y a une semaine leur laisse toutefois un « goût amer », a dit la présidente de la FECQ, Julie Bouchard, en conférence de presse à Montréal.

Bien que les deux tiers des quelque 65 000 membres de la FECQ se soient prononcés en faveur de cette entente au cours de la semaine, plusieurs l'ont fait à « contre-cœur », a-t-elle souligné.

Dans l'ensemble du réseau collégial, seulement cinq cégeps sont toujours en grève, soit Drummondville, Lionel-Groulx, Saint-Jean-sur-le-Richelieu, Saint-Laurent et Vieux-Montréal. Cela représente environ 16 000 personnes.

Quelques associations étudiantes à l'Université du Québec à Montréal (23 000 grévistes), à l'Université de Montréal (2500 grévistes) et à l'Université Laval (11 200 grévistes) continuent également le combat.

Bien qu'il ne reste plus que quelques poches de Gaulois, la plupart dans la région de Montréal, ce sont environ 100 000 étudiants qui ont rejeté l'entente de principe depuis lundi. Le cabinet du ministre de l'Éducation n'y voit pas de double message.

« L'objectif est le retour en classe. Ce n'est pas de savoir si tout le monde est heureux ou non », a affirmé à *La Presse* Stéphane Gosselin, l'attaché de presse de Jean-Marc Fournier. Selon lui, si l'entente n'avait pas été « suffisante », les étudiants n'auraient pas décidé de reprendre leurs cours.

L'entente ne prévoit pas le retour des 103 millions retranchés des bourses cette année. Il manquera également 33 millions l'an prochain. Les étudiants reverront « leurs 103 millions » seulement à partir de 2006-2007.

Division du mouvement

Durant le conflit, la FECQ représentait une minorité de cégépiens en grève. La majorité d'entre eux étaient soit membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), soit membres d'associations étudiantes indépendantes. Cette division leur a-t-elle nui ? Non, répond Julie Bouchard, sauf... « quand la CASSEE a organisé des actions contre d'autres regroupements étudiants », faisant ici référence à l'occupation des bureaux de la Fédération universitaire étudiante du Québec (FEUQ), la semaine dernière.

La FEUQ, elle, n'a pas encore fait son bilan. Elle le rendra public lundi, à la fin de son congrès téléphonique avec ses 19 associations membres qui se tiendra en fin de semaine. « On observe une tendance lourde en faveur de l'entente, mais il faut la confirmer par un vote en congrès », a dit son président, Pier-André Bouchard.

Galvanisées par ce qui a été la plus grosse mobilisation étudiante depuis 1968 au Québec, la FECQ et la FEUQ sont déjà prêtes à livrer la prochaine bataille contre le spectre du dégel des droits de scolarité. « Pour une cause comme le gel des droits de scolarité, qui est un fondement du mouvement étudiant, c'est clair que les gens vont être prêts à se battre », avertit Julie Bouchard. « Le gouvernement n'a clairement pas fini de nous entendre », ajoute Pier-André Bouchard.

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Des étudiants membres de la CASSEE ont perturbé la circulation, boulevard Décarie, angle Jean-Talon, hier. La police est intervenue.

Le Devoir, 9 & 10 avril, p. A4

Les étudiants de l'UQAM résistent

La très grande majorité des cégépiens et des universitaires ont repris le chemin de la classe

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Sans grand enthousiasme, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a annoncé hier qu'elle accepterait l'entente proposée par le ministre de l'Éducation, puisque la totalité de ses membres ont choisi de mettre fin à la grève.

Alors que les premiers coups de la grève ont été lancés par la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE) il y a maintenant plus de six semaines, les étudiants membres des deux fédérations qui ont obtenu l'accord de principe avec Québec optent petit à petit pour un retour en classe.

Ainsi, la FECQ a affirmé hier en fin d'après-midi que l'ensemble de ses 60 000 membres avaient cessé la grève, même si le tiers d'entre eux ont du même souffle signifié leur désaccord avec le contenu de la proposition de Jean-Marc Fournier ou encore se sont abstenus de prendre position.

Québec et les fédérations sont arrivés à un compromis qui signifie le retour de 70 millions de dollars dans la cagnotte des 103 millions de bourses dès l'an prochain, et de la totalité des 103 millions pour les quatre années suivantes. Au total, grâce aux 40 millions fournis par la Fondation des bourses du millénaire et les 100 millions du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE), Québec allongera 482 millions sur cinq ans.

Amertume

«C'est avec un goût amer que les étudiants retournent en classe», a indiqué hier la présidente de la FECQ, Julie Bouchard, une semaine après avoir obtenu un accord de principe avec son vis-à-vis de la FEUQ. *«Ce sont 33 millions qui manquent pour la première année, sans compter les 103 millions* [de bourses converties en prêts pour 2004-2005] *qu'on ne reverra jamais. Il n'y a personne qui crie victoire en ce moment.»*

Pour l'ensemble du réseau collégial, toutes allégeances confondues, la Fédération des cégeps calculait hier que 80 000 collégiens avaient opté pour un retour en classe, contre 16 000 qui demeurent toutefois en grève.

Si l'ensemble des cégeps membres de la FECQ ont voté pour un retour en classe, ce n'est pas le cas de tous les étudiants du Québec: l'Université du Québec à Montréal s'impose, semble-t-il, comme bastion de la grève, car hier encore ils étaient 23 000 étudiants à poursuivre la grève, certains jusqu'à la fin de la semaine prochaine.

Au total, avec des associations de l'Université de Montréal et de l'université Laval, ils seraient quelque 50 000 étudiants encore en grève, même s'il devient de plus en plus difficile de faire ce calcul avec précision.

«Nous avons vu un retour de la mobilisation, même si les étudiants sont très conscients que plus le temps passe, plus c'est périlleux», explique Joël Nadeau, coordonnateur de l'Association facultaire en lettres, langues et communications de l'UQAM (AFELLC). *«Cela dit, ceux et celles qui voteront pour la grève la semaine prochaine voteront aussi pour l'annulation de leur session.»*

Les étudiants de la faculté des sciences et des sciences de l'éducation de l'UQAM ont décidé d'arrêter la grève, de même que 2000 étudiants de la faculté de science politique et de droit.

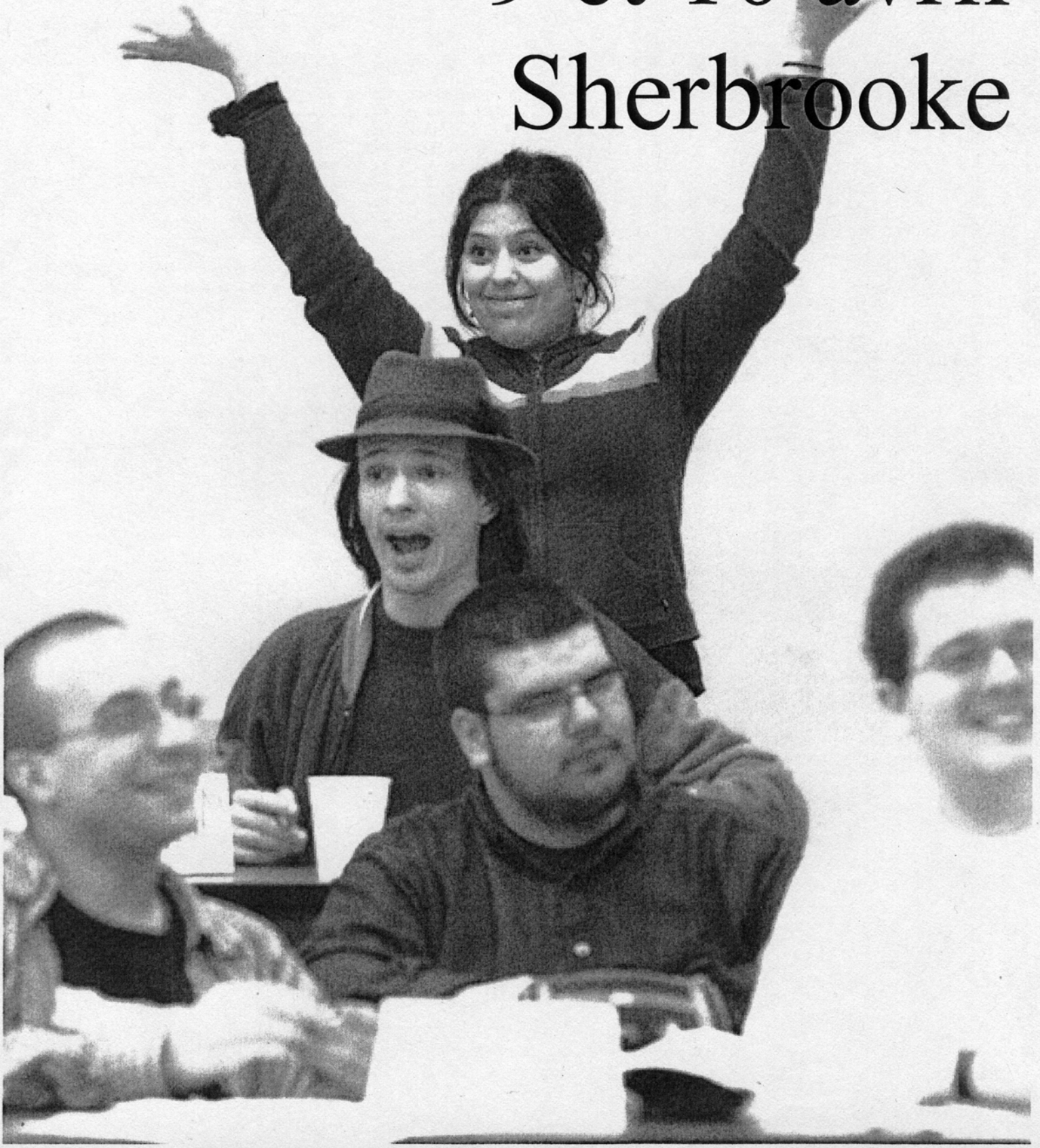
Des congrès

Cette fin de semaine, l'ensemble des principales associations étudiantes (FECQ, FEUQ et CASSEE) tiennent des congrès qui seront décisifs quant à la suite des choses. La FEUQ et la FECQ considéreront sans doute les résultats de la semaine qui vient de se conclure comme un aval de l'accord de principe négocié avec le ministre. La CASSEE doit, quant à elle, se prononcer sur la poursuite ou non de la grève, dans un contexte académique de plus en plus difficile.

Notons qu'une cinquantaine d'étudiants liés à la CASSEE ont bloqué l'autoroute 15 hier, près d'une succursale de Wal-Mart située sur la rue Jean-Talon. L'intervention des policiers a de nouveau été requise pour disperser les manifestants.

Le Devoir

Congrès
9 et 10 avril
Sherbrooke



Résumé des mandats

Congrès de la Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ)
Les 9 et 10 avril 2005 à l'Université de Sherbrooke

Note : Pour assurer la diffusion intégrale des décisions qui ont été prises lors du Congrès, le résumé des mandats est le compte rendu exact des propositions adoptées lors de celui-ci. Chaque décision est ici présentée selon l'ordre du jour adopté lors du Congrès de la CASSÉÉ.

4.0 Finances

1. Que lorsque toutes les associations étudiantes membres de la CASSÉÉ se seront retirées de la grève, l'on mette un terme aux quinze heures supplémentaires effectuées par la permanente de l'ASSÉ pour la CASSÉÉ une semaine plus tard. Que cette dernière semaine se fasse à raison de 10 heures supplémentaires au lieu de 15.

2. Qu'en plus du prorata selon le nombre de membres, le partage des dépenses de la CASSÉÉ se fasse au prorata du nombre de jours pendant lesquels les associations étudiantes ont été membres de la CASSÉÉ.

5.0 Évaluation du rapport de force et perspectives

1. Attendu près de six semaines de grève menées par de nombreuses associations membres de la CASSÉÉ;
Attendu que la grève a permis le lancement d'un débat de société autour de l'éducation;
Attendu que de nombreuses associations étudiantes sont retournées en classe tout en rejetant l'entente intervenue entre les fédérations étudiantes et le ministre Fournier;
Attendu que plusieurs associations étudiantes ont signifié leur refus de l'entente en reconduisant la grève;

Que le Congrès de la CASSÉÉ invite les assemblées générales d'envisager la pertinence d'un repli stratégique en mettant un terme à la grève pour consolider les avancées réalisées par le syndicalisme étudiant au cours de la lutte, notamment :

- La pratique de la démocratie directe par la tenue d'assemblées générales fréquentes et populeuses;
- la construction d'un mouvement étudiant combatif, notamment par la multiplication des actions de perturbations économiques;
- la mise en lumière de l'incapacité de la FECQ et de la FEUQ à défendre les intérêts matériels et moraux des étudiantes et étudiants par l'usage de stratégies corporatistes de concertation et de gestion de coupures;

- la preuve faite de la nécessité et de l'efficacité d'une organisation nationale démocratique, indépendante et combative;
- la preuve faite de la nécessité et de l'efficacité de la construction d'un rapport de force afin de faire reculer l'État néolibéral.

Que ces avancées soient discutées dans les assemblées générales.

2. Que la CASSÉÉ se dissocie de l'occupation des bureaux de la FEUQ survenue le 4 avril 2005 et des actes de vandalismes survenus lors de ladite occupation.

3. Que la CASSÉÉ dénonce l'assassinat systématique des membres du mouvement étudiant colombien effectué par les forces paramilitaires avec la complicité du gouvernement. De plus, que la CASSÉÉ supporte et appuie les luttes du mouvement étudiant colombien.

4. Que l'ASSÉ dénonce l'assassinat systématique des membres du mouvement étudiant colombien effectué par les forces paramilitaires avec la complicité du gouvernement. De plus, que l'ASSÉ supporte et appuie les luttes du mouvement étudiant colombien.

6.0 Plan d'action

1. Que la CASSÉÉ organise une manifestation créative, festive et fâchée le 14 avril ayant comme point de départ le Carré Berri à 16h et comme fin le bureau de Charest à 17h30. Exceptionnellement, que la CASSÉÉ ne paie pas les autobus pour ladite manifestation. Que le Regroupement des artistes très sensibilisés (RATS) soit délégué pour planifier le trajet ainsi que des activités créatives, festives et fâchées lors de la manifestation. Dans la mesure du possible qu'un évènement semblable soit organisé à Québec pour participer à « Bloquons Charest ».

2. Que toutes les associations étudiantes membres de la CASSÉÉ envoient leurs revendications au Ministère de l'Éducation du Québec.

3. Que la CASSÉÉ accepte la plaque de la résistance, dénonce le corporatisme des fédérations, questionne la stratégie de concertation des centrales syndicales et appel au syndicalisme de combat. Que le plus grand nombre de gens possible soit sur la scène pour recevoir la plaque. Que la plaque reçue soit divisée en autant de morceaux qu'il y a eu d'associations étudiantes membres de la CASSÉÉ.

4. Attendu que le ministre Fournier a exclu des négociations la CASSÉÉ, représentant plus de 50 000 étudiantes et étudiants;
Attendu que les négociations entre le ministre et les fédérations ont été faites derrière des portes closes;
Attendu que la CASSÉÉ a des revendications claires et réalistes;

Nous demandons une rencontre publique et médiatisée entre les représentantes et représentants de la CASSÉÉ et si elle n'existe plus, ceux et celles de l'ASSÉ, et le ministre Fournier pour stimuler le débat public sur l'éducation.

5. Que la CASSÉÉ exige du gouvernement qu'il n'annule pas la session et qu'il donne les meilleurs outils aux administrations locales pour le meilleur retour en classe possible.

6. Que lorsque toutes les associations étudiantes membres de la CASSÉÉ se seront retirées de la grève, les comités ne soient plus autorisés à effectuer des dépenses et à parler au nom de la CASSÉÉ. Toutefois, que le Comité de coordination soit exempté de cette restriction pour qu'il finalise les finances et qu'il prépare le dernier Congrès de la CASSÉÉ.

7. Que la CASSÉÉ soit considérée comme inactive dès lors que les associations étudiantes qui en sont membres mettent fin à la grève, étant entendu que la CASSÉÉ sera officiellement dissoute à la suite de la conclusion des finances de celle-ci.

8. Que le Congrès de la CASSÉÉ recommande aux assemblées générales d'être en grève le 14 avril dans l'objectif de participer massivement à la journée de mobilisation nationale.

9. Afin de consolider les avancées réalisées par le syndicalisme étudiant au cours de la lutte, que le Congrès de la CASSÉÉ recommande aux associations étudiantes membres de répondre à l'appel de l'ASSÉ qui organisera un forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat en automne 2005.

10. Que soit produit un *Ultimatum express* pour la conclusion de la grève (8 ½ x 14, 300 copies). Que soit produit un *Ultimatum express*, spécial « Écoles secondaires », faisant une rétrospective de la grève et expliquant les perspectives pour un mouvement étudiant combatif, indépendant et démocratique (11 x17, 2500 copies, une couleur).

11. Que la CASSÉÉ invite ses membres à faire un don au Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) pour assurer la défense des étudiantes et étudiants ayant été arrêté-e-s dans le cadre de la grève. Advenant le cas où le COBP se montrerait dans l'impossibilité d'assurer leur défense, que les dons soient versés dans le compte de la CASSÉÉ et que la question soit rediscutée au Congrès final de la CASSÉÉ.

7.0 Prochains Congrès

1. Que le Congrès d'orientation soit remis à la session d'automne 2005 et que le Congrès annuel soit tenu les 14 et 15 mai 2005 à St-Jean-sur-le-Richelieu dans la mesure du possible.

24 heures, Mardi, p. 1 et 3

La CASSEE rentre dans le rang

Malgré un retour en classe, les membres de la CASSEE promettent de poursuivre leurs moyens de pression. **P.3**

LES MOYENS DE PRESSION SE POURSUIVRONT

La CASSEE met fin à la grève

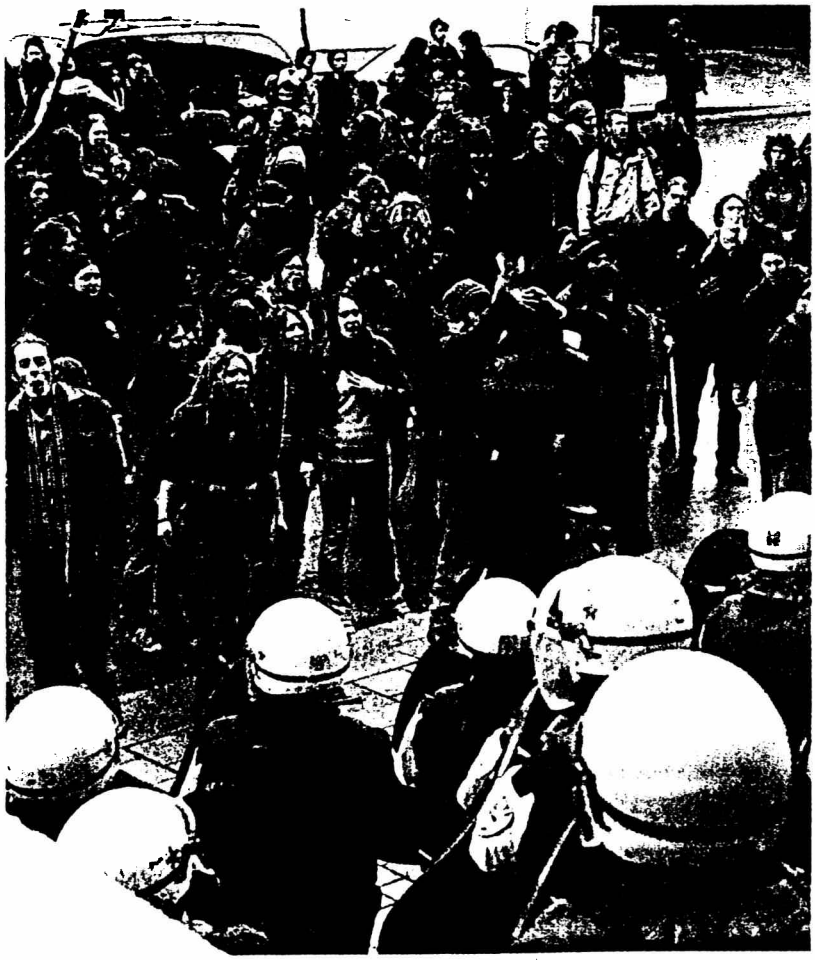
Même si elle rejette l'entente intervenue entre les fédérations étudiantes collégiale et universitaire et le ministère de l'Éducation, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie a recommandé, hier, à ses quelque 30 000 membres de mettre un terme à leur grève.

«Ce rapport de force n'a plus aucun effet. Néanmoins, ça ne signifie pas que nous allons baisser les bras. Nous sommes loin de nous avouer vaincus. Le retour en classe ne symbolise pas la fin des moyens de pression. Nous allons continuer à faire sentir notre présence et manifester notre désaccord. L'entente proposée par le ministre Fournier constitue un autre recul pour les étudiants», indique le porte-parole de la CASSEE, Mathieu Cousineau-Dégarie.

«La grève étudiante n'aura été qu'une étape dans un plan d'action assez étoffé. Les gens n'ont pas fini de voir les membres de la CASSEE dans les rues et nous allons perturber d'autres activités économiques», assure-t-il.

Les responsables de la Coalition qui étaient réunis au cours de la fin de semaine à Sherbrooke ont indiqué qu'ils réservent une surprise au gouvernement Charest qui célèbrera sa deuxième année au pouvoir, jeudi.

Les membres de la CASSEE se prononceront sur la proposition de leur exécutif au cours d'assemblées générales qui se dérouleront jusqu'à vendredi. **(Jean-Claude Grenier)**



- photo Rogerio Barbosa

Malgré un retour sur les bancs des cégeps et universités, les membres de la CASSEE entendent poursuivre leurs moyens de pression.

Métro, 11 avril, p. 1

En grève dès demain

Les profs imitent les étudiants

SI VOUS AVEZ DES ENFANTS, préparez un plan B, car il y aura des perturbations dans le milieu scolaire cette semaine au Québec.

Devant la lenteur des négociations pour le renouvellement de la convention collective, la Fédération des syndicats de l'enseignement, qui représente 80 000 enseignants du préscolaire, primaire et secondaire, entreprend à compter de demain une série de débrayages rotatifs.

Après les congés de devoirs et de leçons, les enseignants se relaieront pour des grèves demain, mercredi et jeudi, ainsi que la semaine prochaine.

Il y aura aussi une grève générale le 6 mai, s'il n'y a pas d'entente avec le gouvernement d'ici là.

La présidente de la Fédération, Johanne Fortier, exige une entente avant la fin du mois de juin, sinon elle promet la «pagaille» lors de la rentrée en septembre.

Elle affirme que la situation ne se serait pas envenimée si le gouvernement Charest avait négocié de bonne foi.

Selon elle, le gouvernement n'est pas ouvert au dialogue et il n'a d'oreilles que lorsque les moyens de pression sont plus sévères.

Pendant ce temps chez les étudiants...

Par ailleurs, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) s'en remet aux assemblées générales de ses membres pour savoir si la grève doit se poursuivre ou non.

C'est ce qui ce qui a été décidé au congrès de la CASSEE qui se tenait à Sherbrooke au cours de la fin de semaine.

Un porte-parole de la coalition étudiante, Mathieu Cousineau-DeGarie, a indiqué que le combat doit continuer malgré tout, même si les membres votaient en faveur d'un retour en classe comme l'ont fait ceux des deux autres fédérations étudiantes la semaine dernière. M. DeGarie croit que les étudiants auront pris une décision dans le courant de la semaine.

Le porte-parole a profité de l'occasion pour annoncer que, quelque soit l'issue du vote, une action de la CASSEE aura lieu jeudi, le 14 avril, pour souligner à sa façon le deuxième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Jean Charest.

Selon lui, la grève, qui est sur son déclin, ne constitue qu'une étape dans le combat des étudiants, qui en est un de tous les jours. PC

Le Devoir, 11 avril 2005, p. A1 et A8

Grève étudiante: la CASSEE ette l'éponge

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

e plus vaste mouvement de grève étudiante de l'his- toire du Québec perd ses derniers protagonistes ilitants. Hier, les représentants de la Coalition de l'As- ciation pour une solidarité syndicale étudiante élargie ASSEE), réunis en congrès à Sherbrooke, ont en ef- t décidé *«d'inviter les membres à considérer un repli ratégique»*, c'est-à-dire de rentrer en classe malgré le jet qu'ils opposent à l'entente de principe intervenue il a une dizaine de jours entre le gouvernement et les édération étudiante universitaire (FEUQ) et collégiale ECQ) du Québec.

«Le rapport de force nécessaire pour obtenir des gains 'est plus là», estime Héloïse Moysan-Lapointe, porte- arole de la CASSEE, en analysant l'essoufflement du ouvement depuis la conclusion de l'entente de princi- e. Toutefois, la coalition se garde de faire une recom- andation officielle en faveur de la fin de la grève: ais, en tenant compte de l'avis exprimé hier au ongrès, les quelque 30 000 étudiants grévistes embres de la CASSEE devront se prononcer au ours de la semaine sur l'opportunité de poursuivre la ontestation, lors des assemblées générales hebdoma- aires qui servent à reconduire le mandat de grève gé- érale illimitée que certains appliquent depuis le 24 fé- rier. *«Nous serions agréablement surpris si des associa- ions décidaient de poursuivre la grève»*, mentionne Mme Moysan-Lapointe, mais la CASSEE s'attend plu- tôt à ce que la majorité des grévistes réintègrent les cours. Le cas échéant, la coalition formée pour la grève fermera ses livres et redeviendra simplement l'Associa- tion pour une solidarité syndicale étudiante.

Ce «repli» annoncé de la CASSEE, qui avait été la première à descendre dans la rue avec 30 000 étu- diants — jusqu'à 200 000 autres leur ont ensuite em- boîté le pas — indique clairement que le mouvement de grève arrive à sa fin. La totalité des 65 000 membres de la FECQ qui ont été en grève ont mis fin la semaine dernière à leur action, tandis que la FEUQ ne recense plus qu'environ 5000 de ses membres (Université Laval, de Montréal et de Sher- brooke) encore en débrayage. Des assemblées géné- rales sont, là aussi, prévues cette semaine pour ré- évaluer cette position.

La CASSEE dresse un bilan mitigé des retombées de la grève. *«C'est certain que nous allons rentrer en classe à contrecœur,* dit Héloïse Moysan-Lapointe. *Nous aurions pu obtenir plus que ce qu'il y a dans l'entente,*

VOIR PAGE A 8: CASSEE

CASSEE

SUITE DE LA PAGE 1

mais la FEUQ et la FECQ ont amoindri les revendications du mouvement en ne négociant que la remise [en bourses] *des 103 millions de dollars»* qui avaient été convertis en prêts lors du dernier budget Séguin. L'entente intervenue entre le gouvernement et les deux fédérations prévoit le retour des 103 millions à partir de 2006-2007. L'année actuelle est complètement oubliée, tandis que 70 millions seront réinvestis l'an prochain.

Néanmoins, Mme Moysan-Lapointe estime que *«cette grève a eu du bon: sans elle, il n'y aurait pas eu de réinvestissement. Ça valait la peine. Elle a aussi permis de consolider la pratique de l'assemblée générale»*, un principe de démocratie cher à la CASSEE.

Pour le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, la décision un peu forcée de la CASSEE indique *«que la majorité de leurs membres ne suivaient pas l'essentiel de leurs revendications»*, qui incluaient notamment l'abolition de la réforme de l'aide financière et diverses mesures devant mener à la gratuité scolaire.

La FEUQ, qui avait recommandé à ses membres d'accepter l'entente de principe, dévoilera ce matin les résultats finaux des votes tenus en congrès. Mais la tendance majoritaire observée jusqu'ici indique une acceptation générale de l'offre, malgré des grincements de dents pour les 133 millions perdus.

«Il y a deux choses à retenir de la grève, croit Pier-André Bouchard. *D'une part, le fait de savoir qu'on va revenir à la situation initiale au cours de la deuxième année nous apparaît acceptable dans les circonstances. Ça veut dire qu'un étudiant en cinquième secondaire ne sentira jamais les effets de la compression. Nous avons quand même récupéré 482 des 515 millions sur cinq ans»*, mentionne-t-il.

«Mais, surtout, le mouvement a fait prendre conscience à une majorité d'étudiants de l'importance de la chose politique, de la mobilisation. Cette prise de conscience, elle dépasse largement la cause des 103 millions, croit-il. *Le pire qui aurait pu arriver, ç'aurait été de faire une grève de six semaines et de ne rien avoir au bout. Les étudiants auraient retenu le message que la mobilisation ne sert à rien.»* Il estime que cet acquis sera précieux dans les prochains mois, *«parce que nous avons un gouvernement qui parle de dégeler les frais de scolarité: on ne baissera certainement pas les bras, il nous aura encore dans les pattes».*

Au tour des profs

L'accalmie prévue avec les étudiants risque néanmoins d'être de courte durée pour le gouvernement Charest. Dès ce matin, quelque 5500 membres de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) seront en effet en débrayage pour décrier la lenteur des négociations visant à renouveler une convention collective échue depuis juin 2003. *«La grève* [d'aujourd'hui] *constitue un premier coup de semonce visant à démontrer au gouvernement la détermination du personnel à obtenir un règlement satisfaisant ce printemps»*, indiquaient hier les responsables de la fédération.

Et après la grève des devoirs, les perturbations des enseignants deviendront plus visibles dans les prochains jours. À partir de demain, ce sera au tour des 80 000 enseignants membres de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), affiliée à la CSQ, d'entamer une série de débrayages rotatifs. Une grève générale est prévue le 6 mai, si aucune entente n'intervient d'ici là.

Le Devoir

PHOTO BOB SKINNER LA PRESSE ©

Des membres de la CASSEE se sont rassemblés hier au parc du mont Royal ; on voit ici Élisabeth Désourdy et Marie-Ève Beaupré, étudiantes à l'UQAM, qui s'amusent sous le regard du petit Philémon, 2 ans.

Après la FEUQ et la FECQ

La CASSEE rentre dans le rang

CAROLINE TOUZIN

Même si la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE) est insatisfaite de la tournure de la grève, elle s'est résignée à rentrer en classe. En congrès en fin de semaine à Sherbrooke, elle a appelé ses quelque 30 000 membres toujours en grève à « faire un repli stratégique pour mieux continuer le combat plus tard ».

Ces derniers se prononceront en assemblée générale dans leurs établissements respectifs aujourd'hui et demain, pour la plupart.

Au plus fort des six semaines qu'aura duré la grève étudiante, ils étaient 230 000 à exiger le retour dans le régime de bourses de 103 millions de dollars convertis en prêts par le gouvernement. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 50 000, dont 20 000 membres d'associations étudiantes indépendantes.

La CASSEE délaisse slogans et pancartes à contrecœur. Ses revendications, plus larges que le retour des 103 millions, n'ont jamais été entendues à la table de négociations. Elle demandait notamment l'abolition de la réforme de l'aide financière.

Sa définition de la violence n'était pas la même que celle du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, qui a préféré négocier uniquement avec les deux principales fédérations étudiantes : la FECQ et la FEUQ.

Un bilan très sombre

« La menace de l'annulation du trimestre pesait trop lourd. On n'avait plus le rapport de force pour continuer », a expliqué la porte-parole de la CASSEE, Héloïse Moysan-Lapointe. La section radicale du mouvement étudiant fait un bilan très sombre de cette grève. « Avec le ministre qui a laissé traîner le conflit, les étudiants ont vu le mépris des élus pour la population », a dit la jeune femme. Elle montre également du doigt la FECQ et la FEUQ, qui ont accepté de négocier sans elle.

Avant de se dissoudre, la CASSEE planifie une dernière action jeudi, jour de l'anniversaire de l'élection du gouvernement de Jean Charest. Les étudiants se réuniront à 16 h à la place Émilie-Gamelin pour ensuite se diriger vers les bureaux du premier ministre, avenue McGill College. Un grand rassemblement de la Coalition J'a jamais voté pour ça y est prévu à 17 h 30. La FECQ et la FEUQ encourageront aussi leurs membres à aller manifester.

Si la CASSEE se dissout, l'ASSE, elle continuera d'exister. La grève lui a même donné un second souffle. L'association étudiante nationale, qui se distingue de la FEUQ et de la FECQ par son militantisme de combat, avait 20 000 membres avant la grève. La semaine dernière, le cégep de Saint-Jean-sur-le-Richelieu s'est joint à elle. Les cégeps du Vieux Montréal et de Joliette songent à faire de même.

« La grève a montré qu'on n'avait pas des idées soixante-huitardes dépassées. Si on n'avait pas eu une mobilisation aussi forte si on n'avait pas fait d'occupations et d'actions de perturbation économique, on n'aurait pas fait de gains du tout », croit Héloïse Moysan-Lapointe.

Par ailleurs, ce matin, la FEUQ fera un bilan de la grève, en plus de faire connaître les résultats du vote de ses 19 associations membres (170 000 étudiants), qui se sont prononcées dans un congrès téléphonique en fin de semaine. Ce ne devrait être qu'une formalité puisque ces associations ont déjà tenu des scrutins dans leurs universités respectives la semaine dernière. Elles avaient alors accepté en majorité l'entente de principe qui permet le retour des 103 millions à partir de 2006-2007.

La Presse, 11 avril 2005

24 Heures, 12 avril, p. 4

La CASSEE dit avoir marqué de précieux points

Même si elle a été tenue à l'écart des négociations avec le gouvernement du Québec, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie estime avoir marqué de précieux points au cours des six dernières semaines. «L'entente à rabais qui a été surtout acceptée par les deux fédérations étudiantes est moins pire qu'elle aurait pu l'être grâce à la combativité de la CASSEE», a déclaré l'un des porte-parole de la Coalition, Xavier Lafrance. **(JCG)**

La FEUQ accepte la proposition de Fournier

La Fédération étudiante universitaire du Québec a ratifié l'entente de principe sur le financement du programme des prêts et bourses. La FEUQ souligne que cette décision contribue à la réduction de 482 millions $ de l'endettement étudiant. «Malgré tout, c'est déplorable de constater que le gouvernement Charest ait refusé d'écouter les étudiants», condamne le président de la Fédération Pier-André Bouchard. **(PC)**

Mtls, 12 avril, p. 4

La CASSEE n'a pas dit son dernier mot

ALORS QUE LE MOUVEMENT de grève étudiante tire à sa fin ces jours-ci, la faction plus radicale, la CASSEE, prévient que « le retour en classe ne sera pas paisible ».

La Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie a rencontré la presse hier à Montréal pour faire le point sur son congrès du week-end à Sherbrooke.

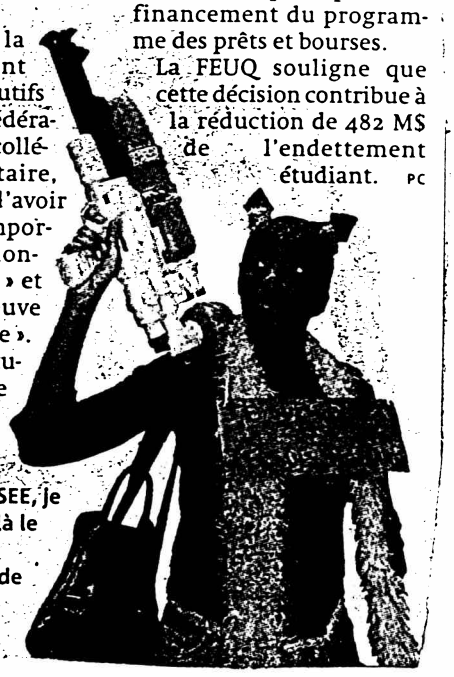
La CASSEE avait alors recommandé à ses associations membres de retourner en classe, voyant le mouvement s'effriter.

Une porte-parole, Héloïse Moysan-Lapointe, a toutefois prévenu que les membres de la CASSEE continueront de militer pour leurs grands principes, soit tendre vers la gratuité scolaire, vers l'éradication de l'endettement étudiant et combattre la réforme de l'aide financière, la décentralisation des cégeps et leur arrimage « aux lois du marché ».

Les leaders de la coalition s'en sont aussi pris aux exécutifs des deux autres fédérations étudiantes, collégiale et universitaire, leur reprochant d'avoir adopté « un comportement de gestionnaire de coupures » et d'avoir fait preuve « d'à-plat-ventrisme ».

La Fédération étudiante universitaire du Québec confirme la ratification avec Québec, par les deux tiers de ses membres, de l'entente de principe sur le financement du programme des prêts et bourses.

La FEUQ souligne que cette décision contribue à la réduction de 482 M$ de l'endettement étudiant. PC



« JE SUIS de la CASSEE, je suis méchant » : voilà le message lancé par plusieurs étudiants de la Coalition, hier, en signe de dérision.

GRÈVE ÉTUDIANTE

Même les irréductibles rentrent en classe

MARIE ALLARD

Même les irréductibles qui résistaient à l'offre du ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, comme le cégep du Vieux Montréal ou la faculté de sciences humaines de l'UQAM, ont voté hier en faveur d'un retour en classe. Sept semaines après son début, le conflit étudiant se termine avec bien des plaies à panser.

Réunis en congrès téléphonique ce week-end, les 19 associations membres de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) ont adopté aux deux tiers l'entente de principe conclue avec M. Fournier. Cette offre ne prévoit aucun réinvestissement cette année — la coupe de 103 millions dans les bourses demeure —, mais 70 millions seront versés l'an prochain et la totalité de la somme sera de retour dans deux ans.

Le ministre de l'Éducation s'est réjoui de l'acceptation de cette entente, « qui aura pour effet de diminuer l'endettement étudiant », a-t-il indiqué dans un communiqué.

« Il aura fallu se battre pendant un an, et faire une grève de plus de six semaines pour que ce gouvernement se rende compte des ratés de sa politique », a rappelé Pier-André Bouchard, président de la FEUQ. Selon lui, le conflit de ce printemps envoie un message clair au premier ministre Jean Charest : « S'il dégèle les frais de scolarité, il va perdre ses élections. »

Une soixantaine d'arrestations

À l'Université Laval, où il restait hier encore sept associations de premier cycle en grève, l'insatisfaction est grande. Après avoir voté contre l'offre le week-end dernier, la confédération des associations étudiantes (CADEUL) décidera vendredi si elle tient un référendum de désaffiliation à la FEUQ.

La Coalition des associations pour une solidarité syndicale élargie (CASSEE), qui demande à ses membres de mettre fin à la grève, dressait elle aussi son bilan hier. « On avait un rapport de force historique, mais la FEUQ et la FECQ nous ont privés de notre plein potentiel de gain », a dit Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSEE. Exclue de la table de négociation « sous un faux discours de violence », selon elle, l'association compte une soixantaine de ses membres qui ont été arrêtés. Au collégial, il ne reste plus qu'un seul cégep, Lionel-Groulx, qui n'a pas encore voté en faveur de la fin du débrayage.

Le retour en classe s'annonce difficile. Au cégep Saint-Laurent, où la grève s'est terminée hier, la fin du trimestre est prévue pour le 20 juin. Au cégep du Vieux Montréal, le conseil d'administration n'a pas encore convenu des mesures de rattrapage, mais il reste 53 jours de cours à donner... À l'instar de l'UQAM, l'Université de Sherbrooke a décidé d'allonger jusqu'à la première semaine de mai le trimestre des étudiants en grève depuis longtemps. À l'Université de Montréal, une prolongation au-delà du 30 avril est aussi envisagée, notamment parce que le Syndicat général des professeurs déconseille à ses membres de travailler les samedis et dimanches, tel que suggéré par l'administration.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Pier-André Bouchard, président de la FEUQ.

La Presse, 12 avril, p. A12

Le Devoir, 12 avril, p. A4

Le dégel des droits de scolarité se traduirait par une hausse des bourses

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Outre le retour des 103 millions d'ici à 2006, les étudiants ont obtenu l'assurance que toute augmentation des frais afférents et des droits de scolarité se traduirait par une hausse équivalente des bourses et non des prêts, contrairement à ce que prévoyait la réforme du ministre Reid l'an dernier. Quoi qu'il en soit, la Fédération étudiante universitaire du Québec a menacé hier de *«faire perdre son élection»* au Parti libéral s'il s'aventure sur le terrain du dégel d'ici au prochain scrutin.

Lorsqu'il avait ponctionné les 103 millions dans l'aide financière aux études, l'ancien ministre de l'Éducation Pierre Reid avait également modifié l'article 51 du règlement sur l'aide financière de façon à ce que les hausses de droits de scolarité ou de frais afférents entraînent une augmentation des prêts étudiants et non des bourses. Le plafonds des prêts devenait ainsi *«flottant»*, ouvrant ainsi la voie à une croissance de l'endettement en cas de dégel.

Or, pour respecter l'entente conclue avec les étudiants et la Fondation des bourses du millénaire, le gouvernement devra faire marche arrière sur cette mesure, du moins pour cinq ans, comme l'a appris *Le Devoir*. C'est que la Fondation des bourses du millénaire lie sa contribution financière de 40 millions à l'établissement d'un plafonds maximal de prêts, fixé mensuellement. *«Nous nous sommes assurés que, dans la formulation, nous faisions état du plafond des prêts d'avant la réforme Reid»*, précise le directeur des communications de la Fondation, Jean Lapierre, ajoutant que les plafonds prévus pour les différents niveaux d'enseignement doivent être des *«maximums fixes»*.

Tout en attendant la nouvelle réglementation, le président de la FEUQ est convaincu que le gouvernement ne peut faire autrement que de modifier l'article 51: *«Pour respecter l'entente avec la fondation, il* [le gouvernement] *n'a pas vraiment le choix de s'assurer que les plafonds de prêts demeurent fixes pour cinq ans, cela implique une modification réglementaire pour s'assurer que les droits de scolarité et les frais afférents ne soient pas dans la mécanique de calcul»*, fait valoir le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard.

Au cabinet du ministre de l'Éducation, on reconnaît que l'article 51 devra nécessairement être modifié en concordance avec la baisse du plafond des prêts et que ce dernier sera désormais fixe.

Par ailleurs, le cabinet du ministre de l'Éducation a réitéré son intention de ne pas dégeler les droits de scolarité à moyen terme. *«On a promis le gel pour le mandat. On est dans le mandat, on est toujours dans le gel»*, déclare l'attaché de presse du ministre, Stéphane Gosselin.

Action électorale

Si le gouvernement Charest rompait cette promesse ou amorçait une campagne électorale en ouvrant la porte au dégel des droits de scolarité, la FEUQ promet de s'engager activement sur le terrain électoral. *«Jean Charest semble avoir des ambitions pour son deuxième mandat, s'il y en a un. S'il se dirige vers un dégel des droits de scolarité, on va tout mettre en application pour lui faire perdre son élection»*, promet Pier-André Bouchard. Ce blitz électoral pourrait consister, par exemple, à cibler une vingtaine de circonscriptions libérales où une centaine d'étudiants débarqueraient militer pendant la campagne électorale, explique-t-il.

À l'instar de la FECQ, les membres de la FEUQ ont entériné dans une proportion des deux tiers l'entente de principe conclue le 1er avril.

CASSEE

Dressant le bilan de la grève, la Coalition de l'Association pour une solidarité étudiante élargie (CASSEE) a de nouveau dénoncé l'entente entérinée par les fédérations étudiantes, qualifiant leur comportement d'*«aplat-ventriste»*.

Elle déplore le choix des Fédérations étudiantes de se concentrer sur les 103 millions amputés à l'aide financière. *«Ils ont eu un comportement de gestionnaires de compressions* [...]. *Cela a privé le mouvement de grève d'autres gains»*, tonne un des porte-parole de la CASSEE, Xavier Lafrance.

Cela étant dit, les porte-parole de la CASSEE s'attribuent néanmoins un certain mérite dans la conclusion de l'entente. *«La présence de la CASSEE a fait en sorte que l'entente au rabais n'a pas été aussi mauvaise qu'elle aurait pu l'être. La CASSEE n'a peut-être pas été autour de la table, mais Fournier nous voyait, il nous entendait, et cela a certainement joué sur la décision finale»*, de poursuivre M. Lafrance.

Hier, quatre cégeps ont voté contre la poursuite de la grève. Seul le cégep Lionel-Groulx et quelques associations universitaires, dont plusieurs de l'UQAM, sont encore en grève.

Les étudiants n'ont cependant pas fini de manifester: autant la CASSEE que les fédérations étudiantes promettent de marcher aux côtés des autres groupes sociaux jeudi, une initiative de la coalition J'ai-jamais-voté-pour-ça, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'élection du gouvernement Charest.

Le Devoir

24 Heures, 14 avril, p. 4

Charest admet son erreur face aux étudiants

Après avoir crié sur toutes les tribunes que les étudiants du Québec étaient les plus choyés au pays, le premier ministre Jean Charest a admis, hier soir lors d'une entrevue à Radio-Canada, que son gouvernement a erré dans la transformation de 103 millions $ de bourses en prêts.

«Ce ne fut pas la meilleure décision de notre gouvernement. On s'est retrouvé devant un choix qui n'était pas le meilleur, et on a tenté de le changer mais ce fut en vain», a-t-il avoué.

Le chef du gouvernement du Québec répète toutefois que les frais de scolarité actuels dans la Belle Province représentent un demi-milliard de plus dans les poches des étudiants, comparativement au régime de l'Ontario.

Toutefois M. Charest voit un dénouement heureux au mouvement de grève parce que le gouvernement fédéral devra délier les cordons de la bourse. «Ça doit être ainsi, parce que le gouvernement canadien a des moyens que nous n'avons pas», a-t-il conclu. **(JCG)**

- photo PC

Jean Charest

Métro, 14 avril, p. 1

Les libéraux du Québec ont accédé au pouvoir il y a exactement deux ans

Les étudiants «fêtent» Charest

AU MOMENT DE CÉLÉBRER aujourd'hui le deuxième anniversaire de son élection à la tête du gouvernement de la province, Jean Charest se félicite du bilan de sa première moitié de mandat et accuse le Parti québécois de gaspillage.

Pour souligner l'« anniversaire » des libéraux, la CASSEE (Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie) a préparé une action qui se déroulera aujourd'hui. Les étudiants dénonceront une fois de plus la décision des libéraux de sabrer dans le programme de prêts et bourses, une décision que Jean Charest a dit regretter hier en entrevue à Radio-Canada.

ZOOM

Un autre coup d'éclat des étudiants aura lieu aujourd'hui.

Malgré les critiques tous azimuts et une très faible cote de popularité dans les sondages, Jean Charest affirme que son gouvernement a pris les bonnes décisions dans un contexte de finances publiques désastreuses.

Jean Charest se vante de la création de 100 000 emplois depuis son élection et d'un taux de chômage à 8,2 %.

Le premier ministre estime que son gouvernement a réinvesti en santé et en éducation, en plus de commencer à réduire les impôts des Québécois.

Le chef libéral accuse par ailleurs le précédent gouvernement péquiste de s'être livré à un gaspillage éhonté dans plusieurs secteurs, laissant les finances publiques dans un piètre état.

Pour sa part, le chef péquiste, Bernard Landry, soutient que le gouvernement Charest est en panique et a décidé, de façon simpliste, de se défendre en attaquant ses adversaires. PC/MÉTRO

Métro, 14 avril, p. 15

Un goût amer, mais il y a de l'espoir

VINCENT LAROUCHE
• Montréal

Cette semaine, je rentrerai en classe après avoir participé pendant six semaines à la plus importante grève étudiante de l'histoire du Québec.

Je n'ai pas débrayé pour mes petits intérêts personnels, pour 103 millions de dollars ou pour avoir plus de bourses dans mes poches, mais plutôt pour un idéal de société, pour une éducation de qualité, accessible à tous, qui ne serait pas au service du marché et de l'entreprise privée.

Alors que je retourne à mes cahiers, c'est au tour de ma mère, enseignante au primaire, de faire la grève pour mettre de la pression sur le gouvernement Charest. Ce gouvernement répudié par près des trois quarts de la population, prêt à saccager le modèle québécois pour des baisses d'impôts qui ne profiteront qu'aux plus riches. Nous, étudiants, passons le flambeau aux enseignants, qui le passeront ensuite à l'ensemble des employés de l'État, et ainsi de suite. Bien sûr, nos aînés commencent par une ou deux journées de grève seulement. Il ne faut pas trop en demander aux baby-boomers, qui n'ont plus la fougue de leurs vingt ans!

C'est à contrecœur que j'ai vu le mouvement étudiant s'essouffler et accepter une entente à rabais. Mais si le règlement du conflit me laisse un goût amer, je me console en voyant que d'autres groupes prennent le relais et continuent à se mobiliser pour la défense du bien commun et de nos acquis collectifs menacés par un gouvernement néo-conservateur.

Devoir, 14 avril, p. A2 et A5

Les jeunes libéraux critiquent le bilan de leur gouvernement

ROBERT DUTRISAC

Québec — Tandis que le premier ministre Jean Charest brossait un portrait flatteur des deux premières années de son gouvernement à l'Assemblée nationale, le président de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, Simon Bégin, s'est montré critique en soulignant que le bilan *«est ponctué de faux pas»*.

«Le faux pas qui nous a fait le plus mal, c'est toute la crise des prêts et bourses», a livré Simon Bégin au *Devoir*. *«On est critiques face à ça. On a de la misère à comprendre comment notre parti, comment le gouvernement a pu penser à financer le système d'éducation avec un outil de justice comme l'aide financière aux études. C'est une grosse tâche qui nous empêche d'applaudir le bilan en éducation.»*

Parmi les autres faux pas commis par le gouvernement Charest, le président de la Commission jeunesse du PLQ a cité la décision — révoquée — de financer à 100 % les écoles privées juives ainsi que la décision — abandonnée elle aussi — de construire la centrale au gaz du Suroît. *«Le dossier des écoles juives, c'est aussi bête qu'un accident de voiture»*, a illustré M. Bégin. *«C'est une chose qui est sortie d'on ne sait où, qui nous a frappés et qui nous a fait mal.»*

Chose certaine, il n'est pas facile d'être jeune et libéral par les temps qui courent. *«Être à la fois jeune et libéral, on a eu quelques difficultés à le concilier»*, a reconnu M. Bégin.

Ces *«ratés majeurs»* ne faisaient pas partie du programme libéral auquel le gouvernement doit revenir, a fait observer le président de la Commission jeunesse. Le gouvernement Charest doit investir en santé et en éducation, moderniser l'État et diminuer les impôts, comme le stipule le programme adopté par les membres. Le jeune libéral a toutefois prévenu que ces baisses d'impôt ne doivent pas se faire au détriment des services publics. *«Il n'y a personne, de toute façon, qui veut qu'on fasse des baisses d'impôt à la Harris en coupant dans les services»*, a-t-il dit.

C'est en se recentrant sur le programme libéral que le gouvernement Charest *«pourra remonter la pente»* et contrer *«la perception que certains tentent d'installer* [selon laquelle] *le gouvernement est complètement déconnecté de la population»*, a soutenu M. Bégin.

À l'Assemblée nationale, l'opposition officielle a présenté une motion exigeant que le gouvernement procède à une réorientation majeure de ses politiques, motion qui a évidemment été battue. Le premier ministre a profité du débat en Chambre pour livrer un bilan extrêmement positif de son gouvernement, notamment sur le plan économique, ce qui lui a valu les applaudissements des attachés de presse présents dans les gradins. Le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry, a démoli ce portrait *«jovialiste»*, contestant notamment le bilan économique présenté par Jean Charest.

Le Devoir

Les grèves tournantes se poursuivent dans les écoles

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Sitôt les étudiants rentrés au bercail, les enseignants du primaire et du secondaire ont dépoussiéré les pancartes et pris le relais de la grève, qui se poursuivra sous sa forme tournante dans les écoles du Québec aujourd'hui et la semaine prochaine.

Lanaudière, les Laurentides et l'Outaouais sont affectés aujourd'hui par les grèves des enseignants membres de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), qui pressent Québec de renouveler leur convention collective en usant de ce moyen de pression.

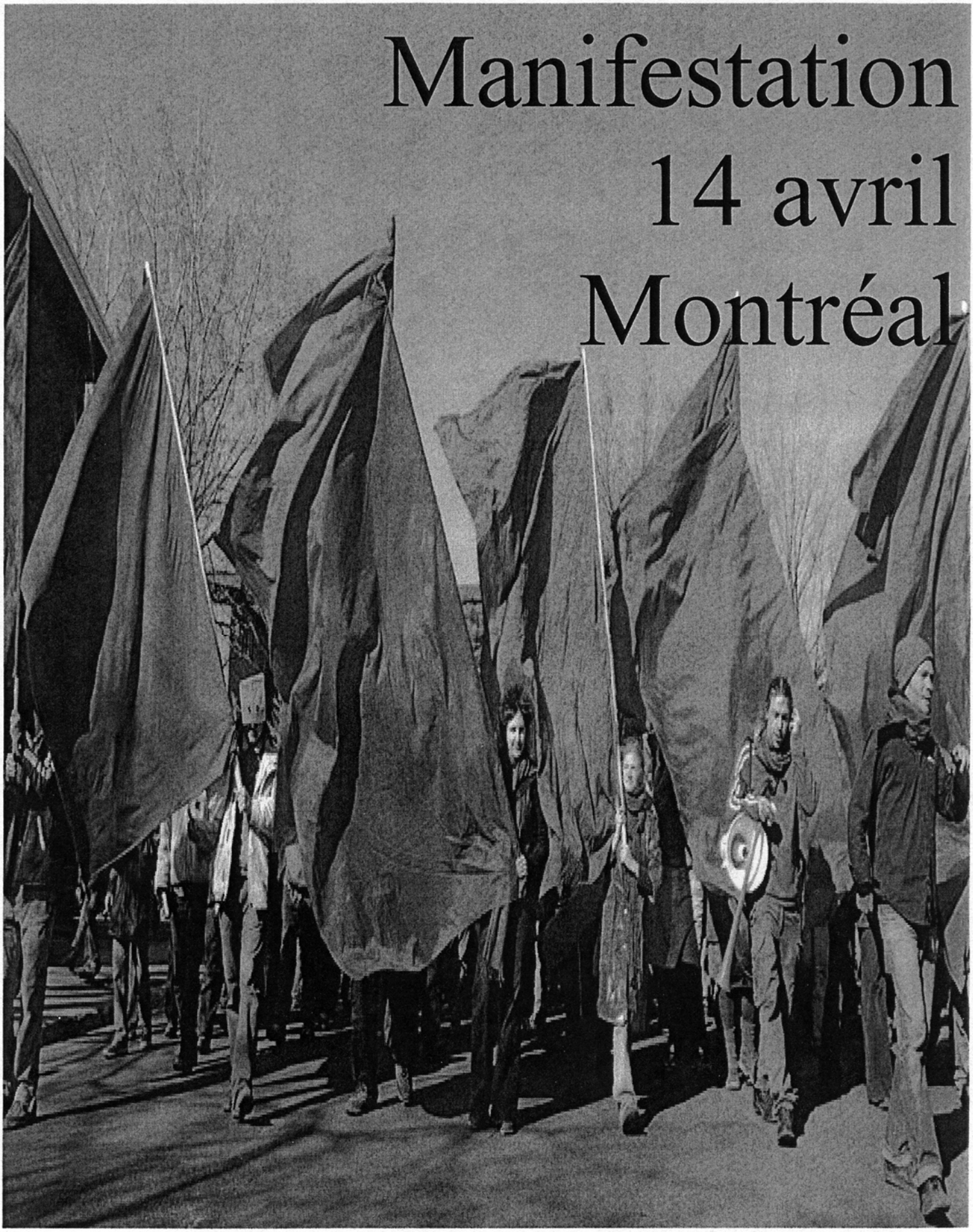
Cette semaine, d'autres régions y ont eu droit, de la Montérégie à l'Abitibi en passant par le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, Laval et le Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Rappelons que la FSE a obtenu l'aval de 70 % de ses membres pour une grève légale de deux jours, sous forme modulée, enclenchée mardi, qui se poursuivait hier et aujourd'hui et qui reprendra les 19, 20 et 21 avril. Les enseignants seront aussi en grève générale à travers

Notons par ailleurs que les étudiants du collège Lionel-Groulx ont voté hier pour un retour en classe, qui s'effectuera demain. Après un mouvement de grève entamé le 24 février dernier, il s'agit du dernier cégep à rentrer dans les rangs. L'Université du Québec à Montréal voit aussi ses derniers manifestants reprendre la route des études: l'Association facultaire des lettres, langues et communication a convenu mardi de reprendre les cours dès hier mais, du même souffle, elle a voté pour une levée des cours aujourd'hui entre 16h et 19h, histoire de participer à cette manifestation destinée à souligner le deuxième anniversaire de l'arrivée au pouvoir des libéraux de Jean Charest.

Organisée par le Rassemblement des artistes très sensibilisés (RATS) et chapeautée par la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE), la manifestation *«festive, créative et fâchée»* doit démarrer au carré Berri vers 16h pour prendre fin devant les bureaux du premier ministre Charest, angle Sherbrooke et McGill College.

Le Devoir


Manifestation
14 avril
Montréal

Métro, 15-17 avril, p. 1 et 3

CHAREST CONSPUÉ LE CENTRE-VILLE EST ENCORE ENVAHI

NOMBREUX MANIFESTATIONS HOSTILES au gouvernement Charest ont marqué, hier, le deuxième anniversaire de l'accession au pouvoir du Parti libéral du Québec. Près de 4000 personnes, des leaders syndicaux, communautaires, étudiants et féministes, ont manifesté en fin de journée au centre-ville de Montréal pour dénoncer tous azimuts les politiques et orientations du gouvernement libéral.

FEUQ BOUCHARD PRIS À PARTIE

LE PRÉSIDENT de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) Pier-André Bouchard (centre) a été chahuté et couvert de boue hier par des étudiants l'accusant toujours d'avoir négocié une « entente à rabais » avec le gouvernement de Jean Charest. PHOTO : ROGERIO BARBOSA/PC

Le Devoir, 15 avril, politique

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les manifestants étaient relativement peu nombreux en ce deuxième anniversaire de l'élection du gouvernement Charest.

Les étudiants passent le flambeau aux syndicats

Des manifestations marquent le deuxième anniversaire de l'élection du gouvernement Charest

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Le deuxième anniversaire de l'élection du gouvernement de Jean Charest a été souligné par des manifestations dans plusieurs régions ainsi qu'à Montréal et à Québec.

La mobilisation était cependant modeste, comparée à celle des étudiants ces dernières semaines ou au rassemblement organisé à pareille date l'an dernier.

A Montréal, «la fête» de Jean Charest a débuté par une manifestation de la Coalition de l'Association pour une solidarité étudiante élargie (CASSEE). Un millier d'étudiants, pour la plupart coiffés de chapeaux rouges, gracieuseté du Rassemblement des artistes très sensibilisés (RATS), ont marché dans les rues du centre-ville dans une atmosphère étrangement calme, pour aller rejoindre le rassemblement organisé par la Coalition J'ai jamais voté pour ça devant les bureaux de Jean Charest.

«Après six semaines et demie de grève, on est venus dire symboliquement qu'on passe le flambeau de la contestation contre le gouvernement. Même si la grève est finie, cela ne veut pas dire que nous sommes pour un gouvernement qui va vers la droite», a fait valoir Emmanuelle Bureau, une étudiante de l'UQAM qui recommençait ses cours hier.

Seulement quelques centaines de manifestants des milieux syndicaux et communautaires attendaient les ex-grévistes devant les bureaux du premier ministre. Le niveau de mobilisation ne déçoit cependant pas les organisateurs, qui rappellent que les syndicats préparent surtout leurs pancartes pour le 1er mai. *«Même s'il n'y a pas beaucoup de monde, les syndicats se mobilisent depuis deux ans, l'éducation était mobilisée cette semaine. Oui, le mouvement syndical est prêt à reprendre le flambeau. Ça commence ce printemps et ça va continuer cet automne»*, a déclaré le porte-parole syndical de la Coalition, Michel Taylor.

Les gens sentent que le gouvernement commence à battre en retraite, notamment avec la manchette de *La Presse* d'hier voulant que celui-ci recule sur la question des baisses d'impôt et y aille plus doucement sur celle des compressions dans les services, a noté Denyse Lacelle, également porte-parole de la coalition pour les groupes communautaires. *«Les gens ont moins le sentiment d'urgence, ils ont l'impression que les coups commencent à porter. Ils ont enregistré des succès sur le Suroit, l'aide financière aux étudiants, l'emplacement du CHUM...»*, a observé Mme Lacelle.

La perspective de baisses d'impôt, la privatisation de services publics, l'ouverture à des PPP dans la santé, le projet de loi sur l'aide sociale demeurent selon elle des chevaux de bataille encore d'actualité pour la coalition de groupes sociaux. Aux revendications syndicales de plusieurs manifestants s'ajoutait aussi la dénonciation des augmentations de tarifs, notamment ceux des garderies et de l'hydroélectricité.

A Québec, quelques centaines de personnes réunies sous l'égide du Réseau Vigilance se sont massées devant l'Assemblée nationale, apportant symboliquement une série de pots cassés à réparer de toute urgence.

Les modifications apportées au Code du travail, au droit d'association, à l'aide sociale, de même que l'introduction des partenariats public-privé (PPP) sont autant de mesures qui minent *«les droits de la personne, en particulier le droit des femmes»*, a estimé la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Michèle Asselin, qui prenait la parole devant les manifestants.

Opposé aux baisses d'impôt, le Réseau de vigilance exige notamment un investissement de 70 millions pour assurer la gratuité des médicaments prescrits aux démunis, de 44 millions pour abroger les compressions à l'aide sociale et de 14 millions pour indexer complètement les prestations d'aide sociale, rétroactivement au 1er janvier dernier.

A Sherbrooke, six étudiants ont été arrêtés au Collège de Sherbrooke en matinée. Dès 6h30, des étudiants avaient barricadé l'entrée du cégep, après que la direction eut fait fi d'un vote de levée de cours pour la journée de manifestation.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

La Presse, 15 avril 2005

MANIF ÉTUDIANTE

Le président de la FEUQ pourchassé

ÉMILIE CÔTÉ

La plupart des étudiants ont beau être de retour en classe, ils composaient tout de même la majorité de la foule qui a manifesté hier au centre-ville de Montréal à l'occasion du deuxième anniversaire de l'élection du gouvernement Charest. Une centaine s'en sont par ailleurs pris au président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Encerclé par des étudiants de la Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), Pier-André Bouchard a dû quitter le rassemblement organisé devant les bureaux de M. Charest, avenue McGill College.

Poursuivi, il marchait d'un pas rapide sur le boulevard de Maisonneuve, alors qu'on lui lançait des objets et qu'on le bousculait. « Bouchard, Charest, même combat », scandaient ses assaillants. « Au bûcher ! »

Interrogés en marge de ce cortège, deux étudiants de la FEUQ ont affirmé que Bouchard « paie pour ses gaffes », sans toutefois approuver le geste des militants. « Il a ouvert sa *trappe* en suggérant aux étudiants d'accepter l'offre du gouvernement, a souligné François, étudiant en sciences politiques à l'Université de Montréal. Certains acceptaient l'offre, mais ça ne faisait pas l'unanimité. »

La tête haute

M. Bouchard est demeuré calme et a gardé la tête haute malgré les critiques. Il a pu se tirer d'affaire avec l'aide des policiers, qui l'ont escorté jusqu'au quartier général de la FEUQ, rue Sainte-Catherine Est.

« Il ne faut pas s'étonner que ça arrive, a commenté Héloïse Moysan-Lapointe, porte-parole de la CASSEE. Il a négocié l'offre à huis clos, sans nous inclure. »

À l'invitation de la CASSEE, environ 1000 personnes ont arpenté pendant plus d'une heure les rues du centre-ville. Elles sont allées rejoindre syndicats et groupes sociaux réunis devant les bureaux du premier ministre. Sans la cohorte étudiante, le rassemblement, organisé par la coalition *J'ai jamais voté pour ça*, n'aurait pas été aussi imposant que prévu, ont souligné des manifestants.

Des rassemblements étaient également organisés dans plusieurs villes de la province, dont Sherbrooke et Québec, ce qui se répétera dans les semaines à venir.

Plusieurs syndicats du milieu de l'éducation et de la fonction publique tiendront en effet des journées de grève pour presser Québec de négocier leur convention collective, échue depuis juin 2003.

ÉTAT DE LA GRÈVE

Les syndicats des 80 000 enseignants du primaire et du secondaire de la province poursuivent leurs grèves d'un jour la semaine prochaine.

> Mardi : les 8000 membres de l'Alliance des professeurs de Montréal, ainsi que les syndicats de l'Ouest de Montréal (3200) et de la Pointe-de-l'Île (2550).

> Mercredi : le Syndicat des enseignants de la région de Québec, mais également des syndicats de Portneuf et de Chaudière-Appalaches.

> Jeudi : les syndicats de l'Estrie, de Drummondville, du Bas-Richelieu, des Bois-Francs et de la Mauricie.

Pour la liste complète, consulter le www.fse.qc.net.

Le débrayage général des enseignantes et enseignants aura lieu le 6 mai prochain.

Le Devoir, 18 avril 2005

Michel Venne

Hé, les jeunes! Vous avez gagné!

Que se passe-t-il donc? Le formidable et exemplaire mouvement de grève étudiante qui a mobilisé le Québec entier depuis les premières lueurs du printemps, sous le signe du légendaire carré rouge, est en train de s'éteindre dans la rancœur et la morosité.

Réveillez-vous, les jeunes! Vous avez gagné!

Quand allez-vous célébrer votre incontestable victoire?

Vous avez forcé un gouvernement à admettre encore une erreur grossière, une injustice flagrante, pourtant ignorée jusque-là par la majorité de vos concitoyens.

Vous l'avez fait reculer.

Vous avez obtenu le réinvestissement, sous forme de bourses, de près d'un demi-milliard de dollars sur cinq ans, littéralement volés aux plus démunis d'entre vous.

Mais, surtout, vous avez vaincu l'indifférence.

Celle, d'abord, de vos collègues étudiants qui, par milliers, ont admis avoir appuyé un mouvement contestataire et avoir manifesté dans les rues pour la première fois de leur vie. Y compris les futurs chefs d'entreprise, les futurs comptables, les futurs médecins, les futurs ingénieurs.

Pour une fois, ce n'était ni une guerre lointaine orchestrée par un président américain, ni le concept fourre-tout de mondialisation qui mobilisait des jeunes. C'était un enjeu proche, une question familière, une décision prise par notre gouvernement et qui allait toucher concrètement des amis, des parents, des collègues.

Mais aussi l'indifférence de l'ensemble de la population. Vous avez obligé chaque Québécois, chaque soir, en regardant le téléjournal, à se poser pendant au moins quelques minutes, des questions sérieuses sur l'avenir de sa société: à qui et à quoi sert l'éducation? Qu'est-ce que la justice? Pourquoi payons-nous des impôts? Qu'est-ce que la démocratie?

Pour avoir ainsi contribué à l'éducation civique de vos concitoyens, je vous remercie.

J'aimerais maintenant que vous mesuriez l'importance de votre contribution et que vous retourniez une dernière fois dans la rue ou que vous trouviez une autre manière de dire que vous êtes fiers de ce que vous avez fait.

Peut-être maintenant faudrait-il porter un carré vert, signalant votre désir d'avancer, pour remplacer le rouge qui intimait au gouvernement l'ordre d'arrêter ses bêtises.

L'appel s'adresse bien entendu en particulier aux leaders étudiants qui ont la responsabilité d'organiser la célébration et de faire partager la fierté de la victoire.

Des journalistes ont mis en lumière vos talents d'organisateurs. Comment se fait-il que vous ayez oublié de prévoir une sortie à la hauteur des résultats obtenus? Avez-vous en réserve un plan pour faire prendre conscience aux 200 000 jeunes qui ont risqué leur session qu'ils ne l'ont pas fait pour rien? Comment allez-vous faire pour que ceux qui reprendront des cours jusqu'en juin, ne regrettent pas d'avoir sacrifié ainsi une partie de leurs vacances ou de leurs revenus d'été?

Vous n'avez pas le droit de laisser s'étioler dans la déception le mouvement que vous avez dirigé.

La division entre les fédérations n'est pas un drame en soi. Chacune peut défendre des revendications différentes. Mais les dirigeants de la CASSEE jouent le jeu de leurs adversaires en pratiquant la dénonciation de leurs alliés.

Les accusations de traîtrise à l'endroit de la FEUQ et de la FECQ sont injustes. Au lieu de mobiliser les jeunes, ceux-ci nourrissent le cynisme. Ils donnent l'impression que la grève fut inutile et qu'il n'y a de juste combat que le combat sans merci.

Certes, la bataille n'est pas terminée. Bien sûr, l'idée du dégel des droits de scolarité a refait surface. Vous avez raison de réclamer un débat plus profond sur le financement des études post-secondaires dans une société du savoir. Je reconnais aussi que le vaste mouvement associé au carré rouge charriait avec lui une protestation plus large à l'endroit des politiques du gouvernement.

Mais le mouvement n'aurait jamais eu l'ampleur qu'il a connu si les étudiants, et tous ceux qui les ont appuyés, n'avaient pu trouver une revendication simple et consensuelle, celle de rétablir les 103 millions perdus. Tous les grévistes ne réclament pas la gratuité scolaire au niveau universitaire.

L'entente n'est pas parfaite, il faut le dire et l'expliquer. Chacun doit comprendre que le produit de l'entente ne règle pas les problèmes de financement des études post-secondaires ni ne met fin au débat sur l'aide financière aux études. Ces conclusions indiquent que la réflexion et l'action doivent se poursuivre.

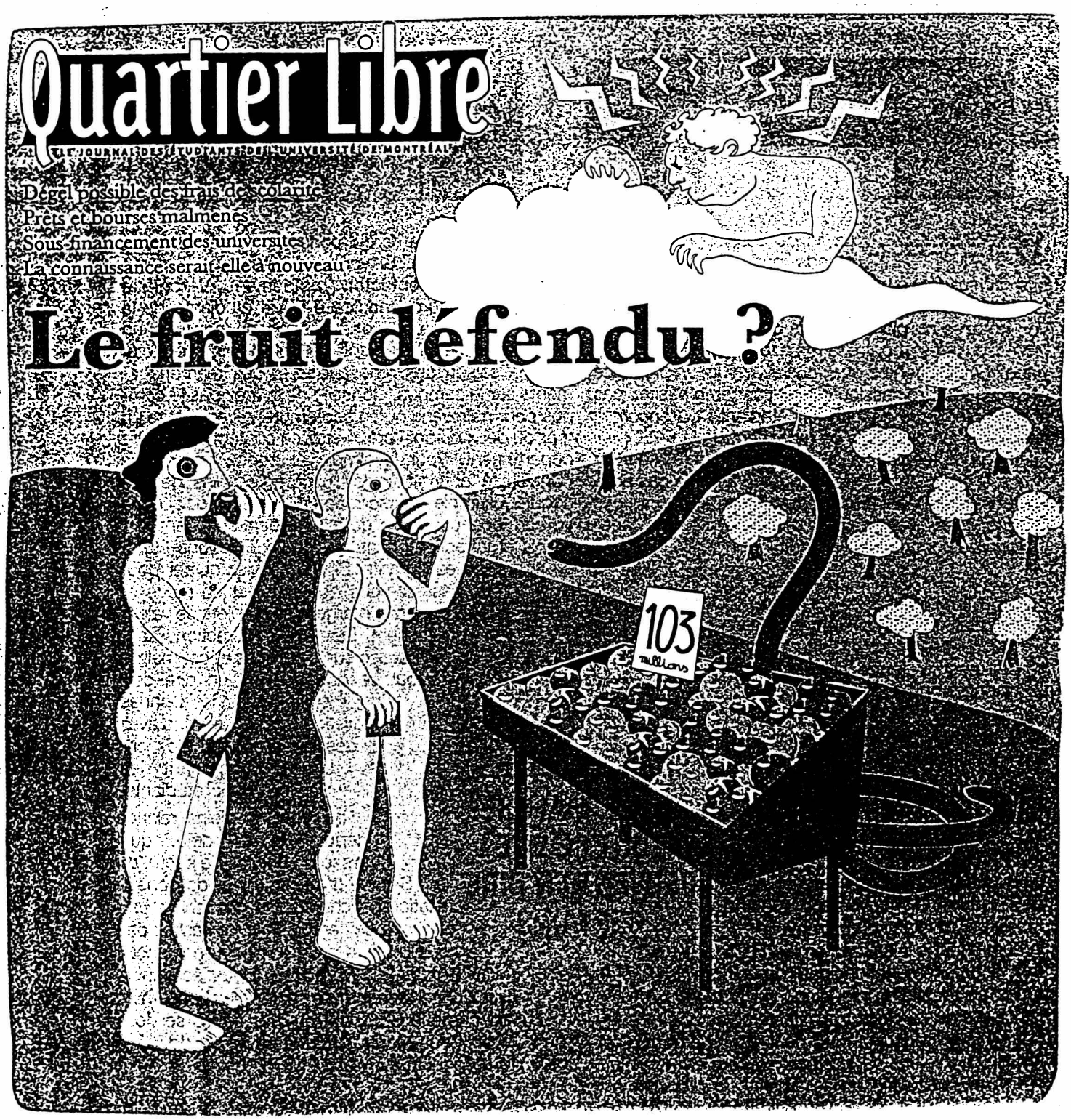
Mais qui, sauf les irréductibles, voudra de nouveau suivre les leaders étudiants si ceux-ci sont incapables d'admettre et de faire partager le sentiment que l'action de ce printemps a servi à quelque chose? À quoi bon se mobiliser l'automne prochain si c'est pour finir encore dans l'amertume?

Avant de demander plus, il faut prendre la mesure du chemin parcouru. Il faut d'abord reconnaître sa capacité à changer les choses pour se motiver à en changer d'autres.

Ce printemps, le mouvement étudiant a renversé la vapeur. Ce fut un véritable tour de force, une victoire immense sur l'indifférence, l'incrédulité, le cynisme, l'injustice et les préjugés. C'est déjà majeur. N'allez pas gaspiller cette formidable énergie. Ne nous décevez pas.

michel.venne@inm.qc.ca

Quartier Libre, 20 avril, p. 1



Quartier Libre, 20 avril, p. 4

DOSSIER
Frais de scolarité

Accessibilité aux études

MAINTENIR LE CAP

Dans la foulée des revendications pour les 103 millions, le débat sur les frais de scolarité, gelés depuis 1994, s'impose. Les préoccupations autour de l'accessibilité, de l'endettement et du financement des études rencontrent la volonté de certains d'arrimer les frais de scolarité à la moyenne canadienne. Face à la théorie des bébés gâtés, il est important de prendre en compte la particularité du Québec, en comparaison avec la situation ailleurs dans le monde.

Emmanuelle GRUBER
et Émilie BILODEAU

Au Québec, les frais de scolarité s'élèvent à 1890 $ par année pour le 1er cycle universitaire, alors que la moyenne canadienne est de 4172 $. Les frais de scolarité sont donc les plus bas du Canada, et d'Amérique du Nord puisque la moyenne des frais aux États-Unis était de 4347$ en 2000-2001. Professeur en économie à l'UQÀM, Clément Lémelin affirme la générosité du Québec en matière d'éducation en soulignant que la part du PIB pour les dépenses en éducation y est la plus grande du monde. Cependant, pour Pier-André Bouchard, président de la Fédération universitaire étudiante du Québec (FEUQ), *«il est important de prendre en compte que le PIB du Québec est moins grand que la moyenne des pays de l'Occident»*.

ÉQUITÉ ET PRIORITÉS DE L'ÉTAT

Selon Clément Lémelin, il ne faut pas se concentrer uniquement sur les frais de scolarité pour bien apprécier le coût des études dans son ensemble, qui comprend des charges plus importantes comme le logement, la nourriture, etc. *«Il est nécessaire de parler aussi du coût pour vivre. Le temps passé à étudier n'est pas du temps consacré au travail rémunéré. Le coût de la vie est donc lourd à porter pour les étudiants.»* Selon ce professeur d'économie, il est important de remplir deux objectifs concernant les études post-secondaires : maintenir l'accessibilité, parce qu'on a besoin de relève et de personnes qualifiées, et la mobilité sociale, afin que ce ne soit pas seulement les enfants des riches qui aillent à l'Université. *«L'État possède plusieurs moyens pour intervenir en matière d'éducation : par les subventions aux universités (qui permettent les frais de scolarité bas), par l'Aide financière aux études et par la fiscalité (crédits d'impôts aux familles). Mais*, explique-t-il, *l'intervention la plus efficace pour assurer l'accessibilité et la mobilité est l'Aide financière aux études, puisqu'elle touche les plus démunis, alors que les frais de scolarité touchent tout le monde. Les crédits d'impôts avantage les revenus élevés puisque l'impôt est régressif.»* C'est pourquoi l'économiste s'est fortement opposé aux coupures dans les prêts et bourses, selon lui *«une décision folle et injuste»*. *«Il faut protéger le système de l'Aide financière»*, conclut-il.

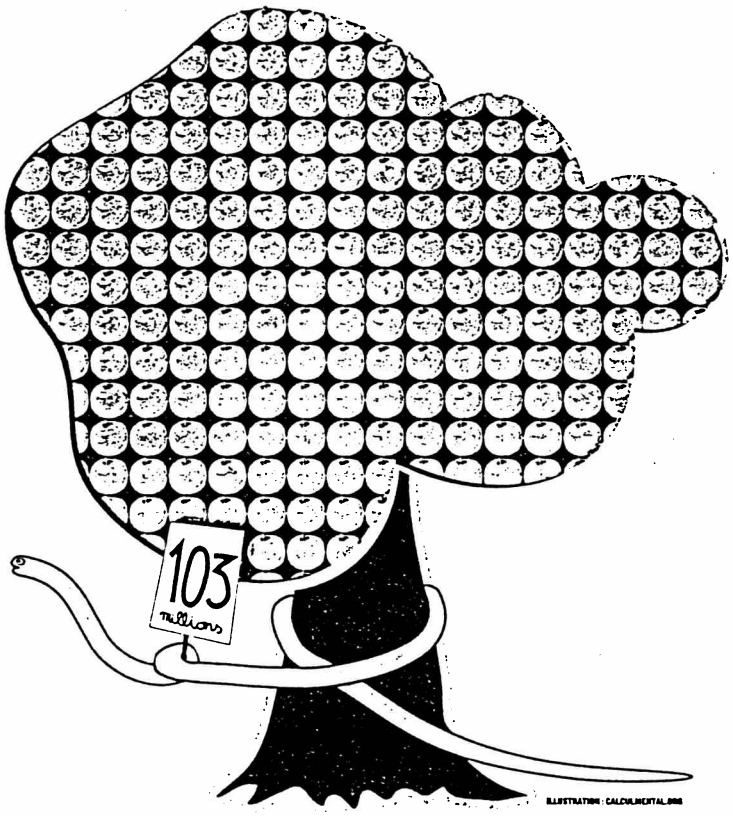


ILLUSTRATION : CALCULMENTAL_006

Clément Lémelin fait remarquer que le gel en vigueur depuis 1994 ne s'est pas accompagné d'une augmentation plus forte de la fréquentation des universités. Et même si le Québec s'enlignait sur la moyenne canadienne, les frais de scolarité seraient encore inférieurs au coût réel des études. *«On répond alors très bien à l'argument qui veut que les études, en plus de bénéficier à l'individu, bénéficient à la société puisque, même dans ce cas de frais plus élevés, l'État finance la différence»*, poursuit-il. Le gel des frais ne serait pas à l'avantage des étudiants, puisqu'il contribue, selon Clément Lémelin, à un système d'éducation sous-financé. *«Dans une perspective où les ressources sont limitées, il faut penser aux priorités de l'État. Bien que l'éducation post-secondaire soit importante, les garderies ou l'enseignement primaire le sont encore plus, puisqu'ils bénéficient à tous. De plus les étudiants universitaires ne représentent pas la population la plus défavorisée. Et on ne peut pas non plus agir comme dans les années 1970 et financer plus par la dette de l'État.»*

ACCESSIBILITÉ ET RENTABILITÉ POUR LA SOCIÉTÉ

Selon la FEUQ, qui a une vision toute différente, l'augmentation des frais nuit à l'accessibilité aux études. Tout en concédant que l'étudiant n'a pas que les frais de scolarité à payer, Pier-André Bouchard insiste sur le fait qu'*«ils sont le principal facteur qui influence l'accès aux études. C'est un montant important dans le budget des étudiants et qui plus est incompressible, ne peut être partagé avec quelqu'un et qui a une incidence importante sur l'accès des moins bien nantis»*. Dans une recherche sur l'impact de l'augmentation des frais de scolarité, la FEUQ avance qu'*«après l'augmentation des frais de scolarité en Ontario, la participation des étudiants les plus pauvres a diminué de 40% à l'Université de Guelph.»* L'étude de la situation économique de l'étudiant ces dernières années est intéressante. Selon la FEUQ, *«le grand problème réside dans le fait que la contribution parentale n'est pas [toujours] assurée. [...] Il faut noter que, selon les études du MEQ [ministère de l'Éducation du Québec], 64,9% des étudiants bénéficiaires de l'Aide financière n'avaient reçu aucune contribution parentale»*. Même si l'apport des parents est obligatoire selon la loi (tant que l'étudiant n'est pas considéré comme indépendant) et est comptabilisé dans le calcul des prêts et bourses, ils ne l'accordent pas toujours à leurs enfants. La FEUQ conclut alors que pour cette raison une augmentation des frais de scolarité aurait un impact très grand dans l'accessibilité aux études pour ces étudiants, qui doivent assumer beaucoup de frais eux-mêmes. En ce qui concernent les conditions de vie des étudiants, la FEUQ rapporte que *«le revenu moyen des étudiants a diminué de 6% en dollars constants depuis 1994 et le revenu moyen des étudiants est 27% plus bas que le seuil de pauvreté. La condition étudiante est précaire»*. D'ailleurs, l'endettement moyen des étudiants est beaucoup plus élevé au Canada qu'au Québec, alors que les frais de scolarité y sont plus hauts. Selon une étude élaborée par la FAÉCUM en 2004, *«au Québec, l'endettement moyen est aujourd'hui évalué à 11 987 $ pour les étudiants de premier cycle»*, alors qu'on peut lire que pour les étudiants au Canada, l'endettement moyen est de 20 286 $.

Pier-André Bouchard avance par ailleurs qu'affirmer que le gel n'a pas permis l'augmentation de la fréquentation des universités au Québec est une erreur. Il indique que le taux d'inscription est une donnée intéressante mais insuffisante. *«Pour cela, il faut remarquer que le taux d'abandon pour des raisons financières est deux fois plus grand au Canada qu'au Québec (1 sur 8 au Québec et 1 sur 4 au Canada)»*, mentionne-t-il. Il ajoute que *«dans un contexte où il y a de moins en moins de jeunes, ce n'est pas payant d'exclure les gens de l'université.»* Au contraire, favoriser l'accès à l'université est rentable pour la société puisque, selon Pier-André Bouchard, les futurs diplômés devenus travailleurs rapporteront en impôt à l'État 14 fois plus que ce qu'ils ont coûté. Il continue en disant que, investir dans l'éducation, *«c'est une question de priorité et de choix politique. En ce moment, le gouvernement Charest est conservateur. Il veut baisser les impôts, c'est pourquoi il dit qu'il n'a pas de marge de manœuvre»*.

Frontière Libre, 20 avril, p. 5

Technocratie et éducation

UN GOUFFRE

Emmanuelle GRUBER

La grève et la campagne contre les coupures de 103 millions ont donné lieu à des discussions et à des journées d'études, comme celle aux HEC en mars dernier. Le but était de se rassembler pour trouver des solutions au problème du financement de l'éducation au Québec. Un gros défi. Les organisateurs, bien préparés, avaient invité plusieurs experts, dont des économistes afin d'apporter des réponses pratiques qui répondaient à la fois à des exigences d'accessibilité aux études et prenaient en compte les moyens disponibles. Une entreprise plus que louable. Les experts en économie, en sociologie, en sciences politiques, etc. avancent une foule de chiffres de comparaisons, de graphiques et sortent des modèles qui semblent justes, en fonction des ressources de chacun et de celles de la société. Bien sûr, les modèles ne font pas l'unanimité. Mais ils éclairent. Admettons un instant que nous avions là la solution. Miracle. Mais très vite, un gouffre se creuse entre nos pieds… Tous ces chiffres si lumineux, comment les appliquer? On prend l'argent d'un côté, on le remet par-ci, et une autre mesure par-là. On dégèle, mais pas trop; on investit, mais mieux. Mais la société n'est pas comme un casse-tête théorique, mais plutôt un tissu social très complexe. Comment construire un tel modèle là où s'entrechoquent les intérêts de tellement de groupes différents et ceux du gouvernement, en premier lieu, qui cherche à se faire réélire et à ne pas perdre la face? Comment concilier baisses d'impôts, applications des promesses électorales, solutions aux crises du système et contenter tout le monde? Pire encore : que faire lorsqu'un gouvernement n'a manifestement pas l'intention ni l'envie d'investir en éducation? Quel modèle proposer, quels chiffres et quelles études pourraient le contraindre objectivement?

Tels des apôtres, les experts apportent la bonne nouvelle aux politiciens et servent les intérêts de plusieurs projets. On n'a qu'à penser au CHUM, où plusieurs groupes de recherches ont été mandatés, pour finalement obtenir des résultats divergents. Vu les situations complexes, l'avis de chercheurs se révèle utile. Mais même dans le cas où les études proviennent de groupes indépendants ou d'universitaires, qui se situent hors d'un contexte politique de tension, les études ne sont parfois qu'un faible cri dans la tumulte.

On prend l'argent d'un côté, on le remet par-ci, et une autre mesure par-là. Mais la société n'est pas comme un casse-tête théorique, mais plutôt un tissu social très complexe.

En ce moment, certains étudiants se demandent pourquoi il a fallu construire la plus grande mobilisation étudiante, un mouvement historique, pour obtenir somme toute si peu. 103 millions : moins de 1% dans le budget provincial et, encore, applicable seulement en 2006! Ce n'est pas faute pour les experts, les éditorialistes d'avoir montré à tant de reprises que couper dans les poches des plus pauvres est odieux. La réponse : le gouffre, tout simplement. Contre un gouvernement sourd et sans vision, on ne peut rien rétorquer, à part la pression.

Dans le cas des frais de scolarité, bien des experts, économistes et autres, se sont prononcés. Chacun y va de son modèle. Au-delà des chiffres, il y a la politique. Et au-delà de ça, il y a le point de vue qu'adopte l'expert, en fonction de qui a commandé l'étude. Mais aussi plus discrètement, l'étude est orientée en fonction du point de vue que prend le chercheur, et qui souvent a à voir avec sa vision du rôle de la collectivité. Sur les bénéfices de celle-ci, sur ses responsabilités, en opposition à ceux des individus. Est-ce à la collectivité de colmater le plus qu'elle le peut les brèches de l'inégalité sociale? Ou bien doit-elle simplement mettre le minimum en place, afin que chaque individu ait la liberté et la responsabilité de choisir de faire des études ou non? Une question de point de vue. Et les experts sont loin d'y échapper.

Théoriquement, tous les étudiants ont les mêmes chances d'accéder à de hautes études avec les prêts et bourses, mais en pratique, ce n'est pas nécessairement ce qui arrive.

Susanna FINNELL
directrice des admissions à l'Université d'Houston aux Texas.

PARTICULARITÉ CULTURELLE DU QUÉBEC

La différence entre les frais de scolarité moyens au Canada et ceux du Québec est souvent mise de l'avant. Mais pourquoi une telle différence? Guy Rocher, sociologue, professeur à l'Université de Montréal et chercheur au Centre de recherche en droit public, explique cette différence à travers notamment une analyse sociologique et historique de l'idéologie de la classe dominante très différente aux États-Unis et au Canada qu'au Québec. «*Aux États-Unis et au Canada dans une moindre mesure (surtout en Ontario), l'idéologie de la classe bourgeoise, qui est la classe dominante, est celle de la mobilité sociale. À l'origine, c'est une bourgeoisie de parvenus qui s'est enrichie rapidement dans les affaires, le commerce, le pétrole, dans la grande agriculture. Elle considère qu'il est normal que chacun se débrouille pour monter son affaire, s'enrichir. Ce qui fait que c'est une société profondément inégalitaire et individualiste, et ceci inclut le système d'éducation universitaire.*» Guy Rocher reconnaît qu'il existe toutefois plusieurs types de solidarité à l'intérieur de la société américaine et notamment dans les universités, mais qu'elle est toujours associée à la réussite. «*Cette solidarité est basée sur le fait que ce sont des étudiants qui ont réussi à sauver leur peau à l'université, alors que d'autres ont échoué*», explique-t-il. Il ajoute que cette idéologie considère qu'il est important de laisser sa chance à chacun. «*mais cela veut dire que chacun doit seul tenter sa chance. On ne demande pas aux autres (donc à l'État) de s'occuper de la part de ce qu'on a à faire*». Au Québec, par exemple, c'est très différent parce que le monde francophone n'a pas été marqué par ce type de bourgeoisie. «*L'idéologie du Québec est plus sociale, plus égalitaire et moins axée sur un individualisme de la montée sociale. Par exemple prenons le cégep, une particularité du Québec. Le but était d'ouvrir une institution qui allait être fréquentée par tous les étudiants. Il y a une idée démocratique ici.*»

PETIT TOUR DU MONDE

CHEZ NOS COUSINS FRANÇAIS

En France, les frais d'admission des universités sont fixés par le ministère de l'Éducation nationale et par le ministère du Budget. Les coûts sont donc identiques sur tout le plan national. Pour le premier cycle, il en coûte environ 575 $ CAN par année, réparti en droits de bibliothèques, en frais de scolarité et à la sécurité sociale (équivalent de la carte soleil). Pour assurer ces frais, il est possible d'obtenir des prêts et bourses attribués en fonction du revenu des parents par le Conseil régional des œuvres universitaires (CROUS). Malgré l'accessibilité à l'éducation, Noé Distel, vice-président étudiant de l'Université Panthéon-Sorbonne–Paris I, croit qu'il existe une faille dans ce système de subventions. «*Le problème majeur est pour les étudiants en rupture familiale, étant donné que ce sont les revenus des parents qui sont pris en considération dans l'attribution. Ce système est donc imparfait puisque les étudiants sont considérés comme des enfants à charge au lieu que leurs revenus réels soient pris en compte. De plus, le système d'éducation français n'est pas tout à fait juste. Les bourses sont souvent insuffisantes par rapport au coût de la vie.*» De plus, les bourses ne sont accessibles qu'à une partie assez défavorisée des familles. Mais dans ce pays, l'université n'est pas la seule voie au niveau des études supérieures. Les grandes écoles, souvent considérées comme la meilleure filière, bien que gratuites, sont souvent fréquentées par des étudiants de familles aisées. «*Ce canal par excellence est fréquenté par l'élite. Ces étudiants, qui ont plus d'une trentaine d'heures de cours par semaine, ne sont financés que par le support familial (sauf quelques rares exceptions qui ont des bourses)*», précise Clément Lémelin.

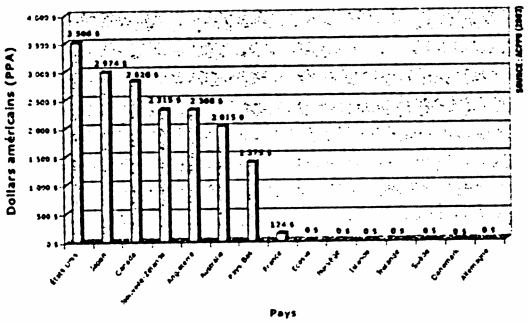
SUÈDE, LÀ OÙ IL FAIT BON ÉTUDIER

En Suède, la situation est différente. En plus du fait qu'il n'y a aucun frais d'inscription, les étudiants ont la possibilité d'avoir des subventions de l'État pour une durée maximale de 6 ans. Dans ce pays, les montants s'élèvent à 302 $ CAN par semaine. De cette somme, 103 $ sont remis sous forme de bourses et le reste se transforme en prêt. La dette qui résulte de l'argent prêté doit être remboursée lorsque l'étudiant commence à travailler. Le remboursement doit se faire à l'intérieur de 25 ans et s'achève après l'âge de 60 ans. Les associations étudiantes du pays revendiquent d'ailleurs la gratuité non seulement pour les étudiants européens, mais aussi pour les étrangers. Eva Johannesson, directrice des communications de l'Université de Lund, affirme que le système d'éducation suédois est accessible pour tous. Cependant, pour les étudiants étrangers qui forgneraient les universités suédoises, le gouvernement songe actuellement à instaurer des frais. «*Une décision sera sûrement prise d'ici deux ans*», présume Mme Jonannesson.

PAYS-BAS

En Hollande, les coûts sont aussi déterminés par le gouvernement national et sont donc les mêmes d'une université à l'autre. Le tarif pour un étudiant de premier cycle à temps plein est de 1180 $ pour une session. L'aide financière est disponible pour tous, mais dépend du lieu où vit l'étudiant (avec sa famille ou seul) et de l'assurance-maladie qui le couvre (privée ou publique). M. Gerritsen, responsable de l'aide financière de l'Université Erasmus à Rotterdam, affirme que «*parce que la Hollande est un petit pays, la distance entre une université et la ville natale d'un étudiant est de moins de 100km, et souvent même de moins de 50 km. Une grande partie d'entre eux demeure donc chez leurs parents au moins durant leur première année universitaire*». Un étudiant qui termine son bac dans une limite de temps établie voit une partie de son prêt transformé en bourse. Un montant maximal de remboursement est ensuite établi selon le revenu annuel. Si dans les 15 années, le remboursement n'est pas complété, la dette se voit annulée.

Frais de scolarité moyens dans le monde (2000-2001)



LE RÊVE AMÉRICAIN?

Du coté des États-Unis, la situation est tout aussi différente. Les frais de scolarité dépendent du département d'enseignement et de l'institution choisie. L'Université de Houston au Texas, figure parmi les sept universités les moins chères du pays. Il en coûte 3362 $ (évaluation en devises canadiennes) pour y entrer. «*Théoriquement, tous les étudiants ont les mêmes chances d'accéder à de hautes études avec les prêts et bourses, mais en pratique, ce n'est pas nécessairement ce qui arrive*», mentionne Susanna Finnell, directrice des admissions de ce campus. À Harvard, les frais d'admission pour l'année 2005-2006 seront de 51 725 $ (évaluation en devises canadiennes). Tout comme à l'Université de Houston, les gens contactés sont très peu ouverts à l'idée de commenter les frais et le système de prêts et bourses. Du moins, le site Internet de l'Université affirme que 70% de leurs étudiants bénéficient de soutien financier.

En Suède, en plus du fait qu'il n'y a aucun frais d'inscription, les étudiants ont la possibilité d'avoir des subventions de l'État pour une durée maximale de 6 ans.

Quartier Libre, l'Ouvert, p. 6

Frais de scolarité

PRINTEMPS DE L'INDIVIDUALISME

François Vaillancourt est professeur au département de sciences économiques de l'Université de Montréal. Il s'intéresse aux politiques publiques, particulièrement dans le domaine du financement routier et de la langue. Son leitmotiv : le modèle utilisateur-payeur.

Propos recueillis par
Dominic MARTIN

Quartier Libre : Pourquoi faut-il augmenter les frais de scolarité, la situation financière des universités est-elle aussi critique qu'on l'affirme?

François Vaillancourt : Même si la situation financière des universités n'était pas critique, il serait normal que les étudiants payent une part plus élevée de leur diplôme, à tout le moins au premier cycle. Le diplôme de premier cycle est un instrument de valorisation professionnelle et personnelle important qui rapporte beaucoup. Il serait donc normal que les étudiants investissent plus dans les frais de scolarité. Au niveau des deuxième et troisième cycles par contre, on peut en débattre. La dimension de la contribution au savoir de la société est plus importante, et l'enrichissement personnel est plus faible. Il y aurait peut-être lieu d'avoir une subvention plus élevée dans ce cas.

Q. L. : Comment arrivez-vous à cette conclusion?

F. V. : Il y a essentiellement deux raisons. La raison du rendement : on voit qu'il y a des rendements privés de 10% (le gain que réalise un bachelier en terme de salaire moins le coût de ses études) après impôt, et celle de l'équité, qu'on peut décortiquer en trois morceaux. Premièrement, la fréquentation des établissements postsecondaires croît avec le statut socio-économique des étudiants. Autrement dit, ce sont les enfants des riches qui vont à l'université. Deuxièmement, le fardeau fiscal global est proportionnel au revenu, il n'augmente pas de manière progressive. Le taux d'imposition des particuliers augmente avec leur revenu, mais la TPS, l'impôt corporatif, les taxes sur la masse salariale demeurent fixes. Cela signifie que les pauvres subventionnent les frais universitaires des riches. Troisièmement, on m'objecte souvent que si vous gagnez 60 000$, vous payez trois fois plus que si vous gagnez 20 000$. Donc les universitaires payent quand même plus d'impôts. Oui, c'est vrai, mais il faut se demander s'ils vont payer ces impôts ici ou ailleurs. Si les gens du Québec, après s'être scolarisés, déménagent, ils vont payer leurs impôts ailleurs, pas au Québec. Cette différence est particulièrement importante dans notre cas. Les anglophones du Québec sont plus susceptibles de s'installer ailleurs que les francophones, en Alberta par exemple, où le taux d'imposition est de 10% pour tout le monde, et où il y a un boum économique.

Ma façon de décrire la chose est la suivante : la politique de gratuité scolaire revient à faire payer par les unilingues francophones de Chicoutimi la scolarisation des unilingues anglophones de Westmount. Il n'y a pas de raisons pour lesquelles un ouvrier de l'Alcan, qui a un bon salaire, qui paye des impôts, qui a une chance plus faible que son enfant aille à l'université, finance les enfants de Westmount.

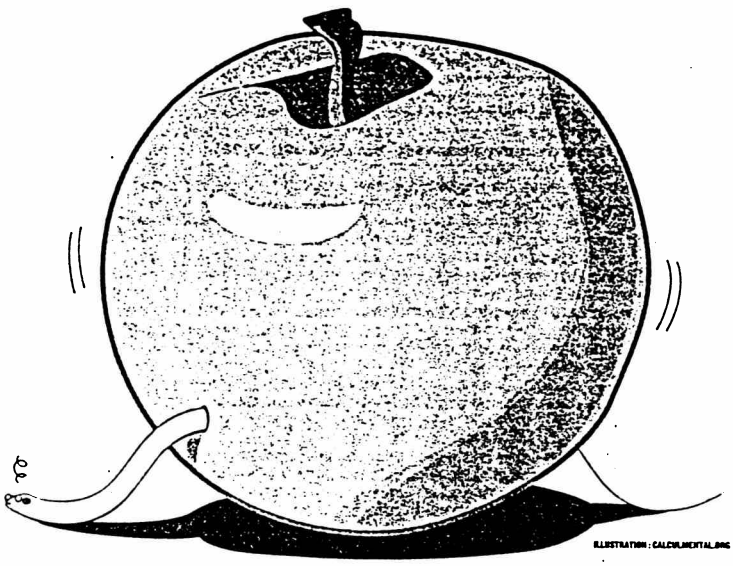


ILLUSTRATION : CALCULMENTAL.BMP

Q. L. : Vous attachez beaucoup d'importance au phénomène de l'exode, mais la quantité d'étudiants qui quittent le Québec après leurs études est-elle vraiment si importante?

F. V. : On sait que la propension à quitter le Québec est à peu près cinq fois plus élevée chez les anglophones que chez les francophones. Je n'ai pas de chiffres exacts, mais si on regarde les flux migratoires interprovinciaux, le Québec perd du monde au sein de la fédération canadienne. Et si on compare le Québec de 2005 avec celui de 1980, la proportion des gens nés au Québec qui vont s'installer ailleurs après leur diplôme universitaire est plus élevée.

De toute façon, si les étudiants restaient au Québec, le débat serait encore un débat à propos des pauvres qui subventionnent les riches. La dimension linguistique de la mobilité ne serait pas là, mais ça resterait à mon avis inéquitable. Ce n'est pas du tout correct que les ouvriers bien payés, mais peu scolarisés, subventionnent les enfants des riches. Ce n'est pas du tout correct que les enfants pauvres ne puissent pas aller à l'université parce que leurs parents manquent d'argent.

Q. L. : Vous développez l'argumentaire classique : il faut hausser les frais de scolarité, car les pauvres subventionnent les riches et compenser par une bonification du système de prêts et bourses. Dans le contexte actuel, après des coupures de 103 millions $, n'est-ce pas irréaliste de parler d'augmenter l'aide financière?

F. V. : Ce n'est pas ma faute si les gens ne sont pas intelligents. Si M. Charest n'est pas capable de faire une politique publique adéquate, ce n'est pas mon problème. Vous trouverez très peu d'économistes universitaires qui ne sont pas d'accord avec moi. Ils vont tous vous dire la même chose. Si M. Charest avait eu du courage, il aurait fait un pacte avec les étudiants. Il aurait augmenté les frais de scolarité de 300 millions et il aurait réinjecté 150 millions dans les prêts et bourses. Il faut que les gens payent, mais il faut aussi qu'il y ait un système de prêts et bourses généreux.

Il aurait aussi fallu qu'il augmente les frais de scolarité de façon différenciée, qu'ils les montent plus pour les médecins, les avocats, les ingénieurs, les dentistes, comme on l'a fait en Ontario. En droit, à l'Université de Toronto, les frais de scolarité atteignent presque 20 000$ par année. À l'Université de Montréal, ils sont encore en bas de 2000$. Les frais de scolarité sont 10 fois plus élevés, mais les avocats ne sont pas payés 10 fois plus. C'est un exemple extrême, mais il montre qu'en Ontario, on a eu le courage de tenir compte du rendement privé (bénéfices financiers pour l'individu) de certains diplômes, de la qualité des universités, et on a exigé que les universités consacrent 25% des revenus additionnels à des mécanismes de prêts et bourses.

Q. L. : Et pourquoi ne pas encourager l'État à augmenter sa contribution? La Finlande, par exemple, consacre 1,7% de son PIB au secteur d'étude postsecondaire, soit 25% de plus que le Québec.

F. V. : Parce qu'on ne fait pas payer les usagers. Moi, comme économiste, je crois qu'il faut demander aux gens de faire une contribution raisonnable aux services dont ils bénéficient. Cela mène à une consommation plus appropriée. Avec la gratuité scolaire, les étudiants marginaux risquent de rester encore plus longtemps à l'université. On va se retrouver avec des classes encombrées par des gens qui vont dire : je ne réussis pas tellement bien, mais c'est *le fun*, ça ne me coûte rien. C'est quoi l'intérêt pour les étudiants qui veulent réussir?

Q. L. : Les étudiants doivent payer plus pour les services qu'ils reçoivent, votre souci n'est pas tant le financement des universités, mais le principe de l'utilisateur-payeur.

F. V. : Oui. Et pour n'importe qui en général. Les usagers devraient payer plus pour les services qu'ils consomment, pas seulement dans le cas des études, mais aussi dans le système de soins de santé et dans le système de transport.

Q. L. : Cette réflexion n'est-elle pas dangereuse? Pourquoi ne pas attaquer la gratuité partout où elle se trouve, les parcs, les bibliothèques publiques, les services essentiels, l'éducation primaire?

F. V. : Non. Il y a deux choses auxquelles il faut faire attention. Premièrement, est-ce qu'on peut facturer de façon intelligente? Deuxièmement, l'utilisateur-payeur, ça ne tient pas lorsqu'il y a des bénéfices sociaux généraux. Je serais en faveur, par exemple, d'augmenter les frais de scolarité universitaires et de réduire les frais des centres de la petite enfance. Pourquoi? Parce que les centres de la petite enfance jouent un rôle de formation à un moment crucial dans l'évolution de l'enfant. Ou encore, l'école primaire, qui a le gros avantage d'offrir à tout le monde un minimum. Que tout le monde sache lire, écrire, compter, parler français et anglais, c'est un avantage général pour la société.

Q. L. : Mais quel sera l'impact de cette approche sur l'incitation aux études? Des frais plus élevés risquent de décourager les étudiants. Vous citez des études qui démontrent que l'augmentation des frais réduit la fréquentation universitaire des plus pauvres.

F. V. : Les études montrent que la hausse des frais de scolarité n'a pas un effet important sur la fréquentation universitaire. Sur les cinq études que j'ai citées, une seule mentionne un effet sur les plus pauvres. E elle indique que ça ne chute pas beaucoup Ce n'est pas 2000$ de plus par année pendant trois ans qui vont empêcher les jeunes d'étudier. Tant que les coûts annuels restent quelque part en dessous de la moyenne canadienne, ça ne fera fuir personne. Je crois que les universités devraient avoir une politique où le premier trimestre universitaire est gratuit. À mon avis, les gens ne viennent pas à l'université parce qu'ils ne savent pas ce que c'est. Ils ne veulent pas s'endetter, ils ne veulent pas prendre de chance. Les futurs étudiants devraient avoir la possibilité d'essayer l'université un trimestre et décider si c'est pour eux ou non.

Quartier Libre, 20 avril, p. 7

DOSSIER
Frais de scolarité

Pour le gel

FRAIS SOCIAUX

Avec la grève étudiante, le gel des frais de scolarité est revenu sur le tapis. Alors que plusieurs estiment que la hausse des frais est inévitable, Gabriel Sainte-Marie, économiste à la Chaire d'études socio-économiques de l'Université du Québec à Montréal, croit qu'il faut maintenir ce gel à tout prix. Une voix qui va à contre-courant dans le milieu économique.

Propos recueillis par
Rachel HYPPOLITE

Quartier Libre : Pourquoi êtes-vous pour le gel des frais de scolarité?

Gabriel Sainte-Marie : Si on voit ça historiquement, à partir de 1986, les grèves étudiantes ont porté à peu près toutes sur les frais de scolarité. Bon, si on voit la ligne éditoriale de tous les médias, la solution aurait été de remettre les 103 millions coupés dans l'Aide financière et dégeler les frais de scolarité. Moi, je crois que c'est un enjeu fondamental. Cette question-là est une question de choix de société, ce qu'on choisit d'en faire, et notre société crée de la richesse. Mais le problème est que toutes les entreprises sont de moins en moins taxées par nos gouvernements, qui se privent donc de cet argent. Dans des pays comme la France, il n'y a pas de frais de scolarité, donc il serait possible de tendre vers ce modèle.

Q.L. : Vous prenez la France comme modèle. Que répondez-vous à ces gens qui disent que les universités françaises publiques sont beaucoup moins considérées par la population en général que les institutions privées, où on entre par des concours exigeants. Est-ce qu'il n'y aurait pas un effet pervers à la gratuité scolaire?

G. S. M. : La France a décidé d'instaurer une partie privée, mais même là, la Sorbonne à Paris par exemple, qui est publique, est très bien cotée… C'est sûr qu'il y a beaucoup de snobisme, un peu comme avec le Palmarès des écoles secondaires de *L'Actualité*. Je suis moi-même allé étudier à Toulouse I, qui est une institution publique, et, en économie, elle est l'une des meilleures au monde parce que l'un des professeurs qui est là a passé par les grandes universités américaines. Donc, le niveau reste le même, peu importe s'il y a de la gratuité.

Q.L. : En quoi trouvez-vous que l'imposition pourrait améliorer le financement en éducation?

G. S. M. : On dit toujours qu'au Québec, on est les plus taxés en Amérique du Nord. Mais si on a les frais de scolarité les plus bas, c'est aussi pour cette raison, on a fait ce choix-là. Je crois qu'on devrait maintenir le financement de l'éducation par l'État, idéalement à 100%. En 1990-91, les frais de scolarité étaient de 970$ par an et en 2004-05, c'est 1890$, une augmentation de 200%. C'est sûr qu'on a moins augmenté que les autres provinces ou états, mais qu'on ne vienne pas me dire qu'on ne paie pas assez de frais de scolarité : ils ont triplé en dix ans! Les frais de scolarité augmentent plus que l'inflation… Si on prend les chiffres de Statistique Canada, en 1990-91, les frais de scolarité représentaient 6,55% du budget total des universités. En 2004-05, c'est 8,89%. Et là où le hât blesse, c'est que le gouvernement se désengage du financement des universités. En 1990, au Québec, le gouvernement contribuerait à 78,09% du budget des universités. Maintenant, c'est 68,24%.

Q.L. : Mais le gouvernement a de plus en plus de mal à boucler son budget, n'est-ce pas irréaliste de maintenir le gel?

G. S. M. : Si le gouvernement répète qu'il est pauvre, c'est parce qu'il se prive volontairement : c'est le point le plus important à retenir. On n'a jamais produit autant de richesse… Le PIB réel, c'est-à-dire les biens et les services produits, a augmenté de 34,2% en dix ans. Or, la situation des jeunes s'est détériorée durant ce temps : leur pouvoir d'achat a diminué de 20% durant la même période. Pendant ce temps, les entreprises font des profits, c'est terrible… Entre 1993 et 2003, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 350%. La richesse se crée donc, mais c'est juste les entreprises qui la conservent. Parallèlement à ça, le gouvernement baisse les impôts, tant au provincial qu'au fédéral. Le rôle fondamental d'un gouvernement devrait être de redistribuer l'argent des plus riches vers les plus pauvres, mais il fait le contraire. On aurait les moyens actuellement d'avoir une gratuité scolaire, par exemple, si les entreprises étaient taxées correctement. J'ai une donnée publiée par Brigitte Alepin, qui est fiscaliste. Elle a écrit un article dans le *Journal de Montréal*. Elle a découvert que les 4191 plus grandes entreprises au Québec étaient imposées à 1,7% tandis que les PME l'étaient de 8,9 à 16,25%. Elle a calculé que si les grandes entreprises payaient 8,9% d'impôt, on aurait 4 milliards de dollars de plus par année. Cet argent-là serait suffisant pour se construire trois ou quatre CHUM, investir massivement dans l'éducation et tendre vers une gratuité. Le gouvernement préfère financer les corporations et ses amis millionnaires, il les aide en permettant les paradis fiscaux. La richesse est mal redistribuée et le gouvernement devrait s'occuper de ça. C'est pour ça que je dis non à la hausse des frais de scolarité. Bon, peut-être que les étudiants les plus pauvres bénéficieraient de plus de bourses en théorie, mais c'est surtout à la classe moyenne que ça nuit. Il ne faut pas oublier que la société québécoise a fait un important rattrapage en éducation… Dans les années 1950, le plus haut qu'on pouvait aller, c'était parler anglais (sacre). Il y avait quelques avocats ou médecins, mais il n'y avait pas une aussi grande accessibilité aux études. Maintenant, pour maintenir et continuer ce rattrapage, il faut mettre des incitatifs pour que les gens viennent à l'école. Selon Joseph Facal, professeur invité aux HEC, dans les milieux pauvres, l'éducation n'est pas considérée comme une priorité. Si les frais de scolarité sont plus bas, ça peut être un incitatif pour eux. Comme contrat social, on doit redistribuer la richesse.

Q.L. : Les riches pourraient payer plus et contribuer davantage financièrement au système… Est-ce que de maintenir le gel ne revient pas à les subventionner?

G. S. M. : Selon moi, l'État doit redistribuer la richesse et non piger dans les poches des étudiants. Si les riches ne payent pas assez pour l'éducation, on a juste à les taxer plus par le biais des impôts. Moi, je suis contre le système d'utilisateur payeur dans ce cas-ci, parce que ça bénéficie à toute la collectivité. Peut-être que les prêts et bourses vont aider les pauvres à payer les frais de scolarité, mais la classe moyenne est celle qui est la plus présente dans les universités et c'est à eux que ça va nuire le plus. Par exemple, si tes parents gagnent 40 000$ par année, tu n'as pas accès aux bourses ou pratiquement pas. Les études montrent bien que c'est la classe moyenne qui s'effrite au profit des plus riches qui s'enrichissent. Ce qui ne coûterait pas grand chose en bureaucratie et qui serait le plus simple, ce serait de faire payer aux mieux nantis et aux entreprises leur juste part d'impôts. L'entreprise bénéficie de personnel qualifié, il serait donc normal qu'elle investisse dans sa formation.

Q.L. : L'éducation bénéficie-t-elle à l'individu ou à la société?

G. S. M. : C'est sûr que les études aident quelqu'un à maintenir un train de vie convenable et à s'épanouir dans la société. Maintenant, un diplômé aide toute la société. Il le fera en offrant ses services et payera des impôts à son tour. L'éducation est un investissement à long terme que le gouvernement fait. Vu qu'il y a des effets positifs sur toute la société, le gouvernement devrait subventionner l'éducation, et l'affirmation vient des plus néolibéraux de notre société. Standard and Poors [NDRL : organisme qui établit les cotes de crédit] affirmait en 2001 que le Québec n'aurait pas à craindre une décote s'il investissait dans la santé et l'éducation.

Q.L. : Vous dites qu'on pourrait se permettre la gratuité scolaire. Or, c'est ce que propose la CASSÉÉ (Coalition pour une Association solidaire syndicale étudiante élargie) actuellement. Est-ce que vous croyez que la FECQ et la FEUQ ont fait fausse route ayant réclamé seulement les 103 millions et en ne traitant pas le problème de façon globale?

G. S. M. : Je pense que les étudiants ne doivent pas se limiter à traiter le problème de façon corporatiste et à ne réclamer que les 103 millions. C'est tous les services sociaux qui doivent être englobés dans cette lutte. On doit voir le problème de façon plus large, surtout qu'on les force de plus en plus à négocier. Ce que disait Xavier Lafrance [porte-parole de la CASSÉÉ], c'est qu'il voulait lancer le débat, pas nécessairement qu'on le fasse demain matin! Je les appuie parce que ça bénéficie à toute la société de se fixer des projets collectifs du genre.

Quartier Libre, 20 avril, p. 8

Augmentation des frais au Canada

BOUCLE INFERNALE

La hausse des frais de scolarité dans les provinces de l'Est et de l'Ouest du pays sont monnaie courante. En Nouvelle-Écosse les frais ont augmenté de 170% depuis 1990. Cette situation, plutôt surréaliste pour l'étudiant québécois, divise les étudiants de ces provinces : pourfendre le gel ou protester contre les augmentations?

Jean-Claude DES RIVIÈRES

Pour Curtis McGrath, président de l'Union étudiante de l'Université Dalhousie à Halifax, le gel des frais n'apparaît pas comme une solution viable au financement des universités. Les frais annuels dans cette province sont de 5557$ par année. À titre indicatif les étudiants québécois payent en moyenne 1860$ par année. Même s'il représente la clientèle la plus éprouvée du pays, avec un endettement étudiant vertigineux, Curtis McGrath préfère promouvoir d'autres avenues que le gel des frais. *« En immobilisant les frais de scolarité, on risque de créer un sous-financement, une situation que l'on retrouve au Québec présentement. »* Pour Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), c'est plutôt le désinvestissement massif des gouvernements en matière d'éducation qui cause le problème. *« Les gouvernements ont coupé dans le financement en éducation pour financer des baisses d'impôts. Dans tous les cas, l'augmentation des frais de scolarité s'est traduite par un désengagement du gouvernement en éducation. »* Et le Québec ne fait pas exception. Pier-André Bouchard rappelle à ce sujet que le dégel des frais de scolarité en 1989 avait alors créé la même situation. *« Le gouvernement avait baissé les impôts et coupé dans le financement des universités. »*

DISSENSIONS EN NOUVELLE-ÉCOSSE

Pour faire avancer la cause étudiante, Curtis McGrath a choisi de travailler avec le gouvernement. *« Nous préférons collaborer avec le gouvernement pour améliorer la situation. À cet effet, le gouvernement provincial s'est récemment engagé à diminuer l'augmentation des frais de scolarité et à réinvestir dans les universités. »* L'augmentation des frais de scolarité en Nouvelle-Écosse sera ainsi limitée à 12% sur trois ans et le gouvernement provincial s'est engagé à réinvestir 35 millions dans l'éducation postsecondaire. Cette annonce n'a toutefois pas satisfait toutes les factions étudiantes. Des manifestations ont d'ailleurs eu lieu à Halifax pour souligner le manque d'implication du gouvernement.

Cindy Aucoin, porte-parole de l'Association des étudiants de l'Université Sainte-Anne, trouve les nouvelles mesures plutôt timides. *« Les étudiants sont encore mécontents parce que nos frais sont assez élevés. Les frais de scolarité en Nouvelle-Écosse sont les plus élevés au Canada, donc il n'y a pas de raison pour que le gouvernement ne gèle pas les frais. »* Pour sa part, Curtis McGrath ne fait pas grand cas de la grogne étudiante. *« Les manifestations étudiantes que l'on a pu observer représentent une minorité d'étudiants. Je crois que les étudiants sont généralement satisfaits de l'engagement de notre gouvernement envers les universités. »*

LE GEL OU... LE GEL

Matt Barton, étudiant à l'Université de Regina en Saskatchewan, ne croit pas non plus aux vertus du gel des frais de scolarité. Il l'a d'ailleurs fait savoir à ses confrères dans un article incendiaire à l'endroit de son association étudiante qui défend le gel des frais. Matt Barton soutient que le gel n'est pas une solution viable au développement des universités et il ne croit pas qu'il est dans l'intérêt des étudiants de promouvoir une telle politique. *« Le problème, c'est que les étudiants ne connaissent pas de solution de rechange à cette politique, ils n'ont donc pas vraiment le choix d'appuyer le gel préconisé par l'Union étudiante. C'est la seule option qui leur a été proposée. L'Union étudiante devrait mettre davantage d'efforts pour imaginer des possibilités plus prometteuses plutôt que d'adopter une position aussi rigide, simplement pour faire des gains politiques. Ce n'est pas la bonne façon de servir la cause étudiante. »*

Conscient que des droits plus élevés peuvent constituer un obstacle pour les moins nantis, M. Barton cite le cas australien. *« Par exemple, l'Union étudiante pourrait évaluer d'autres modèles. Le cas australien, avec le remboursement des prêts étudiants en fonction du revenu me semble plus réaliste. »*

KLEIN MET UN FREIN AUX AUGMENTATIONS

Quant aux étudiants de l'Université de l'Alberta, à qui les universités avaient annoncé la 24e augmentation consécutive en janvier dernier, ils obtiendront finalement un répit. Au début de février, mois du discours annuel du premier ministre Ralph Klein, le gouvernement a annoncé qu'il couvrirait la hausse de 300$, ce qui fait que les étudiants payeront 4500$ comme l'année passée. De plus, il instaure le gel pour un an. Pour Jordan Blatz, président de l'Union étudiante de l'Université de l'Alberta, c'est le début d'une nouvelle ère. *« Maintenant que l'objectif du gouvernement provincial de supprimer la dette est atteint, nous serons en position d'obtenir davantage de financement. Il y aura d'ailleurs dès 2006 l'établissement d'une nouvelle politique de l'éducation. Nous croyons pouvoir jouer un rôle à ce niveau et en faire bénéficier nos membres. »*

Si les étudiants étaient désabusés par les augmentations systématiques des dernières années, dans la province la plus riche par surcroît, Jordan Blatz a continué ses efforts avec d'autres associations pour attirer l'attention sur cette situation. *« Depuis les trois dernières années, on a beaucoup travaillé pour obtenir l'attention des médias et, surtout, pour obtenir l'appui de la population au sujet de l'augmentation de l'investissement dans nos universités. »* Et ça semble avoir porté fruit. Dans ce qui semble être son dernier tour de piste, Ralph Klein a jugé bon de mettre l'accent sur les besoins en éducation, forçant ainsi son éventuel successeur à faire de ce secteur une priorité.

LE GEL COMME CHEVAL DE BATAILLE

Au Québec, les universités québécoises sont en proie à un sous-financement de 375 millions par année. C'est ce qu'avait conclu en 2002 le comité mixte du ministère de l'Éducation (MEQ) et la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). La Commission parlementaire sur le financement des universités, dont le rapport a été déposé à l'Assemblée nationale en juin 2004, a renchéri sur l'urgence de combler ce sous-financement récurrent. Quant à savoir qui devrait combler l'écart annuel de 375 millions, Pier-André Bouchard, président de la FEUQ, répond : *« le gouvernement »*. Point.

Selon le président de la FEUQ, le gel des frais est un moyen de maintenir l'accessibilité aux études universitaires et le maintien de cette accessibilité est un choix de société. La question du sous-financement est toujours en suspens et le président de la FEUQ admet que la clientèle étudiante souffre de ce manque à gagner. *« C'est clair qu'il y a un impact important, tant sur la qualité de l'enseignement offert que sur les ressources disponibles pour les étudiants. »*

Quartier Libre, David, p. 4

ENTERRER LA HACHE DE GUERRE

Après presque huit semaines de grève pour certains, les étudiants reprennent le chemin de l'école. Le grand mouvement pour les 103 millions laisse un goût amer pour certains, et tous s'attardent au *rush* de fin de session. Un vent de protestation sociale est toujours dans l'air.

Emmanuelle GRUBER

En ce début de semaine, tous les étudiants sont rentrés en classe. Les derniers irréductibles, comme par exemple l'AFÉA-UQÀM (Association de la Faculté des arts) ou AFESH-UQÀM (Association de la Faculté des sciences humaines), ont voté la fin de la grève en fin de semaine dernière. De 185 000 étudiants en débrayage il y a 2 semaines, juste après l'annonce de l'entente entre les Fédérations universitaire et collégiale (FEUQ et FECQ), on est passé à 40 000 environ il y a une semaine, et tous ont repris les chemin des classes il y a quelques jours. Mais la mobilisation étudiante s'est faite sentir encore le 14 avril dernier, lors de la manifestation qui «célébrait» les deux ans du gouvernement Charest. Sur l'appel de la CASSÉE, environ 1000 étudiants étaient présents. D'autres groupes étaient également présents comme les syndicats ou d'autres groupes sociaux, qui étaient venus exprimer au gouvernement leur insatisfaction.

LA CASSÉE RAPPELLE SES TROUPES

La Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE), qui avait initié le mouvement de grève et qui représentait le tiers des étudiants en débrayage, a proposé à ses membres, lors de son Congrès le 9 et 10 avril dernier, l'arrêt de la grève. «*Nous avons conseillé d'envisager un repli stratégique. On s'était rendu compte que le rapport de force s'était effrité, et que cela devenait plus difficile d'obtenir des gains concrets. On trouvait qu'il valait mieux consolider le mouvement plutôt que de s'épuiser, pour mieux reprendre en septembre*», explique Héloïse Moysan-Lapointe, porte-parole de la CASSÉE. Elle poursuit en insistant sur l'insatisfaction quant à l'entente de principe. Mais les membres de la CASSÉE n'ont pas dit leur dernier mot, bien que la Coalition sera probablement dissoute, puisqu'elle n'a été formée que dans le but de la campagne contre la réforme des 103 millions et contre l'endettement étudiant. «*Nous travaillons à créer quelque chose de plus grand et de durable. Toutefois, il ne reste pas rien derrière la CASSÉE, puisqu'il y a toujours l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui existait déjà avant*», explique Héloïse Moysan-Lapointe.

> Nous avons conseillé d'envisager un repli stratégique. On s'était rendu compte que le rapport de force s'était effrité, et que cela devenait plus difficile d'obtenir des gains concrets.
>
> Héloïse MOYSAN-LAPOINTE
> porte-parole de la CASSÉE.

Quelques actions musclées ont eu lieu ces deux dernières semaines. Entre autres, lors de la manifestation du 14 avril, certains membres de la CASSÉE ont insulté et poursuivi le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard. «*Ceci ne nous étonne pas. Beaucoup sont fâchés de l'entente. Mais ces actes n'ont rien à voir avec la CASSÉE, ils n'ont pas été commandés par l'organisation*», commente Héloïse Moysan-Lapointe.

À L'UDEM : DIVISION ET AMERTUME

«*Au conseil central du mercredi 13 avril, les associations membres ont décidé d'entériner l'entente*», indique Pierre-Alain Benoît, secrétaire général de la FAÉCUM. Ceci arrive un peu après que la FEUQ a accepté l'entente lors de la fin de semaine des 9 et 10 avril, et que la FECQ, qui avait été neutre quant à sa position sur l'entente au début, l'a entériné en constatant que deux tiers de ses membres étaient en faveur.

Années	Prêt maximum 1er cycle	Bourses 1er cycle	Prêt maximun cycle sup.	Bourses cycle sup.
2004-2005	4,420 $	580 $	5,220 $	0 $
2005-2006	3,020 $	1,980 $	3,820 $	1,180 $
2006-2007	2,440 $	2,560 $	3,240 $	1,760 $
2007-2008	2,440 $	2,560 $	3,240 $	1,760 $
2008-2009	2,440 $	2,560 $	3,240 $	1,760 $
2009-2010	2,440 $	2,560 $	3,240 $	1,760 $

SOURCE : AFÉA

LES PLAFONDS DE PRÊTS POUR LES ÉTUDIANTS À TEMPS PLEIN.

À l'UdeM, 60% des associations qui étaient en grève générale illimitée au moment de la fin des négociations ont accepté l'offre et ont arrêté la grève. Mais d'autres associations ont refusé l'entente et ont arrêté la grève, pendant que certains ont refusé l'entente et continué la grève. Ceux-ci sont les derniers à avoir arrêté le débrayage, en constatant notamment que l'ampleur du mouvement n'était plus là. Même si plusieurs associations ont arrêté la grève tout en refusant l'offre, pour Pierre-Alain Benoît «*c'est un choix de refuser ou non l'entente, mais à partir du moment où on arrête la grève, le message est très clair, ça veut dire qu'on est pas prêt à se battre, donc qu'on accepte en un sens*». Il continue en disant : «*en tant que représentants étudiants, il faut se référer à notre objectif, les 103 millions, et nous l'avons atteint en grande partie*».

Mais il y a clairement un mécontentement parmi les membres. «*Certains voulaient continuer la grève, et ceci s'explique par le fait que dans ce mouvement il y a avait une saveur sociale. Cela aurait pu permettre d'aller plus si ça avait continué, mais le fait que la majorité des grèves aient arrêté après l'entente montre, qu'on le veuille ou non, que les étudiants étaient prêts à accepter l'offre*», explique Pierre-Alain Benoît.

LE MOUVEMENT CONTINUERA

À l'Association étudiante de musique (AÉMUM), la grève a été arrêtée il y a deux semaines. Mais l'entente est très critiquée. «*On n'a pas eu ce qu'on voulait. On a tout perdu cette année et, l'année prochaine, il n'y a que 70 millions de réinjectés*», avance Jean-Philippe Bernard, président de l'AÉMUM. «*On est quand même content d'avoir bougé. Ce n'est que partie remise*», poursuit-il. En anthropologie (AÉAUM) et en histoire (AÉHUM), la grève a été suspendue jusqu'en septembre, et l'offre a été également refusée. «*Ce n'est pas une entente*, Indique Rytz Matthieu, membre du comité de grève de l'AÉAUM, *tout ce qu'on a c'est un point de presse, rien d'écrit. Ça n'a aucune légitimité. Il peut y a voir plein de clauses cachées. De plus, il n'y a rien concernant nos autres revendications, comme la rétraction, le maintien du réseau collégial dans une perspective de gratuité scolaire.*» Concernant la poursuite des moyens de pression, il n'y a rien de prévu avant septembre, les étudiants étant en *rush* de fin de session. «*Il faut assumer notre grève maintenant*», Indique Rytz Matthieu. Il y avait d'ailleurs une journée d'études organisée par la FAÉCUM, vendredi 15 avril dernier, mais qui a dû être annulée, faute de membres qui étaient prêts à s'impliquer. Elle est donc reportée en septembre.

Rappelons que l'entente ne prévoit aucun réinvestissement pour les étudiants qui ont obtenus des prêts et bourses cette année. Le plafond de prêt maximum reste donc à 4420 $ pour un étudiant à temps plein au baccalauréat. Le montant maximal de bourse s'élève à 580 dollars. Ce n'est qu'à partir de 2006 que les plafonds de prêts redescendront au même niveau qu'avant les coupures. (Voir tableau)